Actes *du Colloque*/Conference **Proceedings**

SITES DU PATRIMOINE ET TOURISME
WORLD HERITAGE AND TOURISM: MANAGING FOR THE GLOBAL AND THE LOCAL

2-4 juin 2010, Québec, Canada
June 2-4, 2010, Quebec City, Canada

IPAC
Institut du patrimoine culturel

UNESCO
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

uniTwin
Chaire UNESCO de tourisme culturel

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

UNIVERSITÉ LAVAL
Faculté des sciences de l'administration

CTCC
Centre for Tourism and Cultural Change
Leeds Metropolitan University

Sous la direction de : Laurent Bourdeau et Sonia Chassé

Coordination : Sonia Chassé
Réalisation infographique de la couverture : Laurent Bourdeau
Illustration de la couverture : Hôtel Le Château Frontenac, Québec
Dépôt légal — Bibliothèque nationale du Québec, 2011
Dépôt légal — Bibliothèque nationale du Canada, 2011
ISBN PDF: 9782763794389

© Presses de l'Université Laval.
Tous droits réservés.
Toute reproduction ou diffusion en tout ou en partie de ce livre par quelque moyen que ce soit est interdite sans l'autorisation écrite des Presses de l'Université Laval.
www.pulaval.com

NOS REMERCIEMENTS / THANKS…

Nous tenons à remercier les personnes et les organismes suivants pour leur collaboration et leur soutien à l'organisation de ce colloque / We would like to thank the following people and organizations for their collaboration and support in organizing this Conference:

Nos commanditaires et partenaires financiers / Our partners and sponsors:
Le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec
Le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
La Faculté des sciences de l'administration, Université Laval
Québec Horizon Culture
L'Office du tourisme de Québec
L'Organisation des villes du patrimoine mondial
L'Agence universitaire de la francophonie
Le Bureau international de l'Université Laval
Langlois Konström Desjardins, s.e.n.c.r.l.
Fairmont le Château Frontenac
Le Réseau Sépaq
Les visites Mendel
Le consultat des États-Unis d'Amérique à Québec
Routledge, Taylor & Francis Group
Inuit Art Zone

Notre comité organisateur international / Our International Organizing Committee:
Laurent Bourdeau, professeur, Université Laval, Québec, Canada
Maria Gravari-Barbas, professeure, directrice de l'Institut de Recherche et d'Études Supérieures du Tourisme, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France
Mike Robinson, professeur, Directeur du Centre for Tourism and Cultural Change, Leeds Metropolitan University, UK
Laurier Turgeon, professeur, directeur de l'Institut du patrimoine culturel (IPAC), Université Laval, Québec, Canada
Sonia Chassé, coordonnatrice du comité, Université Laval, Québec, Canada

Notre comité organisateur du Québec / Our Quebec Organizing Comittee:
Laurent Bourdeau, professeur, Université Laval
Sonia Chassé, coordonnatrice du colloque, Université Laval
Jean-Paul Desjardins, vice-président, Desjardins marketing inc.
Marc-Antoine Désy, Bureau international de l'Université Laval
Michel de Waele, professeur, Université Laval
Pascale Marcotte, professeure, Université du Québec à Trois-Rivières
Laurier Turgeon, professeur, directeur de l'Institut du patrimoine culturel, Université Laval
Mohamed Habid Saidi, professeur, Université Laval

Notre comité scientifique / Our Scientific Committee:
Alexandra Arellano, professeure, Université d'Ottawa, Ottawa, Canada
Mohamed Berriane, Université Mohammed V - Agdal – Rabat, Maroc
Laurent Bourdeau, professeur, Université Laval, Québec, Canada
Daniela Calanca, professeure, Università di Bologna, Rimini, Italie
Helene Conway, Dublin Institute of Technology, Dublin, Irlande

Fiorella Dallari, professeure, Università di Bologna, Rimini, Italie
Michel De Waele, professeur, Université Laval, Québec, Canada
Ferruccio Ferrigni, Centro Universitario Europeo per i Beni Culturali, Ravello, Italia
Maria Gravari-Barbas, professeure, directrice de l'IREST, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France
Sébastien Jacquot, professeur, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France
Wided Majdoub, professeure, Université de Sousse, Sousse, Tunisie
Yoel Mansfeld, Senior Lecturer, *Head of the Center for Tourism, Pilgrimage & Recreation Research*, University of Haifa, Israel
Alessia Mariotti, professeure, Università di Bologna, Rimini, Italie
Pascale Marcotte, professeure, Université du Québec à Trois-Rivières, Canada
Carmen María Ramos, directrice exécutive, Cátedra UNESCO de Turismo Cultural, Untref/Aamnba, Argentine
Mike Robinson, professeur, Directeur du Centre for Tourism and Cultural Change Leeds Metropolitan University, UK
Mohamed Habib Saidi, professeur, Université Laval, Canada
Jordi Tresserras, professeur, Universidad de Barcelona, Espagne
Elena Turcov, Académie des Études Économiques, Moldavie
Dolors Vidal Casellas, professeure, Universitat de Girona, Espagne

Notre secrétaire à l'administration / Our secretary:
Rachel Lachance, département de management, Université Laval.

Et tous nos conférenciers, exposants et délégués / And all our speakers, exhibitors and delegates

Avant-propos / Foreword

Laurent Bourdeau
(Université Laval)

C'est fut un grand plaisir de recevoir à Québec, qui a célébré en 2010 le 25e anniversaire de l'obtention du label «Ville du patrimoine mondial», le premier colloque du réseau «Culture- tourisme - développement» UNESCO/UNITWIN NETWORK. Cet événement a été organisé par la Faculté des sciences de l'administration et l'Institut du patrimoine culturel de l'Université Laval, en collaboration avec l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et le «*Centre for Tourism and Cultural Change* de la *Leeds Metropolitain University*»**.**

Le programme proposé a permis de mettre en lumière les travaux et les réalisations d'universitaires et de praticiens provenant de plus de 40 pays sur le thème commun des sites du patrimoine mondial. Le caractère pluridisciplinaire des communications présentées et les échanges qui en ont découlés ont été fructueux à plusieurs égards. La contribution économique mondiale du tourisme est acquise, mais cela ne se fait pas sans questionnements incontournables sur son rôle dans la valorisation du patrimoine matériel et immatériel. Non seulement, le secteur de la recherche universitaire en tourisme et patrimoine bénéficiera de ces réflexions, mais également les gestionnaires de sites à travers le monde.

Nous tenons à remercier tous nos partenaires pour leur contribution à la réussite de cet événement international. De façon plus particulière, nous voulons souligner l'appui indéfectible du Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec. Nous adressons également un remerciement spécial à Mme Sonia Chassé pour le travail et les efforts déployés à toutes les étapes du colloque.

It was a great pleasure to receive in Quebec, which celebrates in 2010 the 25th anniversary of obtaining the label "World Heritage City", the first network conference "Culture-Tourism - development" UNESCO / UNITWIN NETWORK. This event was organized by the Faculty of Business Administration at Université Laval, Institut du Patrimoine culturel, the Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne and the Centre for Tourism and Cultural Change at Leeds Metropolitan University.

The proposed program has helped to highlight the work and achievements of academics and practitioners from over 40 countries on World Heritage sites. The multidisciplinary nature of communications and exchanges were fruitful in several respects. The economic contribution of tourism has gained world, but it is not without inevitable questions about his impacts on tangible and intangible heritage. Not only academic research in tourism and heritage will benefit from these reflections, but also site managers throughout the world.

We thank all our partners for their contribution to the success of this international event. In particular, we highlight the continued support of the Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec. We also thanks to Sonia Chassé for the work and efforts in all stages of the Conference.

Pour le comité organisateur du colloque / For the Organizing Committee,

Laurent Bourdeau, Ph.D.
Université Laval

Préambule

La Chaire UNESCO « Culture, Tourisme, Développement » a été fondée en 1998 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne par le professeur Bernard Morucci avec l'objectif de répondre à la nécessité du rapprochement entre les chercheurs, les universitaires, les gestionnaires des sites, intéressés par les champs de la culture, du tourisme et du développement. L'objectif de la Chaire est de promouvoir un système complet d'activités de recherche, de formation, d'information et de documentation pouvant contribuer à la formulation de stratégies de tourisme en assurant la conservation à long terme des sites, la participation des populations locales aux projets et aux bénéfices du tourisme, tout en facilitant le dialogue entre les cultures.

La Chaire UNESCO « Culture, Tourisme, Développement » coordonne le réseau UNITWIN UNESCO portant le même nom. Celui-ci, fondé en 2002, réunit aujourd'hui environ vingt-cinq universités situées dans les 5 continents proposant des formations de très haut niveau en patrimoine et tourisme. Loin d'être un club fermé, le réseau UNITWIN est dynamique, en constitution permanente, composé d'universités animées par la même volonté de compréhension et d'analyse scientifique des phénomènes touristiques et du rôle qu'ils jouent non seulement en tant que « consommateurs » des patrimoines et des cultures mais en tant qu'acteurs, et à ce titre co-producteurs, de ce même système.

Le réseau UNITWIN UNESCO « Culture, Tourisme, Développement » porte actuellement plusieurs projets communs tels que la création d'un module d'enseignement sur la « Gestion des Sites du Patrimoine Mondial » proposé dans le cadre des Masters dispensés par les universités partenaires et portant sur la gestion touristique des sites du patrimoine mondial.

Plusieurs rencontres annuelles ou biennales organisés par le réseau, lui ont permis de construire progressivement une plateforme de réflexion internationale, un *think tank* sur les questions du patrimoine mondial et leur rapport au tourisme.

Le colloque de Québec sur les *« Sites du Patrimoine Mondial et Tourisme »* inaugure une série de grandes réunions internationales qui ont lieu tous les deux ans dans un lieu différent et qui ouvrent des problématiques en rapport avec la culture et le patrimoine, le tourisme, le développement. Ces réunions internationales s'alternent, tous les deux ans, avec des séminaires de nature plus pratique et opérationnelle organisés dans différents contextes régionaux, offrant la possibilité aux membres du réseau de se pencher de manière plus opérationnelle sur les questions relatives à la mise en tourisme des sites culturels.

D'autres projets, tels que le lancement d'une Master Class ou des rencontres *doctoriales* focalisant plus particulièrement sur les questions du patrimoine mondial créent les conditions de création d'un réseau d'experts internationaux sur les questions du patrimoine et de la culture, du développement et du tourisme. Aussi, le réseau ambitionne de devenir un des principaux interlocuteurs du centre du Patrimoine Mondial de l'Unesco pour les questions concernant le tourisme.

Les réflexions menées dans le cadre du colloque et les conclusions qui en sont issues nous permettront certainement d'aller dans ce sens. Le colloque *« Sites du Patrimoine Mondial et Tourisme »* s'inscrit ainsi à la fois dans le prolongement des réflexions menées par la Chaire et le réseau UNITWIN depuis leurs débuts, tout en repositionnant les ambitions du réseau pour les années à venir.

Les textes réunis dans ce recueil sont un témoignage de la grande importance qu'accorde la communauté de chercheurs, à un niveau international, aux sites du patrimoine mondial et aux rapports que ceux-ci peuvent entretenir avec le développement, la culture et

l'économie de leurs sociétés. Ils sont aussi la démonstration du regard renouvelé depuis quelques années, porté vers le tourisme. Ils plaident pour la nécessité de développer des nouveaux outils d'analyse, de mesure de compréhension des phénomènes touristiques et de leurs impacts, de plus en plus complexes et divers, sur les sociétés d'accueil, sur l'économie internationale, sur les touristes eux-mêmes. Ils encouragent les partenaires du réseau à aller plus loin dans leurs recherches.

Maria Gravari-Barbas
Directrice de la Chaire Unesco « Culture, Tourisme, développement » de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Coordinatrice du réseau UNITWIN-UNESCO « Culture, Tourisme, développement »

Conférences d'ouverture/Keynote Addresses

Introduction
Patrimoine mondial et tourisme : une co-production ?

Maria Gravari-Barbas
(IREST, EIREST, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

La question du rapport entre tourisme et Patrimoine mondial, posée dans le cadre de ce colloque, fait suite à plusieurs réflexions menés dans le passé. Son amplitude risque de nous égarer si on ne l'aborde pas à travers une problématique précise, guidée par la nature même du Patrimoine mondial.

Le Patrimoine mondial est constitué en 2010 de 911 biens inscrits sur la liste. Afin de suivre les évolutions de la société contemporaine et des ses représentations patrimoniales, la liste a inclut, au cours des dernières années, des biens de nature de plus en plus diverse. On trouve des sites culturels, des sites naturels, des paysages culturels ; des monuments isolés et des ensembles de plusieurs centaines d'hectares ; des biens qui datent de la préhistoire ou des biens du XXe siècle. On peut parier que cet élargissement n'est pas prêt à s'arrêter. La liste du Patrimoine mondial suit - certes avec un certain décalage - les sensibilités patrimoniales des sociétés qui le portent (au départ occidentales, aujourd'hui mondiales) et elle continuera à évoluer pour répondre aux représentations - élargies, diversifiées, multiples - de la notion du patrimoine.

Les configurations différentes des sites du Patrimoine mondial induisent des rapports différentiés avec le tourisme. Autant rappeler donc d'emblée une évidence : non seulement la « catégorie Patrimoine mondial » n'est pas une catégorie d'objets mais elle n'est pas non plus une catégorie opérationnelle en ce qui concerne les réalités touristiques observées dans les sites. Il convient par conséquent de chercher ailleurs non seulement les contours de la « catégorie » Patrimoine Mondial mais aussi la manière dont on peut construire (intellectuellement dans un premier temps, sur le terrain dans un deuxième), leur rapport au tourisme.

Le Patrimoine mondial, « invention » extraordinaire de la Convention de 1972, est fondé sur la notion de « valeur universelle exceptionnelle » que caractérise ces biens, biens dont la disparition constitue un appauvrissement néfaste pour tous les peuples du monde. Ce sont donc ces valeurs universelles qui constituent l'essence du patrimoine commun de l'humanité, indépendamment de la nature du bien inscrit, du continent ou du pays dans lequel celui-ci est situé, de celui ou de ceux qui l'ont construit, des croyances ou des religions qui ont animé sa construction. La convention crée ainsi, une catégorie d'objets - par ailleurs très disparates - ayant, par décision et définition, une valeur universelle exceptionnelle.

Cette évidence rapidement ici rappelée, induit des rapports entre les sites du Patrimoine mondial et le tourisme de nature différente de ceux que nous pouvons observer dans d'autres sites patrimoniaux. Nous n'avons pas à faire à la « mise en tourisme » d'un site patrimonial comme tant d'autres, car nous ne sommes pas dans le contexte d'un patrimoine familial, tribal, régional, national… nous avons au contraire à faire à des sites qui ont été sélectionnés parce qu'ils représentent des valeurs qui sont celles de l'Humanité et dont la

disparition est censée l'affecter dans son ensemble. Les raisons de cette sélection sont certes diverses, et nombreux sont les travaux qui montrent le caractère instrumental de l'inscription au Patrimoine mondial et qui soulèvent les apories intrinsèques de cette liste du '*hit parade*' patrimonial. Il ne s'agit pas de sombrer ici dans un angélisme béat, mais de rappeler que les sites sélectionnés, *une fois sélectionnés*, entrent, par la « grande porte », au patrimoine de l'humanité, et embrassent les « valeurs universelles exceptionnelles » qui les constituent en Patrimoine mondial. Il convient ainsi de prendre en compte cette donnée de manière claire et dans toutes ses implications et conséquences, car elle est intrinsèquement liée à la notion-même du Patrimoine mondial : elle fait partie de 'l'édifice' Patrimoine mondial sur lequel nous ne pouvons pas disserter en en faisant abstraction.

Nous laissons bien entendu ouvertes toutes les discussions sur le caractère artificiel avec lequel des Valeurs Universelles exceptionnelles sont *parfois* introduites dans le processus d'inscription de certains sites. Nous nous concentrerons sur les fondements de ces valeurs et sur leur rapport, intrinsèque, avec la Convention du Patrimoine mondial.
C'est donc cette *essence universelle* du patrimoine mondial qui « catégorise » les biens du Patrimoine mondial et qui nous offre des ancrages plus précis pour aborder une question tellement vaste (celle du rapport entre sites du Patrimoine mondial et tourisme) qui risquerait d'apparaître autrement dénuée de sens.

Cette « appartenance » du Patrimoine mondial à l'humanité toute entière contribue à générer une relation affective, symbolique, imaginaire, entre le bien du Patrimonial mondial et des populations de plus en plus nombreuses, de plus en plus dispersées autour du Monde, de plus en plus lointaines. Une multitude de liens affectifs - réels ou virtuels - relie les sites du Patrimoine mondial au reste du monde. Cette relation contribue à drainer sur certains sites un public de plus en plus important numériquement, de plus en plus divers, souvent rapidement qualifié de touristique, qui vient chercher dans ces sites les émotions, les *stimuli* esthétiques, l'émerveillement, et au bout du compte une partie de lui-même : puisque il est, lui-même, par définition - en tant que co-producteur des valeurs Universelles - un *acteur* du système du patrimoine mondial.

Tous les biens patrimoniaux inscrits sur la liste du PM n'ont bien entendu pas la même charge affective.

On pourrait citer deux exemples que tout semble opposer au sein de la catégorie des bien patrimoniaux investis d'une valeur exceptionnelle universelle : d'un côté Le Havre, ville martyre, lutte encore et *a posteriori,* pour donner à voir à l'humanité, et à sa juste valeur, l'architecture emblématique d'Auguste Perret, *a priori* reconnue par les décideurs locaux, les instances nationales et les organismes conseil de l'UNESCO. Sa valeur n'est pas - encore - largement partagée par l'humanité. Venise, de l'autre côté, est solidement liée à l'imaginaire et l'affectif universel à travers une relation construire depuis longtemps et devenue aujourd'hui quasi charnelle. L'humanité retient son souffle à chaque montée des eaux et le principe d'une action commune, concerté et internationale est partagé (et non seulement intellectuellement) par le plus grand nombre.

Dans le cas de ces deux villes le rapport - réel et imaginaire - qu'elles entretiennent avec le tourisme n'est pas le même. Dans le cas du Havre, le développement du tourisme peut représenter, outre les retombées économiques encore incertaines, un formidable miroir qui renvoie à la ville une image radieuse d'elle-même : une ville qui se visite, est une ville attrayante, désirable qui tourne les pages sombres de son histoire. Le regard touristique international, flatteur et valorisant, peut se révéler une extraordinaire « machine » de production d'identité locale.

Dans le cas de Venise, et malgré le fait que depuis XVIIe siècle, et la perte de son statut de *sérénissime* commandant terre et mers, la ville vit grâce au tourisme (au point de

faire dire à Mary MacCannel que *Tourism Venise is Venise*[1]) le tourisme continue à être appréhendé comme un phénomène destructeur et prédateur.

Les réalités touristiques sont dont fondamentalement différentes au Havre (où l'on cherche à susciter un développement touristique) et à Venise (qui le redoute - tout en s'assurant tout de même qu'il puisse continuer à assurer son rôle de moteur unique de l'économie urbaine). Mais dans les deux villes le tourisme peut être appréhendé comme un phénomène fondé sur la même demande : pouvoir accéder (physiquement, intellectuellement, symboliquement) à un lieu qui, étant un site du Patrimoine mondial, appartient par définition (intellectuellement, symboliquement, affectueusement…) à l'ensemble de l'humanité.

La demande touristique liée aux sites du Patrimoine mondial exprime la volonté, au bout du compte légitime, d'accéder et de partager avec d'autres un bout de soi-même. En ce sens, le tourisme, activité de partage et de communion avec d'autres populations dans d'autres lieux, fait intrinsèquement partie des valeurs du Patrimoine mondial.

Par conséquent, et même si la convention de 1972 ne mentionne pas explicitement le tourisme, (à part évoquer furtivement, parmi les obligations, « la mise en valeur » des biens listés), le tourisme est consubstantiel à la portée universelle du Patrimoine Mondial.

Cette hypothèse préalable (qui consiste à mettre en évidence non seulement la légitimité, mais aussi la consubstantialité de la relation entre Patrimoine mondial et tourisme), met le tourisme, dépeint le plus souvent avec des couleurs sombres, au centre d'une réflexion importante que nous devons mener pour ne pas rajouter à la confusion générale. En effet plusieurs attitudes peuvent être adoptées par les chercheurs (qui sont, rappelons-le, des interprètes de notre société et de la manière dont elle se construit et dont elle se structure à partir entre autres des relations qu'elle noue avec des objets) pour analyser les rapports entre Patrimoine mondial et tourisme.

Une des premières tâches serait de comprendre précisément en quoi le tourisme, en tant que phénomène social total, contribue-t-il à construire intellectuellement la « catégorie Patrimoine mondial » dans des sites patrimoniaux qui relèvent des Valeurs universelles exceptionnelles. Il nous faut par conséquent questionner, de manière critique et réflexive, un certain nombre de partis-pris qui sont souvent mobilisés, presque par reflexe, dès qu'on met en contact ces deux notions, celle du patrimoine et celle du tourisme, a fortiori dans les sites du Patrimoine mondial.

Déconstruire pour construire ?

1. L'hypothèse des retombées touristiques et économiques

À l'échelle des 911 sites du PM il existe certes des sites qui, comme Machu Picchu, font face aujourd'hui à des problématiques de fréquentation touristique lourde. Ces sites ont souffert d'un manque de gestion et nécessitent désormais des véritables projets de structuration des flux *in situ.*

À l'autre extrémité, nombreux sont les sites qui après avoir milité pour obtenir l'inscription sur la liste du Patrimoine mondial et après avoir travaillé avec beaucoup de conviction pour franchir les nombreuses, difficiles et couteuses étapes (avec, en arrière pensée, l'espoir du développement touristique) souhaitent la valoriser à des fins touristiques sans pour autant y parvenir. L'inscription sur la liste du Patrimoine mondial n'est en effet nullement une condition suffisante pour le développement touristique du site reconnu.

[1] Mc Carthy, Mary (1963), *Venice Observed*, Harvest Book, Londres et New York (1ère edition 1956).

Pourquoi dans tel site les retombées économiques sont importantes et dans un tel autre sont minimes ? La « plus-value » du « label » Patrimoine mondial est difficile à établir. Par définition, tous les sites de la liste ont un grand intérêt patrimonial, et il n'est pas simple de distinguer dans l'attraction d'un site inscrit ce qui provient de « l'effet inscription » et ce qui provient des qualités du site. Il existe certes une assez bonne corrélation entre le nombre de touristes par pays et le nombre de sites classés que ceux-ci regroupent : les pays qui ont un nombre de sites important font partie aussi des pays les plus visités à l'échelle internationale.

Cette corrélation tend à se confirmer davantage au cours des dernières années, mais elle ne nous dit rien sur la causalité.

Il faut donc prendre avec prudence les chiffres qui associent inscription et fréquentation accrue. Les sites archéologiques mexicains ou les châteaux médiévaux du Pays de Galles inscrits au Patrimoine mondial reçoivent environ quatre fois plus de visiteurs que ceux qui ne sont pas inscrits. Mais certains pourraient prétendre que les sites inscrits sont les plus intéressants et que leur fréquentation plus importante reflète ce plus grand intérêt…

La fréquentation d'un site inscrit a souvent évolué favorablement après son inscription sur la liste. On ne peut toutefois faire abstraction des tendances plus générales liées au développement touristique au cours des dernières décennies : forte augmentation du tourisme à la fois domestique et international, émergence de nouveaux pays (tels que l'Inde, la Chine ou le Vietnam) en tant que destinations touristiques pour des nouveaux publics touristiques à la fois nationaux et internationaux. Il convient ainsi de rappeler que ce ne sont pas seulement des sites du patrimoine mondial qui ont connu une augmentation au cours des dernières années. La fréquentation de sites patrimoniaux non inscrits, souvent bien plus modestes que certains sites du Patrimoine mondial, a également connu une évolution favorable au cours des dernières années. Rares sont les études et les statistiques qui donnent les garanties méthodologiques suffisantes pour apprécier sérieusement l'impact de l'inscription sur la fréquentation.

Il ne s'ensuit bien entendu pas que cet impact n'existe pas. Comme le rappelle l'économiste Rémy Prudhomme[2], il existe des raisons théoriques de penser qu'une relation puisse être établie. Il cite ainsi la théorie dite des *superstars*, dérivée des théories de l'information et utilisée par les économistes que démontre, dans des domaines bien différents tels que la musique par exemple, que le succès va au succès, bien au-delà de ce que la qualité intrinsèque des différents artistes peut expliquer ou justifier. Savoir ce que l'on préfère est coûteux en informations, en temps et en connaissances : *« plutôt que de courir le risque de faire un mauvais choix, beaucoup de consommateurs, incertains de l'offre et même de leur propre demande, préfèrent s'en remettre au verdict du succès, et aller là où tout le monde va, ou bien là où une autorité reconnue leur conseille d'aller, même si cela leur coûte plus cher »*[3].

Comme le dit un auteur : *"The minute it goes on the list, it goes into Lonely Planet, Fodor's, Frommers* »[4] et depuis peu sur *Trip Advisor*. On observe d'ailleurs que pour des sites célèbres et très demandés, comme Petra, la Medina de Fes, Angkor ou les iles Galapagos, la propension des visiteurs à payer des sommes non négligeables pour avoir le droit de les visiter est bien plus importante qua dans le cas de sites non inscrits ; le « logo » Patrimoine mondial représente en effet un gage de qualité. Les analyses ont en effet montré

[2] Prudhomme, Rémy (2008), (dir), *Estimation de l'Impact de l'inscription des sites du patrimoine mondial*, rapport au Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO.

[3] Idem

[4] Citation de Jeff Morgan, directeur du Global Heritage Fund, cité in « Flip side of World Heritage status", *Herald Tribune*, 17 janvier 2006

que l'inscription sur la liste du patrimoine mondial fonctionne comme un « label de reconnaissance » facilement lisible internationalement (le logo de l'UNESCO et du Centre du Patrimoine Mondial concurrencent aujourd'hui en lisibilité et reconnaissance internationale les anneaux olympiques) et en ce sens générateur de retombées touristiques.

Mais on sait aussi que ces facteurs n'entrent en jeu que dans le cas des sites bien insérés déjà dans les systèmes de la mobilité touristique internationale, correspondant à une approche de patrimoine qui s'inscrit dans des typologies patrimoniales plus « classiques », dans la plupart des cas situés à proximité des lieux réceptifs caractérisés par le balnéotropisme, l'héliotropisme et facilement accessibles par les grands foyers du tourisme émetteur. L'inscription sur la liste du Patrimoine mondial a plus de probabilités à avoir des impacts dans le cas d'un lieu situé près d'un grand aéroport, à côté duquel il y a des lieux touristiques anciens et consolidés, près des tropiques ou des zones tempérées et éloignés des foyers considérés dangereux et politiquement instables. L'inscription sur la liste est par conséquent certainement un facteur favorable au développement, mais un facteur qui n'est ni nécessaire ni suffisant.

2. Le tourisme destructeur du Patrimoine mondial ?

Le tourisme (réifié, fantasmé et redouté) est souvent abordé comme un phénomène destructeur et déstabilisant. Le centre même du Patrimoine mondial n'intègre la problématique touristique dans une approche autre que celle du tourisme prédateur que depuis peu longtemps. Le tourisme fait souvent référence, de manière quasi tautologique, aux hordes des touristes qui envahissent les sites fragiles et vulnérables. Venise est évoquée à répétition en tant qu'exemple majeur des déprédations dont le tourisme est capable. Mais Venise est l'arbre qui cache la forêt constituée de réalités bien plus diversifiés et complexes.

Ce serait en ce sens une erreur fondamentale de traiter de manière globale la réalité touristique *des* sites du Patrimoine mondial, comme il est également erroné de *réifier* le tourisme comme a tendance à le faire la littérature de vulgarisation voire parfois la littérature scientifique. *Le* tourisme, souvent appréhendé comme *une* « chose » est en réalité un système complexe, composé de lieux, d'acteurs et de pratiques, qui entrent tous en interaction. Il ne nous est en conséquent pas permis aujourd'hui de le dessiner de manière illusionniste à grands coups de pinceaux ; il nous appartient au contraire de l'examiner de manière 'clinique', en se dotant, si nécessaire, de nouveaux outils.

Ceci implique d'appréhender le tourisme comme un phénomène social total qui à la fois alimente et est alimenté par le patrimoine, dans toute la complexité et les ramifications de ses relations ; qui est suscité, mais qui à son tour agit sur les processus de patrimonialisation et contribue à la reconnaissance patrimoniale de lieux et d'espaces.

Au risque de provoquer, on pourrait même émettre l'hypothèse d'un tourisme qui ne fait pas que « consommer », *a posteriori*, des sites mais qui contribue à les produire, à les *constituer* en sites du patrimoine mondial. Nous avions mis en évidence, dans le cadre de travaux préalables, la capacité du tourisme, de fonctionner comme une véritable *« machine à produire des patrimoines »* [5]et ce depuis le XIXe siècle et la consolidation conjointe des notions de patrimoine et de tourisme. Plusieurs études ont montré dans certains cas, y compris majeurs, la non-antériorité du patrimoine (en tant bien entendu que construit social et pas en

[5] Gravari-Barbas, M., (2010), « Les pulsions patrimonialisatrices : une analyse diachronique des « machines à produire des patrimoines » communication présentée au colloque *« Patrimoine culturel et désirs de territoires : vers quels développements ? »*, organisé par l'Université Paul Valéry, Montpelier et l'Université de Nîmes, février.

tant que matérialité) par rapport au tourisme et le rôle que le tourisme a joué dans leur propre patrimonialisation. Ces tendances sont accentuées en ce début du XXIe siècle et dans un contexte d'explosion sans précédent des mobilités touristiques.

Déconstruisons encore le caractère réputé néfaste de la relation patrimoine-tourisme : Si la gestion d'un site patrimonial est bien adaptée, le tourisme peut être un moyen pour qu'un site inscrit aujourd'hui sur la liste, continue à l'être dans les années à venir, c'est à dire un moyen pour que le site soit encouragé à mettre en place des plans de sauvegarde et de mise de valeur qui contribuent à la conservation des biens listées et à la pérennisation de la cohérence de leur argumentaire d'inscription sur la liste.

On pourrait ici faire une mention rapide sur une étude en cours concernant les sites du Patrimoine mondial en péril : l'examen des trente-trois sites (culturels et naturels) de la liste en 2009, démontre que le tourisme ne figure de fait que très marginalement parmi les raisons officiellement évoquées par le Centre du Patrimoine mondial pour justifier l'inscription sur la liste du Patrimoine mondial en péril. C'est par exemple le cas de Jérusalem (inscrite sur la liste du PMP en 1982) où le tourisme est évoqué, parmi les nombreuses autres raisons, au demeurant plus graves, ayant conduit à son inscription sur la liste du PMP[6].

En ce sens l'inscription sur la liste du Patrimoine mondial en péril, pourrait apparaitre, elle, comme une « mise au ban » touristique : non pas donc parce que le tourisme y est trop important, mais au contraire parce que les sites en question ne sont pas « formatés » pour le tourisme international et que par conséquent, les touristes y sont peu (trop peu?) nombreux. Les sites en question sont en dehors des flux touristiques qui jouent souvent un rôle « régulateur », parce qu'ils mettent les sites du Patrimoine mondial sous les projecteurs de la communauté internationale.

Peut-on en ce sens prétendre que la plus grande intégration des sites dans les circuits touristiques internationaux fonctionne (du fait de leur surexposition sur la scène internationale) comme un facteur de protection, tandis que dans les sites « hors circuit » les vandalismes et les dégradations sont a priori plus faciles ? C'est bien entendu une hypothèse qui mérite d'être introduite de manière nuancée…mais qui mérite d'être introduite quand-même.

3. Le rapport aux sociétés locales

Le rapport des sites du Patrimoine mondial au tourisme renvoie, par effet de miroir, au rapport aux populations locales. Ce dualisme très simpliste cache des réalités bien plus complexes. Les touristes, les visiteurs d'une journée, les promeneurs, les résidents secondaires, les travailleurs expatriés, les immigrés, les étudiants, les mobilités d'affaires, les résidents régionaux ou de proximité forment (en fonction de la nature de chaque site) un ensemble bien plus complexe que celui qu'on donne souvent à voir en faisant l'opposition entre touristes d'un côté, résidents de l'autre. Si celle-ci avait possiblement du sens il y a quelques décennies, aujourd'hui elle ne saurait plus nous satisfaire. Les mobilités, de plus en plus prononcées, font de nous des êtres multi territorialisés, entretenant des rapports complexes avec plusieurs endroits autour du monde…

Les différentes populations rapidement citées, pratiquent le bien patrimonial de manière différente, elles lui attribuent de sens différents, elles s'y investissent éventuellement

[6] En 2009, la plupart des sites du PM en péril se trouvent dans des pays en conflit, en guerre civile ou en proie au terrorisme. Les catastrophes naturelles [séismes (Bam), inondations] ont été également souvent à l'origine de l'inscription.

de manière inégale. Peut-on dire que cette population est plus légitime que l'autre ? Sans doute, mais il est évident que personne n'est étranger dans un site du Patrimoine mondial, tout le monde est, dans un certain sens, « chez lui ». Ce qui présuppose une approche nuancée dans l'étude de ces phénomènes et surtout une connaissance aussi fine que possible des publics qui fréquentent les sites du patrimoine mondial.

Il y a, toujours aujourd'hui, un grand effort à accomplir pour que les sites du Patrimoine mondial puissent être des espaces de véritable rencontre entre ces populations, des espaces d'échange et d'enrichissement mutuel.

Entre une lecture qui discrimine les touristes car ils s'approprient des lieux qui ne « sont pas les leurs » tout en contribuant ainsi à marginaliser ou à chasser la population locale, et une lecture qui à l'inverse, discrimine les habitants qui privatisent un lieu en excluant les « non-autochtones » (mais qui sont les autochtones ? les habitants d'origine ? ceux attirés, de même que les touristes, par la qualité des lieux pour investir dans des pied-à-terre vides une bonne partie de l'année ? les travailleurs ? encore une fois, la trop rapide catégorisation nous prive d'une analyse), il y a un vaste champ d'analyses possibles (pour ne pas parler de véritables positionnements idéologiques) qui reste aujourd'hui largement sous abordé.

La littérature de vulgarisation, à laquelle nous sommes exposés met clairement et bien plus fréquemment en valeur le scenario du « touriste-conquistador » : il met en évidence un profil de touriste, par définition aisé, puisqu'il dispose d'un capital de mobilité, aussi limité soit-il) qui s'approprie, souvent violemment, et dans une relation de domination, l'espace de vie des populations locales. Travailler sur le patrimoine mondial nous expose donc, en tant que chercheur, à ces questionnements auxquels nous devons aujourd'hui pouvoir répondre avec un regard nouveau.

Cela implique parfois d'apporter un regard peu « politiquement correct» : oser évoquer comme hypothèse que séjourner quelques nuits dans le centre de Venise n'est pas forcément usurper un bien qui appartient aux Vénitiens - en train d'être chassés, comme l'affirme la littérature para-touristique, par les hordes des touristes - mais que c'est la seule possibilité dont disposent aujourd'hui les classes moyennes pour accéder, ne serait-ce que le temps de quelques nuits, aux quartiers gentrifiés, embourgeoisés, « consumerisés » de certains centres-villes, ne peut pas se faire sans soulever la polémique. Mais, que ce soit pour les confirmer ou les infirmer, il nous appartient de mettre sur la table ces hypothèses peu orthodoxes si nous souhaitons avancer dans la compréhension du rôle que le Patrimoine mondial assure – réellement ou potentiellement - au sein des sociétés contemporaines.

4. La communication sur les valeurs universelles exceptionnelles

Les sens que l'on attribue à ces valeurs ne sont pas les mêmes. La plus grande difficulté est non seulement de concilier les valeurs de ceux qui vivent sur les lieux de manière plus permanente et de ceux qui viennent de loin, souvent au prix de sacrifices importants pour pouvoir les visiter (et qui sont d'ailleurs parfois accusés d'être venus, car leur présence est dans certains cas perçu comme une pollution réelle ou visuelle), mais de prendre surtout en compte l'ensemble des catégories de publics qui résident, traversent, travaillent sur les sites du Patrimoine mondial.

L'universalité des valeurs comporte en effet des déclinaisons multiples. Les valeurs universelles ne sont pas perçues universellement. Accueillir des populations différentes sur un site Patrimoine mondial implique une véritable réflexion sur les sens du site, un regard introspectif que les gestionnaires du site sont invités à porter sur le bien qu'ils sont appelés à gérer.

Dans cette gamme de possibilités et de destinées que connaissent les sites du Patrimoine mondial (« touristification » prononcée dans les uns, désertification touristique dans d'autres), il est important d'insister sur la nécessité d'une gestion raisonnée et problématisé des sites concernés. Le tourisme est une activité qui se gère, qui se cultive et qui se planifie ; faire du tourisme n'est pas collecter tout flux qui passe par un lieu, n'est pas subir, mais anticiper. Si ceci est vrai dès l'apparition du phénomène touristique au 18e siècle, mais devient aujourd'hui, dans le contexte de l'augmentation des flux et des mobilités, une donnée incontournable. Entrer dans le système du tourisme-Monde (entrée facilitée par l'inscription au Patrimoine-Monde que représente la liste) signifie se doter d'une série d'outils, fins et nuancés, susceptibles de permettre de mieux cerner la relation tourisme-patrimoine mondial. Or, ce sont précisément ces outils qui manquent dans la plupart des sites du Patrimoine mondial.

Une conclusion pour l'introduction…

C'est notre rôle en tant que chercheurs, universitaires, gestionnaires, de frayer des nouveaux chemins pour mieux interpréter et analyser les dynamiques en œuvre. Nous proposons d'introduire un véritable changement de paradigme dans la manière dont on peut cerner le tourisme : non plus comme un phénomène exogène qui tombe, tel un 'essaim de sautelles' sur les sites du Patrimoine mondial, mais comme un phénomène qui émerge, de manière endogène, par la nature même du Patrimoine mondial et du rôle que celui-ci est appelé à jouer aujourd'hui.

L'agenda très vaste que nous nous sommes fixés dans le cadre du colloque n'a bien entendu pas été épuisé à la fin de ces journées. Mais la trace de nos travaux a permis d'introduire des nouveaux questionnements avec force et de cerner les préoccupations des chercheurs et des gestionnaires des sites du Patrimoine mondial à un moment décisif pour l'évolution-même de ce dernier.

Les acteurs territoriaux à des échelles différentes sont en effet aujourd'hui très conscients de l'importance fondamentale du patrimoine pour les économies et les identités locales ou régionales, et le tourisme apparaît comme un des vecteurs susceptibles d'apporter des retombées sur ces deux plans. Mais cela implique d'appréhender en amont toutes les dimensions, aujourd'hui très nombreuses, du développement touristique sur les sites du Patrimoine mondial, de cerner donc le tourisme comme un fait social total, permettant au Patrimoine mondial d'asseoir son rôle par l'intermédiaire du partage des valeurs universelles qui sont les siennes.

Ceci nous amène de nouveau à la question fondamentale de la gestion et du projet de développement d'un site, car finalement, derrière les histoires à succès, celles pour lesquelles les retombées touristiques ne se traduisent pas uniquement en termes quantitatifs mais aussi en termes de plus-values sociales, culturelles et de développement local, il y a le plus souvent un projet - qui après avoir étudié de manière aussi fine que possible la nature des publics concernés réellement et potentiellement - intègre ces mêmes publics dans une boucle vertueuse de patrimonialisation et dans une dynamique de développement.

The Value of Value:
World Heritage, Tourism and Building Futures

Mike Robinson
(Director, Centre for Tourim and Culture Change,
Leeds Metropolitain University, UK)

Ladies and gentleman, friends and colleagues, I am very pleased to have been invited to open this conference and to help set the scene for the next days by addressing some of its themes. Working with UNESCO over the years, and particularly with my friends of the UNITWIN Network, is sometimes difficult for a linguistically challenged Englishman such as myself, but the rewards are clearly demonstrated through an event such as this.

The scope of this conference is global, its approach inter-disciplinary, and the issues multifarious, and I cannot but hope to give you anything other than an overview and, also to suggest that you read, indeed buy – if you haven't done so already, Michael di Giovine's book - The Heritage Scape. So, that's your directed reading for this lecture!

What I would like to focus on is, I believe, the most fundamental of issues which underpins our approach to World Heritage and its 'being in the world' namely, a re-working of ***values*** as they apply to the very meaning of World Heritage and the interface it shares with tourism, tourists and local communities. As a category, World Heritage presents us with many intellectual and practical challenges, and in this paper I wish to connect the ways in which we configure our understandings of World Heritage to the ways in which it embodies, produces and transmits ***value,*** and to open up the possibilities for it to make direct contributions to the task of addressing the very mission of UNESCO, which is to contribute to the building of peace, the eradication of poverty, sustainable development and intercultural dialogue.

History, in so far as we reference our present life with recall to previous actions through memory and record, is an inevitability. However imprecise we may be in our understandings of the past through the material and immaterial record of human existence, we cannot fail to acknowledge the passing of time and our recording of past events.

Heritage, on the other hand, is **not** inevitable. Rather it ***comes into the world***, into our consciousness, because we give it a place in our lives. It is an invention. When I was a boy, not *that* long ago, I was fascinated by the space race, though blissfully unaware of its cold war subtext. At the time of the first moon landing it seemed that the world was full of inventions, and was soon going to be full of robots and life enhancing gadgets, and all there was to look forward to was the future and the possibilities of looking beyond planet earth. And it was to the ***future*** that communities looked for justice, liberty and peace, and to the solving of humanity's problems. At that time, heritage, though invented, was not yet fully tested, or rather it did not yet pre-occupy the millions of people that it does today. Now, as a slightly older boy, it seems that we live in a world where everything is heritage. Arguably it is one of mankind's most successful inventions - a constantly accumulating category, broad and diverse enough to be meaningful to just about everyone. So within a relatively short period of time it appears that in looking for development, progress and meaning, our focus has shifted from the future and beyond **this** world, more to a past which is very much anchored on our own planet.

We live with our own personal heritages everyday. We also live with and work within ***collective*** heritage. As a sort of *aide memoir* for collective memory, heritage helps shapes our social and cultural identities. The ability, and the desire, to order the world is an extensive trait of the human species. We work with ontological categories which help us make sense of

the world, and it appears that in this category of heritage – diverse, complex and contested though it is – we have found a useful means to curate the world. No longer do we feel the need to wait centuries, even decades, before we denote some part of life, some object, some experience, some aspect of collective memory, as heritage. Whatever we may think about it, Star Wars ***is*** now heritage.

When the aliens land do on earth, and take up their position as part-tourist and part-anthropologist, it is likely that they may well be puzzled by the sheer extent to which the human species is pre-occupied with its past. How strange to see these human creatures travel for long periods, stand in long queues and battle large crowds to see a pile of old stones for a few of their earth minutes!

There is an ongoing and rapid dialectical relationship between our production of heritage and our consumption of it. And when we have had our fill of our ***own*** heritage we seek out the heritage of others. Those that ***could*** travel have always travelled to see the heritage of the other. The European Grand Tour is now a World Grand Tour and such a format effectively remains as a middle class endeavour to safely engage with the pasts of other peoples and places. And still, almost as a form of material colonialism, the heritage of other cultures continues to travel with us, back to adorn the walls or the dark recesses of the cupboards of our homes, in parallel to the artefacts of other cultures which after two hundred years or so have found their ways into most of the museums of the developed world.

The dramatic expansion of international tourism to a point where few areas of the planet remain untouched by the tourist, is closely tied to the expansion of what we may loosely term the '*heritage industry'*. We are encouraged to be tourists of heritage sites, and increasingly encouraged to see these sites in the context of what John Tomlinson terms "the culture of immediacy", and certainly 'before we die'!

I am not offering any value judgement here, but merely rehearsing that the relationships between tourism and heritage are multi-faceted and complex, and bound to the processes of global re-imagining and re-semanticisation. Previously solid and sacred words such as ***tradition*** and ***authenticity*** are no longer so. The narratives of heritage which were designed for perpetuity are challenged by the messy and shifting realities of globalisation of which tourism is firmly a part.

Now with some caveats, I am a big fan of tourism and of the tourist – a category to which I, and all within this room, belong – precisely because it holds within it the possibilities for development and inter-cultural dialogue, exchange and understanding that were once the promise of the space age. However, I well understand that the relationship between tourism and heritage is often conceived of as being oppositional. There are clearly tensions, and many of these will emerge in the papers and the discussions here at this conference. The key point for me is that tourism and heritage – as categories, as actions and as systems of understanding – are ***in***capable of being ***dis-invented***. They are powerful global realities which are persistent, pervasive and intimately linked. The world was always mobile and always will be, and while theoretically humanity may be cut off from its future, it can never be cut off from its past.

When asked the question of how old is the World Heritage Site of the Pyramids at Giza it would seem instinctive to give the answer of - approximately four and a half thousand years. Of course, the World Heritage Site of Memphis and its Necropolis and the Pyramid Fields from Giza to Dahshur – to give it its full title - has only recently celebrated its ***thirtieth*** anniversary. For the great irony of World Heritage, is that it is a very ***modern*** idea, indeed, a modernist idea. The 1972 Convention Concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage was only three years after the first men landed on the moon and in its own way, marked a crossing point between the optimism of future possibilities and the lessons of the past.

The meta - message of World Heritage is a courageous, positive and powerful one; that there are tangible reminders of the past which have the capacity to remind us all, now and in the future, of the successes and failures, strengths and weaknesses of humanity. We should bear in mind that World Heritage is a project of UNESCO, in the context of the United Nations, and borne out of twentieth century turmoil, war, ignorance and the ongoing threat of physical and intellectual destruction. To believe in, and speak of, concepts such as *mankind, the* ***international*** *community, common humanity* and critically, the concept of ***outstanding universal value***, way back in 1972, was a bold venture, and very much part of a decidedly *modernist* vision of the world. It also revealed an interesting intellectual continuity with Enlightenment thinking, particularly in its evocation of Kantian notions of both moral value and aesthetic taste, applied to both the works of man ***and*** nature. Kant of course saw moral value as absolute and unique, and for him aesthetic value was objective, having universal validity and capable of being arrived at through a rationality that was also seen to be universal. In picking through the text of the Convention, and indeed, through the various iterations of the Operational Guidelines for the Implementation of the Convention, and also within the vast numbers of reports which lie behind the inscription of every World Heritage Site, there are the heavy footprints of an eighteenth century, ostensibly Northern European philosophy, which adheres to a belief in a universalism, and which of course is directly reflected in the UNESCO rationale of the "intellectual and moral solidarity of mankind".

This is a gracious and worthy sentiment, and in itself is difficult to disagree with. The values enshrined in the 1972 Convention are fundamental ***core*** values, and I stand by my earlier reflections that, within the parameters it sets itself, the Convention remains a remarkable, prescient and powerful transnational intervention.

However, the Convention and the ***practice*** of World Heritage designation works within a far more complex and dispersed system of values which require elaboration, interrogation, and to borrow from Nietzsche, *transvaluation*. It has been through the ***practice*** of designating 892 sites inscribed between 1978 and 2009 – at an average of around 28 sites per year – that the Convention has ***created*** value. Powerful ***symbolic value*** lies in the term **World Heritage**, which is strengthened the more it is mobilised by, and embedded in, public discourse.

Importantly, it is the word **'world'** that provides the authority here and, an implicit sense, even a belief, that somehow, **selected** heritage is both designated and recognised by some global, transnational, unified system of governance. The realities of course are rather different, and are more to do with the on-going and complex politically tinged negotiations within, and between, nation-states. The value of having some mark of global status is part of the process of identity construction at all spatial scales. In the same way that *world* champions in sport are appropriated by their nation, region, cities and even more localised communities, being acknowledged as 'owning' a World Heritage Site – and ownership, or rather a 'sense of ownership', is an important dimension here - is a way of participating in the world. As I was proudly and promptly told by an official when working in Lithuania two years ago "we have ***twice*** as many world heritage sites as Latvia." In fact Lithuania has four sites, one of which it shares with Lativa and other neighbouring countries.

The appellation of the term 'World' requires some further examination. In certain cases the mobilising of the term generates dramatic results. For instance, in Japan the Iwami Ginzan silver mine complex which is on Honshu Island, was inscribed on the World Heritage List in 2007. Before this it attracted around 15,000 visitors a year. As a World Heritage Site in 2008 it attracted nearly 1 million visitors. There are of course examples where the label of World Heritage has produced little or no effect. And at the same time, the privately instigated campaign of the **New** Seven ***World*** Wonders - the brainchild of mobile phone millionaire Bernard Weber and introduced in 2006 - also produced dramatic increases in visitor numbers

to the seven winners, of which all but one were already established World Heritage Sites. What was fascinating about this campaign, which was opposed by UNESCO, was the way it was enthusiastically embraced by the governments of the twenty finalists – all eager for recognition, and all charmed by the promise of even more ***World*** status.

To be able to display the World Heritage badge is to be seen as **'*being part of the world*'** and in part, along with the vague and elusive prospect of extra resources, helps to explain the desire for nations to keep proffering candidates for inscription. What is telling about the World Heritage List as it approaches the 1,000 mark, is not only the burgeoning number of sites ***already*** inscribed, but the longer list of properties which have been submitted to, and are lining up with ambitious intent on the Tentative List.

The World Heritage Committee has long recognised the over-proliferation of sites and the need for a more balanced and representative list. Based upon a major study carried out by ICOMOS, the Committee produced its Global Strategy in 1994 which has since sought to address these issues through a series of studies and conferences. More recently the World Heritage Committee has decided to limit the number of nominations put forward by each member state as part of its attempt to augment under-represented categories of sites and to enhance geographical coverage. The sheer number of World Heritage Sites is clearly an issue, but I do not see it as the over-riding concern. The imbalance of sites between the developed and developing world is far more of a concern, not only as it continues to reify the historical dominance of the Eurocentric world, but because it reflects the structural gaps which remain between the developed and developing world. The way by which this imbalance is being addressed would appear to be through more effective management of both the processes and the ***pace*** of designation in order to allow the developing nations to somehow **'catch up'**. But this misses the point, as it fails to scrutinise the key issue of **value** in the process.

The term ***outstanding universal value*** was firmly embedded in the 1972 Convention and it remains the fundamental condition for the inscription of World Heritage. Since the Convention, and particularly since the first twelve sites were inscribed in 1978, there have been numerous attempts to examine and refine the concept of **outstanding universal value**, which in effect is measured by the criteria for selection. Over the years the criteria have been refined, and since a review of Operational Guidelines in 2005, there are now ten criteria. We can identify shifts in the ways the criteria have changed, and in the way that the term ***outstanding universal value*** has been interpreted.

Christina Cameron, in her paper to a Special Expert Meeting on the World Heritage Convention held in Kazan in 2005, identified that in the mid 1980s the interpretation of the term **outstanding universal value** shifted from something which equated to being 'best of the best' and, was in effect applied to sites which were already widely recognised as being 'iconic', to an interpretation of sites being "**representative** of the best."

In the new Operational Guidelines which came into being in 2005, **Outstanding Universal Value** is defined as being "so exceptional as to transcend national boundaries and to be of common importance for present and future generations of all humanity."

These are worthy and all embracing words. But we need to ask some further questions. In ***what*** ways do World Heritage Sites ***transcend*** national boundaries? How does this transcendental value manifest itself? And what is actually meant by the term ***common*** importance for present and future generations? And, important in ***what*** sense?

In following the elaborate and nuanced discussions which have taken place over the years around the concept of **Outstanding Universal Value** and the World Heritage Criteria, it is noticeable that adjustments have been slight and even self-re-inforcing. For instance; in 1979 the then Vice Chair of ICOMOS, Michael Par**on** attempted to refine the criteria, and in

1998 at the Global Strategy Meeting in Amsterdam further attempts were made but focused almost entirely on emphasising the universalism inherent in the Kantian notion of the concept.

The value spoken about in terms of World Heritage is largely defined as relating to the ***material being*** of the Site with emphasis upon issues such as integrity and authenticity. Historical value, along with artistic or aesthetic value are given primacy, in what Michael Petzet - a former Director of ICOMOS - openly refered to as ***classical values***. We can see the philosophical lineage almost tracing itself back to Kant's Critique of Judgement and the Metaphysics of Morals, with the emphasis upon non-instrumental values working in almost a self-generating and self-sustaining way to **produce** World Heritage Sites via a rational and objective process. **BUT**, what happens when World Heritage does enter the World?

The country of Jordan has three World Heritage Sites. Petra, the red rose city of the Nabbateans, and inscribed in 1985, is probably the one that most of us will have heard of. Its other two listed sites are the desert castle of Quseir Amra and Um er-Rasas – a former Roman, Byzantine settlement noted for it mosaics of St Stephen's church. In 2009 the number of visitors to Petra was approximately 780,000. At Um er-Rasas a generous estimate of visitors in 2009 would be around 9,000, many of these being school visits and archaeological tours. In 2008 I was discussing the construction of the visitor centre at this remote site with a group of locals. They all enthusiastically welcomed the visitor centre and the promise of tourists coming to what is an economically depressed area of the country. In walking around the site a former health worker - who I shall call Ibrahim – who had been working in the locality and was clearly exasperated with long standing poor welfare conditions asked the rhetorical, but pointed, question: "How can we build a future from a pile of stones?"

The relationship which the local communities have with Um–er Rasas is not a negative one. Indeed, locals are generally proud of the apparent international recognition of the site, and they are certainly welcoming of the visitors which do come, and are generally respectful of the site and the archaeological work which goes on there. **But**, behind this searching and serious question, there are a host of other questions which are often not fully articulated, or struggle to be heard. An initial question relates to, what I term the 'Star Trek effect' which refers to how communities often view the apparent ***suddenness*** by which ***World*** importance is gifted to a site. Of course it is ***not*** suddenly beamed down into existence and is often the outcome of a long process but, for communities that have not been engaged in the process this is how it can seem. It is perhaps more a criticism of the contextual systems of governance within nation states than it is of the decision-making processes of ICOMOS or IUCN, but either way there is clearly room for improved **inter-cultural dialogue**!.

While there are many signs of various sorts at World Heritage Sites which address the history and architecture of the buildings and monuments, I am yet to see ***one*** which explains to me – as a tourist - and more importantly to the local population, **WHY** this is a **WORLD** heritage site and **HOW** it became such. This rather annoying oversight goes for guides as well, whose officially scripted narratives can remain seemingly trapped in long descriptions of architectural styles and chronological accounts of events without reference to the story of ***becoming*** a World Heritage Site. This very obvious, but infrequent process of communication, is of course provided for in the Convention – particularly under Articles 27 and 28 – but there is more work to be done by state parties at this fundamental level, proactively directed by UNESCO and IUCN, to draw out the integral value of sites through articulating the 'hows' and the 'whys' which bring World Heritage into being.

The question – "How can we build a future from a pile of stones?" - is explicit in its reference to the future, to an existence beyond the here and the now. Significantly, the question refers to 'we', which at the time, I took to mean the local communities which exist in

the wider administrative region of Madaba, where Um er-Rasas is located. Crucially, it further begs the questions:

Now that we have this thing called a World Heritage Site, ***what*** do we do with it? What ***can*** we do with it?

I would suggest that in many cases, public policy discourse surrounding World Heritage Sites is more often than not premised upon what cannot be done, rather than what can!

The key issue here is that there is a strong sense in which World Heritage is often seen as an ***end point*** in itself. It is thus important not to conflate the fairly narrow process of ***E***valuating a site, with the much broader value of the site itself. The evaluation process which takes place, despite its objective ideal, invariably can lapse into issues of taste as conceived of more by Bourdieu than by Kant. The bottom line is that - through a quasi-rational interpretation of the term *outstanding universal value* – it is **only** an ***evaluation*** and consistent within the terms of reference ***chosen*** for the process of that evaluation. This process informs us whether a heritage site gains status or not. The values which are operative in this case are what we would term ***integral*** – that is, they are, by and large, ***of the object.*** Now, we can continue to debate issues of validity, expression, communication and efficacy with regard to the evaluation / designation of World Heritage, ***but*** this does not address the question of what can we actually ***do*** with World Heritage?

As we approach the 40th Anniversary of the Convention, I am arguing that we need to re-focus towards an agenda for World Heritage which is far more pragmatic and utilitarian in its approach and which moves away from integral ***site value***, to a more open interpretation of value. It was John Dewey who said that: "value was a function, not of whim, nor purely of social construction, but a quality situated in events." Dewey of course was primarily focused upon art and its embededness within culture and everyday experience, but the parallel seems rather obvious I think. To paraphrase Dewey, world heritage needs to part of everyone's lives and not just the privilege of any particular group. There is no ***automatic*** route to universal acceptance. The term 'World' needs to mean the world as constituted by its people – all of its people - rather than solely used an abstract signifer of universal importance.

I find it helpful to draw upon the work of another pragmatist, Richard Rorty, who was concerned that we need to move beyond the mere vocabulary of **value** in order to act. For Rorty, terminologies are not enough. Labelling something as either 'world' or 'heritage' would likely still fall short of a more socially engaged notion of value. For those of us fortunate enough to be able to encounter, experience and enjoy the artefacts of the past, heritage serves a social purpose and has a social value. It has threaded its way into our lives apparently to meet the ***needs*** of tourists, archaeologists, academics – all curators of the world. But this can only be a form of false consciousness as the needs which it seems to serve, important as they are, are primarily higher order intellectual ***desires*** and ***not*** the basic needs which many host communities have.

In this context I would suggest that common questions which need to be asked of World Heritage are:

What good *does* it do? And, what good *can* it do?

This is not intended to be a lead in to any suggestions of some kind of neo-liberalist strategy for heritage which clearly does have value and import for the World beyond the forces of the market. Rather, it is a steer towards World Heritage Sites which can deliver a more pragmatic and utilitarian value beyond themsleves; building, if you like, upon the value which has already been accorded to them. In other words, seeing World Heritage not as an end in itself, but as a ***means*** to ***other*** ends. These ***other*** ends will vary from site to site, state to state, and community to community, but critically, they need to be better aligned with the Millenium Development Goals.

The eight goals, which of course are focused on the target date of 2015, underpin all of UNESCO's strategies and activities and yet, I do not see the links between World Heritage and the development agenda as being particularly well defined. There are of course ***other*** ends and priorities, which ebb and flow in relation to global and local events. However, there needs to be a recognition that World Heritage can be mobilised, particularly in Africa, which is a global priority for UNESCO, together with the over-arching objectives set out in its Medium Term Strategy and which are enshrined in the other Conventions. We are bound to ask about the rather obvious disconnection between these priorities and World Heritage.

In taking a more instrumentalist view of World Heritage, the development of a culturally sensitive, environmentally friendly, sustainable tourism is central. However, after nearly thirty years of researching and working across the tourism / culture / heritage interface, at times it seems as if we have been pre-occupied with the threats of tourism rather than the opportunities that it presents. Of course I am aware of the problems of invasive, exploitative and self-defeating tourism development, just as I am aware of the irresponible tourist and of the need to challenge, manage and change both. However, for many communities and ecomonies around the world, which have been stripped of their assets, tourism represents an important, low cost way of participating in the world and helping to alleviate poverty. Tourism can provide ways of building a future which are accessible, inclusive, relatively low risk and capable of being managed. It is certainly no panacea, but it is nevertheless an important instrument for achieving sustainable development.

Whether we like it or not, heritage is a resource. Indeed, an infinite resource created by us. And the world is full of heritage. Much of World Heritage, because of its symbolic value, can provide important meeting grounds for creative approaches to tourism which would not only allow local and regional communities to see ***the value, of the value,*** of World Heritage Sites but, in the process, begin a genuine and lasting dialogue which is educational and, in social and economic terms, genuinely emancipatory.

The year 2012 will no doubt see celebrations reflecting the forty years of achievement in the wake of the World Heritage Convention – and rightly so. However, I would like to see this year not as a retrospective commemoration, but as the launch date for a new and radical agenda relating to liberational World Heritage. This is an opportunity to call a moratorium on inscribing world heritage sites when they reach the 1000 mark, and to shift policy and practice toward making the existing sites work towards achieving the millenium development goals, which will then have just three years to run. It is an opportunity for developing programmes which demonstrate continuities with the present and which are capable of engaging communities and states in the development process in a coordinated way, being fully cognisant of the demands of the other Conventions and UNESCO's overarching objectives. It is an opportunity to mobilise World Heritage Sites as creative hubs for learning, training and sensitive tourism initiatives – clearly within the necessary parameters of protection and preservation - and to link them with other World Heritage Sites ***and*** non designated heritage sites in a truly inter-regional and transnational way. Some of the vast scope of resources which are currently invested in the processes of designation can be diverted to support a programme which is tied more directly to development objectives. It is an opportunity to firmly embed World Heritage into everyday life – back to where it came from so to speak - so that it does not manifest itself as a series of disconnected islands within a sea of contemporary need and future expectation. It is an opportunity to demonstrate that heritage, and World Heritage in particular, while ***being of the past,*** can also liberate us ***from*** the past, and assist in the building of the future.

Thank You.

Communications/Articles

Economic Impact of Traditional vs. Environmentally Sustainable Resorts: A Comparative Study Focusing on the South Red Sea Region in Egypt

Mohamed Abdel-Kader
(Cairo University)
&
Assem Elgazzar
(Cairo University)

Dr. Mohamed Abdel-Kader, PhD
Associate Prof. of Architecture and Urban Economics
Department of Architecture, Faculty of Engineering, Cairo University
Email: mhabdelkader@gmail.com

Dr. Assem Elgazzar, PhD
Assistant Prof. of Urban Design and Environmental Planning
Faculty of Urban Planning, Cairo University
Email: assem_elgazzar@yahoo.com

Economic Impact of Traditional vs. Environmentally Sustainable Resorts: A Comparative Study Focusing on the South Red Sea Region in Egypt

Abstract:
World-renowned environmentalist Prof. David Bellamy addressed the Pacific Asia Travel Association's 2004 conference. The Professor noted that Tourism was part of the world's environmental solution, rather than the problem, because of its ability to improve understanding about environmental issues.
In addition to Prof. Bellamy's argument that linked tourism to eco-solutions, this paper establishes another link between eco-solutions and the economic impact of tourism on local societies.
In fact tourism is a growing and complex business. It is fast becoming one of the world's most significant economic activities, specifically cultural tourism. But there is an inevitable dichotomy between satisfying the pressure for economic growth through tourism and protecting the cultural heritage sites and monuments that lie at its heart. There is, therefore, a need not only to integrate tourism and culture into networks or geographic groupings, but also to establish quality standards or systems of good practice to increase their effectiveness and efficiency, as well as to safeguard locals' cultural heritage.
Hence the key lies in finding the right balance between encouraging the expansion of cultural tourism and safeguarding heritage sites and monuments by keeping the volume of tourists to heritage travel destination areas to within optimum sustainable limits and also using best practice techniques to achieve the optimum economic benefit to local communities.
The paper addresses: The hypothesis put forward in this study is that the economic impacts of Eco-resorts on local communities and regions in which they operate are exponentially larger, on a per guest or room basis, than traditional mass-market resorts. Accordingly, Egyptian government's policy for tourism development as well as tourism performance indicators have to be altered to incorporate sustainability dimensions, where local communities and their economic welfare are part of it.
The study shall present first a theoretical introduction to the economics of cultural heritage and eco-tourism, followed by the analysis of the study conducted in the Southern Red Sea region in this regard comparing economic impact of traditional resort vs. eco-resorts on local communities. It then presents the findings' analyses leading to the conclusion that confirms the paper's hypothesis and proposes a review of the Egyptian tourism performance indicators taking sustainability into consideration.

Keywords: Tourism indicators, sustainability, eco-resorts, economic impact, local communities.

Economic Impact of Traditional vs. Environmentally Sustainable Resorts: A Comparative Study Focusing on the South Red Sea Region in Egypt

Introduction:

World-renowned environmentalist Prof. David Bellamy addressed the Pacific Asia Travel Association's 2004 conference noting that Tourism was part of the world's environmental solution, rather than the problem, because of its ability to improve understanding about environmental issues.

In addition to Prof. Bellamy's argument that linked tourism to eco-solutions, this paper establishes another link between eco-solutions and the economic impact of tourism on local societies.

In fact tourism is a growing and complex business. It is fast becoming one of the world's most significant economic activities, specifically cultural tourism. But there is an inevitable dichotomy between satisfying the pressure for economic growth through tourism and protecting the cultural heritage sites and monuments that lie at its heart. There is, therefore, a need not only to integrate tourism and culture into networks or geographic groupings, but also to establish quality standards or systems of good practice to increase their effectiveness and efficiency, as well as to safeguard locals' cultural heritage.

Hence the key lies in finding the right balance between encouraging the expansion of cultural tourism and safeguarding heritage sites and monuments by keeping the volume of tourists to heritage travel destination areas to within optimum sustainable limits and also using best practice techniques to achieve the optimum economic benefit to local communities.

The hypothesis put forward in this study is that the economic impacts of Eco-resorts on local communities and regions in which they operate are exponentially larger, on a per guest or room basis, than traditional mass-market resorts. Accordingly, Egyptian government's policy for tourism development as well as tourism performance indicators have to be altered to incorporate sustainability dimensions, where local communities and their economic welfare are part of it.

The paper addresses this interrelationship through the analysis of a number of resorts in the Southern Red Sea Region in Egypt. The current mass-market resort development model has very little positive economic impact on Red Sea communities. Nearly all of the inputs (labor, capital, goods and services) required for the operation of these resorts are imported from the Nile Valley and most hotel guests never venture out beyond the walls of all-inclusive resorts.

For the types of eco-resorts proposed in this study, employing local residents is a core objective and component of efforts to support local community development. In the eco-resort case studies included in this analysis, more than 70 percent of employees are from local communities. The economic impact of wages earned by eco-resort employees therefore tends to have a much more significant impact on the local economy (larger multiplier).

Another critical component in estimating secondary impacts is the capture rate. While the local economy tends to capture most visitor spending on *services* (guided tours, meals at restaurants, etc.), the share of income generated through the purchase of *goods* is equal only to the margin or profit earned by retailers and wholesalers (if they are located within the study area), plus the percentage of those goods produced locally. The greater the percentage of goods imported, and the lower the local content, the lower the capture rate and the impact of visitor spending.

The study shall present a theoretical introduction to the economics of cultural heritage and eco-resorts highlighting the Egyptian government's indicators for tourism performance , followed by the analysis of the study conducted in the Southern Red Sea region in this regard, presenting the methodology used, the questionnaire results as well as the findings' analyses leading to the conclusion that confirms the paper's hypothesis and proposing different measurements for tourism performance taking into account local impact.

1. Ecotourism, Sustainability and Value Creation:

Tourism, sustainability and value creation has been linked through a theoretical thread aiming at achieving ethical standards in the world. Some researchers argue that in addressing the issues of 'sustainability' concepts akin to those of social tourism need to be applied. Additionally theories of 'sustained value creation' may be borrowed from the management literature in that 'sustainability' is insufficient as an objective—rather managers within tourism should be looking to add value for environments, communities, entrepreneurs and tourists within the ethical objectives outlined by the World Tourism Organization's New Global Ethics for World Tourism charter adopted in 1999 (Ryan 2001).

Means to achieve these ethical standards have been addressed in tourism literature highlighting the necessity of the notion of collaboration. In fact sustainable tourism can be achieved through recognition that the public and private sectors, the host communities and the natural environment are interdependent stakeholders in a complex tourism 'domain', where no single individual, agency or group can resolve strategic tourism issues by acting alone. The planning and management of this domain for the purpose of achieving sustainability requires moving away from traditional approaches towards dynamic collaboration among the stakeholders of the tourism development and planning domain. Collaboration provides a flexible process which evolves over time, enabling stakeholders to disseminate and manage problems or issues on an interactive basis. "It offers an attractive alternative to adversarial problem solving methods in tourism planning and management, when inter or multi-sectoral participation is required. (Getz 1994)".

This notion of public private interdependence in the field of eco-tourism was also addressed by other researchers arguing that countries that are generating success stories in the realm of ecotourism, such as Kenya, Costa Rica, South Africa, Australia, New Zealand, Ecuador, and Belize, are doing so in part because they are managing to attain a degree of more or less appropriate coordination among the different stakeholders involved: government, the tourism industry, NGOS, local communities and universities, among others. These countries are also very competitive in the ecotourism industry because, apart from their singular assets, there has generally been a joint interest on behalf of both government and private industry to develop ecotourism, as both sectors recognize important benefits to reap from ecotourism. (Ceballos-Lascurain 2008).

Having addressed the importance of ecotourism –more precisely community based ecotourism (CBE) and its social impact as a value, it is necessary to highlight the different models, which differ in the level of involvement of local communities in the industry. The purest model suggests that the community owns and manages the enterprise. All community members are employed by the project using a rotation system, and profits are allocated to community projects. The second type of CBE enterprise involves family or group initiatives within communities. This is based on voluntary participation. The third type of CBE is a joint venture between a community or family and an outside business partner (Wesche & Drumm 1998). Case studies indicate that joint ventures between a community or family and an outside

business partner are frequently preferable because of the need for the community to connect its small-scale venture to the outside world. (Epler Wood 1998, Stronza 2000)

2. Egyptian Government's Tourism Indicators:

The Egyptian Ministry of Tourism's (MOT) indicators on tourism performance do not address issues of sustainability, or profitability of hotels, social and indirect economic impact of tourism on other sectors in the economy. All reports or statistics published by the MOT fall around the following indicators:

- Number of arrivals
- Number of nights
- Average length of stay of visitors
- Tourism receipts
- Lodging capacity

Channels of cooperation or at least coordination between the MOT and the State Ministry of Environmental Affairs (SMEA) are almost non-existent. The country profile reports issued by the World Bank and IMF on Egypt's travel and tourism performance ranked Egypt 75th out of 124 in what concerns environmental regulation in their Travel and Tourism Competitiveness Index (IMF). Further, statistical research conducted on impacts of tourism in Egypt has concluded that tourism has affected negatively local communities' identities and led to overcrowded beaches, hiking trails, parks and museums in areas such as Hurghada on the Red Sea which is environmentally vulnerable (Eraqui 2007).

Consequently, there is a need to shed light on the sustainability dimension of tourism as well as the relationship between tourism and the environment. This research addresses one dimension of this dialogue that is the benefit of developing eco-resorts compared with traditional resorts especially in the Red Sea region, which not only contributes to the protection of the environment but also leads to positive social and economic impacts.

3. Case Study: Traditional VS Environmentally Sustainable Eco-resorts in Egypt[1]

This section of the research presents the outcome of a study that compares the impact of traditional resorts vs. environmentally sustainable eco-resorts in Egypt aiming at highlighting the necessity to change the overall culture towards tourism and its indicators in Egypt.

3.1 Purpose of the Study

The purpose of the study was to compare the estimated economic impacts of traditional mass-market resort development vs. environmentally sustainable, community-focused, up-market development (eco-resorts) in the Southern Red Sea Region (SRSR).
In simplified terms, the aim of this study is to compare, for each model:

[1] Data sources of this research include a survey of and interviews with existing resort hotels in the SRSR. Of 33 hotels in operation at the time the research was conducted (by Dr. Assem El Gazzar in cooperation with the USAID), 13 participated in the survey and included a mix of 5-star (3), 4-star (9) and 3-star (1) hotels. A survey of and interviews with six ecoresorts operating in Egypt and other countries and regions (2 in Egypt, I in Dubai, 2 in the Caribbean, and 1 in Australia). Secondary data (prior studies and desk research) were also used. A review and analysis of hotel and tourism economic impact studies and multipliers used in similar studies for destinations with similar characteristics were employed. In total more than 40 reports and studies were reviewed.

- Direct Impacts – Jobs created and income generated by resorts.
- Indirect Impacts – Jobs created and income generated by suppliers to the resort industry (business expenditures).
- Induced Impacts –Jobs created and income generated from expenditures by employees of resorts and resort industry suppliers in the local economy (household expenditures).

3.2 Methodology

Given the lack of a sufficiently detailed Input-Output Table for Egypt, let alone the Red Sea region, the case study researchers have used a modified approach that estimates appropriate multipliers from a mix of (refer to Appendix 1 for terminology significance):

- Data collected through surveys of existing resorts in the SRSR
- Case studies and surveys of eco-resorts, both within and outside Egypt, that closely match the proposed model
- An analysis of economic multipliers used in other destinations with similar characteristics (e.g., rural, remote resort areas).

The results of the previous research methods yielded the following results which shall be taken as inputs in the model to be developed:

a- Economic multipliers for tourism spending tend to range between 1.1 and 1.9, depending upon size and degree of development of the study area, i.e., larger and more developed economies tend to have fewer leakages and thus have higher multipliers and receive greater economic benefits from visitor spending. For example, an employment multiplier of 1.3 would mean that for every 100 jobs created by a resort, 30 jobs would be created (100 x 1.3) by backward-linked suppliers to that industry (indirect impacts) and from household expenditures by employee of hotels and suppliers (induced impacts).

In a study area where most supplies are imported (e.g., from the Nile Valley), or where employees migrate from other areas and remit most of their wages back to their region of origin (e.g., Nile Valley), employment and other multipliers will tend to be fairly low.

b- An economy's ability to retain spending (reduce leakages) also affects economic ratios, measures used to estimate the impacts of visitor spending in terms of jobs, income, profits, taxes, value added, etc. For example, existing hotels surveyed in the study area earned 51.2 million Euros in 2006 and employed 3,377 persons, yielding a ratio of 65 jobs created for every 1 million Euros in revenues.

These ratios can be calculated for both direct and secondary impacts, and are a primary tool used in conducting this analysis of visitor spending.

c- There are other non-economic ratios that can be used both to estimate impacts and verify the findings derived from other estimating techniques, e.g., the number of employees per room for different classes and types of hotels.

For example, from our survey of existing hotels, an estimated that 97 percent of employees in the SRSR are recruited from outside the region. The study "Measuring and Reporting the Impacts of Tourism on Poverty estimated that Red Sea "migrant" hotel employees remit an average of 63 percent of wages back to in the Nile Valley. This is a common pattern for traditional resorts located in remote rural areas.

d- Eco-resorts exhibit a quite different pattern. For the types of eco-resorts proposed, employing local residents is a core objective and component of efforts to support local community development. In the eco-resort case studies included in this analysis, more than 70 percent of employees are from local communities. The economic impact of

wages earned by eco-resort employees therefore tend to have a much more significant impact on the local economy (larger multiplier).

The eco-resort model presented also has as a core value the purchase of, and in many cases assistance in production of (through training, technical assistance, and access to credit) local inputs. This approach significantly increases the impact of visitor spending on local communities and economies.

e- From the results of surveys, eco-resorts hire roughly double the number of employees per room as Traditional mass-market resorts. They also have a much higher propensity to employ people from local communities. For the 13 hotels surveyed in the study area, only 3 percent of employees are from within the region, vs. 70 percent for eco-resorts.

f- Eco-resorts also make extensive efforts to purchase, and in some cases assist in the production of local inputs, both for construction and operation. Eco-resorts surveyed purchase 30-50 percent of inputs locally. Traditional resorts surveyed purchase 0% of inputs locally.

g- In summary, for every expenditure category studied, eco-resorts and eco-resort guests have a much higher propensity to spend money within local communities, and to spend more overall. In short, the economic impacts of eco-resorts on the local communities and regions in which they operate are exponentially larger, on a per guest or room basis, that Traditional mass-market resorts.

In summary, the purpose of this study is to answer two fundamental questions using the previously presented findings:

- How much economic benefit can be derived from development of sustainable, up-market, community-based tourism (i.e., eco-resorts).
- How does that level of benefits compare to the economic impacts that would result from the current model (i.e., traditional, mass-market resort development).

There are, of course, a number of other factors that should be evaluated in determining which of these alternative development approaches should be pursued, including the social, cultural, and environmental impacts. This study focuses exclusively on economic impacts.

3.3 Assumptions and Impacts

A number of assumptions have been proposed to develop the model where the comparison between traditional resorts and eco-resorts takes place (Table 1).

a- The traditional mass-market resort model is an average profile of the existing hotels in the study area that participated in the survey. The eco-resort model used, based on the profiles of eco-resorts interviewed in and outside Egypt is an up-market model, with high average daily rates and higher levels of expenditures outside the hotel than guests of mass market resorts (i.e., the proposed model is not focused on the development of budget eco-accommodations geared toward backpackers and other low spending demographics).

b- This analysis looks only at impacts from resort operations. It does not include construction impacts, which are short term in nature and typically only included when the decision is between development vs. no development, not different types of development.

c- The eco-resort model proposes a total of 300 rooms within the study area. There would be a mix of quality levels and price points, from small, very exclusive, luxury accommodations, with rates as high as 800-1,000 Euros per room per night, to larger, more affordable accommodations with average rates of 200 Euros per night, which is

the range included within our survey of eco-resorts. The average rate per guest per night used in this model is 230 Euros, or roughly 437 Euros per room per night.

d- The Traditional Resort model projects a total of 2,000 rooms would be built. There would be mix of quality levels (3,4, and 5 star). Average rates would range between 37-125 Euros per night, which is the range exhibited in our survey of existing hotels. The average rate per person, per night, is 33.5 Euros, or an average daily rate of 67 Euros per night, which match the average pre-room and per-person rates estimated through our survey of existing hotels.

e- Eco-resort guests are more highly educated, have more interest in the nature, culture and history of destinations they visit, have higher household incomes, and spend more per day across expenditure categories, including food and beverage, guided tours and entertainment, handicrafts and souvenirs, and other expenditures than guests of Traditional resort guests.

f- A higher percentage of eco-resorts and eco-resort guests will book rooms on a half-board or breakfast-only basis, and therefore will spend more in local restaurants and bars per day than traditional resort guests. Most traditional resorts in the Red Sea region are sold on an all-inclusive basis. Recent studies estimate that large all-inclusive resorts have 50 percent higher leakages than hotels where some meals and activities are not included.

Based upon the previous assumptions in the model, calculating impacts has yielded valuable findings as follows (Table 2):

- Despite the lower number of visitor nights in eco-resorts which reached about 15% of the total number of nights consumed by mass tourism resorts, total direct spending of tourists for the former reached 80% of the latter and even exceeded it in the total direct impacts of sales to reach 128%.
- The capture rate for eco-resorts exceeded that of the traditional resorts (93% and 76% respectively).
- Concerning job creation, despite the small number of nights in eco-resorts compare to the traditional resorts, the former managed to create 32% of the number of jobs created by the latter. Further, it created 131% jobs for local communities compared to the latter.
- Eco-resorts surpassed traditional resorts in total income impacts (144%) as well as value added impacts (138%).
- Fiscal impacts for both national and local governments also show positive figures in favor of eco-resorts (79.8% for the national government and 104% for the local government), considering the reduced number of nights.

Another exercise have been taken to check the sensitivity of the model to the changing number of rooms (Table 3) and changing rates per room (Table 4). The clear result is that the more the number of rooms are for the eco-resorts, the less are the benefits compared to traditional resorts, despite the fact that revenues are still higher. Further, the higher the rates are for the same number of visitor nights, the deeper the impact is for both jobs and income impacts, and definitely for taxes for both local and national governments. That shows that the number of rooms in eco-resorts has to remain low and prices per room has to be high targeting selected tourist segment.

Furthermore, based upon the survey conducted and the model developed, the following multipliers and rations were identified (Tables 5-6). It is clear that all rations and multipliers for eco-resorts are much higher than those of traditional resorts. That indicates the higher impact of eco-resorts on local communities, which is an important dimension in sustainable tourism.

Conclusion

The survey conducted on the selected traditional and eco-resorts yielded a number of important conclusions which shall be considered inputs in the model proposed.

a- The current mass-market resort development model has very little positive economic impact on Red Sea communities. Nearly all of the inputs (labor, capital, goods and services) required for the operation of these resorts are imported from the Nile Valley and most hotel guests never venture out beyond the walls of all-inclusive resorts. While there are benefits from this model to Egypt as a whole, those benefits are quite small relative to the investment required for hotel construction, roads, water, waste treatment, and electricity.

b- Hotels currently operating in the region operate on very thin profit margins, and a significant share of those profits are retained in source markets, by the foreign tour operators who book virtually all of the room nights in these hotels.

There is an alternative model that can be used to promote local economic development that will require much less significant investment in infrastructure and help the Red Sea region and Egypt retain more of the benefits of tourism investment and spending.

This model will also help to diversify the market base for Red Sea tourism and reduce pressures on existing hotels to block-book most of their inventory through foreign tour operators, at very low prices.

The lower-density approach will also help to reduce pressures on the natural resources that are the foundation of Red Sea tourism and an important part of Egypt's environmental heritage.

In this analysis, for example, roughly 27,000 ecoresort guests per year (300 rooms, average length of stay of 5 nights) would produce the same level of direct spending, and significantly more local jobs and economic impacts than 180,000 mass-market resort guests (2,000 rooms, 5 night stay).

There is little doubt that environmental resources are being degraded by mass-market tourism development. The most important impacts are to the Egyptian Red Sea coast's coral reefs. The principal sources of degradation include:

- **Suspension of fine sediments.** From dredge and fill operations, creation of artificial lagoons, construction of large marine structures, and mining and quarrying. These suspended particles have damaged not only coral reefs, but also sea grass beds, mangroves, and other marine life (i.e., the entire food chain).
- **Untreated or poorly treated liquid waste.** While most large hotels have their own package plants, treated effluents are sometimes discharged into the sea. Significant coral reef damage has already occurred in a number of areas along the Red Sea coast.
- **Desalinization operations.** Most of the fresh water for resort hotels is produced through desalinization. The waste product from this process is brine with a very heavy concentrations of salt and other minerals. This spent brine has been proven to cause damage to or kill coral reefs.
- **Tourist activities.** While the impact from individual operations, including diving, boating, do not have a significant impact, the cumulative impact from millions of tourists participating in marine-based activities each year undoubtedly leads to reef degradation.

Left unchecked, these environmental pressures will eventually destroy the marine resource base and leave the country with no alternative development approaches.

The lower density, lower impact approach modeled here would yield significantly less negative environmental impacts per dollar or pound of tourism revenue generated for the

region and the country. Not only through more friendly environmental practices (e.g., natural waste recycling, water conservation, no dredge and fill operations, low-impact construction, etc.) but also because many fewer tourists would be required to generate the same levels of visitor income.

While the paper discussed the economic impact of eco-lodges on surrounding communities, and in order to look at the issue of eco-lodges / eco-resorts in a more comprehensive way, studies are to be conducted in order to assess the economics and finance of that type of resorts. Ed Sanders *and* Elizabeth Halpenny *addressed this issue in their paper "*Survey of Ecolodge Economics and Finance", presented in the "Financing Sustainable Tourism Conference" in 2002. The researchers concluded, based upon a limited case study, that eco-lodges are economically not profitable and that in order to turn them into successful business opportunities, a number of obstacles have to be dealt with. The most important obstacle to increasing profitability was lack of financing to expand, which is probably a proxy for lack of investment capital. The next most common obstacle was lack of financing for marketing, which is probably a proxy for operating capital. These two concerns far outweighed the other eight categories, with difficulty of attracting tourists (10 percent) and extreme seasonality (10 percent) being the next most important.

In fact these findings are not applicable in the Egyptian context. Eco-resorts targeting upper scale tourists are generating good revenue and are very profitable, according to the field survey that was done and highlighted in this research, despite the fact that more research has to be done on the economics and finance of eco-resorts specifically in the Red Sea Region. The only obstacle is the awareness of the developers to its importance and the cooperation of developers with local communities in order to get the best out of this experience are non-existent. Not only this, but the government should also be part of this new approach, encouraging developers and playing the role of mediator between the later and local communities.

Further, indicators on tourism performance in Egypt has to be reviewed in order to reflect sustainability and environmental dimensions specifically that Egypt's tourism relies mainly on natural and archaeological resources. Researchers have proposed a number of indicators in this field (e.g., Farsari) looking at sustainability from a comprehensive perspective. For example, looking at the economic indicators of tourism and its effect on local communities, the following have been proposed:

- Employment in tourism as a percentage of total employment,
- Number of "locals" employed in tourism as a percentage of total employment in tourism,
- Revenues generated by tourism as a percentage of total revenues generated in the area,
- Business establishments offering tourist services and owned by locals as a percentage of all business establishments,
- Income multiplier for the tourism sector as estimated in an input-output table,
- Revenues exported as a percentage of total revenues in the business establishments owned by foreigners

Hence, considering sustainability as a basis to set up indicators should be a priority that the Egyptian Government has to give in order to maintain its valuable resources and pass the benefit of tourism to local communities as means of local development that the government is very much in need for.

Bibliography

Ceballos-Lascurain, H. (2008) "Ecotourism and ecolodge development in the 21st Century" , in Stronza, A et al., (eds), Ecotourism and Conservation in the Americas, CAB International, Oxfordshire, UK.

Epler Wood, M. (1998) Making the Global Challenge of Community Participation in Ecotourism: Case Studies & Lessons from Ecuador, The Nature Conservancy, Washington D.C., USA.

Eraqi, Mohammed. (2007) "Local communities" attitudes towards impacts of tourism development in Egypt", Tourism Analysis, Vol. 12, pp. 191–200.

Farsari, Yianna "Sustainable tourism indicators for Mediterranean established destinations", Regional Analysis Division, Institute of Applied and Computational Mathematics (IACM), Foundation for the Research and the Technology Hellas (FORTH), Greece.

Getz, Donald and Jamal , Tazim B. (1994) "The environment-community symbiosis: A case for collaborative tourism planning", Journal of Sustainable Tourism, Volume 2, Issue , p. 152 – 173.

IMF, World Economic Outlook Online Database, April and September 2006 editions.

Maclaren, Fergus Tyler (2002) A Strategic Approach for Community-Based Ecotourism Development, The International Ecotourism Society, The International Year of Ecotourism.

Ryan, Chris. (2001) "Equity, management, power sharing and sustainability—issues of the 'new tourism'', Elsevier Science Ltd.

Stronza, A. (2000), Because it is ours: Community-based ecotourism in the Peruvian Amazon, a dissertation presented to University of Florida, Gainesville, FL, USA

Wesche, R. and Drumm, A. (1999) Defending the Rainforest, Accion Amazonia, Quito, Ecuador.

Table 1 - MODEL ASSUMPTIONS – Base case

Variable	Eco-resort	Traditional
Number of Rooms Built	300	2,000
Rate per person per night (Euros)	230	33.5
Average Annual Occupancy	65%	65%
Double Occupancy Factor	1.9	1.9
Average Number of Employees per room	2	1
Percentage of employees hired locally	70%	5%
Percentage of goods procured locally	30%	5%
Average Daily Spend Tours & Entertainment (Euros)	25	5
Average Daily Spend Restaurants & Bars (Euros)	30	10
Average Daily Spend Handicrafts & Souvenirs	7	4
Average Daily Spend Miscellaneous (Euros)	15	5

Table 2 - IMPACTS – Base case

Variable	Eco-resort	Traditional
Number of Visitor Nights	135,233	901,550
Total Direct Spending (€ millions)	41.52	51.84
Total Direct Impacts Sales (€ millions)	59.13	46.02
Capture Rate	93%	76%
Total Jobs Created	1,089	3,351
Total Jobs Created for Local Residents	908	691
Total Income Impacts (€ millions)	23.50	16.24
Value Added Impacts (€ millions)	36.65	26.51
Fiscal Impact (National Government) (€	3.72	4.66
Fiscal Impact (Local Government) (€	.56	.54

Table 3- IMPACTS – SENSITIVITY ANALYSIS (ROOM)

Variable	Eco-resort	Traditional	Eco-resort	Traditional	Eco-resort	Traditional
Number of Rooms	300	2,000	200	1,500	400	3,000
Number of Visitor	135,233	901,550	90,155	676,163	180,310	1,352,325
Direct Spending	41.52	51.84	27.67	38.88	55.36	77.76
Sales Impacts (€ml)	59.13	46.02	39.42	34.53	78.84	69.06
Capture Rate	93%	76%	93%	76%	93%	76%
Total Jobs Created	1,089	3,351	726	2,513	1,452	5,027
Local Jobs Created	908	691	605	518	1,211	1,036
Income Impacts	23.50	16.42	15.67	12.18	31.36	24.36
Value Added (€ml)	36.65	26.51	24.44	19.88	48.88	39.77
Fiscal (Nat'l)(€ml)	3.72	4.66	2.48	3.49	4.97	6.99
Fiscal (Loc.) (€ml)	.56	.54	.37	.40	.74	.81

Table 4 - IMPACTS – SENSITIVITY ANALYSIS (RATES)

Variable	Eco-resort	Traditional	Eco-resort	Traditional	Eco-resort	Traditional
Average Rate Per	300	35	150	20	100	15
Number of Visitor	135,233	901,550	135,233	901,550	135,233	901,550
Direct Spending	50.98	53.19	30.69	39.67	23.93	35.16
Sales Impacts (€ml)	74.45	46.41	41.63	32.08	30.69	27.30
Capture Rate	94%	76%	90%	74%	87%	73%
Total Jobs Created	1,373	3,473	764	2,259	561	1,854
Local Jobs Created	1,137	693	692	671	482	663
Income Impacts	29.64	16.78	16.78	11.39	12.10	9.59
Value Added (€ml)	46.23	27.40	27.40	18.56	18.85	15.61
Fiscal (Nat'l)(€ml)	4.97	4.78	2.76	3.58	2.15	3.17
Fiscal (Loc.) (€ml)	.72	.56	.36	.32	.24	.24

Table 5 - MULTIPLIERS AND RATIOS: Survey Based

Assigned Multipliers & Ratios	Eco-resort	Traditional
Ratio of Employees to rooms	2:1	1:1
Sales Multiplier, Lodging	1.62	1.28
Sales Multiplier, Restaurants & Bars	1.58	1.58
Sales Multiplier, Handicrafts & Souvenirs	1.60	1.60
Sales Multiplier, Miscellaneous expenditures	1.53	1.53
Sales Multiplier, Lodging	1.60	1.60
Sales Tax, National	10%	10%
Sales Tax, Rooms Revenue, Local	2%	2%

Table 6 - MULTIPLIERS AND RATIOS: Model Based

Multipliers & Ratios Derived from Model	Eco-resort	Traditional
Sales Multiplier	1.54	1.17
Jobs Multiplier	1.44	1.08
Income Multiplier	1.60	1.10
Value-added Multiplier	1.62	1.24

Appendix 1:

Terminology employed in the research:

1- **Economic Impact Analysis (EIA)** – An estimate of the extent to which an economic activity contributes to the economic development (jobs, income, tax revenues, etc.) of a defined area of study (SRSR).

The economic impact assessment EIA estimates the income earned and jobs created from a given activity (tourist spending), how much of that income is spent locally, and how long those expenditures circulate within an economy before being **exported** for the purchase of goods and services produced elsewhere.

For example, if a hotel guest pays $100 for a one-night stay at a Red Sea Resort, some of that income will be used to pay hotel employee salaries. A portion of those wages will then be spent by employees to buy food from the local grocer. The grocer will buy some of its products from local farmers, who will in turn use part of that income to buy fertilizer.

While that dollar or pound of income can in theory circulate indefinitely (and the larger and more integrated the economic area, the greater the number of rounds of spending), in reality **leakages** occur, through the purchase of goods and services produced outside the area.

A local economy's ability to minimize leakages defines the **economic multipliers** that are used to estimate indirect and induced impacts (together referred to as "secondary impacts"), and are a critical component of the total economic impact of a given industry or activity.

There are a number of methods used to define multipliers. The most common is an

2- **Input-Output Model,** a mathematical translation of an **Input-Output Table**, a matrix which depicts the inter-relationships between different sectors of an economy and measures the relative contribution (in terms of wages, profits, rents, etc.) of each to total output.

The major drawback of this approach is that it requires tremendous amounts of detailed data to produce an Input-Output table. In most developing countries this level of detail is not available for the tourism industry (it is generally lumped into a broader "Services" category.)

3- Capture rate, another critical component in estimating secondary impacts is the **capture rate**. While the local economy tends to capture most visitor spending on *services* (guided tours, meals at restaurants, etc.), the share of income generated through the purchase of *goods* is equal only to the margin or profit earned by retailers and wholesalers (if they are located within the study area), plus the percentage of those goods produced locally. The greater the percentage of goods imported, and the lower the local content, the lower the capture rate the impact of visitor and employee spending.

Les labels et réseaux internationaux en Île-de-France, quels atouts ?

Jean-Paul Amat
(Université Paris 4 Sorbonne)
&
Patricia Fraile
(Mines Paris Tech)

Jean-Paul Amat
Professeur de biogéographie
Université Paris 4 Sorbonne
Directeur de l'UMR CNRS 8185 Espaces, Nature et Culture
Président du Conseil scientifique de la Réserve de biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais
191 rue Saint-Jacques, 75 -F Paris
Courriel : jmjpamat@club-internet.fr

Patricia Fraile
Recherche et développement durable
Mines ParisTech
Chercheur associé UMR CNRS 8185 Enec
Membre du Conseil scientifique de la Réserve de biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais
35 rue Saint Honoré, 77300-F Fontainebleau,
Courriel : patricia.fraile@mines-paristech.fr

Les labels et réseaux internationaux en Île-de-France, quels atouts ?

Résumé :
L'Ile-de-France compte quatre sites inscrits par l'Unesco sur la liste du patrimoine mondial : le palais et le parc de Versailles, le palais et le parc de Fontainebleau, Paris et les rives de la Seine, et la ville médiévale de Provins. Fontainebleau, ville royale et impériale située à 60 km de la capitale au cœur d'un patrimoine naturel et culturel d'exception, s'est forgée au cours des siècles une renommée mondiale. Son château, inscrit en 1981, a accueilli les plus grands dirigeants de la planète, notamment en 1998 lors du 50e anniversaire de l'Union Mondiale pour la Nature, ONG créée à Fontainebleau en 1948 sous le nom d'Union internationale pour la Conservation de la Nature. Le massif forestier qui fut réserve de chasse des Rois de France, protégé en partie dès 1863 par les séries artistiques créées sous l'impulsion des peintres de Barbizon, est reconnu Réserve de biosphère par l'UNESCO depuis 1998 et déclaré forêt de protection en 2002. Ce contexte place Fontainebleau parmi les hauts lieux du développement durable. Depuis l'ouverture de la ligne de chemin de fer entre Paris et Lyon en 1849, le site de Fontainebleau est la première destination nature en Île-de-France. Dans un contexte de périurbanisation, la forêt de Fontainebleau accueille près de 17 millions de visites pour des activités variées (randonnées pédestres et équestres, sports de nature, promenades, escalade, observations faunistiques et floristiques…).
Forte de cette aura environnementale, d'un pôle de formation international avec deux grandes écoles (INSEAD et Mines ParisTech) et d'un pôle touristique hors du commun, la ville de Fontainebleau cristallise des enjeux d'aménagement du territoire, de l'échelle du Sud-Seine-et-Marne à celle de la région. Alors que le nombre de visiteurs du château (425 000 jusqu'en 1997) s'est réduit de 23 %, le site de Provins, à 45 km à l'est, inscrit au patrimoine mondial en 2001 pour son tissu urbain médiéval conservé, a vu sa fréquentation passer de 250 000 visiteurs en 2000, à 600 000, dont 60 % de Franciliens. Dans le même temps, DisneyLand Resort Paris, à 50 km au nord dans la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, attire chaque année plus de 14 millions de visiteurs alors qu'il ne bénéficie d'aucun classement.
L'article se propose d'évaluer comparativement l'impact des labels internationaux sur les sites en termes de gestion, de notoriété vis-à-vis du public et de conservation.

Mots clés : labels, réseaux, enjeux, tourisme, conservation

Les labels et réseaux internationaux en Île-de-France, quels atouts ?

Introduction :

En 2010, 187 nations ont ratifié la convention de l'Unesco pour la préservation du patrimoine culturel et naturel et 911 sites répartis sur 151 pays sont inscrits sur la liste du patrimoine mondial. La France et l'Allemagne comptent chacune 33 sites inscrits, l'Italie (44 sites) et l'Espagne (41 sites). Seule la Chine rivalise avec les pays européens (38 sites). L'inscription consacre la reconnaissance de la valeur universelle exceptionnelle d'un site qui, de ce fait, appartient à l'humanité entière, indépendamment des frontières. Cette reconnaissance implique une prise de conscience tant des populations et des institutions locales que des visiteurs éphémères. Si l'inscription suscite la promotion et la mise en valeur, la fréquentation de ces sites prestigieux doit être maîtrisée afin d'en permettre la conservation. La mise en œuvre d'un tourisme durable est une condition impérative pour la sauvegarde de ce patrimoine.

Par une convention de coopération internationale signée en 1997, la France a mis à la disposition de l'UNESCO une assistance technique et financière pour intervenir sur les sites de toutes les régions du monde. Ainsi, l'atelier de réflexion sur le tourisme et le patrimoine mondial en 2008 a retenu trois thématiques : transmission et communication des valeurs culturelles (universelles) du patrimoine, gestion des visiteurs sur les sites et à proximité, problématique de l'économie touristique du patrimoine et du financement des sites.

Le tourisme est une des activités économiques les plus dynamiques. Avec 74,2 millions de touristes internationaux en 2009, la France détient la première place d'un tourisme mondial qui pèse 880 millions d'arrivées tous pays confondus, pour une économie de 611 milliards d'euros (Organisation mondiale du tourisme, 2010). Si seuls 68 millions d'étrangers visitent les sites touristiques, 14 millions d'entre eux, rejoints par 17,6 millions de Français, choisissent la région Île-de-France (chiffres clés, ministère du tourisme, 2008), première destination touristique au monde (échelle régionale) pour son patrimoine historique et culturel hors du commun.

L'Île-de-France possède autant de monuments historiques inscrits ou classés, près de 4 000, que le reste de la France. Plusieurs sites bénéficient de labels décernés à des espaces protégés par des réseaux à des échelles de territoire allant du niveau international au niveau régional : sites inscrits au patrimoine mondial, villes membres de l'organisation du patrimoine mondial, réserve de biosphère, parcs naturels régionaux, réseau européen des PNR, villes d'art et d'histoire, réserves naturelles. Les critères de sélection des sites varient selon les réseaux et les objectifs. Outre les missions de sauvegarde et de conservation, celle de l'aménagement de l'accueil sur les sites est une problématique constante de ces réseaux. Le questionnement sur les choix touristiques s'impose pour adapter les réponses aux attentes des touristes et des populations locales.

Parallèlement se développent d'autres réseaux dédiés aux loisirs : bases de plein air et de loisirs, parc de loisirs et autres sites naturels et/ou culturels susceptibles d'offrir un service récréatif et sportif à la population locale et aux visiteurs. Les questions de gestion, de sauvegarde des sites et d'accueil du public sont de même nature. L'article examine, pour ces deux catégories de réseaux, l'implantation en Ile-de-France, les ordres de grandeur de la fréquentation, les actions et les attentes des gestionnaires et la valeur ajoutée des labels décernés par les réseaux.

1. Réseaux et labels en Île-de-France

L'Île-de-France est la première région touristique française. C'est aussi la plus peuplée et ses 11,6 millions d'habitants vivent sur les 12 000 km² des huit départements qui la constituent, soit 18 % de la population française pour une densité moyenne de 966 hab/km² (INSEE 2007). Paris (2,2 millions d'habitants sur 105 km²) et sa petite couronne (4,4 millions sur 657 km²) en sont le cœur fortement urbanisé (6,5 millions d'habitants, 8 640 hab/km² en moyenne). La grande couronne, moins densément peuplée, associe milieux urbains et espaces naturels et ruraux qui occupent encore 75 % du territoire régional. Près de 324 000 hectares sont protégés (toutes protections confondues), soit plus du quart du territoire francilien.

Deux types de réseaux de valorisation touristique sont actifs en Île-de-France, celui des espaces protégés et celui des espaces récréatifs et de loisirs. Des nombreux sites qui appartiennent aux réseaux d'espaces protégés, quatre sont sur la liste du patrimoine mondial : le palais et le parc de Versailles depuis 1979, le palais et le parc de Fontainebleau (1981), Paris et les rives de la Seine (1991) et la ville médiévale de Provins (2001). Paris et Provins sont membres de l'organisation des villes du patrimoine mondial. Au sud-est de la région, un territoire de 126 communes autour du massif forestier de Fontainebleau est reconnu réserve de biosphère dans le cadre du programme « Man and Biosphere » de l'Unesco.

L'Ile-de-France compte quatre parcs naturels régionaux, le Vexin français (65 670 ha), le Gâtinais français (63 560 ha), la Haute Vallée de Chevreuse (24 500 ha), l'Oise-Pays de France (60 000 ha) ; deux autres sont en cours de création (Brie et Deux Morins, Bocage Gâtinais, partagé avec les régions Centre et Bourgogne) (cf. Figure 1). Sept villes adhèrent au réseau des Villes et Pays d'art et d'histoire. Des espaces protégés nationaux (quatre réserves naturelle nationales), régionaux (22 réserves naturelles régionales et 88 000 hectares de forêts péri-urbaines comme Fontainebleau, Sénart, Rambouillet…) et départementaux (espaces naturels sensibles) complètent ce dispositif. À cela s'ajoutent d'autres formes de valorisation territoriales, dont les sites d'importance communautaire (SIC) et les zones de protection spéciale (ZPS) du réseau Natura 2000, les inventaires scientifiques (comme les Zones importantes pour la conservation des oiseaux, ZICO), ou le label Forêt patrimoine, créé en 2009 par l'Office national des forêts, afin d'expérimenter de nouvelles pratiques d'accueil touristique, de gestion des milieux naturels ou de sylviculture.

Aux côtés des ces espaces naturels plus ou moins protégés, la région dispose de sites dédiés aux activités sportives et de loisirs à forte fréquentation : 11 bases de plein air et de loisirs régionales, 290 piscines publiques, 3 320 terrains de grand jeux. L'appellation parc de loisirs regroupe divers types d'espaces : les parcs à thèmes (Disney Land Paris, le parc d'attraction du château de Nonville, Cité des sciences et de l'industrie, France miniature…), les parcs animaliers (le zoo de Vincennes, la réserve zoologique de sauvage, le parc des félins…) et plus de 1 100 « parcs et jardins » dignes d'intérêt (Jardin d'acclimatation, Jardin des plantes…). Ajoutons le Parc Asterix situé en région Picardie (département de l'Oise), à la limite nord de la région Île-de-France à seulement 30 km de Paris.

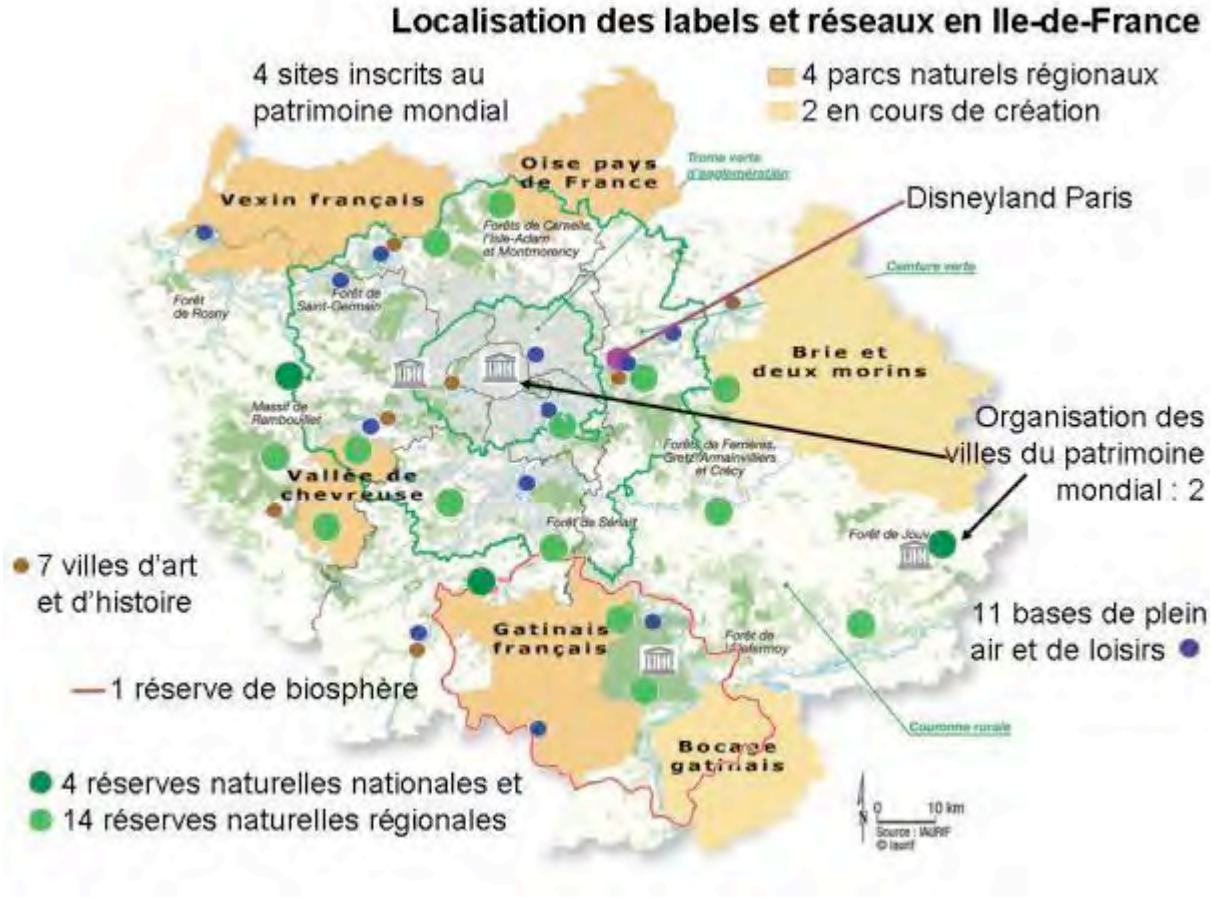
Ces sites offrent des services récréatifs et sportifs multiscalaires, locaux, nationaux et internationaux.

1.1 Réseaux d'espaces protégés

Patrimoine mondial de l'Unesco

Le prestige que confère l'inscription sur la liste du patrimoine mondial renforce les activités touristiques sur le site concerné et catalyse la sensibilisation à la préservation du patrimoine. L'inscription, qui implique l'élaboration et la mise en œuvre de plans de gestion, donne accès au Fonds du patrimoine mondial, soit près de 4 millions de dollars par an, alloués aux États membres sous forme de subventions. L'Île-de-France compte quatre sites classés.

Figure 1



Le palais et le parc de Versailles, résidence des rois de France de Louis XIV à Louis XVI, forment un ensemble architectural unique en Europe, couvrant 815 hectares dont 93 de jardins. Ils marquèrent de leur empreinte l'architecture et l'art des jardins et du paysage. Le domaine national de Versailles et du Trianon est depuis 1995 un établissement public à caractère administratif, doté de l'autonomie administrative et financière. Il est placé sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication.

Au cœur d'un massif forestier de 28 000 hectares, le **domaine de Fontainebleau, qui** associe sur 130 hectares le palais et son parc, a aussi marqué le développement des arts picturaux en France et en Europe, donnant son nom à plusieurs écoles artistiques. De notables évènements de l'histoire de France lui sont liés : révocation de l'Edit de Nantes en 1685, abdication de Napoléon en 1814… En 2009 la gestion la gestion du parc et des bâtiments est passée du ministère de la Culture et de la Communication à un établissement public administratif.

Les **rives de la Seine** couvrent 365 hectares du Paris *intra muros*, sur les deux rives du fleuve entre les ponts de Sully et d'Iéna. Le périmètre inclut 23 des 37 ponts de Paris, les îles Saint-Louis et de la Cité, et de nombreux bâtiments historiques remarquables (Notre-Dame et la Sainte-Chapelle, le Louvre, l'hôtel national des Invalides, la place de la Concorde, le Grand Palais des Champs-Élysées, la tour Eiffel…). La gestion est complexe en l'absence de comité directeur. Le Service départemental de l'architecture et du patrimoine de Paris assure une gestion directe pour la conservation des édifices classés ou appartenant à l'Etat, et une gestion déléguée vers des Etablissements publics (grands monuments et musées). La Ville intervient pour la gestion urbaine globale : espaces publics, monuments lui appartenant. Le Port autonome de Paris intervient pour le fleuve et ses berges.

La **cité médiévale de Provins** en Seine-et-Marne fut au Moyen Age la capitale du Comté de Champagne, centre économique et intellectuel majeur, pôle d'échange très actif aux XIIe et XIIIe siècles. En 1875, Prosper Mérimée classa Ville d'Art ce joyau des villes de Foires de Champagne. Avec 58 monuments classés ou inscrits monuments historiques, Provins est l'une des villes françaises les plus richement dotées. Les 108 hectares de la ville haute et de la ville basse sont inscrits au titre de conservatoire des architectures militaire, religieuse et civile. La ville de Provins est maître d'œuvre du plan de gestion, tant dans la zone inscrite que sur le reste du territoire communal. Sur son site internet, l'office de tourisme affiche son appartenance au réseau des sites du patrimoine mondial.

Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM)

Créée en 1993 à Fès au Maroc, l'OVPM, dont le siège est situé à Québec, rassemble 227 villes historiques et monumentales qui assurent la gestion d'un site répertorié sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Le réseau est régionalisé (www.ovpm.org). La région Europe du Sud et Méditerranée, dont le secrétariat est à Cordoue, comprend 57 villes, espagnoles, françaises, grecques, italiennes, maltaises et portugaises (Pérez de la Concha Camacho, 2003). Le secrétariat créa en 2003 quatre commissions techniques coordonnées par des villes membres : urbanisme (Lyon, France), tourisme (Rhodes, Grèce), financement (Évora, Portugal) et culture (Naples, Italie). L'OVPM contribue à la mise en œuvre de la convention sur le patrimoine mondial, favorise les échanges internationaux notamment vers les villes des pays en développement, anime des programmes de recherche et sensibilise les populations aux valeurs du patrimoine et aux nécessités de sa protection.

Provins et Paris sont membres de l'OVPM. L'organisation aide les élus locaux à développer les échanges internationaux, notamment en direction des villes des pays en développement, à animer des programmes de recherche et à sensibiliser les populations aux valeurs du patrimoine et aux nécessités de sa protection.

Réseau mondial des réserves de biosphère

Fondé en 1971 sur des programmes de recherche scientifique, le programme MAB (Man and Biosphere) de l'Unesco a pour objectif d'étudier et de promouvoir des solutions innovantes et reproductibles pour concilier la conservation des ressources biologiques et un développement économique et culturel viable. La *Stratégie de Séville et le Cadre statutaire du réseau mondial*, document rédigé en 1995 lors de la conférence générale de l'Unesco, encadre le fonctionnement des réserves de biosphère. Son efficacité implique la sensibilisation aux principes du co-développement durable entre nature et société et la mobilisation de tous les acteurs du territoire (élus, institutions, gestionnaires de territoire, scientifiques, chambres consulaires, populations, entreprises…). L'information, les expériences et les idées sont partagées et échangées à tous les échelons d'un Réseau mondial organisé en sous réseaux

régionaux. La France appartient au sous réseau EUROMAB, qui rassemble les 200 réserves de biosphère de 38 pays d'Europe, des Etats-Unis et du Canada.

À soixante kilomètres au sud-est Paris, la Réserve de Fontainebleau et du Gâtinais est la dixième réserve de biosphère française, inscrite au réseau en 1998 à l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), née en 1948 à Fontainebleau. En 2010, cette réserve de biosphère à cheval sur deux départements franciliens a obtenu le renouvellement de son label Unesco dans le cadre de la procédure de révision décennale. Une association de type loi 1901 coordonne ses actions sur un territoire reconnu pour sa grande biodiversité faunistique et floristique, ses paysages et ses activités humaines variées (agricoles, industrielles et tertiaires). À ce jour, plus de 30 membres adhérents (institutions, associations, chambres consulaires…) participent aux projets collaboratifs. Le Conseil d'administration s'est doté de deux conseils consultatifs : un conseil scientifique et un conseil éducation. La Réserve a engagé en 2010 une coopération internationale avec celle de la Campana Peñuelas au Chili, entre Santiago et Valparaiso, soumise elle aussi à une dynamique de périurbanisation et à la problématique du fort développement du tourisme.

Réseau des Parcs naturels régionaux de France

Un Parc naturel régional est un territoire à dominante rurale, reconnu au niveau national pour sa forte valeur patrimoniale et paysagère, où les acteurs locaux (élus, associations, habitants, socioprofessionnels…) se mobilisent pour promouvoir un développement économique et social préservant l'environnement. Le territoire d'un PNR est classé par décret du Premier ministre sur rapport du ministre chargé de l'Environnement pour une durée maximale de 12 ans renouvelable. La forte valeur ajoutée de paysages ruraux soumis aux menaces de l'urbanisation a conduit à la création de quatre parcs naturels régionaux en Ile-de-France, sur les 46 que compte la France.

Selon la note stratégique adoptée en 2003 par la commission internationale des Parcs naturels régionaux de France, à la demande croissante d'Etats, de collectivités locales et de structures gestionnaires de territoires, la Fédération et le réseau des Parcs naturels régionaux se sont engagés dans une coopération internationale de promotion des conventions internationales (patrimoine mondial, RAMSAR, UNESCO, UICN…) et d'adhésion à différents réseaux européens (EUROPARC, MAB UNESCO, Association européenne des parcs habités…). Fondée en 1973, la Fédération EUROPARC, connue sous le nom de "Fédération des parcs naturels et nationaux d'Europe", regroupe 441 membres dans 36 pays européens. Son objectif est d'aider les aires protégées à remplir leurs missions et d'encourager les coopérations locales et internationales.

Depuis 2001, la Charte européenne du tourisme durable, démarche d'organisation et de gestion, vise à assurer que le tourisme contribue à un développement économique, social et environnemental équilibré des espaces protégés en Europe. Promue et gérée par EUROPARC, elle a été signée par 78 aires protégées de huit pays européens. Plus de cent entreprises touristiques locales partenaires collaborent avec les autorités locales et régionales. Le partage d'expériences et de connaissances est l'un des principaux objectifs de la Charte.

Actuellement, 213 000 habitants vivent sur les quatre parcs naturels régionaux franciliens. En matière de développement touristique, les parcs naturels régionaux franciliens bénéficient à la fois d'un riche patrimoine culturel et naturel en milieu rural et d'un important réservoir de clientèle installé dans la région capitale. Seul le PNR du Vexin français adhère à la Charte européenne du tourisme durable. Celui du Gâtinais français comprend 57 communes qui appartiennent aussi à la réserve de biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais.

Réseau français des Villes et Pays d'art et d'histoire

Le label « Villes et Pays d'art et d'histoire », décerné par le ministère de la Culture et de la Communication, qualifie des territoires, communes ou groupements de communes, qui s'engagent dans une démarche de conservation et de sensibilisation de leur patrimoine bâti ou naturel. Cette démarche volontaire se traduit par la signature d'une convention élaborée en concertation avec les collectivités territoriales, définissant des objectifs précis et un volet financier. Les objectifs sont les suivants **:** sensibiliser les populations locales à leur cadre de vie, inciter à un tourisme de qualité, initier le jeune public à l'architecture, au patrimoine et à l'urbanisme dans un Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP), outil didactique de référence. Un conseil national, créé en 1995, oriente la politique du réseau. Il émet un avis sur les candidatures au label et sur les retraits consécutifs au non-respect de la convention.

En 2009, 146 territoires français ont obtenu ce label et sept ville franciliennes appartiennent au réseau : Boulogne-Billancourt, Etampes, Meaux, Noisiel, Pontoise, Rambouillet et Saint-Quentin en Yvelines.

Réseau des réserves naturelles

En mars 2010, on dénombre 357 réserves naturelles en France, 164 nationales et 193 départementales. Les premières sont placées sous l'autorité des préfets des départements concernés, les secondes, sous celle des Conseils régionaux. Le classement en réserve naturelle d'un site à fort intérêt patrimonial impose de réaliser des inventaires spécifiques destinés à préserver la biodiversité et la mosaïque de milieux associée, de gérer le site dans le respect des équilibres écologiques, de promouvoir une stratégie de valorisation qui encadre la fréquentation touristique. L'Ile-de-France dispose de 28 réserves naturelles.

Un comité consultatif de gestion, comprenant les principaux acteurs locaux (services de l'Etat, collectivités, propriétaires, représentants des usagers, associations de protection de la nature, scientifiques…), désigne un gestionnaire. Les moyens financiers sont fournis par l'autorité administrative mais le gestionnaire peut mobiliser des fonds publics et privés. L'association RNF anime et coordonne le réseau des gestionnaires, favorise les échanges d'expérience et de connaissances scientifiques au sein du réseau et avec d'autres réseaux d'espaces protégés. La région Ile-de-France dispose de quatre réserves naturelles nationales couvrant 1 200 ha et de quatorze réserves naturelles régionales sur près de 1 000 ha. Huit sont en cours de création.

Contrairement aux espaces naturels sensibles acquis et gérés par les départements, les réserves naturelles régionales n'ont pas comme objectif l'ouverture au public. Elles participent à la conservation des écosystèmes et de leur biodiversité associée dans cette région à forte croissance urbaine. À l'exemple du marais de Larchant (77), la fréquentation touristique est encadrée ; les visites saisonnières sont accompagnées d'un guide.

1.2 Réseaux récréatifs et de loisirs

Les réseaux récréatifs et de loisirs maillant le territoire francilien constituent un dispositif qui contribue largement à l'attrait touristique de la région. Les parcs de loisirs, eux, sont gérés par des services de l'Etat ou, plus souvent, par des structures privées ou des partenariats public privé.

Les bases de loisirs régionales

Quand le concept de « base de plein air et de loisirs » est né en 1964, il proposait surtout des activités nautiques. Ces bases ont été aménagées progressivement avec l'aide de l'Etat, qui a considéré en 1997-98 que la région était l'échelon territorial le plus pertinent pour

garantir l'inaliénabilité de leur périmètre. L'objectif des élus régionaux est désormais de renforcer leur attractivité et leur fréquentation. Le projet de schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF) prévoit de faciliter « *toute évolution leur permettant d'accueillir un public plus nombreux par une meilleure accessibilité en transports en commun et par les circulations douces* ».

Les parcs à thèmes

Le parc de loisirs Disneyland Resort Paris a ouvert ses portes il y a quinze ans, sur 2 000 hectares à une trentaine de kilomètres à l'est de la capitale. Aujourd'hui à la quatrième place du réseau mondial des espaces Disney, il propose 14 heures de spectacles vivants par jour, 4 scènes permanentes de spectacles, 59 attractions, 54 boutiques… A plus petite échelle, Fami P.a.r.c, Parc d'attraction récréatif du château de Nonville en Seine-et-Marne, s'adresse à une clientèle de proximité avec des attractions destinées aux très jeunes enfants. Créée en 1986 au nord de la capitale, la Cité des sciences et de l'industrie, gérée par un établissement public (EPIC), a été conçu comme une ville jardin où se mêle culture scientifique et loisirs culturels. À Elancourt (Yvelines), à 10 minutes de Versailles, France miniature propose depuis 19 ans un voyage insolite sur 5 hectares à la découverte de 116 répliques des plus beaux monuments de France.

Les jardins et parcs animaliers

Pas moins de 7 parcs animaliers cohabitent en Ile-de-France. Celui de Thoiry, réserve africaine, présentait un concept révolutionnaire à son ouverture en 1968 : les visiteurs circulent dans leur véhicule au milieu des animaux sauvages en liberté. Le parc zoologique de Vincennes, enfant de l'Exposition coloniale de 1931 et fermé en 2008, fait l'objet d'un partenariat public privé en vue de sa modernisation et de sa réouverture en 2014. Le Jardin d'Acclimatation du bois de Boulogne, créé en 1860, vit sa vocation redéfinie en 1952 comme un parc de promenades et de loisirs de plein air à but instructif, sportif et familial. Depuis 2000, il s'est enrichi d'attractions asiatiques (maison de thé, jardin coréen) pour apporter rêve, fraîcheur et détente à ses visiteurs.

Face aux menaces de raréfaction et de disparition de nombreuses espèces animales et végétales, les parcs zoologiques mènent des actions de protection et de conservation pour réintroduire les espèces menacées dans leur milieu naturel. Ils travaillent ensemble pour la sauvegarde des espèces menacées dans le cadre de programmes d'élevage au niveau international. Ils répondent également à des objectifs de recherche scientifiques, d'éducation et de sensibilisation des visiteurs.

2. Dimensions touristiques des sites

2.1 Fréquentation touristique

À l'instar des régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'azur, l'Ile-de-France a une forte capacité hôtelière (plus de 150 000 lits). Pour 14 millions d'étrangers et 17,6 millions de Français (ministère du Tourisme, 2008), elle est une destination privilégiée. La notion de loisir varie selon l'age et l'activité ; ainsi plus de la moitié des Franciliens (52 %) assimilent-ils le loisir au repos et à la détente, c'est-à-dire « ne rien faire » (IAU, 2004). Pour les plus âgés, 20 % des personnes interrogées, les loisirs servent « à se cultiver et à apprendre ». Enfin, l'idée que les loisirs servent à « faire du sport » est évoquée par 17 % des Franciliens.

Paris est la ville la plus visitée. Les Rives de la Seine rassemblent des bâtiments connus soit pour leur architecture soit pour le contenu des musées qu'elles abritent. Notre-Dame de Paris connaît la plus forte fréquentation (13,6 millions de visiteurs en 2006,

IAURIF), suivi par le Musée du Louvre (8,3) et la Tour Eiffel (6,7). Bien qu'il ne soit pas inscrit sur la liste du patrimoine mondial, le Sacré Cœur de Montmartre est le deuxième monument de la capitale le plus visité (10,5 millions de visiteurs/an).

Une étude conduite en 1995-96 par l'Institut d'observation et de décision (I.O.D.) avance un minimum de 13 millions de visites annuelles pour le massif forestier de Fontainebleau (soit environ 3 millions de visiteurs). C'est un des sites naturels qui répondent le mieux à la demande croissante d'un public en quête de nature, d'espace récréatif et de loisirs. Toutefois sa fréquentation est surtout régionale et départementale, peu internationale.

Le domaine du Château de Versailles (5,3 millions de visiteurs/an dont 70 % étrangers) est le troisième site culturel visité en France (ministère du Tourisme, 2009). Il devance largement le Domaine du château de Fontainebleau qui a vu le nombre de ses visiteurs se réduire de 500 000 à 320 000 entre 1998 et 2005 (CDT, 2005). Depuis deux ans, l'instauration d'un établissement public et l'ouverture aux contributions étrangères (mécénats, dons, legs…) destinée à engager des travaux de rénovation et à améliorer l'accueil du public laissent augurer d'une hausse de la fréquentation dans les années à venir (IAURIF, 345 299 visiteurs en 2006).

L'office du tourisme de Provins a signé en 1988 une convention avec la ville, fixant sa mission d'accueil du public et de promotion. Pour une population permanente de 12 000 habitants, Provins attire annuellement environ 400 000 visiteurs. En 1999, l'office de tourisme a enregistré 203 762 entrées payantes, dont 36 % de groupes composés à 75 % de scolaires. Avec 202 296 entrées payantes en 2006 (IAU), la fréquentation est stable depuis l'année de l'inscription. Pourtant, dans une déclaration à la presse, le maire de Provins espérait une augmentation de 20 % environ du nombre de touristes.

La fréquentation des Réserves naturelles régionales reste volontairement faible et très encadrée. Sur les parcs naturels régionaux ou les réserves de biosphère, le bilan de la fréquentation touristique est difficile à établir globalement ; il porte plutôt sur des sites spécifiques. Sur le PNR du Gâtinais français par exemple, la plupart des sites payants reçoivent entre 10 000 et 20 000 visiteurs par an. Deux sites sont plus fréquentés, le musée volant Jean-Baptiste Salis à Cerny – La Ferté Alais (40 000 visiteurs) ou la verrerie d'art à Soisy-sur-Ecole (100 000 visiteurs). Concernant les villes d'Art et d'histoire, le manque de données chiffrées ne permet pas une analyse de la variation de fréquentation.

Aux côtés des réseaux de sites protégés, la région dispose de sites, à forte fréquentation, dédiés aux activités sportives et aux loisirs. Espaces verts fréquentés par quelques 10 millions de visiteurs par an, les onze bases de plein air et de loisirs régionales accueillent de 700 à 1 000 visiteurs/jour, certaines de 5 000 à 10 000 les jours de grande affluence en été. La fréquentation reste francilienne et les durées de déplacement n'excèdent pas une heure de route. Sur les 278 600 hectares de massifs forestiers en Île-de-France, 88 000 hectares de forêts publiques reçoivent 8,2 millions de visiteurs (hors Fontainebleau).

Les parcs à thème ont profité en 2008 de la piètre conjoncture économique grâce à leur proximité des zones urbaines. La fréquentation a cru sur les grands sites : à côté des + 20 % de visiteurs à Vulcania et + 10 % au Puy du Fou, c'est + 11 % au parc Asterix et + 5,5 % à Disneyland® Paris (DGCIS, 2009). Celui-ci propose à 14,5 millions de visiteurs par an (chiffre 2007) ses attractions multiples et renouvelées. Première destination touristique d'Europe, ce parc reçoit une clientèle de proximité (France 40 %) et une clientèle européenne (belge 9 %, britannique 18 %, espagnole et italienne 8 % …). La Cité des sciences et de l'industrie, dont l'objectif est de faire le lien entre la science et les grands débats de sociétés, accueille 3 millions de visiteurs sur les 55 ha du parc de la Villette. Avant sa fermeture, 1 million de personnes découvrait le zoo de Vincennes. Les autres parcs animaliers attirent chaque année entre 50 000 et 500 000 visiteurs par an.

2.2 Actions des gestionnaires

Sur les espaces naturels protégés où la conservation des écosystèmes est l'objectif prioritaire, l'encadrement et l'accueil du public imposent des actions de gestion des flux de visiteurs, accès réglementés, cheminements dédiés, entretien des itinéraires (lutte contre l'érosion), parfois protection totale (mise en défend).

Sur des bâtiments classés, l'action des gestionnaires s'oriente surtout vers la restauration en vue de la conservation de ce patrimoine bâti. L'attractivité des sites ouverts au public pose la question de l'équilibre entre gestion de la fréquentation et actions de conservation, en terme de rentabilité des actions d'accueil du public et de valorisation du territoire local en lien avec la notoriété des sites. Le concept de cette gestion intégrée du patrimoine est énoncé dans la « Charte européenne du patrimoine architectural », adoptée en 1975 par le Conseil de l'Europe.

Tous les intervenants du salon international 2008 du patrimoine culturel ont souligné le rôle primordial de l'évènementiel dans l'attractivité et la notoriété d'un monument ou d'un musée. De nombreux sites, espaces protégés ou récréatifs, ont recours à l'évènementiel (expositions, conférences, acquisitions d'œuvres…) pour doper la fréquentation et à l'innovation pour susciter l'intérêt du public. Les initiatives privées sont généralement très opérationnelles pour rendre attractifs les lieux patrimoniaux. La valorisation locale du patrimoine passe aussi par les retombées sociales et économiques sur les populations locales. Les quelques exemples qui suivent montrent la complexité de la conciliation entre conservation et valorisation.

À Versailles, la fréquentation touristique se concentre sur le château et la municipalité a engagé des actions destinées à orienter les visiteurs vers la ville : balisage culturel, promotion de boutiques d'artisanat du quartier Saint-Louis, valorisation du Potager du Roi (site de l'Ecole nationale supérieure du paysage) et de la Salle du Jeu de Paume.

Lors de l'inscription, la ville de Provins espérait une augmentation de 20 % du nombre de visiteurs. Le label Unesco est venu renforcer le projet de stimuler l'accueil des touristes dans des hôtels de caractère ou des petites maisons à colombage. Toutefois, malgré la fête *Les Médiévales* organisée annuellement sur le site (5 000 visiteurs pour la première année en 1984, 75 000 en 2008), le nombre d'entrées payantes est resté stable depuis la date de l'inscription.

Les statuts de la Société des Amis et Mécènes du château de Fontainebleau, créée en 2006, ont permis la collecte de fonds, venant d'entreprises et de particuliers, pour acquérir des objets, restaurer site et collections, développer des animations… Un appartement témoin destiné aux enfants donne la possibilité de toucher des objets et des œuvres authentiques, et de découvrir de manière plus pédagogique l'héritage culturel. Grâce à ces actions la fréquentation augmente mais, là aussi, le lien avec la ville et la forêt reste difficile à assurer.

La problématique des parcs de loisirs est sensiblement la même et le recours à l'évènementiel fait partie de la stratégie de développement. Afin de combler le déficit de fréquentation en moyenne saison, les Bases de plein air et de loisirs développent des équipements ouverts toute l'année (promenades, équitation, VTT, golf, sports de glisse, activités culturelles et pédagogiques…). Une démarche à laquelle le conseil régional, propriétaire des onze sites, a consacré 200 millions d'euros sur la période 1998-2006 en plus des investissements annuels (20 millions d'euros) pour améliorer l'accueil du public et la modernisation des équipements.

Si Disneyland Resort Paris mise sur un renouvellement régulier des ses attractions en relation avec l'actualité cinématographique du groupe, les parcs de loisirs de moindre envergure misent plutôt sur l'innovation ou l'exotisme. En 2009, Fami P.a.r.c proposait le

concept de scène ouverte aux talents artistiques et sportifs en mettant à disposition un espace dédié.

2.3 Atouts et faiblesses des réseaux et labels

Sur le plan économique et social, l'Ile-de-France offre 29,3 % des emplois touristiques de la France métropolitaine. La consommation touristique atteignait 16,7 milliards d'euros en 2008, finançant près de 600 000 emplois directs, indirects ou induits, soit environ 5 % des emplois régionaux. À titre d'exemple, le château de Versailles emploie 900 personnes (dont 400 affectés à la surveillance), l'office de tourisme de Provins, 25 personnes et 45 employés municipaux affectés à la voirie, aux affaires culturelles, à l'entretien des sites, et le château de Fontainebleau, 138 personnes. Disneyland Resort Paris est le plus gros employeur de la filière touristique francilienne avec 13 000 emplois directs (soit 4,74 % de l'augmentation générale des emplois en Ile-de-France, 1989-2004).

Le dynamisme du tourisme francilien contribue fortement au bon taux d'occupation des hôtels (75,1 % contre 62 % pour la France métropolitaine, 2007). Le tourisme est autant un vecteur majeur du développement régional qu'un outil fondamental d'aménagement du territoire. Le taux de fréquentation du parc hôtelier de Disneyland, d'intérêt régional autant que local, atteint 87,3 %, taux très supérieur à toutes les moyennes.

Si les régions métropolitaines offrent d'efficaces opportunités à leurs habitants (accès à la formation, au travail, aux loisirs, aux services…), la métropolisation accroît la fragmentation des espaces et engendre de fortes pressions sur l'environnement. Surfréquentation, paupérisation et dégradation des écosystèmes mettent en péril la fourniture des fonctions environnementales et posent la question de la gestion durable.

La constitution d'espaces protégés améliore l'image classique d'une région urbaine très attractive. L'une des difficultés majeures pour la gestion du flux touristique est de concilier préservation des sites et maintien de la qualité de vie des habitants. En milieu urbanisé et périurbanisé, les réseaux et labels des espaces protégés y contribuent largement, par la conservation et le développement d'espaces naturels mais aussi par la reconversion, comme celle, en plein essor, des espaces industriels.

La Ceinture verte, projet ambitieux du Schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) *via* le *Plan vert régional d'Île-de-France* publié en 1995, est un anneau compris entre dix et trente kilomètres du centre de l'agglomération parisienne. Il vise à préserver 143 000 hectares d'espaces dits "ouverts" (espaces boisés, agricoles ou naturels) situés en limite de l'agglomération, afin de limiter l'extension des zones urbaines, de proposer des espaces de loisirs aux habitants et de maintenir l'agriculture à proximité des villes. Des chemins de randonnée pédestre quadrillent la Ceinture verte : 397 km en Yvelines, 372 km dans le Val d'Oise, 343 km en Essonne, 257 km en Seine-et-Marne, 77 km dans le Val-de-Marne et 36 km en Seine-Saint-Denis. L'application de ce projet en attente de formalisation par le Conseil régional passe par la mise en cohérence des schémas locaux d'aménagement.

Au-delà de cette ceinture verte, les réseaux et labels prolongent cette volonté de préservation des espaces régionaux de qualité, notamment dans les parcs naturels régionaux. L'enjeu est de concilier conservation des patrimoines et développement économique sur des espaces fragilisés par une pression humaine sans cesse croissante. Les réseaux et labels, suivants leur objectifs spécifiques, participent à un aménagement raisonné du territoire régional, même si les actions restent souvent ponctuelles géographiquement et mal coordonnées à l'échelle régionale. De plus, bien que dense et très hiérarchisé, le réseau routier francilien est inadapté pour la desserte de nombreux sites touristique et de loisir. Inscrite dans le projet de SDRIF l'accessibilité en transports en commun des sites touristiques situés hors de Paris est l'un des enjeux fondamentaux des années à venir.

S'ils contribuent à la mise en lumière des sites patrimoniaux et à leur conservation, labels et réseaux ne suffisent pas pour assurer la pleine valorisation du territoire qui les abrite. Le développement durable impose la mise en synergie des les parties prenantes ; à ce jour, les réseaux et les labels sont encore trop cloisonnés et isolés pour une réelle coordination des actions nécessaires à l'échelle du territoire.

Conclusions

La région Île-de-France est riche d'une grande diversité de sites du patrimoine naturel et culturel. L'analyse globale de la filière tourisme conduit à s'intéresser tant aux réseaux d'espaces protégés qu'à ceux dédiés aux loisirs, qu'ils soient sportifs ou de simple détente familiale. Ces deux catégories d'espaces s'organisent en réseaux régionaux, nationaux ou internationaux qui font face aux mêmes problématiques de conciliation entre conservation des sites, accueil du public et maintien du cadre de vie des populations locales

La création d'évènementiel est une opération qui élargit l'attractivité des sites et renforce celle de la région. L'information et la sensibilisation des publics à l'exigence de conservation des patrimoines reste une difficulté majeure. En octobre 2009, l'Unesco et TripAdvisor, la plus grande communauté en ligne de voyageurs au monde, lancèrent un accord de partenariat sur deux ans. L'objectif était de sensibiliser les quelque 25 millions de visiteurs mensuels du site Internet de la communauté à l'immense tâche de suivi et de conservation des 890 sites culturels et naturels inscrits sur la liste du patrimoine mondial. Le Centre fournit une assistance technique et administrative aux Etats qui ont ratifié la Convention du patrimoine mondial de 1972 (www.tripadvisor.fr).

La gestion concertée de la conservation du patrimoine implique une structuration des actions, ciblage et accueil des publics, adaptation des réponses aux caractères du site et aux orientations stratégiques du gestionnaire. L'association label et réseau est un couple opérationnel. Ainsi un réseau francilien de labels serait un instrument de poids pour la conduite de certaines actions : mettre au point des indicateurs, coupler les modes de transports et compléter leurs trames, créer une offre déclinable en carte Pass, optimiser des parcours thématiques, jalonner et mettre en ligne des itinéraires. Par ailleurs, le couplage avec des sites non labellisés rendrait l'offre thématique plus opérationnelle. Par exemple, pour une diffusion sur le réseau, Eurodisney offre la dynamique interactive de deux potentiels, celui de l'offre de transport (autoroute, RER, TGV) et celui de l'offre hôtelière.

Bibliographie

Cattaneo M. et Trifoni J. (2009), Les plus beaux sites du patrimoine mondial de l'UNESCO, Editions Gründ, 512 p.

Commission internationale des Parcs naturels régionaux de France (2003), Stratégie internationale de la Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France, Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France, 6 p.

Conseil régional d'Ile-de-France (2008), Réserves naturelles régionales, plaquette du Conseil régional d'Ile-de-France, 16 p.

Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (2009), Le tourisme en France en 2008, Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Gisbert L., Saint-Victor P. (2008), Tourisme et patrimoine, compte rendu du salon international du patrimoine culturel du 6 au 9 novembre 2008, 7p.

Lazarotti O. (2000), Patrimoine et tourisme, un couple de la mondialisation, Mappemonde 57, pp 12-16.

Perez De La Concha Camacho R. (2003), Tourisme culturel dans les villes du patrimoine mondial de l'Europe du sud et de la Méditerranée, publication commune de l'Institut Européen de la Méditerranée, de l'IEMed et de la Fundació CIDOB, pp 228-229.
Réseau des grands sites de France (2009), Le réseau des grands sites de France : favoriser les échanges d'expériences entre sites, *Livret des adhérents 2009*, 21 p.
UNESCO, Conférence générale, (1995), *Stratégie de Séville*, 1996

Journaux et presse locale
(2001), Provins classé au patrimoine mondial de l'Unesco, *La République de Seine-et-Marne.*

Patrimoine mondial et tourisme : autre praxis, autre paradigme

Ana Paula Amendoeira
(Université de Paris IV Sorbonne)

Ana Paula Amendoeira
Historienne, Doctorante à l'Université de Paris IV Sorbonne
Laboratoire Espaces Nature, Culture (CNRS)
Chercheur CEAUCP-Université de Coimbra (Portugal)
Courriel : anamendoeira@hotmail.com

L'auteure remercie la Fondation pour la Science et la Technologie, Bourse de Recherche QREN - POPH - Typologie 4.1 - Formation Avancée, financée par le Fonds Social Européen et le Fonds national du Ministère de la Science, de la Technologie et de l'Enseignement Supérieur Portugais

Patrimoine mondial et tourisme : autre praxis, autre paradigme

Résumé :
La Convention du Patrimoine Mondial de 1972, est devenue un puissant instrument de mondialisation et de démocratisation du patrimoine. Nous pensons cependant que la création d'une culture mondiale du Patrimoine sur une base culturelle et conceptuelle occidentale appauvrit la diversité culturelle et patrimoniale, soumettant les différentes régions du monde à une même logique d'exploitation touristique de marché. Cette conception et cette approche, que l'on retrouve aussi dans les « grands sites » du Patrimoine Mondial, sont en partie responsables de cet appauvrissement
L'idée, communément admise, que le tourisme contribue fortement à la réduction de la pauvreté et au développement économique des communautés locales se répand, sans pour autant prendre en compte et évaluer les dommages collatéraux provoqués dans les sites du Patrimoine Mondial. Cette pratique ouvre un chemin déculpabilisant pour la progression d'un certain type d'industrie touristique, que l'on rencontre notamment dans les sites « rentables » du Patrimoine Mondial.
Depuis l'approbation de la *Stratégie Globale pour une Liste Crédible, Représentative et Équilibrée* en 1994, la réflexion sur la Liste du Patrimoine Mondial s'est surtout centrée sur son inégale croissance dans les régions du monde et dans les catégories des biens inscrits, s'organisant essentiellement sur le besoin de réussir l'équilibre quantitatif de la Liste. Ce questionnement, mené par l'UNESCO et ses institutions consultatives, ne met pas l'accent sur un certain type de problèmes qui conduiraient à une analyse plus conséquente du sujet.
Un modèle touristique globalisé dominant impose aujourd'hui ses logiques d'exploitation à une grande partie des sites du Patrimoine Mondial, et particulièrement dans les régions du monde moins développées. C'est le résultat de politiques et d'approches spécifiques et, l'UNESCO, le Comité et le Centre du Patrimoine Mondial ne sont pas étrangers à ces développements. On trouvera même une certaine complicité entre ces institutions et les « majors » du tourisme mondial, marquant nettement une rupture entre le discours et les pratiques réelles de ces institutions internationales.
Pour faire face aux effets négatifs de cette consommation des sites remarquables de l'ensemble du patrimoine, il faut repenser les rapports entre le Patrimoine Mondial et l'industrie touristique en réintégrant dans la pratique ce qui constituait les fondements et valeurs défendues dans les textes fondateurs de la Convention de Patrimoine Mondial.

Mots clés : Patrimoine Mondial, tourisme mondialisé, consommation de masse, stratégie globale, résistances.

Patrimoine mondial et tourisme : autre praxis, autre paradigme

Introduction

Le type d'évolution qu'a connue la liste du Patrimoine Mondial ces dernières années provoque un certain nombre de réactions dans des milieux scientifiques et médiatiques, conséquence du poids significatif qu'acquiert le phénomène touristique dans le processus d'évolution de plusieurs sites de la liste. La « raison touristique » pèse de plus en plus lourd dans le choix du dépôt d'une candidature et dans les options de gestion et de développement des sites. (Harrison et Hitchcock 2005) (Harrison et Hitchcock, 2005; The Economist, 2010)

Ce constat exige un approfondissement de l'analyse et de la réflexion. Le phénomène touristique et son impact pour le Patrimoine Mondial résulte de politiques et de modèles de développements choisis par les responsables aux différents niveaux de prises de décisions en ce compris de l'UNESCO. Les processus de décision relatifs au Patrimoine Mondial sont complexes et intègrent une hiérarchie, du local au global, qui forme le seul exemple de gouvernance culturelle à une échelle globale (Schmitt, 2009). Dans ce contexte la façon dont l'UNESCO a au fil des années dirigé et défini les concepts, les catégories et les pratiques représente aujourd'hui un élément d'analyse important dans la discussion sur le rapport entre le Patrimoine Mondial et le tourisme.

La dimension actuelle du phénomène touristique lié au patrimoine en général, que l'on appelle « le tourisme culturel » trouve ses racines dans deux idées de base qui émergent à la moitié du XXème siècle:

a) La culture est une question de classes sociales associée aux loisirs,
b) Le patrimoine doit être rentable.

La première idée se développe vers 1950. Le terme "patrimoine" se substitue au terme de "monuments historiques". C'est André Malraux qui le consacre en l'assortissant de l'adjectif "culturel" quand, en 1959 il devient ministre d'État chargé des Affaires Culturelles. Il introduit une nouvelle notion de culture, la réduisant à un privilège de classe lié aux loisirs. "Il n'y aurait pas de culture s'il n'avait pas de loisirs" déclare Malraux dans un discours au Sénat en 1963 (appud Choay, 2009 : xxviii). L'idée se répand en Europe dans les années '60 et '70 et intègre les politiques d'une grande partie des pays développés. La culture et le patrimoine deviennent des objets de consommation qu'il importe de distribuer de façon équitable, en liaison aux loisirs, dans une société de consommation de plus en plus massifiée. Cette idée amène directement la seconde : le patrimoine doit être rentable. L'économie du tourisme culturel fera en sorte que nous ne pensons plus aujourd'hui au patrimoine sans le lier à la rentabilité. Cette idée s'est répandue dans les pays du tiers monde durant la décennie du développement culturel promue par l'ONU et par l'UNESCO (Beschaouch, 2001). Ce positionnement entraînera un effet pervers considérant que le patrimoine qui n'a pas de valeur touristique n'est plus investi dans sa conservation. Le patrimoine a donc perdu une grande partie de la valeur culturelle qu'il avait au temps des "monuments historiques" (Choay, 2006). C'est ce constat qu'établit aujourd'hui un expert du Centre du Patrimoine Mondial, parlant de "tourisme culturel sans culture" (Beschaouch, 2001).

Cette transformation a profondément changé les formes d'appropriation du passé par la société occidentale. Les premières formes d'appropriations culturelles et structurées nous viennent de la Renaissance qui considérait le passé du point de vue esthétique et du savoir en rapport au pouvoir de création artistique qui est accordé à l'Homme par la conception humaniste. Ce regard a changé avec le bouleversement culturel produit par la "révolution industrielle" qui a fait du XIXème siècle, le siècle de l'histoire, des nationalismes et des identités où l'esprit de sauvegarde des monuments historiques s'est très fort développé et ce

jusqu'aux années 1960 (Choay, 2009). Aujourd'hui l'appropriation que notre société fait du passé et de ses objets, suite aux transformations apportées par la révolution culturelle issue de la mondialisation, est pour la première fois dans l'histoire, une appropriation de type économique marquée par la consommation et la rentabilité. Le phénomène touristique global repose donc, pour le Patrimoine Mondial, dans une quasi synonymie entre deux notions : celle de la culture et celle des loisirs. L'amalgame des deux a produit le tourisme culturel, l'industrie culturelle et un accroissement pléthorique de l'adjectif « culturel » appliqué à un nombre toujours croissant de termes tels que « action », « activités », « administration », « développement », « pratiques », etc. Corrélativement, le terme « patrimoine » subit la même inflation" (Choay, 2009 : xxviii). Dans ce contexte, le terme « culture » s'appauvrit, perdant une grande partie du sens civilisationnel qu'il recelait auparavant.

Partant de ces notions de base qui définissent le rapport entretenu par notre société avec la culture, le passé et ses objets, notre objectif est de présenter ici quelques éléments d'analyse qui expliquent comment la praxis de l'UNESCO contribue aujourd'hui aux rapports construits entre le Patrimoine Mondial et le tourisme et comment ces pratiques sont devenues transversales, influençant les différents niveaux de prise de décision, du global au local dans la structure du Patrimoine Mondial. Analysant quelques exemples en lien avec la conservation du patrimoine, la liste du patrimoine en péril et les rapports directs entretenus entre le Centre du Patrimoine Mondial et l'industrie touristique, nous essayerons de montrer qu'il importe d'interroger ces pratiques pour comprendre de quelle manière elles agissent, façonnent et encouragent par le fait même un modèle de développement mis en œuvre par une grande partie des responsables des sites. Ce modèle, basé sur l'économie du tourisme va de pair avec le discours théorique de la conservation et de la préservation (UNESCO, 2002). Nous essayerons également de montrer l'écart entre les principes qui ont fondé le Patrimoine Mondial et les pratiques actuelles.

1. L'Évolution du Patrimoine Mondial

La Convention du Patrimoine Mondial et l'évolution qui la caractérise de 1972 à nos jours, est devenue l'instrument universel de la démocratisation du patrimoine s'érigeant par le fait même comme l'unique niveau de gouvernance culturelle globale au travers du Comité du Patrimoine Mondial de l'UNESCO.

Les antécédents de la Convention résident dans une prise de conscience des menaces au patrimoine, conséquence de l'évolution de la vie sociale et économique (UNESCO, 1972) provoquée notamment par l'émergence d'une société de consommation de masse et de démocratisation des loisirs qui se développe à partir des années 1960.

Le concept et la structure du Patrimoine Mondial se sont développés dans les dernières décennies avec des conséquences qui ne pouvaient pas se deviner lors de la création de la Convention et de sa mise en œuvre a la fin des années 70. Le texte de la Convention ne considère pas la consommation de masse du patrimoine, entraînée par le tourisme, comme une menace pour la conservation et la protection du patrimoine (UNESCO, 1972). La Convention et la liste du Patrimoine Mondial ont d'ailleurs été créées pour protéger les biens sélectionnés, ayant une valeur universelle exceptionnelle, dont le listage à commencé en 1978. Le type de mise en œuvre et l'évolution globale conduiront à la situation actuelle comme nous le verrons, même si cette évolution s'opère de façon indirecte et non intentionnelle (UNESCO, 2002).

La notion de valeur universelle exceptionnelle signifie, dans l'esprit de la Convention, « une importance culturelle et/ou naturelle tellement exceptionnelle qu'elle transcende les frontières nationales et qu'elle présente le même caractère inestimable pour les générations

actuelles et futures de l'ensemble de l'humanité. À ce titre, la protection permanente de ce patrimoine est de la plus haute importance pour la communauté internationale toute entière » (UNESCO, 2008c : 15). Cette valeur est établie à partir d'un ensemble de 10 critères, définis par le Comité, pour décider de l'inscription des biens sur la Liste (UNESCO, 2008c).

Chaque année, dans le suivi de la réunion annuelle du Comité du Patrimoine Mondial, de nouveaux biens s'ajoutent à la Liste. Suivant les décisions de ce Comité réuni à Cairns, en 2000, le nombre d'inscriptions annuelles de biens sur la liste est désormais limité (UNESCO, 2001a).

Il n'existe pas, jusqu'à présent, d'hypothèse pour établir un *numerus clausus* ou une quelconque manière de limiter cette croissance indéfinie de la Liste. Le système est construit dans le sens de cette augmentation, laquelle va de pair avec une complexification des processus, des concepts et des catégories qui se sont multipliés ces dernières décennies et forment ce que nous pouvons appeler aujourd'hui l'industrie globalisée du Patrimoine Mondial (Schmitt, 2009).

Le discours actuel du Patrimoine Mondial, bien que défendant la conservation du patrimoine, cache de notre point de vue une connivence avec une pratique marchande, où la rentabilité est un objectif et une valeur principale. Toutefois, ce processus de valorisation économique du Patrimoine conduit paradoxalement et inexorablement à une dévalorisation de ce même patrimoine en lui retirant le sens dont il est porteur (Beschaouch, 2001).

La création d'un listage d'objets hors du contexte, correspond aux caractéristiques d'une société globalisée telle que nous la connaissons aujourd'hui, donnant à tout objet une valeur économique et marchande. Le patrimoine est mis à la disposition d'un marché mondial, ouvert à une consommation de plus en plus élargie, résultant de la démocratisation évoquée ci-avant. Ainsi s'élabore une forme d'uniformisation et de standardisation de ces objets, les retirant de leurs contextes particuliers et uniques qui les différenciaient et leur donnaient sens (Choay, 2006).

C'est ce même modèle qui correspond aux modes de développement et de croissance que l'Occident a « imposé » aux autres continents. C'est également cette notion de « Patrimoine Mondial » qui s'impose dans sa vocation mondialiste. Elle fut d'ailleurs adoptée plus tard par toutes les régions du monde, 187 Etats ayant ratifié la convention en juin 2010.

2. La Stratégie Globale et le tourisme

Malgré cette vocation mondialiste, l'Occident s'est rapidement approprié l'image du Patrimoine Mondial provoquant en quelques années un déséquilibre manifeste dans la Liste en faveur de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Ce succès a suscité un réel engouement pour le dépôt de candidatures de ces régions occidentales entraînant par la suite un questionnement qui a abouti à l'établissement de la stratégie globale dans l'objectif de corriger ces déséquilibres.

En effet, la croissance sans mesure et non planifiée de la Liste, depuis la mise en œuvre de la Convention en 1978, a conduit le Comité du Patrimoine Mondial à se poser la question de sa crédibilité et, à l'établissement en 1994 de la Stratégie Globale pour une Liste du Patrimoine Mondial équilibrée, représentative et crédible (UNESCO 2008c). Toutefois, la plupart des documents produits sur cette question, y compris l'étude de l'ICOMOS (ICOMOS, 2005), considérée comme le rapport de synthèse le plus important établi sur le sujet jusqu'à présent, n'abordent pas, de notre point de vue, les questions essentielles. Il se focalise essentiellement sur le déséquilibre interne de la Liste et son manque de représentativité sur le plan géographique/quantitatif et dans les catégories dans lesquelles sont inscrits les biens. L'objectif de la Stratégie Globale est d'assurer que la Liste reflète bien la

diversité culturelle et naturelle des biens de valeur universelle exceptionnelle. Il nous semble néanmoins que le terme « crédible » demanderait une approche plus approfondie, un questionnement plus structuré sur la façon dont le « Patrimoine Mondial » a été construit durant les années précédentes, notamment en regard du type de tourisme qui est devenu dominant dans les options de développement, des modes de gestion développés dans la plupart des sites du Patrimoine Mondial et des effets négatifs qu'il représente pour la valeur et l'authenticité des biens

2.1 Le Programme sur le Tourisme Durable

Malgré le fait que le tourisme n'a pas fait l'objet d'un questionnement spécifique dans la définition de la Stratégie Globale, Le Comité a lancé en 2001 le *Programme du Patrimoine Mondial sur le Tourisme Durable* (UNESCO, 2001b)pour faire face aux problèmes en lien avec la montée du tourisme dans les sites inscrits sur la liste. Le programme identifie sept mesures principales pour consolider la capacité de préserver les ressources de ces sites au travers d'un « tourisme durable » :

1-Renforcer les compétences du site pour traiter les problèmes provoqués par le tourisme en développant un plan de gestion,

2-Renforcer la capacité de la population locale à développer des activités en rapport avec le tourisme, de façon à ce qu'elles puissent y participer et en retirer du profit,

3-Aider à promouvoir sur le plan local, national et international, des produits locaux caractéristiques,

4-Conscientiser le public et stimuler la fierté du patrimoine dans les communautés locales, à travers de larges campagnes de sensibilisation à la conservation,

5-Faire en sorte que les revenus générés par le tourisme contribuent à la conservation et la protection des sites,

6-Partager avec les autres sites et zones protégées les connaissances et les compétences acquises,

7-Faire en sorte que l'industrie touristique comprenne mieux la nécessité de protéger le Patrimoine Mondial, ses valeurs et ses politiques.

Une autre orientation clé de ce Programme consiste à établir un dialogue constructif avec notamment l'industrie touristique, dans le but de faire des efforts en faveur de la préservation et la sauvegarde des biens du Patrimoine Mondial (UNESCO, 2006c).

Dans le cadre de ce programme, de nombreuses réunions internationales ont été tenues et quelques publications ont été réalisées sur les régions moins développées pour valoriser les bonnes pratiques de gestion des sites et pour assurer une promotion touristique dans les grandes expositions internationales. Il n'y a pas de donnés précises sur les résultats pratiques de ce programme pour l'amélioration réelle et la promotion du tourisme durable dans la gestion des sites du Patrimoine Mondial

2.2 Quelques exemples de pratiques

Les Nations Unies ont reconnu officiellement en 2007, à la conférence de Davos, la contribution active de l'industrie touristique dans le réchauffement de la planète. Si aucune mesure n'est prise, l'impact du model actuel de l'industrie touristique dans les changements climatiques augmentera de 150% dans les 30 prochaines années (World Economic Forum, 2007).

Par décision du Comité, le Centre du Patrimoine Mondial développe depuis plusieurs années, des études et des débats impliquant des experts, avec pour objectifs d'évaluer les impacts des changements climatiques dans le Patrimoine Mondial et de proposer les formes les plus adéquates de réponse et d'adaptation de manière à en réduire les impacts négatifs. Le

Centre du Patrimoine Mondial, le comité et les Organisations consultatives (ICOMOS, IUCN et ICCROM) ont produit ensemble en quelques années plusieurs documents à ce propos. La 16ème Assemblée Générale des États Membres de l'UNESCO a adopté en 2008 le document d'orientation sur les impacts du changement climatique sur les biens du Patrimoine Mondial (UNESCO, 2008a) et l'UNESCO a publié 26 études de cas de sites du Patrimoine Mondial affectés par le changement climatique (UNESCO, 2007).

Il est toutefois curieux de constater qu'aucun de ces documents ne fait référence à ce constat de Davos qui pointe le rôle néfaste de l'industrie touristique mondiale dans le changement climatique et dans le réchauffement de la planète. Le Centre du Patrimoine Mondial fait régulièrement état de son engagement absolu dans le combat pour la réduction des émissions de CO2 sans, à aucun moment, faire référence à sa responsabilité propre dans ce développement. Pourtant, les liens entre le centre du Patrimoine Mondial et l'industrie touristique mondiale apparaissent clairement sur leur site web, notamment en termes de partenariats avec les grandes entreprises transnationales tels que Trip Advisor.

Le prix attribué en 2008 au Centre du Patrimoine Mondial ne laisse pas de doute sur cette complicité. À l'occasion du 11ème anniversaire du Prix Mondial de Tourisme, le Centre du Patrimoine Mondial a été honoré d'un prix international accordé par des multinationales telles qu'American Express et Corinthia Hotels. Ce prix est décerné aux organisations qui ont contribué au développement de l'industrie des voyages (UNESCO, 2008b).

Cette pratique, qui pourrait être gênante pour une organisation telle que l'UNESCO, consolide dès lors le fait qu'une inscription sur la liste est de nature à apporter des solutions pour résoudre des problèmes économiques locaux, « The world Heritage Satus : a necessity for Jamaica tourism », c'est un titre de presse qui le montre (Jamaica Gleaner News, 2009), et amener par conséquent un certain nombre de villes à imaginer une candidature d'inscription sur la liste du Patrimoine Mondial. Ainsi, les autorités locales de Benidorm, ville de la côte est espagnole, organisent réunions et colloques pour lancer l'idée d'une reconnaissance au Patrimoine Mondial de l'UNESCO (Mailonline, 2008). En 2008, cette même idée était relayée par le site web de Trip advisor, un des partenaires du Centre du Patrimoine Mondial, pour la ville de Torremolinos, autre ville espagnole située un peu plus au sud sur la côte méditerranéenne (Trip Advisor, 2008). Elle fut retirée après quelques mois. Ce sont certes deux faits divers, mais qui illustrent l'ambigüité des pratiques déployées par le centre du Patrimoine Mondial.

3. Tourisme et conservation du Patrimoine Mondial

La pratique entretenue par le Centre du Patrimoine dans les relations entre Patrimoine Mondial, tourisme mondialisé et système de marchandisation du patrimoine pour lesquels nous soulignons ici les aspects plus significatifs, entraîne aussi des conséquences dans la conservation des biens et dans le type d'évaluation réalisée. La pression exercée pour la rentabilité des sites, les intérêts transnationaux en jeu, l'industrie même du Patrimoine Mondial, avec ses dispositifs de visibilité, de publicité, de diffusion et de marketing touristique rend difficile une évaluation de la réalité relative à l'état de conservation des biens et l'établissement de la liste du patrimoine en péril. Le fait que les rapports périodiques sur l'état de conservation des sites soient élaborés par les États membres respectifs enlève déjà une partie de crédibilité et de légitimité à cette évaluation.

Cette situation conduit au fait que l'estimation officielle retenue par l'UNESCO ne correspond pas, dans quelques cas, a la situation réelle. Ainsi, pour un certain nombre de sites, le processus de reconnaissance sur la Liste du Patrimoine Mondial a abouti à l'expulsion d'habitants sous prétexte de conduire des opérations de conservation, de restauration et de

récupération de quartiers urbains anciens pour les rendre rentables du point de vue de l'exploitation touristique. Sur ces méthodes et procédés, non seulement l'UNESCO ne prend pas de position mais au contraire, soutient et finance des projets de conservation et restauration, comme cela a été le cas pour la ville de Salvador da Bahia au Brésil (Barros et Pugliese, 2007).

D'autres exemples illustrent encore des situations complexes de domination sociale et politique comme les sites tibétains reconnus au Patrimoine Mondial où les habitants sont perçus comme une menace dans la mesure où ils opposent une résistance au projet d'exploitation touristique. Dans ce cas ci, la Chine, avec le silence de l'UNESCO, exerce une pression, soumettant les pratiques religieuses au projet touristique (Shepherd, 2006).

Le plus grand site du Patrimoine Mondial, Angkor, au Cambodge, souffre d'attaques récurrentes à son intégrité en raison des vols que commettent régulièrement les touristes qui s'emparent de morceaux et de pièces des bâtiment alors que dans le même moment, l'UNESCO contribue à sa promotion touristique, augmentant le nombre de touristes et développant un discours sur la durabilité du site et le tourisme culturel respectueux de la diversité des sites (Beschaouch, 2001) . Une des critiques que l'on peut certainement adresser à l'UNESCO quand on parle de conservation porte sur le fait que les sites sont inscrits et promus touristiquement, souvent par l'UNESCO, avant même que soient mis en place des systèmes de gestion et de planification crédibles et efficaces qui assurent sa durabilité. En particulier dans les régions du monde qui disposent de moindres capacités de mettre en œuvre les moyens nécessaires comme dans plusieurs pays d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie. Une grande partie des sites n'ont d'ailleurs pas de plan gestion, ce qui est pourtant obligatoire, et pour ceux qui en disposent, une très grande partie d'entre eux ne les respecte pas (Hughes, 2009).Quand nous parlons de conservation de Patrimoine Mondial et tourisme, il s'agit bien entendu, d'une réalité complexe et nécessairement distincte dans les différentes régions du monde. Les grands sites du Patrimoine Mondial du nord occidental, de l'Amérique du Nord ou de l'Europe, ne peuvent pas être comparés aux grands sites du sud, pauvre et sous-développé. L'industrie et les formes d'exploitation touristique et immobilière ne se présentent pas de la même manière et les problèmes posés par ce phénomène sont différents (Condes, 2004). À titre d'exemple, dans le nord, on trouvera plus facilement des communautés impliquées développant des pratiques citoyennes. Ces pratiques participatives et mouvements citoyens se rencontreront plus rarement dans les pays du Sud. Le site de Matchú-Pichú au Pérou et la ville de Bruges en Belgique sont tous deux inscrits sur la liste du Patrimoine Mondial et sont toutes les deux des destinations touristiques importantes. Le premier fait l'objet d'une exploitation touristique à outrance, une seule entreprise contrôlant toute forme d'accès au site (Duterme, 2006). Les habitants des communautés voisines sont pauvres, peu informés et vivent médiocrement du tourisme qui les exploite. À Bruges les habitants se mobilisent et manifestent contre l'augmentation du flux touristique qui enlève à la ville une forme d'authenticité (Detroyers, 2010). Ils vivent de manière aisée et, pour la plupart, tirent des revenus significatifs du tourisme. Toutefois, ils développent aussi une vision critique et se donnent la capacité et le pouvoir de manifester et d'intervenir lorsque ce développement en arrive à leur causer des nuisances.

L'établissement de la liste du Patrimoine Mondial en péril est aussi un exemple qui illustre le fait que l'évaluation de l'état de conservation des sites est fortement limitée par les intérêts de rentabilité touristique des sites. Dans plusieurs cas, l'état de conservation du site et les menaces dont il est atteint justifient pleinement son inclusion dans la liste du patrimoine en péril. Le site de Matchú-Pichú au Pérou que nous venons d'évoquer constitue un des plus mauvais exemples de gestion de conservation du Patrimoine Mondial et d'atteinte aux droits fondamentaux de la population (Alternatives Internacionales, 2004). Pourtant il n'est pas

inclus sur la liste en péril. Cette liste compte à peine une trentaine de sites dans un univers de 911 biens, ce qui apparaît très peu au vu des problèmes de conservation rencontrés par une grande partie d'entre eux (The Economist, 2010). C'est d'ailleurs une situation qui a lui a valu la critique publique, notamment du directeur du Global Heritage Found qui, dans une entrevue, confiait que l'UNESCO avait une vision trop optimiste et rose sur l'état de conservation du Patrimoine Mondial (Morgan, 2009)

Il faut également mentionner l'impact du tourisme dans la conservation du patrimoine avant même que le lieu ne soit inscrit officiellement. Cet effet négatif d'annonce se vérifie dans le cas de la ville d'Agadez au Niger. Cette candidature annoncée depuis 10 ans, a déjà accéléré l'achat, par des européens, d'un nombre important de maisons au centre historique en vue de les transformer en équipements hôteliers avant que ne s'imposent des restrictions amenées par une éventuelle inscription (Scholze, 2008).

4. Les Resistances : accidents ou tendances ?

Si on assiste à une sorte de compétition économique et touristique entre sites, villes et pays pour décrocher le label du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, on constate aussi la tendance inverse qui semble elle aussi s'affirmer de plus en plus (Harrison, 2005). Le refus d'adhérer et de faire reconnaître un site au Patrimoine Mondial s'appuie sur des motivations diverses :

a) La dimension de la liste, sa croissance sans limite établie et dès lors sa banalisation, n'attire plus les sites développés avec des stratégies de gestion très ambitieuses. Ces sites refusent d'être assimilés et comparés à d'autres lieux qui n'apparaissent pas exceptionnels à leurs yeux. Les grands sites ont en effet « valeur d'exception » avant même de figurer sur la liste. Venise, un des cas les plus représentatifs, est d'ailleurs arrivée très tard sur la liste du Patrimoine Mondial (Rebanks Consulting, 2009).

b) La relation coût-bénéfice, c'est à dire l'investissement qu'il faut faire pour préparer une candidature aujourd'hui est considérable. Dans le cas de sites qui ne souhaitent pas développer une activité touristique importante, le label de l'UNESCO n'est pas intéressant. Le listage n'offre d'ailleurs pas plus de protection au site et l'idée répandue que l'inscription d'un site le met sous la protection de toute l'Humanité ne relève que du discours (Van der Aa, 2005).

c) La peur de perdre le pouvoir, l'indépendance de gestion sur le site et son caractère authentique en raison du développement touristique. L'exemple des sites religieux vivants sont illustratifs de cette crainte (Putra et Hitchcok, 2005).

d) La résistance contre l'inscription en raison de situations « nationalistes » de replis ou encore en raison de conflits politiques ou de situations de domination (Shepherd, 2006).

Il existe également une forme de résistance au fait de reconnaître l'appartenance d'un patrimoine local à toute l'humanité, le cas plus connu étant celui de Stonehenge au Royaume Uni. C'est seulement après l'inscription sur la Liste, que la signalétique sur place informa les visiteurs que Stonehenge appartenait d'abord à la nation et était protégé par English Heritage (Van der Aa, 2005).

Ces exemples montrent bien que le label et la valeur du statut « Patrimoine Mondial » ont perdu de leur importance et de leur force symbolique ces dernières années. L'honneur et le prestige d'une reconnaissance au Patrimoine Mondial qui rejaillissait sur l'ensemble de la communauté laisse de plus en plus place au calcul de la valeur économique qu'une inscription peut représenter (Van der Aa, 2005).

À notre sens, l'UNESCO est en partie responsable de cette perte de crédibilité. La manière dont il a conduit le processus et son lien ambigu au développement du tourisme

constitue un élément central. Ces aspects ne sont néanmoins pas considérés au sein de la Stratégie Globale.

Conclusion: mettre les pratiques en réflexion et les réflexions en pratique

La façon dont le Patrimoine Mondial est aujourd'hui organisé, notamment pour ce qui est des rapports avec la grande industrie touristique contribue à la formation d'une civilisation mondiale, laquelle était déjà prévue et dénoncée par Claude Lévi-Strauss il ya quelques décennies dans ses textes Race et Histoire (Lévi-Strauss, 1992) et Race et Culture (Lévi-Strauss, 1971). Une des conséquences néfastes de cette civilisation mondiale est celle de la perte de diversité qui forme la base des cultures et des différentes civilisations. L'extrême facilité et la multiplication des échanges mondialisés contribuent à une perte de créativité. Le concept de culture de l'UNESCO a d'ailleurs été questionné à plusieurs reprises pour les contradictions qu'il représente : le relativisme, la diversité, le dialogue interculturel, l'universalisme, les valeurs uniques et exceptionnelles (Eriksen, 2001).

Des contradictions existent entre cette industrie touristique globale qui exploite les sites du Patrimoine Mondial sur une base normalisée de marché et d'offre touristique et les valeurs de référence du Patrimoine Mondial. Partout dans le monde se développe sur les sites du patrimoine de l'UNESCO le même type d'équipements et d'exploitation touristique, contribuant fortement à une perte de diversité locale et de créativité. On pourra retrouver partout le même type de produits dans des magasins de même marque. Alors que la Convention et l'ensemble des réflexions nous parlent de la richesse du Patrimoine Mondial, de la valeur universelle exceptionnelle qui rendent les lieux uniques, de l'esprit des lieux, indispensables pour comprendre le caractère spécifique d'un site… Comment donc concilier les pratiques avec les réflexions, les programmes et les stratégies ?

Il existe un écart entre le discours de l'UNESCO et la réalité effective de l'impact du tourisme sur le Patrimoine Mondial.

La notion de Patrimoine Mondial a toutefois acquis aujourd'hui une visibilité qui permet aux gestionnaires, aux politiques et à l'UNESCO de faire la pédagogie des bonnes pratiques effectives et créer réellement des exemples de sites qui peuvent concourir comme de véritables projets d'auto-développement local soutenables, tels que définis par Alberto Magnaghi dans ce qu'il appelle la mondialisation par le bas (Magnaghi, 2003). C'est au sein des communautés, et non en dehors d'elles, par la gestion participative et collective des ressources et des problèmes ainsi qu'au travers de projets locaux, qu'on trouve la vraie base de la durabilité (Lapeyre, 2006), (Latouche, 2004)) telle que souhaitée par l'UNESCO dans le Programme du Patrimoine Mondial pour le Tourisme Durable. C'est à dire, trouver les formes pour renforcer les compétences universelles propres à l'espèce humaine, celles d'édifier et d'habiter (Choay, 2006) lesquelles ont assuré dans le temps et dans l'espace la continuité et la reproduction créative et diversifiée des objets et paysages qui s'inscrivent aujourd'hui dans la Liste du Patrimoine Mondial. C'est de cette façon que l'on pourra vraiment faire face aux menaces évoquées dans la Convention pour la Protection du Patrimoine Mondial Culturel et Naturel et contribuer à une vraie crédibilisation du Patrimoine Mondial et de sa Liste.

Il faut réellement mettre à jour des solutions alternatives pour que les problèmes générés notamment par le tourisme, qu'on ne peut pas non plus diaboliser, soient reconnus et affrontés (Vigna, 2006). Il faut chercher et trouver des voies de sortie et des alternatives réalisables pour assurer la continuité de notre diversité culturelle, dans laquelle, la conservation et le développement du Patrimoine, et en particulier le Patrimoine bâti, jouent un rôle fondamental.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent, de notre point de vue, les questions de fond qui ne sont ni abordées ni traitées dans le questionnement interne de l'UNESCO et de l'ICOMOS Ce questionnement que l'on désigne par le terme de « Stratégie Globale » constitue jusqu'à présent, la manifestation la plus proche d'une évaluation interne du fonctionnement du Patrimoine Mondial. Cette démarche aurait pu être un moment opportun pour introduire les questions essentielles, comme le tourisme mondial, qui peuvent contribuer à terme à un changement qualitatif du Patrimoine Mondial. Nous considérons pour cela qu'un réel effort doit être porté sur l'évaluation dans la mesure où c'est le futur même du Patrimoine Mondial qui est en jeu. Les sites du Patrimoine Mondial doivent donner un vrai exemple de gestion durable et de démocratisation patrimoniale et touristique.

Bibliographie

Alternatives Internationales (2004) Voyages au Sud, profits au Nord, No15.

Barros, Juliana Neves et Pugliese, Vanessa Souza. (2007) *Desapropriação das Memórias Indesejáveis : Opressão e resistência no centro histórico de Salvador*, Revista da UFPR, Vol 43., No0 http://ojs.c3sl.ufpr.br/ojs2/index.php/direito/article/view/7022.

Beschaouch, Azédine. (2001) *Patrimoine, sites, tourisme : de quelques contradictions*, colloque Accueil, Amenagement et Gestion dans les Grands Sites: Arles, Paris : ICOMOS France, pp19-23.

Choay, Françoise. (2009) Le patrimoine en questions, Paris : Editions du Seuil.

Choay, Françoise. (2006) Pour Une Athropologie de l'espace, Paris : Editions du Seuil.

Condes, Sebastian. (2004) *Les incidences du tourisme sur le développement*, Revue Tiers Monde, t.45, nº178.

Dalymail (2008) « Benidorm one of the worlds cultural gems »
http://www.dailymail.co.uk/travel/article616135/Benidorm-worlds-cultural-gems.html

Detroyer, Jean. (2010) Chronique de émission *Bonjour quand même*, RTBF, 1 avril. Plainte des habitants de Bruges.

Duterme, Bernard. (2006) Expansion du Tourisme International: gagnants et perdants, Centre Tricontinental, Paris : Editions Syllepse.

Eriksen, Thomas Hylland. (2001) *A critique of the UNESCO concept of culture*, in Jane Cowan (ed), Culture and Rights: Anthropological Perspectives, Cambrige: Cambridge University Press, pp.127-148.

Harrison, David. (2005), *Contested Narratives in the Domain of World Heritage* , The Politics of World Heritage, Negotiating Tourism and Conservation, *Current Issues in Tourism Journal*, vol7, nº 4&5 pp.1-9.

Harrison, David et Hitchcock, Michael. (2005), The Politics of World Heritage, Negotiating Tourism and Conservation, *Current Issues in Tourism Journal*, vol7, nº 4&5.

Hughes, Peter. (2009) On the Brink, Vanity Fair, April.

ICOMOS (2005), La Liste du Patrimoine Mondial, combler les lacunes – un plan d'action pour le futur, Paris : ICOMOS

Jamaica Gleaner News (2009), World Heritage Status – A necessity for Jamaica's tourism, 18 janvier.

Lapeyre, Frédéric. (2006) Objectifs du Millénaire por le dévellopement : outils de développement ou cheval de Troie des politiques néolibérales, Centre Tricontinental, Paris, Editions Syllepse.

Latouche, Serge. (2004) Survivre au Développement, Paris : éditions Mille et Une Nuits.

Lévi-Strauss, Claude. (1971) Race et Culture, Revue Internationale des Sciences Sociales, Paris : UNESCO, Vol. XXIII, Nº 4.

Lévi-Strauss, Claude. (1992), Race et Histoire, Paris : Denoel/UNESCO

Magnaghi, Alberto. (2003) Le Projet Local, Liège : Mardaga.
Morgan, Jeff. (2009) « The Limits of Soft Cultural Power », The Economist, 12 septembre
Putra, N. D., Hitchcock, Michael. (2005) Pura Besakih: A World heritage site contested, Indonesia and the MalayWorld, Vol 33, 96, pp. 225-238
Rebanks Consulting Ltd and Trends Business Research Ltd. (2009) The Economic Gain : Research and Analysis of the Socio Economic Impact Potential of UNESCO World Heritage Site Status, 86p.
Shepherd, R. (2006) *UNESCO and the politics of cultural heritage in Tibet*, Journal of Contemporay Asia, Vol.36,nº2, pp. 243-257.
Schmitt,Thomas M. (2009) *Global Cultural Governance. Decision –making concerning World Heritage between politics and science*, Erdkunde, vol 63, nº2, pp103-121.
Scholze, Marko. (2008)*Arrested Heritage : The Politics of Inscription into the UNESCO World Heritage List :The Case of Agadez in Niger*, Journal of Material Culture ; 13 ; 215, Sage http://mcu.sagepub.com/cgi/content/abstract/13/2/215
TravelMail Benidorm 'one of the world's cultural gems'-2570969090\TravelMail Benidorm 'one of the world's cultural gems'.htm 28 outubro 2008.
TripAdvisor (2008) "Authentic Torremolinos, a World Heritage Site", 21/11 www.tripadvisor.com
UNESCO. (1972) Convention concernant la Protection du Patrimoine Mondial Culturel et Naturel, Paris : UNESCO.
UNESCO. (2001a) Décision de Cairns, Paris, Centre du Patrimoine Mondial.
http://whc.unesco.org/en/cairns
UNESCO. (2001b) Programme thématique sur le tourisme durable adopté par le Comité du Patrimoine Mondial lors de sa 25e session à Helsinki, Centre du Patrimoine Mondial
UNESCO. (2002) Déclaration de Budapeste sur le Patrimoine Mondial, Paris, Centro do Património Mundial http://whc.unesco.org/fr/decisions/1217.
UNESCO. (2006a) Changement Climatique, Patrimoine Mondial, Paris : UNESCO, Nº 42.
UNESCO. (2006b) Évaluation de la valeur universelle exceptionnelle, Paris, Comité du Patrimoine Mondial, 30e session.
UNESCO. (2006c) Indicateurs de Performance pour le Patrimoine Mondial, 30e session du Comité du Patrimoine Mondial WHC-06/30.COM/12, Paris,Centre du Patrimoine Mondial.
UNESCO. (2007), Case Studies on Climate Change and World Heritage, Paris, UNESCO
http://whc.unesco.org/uploads/activities/documents/activity-473-2.pdf
UNESCO. (2008a) Centre du Patrimoine Mondial, Document d'orientation sur l'impact du changement climatique sur les biens du patrimoine mondial.
http://whc.unesco.org/uploads/activities/documents/activity-397-2.pdf
UNESCO. (2008b) Le Centre du Patrimoine Mondial honoré du World Tourism Award, Centre du Patrimoine Mondial, http://whc.unesco.org/uploads/news/documents/news-465-1.doc
UNESCO. (2008c) Orientations devant guider la mise en oeuvre de la Convention du Patrimoine Mondial, Paris, Centre du Patrimoine Mondial.
Usborne, Simon. (2009) "Is Unesco damaging the world's treasures ?», The Independent, 29 april
Van der Aa, Bart J.M., Groote, Peter D. et Huigen, Paulus. (2005), World Heritage as NIMBY? The Case of the Dutch Part of the Wadden Sea, The Politics of World Heritage, Negotiating Tourism and Conservation, Current Issues in Tourism journal, Vol7, nº 4&5 pp. 11-22.
Vigna, Anne. (2006) Les charlatans du tourisme vert, Le Monde Diplomatique, juillet.
World Economic Forum (2007) Annual Meeting, Davos http://www.weforum.org

Labellisation UNESCO en Amazonie Centrale Brésilienne : Éléments pour une mise en tourisme des zones protégées?

Terence Keller Andrade
(CREDAL, IHEAL/Paris III)

Terence Keller Andrade
Géographie, aménagement et urbanisme
Doctorant CREDAL, UMR7169
IHEAL/Paris III
Courriel : terencegeo@yahoo.fr

Labellisation UNESCO en Amazonie Centrale Brésilienne : Éléments pour une mise en tourisme des zones protégées?

Résumé :
Les processus de labellisation UNESCO dans les zones protégées amazoniennes incarnent des intérêts complexes. L'analyse de leur mise en œuvre montre que le tourisme acquiert une importance de plus en plus significative dans les tentatives de développement régional. Ainsi, les transformations des espaces touristiques amazoniens au fil du temps placent les acteurs au centre des processus de labellisation. Même si une telle mise en valeur sélective articule l'échelle locale à l'échelle globale, elle est également révélatrice de contradictions, si on l'observe sous l'angle des flux touristiques dans les espaces naturels protégés. Pour comprendre l'impact des différents labels UNESCO sur l'organisation de la mobilité touristique amazonienne, nous présenterons les pratiques des principaux acteurs touristiques face aux processus de valorisation des espaces protégés.
Notre analyse se concentrera sur le Bas Rio Negro, à l'intérieur de l'Amazonie brésilienne. Cette région représente approximativement 9.3 millions d'hectares de forêts, protégés sous de différents statuts. Afin de dynamiser les flux touristiques locaux, le Parc National du Jaú a été classé en 2000 au patrimoine mondial de l'UNESCO. En faisant la promotion d'une nouvelle forme d'administration des espaces protégés, ce parc devient aussi partie du concept de réserve de biosphère en 2001. Deux ans plus tard, les réserves de Mamirauá et Amanã ainsi que le Parc National d' Anavilhanas accèdent au statut de patrimoine mondial. Ces quatre espaces forment actuellement le complexe de conservation de l'Amazonie Centrale Brésilienne classé par l'UNESCO.
Parallèlement à cette dynamique de mise en valeur des territoires, l'activité touristique s'organise différemment. Les sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO se caractérisent par de faibles taux de visite alors que les espaces voisins non classés reçoivent des flux plus importants. Ce phénomène paradoxal, peut être expliqué par différents processus. Les intérêts revendiqués par les acteurs publics et privés semblent diverger par rapport aux pratiques des touristes et peuvent être analysés comme des éléments de compréhension de cette inégale distribution des visiteurs.
Dans ce contexte notre focus sera centré initialement dans la formation des lieux touristiques amazoniennes et que plus tard sont devenus objet d'évaluation de la part de l'UNESCO. Ensuite, nous analyserons les flux et les pratiques touristiques dans ces espaces. Grâce à une enquête de terrain avec les principaux acteurs politiques et économiques du tourisme amazonien, il a été possible d'approfondir quelques pistes pour comprendre deux éléments principaux de ce processus : l'utilisation politique de ces labels comme forme de mise en tourisme des espaces amazoniens et la mise en valeur du label UNESCO dans la promotion du tourisme régional.

Mots clés : labellisation Unesco, tourisme et zones protégées, Amazonie centrale brésilienne

Labellisation UNESCO en Amazonie Centrale Brésilienne : Éléments pour une mise en tourisme des zones protégées?

1. Brève contextualisation politique et écologique de la création d'un Parc National Amazonien

Jusqu'au début des années 70, l'Amazonie brésilienne représentait un immense vide d'aires protégées. En considérant les PARNA (Parcs Nationaux), il n'y avait à l'époque que le PARNA de l'Araguaia, créé en 1959 entre les Etats du Mato Grosso et de Tocantins, et le PARNA de l'Amazonie, créé en 1974 et situé dans l'Etat du Pará, près de la limite avec l'Etat d'Amazonas. À partir de 1979, deux programmes brésiliens distincts donneront une impulsion à la création de nouvelles aires protégées au Brésil (Filho, 2001).

Le premier fut le Plan National des Aires Protégées de l'IBDF (Institut Brésilien de Développement Forestier) du Ministère de l'Agriculture. Ce programme a permis de créer quatre nouveaux Parcs Nationaux[1], et cinq Réserves Biologiques en Amazonie[2] entre 1979 et 1985. Parallèlement, le Programme des Stations Écologiques du Ministère de l'Intérieur, lancé durant la décennie de 1970 par le SEMA (Secrétariat Spécial de l'Environnement) a institué par décret 11 Stations Écologiques dans cet écosystème[3].

L'origine du Parc National du Jaú est liée à cette période d'effervescence de création d'aires protégées en Amérique du Sud et surtout en Amazonie brésilienne. De 1974 à 1984, la dite «décennie du progrès pour les parcs nationaux d'Amérique du Sud" (Wetterberg et al., 1985) correspondait paradoxalement à la même période de déforestation, résultat de l'expansion des frontières économiques et des stratégies politiques de développement dans cet écosystème. Ainsi, la période de plus de vingt ans de dictature brésilienne coïncide approximativement avec environ 12 millions d'hectares d'aires protégées en Amazonie Légale, soit une extension territoriale six fois plus grande que l'ensemble des aires protégées durant les gouvernements précédents (FVA et IBAMA, 1998).

Les recherches menées par Hênio Filho (2001) montrent que des facteurs complexes pourraient illustrer ce paradoxe dans les politiques des militaires brésiliens. Si les sentiments nationalistes relatifs au patrimoine national ont justifié certaines de ces actions, la planification centralisée, globalisante et intégrée, soutenue par un flux massif de capitaux, d'accords et de conventions (FVA et IBAMA, 1998) a exigé l'adoption de stratégies de défense du territoire. Ainsi, ces aires protégées représentaient une logique d'appropriation de la dimension politique de l'espace, comme moyen de contrôle social, en évitant, par exemple, l'invasion d'aires qui intéressaient l'Etat.

Parallèlement au contexte politique, les sciences naturelles ont influencé le décret portant sur la création du Parc National du Jaú. L'hypothèse des refuges, récemment publiée

[1] Parc National du Jaú (1980), Parc National de Pacaás Novos (1979), Parc National do Cabo Orange (1980), Parc National du Pico da Neblina (1979).

[2] Réserve Biologique de Abufari (1982), Réserve Biologique de Guaporé (1982), Réserve Biologique du Jaru (1979), Réserve Biologique du Lac Piratuba (1980), Réserve Biologique du Rio Trombetas (1979)

[3] Station Ecologique des Anavilhanas (1981), Station Ecologique de Caracaraí (1982), Station Ecologique du Jutaí-Solimões (1983), Station Ecologique de Maracá (1981), Station Ecologique de Maracá Jipioca (1981), Station Ecologique de Niquiá (1985), Station Ecologique du Jari (1982), Station Ecologique du Juami-Japura (1985), Station Ecologique du Rio Acre (1981), Station Ecologique d´Iquê (1981) e Station Ecologique de Taiamã (1981).

(Haffer, 1969; Vanzolini 1970; Prance 1973; Brown, 1977), a attiré l'attention, dans les années 70, de nombreux chercheurs sur la répartition géographique de la faune et de la flore amazoniennes. Selon cette théorie, Haffer a suggéré qu'en raison de mouvements tectoniques et de différences climatiques qui ont eu lieu au cours du Pléistocène[4], la forêt amazonienne aurait été fragmentée en blocs de forêts séparés par de vastes zones de forêts ouvertes, de rivières et d'aires non boisées. Cette hypothèse pourrait expliquer le degré élevé de diversité biologique et d'endémisme de certaines régions amazoniennes.

L'hypothèse de refuge a donc été utilisée par Wetterberg et al., (1976) pour hiérarchiser les priorités de conservation de la plus grande forêt tropicale du pays. L'importance de cette étude a servi de base pour l'IBDF en 1979 afin de développer le système d'aires protégées au Brésil[5]. L'objectif de ce Plan était de faire une étude détaillée des régions proposées par Wetterberg pour l'implantation d'aires protégées, ainsi que de revoir les catégories de parcs nationaux et de réserves biologiques utilisées jusque-là.

Le bassin du fleuve Jaú a été indiqué comme une région de «première priorité», pour coïncider avec des refuges hypothétiques du Pléistocène signalés par divers auteurs (FVA et IBAMA, 1998). Un an plus tard, le professeur H.O. Schubart, avec des étudiants de 3ème cycle de l'INPA, a organisé une expédition dans la région du fleuve Jaú. Dans le rapport final, l'existence d'un certain degré d'endémicité a été mentionnée. En outre, la région a été considérée comme un refuge pour certaines espèces en voie de disparition et surtout un lieu au paysage d'une beauté remarquable.

C'est à partir de ces données qu'a été proposée, en 1979, la création du Parc qui a été concrétisée par le décret fédéral n°85.200, du 24 septembre 1980. Avec 2.272.000 millions d'hectares, il est alors le plus grand Parc National du Brésil. La définition de la catégorie de gestion a pris en compte à la fois des critères scientifiques et relatifs à l'utilisation publique de la région. Ainsi, deux ans plus tard, l'IBDF a publié la deuxième étape du plan du Système des Aires Protégées du Brésil. Dans ce document, il est mentionné que la proximité de Manaus, centre irradiant de touristes de la région, et l'attraction du paysage de la région ont justifié la catégorie de Parc National.

Pour mettre en œuvre le plan de gestion de l'unité, l'organisme de l'environnement de l'époque a adopté une stratégie de cogestion. La limitation des ressources financières et du personnel est l'un des principaux facteurs qui justifie cette pratique. Ainsi, pour atteindre les objectifs fixés de renforcer les institutions environnementales, de consolider le Système National d'Aires Protégées et d'améliorer la protection des écosystèmes prioritaires (FVA et IBAMA, 1998), l'organisme environnemental a proposé un partenariat avec la Fondation Vitoria Amazônica pendant l'année 1993. Cet acte représente une certaine décentralisation contrôlée de la gestion en faveur d'une organisation non gouvernementale, où l'organisme public conserve le contrôle politique de l'aire protégée.

2. L'origine d'un futur Co-gestionnaire dans l'implantation d'une gestion controversée dans le Parc National du Jaú

La Fondation Vitoria Amazônica (FVA) fait partie d'un contexte d'organisations non-gouvernementales (ONG) créées peu avant l'IIème Conférence des Nations Unies sur l'Environnement mondial et le Développement (CNUED), tenue à Rio de Janeiro en 1992. Cette période correspondait à un processus initial de l'approche conceptuelle, stratégique et

[4] 2.58 0.126 millions d'années avant le programe.

[5] IBDF. Plan du Système des Aires Protégées du Brésil, étape I. Brasília, 1979. 107p. ; et IBDF. Plan du Système des Aires Protégées du Brésil, étape II. Brasília, 1982. 173p.

pratique entre les organisations qui soutenaient les mouvements sociaux et celles des mouvements environnementaux (LENA, 2002). Son origine est liée au Workshop 90. Cet événement international qui s'est tenu à Manaus en Janvier 1990 a attiré à la fois la société civile et des représentants du secteur public pour discuter des domaines prioritaires pour la conservation de l'Amazonie, ce qui était un nouveau débat à l'époque.

Différents chercheurs et professionnels libéraux, parmi lesquels des architectes et des professionnels du tourisme qui se sont rencontrés au cours de l'événement, ont décidé de fonder la FVA. L'objectif initial était de contribuer au mouvement national et international de protection de l'Amazonie, offrant une vision de développement orientée vers les intérêts de la région. Au début, des actions spécifiques de protection de l'environnement ont été réalisées à Manaus avec le projet « Sauim de coleira ». Au-delà d'une lutte pour sauver ce primate endémique dans la région, il y avait un besoin d'associer cette espèce aux forêts de plus en plus réduites en zone urbaine.

Les groupes humains ont été les principaux acteurs et victimes de la dégradation de l'environnement. Il n'a pas fallu longtemps pour que la FVA implique les populations locales dans la planification des actions, acquérant ainsi une position plus socio-environnementaliste. La seule présence de militants de la région du Nord au sein de la Fondation renforçait la nécessité d'intégrer une dimension sociale dans les actions de l'ONG. À partir de ce moment, deux lignes prioritaires ont été tracées pour les actions, mettant l'accent sur l'éducation environnementale et le tourisme. Ce dernier a été beaucoup influencé par Silvio Barros, l'un des fondateurs et qui a toujours développé des activités liées à l'organisation du tourisme dans la région.

Comme cité précédemment, Manaus présente une dégradation très importante de l'environnement, en particulier dans les espaces verts, ce qui pourrait porter préjudice au maintien des espèces de primates. Dans l'espoir d'inverser ce processus, le projet « Sauim de coleira » a également commencé à travailler dans la mise en place de sentiers thématiques, interventions pédagogiques dans les écoles publiques, ainsi que du nettoyage et du ramassage locale des ordures. Il est également intéressant de remarquer la présence sur place d'un groupe de 160 adolescents de différentes nationalités, dans le cadre du projet GAIA[6], qui participaient à des manifestations parallèles aux activités de la Convention de Rio 1992.

La mise en œuvre d'actions visant l'éducation environnementale et le soutien au tourisme a finalement abouti, en partenariat avec la municipalité de la ville de Manaus, à la création du Parc Municipal du Mindú, qui est aujourd'hui l'un des espaces de loisir et d'attraction touristique de la ville. D'autres projets ont également surgi, tels que l'Arche de Noé qui consistait en la ré-insertion d'animaux sauvages saisis par l'IBAMA. À cette époque, la Fondation travaillait avec peu de moyens, essentiellement des dons d'entrepreneurs locaux ou des campagnes de dons, ce qui a limité le champ d'action.

2.1. Le choix du Jaú pour la mise en place d'un nouveau modèle d'aires protégées au Brésil

L'expérience du Parc du Mindú a permis à la FVA de mûrir. Dès la planification des trois premières années, les membres de la Fondation ont décidé de se consacrer de manière plus ample à la conservation de la biodiversité régionale, ainsi qu'à l'inclusion sociale. L'idée était d'élargir le champ d'action. Il y avait la perspective de commencer la mise en place des aires protégées nouvellement créées sur le Rio Negro. La FVA a considérer comme une occasion inédite le fait de pouvoir participer à ces opérations, ce qui lui a aussi permis de

[6] Projet de récupération des forêts financé par le gouvernement de la Norvège et des entreprises privées.

mûrir un peu plus institutionnellement, en travaillant pour des projets de grande visibilité nationale et internationale.

À cette époque, il y avait une demande importante pour des travaux dans la région, surtout grâce aux ressources fournies par les ONG internationales, telles que Conservation International, World Wildlife Fund, et aussi par d'autres institutions de coopération. Si l'augmentation des fonds a augmenté les possibilités de travail, les objets des actions ont été de plus en plus diffus ; et cela a menacé la qualité des projets, surtout pour la FVA qui était une institution nouvellement créée avec un personnel en nombre limité. Ce fut l'un des facteurs qui a abouti à la définition d'une région plus précise dans l'espace géographique. Même si Manaus faisait partie du bassin du Rio Negro, l'action urbaine exigeait un autre style de travail qui était très différent de l'établissement de vastes aires protégées.

Avec la création de la Station Écologique des Anavilhanas en 1981, une expérience négative a conduit à questionner la manière d'implanter les aires protégées au Brésil. Selon la loi brésilienne, les terres dans ce type d'aires protégées sont propriétés de l'Union et ne peuvent pas appartenir à des particuliers. Pour cela, les gens qui y vivaient ont dû être expropriés et indemnisés. Cela a mis plusieurs années à se concrétiser. De nombreux habitants qui sont passés par cette opération ont déclaré avoir dépensé l'argent rapidement, sans avoir été capables de reproduire dans d'autres endroits leur mode de vie traditionnel. Ce qui s'était passé dans les Anavilhanas commençait aussi à se passer dans le PARNA du Jaú.

Dans cette aire-là, le processus s'est déroulé en 1989, lorsque l'Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles Renouvelables (IBAMA), récemment créé, a substitué l'ancien IBDF dans l'implantation de la politique forestière brésilienne. Durant cette année-là, des indemnisations ont été proposées aux familles qui habitaient dans le Parc du Jaú (Pinheiro, 1999). Cependant, il y avait une forte résistance de la part des habitants qui alléguaient que l'indemnisation était bien inférieure à la valeur réelle. De plus, en se basant sur l'expérience négative d'Anavilhanas, certains hommes politiques de Novo Airão ont encouragé la population à rester dans le Parc.

Pour répondre en partie aux revendications des habitants du Parc, l'INCRA (Institut National de Colonisation et Réforme Agraire) a proposé le projet d'*Assentamento*[7] Pacatuba situé dans la commune de Novo Airão. Toutefois, en raison du manque de fonds pour payer les indemnisations, cette initiative a été suspendue (Pinheiro, 1999). Le fait que la situation pourrait devenir complexe a probablement aussi été l'un des facteurs qui ont influencé la définition géographique de la zone d'action de la FVA. Contrairement à d'autres ONG à l'époque, la FVA a décidé de travailler dans une zone limitée administrativement à la région du bassin du Rio Negro, et plus précisément au Parc National du Jaú et ses environs.

En 1993, l'entrée de la FVA dans le Parc National du Jaú a été officialisée par un accord de coopération scientifique et technique avec l'IBAMA, visant l'élaboration d'un plan de gestion du Parc National du Jaú. Celui-ci comprenait des actions de surveillance, de supervision, d'administration, de recherche, d'éducation à l'environnement et de gestion du parc. L'idée initiale était d'implanter le Plan de Gestion du PARNA Jaú et de la Station Écologique (ESEC) des Anavilhanas. C'était un défi aux proportions énormes, car il s'agissait de régions vastes. Le nombre de professionnels, ainsi que les ressources financières, étaient limités ; et la diversité humaine et naturelle de ces régions était encore peu connue. Ce défi représentait aussi une occasion de produire des connaissances sur la région et de présenter le Parc aux habitants. À l'époque, beaucoup d'entre eux ne connaissaient pas le Parc ; et cela a causé des conflits entre la population locale et l'organisme gestionnaire.

[7] Fixation de populations

Du fait que c'était le premier parc national en Amazonie, il y avait un manque d'expérience important dans ce type de travail. Pour le premier diagnostic, en 1992, il y a eu une préoccupation quant à la dimension socio-économique et l'utilisation des ressources naturelles par la population qui y habitait. C'est pour cela que la FVA a fait un effort de rapprochement avec les habitants du Parc et de sensibilisation sur les carences et l'abandon des populations par les politiques publiques de santé et d'éducation, effort qui se poursuit jusqu'aujourd'hui. Cela a conduit la FVA à proposer des stratégies alternatives qui étaient souvent en contradiction avec les intérêts de l'IBAMA, à l'époque.

D'après le plan de gestion de l'aire, ces terres au sein du PNJ correspondent à trois situations juridiques distinctes (Pinheiro, 1999). La première concerne les *Terres Inoccupées de l'État d'Amazonas*[8], correspondant à 98,3% de l'étendue totale de l'aire protégée. La superficie restante est répartie entre les *Terres du domaine privé*[9], correspondant à 31 propriétés, et les *Terres d'appropriation par les populations traditionnelles*[10], correspondant à 175 familles habitant dans le parc. Au moment de l'élaboration de ce document, la FVA a proposé une méthode de travail participatif[11]. Quelques actions pour le traitement de la question foncière ont été indiquées ; et la participation des habitants à la gestion de l'aire a été proposée pour atteindre les objectifs de l'aire protégée. Ce fait a suscité beaucoup de controverses à l'époque.

Même avec l'adoption du nouveau Système National des Aires protégées (SNUC) en 2000, quatre ans après l'exemple du PNJ, la catégorie de Parc National ne permet pas que les populations restent sur leurs terres. Ce fait obligerait à une réinstallation future de ceux qui habitaient dans le PNJ, et conduirait à d'autres limites. Si l'absence de perspective pour les familles de se voir indemnisées à court terme augmentait la méfiance, la difficulté de trouver des terres pour déplacer ces populations augmentait encore plus les tensions. Actuellement, le bassin du Rio Negro représente une mosaïque d'aires protégées[12] avec des statuts très semblables à ceux du Jaú ce qui a rendu difficile l'identification de nouvelles terres pour réinstaller les populations locales du Parc.

La possibilité du PARNA Jaú d'associer ces familles à sa gestion a donc été l'alternative rencontrée. Il y a même eu, à l'époque, une proposition de la FVA pour le transformer en Réserve Extractiviste, mais celle-ci a été rejetée d'emblée, du fait de la difficulté de changer la catégorie d'une aire protégée. Ainsi, l'idée de petits groupes de

[8] Depuis la création du Parc National du Jaú, la propriété des terres publiques est de l'État d'Amazonas. Ces terres sont inoccupées et intègrent le domaine public de l'État en qualité de biens publics. (Pinheiro, 1999)

[9] Qui ont un registre de propriété définitive. Aucune de ces propriétés rurales n´a été expropriée. Donc les propriétaires sont encore les propriétaires légitimes. L'incorporation de ces terres au patrimoine de l'IBAMA devait avoir lieu d'ici la fin de l'année 2001, conformément au Plan d´Unité de Gestion. (Pinheiro, 1999).

[10] Ils n'ont pas de titre légal qui leur assure la propriété de la terre. Ce sont des occupants. Ils occupent la terre sans le consentement de tiers. (Pinheiro, 1999).

[11] Cela a inclus près de 60 chercheurs, de différents domaines de connaissance, les habitants du Parc et des environs, la Fondation Vitoria Amazonica, les municipalités locales, l'IBAMA, des chercheurs et entrepreneurs du secteur de l'extraction et du tourisme pour établir un zonage du Parc (Pinheiro, 2001).

[12] La Station Écologique des Anavilhanas, le Parc National du Jaú, la Réserve Extrativiste de l'Unini , la Zone de Protection Environnementale du Rio Negro, le Parc Régional du Rio Negro des secteurs Nord et Sud, la Réserve de Développement Durable du Tupé, la zone de protection environnementale du Tarumã.

personnes vivant dans un parc aux proportions énormes pourrait être viable. Un terme d'engagement entre les habitants et l'IBAMA concernant l'utilisation des ressources serait le mécanisme qui pourrait réglementer ce procédé. Cela a en effet été la principale action de la FVA jusqu'à présent, créant un mécanisme temporaire pour régler les conflits entre les acteurs jusqu'à ce qu'une décision plus importante soit prise.

Il convient de mentionner les répercussions que le cas du Parc du Jaú a eues au fil du temps dans le contexte national et surtout international. Pour la mise en œuvre du plan de gestion de cette réserve, l'IBAMA, par l'intermédiaire du Programme National pour l'Environnement (PNMA), le Fonds Mondial pour la Nature (WWF), l'Union Européenne (UE), la W. Alton Jones Foundation et le Gouvernement de l'Autriche ont été les principaux agents de financement du plan. D'après les informations fournies par Pinheiro (2009), entre 1993 et 1997, l'IBAMA a investi environ R$ 1.383.480,00 dans le Parc du Jaú, dont R$ 378.042,00 ont été dépensés pour la préparation du plan de gestion. On estime que la Fondation Vitoria Amazonica a capté auprès de ses bailleurs de fonds environ US$ 1.600.000,00 pour la seule préparation de cette étude, sans tenir compte des salaires des chercheurs.

Outre ces institutions, d'autres ont participé directement ou indirectement au plan. Parmi celles-ci: "l'Institut National de Recherche de l'Amazonie, le projet Genesys, l'Université de l'État de New York (SUNY), l'Université Fédéral de l'Amazonas (UFAM), l'Université de Brasília (UNB), l'EMBRAPA, le musée Paraense Emilio Goeldi, l'Agence spatiale japonaise (NASDA), l'Expérience sur le carbone du fleuve Amazone (CAMREX), l'Université de Washington, la Pétrole Sabbá, la Fondation Ford, le Biodiversity Support Program (BSP), la Fondation Boticario pour la protection de la nature, la Fondation Michael Margaret, la National Endowment for Health, la Fondation Oswaldo Cruz, l'Institut de recherche environnementale de l'Amazonie (IPAAM), l'Institut de recherche des systèmes environnementaux (ESRI) et la Coopérative Nationale des apiculteurs (CONAP). "(Pinheiro, 1999).

Au cours de la mise en place du plan de gestion, des études ont été réalisées montrant que les impacts causés par ces populations ne sont pas significatifs. Pour certaines activités l'impact est faible, mais pour d'autres pas tant que cela. Même avec des gens sur les terres du Parc, il a été proposé que des dispositions soient prises pour réduire les impacts sur certaines ressources qui ont déjà été diminuées en raison de leur utilisation. Ainsi, la FVA a proposé une gestion différenciée dans le PARNA Jaú.

Cela a créé un processus historique de conflits institutionnels et idéologiques entre la FVA et l'IBAMA en raison de leurs points de vue différents sur la gestion du parc. Certains d'entre eux durent jusqu'aujourd'hui. La préparation des termes de l'engagement sur une base participative, par le biais d'ateliers avec les habitants locaux et des représentants de l'aire protégée a été l'objetif principal de la FVA pour atténuer les divergences. Le cas du Jaú est devenu bien connu et a été discuté au cours du processus de création de la loi du SNUC[13] en 2000 pour montrer que ce type de conflits existe et doit être résolu pour mettre en place des aires protégées. Encore aujourd'hui, la question foncière est l'un des principaux problèmes des aires protégées, aussi bien en Amazonie qu'ailleurs au Brésil.

2.2. La proposition de la FVA pour la gestion de l'espace touristique basée sur une logique de valorisation du patrimoine et du territoire selon le principe de conservation.

Le plan de gestion élaboré par la Fondation Vitoria Amazonica en partenariat avec l'IBAMA a été achevé en 1998. Son contenu contient une accumulation de diverses

[13] Système National des Unités de Conservation

informations produites et analysées autant par ses propres membres que par des chercheurs embauchés. En se basant sur le plan méthodologique proposé par l'IBAMA[14], et sur la «méthode de l'approche participative pour le travail en groupes" (Krappitz, 1988), des directrices ont été proposées pour le plan de gestion de l'unité.

Cette étude a atteint l'organisme gestionnaire et les membres des communautés et des organisations non gouvernementales directement liées au parc dans la proposition de gestion. Le programme de gestion final définit cinq programmes prioritaires[15] et un zonage de l'occupation et de l'utilisation de l'espace. L'établissement de lignes directrices relatives au tourisme est prévu dans divers programmes et sous-programmes du Parc.

Malgré l'absence d'études sur les visites qui ont eu lieu dans l'unité, on estime à environ 800 le nombre de personnes ayant fréquenté le PNJ entre 1994 et 1996. La plupart d'entre elles cherchait les cascades du fleuve Carabinani, du fleuve Jaú, de l'Igarapé Preto et des plages fluviales locales. Il n'y avait pas à cette époque d'agence de tourisme accréditée pour faire le transport, ni d'infrastructures dans le parc pour les visiteurs. Même si certains habitants de l'unité avaient travaillé comme guides non officiellement, tous les navires n'étaient pas accompagnés par des gardes ou des guides touristiques (FVA et IBAMA, 1998) ; et cela a même influencé l'existence d'entreprises de tourisme qui exerçaient l'activité de pêche, en contradiction avec le statut d'aire protégée.

Le profil des touristes qui ont visité le PNJ a été décrit dans des rapports d'observation directe. "Ce sont des personnes de statut socioéconomique élevé, habitants de Manaus ou industriels d'autres Etats, ayant leur propres bateaux ou des bateaux loués, qui viennent au parc durant l'été, lorsque les eaux commencent à baisser, pour pratiquer la pêche sportive. [...]. Toutefois, il n'a pas été possible de contrôler le tourisme de la pêche sportive, puisque l'IBAMA manque de personnel pour accompagner la visite et restreindre l'activité. De même, le manque d'informations sur les bateaux de visiteurs et de suivi de ces derniers a eu comme résultat le déversement de déchets dans l'environnement. [...] Peu de touristes visitent le parc avec une motivation de production de connaissances ou d'appréciation de la nature » (FVA et IBAMA, 1998, p. 168).

Ainsi, le plan de l'unité de gestion a recommandé l'élaboration d'études plus détaillées sur les visites. Plusieurs lignes ont guidé les actions d'organisation, d'infrastructure et de promotion. Dans la stratégie de la FVA d'inclure les communautés locales dans le développement du tourisme, il a été proposé d'analyser la viabilité d'un programme d'hébergement chez l'habitant. En outre, les visites du parc devraient être accompagnées par des habitants ou des fonctionnaires de l'IBAMA ; et ceux qui seraient embauchés pour travailler dans le centre d'accueil des visiteurs seraient sélectionnés dans la population locale (FVA et IBAMA, 1998).

---

[14] Instituto Brasileiro de Meio Ambiente e Recursos Naturais Renováveis - IBAMA. Roteiro metodológico para o planejamento das unidades de conservação de uso indireto (version 3.0). Brasília: IBAMA / GTZ, p.110, 1996.

[15] Programme de connaissance (sous-programme de surveillance de l´environnement); Programme d'utilisation publique (sous-programmes de loisirs, d´interprétation et d´éducation à l'environnement); Programme d'intégration dans la zone d'influence (sous-programmes de relations publiques, d´éducation à l'environnement, de contrôle de l'environnement, d'encouragement aux alternatives de développement ; Programme de gestion de l'environnement (sous-programmes de gestion des ressources et de la protection); Programme d'opérationnalisation (sous-programmes de régularisation foncière, d´administration et de conservation, d´infrastructures et d´équipements, et de coopération institutionnelle).

Cette attitude caractérise la FVA dans une logique de valorisation patrimoniale et territoriale fondée sur le principe de la conservation. À partir de l'idée de réappropriation matérielle et symbolique des patrimoines naturels et culturels existant dans le Parc, la Fondation propose la protection des ressources naturelles, dans le but de la reproduction économique et sociale des habitants actuels de cette aire protégée.

3. De la conservation aux flux touristiques. Les stratégies de transformation d'un Parc Amazonien en Patrimoine de l'Humanité

L'un des premiers intérêts de transformer le Parc du Jaú en Patrimoine Mondial part de l'initiative du gouvernement, du ministère de l'Environnement du Brésil. Depuis la Conférence de la Biosphère tenue en 1968, le Brésil a adopté une stratégie de présence en termes d'instruments, d'accords, de programmes et de traités internationaux pour associer le pays aux priorités mondiales de conservation de la biodiversité. L'adhésion brésilienne au Programme MAB (Man and Biosphère) de l'UNESCO en 1974 a été l'une des premières étapes.

Au début des années 90, le ministère de l'Environnement, en collaboration avec l'Institut Brésilien de l'Environnement - IBAMA a établi une stratégie de reconnaissance de vastes aires significatives et représentatives dans chacun des principaux biomes brésiliens. La création d'une réserve de biosphère et d'un site du patrimoine mondial dans chacun de ces biomes a été le point central des différentes candidatures soumises à l'UNESCO au fil des années. Actuellement, cette stratégie concerne sept réserves de la biosphère et sept sites du patrimoine culturel et naturel qui représentent géographiquement des aires importantes des réserves de biosphère[16] créées.

Sur le plan administratif, l'Institut du Patrimoine Historique et Artistique (IPHAN), propose la liste indicative du patrimoine culturel. De son côté, l'IBAMA, actuellement représenté par l'Institut Chico Mendes (ICMBio), organise des candidatures pour le patrimoine naturel. Ainsi, ces listes et propositions ont montré l'intention du Brésil d'insérer de plus en plus de biens dans la logique du patrimoine de l'UNESCO.

[16] Les centres historiques d´Ouro Preto, Olinda, São Luís, Diamantina, Salvador de Bahia et Goias, les Missions Jésuites des Guarani à São Miguel des Missions, le Sanctuaire de Bom Jesus de Congonhas, à Brasilia, le Parc National d'Iguaçu, la Serra da Capivara, la Costa do Descobrimento, la Chapada dos Veadeiros e das Emas, la forêt atlantique, le Complexe de Conservation du Pantanal, l'Amazonie Centrale, les zones protégées du Cerrado, les îles de Fernando de Noronha et atol das Rocas. Parmi les réserves de biosphère on compte: l'Amazonie Centrale, la Caatinga, le Cerrado, la Forêt Atlantique, la ceinture verte de São Paulo et le Pantanal.

Carte 1: Patrimoines UNESCO et Couloirs Ecologiques
Reconnues au Brésil

Source : Composition propre

Parallèlement à ces candidatures, le Brésil a adopté une stratégie de macro-couloirs écologiques, visant à relier les différentes aires protégées dans un même biome. Ce projet fait partie du Programme Pilote de la Protection des Forêts Tropicales du Brésil (PPG7) qui implique plusieurs organismes fédéraux et Etats liés à l'environnement, ainsi que des ONG. Le Parc National du Jaú (PARNA Jaú) est géographiquement au cœur du couloir écologique de l'Amazonie centrale. Selon ce concept, le PNJ aurait un rôle important pour relier des fragments de forêt aux aires de conservation voisines, ce qui permettrait une plus grande intégrité biologique et génétique des populations de la faune et la flore.

La proposition d'établir de grands couloirs écologiques au Brésil permet, d'une certaine façon, de démontrer l'engagement du pays par rapport aux politiques internationales de conservation. En outre, l'existence d'une reconnaissance de ce travail par l'UNESCO augmenterait la visibilité de la préoccupation conversationniste du Brésil. Ces facteurs ont influencé le choix du Parc National du Jaú.

De plus, jusqu'à récemment, cette aire protégée constituait le plus grand Parc National au Brésil[17]. Elle protège l'ensemble du bassin d'un fleuve, ce qui permet une configuration importante du point de vue de l'intégrité physique et de la biodiversité. La politique nationale des ressources hydriques[18] propose une gestion par bassin versant ; et le PARNA Jaú représente justement un exemple d'aire protégée qui répond aux indicatifs de gestion du territoire brésilien à partir de cette logique, ce qui, du point de vue de la conservation, est essentiel.

[17] En décembre 2002, le Parc National du Tumucumaque a été créé. D'une superficie de 3.882.120 hectares, il représente l'une des plus grandes zones de conservation dans le monde.
[18] Loi n ° 9433 du 8 janvier 1997 qui établit la politique nationale pour les ressources hydriques et instaure le Système National de Gestion des Ressources Hydriques.

En outre, le développement de l'activité touristique dans ce parc a toujours été dans les intérêts des organismes publics. Il y avait une attente de la part de l'IBAMA et du ministère de l'Environnement qui considéraient que le titre de l'UNESCO permettrait une plus grande présence de touristes dans le Parc. La publication *Patrimoine Mondial au Brésil*[19] financée par la Caixa Econômica Federal, en collaboration avec les ministères de la Culture et de l'Environnement montre un peu cette logique.

D'après un reportage publié par la Gazeta Mercantil Norte le 21/12/2000[20], le cachet du patrimoine mondial de l'UNESCO, naturel ou culturel, fait une grand différence, ce qui motive les actions gouvernementales et permet de faire des affaires, surtout dans le domaine du tourisme. Dans le même reportage, Jorge Werthein, représentant de l'UNESCO au Brésil, en évaluant l'augmentation des flux touristiques nationaux et internationaux pour les villes qui avaient conquis le titre, a déclaré: « Les conséquences sont immédiates ». Selon lui, Diamantina, dans l'État de Minas Gerais, après avoir reçu le titre a enregistré une augmentation de la construction d'équipements hôteliers et du nombre d'emplois. Outre le ministère de l'Environnement, l'IBAMA aussi s'attendait à une augmentation du flux touristique dans le Parc du Jaú après le procédé de patrimonialisation.

En 2002, la Déclaration de Curt Trennepohl, procureur fédéral de l'IBAMA, a montré que la divulgation de la transformation du parc en patrimoine de l'humanité devrait doubler le nombre de touristes. "Nous devrons créer une infrastructure pour recevoir ces personnes et pour cela nous chercherons des finances [...]. Avec l'augmentation attendue pour l'écotourisme, l'IBAMA prévoit également la création d'emplois et de revenus pour les habitants du Jaú. [...] Cela devrait permettre d'améliorer la qualité de vie des habitants du parc. Tout le monde en tirera profit " (Parc National du Jaú, Amazonas, est reconnu par l'UNESCO, Journal *A Crítica*, Février 2002).

3.1. Du patrimoine mondial à la réserve de la biosphère et au Complexe de Conservation

La Fondation Vitoria Amazonica devient un acteur-clé dans ce processus. Comme signalé antérieurement, la FVA a travaillé en partenariat avec l'IBAMA depuis les années 90. À partir de cette époque jusqu'à la présentation de proposition de patrimonialisation en 1999, ils ont réussi à réunir une grande quantité d'informations qui devait faciliter l'assemblage du dossier. La Fondation a été présente dans divers contextes historiques du parc et a bénéficié d'une bonne acceptation de la part des populations locales. À l'époque, la Fondation était très proche des institutions à Brasilia, et il y avait une certaine l'expectative face aux différentes répercussions du Jaú. Théoriquement, la plus grande aire protégée du Brésil et la première de l'Amazonas à avoir un plan de gestion achevé, susciterait une reconnaissance internationale. Cela a attiré l'attention de l'IBAMA, du ministère de l'Environnement et, de façon parallèle, de l'UNESCO au Brésil, alors installée au siège de l'IBAMA.

Quand a surgi la possibilité de patrimonialiser le Parc, la FVA a été contactée par l'UNESCO - Brésil pour élaborer le document/proposition de reconnaissance. Marcos Pinheiro qui, à l'époque, travaillait à la FVA, était responsable de la consultation. Ce processus a débuté peu après l'achèvement du plan de gestion. Du point de vue de l'ONG, cette reconnaissance signifiait l'espoir de capter des financements par le biais de projets. La difficulté d'accès et les recherches dans le Parc représentent un coût financier considérable, principalement pour les travaux de terrain ; et le titre de l'UNESCO pourrait permettre une

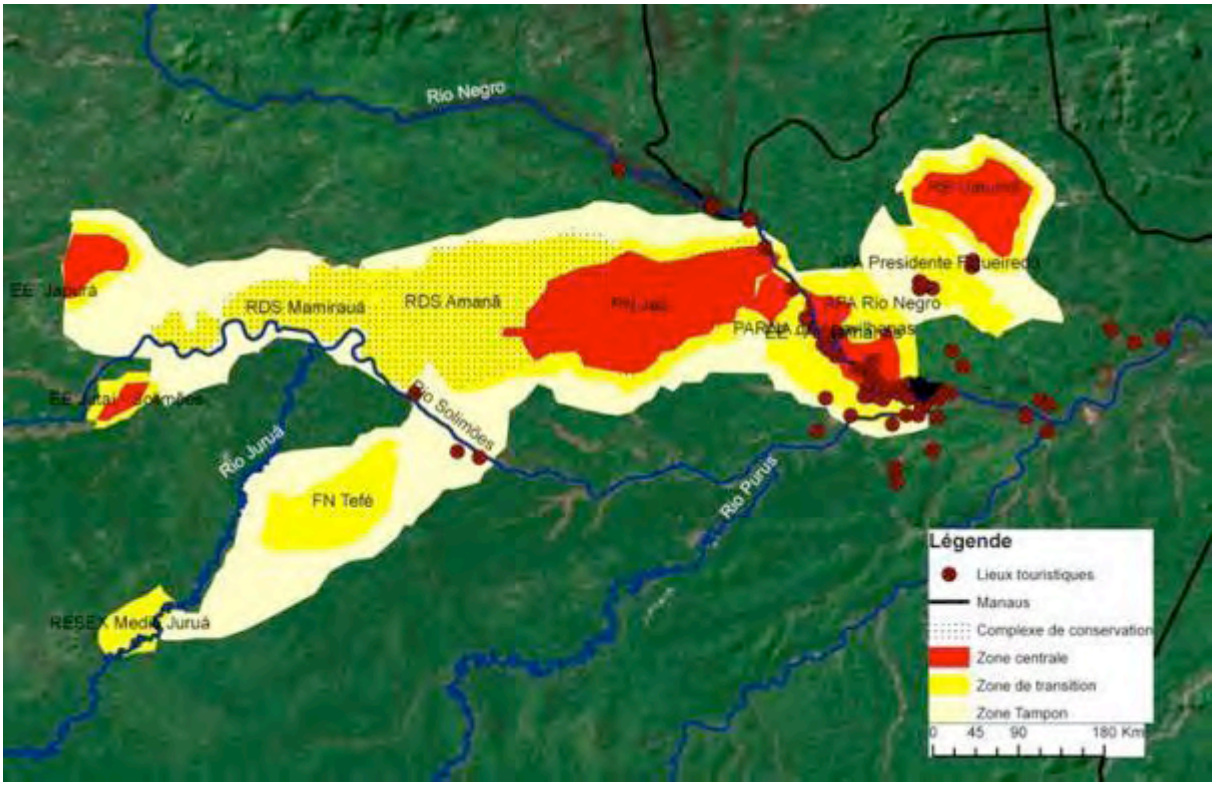
[19] UNESCO. Du patrimoine mondial au Brésil. Brasilia, UNESCO / Caixa Econômica Federal, 2002, 304 p.

[20] Les patrimoines engendrent des affaires. Gazeta Mercantil Norte – 21/12/2000 http:/www.investnews.net

nouvelle source de financement pour mettre en œuvre les actions prévues par la FVA. En outre, cette reconnaissance permettrait une plus grande visibilité nationale et internationale de la Fondation, en plus d'une plus grande mobilisation avec de nouveaux acteurs.

Pour l'UNESCO, autant le Programme l'Homme et la Biosphère (MAB) que la notion de patrimoine mondial sont des concepts innovateurs. Selon Jaeger (2005), le concept de réserve de la biosphère est apparu en 1970, un an avant son lancement officiel. À l'époque, plusieurs experts développaient des études centrées sur la conservation des aires naturelles et du matériel génétique. Cela a conduit le Conseil International de Coordination, organisme qui régit le programme MAB, à reconnaître l'importance de l'utilisation humaine des réserves en 1973. Mais c'est seulement en 1983, lors d'un congrès à Minsk, qu'est reconnue l'importance de la participation des populations dans la réserve. Pour cela, trois fonctions de base leur ont été stipulées (conservation, développement et recherche), outre la division en trois types d'aires: centrale, tampon et de transition.

Carte 2: Reserve de la biosphère, complexe de conservation
et lieux touristiques à l'Amazonie centrale Brésilienne



Source : Composition propre

Selon ce principe, l'Institut Mamirauá pour le Développement Durable a élaboré une proposition pour augmenter la possibilité d'étendre la reconnaissance de l'UNESCO à d'autres aires protégées voisines. Cette action correspondait aux expectatives établies par le ministère de l'Environnement et l'IPAAM[21] dans la formation du couloir écologique de l'Amazonie Centrale. Selon Helder Queiroz, directeur technique et scientifique de l'Institut

[21] Institut de Protection Environemental de l'Etat d'Amazonas.

Mamirauá, dans une interview à l'Institut Socio environnemental en 2003[22], l'inclusion de la Réserve de Développement Durable (RDS) de Mamirauá et d'Amanã au Patrimoine Naturel Mondial vise à renforcer l'importance de ces deux aires protégées pour la conservation de la biodiversité amazonienne, en affirmant le statut des aires pertinentes et importantes au niveau international, pour symboliser la volonté du Brésil de garantir sa conservation.

Lors du séminaire consultation organisé à Macapá en 1999, les quatre aires protégées[23] ont été considérées comme des « aires d'extrême importance ». Pour créer le Complexe de Conservation, la Convention de l'UNESCO exigeait certaines conditions préliminaires, telles que l'existence du plan de gestion, ainsi que la reconnaissance nationale et par les Etats des unités. La Réserve de Mamirauá en plus d'être l'un des sites brésiliens qui font partie de la Convention de Ramsar[24], de l'ONU, qui montre l'importance des aires inondées dans le monde entier, avait reçu en 2001 le Prix UNESCO de l'Environnement[25]. D'ailleurs, en 2002, le guide britannique Lonely Planet avait déjà inclus la RDS de Mamirauá parmi les cinq meilleures destinations de l'écotourisme dans le monde, ce qui a engendré un flux accru de touristes étrangers et brésiliens, selon Queiroz (l'Amazonie centrale est reconnue comme patrimoine mondial naturel, O Estado de Sao Paulo, Septembre 2003).

Outre la possibilité d'augmenter le nombre de touristes, la reconnaissance par l'UNESCO pourrait faciliter l'accès aux lignes spéciales de financement, une plus grande visibilité de la réserve dans l'arène internationale et le rapprochement entre les différentes institutions de gestion de ces aires protégées. À l'origine, le Complexe de Conservation de l'Amazonie centrale Brésilienne devait concerner toute l'aire de la RDS de Mamirauá. Mais, à partir d'une visite de James Barborack, consultant international de l'UNESCO, à la fin de 2002, il a été décidé de limiter l'inclusion à la réserve. Actuellement, seulement 25% du total ont été déclarés patrimoine, mais cela peut changer à l'avenir.

Dans le but de réduire les pressions anthropiques existantes dans le voisinage des aires protégées, mais aussi de faire progresser la notion de macro-fragments et de renforcer la présence de l'UNESCO - Brésil dans le couloir écologique existant, l'organisme a présenté l'initiative de créer une réserve de la biosphère en 2001 et un Complexe de Conservation de l'Amazonie centrale brésilienne en 2005. Cela se justifiait, étant donnée l'intention de réduire les conflits surgis au cours de l'implantation des couloirs écologiques, des mosaïques de conservation et des complexes d'aires protégées, qui regroupent plusieurs aires protégées avec différentes catégories.

3.2. Le rôle de l'ICMBio dans mise en tourisme à partir de la logique du « ressourcisme »

Avec la création du Parc National du Jaú, le tourisme est devenu, par la législation en vigueur, l'une des rares activités économiques qui puisse y être réalisée. Depuis 1980, on y signale la présence de visiteurs, avec une expectative de flux accru de visites. Le PARNA est

[22] L'UNESCO choisit un nouveau site de patrimoine naturel de l'humanité en Amazonie - 08/07/2003 Lieu: Sao Paulo - SP; Source: ISA - Institut Socioenvironnemental; Lien: http://www.socioambiental.org/website/index.cfm

[23] Parc National du Jaú, Station Écologique des Anavilhanas, Réserve de Développement Durable de Mamirauá et Réserve de Développement Durable d'Amanã.

[24] Convention sur les zones humides d'importance internationale. Il s'agit d'un accord intergouvernemental pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources.

[25] Prix créé par l'UNESCO - Brésil à la fin des années 90 pour reconnaître et mettre en valeur les institutions brésiliennes et les personnalités qui travaillent pour une culture de l'égalité sociale et de la paix.

situé dans les communes de Barcelos et de Novo Airão qui ont toutes les deux un potentiel touristique important. Dans le cas du Jaú, ce potentiel est mis en exergue aussi bien par les différents labels qui lui sont attribués[26], que par ses beaux paysages avec le contraste entre les eaux noires et le sable blanc. Ses cascades et la possibilité d'observation de la faune et de la flore sont les principaux attractifs pour les flux de visiteurs.

Outre l'attrait de son paysage, d'autres contextes convergent pour que le nombre de visiteurs augmente dans le parc. Le récent reclassement de la Station Écologique Anavilhanas en Parc National des Anavilhanas est un indicateur de cette expectative. Cette aire protégée est géographiquement située entre Manaus et le Parc National du Jaú, et constitue une voie de passage obligatoire pour les visiteurs. Auparavant, avec le statut de Station Écologique, l'autorisation n'était donnée qu'à ceux qui développaient des activités à but scientifique. Cela a provoqué beaucoup de situations contradictoires avec les entreprises du secteur qui mettent en valeur les Anavilhanas avec leurs forfaits touristiques.

Le reclassement de cette aire protégée en Parc National en 2008 a symbolisé légalement un assouplissement du conflit, permettant d'autres pratiques qui ne compromettent pas les objectifs de cette Unité de Conservation. Il est notoire que le nombre croissant d'hôtels de jungle sur les rives des Anavilhanas a pu influencer ce changement de statut, et montré que la pression du tourisme est de plus en plus importante dans le bassin du Rio Negro.

Si le changement de statut des aires protégées a tendance à influencer la croissance des flux touristiques, le gouvernement de l'État d'Amazonas a également investi dans la réduction des enclaves physiques. La construction du pont reliant Iranduba à la commune de Manaus démontre qu'il y aura bientôt une réorientation de la pression de la ville de Manaus vers la rive droite du Rio Negro, indiquant également une tendance à l'augmentation de logements et de touristes dans cette région. Une fois les travaux terminés, le voyage de Manaus à Novo Airão qui, en bateau dure parfois jusqu'à six jours, sera réduit à quatre heures par l'autoroute AM 070. Cela représente un gain important de temps pour les touristes qui vont au Parc National du Jaú.

L'activité touristique devient ainsi une stratégie de « ressourcisme » du MMA et de l'IBAMA pour renforcer la viabilité économique du Parc National de Jaú. La notion de « ressourcisme » utilisée ici vient du mot américain "*resourcism*". Elle peut être comprise comme une stratégie visant à protéger les ressources naturelles situées dans des espaces périphériques, et dont l'utilisation sera consacrée à l'exploitation différenciée dans le temps (Ramousse et Salin, 2010). Dans le cas particulier du PNJ, l'incapacité d'exploiter économiquement la faune et la flore locale par le marché de la biotechnologie, par exemple, transfert à l'activité touristique le rôle de valorisation de la biodiversité en vue d'un bénéfice, sans mettre en danger le patrimoine visité.

En mars 2005, la stratégie de « ressourcisme » dans le PNJ de la part de l'IBAMA a commencé à prendre forme à partir d'un événement qui s'est tenu à Brasilia, réunissant des techniciens et professionnels de l'environnement. La proposition était de discuter les formes et les règles de l'élaboration d'un Plan d'affaires et de durabilité financière des aires protégées de l'Amazonie. Cet événement a reçu la participation du Fonds Brésilien pour la Biodiversité (FUNBIO) en collaboration avec la Société de Conservation de la Vie Sauvage (WCS), du Programme des Aires Protégées de l'Amazonie (ARPA) et du ministère de l'Environnement[27]. Dans le but de créer des sources de revenus pour les aires protégées, il a

[26] Parc National, Patrimoine Naturel, inséré dans un Complexe de Conservation, réserve de la biosphère, couloir écologique et mosaïque de conservation.

[27] ARPA étudie le plan d'affaires pour les unités de conservation en Amazônie 04/03/2005 MMA – Ministère de l'Environnement.

été proposé d'élaborer un programme pilote, où les plans d'affaires seraient centrés sur des aspects de durabilité environnementale et économique à long terme pour les aires protégées. Selon Ronald Weigand, coordinateur de l'ARPA, le processus devrait commencer à être mis en place au cours du mois de Mars dans trois aires protégées à définir (MMA, Arpa étudie le plan d'affaires pour les aires protégées en Amazonie 2005).

Parmi les trois aires protégées de l'Amazonie brésilienne choisies comme prioritaires au Brésil, seul le Parc National de la Serra du Divisor (dans l'État de l'Acre) serait situé en dehors de la région du Bas Rio Negro, dans l'État d'Amazonas. Ainsi, le Parc National du Jaú (État d'Amazonas) et sa voisine, la Station Écologique des Anavilhanas (État d'Amazonas) ont été indiqués par l'IBAMA pour initier le processus d'élaboration du plan de viabilité financière pour les aires protégées (Unités de Conservation) incluses dans le Programme des Aires Protégées d'Amazonie (ARPA).

Ce fait a entraîné une autre réunion à Brasilia, en Mars 2005, rassemblant les chefs des aires protégées choisies. D'après Pedro Leitão, secrétaire général du FUNBIO et responsable de l'organisation de la réunion et de la préparation du plan pour la durabilité de l'ARPA, l'idée de cette rencontre a été « de mettre en question la viabilité financière des aires protégées, de surmonter les déficits, d'équilibrer les comptes, d'identifier les insuffisances et les opportunités de ressources ".(Panorama Ambiental, 2005, l'ARPA choisit des UCs pour le plan de viabilité financière).

4. Vers une autre proposition d'organisation de l'espace touristique du Jaú

Sept mois après la publication de l'intérêt du Programme ARPA de financer des plans d'affaires pour les aires protégées de l'Amazonie, les travaux de terrain dans le Parc National du Jaú ont recommencé. Le but de cette étude, réalisée à partir d'une consultation, est centré sur l'établissement de normes pour la mise en place de l'infrastructure qui permettra une augmentation du flux de touristes dans le Parc du Jaú et, par conséquent, dans les communes de Barcelos et de Novo Airão où se situe l'aire protégée.

Différentes visites et des interviews avec les principaux acteurs locaux ont permis d'illustrer certains des flux et pratiques touristiques existantes dans le Parc. Le document a été conclu un an plus tard et s'intitule «Études techniques pour les activités touristiques dans le Parc National du Jaú »[28]. Cette étude, en se basant sur les lignes directrices établies par le plan d'utilisation publique du Parc, devrait servir de base à l'établissement de normes et de règles pour l'implantation d'une auberge, ainsi que d'autres infrastructures pour les visiteurs.

Cependant, si dans le Parc National du Jaú, la question foncière devient l'un des défis majeurs liés à la gestion de cette aire protégée, comment l'ICMBio récemment créée, avec un nombre de fonctionnaires réduit, prétend-il promouvoir le développement du tourisme dans cette aire protégée? Autrement dit, comment concevoir l'implantation de l'activité touristique qui favorise directement et indirectement un effet économique pour les habitants du PNJ et en même temps fait valoir la législation du SNUC qui privilégie l'expropriation de ces communautés?

[28] AUBRETON, Thérèse. Estudos técnicos para as atividades turísticas no Parque Nacional do Jaú. Manaus. MMA. 2006.

Quelques règles permettent de guider le processus de mise en place du tourisme par l'organisme de gestion. L'une d'elles pourrait avoir été inspirée d'une publication des premières lignes directrices pour la mise en œuvre d'une politique nationale d'écotourisme, réalisée en 1994 par le ministère de l'Environnement, ainsi que ceux de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme. Selon ce groupe interministériel, la stratégie de mise en place et l'adaptation de l'infrastructure touristique dans le pays doit "donner la priorité à la régularisation foncière des régions visitées des aires protégées qui sont considérées comme prioritaires pour l'écotourisme »[29]. (Brasil, 2006, p. 29.).

Une fois observée cette directrice relative aux problèmes fonciers, dans le cas du Parc National du Jaú, la régularisation devrait être une priorité. Celle-ci peut aussi bien être interprétée par la légalité du titre foncier des habitants actuels[30] ou l'expropriation d'indemnisation et la réinstallation de ceux-ci dans un autre emplacement. Quant à la priorité pour le développement de l'écotourisme, les différents labels comme présentés ci-dessus, avec les investissements et les intérêts des différents acteurs, prouvent l'urgence de l'implantation de l'activité sur place.

Un autre fait qui a permis de donner une orientation aux organismes gestionnaires dans le processus de mise en œuvre du tourisme dans le Parc a eu lieu en 2006. À cette époque, le ministère de l'environnement, a publié quelques critères pour les visites dans les aires protégées[31]. La première directrice présente le raisonnement suivant: «En suivant un principe logique, harmonieux et cohérent [...], (A). La planification et la gestion des visites devront être conformes aux objectifs de la gestion des aires protégées. [...]" (MMA, 2006, p. 13). Peu de temps après, il ajoute: «La visite devrait contribuer à la promotion du développement économique et social des communautés locales» (MMA, 2006, p. 13). Peut-être que l'imprécision de ce que le ministère considère comme communauté locale met en évidence le début de point de vues différents sur l'implantation du tourisme dans les aires protégées.

Si dans le plan de gestion réalisé en 1998, la Fondation Vitoria Amazonica privilégiait l'insertion des habitants actuels du Parc du Jaú dans le développement et la gestion du tourisme de la réserve, la nouvelle proposition de l'ICMBio a pour but de privilégier les règles du SNUC, au détriment des populations qui y résident. Au moyen d'une analyse stratégique, l'*Étude de l'activité touristique dans le parc* montre que la situation foncière n'est pas résolue. La présence des habitants et le manque d'infrastructures sont, tous deux, des points faibles dans l'environnement interne et la «présence de personnes dans le parc et ses activités crée aussi des impacts sur l'environnement"(Aubreton, 2006, p. 41); ce qui contredit la thèse soutenue par la FVA.

---

[29] BRASIL. Diretrizes para uma política nacional do ecoturismo. Brasília: EMBRATUR, 1994. p. 49

[30] Selon les informations données par le chef du Parc Nacional, Marcelo, à l'époque, l'Institut Chico Mendes a fait une enquête sur les propriétés (série historique des titres de propriété dans l'aire protégée). "Des 31 propriétaires qui questionnent la titularité, aucun n'a réellement réussi à prouver que la terre lui appartenait réellement", informe le chef de l'Unité. (Le Parc Nacional du Jaú aura un centre de visiteurs et une auberge flottante 2/11/2007. AGBio - Instituto Chico Mendes de Conservação da Biodiversidade).

[31] Ministério do Meio Ambiente. Diretrizes para visitação em Unidades de Conservação. Secretaria de Biodiversidade e Florestas. Diretoria de Áreas Protegidas. Brasília. Ministério do Meio Ambiente, 2006. 61p.

Ce fait met en évidence une impasse. En fonction de la restriction de la législation existante, les résidents du Parc National du Jaú, même ceux qui ont une histoire de vie et une connaissance approfondie de la région ne peuvent être bénéficiaires des activités d'utilité publique du Parc. Par conséquent, le concessionnaire "ne peut employer des personnes qui ne vivent pas dans l'UC ou ont déjà signé l'engagement." (Aubreton, 2006, p. 114). Ainsi, on devrait accorder la priorité aux populations qui entourent le parc. La directrice devient alors celle pour le développement local et régional du parc.

Dans un article publié par AGBIO[32], Marcelo Chassot Bresolim, chef du Parc du Jaú a déclaré, durant l'exécution des Études Techniques pour les activités touristiques dans le Parc National Jaú: «Nous avons établi un plan stratégique pour l'aire protégée, et des indicateurs précis qui pourraient être mesurés. Nous avons inséré la perspective de l'environnement, et pas seulement de l'utilisateur (touriste) ; nous avons défini nos priorités en fonction de la réalité où nous vivons. C'est-à-dire que les indicateurs suivent des objectifs clairs et non plus fictifs, comme avant. [...] Tant et si bien qu'aujourd'hui, la situation de ceux qui résident dans le Jaú et qui seront réinstallés bientôt est bien meilleure, en termes de moyens de subsistance (ressources de pêche, par exemple) que ceux qui vivent en dehors. " (Parc National du Jaú aura un centre de visiteurs et auberge flottante - 12/11/2007AGBio - Institut Chico Mendes de conservation de la biodiversité

[32] Le Parc Nacional du Jaú aura un centre de visiteurs et une auberge flottante 2/11/2007. AGBio - Instituto Chico Mendes de Conservação da Biodiversidade. http://www.amazonia.org.br/ noticias/noticia.cfm?id=255729

Carte 3: Différentes tentatives d'organisation de l'espace touristique amazonien et circuits touristiques commercialisés par les tour-opérateurs locaux

Source : Composition propre

En plus d'être un stimulus pour des polémiques au sujet de la permanence de ces populations, le plan prévoit des lignes directrices qui pourraient réorienter les relations avec l'ancien partenaire, la FVA. Sans montrer une rupture, on y trouve la proposition d'une possibilité de partenariat entre l'entreprise gagnante de la licitation et la FVA, à partir du projet «Fenêtre sur la diversité biologique." La proposition serait que la Fondation accompagne l'impact du tourisme sur la faune et la flore le long des sentiers utilisés par les touristes dans le parc. Ainsi, les actions de la FVA feraient indirectement

converger les actions socio-environnementales dans cette aire protégée pour sa dimension environnementale.

Le projet de l'ICMBio prévoit une sous-traitance de l'exploration des services touristiques dans le parc. Ainsi, il serait possible d'équiper l'Unité de Conservation à la fois avec une infrastructure capable de répondre aux besoins des visiteurs et de maintenir la fonction de l'organisme gestionnaire dans la mise en œuvre de la politique environnementale. Du point de vue de la durabilité, rien de plus intéressant que l'organisme gestionnaire. Avec la pénurie de budget et une quantité de personnel limité pour gérer une vaste aire protégée, le tourisme représente actuellement un défi majeur pour l'ICMBio par rapport à la gestion de l'activité. En ce sens, la sous-traitance du tourisme permettrait à l'Etat un plus grand contrôle de l'activité, assurant la garantie et l'augmentation des recettes dans les coffres de l'État, à partir d'une activité dont le volume en termes de visites n'est pas significatif.

La carte ci-dessous a été élaborée sur la base des propositions de gestion du plan de gestion du Parc National du Jaú préparé par la FVA en 1998 et la délimitation de l'usage touristique proposé par les consultants engagés par l'ICMBio en 2006 pour faire des études techniques pour les activités touristiques dans le Parc National du Jaú. À ces deux tentatives d'organisation de l'espace, ont été ajoutés deux circuits commercialisés par certains tour-opérateurs locaux, concentrés dans la région du Rio Carabinie et du Jaú.

Avec l'activité de zonage, la FVA a proposé en 1998 une hiérarchisation de l'espace, à partir de l'utilisation des ressources naturelles. Quatre zones ont été ainsi définies. *La zone primitive*, caractérisée par une intervention humaine minime et qui correspond à la vaste zone du parc. L'objectif serait de préserver les spécimens de la flore et de la faune de phénomènes naturels, tout en facilitant les activités de recherche scientifique et d'éducation environnementale. La *zone à usage extensif*[33] (comprenant des aires naturelles et pouvant présenter quelques altérations humaines) et *la zone intensive* (considérée comme des aires naturelles ou modifiées par l'homme, et devant contenir le centre d'accueil, un musée et d'autres installations et services pour les touristes).

La zone *d'utilisation spéciale* permet l'accès aux différentes aires du parc, abrite les aires nécessaires à l'administration, la manutention du Parc et les aires de résidence des habitant actuels ; *la zone de récupération* est caractérisée par une profonde altération anthropique. L'objectif serait de les récupérer et reclasser comme zones permanentes. Enfin, la zone historico-culturelle où se trouvent les manifestations historiques et culturelles ou arqué logiques qui servent à la recherche, les visites, l'éducation et l'utilisation scientifique.

Pour l'ICMBIO, il est possible de percevoir une double tentative d'organisation des espaces touristiques. Si d'une part l'ouverture aux visites est concentrée dans une petite surface au Nord-est du Parc, la tendance à renforcer le modèle de « ressourcisme » représente une barrière à l'expansion de l'activité dans la grande partie Sud-ouest. La fermeture de cet espace qui, théoriquement, concentre une grande partie des populations vivant dans l'Unité de Conservation, symbolise, à notre avis, deux logiques de contrôle politique d'un territoire. D'une part, cela permet un renforcement de la concentration des ressources touristiques par l'entreprise gagnante de la licitation, ce qui empêche ainsi les pratiques d'accueil chez l'habitant et, en contrepartie permettrait, par la présence de groupes humains, la protection d'une plus grande surface du parc.

[33] Les aires d'utilisation extensive, intensive et historico-culturelle feront l'objet d'une définition, prévue dans la deuxième phase du plan de gestion. Il a alors été décidé qu'une étude plus détaillée devrait évaluer la faisabilité de l'organisation des visites touristiques où sont situés les lieux d'intérêt historique et préhistorique, en considérant la facilité d'accès et la beauté du paysage.

En ce qui concerne les forfaits touristiques actuels vendus dans la réserve, ils montrent la présence d'une troisième stratégie de mise en tourisme dans le PNJ. Porteurs de l'image de la recherche de l'exotisme, ces circuits ont valorisé l'attrait touristique des aires jusque-là fermées aux visiteurs et surtout le contact avec les habitants. De tels forfaits sont destinés à un public ayant un pouvoir d'achat élevé, une disponibilité de temps et une motivation pour les particularités de la région. La plupart des touristes utilise la structure de logements disponible sur le bateau, ce qui représente une contre-proposition à l'initiative de la FVA. Beaucoup d'entre eux visitent les communautés locales telles que celle du Tambor, à l'inverse de la proposition élaborée par l'ICMBio. Ce groupe d'habitants en particulier est en train d'être reconnu comme afro-descendants à l'intérieur du parc. Actuellement, la communauté du Tambor revendique un territoire. Il est donc possible que les limites du PNJ soient redéfinies dans un prochain avenir.

4.1. Du faible flux de visites dans le Parc du Jaú aux limites d'un développement touristique

L'étude technique pour les activités touristiques dans le Parc National du Jaú et les recherches que nous avons faites auprès des principaux opérateurs ont révélé quelques données intéressantes sur les visites de l'Unité de Conservation. Avant de présenter ces données, il est intéressant d'analyser la localisation géographique de l'Unité et son accessibilité. Le Parc du Jaú est situé à environ 200 km de distance euclidienne au nord-ouest de Manaus. Le Rio Negro est la seule voie d'accès, car il n'y a pas de route allant au parc. Les centres urbains de Novo-Airão et Barcelos sont les plus proches et il n'y a aucun transport régulier vers le site.

Ainsi, les embarcations personnelles ou louées sont les principaux moyens d'accès. À partir de Manaus, quelques forfaits offrent le transport en bateaux équipés d'installations pour l'hébergement, et font un voyage de sept jours en remontant les eaux du Rio Negro jusqu'à l'entrée du PNJ. Sur ce trajet, il y a plusieurs communautés et attractions touristiques naturelles. Certains forfaits proposent la visite de la Rencontre des eaux, du Parc de Janauary, de la rivière Ariaú, du lac Acajatuba, de l'archipel des Anavilhanas, du Parque Étatal du Rio Negro, des rivière Cuieiras et Apuau, et du Parc National du Jaú. Les pratiques touristiques sont : la pêche aux piranhas, l'observation des caïmans, les promenades en barque, la visite de communautés autochtones, l'observation d'oiseaux, le camping et la randonnée dans la forêt.

D'autres forfaits permettent de partir de Novo-Airão qui est accessible en quatre heures par une route goudronnée depuis Manaus. Ainsi, un voyage de deux jours permet d'accéder à ce qu'offre le parc. Un tel tour permet de visiter l'archipel des Anavilhanas et la grotte de Madadá. Pour un forfait de neuf jours de voyage avec transport, hébergement, visites et repas, le prix moyen est d'environ $ 2.100 par personne.

Pour entrer dans l'Unité de Conservation, le visiteur doit avoir une autorisation préalable, délivrée par le chef du parc, à la Direction de l'IBAMA, à Manaus. Malgré les différences de statut et de relative popularité, un peu plus de 4.000 visiteurs ont demandé l'autorisation d'entrée dans l'aire protégée, entre 1998 et 2005. Pourtant, une moyenne relativement faible de 558 visiteurs par an entre officiellement dans le Parc. La plupart d'entre eux est concentrée entre les mois de juillet et octobre, ce qui peut correspondre à la période des vacances européennes et nord-américaines. Dans un échantillon de 107 touristes qui ont été dans le parc en 2005, il apparaît que 50% sont des européens. Les Allemands, les Suisses, les Britaniques et les Français sont majoritaires. Les Américains sont environ 17%, alors que les Brésiliens représentent 30% du flux. Les Coréens et autres nationalités représentent les pourcentages minoritaires de l'échantillon.

L'étude technique de l'ICMBio montre que près de 87% du public qui veut aller au PARNA Jaú demande une autorisation pour un séjour de 2 à 5 jours[34]. L'ampleur de cette aire protégée, ainsi que les difficultés d'accès peuvent justifier une faible demande pour des séjours plus courts. Le manque de moyens d'hébergement et l'incertitude concernant la possibilité du logement chez l'habitant, oblige les visiteurs à passer la nuit sur les bateaux.

Il y a un autre problème qui est la particularité qui pourrait renforcer le tourisme dans cette région. On note l'absence d'un paysage attractif et d'un élément qui soit caractéristique du Jaú. Lors d'un voyage en bateau de Manaus au Parc du Jaú, on voit pendant tout le trajet de grandes étendues de forêt préservée, mais peu de paysages différents. Même s'il y a les ruines du Velho-Airão, les cascades et les communautés traditionnelles, ces éléments, dans la perspective de voyages régionaux, ne motivent pas une demande importante de la part des touristes. La proposition de labels UNESCO pourrait être une réponse à cette question.

La carte 3 présentée ci-dessus montre un peu cette réflexion. À partir de 150 circuits à forfait analysés, la plupart des sites touristiques offerts par les tour-opérateurs sont situés dans les environs de Manaus. Ceux-ci présentent des cascades, des communautés autochtones, et des attractions naturelles, entre autres, qui font concurrence aux mêmes attractions du Parc du Jaú. Ces forfaits sont destinés à répondre à un public souvent caractérisé par une faible disponibilité de temps et de ressources financières, ce qui représente une grande partie des touristes qui visitent l'Etat d'Amazonas. Ainsi, peu d'entreprises de Manaus essaient de vendre des forfaits pour le Parc du Jaú.

Il est également difficile de travailler dans le tourisme de camping dans l'État d'Amazonas. En règle générale, le public intéressé dispose de peu de jours et cherche des endroits encore inexplorés par les réseaux touristiques traditionnels. Et ils ne sont pas prêts à investir beaucoup ; et cela est pratiquement impossible dans l'État d'Amazonas. Le transport rapide qui pourrait être effectué par des bateaux ou des hydravions coûte cher. Un bateau à moteur hors-bord[35] navigue à une vitesse moyenne de 14 km à l'heure, et prendrait environ huit heures pour faire le tronçon Novo-Airão - Parc National du Jaú. Ainsi, l'absence d'un transport régulier et qui permette d'optimiser le temps est l'une des difficultés qui empêche un touriste d'aller le matin et revenir à son hôtel à la fin de la journée par exemple.

Le parc, face à l'absence d'une structure pour les visiteurs, n'est pas prêt pour recevoir des touristes. Souvent, les personnes qui visitent le parc sont accusées de pêche, ou de ne pas respecter les règles locales au sujet des déchets, ce qui oblige l'ICMBio à surveiller en permanence le parcours réalisé par les bateaux. Par ailleurs, l'UNESCO n'a pas le pouvoir de fiscalisation ou le pouvoir de police ; et n'a aucune autorité pour intervenir dans les affaires qui mettent en danger l'intégrité du parc. Le seul travail qu'elle réalise actuellement est d'accompagner les conventions, les programmes, les traités et les accords de coopération. Même la promotion d'endroits reconnus comme patrimoines est relativement peu contrôlée par l'organisme, sans doute en fonction du manque d'infrastructures pour les touristes. Cela justifie en partie la faible représentativité que le titre signifie pour les agents touristiques locaux.

4.2 L'UNESCO en Amazonie Centrale Brésilienne : labels peu reconnus par les agents touristiques locaux

Entre avril et décembre 2008, une enquête a été menée afin d'analyser les arguments de vente utilisés par les entreprises de tourisme pour l'État d'Amazonas, ainsi que ceux

[34] Ces données sont extraites d'un univers de 53 demandes d'autorisation pour entrer dans le Parc.

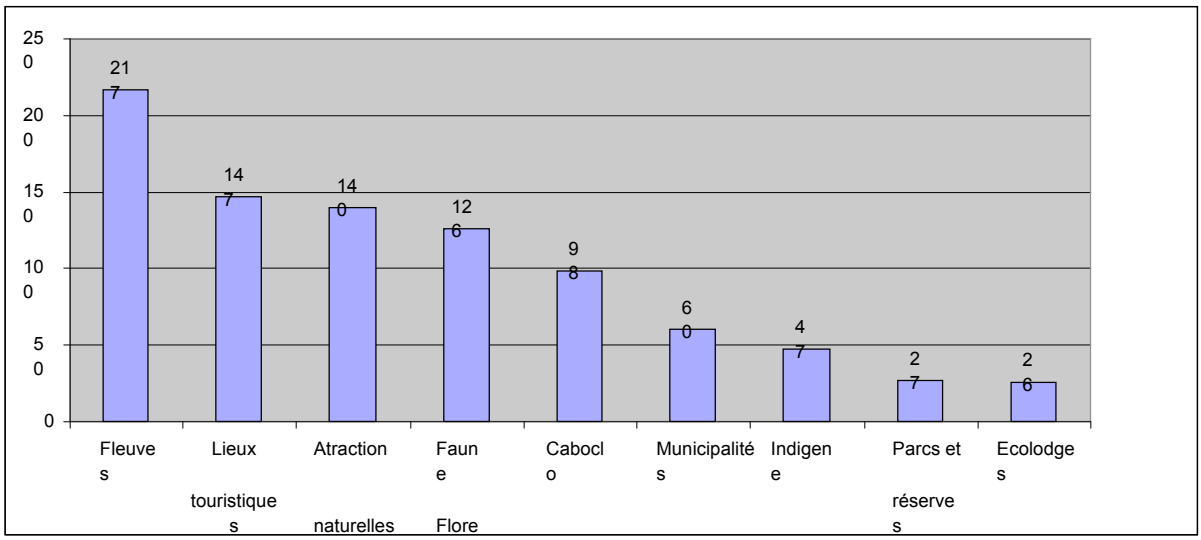
[35] 15hp

relatifs aux endroits présentés comme attractions touristiques. D'après les informations recueillies, à la fois sur le site d'AmazonasTur[36] à l'époque et sur Internet, nous avons organisé une base de données, où ont été enregistrés 116 agences et 19 guides touristiques spécialisés dans l'accueil des touristes nationaux et étrangers dans l'Etat d'Amazonas. Le développement de la recherche est parti d'un contact par courriel avec l'univers décrit ci-dessus, totalisant l'envoi de 192 e-mails en avril 2008.

À cette époque, il y avait un groupe de six touristes néerlandais qui voulait connaître différentes destinations écotouristiques dans l'État d'Amazonas, au cours d'une période d'environ 30 jours, ce qui correspondait au mois de Juillet 2008. De l'univers de personnes enquêtées par e-mail, nous avons eu un retour de 26,6%, ce qui représente 36 entreprises. Chacune d'elles nous a envoyé une description du forfait touristique proposé dans l'Etat d'Amazonas. Au total, 150 visites ont été enregistrées décrivant les lieux promus par les entreprises, ainsi que les activités réalisées, les durées, le transport utilisé et les prix de vente.

Une analyse lexicale développée par le software Sphinks Plus² a permis de classer 888 mots clés utilisés pour la promotion de lieux touristiques dans des forfaits en vente. Ces derniers ont été regroupés en catégories, afin de connaître la fréquence d'utilisation des mots dans les descriptions des différents forfaits. Il est convient de mentionner qu'il a fallu faire un travail d'homogénéisation des dénominations. Dans certains cas, une même attraction touristique était appelée lac Janauary par une entreprise, tandis que son concurrent l'appelait Lagoa Janauary. Dans ce cas, les deux ont été transformées en un seul nom et la catégorie utilisée a été celle de « rivières et lacs », par exemple.

Analyse lexicale des mots utilisés pour promouvoir les circuits touristiques à l'Etat du Amazonas



Fonte: Pesquisa de campo 2008

[36] Entreprise d´État de Tourisme de l'Amazonas

L'analyse graphique fournit une image du discours de promotion des sites touristiques par les entreprises de l'échantillon. La description des noms des cours d'eau est le principal mécanisme utilisé pour promouvoir les attractions touristiques locales. Ceci s'expliquer par le fait que les cours d'eau sont, dans la plupart des cas, la seule voie d'accès à différents endroits dans la forêt. En deuxième position, il y avait Manaus. Cela se justifie parce que la capitale est le principal point de départ et d'arrivée des forfaits touristiques qui font la promotion d'attraits urbains, tels que les musées, le théâtre, et le marché, entre autres.

Ensuite, une valorisation était donnée pour les formations naturelles ou des exemplaires de la faune et la flore. Ainsi, la Rencontre des Eaux, les cascades, les grottes, l'éclairage des caïmans à la lanterne, le dauphin rose et le nénuphar Vitória Régia, par exemple, sont des expressions largement utilisées. On peut aussi remarquer qu'il y a une faible valorisation de l'aspect humain dans la promotion des forfaits. Il a été constaté une pertinence de 16% des mots en relation avec les catégories de *caboclo* et d'indien. Ces derniers étaient souvent utilisés pour décrire le nom d'une communauté, l'origine ethnique ou une autre particularité, dans le cas d'un producteur de farine par exemple.

En ce qui concerne la catégorie des Parcs et Réserves, peu d'entreprises encouragent la vente de leur forfaits en utilisant ces désignations. Ceci a créé une contradiction, puisque la plupart des attractions touristiques commercialisées sont situées dans des Unités de Conservation. Deux hypothèses peuvent être émises pour comprendre cela. D'une part, ces entreprises connaissent mal ou ignorent les limites de la protection juridique définie. D'autre part, les noms des Unités de Conservation existantes dans le bas Rio Negro n'ont pas été cruciales pour la commercialisation des forfaits. Ce fait a également été testé entre août et décembre 2008. Dans cette période, nous avons réalisé une autre enquête, sur le terrain cette fois, au moyen d'entretiens directs avec les employés et/ou les propriétaires des entreprises. À cette occasion, il a été possible de constater que, selon l'opinion des interviewés, les catégories des aires protégées dans le bas Rio Negro ne sont pas des facteurs pertinents qui influencent la vente de forfaits touristiques locaux, ce qui justifie une faible utilisation de ces termes. En plus de cela, les labels proposés par l'UNESCO ont eu un effet similaire.

Ce fait a attiré notre attention. De l'échantillon des 36 entreprises interrogées, seules cinq opèrent dans le Parc du Jaú avec des forfaits ordinaires ; et parmi ceux-ci, seulement deux soulignént l'importance de Jaú en tant que patrimoine naturel de l'humanité. Comme initialement présenté, le Parc du Jaú a été reconnu par l'UNESCO comme patrimoine naturel mondial en 2000, Réserve de la Biosphère en 2001 et Complexe de Conservation en 2003. Ces différents titres sont inexistants dans les stratégies de commercialisation des forfaits touristiques analysés. Comme l'ont rapporté les entrepreneurs au sujet des catégories de parcs et de réserves, la labélisation UNESCO dans cette partie de l'Amazonie n'attire qu'un groupe très sélect et très limité de voyageurs. Cela montre que les titres représentent la transformation des intérêts nationaux en intérêts internationaux, sans avoir un impact direct sur la dynamique touristique dans la région.

Conclusion

Cet article a essayé de soulever une question concernant les labellisations UNESCO en tant que stratégies visant à promouvoir le tourisme dans les espaces amazoniens. D'une tentative d'ouverture territoriale aux réseaux mondiaux, la valorisation sélective des territoires a fait preuve d'une variété de stratégies de la part des différents acteurs. L'organisation des espaces touristiques, telle que présentée tout au long de notre analyse, peut révéler à la fois les objectifs d'une politique choisie et les tensions liées aux processus de dynamisation des espaces au fil du temps. À l'heure actuelle, nous cherchons à mettre en évidence

trois stratégies différentes de patrimonialisation des espaces amazoniens en cours de développement touristique.

D'un côté, les acteurs publics de l'environnement, représentés ici par le ministère de l'Environnement, l'IBAMA et l'ICMBio. L'expectative d'une plus grande visibilité de l'engagement du Brésil par rapport aux priorités environnementales confère aux labels UNESCO une représentativité des actions dans l'arène internationale. Parallèlement, la reconnaissance de ces sites permet une plus grande connexion du local avec le global en utilisant la logique d'un « ressourcisme » à partir de l'utilisation différentielle des ressources naturelles dans le temps. Dans cette stratégie réside le défi de faire respecter les lois nationales et accords internationaux en vue d'une conservation, tout en attirant des investissements privés pour l'exploration d'un espace touristique amazonien qui reçoit peu de visiteurs.

Quant à la Fondation Vitoria Amazonica, le processus de patrimonialisation UNESCO représentait trois grandes stratégies : une meilleure expectative de captation de fonds pour des projets; un gain de visibilité dans les actions socio-environnementales dans le cadre de la gestion des aires protégées de façon intégrale, en associant la présence des habitants, et enfin une reconnaissance du statut des populations traditionnelles à partir d'une ouverture des espaces aux flux touristiques organisés. Face à cela, la logique de la valorisation patrimoniale et territoriale a pour but d'assurer la conservation des ressources naturelles tout en y associant la reproduction économique et sociale des populations qui y vivent. Cette stratégie se trouve confrontée à un grand défi, celui de l'organisation des aires touristiques avec le manque de souplesse de la législation environnementale et la tendance à la diffusion des efforts dans les aires protégées envionnantes.

D'autre part, en raison d'une forte demande des touristes ayant peu de temps disponible et peu de ressources financières, les tour-opérateurs concentrent leurs terrains d'actions près de la ville de Manaus. Ceci peut être l'un des facteurs qui justifie le peu d'expectatives du label UNESCO comme facteur d'influence sur le potentiel de vente des forfaits touristiques. Outre le fait que cela reflète une faible présence de touristes dans le PNJ, la motivation de ces visiteurs peut être centrée sur la recherche d'un exotisme inaccessible par la législation environnementale. Ainsi, un troisième modèle s'installe, intermédiaire entre la proposition de l'ICMBio qui exclut la participation des membres des communautés dans le développement touristique, et celle de la FVA en faveur de l'insertion des habitants dans les activités de surveillance et d'hébergement chez eux.

Ainsi, en essayant d'établir des connexions locales et mondiales, la logique du patrimoine de l'UNESCO révèle différentes stratégies des acteurs pour la mise en tourisme des aires protégées amazoniennes. Si la convergence des intérêts transfert au tourisme une voie pour faire respecter la législation environnementale, la reconnaissance du statut des populations résidentes et même la viabilité des investissements du secteur privé, les tensions existantes entre les acteurs montrent que l'activité ne dynamise actuellement que très peu une partie très limitée de l'Amazonie.

Bibliographie

A Critica, jornal. Parque Nacional do Jaú, no Amazonas, é reconhecido pela Unesco. Manaus. 21 de fevereiro 2002. Disponível em linha através do link http://www.amazonia.org.br/noticias/print.cfm?id=7990 consultado dia 24/05/2010.

Agência Brasil – EBC. Sítios do patrimônio mundial natural terão investimentos de US$ 4,5 milhões. Brasília 12 de agosto de 2004. Disponível em linha através do link http://www.socioambiental.org/uc/593/noticia/1429 consultado dia 24/05/2010.

Aubreton, Térèse. (2006) Estudos técnicos para as atividades turísticas no Parque Nacional do Jaú. Manaus. MMA, 133 p.
Brasil. Diretrizes para uma política nacional do ecoturismo. Brasília: EMBRATUR. (1994), p. 49
Borges, Sérgio Henrique, Iwagana, Simone, Moreira, Marcelo et Durigan, Carlos César. (2007) Uma análise geopolítica do atual sistema de unidades de conservação na Amazônia Brasileira. Belo Horizonte. Conservation International. Política Ambiental N°4. Agosto, 42 p.
Brown, Junior Keith. (1977) Centros de evolução, refúgios quaternários e conservação de patrimônio genético na região tropical: padrões de diferenciação em Ithomiinae (Lepidoptera: Nymphalidae). Acta Amazônica, Vol 7, No. 1, pp. 75-137.
Filho, Henyo Trindade Barretto. Da Nação ao Planeta através da Natureza: uma abordagem antropológica das unidades de conservação de proteção integral na Amazônia brasileira. Universidade de São Paulo. São Paulo, 2 volumes, 2001, Tese de doutorado em Antropologia Social.
FUNDAÇÃO VITÓRIA AMAZÔNICA e IBAMA. Plano de Manejo do Parque Nacional do Jaú. Manaus. FVA/IBAMA. 1998. 298 p.
Gazeta Mercantil Norte, jornal. Patrimônios geram negócios. Belém. 21 de dezembro 2000. Disponível em linha através do link http://www.amazonia.org.br/noticias/noticia.cfm?id=2527 consultado dia 24/05/2010.
Haffer, Jürgen. (1969) Speciation in Amazonian forest birds. Most species probably originated in forest refuges during dry climatic periods. Science, 11 julho. Vol 165, No 3889, pp. 131-137.
IBDF. (1979) Plano do Sistema de Unidades de Conservação do Brasil, I Etapa. Brasília, 107 p.
IBDF.(1982) Plano do Sistema de Unidades de Conservação do Brasil, II Etapa. Brasília, 173 p.
INSTITUTO SOCIOAMBIENTAL. (2003) Unesco amplia sítio do Patrimônio Natural da Humanidade na Amazônia. São Paulo. 08 de julho. Disponível em linha através do link http://www.socioambiental.org/nsa/detalhe?id=1108 consultado dia 24/05/2010.
INSTITUTO BRASILEIRO DO MEIO AMBIENTE E DOS RECURSOS NATURAIS RENOVÁVEIS – IBAMA. (1996) Roteiro Metodológico para o planejamento de unidades de conservação de uso indireto (versão 3.0). Brasília: IBAMA/GTZ, p.110.
INSTITUTO CHICO MENDES DE CONSERVAÇÃO DA BIODIVERSIDADE. Parque Nacional do Jaú terá centro de visitantes e pousada flutuante. 12 de novembro de 2007. Disponível em linha através do link http://www.foe.org.br/noticias/print.cfm?id=255729 consultado dia 24/05/2010.
Jaeger, Tilman. (2005) Nuevas perspectivas para el programa MAB y las reservas de biosfera. Lecciones aprendidas en América Latina y el Caribe. Programa de cooperacion sur-sur. Documentos de trabajo n° 35. Paris, 140 p.
Krappitz, Uwe. (1988) Enfoque participativo para o trabalho em grupos. Conceitos basicos e um estudo de caso / Gabriele J. Ullrich, Joelson Passos de Souza. Recife, Assocene, 138 p.
LEI Nº 9.433, DE 8 DE JANEIRO DE 1997, Institui a Política Nacional de Recursos Hídricos e cria o Sistema Nacional de Gerenciamento de Recursos Hídricos
Léna, Philippe, A atuação sócio-ambiental de uma ONG ambientalista na Amazônia. A Fundação Vitória Amazônica. Entrevista com Muriel Saragoussi. Lusotopie 2002/1 : 293-301. 2002. disponível em linha através do link http://www.lusotopie.sciencespobordeaux.fr/ saragoussi-lena.pdf consultado dia 24/05/2010.
MINISTÉRIO DO MEIO AMBIENTE. Arpa estuda plano de negócios para unidades de conservação na Amazônia 04 de março de 2005 Disponível em linha através do link http://noticias.ambientebrasil.com.br/clipping/2005/03/05/18256-arpa-estuda-plano-de-negocios-para-unidades-de-conservacao-na-amazonia.html consultado dia 24/05/2010.

MINISTÉRIO DO MEIO AMBIENTE. Diretrizes para visitação em Unidades de Conservação. Secretaria de biodiversidade e Florestas. Diretoria de áreas protegidas. Brasília. Ministério do Meio Ambiente, 2006. 61p.
O ESTADO DE SÃO PAULO, Jornal. Amazônia Central é reconhecida como Patrimônio Natural da Humanidade. São Paulo. 02 de julho de 2003. Disponível em linha através do link http://www.riosvivos.org.br/canal.php?mat=1666 consultado dia 24/05/2010.
Prance, Ghillean. (1973) Phytogeography support for the theory of Pleistocene forest refuges in Amazon basin, based on evidence from distribution patterns in Caryocaraceae, Chrysobalanaceae, Dichapetalaceae and Lecythidaceae. Acta Amazonica, Vol. 3 no 3, pp. 5-28.
Ramousse, Didier et Salin, Elodie. Aires protégées des périphéries sudaméricaines : entre réserves stratégiques et valorisation patrimoniale. halshs-00476939, version 1, 28 de abril 2010. Disponível em linha através do link http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/47/69/39/PDF/Ramousse-Salin-JB.pdf consultado dia 24/05/2010.
Rodary, Estienne; Castellanet, Christian et Rossi, Georges. (2004) Conservation de la nature et développement: l'intégration impossible? Paris. Karthala, 310 p.
UNESCO. Patrimônio mundial no Brasil. Brasilia, UNESCO Brasilia/Caixa Econômica Federal, 2002, 304 p.
Vanzolini, Paulo Emilio e Williams, Ernst. (1970) South American anoles: the geographic differentiation and evolution of the Anolis chrysolepis species group (Sauria, Iguanidae). Part 1. Arquivos de Zoologia (São Paulo), Vol. 19 nos 1-2, pp. 1-124.
Wetterberg, Gary. (1985) Decade of Progress for South American National Parks. 1974-1984. National Park Service, U. S. Department of Interior. Washington, 125 p.

World Heritage Site of Pattadakal in Karnataka: Some Concerns for Promoting Tourism

Dr. Sandhya Anvekar
(M.S.Ramaiah Institute of Management)
&
Dr. Meena Mohite
(B.K. College)

Dr. Sandhya Anvekar
Designation: Prof. & Head-Research & Publications,
M.S.Ramaiah Institute of Management,
MSR Nagar, MSRIT P.O., BANGALORE-54.
KARNATAKA STATE, INDIA.
Email: sandhyaa@msrim.org; head.research@msrim.org

Dr.Meena Mohite
Professor of History, B.K.College,
Camp, BELGAUM-590 001.
Email: drmeenamohite@gmail.com

Authors would like to acknowledge all the respondents-tourists and the residents of Pattadakal for sparing their time and giving valuable responses during the twin surveys and to Ms.Savitha V., MSRIM Research Centre Assistant, for excellent assistance.

World Heritage Site of Pattadakal in Karnataka: Some Concerns for Promoting Tourism

Abstract:
Tourism is one of the sunrise and fast growing industries in the world. The diversity in India's culture, nature, and heritage has been attracting tourists from all over the globe. Tourism industry in India is expected to generate 1.24 crore jobs which would potentially trigger economic activities worth $90.4 billion, by attracting tourist spending at an estimated $10 billion in the country. The foreign tourist arrivals to India have touched 3.87 millions by September 2008, which is an increase of 10.4% over corresponding period of previous year. While the percentage increase in foreign tourist arrivals of 2007 over 2006 for the month of September was only 1.3%, the increase in 2008 has been as high of 9.6%. At the World Travel Awards – 2008 "Asia and Indian Ocean", India received the award for the leading destination in Asia.
With its booming economy, India had ascended from its 36th position in 2003 to the 5th in 2004 among the most-sought-after top 10 global destinations, according to the World Tourism and Travel Council.
Karnataka, one of the states of India, has a great potential to attract tourists from all over the world to its major destinations of tourist interests like arts and architecture, flora and fauna, religions and philosophy, wildlife and sanctuaries, wood and craft, dance and music, culture and heritage, cuisine to folklore. One of these tourist attractions are heritage sites and historical monuments. The centrally protected World Heritage monuments under the jurisdiction of Archaeological Survey of India records the number of foreign visitors to monuments in India in 2007 was 2.09 million as compared to 1.73 million in 2006. The world heritage sites at Pattadakala are highly potential tourism products that can play a developmental role in diversified contributions. Pattadakal is a global tourism product, recognised as world heritage site which has outstanding cultural or natural importance to the common heritage of humanity.
The trends in tourists' visits to these sites show a decline in the last few years indicating that they are not managed, maintained and explored commercially by the concerned authorities. The WH sites of Pattadakal are being neglected by Archaelogical Department on cause of indifference and non promotion; and even by tourists due to paucity of basic amenities and assistance. In fact, the tourism policy of 'Incredible India' with a theme campaign of Indian hospitability 'Aathiti Devo Bhava' can open a passage to Indian heritage and monuments through tourism promotion.
The article, through a pilot survey of international and domestic tourists, explores the deficiencies leading to tourist dissatisfaction and backwardness of these sites in their development. Authors articulate a model of promoting these places through Public Private Partnership to utilize the undiscovered tourism potential of these historical monuments.

Keywords: WHS, Pattadakal, Karnataka, Tourism, Promotion

World Heritage Site of Pattadakal in Karnataka: Some Concerns for Promoting Tourism

1. Introduction

Tourism is a service where an intangible experience is marketed with a blend of allied services combined by several intermediaries. It refers to attracting people from various points to a certain place, providing them accommodation, hygienic and quality food, entertaining and finally helping them to a passage on the onward journey or to get back to their home with all best efforts. A tourist destination is marked by pleasing weather, scenic attraction, having historical, archaeological and cultural traditions, basic amenities and entertainment (Anvekar, 2007). It is the fastest growing industry in the world.. It has been identified as an important avenue for employment and income generation, foreign exchange earnings and at the same time having a multiplier effect on the economy. The expenditure of the tourist circulates at all the three levels of the economy: National regional, and Local (Piplani, 2001). Tourism is now recognised as a sunrise industry with an impressive growth rate of 11 per cent. By 2014, it is expected to provide for 26 crore jobs worldwide, thus generating 8.6 per cent of the total employment and contributing 10.4 per cent of the GDP across the world. It accounts for one in every 17 jobs created (Hindu BL 2007). It has become a key economic driver globally, and is one of the main sources of income for many developing countries today (Srinivasan, 2007). International tourism receipts totalled $682 billion in 2005 while arrivals, at 842 million in 2006, registered a five-fold growth over the last three decades. The United Nations World Tourism Organisation (UNWTO) estimates that international tourist arrivals will touch the one-billion mark by 2010 and the centre of activity will be the Asia-Pacific region (Ibid).

Many developed countries have 70 percent or more GDP coming from services. Even in India, around 50 percent of GDP comes from the service sector (6) Tourism industry in India is expected to generate 1.24 crore jobs which would potentially trigger economic activities worth $90.4 billion, by attracting tourist spending at an estimated $10 billion in the country. With its booming economy, India had ascended from its 36th position in 2003 to the 5th in 2004 among the most-sought-after top 10 global destinations, according to the World Tourism and Travel Council. (Hindu BL, 2007)

The diversity in India's culture, nature, and heritage has been pulling tourists from all over the globe. Due to increase in foreign travel to India, the country's foreign exchange earnings from tourism sector during the first half of 2007 registered a 14.4 per cent growth in rupee terms and 20.6 per cent growth in terms of US dollar. Earnings during the period rose to Rs 18,258.57 crore ($4,293.46 million) from Rs 15,958.14 crore ($3,559.74 million) in the corresponding period of a year (Hindu BL, 2007). The foreign tourist arrivals in the country between January-July 2007 registered 11.9 per cent growth with the increase in number to 27, 64361 from 24, 69,506. (Ibid)

India was adjudged Asia's leading destination at the regional World Travel Awards (WTA) ceremony alongwith the Leela Goa as Leading Resort and Oberoi Hotels & Resorts as Leading Luxury Hotel brand in 2007 (Ibid). India Tourism Development Corporation (ITDC) has recorded a net profit of Rs 44 crores during April-December 2006 (Ibid). The unique features of Indian tourism as country's diversity, spirituality and simplicity have been the key drivers of major tourist attractions. Thus it can be stated that tourism has become a key economic driver globally, and is one of the main sources of income for many developing countries like India.

2. Karnataka-A Rural Tourism Destination

India is one of the historically important and culturally relevant tourist destinations. Archaeology, which comes under culture, opens many heritage sites and historical monuments as tourist attractions. Karnataka holds its charm in the intriguing mix of tourist attractions, which makes it favourite with the tourists across the globe (12). Karnataka, one of the states of India, has a great potential to attract tourists to all major destinations of tourist interests like attractions of arts and architecture, flora and fauna, religions and philosophy, wildlife and sanctuaries, wood and craft, dance and music, culture and heritage, cuisine to folklore. All this is apart from the fact that it has been the Culture Center for hundreds of years and its testimony stands spread across the State pulling millions of Tourists from all parts of the World to Karnataka (13). Its competencies of the crafts, culture and cuisine of village en route to eco and rural tourism destinations. This synergy not only helps the tourism industry but also creates rural entrepreneurship and economic growth (14). Karnataka has already built a strong brand in the IT sector, and has now totally turned its attention towards tourism as a crucial driver of its economy (15). The state received 3.78 crore domestic and 5.34 lakhs foreign tourists in 2007 which increased from 1.11 crores (domestic) and 2.5 lakhs (foreign) travelers in 2003 with 86.7 lakhs and 59.5 thousands respectively in 2002 and 1.4 crores (domestic) and 1.4 lakhs (foreign) travelers in 2001 (ITS, 2006).

Situated on the western peripheral of the Deccan plateau, Karnataka is the 8th largest state of India both in terms of area and population. It has rightly been named as 'Cradle of stone architecture' - it has profusion of monuments, including, the cave temples of Badami and Aihole, domes and minarets of Bijapur, the World Heritage Center at Pattadakal (Ibid). This research paper focuses on the world heritage site-Pattadkal as rural tourism product and analyses the manageable marketing issues that can be policy concerns for making this product as competent, viable and effective tourism destinations in Karnataka.

2.1 Profile of the World Heritage Tourism Products:

Pattadakal has been recognised as a 'world heritage site' by **UNESCO**. A UNESCO World Heritage Site is a specific site (such as a forest, mountain, lake, desert, monument, building, complex, or city) that has been nominated and confirmed for inclusion on the list maintained by the international World Heritage Programme administered by the UNESCO World Heritage Committee, composed of 21 State Parties (countries). The programme aims to catalogue, name, and conserve sites of outstanding cultural or natural importance to the common heritage of humanity (18).

The world heritage centre Pattadakal, referred to as Petrigal by Ptolemy, is situated on the banks of the Malaprabha River. It was also known as Raktapura (Red Town) & Pattadakal Kisuvolal as the sand stone here is reddish in colour. This World Heritage Centre has 10 major temples representing early Chalukyan architecture. This place reached its pinnacle of glory under the Chalukyas from the seventh to the ninth centuries functioning as a royal commemorative site. The group of about ten temples, surrounded by numerous minor shrines & plinths, represents the climax of early Western Chalukyan Architecture. King Vikramaditya II (734 - 745 AD) and his art loving queens Lokmahadevi & Trailkyamahadevi, brought sculptors from Kanchipuram to create fantasies in stone in Pattadakal (19).

The total number of tourists visiting Pattadakal world heritage site were 1.37 lakh in 2003 and 2002, 1.2 lakh in 2001 which indicates a demotivating trend. (20) Further there is no data available on tourists' visits for the last few years. These trends indicate that the tourist product of Pattadakal is not developed and remains unutilized commercially.

3. Rural Tourism Potential of Pattadakal:

The world heritage centre Pattadakal has great potential as rural tourism product for global market of tourists. The potential of these heritage and historical monuments is apparent from these facts-

- Pattadakal is a global tourism product, recognised as world heritage site which has outstanding cultural or natural importance to the common heritage of humanity.
- The tourist product here can give exposure to Indian heritage and opportunity to explore art and architecture especially the stone architecture.
- The 'Incredible India' campaign of Indian tourism promotion can open a passage to Indian heritage and monuments especially of one of the premier rulers of South India, the Chalukyas.
- The Indian tourism concept of 'Aathiti Devo Bhava' is more practiced in rural India than anywhere else. (21)
- Pattadakal comes under the Archaeological survey of India, southern circle, which has national significance and can be developed as a viable tourist product.
- This place has a niche in historical research that can be promoted for historians, researchers and general tourists' interests.
- The promotion of rural tourism product of Pattadakal can develop the infrastructure, surrounding regions and many allied industries.
- This can be an impetus for cultural exchange between Indians and the global tourists.
- It also can pave a way for incremental revenues to the Karnataka state exchequer.
- WHS of Pattadakal can be a socially responsible venture and can be termed as 'social marketing product' that yields invaluable returns to the Indian and global lovers of art and history.

4.0 WHS of Pattadakal and Tourism Promotion

A tourism product should be viewed as a package of offerings designed to attract and serve the customer or visitor. Recreation and tourism businesses and communities should develop both external and internal marketing mixes for different target markets. (22) The external marketing mix includes product/service, price, place/location, and promotion. Internal marketing is creating an atmosphere in which employees desire to give good service and sell the business/community to visitors. It includes hospitality and guest relations, quality control, personal selling and employee morale.

The present paper tries to explore the awareness and preference of tourists to develop these heritage sites as tourist products. It also tries to understand the local residents' potential in developing these sites and managing them effectively for tourism promotion. For these purposes two different surveys were conducted-one for the tourists being the customers for these tourism products; another for the locals of this place who can be partners in the tourism promotion.

A survey of around 100 domestic and foreign tourists was conducted on these sites the sample being chosen randomly. **(Table 1)** The primary data was collected by questionnaires focusing on their demographic profiles, services utilized by them before visiting these sites, services available on sites; on maintenance and management of these sites. The secondary data was collected from various related journals, magazines, textbooks and websites. The simple percentage analysis was utilized to analyze the collected data. Simple pie and bar graphs were also used to interpret the findings.

Similarly a survey of around 50 residents of Pattadakal was conducted on the sample being chosen randomly. **(Table 5)** The primary data was collected by questionnaires focusing on their demographic profiles; qualitative data on maintenance and management of these sites. The analysis was done by the simple percentage method.

4.1 Results and discussions on the surveys:

Details on tourism aspects revealed that 46% travel with family members, 50% for recreation and 74% take private accommodation. 52% are aware of the historical relevance of these sites and almost 88% use road transport. (Table2)

4.1.1 Findings of the Tourist Survey: (Tables 3 & 4)

- Tourists expressed dissatisfaction on basic amenities around tourist spots prominent being-Accommodation, Local Transportation, Shopping, Food & Refreshments, Processed Food, Water & toilets, Medicines & Health goods, Garments, entertainment facility etc.
- Majority of the tourists expressed satisfaction on other amenities.
- Majority of the tourists opined positively over marketing issues of these tourism products' issues.

Locals' survey indicated that 32% are aware of the global importance of these sites only by newspapers. 51% visit the sites many a times in a month and 47% visit them casually. (Table 6)

4.1.2 Findings of the Locals' Survey: (Table 7)

- Majority of the locals expressed their positive opinions on marketing related issues around the WHS Pattadkal.
- Display of art & craft goods at WHS venue was the only parameter where they expressed not much of positive opinion.
- When asked about their participation and involvement in maintenance and promotion of these sites, 8% agreed on monetary investment;
- 19% expressed honorary assistance; 10% said they will assist the tourists;
- 6% want to supply the basic amenities and 15% said will provide hospitality.
- 19% said will participate in Government activities and 19% wanted to do self-help.
- 4% expressed their participation in brand building of these tourist products.

5. Concerns for Promoting Tourism

Although there are many initiatives towards promotion of tourism, Karnataka heritage tourism still has many more major issues to deal with like-

- Around 750 monuments are protected but almost 25000 are still unprotected monuments.
- Rapid urbanization causing destruction of monuments.
- Maintenance and development of heritage sites due to shortage of funds and trained staff.
- Lack of facilities at heritage sites and tourists spots.
- The basic amenities around tourist spots prominent being-Accommodation, Local Transportation, Shopping, Food & Refreshments, Processed Food, Water & toilets, Medicines & Health goods, Garments, entertainment facility etc. are to be developed.
- Display of art & craft goods at WHS venue should be more attractive.

- Almost all of the locals around these tourist sites have expressed their participation in maintaining and marketing these products more effectively where a model of PPP (Public-Private-Partnership) can be worked out.
- More contribution can be done by private sector involvement.
- Aggressive brand positioning is required.

5.1 Model of Public-Private-Partnership (PPP) for promoting tourism

The surveys paved a way for formulating a framework of PPP-Public Private Partnership in maintaining, and developing the WHS of Pattadakal for promoting tourism. The conceptual framework suggests the involvement of the locals with the government officials and the self help groups in the following activities relating to promotion of WHS of Pattadkal in the following manner (Table 8).

Conclusion:

In coming days in Karnataka, the prime areas of focus for development will be heritage tourism, eco tourism, health tourism and coastal tourism. As part of its increased focus on tourism, the Department of Tourism has also formulated a draft tourism policy for the period 2007-08 to 2011-12. The policy, according to the department aims to make tourism Karnataka's principal and largest economic activity as an employer, tax generator and as an engine of growth.

One of the tourist favourite states of India, Karnataka, opens many heritage sites and historical monuments as tourist attractions. (Table 9) Being highly potential for tourism marketing, Karnataka tourism can play a developmental role but is not explored commercially by the concerned authorities. There is a need for promoting tourism through public private partnership to utilize its tourism potential. A proper blend of commitment from Public-Private-Partnership may uplift the face of Karnataka tourism.

The rural tourism marketing potential of Pattadakal- a World Heritage Site remains unutilized as emerged by the research conducted by the authors. Along with the research findings, the serious implication explored was the negligence of authorities and the local bodies who are either not aware about the developmental role of tourism and market potential of these tourism products or are constrained by the policies and lack of funds. A proper blend of marketing internal and external mix along with commitment from Public-Private-Partnership may uplift the face of these tourism products and make them commercially viable for the developmental role played by a rural tourism product.

The concern of this research paper was to explore the marketing importance of this tourist product and to enlighten the state authorities on a need for an effective marketing strategy and utilize the hidden potential that lay unexplored in these heritage monuments for centuries as a forgotten history itself.

Bibliography

1. Anvekar Sandhya. (2007) Hotel Economics, Bangalore, Yashwini Publishers.
2. Piplani NK. (2001) Strategies for Marketing Rural Tourism in India, International Conference on Rural Tourism, Rajastan.
3. The Hindu Business Line (Nov.17, 2007) India.
4. Srinivasan Vanitha. (2007) Global Trends in Tourism-Breaking the Billion Barrier, article posted on google.com
5. Ibid.
6. Nargundkar R. (2006) Services Marketing, Tata McGraw Hill, India.

7. The Hindu Business Line. (Nov.17, 2007) Ahmedabad, India.
8. The Hindu Business Line.(Jan..17, 2007) Kolakata,India.
9. Ibid.
10. The Hindu Business Line. (July.22, 2007) Bangalore, India.
11. The Hindu Business Line. (Jan.17, 2007) New Delhi, India.
12. www.karnatakatourism.com
13. Ibid.
14. Ibid.
15. w.w.w.Indiatours.com
16. India Tourism Statistics. (2006) Government of India, Ministry of Tourism, New Delhi.
17. Ibid.
18. www.whc.unesco.org
19. www.karnataka.com
20. India Tourism Statistics. (2006) Government of India, Ministry of Tourism, New Delhi.
21. Piplani NK. (2001), Strategies for Marketing Rural Tourism in India, International Conference on Rural Tourism, Rajastan.
22. Mahoney E. & Warnell G. (1987) Tourism Marketing, Michigan State Univ., USA.

Table 1-Demographic profile of the respondents (Tourists in Percentage)

Variable	No. of respondents
Gender	
Male	46
Female	54
Foreign	32
Domestic	68
Age	
Below 20 years	4
20-30 years	32
30-40 years	42
Above 40 years	22
Education	
Below 10th	2
Degree	68
Post graduation	8
Above post graduation	6
Any Other	16
Occupation	
Government Employees	20
Business	32
Professionals	12
Agriculture	4
Teachers	4
Housewife's	4
Any Other	24

Table 2
Details on Tourism Aspects

Variable	No. of respondents
Travel Pattern	
Alone	8
With Family	46
With Friends	42
Package Tour	4
Purpose of Travel	
Recreation	50
Academic	14
Business Travel	4
Pilgrimage	0
Friends & Relatives	32
Mode of Transportation	
Rail	10
Air	12
Own Vehicle	20
Travel Agent	6
Government Business	22
Hired Vehicle	30
Accommodation	
Private Hotel	74
Guest House	12
KSTDC Hotels	4
Relatives	4
Any Other	8

Table 3
Tourists' Perceptions on Satisfaction (in %)

Variable	S	DS
Accommodation Local	28	72
Transportation	28	72
Shopping Food &	22	78
Refreshments	20	80
Processed Food Water	14	86
& toilets Medicines &	18	82
Health goods	28	72
Garments Art & Craft	24	76
goods Electronic	58	42
goods Printing &	58	42
publishing	54	46
Entertainment facility	44	56
Safety / security Local	70	30
Guides Local	78	22
Assistance	76	24
Information Centers	70	30
Onward Journey	74	26
Assistance Foreign	54	46
Exchange Internet /	64	36
Telephones Police	68	32
Assistance Insurance	72	28

S = Satisfied
DS = Dissatisfied

Table 4
Tourists' Opinion on Marketing related Issues (in %)

Variable	S	DS
Location map to WH sites	52	48
Linkage with nearest	94	06
tourist spot Preservation of	80	20
monuments Maintenance	72	28
of Monuments Protection	82	18
of Monuments Awareness	82	18
of Monuments Hospitality	78	22
of Localities Local	78	22
Assistance for visit Safely	78	22
around WH sites	72	28
Cleanliness around WH	78	22
sites Medical assistance on	78	22
emergency Quality of	76	24
guides knowledge	78	22
Literature on Monuments		
Display of art & craft		
goods at WHS venue		

S = Satisfied
DS = Dissatisfied

Table 5
Demographic profile (Locals in %)

Variable	No. of respondents
Male	64
Female	36
Age	
Below 20 years	19
20-30 years	41
30-40 years	22
Above 40 years	18
Education	
Below 10th	6
Degree	47
Post graduation	9
Above post graduation	6
Any Other	32
Occupation	
Government Employees	6
Business	22
Professionals	19
Agriculture	6
Teachers	38
Housewife's	9
Social Status	
Community Head	6
Social Workers	16
Residents	69
Government Officials	9
NGOs	0
Domicile Status	
Below 1 Year	13
1 – 5 Years	21
5 – 10 Years	16
Above 10 Years	50

Table 6
Details on Tourism Aspects

Visits to WHS	
Every Day	03
Once in a Week	31
Many Times	19
Specifically	41
Rarely	06
Purpose of Visit	
Casual	47
Religious	22
Official	09
Personal	22

Table 7
Locals' Opinion on Marketing Issues
(In Percentage)

Variable	S	DS
Location map to WH sites	85	15
Linkage with nearest tourist	87	13
spot Preservation of	75	25
monuments Maintenance of	85	15
Monuments Protection of	88	12
Monuments Awareness of	62	38
Monuments Hospitality of	79	21
Localities Local Assistance	82	18
for visit Safely around WH	60	40
sites Cleanliness around WH	63	37
sites Medical assistance on	66	34
emergency Quality of guides	68	32
knowledge Literature on	57	43
Monuments Display of art &	47	53
craft goods at WHS venue		

S = Satisfied
DS = Dissatisfied

Table 8
Model of P-P-P

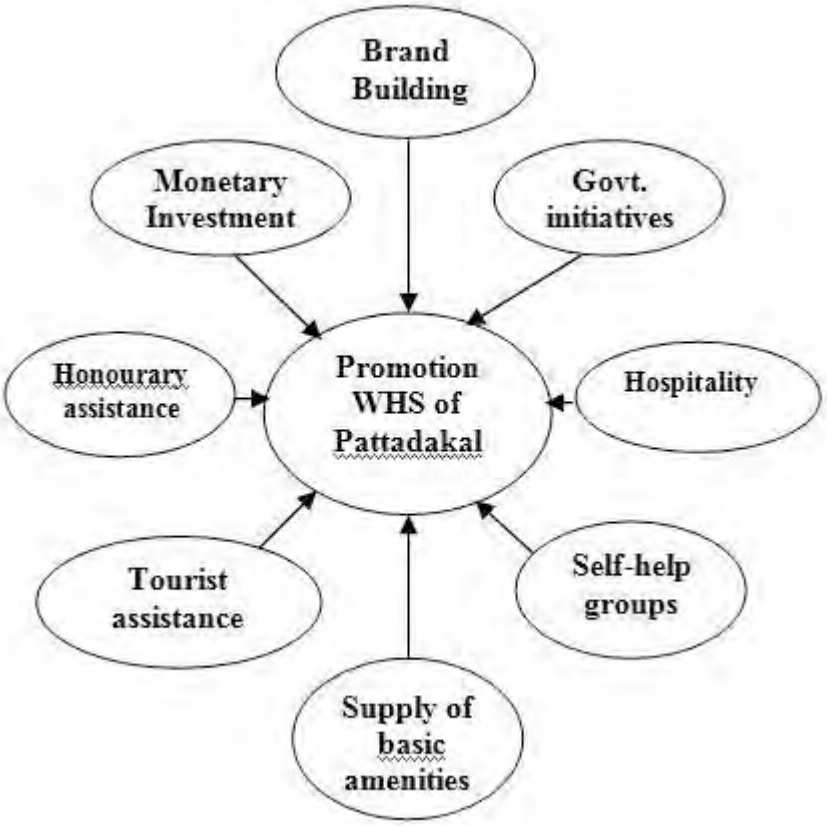


Table 9-Fascinating facts about Karnataka Tourism

- Karnataka Tourism is branded as 'a land of many worlds' or 'one state many worlds' in the sense it offers showcases of wildlife, adventure, culture, heritage, art, food and cuisine, medicine, literature all in a single tourist package.
- It has 21 wildlife sanctuaries and 5 national parks.
- It is a home to more than 500 rare species of birds.
- The town of Hampi was referred as 'bigger than Rome' by foreign tourists during 15th and 16th centuries.
- Hampi has 54 world heritage monuments and 650 national monuments.
- Aihole is named as 'cradle of Hindu Rock architecture' that has 125 temples and monuments built between 450 and 1100 C.C.
- Badami is nicknamed as 'town of cave temples' carved out of sandstone hills.
- Gokak falls is named as 'mini niagara' of India.
- A mosque in Gulbarga fest resembles the great mosque of Cardova in Spain.
- Gokarn as a pilgrimage centre is dubbed as 'Dakshin Kashi' of India.
- Netrani Island of Uttar Kannada is well known for coral reefs.
- Chandraratna Basti built in 1429 has 1000 pillared hall.
- The Shiva idol of 123 feet in Murdeshwar temple complex is the tallest Hindu idol in the world.
- Medikeri is known as 'Scotland of India' due to its scenery and natural resources.
- City of Belgaum is known as 'Chota Mahabaleshwar', a hill station due to its natural beauty and climatic conditions.
- To reach to the statue of Lord Bahubali at Shravanabelagola one has to ascend 614 rock cut steps.
- Hill of Shivaganga has four faces in four directions-Nandi from east, Ganesh from West, Linga from South and Cobra with hood spread from north.
- Hogenkkal falls are also called as 'smoking rocks' because of the mist being formed on them.
- Western ghats running through south-north Karnataka are one of the 25 biodiversity hotspots of the world.
- Jog falls of Shimoga district is one of the highest waterfalls in Asia.
- Karnataka has highest elephants and Gaur bison population.
- Eco-tourism is the most popular activity of Karnataka tourism.
- Karnataka has highest number of approved health systems and alternative therapies in India.

La mise en communication touristique du « Réseau des sites majeurs Vauban » par les collectivités territoriales en Bretagne : étude de cas de la Tour de Camaret

Manuelle Aquilina
(MCF Histoire contemporaine du patrimoine)
&
Claire Maheo
(MCF Sciences de l'Information et de la Communication)

Manuelle Aquilina
MCF Histoire contemporaine du patrimoine
Laboratoire IREA EA 4251 (Université de Bretagne Sud)
Université Catholique de l'Ouest – Bretagne sud
Le Vincin 56 610 ARRADON
Courriel : manuelle.aquilina@uco.fr

Claire Maheo
MCF Histoire contemporaine du patrimoine
Laboratoire IREA EA 4251 (Université de Bretagne Sud)
Université Catholique de l'Ouest – Bretagne sud
Le Vincin 56 610 ARRADON
Courriel : claire.maheo@uco.fr

La mise en communication touristique du « Réseau des sites majeurs Vauban » par les collectivités territoriales en Bretagne : étude de cas de la Tour de Camaret

Résumé :
Cet article analyse la mise en communication touristique du « Réseau des sites majeurs Vauban », monuments français inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco en juillet 2008. Vauban était le commissaire général aux fortifications de Louis XIV et possédait un véritable génie dans l'art de la fortification, son influence s'est étendue bien au-delà des frontières françaises. Cette inscription concerne douze sites très différents distribués sur l'ensemble du territoire hexagonal et intégrés depuis trois siècles dans des espaces très variés tant sur le plan géographique (littoral, île, montagne, plaine) que sur le plan culturel. Le label, en inscrivant un seul bien pour plusieurs sites, construit de fait un « lieu » particulier, virtuel, un « lieu Unesco » qui installe sur un même plan communicationnel ces territoires et communes très disparates. L'attraction touristique du territoire environnant le site majeur Vauban semble trop souvent idéalisée, apparaissant aux yeux de certains acteurs locaux comme un fort levier économique qui instaure des flux de tourisme culturel. Or cette installation de flux touristiques ne peut s'effectuer que si le territoire local est investi entièrement. Ce qui pose la question centrale de l'implication des collectivités locales. En rappelant la naissance du projet « réseau Vauban » et son évolution, nous nous concentrerons sur l'analyse de la mise en valeur touristique de la « Tour dorée » à Camaret-sur-mer dans le Finistère. Cette tour, seul monument Vauban de Bretagne labellisé par l'Unesco, dans une région qui ne compte pas moins de vingt huit témoignages de fortifications Vauban, semble souffrir autant du manque de budget de la commune que de la difficulté pour les acteurs politiques et associatifs locaux de bâtir ensemble une véritable stratégie pour la mise en communication et le développement culturel du lieu. Nous tenterons donc d'évaluer, dans une perspective communicationnelle, les écueils et réussites de la mise en valeur culturelle et touristique par la commune de Camaret du label Unesco.

Mots clés : Réseau Vauban, tourisme culturel, Internet, collectivités territoriales, communication touristique.

La mise en communication touristique du « Réseau des sites majeurs Vauban » par les collectivités territoriales en Bretagne : étude de cas de la Tour de Camaret

En juillet 2008 en France, le « Réseau des sites majeurs Vauban » est inscrit au Patrimoine mondial de l'Unesco. Vauban était le commissaire général aux fortifications de Louis XIV et possédait un véritable génie dans l'art de la fortification. On disait à son époque : « ville assiégée par Vauban, ville prise ; ville fortifiée par Vauban, ville imprenable ».

Cette inscription concerne douze sites différents distribués sur l'ensemble du territoire hexagonal. Ces monuments sont intégrés depuis trois siècles dans des territoires très variés tant sur le plan géographique (littoral, île, montagne, plaine) que sur le plan culturel : en effet, l'histoire de certains de ces sites marque le territoire régional dans lequel ils sont inscrits de manière symbolique forte (par exemple la citadelle de Besançon qui imprime dans la pierre le pourvoir du roi de France aux marges de son royaume).

Notre perspective entend ici interroger la mise en communication touristique du bien Unesco. L'inscription au patrimoine étant reconnaissance, il suscite naturellement l'intérêt des touristes[1]. L'Unesco, en inscrivant un seul bien pour plusieurs sites, construit de fait un « lieu » particulier, virtuel, un « lieu Unesco » qui installe sur un même plan communicationnel des territoires et communes très disparates, tant par la taille et l'ampleur des monuments concernés que pour le poids de leur attrait touristique.

Cet attrait touristique d'ailleurs amplifie l'attraction touristique du territoire environnant le site majeur Vauban. De ce point de vue, l'inscription Unesco semble trop souvent idéalisée par certains acteurs locaux : elle est ainsi systématiquement considérée comme un fort levier économique permettant d'instaurer sur leur territoire des flux de tourisme culturel corrélatifs au site inscrit. Or cette installation de flux touristiques ne peut s'effectuer que si le territoire local est investi entièrement. Ce qui pose la question centrale de l'implication des collectivités et des populations locales, implication qui peut être autant passive (acceptation du tourisme sur la commune) que active (la population devenant acteur du tourisme).

En rappelant la naissance du projet « réseau Vauban » et son évolution, nous nous concentrerons sur l'analyse de la mise en valeur touristique de la « Tour dorée » à Camaret-sur-mer dans le Finistère. Cette tour, seul monument Vauban de la région Bretagne à faire partie du réseau labellisé par l'Unesco, dans une région qui ne compte pas moins de vingt huit témoignages de fortifications Vauban, semble souffrir autant du budget limité de sa petite commune, que de la difficulté des acteurs politiques et associatifs locaux à bâtir ensemble une véritable stratégie pour la mise en communication et le développement culturel du lieu.

L'inscription au patrimoine mondial fait en effet entrer le bien inscrit dans une catégorie autre que locale, nationale ou même européenne : cette inscription propulse le site sur le plan mondial. Cette dimension, spécifique de l'Unesco, oblige la commune concernée à travailler en réseau et s'appuyer sur les autres collectivités de son territoire. Cependant, les

[1] L'inscription concerne 33 biens en France : « Les derniers en date : Réseau Vauban en 2008, Provins, Val de Loire, Le Havre, Bordeaux ; lagons de Nouvelle Calédonie) La limitation pour les pays d'Europe occidentale à un bien culturel et un bien naturel par an, amène le développement de réseaux thématiques. » in Nicolas Faucherre, historien de la fortification, expert du réseau Vauban (Université de Nantes). Intervention au colloque international Valoriser les Patrimoines Militaires 22-24 octobre 2008, Brest, UBO (CRBC –VPM).

conséquences de cette dimension Unesco ne semblent pas être encore bien comprises dans toutes ses implications par la commune responsable, comme nous le verrons. Cette coopération incontournable s'établit autour d'un programme qu'il faut bâtir, puis surtout réaliser !

Dans un premier temps, nous verrons la naissance du réseau des sites Vauban, l'inscription des sites et donc la manière dont s'est créé le « lieu Vauban ». Cela posera notamment la question de la possibilité d'une gestion commune de l'image des « sites majeurs du réseau Vauban ». Ensuite nous aborderons plus précisément le cas du site de Camaret, la Tour dorée et nous verrons comment le réseau des sites impulse une dynamique et quelles conséquences cela génère pour la commune. Enfin, nous étudierons la manière dont les acteurs publics bretons se font le relais du réseau Vauban, et récupèrent ou non le label pour assurer la promotion de l'ensemble des sites Vauban en Bretagne.

Nous tenterons donc d'évaluer, dans une approche critique de la communication, les écueils et réussites de la mise en valeur culturelle et touristique de l'inscription Unesco appliquée à la tour Vauban. En particulier, nous analyserons les différents moyens de communication mis en place par la commune de Camaret et les autres collectivités territoriales en insistant sur leurs sites Internet.

D'un point de vue plus global, il conviendra aussi de s'interroger en terme de marketing touristique sur les éventuels produits que le réseau Vauban propose aux visiteurs des monuments et sur leur pertinence en regard avec la complexité des réseaux locaux de mise en valeur culturelle des territoires.

1. La proposition d'inscription des sites Vauban en France

1.1 Les origines du projet et le rôle de la ville de Besançon dans la dynamique du réseau

Aux origines de ce projet, se trouvent les initiatives individuelles des maires de Besançon, Briançon et Neuf-Brisac (2002) qui s'associent pour constituer dès 2004 le Réseau Vauban (expertise scientifique et identification des sites candidats). L'année suivante, le Réseau des Sites Majeurs de Vauban, association loi 1901, est créé. Il faut noter dès le départ le rôle prépondérant et particulier de l'AudaB (l'agence de l'urbanisme de l'agglomération de Besançon)[2], qui est mandatée pour réfléchir et aider à la réalisation du dossier de candidature. Elle accompagne depuis tous les sites dans la réalisation de leurs plans de gestion et coordonne les initiatives transversales à l'intérieur du réseau.

L'expertise scientifique a été réalisée par Nicolas Faucherre, professeur d'université spécialiste de la fortification, qui a élaboré un inventaire raisonné[3]. Devant la synthèse de ce

[2] L'implication de l'agence est importante pour la dynamique du réseau : l'agence a acquis une expertise certaine (notamment avec l'inventaire des sites Vauban en Europe), ce que recherche l'Unesco pour des projets de soutiens internationaux. L'AudaB a pour objectifs de coordonner les actions des villes dont les fortifications de Vauban sont inscrites au patrimoine mondial, de favoriser le développement d'un réseau touristique et culturel de valorisation et de gestion des sites de Vauban. L'agence est chargée également d'initier des projets propres au réseau : formation du personnel, création d'une base de données et d'un centre de ressources à vocation internationale, et d'impulser des réflexions nouvelles.

[3] 158 sites sont répertoriés (dont 32 en Belgique, Allemagne, Italie, Suisse, Luxembourg, Canada) et différents critères croisés allant de l'importance dans l'œuvre de Vauban à l'état de conservation des sites. Chaque site est noté sur 10 et seuls les sites au dessus de 8/10 sont retenus. Cf. Annexe 1 : carte de tous les sites fortifiés par Vauban en France : on en trouve beaucoup dans le nord et l'est de la France car c'est sur ces frontières que Vauban construit le « Pré Carré » du roi.

travail, le 31 mars 2006, le conseil scientifique du réseau et le comité interministériel prennent la décision de modifier la thématique : ce n'est plus "les sites du génie" de Vauban, mais "l'Œuvre" de Vauban[4] qui sera proposé à l'Unesco.

En définitive, l'Œuvre de Vauban inscrite comprend 12 groupes de bâtiments[5] fortifiés et de constructions le long des frontières nord, est et ouest de la France . Ils constituent les meilleurs exemples du travail de Sébastien Le Prestre de Vauban (1633-1707), l'architecte militaire de Louis XIV. En effet, l'Œuvre de Vauban constitue une contribution majeure à l'architecture militaire dans le monde. Elle cristallise les théories stratégiques antérieures en un système de fortifications rationnel basé sur un rapport concret au territoire. Elle témoigne aussi de l'évolution de la fortification européenne au XVIIe siècle et a produit des modèles employés dans le monde entier jusqu'au milieu du XIXe siècle, en illustrant une période significative de l'histoire.

Les sites sélectionnés représentent ainsi les trois systèmes de fortification à la Vauban - citadelles, enceintes urbaines à bastions, tours bastionnées-, une adaptation aux ouvrages préexistants, des villes neuves créées ex-nihilo, l'adaptation aux sites géographiques : mer, plaine, montagne. Y figurent ainsi des forts de montagne, des forts de côte, une batterie de montagne et deux structures de communication en montagne. Les sites sont également inscrits pour leur diversité en tant que témoins de l'apogée de la fortification bastionnée classique, typique de l'architecture militaire occidentale : enceinte urbaine, citadelle, fort avancé, fort à la mer, ville neuve, camp retranché, inondation défensive.

Parmi les autres facteurs ayant contribué à la réussite du projet, la gestion de la part de l'État et des collectivités locales donne des garanties satisfaisantes et des réponses aux risques naturels et touristiques encourus, cette protection légale se double de la qualité paysagère des sites et de leurs environs qui suivent une politique de sauvegarde et de mise en valeur[6]. De ce point de vue le rôle du réseau est à souligner car il a la charge de mettre en

---

[4] Les critères Unesco retenus justifiant la valeur universelle exceptionnelle de l'œuvre de Vauban sont au nombre de trois :

- Critère (i) : les réalisations de Vauban témoignent de l'apogée de la fortification bastionnée classique, typique de l'architecture militaire occidentale des temps modernes et le rayonnement de la pensée de l'architecte est universel pour son application dans le monde entier jusqu'au milieu du XIXe siècle *(critère I : « Représenter un chef-d'œuvre du génie créateur humain »)*
- Critère (ii) : le rôle de Vauban dans l'histoire de la fortification est majeure. L'imitation de ses modèles-types de bâtiments militaires en Europe et sur le continent américain, la diffusion en russe et en turc de sa pensée théorique comme l'utilisation des formes de sa fortification en tant que modèle pour des forteresses d'Extrême-Orient, témoignent de l'universalité de son œuvre.
- Critère (iv) : L'œuvre de Vauban illustre une période significative de l'histoire humaine. Elle constitue une œuvre de l'esprit qui s'est appliquée à la stratégie militaire, à l'architecture et à la construction, au génie civil et à l'organisation économique et sociale. *(critère IV Unesco : « Offrir un exemple éminent d'un type de construction illustrant une période significative de l'histoire humaine »)*

[5] Cf. Annexe 2 : carte des 12 sites retenus par Unesco : 12 sites (13 communes) = 1 seul bien inscrit au patrimoine mondial / 6 sites sont propriétés de l'État, dont 3 en vente, deux appartiennent à des propriétaires privés.

[6] Les monuments font notamment l'objet de campagnes de restauration qui relèvent du Ministère de la culture via les Monuments Historiques.

commun, comme nous allons le développer ci-dessous, les expériences en matière de restauration : *« La série en tant que telle, et non les sites individuels, doit représenter la valeur universelle exceptionnelle qui justifie son inscription sur la liste du Patrimoine mondial »*[7].

I.2. Le réseau Vauban : atouts et limites

Le réseau est coordonné autour d'une structure spécifique, la Mission du réseau Vauban qui assure depuis 2007, le rôle d'interface entre les biens inscrits, les services de l'Etat et l'Unesco. Ses ambitions affichées sont d'aller au-delà de l'inscription au Patrimoine mondial et d'œuvrer à des relations avec l'hémisphère sud, notamment avec l'expertise acquise par l'agence d'urbanisme AudaB.

Le projet culturel du réseau est de mettre en valeur toutes les facettes de l'œuvre de Vauban à travers les thématiques propres à chaque site. Ainsi, les plans de gestion reflètent les projets culturels des différents sites[8] :

- Besançon et Vauban, l'homme du bien public, le plus grand des sites classés (195 ha)
- Blaye/Cussac-Fort-Médoc : la réutilisation des fortifications médiévales pour l'instauration d'un verrou sur un estuaire,
- Briançon et la structuration du paysage par les fortifications,
- Longwy, de la ville neuve à la ville phoenix,
- Mont-Dauphin : l'approvisionnement d'une place forte,
- Mont-Louis : la continuité de l'occupation militaire d'une citadelle,
- Neuf-Brisach : la synthèse de l'œuvre de Vauban,
- Saint-Martin-de-Ré, Vauban et l'ouverture au monde,
- Saint-Vaast-la-Hougue : l'évolution des relations maritimes à travers la perception de tours guerrières devenues tours paysagères,
- Villefranche-de-Conflent : le chantier de construction,
- La tour dorée de Camaret, exemple de fort à la mer et batterie basse, le plus petit site.

Chaque site représente une force de proposition, ainsi les initiatives sont multipliées et mutualisables entre les différents lieux. Mais, ces initiatives ont souvent une visibilité limitée, du fait de l'éparpillement des sites sur le territoire français et du manque de lieu emblématique. Cela pose notamment un problème en terme de communication touristique : il est en effet impossible de proposer aux touristes de visiter tous les sites, les distances sont trop grandes[9]. En cela, le réseau se distingue d'autres séries inscrites précédemment par l'Unesco, comme par exemple les Béguinages Flamands en Belgique. En revanche, le site Internet du réseau, qui réunit les images virtuelles des douze sites physiques, leurs caractéristiques et les possibilités touristiques qui leur sont liées, constitue l'outil idéal face à la demande de touristes[10]. Le lieu Unesco peut ainsi exister virtuellement.

Le travail du réseau est essentiel pour faire valoir tous les sites, créer des éléments de reconnaissance et amener les touristes à penser aux différents sites, c'est le cas des

[7] Nicolas Faucherre, historien de la fortification, expert du réseau Vauban (Université de Nantes). Intervention au colloque international Valoriser les Patrimoines Militaires 22-24 octobre 2008, Brest, UBO (CRBC –VPM).

[8] Cf. site internet du réseau des sites majeurs Vauban www.sites-vauban.org

[9] Arras et Mont-Louis sont distants de plus de mille kilomètres, tout comme Camaret et Neuf-Brisach.

[10] Les touristes utilisent de plus en plus internet dans la préparation de leurs vacances, source ARDESI, Comportement et attentes des internautes vis à vis des sites internet touristiques, oct. 2007

expositions présentant l'ensemble des sites et l'œuvre de Vauban. En termes de valorisation, différents outils de communication sont proposés ainsi que des outils pédagogiques. En matière de communication, des brochures et dépliants communs aux 12 sites ont été élaborés par le réseau. Ce dernier a, de plus, assuré la publication d'un ouvrage de Nicolas Faucherre : *Vauban et les sites majeurs*[11]. Le réseau propose également aux communes des échanges de bonnes pratiques afin de coordonner les actions des différents sites et soutenir les partenaires : des groupes de travail se réunissent plusieurs fois par an, une signalétique commune aux douze sites est mise en place, une expertise scientifique est proposée.

Parmi les outils communs développés, figure l'observation de la fréquentation touristique liée à l'impact de l'inscription au patrimoine mondial en juillet 2008 ; des indicateurs[12] communs et annuels ont ainsi été mis en place sur l'ensemble des sites. L'idée est de considérer la saison 2009 comme une base 0 ; elle sert de référence pour toutes les évaluations de fréquentation futures et permet d'analyser les effets de l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco en termes de fréquentation touristique. La principale raison d'un système de suivi commun à tous les sites du réseau est de disposer de données globales qui permettent au réseau ainsi de rendre compte à tout moment à ses partenaires, puisque ce dernier est l'organisme fédérateur et l'interlocuteur pour l'Etat français et l'Unesco.

Une autre cause de la réalisation d'un suivi régulier est de permettre à chaque gestionnaire, à partir de ces bilans intermédiaires du programme d'action, d'intervenir à temps si les opérations programmées ne donnent pas le résultat voulu. C'est un moyen d'«autorégulation», mais aussi un outil de concertation sur les difficultés rencontrées à chaque assemblée générale du réseau.

Pour le site de la Tour dorée à Camaret sur mer, le rôle du réseau est primordial dans son aide et soutien apportés à la commune.

2. La « Tour dorée », patrimoine mondial

La Tour Dorée, « gardienne du littoral d'Armorique » est le plus petit des 12 sites inscrits (0,16 ha). Cette tour Vauban située sur un site stratégique pour la défense du port de Brest, est édifiée en 1689 par Vauban sur le sillon à l'extrémité du port de Camaret-sur-mer[13]. Elle est propriété de la commune depuis 1904, et classée Monument Historique le 18 septembre 1907. Elle abritait jusqu'à il y a peu un musée.

2.1. Histoire et construction

Admirablement construite, la tour constitue le prototype et un bel exemple de fort à la mer de Vauban à batterie basse et tour de gorge. La tour est une construction hexagonale de 18 mètres de haut qui possède quatre niveaux contenant des salles voûtées. L'ouvrage fut bâti avec des pierres prises au fond du port recouvert d'un enduit étanche de couleur ocre à base de brique pilée. Elle possède une batterie basse à onze embrasures qui servaient aux pièces d'artillerie défendant l'entrée de la Rade de Brest. Un pont-levis permet de franchir le fossé autrefois inondé à marée haute et d'accéder à la batterie semi-circulaire et au corps de garde.

[11] Faucherre Nicolas, Bodin Bernard (2008), Vauban les sites majeurs, Libris.

[12] Indicateurs : nombre de visiteurs et leur origine par mois ; nombre de réservations de groupe par mois ; nombre de demandes de renseignements aux offices de tourisme ; nombre de visites sur internet ; chiffres de la fréquentation touristique observés par le Comité Départemental du Tourisme et le Comité Régional du Tourisme ; statistiques des lieux voisins du site (musées, monuments) à l'échelle du pays ou du département.

[13] Cf Carte de la Presqu'île de Crozon

Un deuxième corps de garde, également défensif, a été détruit durant la période révolutionnaire et a été remplacé par un four à boulets.

Dans les années 1690, Brest, construite d'ailleurs sur les plans de Vauban, est non seulement une ville arsenal mais surtout un port de guerre stratégique où mouille la flotte du Ponant, partie de la puissante Marine française, la « Royale ». Craignant une attaque des anglo-hollandais (qui constituent une menace permanente pour Brest), Vauban, envoyé par Louis XIV, ordonne la construction parmi d'autres ouvrages d'un fortin à Camaret sur mer. Le sillon de galets de Camaret protège une anse qui permet un mouillage d'attente, en cas de mauvais temps, pour tous les navires faisant route vers le fond de la Rade de Brest. Cette « Tour Vauban » a pour mission de surveiller l'entrée du goulet de Brest et la racine de la presqu'île de Roscanvel, par laquelle l'ennemi peut se faufiler en rade de Brest. Encore inachevée, la Tour Dorée subit son baptême du feu le 18 juin 1694. Vauban y brise l'assaut de 147 vaisseaux anglo-hollandais qui tentaient de débarquer. L'assaut est repoussé sur la plage de Trez Rouz par les troupes royales et les miliciens gardes-côtes, aidés par la population camarétoise (c'est un désastre pour les assaillants : plus de 800 soldats tués pour seulement 45 blessés du côté français). Cette défaite provoque l'abandon de toute tentative contre Brest pendant près de deux siècles. Louis XIV, apprenant la victoire, fait graver une médaille en l'honneur de la tour dont la devise est restée celle de la commune[14].

Cette tour est également dénommée "tour dorée" : Vauban utilisa le premier cette expression, sans doute pour demander des crédits supplémentaires destinés à l'achèvement de l'édifice. Georges-Gustave Toudouze, découvreur des carnets de notes et de la correspondance de Vauban au début du 20e siècle, reprend ce nom. Il est à nouveau utilisé pour le dossier de candidature au patrimoine mondial de l'UNESCO.

2.2. La Tour aujourd'hui

Camaret sur mer une très petite commune[15], située à la pointe de la presqu'île de Crozon[16], elle-même pointe occidentale de la Bretagne[17]. Eloignée des grands axes routiers[18], et donc des grands flux touristiques, la commune jouit néanmoins, et grâce à cela, d'une préservation, exceptionnelle sur le littoral, de la qualité de l'environnement et de ses paysages. Comme partout en Bretagne, c'est surtout le littoral qui attire le tourisme (il est difficile d'irriguer l'intérieur des territoires). Les espaces naturels préservés sont un atout et la présence de nombreuses résidences secondaires modifie le caractère du tourisme pratiqué et le profil de la population. La presqu'île attire surtout un tourisme balnéaire : les touristes apprécient les espaces naturels (plusieurs circuits de randonnée sont accessibles) et les sports nautiques et fréquentent le festival d'été (Festival musical du « Bout du Monde » à Crozon). Dans ce contexte, la tour Vauban représente un élément paysager fort et emblématique de Camaret qui rappelle le rôle majeur de la ville dans le système défensif du port de Brest. De

[14] Devise figurant sur la médaille : « Camaret gardienne des côtes de l'Armorique ». La bataille de Camaret acquiert une dimension légendaire, amplifiée par la tradition (notamment des chants bretons).

[15] 2500 hab. au recensement de 2008, réf INSEE

[16] 15 805 hab. au recensement de 2008 (mais avec plus de 5000 résidences secondaires).

[17] Cf. carte, Camaret se situe en Finistère (en breton « Pen ar bed » c'est à dire littéralement « fin de la terre ») qui constitue la pointe extrême ouest de la Bretagne, elle-même péninsule occidentale de la France (et de l'Europe).

[18] Camaret se trouve à un peu plus d'une heure de Brest ou de Quimper en voiture, à plus de 4h de Paris en TGV.

plus, du fait de la configuration géographique des lieux, la tour est le point de mire du port et de son environnement.

Par conséquent, propriété de la commune, la tour est entièrement sous sa responsabilité financière, la municipalité doit en particulier gérer son entretien et sa restauration, son accès au public, sa mise en valeur culturelle et touristique conformément au plan de gestion du réseau et aux contraintes du label Unesco.

3. La Tour Vauban : dynamique du réseau et implications pour la commune

3.1. Le plan de gestion : construction de l'attrait touristique

Les plans de gestion sont définis et mis en place par le réseau et pour six ans aux termes desquels un bilan est dressé. Le plan de gestion de Camaret est un instrument cohérent, très détaillé, qui prend en considération les caractéristiques propres du site et de son territoire, ainsi que l'ensemble des acteurs et des ressources qui interviennent sur ce territoire. Un des enjeux majeurs pointé porte sur le rééquilibrage saisonnier en vue d'obtenir un tourisme durable. En effet, si la situation isolée de la commune l'a préservée de la pression foncière et des effets négatifs du tourisme de masse, l'économie touristique demeure restreinte à quelques mois (voire semaines) par an.

Un des éléments central du diagnostic précise « *l'absence d'une offre touristique et culturelle à l'année due à un manque de personnel favorise la venue de touristes peu soucieux du patrimoine culturel et naturel et passionnés de nautisme et de plage* »[19]. L'inscription de la Tour Vauban aurait donc « *pour enjeu de rééquilibrer la saison touristique et ainsi contribuer au développement d'un tourisme régulier, de qualité, soucieux du patrimoine naturel et culturel* »[20]. La première réponse de la commune de Camaret aux exigences du plan de gestion a donc été d'engager une chargée de mission afin de construire l'attrait touristique de la Tour.

- L'étude de la fréquentation :

Il faut ici préciser que les publics de la tour Vauban n'ont été que peu étudiés jusqu'à l'inscription Unesco. Une simple comptabilité des tickets vendus ainsi que la demande du code postal d'origine à chaque visiteur servent d'indicateur. D'après les chiffres relevés ces dernières années, on observe que depuis 2007 le nombre de visiteurs a plus que doublé, passant d'à peine 4000 à 8900 en 2009[21]. Pour 2010 (au 15 septembre), les chiffres provisoires sont de 10958 visiteurs, alors que la saison n'est pas terminée. Parallèlement, entre 2008 et 2009, la fréquentation des groupes (scolaires et adultes) a été multipliée par 2. En 2010, une hausse considérable de la fréquentation des groupes est attendue : les réservations ont d'ores et déjà triplées[22].

Cette hausse de la fréquentation a été obtenue grâce : à une ouverture plus étendue sur la saison, d'avril à octobre ; à la diversification de l'offre culturelle : visites guidées, ateliers pédagogiques, Mercredis du patrimoine ; à la mise en place d'une stratégie de communication et bien sûr à la médiatisation de l'inscription sur la liste Unesco. L'ensemble de ces actions, voulues dans le plan de gestion, ont été mises en place par la commune, notamment une politique de sensibilisation des différents publics locaux et scolaires.

---

[19] Réseau des sites majeurs Vauban, *la Tour dorée de Camaret sur mer, Plan de gestion, de conservation et de développement durable*, février 2008, p11.

[20] Idem, p10.

[21] À peine 4000 visiteurs ont découvert la tour en 2006, en 2007 ils étaient plus de 9000 (effet de l'année Vauban), en 2008 on dénombrait 7500 personnes et en 2009 on comptait 8900.

[22] 922 personnes sont attendues dans les mois à venir. Par comparaison, en 2009, 281 visiteurs en groupe accueillis.

- Les outils de communication :

Pour l'instant aucune campagne de promotion média et hors média n'est envisagée, et la mise en communication sur Internet du monument ne semble pas pour l'instant faire l'objet d'une réflexion stratégique systématique. Le site Internet du réseau (comme pour les autres membres) renvoie directement sur le site Internet de la mairie de Camaret[23]. Sur ce dernier, les informations sur Vauban et la tour sont insérées à l'intérieur de la rubrique « découvrir Camaret / Patrimoine historique », la Tour occupe la première place dans la liste des monuments, par ailleurs peu nombreux. Enfin, la tour Vauban apparaît sur le site Internet de l'Office de Tourisme de Camaret : il faut noter que la tour est mentionnée dès la page d'accueil avec seulement des liens vers le réseau Vauban et des photos. Ainsi, la mairie n'intègre pas sur Internet l'attractivité de la tour dans un réseau de propositions touristiques plus étendu notamment à l'échelle du territoire régional. Or L'utilisation d'Internet comme source d'informations est de plus en plus complémentaire de celle des guides papiers, et si la destination peut être choisie avant la consultation sur Internet, ce médium reste une aide à la décision chez le touriste pour confirmer ou infirmer un choix[24].

En revanche, d'autres outils sont davantage développés. La chargée de mission, rattachée à la mairie et non à l'office de tourisme, en réalise plusieurs : des plaquettes touristiques traduites en plusieurs langues, des visites guidées, des plaquettes pédagogiques (les mercredis du patrimoine qui se sont déroulés durant l'été 2010). La commune de Camaret a également collaboré avec le Comité Départemental du Tourisme afin de participer à l'opération « Présentoirs du Finistère »[25], ainsi qu'avec la Communauté de Communes de la presqu'île de Crozon pour figurer dans la « Route des fortifications » (brochure et signalisation *in situ*). D'autres éléments du plan de gestion sont en cours car plus longs à mettre en place comme la scénographie (mise en lumière du site).

Ces avancées positives ne peuvent dissimuler toutefois les limites des réalisations.

3.2. La Tour, un héritage lourd à partager pour la commune

En dépit de toutes les actions entreprises, force est de constater que le plan de gestion a du mal à être suivi, notamment en terme de délai. Par ailleurs, la commune, bien que faisant partie à part entière du réseau, semble peiner à être épaulée sur un plan local.

- Le « projet de développement territorial » de Camaret

Le plan de gestion du monument prévoit de multiples protections : environnementales, paysagères et naturelles, qui engagent la commune. Les abords du sillon (au bout duquel s'érige la tour), du port de plaisance, du port de commerce font constamment l'objet d'améliorations[26].

---

[23] Site de la mairie de Camaret sur mer : www.camaret-sur-mer.com

[24] Dans le processus de choix de la destination, l'image touristique constitue une référence fondamentale. Cette image touristique a été maintes fois questionnée, notamment sur la définition de l'image touristique (Crompton 1979). Le rôle de l'image comme facteur clef dans le marketing des destinations a ainsi été souvent confirmé (Bigné, Sanchez, Sanchez 2001), extrait de Mahéo C. et Aquilina M.(2010) « Comportement des consommateurs seniors en *e*-tourisme : état de l'art et perspectives de recherche », article in *L'Influence de l'âge, approche pluri-disciplinaire de marketing et de gestion*, ss. Dir. O.Droulers, PUR.

[25] Dépliants touristiques mis à disposition dans les offices de tourisme du département.

[26] Cf. plan de gestion, p 31. : plusieurs campagnes de rénovations de la tour depuis 2002, restrictions de l'accès aux véhicules (en particulier les autocaravanes), enterrement des lignes électriques, éclairage nocturne, sanitaires dissimulés…

Depuis 2007, le Plan Local d'Urbanisme a été revu afin d'intégrer une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager qui est en cours d'élaboration (ce dispositif légal répond à la recommandation de l'Unesco d'une zone tampon) renforcée d'un périmètre de protection modifiée (PPM). Cette ZPPAUP très contraignante en terme d'aménagement et de développement pose problème dans son application et connaît de fortes résistances locales comme les usagers du port de commerce et/ou de plaisance. La commune est par ailleurs intégrée au Parc Naturel Régional d'Armorique, à deux zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique, ainsi qu'au parc naturel marin d'Iroise (2007). Une zone *Natura 2000* est de surcroît en cours d'élaboration.

Ces cadres législatifs multiples, s'ils ont contribué à rassurer l'Unesco quant à la pérennité de l'inscription, exigent des délais de préparation et d'installation longs, et surtout un dialogue et des négociations permanentes avec les populations locales et usagers de la commune qui ralentissent leur mise en application.

- Quelles implications pour les populations locales ?

Ces résistances locales, non négligeables dans une petite commune tournée vers la mer, se doublent de problèmes liés directement à la gestion du monument. En effet, l'association « La Tour Dorée » qui existait depuis 2006 et qui était en charge de l'animation de la tour et de son entretien intérieur se trouve maintenant écartée de la gestion de la Tour par la commune (qui a engagé une chargée de mission), même si elle continue d'organiser un « repas du soldat » ou la commémoration de la bataille de Trez Rouz (1694).

Ces divers problèmes posent directement la question de l'implication des populations locales dans la gestion du site : la professionnalisation touristique soustrait au tissu socio-associatif la gestion des monuments locaux. Les contraintes de protection et de gestion imposées par l'inscription au Patrimoine mondial ont eu pour conséquence d'écarter les habitants de la commune de la vie du monument, ce qui s'éloigne de la politique menée par l'Unesco autour du tourisme culturel[27].

- Le comité de pilotage

Si certains aspects du plan de gestion nécessitent effectivement du temps, d'autres retards paraissent plus difficiles à comprendre comme ceux liés aux actions du comité de pilotage. En effet, ce dernier compte bien peu d'acteur locaux autres que la commune. Si un membre du conseil général en fait partie, il n'existe aucune implication du Conseil Régional, ni de la Communauté de Communes. L'absence de ces acteurs clés pour le développement du territoire est problématique et les impliquer et les fédérer dans le comité de pilotage devrait apparaître comme une priorité pour Camaret. Dès lors, se pose la question de savoir comment traduire les lenteurs et actions encore ponctuelles de la commune. La municipalité a-t-elle bien pris la mesure de l'attrait touristique potentiel lié à l'inscription Unesco ? Existe –t-il une réelle volonté politique de développement touristique ou une mauvaise évaluation des enjeux freine-t-elle la projection sur le long terme ?

4. Le rôle des collectivités territoriales partenaires

A l'examen des discours et politiques des collectivités territoriales autour de la Tour Vauban, il semble clair qu'elles ont toutefois pris conscience de l'impossibilité d'une seule gestion locale communale, même si dans les actions de promotion que nous abordons ci-dessous, leurs implications semblent très inégales. Il faut aussi souligner que ces institutions

[27] Robinson, Mike et Picard, David (2006), Tourisme, culture et développement durable, Unesco.

sont nombreuses et présentent des capacités d'intervention souvent imbriquées. Cette situation est une spécificité française où les échelons se superposent entre la région, le département, la communauté de communes et la commune, en particulier tout ce qui concerne les compétences tourisme et culture.

4.1. La Communauté de Communes de Crozon

La communauté de communes de la Presqu'île de Crozon a développé depuis 2008 un itinéraire autour de la « Route des fortifications ». Ce déplacement, possible sous la forme de randonnée et proposé aux touristes sur la presqu'île, leur permet de découvrir différents types de fortifications de la préhistoire à nos jours. La promotion de cette route s'est réalisée par le biais d'une brochure (avec carte) vendue dans les offices de tourisme du territoire, par l'aménagement de l'accès à certains sites et la signalisation.

4.2. Le département du Finistère, le label Unesco comme opportunité

Le Conseil Général du Finistère a intégré la tour Vauban dans un projet territorial sur le long terme : la thématique « Vauban et la Bretagne, ou comment défendre les grands ports bretons à la fin du XVIIe siècle (28 sites vaubaniens en Bretagne) » est développée au niveau départemental. La Tour Vauban, implantée à l'extrémité de la presqu'île de Crozon, qui a toujours été lié historiquement à Brest et à sa défense, en est bien évidemment l'élément clé. Ce projet a pour objectif à court terme de proposer des animations pendant la saison estivale (conférences, expositions, valorisation de la Pointe des Espagnols face à Brest, etc.) et à long terme d'étendre la Route des fortifications au gré des cessions de terrains et éléments fortifiés par le ministère de la Défense au Conservatoire du littoral (protection).

C'est en 2007 (Année Vauban) que la Fédération de pays touristiques de Bretagne s'implique dans la valorisation des cinq sites phares (château du Taureau, Brest, Kerlouan, Plougonvelin, Camaret) : des brochures, signalétiques et animations sont ainsi réalisées à cette occasion. Cette valorisation ponctuelle a trouvé un écho favorable au niveau du conseil général (et son organe touristique, le comité départemental du tourisme) qui a compris l'opportunité de récupérer à son compte la notoriété Unesco en faveur de l'ensemble des lieux fortifiés par Vauban dans le département, soit une dizaine de sites au total. Cette communication de récupération de la notoriété de l'Unesco permet de valoriser des produits touristiques patrimoniaux sur un territoire plus large (échelle départementale) que l'environnement immédiat du site de la Tour dorée.

4.3. La région Bretagne : ignorance du label Unesco ?

En considérant la communication faite par les acteurs régionaux autour de la Tour Vauban, force est de constater que la Région n'utilise guère l'image et la notoriété de l'inscription au patrimoine mondial. Sur le site Internet du Comité Régional de Tourisme, la Tour Vauban est citée parmi les nombreux monuments symbolisant le patrimoine breton mais il n'ait fait mention nulle part de son inscription, absence d'autant plus étonnante que l'échelle territoriale départementale l'utilise abondamment.

En s'interrogeant sur les raisons de cette absence de communication autour de l'inscription de la tour au patrimoine mondial, il nous semble qu'en terme de communication touristique, le positionnement clairement identitaire de la région Bretagne[28] a pour conséquence de rendre problématique l'introduction « patrimoine mondial » dans sa stratégie.

[28] Le site du CRTB est une traduction littérale voire caricaturale des recettes du marketing identitaire : www.bretagne.fr

A l'examen des différents outils de communication mis en œuvre par tous les niveaux de collectivités territoriales concernées, il apparaît un manque de coordination entre les actions et surtout une absence de réflexion stratégique globale autour de la médiatisation et de la promotion du monument. Nous soulignons de plus les importantes lacunes au niveau de la stratégie marketing, par exemple l'utilisation du label Unesco comme une marque de référence pour des produits touristiques.

Conclusion

Par l'inscription au patrimoine mondial du réseau des sites majeurs Vauban, la Tour de Camaret entre de plain pied dans l'espace du tourisme culturel mondial. Même si le plan de gestion du monument exigé par l'Unesco prépare les acteurs locaux à cette nouvelle dimension, la réalisation concrète des actions exige temps et volonté de leur part.

Le label Unesco oblige également la commune à intégrer de nouveaux acteurs et à se projeter vers le futur avec eux. Cependant, ce développement est possible seulement s'il existe une véritable synergie avec le territoire (territoire naturel mais aussi habité), nous avons vu que dans le cas de Camaret et des acteurs engagés, cette synergie est longue à se mettre en place et rencontre des résistances locales importantes, tant politiques que populaires. Cette situation de Camaret rend la position du plus petit site inscrit du réseau Vauban très fragile quant à son avenir dans le label. En effet, les manquements, les lenteurs, les partenariats balbutiants ne sont pas représentatifs de la situation de certains sites du Réseau Vauban. En effet, des villes comme Besançon, Briançon, Longwy sont elles très dynamiques et ont réalisé l'intégralité des plans de gestion tout en se projetant vers l'avenir et en faisant valoir de plus en plus leur expertise acquise dans ce dossier sur le plan national et international.

Cependant, à Camaret, l'inscription de la Tour est récent (2008) et les acteurs locaux n'étaient pas à l'origine du projet, ils ont donc pris le dossier en cours. La stimulation du tissu local touristique reste donc encore embryonnaire. Comme nous l'avons vu les études de fréquentation et des publics se développent, elles sont désormais à poursuivre et à prendre en compte pour l'ajustement de la proposition touristique du territoire. En effet, l'intérêt du lieu, la Tour et son environnement, réside dans son isolement sur le bout de la presqu'île de Crozon, aux confins de la Bretagne et de l'Europe. L'impact de l'inscription au patrimoine mondial ne peut être que bénéfique, et se fait déjà sentir sur un plan local.

Cette inscription représente donc un enjeu de développement touristique pour l'ensemble du territoire concerné (la presqu'île de Crozon). Cependant, cet enjeu ne semble que partiellement compris par la population concernée et par certains décisionnaires (les maires des communes avoisinantes par exemple). Contrairement à beaucoup d'exemples de classement, la Tour dorée, d'une part à cause de la spécificité du réseau Vauban, d'autre part à cause de son appartenance à un pays développé très touristique, la France, n'est pas forcément perçue comme une opportunité par la population locale, ni comme un fluide bénéfique pour les sociétés locales. Ces dernières, possédant une identité culturelle bretonne forte, se placent davantage dans une position « protectionniste » envers leur riche patrimoine et leur territoire et n'apprécient guère l'interventionnisme national et encore moins international. Dès lors, cette étude de cas illustre le problème récurrent de l'articulation entre le « produit » et le territoire, du lien entre « valeurs locales et valeur universelle exceptionnelle ».

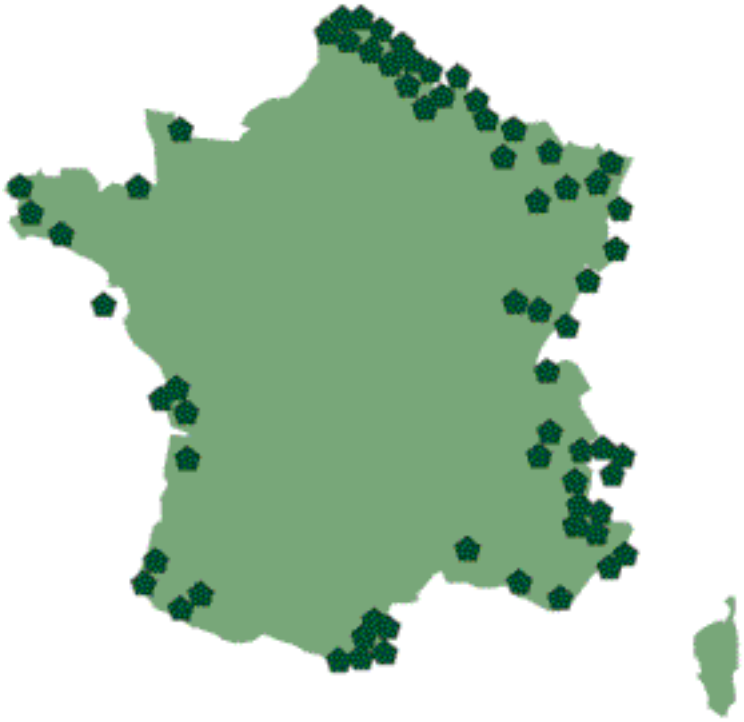
Bibliographie

Ardesi. (2007) Comportement et attentes des internautes vis à vis des sites internet touristiques.

AudaB réseau des sites majeurs Vauban, la Tour dorée de Camaret sur mer, Plan de gestion, de conservation et de développement durable, février 2008.
AudaB, rapports d'activités 2008 et 2009.
Cousin, Saskia. (2008) « L'Unesco et la doctrine du tourisme culturel » in Civilisations, vol. LVII, N°1-2.
Faucherre, Nicolas. (2008) Intervention au colloque international Valoriser les Patrimoines Militaires 22-24 octobre 2008, Brest, UBO (CRBC –VPM).
Faucherre, Nicolas et Bodin, Bernard. (2008) Vauban les sites majeurs, Libris.
Lechevallier, Yannick et Derriennic, Eve. (2006) « Institutions internationales, De l'aide projet à l'aide programme », in revue Espaces N°233, janvier.
Mahéo, Claire et Aquilina, Manuelle. (2010) « Comportement des consommateurs seniors en e-tourisme : état de l'art et perspectives de recherche », article in L'Influence de l'âge, approche pluri-disciplinaire de marketing et de gestion, ss. Dir. O.Droulers, PUR.
Robinson, Mike et Picard, David. (2006) Tourisme, culture et développement durable, Unesco.

Sites internet consultés
www.sites-vauban.org
www.audab.org
www.camaret-sur-mer.com
www.finisteretourisme.com
www.tourismebretagne.com
www.cg29.fr
www.bretagne.fr
www.frpatb.net
www.comcom-crozon.com
whc.unesco.org/fr/list

Annexe 1 : carte de tous les sites fortifiés par Vauban en France



Annexe 2 : carte des 12 sites retenus par Unesco, formant le Réseau des sites majeurs Vauban

Annexe 3 : Carte de la Presqu'île de Crozon avec Camaret sur mer

Tourism in Poor Regions and Social Exclusion: The Porters of the Inca Trail to Machu Picchu

Alexandra Arellano
(University of Ottawa)

Alexandra Arellano
University of Ottawa
125 University St.
Ottawa ON Canada K1N 6N5
Email: aarellan@uottawa.ca

Tourism in Poor Regions and Social Exclusion: The Porters of the Inca Trail to Machu Picchu

Abstract:
The archaeological complex of Machu Picchu was designated UNESCO World Heritage Site in 1983, a process of global recognition that contributed to transforming the Inca citadel into the most important tourist destination of Peru. The increase of tourism in such high profile sites is inevitable and international organisations have to deal with effective sanctioning instruments to soothe the drastic impacts on local communities and encourage their participation. This paper explores tourism development in the region, and discusses some of its pros and cons for this specific group of workers. This analysis looks at regional inequalities in the Peruvian context and argues that the World Heritage designation seems to work as global appropriation of local heritage of the poor, for the tourism industry. After first outlining tourism in Peru and in Cusco, which has boomed in the 1990s, the paper examines the case of the porters of the Inca Trail, and evaluates the impact of their integration to the tourism system and World Heritage route.

Keywords: Tourism, World Heritage, poverty, UNESCO, porters, Peru,

Tourism in Poor Regions and Social Exclusion: The Porters of the Inca Trail to Machu Picchu

The archaeological complex of Machu Picchu was designated UNESCO World Heritage Site in 1983, a process of global recognition that contributed to transforming the Inca citadel into the most important tourist destination of Peru. Located in an ecologically and geologically fragile area of the Southern Andes, the growth in the number of visitors over the last fifteen years has been spectacular. For example, in 1991 Machu Picchu received around 77,000 tourists and by 2009, 815,000 visited the sanctuary, a number that, considering the fragility of the site, represents a number of visitors in excess of its natural carrying capacity (BADATUR, 2010). The lost city has become an object of mass tourism, where every day tourists are queuing up to take the Inca Trail to reach the sanctuary and global corporations and foreign investments control the region thereby helping to maintain the poverty levels of local communities.

While discussing the case of the porters of the Inca trail to Machu Picchu, I argue the fact that heritage management under the umbrella of UNESCO neglects the consideration of vulnerable populations that are affected by the resulting tourism development. The increase of tourism in such high profile sites is inevitable and international organisations have to deal with effective sanctioning instruments to soothe the drastic impacts on local communities and encourage their participation. This paper explores tourism development in the region, and discusses some of its pros and cons for this specific group of workers. This analysis looks at regional inequalities in the Peruvian context and argues that the World Heritage designation seems to work as global appropriation of local heritage of the poor, for the tourism industry. After first outlining tourism in Peru and in Cusco, which has boomed in the 1990s, the paper examines the case of the porters of the Inca Trail, and evaluates the impact of their integration to the tourism system and World Heritage route.

1. Tourism Mobilities

Tourism mobilities have contributed to a rapid and profound transformation of the social and economic landscape of Peru. The southern reaches of the Andes and the Cuzco region in particular are not what they were even as recently as ten years ago. Since the 1960s the city of Cuzco, situated at high altitude and difficult to reach, has quietly turned into the tourism capital of Peru, with Machu Picchu situated at the heart of the Inca Empire and now a paramount symbol of the first peoples of the Americas. But the Cuzco region is not just a highly renowned symbol recognized by UNESCO for its natural and cultural features and acknowledged World Heritage Sites; today it is a tourist centre which annually welcomes hundreds of thousands of visitors, and has rapidly developed a service infrastructure for the tourists, who are mostly of European and North American origin.

Cuzco city has become a theatre where global inequalities clash and crystallize, and are presented in the spectacle of the ancient capital of the Inca Empire, where the historic centre, with its colonial palaces and churches, is now populated with five-star hotels, restaurants serving international cuisine, and transport and leisure services aimed at satisfying a wide and diverse range of foreign tastes. Yet despite this oasis of luxury, the new urban facilities and high quality services, all of which reflect the overall economic transformation of the region, the Southern Andes is still acknowledged as one of the most disadvantaged regions in the country, where Peru's poorest and most vulnerable indigenous populations are concentrated (INEI 2010; Roca Reyes & Rojas 2004). In fact, over the last 15 years, the flow

of capital and infrastructural development in the region has been gigantic but strictly oriented towards serving tourists; if the local population benefits from some improvement in transportation, communications and basic infrastructure, the governmental resources normally aimed at regional development concentrate on serving an industry controlled by a few local and international players (Steel, 2008).

The development of tourism in Peru is particularly interesting in that it has since the 1990s undergone remarkably rapid growth, which has brought about major changes both nationally and within the Cuzco region more specifically. During the nationalist military government of General Velasco (1968-1975), as with all the country's main economic activities, tourism was the responsibility of public and semi-public organizations and state-run enterprises. The investments and associated work (based largely on foreign loans and Inter-American Development Bank funds) which contributed to the development of the Peruvian tourism system during that period were not in vain, as the 1970s saw the industry's first significant international take-off; for example, tourism revenues increased four-fold during that decade (Desforges, 2000). In the 1980s, Peru's political and economic structures underwent a fundamental transformation. The process was initiated by two key factors: an internal strife in the form of a bloody civil war between the government and the Shining Path guerillas, and an economic rupture which created the worst period of depression and hyperinflation in the country's history. A subsequent change in government saw the political and economic infrastructure switch radically from a classic institutional model, to one where political institutions, and particularly the economy, became modeled along neoliberal lines. The switch was implemented by the government of President Fujimori (1990-2000), and is now often referred to as the Fujishock (Cassado, 1998).

The neoliberal policies of the Fujimori government brought the country new political and economic stability: inflation was stabilized through a process of massive budget cuts, significantly reducing public sector employment, and by dismantling the armed revolutionary movement networks. Based on these policies, the government embarked on a program of privatization which attracted major foreign investment in tourism and led to spectacular growth in the sector. This process of economic neo-liberalization gave pride of place to the global tourism industry, over which the country's institutions gradually lost control. The most eloquent example of this laissez-faire is the monopolistic control exercised by a foreign company over the regional transportation system providing the only mechanized means of travelling to Machu Picchu. The company, Perurail, is a subsidiary of the Orient-Express Hotels group, which also owns the luxurious Sanctuary Lodge at Machu Picchu, and a number of exclusive five-star hotels in Cuzco: the company specializes in catering to the needs of wealthy tourists as they travel throughout the world. Until the 2007 construction of a road bridge linking the area to the regional road network, Perurail was the only means for tourists who didn't want to walk to Machu Picchu to access the archeological complex and its surroundings. The group's monopoly of the transportation system continues to be highly controversial and elicits frequent denunciations from the inhabitants of Cuzco who use the example to illustrate their lack of economic and political power in the face of an international corporation. Such commercial concessions, granted directly to companies by the Fujimori government on favorable terms, indicate that the industry remains highly centralized. Whilst officially there is a policy intention to decentralize the administration of tourism to regional and local levels, and in spite of efforts to increase regional collaboration and participation in decisions taken centrally by the Ministry of Industry, Tourism, Integration and International Trade, (MITINCI), regional management offices are often limited to providing information, and lack budgets, other resources and executive power (Ladkin and Martinez Bertramini, 2002). Over and above this problem of co-ordination and collaboration within the public

sector itself, there is also a major tension between the public and private sector: the country has not been able to diversify its tourism offering, and host communities are totally excluded from participating in decisions which materially affect their resources, cultural heritage and fate.

Furthermore, organizations involved in tourism such as the National Institute of Culture (INC) and the National Institute for Natural Resources (INRENA) are very powerful actors involved in the management of national heritage, whether natural (national parks and protected areas, INRENA) or cultural (archeological sites, colonial architecture, works of art, INC). The "Lima" offices of these organizations are directly linked to Peru's central power structure (Luthi, 2007). Consequently, and despite a large number of local organizations representing various local interests within the tourism sector, the industry's development in both Peru and Cuzco is clearly beyond the control of such regional and local interests. Attempts to draw up development plans, such as the 1969 COPESCO Plan (PERU-UNESCO Special Commission for Monitoring the Cultural Tourism Plan charged with regional socio-economic development) have been generally seen as effective, but in reality have often been limited to overseeing work on tourism infrastructure such as restoration at specific sites. In addition, responsibility for managing the COPESCO Plan has alternated between central ministries and regional government departments: they were managed at national level between 1969 and 1991 and again between 2002 and 2004). In spite of several attempts at establishing a regional presence, no long-term strategy or participatory governance has been achieved. This situation has brought about a state of bureaucratic confusion and inertia that has been taken advantage of by the private sector, which dominates large portions of a sometimes ineffective, even corrupt, administration and economy (Ladkin and Martinez Bertramini 2002).

The latest attempt, the National Strategic Plan for Tourism (PENTUR, 2008-2018), is beginning to develop a regional reach, and follows a long-term plan that includes ten policy guidelines on sustainable tourism development. One of these policies specifically addresses poverty: "We attach priority to those forms of tourism, tourist products and modes of managing tourism which promote the economic, social, political and cultural integration of socially excluded and vulnerable groups…" (PENTUR 2008: 12). One program based on this general poverty reduction strategy is given concrete form in the Directives for the Development of Rural Community Tourism in Peru (2006). This working document aims to encourage such activities as farm-stay tourism, ecotourism and experiential tourism involving contact with the way of life of "Afro-Peruvian, indigenous and native peoples" (MINCETUR 2006: 4). Two of the program's main objectives are to develop pilot projects and to raise funds to support them. Such attempts to use tourism as a weapon in the fight against poverty come under the heading of diversifying the tourist offer (PENTUR, 2008). Being Peru's tourism region *par excellence*, Cusco region, including Machu Picchu and the Inca Trail, do not benefit directly from these programs as they are aimed at new destinations in the country.

2. Porters and the Inca Trail

Today the Inca Trail is one of the most well trodden tourist paths in the world; it is considered to be the best way for adventure tourists to approach Machu Picchu. Travelers have to undertake four days and 70 kilometers of mountain trekking at altitudes of up to 4,000 meters before reaching the famous lost city (Arellano, 2004). Although it is the best-known hike in Peru, the Inca Trail forms part of a pre-Hispanic extensive network of communication roads known as Qhapac Ñan, which connects the different regions of the Inca Empire which covered an area comprising present-day Peru, Ecuador, Chile, Bolivia, Argentina and

Colombia. Qhapac Ñan is preparing to become a joint UNESCO World Heritage Site. A very well conserved fragment of the Qhapac Ñan, the Inca Trail, was therefore first developed through informal tourism interest in the 1980s, and today attracts many tens of thousands of hikers every year. Tourists undertaking the arduous four-day trek require many services, such as porterage and cooking, hence the need for physically strong workers to carry their personal belongings on this high altitude journey.

Despite the latest implementation of regulations intended to limit the number of hikers on the Trail, its popularity continues to grow. For example, in 2007 it saw 64,000 national and foreign travelers, a number that has almost reached the site's maximum recommended carrying capacity of 300 visitors for a total of 500 persons starting the trail per day. This number includes the porters and other guides, in a ratio of around 3 porters and guides for every 2 travelers (BADATUR, 2008). The designation of the area as a UNESCO World Heritage Site in 1983, the subsequent preoccupation with nature conservation around the sanctuary, and the preservation and restoration of the Trail's architectural features led to strict conservation regulations. This concern for the heritage of the area led to, amongst other things, the banning of horses and mules, which makes the Inca Trail the only route in the region where porters are obliged to physically carry tourist's equipment themselves, without the aid of pack animals.

Because horses and mules are prohibited on the Inca Trail, the journey is physically challenging for the workers; whilst they are supposedly limited to carrying 25 kilos of baggage, often they carry much more (see Manrique, 2009). They are known locally as *porteadores* (porters) rather than *arrieros* (guides and mule handlers). The porters fight for greater levels of economic and social justice; their claims are highly justified in the eyes of many. More than 7,000 porters are members of the Regional Federation of Porters, which is here under scrutiny, but other regional associations continue to spring up, responding to the diversification of adventure tourism. Alternative tourist destinations within the region are emerging such as those surrounding Mount Ausangate, Salkantay, routes in the Sacred Valley of the Incas, and to the Inca archeological complex of Choquequirao, known as Machu Picchu's sacred sister. Mostly mule handlers are employed in varying capacities on these many new routes. These other workers' situation varies from one trail to another, depending on such factors as the climate, the terrain, the altitude, the degree of regulation of the paths but does not generally equate the harsh conditions of the porters of the Inca Trail.

When the Inca Trail started attracting foreign hikers, men from the rural settlements of Ollantaytambo, a small town situated in Cusco's Sacred Valley, were pressed into service to carry the equipment necessary for the needs and wants of tourists undertaking the trek. Ollantaytambo lies within the eponymous district in the province of Urubamba, in the department of Cusco. The town now forms part of the main tourist route of the Cusco region, and is known as the "Living City of the Incas" as the historic town centre retains much Inca architecture and includes a notable archaeological complex classified as part of the national heritage. Apart from its obvious tourist attractions, the town is the last stop before Machu Picchu on the Perurail railway line, and is also the starting point of the Inca Trail, which means the town and its surrounding are an almost inescapable stopping-off point for all visitors to the region. Tourism has certainly transformed this region of around 10,000 inhabitants, a quarter of whom live in the town; the rest of the population is rural, living in the 13 or so communities situated in the high mountain areas (Sierra). According to national statistics and household surveys, the Quechua inhabitants of the Sierra are amongst the poorest populations of Peru (INEI, 2007). This has enabled local entrepreneurs to perceive them as a cheap and exploitable source of labor, one accustomed to live and work in the physically strenuous environment associated with extreme high altitude.

The main indices of poverty and extreme poverty in Peru are based on income and consumption levels. A person is poor, according to Peru's National Institute of Statistics and Data (INEI), if they live in a private household where the per capita income is below the poverty line, or the minimum dollar amount necessary for the satisfaction of basic food and non-food needs. INEI statistics show that the high mountain areas are the poorest regions of Peru, with 73 % of inhabitants at or below the poverty line (INEI, 2007). In a similar situation, 40 % of the total population in rural high mountain areas suffers from extreme poverty (INEI, 2007). Additionally Quechua speaking groups have the lowest levels of education with the native language often being the only spoken language (INEI, 2007; Roca Reyes & Rojas, 2002).

These rural communities engage in animal rearing and cultivate the arid soil using traditional techniques to grow indigenous crops such as maize and tubers. As regional entrepreneurs began to develop guided group hikes along the Inca Trail, they presented an undeniable opportunity to some rural workers to augment their already meager subsistence incomes; despite very severe working conditions and wages well below the nationally agreed minimum, the uptake amongst such communities was high. Tourism offered the peasants an employment opportunity that didn't require them to be educated, skilled, or speak English or Spanish, all they needed was their physical ability to work under arduous conditions at altitude.

A study carried out by Bauer (2003) into the health situation of porters of the Inca Trail presented the findings of around a hundred structured interviews into their working conditions in 2001, before the subsequent implementation of important Trail regulations designed to improve working conditions. According to the porters' self-report, the ill-treatment they suffered included: inadequate clothing for rapidly-changing weather conditions, inappropriate footwear for walking in rough terrain; excessive volume and weight of the loads they had to carry; an inability to bring any personal belongings; the poor quality and meager amounts of basic food such as rice, pasta, sugar and water they were provided with. The porters also emphasized that even on the coldest nights they were not allowed to use fuel to heat up water for themselves. The mortality rate at work was high: workers died from fatigue, falls from cliff faces, and health problems brought about by overwork at altitude. Their pay varied from 10 to 25 Peruvian new soles per day, the equivalent of $2.90 US to $7.25 US at average 2001 rates, from which they often had to pay the cost of their paltry amounts of food and the train fare home, as well as make good any loss or breakage of equipment they were responsible for. They were the victims of a form of economic blackmail, unable to complain for fear they would not be hired again; they had no job security, no health insurance during or after work, no medical treatment for accidents at work, and if they failed to finish the trail they received no pay (Bauer, 2003).

Furthermore, a survey from the Inka Porter Project NGO (2004) indicated that, since 2000, the porters' main demands have been limited to attaining a higher basic salary, adequate food while at work, and health insurance cover. After years of political claims, unionization and mobilization for labour rights or simply better working conditions, some improvements were made but overall, the same problems remain unsolved: "Basically, the only thing that has changed is the weight, from sometimes over 40 kilos, we now charge a little over 30 which is an improvement, and because of the control of INC officials at check points. So even if they are bribed by the agencies to exceed the weight, overall it has diminished" (Interview 2010). Despite some other reported advances in employment conditions such as uniforms and better equipment, there is still much evidence to suggest that their real situation has not advanced at all, with many tour operators and local entrepreneurs continuing to flout the regulations by threatening to bring in porters accepting their conditions. "Every time we seem

to be gaining something, a new problem emerges, like a scandal or corruption in our own union!" (Interview, 2010).

The Inca Trail is almost 30 years old, and the porters' Union represents peasants from a wide geographical area reaching men from distant regions such as Ocongate, in Quispicanchi province. The designation of porter does not refer to a few peasant communities of Ollantaytambo anymore, porters are deemed to be "any man that is jobless and sees the opportunity of earning some money to help his survival" (Interview, 2007). Or, as one worker from Ollantaytambo puts it, "today, anybody can hang out in the main square in Ollantaytambo and offer porters' services" (Interview, 2007). Despite the fact that the porters are generally from marginalized communities in high altitude rural areas, the heterogeneity and complexity of their cause lacks unity and leadership (Interviews, 2007).

However, in terms of the labor market, the porters' work is still seen as an economic activity that complements subsistence agriculture. Even of if some improvements have been made, the working conditions are still similar to those expressed in the Bauer study (2003). "Some improvement can be felt in terms of infrastructure. Some more schools have been built but without proper resources to make them run properly, new social funds are in place for health programs and some housing projects in some of the communities" (Interview, 2010). Only a small percentage of the workers have been successful in finding stable employment and higher than subsistence wages by working for one of the more responsible and better-regulated agencies, of which there are a scant few. "At the moment, only three or four large agencies out of around 160 agencies accredited for the Inca Trail provide good working conditions and certain stability, the problem is that the agencies also change and do not always maintain their standards" (Interview, 2010). In fact, porterage work is still sporadic; whilst it brings in additional money for families it is far from providing a regular income: "Some of us also manage to find some loyalty with regular contracts from the agencies but these relationships are very fragile, as somebody from the agencies always wants more money and the easiest place to cut is us, they know they can always find a porter that will accept a lower pay" (Interview, 2007). In fact, it becomes easy for an agency to justify a low pay as most of them will say something along the lines of "they [the porters] use to earn 6 soles a day [around $2 US], now working for us they earn 5 to 6 times what they used to" (Interview, 2007).

One of the most important long term goals of the porters according to the outcomes of this research are the future projection of the workers' families. In fact, the incentive to provide better access to education for their children was a common topic "so my kids can avoid becoming porters" (Interview, 2007). Social support, as measured by access to basic services such as community infrastructures and health and education services, appears to have improved slightly in certain villages like Willoc, where almost the whole male population is sporadically employed. However, overall improvements appear to be limited to the building of inadequately funded schools and health services. Even today, only a tiny minority of agencies provide health insurance for the porters they employ, who continue to suffer from physical and health problems.

2.1 The porters fight

The porters' fight and their active involvement in claims for better working conditions went through an interesting trajectory that had some political resonance but authorities finally claimed a general lack of resources to sanction and apply the law - or maybe they lacked widespread goodwill to implement significant change in favour of the workers. In 1988, porters, cooks and guides belonging to the Peruvian Association of Adventure Tourism and Ecotourism (APTAE) set up the Peruvian Association of Workers in Adventure Tourism (ATTAP), initially with 2,000 porters as members. A provincial group set up in 2001, with

the help of the Cuzco Workers Federation, became the Single Cuzco Porters' Union (SINDUP) which had 3,000 members at that time. Finally, in 2004, SINDUP and ATTAP pooled their efforts and organized a Porters' Congress which saw the creation of the Daniel Estrada Regional Federation of Porters of the Inca Trail, named after a famous mayor of Cuzco who went on to become a Member of Parliament and who had supported the porters' cause. This present union is the one that now counts over 7,000 members.

The local political mobilization against abuse and injustice was helped by a number of international actors and national and international events that contributed in raising awareness of local inequalities and the exploitation of workers within the limits of the protected Sanctuary of Machu Picchu. For example, in 1981 the Peruvian state, through INRENA, officially declared the Historic Sanctuary of Machu Picchu (SHMP) a protected natural and archeological site. Later, the so called "global conservation movement" (Mowforth and Munt 1998), represented by organizations such as UNESCO, some tour operators, various NGOs, environmental groups and responsible travelers saw the tourism boom of the 1990s to be a main concern regarding the preservation of the recently designated World Heritage Site (1983; Laats 2005). Controversies like the building of a cable car up to the archaeological complex (Arellano 2004), carrying capacity of the citadel in relation to landslide risks or simply mass tourism and natural degradation are some of the recurrent concerns expressed by different actors (Arellano 2004). A more recent promoter of major change in conservation practices was the Machu Picchu Program (Programa Machu Picchu PMP, 2000-2002), a group financed by the renegotiation of Peru's foreign debt to Finland (1997), whereby $6.15 million US were invested in overall environmental protection and conservation of the site's biodiversity (Instituto Machupicchu, 2008). All of the foregoing played a role in the official protection of the sanctuary, including a large part of the Inca Trail. It was through this general movement towards the overall protection of Machu Picchu that the poor economic and social situation of the indigenous population within the area was brought to light.

Among these conservation activities, the Machu Picchu Program (PMP) set up an environmental education project for the porters to raise their awareness of the role of the organizations that manage the sanctuary, the principles of natural resource management, solid waste management, and the general history of the archeological sites of the Inca Trail (Interview, 2007). The overall outcome of initiatives taken by the PMP, the porters themselves and certain travel agencies were support for, and legitimization of the porters' demands. Eventually, in late 2001, the *Ley de los porteadores 27607* (the Porters' Law) was enacted by the Peruvian Congress. This legislation established general working conditions for the porters: the weight limit they carried was fixed at 20kg, of which 5kg was for their personal belongings. Contracting companies had to provide adequate and appropriate food and clothing and provide reasonable transport for the workers, who had to have life insurance cover. The minimum salary was set at 156 new sols for four days (39 new sols or $13 US per day at average 2002 rates), and hours of work, rest periods, the minimum age for employment and equipment in general were also fixed.

In terms of the political and legal system, the Porters' Law, conceived specifically to limit and punish abuses, has had the effect of recognizing the porters as autonomous workers and as a specific civil society group. The law has provided ammunition for their struggle and a legal framework for defending their cause. Moreover, the creation of federations and trade unions, supported by local leaders with experience of working in other organizations, gave the porters a collective strength for fighting for their cause and acting in concert. But despite these efforts, the lack of resources to make sanctions effective, endemic corruption, and institutionalized racism acted as a brake on the application of the law, which, as mentioned earlier, has brought about little improvement in working conditions overall.

The number of porters who are members of the Federation exceeds current demand from tourists wishing to use their services, and this allows some unscrupulous agencies to avoid paying the minimum wage, to increase the weight of carrying loads and to continue blackmailing the porters who seem to have no choice but to accept such conditions. In fact, all the members realize that there are hundreds of men looking for work and hence are ready to accept illegal working terms and conditions. Therefore, the problems are in reality far from being resolved, and the Federation has subsequently lost some credibility following a case of financial embezzlement by some of its leaders (Interview 2010). Another factor in setting back the porters' cause has seemingly been the ending of the Machu Picchu Program (PMP) in 2002. This was often recognized as the main motive force in the porters' campaign, so its ending weakened efforts at coordination between the different agencies and actors involved (Laats 2005). Over and above internal conflicts, the 2001 law, which lays down requirements that some travel agencies regard as unrealistic or too demanding, has also contributed to a weakening of the porters' negotiating ability. To these sources of tension there is a degree of ambiguity surrounding the law itself and the difficulty of enforcing it (Laats 2005 & Luthi, 2007).

3. Conclusion

This paper has presented an overview of recent tourism developments in Peru and more specifically in Cusco. It has also explored some aspects of the socioeconomic effects the industry has on some of the most disadvantaged communities of the Southern Andean region. This case study illustrated that since the 1980s, many men are complementing traditional rural occupations such as farming with more lucrative work as porters on the Inca Trail to Machu Picchu. To discuss the issues of poverty, inequalities or vulnerability of particular populations, and in order to have a more thorough look at local structural barriers to the improvement of the peasants working conditions, the analysis borrowed from the literature on social exclusion to explore changes occurring since the integration of the porters into the tourism industry. Such things as labor opportunities, access to health and education services, consumption, political engagement, participation in civil society and social capital, framed the discussion on the porters' route to social mobility. From their integration into the economic system via this recent and ongoing employment opportunity, and through their recognition as autonomous workers by the 2001 Porters Law, the peasants increased their meager income, which, as a consequence, improved their purchasing power and afforded them greater access to basic services. Indeed, some indirect basic infrastructure development seems to have occurred in a number of villages close to Cuzco where general health services and education have become more accessible.

Nevertheless, debates over the porters' salaries and working conditions have reached a point of stagnation; despite their social mobilization, the enactment of specific protective legislation and the myriad media interest in their plight, the porters are still victims of considerable exploitation both from the tourism agencies hiring them, and from the whole system they have embraced. One of the main justifications for the maintenance of such poor treatment from their employers is that they are capable of earning substantially more as porters than they could previously as subsistence farmers. Their life was indeed mostly disconnected from the national economic and political system and the new employment opportunities in the tourism industry have surely contributed to some form of improvement in their housing and villages, to the point where they cannot envisage losing this income potential, despite its obvious lack of stability and long term security. Obviously, there has

been some level of material benefit through this economical integration, but questions remain about the increments in their social capital, and their new level of participation in civil society.

Bibliography

Arellano, A. (2004) Spirits, Bodies and Incas: Performing Machu Picchu, in: J. Urry & M. Sheller (Eds) *Tourism mobilities: places in play, places to play*, pp.67-77 (London: Routledge).

BADATUR (2008) Banco de datos de turismo de la Universidad San Martin de Porres, Available at http://badatur.turismo.usmp.edu.pe/ (accessed July 2009).

Bauer, I. (2003) Inca trail porters: the health of local tourism employees as a challenge for travel medicine: *Journal of Travel Medicine*, 10(2), pp. 94-99.

Cassado, M. (1998) Peru's Tourism Industry: Growth, setbacks, threats: *Cornell Hotel and Restaurant Administration Quartely,* 39(1), pp. 68-73.

Desforges, L. (2000) State tourism institutions and neo-liberal development: A case study of Peru: *Tourism Geographies,* 2(2), pp. 177-192.

INEI (2007) *La pobreza en el Peru en el año 2007*, (Lima: INEI).

Laats, H. (2005) *Hybrid forms of conflict management and social learning in the Department of Cusco, Peru*, Doctoral thesis, Université de Wageningen.

Ladkin, A. & A. Martinez Bertramini (2002) Collaborative tourism planning: a case study of Cusco, Peru: *Current Issues in Tourism*, 5(2), pp. 71-93.

Luthi, K. (2007) *Développement touristique local, L'exemple de Ollantaytambo au Pérou*, BA Dissertation, Institut de géographie, Université de Lausanne.

Manrique, G. (2009) *Porters of the Inca Trail*, Film documentary (Gothenburg: Company Picture and Matchbox Media Ltd).

MINCETUR (2010) *Lineamientos para el desarrollo del turismo rural comunitario en el Peru* (Lima: MINCETUR).

Ocampo, J. A. (2004) Economic development and social inclusion, in M. Buvinić et al., (Eds) *Social Inclusion and Economic Development in Latin America* (Washington: Inter-American Development Bank).

PENTUR (2008). *Plan Estrategico Nacional de Turismo 2008-2018*, (Lima: MITINCI).

Roca Rey, I. & B. Rojas (2002) Pobreza y exclusion social: Una aproximación al caso Peruano: *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, 31(3), pp. 699-724.

Steel, G. (2008) *Vulnerable Careers: Tourism and Livelihood Dynamics among Street Vendors in Cusco* (Rozenburg Publishers).

United Nations (2010) Millenium goals, Available at www.un.org/millenniumgoals (accessed May 2010).

Tourism Community Involvement Strategy for the Living World Heritage Site of Hampi, India: A Case Study

Bernhard Bauer
(University of Vienna)
&
Nitin Sinha
(Heritage Conservation Initiative Consultants)
&
Michele Trimarchi
(European Centre for Cultural Organisation and Management)
&
Vincenzo Zappino
(Target euro)

Bernhard Bauer
University of Vienna, Austria
Hydea S.r.l., Florence, Italy
Email: b.bauer@hydea.it

Nitin Sinha
Heritage Conservation Initiative Consultants (HCIC)
3-4-468/1, Narayanguda, Hyderabad - 500 027,
Andhra Pradesh, India.
Email: www.hcicindia.org / r.nitinsinha@gmail.com

Michele Trimarchi
ECCOM - European Centre for Cultural Organisation and Management
Via Emilia, 81, 00187
Rome, Italy
Email: http://www.eccom.it / michtrim@tin.it

Vincenzo Zappino
Target Euro
Via delle Medaglie d'Oro, 60, 87100
Cosenza, Italy
Email: vincenzo.zappino@targeteuro.eu

Tourism Community Involvement Strategy for the Living World Heritage Site of Hampi, India: A Case Study

Abstract:
This study aims at defining the term *Living Cultural Heritage* (LCH) with a practice oriented community involvement concept being currently implemented at the World Heritage Site of Hampi, India. It analyzes the positive impacts of a tourism community involvement strategy on the local society and its cultural and natural heritage. The strategy's participatory development approach representing an empowerment strategy for the local population enhances the co-operation between different actors in the tourism development process through Local Consultative Committees (including locals, governmental institutions, public and private tourism stakeholders, site managers, etc.). In this way the community's role grows more important and participation as well as interdependency of actors in the tourism sector is more likely. This approach puts local communities and related environmental issues at the centre of the development process. It represents an integrated tourist model stimulating the integration of both tourists into local culture and local inhabitants into the benefits generated by tourism. Influential political institutions act as a platform for participative planning and integrate locals in the mutual decision making process of tourism development.
Concerning social and economic effects on the area there is correlation between benefits obtained by local people from tourism, suggesting that benefits impact people's attitudes towards conservation. The involvement strategy is set out to primarily support the residents in preservation of their own (in/tangible) heritage which is in daily use for different occasions. As long as locals can continue celebrating religious rituals, working in their enterprises and living in their traditional houses (mainly heritage buildings) these edifices enjoy intensive preservation procedures – in further sense it can be seen as a preservation method for local values and culture. The participation of locals in the conservation and protection process includes a monitoring and maintenance programme as well as a supportive role for the Hampi World Heritage Area Management Authority. The involvement strategy is also based on intensive integration in site interpretation in order to reconnect in/tangible heritage as well as to safeguard the site and its tradition.
This concept can be applied to similar WHS where active links between tangible and intangible cultural heritage are formed by the community.
The Hampi World Heritage Area is a highly popular domestic and international tourism destination which is currently undergoing significant changes concerning general tourism organization, infrastructure and marketing strategy towards a sustainable tourism development approach.

Keywords: Sustainable Tourism Development, Community Involvement, Social Anthropology, India.

Tourism Community Involvement Strategy for the Living World Heritage Site of Hampi, India: A Case Study

1. Introduction

Today the tourism sector is one of the fastest growing industries in the world due to a higher flexibility in transportation, booking facilities and the individual ambition of intellectual growth through travelling. The tourists' understanding of becoming an active agent in their travel experiences, moving between and among multiple localities, in an environment of transnational, interconnected social networks is rising. Tourists are perceived as the mobile modern population of the world soaking up information and life experiences. However, in the huge field of tourism, especially when we come to cultural- or eco-tourism, we should not only consider the tourists but also the social aspect of interaction with the local population and their environment.

The field of sustainable tourism is based on different aspects mainly focusing on environmental and economic issues but also on social and cultural constraints. Strategies about the active involvement of local communities into tourism structures may cover many of the mentioned fields at the same time – if implemented properly.

This paper presents a strategy for sustainable community involvement within an overall tourism development project at the World Heritage Site of Hampi, India. Sustaining the community has become an essential element of sustainable tourism. Taylor (1995: 487) argues that "the concept of community involvement in tourism development has moved nearer to the centre of the sustainability debate", which means in other words that without community sustainability, tourism development cannot be expected to be sustainable (Richards 2000). Murphy (1985) stresses that the "good will and cooperation of host communities" are one of the essential elements of community development. The concept of developing tourism on the basis of the community is not without its problems due to the difficulty of defining "the community". Throughout this paper, the term community refers to a "body of people living in the same locality", as defined by the concise Oxford dictionary. The complexity of communities and the relationships between them is steadily growing which poses significant challenges for the sustainable development of tourism. The strategy on this matter puts the individuals of the community in the centre of the discussion of the preservation of intangible cultural heritage and the commodities of tangible monuments.

The concept of *Living Cultural Heritage* (LCH), upon a new definition, which is an important asset for the participatory development approach representing an empowerment strategy for the local population is the theoretical contextualisation. The concept is primarily based on three activities for successful involvement of the locals. The *Local Consultative Committees* enhance the co-operation between different actors in the tourism development process; the involvement of locals into the *conservation and preservation process* gives a sense of ownership; and the integration into the *interpretation strategy* is a way to promote cultural commitment, capacity building and education.

The UNESCO (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization) World Heritage Site (WHS) of Hampi was put on the *World Heritage List* in 1986 as a group of monuments. After the completion of a general *Integrated Management Plan* (IMP), a *Master Plan*, and the creation of the *Hampi World Heritage Area Management Authority*[1]

[1] The HWHAMA was constituted in 2003 under the HWHAMA Act of 2002. Its main activities are the regulation and coordination of intervention within the HWHA. The urban

(HWHAMA) the site of Hampi was delisted from the *World Heritage List in Danger* where it preserved from 1999 until 2006. Hampi is a unique site due to its dimension, in the sense of geographical scale (23.000km²) and the immense number of monuments and cultural resources. The amount of monuments has been recently defined as 1600 – the site of Hampi is therefore difficult to preserve and it is extremely demanding for a visitor to understand such an extent and richness.

The whole area of Hampi is divided into a core, buffer and peripheral zone whereas the core zone is the most populated with almost 47% of the total population (75.000). Hampi Village[2] has registered one of the highest growths of population in the area due to radical socio-economic transformation and functioning as a reception centre to foreign tourists. Agriculture is the main sector in the local economy. While the largest portion of the active population has traditionally been involved in the production of sugarcane, paddy, banana and jiggery, in recent years tourism has become an increasingly important sector, revitalizing the local economy and attracting new investments especially in the private sector.

The Tourism Development Strategy

The Tourism Development Strategy for *Hampi World Heritage Area* (HWHA) was planned by tourism development consultants for the *Karnataka Department of Tourism* (DoT) and the HWHAMA. It includes a strategy for general infrastructure, road connectivity, legal issues and collaboration with the Government, Marketing strategy, Tourism Segment and Product strategy, environmental protection and community involvement. The approach proposed by the strategy puts local communities and related environmental issues at the centre of the tourism development. In HWHA, tourism development has to become an opportunity for local communities in terms of job creation, additional revenues, heritage preservation and socio-economic development. The strategy is based on an integrated tourist model which stimulates the integration of both tourists into local culture and local inhabitants into the benefits generated by tourism development.

The subject of "cultural consent" is very significant, meaning that local communities must agree to host tourists, after discussing and deliberating on the merits and demerits of tourism. Tourism should not be imposed on the local population – thus, awareness building becomes an imperative. The strategy enhances the co-operation between different actors in the tourism development process through Local Consultative Committees (including locals, governmental institutions, public and private tourism stakeholders, site managers, etc.) while improving its communication channels and developing interaction between all parties. In this way the community's role grows more important and participation as well as interdependency of actors in the tourism sector is more likely. Influential political institutions act as a platform for participative planning and integrate locals in the mutual decision making process of tourism development. Furthermore, the involvement strategy is based on ownership to ensure sustainability. Locals are being encouraged to make investments in the tourism industry and become stakeholders.

2. Definition of "Living Cultural Heritage"

The discussion about Cultural Heritage seriously started in 1989 with the Recommendation on the Safeguarding of Traditional Culture and Folklore by UNESCO. The

---

development authority is financed by the State Department of Kannada and Culture (Government of India) and had the primary goal to develop a Master Plan for HWHA.

[2] Hampi Village is located in the core zone of HWHA.

dominating ideas of monumentality and authenticity were followed by the Proclamation of Masterpieces of the Oral and Intangible Heritage of Humanity in 1997 which finally resulted in *The Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage* (ICH) in 2003 in Paris which was entirely dedicated to the definition of ICH.

The Convention's definition of ICH (2003) creates confusion because of the synonymously used term living cultural heritage. The term living cultural heritage should not be equalized with ICH because of several reasons. After Munjeri (1995) living cultural heritage acknowledges that objects and places obtain meaning and significance through the values that are ascribed to them by the people coming in contact with these objects. This change in understanding of cultural heritage could signify a new way of understanding objects and spaces by focusing on the human element associated with them. The UNESCO Convention of 2003 did not specify living cultural heritage related to monuments and buildings but only to persons "living" their traditions. This concept was additionally strengthened by the Living Human Treasures[3]. According to Keiko Miura's position (2005), living heritage brings opportunities and creates relations between cultural properties and communities in achieving their common future. While ICH represents traditions, customs, practices and knowledge recognized by communities and groups the term LCH signifies the linkage of these intangible assets with monuments and sacred places being actively used for rituals and other forms of daily social interaction. The synergy of intangible and tangible cultural heritage merges into living cultural heritage.

2.1. Living Cultural Heritage at Hampi

In the case of HWHA the landscape, monuments and temples should be identified as LCH as the buildings and institutions are in daily use by the population. Interaction between the living community and monuments is strong since residents of Hampi are still inhabiting traditionally built constructions and are using religious ancient edifices being entitled as WHS. Furthermore, temples and shrines serving for pilgrimage and religious activities are in daily use of Indian tourists as well as local prayers. The institutions and buildings with the highest importance for social and cultural life and traditions are located in Hampi Bazaar and Anegundi. Hampi Bazaar is an ancient street which was once part of a thriving market and residence of the nobles. Today the pavilions are individually being converted into shops, restaurants, small hotels and Bed & Breakfast places. The backside of the pavilions is used by poor villagers as their homes. Merchants, vendors, locals and tourists are enjoying Hampi Bazaar as the centre for social interaction, traditional community life, exchanging information and for accommodation facilities. The traditional houses and pavilions are generally well maintained but the individual attempts of restoration and conservation are often too invasive. Additionally, the surrounding landscape which also forms part of HWHA is in daily use for its soil resources and quarries. Cultural and natural heritage are inseparably linked in day to day activities of the local population, domestic visitors and international tourists. The example of Hampi demonstrates that living cultural heritage does not only refer to the intangible aspects. These living traditions and rituals are distinctively linked to specific buildings and sacred places. At Hampi, the tangible part of the cultural heritage is set into active usage

[3] UNESCO's definition for Living Human Treasures**: "**Living Human Treasures are persons who possess to a high degree the knowledge and skills required for performing or re-creating specific elements of the intangible cultural heritage**."** The Living Human Treasures programme aims at encouraging Member States to grant official recognition to talented tradition bearers and practitioners, thus contributing to the transmission of their knowledge and skills to the younger generations. (http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?pg=00061&lg=EN)

through (intangible) customs, traditions and rituals. As long as the community is traditionally attached to the built cultural heritage in such a way, this form of heritage should be defined as living cultural heritage. The daily usage of buildings should be even more encouraged and the message for conservation should be *how to do it* instead of *don't do it*. If all those buildings and monuments would not be used anymore the danger of *museumification* would arise quickly.

2.2. The "Living Cultural Heritage" Concept

Summarizing the explanations above the following illustration of the LCH concept is the result of an applied strategy for an active integration of the local population of Hampi. The LCH concept is a theoretical context of a situation and an interactive strategy to successfully raise awareness of cultural heritage among the local population, and to encourage every member of the society to participate actively in being a part of the living heritage. In this way the LCH concept is an empowerment strategy for the local population to higher social capital.

The LCH concept is deeply connected with an educational aspect and represents a cultural heritage awareness campaign for the local population. It is based on active participation which is also reflected in the interest of locals about their cultural, historical and social meaning of their cohabitation and monuments. This form of raising awareness is especially important for the two strategies of site interpretation and conservation within the community involvement strategy.

Another important aspect is that the LCH concept enhances co-operation between actors in the tourism development process – this comes true through the establishment of Local Consultative Committees as a discussion platform for every part involved in the local tourism industry. Furthermore, the principle of ownership and active integration in the development process gives a sense of responsibility about the future of Hampi to the local population and tourism stakeholders.

The concept fosters the close relationship of cultural and natural heritage. As the local population is still deeply dependent on agricultural activities the surrounding croplands are farmed in traditional manners. The social construction of gender work division, as well as the mutual work of farming and harvesting the fields is part of the cultural heritage of Hampi. The natural heritage is utilized for the continuation of cultural activities.

Tourists are also an important factor of the LCH concept as their proximity to the local people is a crucial fact. The level of authenticity is already very high at Hampi and will rise throughout the years if locals can continue their traditional life-style. In recent years international tourists are becoming more interested in foreign cultures than in visiting sights only. This fact strengthens the current development plan of Hampi as it is future oriented and balanced with the actual trends in tourism.

3. Significance of Tourism Community Involvement at Hampi

Due to the structural changes in tourism management of HWHA during the next decade, community involvement and participation is inevitable for the local population at this stage of the strategy implementation. Firstly, active involvement is a form of future oriented economic and cultural development. Secondly, the site of Hampi will keep its authentic atmosphere which will positively influence the number of international tourist arrivals.

Active involvement is a crucial issue in safeguarding the intangible heritage and the traditional architecture, both firmly linked to the community's traditions (concerning conservation). Conservation guidelines emphasize that conservation "should be viewed as an

indispensable instrument or a strategic tool to preserve old values in a policy of human change. The rehabilitation of old areas has to be conceived and carried out in such a way as to ensure that, wherever possible, this does not necessitate a major change in the social composition of the residents...Any adaptive use of the buildings has to be in consonance with their original functions, as also their dignity" (Feilden: 96). The strategy for participation in conservation and preservation is a decisive method for keeping the social equilibrium.

Intangible elements of cultural heritage expressed as community life and values or traditions are an important aspect at Hampi. Local cultural values are best preserved if tourism development is led by the resident population itself. If these values can be integrated into the tourism strategy locals could adjust their cultural activities to the tourism offers and their actions to the tourism development process.

Furthermore, local communities are highly attracted by the increased income opportunities from tourism activities. Local investment has to be encouraged because income generated by tourism activities stays almost totally in the local economy. The economic incentive is doubtless the most important factor for families to actively participate in the tourism business. Local investment is important for accumulating local ownership – in this way more local people could be employed in local businesses and the tradition of family run or small enterprises could be continued.

Concerning the question of the tourist, community involvement is a strategy for bringing the tourists closer to the locals. The profile of the cultural tourist who is seeking for local traditions and culturally significant experiences is constantly growing (especially tourists who are going to Hampi). This type of tourist is interested in local history, products and active interaction with indigenous people. Direct contact with locals whether if it is during a paid service or due to the atmosphere in the village gives an authentic experience. People living at Hampi are being respected in a more serious way and the area develops a sustainable authentic profile where public life has not been damaged by the tourism industry.

The strategy of the Integrated Management Plan which was implemented by the HWHMA focuses on the issue of heritage management. This kind of management at WHS is a comparatively new, post independence phenomenon in India. The acceptance and endorsement of the larger society from international to local and, wilful implementation by the official agencies is essential to the success of heritage management plans (Thakur, 2005).

4. Local Consultative Committees

Local Consultative Committees are a group of local representatives, regional governmental institutions, public and private tourism stakeholders, the HWHAMA, site managers and tourism experts, as well as NGOs and other private institutions which are directly connected to tourism activities and the development strategy at Hampi. The implementation of Local Consultative Committees shall ensure the communication and interaction between the authority and the local communities. As recommended by the IMP for Hampi, these consultative committees will become a platform for exchange of information where local communities will not just get informed but also inform authorities (Thakur, 2008).

In order to avoid a fragmented approach all the critical issues in terms of planning, development, heritage, conservation and tourism development are discussed together. The establishment of the committees aims at stimulating the integration of local communities into the economic development of HWHA. The needs for education, training or consulting to enter into the tourism business world will be clarified to make access easier for locals. The committees represent a specific tool to collect requests and/or information by its members to

be submitted to the Department of Tourism, local governments, private sector or all other local, regional and national stakeholders. This form of a "discussion round table" integrates locals in the mutual decision making process of tourism development in their direct neighbourhood and facilitates the access to government stakeholders. The concept of these committees is also based on creating direct communication channels and developing interaction between all involved parties.

Such committees represent essential communication tools applied by public and private stakeholders in order to communicate and collaborate with communities living in tourism destinations, which are encouraged to also become stakeholders through investment in the sector. The Consultative Committees are not only a practical tool to make people aware of their participation in the tourism sector – the main purpose is to create open discussions where HWHAMA, the local population and tourism experts define problems, solution, needs, and other issues related to tourism development on a local level.

5. Community Involvement in Conservation and Protection Works

Hampi is a unique area containing a wide variety of buildings representing ancient architectural styles and materials. In particular, the present scenario shows that the urban situation is vulnerable and the local population is not aware of the importance of protection and restoration of buildings. Often restorations are carried out with materials and architectural styles differing from the local traditional ones. As already stressed in the Master Plan for Hampi and the Joint Conservation Programme, a correct development strategy for new buildings and services related regulations have to be implemented. The fragile structure of Hampi's heritage and landscape can be a strong constraint for a sustainable policy of development of the area. To avoid this problem, a proper approach adopted at many UNESCO World Heritage Areas in the world is to develop research and studies that can provide guidelines for correct interventions in the field of restoration, protection and construction of new buildings. The importance of such guidelines is explained in the following with the example about Hampi.

The owners of properties like shops, hostels, bars and houses at Hampi Bazaar are innovative in finding solutions for expanding their buildings. Until now, even after the inclusion of Hampi on the World Heritage List, no major changes could be noted in the use and exploitation of the site from the side of the local community. Apart from some uncontrolled trends in the use of traditional spaces for tourism and the illegal construction of houses (for tourist reasons) the community is still traditionally attached to the built heritage. In order to keep the authenticity of all 1600 listed ancient buildings at Hampi (but especially at Hampi Bazaar) the community will be stimulated to participate at a voluntary maintenance programme consisting of basic up-keep and monitoring activities.

This programme aims at:

- providing cultural incentives to the local community to be involved more actively in the protection of the sites, and
- spreading the knowledge of rules and restrictions for self-restoration not only of one's property but also for public constructions like temples, shrines, and other edifices.

  This will be beneficial to both the conservation of HWHA and to the social development of the local communities.

A similar programme has already been implemented at the WHS of Timbuktu, Republic of Mali, for the restoration of three mosques in the protected historical centre. A cultural mission created by the Government of Mali led to restoration works which were carried out collectively while special works had to be done by professional masons

voluntarily. The three Imams of the mosques were entitled to decide when and what would be reconstructed. The "Safeguard Project" was entirely supervised by the UNESCO World Heritage Committee (UNESCO 1997, 2005).

The participatory approach in conservation decision making and in the actual collective work for protection benefits not only the conservation status of WHS but also the social development of the local society. Conservation activities can be used as a key to attract people from the community interested in developing technical skills. Practical skills provide a resource for social or private enterprises to expand their businesses.

The activity of social restoration represents an effective and economic way that proves advantageous in areas with limited financial resources. The involvement of local communities in the conservation process ensures an empowerment of the cultural identity, commitment to proper protection of heritage, and more individual financial investment in cultural activities. In this sense, the protection of built heritage leads also to the conservation of intangible heritage due to the prolonged possibility of using edifices for cultural activities. Conservation can be defined simply as any action taken to safeguard the material integrity of the cultural heritage in order to respect its significance in all the aspects (cultural, artistic, historical, religious, etc). The ICOMOS[4] '*Guidelines for the Education and Training in the Conservation of Monuments, Ensembles and Sites'* express clearly the definition of conservation: "The object of conservation is to prolong the life of cultural heritage and, if possible, to clarify the artistic and historical messages therein without the loss of authenticity and meaning. Conservation is a cultural, artistic, technical and craft activity based on humanistic and scientific studies and systematic research. Conservation must respect the cultural context" (ICOMOS 1993).

Public information (in the sense of publication, data management, presentation and interpretation of open and completed projects) is an important method for promoting the cultural heritage and, as a consequence, the understanding of the need for its conservation and protection. Also the presentation of conservation projects can raise interest and encourage public participation towards conservation issues. Community involvement in conservation reflects all aspects of the LCH concept such as empowerment, ownership, awareness raising of their own heritage, participatory development and communication between partners.

6. Community Involvement in Site Interpretation

Site interpretation in touristic terms is defined as the explanation of natural, cultural or historic values attached to places. It enables visitors to gain insights and understanding about the reasons for conservation and ongoing protection of heritage. An internationally approved definition by Tilden for site interpretation is the following: "Interpretation is an educational activity which aims to reveal meanings and relationships through the use of original objects, by firsthand experience, and by illustrative media, rather than simply to communicate factual information" (Tilden: 46).

The term site interpretation is different to the more common tern of site information because it benefits the tourism industry, the visitors, the environment, the operators and the local community. Site interpretation plays a critical role in achieving sustainability. It leads to social benefits by empowering the participants through the development of skills in preparing interpretation projects and in communicating with visitors. Natural heritage interpretation leads to environmental benefits due to the increasing appreciation of natural and cultural

[4] ICOMOS is the common abbreviation for the International Council on Monuments and Sites.

landscapes and to the broaden understanding of environmental issues. Through enhancing the quality of the experience of visitors and encouraging continued visitor interest in the activity, it benefits the local economy and creates economic sustainability.

Heritage interpretation is connected not only with touristic strategies but also with important issues related to the idea of citizenship. It is a way of building bridges between different marginalized groups in a community through shared involvement in working towards a common goal. This can result in the enhancement of mutual understanding and appreciation of differences and commonalities. The involvement of locals in site interpretation also assists in improving the educational level of the community. It contributes to better understanding of local history and culture, communication skills and a sense of leadership. Local guides and interpreters become experts in their professional guild which is appreciated by national and international tourists. A higher knowledge-level of local cultural activities positively impacts the safeguarding of sites and its traditions. At Hampi this instantly influences the reconnection of tangible and intangible heritage which is an important fact due to the strong relation of cultural and natural heritage.

6.1. Interpretation Strategy

The interpretation strategy for HWHA is very diverse and based on a long-term mission. The three main pillars of the strategy are shortly presented in the following, focusing on site research, presentation and benefits for the local community.

6.1.1. Interpretation Studies and Research for Creation of a Data-base

The creation of a detailed data-base including all information about the natural and cultural attractions of HWHA is necessary. The data-base is supposed to contain explicit information about every structure or building, natural formation, agricultural usage of HWHA as well as all kinds of significant cultural peculiarities concerning religion, tradition, daily life activities in the past and present.

The data-base will be formed through interpretation studies and research consisting of the creation of linkages among the documentation of past interventions, current implementations and material research of both tangible and intangible heritage. Reorganization and optimization of information is absolutely required in order to scientifically interpret the site.

The main objectives related with this project are the consolidation of previous interpretation studies and a decent organization of information about tangible and intangible heritage. Furthermore, this general research aims at giving a coherent view of the links between authenticity, integrity and interpretation of Hampi.

The results of this research will lead to the development of a holistic understanding of the site as a cultural landscape and help in future re-nomination processes as well as to informed decision-making in creating adequate interpretation tools without threatening the outstanding universal value of HWHA.

The implementation of the data base is an important source for using different types of high-tech information tools at HWHA, including audio guides, cultural information panels, an interactive internet web page and radio frequency identification. Besides these modern tools, traditional interpretation material will be used more extensively, including personal guides, books, workshops, informative events and training programmes.

6.1.2. Interpretation Centre

The development of an interpretation centre at the main entrance of Hampi is considered as one of the most important investments in order to stimulate tourism participation and to have a strong impact on visitors. The interpretation centre is conceived as a tool for better understanding and interpretation of the area. The main objectives of the

interpretation centre are to give a wider idea of the importance and significance of Hampi's cultural heritage and traditions as well as to systematically integrate information services for its tourists. The interpretation centre is also seen as a challenge for the development of local economy through tourism development.

6.1.3. Courses and Trainings

To achieve a high level of local integration into interpretation jobs the strategy recommends special interpretation courses for locals. The aim of the courses is to improve not only specific knowledge of the participants about local cultural heritage but also how to present this information in front of foreign tourist groups. This training will allow locals to be employed in local cultural tourism operators or to run own enterprises[5].

7. Conclusion

The success of the community involvement strategy will be a vital asset for the general positive outcome of the *Tourism Development Strategy for HWHA*. Fortunately, the active usage of monuments and sights represents one of the major strengths at Hampi. Locals are physically attached to their tangible heritage which is fundamental for the continuing practices of rituals, religious manifestations, and cultural activities. The presence of the inhabitants is a long term guaranty of preservation of Hampi's tangible and intangible heritage. Therefore, locals who are living in heritage monuments should be encouraged to keep on living in these heritage areas as this can be seen as a natural maintenance strategy. The question of ownership is an important factor giving the locals the feeling of being integrated on a long-term basis. Planning methods are "unlikely to be successful if they do not engage the local population in the ownership of the project" (Throsby: 25). Furthermore, the continuing presence of locals in the centre of Hampi leads to the prevention of *museumification* and supports the authenticity of the area.

The proposed term and definition of Living Cultural Heritage should be adopted on a wider international level as it represents the link between tangible and intangible cultural heritage. LCH shall not be seen as the substitution for the UNESCO's Living Cultural Treasures but is meant to be an expansion of the complex field of cultural heritage in general.

Jamal and Getz (1995) argued that residents have been marginalized and subordinated to the edge of the tourism development process and that residents should be included as major stakeholders in tourism planning and development. The Living Cultural Heritage concept goes beyond the idea of including locals individually – it aims at involving the community as a whole. Expressed in the words of Richards and Hall, "communities are increasingly being seen as providing the essential link between the local and the global" (2000: 2), the community becomes an important aspect in the development process. The LCH concept focuses on the active involvement of the community as well as on the theoretical link between tangible and intangible cultural heritage and can be applied to any Living World Heritage Site in developing countries. It is a strategy for local community empowerment due to their participation in decision-making processes and in conservation projects. The involvement of Hampi's community in the tourism development process is based on three major activities: inclusion into Local Consultative Committees, participation in conservation and maintenance activities, and the involvement in the interpretation strategy. This does not only affect the cultural part of the society but also the preservation of the natural environment which is

[5] These skills and competences are particularly requested by local tour operators in order to identify and organize cultural tourism products and packages.

culturally constructed. Local communities and economic systems often hold the key to their survival or destruction (Richards, 2000).

The community involvement strategy of the *Tourism Development Strategy for HWHA* is a long-term mission and is going to be implemented between 2010 and 2015. This paper can be seen as the kick-off for a PhD research analyzing the implementation progress of community integration related projects. The research focuses on measuring resident's attitude towards the LCH concept; the protection of locals and their cultural heritage; the factor of exploitation of cultural heritage; the tourism impact on the local culture and traditions; the community's agreement to host tourists; and the future dependency on income from the tourism sector. The acceptance and awareness of the LCH concept has to be verified and represents one of the key outcomes of the study. The anthropological research methods are based on participatory observation, qualitative interviews with tourism stakeholders and families who are still not involved in the tourism sector. Close co-operation is expected with the UNESCO regional office in New Delhi, the University of Kannada at Hampi and officials from the regional government.

Bibliography

Feilden, B. (1989) "Guidelines for Conservation: A Technical Manual", Indian National Trust for
Art and Culture Heritage. New Delhi, India.
ICOMOS (1993) "Guidelines for the Education and Training in the Conservation of Monuments, Ensembles and Sites", 10th Session, Colombo, Sri Lanka.
Jamal, T. and Getz, D. (1995) "Collaboration Theory and Community Tourism Planning", Annals of Tourism Research, Vol. 22, No. 4, pp 186-204.
Miura, K. (2005) "Conservation of Living Heritage Site. A Contradiction in Terms? A Case Study of Angkor World Heritage Site" Conservation and Management of
Archaeological Sites, Vol. 7, pp 3-18.
Moscardo, G. (1998) "Interpretation and Sustainable Tourism: Functions, Examples and Principles" The Journal of Tourism Studies, Vol. 9, No. 1, pp 2-13.
Murphy, P. E. (1985) "Tourism: A Community Approach" New York, Methuen.
Munjeri, D. (1995) "Spirit of the People, Never of Heritage" Paper presented at the World Heritage Centre (WHC) / International Councils of Monuments and Site (ICOMOS) meeting: Harare.
Richards, G., Hall, D. (Ed.) (2000) "Tourism and Sustainable Community Development" Routledge, London.
Richards, G. (2000) "Cultural Tourism" In: Van Der Straaten, J., Briassoulis, H. (Ed.) "Tourism and the Environment" Dordrecht: Kluwer.
Taylor, G. (1995) "The Community Approach: Does It really Work?" Tourism Management Vol. 17, pp 487-489.
Thakur, N. and Gupta, S. (2008) "Hampi. Statutory Spatial Planning Tools for Sustainable and Value-based Development of World Heritage Site" Journal of the Development and Research Organisation for Nature, Arts and Heritage, Spring/Summer, Vol. 5, No. 1, pp 127-136.
Thakur, N. (2005) "Integrated Management Plan for Hampi World Heritage Site Volume 6" Department of Architectural Conservation, School of Planning and Architecture, New Delhi.
Throsby, D. (2009) "Tourism, Heritage and Cultural Sustainability: Three 'Golden Rules'" In: Fusco Girard, L., Nijkamp, P., (Ed.) (2009): "Cultural Tourism and Sustainable Local Development", pp 13-30, Ashgate, England.

Tilden, F. (1977) “Interpreting Our Heritage” Third Edition. Chapel Hill: North Carolina Press.
UNESCO, (1997) “Convention Concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage. 21st Session” WHC-97/CONF.208/17. Naples, Italy.
UNESCO, (2005) “Convention Concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage. 29th Session” WHC-05/29.COM/7A. Durban, South Africa.
Urlography http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?pg=00061&lg=EN – retrieved on July 25, 2010.

Le Patrimoine mondial pour créer une identité commune dans l'Afrique du Sud post-apartheid ? Exemple de la ville du Cap

Nadia Belaidi
(UMR CNRS)

Dr Nadia Belaidi
Chargée de recherche au CNRS
Droit international et comparé de l'environnement
UMR CNRS 8586 PRODIG
2 rue Valette 75005 Paris - France
Courriel : nadia.belaidi@prodig.cnrs.fr

Le Patrimoine mondial pour créer une identité commune dans l'Afrique du Sud post-apartheid ? Exemple de la ville du Cap

Résumé :
Le Patrimoine Mondial serait-il de nature à créer du lien social au niveau local ? C'est ce que semble postuler les autorités sud-africaines en développant dans la métropole du Cap un projet autour de Table Mountain National Park (TMNP), lequel présente pour singularités:

- d'être une des huit aires protégées de la Région Florale du Cap inscrites sur la liste des biens naturels du Patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2004 pour ses qualités écologiques (flore caractéristique et endémique),
- de faire l'objet avec plus de 4,2 millions de visiteurs par an d'une pression touristique considérable et
- d'être bordé par des communautés noires défavorisées.

La production de ce nouvel espace urbain semble permettre de formaliser des « repères communs » à l'ensemble de la population. Toutefois, cette tentative de faire émerger une identité locale commune dépend de l'appropriation du lieu, notamment par les populations autrefois exclues. Aussi l'autorité de gestion du parc – SANParks (South African National Parks) fait le pari de développer le « tourisme local » sur ce site du patrimoine mondial afin d'en inciter l'usage, la fréquentation et l'investissement en tant qu'espace de vie notamment par les populations défavorisées. Un tel développement nécessite en amont une stratégie d'*écologie sociale* dont l'objectif est de créer une dynamique de promotion sociale et d'éducation populaire en faisant du parc un outil d'intégration sociale des communautés défavorisées.
Outre l'examen de l'insertion du projet dans la logique de développement à long terme de la ville du Cap, la fonction ici attribuée à la protection de l'environnement par le classement patrimonial permet de discuter du soutien des valeurs sociales portées par la *Convention relative à la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel* de 1972 pour nourrir un projet politique de réconciliation nationale dans un pays en transition démocratique.
Ces réflexions, fondées sur des études de terrain réalisée en mars, juillet/aout 2009 et avril 2010, font parties d'un projet de recherche sur l'intégration de TMNP dans la métropole du Cap (PERISUD, ANR les Suds).

Mots clés : écologie sociale, biodiversité, post-apartheid, patrimoine, Afrique du Sud.

Le Patrimoine mondial pour créer une identité commune dans l'Afrique du Sud post-apartheid ? Exemple de la ville du Cap

Depuis l'entrée de l'Afrique du Sud dans l'économie mondiale – après l'abolition du régime d'apartheid en 1991, la Montagne de la Table au Cap est considérée comme une ressource nationale (Green, 2007). Elle est d'ailleurs consacrée par un Parc national qui porte son nom – Table Mountain National Park, lequel présente plusieurs spécificités.

Il est d'abord l'une des premières destinations touristiques d'Afrique avec plus de 4,2 millions de visiteurs par an (Department of Tourism, 2009). C'est, ensuite, un parc situé en périphérie (mais à l'intérieur des frontières métropolitaines) d'une ville fortement ségrégée et très inégalitaire où plus de 3 millions d'habitants toujours divisés en différents groupes de populations[1] vivent les uns à coté des autres. D'ailleurs, le parc est bordé par des communautés noires défavorisées qui à l'origine n'avaient pas le droit d'accès à cette zone déclarée « blanche » en 1957. C'est, enfin, une des huit aires protégées de la Région Florale du Cap (RFC) inscrites sur la liste des biens naturels du Patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2004 pour ses qualités écologiques (flore caractéristique et endémique).

Il y a plus de 4500 espèces de plantes dans la RFC. La seule péninsule du Cap, où se trouve Table Mountain National Park, en compte plus de 2000 dont près de 100 sont endémiques (Government of the Republic of South Africa Department of Environmental Affairs and Tourism, 2003). C'est pour la valeur universelle de cette végétation et le maintien des processus écologiques et biologiques auxquels elle contribue que l'IUCN et l'UNESCO ont retenu la candidature du site pour son inscription au patrimoine mondial (IUCN, 2004).

De plus, l'IUCN a notifié dans son rapport d'inscription l'importance des qualités culturelles du site – bien que l'Etat sud-africain ne l'ait pas sollicité, en particulier du fait de la liaison entre la végétation spécifique du site – le fynbos – et l'histoire précoloniale du Cap. Les San étaient présents jusqu'en 1978 sur la zone (IUCN, 2004). Cette végétation rappelle l'origine « africaine » de la population du Cap en soulignant la relation étroite et la signification de cette végétation pour les populations précoloniales qui s'est ensuite répandue auprès des autres populations.

S'ajoute à cela la valeur iconique de la montagne de la Table. Outre le marqueur spatial qu'elle représente puisque la distance avec le centre s'évalue en fonction de la proximité de la montagne – distance qui a pris un sens dramatique lorsque les populations noires et colored établies à ses pieds (voir par exemple District Six, Noor, 1999) ont été déplacées dans des townships jusqu'à 30 km de là, sous le coup du *Native Resettlement Act* de 1954. La montagne est alors devenue le symbole de la liberté et de l'aspiration à la dignité. C'est ce que l'on retrouve aussi dans les récits des prisonniers de Robben Island d'où la montagne est visible et qui est devenu un symbole de résistance (Mandela 1995; Daniels 2002).

Ainsi, derrière une problématique indéniable de préservation de la biodiversité, la culture et les éléments identitaires sont prégnants. Ici la biodiversité est le support d'une culture et d'une identité qu'on ne peut pas nommer et qu'on tente de construire. L'inscription

[1] Écrire sur l'Afrique du Sud exige l'emploi d'un vocabulaire racial façonné par l'histoire et l'idéologie auquel il n'est en aucune manière question de souscrire. Le lecteur est donc prié de lire des guillemets partout où les termes raciaux sont utilisés et de retenir l'indignation à les utiliser.

au patrimoine mondial assoit les valeurs naturelles et culturelles fortes du site et leur relation, voire leur interdépendance.

Ce mélange entre problématique sociale et enjeux environnementaux donne une envergure particulière à TMNP. Ce parc semble être un instrument d'une nouvelle éthique de la conservation qui vise à promouvoir le développement des communautés locales au travers de la conservation et du tourisme.

Avec l'abolition de l'apartheid, SANParks (South African National Parks), l'autorité nationale de gestion des parcs, s'est vue conférer pour mission de promouvoir une nouvelle idée de la conservation dans les parcs nationaux d'Afrique du Sud. Une conservation qui tranche avec la logique traditionnelle où les habitants (noirs) des villages environnants étaient vus comme des braconniers potentiels et des concurrents pour la terre et l'eau, et leur pauvreté comme un embarras pour le tourisme. Ainsi sensibilisé à la question de la « responsabilité sociale » envers les communautés depuis le milieu des années 1990, SANParks se dit aujourd'hui porteur d'une idée de la conservation qui s'éloigne du modèle d'inspiration coloniale centrée sur la préservation. Il s'inscrit explicitement dans une posture d'écologie sociale, démarche fondée sur les conceptions traditionnelles de la faune et de la flore dans les cultures locales qui promeut le développement des communautés par la conservation et le tourisme (Cock et Fig, 2002, pp. 135, 141, 142).

Pour atteindre cet objectif d'écologie sociale, SANParks a entendu créer un nouveau parc national, Table Mountain National Park (TMNP), en élargissant le Cape Peninsula National Park – promu au Patrimoine mondial – aux dimensions du Cape Peninsula Protected National Environment afin de protéger plus efficacement la flore à valeur universelle de la Péninsule (1). Cette « stratégie de conservation de la biodiversité », telle que SANParks la présente (Daitz et Myrdal, 2009, pp. 332-333), apparaît comme un outil d'intégration sociale des communautés défavorisées où le parc est porteur d'une dynamique de promotion sociale et d'éducation populaire (2). Faire ainsi de TMNP une aire post-apartheid participe directement au processus de construction nationale de la *nouvelle* Afrique du Sud, c'est une stratégie qui laisse entrevoir le patrimoine comme un vecteur de démocratisation (3).

1. Table Mountain National Park : protéger une biodiversité à statut de patrimoine mondial

En 1996, SANParks entame de longues négociations, encore en cours, afin d'élargir le Parc national de la Péninsule du Cap (CPNP) à l'ensemble du Cape Peninsula Protected National Environment (CPPNE) et, ainsi, de donner naissance à Table Mountain National Park. Cette manœuvre permettra au CPNP d'être promu au patrimoine mondial en 2004 ; l'IUCN et l'UNESCO reconnaissant à la fois l'extraordinaire richesse de sa flore et la capacité du site à maintenir les processus naturels essentiels à la pérennité de cette biodiversité. Le CPNP est une des huit aires inscrites au titre des biens naturels du patrimoine mondial que rassemble la Région Florale du Cap en un ensemble homogène porteur de valeurs universelles[2].

Avec 4651 variétés de plantes et un taux d'endémisme de 31.9 %, le Cape Peninsula National Park (CPNP) a un niveau de biodiversité végétale inégalé par les autres *hotspot* de

[2] Conformément aux critères naturels (ii) et (iv). Selon le critère (ii), processus écologiques, le maintien des processus écologiques et biologiques et l'évolution du biome unique du Fynbos fait de la Région Florale du Cap une valeur universelle remarquable. Selon le critère (iv), biodiversité et espèces menacées, en comparaison avec les aires de même taille dans le monde, la Région Florale du Cap est une des aires les plus exceptionnelles par sa richesse en plantes (IUCN, 2004).

biodiversité en région tempérée. Il tient aisément la comparaison avec d'autres sites proposés ou inscrit sur la Liste du patrimoine mondial pour leurs valeurs botaniques. Cette diversité exceptionnelle de plantes pour ce type climatique est cependant en danger. Les dernières évaluations indiquent que 6 % des espèces de plantes est menacé sur la Péninsule, ce qui rend absolument nécessaire la conservation internationale de cette aire.

Mais si le Cape Peninsula National Park (CPNP) peut participer à la conservation de la biodiversité – et donc du fynbos, comme l'a reconnu l'IUCN dans son rapport de nomination, c'est parce qu'il est entouré par le Cape Peninsula Protected National Environment (CPPNE). De nombreuses études ont montré que le maintien des processus naturels essentiels à la pérennité de la biodiversité du site n'est possible que dans le périmètre du CPPNE (Cowling & al., 1991, Trinder-Smith & al., 1996a, 1996b). Cependant, la volonté de promouvoir le Cape Peninsula Protected National Environment (CPPNE) au rang de Parc National avec la création de Table Mountain National Park, se heurte à la grande diversité de statut et de propriétaires des terres qui composent le CPPNE.

Le Cape Peninsula Protected National Environment (CPPNE), CPNP inclus, n'est qu'à 80% dans le domaine public réparti entre les autorités nationales, provinciales, régionales et locales. Les 20% restant sont des terrains privés, incluant quelques réserves naturelles privées, qui appartiennent à 174 propriétaires différents et dont SANParks voudrait au moins pouvoir assurer la gestion. Aussi en 1996, un processus a été amorcé pour fusionner la propriété foncière dans le CPPNE sous une seule autorité de gestion : SANParks.

Aujourd'hui, sur les 31734 ha[3] disponibles, 23000 ha ont été transférés à Table Mountain National Park (Mike Slayen (Park's conservation planning manager), ParkNews-Table Mountain National Park, Third Quarter, 2008, p.7) (Voir fig. 1). Or l'objectif est de donner à TMNP l'envergure du Cape Peninsula Protected National Environment (CPPNE), soit 29 000 ha. Si la majeure partie du domaine public est intégrée à Table Mountain National Park (TMNP), le défi principal se trouve désormais dans l'ajout des terrains privés que SANParks réalise par contrat (SANParks and Settlement Planning Services – Land Use & Environmental planners 2001). Ces terres ayant une trop forte valeur monétaire, SANParks ne peut pas les acquérir. Si l'expropriation est une option légale qui n'a pas encore été utilisée, l'appel à la donation qui lui a été préféré n'a que très faiblement fonctionné – les propriétaires, conscients de la grande valeur de leurs terrains, cherchent à en tirer le maximum de bénéfices. Aussi, l'autorité nationale de gestion des parcs a-t-elle développé une stratégie de recomposition territoriale fondée sur un contrat de gestion des terres à long terme avec les propriétaires fonciers. Ce contrat vise l'élimination des plantes exotiques, la gestion du feu et des réductions d'impôts – c'est ce que l'on appelle l'approche FAR (Fire, Alien, Rates).

Ce contrat vise à protéger la biodiversité du site. Le fynbos est, en effet, très vulnérable au feu. Les arbustes restent fragiles pendant quelques saisons après un feu, ils ont besoin de temps avant de pouvoir fait face à un autre événement semblable. Aussi des feux trop fréquents risquent d'avoir un impact dévastateur sur la végétation de Table Mountain National Park (Midgley et al., 2005). D'ailleurs, plusieurs espèces de plantes propres à la Péninsule du Cap ont déjà été perdues à cause de la trop grande fréquence des feux (Joubert 2008). Les plantes exogènes sont aussi une grande menace pour la diversité florale, voire la plus grande (Turpie et al., 2003, p. 61). Ces plantes portent atteinte au système biologique du fynbos, or elles s'étendent de plus en plus chaque année.

[3] 17 254 ha du Cape Peninsula National Park (dont 5707 ha restent gérés dans son cadre sans être formellement partie de TMNP) et les 14 480 ha de zone tampons (composées de réserves naturelles privées, de terres du domaine public (étatique, provincial, local) et de terrains privés élevé au rang de parc national).

L'élimination des plantes exogènes et la gestion du feu sont d'autant plus nécessaire que d'une part les abeilles qui butinent le fynbos sont les pollinisateurs des fruits de l'industrie fruitière avoisinante et que le fynbos situé sur le bassin-versant de la montagne aide à réguler l'approvisionnement en eau de la région (voir aussi Van Wilgen et al., 2001). Or la surexploitation de la ressource et la transformation de la végétation naturelle par le développement urbain et l'agriculture constituent d'autres menaces majeures à ces services naturels. La valeur du fynbos produit, récolté pour l'industrie de fleurs fraîches et séchées, les toitures et le bois de construction, représente 78 millions de Rands par an. En raison de la rareté et de la diversité de sa flore, 50 % des touristes internationaux qui visitent l'Afrique du Sud chaque année inclut le Western Cape (et Table Mountain National Park) dans leur voyage. Le tourisme – de l'observation du paysage, des oiseaux et/ou des baleines au tourisme d'aventure – rapporte environ 6 406 millions de Rands à la province du Cap annuellement (Turpie et al., 2003).

Ce contrat répond, en partie, au statut de Patrimoine mondial du site. Cet espace porte, désormais, des valeurs communes à toute l'humanité (voir Kiss et Beurrier, 2000, pp. 236-240), ce qui implique un comportement de conservation approprié de la part de l'Afrique du Sud. La *Convention relative à la Protection du Patrimoine Mondial Naturel et Culturel* (Paris, le 16 novembre 1972) souligne l'idée que certains sites sous souveraineté étatique ont un intérêt qui dépasse les frontières des États territoriaux et concernent toute l'humanité. Ici cet intérêt se trouve dans les fonctions écologiques de l'aire consacrée. À ce titre, avec la création de Table Mountain National Park, l'Afrique du Sud se donne les moyens de protéger efficacement une biodiversité à statut de patrimoine mondial et répond par la même à ses obligations internationales. Tout au moins en partie car sur un site du Patrimoine mondial, on ne peut se limiter à préserver et réduire au minimum l'impact sur la biodiversité.

Selon l'article 4 de la Convention, l'Afrique du Sud a pour obligation d'*identifier, protéger, conserver, développer et transmettre le patrimoine aux générations futures*. Cet article signifie que l'État territorial doit adopter une politique générale afin d'assigner une fonction sociale au patrimoine. Ainsi, l'État doit prendre des mesures pour préserver des sites consacrés au nom et dans l'intérêt de la communauté internationale. Ici l'Afrique du Sud devient un *Trustee* : il exerce un mandat dans l'intérêt des générations présentes et futures.

Ainsi éliminer les plantes exogènes, gérer les incendies, protéger contre la surexploitation, l'urbanisation et la pression du tourisme sont autant d'obligations qui incombent naturellement à un service de protection de la biodiversité, mais sont insuffisantes lorsqu'elles s'appliquent à une biodiversité à statut de Patrimoine mondial. Aussi SANParks ne s'en est-il pas tenu à la seule promotion d'outils centrés sur la préservation des processus biologiques et écologiques, il a ajouté une autre fonction à ce parc en cherchant à valoriser sa dimension sociale.

2. Table Mountain National Park : un outil d'intégration sociale

Selon SANParks, Table Mountain National Park (TMNP) doit être un *park for all forever*. Avec ce slogan, l'autorité nationale a élaboré sa « vision » du parc : un parc désormais inscrit au patrimoine mondial pour sa biodiversité, laquelle constitue un fort marqueur identitaire, qui doit être accessible à tous quelle que soit sa condition sociale (et raciale) (Daitz et Myrdal, 2009, p. 332).

Ainsi, TMNP est vu comme le lieu où les habitants des townships et des banlieues pourront par le lien créer ou recréer avec la nature et ses implications culturelles se rencontrer et forger une identité locale commune. Là où aujourd'hui le vivre-ensemble est encore hésitant.

Mais si TMNP est aux portes du Cap, il est accessible gratuitement à seulement 70%. De nombreux habitants ont besoin de moyen de transports et d'un prix d'entrée abordable pour y accéder. Cela signifie que sans un investissement social, il sera impossible pour les populations de s'approprier le territoire puisque les populations ne pourront pas s'y rendre. Aussi SANParks a developpé une stratégie en deux points.

D'abord, rendre le parc économiquement accessible. Pour ce faire, SANParks a développé la « Cape Town Wild Card (CTWC)». Pour 60 Rands (prix de l'entrée à la réserve naturelle du Cap de Bonne espérance), les habitants du Cap bénéficient de 12 entrées utilisables dans n'importe lequel des trois sites payants de TMNP (Boulders, Silvermine, Good Hope).

Seul l'accès au sommet de Table Mountain par le téléphérique (R160 A/R) n'est pas pris en charge par la CTWC. Aussi pour offrir à tous un accès à TMNP dans son intégralité, un système de transports en commun du centre ville du Cap au sommet de la Montagne de la Table (Signal Hill "people mover") a été mis en place (SANParks 2008).

Ensuite, permettre d'acheter la carte. Ici, le gouvernement a développé une politique d'emploi dans le parc. Par exemple, en avril 2004, le Parc a obtenu 35 millions de Rands d'un plan national de réduction de la pauvreté sur une première période de trois ans et un complément de 6,65 millions de Rands pour une quatrième année que le *Department of Environmental Affairs and Tourism's Social Responsibility Directorate* a investit dans un programme de travaux publics (the *Expanded Public Works Programme* (EPWP) dans le parc. Ce programme visait à rénover les sentiers existants (250 km de sentiers à remettre aux normes en vigueur, ce qui a couté R16 millions) ainsi que 22 autres points d'accès à la montagne, à mettre en place des panneaux directionnels, à améliorer les installations tels que les sites de pique-nique, à construire les camps de base des randonnées organisées dans la montagne, à restaurer des bâtiments historiques, à former 60 guides touristiques et 60 officiers de sécurité, et à employer 10 maitres nageurs (Richard Williams (Park's special projects coordinator), ParkNews-Table Mountain National Park, Third Quarter, 2008, p. 5).

Pour réaliser ce programme de travaux publics, SANParks a employé des chômeurs qui résident en bordure du parc et à Loyola dans le township de Gugulethu dont les habitants avaient été chassé de Simon's Town dans les années 60. Conformément à la politique gouvernementale, la plupart des employés était des femmes, des jeunes et des handicapés. Au cours de la période de quatre ans, un total de 560 personnes a été employé. Ils ont reçu une formation de 24 mois en alternance et un contrat de travail de deux ans. Tous les employés ont commencé comme ouvriers au salaire le plus bas (R40 par jour) et on pu évoluer vers les rangs d'ouvrier spécialisé, d'ouvrier qualifié, de chef de chantier voire d'entrepreneur (R120 par jour).

Ainsi, la politique annoncée et amorcée par SANParks est de créer de l'emploi, de générer un revenu qui permet d'acheter (notamment) la Cape Town Wild Card et de rendre le parc accessible aux populations défavorisées.

Cependant, les résultats en terme d'embauche son maigres. Sur les 12 équipes (sur 21) employées pour rénover les sentiers, seulement deux ont été embauchées pour entretenir les chemins. Certes, de petites entreprises ont vu le jour à la faveur du chantier – par exemple 49 contrats ont été attribués à des prestataires de services pour transporter les ouvriers – mais la plupart des employés du chantier sont restés sans emploi malgré la création par le Ministère du Travail d'une base de données à destination des employeurs (ParkNews 2008).

Toutefois, selon la Commission de l'IUCN sur le droit de l'environnement ce "programme d'ascension sociale" (*social upliftment programme*) conserve l'avantage de mettre les populations défavorisées en contact avec les aires protégées (Mackey et Kintzele 2008, p. 8). Ce contact favoriserait la prise de conscience et la promotion des valeurs et des

avantages de la conservation de la biodiversité. Cela confirme la politique de SANParks et sa croyance que, une fois que les ouvriers auront assez de revenus, ils achèteront la Wild Card et investiront le parc. Ainsi, ils pourront "Go wild" (s'éclater !) – selon la devise du SANParks, et rencontrer les autres « communautés » (*population groups*).

Dans ce cadre, c'est le principe de «l'écologie de la réconciliation » (*reconciliation ecology*) (Rosenzweig, 2003) qui est visé, lequel tend à rétablir les injustices issues de la perte de biodiversité et des systèmes d'exploitation et de protection de la biodiversité qui sous le régime d'apartheid ont conduit à des expropriations dans les communautés noires et à l'interdiction pour ces mêmes communautés d'accéder aux parcs nationaux. Ce principe exige que l'on examine les questions de "l'inclusion" et de "l'accès" de toutes les populations. Il est fondé sur la responsabilité morale de l'Afrique du Sud de rompre avec l'héritage de l'apartheid.

Les stigmates de l'apartheid sont encore fortement présents. Si l'on veut voir les populations investir le Table Mountain National Park, le sentiment d'appartenance à la société capetownienne doit être renforcé. La contribution du patrimoine naturel (et culturel) à la construction d'une nation et d'une nouvelle société sud-africaine implique de revenir sur les inégalités ethniques héritées de l'apartheid. Dans ce cadre, la création du parc national ne se limite pas à sa capacité de préservation de la biodiversité et de promotion de l'écotourisme (en ce sens, voir Cock and Fig 2002, p. 148). Il est le support d'une stratégie d'*empowerment* par laquelle on tente de faire prendre conscience de soi comme acteur de la ville. Un acteur, un citoyen qui peut aujourd'hui accéder à des zones autrefois interdites.

Faire de la participation populaire, un vecteur de reconnaissance de soi et des autres a été expérimenté avec le changement de nom du parc. En raison de la prégnance de la classe moyenne blanche – du fait de la mise à l'écart des résidants noirs des Cape Flats, l'ancien comité du parc, composé des résidants de la Péninsule, avait choisi de nommer le parc « *Cape Peninsula National Park »* (Parc National de la Péninsule du Cap). Tout en popularisant le parc à travers la ville, le vote a permis de montrer que si aucun citoyen ne doutait de la localisation de la Montagne de la Table et de ce qu'elle signifiait pour lui, assez peu savaient où se situait ou ce qu'était la Péninsule du Cap. Le nom du parc a été formellement changé pour Table Mountain National Park en 2004 (Daitz et Myrdal, 2009, p. 335). SANParks joue, ainsi, sur la valeur que chacun accorde à la Montagne de la Table pour créer du lien entre cette population divisée. C'est une stratégie qui fait sens dans la mesure où de tout temps, au Cap, la Montagne de la Table a été un point de repère central.

Avant même que la ville du Cap n'ait existé, la montagne a exercé un pouvoir sur le paysage. Connu par les tous premiers occupants du Cap (les *KhoiSan*) sous le nom de *Hoerikwaggo*, la montagne de la mer, et par les *amaXhosa* sous le nom de *Umlindi Wemingizimu*, l'observateur du sud, elle créé un paysage immédiatement reconnaissable (voir Vergunst, 2000). Les pionniers européens ont été aussi frappés par ses lignes singulières. Ils ont inventés des mythes pour la relier au monde qu'ils avaient quitté (Green 2007, p. 189)[4]. Considérée pour sa beauté, sa richesse botanique et sa valeur spirituelle, elle est vite devenue un site important pour la classe moyenne blanche du Cap qui émerge à la fin du 19ème siècle (Van Sittert 2003a et 2003b). Puis des années 1950 à 1991, l'apartheid a structuré la vie et le travail de chacun, son héritage dans l'organisation de l'espace continue d'ailleurs de peser sur la ville. Proclamée zone blanche en 1957, la Montagne de la Table est un point de repère de cet héritage. La montagne a eu une place particulière dans la ville d'apartheid. La proximité

[4] Par exemple, le mythe d'Adamastor, inventé par Luis de Camoens dans Les Lusiades, fait de la Montagne de la Table un Titan renversé, l'absorbant ainsi dans la structure familière de la mythologie grecque.

que les populations avaient avec la montagne quand elles vivaient dans des quartiers situés à ses pieds comme District Six (voir par exemple Noor 1999) ou Walmer Estate, avant les déplacements forcés du début des années soixante, les a menée a la considérer comme un espace de liberté. Elle a symbolisé l'aspiration à la dignité et a joué un rôle significatif dans la vie quotidienne sous l'apartheid.

Aujourd'hui, la montagne est le support d'activités économiques et environnementales qui la lie non seulement avec le reste de la ville mais aussi avec le reste du monde, elle est plus que jamais intégrée aux structures politiques et économiques de la société. Elle est devenue l'enjeu de négociations complexes entre des utilisateurs différents et des groupes d'intérêt, une ressource dans l'économie touristique internationale qui doit être gérée de manière efficace et rentable.

De réels retours financiers sont attendus de son exploitation pour la population, et notamment les plus pauvres. L'argument de SANParks, sous le terme de *biodiversity business*, est que tant que la conservation rapportera de l'argent, elle sera assurée (Daitz et Myrdal, 2009, p. 337). Cela justifie l'investissement dans l'infrastructure touristique du Parc. La fonction sociale du parc est supportée par les dividendes dégagés par son exploitation touristique. C'est ici une contribution explicite à la logique post-apartheid car cette fois les « non-blancs » ne serons pas exclus du développement.

Table Mountain National Park est en même temps un espace de vie, un marché pour le tourisme et un espace protégé pour ses qualités écologiques. Ces trois fonctions sont très différentes et sont difficiles à articuler dans le temps, dans l'espace et dans les représentations. SANParks tente de les combiner en assignant une fonction sociale à Table Mountain National Park : la distribution des richesses qu'il génère et dont, cette fois, toutes les communautés locales devraient bénéficier.

3. Table Mountain National Park : le patrimoine mondial comme instrument de la transition démocratique en Afrique du Sud

Le passage des parcs nationaux d'une institution colonial à un organe doté d'une éthique de la conservation fondée sur les aspirations des communautés locales apparait comme un microcosme du mouvement démocratique. Plusieurs des repères de la transition démocratique sud-africaine – négociation, apaisement, inclusion, réconciliation – se retrouvent dans le discours de SANParks à propos de Table Mountain National Park. Ce dernier se retrouve, ainsi, intégré dans ce qui semble être une perspective de transformation de l'Afrique du Sud en une société juste, démocratique et non-raciale. Mais comment concilier le "*Biodiversity business*" que SANParks pratique avec cette aspiration à une justice sociale sans risquer de faire de la protection d'un site du patrimoine mondial un simple argument ?

Table Mountain National Park bénéficie à la ville du Cap dans la mesure où l'accent mis sur les valeurs de la nature tend à modifier l'image de la ville. Cape Town apparait désormais comme une ville "verte", moderne et écologiquement responsable en rupture avec la ville d'apartheid connue, au niveau international et national, pour ses profondes inégalités sociales et raciales. Le patrimoine et la conservation de la nature semblent être mis à contribution au sein de stratégies au profit d'un projet de ville.

Par exemple, si les objectifs officiels du Projet *Expanded Public Works Programme* (EPWP) visent à réduire de pauvreté des communautés défavorisées vivant autour du Parc, ils visent aussi une augmentation du revenu du Parc par l'amélioration des infrastructures touristiques pour le rendre financièrement durable. Les aides financières internationales s'arrêtant, les autorités du parc avouent que le but final du montage est de diversifier les sources de revenu. C'est un exemple de ce que SANParks appelle "benefits beyond

boundaries" : une nouvelle pratique qui doit amener la population à comprendre et à mesurer l'impact du financement de Table Mountain National Park. Cette approche est revendiquée comme une nécessité par SANparks.[5] Ainsi TMNP est un moyen de contribuer au développement économique de la Métropole du Cap. Le parc doit être rentable et on espère un retour sur investissement à trois niveaux : la ville, la province et la nation. De sa rentabilité dépend l'avenir même de la conservation. Selon SANParks, c'est en montrant aux communautés locales que la conservation est valorisable économiquement que la conservation de ce site du patrimoine mondial pourra être assurée. Ce n'est que tant que des résultats tels que la réduction de la pauvreté et l'amélioration de l'infrastructure touristique seront visibles pour les collectivités locales et nationales que l'investissement du secteur public sera justifié et réalisé (Daitz et Myrdal, 2009, p. 337).

Si on peut avoir le sentiment que le gouvernement sud-africain a bien compris les potentialités sociales et sociétales de la protection de l'environnement et du patrimoine mondial, on s'aperçoit aussi que la création de Table Mountain National Park est une contribution au développement économique (voire à la croissance) de la métropole du Cap. Selon une étude commandée par SANParks à la *Graduate School of Business* de l'Université du Cap, le Parc a rapporté 377 millions de Rands au PIB entre 1999 et 2003 (Standish, 2004). Or tout ces éléments semblent se structurer autour d'un argument politique lié au leadership de la ville.

Table Mountain National Park (et donc ici le patrimoine mondial) semble, en effet, instrumentalisé dans un projet de marketing urbain orchestré par le niveau national (l'ANC) au profit de la ville du Cap, en concurrence avec les partis conservateurs au pouvoir au Cap quasiment depuis le début de l'ère démocratique[6] (pour une explication du vote dans le Western-Cape voir Houssay-Holzschuch 1999, pp. 236-244).

Par exemple, lorsque la Cape Town Wild Card régie les activités dans le Parc par un Code de conduite, on peut penser que c'est dans le but de contribuer à une éducation à la conservation du patrimoine naturel. Or ce Code est un système de permis pour des activités de loisirs telles que promener son chien, faire du vélo, etc. Le code n'éduque pas, il règlemente l'utilisation des lieux. L'objectif est de pousser la population du Cap à reconnaître que c'est un privilège de pouvoir utiliser le Parc[7] et à en être reconnaissante à l'autorité qui offre cette aire de loisirs : SANParks, l'autorité nationale seule gestionnaire d'un espace totalement intégré dans les frontières de la ville.

---

[5] "a new practice, getting people to understand why we need funding and measuring the impact that we're having. It's a more business-like approach, and our organisation has begun to realise that it must be done", Barry Stoffels (finance and administration manager), ParkNews-Table Mountain National Park, Third Quarter, 2008, p. 8.

[6] D'abord le Parti national (National Party, NP) lors des premières élections démocratiques locales le 29 mai 1996 puis l'Alliance Démocratique (Democratic Alliance, DA) depuis 2000 (sauf de 2002 à 2006 où l'ANC reprend la main) qui réunit 3 partis politiques : le parti démocratique (social-libéral), le nouveau Parti national (conservateur) et l'Alliance fédérale (conservateur). La DA détient au parlement le statut d'opposition officielle depuis 2004. La DA fut d'abord considérée comme le parti des sud-africains blancs mais lors des élections générales du 22 avril 2009, elle a obtenu plus de 16,66% des voix et 67 députés (contre 50 en 2004) au niveau national, accentuant sa base électorale multiraciale. Grâce notamment au vote de la population des Coloureds, la DA est le premier parti de la province du Western Cape où il a obtenu 51% des suffrages (2009).

[7] "acknowledge that it is a privilege to be able to use the Park", Mike Slayen, Park's conservation planning manager, ParkNews-Table Mountain National Park, Third Quarter, 2008, p. 5

Avant 1998, 14 institutions se partageaient le contrôle du domaine public sur la Péninsule de Cap mais depuis la stratégie de fusion des propriétés foncières à l'origine de la création de Table Mountain National Park, la seule autorité de gestion de ce territoire est l'autorité nationale. Le site semble ainsi être particulièrement impliqué dans le jeu de pouvoir qui opposent les deux partis politiques dans la course à la mairie du Cap.

Instrument de la rencontre entre les besoins humains fondamentaux, l'amélioration de la qualité de la vie – niveau économique, services médicaux, logement, protection de l'environnement – et les aspirations démocratiques, Table Mountain National Park (TMNP) incarne bien la catégorie du Patrimoine commun de l'Humanité dont il relève (Voir Fayard, 1995; Chardeaux, 2006; Abikhzer, 2005. Pour un examen de la notion appliquée à l'eau voir Belaidi et Euzen 2009). Plus précisément, il répond bien aux principes d'éthique qui lui sont attachés dont l'idée que *les bénéfices tirés de l'exploitation du patrimoine de l'humanité doivent être équitablement partagés*[8]. Cette exigence implique que soient menées sur le plan interne, des politiques sociales re-distributives et transparentes. La patrimonialisation se veut être un outil politique qui remet en cause la distribution du pouvoir et des richesses.

Table Mountain National Park peut, en effet, conduire à prêter attention à la manière dont les ressources environnementales et leurs sous-produits sont distribués et aux relations de pouvoir qui mènent aux injustices environnementales. Il peut aussi contribuer à (r)établir une relation harmonieuse entre les populations et les pouvoirs publics – métaphore de la nouvelle Afrique du Sud, formalisée par des interactions régulières entre SANParks et les communautés *via* des forums (auxquels participes les autorités tribales, les jeunes, les éducateurs, les organismes de conservation, les comités de développement de village, des ONG, des services gouvernementaux), des consultations avec diverses parties prenantes et la consultation publique.

Toutefois cet objectif de *justice sociale* – dans la mesure où TMNP est un outil de participation de toutes les populations, de répartition des richesses et d'affirmation de soi au sein de la société – repose sur la réussite du projet d'écologie sociale qu'il porte, lequel dépend du respect de l'intégrité écologique du parc. TMNP ne peut soutenir la dimension sociale du projet que si ses qualités écologiques sont maintenues. Or les potentialités sociales et sociétales de la protection de l'environnement et du patrimoine mondial ont été placées au cœur d'une stratégie politicienne dont les modalités soumettent cet espace fragile à de fortes pressions. Table Mountain National Park reste donc, pour nous, un site d'expérimentation des ressorts démocratiques du Patrimoine mondial dont il nous faut suivre l'évolution.

Bibliographie

Abikhzer, Franck. (2005) La notion juridique d'humanité, Aix-en-provence, PUAM.

Belaidi, Nadia (2008), La lutte contre les atteintes globales à l'environnement : vers un ordre public écologique ? Bruylant, Bruxelles, 498 p.

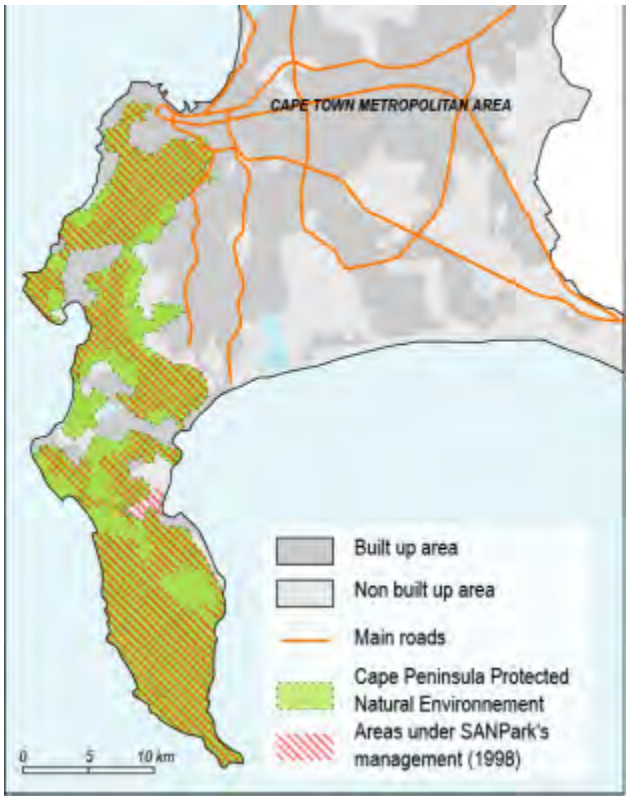
[8] Auquel s'adjoignent 1) Le patrimoine est un bien que l'on a reçu et que l'on doit léguer. Ses ressources ne doivent pas être épuisées au profit d'une seule génération. 2) L'utilisation des ressources patrimonialisées requiert un système de gestion contrôlé par des institutions représentant l'ensemble des utilisateurs, réels ou potentiels, sur la scène internationale. Ces trois grands principes d'éthique sont reconnus par la communauté internationale, tant scientifique que politique. Si la force juridique du concept reste faible (voir Fayard, 1995; Belaidi, 2008), son potentiel contestataire est assez fort pour expliquer que les États répugnent à s'engager dans la patrimonialisation internationale et préfèrent s'en tenir à la «préoccupation commune».

Belaidi, Nadia et Euzen, Agathe. (2009) De la chose commune au patrimoine commun. Regards croisés sur les valeurs sociales de l'accès à l'eau, Mondes en développement, vol. 37, 1, n° 145, pp. 55-72.
Birnie, P. et Boyle, A. (2002) International law and the environment, Oxford, Oxford University Press.
Chardeaux, Marie-Alice. (2006) Les choses communes, Paris, LGDJ.
Cock, J. and Fig, D. (2002) From colonial to community-based conservation. Environmental justice and the transformation of national parks (1994-1998). In Mc Donald D. A. (Ed), Environmental justice in South Africa. Athens, Ohio University Press, pp. 131-155.
Compagnon, D. et Constantin, F. (2000) Administrer l'environnement en Afrique. Karthala, Paris, Nairobi, IFRA.
Cowling, RM & Bond, WJ. (1991) How small can reserves be? An empirical approach in Cape Fynbos, Biological Conservation, n°58, pp. 243-256.
Daitz, D. and Myrdal, B. (2009), Table Mountain National Park. In Suich H. and Chid B. with Spenceley A. (Eds), Evolution and innovation in wildlife conservation. Parks and game ranchs to transfrontier conservation areas. London, IUCN-Earthscan, pp. 325-339.
Daniels, Eddie. (2002) There and back. Robben Island 1964-1979, Mayibuye Books.
Donaldson, R. (2009) Table Mountain National Park /Visitor and User Survey 2007-2008 / Summer, Autumn, Winter and Autumn Summary. Results Centre for Geographical Analysis, University of Stellenbosch .
Dovers, S., Edgecombe, R. and Guest, B. (2002) South Africa's environmental history: cases and comparisons. Ohio university Press and David Philip Publishers, Athens and Cape Town.
Ehrenfeld, DW. (1976) The conservation of non-resources. American Scientist, n° 64, pp. 648–656.
Fayard, Annick. (1995) Le patrimoine commun de l'humanité : une notion à reformuler ou à dépasser ?, Thèses, Dijon.
Ferreira, S. L. A. and Harmse, A. C. (1999) Social carrying capacity of the Cape Peninsula National Park. Tourism Geographies, 1(3), pp. 325-342.
Fuller, S. (1999) Continuity and change in the cultural landscape of Table Mountain. Unpublished MA thesis. Department of Environmental and Geographical Sciences, University of Cape Town.
Goetze, T. (2002) Table Mountain – South Africa's natural national monument. Historia, 47(2), pp. 457-478.
Government of the Republic of South Africa Department of Environmental Affairs and Tourism (2003) Nomination of the Cape Floral Region of South Africa for inclusion on the World Heritage List.
Green, L. (2007) Changing nature: working lives on Table Mountain, 1980-2000. in Field S., Meyer R., Swanson F. (eds). Imaging the city: memories and cultures in Cape Town. Cape Town, HSRC Press, pp. 173-190.
Griffiths, T. et Robin, L. (1997) Ecology and Empire: environmental history of settlers societies, Pietermaritzburg, University of Natal Press.
Honey, M. (1999) Ecotourism and sustainable development: who owns paradise? Island Press, Washington.
Houssay-Holzschuch, Myriam (1999) Le Cap ville sud-africaine. Ville blanche, vies noires, Paris, L'Harmattan.
IUCN, 2004, World Heritage Nomination – Technical Evaluation, The Cape Floral Region (South Africa) ID n°: 1007 REV.
Joubert, L. (2009) Invaded. The biological invasion of South Africa, Johannesburg: Wits University press.

Kiss, Alexandre et Beurrier, Jean-Pierre (2000) Droit international de l'environnement, Paris, 2ème édition, Pedone.
Mackey, B. and Kintzele, K. (IUCN Commission on Environmental Law). (2008) Keeping Nature Alive: Toward a Code of Ethics for Biodiversity Conservation. Table Mountain National Park Workshop: South African National Parks Case Study Workshop Report Table Mountain National Park, Cape Town, South Africa, 17-19 March.
Mandela, Nelson (1995) Long walk to Freedom, London, Abacus.
Mc Donald, David. A. (Ed). (2002) Environmental justice in South Africa. Athens: Ohio University Press.
McDonald, David A. (1997) Neither from above nor from below: municipal bureaucrats and environmental policy in Cape Town. Canadian Journal of African Studies, 31(2), pp. 315-340.
McDonald, David. A. (1996) The Politics of Ecology in South Africa: Urban Governance and Environmental Policy in Cape Town (PhD, Political Science: University of Toronto).
Midgley, G.F., Chapman, R.A., Hewitson, B., Johnston, P., De Wit, M., Ziervogel, G., Mukheibir, P., Van Niekerk, L., Tadross, M., Van Wilgen, B.W., Kgope, B, Morant, P.D., Theron, A., Scholes, R.J. and Forsyth, G.G. (2005) A status quo, vulnerability and adaptation assessment of the physical and socio-economic effects of climate change in the Western Cape. Report to the Western Cape Government, Cape Town, South Africa. CSIR Report n° ENV-S-C 2005-073, Stellenbosch.
Noor, Ebrahim (1999) Noor's story: My life in district six. Cape Town, District Six Museum
Norton, BG (ed.). (1986) The Preservation of Species: The Value of Biological Diversity. Princeton (NJ), Princeton University Press.
Norton, BG. (1987) Why Preserve Natural Variety? Princeton (NJ), Princeton University Press.
ParkNews-Table Mountain National Park, 2008.
Ramutsindela, Maano (2003) Land reform in South Africa's national parks: a catalyst for the human-nature nexus, Land use policy, n° 20, pp. 41-49.
Ramutsindela, Maano (2004) Parks and people in postcolonial societies: experiences in Southern Africa, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers.
Rodary, E., Castellanet, C., Rossi, G. (2003) Conservation de la nature: l'intégration impossible? Paris, Gret, Karthala.
Rolston, Holmes III. (1994) Conserving Natural Value, New York, Columbia University Press.
Rosenzweig, M. (2003) Win-win ecology: How Earth's Species Can Survive in the Midst of Human Enterprise. Oxford, University Press Oxford.
SANParks (2008) CDF Report – Conservation Development Framework 2006-2011 – Table Mountain National Park, Volume I et II.
SANParks and Settlement Planning Services – Land Use & Environmental planners. (2001) Conservation Development Framework for the Cape Peninsula National Park, Report 1298/R3.3.
Smouts, Marie-Claude, (2005), Du patrimoine commun de l'humanité aux biens publics globaux. Cormier Salem Marie-Christine (ed.), Juhé-Beaulaton D. (ed.), Boutrais Jean (ed.), Roussel Bernard (ed.). Patrimoines naturels au Sud : territoires, identités et stratégies locales. Paris ; Paris: IRD ; MNHN, pp. 53-70.
Standish, Barry. (2004) Analysis of the economic impact of the Table Mountain National Park on the economy of the Western Cape, graduate school of business, University of Cape Town.

Stephens, A. C. (1998a) Co-managing the boundaries between urban and natural areas: a case study of Scarborough (Cape Peninsula). South African Geographical Journal, 80(2), pp. 101-107.
Stephens, A. C. (1998b) Negotiating Boundaries: (Co)-Managing Natural and Urban Areas on the Cape Peninsula (MSc, Environmental and Geographical Science: University of Cape Town), 189 pp.
Trinder-Smith, T.H., Cowling, R.M. & Linder, H.P. (1996a), Profiling a besieged flora: endemic and threatened plants of the Cape Peninsula, South Africa, Biodiversity and Conservation, 5, pp. 531-574.
Trinder-Smith, T.H., Lombard, A.T. & Picker, M.D., (1996b), Reserve scenarios for the Cape Peninsula: High-, middle- and low-road options for conserving the remaining biodiversity, Biodiversity and Conservation, 5, pp. 649-670.
Turpie, J.K., Heydenrych, B.J. and Lamberth, S.J. (2003) Economic value of terrestrial and marine biodiversity in the Cape Floristic Region: implication for defining effective and socially optimal conservation strategies. Biological conservation, 112, pp. 233-51.
Van Sittert, L. (2003a) Making the Cape Floral Kingdom: the discovery and defence of indigenous flora at the Cape ca. 1890-1939. Landscape Research, 28(1), pp. 113-129.
Van Sittert, L. (2003b) The bourgeois eye aloft: Table Mountain in the Anglo urban middle class imagination c1891-1952. Kronos, 29, pp. 161-190.
Van Wilgen, B.W., Richardson, D.M., Le Maitre, D.C., Marais, C. and Magadleda, D. (2001) The economic consequences of alien plant invasions: examples of impacts and approaches to sustainable management in South Africa. Environment, Development and Sustainability, 3(2), pp.145-68
Vergunst, N. (2000) Hoerikwaggo: images of Table Mountain. Cape Town: South African National Gallery.

Figure 1
Aires Protégées de la Péninsule du Cap



Ninot O., Belaidi N., UMR 8586 Prodig, mai 2009
(voir aussi http://www.sanparks.org/parks/table_mountain/about/2007/overview.pdf)

Itinéraires culturels du Conseil de l'Europe et Liste du patrimoine mondial : collaborations possibles

Eleonora Berti
(Institut européen des Itinéraires culturels)

Dr. Eleonora Berti
Chargée de mission Itinéraires Culturels
Institut Européen des Itinéraires culturels - European Institute of Cultural Routes
Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster
28, rue Münster
L-2160 Luxembourg
E-mail: eleonora.berti@culture-routes.lu
WebsInstitut(e) : www.culture-routes.lu

Itinéraires culturels du Conseil de l'Europe et Liste du patrimoine mondial : collaborations possibles

Résumé :
Des connivences à la fois territoriale et réglementaire existent entre ces deux programmes qui concernent tous les deux les pays européens. Du fait même de leurs thématiques patrimoniales, les Itinéraires Culturels du Conseil de l'Europe relient aussi des sites présents sur la Liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO. Plus encore, la Résolution (2007)/12 qui fixe le Règlement des itinéraires recommande de « prendre en compte et promouvoir les chartes, conventions, recommandations et travaux du Conseil de l'Europe, de l'UNESCO et de l'ICOMOS concernant la restauration, la protection et la valorisation du patrimoine, le paysage et l'aménagement du territoire ».
Il se peut même que des parties d'itinéraires qui ont reçu la mention du Conseil de l'Europe sont eux-mêmes sur la Liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, à cause de la valeur identitaire, culturelle, paysagère, environnementale qu'ils détiennent : il suffit de penser aux Chemins de Saint-Jacques, ou encore à la volonté de l'Italie d'inscrire le tracé de Via Francigena entre le Val d'Aoste et Rome parmi les biens de la Liste du Patrimoine Mondial. Au long des Itinéraires culturels qui ont reçu une mention, la diversité des patrimoines immatériels distingués par l'UNESCO rend également compte de racines communes de l'Europe.
Les Itinéraires Culturels du Conseil de l'Europe peuvent être considérés comme des biens culturels complexes. Il s'agit d'un un outil de connaissance et de prise de conscience par les Européens, de leur destin commun. Ils représentent, par leur nature transfrontalière, des espaces permettant une mise en oeuvre des coopérations dans le domaine de la recherche touchant au paysage et à l'environnement, au développement et au tourisme culturel et durable, à la diversité des cultures et des identités locales.
Pour ces raisons, la coopération universitaire concernant d'une part la nécessité de créer des synergies d'études patrimoniales (protection, valorisation et signification culturelle locale, régionale, nationale et européenne) sur les biens inscrits sur la Liste du Patrimoine Mondial, qui se trouvent le long des Itinéraires Culturels du Conseil de l'Europe, et, d'autre part, sur les échanges d'expériences - à différents niveaux territoriaux de décision et de management – concernant les impacts touristiques sur certains territoires et également l'optimisation des bénéfices du tourisme culturel.

Mots clés : Itinéraires Culturels, Liste du Patrimoine Mondial, identité européenne, système territorial, tourisme durable, Conseil de l'Europe.

Itinéraires culturels du Conseil de l'Europe et Liste du patrimoine mondial : collaborations possibles

Cette contribution souhaite explorer les possibilités de complémentarités et de croisements possibles entre le programme des Itinéraires Culturels du Conseil de l'Europe et la Liste du patrimoine Mondial de l'UNESCO et de dégager les axes des coopérations possibles, en particulier dans le cas où les lieux de la Liste considérés se trouvent le long des itinéraires Culturels du Conseil de l'Europe.

1. Le Programme des Itinéraires Culturels du Conseil de l'Europe

Au cours des dernières années la notion de « bien culturel » a évolué, en passant de l'objet particulier ou du monument à protéger et valoriser, au contexte culturel et territorial auquel il est nécessaire de le relier, pour pouvoir le comprendre. Cette opération de contextualisation est avant tout une opération intellectuelle, essentielle pour comprendre la signification, l'histoire et la valeur que prend un bien dans une culture et dans une société particulières et a conduit à élargir la définition de « bien culturel » de la catégorie "matérielle" à la catégorie "immatérielle", pour comprendre que les monuments et les traditions, les beaux-arts et les arts populaires, les produits typiques et les paysages constituent, ensemble, les nombreux langages d'une même communauté.

Cette nouvelle vision du patrimoine culturel a fait que de nouvelles typologies de biens ont trouvé une place et une raison d'être, comme dans le cas du patrimoine industriel et technologique. Les contenus du patrimoine sont alors plus larges et inclusifs, des lectures diachroniques et plus complexes sont consenties et permettent de mieux comprendre les origines et les développements d'une culture.

Dans ce nouveau cadre de lecture patrimoniale, un concept nouveau et essentiel de bien culturel élargi et complexe, qui rejoint l'échelle territoriale, trouve ainsi sa place : l'itinéraire culturel.

Le programme des itinéraires culturels du Conseil de l'Europe est né au cours des années 1984-1987, alors qu'en Europe se fait jour la nécessité de réfléchir sur les bases d'une identité, fondement d'une citoyenneté commune. Il s'agit de l'idée de promouvoir la redécouverte par les Européens de leurs racines à travers la pratique d'un tourisme culturel exercée pendant leur temps libre, dans une « Europe » qui avait tendance à être considérée par les Européens eux mêmes comme le symbole d'un outil technocratique plus que comme un lieu géographique ; un marché commun fonctionnel à l'économie d'échelle globale plus que le lieu dans lequel les racines individuelles et les racines communes puisent leurs sources.

Les itinéraires transfrontaliers le long desquels les relations artistiques, culturelles, commerciales, politiques entre les différents pays européens se sont développées, ont été considérés par le Conseil de l'Europe comme les outils privilégiés d'une action culturelle et d'échange d'idées et de savoirs qui pouvaient permettre de dépasser les barrières culturelles et politiques qui avaient marqué l'Europe pendant et après les grands conflits du XXe siècle.

En même temps, les itinéraires Culturels du Conseil de l'Europe ont été et sont toujours considérés comme des outils pour le développement d'un tourisme culturel, durable et éthique qui doit être respectueux des territoires traversés et qui peut aider à lire de manière concrète les valeurs culturelles et éthiques qui fondent l'Europe : droits de l'homme, société de droit, démocratie culturelle, diversité et identité culturelle européenne, dialogue, échange et enrichissement mutuel au delà des frontières et des siècles.

La première Résolution sur les Itinéraires Culturels a été adoptée par le Comité des Ministres en 1998, la même année au cours de laquelle les deux premiers itinéraires ont reçu leur Mention : les Itinéraires de pèlerinage vers Saint Jacques de Compostelle, correspondant au réseau de chemins, ayant de fortes valeurs symboliques dans le processus de la construction européenne, parcourus chaque année par des dizaines de milliers de pèlerins se dirigeant vers Compostelle. De l'autre coté, l'itinéraire Architecture sans frontières, qui a choisi comme thématique l'architecture rurale vernaculaire transfrontalière, en particulier dans les territoires du Grand-Duché du Luxembourg, de Belgique, d'Allemagne et de France, et qui a été créé à l'occasion de la Campagne Européenne du monde rural.

Depuis l'ouverture de l'Europe vers l'Est, les itinéraires Culturels ont permis et permettent toujours, et maintenant avec les pays du Caucase du Sud, d'activer un véritable dialogue entre ouest et est européens.

L'Institut Européen des Itinéraires Culturels a été fondé entre 1995 et 1997 grâce à un accord politique bilatéral entre le Conseil de l'Europe et Grand-duché du Luxembourg. Il a son siège dans la capitale du Grand-Duché et a reçu la mission du Conseil de l'Europe de suivre et développer le Programme des Itinéraires Culturels

En 2007 une nouvelle résolution, (2007)12, a été adoptée : dans cette résolution la liaison entre le programme des itinéraires culturels du Conseil de l'Europe et Liste du Patrimoine Mondial prend une grande évidence, en particulier en ce qui concerne les Chartes de protection et de valorisation du patrimoine, la question de la diversité culturelle, ou encore la dimension méthodologique du tourisme culturel.

1.1 Structure et caractéristiques des itinéraires Culturels du Conseil de l'Europe

Les itinéraires s'organisent autour d'un thème qui, pour faire partie du programme, doit répondre à une série de critères. Chaque thème ou sous thème se réalise à travers une série de projets de coopération.

Les initiateurs de projets doivent se constituer en réseau pour mieux coopérer et assurer un partage d'expérience. Pour qu'un thème puisse être retenu comme faisant partie du programme des Itinéraires culturels du Conseil de l'Europe, il doit répondre à un ensemble des critères précis :

1. le thème doit être représentatif des valeurs européennes et être commun à plusieurs pays d'Europe;

2. le thème doit faire l'objet d'une recherche et d'un développement effectués par des groupes d'experts pluridisciplinaires venant de différentes régions de l'Europe, afin d'illustrer ce thème par des actions et des projets s'appuyant sur une argumentation commune ;

3. le thème doit être représentatif de la mémoire, de l'histoire et du patrimoine européens, se référer à au moins un des trois domaines de réflexion générale proposés par le programme (peuples, migrations, grands courants de civilisation) et contribuer à l'interprétation de la diversité de l'Europe d'aujourd'hui ;

4. le thème doit se prêter à des échanges culturels et éducatifs pour les jeunes, et donc répondre aux réflexions et préoccupations du Conseil de l'Europe dans ces domaines ;

5. le thème doit permettre l'essor d'initiatives et de projets exemplaires et innovants dans les domaines du tourisme culturel et du développement durable ;

6 le thème doit permettre le développement de produits touristiques en partenariat avec des opérateurs touristiques, produits destinés à des publics variés, y compris les publics scolaires ;

7. le thème doit permettre la mise en œuvre de projets de coopération multilatérale à long terme dans différents champs d'action, et ce à travers la constitution de réseaux pluridisciplinaires implantés dans plusieurs Etats membres du Conseil de l'Europe.

En 2007, le programme a fêté son XXe Anniversaire et en 2010, après les dernières décisions du Comité Directeur de la Culture, les itinéraires culturels reconnus par le Conseil de l'Europe sont au nombre de 29. Les thématiques présentent une grande variété : de l'itinéraire qui suit les voyages de Mozart, jusqu'à l'itinéraire des routes de l'olivier, qui comprend toute le bassin de la Méditerranée, l'Itinéraire des sites Clunisiens et l'itinéraire du fer dans les Pyrénées et en Europe Centrale.

Il s'agit d'un programme complexe et pluridisciplinaire, qui met en avant en particulier : découverte, patrimoine, histoire et mémoire, appropriation et identification, partage et connaissance, Solidarité, démocratie participative.

L'institut Européen des Itinéraires Culturels s'occupe en particulier d'accueillir les propositions des nouveaux itinéraires, d'aider les porteurs de projet à développer les nouveaux projets, mais également à renforcer les projets déjà reconnus, de mettre en place une politique de formation, d'assurer la collaboration pratique entre les partenaires, de diffuser et d'archiver les documents d'information, de constituer une base de données de tous les éléments concernant les Itinéraires Culturels du Conseil de l'Europe, en assurant une politique de communication cohérente et d'actions coordonnées des Itinéraires Culturels.

La conscience acquise à travers l'itinérance et la valeur expérimentale du voyage sont des éléments fondateurs du programme des Itinéraires du Conseil de l'Europe. Le voyage, action constitutive de recherche de l'Ailleurs et de l'Autre, est exalté et promu pour son rôle pédagogique.

Le programme des Itinéraires Culturels représente une réponse essentielle pour assurer la redécouverte des racines européennes à travers le voyage, outil de connaissance individuelle de lieux et de peuples, et à travers la coopération culturelle, qui va au-delà des frontières géopolitiques. Si les Européens peuvent redécouvrir leurs racines communes, les voyageurs provenant d'autres Continents peuvent également apprécier et connaître plus en profondeur les nuances de la culture européenne et ses liaisons avec les cultures des autres continents.

2. Du voyage au tourisme

L'itinéraire culturel tel que l'envisage le Conseil de l'Europe représente l'évolution conceptuelle des voyages d'étude, entrepris au Moyen Age par les clercs, à travers les monastères d'Europe, et du Grand Tour, pratiqués par les jeunes de la bourgeoisie et de l'aristocratie européenne au XVIII siècle, afin de connaître le Continent Européen à travers ses *Monumenta et Mirabilia*, ces biens qui devaient être vus et visités et qui étaient essentiels pour comprendre les fondements de la culture européenne (Figure 1).

Il s'agit de fait de démocratiser ce modèle, tout en refusant le tourisme de masse, mais au contraire d'encourager un tourisme diversifié où la démarche individuelle rejoint la démarche collective par la liaison en temps direct qu'offrent aujourd'hui les nouvelles technologies.

C'est avec l'édition des guides de voyage modernes au XX siècle que l'accent est mis non seulement sur les biens culturels à visiter, mais aussi sur les parcours, les itinéraires à suivre pour les rejoindre.

Michelin commence à éditer des cartes routières dans lesquelles les routes panoramiques sont indiquées : "La carte Michelin est un paysage (...) certaines routes ont leur tracé bordé d'un trait vert. Cela veut dire: Espérez un peu! La route est pittoresque" (Figure 2).

Avec le temps et l'importance croissante du phénomène touristique, la concentration progressive des touristes dans certains lieux où certains biens culturels sont situés, comportent aujourd'hui de nouveau le risque d'une lecture des biens, séparée de leur contexte (Figure 3).
L'itinéraire culturel est un Système complexe et dynamique, un Outil de lecture des contextes traversés.

Le rôle des itinéraires du Conseil de l'Europe est de mettre en relation et de créer des liens entre les biens culturels qui sont compris sur leurs tracés et de mettre en avant une contextualisation des biens fondée sur des continuités thématiques.

Le contexte culturel et identitaire des lieux traversés correspond aux interrelations entre territoire (en tant que contexte physique), patrimoine matériel et immatériel, histoire et mémoire.

Ces outils systémiques qui sont les itinéraires mettent en relation lieux, patrimoines, paysages ordinaires et inscrits sur la liste Mondiale de l'UNESCO, réseaux écologiques et parcs naturels. L'implication de tous les éléments des territoires en fait des systèmes complexes dans une succession de paysages différents, industriels, agricoles, urbains, maritimes, qui aident à lire et à comprendre la pluralité identitaire qui compose l'Europe, cet hypertexte planétaire, avec ses sons et ses couleurs, ses formes et ses odeurs, en trouvant les liaisons parfois perdues entre éléments et caractères qui se présentent à nos sens, au fil du voyage (Figure 4).

3. Sentiers d'un jardin planétaire : rôle des Itinéraires Culturels du Conseil de l'Europe.

Les itinéraires culturels ont un rôle de laboratoire en plein air. Il s'agit d'espaces où rendre **concrètes et vécues** Cartes, Conventions et Recommandations. Les itinéraires sont aussi des **outils de lecture** et de connaissance des contextes et des territoires traversés, qui mettent en **relation** biens culturels matériels et immatériels autour de la thématique de l'itinéraire. À travers les itinéraires, il est possible de retrouver la **liaison** entre les biens patrimoniaux le long ou partie de l'itinéraire, entre biens et sites et contexte.

Les itinéraires Culturels forment un réseau de réseaux, avec des croisements entre les thématiques (Figure 5).

Le long des itinéraires, le voyageur rencontre et peut visiter les biens qui sont inscrits sur la Liste de l'UNESCO, et dans le cas du Chemin de Saint-Jacques une partie de l'Itinéraire, le *Camino Francès* est même inscrite sur la liste du patrimoine mondial, tandis que plus de soixante biens balisent l'itinéraire inscrit sur la liste, en France, au titre des chemins[1].

On peut alors facilement imaginer que ces points de liaison entre le programme des itinéraires culturels du Conseil de l'Europe et la Liste du Patrimoine Mondiale doivent permettre l'ouverture d'un dialogue autant technique que pratique, conceptuel et touristique.

3.1 Etudes de cas

Si nous considérons le cas de trois itinéraires différents, nous pouvons observer encore plus concrètement comment les itinéraires se relient dans l'espace européen avec les biens et les principes des chartes de l'UNESCO et les biens parties de la liste du patrimoine mondial.

[1] Le Chemin de Saint-Jacques a été inscrit sur la Liste du Patrimoine Mondial en 1993 pour la partie espagnole et en 1998 pour la partie française.

Les routes de l'olivier, par exemple, prennent en compte le Bassin de la Méditerranée (Figure 6), à travers les espaces cultivés, à travers les cultivars différentes, en mettant en relief comment les hommes se sont confrontés à leur territoire et comment la même thématique (la culture de l'olivier) est déclinée et change selon la géomorphologie, les variétés du climat, selon la pente des terrains, en exaltant ces paysages culturels, riches de traditions et d'histoire qui sont – globalement - les paysages de l'olivier (Figures 7, 8).

Le long de la Via Francigena, ce chemin de pèlerinage parcourus par l'archevêque Sigeric en 990, qui relie Canterbury à Rome (Figure 9), nous trouvons plusieurs sites qui font partie de la liste du patrimoine mondial, comme par exemple la cathédrale de Canterbury elle-même, en Angleterre, et les collines douces de la Val d'Orcia, en Italie.

Le long du Chemin de Saint-Michel (Figure 10), le parcours qui relie les sites européens qui ont été dédiés à l'Archange et qui présentent des caractéristiques communes du point de vue structurel et visuel : il s'agit en effet de sanctuaires toujours construits au sommet de collines très escarpées, qui capturent le regard du voyageur, certains des sanctuaires considérés ont été déclarés patrimoine mondial (Figure 11).

4. Collaborations possibles entre Itinéraires Culturels du Conseil de l'Europe et Liste du patrimoine mondial.

Le programme des Itinéraires culturels et la liste du patrimoine mondial possèdent déjà beaucoup de points de croisement : il est certainement nécessaire de comprendre comment nous pouvons gérer ces croisements avec cohérence.

Rédiger par exemple un premier bilan des sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial qui se trouvent le long des itinéraires peut être un premier pas pour établir un cadre de travail et de recherche communs.

Quels pourraient être les différents domaines de coopération ? (Tableau 1)

Du point de vue technique, s'ouvre un panorama sur les possibilités de comprendre comment gérer une valorisation et une conservation qui prennent en compte la complexité, la dynamique et l'ensemble des valeurs culturelles et symboliques dont ces biens sont chargés, au niveau local, européen et mondial, en donnant une cohérence à la lecture et à l'interprétation des biens eux-mêmes.

Du point de vue pratique, la valeur reconnue à ces biens en même temps de la part de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe pourrait être mise en évidence à travers une lecture conjointe de ces éléments et à travers un balisage adapté, qui explique aux résidents et aux usagers le rôle joué par ces biens dans la culture locale et globale et l'évolution des significations des biens mêmes au cours de l'histoire.

Du point de vue conceptuel, un travail de fond est possible, en particulier pour ce qui concerne la compréhension de la valeur détenue par ces biens par rapport à la mémoire et l'identité collective, pour leur valeur hautement symbolique et représentative de l'histoire et de la culture.

Quelle valeur ces sites revêtent pour résidentes et usagers, *insiders* et *outsiders* [2] (Crosgrove, 1998) et comment nous pouvons lire ce rôle, qui va au-delà des frontières européennes ?

[2] Pour la définition de *insiders* et *outsiders* voir Crosgrove, Denis (1998), *Social formation and Symbolic Landscape*, Winsconsin Univ. Press.

Enfin, étudier les pratiques touristiques contemporaines et échanger des bonnes pratiques, prévoir des actions communes dans le domaine touristique qui suivent des principes de fond, afin que la coprésence de valeurs liées aux sites en tant que partie de la liste Mondial de l'UNESCO et en tant que partie des itinéraires Culturels Européens devienne un volet de développement durable.

De plus, ce croisement pourrait permettre de renforcer et de développer une lecture du patrimoine qui prenne en compte les valeurs identitaires, en valorisant le dialogue entre résidents et usagers.

Ces lieux ne seront pas seulement des lieux d'arrivée, mais des points de départ à la découverte des cultures qui les ont générés. Dans ce sens, les itinéraires pourraient jouer un rôle pour découvrir, à coté de ces excellences culturelles, ces biens que nous pouvons définir des *iconemi*, en reprenant ce terme employé par le géographe italien Eugenio Turri[3] (Turri, 2000), les territoires qui en constituent le contexte physique et culturel.

Cette première phase pourrait ainsi constituer une base pour l'étude des impacts touristiques dans ces « points-clés », pour l'utilisation d'indicateurs permettant de comprendre ensemble comment gérer ces lieux et comment garantir aux visiteurs une lecture cohérente, qui prenne en compte la complexité de ces patrimoines communs et leur interprétation dans un cadre local, régional, européen et mondial.

Bibliographie

Livres:

Berti, Eleonora. (2010), Itinerari Culturali del Consiglio d'Europa: tra ricerca di identità e progetto di paesaggio, Doctorate Thesis, Università degli Studi di Firenze

Boyer, Marc. (1996), L'invention du Tourisme, Paris, Gallimard

Brilli, Attilio. (1995), Quando viaggiare era un'arte. Il romanzo del Grand Tour, Bologna, Il Mulino

Chiesi, Leonardo e Costa, Paolo. (2005), Il Montalbano dal punto di vista dei suoi abitanti, in Baldeschi, Paolo. (a cura di) Il paesaggio agrario del Montalbano. Identità, sostenibilità, società locale, Firenze, Passigli

Crosgrove, Denis. (1998), Social formation and Symbolic Landscape, Winsconsin Univ. Press.

Crowe, Silvia. (1960), The landscape of the road, Architectural Press, London

D'Agostino, Bruno. (1985), Le strutture antiche del territorio, Torino

Dallari, Fiorella. (2007), Il progetto del territorio: gli scenari turistici della sostenibilità, in Geografia del turismo, www.ateneonline.it

Desportes, Marc. (2005), Paysages en mouvement, Paris, Gallimard

Donadieu, Pierre. (2009), Les paysagistes ou Les métamorphoses du jardinier, Arles, Actes Sud

Ferrara, Guido e Campioni, Giuliana. (2003), Paesaggi sostenibili. Esperienze di conservazione / innovazione nei Parchi delle Madonie, del Pollino e nell'Isola d'Ischia, Il Verde Editoriale, Milano.

Kandinsky, Vassily. (2004), Punto Linea Superficie, Milano, Adelphi

[3] Voir Turri, Eugenio (2000), Il paesaggio tra persistenza e trasformazione, in Il paesaggio italiano. Idee, contributi, immagini, Edizioni Touring Club Italiano, p. 65-66. Gli "iconemi"[…] stanno al paesaggio come i fonemi stanno alle parole di un discorso.

Leed, Eric J. (1991), La mente del viaggiatore, Dall'odissea al turismo globale, Bologna, Il Mulino
Lynch Kevin. (1961), L'immagine della città, Venezia, Marsilio
Magris, Claudio. (2006), Danubio, Milano, Garzanti
Magris, Claudio. (2008), L'infinito viaggiare, Milano, Mondadori
Morin, Edgar. (1987), Penser l'Europe, Parigi, Gallimard
Nancy, Jean-Luc. (1993), Penser l'Europe à ses frontières, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube
Olivieri, Massimo. (1987), Come leggere il territorio, Firenze, La nuova Italia, 1987
Raffestin, Claude. (2005)***, Dalla nostalgia del territorio al desiderio di paesaggio, elementi per una teoria del paesaggio***, Firenze, Alinea
Socco, Carlo. (1996), Lo spazio come paesaggio, in Versus. Quaderni di studi semiotici, n. 73/74, gennaio – agosto 1996, pp. 193-215.
Socco, Carlo. (1998), Il paesaggio imperfetto, uno sguardo semiotico sul punto di vista estetico, Torino, Tirrenia Stampatori
Solnit, Rebecca. (2002), Storia del camminare, Milano, Bruno Mondatori
Thomas-Penette, Michel. (1997), L'Europe en Bref. Les itinéraires Culturels, Arles, Actes Sud
Turri, Eugenio. (1998), Il Paesaggio come teatro, Venezia, Marsilio
Vallée, Annie. (2002), Économie de l'environnement, Paris, Editions du Seuil
Yahner, Thomas. (1995), Cultural landscapes and landscape ecology in contemporary greenway planning, design and management: a case study, in Landscape and Urban Planning 33, pp. 295-316.
Documents :
CONSEIL DE L'EUROPE, Convention Culturelle Européenne, Paris, 19 Décembre 1954
UNESCO, Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, Conférence Générale, Paris, 16 Novembre 1972
CONSEIL DE L'EUROPE, Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, Berne, 19 Septembre 1979
CONSEIL DE L'EUROPE, Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe , Grenade, 3 Octobre 1985
CONSEIL DE L'EUROPE,Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée), La Vallette, 16 Janvier 1992
CONSEIL DE L'EUROPE, Resolution (98) 4 on the cultural routes of the Council of Europe, www.coe.int
CONSEIL DE L'EUROPE,Convention européenne du Paysage, Florence, 20 Octobre 2000
UNESCO, Déclaration sur la diversité culturelle, Paris, 2 Novembre 2001
UNESCO, Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, Paris, 17 Octobre 2003
CONSEIL DE L'EUROPE, Convention cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, Faro, 27 octobre 2005
COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES, Agenda for a sustainable and competitive European Tourism, Bruxelles, 19 Octobre 2007

PICTURE PROJECT, Brakes and difficulties faced by small and medium sized cities in the vie of developing European cultural Networks. Cultural Routes Cases. PICTURE (Pro-active management of the Impact of Cultural Tourism upon Urban Resource sand Economies), February 18, 2007, URL: www.picture-project.com
CONSEIL DE L'EUROPE, Resolution CM/Res (2007)12 on the cultural routes of the Council of Europe, www.coe.int
ICOMOS, Charte des Itineraires Culturels**,** Elaboré par le Comité scientifique international des itinéraires culturels (CIIC) de l'ICOMOS Ratifiée par la 16e Assemblée Générale de l'ICOMOS, Québec (Canada), le 4 Octobre 2008

Figure 1 - Giovanni Paolo Pannini, Rome Ancienne, 1755, Staatsgalerie, Stuttgart

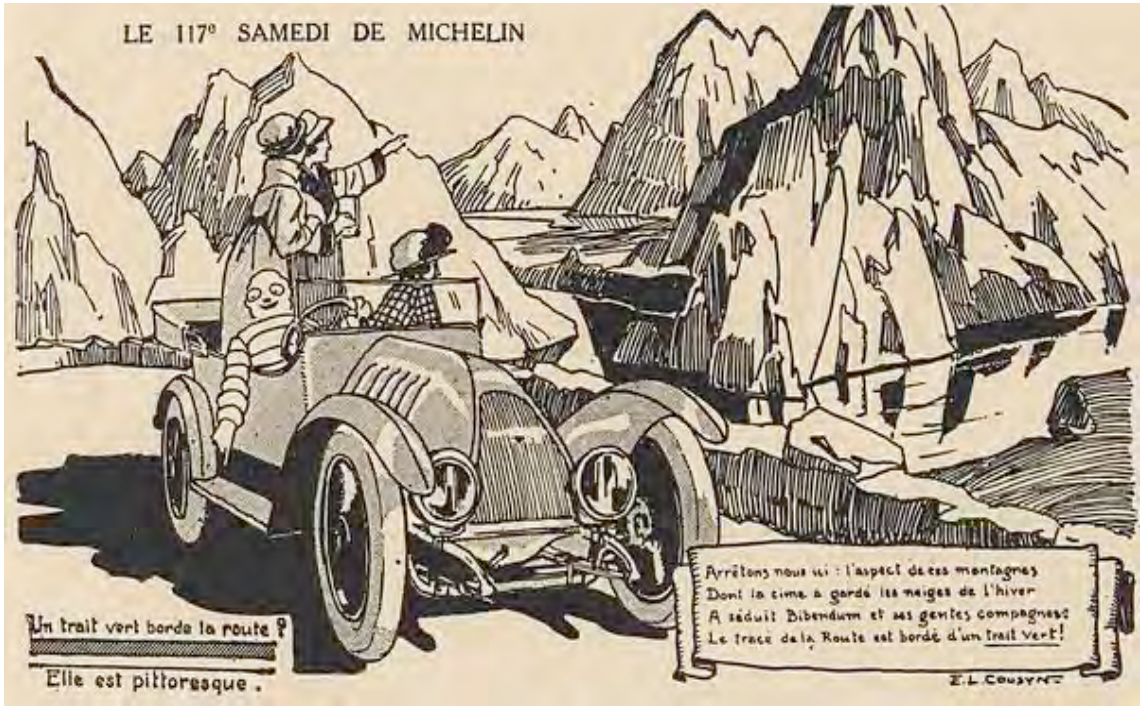


Figure 2 - Publicité Michelin de 1921 tirée des Samedi de Michelin: “La carte Michelin est un paysage (...) certaines routes ont leur tracé bordé d’un trait vert. Cela veut dire: Espérez un peu! La route est pittoresque”, da www.bibimage.com

Figure 3 - La Torre Pendente, Pisa, Italie. Tirée de Small world, Martin Parr/Magnum

Figure 4 - Eleonora Berti, Lecture du paysage le long de la Via Francigena: San Gimignano

Figure 5 – Eleonora Berti, l'Europe des Itinéraires Culturels, représentation sur photo satellitaire

Figure 6 – Eleonora Berti, Les Routes de l'Olivier, représentation sur photo satellitaire

Figure 7 – Cliché de Michel Thomas-Penette, Les Routes de l'Olivier dans la province de Jaen en Espagne

Figure 8 – Cliché de la Fondation les Routes de l'Olivier , Les Routes de l'Olivier en Espagne

Figure 9 – Eleonora Berti, *Via Francigena*, représentation sur photo satellitaire

Figure 10 – Eleonora Berti, *Le Chemin de Saint-Michel*, représentation sur photo satellitaire

Figure 11 – Cliché de Michel Thomas-Penette, *St- Michael Mount, Corwall*

Tableau 1 - Coopérations possibles entre Itinéraires Culturels du Conseil de l'Europe et Liste du patrimoine Mondial

Création d'un circuit touristique patrimonial virtuel

Alexandre Bibeau
(Université du Québec à Trois-Rivières)
&
André Dorval
(Commission franco-québécoise des lieux de mémoire communs)
&
Pascale Marcotte
(Université du Québec à Trois-Rivières)

Alexandre Bibeau
Étudiant à la maîtrise en loisir, culture et tourisme
Université du Québec à Trois-Rivières
3351, boul. des Forges, C.P. 500, Trois-Rivières
(QC) G9A 5H7
Courriel : alexandre.bibeau@uqtr.ca

André Dorval
Co-Président, Commission franco-québécoise des lieux de mémoire communs
9, Place Royale,
Québec (Québec),
G1K 4G2,
Courriel : andredorval@globetrotter.net

Pascale Marcotte
Professeure
Département d'études en loisir, culture et tourisme
Université du Québec à Trois-Rivières
3351, boul. des Forges, C.P. 500, Trois-Rivières
(QC) G9A 5H7
Courriel : pascale.marcotte@uqtr.ca

Création d'un circuit touristique patrimonial virtuel

Résumé :
La Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs, une association sans but lucratif, s'est tournée vers le tourisme culturel, et particulièrement vers la création d'itinéraires culturels thématiques afin de réaliser une de ses missions, celles de favoriser l'accès à la mémoire et à l'histoire commune franco-québécoise. Ces itinéraires considèrent tant les dimensions historiques que les particularités touristiques, et sont présentés sous une forme électronique. Ce mode de diffusion permet d'en faciliter l'accès, et en permet aussi une visite réelle et virtuelle. Cet article présente les principaux jalons qui ont amené à la création de ces circuits. Il présente également un projet particulièrement original, celui d'une association civile, constituée de bénévoles, qui vise à faire connaître l'histoire par et à travers le tourisme. Les objectifs ne sont pas uniquement économiques, mais visent au contraire à faire connaître une histoire et une culture, à maintenir des liens et des communautés vivantes.

Mots clés : lieu de mémoire, circuit, itinéraire, tourisme culturel, association.

Création d'un circuit touristique patrimonial virtuel

La Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs (ci-après la Commission), une association sans but lucratif, s'est tournée vers le tourisme culturel, et particulièrement vers la création d'itinéraires culturels thématiques afin de réaliser une de ses missions, celles de favoriser l'accès à la mémoire et à l'histoire commune franco-québécoise. La Commission a choisi de proposer des itinéraires touristiques créés à partir d'un inventaire historique. Ces itinéraires considèrent ainsi les dimensions historiques, mais aussi les particularités touristiques. Ils sont présentés sous une forme électronique. Ce mode de diffusion permet d'en faciliter l'accès, et en permet aussi une visite tant réelle, que virtuelle. Cet article présente les principaux jalons qui ont amené à la création de ces circuits. Il présente également un projet particulièrement original. En effet, ces itinéraires illustrent l'implication d'une association civile, constituée de bénévoles, qui vise à faire connaître l'histoire par le tourisme. Ses objectifs ne sont donc pas uniquement économiques, mais ils visent au contraire à faire connaître une histoire et une culture, à maintenir des liens et des communautés.

La Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs (CFQLMC)

La Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs est un organisme bilatéral, constitué de deux sections, l'une française et l'autre québécoise, agissant de façon concertée. Créée en 1997, et soutenue le cadre de la coopération institutionnelle entre la France et le Québec ainsi que par le ministère de la Culture du Québec, la Commission est un organisme à but non lucratif dont les membres sont bénévoles. Son objectif est de faire connaître et de mettre en valeur les lieux de mémoire qui témoignent d'une histoire commune ou partagée entre Français et Québécois. Le concept de « lieu de mémoire», initialement emprunté à l'historien Pierre Nora, a été transposé et adapté au contexte de la Commission (voir entre autres Nora, 1992; 1984). Ces lieux de mémoire ont ainsi été redéfinis comme des repères culturels et mémoriels, matériels ou immatériels, des faits historiques, des biens mobiliers ou immobiliers, des sites, des paysages, des savoirs ou des traditions. Tous ces lieux ont en commun d'être porteurs de sens et de témoigner d'une aventure commune en Amérique du Nord.

Pour les Québécois, ces lieux de mémoire sont des vecteurs identitaires particuliers, témoins d'un volet important d'une personnalité culturelle par ailleurs multiple. En effet, si la dimension française est au centre de la culture québécoise, notamment par la langue, celle-ci a également été façonnée par d'autres influences venues de l'interaction avec la population autochtone, de l'influence britannique et de ses institutions politiques, de l'environnement géopolitique nord-américain, et plus récemment, par la mondialisation.

De la connaissance historique à la mise en valeur mémorielle

Plusieurs projets ont été initiés par la Commission afin de faire connaître ces lieux de mémoire. Citons la réalisation d'inventaires de lieux jugés d'intérêt mémoriel, des expositions, des colloques, des commémorations d'événements historiques, des actions de diffusion et de sensibilisation. Si le volet associé au « développement des connaissances » a jusqu'à maintenant mobilisé des ressources importantes, et donné naissance à des chantiers majeurs (tel que celui de la publication « Les traces de la Nouvelle-France au Québec et en Poitou-Charentes »), il s'est progressivement installé une priorité nouvelle, celle de mettre en valeur, de diffuser et de faciliter l'accès à ces connaissances. Dans ce cadre, la Commission s'inscrit dans une préoccupation très actuelle qui consiste à favoriser l'accès à

la culture ou à une des formes particulières d'expression de celle-ci. En effet, plusieurs acteurs de la dynamique culturelle, dont les responsables des politiques culturelles dans les sociétés occidentales, ont senti le besoin d'intervenir pour stimuler l'intérêt à l'égard des expressions culturelles. Ces initiatives s'inspirent généralement d'un objectif de démocratisation de la culture, mais elles servent aussi de complément aux politiques de soutien de l'offre culturelle. Dans le cas particulier de la Commission, l'objectif de rapprocher le public de sa mémoire est d'abord culturel. Il est motivé par divers constats, notamment celui de la place de plus en plus congrue réservée à l'enseignement de l'histoire dans le curriculum scolaire traditionnel et par la conviction que la connaissance de l'histoire et de la mémoire ne sont pas des vestiges ringards, mais plutôt des atouts de créativité dans un monde en transformation de plus en plus rapide.

De plus, l'analyse des pratiques culturelles des jeunes, et moins jeunes, plus que jamais branchés via leurs instruments technologiques, instaure des doutes sur l'intérêt de l'enseignement et de la réception de l'histoire par des modes traditionnels. Dans le domaine du patrimoine et de l'histoire, l'approche ludique occupe une place grandissante dans l'apprentissage et concurrence la démarche pédagogique classique. On a ainsi vu naître des événements comme les médiévales ou les journées du Patrimoine en Europe. Au Québec, on a créé des événements comme les Journées de la Culture ou les Fêtes de la Nouvelle-France. Dans tous ces grands événements, les objectifs culturels et économiques se côtoient et se complètent donc. Ce mariage de raison entre économie et culture n'offusque plus, bien au contraire. Il apparaît comme un des moyens de rejoindre, de façon intéressante et intéressée, un public qui se sent de plus en plus touché et concerné par ces pratiques culturelles et historiques.

C'est dans ce cadre général que la Commission a choisi de rejoindre un public plus vaste, élargi au-delà des cercles initiés qui baignent dans l'histoire en raison de leurs obligations professionnelles ou par passion peu ordinaire. Le tourisme culturel constituait donc une voie privilégiée pour joindre ses préoccupations historiques et culturelles, de diffusions et de connaissance, à une forme d'appropriation ludique, choisie du public.

Les itinéraires culturels et mémoriels

Les itinéraires sont des produits touristiques anciens. Les pèlerinages religieux pourraient, si ce n'était un anachronisme, être considérés comme des itinéraires. Comme ces derniers, les pèlerinages comprenaient des étapes essentielles, avant d'arriver à une destination particulière, ultime. Le Grand Tour, ce « voyage qui formait la jeunesse » britannique au XVIIIe siècle, et à l'origine du mot même de « tour-isme », en était aussi (Boyer, 2005). Certains de ces itinéraires sont célèbres (la Route de la soie, le chemin de St-Jacques-de-Compostelle) et ont d'ailleurs été labellisés par divers organismes internationaux - l'UNESCO ou l'Institut Européen des Itinéraires Culturels, - d'autres sont plus modestes de par leur réputation, leur taille ou de par les communautés qu'ils relient (ex. route des vins ou du fromage, des jardins ou des églises romanes).

Depuis les dernières années, on a vu apparaître un bon nombre de circuits et routes, et ce, partout dans le monde (Hardy, 2003). Les touristes désirent davantage voyager seuls, de façon autonome. Ils sont plus expérimentés, et s'aventurent plus loin pour trouver des sites nouveaux, rares, peu fréquentés. Les routes et circuits leur permettent d'assouvir leur désir d'autonomie et d'indépendance, tout en les dirigeant et les soutenant dans leurs pérégrinations. D'autre part, les communautés locales, et notamment agricoles, sont conscientes de la nécessité de diversifier leurs ressources et leurs revenus. Les circuits, et notamment les circuits agrotouristiques, contribuent à cette mise en valeur économique. D'ailleurs, aujourd'hui, pour le milieu du tourisme autant que pour le milieu du patrimoine,

les routes et itinéraires sont principalement considérés pour leurs apports économiques et leur capacité à dynamiser un territoire (Moulin et Boniface, 2001). Ces routes augmentent l'offre locale, permettant du coup d'allonger le séjour, de contrer la saisonnalité (Beaudet, 2003) et de désengorger certains sites trop fréquentés pour redistribuer les flux dans des zones moins achalandées.

Le projet présenté ici ne vise toutefois pas à déplacer des individus dans l'unique but de favoriser le développement économique des régions qui les accueillent. À l'instar des itinéraires de l'UNESCO, l'idée d'itinéraire culturel pensé par la Commission comporte des visées éducatives, culturelles et sociales; des visées de construction des « communautés imaginaires » (Anderson, 1991). Cet itinéraire vise à mettre en valeur des lieux de mémoire, donc des sites qui ont une histoire, qui créent et rassemblent des communautés (Hawlbach, 1935; 1950). Au-delà des dimensions géographiques, touristiques ou économiques, il faut considérer ces lieux comme des lieux créateurs de mémoire, et de communautés.

> À cet égard, un événement particulier a suscité l'intérêt de la Commission envers le tourisme culturel et éventuellement les itinéraires mémoriels. L'année 2008 a marqué le 400e anniversaire de la fondation de Québec, ville du Patrimoine mondial. Cet anniversaire a été un moment révélateur. Il faut préciser d'entrée de jeu que, malgré la nature commémorative de l'événement, la dimension historique ou mémorielle du programme était volontairement ténue. On peut penser que les autorités politiques et les bailleurs de fonds de l'événement ont craint que la mémoire laissée libre ne soit incompatible avec la facture souhaitée à l'événement. On aime bien l'Histoire, mais on la préfère bridée. Néanmoins, malgré cette tendance de départ, l'Histoire s'est imposée par la force des choses. Qui plus est, on a dû constater plus que jamais que la richesse historique apporte ses attraits en termes touristiques et en termes de retombées économiques. Le succès de l'événement a rendu justice à l'intérêt de l'Histoire et opposé une démonstration éloquente à ceux qui niaient cet intérêt. L'Histoire a un intérêt, eh oui, il y a un potentiel pour susciter une plus grande connaissance de la part du public, bref on peut trouver des moyens pour remettre la mémoire au monde. Le tourisme fait partie de ces moyens.

De l'idée au tracé, du mémoriel au touristique, de l'inventaire au virtuel

L'objectif initial était donc de favoriser la mise en valeur des lieux de mémoire par un projet touristique. Les ingrédients étaient rassemblés, il s'agissait de trouver le meilleur moyen de les faire connaître à l'intérieur des contraintes et objectifs de la Commission. Le point de départ était la mise en valeur du travail scientifique d'Inventaire des lieux de mémoire (http://www.memoirenf.cieq.ulaval.ca/Quebec/Presentation.html). L'Inventaire des lieux de mémoire de la Nouvelle-France présente les lieux qui témoignent de la présence française en Amérique du Nord (bâtiments, sites archéologiques, monuments). Ces lieux sont donc d'ores et déjà identifiés, décrits et situés géographiquement. Il s'agissait de les organiser « touristiquement » à travers un outil plus facile à consulter, un outil construit pour les voyageurs. Considérant la situation particulière de la Commission, celle d'un organisme sans but lucratif, animée par des bénévoles, et ayant comme mission générale de faire connaître la mémoire franco-québécoise, plusieurs conditions devaient être rencontrées pour permettre la mise en œuvre de l'itinéraire. En effet, les conditions matérielles de la Commission ne permettent pas la mise en place d'un projet nécessitant de nombreuses ressources. Le projet se devait de ne pas engager de stockage de matériel, de gestion ou de distribution de documentation, ni de vérification des informations (heures d'ouverture, etc.). Il s'agissait de créer de nouveaux réseaux, d'utiliser ce qui existe déjà pour que la mémoire soit mise en circulation. La mise en forme de l'itinéraire devait également être simple d'utilisation et de conception, afin de permettre la reproduction de l'itinéraire dans différentes régions, et même

en France. L'itinéraire devait être accessible de façon universelle pour tous les touristes préparant leur voyage au Québec. En effet, sachant que la planification des activités et des trajets se fait pour la plupart des touristes avant même de quitter la demeure (Olsen, 2003; Richards, 2007), il s'avérait nécessaire d'être disponible dès l'étape de planification du voyage.

Bref, l'itinéraire devait se traduire en un projet autoportant, peu cher, reproductible, et universellement accessible. Le choix s'est arrêté sur la création d'un itinéraire virtuel hébergé sur un site Internet (*Google maps* et l'application *Street view* : voir http://www.cfqlmc.org/bulletin-memoires-vives/derniere-parution/535). Le premier itinéraire proposé présente un tronçon de route entre Trois-Rivières et Neuville, et propose des arrêts dans des lieux de mémoire sélectionnés pour leur accessibilité, leur diversité et leur attrait particulier. Ces lieux sont identifiés sur l'itinéraire virtuel par un drapeau aux couleurs de la Commission. Lorsque le curseur est placé sur un drapeau, une fenêtre apparaît. On y retrouve une image et le nom du site, un hyperlien vers l'Inventaire, et où l'internaute trouvera la description détaillée du lieu de mémoire, ainsi que des hyperliens vers des organismes touristiques qui pourront offrir aux touristes des informations complémentaires (hébergement, restauration, etc.). Le logiciel permet également de visualiser le lieu de mémoire dans son environnement. L'itinéraire peut donc se parcourir en voiture, ou confortablement installé dans son fauteuil. Dans un avenir rapproché, on peut également penser que cet itinéraire pourrait être diffusé via des applications de téléphone mobile.

Sa clientèle : L'itinéraire proposé s'adresse à une clientèle de tourisme culturel. Si, il y a une vingtaine d'années, on percevait encore ce type de tourisme comme un segment de niche, la clientèle est maintenant fort nombreuse et variée, voire même qualifiée de tourisme de masse (Richard, 2007). Variée certes, mais qui, d'un point de vue sociodémographique n'en présente pas moins certaines caractéristiques, que l'on retrouvera également chez les voyageurs intéressés à arpenter l'itinéraire. Ainsi, comme la plupart des touristes culturels (Huh, Uysal et McCleary, 2006; Silberberg, 1995; McKercher et du Cros, 2002), les touristes potentiels seront plus aisés que la moyenne, ils chercheront à être autonomes dans leurs activités. Ils posséderont un haut niveau d'éducation, auront un fort intérêt envers l'histoire et la culture, et seront suffisamment à l'aise avec la technologie. Faut-il rappeler que les moyens de diffusion technologiques sont maintenant le principal outil de planification touristique ? (ex. Morosan, 2008).

De façon spécifique, les touristes qui empruntent ces routes ont généralement des horaires plus flexibles, ils choisissent leurs routes et leurs arrêts. La thématisation d'une route pourrait ainsi la rendre plus attractive (Olsen, 2003). L'itinéraire mémoriel intéressera également le marché des « séniors », un marché qui, suivant les grandes tendances démographiques occidentales, croît de façon importante. Pour cette clientèle vieillissante, la généalogie, l'histoire locale, les routes « secondaires » plus lentes (une « slow road », à l'instar du « slow food » ?), des distances relativement courtes entre les arrêts, correspondent aux produits recherchés.

Au plan géographique, trois segments de clientèle ont été définis : les Québécois intéressés par le patrimoine et l'histoire du régime français, les Français de passage au Québec, curieux de savoir ce qui est advenu de cette « petite France en Amérique », ainsi que les Franco-américains, dont les ancêtres ont quitté le Québec il y a plusieurs années et qui s'intéressent à retrouver des traces familiales.

Sa thématique : La thématique d'une route ou d'un itinéraire est fondamentale pour la rendre attrayante, mais également pour la distinguer des autres parcours. En effet, un manque de

rigueur accordé au thème risque d'entraîner une banalisation du concept (Beaudet 2003). Dans le cadre du présent projet, l'itinéraire devait impérativement respecter l'esprit et la lettre de la mémoire franco-québécoise. Le choix des sites à intégrer dans le circuit s'est ainsi arrêté spécifiquement aux éléments répertoriés dans l'Inventaire. Il apparaissait également important de privilégier la mise en valeur du travail déjà réalisé, plaçant ainsi le projet d'itinéraire en cohérence avec les actions antérieures de la Commission, et assurant du coup la véracité historique. Cette thématique précise permettra aussi de différencier l'itinéraire mémoriel proposé par la Commission d'autres circuits et sites touristiques associés de façon nominale à la Nouvelle-France, mais dont le contenu réel et les liens avec la Nouvelle-France sont parfois fort ténus, sinon inexistants.

Le trajet sélectionné a également considéré d'autres facteurs essentiels : les zones émettrices principales, une certaine uniformité géographique et esthétique (ex. le fleuve) et une sélection de lieux spatialement bien échelonnés et temporellement bien répartis. Bien sûr, les lieux sélectionnés devaient être accessibles, sécuritaires, aisément visibles, sinon visitables.

Son ancrage dans le milieu : Des organismes touristiques ont déjà pour mission de mettre en valeur ou de promouvoir certains de ces lieux. Il ne s'agissait donc pas de les contourner, ni de dupliquer le travail déjà élaboré, bien au contraire. Le projet vise à s'associer à la force du réseau promotionnel des offices de tourisme locaux déjà en place. Dans le cas du présent projet, des entretiens ont ainsi été menés avec des acteurs clés du milieu patrimonial et touristique, afin de s'assurer de leur soutien. Pour les gestionnaires de ces lieux, on peut aussi penser que la sélection de leur site selon ce prisme bien particulier qu'est la mémoire franco-québécoise, peut se présenter comme une forme de labellisation, distinction et reconnaissance qui peuvent à terme, leur offrir une valeur ajoutée.

Conclusion

L'originalité du projet repose sur l'initiative d'une association sans but lucratif, qui choisit la voie touristique pour réaliser sa mission : faire connaître l'histoire et la mémoire franco-québécoise. Le moyen proposé, l'itinéraire mémoriel virtuel, assure une accessibilité universelle, et répond aux ressources limitées de la Commission. Le produit touristique présenté est un produit distinctif, basé sur une identité définie et une trame narrative claire.

Par ailleurs, le projet est suffisamment stimulant pour que d'autres organisations choisissent d'emboîter le pas. À court terme, le regroupement des musées montréalais complétera le site de la Commission par un itinéraire mettant en valeur les collections et institutions de la région montréalaise offrant des contributions pertinentes au thème de la mémoire franco-québécoise. Des projets mijotent également en France. Reprenant l'idée d'itinéraires basés sur des lieux de mémoire communs, des trajets seront donc ajoutés à l'offre de la Commission.

Bibliographie

Anderson, B. (1991) Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism. Londres: Verso.

Beaudet, G. (2003) Les routes touristiques à thème : Entre marketing territorial et valorisation identitaire, *Téoros*, Vol. 22, No 2, pp. 4-9.

Boyer, M. (2005) Histoire générale du tourisme. Du XVI au XXIe siècle, Paris : L'Harmattan.

Colton, J. W. et Bissix, G. (2005) Developing Agritourism in Nova Scotia: Issues and Challenges, *Journal of Sustainable Agriculture*, Vol. 27, No 1, pp. 91-112.

Halbwachs, M. (1935) Les cadres sociaux de la mémoire, Paris : Librairie Félix Alcan.
Halbwachs, M. (1950) La mémoire collective, Paris : Presses Universitaires de France.
Hardy, A. (2003) An Investigation Into the Key Factors Necessary For the Development of Iconic Touring Routes, *Journal of Vacation Marketing*, Vol. 9, No 4, pp.314-330.
Histoire Plurielle (2002) Sur les pas de Samuel de Champlain et autres projets d'itinéraires patrimoniaux…Proposition de plan-cadre pour l'établissement d'itinéraires culturels au Québec, Québec.
Huh, J., Uysal, M. et McCleary, K. (2006) Cultural/Heritage Destinations : Tourist Satisfaction and Market Segmentation. *Journal of Hospitality Marketing & Management*, Vol. 14, No 3, pp. 81-9.
McKercher, B et du Cros, H. (2002) Cultural Tourism. The Partnership Between Tourism and Cultural Heritage Management, New York : The Haworth Press.
Morosan, C. (2008) DMO Websites and the Role of Complementary Media in Tourism Advertising, *Journal of Hospitality & Leisure Marketing*, Vol. 17, Nos 1-2, pp. 216-236.
Moulin, C. et Boniface, P. (2001) Routeing Heritage for Tourism: making heritage and cultural tourism networks for socio-economic development, *International Journal of Heritage Studies*, Vol. 7, No 3, pp. 237-248.
Nora, P. (sous la dir.) (1984) Les lieux de mémoire, I La République 1, Paris : Éditions Gallimard.
Nora, P. (sous la dir. de) (1992) Les lieux de mémoire, III Les France 3, Paris : Éditions Gallimard.
Olsen, M. (2003) Tourism Themed Routes: A Queensland Perspective, *Journal of Vacation Marketing*, Vol. 9, No. 4, pp. 331-341.
Richards, G. (ed) (2007) Cultural Tourism. Global and Local Perspectives, London : Routledge.
Silberberg, T. (1995) Cultural Tourism and Business Opportunities for Museums and Heritage Sites, *Tourism Management*, Vol. 16, No 5, pp. 361-365.

World Heritage and Sustainable Tourism: Shared Values?

Jane Brantom
(Heritage and Tourism Research)

Jane Brantom
Heritage and Tourism Research
5 Hencotes
Hexham
Northumberland
NE46 2EQ
UK
Email: jbrantomforster@aol.com

This paper is based on research conducted in 2008 as part of a M Litt degree at the International Centre for Cultural and Heritage Studies, Newcastle University, Newcastle upon Tyne, UK.

World Heritage and Sustainable Tourism: Shared Values?

Abstract:
Management based on identifying, protecting and conserving site values is increasingly being advocated by many policy makers in the heritage community. Values based management suggests that once values are clearly identified, all activity should be guided by this and site management proceeds accordingly. This approach is particularly relevant to World Heritage sites which are defined by their unique 'outstanding universal value'. However, management of World Heritage sites can involve many different stakeholders, often with potentially competing sets of values. It can be argued that stakeholders with common values are more likely to have a constructive relationship for site management. Similarly, a greater understanding and respect of differences in stakeholder values should lead to improved site management.
This paper focuses on the degree of synergy between values guiding sustainable tourism and World Heritage site management. The research analyses how far, at least at a theoretical level, the values of world heritage and sustainable tourism are compatible. The paper identifies shared and divergent values and suggests a model for the interface between world heritage and sustainable tourism destination management.
The evidence illustrates the variable degrees of convergence of values. Discussion focuses on issues arising from these evidential differences and supports the need identified in world heritage and other policy guidance for greater understanding of different values in order to achieve more effective policies and management plans for both world heritage and the tourism sectors. The model derived from the analysis suggests an approach for improved understanding of the world heritage / sustainable tourism interface that could be applied to policy and practice. The model suggests that explicit inclusion of world heritage outstanding universal values should form part of any wider tourism management plan that involves a world heritage. An analogy is made with tourism branding work in this discussion. The paper also argues that greater awareness of UNESCO goals by all involved in world heritage management should help understanding of both the site outstanding universal value and the wider aims of world heritage.

Keywords: World heritage, sustainable tourism, tourism, heritage management

World Heritage and Sustainable Tourism: Shared Values?

Introduction

It is self evident that no society makes an effort to conserve what it does not value.
(De la Torre, 2002)

World heritage, sustainable tourism and values-based management are concepts that developed since the 1970s. While the relationship between values-based management and world heritage is a subject that has been written about in depth (De la Torre, 2005), little has been published on links between world heritage and sustainable tourism values and the implications of this for policymakers and practitioners. The question of whether shared values exist between world heritage and sustainable tourism and, if so, the implications of this for both world heritage and tourism management will be explored at a theoretical level in the following pages.

Values are mapped and critical comparisons made. Themes are identified and conclusions drawn about the world heritage and sustainable tourism interface and possible implications of this for policy and practice.

Values and values-based management

Values have been described as '…priorities, internal compasses or springboards for action – moral imperatives. In this way, values or mores are implicit or explicit guides for action' (Oyserman, 2001:16,150). There are many other definitions and dimensions of values (Smelser N and Baltes P, 2001 :16,138-57), but the concept of values as 'guides for action' is the interpretation used in the following discussion and is fundamental to the concept of values-based management.

Values-based management has been described as an approach 'in which the main management goal is the preservation of the significance and values of a place' (De la Torre, 2005:5). While values-based management is being explicitly developed in the areas of culture and heritage management, its application for sustainable tourism is more implicit. For example the growth in attention to 'branding' and 'tourism destination management' in the UK is based on identifying core values of an area and using these values as 'guides for action' for all associated activity. It is about preservation and presentation of the significance and values of a place, in this case for tourism development.

Values are clearly important to both heritage and tourism management. But what type of values are these? Prior to the 1990s, heritage management values were dominated by historic values. The more recent inclusion of socio-cultural values reflects the post modern turn towards broader interpretations and definitions of heritage (Graham, 2000). Figure 1 illustrates a typology of heritage values that identifies 'socio-cultural' and 'economic' categories of values. Figure 2 describes 'intrinsic', instrumental' and institutional' cultural values based on work in the UK (Hewison and Holden, 2006). Both typologies will be referred to in the following pages. Whilst heritage values can include all dimensions for figures 1 and 2, tourism values tend towards economic rather than socio-cultural values as will be discussed more later.

World Heritage values

The following section analyses values of world heritage at a number of levels – the UN, UNESCO, the *World Heritage Convention* and site inscription (Table 1). Ultimately, world heritage values are derived from the UN. The UN grew out of a number of earlier international movements, most notably the League of Nations, established at the end of the

1914–18 war 'to promote international cooperation and to achieve peace and security' (UN, 2008). The UN officially came into existence in 1945 and now has 192 member states (ibid). UNESCO was founded in 1945 as a specialised agency of the UN. The preamble to the *UNESCO Constitution* states, 'Since wars begin in the minds of men, it is in the minds of men that the defences of peace must be constructed' and that UNESCO aims to do this through, 'promoting international understanding through education, social and natural science, culture and communications' (UNESCO, 1945).

At the levels of the UN and UNESCO, values of intercultural respect and understanding, tolerance, mutual assistance, fundamental freedoms for all are evident (UN, 2008, UNESCO, 1945). More emphasis on education, the free exchange of knowledge and ideas and protection of heritage is unsurprisingly evident within UNESCO (ibid). The overarching aim of both is international peace.

The next levels considered are the *World Heritage Convention* and the values expressed regarding World Heritage site inscription. Values of the Convention derive from UN and UNESCO values but also reflect the Convention's history. The *World Heritage Convention* grew from international movements, largely led by Europe and America after World War two, concerned with preserving and protecting cultural and natural sites of 'Outstanding Universal Value' (OUV) (UNESCO, 1972). The *World Heritage Convention's* guidelines define OUV as:

> . …cultural and/or natural significance which is so exceptional as to transcend national boundaries and to be of common importance for present and future generations of all humanity. As such, the permanent protection of this heritage is of the highest importance to the international community as a whole (UNESCO WH Centre, 2008:para 49)

The emphasis is clearly on valuing exceptional places that are considered to be of universal importance.

Words in the convention's criteria for inscription of a place as a World Heritage site include 'exceptional, outstanding, unique, superlative…' (UNESCO WH Centre, 2008), and values expressed largely reflect the socio-cultural values referred to in Figure 1. They tend towards a material interpretation of these values and also favour traditional historic, scientific and aesthetic values (Table 1).

This tendency towards material values combined with the concept of universality has, it has been argued, led to over-emphasis on the inscription of monumental and architectural sites in early years of the Convention (UNESCO, 2007). The core concept of universalism as it relates to world heritage has been contested by many as a Eurocentric concept (Labadi, 2007, Titchen, 1996). The term does, after all stem from the enlightenment philosophy that has its roots firmly planted in Europe. The issue of the need for greater representation was, and remains, a constant theme within discourse on world heritage (UNESCO, 2002, UNESCO, 2007:25).

Research suggests that one of the barriers to greater representation was lack of understanding of the *World Heritage Convention* (Labadi, 2007). The debates, discussion and reports both from within UNESCO and by academics and others about the nature, values and processes of the world heritage list continue (Harrison D and Hitchcock M, 2005, Leask A and Fyall A, 2006, Leask A and Fyall A, 2007) but underpinning most of these, it is suggested, is the issue of improved understanding of the values of world heritage.

Moving on to individual values, each World Heritage site is required to produce a Statement of Significance (SoS) which includes a description of the site's OUV as well as assessments of integrity and authenticity and requirements for protection and management (UNESCO WH Centre, 2008: para 155). The SoS includes the world heritage criteria values

for which the site is inscribed and guides all work around the World Heritage site. However, there are many other values that can be attributed to heritage sites not covered by world heritage criteria. These tend to be instrumental values such as 'use' values (Figures 1 and 2), and include socio–economic values often associated with tourism.

The SoS of the World Heritage site therefore reflects the OUV of the site but in site management, all values attributed to it need to be taken into account. The caveat is that they should all contribute to, or enhance, the values (or OUV) of the site otherwise the world heritage status of the site may be under threat. This is one of the challenges for world heritage management and one that needs to be understood by all stakeholders.

The volume of debate and frequency of use of the word 'value' in world heritage documentation show how values and values-based management is central to world heritage management, at least at a theoretical level. Values of world heritage therefore go right back to the UN and UNESCO values of aiming for peace and of intercultural respect and understanding as well as including historic and the other values that go with inscription. The analysis now goes on to look at values of sustainable tourism.

Sustainable tourism values

Searching for global definitions and values of sustainable tourism is more complex than for world heritage. world heritage definitions and values are enshrined in the *World Heritage Convention* and its operational guidelines (UNESCO WH Centre, 2008). Sustainable tourism on the other hand is a concept, like 'heritage' that has been developed over the last twenty to thirty years, has no single global definition and is constantly evolving.

It was the *Brundtland Report* that really began to articulate and emphasise the need for holistic approaches to development and the interrelationship of economic, social and environmental impacts (World Commission on Environment and Development, 1987). The report defined sustainable development as 'a process to meet the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs' (ibid). During the 1980s and 1990s the phenomenon of tourism was grew more and more and there were many debates, academic and otherwise about its impacts (MacCannell, 1999, Urry, 1990). The concept of sustainable tourism began to emerge based on principles from the *Brundtland Report.* For the purposes of the following comparative analysis, work on sustainable tourism as developed by the UN World Tourism Organisation (UNWTO) is used as the baseline as UNWTO, like the *World Heritage Convention* stems from the UN.

UNWTO was established in 1990 as a specialist agency serving as a 'global forum for tourism policy issues and a practical source of tourism know-how' (UNWTO, 2008a). UNWTO 'promotes the development of responsible, sustainable and universally accessible tourism, with particular attention to interests of developing countries' and has a membership of 161 countries and over 390 private and public sector affiliate members (ibid). The UNWTO's conceptual definition for the sustainable development of tourism (Figure 3) was agreed in 2004 (UNWTO, 2008b). In 2008, UNWTO also launched global sustainable tourism criteria in collaboration with the UN Foundation, the Rainforest Alliance and the UN Environment Programme (Partnership for Global Sustainable Tourism Criteria, 2008). UNWTO is clearly a significant player in global sustainable tourism.

The UNWTO is however just one of several international industry networks and NGOs actively campaigning for sustainable tourism and other types of responsible tourism. The analysis continues with examining how far the sustainable tourism values described by these networks and groups reflect those for the UNWTO.

The sustainable tourism values of nine industry groups, one government body and three NGOs as expressed in publications and web sites were compared against sustainable

tourism values of the UNWTO (Tables 1 & 2). The selection of organisations was done through internet searches looking at tourism industry groupings and available sustainable and responsible tourism codes and policies.

Values were grouped into socio-cultural, environmental, economic and institutional values for the purposes of analysis. Comparisons between UNWTO and industry network values revealed greatest divergence on socio-cultural values, especially 'helping intercultural understanding'. There was a closer fit with environmental values, especially those to do with effective use of resources and close correlation on economic values (except for 'poverty alleviation and equity'). Values categorised as 'institutional values' for this analysis showed a mixed response. Areas such as collaboration and long-term view showed greatest synergy here.

The closest correlation with UNWTO and industry values is with the Tour Operators Initiative for sustainable development (TOI). TOI is a partnership launched in 2000 supported by UNWTO, UNEP and UNESCO and represents 19 global tour operators (TOI, 2008). The initiative appears to be well organised, highly articulate with a clear statement of commitment, mission and objectives and reflects many of the UNWTO values.

In the non commercial sector, NGO comparisons with UNWTO values, unlike the industry comparisons, all show good correlation with institutional values particularly between the values of share knowledge; international collaboration; long term global view and respect for others' places and lives. The matches with socio-cultural and environmental values on the other hand, vary by organization reflecting the NGOs' priorities. The World Wildlife Fund for nature (WWF), for example, emphasizes environmental, and the International Institute for Peace Through Tourism (IIPTT) social and humanitarian values. Economic values are largely absent.

At an international level, it can be seen, unsurprisingly, that the private sector led initiatives favour the economic instrumental values over the other values of the UNWTO sustainable tourism conceptual definition. However, they all include some socio–cultural as well as environmental values. A similar analysis even 10 years ago would probably have revealed more dominant economic values. There is a considerable degree of correlation with the UNWTO for some of the international industry networks and NGOS.

To conclude this section, it can be seen that definitions of sustainable tourism can vary significantly from one organisation to another and in discussing sustainable tourism it is important to note the wide divergence in interpretations. All however include a balance between environmental, social, cultural and economic values in order to ensure that the place is there for future generations. When sustainable tourism is being discussed in the world heritage context, it is suggested that the UNWTO definition is applied as a reference point as both concepts derive from the UN.

World Heritage and Sustainable Tourism Linkages

Having made generalised conclusions about sustainable tourism values, the interface between world heritage and sustainable tourism will now be examined. This will be done firstly on a theoretical level and secondly by briefly looking at work of the World Heritage Centre and world heritage policy.

The theoretical interface between UNWTO sustainable tourism and world heritage values is illustrated in tables 4 and 5. Table 4 compares UNESCO, world heritage and UNWTO values. As all stem from the UN, values of collective responsibility, international collaboration, intercultural respect and understanding and long term vision and are apparent throughout. Differences emerge in the focus on economic (in the sense of 'use' values). Table 5 compares the UNWTO sustainable tourism principles first with world heritage values as

expressed in the *World Heritage Convention* and its operational guidelines and then with the wider set of values that can be associated with World Heritage site management. Once again, divergence is apparent in the economic sphere. It is recognised that economic values play an important part in world heritage management but, as discussed earlier, they do not relate to world heritage inscription. Protection (of the built and natural environment) on the other hand, does feature in both UNWTO principles and the *World Heritage Convention* and it is the tension between this and the economic dimension that not only goes back to the roots of the *World Heritage Convention* but also features in aspects of world heritage and tourism management today.

Part of the World Heritage Centre's work is to deal with these tensions. To help address this and to help the Committee and those responsible for World Heritage site management make better use of tourism, a world heritage tourism programme was established in 2001. The stated mission was 'to aid the World Heritage Committee and site management using tourism as a positive force to retain World Heritage site values and to help mitigate site threats' (Unesco World Heritage Centre, 2008). Manuals guiding tourism management at World Heritage sites were produced (Pedersen, 2002) together with the creation of new linkages and programmes between key players in the tourism and conservation sectors (UNESCO, 2007:190). The programme was coordinated by the World Heritage Centre which also conducts missions to examine impacts of tourism development projects on world heritage and organises workshops for World Heritage site managers. Awareness raising of world heritage among tour operators and the public was an important part of the work and the programme established partnerships with other intergovernmental agencies, NGOs, the UNWTO and the tourism industry. In 2007, greater emphasis was put on sustainable tourism and the sustainable tourism initiative was established as part of the programme.

The world heritage tourism programme has now ended and ways of taking the work forward are being considered. Recommendations are that these should include the following elements

- adopt and disseminate standards and principles relating to sustainable tourism at World Heritage sites
- support the incorporation of appropriate tourism management into the workings of the Convention
- collation of evidence to support sustainable tourism programme design and to support targeting
- contribution of a World Heritage Perspective to cross agency sustainable tourism policy initiatives (Martin Jenkins & Associates Ltd, 2010)

The programme has examined all aspects of the interface between world heritage and sustainable tourism. This interface is acknowledged in world heritage policy. The *World Heritage Convention's* operational guidelines refer to World Heritage sites supporting, 'a variety of ongoing and proposed uses that are ecologically and culturally sustainable' (UNESCO WH Centre, 2008: para 119). The *Budapest Declaration* also states the intention to 'seek to ensure an appropriate and equitable balance between conservation, sustainability and development, so that world heritage properties can be protected through appropriate activities contributing to the social and economic development and quality of life of our communities' (UNESCO, 2002). Sustainable tourism development, it is suggested, should logically be classified as such an 'appropriate activity' in this context.

Discussion and conclusions

Comparison of world heritage and sustainable tourism values shows many areas in common, first and foremost the need to ensure that the place is there for future generations and that it maintains its authenticity and integrity. Other common values at a global level include universal responsibility, intercultural respect and understanding, long term sustainability through holistic management, protection of the environment, involvement of stakeholders and international collaboration. The main difference of emphasis is the world heritage focus on protection and preservation (of OUV) of the built and natural heritage and the sustainable tourism concern with appropriate socio-economic development. The history of both movements reveals differences. Sustainable tourism development as a recognised concept has been implemented now for nearly 30 years and the *World Heritage Convention* for even longer. World heritage stemmed largely from potential economic, war and environmental threats to the built heritage and sustainable tourism largely from concerns about the impact of tourism on the environment and communities. Poorly managed tourism is indeed often identified as a threat to world heritage.

The values analysis also reveals that although there is a greater emphasis on values-based management in the field of world heritage, values also appear to be core to sustainable tourism work - at least in theory and especially at an international level. The analysis shows world heritage generally having more humanitarian values than most sustainable tourism definitions with the UNWTO definition of sustainable tourism arguably most closely reflecting world heritage values. Whilst the UNWTO does not have a convention to rely on, it is suggested that encouragement of more industry groups to adopt the UNWTO conceptual definition of sustainable tourism could be a positive move.

Moving on to World Heritage site values-based management, Figure 4 shows a suggested theoretical values-based framework for linking world heritage management and sustainable tourism work in policy and practice. The SoS described earlier is core to this model and can be described as the 'filter' for guiding work around a World Heritage site. The model describes how world heritage values should not just be a fundamental part of World Heritage site management but also recognised in tourism management of the area, region or 'destination' in which the site is located. The lead bodies for developing and delivering such work may be very different. For example, the lead body for tourism may be the regional tourism agency whereas for world heritage it will be the site owner and, possibly, a world heritage management plan committee including tourism expertise.

The theoretical model shows how well managed tourism focussing on the intrinsic World Heritage site values could contribute to the preservation of OUV at a World Heritage site. The approach could bring other benefits too. From the tourism management point of view, acknowledgement of the broadest interpretation of world heritage values brings recognition that the World Heritage site is an international, not just a national asset and responsibility. It can bring opportunities for introducing sustainable tourism concepts into areas where this is not yet practiced through using the World Heritage site as an exemplar project for the region or even nationally. The sustainable tourism approach can also help contribute to wider climate change and development agendas. From the world heritage management point of view, adopting such an approach can give opportunities to influence tourism planning, to introduce sustainable tourism principles where they do not exist and develop and support them where they do. This can include encouraging others in the area, and suppliers to the World Heritage site for example to adopt sustainable principles.

Good understanding of world heritage and OUV as well as sustainable tourism by all stakeholders is critical to success of such an approach. As has been shown, developing better

understanding of all stakeholder values and common agendas can help avoid conflicts between competing economic and conservation values (De la Torre, 2005).

In considering implementation of this model one point that may be considered is the historic difference between cultural heritage and tourism management. The former has tended to be monocentric whereas tourism management considers wider linkages (McKercher B and du Cros H, 2002). Encouraging those involved in world heritage management to take a broader view and improve understanding of destination management and tourism work is beginning to feature in the World Heritage Centre's work and is a good example of developing mutual understanding of values (WH Centre, 2008). An extension of this is to look at branding in tourism. It can be argued that the OUV define the 'essence' of the World Heritage site. Similarly, work on branding a tourist destination identifies core values of that place and the principle is that all activity, marketing or development, associated with the place must reflect this 'brand essence'. In communicating the OUV of world heritage to tourism stakeholders it may help to draw on these parallels and explain OUV in terms of 'brand essence'. The OUV may then be communicated to visitors and reflected in supporting tourism development in ways that should bring long-term benefit to both the World Heritage site and the tourism industry. Further research at World Heritage site level into tourisms' role in contributing to and communicating the significance of world heritage could be useful.

A final point is that lack of understanding of the *World Heritage Convention* has been identified as an issue of all aspects of world heritage, not solely tourism, policy and management (UNESCO, 2007, WH Centre, 2008). In considering world heritage, the usual focus is the *World Heritage Convention* with its implicit UNESCO values. It is suggested that more explicit inclusion of the UNESCO goal (Figure 5) in world heritage work could contribute to UNESCO aims of better understanding of world heritage and improved communication and capacity building in world heritage management (UNESCO, 2002; UNESCO, 2007). This could also contribute to the concept of World Heritage sites as places of intercultural dialogue (Hitchcock, 2005:185, Robinson and Picard, 2006:57). Greater understanding of both UNESCO goals and OUV could also help in the UK, where the gap between UK sustainable tourism, and global world heritage values was identified through an extension of this research as more apparent than that between UK world heritage policy and the UNWTO.

The question of whether or not there are shared values between world heritage and sustainable tourism and implications of this for World Heritage site management was posed earlier. The above analysis demonstrates that while definitions of sustainable tourism may vary considerably, there are many common values. From this it can be concluded that values-based sustainable tourism development that adheres to UNWTO values would appear to be an invaluable tool to aid implementation of the *World Heritage Convention*. Values-based sustainable tourism can, in theory, help present and preserve the significance and values of world heritage. There will always be tension between access and protection but developing greater understanding of world heritage values by the tourism industry and policy makers and of the tools and values of sustainable tourism by world heritage management could make a significant contribution to the long-term future for both world heritage and tourism.

Bibliography

Clark, K. (2006) Capturing the Public Value of Heritage. London: English Heritage

De la Torre, M. (ed.) (2002) Assessing the values of cultural heritage: research report. Los Angeles: Getty Conservation Institute.

De la Torre, M. (ed.) (2005) Heritage Values in Site Management, Four Case Studies. Los Angeles: Getty Publications.

Graham, B., Ashworth,G.J. and Tunbridge, J.E., . (2000) A Geography of Heritage: Power, Culture and Economy. London: Arnold.
Harrison D and Hitchcock M (ed.) (2005) The Politics of World Heritage: Negotiating Tourism
and Conservation. Clevedon: Channel View Publications.
Hewison and Holden (2006) 'Public value as a framework for analysing the values of heritage:the
ideas', Capturing the public value of heritage. London, May 2006. Public value as a framework for analysing the values of heritage:the ideas: EH, pp.
Hitchcock M. (2005) 'Afterword', in Harrison D and Hitchcock M(ed), The Politics of World Heritage: Negotiating Tourism and Conservation.Clevedon: Channel View Publications, pp. 181-185.
Labadi, S. (2007) 'Representations of the nation and cultural diversity in discourses on World Heritage', Journal of Social Archaeology, 7, (147), pp. 148-170.
Leask A and Fyall A (ed.) (2006) Managing WHS. Oxford: Elsevier.
Leask A and Fyall A. (2007) 'Managing WHS', Journal of Heritage Tourism, 2, (3), pp. 131-237.
MacCannell, D. (1999) The Tourist: A New Theory of the Leisure Class Berkley. Los Angeles. London: University of California Press.
Martin Jenkins & Associates Ltd (2010) Draft final report of the UNESCO World Heritage Tourism Programme evaluation. Available at:
http://whc.unesco.org/en/sessions/34COM/documents/ (Accessed: 22/08/2010).
McKercher B. and du Cros H. (2002) Cultural Tourism: The Partnership between tourism and cultural heritage management. New York: Haworth Hospitality Press.
Oyserman. (2001) 'Values: psychological perspectives', in P, S. N. a. B.(ed), International encyclopedia of the social and behavioural sciences.Oxford: Elsevier, pp. 16150 - 16153.
Partnership for Global Sustainable Tourism Criteria (2008) Sustainable tourism criteria. Available at: www.sustainabletourismcriteria.org (Accessed: 28/10/2008).
Pedersen, A. (2002) Managing Tourism at World Heritage Sites. Paris: WH Centre.
Robinson M. and Picard D. (2006) Tourism, Culture and Sustainable Development. Paris: UNESCO.
Smelser N and Baltes P (ed.) (2001) International encyclopedia of the social and behavioural sciences Oxford: Elsevier.
Titchen, S. (1996) 'On the construction of 'outstanding universal value'', Conservation and Management of Archaeological Sites, 1, pp. 235-242.
TOI (2008) Tour Operorators Initiative for sustainable tourism development. Available at: www.toinitiative.org (Accessed: 11/04/2008).
UN (2008) History and Charter. Available at: http://www.un.org/aboutun/ (Accessed: 23/06/08).
UNESCO (1945) Unesco Constitution. Available at: http://portal.unesco.org/en/ev.php
URL_ID=15244&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html (Accessed: 23/6/08).
UNESCO. (1972) Convention concerning the protection of the World Cultural and Natural Heritage UNESCO.
UNESCO. (2002) The Budapest Declaration. UNESCO.
UNESCO. (2007) World Heritage: Challenges for the Millenium. Paris: UNESCO World Heritage Centre
UNESCO WH Centre. (2008) Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention.
Unesco World Heritage Centre (2008) Sustainable tourism programme. Available at:

http://whc.unesco.org/en/sustainabletourism (Accessed: 3/11/2008).
UNWTO (2008a) About UNWTO. Available at: http://www.unwto.org/aboutwto/index.php (Accessed: 11/04/08).
UNWTO (2008b) Sustainable Development of Tourism. Available at: http://www.unwto.org/sdt/mission.php (Accessed: 11/04/08).
UNWTO (2008c) Sustainable development of tourism. Available at: http://www.unwto.org/sdt/mission/en/mission.php (Accessed: 27 August 2009).
Urry, J. (1990) The Tourist Gaze. ?: Sage Publications.
WH Centre. (2008) Managing public use at WHS. UNESCO World Heritage Centre, pp:
World Commission on Environment and Development. (1987) Our Common Future (the Brundtland Report). Oxford: Oxford University Press.

Table 1
World heritage values

Common values: UN; UNESCO; World Heritage Convention; World Heritage Sites Universal – important to all humanity; Collective responsibility; transcend national boundaries; mutual respect and understanding						
UN values						
International peace	Prosperity Common welfare of mankind	Intercultural respect and understanding	Mutual assistance	Fundamental freedoms for all	Human Rights	Tolerance
UNESCO values *'Since wars begin in the minds of men, it is in the minds of men that the defences of peace must be constructed'*						
Peace and equitable and sustainable human development through education, social and natural science, culture, communications	Free exchange of knowledge and ideas	Equality of educational opportunities for all	Protection of cultural heritage			
UN World Heritage Convention values						
Identification, protection, conservation, preservation and transmission to future generations of cultural and natural heritage of outstanding universal value	Universal ownership and collective responsibility	International collaboration	Intercultural respect and understanding			
World Heritage Site inscription - core values (Outstanding Universal Value)						
Exceptional examples of value to all humanity	Historical cultural, symbolic, social, aesthetic, spiritual, religious significance	Authenticity and integrity				

Table 2
Comparison of sustainable tourism values: UNWTO and industry groups (*** close match, * weak match)

	UNWTO	CAST[1]	ITP[2]	PATA[3]	Responsible Travel[4]	TOI[5]	WTTC[6]	Travel Foundation[7]	Green Globe[8]	AITO[9]	VisitBritain[10]
1. Socio-Cultural Values											
Local social benefits	***	*	*	**	**	***		***	**	**	*
Help intercultural understanding	***	*	*	**	*	*	**	*			
Respect others' places and lives	***			***	***	***		**	*	**	**
2. Environmental Values											
Protect & conserve environment & heritage	***	*	*	***	***	***	**	**	***	***	**
Minimize resource use/pollution	***	***	***	***	***	***	**	***	***	***	***
3. Economic Values											
Local economic benefits	***	*	**	**	**	***		***	***	***	**
Viable long-term operations	***		***		**	***	***	***	**	**	***
Maintain tourist satisfaction	***	***	**	***	***	***	*	***	**	**	***
Poverty alleviation & equity	***					*		*			

4. Institutional Values											
Policy integration	***			***	**	***		**			**
Long term global view	***		***		**	**	*	**	***	*	*
Long term sustainability through balance	***		**	**	***	***		**	***	**	**
Inclusive of stakeholders	***			***	***	***		**	*	*	**
Share knowledge	***		***	***	***	***		***	***	**	**
International collaboration	***	*	***	***	***	***	***	***	***	**	*
Universal - all tourism, everywhere	***					*					***
Collective responsibility	***					**		**	**	*	**

[1] CAST (2008) *Sustainable Tourism Certification*. Available at: www.cha-cast.com (Accessed: 11/04/08).
[2] ITP (2008) *International Tourism Partnership*. Available at: www.tourismpartnership.org (Accessed: 11/04/08).
[3] PATA (2008) *About PATA*. Available at: www.pata.org/patasite/index (Accessed: 11/04/08).
[4] Responsible Travel (2008) Available at: www.responsibletravel.com (Accessed: 21/04/08).
[5] TOI (2008) *Tour Opeators Initiative for sustainable tourism development*. Available at: www.toinitiative.org (Accessed: 11/04/08).
[6] WTTC (2008) Available at: www.wttc.travel (Accessed: 11/04/08).
[7] The Travel Foundation (2008) Available at: www.thetravelfoundation.org.uk (Accessed: 11/04/08).
[8] Globe, G. (2008) *Green Globe*. Available at: www.ec3global.com/about/why-be-sustainable (Accessed: 11/04/08).
[9] AITO (2008) *Responsible Tourism*. Available at: www.aito.co.uk/corporate_Responsible-Tourism.asp (Accessed: 11/04/08).
[10] VisitBritain (2008) *The importance of sustainable tourism*. Available at: www.visitbritain.com/en/campaigns/green/why-sustainability-important.aspx (Accessed: 25/06/08).

Table 3
Comparison of sustainable tourism values: UNWTO and NGOs
(*** close match, * weak match)

	UNWTO	IIPTT[1]	Tourism Concern[2]	WWF[3]
1. Socio-Cultural Values				
Local social benefits	***	***	***	*
Help intercultural understanding	***	***	***	*
Respect others' places and lives	***	***	***	*
2. Environmental Values				
Protect & conserve environment & heritage	***	**	***	***
Minimize resource use/pollution	***		***	***
3. Economic Values				
Local economic benefits	***		***	
Viable long-term operations	***			
Maintain tourist satisfaction	***			
Equity / poverty alleviation	***	***	***	
4. Institutional Values				
Policy integration	***		**	**
Long term global view	***	***	***	***
Long term sustainability through balance	***	**	***	***
Inclusive of stakeholders	***		***	**
Share knowledge/education	***	***	***	**
International collaboration	***	***	***	***
Universal, all tourism, everywhere	***	***	***	
Collective responsibility	***	***	***	**

[1] IIPT (2008) *International Institute for peace through tourism* . Available at: www.iipt.org/media/transitions%20abroad.html (Accessed: 11/04/08).
[2] Concern, T. (2008) Available at: www.tourismconcern.org.uk (Accessed: 11/04/08).
[3] WWF (2008) Available at: http://www.wwf.org.uk/researcher/issues/Tourism/index.asp (Accessed: 11/04/08).
[4] AITO (2008) *Responsible Tourism*. Available at: www.aito.co.uk/corporate_Responsible-Tourism.asp (Accessed: 11/04/08).
[5] Globe, G. (2008) *Green Globe*. Available at: www.ec3global.com/about/why-be-sustainable (Accessed: 11/04/08).
[6] The Travel Foundation (2008) Available at: www.thetravelfoundation.org.uk (Accessed: 11/04/08).

Table 4
Comparison of UN agency values

	UNESCO	**WH Convention**	**UNWTO sustainable tourism**
Universal ownership and responsibility	Yes	Yes	Yes
International collaboration and sharing knowledge	Yes	Yes	Yes
Intercultural respect and understanding	Yes	Yes	Yes
Protection of cultural and natural heritage of outstanding value	No	Yes	Yes
Authenticity and integrity	Yes	Yes	Yes
International peace	Yes	Yes	Yes
Economic development and prosperity	No	No	Yes

Table 5
UNWTO sustainable tourism and WH interface

UNWTO sustainable tourism principles	**Fit with WH values**	**Fit with wider WHS management values**
Long-term sustainability through balanced development	Yes	Yes
Optimal use of environmental resources… conserve natural heritage	Yes	Yes
Conserve built and living cultural heritage and traditional values	Yes	Yes
Ensure viable, long-term economic operations, providing socio-economic benefits	No	Depends on the site
Informed participation of all relevant stakeholders	Yes	Yes
High level of visitor satisfaction, raising awareness about sustainable issues	No	Yes

Socio-cultural values:

Historical value: *connection with the past*
Cultural/symbolic value: *objects or sites as repositories or conveyors of meaning*
Social value: *connections with others, a sense of identity*
Aesthetic value: *beauty, harmony*
Spiritual/religious value: *understanding, enlightenment, insight*

Economic values:

Use (market) value
Non-use (non market) values:

- Existence value: *(people value the existence of a cultural facility or heritage item regardless of whether they wish to take part in it or use it themselves)*
- Option value: *(people want to keep open the possibility of using or enjoying something in the future, even though they don't use it today)*
- Bequest value: *(people value leaving something to future generations)*

Figure 1
Mason's typology of heritage values (De la Torre, 2002) with descriptors from Throsby (Clark, 2006:43)

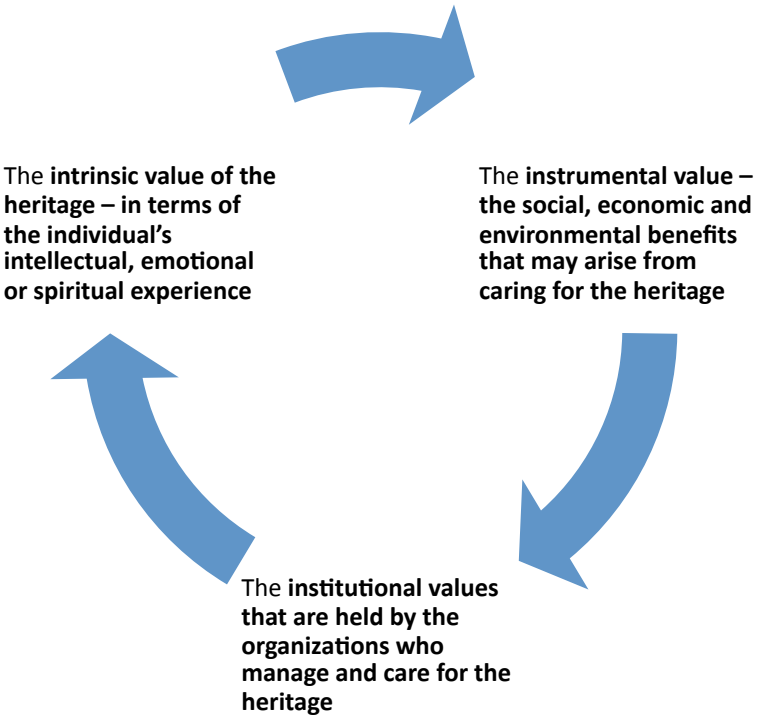


Figure 2 Cultural values (Hewison and Holden, 2006)

"Sustainable tourism development guidelines and management practices are applicable to all forms of tourism in all types of destinations, including mass tourism and the various niche tourism segments. Sustainability principles refer to the **environmental, economic and socio-cultural aspects** of tourism development, and a **suitable balance must be established** between these three dimensions to guarantee its long-term sustainability.

Thus, sustainable tourism should:

1) **Make optimal use of environmental resources** that constitute a key element in tourism development, maintaining essential ecological processes and helping to conserve natural heritage and biodiversity.

2) **Respect the socio-cultural authenticity of host communities**, conserve their built and living cultural heritage and traditional values, and contribute to inter-cultural understanding and tolerance.

3) Ensure viable, long-term economic operations, **providing socio-economic benefits to all stakeholders** that are fairly distributed, including stable employment and income-earning opportunities and social services to host communities, and contributing to poverty alleviation.

Sustainable tourism development requires the **informed participation of all relevant stakeholders, as well as strong political leadership** to ensure wide participation and consensus building. Achieving sustainable tourism is a **continuous process** and it requires **constant monitoring of impacts**, introducing the necessary preventive and/or corrective measures whenever necessary.

Sustainable tourism should also maintain a **high level of tourist satisfaction** and ensure a meaningful experience to the tourists, raising their awareness about sustainability issues and promoting sustainable tourism practices amongst them."

Figure 3 United Nations World Tourism Organisation definition of sustainable tourism (UNWTO, 2008c)

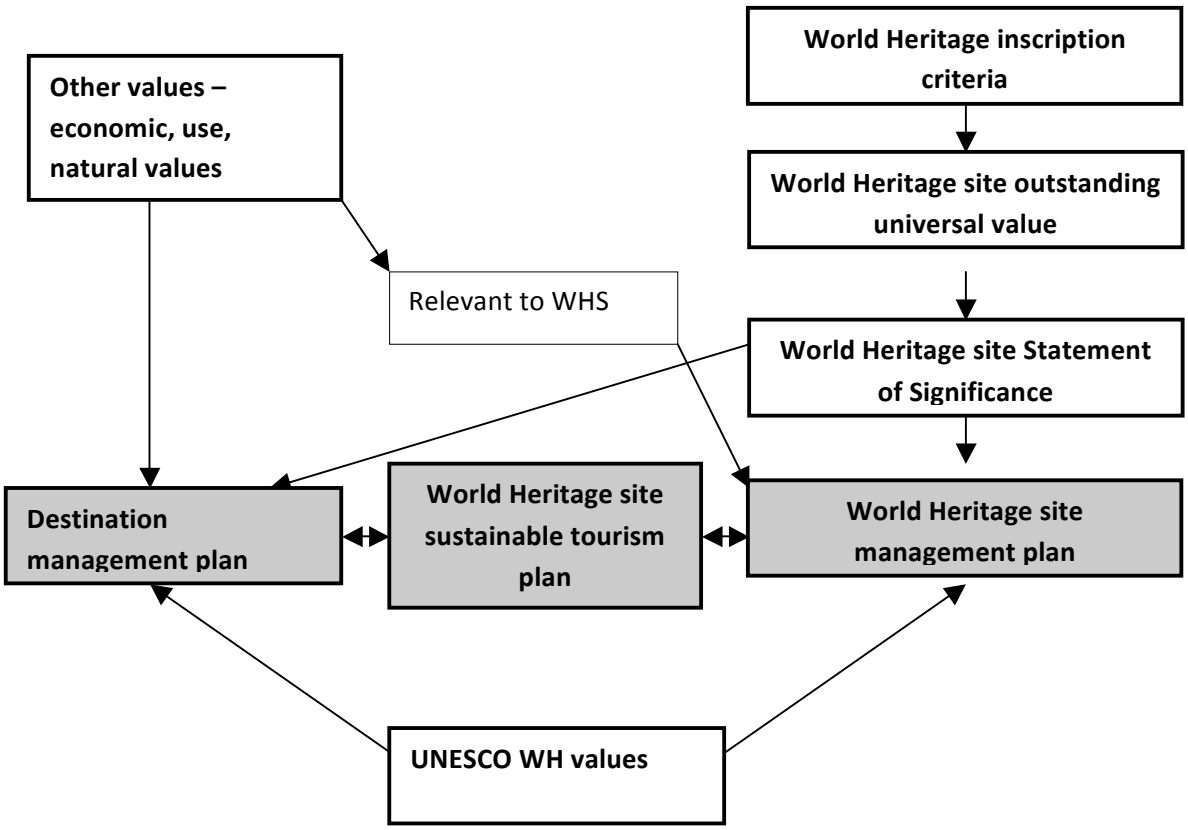


Figure 4 Values-based WHS and sustainable tourism management

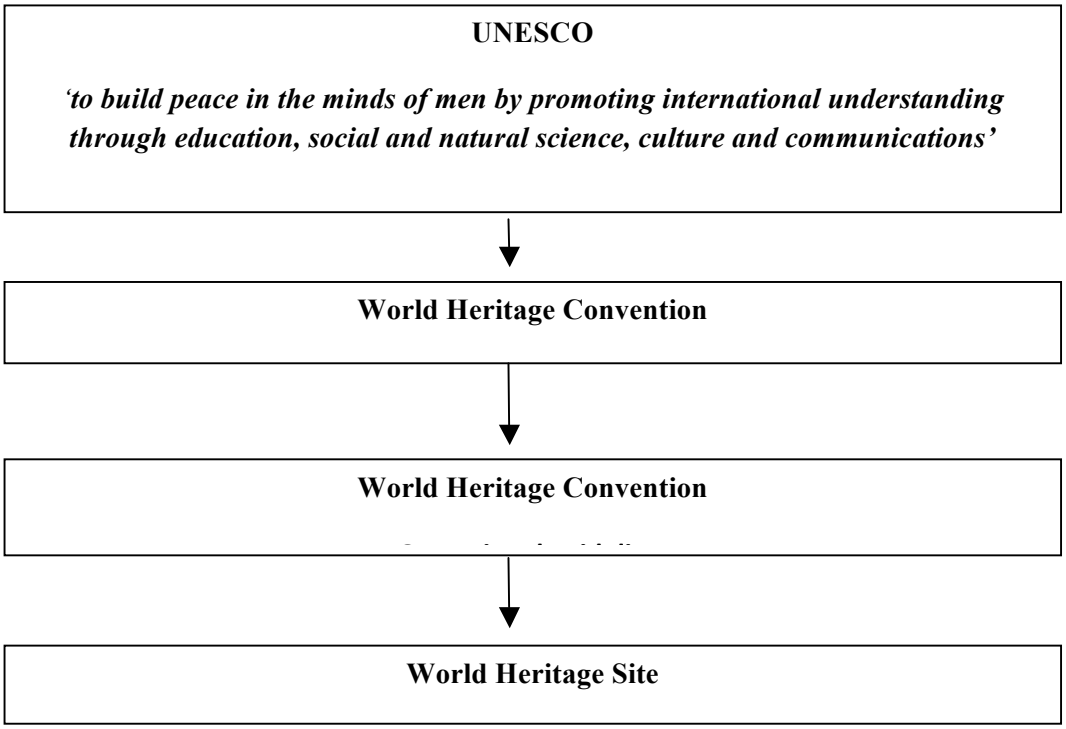


Figure 5 The roots of WH

Aspiration and reality: world heritage and sustainable tourism at the Darjeeling Himalayan Railway World Heritage Site

Jane Brantom
(Heritage and Tourism Research)

Jane Brantom
Heritage and Tourism Research
5 Hencotes
Hexham
Northumberland
NE46 2EQ
UK
Email: jbrantomforster@aol.com

This work is based on an MLitt dissertation at the International Centre for Cultural and Heritage Studies, Newcastle University.

Aspiration and reality: world heritage and sustainable tourism at the Darjeeling Himalayan Railway World Heritage Site

Abstract:
The relationship between world heritage inscription and sustainable tourism development is examined in this study of the Darjeeling Himalayan Railway World Heritage site. The paper addresses aspects of stakeholder and community involvement in world heritage management, in particular issues of managing the process and of managing expectations.
The research revealed very strong links between tourism and the DHR and the paper describes progress on tourism management and development both before and after world heritage inscription. The degrees to which the tourism developments can be described as sustainable tourism are discussed and the influence of world heritage inscription on this are examined.
As the research proceeded, it became clear that whilst principles of sustainable tourism were evident in theory, their implementation in practice still had a long way to go. Reasons for this gap between aspirations and reality were explored drawing on the empirical evidence and lessons learned deduced.
The case study described in the paper illustrates the complex relationships and value systems involved in world heritage and sustainable tourism management in the context of a linear world heritage site in a developing country. It demonstrates that world heritage can have a positive effect on sustainable tourism development in such a case but also highlights the challenges of engaging with stakeholders in ways that meet expectations and enable the full potential for a sustainable future for the WHS to be realised.

Keywords: World heritage, rail tourism, heritage railway, sustainable tourism, tourism, heritage management

Aspiration and reality: world heritage and sustainable tourism at the Darjeeling Himalayan Railway World Heritage Site

Introduction

This presentation sets out to explore the linkages between world heritage and sustainable tourism in theory and practice at the Darjeeling Himalayan Railway (DHR) World Heritage site (WHS) in north-east India (Figures 1 and 2). The research is set in the framework of heritage and sustainable tourism management, evolving disciplines where theory is often shaped by experience from case studies. The DHR was selected for this case study as it is a linear cultural WHS in a developing country.

The research was completed in 2009 and attempted to answer the following questions:

1) What is the significance of the DHR to tourism at and around the DHR WHS?
2) How far can tourism at and around the DHR WHS be defined as 'sustainable'?
3) What impact has world heritage inscription had on tourism management and development at and around the DHR?
4) How far have the processes adopted for management of the WHS affected sustainable tourism development at and around the DHR area?

A combination of extensive document analysis, twenty-five semi structured stakeholder interviews and a structured survey of thirty-two tourism operators gave an in-depth basis for the case study. The majority of the research was done on a face-to-face basis in India.

The Darjeeling Himalayan Railway – context

- The Railway

The DHR is described as, 'the first, and still the most outstanding example of a hill passenger railway' (UNESCO World Heritage Centre, 1999) and was inscribed as a WHS for its influence on social and economic developments as well as its technical achievements (Figure 3)(ibid.). It is now part of the Mountain Railways of India WHS (UNESCO World Heritage Centre, 2009).

The railway opened in 1881 as an important supply route between the plains with the then thriving 'hill station' of Darjeeling. The completion of the line was a huge engineering success, achieved through innovative and ingenious solutions to the challenges of the topography and climate. The 55 mile narrow gauge track was laid along the existing narrow winding road. The steam trains climbed 6,656 feet (2,029 metres) through tea plantations, towns and villages carrying vital supplies up to Darjeeling and taking the valuable tea crop down to start its journey all over the world. It was the first mountain railway in India.

In the early 1990s, news came out of an Indian Railways proposal to eliminate steam from all lines by the year 2000 (Atkins, 1998, Martin, 2000). This of course included the DHR. Successful lobbying led to a reprieve for the line until 2000, and to the DHR being inscribed as a WHS in December 1999 (Martin, 2000). Today the DHR runs a daily service between New Jalpaiguri in the plains up to Darjeeling and 'Joy Rides' from Darjeeling to Ghum. This is all done using four diesel engines and 15 steam engines dating from 1889 to 1925.

The DHR has always faced immense natural and technical challenges. The relentless onslaught of the monsoon causes landslides and temporary closures, wear and tear on the rolling stock, stations and workshops. The old rolling stock can be unreliable. Derailments, from various causes, have been a frequent feature of the line throughout its life. The line is uneconomical and today only covers 10% of its operational costs (Nath, 2009).

The DHR is located in a politically volatile area within Darjeeling District, West Bengal in a narrow strip between Nepal and Bangladesh (Figure 1). This 'corridor' was, and remains, of huge strategic and commercial importance but is remote from the seat of government in Delhi. Calls for the creation of a separate 'Ghorkaland' state around Darjeeling date back to 1917. Strikes ('bandhs'), where all movement, including the train, stops have been one of the tactics employed by the movement in recent years. The local area continues to be politically volatile. This has implications for both DHR operations, confidence of the tourism and related industries as well as the wider economic and social communities of the Darjeeling area. There has been a consistent lack of investment in basic infrastructure in the area (roads, water and electrical supplies) for many years and deforestation has led to further environmental degradation, landslides and erosion. Like all of India, the area has seen population growth with one result being illegal settlement by the side of the line.

The DHR was, and still is, a critical part of the social, cultural and economic well being of the area with many families reliant on it for their livelihood.

- Indian Railways

The DHR is run by Indian Railways whose focus is on providing a good service and operating an efficient and economic system (Indian Railways, 2009). Reliance is on economic values and being able to demonstrate 'return on investment' is paramount (Nath, 2009). The DHR is a narrow gauge heritage railway and does not sit neatly within the operating framework for the larger network. Despite best intentions, and growing understanding of implications of world heritage status for their lines, the expertise and emphasis within Indian Railways, as pointed out by several stakeholders, is in operations, not heritage management. It is 'not geared to managing heritage. It is geared at making money out of operations' (Bolomey, 2009). This creates a tension at the DHR between respecting and retaining the world heritage values and internal economic pressures.

- Indian tourism and heritage management

India has huge social, economic and environmental problems, mainly as a result of population growth. More pressing priorities of survival have meant that thinking about sustainable development has only recently appeared in official policy.

Concepts of sustainable tourism management are at relatively early stages of development. The Ministry of Tourism has a strong economic development role and supports large scale infrastructure developments (Ministry of Tourism, 2009). There are some rural and sustainable tourism initiatives (eg: 'Endogenous tourism initiative') but these form a very small part of the work.

Heritage management, including world heritage, is overseen by the Archaeological Service of India (ASI) within the Ministry of Culture. The ASI is concerned with conservation values and with archaeological rather than industrial sites. There was little evidence of collaborative working between ministries at a national level despite policy pledges. It would seem that institutional differences, issues of power, politics and values to negotiate intervened, '..we do not have an institutional framework for [collaborative working] because we all belong to different organisations' (Nath, 2009). Stakeholders from the railway and the tourism sector reported good working relations at the local level however, at least on an informal basis.

World heritage has facilitated some improvements to collaborative working. The UNESCO office in New Delhi has a programme of encouraging good practice for world heritage and ran a capacity building workshop for organisations involved in world heritage in 2008 that included senior representatives from the Ministries of Tourism, Culture and

Railways (Bolomey, 2009). This lead from UNESCO is helping to raise awareness of links between heritage and tourism management among senior Indian officials (ibid.).

DHR world heritage development

As shown above, the DHR operates in a complex geo-political climate with railway operations driven by economic rather than conservation values. The analysis goes on to describe the recent history of the DHR. This can be split in to four broad periods (Figure 3).

1. Pre world heritage inscription, 1990-1999

The activities following the discovery of the threat to the railway's future in the early 1990s were led from Darjeeling. Significantly, the movement was led locally, not as an international response from outside experts and was not led by a railway enthusiast. The movement recognised the social and cultural significance of the railway as much as its potential economic significance as a tourist route (Tenduf, 2004, Tenduf, 2009, Martin, 2000). By 1993, through sheer persistence and determination, a series of high-level meetings and lobbying led to the threatened sale of locomotives being stopped and the engines on the DHR given a reprieve until 2000.

A DHR Heritage Foundation was formed. A series of conferences followed that brought senior rail and tourism officials together with experts from abroad, and succeeded in raising awareness of the DHR conservation agenda (Tenduf, 2004). In 1998 the UK based DHR Society was formed and an Indian support group followed in 1999.

The suggestion that DHR should become a WHS was first mooted in the mid-1990s (Tenduf, 2009). By 1998 Indian Railways saw that world heritage could 'underpin the security of the line' (Martin, 2000: 113). Indian Railways led the work on preparing and submitting the nomination document in 1998 and the nomination was approved 1999 (UNESCO World Heritage Centre, 1999) (Figure 4).

Achieving world heritage status was a landmark in the history of the DHR. It legitimised the world-wide interest in the DHR and importantly, it legitimised looking at the DHR as more than just a railway.

However, world heritage inscription of the DHR came with the following recommendations for action:

- The creation of a heritage conservation unit
- The establishment of a buffer zone along the length of the DHR
- The establishment of an adaptive management plan (UNESCO World Heritage Centre, 1999).

2. Post inscription 2000 – 2004

This was a time of intense activity led by the Ministry of Railways and involving many stakeholders. UNESCO support was secured for a programme concentrating not only on how the railway could be managed and developed in ways that reflected its WH status but also on the wider social and economic opportunities for the area. After background work, led from Delhi, the first of six international workshops was held in the DHR area in January 2002. Some 150 people attended the six-day workshop, including tourism, tea, cultural, community, economic development and academic interests and over 50 Indian Railways employees. The approach was highly participatory in nature and embraced a spatial and intellectual hinterland far greater than railway operations. A detailed 150 page report was published (Indian Railways, 2003). Five more international stakeholder workshops occurred over the next eighteen months.

By 2004 Indian Railways had established a national DHR standing committee and working group with national, regional and local representation and a local project management group to oversee community development projects. There had been significant

investment in the railway and there was in principle agreement to the establishment of an independent management unit and to the preparation of a management plan for the WHS (Indian Railways, 2004). In principle agreements were also reported for establishing a 'heritage park' along the length of the line and to defining the area as an 'eco-sensitive zone' (ibid). The aspiration was to develop the world heritage area (as it was then known) as a special project for sustainable development for the area (ibid).

Aspirations were high and the significance of good continued partnership working was identified as crucial for success. The proposals were all at different stages of funding commitment and required leadership and coordination to drive them forward (Indian Railways, 2004: 1).

UNESCO funding finished in September 2004. 'There were commitments over about £10 million and the momentum was just building up but unfortunately the UNESCO project duration was over' (Agrawal, 2008: 1)

3. 2005-2007

This was a quieter period, at least from the perspective of visible stakeholder participation. Indian Railways was busy investing in the line and working on creating a serial WHS for the mountain railways of India. The national committee continued to meet. However there was no funding for coordination, the momentum of the workshops had ended and the local project management team had no funds for coordination and implementation. Momentum for many community projects was lost. Many of the 'aspirations' from the workshops appeared to remain just that. The main public forum became the annual conference of the DHR Society's India support group. This group remained very active in community projects and in representing the railway at all levels.

4. 2007-2009

There was a significant change to momentum and profile in late 2007 with the arrival of a locally-based director for the DHR. For the first time the DHR had someone wholly responsible for its operations, based on the line itself with no other conflicting interests. The focus was back to the railway itself rather than looking at the wider areas discussed in the early workshops.

The matter of the WHS management plan had been rumbling away without any obvious progress being made. Opinions were divided in India about what was needed, complicated by the context of the emerging mountain railways of India WHS. The combination in 1997 of a new person arriving at UNESCO in Delhi and the appointment of the DHR director changed this. During 2009 funding was secured for preparation of a management plan, a major step for the DHR WHS.

A workshop was organised in February 2009 by the DHR Director working with UNESCO. The dozen or so people invited included key local stakeholders (Nath, 2009). The process of developing the management plan had started again.

The DHR and tourism

This paper goes on to look at links between the DHR and tourism. The hill station of Darjeeling was always a popular tourist place because of its hill top location, fresh air and views of Kanchenjunga. Rapid growth in tourism since independence led to the mass tourism and associated infrastructure and pollution problems of today (The People's Commission on Environment and Development in India, '*c.*' 2008). According to interviewees, 80% of businesses in Darjeeling are dependent on tourism. The majority of visitors are domestic.

Results from the tourism operator survey clearly show how significant they thought the DHR was to tourism in the area (Figure 5). Significance of the DHR to the respondent's

business was somewhat less, but still ranked highly. Local observations found businesses using the DHR theme to distinguish themselves, for example with DHR memorabilia, model engines and themed conference or play areas.

The fact that the DHR was seen as significant to tourism is interesting as it is only capable of taking a maximum of 5% of those travelling up to Darjeeling at peak tourist times. Whilst it does offer 'Joy rides' from Darjeeling, its importance is not necessarily therefore as a carrier of tourists to Darjeeling. The DHR however follows the road and it is an integral part of experience of travelling up to Darjeeling. It can be argued that it has a high 'existence value'. It was noted that there was very little information available about the DHR at hotels and that most interviewees, whilst aware and positive about it, had not used it.

The DHR has always carried visitors to Darjeeling. Tourism was identified as the way forward by the early campaigners for saving the railway and by 2009 there had been huge developments in service improvements, marketing and ticketing. Steam charter businesses developed, the 'Joy rides' from Darjeeling were established, special 'picnic' trains for local outings, cafes at stations, extras such as on board snacks, 'cultural' (song and dance) programmes were encouraged. Investment in stations occurred. Museums were developed at Ghum and Kurseong. Local people were motivated to make rail-side improvements and set up new business. The deeply-rooted links of local people with the railway were given new outlets, and new connections between tourism and local communities made.

The investments are evidence of the importance those involved in the DHR have put on tourism. The findings above show how important the tourism industry regards the DHR. The DHR and tourism are inextricably linked. As the director of the DHR said 'In the last three years, the focus of DHR operation has shifted to tourists' (Nath, 2009).

Sustainable tourism on the DHR

Tourism is clearly important for the DHR. The question of how far this can be defined as 'sustainable' is now explored. There are many definitions of sustainable tourism. As this case study is concerned with the UNESCO world heritage programme, the United Nation's World Tourism Organisation's (UNWTO) definition is used as a reference (Figure 6). All interviewees were asked their understanding of 'sustainable tourism'. Understanding was low which is not surprising given the low profile of sustainable tourism in Indian policies. However, it is suggested that there was some understanding resulting from the DHR workshops described above.

Analysis of sustainable tourism at the DHR was done by examining each aspect of the UNWTO definition

1. *Make optimal use of environmental resources*
   There was little evidence of this. It can be argued that train travel makes a positive contribution to the environment. However, the train is not always used as a substitute mode of travel as many passengers only travel half-way by train and then take a jeep. Steam trains rely on coal and water to run, both of which are scarce commodities in the Darjeeling hills. It would appear that improvement could be made to use of the environmental resources and that there are aspirations to do so that, arguably have been stimulated by WH status.
2. *Respect socio-cultural authenticity*
   The DHR is an excellent example of tourism that is helping to conserve the built and living culture. There are sometimes arguments about authenticity of the improvements (Tiller, 2005, Tiller, 2008), but WH status is helping here. The overriding message is that the steam train is still running using original engines and carriages, recycling and adapting these as much as possible, and is employing local skills and expertise that go back generations.

3. *Socio-economic benefits to all stakeholders*
   Tourism use of the DHR means that employment on the line has continued. Indirect benefits include the supply chain for railway operations and workers, as well as for the associated tourism industry. The average spend is Rs 127 per head, this generates at least ten times as much in the local economy (Nath, 2009). Delivering socio-economic benefits has been central to plans, especially since world heritage inscription. There are undoubtedly socio-economic benefits that have been achieved, but progress appears to be slow, disjointed and there is potential for more.
4. *Informed participation of all relevant stakeholders*
   This is discussed more later. Conclusions suggest that whilst stakeholders have been involved since the early 1990s, the degree to which they have been 'informed' and have 'actively participated' has changed over time. The aspiration has always been there but the reality of wider stakeholder 'informed participation' appears however, to have been variable.
5. *High level of visitor satisfaction*
   This was outside the scope of this research. Promotion of sustainable tourism principles was not evident in publicly available information.

There are clearly examples of sustainable tourism work as defined by UNWTO beginning to emerge, and there is a willingness from stakeholders to develop more in this direction. However, the strategic approach is lacking. Whilst the saving of the railway can be described as an excellent example of tourism benefiting the 'socio-cultural authenticity' of the area, and huge efforts were made during the 2002-2004 workshops to focus on a sustainable approach, economic rather than broader holistic values appear to be driving most of the tourism-related work. The saving of the railway can be described as sustainable and aspirations for sustainable development exist, but to describe tourism in practice in the DHR area as 'sustainable' would, with a few notable exceptions, be misleading.

Impact of world heritage inscription – stakeholder and tourism operator views

Having examined relationship between DHR and tourism, the paper moves on to findings on the impact of WH inscription on the DHR.

Among tourism operators, world heritage was generally seen as having a positive impact on the DHR and the area as a whole (Figure 7). Further analysis showed, not surprisingly, that positive impact of world heritage on the business was higher for those businesses that saw the DHR as being most significant for them and older businesses.

Eighty-five percent of operators reported an increase in number of visitors over the last ten years. The operator survey showed that the DHR WHS had some, but not a hugely significant influence on this with an average score of 2.27 out of a possible 5 (Figure 8). Other influences identified were the increasing affluence and ability to travel of the Indian middle class and the enduring appeal of the 'air conditioning' and views of Darjeeling. The train tended to be seen as an 'attractor' as part of an overall package, not the primary purpose of visit, especially for the Indian tourist. This substantiates the significance of the 'existence' value of the DHR mentioned earlier. The train was identified as the main motivation for a visit to Darjeeling in respect of foreign tourists by some operators.

Figure 9 summarises operators' views on achievements of the DHR WHS in terms of tourism management. Comments from stakeholders about the impact of world heritage are broadly comparable to these (Figure 10). World heritage inscription was clearly seen to result in some positive impacts.

There were positive comments about the impact of world heritage on saving the railway, investment in the railway, and significantly the 'mindset' of Indian Railways. The

unprecedented establishment of the dedicated DHR management unit was seen as a great achievement.

There were positive comments about the impact on tourism and the increased the national and international profile of the area. World heritage was seen to have helped link heritage and tourism and create new employment opportunities.

There were positive comments about the impact of world heritage on the local community. The effect of world heritage on building local awareness and pride in heritage, confidence for local environmental improvements line-side projects, parks, gardens, training and skills was evident.

The positive comments from interviewees were further evidenced by information from grey literature. However, there were several negative comments about the impact of world heritage that, based on the published material available, were not expected at the beginning of the research (Figure 11). These comments need to be placed in context of a) being made in hindsight in 2009, it is always easy to be wise after the event and b) the many other positive reports and papers mentioned above. Most of these comments related to the processes involved, especially the time of intense work between 2000 and 2004 workshops (Figure 3). Comments centered around world heritage being perceived to have had little or no impact and about unfulfilled expectations. Analysis showed seven negative comments for every positive comment.

Despite these reservations, in 2009, tourism operators and stakeholders all showed considerable optimism for the future of the DHR WHS. Results from the tourism operator survey showed an average score of four (out of a maximum five for 'very optimistic') for the seventy-five percent of tourism operators who replied to this question. Stakeholders were not all pressed for a score but, with caveats, most were optimistic. Caveats included the need for political stability, for support from outside India, the need to move one step at a time, for a long term plan, for continuity of personnel, and for heritage integrity.

Aspirations and reality – a gap?

Comments about unfulfilled expectations of interviewees suggest that a gap does exist. This is further evidenced from documents where many aspirations from 2002 onwards remain outstanding. However services did improve, investment by Indian Railways did happen and some projects involving local people started. A coordinated strategic approach to WHS management planning and identification of the buffer zone however remained as aspirations, even in 2009.

Contributing factors to this gap it is suggested could include

1. Values. The values of Indian Railways are very different to those of world heritage management with the former focusing on economic and the latter on heritage and other associated social and cultural values (UNESCO World Heritage Centre, 2008, De la Torre, 2005, Labadi, 2007). The activities expressed in workshop aspirations were largely at odds with Indian Railways core values. It would appear that, despite best intentions, expectations were raised using language and values that were not understood by all stakeholders.
2. Timing and scale. The geographical area, the 'World Heritage Area' was large as was the scope of the work. There was a relatively short timescale with a big vision. Whilst the muti-disciplinary approach was seen as advantageous, the size, scope and scale of the workshops were seen as a resource-intensive. There was a perception that time and funding was spent on large repetitive reports, rather than action planning.

3. Place. The 2002-2004 workshops were also controlled from Delhi, a long way physically and psychologically from the DHR area. There was a sense of detachment and no local leader.
4. Capacity. By the end of the workshops, the implementation plan (Indian Railways, 2004) was to a large extent still aspirational. It would appear there was insufficient capacity to take the whole programme forward.
5. Culture. 'Sustainable' concepts are not widely embedded in policy and practice in India.

Lessons learned

It is easy to be critical in hindsight. There are many lessons that can be learned and some of these were expressed during interviews. Lessons learned through this research can be summarised as the need for clarity, consistency, communication, realism and trust. It is suggested that for each stage of the process

- Clarity on aims, objectives and strategy for achieving these
- Have high ambitions, but keep a sense of proportion
- Shared understanding of values (world heritage, social, cultural, economic) underpinning the work
- Clarity on roles and responsibilities
- Good succession planning: a clear action plan with resource commitment (financial and human)
- Clear continuing communications during and after the project
- Continuity and consistency of personnel
- Strong (local) leadership
- Realistic geographical boundaries
- Capacity building so all contribute and take responsibility for action.
- An open minded and flexible approach
- Recognition and use of existing and previous work and skills
- Above all, especially in such a large and complex area as the DHR WHS, build mutual understanding, respect and trust.

Lessons were learned and the approach being taken now builds on the best of the previous work. Incremental development of the management plan is being taken forward from a local base and local stakeholders are slowly being re-engaged in the process.

The DHR is not alone in the experience of matching aspirations and reality, or in difficulties in participatory planning. Attention was drawn to research analysing participatory planning at Hadrian's Wall WHS (Norman, 2008). The DHR was inscribed as a WHS for socio-economic reasons and recent aspirations reflect these origins. However, research on socio-economic impacts from world heritage concludes that

> even in the small minority of WHSs that have socio-economic aims, only a few have moved beyond aspirations and planning to actual delivery, and that, the dynamic WHSs that are engaging with the socio-economic development agendas are actually at the forefront of a movement across the world that is realising the importance of place, identity, belonging and authenticity in the economic sphere (Reebanks Consultancy and Trends Business Research Ltd, 2009).

The DHR is part of this movement and has potential to both contribute and learn from others.

The DHR is also not alone as it is part of the Mountain Railways of India WHS. There are opportunities for comparisons between sites, economic impact and visitor research, visitor expectations of WHS. It is also not alone in having UNESCO Commission India support.

Conclusions

The research shows that the DHR and tourism are inextricably linked, that world heritage inscription has benefited tourism at and around the DHR, that sustainable tourism principles are embedded in the aspirations for the WHS but that progress towards achieving these aspirations has been problematic at times. However it would appear that lessons have been learned and that further progress with stakeholder relations is now being made. Handled well, this can only have positive benefits for sustainable tourism development at and around the DHR WHS and for the rest of mountain railways of India WHS.

World heritage inscription has ensured that the DHR has been saved in perpetuity. It now provides a popular tourist attraction that helps sustain railway and tourism-related employment. It also supports cultural and community initiatives that relate to the intangible heritage such as song, dance and tea, as well as the local environment. Radical changes to ways of working within Indian Railways have been seen, arguably as a result of world heritage inscription. The heritage values are being recognised in ways not possible without inscription and there is now a continuous programme of investment in the DHR line.

World heritage inscription at the DHR has increased local, national and international profile and awareness for the DHR, and especially the Darjeeling area. This is particularly important for the tourism industry in this politically volatile area where there is sometimes a lot of negative publicity because of political problems.

Workshops were held in the DHR area that brought stakeholders together. Whilst it can be argued that these workshops did leave unfulfilled expectations and the resources could have been delivered different ways, they did help to generate greater understanding about the DHR, of world heritage and of the value in investing in heritage.

World heritage has not had as big an impact on developing sustainable tourism as might be expected at the DHR; however the significance of the line to tourism is clear. The similarity in values between the DHR WHS (Figure 4) and sustainable tourism (Figure 6) means that there is still great potential for developing sustainable tourism and for the site to be an example to others. Looking forward, whilst some people were guarded in their optimism for the DHR WHS, overall there was a feeling of confidence for its future.

The DHR has been described as the

> last great steam challenge in the world. It has held onto life against odds that no bookmaker would ever accept. It captures the sense of the pioneers in never giving up' last great steam challenge in the world. It has held onto life against odds that no bookmaker would ever accept. It captures the sense of the pioneers in never giving up (Martin, 2000: 113)

This spirit appears to live on in people who work locally, regionally, nationally and internationally to keep the line going and make it work for the benefit of the wider region.

The main challenge now is to develop a comprehensive management plan for the DHR WHS that builds on the earlier work, is realistic, deliverable and that includes a clear sustainable tourism strategy. Signs at the end of the research in summer 2009 were encouraging.

Bibliography

Agrawal, R. (2008) '10 years of reinventing DHR as World Heritage', The Darjeeling Mail (41), pp. 28-31.
Atkins, P. (1998) The Darjeeling Himalayan Railway: A Way Forward. Darjeeling: Darjeeling Heritage Foundation.
Bolomey, N. (2009) Programme Specialist-Culture, UNESCO [interview by J Brantom], Delhi, 22 April 2009.
De la Torre, M. (ed.) (2005) Heritage Values in Site Management, Four Case Studies. Los Angeles: Getty Publications.
India Railways (c.2008) Route map of the DHR. Available at: http://www.dhr.in/route-map darjeeling-himalayn-railway.html (Accessed: 25 September 2009).
Indian Railways. (2003) DHR World Heritage Area Stakeholders Workshop 2002. New Delhi:National Rail Museum.
Indian Railways. (2004) Report from DHR's International Stakeholders Workshop from 30th July to 1st August 2004. New Delhi: National Rail Museum.
Indian Railways (2009) Rail tourism in India. Available at: http://www.railtourismindia.com/ (Accessed: 12 September 2009).
Labadi, S. (2007) 'Representations of the nation and cultural diversity in discourses on World Heritage', Journal of Social Archaeology, 7, (147), pp. 148-170.
Martin, T. (2000) Halfway to Heaven: Darjeeling and its remarkable railway. Chester: Rail Romances.
Ministry of Tourism (2009) Ministry of Tourism. Available at: http://tourism.gov.in/ (Accessed: 12 March 2009).
Nath, S. (2009) Director DHR, [interviews by J Brantom], Siliguri, 29 April and 6 May 2009.
Norman, K. (2008) 'The Hadrian's Wall Major Study: a test for participatory planning in the management of a WHS', Conservation and Managment of Archaeologicl Sites, 10, (4).
Reebanks Consultancy and Trends Business Research Ltd. (2009) World Heritage Status: Is there opportunity for economic gain? . Kendal: Lake District World Heritage Project
Tenduf, S. (2004) 'Getting a Life! the DHR:1992-1999', The Darjeeling Mail, (25), pp. 5-15.
Tenduf, S. (2009) Windamere Hotel, [interview by J. Brantom] Darjeeling,16 May 2009.
The People's Commission on Environment and Development in India ('c.' 2008) Tourism in Darjeeling. Available at: http://www.pcedindia.com/peoplescomm/tourism_3a.htm#a1 (Accessed: 13 March 2009).
Tiller, P. (2005) 'Conserving the DHR Heritage', The Darjeeling Mail, (30), pp. 24-27.
Tiller, P. (2008) 'A Heritage View', Proceeding of the 8th Annual Conference of the DHR Lovers., Held 3 February 2008 in Siliguri. .
UNESCO World Heritage Centre (1999) Report of the 23rd Session of the WH Committee. Available at: http://whc.unesco.org/en/decisions/54 (Accessed: 16 February 2009).
UNESCO World Heritage Centre (2008) Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention. Available at: http://whc.unesco.org/en/guidelines (Accessed: 27 July 2009).
UNESCO World Heritage Centre (2009) Mountain Railways of India. Available at: http://whc.unesco.org/en/list/944/ (Accessed: 16 February 2009).
UNWTO (2008) Sustainable development of tourism. Available at: http://www.unwto.org/sdt/mission/en/mission.php (Accessed: 27 August 2009).

Copyright: David Charlesworth
Figure 1
Location of the DHR within India

Figure 2
Route of the DHR showing stations between New Jalpaiguri and Darjeeling
(India Railways, c.2008)

- 1990 - 1999 Saving the railway and becoming a WHS. Local independent lead, gathering momentum, engagement and profile at local, national and international levels. 1999 WH inscription
- 2000 – 2004 Post WH inscription activity. High energy, high profile workshops, opportunities for stakeholder engagement at all levels with lead from Delhi
- 2005 – 2007 The lull. Low profile meetings and work, no visible leader
- 2008 - 2009 Consolidation. Steady progress, higher local profile, opportunities for involvement on a project basis, local Indian Railways lead

Figure 3
Recent development stages of the DHR

SITE NAME: Darjeeling Himalayan Railway
DATE OF INSCRIPTION: 4th December 1999
STATE PARTY: INDIA
CRITERIA: C (ii)(iv)
DECISION OF THE WORLD HERITAGE COMMITTEE:
Excerpt from the Report of the 23rd Session of the World Heritage Committee
The Committee inscribed the site on the World Heritage List under criteria (ii) and (iv):
Criterion (ii): The Darjeeling Himalayan Railway is an outstanding example of the influence of an innovative transportation system on the social and economic development of a multi-cultural region, which was to serve as a model for similar developments in many parts of the world.
Criterion (iv): The development of railways in the 19th century has a profound influence on social and economic developments in many parts of the world. This process is illustrated in an exceptional and seminal fashion by the Darjeeling Himalayan Railway.

Figure 4
World Heritage inscription criteria for the DHR WHS (UNESCO World Heritage Centre, 1999)

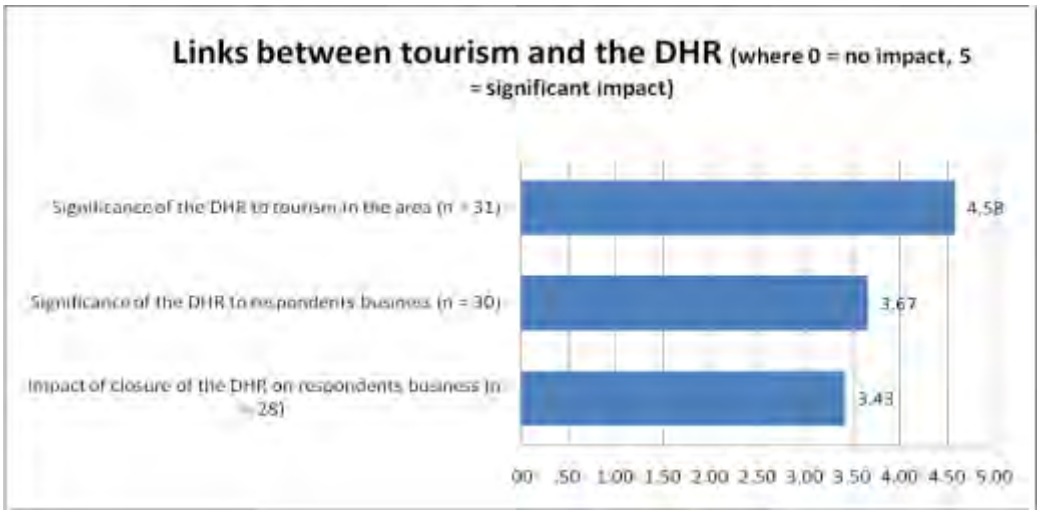


Figure 5
Tourism operator views on the relationship between the DHR and tourism (where 1= not significant and 5 = very significant)

Conceptual Definition (WTO, 2004)

"Sustainable tourism development guidelines and management practices are applicable to all forms of tourism in all types of destinations, including mass tourism and the various niche tourism segments. Sustainability principles refer to the **environmental, economic and socio-cultural aspects** of tourism development, and a **suitable balance must be established** between these three dimensions to guarantee its long-term sustainability.

Thus, sustainable tourism should:

1) **Make optimal use of environmental resources** that constitute a key element in tourism development, maintaining essential ecological processes and helping to conserve natural heritage and biodiversity.

2) **Respect the socio-cultural authenticity of host communities**, conserve their built and living cultural heritage and traditional values, and contribute to inter-cultural understanding and tolerance.

3) Ensure viable, long-term economic operations, **providing socio-economic benefits to all stakeholders** that are fairly distributed, including stable employment and income-earning opportunities and social services to host communities, and contributing to poverty alleviation.

Sustainable tourism development requires the **informed participation of all relevant stakeholders, as well as strong political leadership** to ensure wide participation and consensus building. Achieving sustainable tourism is a **continuous process** and it requires **constant monitoring of impacts**, introducing the necessary preventive and/or corrective measures whenever necessary.

Sustainable tourism should also maintain a **high level of tourist satisfaction** and ensure a meaningful experience to the tourists, raising their awareness about sustainability issues and promoting sustainable tourism practices amongst them."

Figure 6
United Nations World Tourism Organisation definition of sustainable tourism
(UNWTO, 2008)

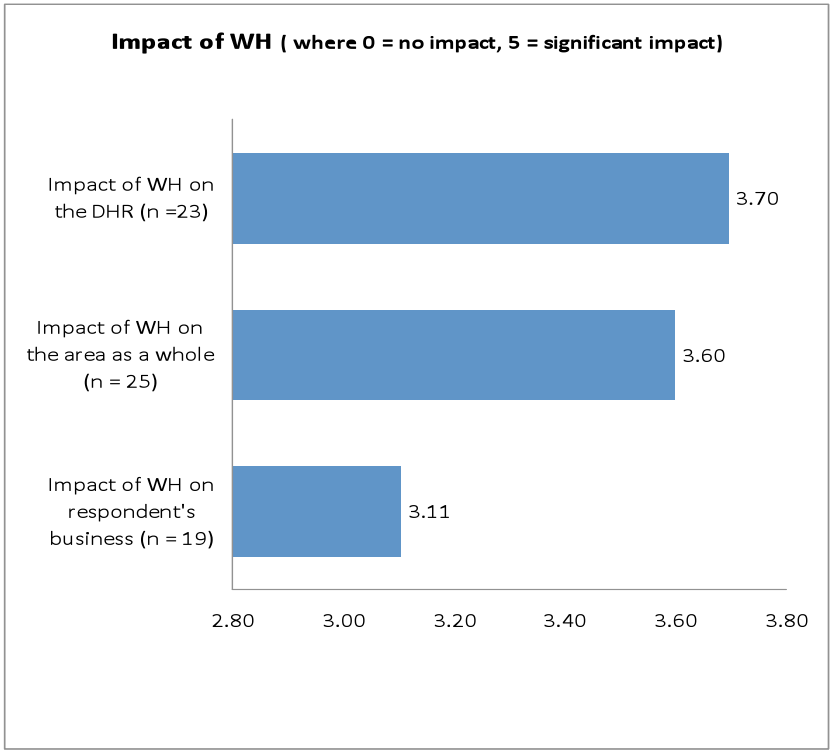


Figure 7
Tourism operator views on the impact of world heritage

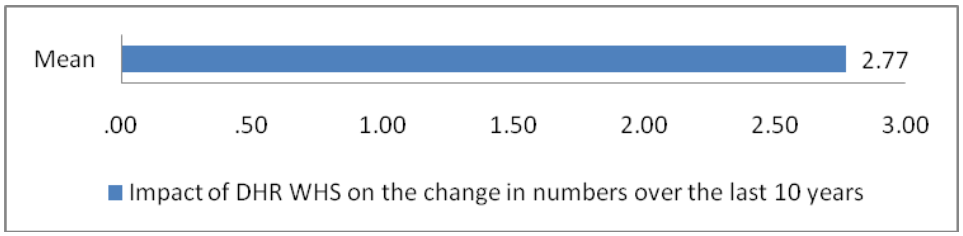


Figure 8
Impact of DHR WHS on the change in visitor numbers over the last ten years where 1 = no impact and 5 = significant impact (n=22)

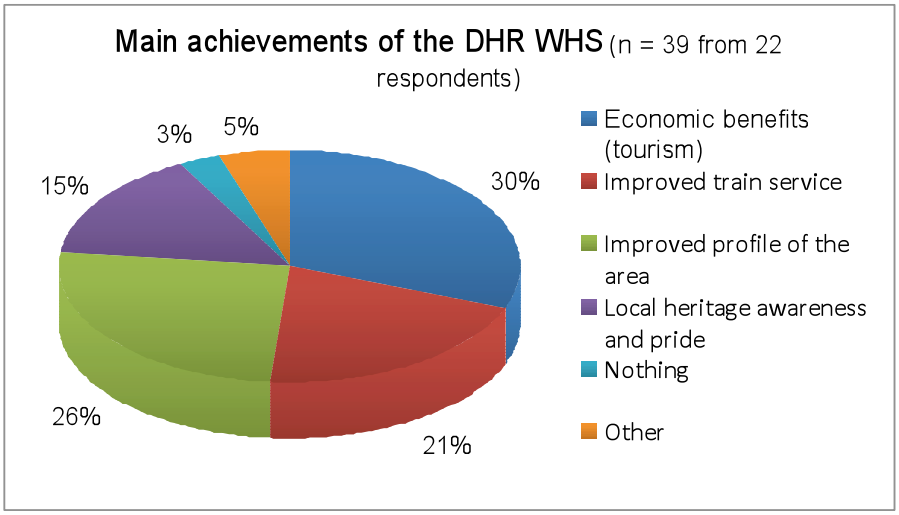


Figure 9
Tourism operator views on the main achievements of the DHR WHS in terms of tourism management

'It has saved the Toy Train…it can't be dismantled'

'World Heritage status has been the lifeline of DHR'

'It has saved it, simple as that'

'Awareness of Darjeeling has gone up. So much tourism has been generated. Locals benefit. Darjeeling has few other resources to draw on...'

'*Now recognised that living heritage can revitalise development'*

'Attracts more people…'

'Makes it a magnet, a beacon'

'Number of foreigners has increased'

'More aware of their heritage'

'made people think that there is money to be had out of things that are old'

'Local people know it more …raised profile within the community'

'been used for children's education'

'There is less 'encroachment' [illegal development along the railway line]'

Figure 10
Stakeholder comments on the benefits of world heritage

Tourism operators

'It is a great thing to have but it has failed to keep up to expectations'.

'When it was declared a WHS a lot of improvements and extra funds were expected. But I don't really see any difference. I don't know whether the funds were granted. I expected changes but have not noticed much difference'.

'[I have] not seen any changes, [I]don't expect much except government calling meetings and wasting money'.

Stakeholders

'There have been misunderstandings of world heritage…expected external investment in the area..'

'The momentum, especially with all the other stakeholders was lost…an unsustainable approach in a way'

'It built up hopes that were dashed'

'It was a useful reminder on authenticity and integrity'

'so a lot of hopes were raised, a lot of momentum was gained and then it all collapsed'

Figure 11
Negative comments on world heritage impact

Market Segmentation and Meaningful Visitor Experiences: Strengthening Connections in Gros Morne National Park/World Heritage Site (Canada)

Jane Brewer
(Parks Canada)
&
Nancy Arsenault
(Arsenault Project Solutions)

Jane Brewer
Communications Officer
Western Newfoundland and Labrador Field Unit
Parks Canada
Rocky Harbour, NL
A0K 4N0
Email: Jane.Brewer@pc.gc.ca

Nancy Arsenault
Chief Experience Officer
Arsenault Project Solutions
Victoria, BC
V9B 6J2
Email: nancy@arsenaultprojectsolutions.ca

Market Segmentation and Meaningful Visitor Experiences: Strengthening Connections in Gros Morne National Park/World Heritage Site (Canada)

Abstract:
Social science research serves an important role in helping the Parks Canada Agency (PCA) in strengthening its knowledge of visitors to Canada's national parks, national historic sites, national marine conservation areas and the UNESCO World Heritage sites they manage. As part of the overall planning of visitor experiences, the Agency recently introduced a values-based visitor segmentation model into their program planning and product development activities at select national parks and national historic sites across the country. *The Explorer Quotient™,* referred to as "*EQ*" is a psychographic customer profile market research tool that identifies the social values, travel values and travel behaviours of visitors to Canada. Developed for the Canadian Tourism Commission (CTC) by the Environics Research Group, the project revealed nine profiles of travellers to Canada, known as "*Explorer Types*". Parks Canada embraced this award-winning research tool to help the Agency move from a supply-driven approach to visitor services and interpretation, to a proactive, market-driven approach that facilitates opportunities for visitors to create their own personal experiences and memories.
To implement the *EQ* within Parks Canada, the Agency embarked on a demonstration project to gain experience with the research tool and program development opportunities at four sites in 2007 then at another13 in 2008. Gros Morne National Park/World Heritage Site (NP/WHS) was invited to participate in 2008. This paper presents the two key lessons learned from the demonstration project in Gros Morne NP/WHS. First, there was an increase in staff knowledge regarding the value of psychographic market segmentation and understanding why it is important. Second, empowered with new knowledge, staff evolved their approach to the development and delivery of visitor experience opportunities. This paper concludes with recommendations for the future use of the *EQ* in Gros Morne NP/WHS.

Keywords: Visitor experience, world heritage, social values research, market segmentation, tourism

Market Segmentation and Meaningful Visitor Experiences: Strengthening Connections in Gros Morne National Park/World Heritage Site (Canada)

1. Introduction

Every year, millions of people visit the nearly 1000 UNESCO World Heritage sites located around the globe (Pederson, 2002, p.1) making tourism an important factor in the planning and management of the specially designated places (Pederson, 2002, p.11).

Part of the role of heritage managers is to consider how a site should approach its relationship with visitors and manage its participation in the tourism industry. Since its beginnings in 1885, that role has continued to evolve for what would later become the External Relations/Visitor Experiences Branch of the Parks Canada Agency (PCA), the body that oversees the stewardship of Canada's system of national parks, national historic sites and national marine conservation areas. Its responsibilities within that system also include direct management of 10 of Canada's 15 World Heritage sites.

Social science research serves an important role in supporting the Agency in its work to better understand their visitors and to help staff stage ways for visitors to connect with these special places in ways that are relevant and memorable. In 2007, Parks Canada launched a demonstration project to introduce a values-based visitor segmentation model, developed for the Canadian Tourism Commission (CTC) into its planning and product development activities at select national parks and national historic sites across Canada. *The Explorer Quotient*™ referred to as *"EQ"* is a market research tool that "leverages the Environics 3SC Social Values Survey and builds a link between social values and travel behaviours and preferences" (Canadian Tourism Commission, 2010[a], p.17). The *EQ* model identified nine psychographic profiles of travellers to Canada, known as "*Explorer Types*". Understanding the social and travel values as well as the travel behaviours that influence travellers' decision-making enhances the Agency's ability to develop programs and partnerships that deliver meaningful visitor experiences in ways that resonate with all nine *Explorer Types*.

In 2007, the CTC and Parks Canada launched a demonstration project to implement the *EQ* at four sites across Canada, followed by an additional 13 locations in 2008. Gros Morne National Park/World Heritage site (NP/WHS) joined the project in the second year. Within the context of the demonstration project, the site examined:

1. How use of the *EQ* could help staff better understand the types of travellers who visit the site.
2. How staff could use their enhanced understanding of visitors to develop relevant and engaging visitor experiences that promote a stronger connection to place.
3. How the lessons learned through the introduction of the *EQ* might influence planning and product development at the site in the future.

1.1 Purpose of the paper

The purpose of this paper is to present the outcomes of Gros Morne National Park/World Heritage site's use of *The Explorer Quotient*™, a tool to segment its visitor market and to stimulate the introduction of market-driven visitor experiences.

2. An evolving concept of the visitor experience

Since 1885 and the early days of protected areas in Canada, to establishing Parks Canada in 1911 and continuing to present day, staff have welcomed visitors to the nation's system of 42 national parks and 167 national historic sites. Over the years, the Agency has made a significant level of investment in visitor facilities, infrastructure, programs and services. Considering that landscapes and nature as well as parks, protected areas and heritage sites rank in the top three motivators for visiting Canada across all nine of the country's primary markets (Canadian Tourism Commission, 200-[a], p.27), it can be seen that Canada's national parks are major travel experience icons.

A significant evolution in the Agency's commitment to strengthening its relationships with visitors came in 2005 with the creation of the External Relations and Visitor Experience directorate (ERVE). ERVE was created, in part, to respond to a need identified through public consultation at the Minister's Round Table for Parks Canada to ensure that the system of national heritage remains relevant to Canadians (Centre for Excellence in Communications, 2006, p.28). Ensuring relevance is one way for an organization to connect in meaningful ways as society evolves and visitors' travel interests change (Arsenault, 2009, p.6).

To date, the visitor experience within Canada' national park has offered a variety of interpretation programs, print information, orientation maps, and some speciality programs for targeted audiences. In addition, a range of recreational services such as campgrounds and hiking trails have presented ways to enjoy the parks through self-discovery. However as organizations and society evolve, they must manage change and transition if relevance is to be maintained.

The new ERVE directorate is helping to move Parks Canada forward from its earlier visitor services and interpretation model to incorporating a new layer of opportunity; one that sets the stage for visitors to create their own personal experiences and memories (Parks Canada, 2010, p.5). The shift, from an interpretive perspective, is from being the "sage on the stage" presenting information to the "guide on the side" in facilitating meaningful connections with visitors (Arsenault & Davar, 2010, p.73). This changing approach can support the Agency in its goal to:

> Ensure that Canada's treasured natural and historic places become a living legacy, connecting hearts and minds to a stronger, deeper understanding of the very essence of Canada (Parks Canada, 2009, p.4).

3. The value of market research

Among those who design, develop, deliver, and promote visitor experience opportunities, embracing a proactive, market-driven approach requires a deeper level of insight into traveller motivations and the factors that influence travel decisions.

Market segmentation helps organizations to better understand their customers and improve their ability to be more strategic in their product and market development efforts. Kara and Layank (1997 cited in Fuller, Hanlan and Wilde, 2005) state that:

> Segmentation is a process that aims to divide markets comprised of individuals into groups whose characteristics are relatively homogenous within each set or segment and heterogeneous between segments, based on an identified set of variables.

Dividing people, for example, according to characteristics such as age, gender, and income is a form of segmentation (Parks Canada, 2010, p.13). However, this type of demographic data reveals only a shallow understanding of the consumer and therefore it soon encounters limits to its use (Meyer, 2010, p.17).

Psychographic research emerged in the 1960s, which according to Wells, was the "blending of two traditions; namely the objective qualities of personality inventories with rich, descriptive detail of qualitative motivation research" (1975 cited in Meyer, 2010, p.17). Crompton, as cited in Meyer (2010, p.19) states, "Although motivation is not the only component which explains human behaviour, it is an important variable". By exploring lifestyle factors such as attitudes, opinions, interests and goals, psychographics offered a way for companies to gain greater insight into customers and the choices they make (Meyer, 2010, p.17).

Increasingly, the tourism industry is seeing the value of using psychographic research to complement its demographic research, and this, in part, is being led by the CTC with its *Explorer Quotient.*

4. The Canadian Tourism Commission and the *Explorer Quotient*

The CTC is Canada's national destination marketing organization. It has a legislated mandate to promote Canada as a vibrant, desirable tourism destination, to support co-operative relationships between the private sector and government for tourism, and to provide information about the Canadian tourism industry (Canadian Tourism Commission, 2010[b]). As a Crown corporation of the Government of Canada, the CTC's mission is to grow tourism export revenues (Canadian Tourism Commission, 2010[c]). To meet its strategic objectives and to increase Canada's overall ranking internationally as a travel destination, the CTC refreshed its brand with a focus on experiences, and in 2003, embarked on a well-defined research project to better understand travellers to Canada (Canadian Tourism Commission, 2008[b] pp.1-7).

To that end, Environics Research Group was contracted to develop a psychographic consumer segmentation model that would identify the different types of travellers coming to Canada. They adapted their social values research model to include values identified with travel decisions (Parks Canada, 2008 [a], p.5). The research plan included desk research, focus groups, interviews, surveys, multivariate segmentation and Geodemographic analyses (Canadian Tourism Commission, 200-[b] p.3). Some 28,000 people in Canada's nine primary markets were sampled including: Australia, China, France, Germany, Japan, South Korea, Mexico, the United Kingdom, and the United States (Harding, W., 2010).

By combining knowledge of visitors' fundamental social values with information about their travel habits and motivations, a more complete customer profile of travellers to Canada was created (Parks Canada, 2008 [a], p.5). The result was the proprietary *EQ* segmentation model. The nine *Explorer Types* of visitors to Canada are: Authentic Experiencers, Cultural Explorers, Cultural History Buffs, No Hassle Travellers, Personal History Travellers, Free Spirits, Gentle Explorers, Rejuvenators, and Virtual Travellers (Canadian Tourism Commission, 200-[b], pp.7-16).

The CTC describes the *EQ* as:

> A fun, engaging, and innovative approach to matching consumers with tourism products based on individual travel values and motivations. It recognizes that two people can be standing in the exact same spot, participating in the exact same activity, yet have two completely different experiences (Canadian Tourism Commission, 200-[b] p.4).

From a consumer perspective, the *EQ* is a quick, five-minute quiz comprised of 20 questions. Once completed, participants get immediate feedback on their *Explorer Type*. An invitation to visit the CTC website is then emailed to them highlighting ways to enjoy travel in Canada that are tailored their profile (Harding, W., 2010).

According to Harding, part of the CTC's intent when commissioning the *EQ* was to help tourism businesses and destination marketing organizations use the information to better understand their visitors and create experiences and promotions aligned with the types of travellers to Canada.

5. Gros Morne NP/WHS and the *EQ* demonstration project

The Parks Canada Agency and the CTC understand that Canada's national parks and national historic sites offer ideal opportunities for travellers who are motivated to explore Canada's nature, history and culture and to connect them with the essence of the country and its people (Parks Canada, 2008 [a], p.4)

The greater Gros Morne NP/WHS region comprises 1,805 km^2 protected area plus eight communities that share a municipal boundary with it. In its broader geographic and administrative context, the protected area is situated in western Newfoundland and Labrador.

Designated in 1987 on the basis of its significant geological features and its outstanding natural beauty (UNESCO, 2010), this World Heritage site is a major travel generator and a marketing icon for the provincial tourism industry. The region is considered to be a *Tier One* destination in the Newfoundland and Labrador Tourism Product Development Strategy (Gros Morne Co-operating Association et al., 2008, p.11), and as such, features prominently in provincial tourism advertising and marketing campaigns.

The attractiveness of the national park to the provincial tourism industry is evidenced through the number of visitors who travel to Gros Morne NP/WHS annually. To better understand their guests, Parks Canada, the Gros Morne Co-operating Association, and the Atlantic Canada Opportunities Agency (2010, addendum) launched a visitor study in 2004, and repeated it in 2009. The latter revealed that the 174,000 resident and non-resident visitors to the park area spent an estimated $35.3 million.

Tailoring visitor engagement to well defined market segments can help sites like Gros Morne to match visitors' travel motivations with the park's unique assets and attributes and to facilitate the development of program and services that are more likely to appeal to different traveller types (Parks Canada, 2008 [a], p.3). Done well, travelers can experience stronger and more meaningful connections to place and an appreciation of the parks' natural and cultural heritage.

Gros Morne NP/WHS welcomed the opportunity to participate in the *EQ* demonstration project for its potential to contribute to ongoing regional efforts to understand and serve the Gros Morne visitor.

6. Lessons learned from the *EQ* demonstration project in Gros Morne NP/WHS

Gros Morne's participation in the *EQ* demonstration project followed a step-by-step process defined by the Parks Canada Agency (Parks Canada, 2008 [a], p.6). The site was to:

- Develop an understanding of the *EQ* model and of the nine *EQ* types;
- Identify opportunities for visitor experiences appropriate to each *EQ* type (based on developing new product and enhancing existing product where applicable);
- Develop communications pieces to inform visitors about the opportunities;
- Train front-line staff to deliver advice based on *EQ* types;
- Build awareness among visitors of the opportunity to enhance their visit;
- Co-ordinate logistical considerations to implement on-site;
- Communicate with and involve partners; and
- Evaluate.

To engage staff with the *EQ* tool, the majority took the five minute quiz to determine their *Explorer Type*. From this group a smaller number were then selected to participate in a customized training workshop to learn more about the *EQ,* the PCA project, and to provide their input on how to best use the visitor profiles within the Gros Morne NP/WHS. Participants represented as many of the *EQ* types as possible in order to help ensure that the visitor experience opportunities that they would develop were represented across all nine *EQ* types.

Two key lessons emerged from this pilot project

1. Increased knowledge of market segmentation helped staff to expand their thinking about the differences between visitor types and to understand why this is important to creating opportunities for visitors to experience the site in ways that are relevant and memorable.

Through the workshop, staff deepened their level of understanding of the *EQ* and the types of visitors coming to Canada. Table 1 identifies a brief profile of each of the nine *Explorer Types* in the *EQ* model. The profiles are representative of what staff learned about the *EQ* types and of how these were communicated to visitors once they had an opportunity to take the *EQ* quiz. Note that Environics clustered the nine *EQ* types into three categories for Parks Canada's planning purposes. They are: Learning Explorers, Social Explorers, and Reluctant Explorers. A better understanding of these types allowed staff to appreciate that not all visitors are motivated to experience the site in the same way.

From June to September in 2008 a total of 228 visitors took the *EQ* quiz while visiting Gros Morne NP/WHS. Table 2 presents their distribution by *EQ* type. Once their *Explorer Type* was determined, visitors were offered a menu of programs and activities that corresponded to their customer profile.

Similar to how the breakdown of explorer types occurred among visitors, the largest portion of Parks Canada staff were learning-explorers. As a consequence, staff may have tended to design programs based on what their interests to learn and engage. However, the increased knowledge about visitors that the *EQ* tool helped them to conceive of a broader range of visitor activities that could reach all *Explorer Types,* creating opportunities that may have been missing in the past. In this case, this represents some 30 per cent of travellers to Gros Morne NP/WHS.

2. A full appreciation for the differences in travellers changed the perspective of staff and motivated them to change their approach to program design and delivery.

By becoming more sensitive to how social values inform travellers' motivations and drive decisions, staff expanded their thinking and identified new program possibilities that respond to what each of the nine *Explorer Types* value when travelling. The *EQ* was effective in helping staff to recognize that there are multiple motivations for travel and the Park's programs and services must match. This evolves the thinking from one of a mass-market approach of 'one-program fits all' to validating the need to develop programs for niche segments.

Equipped with the knowledge of the *EQ* customer segments, plus a new appreciation of the value segmentation research, staff had a new base from which to plan, develop and deliver visitor programs. They created a complete menu of visitor experiences that ensured opportunities for each *Explorer Type*. In addition to being mindful of the nine visitor segments, staff were also advised that in order to help visitors create their own meaningful experiences from the facilitated opportunities, they should design programs, services and activities that engage the senses, spark imaginations, challenge intellects, and ignite self

discovery (Parks Canada, 2008 [b], p.5). The experiences that were offered to respond to each of the *EQ* types are summarized in Table 3.

To create the nine distinct menus, five opportunities were developed for each *Explorer Type*. Approximately 60 per cent of the activities were previously available to visitors but as result of the *EQ* tool and training, staff changed their perspective on how to approach program development, delivery and promotion and re-profiled the activities such as the Tablelands walk and campfire programs in ways that appeal to a particular *EQ* type. Approximately 30 per cent of the activities have always been possible but received little promotional attention such as night swims, sunset spots and easy access views. And 10 per cent of the programs were the result of innovative thinking! New programs such as folksongs of Gros Morne and Gros Morne yoga were a success. Of the total number of activities suggested in the menus, approximately 80 per cent of them were offered by Parks Canada with the other 20 per cent offered through tour operators and local businesses.

In addition to using what they learned to design visitor programs, staff further demonstrated they were able to use the information to adjust their programs while in progress. The feedback below received from one of Gros Morne's interpreters following her first scheduled walk in the Tablelands[1] demonstrates how:

> … I arrived … to find a couple in their 40s awaiting me. As a small team, we started the hike as I usually do, explaining the world significant geology of the park ... I started asking the couple questions about their past travels. I learned that … they had climbed Machu Picchu, went white water rafting on a class two level river, went zip-lining in Costa Rica, explored the Sahara and the Amazon! … maybe my regular guided hike of the Tablelands wasn't what these visitors were looking for! As we crossed the first bridge, I saw them looking at the waterfalls and asked them if they would like to take a side trip to see them up close. The closer we got, I could feel their excitement and anticipation building. They were … entranced by the colours of the rocks, the touch of the cold snow, the sound of the water flowing over the peridotite, the beauty and the significance of the Tablelands. As I took their picture sitting under the hanging snow with the waterfall in the background, I could already hear the stories they would be telling their friends and family at home.

It can be concluded that the ability to be able to identify a range of visitor types, and stage experiences that are responsive to their needs, Parks Canada can help to ensure that all of the site's visitors have an opportunity to form a stronger, more personally meaningful connection with the place.

7. The future of *EQ* in Gros Morne NP/WHS

Since participating in the *EQ* demonstration project in 2008, Gros Morne NP/WHS continues to use the *EQ* tool and the information about their visitors. The site has committed to:

- Improving opportunities for visitors to take the *EQ* quiz especially during the trip planning stage of the visitor cycle and while visiting popular visitor locations in the park;

[1] While not the only internationally significant geological feature in Gros Morne NP/WHS, the Tablelands are perhaps most responsible for earning the park its UNESCO World Heritage designation. They are a piece of the Earth's mantle thrust up on land that helped scientists to confirm the theory of plate tectonics.

- Integrating the results of the *EQ* survey with other regional research information to create and modify programs to meet the needs and expectations of visitors in ways that are more relevant and meaningful;
- Using the *EQ* when collaborating with the regional tourism industry to enhance understanding of the destination relative to different *Explorer Types* and identify other opportunities that may support developing each of the segments to its fullest potential;
- Measuring what percentage of visitors report the results to be true to their type and how well the suggested opportunities are matching their interests; and
- Designing a menu of World Heritage experience that are aligned with the social and travel values of the various *Explorer Types*.

Bibliography

Arsenault, N. 2009. "The customer is changing, so must we", *New Brunswick Tourism and Parks Product Development Launch*, Fredericton, NB, p.6. [Online] Available at: http://www.slideshare.net/nancyarsenault/new-brunswick-tourism-and-parks-product-development-launch [Accessed 10 May 2010].

Arsenault, N. and Davar, C. (2010). *Unravelling the mysteries and stories of Alberta Parks.* A training manual for a product development workshop. Cypress Hills, AB.

Canadian Tourism Commission (200-[a]). *Global tourism watch year 2: Summary report*. s.l: Canadian Tourism Commission.

Canadian Tourism Commission (200-[b]). *The Explorer Quotient: A deeper understanding of the modern traveller.* s.l: Canadian Tourism Commission.

Canadian Tourism Commission (2010[a]). *Experiences: A toolkit for partners of the Canadian Tourism Commission.* [In-house report]. Vancouver, BC.

Canadian Tourism Commission (2010[b]). *About the CTC: Our mandate*. [Online] Available from: http://en-corporate.canada.travel/Corporate/Flyout.page?id=292&fid=323 [Accessed 13 March 2010].

Canadian Tourism Commission (2010[c]). *About the CTC: Our mission*. [Online] Available from: http://en-corporate.canada.travel/Corporate/Flyout.page?id=285&fid=324 [Accessed 13 March 2010].

Centre for Excellence in Communications (2006). *Formative evaluation of engaging Canadians external communications strategy: Final report*. [In-house report]. Ottawa: CEC.

Fuller, D., Hanlan, J., and Wilde, S. (2005). *Market segmentation approaches: Do they benefit destination marketers?* Occasional paper no.4, Centre for Enterprise and Development, NSW, Australia p.2 [Online] Available at: http://www.cedar.net.au/assets/pdf/Paper_4.pdf [Accessed 23 March 2010].

Gros Morne Co-operating Association, Parks Canada and Municipalities (2009). *Tourism, sustainability, environment, local engagement, steady success: a position paper for the Gros Morne region.* [In-house report]. Rocky Harbour: Gros Morne Co-operating Association.

Harding, W. (2010). *Discussion on the development of the Explorer Quotient.* [Telephone discussion]. (Personal communication, 11 March 2010).

Meyer, E. (2010). *A deeper understanding of the visitor: the insights provided through psychographic data of visitors to Columbus's free choice learning institutions* [Online] Masters thesis, Ohio State University. http://etd.ohiolink.edu/etd/send-pdf.cgi/Meyer%20Emily%20Michelle.pdf?acc_num=osu1262195940 [Accessed 23 March 2010].

Parks Canada (2008[a]). *Explorer quotient demonstration program: 2008 summary report and recommendations.* [In-house report]. Gatineau: Parks Canada.

Parks Canada (2008[b]). "Facilitating meaningful and sustainable experiences: Personal connection with place", *Visitor experience planning–explorer quotient value–opportunities Matching Workshop.* Rocky Harbour, Discovery Centre.

Parks Canada (2008[c]). *Visitor experience menus for EQ types: Gros Morne National Park.* [Nine public handouts]. Rocky Harbour: Parks Canada.
Parks Canada (2009). *Reaching new heights: Agency renewal report.* Gatineau: Parks Canada.
Parks Canada (2010). *Bringing the explorer quotient to the front line.* Gatineau: Parks Canada.
Parks Canada, Gros Morne Co-operating Association and Atlantic Canada Opportunities Agency (2010). *Gros Morne 2009 visitor study with comparisons to 2004 study final report - addendum.* Halifax: Atlantic Service Centre, Parks Canada.
Pederson, A. (2002). *Managing tourism at world heritage sites: A practical manual for world heritage site managers*. Paris: UNESCO World Heritage Centre.
UNESCO (2010). *World heritage: the list* [Online] Available at: http://whc.unesco.org/en/list/419 [Accessed 16 January 2010].

Table 1
EQ Explorer Types (Parks Canada, 2008[c])

Explorer Type	Descriptions Used at Gros Morne NP/WHS
Learning Explorers	
Authentic Experiencers	Appreciate the understated beauty of natural and cultural environments. They enjoy using all the senses and want to be fully immersed in their travel experiences. They quickly adapt to personal challenges and risks and are likely to stay away from group tours and rigid plans.
Cultural Explorers	Seek constant opportunities to discover and immerse themselves in the entire experience of the culture of the places they visit. They enjoy historic sites, but also attempting to converse with local people, attending local cultural festivals, or going off the beaten track to discover how people really live.
Cultural History Buffs	Go beyond their own roots to understand the history and culture of others. When they travel, it is likely to pursue a personal interest or hobby, making the experience all the more rewarding. They travel alone or in small groups. They want the freedom to observe, absorb and learn at their own pace.
Social Explorers	
No Hassle Travellers	Search for relaxation and simplicity. They prefer worry-free travel and spending time travelling with family and friends. Short breaks and get a-ways are preferred to long distance travel. They plan the basics of the trip and fill in the details as they go. They want to expose their family to the beauty of natural scenery and different cultures.
Personal History Explorers	Want to gain a deeper understanding of their ancestry and heritage. They share their travel experiences both during and after the trip. They like to travel in style, comfort and security. They like to visit the important landmarks so a planned itinerary, often as part of a group tour provides a great experience.
Free Spirits	Seek the thrills and the emotional charge of doing things. Travel answers their need for the exciting and exotic. They like the best of everything and want to be surrounded by others who feel the same way. They have a lot of energy and want to see and do everything.

Explorer Type	Descriptions Used at Gros Morne NP/WHS
Reluctant Explorers	
Gentle Explorers	Return to past destinations and enjoy the security of familiar surroundings. They seek comfort and avoid the unknown. They like well-organized travel packages that look after the details. They want their travel to be fun.
Rejuvenators	Enjoy disconnecting and getting away from it all. They like to rest, recharge and renew. They usually take short vacations to familiar places, often for family visits and celebrations. They might seek out a few interesting things to see and do, but they do not want a hectic schedule.
Virtual Travellers	Tend to not travel very often. They prefer the comforts of home to uncertainties of new places. They can often satisfy their sense of exploration within their own community. They prefer the flexibility of deciding what they want to do. Their trips tend to be short, close to home, and centred on family events.

Table 2

Breakdown of *EQ* types in the Gros Morne NP/WHS region

***EQ* Type**	**Gros Morne NP/WHS (n = 228)**
Authentic Experiencer	37.9%
Cultural Explorer	24.6%
Cultural History Buff	3.5%
Free Spirit	15.8%
No-Hassle Traveller	3.9%
Personal History Traveller	3.9%
Rejuvenator	5.3%
Gentle Explorer	4.4%
Virtual Traveller	0.9%

Table 3

Visitor opportunities matched to *EQ* types (Parks Canada, 2008[c])

	Learning Explorers			Social Explorers			Reluctant Explorers		
Explorer Type	Authentic Experiencers	Cultural Explorers	Cultural History Buffs	No-Hassle Travellers	Personal History Explorers	Free Spirits	Gentle Explorers	Rejuvenators	Virtual Travellers
Beaches				X					
Broom Point/Broom Point Inshore Fishery		X			X				
Campfire Program				X	X				
Discovery Activities/Personal Connections/Discovery Centre				X			X		X
Driving Tour									X
Easy Access Views							X		
Family Theatre				X					
Folksongs of Gros Morne/Passing the Time in Trout River		X					X		
Friends of the Forest				X					
Geology by the Sea			X						
Green Gardens Hike	X								
Gros Morne Yoga								X	
Lobster Cove Head Lighthouse									X
Mi'kmaq Lunch	X	X					X		
Night Swims						X			
Quiet Easy Hikes								X	
Salmon Science in Action			X						
Site for Sore Eyes						X			
Sounds of the Night	X					X			
Sounds of the Sea								X	
Sunset Spots								X	
Surf the Web									X
Talk to Experts			X						
The Fjords	X								
The Tablelands	X		X						
Tidal Pool Guided Walk				X					
Visitor Centre/Park Video									X
Wave over Wave		X			X				
While in the Area									
Bonne Bay Marine Station				X	X	X			
Celebrate Good Times/Evening Entertainment						X		X	
Gros Morne Theatre Festival					X	X			
Kayak and Seabirds			X						
Kayaking						X			
Local Festivals		X					X		

Post-inscription challenges: renegotiating World Heritage Management in the Laponia Area in Northern Sweden

Patrick Brouder
(Umeå University)

Patrick Brouder
Dept. of Social & Economic Geography
Umeå University
Sweden
Email : Patrick.Brouder@geography.umu.se

Post-inscription challenges: renegotiating World Heritage Management in the Laponia Area in Northern Sweden

Abstract:
The Laponia World Heritage Area in Northern Sweden is one of only a few dozen places on the World Heritage list which is protected for both its natural and cultural value. The natural landscape owes its value to the receding glaciers of the last great ice age which have left behind large marshlands, deltas and pristine forests as well as quite unique vegetation. Moreover, the cultural value of the region is second to none with the Sami people being one of the few indigenous peoples in Europe whose members still practice, at least to some extent, the traditional ways of living. The tradition which is most associated with the Sami in Northern Europe is reindeer husbandry and the Laponia World Heritage Area, which consists of 9,400 km^2, was created to assist the local Sami in preserving their traditions.
Tourism is an increasingly significant sector in Northern Sweden with nature-based tourism being the most prevalent sub-sector although cultural tourism is also represented by a number of Sami-related businesses. The Laponia process was instigated to identify the key management issues for the area and negotiations were completed in 2009 resulting in a newly-agreed management structure involving Sami representatives, local municipalities, the county administration and the National Environmental Protection Agency. This group will oversee planning matters including tourism policy for the area.
This paper includes an empirical investigation into the tourism sector in Northern Sweden regarding nature, culture and tourism development. A quantitative survey of tourism entrepreneurs (n=77) explores how the Laponia World Heritage Area is viewed and valued by tourism businesses in the county of Norrbotten, where Laponia is located, and also how tourism entrepreneurs value nature and culture in general with regards to tourism. Non-parametric statistical tests are applied to the survey responses. Results show that geographical proximity is a factor in how businesses value the Laponia World Heritage Area, with only those in the contiguous municipalities seeing it as directly beneficial to their own business. However, regardless of location, cultural tourism businesses value the Laponia Area suggesting their product fit allows them to overcome greater distances. The implication, then, is that the new management structure based in the contiguous municipalities should be aware of the small, but significant, group of businesses operating further afield which have a vested interest in, and a certain influence on, the future of the Laponia Area. Also, most tourism businesses in Norrbotten see strong potential for the Laponia World Heritage Area in terms of promoting the county as a tourist destination and the majority of businesses believe protected areas are a positive factor in terms of tourism development. With the current changes in the management of the Laponia World Heritage Area, the views of the tourism entrepreneurs, both within the area and without, can offer some insight into the developmental challenges of this tourist destination in one of Europe's most peripheral regions.

Post-inscription challenges: renegotiating World Heritage Management in the Laponia Area in Northern Sweden

1 Introduction

1.1 World Heritage and Tourism

Of the 890 UNESCO World Heritage Sites in the world today, only 25 are classified as mixed sites, being protected for both their natural and cultural heritage value. In the Nordic countries there are a total of 31 World Heritage Sites and among these the Laponia World Heritage Area stands alone as the only mixed site in the Nordic realm. The World Heritage Committee considers all sites to have "outstanding universal value" (World Heritage Manual, 2002, p.11) and given the fact that less than 3% of all sites are valued for their natural and cultural value it may be posited that this handful of sites is especially valuable and worthy of study.

"World Heritage listing is clearly a significant factor for tourism management" (Hall & Piggin, 2002) and, even though a direct relationship between listing and tourism increase is not guaranteed (Hall & Piggin, 2001), the sensitive nature of World Heritage Sites warrants a careful appraisal of potential tourism impacts. In the case of mixed sites, particularly those with a 'living culture', the sensitivity to tourism impacts may be somewhat piqued. In Northern Sweden the living culture of the Sami reindeer herders conjures images which are very appealing to international tourism. Also, since the remit of the Laponia World Heritage Area is, in part, to preserve the Sami reindeer husbandry the question may be asked what exactly is being preserved and to what end? Are the 'Preserved' (Sami reindeer herders) being preserved in order to protect their heritage or to maintain and promote an iconic attraction of Northern Sweden to the international (and national) tourist?

Certainly, the World Heritage Committee is concerned with "assuring the conservation and protection of the World's heritage" (UNESCO Convention, 1972, p.1) and is not directly concerned with tourism issues. However, a consequence of listing may be an enhanced tourism profile and so, regardless of intentions, tourism becomes a factor in 'conservation and protection', a factor which may be positive or negative but which must be managed. In the Laponia World Heritage Area tourism certainly exists and tourism to Northern Sweden is growing (SCB, 2010, p.7). It presents opportunities for entrepreneurs in the region while also threatening to create conflict between the local stakeholders. Whether the tourists come for nature of culture is, perhaps, less relevant than how they interact with nature and culture within the Laponia World Heritage Area. Moreover, from a supply-side perspective one may ask who should be allowed to use the area for commercial purposes and following this, how should commercial use be managed? Of course, tourism is not the only factor to be considered, it is, rather, one of a myriad of challenges/opportunities facing the region as a whole and the World Heritage Area in particular. This paper, however, will only consider the changing tourism milieu of the Laponia Area.

1.2 Aim and research questions

The aim of this study is to investigate the current situation of Norrbotten's tourism businesses operating in and around the Laponia World Heritage Area and the new management structure which has emerged as a result of the Laponia process. The purpose is to identify some challenges for future planning and management of the Laponia Area.
The following research questions are to be addressed:

- How are the tourism businesses in Norrbotten county disposed to the Laponia Area in particular and protected nature in general?

- How are the core Laponia Area values (Sami culture and nature) considered among the businesses in Norrbotten county?
- What is the market reach of the Laponia Area in Norrbotten county and how may this affect management planning?

2. The Laponia Process

The Laponia World Heritage Area in Northern Sweden is one of only 25 places on the World Heritage list which is protected for both its natural and cultural value. The natural landscape owes its value to the receding glaciers of the last great ice age which have left behind large marshlands, deltas and pristine forests as well as quite unique vegetation. Moreover, the cultural value of the region is second to none with the Sami people being one of the few indigenous peoples in Europe whose members still practice, at least to some extent, the traditional ways of living. The tradition which is most associated with the Sami in Northern Europe is reindeer husbandry and the Laponia World Heritage Area, which consists of 9,400 km^2, was created to assist the local Sami in preserving their traditions (www.laponia.nu).

It is worth noting that "the first European national park was established in the sparsely populated north of Sweden in 1909" (Mose, 2007, p.9) including some of the land now making up the Laponia Area. The Laponia World Heritage Area was listed in 1996 and for the first decade or so it was managed simply as a large park. However, Sami concerns over the management of the area brought forth the concept of "mankind as part of nature" (Mose, 2007, p.23) highlighting the fact that traditional park management no longer sufficed (For a thorough description of the Laponia process see Green, 2009). Finally, in 2007, the Laponia delegation was charged with identifying the key management issues for the area with negotiations being completed in December 2009 and a final report submitted to the Swedish government in June 2010. Now the Laponia World Heritage Area has an agreed management structure involving a majority of Sami representatives, as well as the local municipalities of Jokkmokk and Gällivare, the county of Norrbotten, and the Swedish Environmental Protection Agency. The overall goal is to lead to a coordinated development of the Laponia World Heritage Area. Tourism planning will certainly be an important part of any development plan. In this sense, the Laponia process should not be seen as a terminal point but rather as a new beginning for the Laponia Area.

3. Literature

3.1 Being a World Heritage Area

As stated previously, the Laponia World Heritage Area is a mixed site being protected for both its natural and cultural value. However, "there would never have been a Laponian World Heritage area as we know it today, if the Saami Parliament had not objected to the Laponian area being labeled 'a wilderness'" (Nilsson Dahlström, 2003, p.241). The proposed label of a wilderness area was contested by the Sami since "*Archaeological remains and traces of Saami activities make the area primarily a cultural landscape and not a wilderness area (the Saami Parliament, March 1995)*" (Nilsson Dahlström, 2003, p.253). The concept of 'wilderness' as a contested term has been much discussed (e.g., Saarinnen, 2005). For indigenous peoples, such as the Sami reindeer herders, whose way of living has evolved over centuries, "the distinction between 'nature' and 'culture' is in many ways an irrelevant distinction to make" (Nilsson Dahlström, 2003, p.169). This distinction, however, is made and, somewhat surprisingly, the cultural aspect comes off second best: "the fact that a large part of the Laponian World Heritage Area was and is a grazing landscape is conveniently ignored in favour of a perception of the area as a wilderness area, with a little bit of culture

added on top" (Nilsson Dahlström, 2003, p.239). However, it is arguable that the listing of Laponia as a mixed site of World Heritage at least acknowledges that the Sami culture is of special value, even beyond the European Polar region, and that the area until recently perceived as a wilderness may begin to be seen as a cultural haven. In fact Green (2009, p.19) argues that "the 'global eye' of the World Heritage Organization also can work to empower local/indigenous peoples in their ethno-political objectives". It is worth noting that the area now known as the Laponia Area was already protected land under Swedish law before 1996 and so listing is "not something which takes place instead of the national protection, but rather something that underlies and strengthens this protection" (Nilsson Dahlström, 2003, p.209). This leads one to ask, what is the change brought by listing? If the change is positive, e.g., Sami culture is elevated in status, then one may argue that the World Heritage listing is a positive thing regardless of tourism impacts.

3.2 Tourism and the Laponia World Heritage Area

Tourism in the Laponia World Heritage Area includes nature-based tourism and cultural tourism. Nature-based tourism is a significant segment in the North of Sweden, where a high percentage of the land is protected (24% of all Swedish protected land is in Norrbotten county, Lundmark & Sjernström, 2010) and nature-based tourism accounts for approximately 8% of all tourism revenue in Sweden (Fredman et al., 2008). Cultural tourism is present within the study area and "languages, traditions, ethnic symbols and the aboriginality status have for a long time contributed to the touristic attractiveness of the Sami core area" (Viken & Müller, p.1). Moreover, two major Sami attractions in the region attract over 40,000 visitors each per annum: the Ajtte Museum in Jokkmokk (45,822 visitors in 2004) and the Jokkmokk winter festival (40,000 annually over 3 days) suggesting there is a definite attraction to the cultural heritage of the local Sami. However, despite these marquee attractions, Sami culture in general is often just an "exotic backdrop for a … mountain vacation in the area" (Viken & Müller, p.2) rather than being a significant 'pull' factor for tourism in the region. The question is, can (or should) the newly-established Laponia management, which has a Sami majority, elevate Sami tourism and market it more vigorously or attempt to limit all tourism to the area?

One idea which has been addressed in the literature is: what is the added-value, if any, of the World Heritage label? Hall & Piggin found, in a study of New Zealand WHAs, that the "national parks were attractions enough in themselves and did not require World heritage status to make them attractive to tourists" (Hall & Piggin, 2002, p.406). The New Zealand entrepreneurs claimed that tourists "come because of specific attractions – glaciers, mountains" (Hall & Piggin, 2002, p.408) and were not particularly interested in the World Heritage listing. Hall posits that there may be "a 'layer of attractions', with the World heritage listed park constituting an attraction in its own right in terms of its capacity to draw international and domestic visitors with individual sightseeing attractions existing within the park" (Hall & Piggin, 2002, p.402). Therefore it may be that a given World Heritage Area's ability to attract tourists is a function of the quality and number of the attractions to be found within its limits and the prestige attributed to the title of World Heritage. Similarly, Lundmark & Sjernström (2009, p.397) claim that a "national park in general does not itself constitute the main reason for visiting… although it could be a contributing factor." Within tourism studies, future attempts at measuring the value of the label of World Heritage (e.g., Hall & Piggin, 2001) would be most interesting. Yet, if the direct concern for tourism is suspended for a moment it can be maintained that the label of World Heritage is beneficial, thus: "Heightened awareness… leads to greater consideration and a general rise in the level of protection and conservation afforded to heritage" (Fyall et al., 2003, p.208) and it would be wise to remember this symbolic 'layer of protection' which comes with listing.

3.3 Tourism Development in a changing management environment

When it comes to evaluating the potential of World Heritage listing for regional development, researchers have faced the classic preservation vs. development conundrum. In Sweden, this has traditionally meant preservation, possibly at the expense of tourism development. However, the "Swedish Environmental Protection Agency is now considering reducing the obstacles affecting commercial activities in the national parks" (Lundmark & Sjernström, 2009, p.402). In the case of the Laponia Area: "it is claimed by the Sami that the Sami themselves should control tourism development to guarantee an authentic tourist experience and a survival of Sami culture" (Müller & Pettersson, 2006, p.55). Here it is desirable that the Sami are in control of tourism in the Laponia Area since it is their reindeer herders who form the 'exotic backdrop' and since it is their culture being put on display. Indeed, there needs to be a negotiation between the Sami (what they are willing to offer) and the tourists (what they wish to experience) (Müller & Pettersson, 2006). Moreover, Pettersson (2003) examined the power relations between Sami and non-Sami stakeholders existing at the winter festival. The winter festival, organized from Jokkmokk municipality should give the balance of power to the Sami interests but what of the balance of power in year-round tourism to the Laponia Area which is spread out across a vast territory?

In any case, tourism development is likely to come and will result in change for the Sami people within the region since "even a Sami tourism development would lead to a situation where a lot of Sami are exposed to tourists whether they like it or not" (Müller & Pettersson, 2006, p.60). If one assumes that tourism development is inevitable then it may be preferable for the Laponia management to take a more proactive approach in order to keep the balance of power in their favour. The Laponia process has resulted in this more proactive approach being pursued with the Sami having a majority share in the new management structure (www.laponia.nu). The current management situation inevitably leads to the consideration of how much development is desired or even possible. It has already been noted that listing may have, at least, some benefit. Hammer notes that to move from this lower level boost to a situation of significant development "requires in any case an appropriate strategic course of action" (Hammer, 2007, p.28). The challenge of operationalising a strategy for the Laponia Area is discussed below.

3.4 Moving from Laponia designation to Laponia destination management

The oft-touted move from comparative advantage to competitive advantage (Porter, 1990) in tourism is summed up well by Cassel & Pashkevich: "the idea that cultural resources, such as heritage, are the main attraction for tourists is giving way to the idea that creativity and dynamism mainly count towards the successful development of cultural tourism" (Cassel & Pashkevich, 2010, p.8). Amin (1999) identified a key endogenous growth strategy of building clusters and local economies of association yet in the case of Sami tourism this has been "constrained by the small scale of Sami tourism in the area and the difficulties in allying with non-indigenous stakeholders" (Müller & Kuoljok Huuva, 2006, p.125). From the destination development perspective, there may be a significant revenue loss if, as Müller and Kuoljok Huuva state: "it seemed that an existing demand sometimes had difficulties in actually finding the Sami" (Müller & Kuoljok Huuva, 2006, p.124). There are a number of contextual factors/challenges to galvanising growth in areas such as Laponia: lack of social agreement; increasing calls for democratization of governance; declining capacity of institutions; and, diversifying populations in or around the region (Bushell & Eagles, 2007, p.331). While the first three of this list have, arguably, been addressed by the Laponia process, the challenge for the new management may well be the actions of the population surrounding the area, i.e., can a new network or local economy of association position itself to capitalise on the possible latent demand for Sami cultural tourism? This is by no means an

easy task since cooperation "required time and regular contact, which it was sometimes difficult to maintain" (Müller & Kuoljok Huuva, 2006, p.124). The new management has a fresh chance to move the process beyond designation negotiation to destination management.

3.5 Being a peripheral destination

It is perhaps prudent to conclude this section with a reminder of the peripherality of the Laponia Area. Bob McKercher has written: "areas with poorer market access rely less on primary built attractions, trading more on the intrinsic appeal of the area" (McKercher, 1998, p.47) and while it is evident that the Laponia Area has an intrinsic appeal which constitutes a comparative advantage, it has not yet developed its market offer to a point where its competitive advantage is strong enough to draw significant amounts of cultural (or nature-based) tourists to the area to engage in Sami tourism and other forms of tourism. Elsewhere, Boyd has shown that over one third of trips at a distance of over 800km have culture as a primary motivation (Boyd, 2001, p.221). If this is also applicable to Sweden then it may be the case that cultural tourists are willing to travel further, however, there must be a tangible reason for them to travel. McKercher's argument is that it is not all about *attractions* but that does not mean that it is not about *attraction*. Thus the potential exists to promote the Laponia Area utilising both the attraction of the Sami culture and the attraction of the natural environment. Of course, negotiating the cross-cultural relationships raises the question of tourist expectations vis-à-vis local offers (Hinch & Delamere, 1993) and having an agreed market offer is very difficult for any community, as one informant in Green's study asked: "Are we to be a living museum in the mountains, for the tourists to study?" (Green, 2009, p.112). The peripherality of the Laponia Area means that while it is sheltered from mass tourism, it is also required to make a concerted, unified, community effort in order to develop tourism.

4. Method

A questionnaire was sent in December 2009, to a sample of 140 tourism businesses operating in Norrbotten County using an online survey resource (surveymonkey.com), resulting in 77 usable responses (55%) with 69 respondents (49%) completing the survey. The total number of tourism businesses in the study area was approximately 200. The breakdown of these 200 businesses by geographical location (contiguous with Laponia Area or non-contiguous with Laponia Area) was approximately a 90/10 split. Of the municipalities reporting, 7 were contiguous with the Laponia Area and 62 were non-contiguous with continguity here defined as businesses operating from Jokkmokk or Gällivare municipality.

The questionnaire consisted of two main sections: a series of nominal and ordinal questions, some acting as control variables in the final analysis and others acting as base variables to measure the entrepreneurs' attitudes to the Laponia Area, and a second section of Likert-scale questions on the overall views on Laponia and its development opportunities for the county of Norrbotten.

Fisher's Exact Test was used in the analysis with the test scores presented, where appropriate, in the results section. "Fisher's test is used to determine if two groups differ in the proportion with which they fall into two categories. It is a particularly useful nonparametric technique for examining discrete ordinal or nominal data when two independent samples are small in size" (Coshall, 1989, p.38). The chosen level of significance was 0.05 for all non-parametric testing. The Likert-scale results were calculated with mean, standard deviation and median for descriptive purposes.

A failure analysis was performed to consider the non-respondents. There were 63 non-respondents and a brief email was sent to over half of them (40 businesses, chosen randomly)

asking why they did not participate in the survey. 30 replied to the email stating they either did not have time to answer the online survey (50%) or they felt they were too far away from the Laponia Area for it to matter to them (17%) with the remainder (33%) stating that their internet connection was too slow for the online survey.

5. Results

Table 1 shows the descriptive results of the Likert-scale questions. The majority of businesses agree that the Laponia Area is good for the county of Norrbotten (mean=0.49) and feel even stronger that it is good for the interior region of Lapland (mean=0.54). This is not a surprising result but shows that tourism businesses are positively disposed to the World Heritage listing. When asked about national parks and tourism development the majority think that national parks do not hinder development but there was quite a large deviation in the sample (mean=-0.15; std.dev.=0.67). Furthermore, when asked if protected nature should be open for tourism the majority answered positively (mean=0.53). Taken together these results may exhibit a reluctance to commit to the idea of national parks unless access for tourism businesses is allowed, as is the case in the Laponia Area, and then tourism businesses can accept that the protected area is positive for the region. Finally, the strongest result was that the businesses would like to see the development of a Lapland tourism network in order to aid growth of tourism in the county (mean=0.69). There is no existing network of all Lapland tourism businesses and an opportunity exists for the new Laponia management to meet this latent demand.

Table 2 displays the views of businesses with regards to the two core values of the Laponia Area (Sami culture and Nature). The results are divided into two separate categories for comparison – cultural tourism businesses vis-à-vis other tourism businesses and contiguous vis-à-vis non-contiguous municipalities, the idea being that cultural tourism businesses may value Sami culture more, regardless of location, and that, possibly, businesses in contiguous municipalities may have greater emphasis on nature since the Laponia Area is protected for its particularly unique natural assets. The results, however, show that the only statistically significant result is that cultural tourism businesses value Sami culture to a much higher degree than other businesses. Within contiguous municipalities, businesses place a stronger value on Sami culture than those in non-contiguous municipalities, although this result is not statistically significant (75%:48%). Examining the 'Nature valued' column, the value of nature to tourism businesses is near ubiquity with only 2 cases in total not valuing nature. This is true regardless of type of business or location relative to protected nature and suggests that the defining feature of tourism in the north of Sweden is contact with nature, i.e., all tourism is nature-based tourism.

Table 3 shows one logical tenet of market reach – proximity to the attraction matters. Here, nearness is defined as those businesses operating in two municipalities contiguous with the Laponia Area (Jokkmokk & Gällivare), referred to here as the contiguous businesses, and businesses in all other municipalities referred to as non-contiguous (average drive-time from the non-contiguous municipal centres is 2½ hours). The results in Table 3 show that, as expected, there is a significantly greater proportion of contiguous businesses which value the Laponia Area (Fisher's Exact Test=0.045) and this result is supported by another where businesses believe their customers value the Laponia Area (Fisher's Exact Test=0.019). So, as one may expect, the market reach of the Laponia World Heritage Area among a general sample of tourism businesses in Norrbotten County is limited to businesses in the contiguous municipalities. This, however, is not the complete picture. Table 4 shows an interesting result. Cultural tourism businesses, regardless of their location, tend to value the Laponia Area more than other tourism businesses (Fisher's Exact Test=0.045) and their customers also value the

Laponia Area more (Fisher's Exact Test=0.019). This is especially interesting considering the small sample of cultural tourism businesses is spread out across the county (1 contiguous; 6 non-contiguous) and suggests that the cultural value of the Laponia Area allows its market reach to increase for the businesses involved in cultural tourism.

6. Discussion

There is an interesting difference between the relatively strong support for the Laponia World Heritage Area and the more divided views on national parks' role in tourism development. If one considers Hall's 'layer of attractions' discussed above, one may want to argue that this is an example of 'layering' from the supply-side, i.e., the Laponia Area is essentially a number of national parks with another label attached and that label, arguably, influences entrepreneurs' perceptions of the positive role of the area. Given, however, that this is a result for the entire sample from across the county it could also be that this is simply a case of 'not in my backyard', since it is easy to admire the Laponia Area from a distance while still perhaps having some concerns or disdain for the role of other national parks closer to home. It could also, of course, be a show of support for the specially-designated Sami reindeer herding area of the county.

If the Laponia values are examined (Sami culture and Nature) across the sample it is seen that nature is valued by almost all whereas Sami culture is very much place or sector dependent. This is not surprising from a business perspective since nature is a key factor in the county's attraction whereas Sami tourism is somewhat of a niche segment in terms of direct business. What is not measured here, however, is the value of Sami culture as the 'exotic backdrop' discussed by Viken and Müller. If it is true that Sami culture is valuable for promotion then it may be posited that regardless of how many businesses in the region value Sami culture, all may benefit from the image of Sami culture as a promotional tool. In terms of comparative advantage, Sami imagery has market potential should the Laponia management decide to elevate/commercialise it more, possibly causing a 'Sami attracts but nature pleases' policy towards tourism in the region.

Müller and Kuoljok Huuva have shown that Sami tourism entrepreneurs had some difficulties connecting with enough of the other stakeholders often enough to be worthwhile yet the respondents across the county also strongly maintain that a Lapland network would be good for development. Notice that the question asked about a 'Lapland' network and not a 'Laponia' network (i.e., Lapland is made up of the entire interior area of Northern Sweden including the Laponia area). This is crucial since not only contiguous, but also non-contiguous businesses are important stakeholders in the development of Laponia. It remains to be seen how the new management structure will incorporate other business interests from, for example, Luleå in the tourism development of the Laponia Area.

Tables 3 and 4 show some measure of the supply-side market reach of the Laponia World Heritage Area. As expected, contiguous businesses derive more value from the Laponia Area. This is, of course, intuitive but when the focus of analysis is shifted to product offer it is shown that cultural businesses, regardless of location, derive value from the Laponia Area. In short, nearness matters but sensitivity to distance is eased by a product match. When one considers that there are cultural businesses coming from outside the Laponia Area, it is evident that managing the development of tourism in the Laponia Area requires not just a local focus but a regional one. It is easy to see the imperative of an effective, proactive tourism development plan and/or Lapland network incorporating not just contiguous but non-contiguous businesses, although, the balance of power should remain with the local Sami and those businesses within the Laponia World Heritage Area, as agreed during the Laponia process.

There are two main messages discussed here. First, the label of World Heritage Area certainly carries a different meaning to the label of national park even among the county's entrepreneurs. Following on from this, the level of elevation/commercialisation of the Sami culture as a tourism development strategy is yet to be decided by the Laponia management. Perhaps it is the next step but it certainly has potential as long as the decisions have the support of the majority of the Sami community in and around the Laponia Area. Second, the idea of a Lapland network may need to be revisited since it is clear that it is not just the contiguous businesses which have a vested interest in the Laponia Area. Moreover, as tourism is growing in the region, a proactive approach to a Lapland network will empower the Laponia management by allowing it to learn about the interested businesses which may be further away as well as facilitating active negotiations on both business activity to be allowed in, and potential products to be developed from within, the Laponia Area.

7. Conclusion

Tourism planners may be forgiven for examining the general sample of businesses and concluding that the Laponia Area only matters to the local businesses. What this paper shows is that there is a small but significant group of businesses geographically outside the Laponia Area but who, none the less, fall within the sphere of influence of the new Laponia management. The onus is on the Laponia management to decide how to deal with this group. One suggestion emerging from the Laponia delegation's report to the Swedish government is a new permit system for business users in the Laponia Area. This would allow better knowledge of who exactly is using the Laponia Area as well as an opportunity to maintain direct contact in a formal network and establish certain professional guidelines for commercial use. Finally, following Müller & Pettersson, an optimal level of commercialisation of the Laponia Area may be achieved through a negotiated compromise on what the local Sami want to offer and what the contiguous and non-contiguous tourist enterprises' customers want to experience, with a Laponia network being an appropriate forum to learn each other's positions and to move forward together. Therefore, the Laponia process is not a terminal point but a new beginning.

Bibliography

Amin, A. (1999) An institutional perspective on regional development, *International Journal of Urban and Regional Development*, Vol.23, pp.365-378

Boyd, S. (2002) Cultural and Heritage Tourism in Canada: opportunities, principles and challenges, *Tourism and Hospitality Research*, Vol.3, No. 3, pp.211-233

Bushell, R. And Eagles, P.F.J. (2007) Tourism and protected Areas: Benefits Beyond Boundaries, CABI, pp.349

Coshall, J. (1989) The Application of Nonparametric Statistical Tests in Geography Quantitative

Methods Research Group (UK), CATMOG no. 50

Fredman, P., Boman, M., Lundmark, L. and Mattsson, L. (2008) Friluftslivets ekonomiska värden – en översikt, *Rapport Friluftsliv*, pp.46

Fyall, A., Garrod, B. and Leask, A. (2003) Managing Visitor Attractions: New Directions, Butterworth-Heinemann, pp.313

Green, C. (2009) Managing Laponia: A World Heritage Site as Arena for Sami Ethno-politics in Sweden, *Acta Universitatis Uppsaliensis*, pp.233

Hall, C.M. and Piggin, R. (2002) Tourism Business Knowledge of World Heritage Sites: a New Zealand Case Study, *International Journal of Tourism Research*, Vol. 4, pp.401-411

Hall, C.M. and Piggin, R. (2001) Tourism and World Heritage in OECD Countries, *Tourism*

Recreation Research, Vol.26, No.1, pp.103-105
Hammer, T. (2007) Protected Areas and Regional Development: Conflicts and Opportunities, in Mose, I. (ed.) *Protected Areas and Regional Development in Europe: towards a new model for the 21st Century*, Ashgate, pp.249
Heldt Cassel, S. and Pashkevich, A. (2010) Mining heritage tourism and inherited institutional structures, *Scandinavian Journal of Hospitality and Tourism*, (forthcoming)
Hinch, T. and Delamere, T. (1993) Native Festivals as Tourism Attractions: a Community Challenge, *Journal of Applied Recreation Research*, Ontario Research Council on Leisure, Vol. 18, No. 2, pp.131-142
Laponia World Heritage (2010) official website: www.laponia.nu, accessed Jan.-June
Lundmark, L. and Sjernström, O. (2009) Environmental Protection: An instrument for regional development? National ambitions versus local realities in the case of tourism, *Scandinavian Journal of Hospitality and Tourism*, Vol.9(4), pp.387-405
McKercher, B. (1998) The Effect of Market Access on Destination Choice, *Journal of Travel Research*, Vol.37, pp.39-47
Mose, I. (ed.) (2007) Protected Areas and Regional Development in Europe: towards a new model for the 21st Century, Ashgate, pp.249
Müller, D.K. and Kuoljok Huuva, S. (2009) Limits to Sami tourism development: the case of Jokkmokk, Sweden, *Journal of Ecotourism*, Vol.8, No. 2, pp.115-127
Müller, D.K. and Pettersson, R. (2006) Sami Heritage at the Winter Festival in Jokkmokk, Sweden, *Scandinavian Journal of Hospitality and Tourism*, Vol.6, No. 1, pp.54-69
Nilsson Dahlström, Å. (2003) Negotiating Wilderness in a Cultural Landscape, Uppsala University Library, pp.165
Porter, M. (1990) The Competitive Advantage of Nations, Free Press, pp.855
Reed, M. (1997) Power Relations and Community-based Tourism Planning, *Annals of Tourism Research*, Vol.24, No.3, pp.566-591
Saarinen, J. (2005) Tourism in the Northern Wilderness, in Hall, C.M. and Boyd, S. (eds.) *Nature-based Tourism in Peripheral Areas*, Channel View Publications, pp.287
SCB (2010) Serie NV – Näringsverksamhet, NV 41 SM1006, 5th May 2010, pp.15
UNESCO (1972) Convention concerning the protection of the World Cultural and Natural Heritage, pp.17
Viken, A. and Müller, D.K. (2006) Introduction: Tourism and the Sami, *Scandinavian Journal of Hospitality and Tourism*, Vol.6, No. 1, pp.1-6
World Heritage Manuals (2002) Managing Tourism at World Heritage Sites, No.1, *UNESCO World Heritage Centre*, pp.96.

Table 1
Tourism businesses' views on Laponia Area and tourism development

Statement	Median	Mean	Std.dev.
Lapland tourism network would aid growth	1.00	0.69	0.39
Protected nature should be open for tourism	1.00	0.53	0.59
National parks hinder tourism development	-1.00	-0.15	0.67
Laponia Area is good for Norrbotten (county)	1.00	0.49	0.56
Laponia Area is good for Lapland (province)	1.00	0.54	0.54
n = 69; Likert-scale: -2 (No, absolutely) to +2 (Yes,absolutely)			

Table 2
Value of Laponia Area values for businesses

	Sami valued	Nature valued
Cultural : Other	**89% : 46%** *(n= 9 : 68)* *Fisher's Exact Test = 0.016*	**100% : 97%** *(n= 9 : 68)* *Fisher's Exact Test = 0.198*
Contiguous : Non-Contiguous	**75% : 48%** *(n= 8 : 69)* *Fisher's Exact Test = 0.14*	**88% : 99%** *(n= 8 : 69)* *Fisher's Exact Test = 0.779*

n = 77; survey asked how Sami culture and Nature are valued only from a business perspective

Table 3
Laponia Area has value for respondent's business

Location	Yes	No / Don't Know	Total
Contiguous	5	2	7
Non-Contiguous	19	43	62
Total	**24**	**45**	**69**

Fisher's Exact Test = 0.045
Also, Laponia Area is valued by customers: Fisher's Exact Test = 0.019

Table 4
Laponia Area has value for respondent's business

Main Product	Yes	No / Don't Know	Total
Cultural tourism	5	2	7
Other tourism	19	43	62
Total	**24**	**45**	**69**

Fisher's Exact Test = 0.045
Also, Laponia Area is valued by customers: Fisher's Exact Test = 0.019

From Terrorism to Tourism
Shaping Future Identity through Whs Site Inscription

Sharon Brown
(The Oliver Brown Partnership Ltd)
&
Alan Oliver
(The Oliver Brown Partnership Ltd)

The Oliver Brown Partnership Ltd
7 Craigarusky Road
Balloo
Killinchy
Northern Ireland
BT23 6QS
Email: SBROWN260@AOL.COM

From Terrorism to Tourism
Shaping Future Identity through Whs Site Inscription

Abstract:
Post-conflict countries have been identified as a top priority for UNESCO by its Director General, Irina Bokova, in her appointment speech in September 2009. Post-conflict societies include Northern Ireland, Lebanon, Croatia and Vietnam. With so much pain and suffering; so much damage to economic vitality, social cohesiveness, and the environment of conflict society; what a travesty it would be if the ensuing legacy for future generations was wastelands that never improved, never achieved renaissance.
This Paper specifically looks at the role of World Heritage Sites (WHS) in shaping Northern Ireland's (NI's) future post-conflict and the potential for sustainable tourism. From the troubled past some peace has emerged and a power-sharing coalition was established at the Northern Ireland Assembly on 8 May 2007. With a strong personal interest in heritage, the then newly appointed Minister for the Environment, Arlene Foster MLA remarkably facilitated the needed change in direction for the conservation of Northern Ireland's heritage. Minister Foster now has responsibility for the Government Department directly responsible for tourism. A key location is the Marble Arch Caves Global UNESCO Geopark in County Fermanagh. Key 'signature projects', (heritage sites that are identified for their tourism potential), include the Walled City of Derry, the Mourne Mountains and the Causeway Coast and Glens. The Giant's Causeway is to date Northern Ireland's only UNESCO WHS. Recently four proposed sites from NI have been put forward for inclusion on the UK's tentative list of future UNESCO World Heritage Sites. These include the Malone and Stranmillis Historic Urban Landscape (HUL). Surprisingly, Hillsborough Castle and Village has not been found among these. This Paper examines how existing and potential world heritage can be used to re-image society post-conflict. To send out a positive image as opposed to reminders of a divided past, the bombs, walls and murals. The Paper considers how such an approach is crucial to integrating communities and to tourism.
'The Troubles', as the past number of decades have become known, has discouraged many but the more ardent tourists. However, looking to the future there is an incredible potential for a world of visitors to have a unique experience – something that involves experiencing what is not uniformity and monotony – as opposed to increasing uniformization. Northern Ireland's heritage is intrinsically important and it goes on to affect many aspects of society, in particular social wellbeing, cultural appreciation and the quality of life of its communities. Emerging from conflict a new approach is essential to securing tourism based on heritage and an enriched appreciation of Spirit of Place rather than a tourist product based on the legacy of its past - tourism based on terrorism. How can existing and potential World Heritage Site inscriptions shape future local, regional and national identity? These 'Jewels in the Crown' are critical to Northern Ireland's future. Tourism is an industry that has the potential to positively impact every local community in Northern Ireland. How can World Heritage Site inscription achieve this? The Paper will consider the 'local' in a 'global' context.

Keywords: Post-conflict transformation, cultural heritage, tourism.

From Terrorism to Tourism
Shaping Future Identity through Whs Site Inscription

1. Introduction

This Paper specifically looks at the role of World Heritage Sites in shaping Northern Ireland's future post-conflict – existing and potential. Northern Ireland has astonishingly only one existing UNESCO designated World Heritage Site – The Giant's Causeway – a Natural Site. The Province also contains a number of potential World Heritage sites, cultural and natural.

The United Kingdom (UK) Government has recently invited proposals for sites for consideration for inclusion on the UK's tentative list for nomination as a World Heritage Site. Four sites have been proposed from Northern Ireland: The Hill of Derry; Navan Fort; Gracehill Conservation Area and the Malone and Stranmillis Historic Urban Landscape. This Paper concludes that the identification of further UNESCO World Heritage Sites can play a key role in shaping a positive future for the Province post conflict. A global identity provided by UNESCO inscription will help in the post-conflict transformative process, sending out a positive as opposed to a negative image.

This Paper highlights the contribution of two outstanding sites, The Malone and Stranmillis Historic Urban Landscape (HUL) and Hillsborough Castle and Village. The latter has not been proposed for inclusion on the UK's tentative list. It is considered that both these sites have the capacity to play a critical role in sending out a positive image of the Province as opposed to reminders of a divided past, the bombs, walls and murals. The Paper will go on to emphasise how such sites are important not only to Northern Ireland's future but for other post-conflict societies, globally.

2. The global context

To date the key role of World Heritage Sites in post-conflict locations in transforming them for the benefit of both citizens and visitors has not been highlighted. It is considered, however, that World Heritage Sites have enormous potential to change perceptions of post-conflict society. A positive identity associated with cultural heritage engenders a positive image of a society – one that is far removed from the negative.

The Director General of UNESCO, Irina Bokova in her appointment speech in September 2009 identified post-conflict countries as a top priority for UNESCO. To some extent this concept is already being harnessed in Dubrovnik and Vietnam, with positive images of these World Heritage Sites now being promoted from a tourism perspective. The restoration of the Croatian city of Dubrovnik represented the re-birth for a new era in post-conflict society. The Magazine for the Gatwick Traveller (2010) describes Dubrovnik as...'*an emerging destination whose popularity is about to explode'. The Magazine states: 'Its timeless beauty is encased in ancient fortress walls... around the old town of this historical city. It's hard to believe now, but two out of every three buildings in Dubrovnik were damaged in the 1991 bombardment during the Yugoslav war. Painstaking work has achieved pristine restoration of the highest standard.'* Focusing on Vietnam, war endured 15 years from 1960 to 1975. The Eyewitness Travel Guide to the Country states *'When Vietnam first opened to tourism in the early 1990s, many visitors were drawn by images of a war-torn nation....The Viets have since done their best to change this view, emphasizing the country's beauty instead. Historic pagodas and faded French-colonial buildings have been restored while hotels and restaurants have now returned to the private sector, allowing proprietors to*

strive for excellence in an increasingly competitive industry... The tourism industry is growing at almost 20 percent annually and millions of visitors are drawn to the country each year by ancient monuments, scenic beaches, sophisticated cuisine... ' (DK, 2007). Central Vietnam is already harnessing this potential. This part of the country includes a number of Vietnam's UNESCO World Heritage Sites, for example, Phong Nha Cave, My Son, Hue Citadel, and the Old Quarter of Hoi An. Elsewhere in Vietnam, the country's capital, Hanoi, is considered to have great potential for cultural heritage tourism. In particular its Historic Urban Landscapes are particularly impressive locally and globally. Hanoi's cultural landscape also has the capacity to positively influence post-conflict perceptions of Vietnam. Moving on to the Middle East, Charles Starmer-Smith (2010) states of Lebanon: *'Whisper it quietly – there have been too many false dawns since the Cedar Revolution in 2005 – but Lebanon seems ready to reclaim its rightful place on the holiday map. During the first ten months of 2009, visitor numbers rose by more than 50 percent... compared with the previous year. ....If you worry that you will find a country wallowing in sadness after years of internecine conflict, terrorism and war, think again.'* The natural and cultural heritage assets of the Lebanon, including existing and potential UNESCO World Heritage Sites, serve to counter the negative images of the Country largely driven by the conflict in Beirut.

3. The Local (NI) context

3.1 'The Troubles'

The Secretary of State for Northern Ireland, Owen Paterson said recently that *'Thirty years of politically-motivated violence have left a terrible legacy, for individuals, families, and society as a whole. There can be hardly anybody in Northern Ireland who lived through the Troubles who has not been affected, directly or indirectly, by it.'* (Paterson, 2010). It is not just communities locally that are affected but perceptions globally of the place, Tony McCusker, Chair of the Community Relations Council, says that*"Every time an image of conflict is beamed around the world there is a negative impact on inward investment"* (McCusker, 2010) The same effect applies to the tourism industry.

Visible symbols of past conflict still evident in the Province's divided communities include the murals and peace walls. Many would say these signs of 'The Troubles' are an important tourist asset in their own right, and they are in fact included in tours of Belfast and Derry. To illustrate the point, the Irish News recently presented a photograph by Mal McCann of tourists flocking to see Murals in West Belfast. (McCann, 2010). Many of the mural images, however, are very violent and could be very distressing to the new generation of children growing up in these communities. In relation to murals in Sandy Row, Jackie McDonald states: *"If their identity is a gun man on the wall, what sort of future do they have?... The problem, however, is...not just about murals – but about providing a better future for young people and before it is too late."* McDonald states *"We are communities coming out of conflict. People don't have a life – they have an existence."* (Rowan, 2010). The Murals – in fact all these aspects of the Troubles – murals, peace walls and prisons are whole subjects of debate in its own right. Whilst the purpose of this Paper is to highlight them as reminders of the 'Troubles.' it is not about them, but **instead** is on the role of existing and potential World Heritage Sites in transforming Northern Ireland post conflict.

From the troubled past some peace has emerged and a power-sharing coalition was established at the Northern Ireland Assembly on 8 May 2007. Secretary of State for Northern Ireland Owen Paterson states "*...there is little doubt that Northern Ireland has come a long way over the past 15 years... Working with local politicians, we want to build a peaceful, stable and prosperous Northern Ireland in which everybody has a shared future. Northern Ireland's best days lie ahead."* (Paterson, 2010).

4. Existing and potential World Heritage Sites in Northern Ireland

Northern Ireland has astonishingly only one existing UNESCO designated World Heritage Site – The Giant's Causeway – a Natural Site. The Province also contains a number of potential World Heritage sites, cultural and natural. The UK Government has recently invited proposals for sites for consideration for inclusion on its tentative list for nomination as a World Heritage Site. Four sites have been proposed from Northern Ireland: The Hill of Derry; the Royal Sites of Ireland (Navan Fort); Gracehill Conservation Area and the Malone and Stranmillis Historic Urban Landscape.

This Paper highlights the contribution of two outstanding sites, The Malone and Stranmillis Historic Urban Landscape (HUL) and Hillsborough Castle and Village. The latter has not been proposed for inclusion on the UK's tentative list. It is considered that both these sites have the capacity to play a critical role in sending out a positive image of the Province as opposed to reminders of a divided past, the bombs, walls and murals.

4.1 How can the Giants Causeway UNESCO WHS shape future identity?

The Giant's Causeway is a UNESCO World Heritage Site and is categorised as a natural site. Inscribed in 1986, it is Northern Ireland's only such site. Emerging from intense volcanic activity in pre-history times, the site is famous for its 40,000 columns of many-sided basalt formations – most hexagonal, but some having four, five, seven or eight sides. In some cases these geometric rock shapes rise to 12 meters in height. These formations are stunningly located merging into the sea on Northern Ireland's spectacular coastline. The Giant's Causeway *'is unique, stunningly beautiful and a jewel in our tourist crown...'* (News Letter, 2010). Through the outstanding quality of its natural heritage, and its UNESCO recognition, the Giant's Causeway serves to send out a positive image of Northern Ireland locally and globally.

4.2 How can Inscription of The Malone and Stranmillis HUL as a UNESCO WHS shape future identity?

In April 2009 Sharon Brown and Alan Oliver co-presented a paper on the Malone and Stranmillis suburb and Historic Urban Landscape at the FUUH Conference in Hanoi, Vietnam, on a New Category of World Heritage Site: Historic Urban Landscapes (Brown, Oliver 2009). The presentation highlighted the global importance of the area and the key issues facing it. The Malone and Stranmillis suburb and Historic Urban Landscape is reputed for having an epoch of the greatest concentration of buildings from the Victorian and Edwardian periods of anywhere in Northern Ireland. This is *'...all the more so in view of the absence of intact streetscapes from earlier periods, such as the medieval, early modern or Georgian eras, as is the case in other cities, such as Edinburgh with its preserved old town and its eighteenth century set-piece new town.'* (Brown, Oliver 2009) It displays many examples of the 'Arts and Crafts' movement, integral to its sense and spirit of place. The area's properties, which primarily date from the 1850's – 1950's, the site's 'Golden Age', are of cultural, historic and architectural interest, in many aspects including their articulate crafting, plan forms and materials. Paul Larmour said *"The area contains a great wealth of buildings of special architectural interest" and ...there is no other suburb in this country (NI) with such a rich architectural heritage." (Larmour, 1991)* There is an exceptional visual character to the area, with its villas in their landscaped setting.

In view of its exceptional cultural landscape importance, the Malone and Stranmillis Historic Urban Landscape has immense potential to transform perceptions of both Belfast and Northern Ireland as a whole – post-conflict – and can serve as a catalyst, generating momentum for tourism. Its importance is so exceptional as to transcend national boundaries

and it has a truly international significance for all mankind and for the benefit of future generations. The Site's inscription as a UNESCO Site would make an exceptional global contribution to peace building in post-conflict societies.

4.3 How can Inscription of Hillsborough Castle and Village as a UNESCO WHS shape future identity?

The National Council of the Institute of Historic Building Conservation (IHBC), the leading body for Conservation Professionals in the UK, visited Northern Ireland from 24-26 September 2008. The three days of events, organised at a local level by IHBC Trustee & Representative for NI Sharon Brown and Events Officer Alan Oliver marked the end of the Institute's 10th Anniversary Year celebrations. The events provided the opportunity for IHBC Council Members to visit Hillsborough and attend a reception at Hillsborough Castle with the Mayor of Lisburn Ronnie Crawford. The Institute's Director Dr Sean O'Reilly reports on this event as follows: At *'an IHBC 10th anniversary-sponsored reception... Environment minister Sammy Wilson [now promoted to Finance Minister] gave an inspiring presentation, and the [then] curator, David Anderson, reviewed the building's history'* (O'Reilly, 2008). The events are reported in full as the cover story in the Institute's Journal 'Context' of November 2008.

Hillsborough Castle and Village is one of the finest settlements and Conservation Areas in Northern Ireland. Here a State Castle stands with gates opening onto the village square and thence to the remainder of the historic village, with parklands and forest beyond. The Castle or grand house itself has formal gardens including a yew allee, a double line of clipped Irish yews, the outer focal point of which is Lady Alice's Temple, a small classical rotunda and the Castle adjoins the Small Park and lake. The whole composition may be compared to Compeigne in France in this regard. Already a World Heritage Site, Compiegne in France, is most famous for its Chateau which was restored by Napoleon and was also a favourite residence of Napoleon III. The Chateau's gates open directly onto the *vieux ville* square and its formal gardens give way to the forest of Compiegne. Hillsborough is one of the most significant sites in Northern Ireland. Not only is it of architectural and social and historical significance, but it has had a key role in transforming Northern Ireland from its troubled past to peace. The formal State Castle was in turn the residence of the Marquesses of Downshire, the Governors of Northern Ireland and its Secretaries of State. The Secretary of State in residence is Owen Paterson. Lewis-Crosby OBE states '*We hope Hillsborough Castle will epitomise what is excellent in Ulster's present as well as preserving what is valuable in its past...'* (Lewis-Crosby, 1993) Its significance is also in the context of the political decisions made at the Castle, most recently through (negotiations that led to) the realisation of the Devolution of Policing and Justice.

Hillsborough also has significant Quaker associations and Moravian connections at Kilwarlin. Maeve Connolly in her article of 20 June 2009 in the Irish News highlights that Kilwarlin near Hillsborough is one of only five Moravian congregations in Ireland (Conolly, 2009). Uniquely lauded within the book series, in Buildings of North County Down, Sir Charles Brett states of the Kilwarlin Moravian group *'To my mind, this is one of the most interesting and unusual groups of buildings in the county; of great charm; ...'* (Brett, 2002)

Whilst categorically different in the nature of their cultural heritage these two sites – Malone and Stranmillis HUL and Hillsborough Castle and Village – represent the very best potential in Northern Ireland for shaping the future identity of NI through inscription as UNESCO World Heritage Sites – to send out a positive image locally, and globally – for post conflict locations.

5. The Potential Role of existing and Potential World Heritage Sites in transforming NI Post conflict?

Looking to the future there is an incredible potential for a world of visitors to have a unique experience – something that involves experiencing what is not uniformity and monotony. Northern Ireland's heritage is intrinsically important and it goes on to affect many aspects of society, in particular social wellbeing, cultural appreciation and the quality of life of its communities.

Emerging from conflict a new approach is essential to securing tourism based on heritage and an enriched appreciation of Spirit of Place rather than a tourist product based on the legacy of its past - tourism based on terrorism. How can existing and potential World Heritage Site inscriptions shape future local, regional and national identity? These 'Jewels in the Crown' are critical to Northern Ireland's future. Minister Foster speaking at the launch of the Marketing Strategy for Tourism Ireland said that tourism is an industry that has the potential to positively impact every local community in Northern Ireland. How can World Heritage Site inscription achieve this? The Paper considers the 'local' in a 'global' context.

5.1 Cultural Heritage and Tourism

There seems to be momentum and impetus both in politics and outlook in relation to the opportunities and benefits afforded by tourism – to communities, to the economy, to the environment.

The UK's Prime Minister David Cameron delivered a speech on 12 August 2010 on the challenges and opportunities that tourism presents, highlighting that it presents a huge economic opportunity. Prime Minister Cameron said that *"We have so much to be proud of, so much to share with each other and so much to show off to the rest of the world.'* (Cameron, 2010).

In Northern Ireland *'Tourism has been earmarked as a major driver of the economy in future, with Minister Arlene Foster's ambitious Draft Tourism Strategy...'* (Ross, 2010). Recently highlighting the importance of business tourism Minister Foster said: *"...Tourism Ireland is working hard to promote Northern Ireland as a premier business tourism destination. The superb meetings and incentive facilities on offer,* ***coupled with the distinctive cultural experience****, mean Northern Ireland is now an even more viable and attractive destination for the US business tourism market than ever before."* (McGill, 2010) Chief Executive, of the Northern Ireland Tourist Board, Alan Clarke states *"Tourism offers unparalleled opportunity to generate further growth, bring employment and facilities to all regions and generate a sense of pride. Having brought tourism to a more central position, I would urge a long-term approach to fully establish the industry as a serious economic player."* (Clarke, 2010). *'...tourism will become even more important in our Province... Northern Ireland is on the cusp of something big in tourism. More people are visiting the Province than ever before and there is much hope that cultural tourism... will bring even more.'* (News Letter, 2010). McHugh (2010) in the Irish News relates on 2 August from the Deloitte/Oxford Economics report that *'The nomination of Derry-Londonderry as UK City of Culture 2013, the continuing low level of the pound and the approaching Olympics in 2012 gives Northern Ireland a tremendous opportunity to promote itself as a hugely attractive destination to the rest of the world.'* On 15th July 2010 the historic walled city of Derry was declared as the first ever UK City of Culture for the year 2013. 'The new UK City of Culture will seek to use its reign to move away from the legacy of the Bloody Sunday shootings in the city 38 years ago.' (Hoyle, 2010). Londonderry is also one of a number of NI key tourist 'signature projects' along with the Mourne Mountains; the Titanic Quarter and the Causeway Coast and Glens. Concluding, Cultural Tourism is destined to play a key role in the future of

Northern Ireland. Alan Clarke, states *"A good place to visit is also a good place to live and work, and, as such, tourism is a barometer of a new, confident, Northern Ireland"* – A post-conflict transformation.

6. How can the local influence the global?

In the same way as progress in conflict-transformation in Northern Ireland has been an inspiration to other countries around the world, the role World Heritage specifically plays in moving NI forward post-conflict can also inspire other locations post-conflict. If existing and potential World Heritage Sites can have such a critical role in moving Northern Ireland on post-conflict there will be lessons that can be learnt for other post-conflict locations, globally.

7. Conclusions

The title of this Paper is *From Terrorism to Tourism; Shaping Future Identity Through WHS Site Inscription.* The Paper concludes that existing and potential UNESCO World Heritage Sites have a critical role to play in the future of post-conflict societies – from the local in Northern Ireland to the Global. With so much pain and suffering; so much damage to economic vitality, social cohesiveness, and the environment of conflict society; what a travesty it would be if the ensuing legacy for future generations was wastelands that never improved, never achieved renaissance.

In Northern Ireland the potential sites considered to have the greatest potential to make a valuable contribution from post-conflict transformation point of view are Hillsborough Castle and Village and The Malone and Stranmillis Historic Urban Landscape. Hillsborough Castle and Village is one of the most significant places in the Province, not only is it of architectural and social and historical significance, but it has had a profound role in transforming Northern Ireland from its troubled past to peace. The Historic Urban Landscape of Malone and Stranmillis, a suburb of Belfast, is of common global importance for present and future generations of all humanity. Its permanent protection is of the highest importance to the international community as a whole. It will make a uniquely significant contribution to post-conflict societies, a catalyst for peace building, a priority for UNESCO.

Further UNESCO WHS designation, and a greater focus on the Province's outstanding global cultural heritage, would shift focus in this post-conflict society from Northern Ireland's troubled past to the protection of cultural heritage, which would help bring social cohesion whilst avoiding creating uniformity. It will also positively impact the tourism industry. Wouldn't it be great when people think of Northern Ireland they don't just think of Belfast and bombs but of the Province's outstanding cultural heritage?

The identification of further UNESCO World Heritage Sites can play a key role in shaping a positive future for the Province post conflict. A global identity provided by UNESCO inscription will help in the post-conflict transformative process, sending out a positive as opposed to a negative image.

Bibliography

Books

Brett, C.E.B., 2002. *Buildings of North County Down*, Belfast. UAHS.

DK Eyewhitness Travel. 2007 *Vietnam & Angkor Wat*, London: Dorling Kindersley Ltd, a Penguin Company.

Earl, J., 2003. *Building Conservation Philosophy,* Reading: Donhead/College of Estate Management.

Larmour, P., 1991. *The Architectural Heritage of Malone and Stranmillis*. Belfast: UAHS.

Journals
Brown, S., 2004 Building Conservation in Northern Ireland, *IHBC Yearbook*
Brown, S. and Oliver, A., 2008. Conserving NI's Historic Places, Context, Vol 107, p.16
O'Reilly,S.,2008.Building capacity with volunteers. *Context*, Vol 107, p.19.
Newspaper Articles
Clarke, A. 2010. Sector Analysis – Tourism. *News Letter*, 14 September. p.26b,e.
Hoyle, B. 2010. Londonderry is first City of Culture. *The Times*, 16 July.
McCusker, T. 2010. An open debate on this issue is essential. Belfast Telegraph, 29 July. p.14e.
McDowell, J.,2010. The Teenagers with the Taliban in their sights. *Belfast Telegraph*, 25 May. p.22d.
McGill, A., 2010. Foster showcases local tourism in USA. News Letter, 25 June. p.17c.
McGowan, A., 2010. Londonderry Bid and why we're behind it. *News Letter*, 25 May. p.27c.
McHugh, M., 2010. Tourism 'could generate £1 billion for economy'. *The Irish News*, 2 August. p.29d.
News Letter, 2010. Morning View. *News Letter*, 28 January. P.18a
Paterson, O., 2010. Dealing with the past holds key to the future. *Belfast Telegraph*, 19 July. p.29a.
Ross, S., 2010. Tourism a ray of light amid the gloom. Belfast Telegraph, 25 June. p.41d.
Rowan, B., 2010. Writing is on the wall for paramilitary murals. Belfast Telegraph, 29 July. p33a, b.
Schreiber, L., 2009. President's pride at revamped community. *The Irish News,* 20 June. p13a,c,d.
Starmer-Smith, C., 2010. Cover Story. Daily Telegraph, 2 January. P.T4.e,f.
Conference Proceedings
Brown, S. and Oliver, A., 2009. Visual integrity and sense of place (Genius Loci) A new approach to conflict transformation and Belfast's Historic Urban Landscapes. In: FUUH (Forum UNESCO University and Heritage), 12th International Seminar: Historic Urban Landscapes, A New Concept? A New Category of World Heritage Sites? Hanoi, Vietnam 5 – 10 April 2009.
Web Sites
The Official Site of the Prime Minister's Office, 2010. *The Prime Minister's speech on tourism*, given on 12 August 2010. London. [Online] http://www.number10.gov.uk/news/speeches-and-transcripts/2010/08/pms-speech-on-tourism

Figure 1
Replica sellers at the Monte Alban archaeological zone in Oaxaca, Mexico.
Photograph by author.

Figure 2
A trio of contemporary archaeological replicas for sale at the site. Photograph by author.

Figure 3
Photograph of an early expedition to Monte Alban, circa the 1930s. Photograph courtesy of Antonio Aragón Hernández a

Monte Alban as World Heritage: Archaeological Replicas and the Struggle over Mexico's Ancient Past

Ronda L. Brulotte
(University of New Mexico)

Ronda L. Brulotte, Ph.D.
Department of Anthropology
MSC01-1040
1 University of New Mexico
Albuquerque, NM 87131
Email: brulotte@unm.edu

Monte Alban as World Heritage: Archaeological Replicas and the Struggle over Mexico's Ancient Past

Abstract:
This paper explores the contested nature of Mexican cultural patrimony as illustrated by the archaeological replica trade at the Monte Alban site in the southern state of Oaxaca. This case study presents an alternative telling of the site's history that highlights archaeological heritage as a modern, twentieth-century practice rather than simply the enduring legacy of Mexico's ancient past. The ruins of the ancient Zapotec city are situated on the outskirts of the state capital, Oaxaca City. Monte Alban is considered to be one of the most visually spectacular archaeological remains of Mesoamerican culture and history in Mexico. In 1987 it was declared a UNESCO World Heritage site and today it is the region's premiere tourist attraction. Monte Alban is a place where place where multiple stakeholders (the state, local entrepreneurs, Mexican and international archaeologists, and tourists) compete to utilize the site to various ends. As such, it is an ideal place to examine how regional, national, and global discourses of heritage intersect to produce a largely unquestioned system of inclusion/exclusion.
For approximately thirty years, residents from the nearby town of San Antonio Arrazola have made and sold replicas of pre-Hispanic artifacts to tourists at Monte Alban. Yet in contrast with other Oaxacan crafts, which are promoted by the state as authentic expressions of local culture, the production and sale of replica crafts has been a controversial and often maligned practice. Officials from the National Institute of Anthropology and History (INAH), including archaeologists, have actively tried to remove replica sellers from the site, charging that they have neither a legitimate historical or cultural connection to Monte Alban nor an interest in its cultural and scientific value. Vendors, on the other hand, have a different understanding of their historical relationship to the archeological zone, and struggle to remain in what they consider to be their legitimate place of work. Since the appearance of the first vendors at the site in the 1960s, clashes between INAH representatives and vendors have been commonplace, and at times have escalated to the point of violence and police intervention.

Keywords: Oaxaca, Mexico, Archaeology, Tourism, Replicas

Monte Alban as World Heritage: Archaeological Replicas and the Struggle over Mexico's Ancient Past

"I feel like I am a part of the history here," said Miguel Chávez, making a sweeping gesture with his arms across the landscape of the ruins, and in the distance, his hometown of Arrazola. At 39 years-old, Chávez had spent much of his life traversing the slopes of Monte Alban with his bag of ceramic and stone figures depicting pre-Hispanic deities (Figs. 1 & 2). It was 9 a.m. and Chávez and I were some of the first people to arrive that day at Monte Alban, the southern Mexican state of Oaxaca's most visited archaeological zone and a UNESCO World Heritage site since 1987. In the morning calm, it was difficult to imagine the history of sometimes heated confrontations with employees of the National Institute of Anthropology and History, known in Mexico by the Spanish acronym INAH. Indeed, the nostalgic inflection in Miguel's voice that morning was replaced by a tone of indignation in a later interview:

> They treated us like animals, you know? We just wanted to sell our figures, but they always tried to catch us. If the guards grabbed you, they would take all your pieces and smash them on the ground in front of you. Others would keep your idols and then later sell them and keep the money for themselves.

Disputes such as this critically remind us that archaeological sites are not neutral places existing outside of the historical and social conditions of their own modern interpretations; they are, in essence, the materialization of class and ethnic politics and the inequalities they represent.

Chávez described himself as a hard-working individual who within his legal rights to sell his wares at the site, and objected to this previous treatment by federal employees. He considered his entrepreneurial activities no less legitimate than those of his fellow community members from San Antonio Arrazola, who are internationally famous woodcarvers, producing the brightly painted figures known as *alebrijes* (Chibnik, 2003). Interestingly, while Arrazola's woodcarvers receive extensive tourism promotion, replica sellers are said to pose a threat to Oaxaca's most important archeological zone. At issue are claims by INAH that replica vendors also traffic in original pre-Hispanic artifacts using replica sales as a cover, a claim which vendors adamantly deny. Vendors, in fact, are more commonly criticized by INAH for selling their replicas as original archaeological artifacts and constructing elaborate narratives about their provenance and symbolic meaning. INAH has unsuccessfully tried to remove the vendors from Monte Alban since the mid-1970s, but abandoned its more aggressive tactics in 1988, after the vendors organized themselves into a legally recognized civil association.

This ethnographic case study of the replica trade at Monte Alban provides an alternative telling of the site's history, illustrating the contested nature of Mexican cultural heritage. Recent scholarship in anthropology (e.g. Breglia 2006, Di Giovine 2009) rejects notions of heritage as reified forms, whose various meanings and importance are squarely locked in the distant historical past. Interpreting Monte Alban as simply the enduring legacy of Mexico's ancient past neglects the ongoing process of heritage-making that, I argue, began at the site in the early twentieth century. Building on this approach, it becomes necessary to re-examine paradigms that inherently privilege archaeologists and other technical experts as the rightful interpreters and guardians of cultural materials. I demonstrate how replica artisans and sellers have carved out a particular niche within the historical development and marketing of the site, and thus, like archaeologists and tourist industry officials, stake a claim to Monte Alban that they regard as no less legitimate. Replica vendors have been active agents in constructing Monte Alban as world heritage from the beginning.

The Struggle over Monte Alban as Heritage Resource

Nelly Robles Garcia, a Mexican archaeologist and current director of Monte Alban, has written about the multiple social actors who vie to utilize the site's cultural resources, a list that includes small-scale agriculturalists and livestock owners, private landholders, tourist developers, guides and visitors, and food and craft vendors. Her work acknowledges the complex, political nature of heritage sites in Mexico, and represents a first step toward what Castañeda and Matthews (2008) call an "ethnographic archaeology." Still, with the notable exception of works by anthropologists Castañeda (1996) and Breglia (2006), there are very few ethnographic accounts of Mexican archaeology sites and the nearby communities with whom their histories and economies are closely intertwined.

The ongoing tension between the vendors and INAH officials is indicative of larger issues surrounding the notion of Mexican cultural patrimony: specifically the often asymmetrical, relationship between powerful policymakers, academics, and the local populations who inhabit zones designated for historic preservation, which in Mexico generally entails concurrent development for tourism. This raises the important question of who is allowed to stake claim to and benefit from heritage resources.

García Canclini (1995) has critiqued pluralistic discourses of cultural patrimony that present the material spoils of the nation as belonging to everyone while simultaneously reproducing structures of social and economic inequality. Noting the ideological dimension of much Mexican museums and other material culture, he writes:

> it occurs to almost no one to think about the social contradictions that they express. The perennial character of these goods makes us imagine that their values is beyond question and turns them into a source of collective consensus, beyond the divisions among classes, ethnic groups and other groups that fracture society and differentiate ways of appropriating that patrimony (García Canclini, 1995, p. 108).

In Oaxaca, one of the poorest and most indigenous states in Mexico, the class and ethnic dimensions of the struggle over archaeological resources must be addressed. While the splendor of Monte Alban's pre-Hispanic past is staged for Mexican and international tourists, surrounding communities frequently live at the social and economic margins of Oaxacan society. Like many modern Oaxacans, these residents are the indigenous and *mestizo* (of mixed indigenous/European ancestry) descendants of pre-Hispanic populations. Here it is critical to recall that Mexico's so-called Golden Age of archaeology, from the 1920s into the early 1950s, was in fact part of a national project whose aim was to racially assimilate indigenous peoples in order that they become "modern" Mexican citizens (Lomnitz, 2001).

Monte Alban is situated roughly six km east of the capital city of Oaxaca and is considered one Mexico's most visually spectacular archeological remains. The capital of the Zapotecs, Monte Alban was occupied from approximately 500 B.C. to 750 A.D. and at its apex was home to 25,000-30,000 inhabitants (Winter, 2002). Monte Alban declined around 800 A.D. but neighboring Mixtec peoples later used the site for religious ceremonies, particularly the burial of elites accompanied by finely worked objects of gold, obsidian, and ceramic. When one such tomb, the now famous Tomb 7, was discovered in 1932, the preeminent Mexican archeologist Alfonso Caso appraised its contents as the "richest archeological find in America" (Caso, 1932).

Castañeda (1996) illustrates how the carefully reconstructed ruins of another iconic Mesoamerican site, Chichén Itzá in the Yucatán Peninsula, are as much an artifact of early twentieth century archaeological science as the pre-Hispanic Mayan civilization that originally constructed them. His analysis pertains to Monte Alban as well. Although modern explorations at Monte Alban first commenced in the nineteenth century, most of the extensive excavation and reconstruction work was carried out over eighteen field seasons beginning in 1931 under Alfonso Caso (also the founder and first director of INAH). With its founding in

1939, INAH became the federal agency charged the care and preservation of not only Monte Alban, but all of the federally declared monument zones throughout Mexico. Over the next 17 years, INAH transformed Monte Alban's foliage-covered mounds into the prominent pyramid structures that today dominate the landscape. These massive reconstruction efforts were explicitly framed as advancing scientific knowledge of Mexico's pre-Hispanic past (Vázquez León, 1996) but simultaneously created the conditions for another modern enterprise: the development of Monte Alban as the region's premiere heritage site and tourist attraction.

A Difficult Living

At the time of my initial fieldwork in 2002-03, and on subsequent research trips in 2005, 2007, and 2009, replica sellers were an active presence at Monte Alban. They belonged to a legally recognized civil association (the *Unión de Expendedores y Fabricantes de Artesanías Monte Alban, A.C.*) and counted sixty members. Forty-one men, all but eight from Arrazola, sold ceramic and stone replicas in the interior portion of the site. The other nineteen vendors, mainly from neighboring communities, offered jewelry to tourists in the parking lot and site entrance.

The replica trade is a difficult livelihood, as vendors' already tenuous existence at Monte Alban is directly impacted by the vagaries of the tourism market. For instance, one vendor reported that, "Everything went downhill with the twin towers," referring to the substantial decline in sales after the 9/11 terrorist attacks in the U.S. More recently in 2006, a teachers' strike culminated in a widespread social movement to oust the state governor. The ensuing civil unrest and violence virtually shut down tourism in Oaxaca, which, further impacted by the global economic downturn, has yet to return to its pre-2006 levels.

Although vendors gained a modicum of security through their organization, their day-to-day existence at the site depends largely on the good graces of Monte Alban archaeologists and staff, including the site's current director, Nelly Robles García, who assumed the position in 1997. Yet this relationship remained strained even though it no longer entailed the physical confrontations of earlier periods (see below). INAH maintains that certain replica vendors also traffic in original prehispanic artifacts, using replica sales as a cover; vendors adamantly deny these claims, noting that such activity is exceedingly rare (I never witnessed this at Monte Alban or in the village, where I lived for a year). In fact, vendors are more commonly criticized by INAH for dishonestly selling their replicas as original artifacts, what one INAH employee summarized as creating "a bad image" for Monte Alban.

The late 1990s saw the implementation of various policies intended to curtail the growth of unauthorized vending. Vendors previously performed maintenance tasks such as cutting brush and picking up trash but were permanently relieved of these duties so that they could no longer use their unpaid labor as a leverage tool with INAH. The vendor association was also required to draw up a list of its members and was told that membership could never exceed that number in the future. Vendors were additionally prohibited from carrying wares in large duffel bags or suitcases (only small backpacks are now permitted), eating inside of the ruins, or setting their wares down on the ground to display. One rule INAH was unable to enforce was the collection of an admission fee from vendors as they entered the site. The vendors refused to pay a daily sum to enter what they considered to be their place of work, and since there existed no physical barrier around the main structures, it was difficult to monitor their entry; Monte Alban officials finally dropped the issue but remained unhappy with the arrangement.

When I interviewed Robles in 2003, she stood behind the INAH policies even though she made clear that she understood the economic dimension of informal commerce. In this spirit, she noted that for years INAH had tried to encourage the vendors to form themselves into a legitimate business enterprise within the site. However, she said they declined offers by

the administration to designate a space that would serve as an official artisan market, such as the one that was approved by INAH in Mitla (another heavily visited Oaxacan archaeological site) in 1976, which was designed to reduce vendor traffic inside the archaeological zone (Robles García 1996, p. 269-270). She believed that the vendors' adamant refusal stemmed from the fact that many had developed a sales strategy of telling tourists that their homemade replicas were real archaeological artifacts. If the vendors were grouped together in a clearly defined market space, the elaborate stories used to convince tourists that their wares were authentic would not be as effective. She also noted that, while perhaps not as physically destructive as trafficking in original pieces, the practice of attempting to sell replicas as originals was itself dishonest.

In making the case against the vendors, Robles cited an incident that occurred in 2002, in which a local television crew entered the site with hidden cameras and asked vendors if they had any original artifacts to sell. While most responded that they only sold replicas, three vendors offered pieces they claimed were originals. Tests later proved the pieces to be of recent origin. However, the video segment generated negative publicity for both INAH and the vendors. The vendors subsequently voted to expel the three men from the association, but these disciplinary measures did little to sway INAH's opinion of the vendors. For the time being, INAH begrudgingly tolerates their presence, although there is ongoing talk of re-locating them to a more easily monitored artisan market outside the ruin's main structures.

Modern Artifacts

The town of Arrazola, INAH, and Monte Alban are all products of the modern Mexican state, whose power was consolidated after the Mexican Revolution (1910-1920). Nevertheless, INAH largely views the sale of archaeological replicas as an invasive practice that evolved out of economic necessity within a community that, according to one employee, has no "legitimate historical or cultural connection to Monte Alban." This perception partly stems from the fact that the vendors' home town of Arrazola is not a longstanding pre-Hispanic settlement. It was officially recognized as an independent community only in 1937, during the post-Revolutionary land reforms of the 1930s and 1940s. Prior to that time Arrazola residents were laborers on a small agricultural estate owned by an elite Spanish family. The estate produced sugarcane and attracted rural workers from various parts of Oaxaca, most of whom spoke indigenous languages, which eventually gave way to Spanish. While Arrazola residents are descendants of indigenous people, the present day community does not demonstrate geographic continuity or blood descent from a pre-Hispanic settlement in this locality; residents today do not display the obvious linguistic markers of indigeneity. These discourses of place, ethnicity and identity are themselves complicated issues that I take up elsewhere (Brulotte, 2009). The question of whether Arrazola should be considered an indigenous community aside, the contemporary power struggle over the replica trade obscures a longer history between the Monte Alban archaeological site and the community.

Arrazola men have always been a dominant force in informal vending at Monte Alban. No official records were kept specifying when it began, but oral histories indicate that the practice originated with on-site excavation field crews (including men from Arrazola) employed by Alfonso Caso in the 1930s. Laborers began to interact with tourists and artifact collectors visiting the site, offering them potsherds and other small pieces in exchange for a few pesos. Tourism in Oaxaca in the 1930s was limited, with Monte Alban receiving a mere 304 visitors in 1931 (Robles García 1996, p. 51). The completion of the Pan-American Highway in 1948 opened the region to visitors. An Arrazola resident who worked at Monte Alban excavations in the early 1950s estimated that he was approached two times per week by individuals looking to purchase archaeological fragments. He complied, but maintained that he rarely sold anything larger than ceramic *caritas,* the fragments of facial images he

found scattered throughout the site. He noted that INAH archaeologists turned the other cheek as long as the workers were not trading off bigger pieces earmarked for private or public collections. International accords guarding against the sale and transfer of pre-Hispanic artifacts were nonexistent at the time.

Inquiries into archaeological pieces may be attributed to shifting trends in the U.S. art market at the time. Pre-Hispanic artifacts were collected and displayed as "art" for the first time in the United States beginning in the early 1930s (Barnet-Sanchez, 1993, p. 177). Collectors' new found appreciation of pre-Hispanic art stimulated demand throughout Mexico, creating an extended network of antiquities dealers and the middlemen who supplied them. Often these dealers relied on local people for locating and procuring artifacts, typically men who lived and farmed in close proximity to archaeological zones (García Moreno, 2000). Indeed, Robles García (1996) speculates that Arrazola residents' longtime practice of farming and grazing livestock at Monte Alban provided access to artifacts as well as years working on archaeological crews.

Caso's project drew to a close in 1958 but the demand for artifacts continued to grow. More and more men devoted themselves to the full or part-time sale of archaeological pieces throughout the 1960s. When original artifacts became harder to procure, several enterprising individuals began to make replicas of the original artifacts to be sold as originals to unsuspecting tourists. The handful of vendors present at the site in the 1950s by the early 1970s numbered at least sixty. One longtime Arrazola vendor who still worked at the site in 2010 commented that the 1970s were "a time when almost everybody, all of the men from Arrazola, went to Monte Alban to sell! There was no other way to earn a living back then."

Several factors precipitated the increase in vending during this period. Seasonal work opportunities at Monte Alban dwindled. The Bracero Program, a guest worker program that imported Mexican laborers to the U.S. during WWII (including men from Arrazola) ended in 1964. The development of the woodcarving trade and the relative prosperity it would bring were still over a decade away. Agricultural land was in short supply and less productive than in previous decades. Selling to tourists at Monte Alban was preferable to other types work in the city of Oaxaca, where wages were guaranteed to be low and they would have a lengthy commute each day from the village.

The 1970s was a particularly dynamic period for the Oaxaca tourism industry. The region became a favored destination for the European and American backpacker set and began to attract middle- and upper-class Mexicans from more affluent areas of the country (Murphy and Stepick, 1991). Tourists from the U.S. and Europe increasingly travel to Oaxaca, but even into the new millennium Mexican nationals accounted for nearly seventy percent of Oaxaca's tourist visitors (SEDETUR, 2001).

The founding of the INAH-Oaxaca Regional Center in 1972 paved the way for the tourist development of Oaxaca's archaeological and other cultural attractions. INAH-Oaxaca's mission was primarily anthropological and historical research but it also created new infrastructure to promote tourist visitation to sites such as Monte Alban. Construction of a visitor center began in 1973, and the facility was expanded in 1976 with funding from the state tourism office. The complex grew to include a small exhibit area, restaurant, three concession spaces, public restrooms, storage space, and a lobby (Robles García, 1996). Even with the new additions INAH struggled to accommodate the growing tourist demand.

The surge in tourism stimulated the activities of replica vendors. Their numbers swelled and they became more persistent in their selling efforts, much to the alarm of INAH officials. The legal pretext for INAH to mount its offensive came with the passage of the Federal Law on Archaeological, Artistic, and Historic Monuments in 1972, Mexico's response to the Convention Concerning the Protection of the World Cultural and National Heritage, adopted by the General Conference of UNESCO that same year. Under the new

legislation, all archaeological remnants, immoveable structures and transportable artifacts, were the inalienable property of the Mexican nation, and individuals caught removing or tampering with archaeological materials was henceforth in violation of federal law.

The escalating tension between the vendors and INAH after 1972 is documented in a series of written reports submitted from 1975-1985 by Monte Alban guards, today archived in the Archaeology Division of the INAH-Oaxaca Regional Center. A reoccurring complaint concerned the grazing of livestock by Arrazola residents within the boundaries of the archaeological zone; other reports show the confiscation of original artifacts, which often entailed protracted cat and mouse chases and rock-throwing. On at least one occasion, in 1981, an Arrazola man fell and sustained a head wound after being chased by a guard. A letter dated January 11, 1982 documents the center director's request for police intervention at the site.

Arrazola men, too, remembered this period as one filled with daily confrontations that occasionally turned violent. The INAH guards reportedly carried firearms and occasionally used them to scare off the offending vendors, firing shots into the air near them as they fled. Police raids at Monte Alban reportedly employed similar tactics. An Arrazola man, whose ability to outwit INAH guards earned him the nickname the "Rat" from his fellow vendors, recalled what it was like when he first started going to the site in 1976 at the age of eleven: "Sometimes I would be on top of the pyramid and they would chase me down by throwing rocks or firing their pistols. Every day you went up there scared that something was going to happen to you—that you could be arrested or hurt." Twelve years later he opted for a career in woodcarving and today is a prominent artisan whose work is sold throughout the U.S.

Most significantly, what is revealed by the vendor's comment and is corroborated by two INAH reports from 1980 is that by then vendors were no longer engaged in the exclusive sale of archaeological pieces. Rather, faced with increasing pressure from INAH and the state police, and perhaps a dwindling supply of artifacts, the vendors began to offer tourists stone and clay replicas of original pieces. Indeed, what the INAH guards readily confiscated and destroyed as the vendors looked on in dismay were often copies. The same man stated:

> Well, during the time that I went to Monte Alban, that type of thing wasn't going on as much, because it was no longer necessary to sell the old pieces. It was a lot easier to go and buy the replicas already made, treat them [to look old], and then sell them as originals, and in the case that they caught you or something, they couldn't punish you because they were only copies. Nothing more than the crime of having tricked the tourist, right?

This is not to say that vendors had given up selling artifacts entirely. Another vendor estimated that from the late 1970s through the early 1980s his sales comprised "maybe ten percent original pieces, mostly caritas, you know, little broken pieces, and maybe ninety percent replicas," all of which he admittedly sold to tourists as authentic pieces. A memorandum dated November 25, 1980 from INAH archaeologist Marcus Winter to the administrator of the INAH-Oaxaca Regional Center indicates a practice adopted by some vendors of offering a mixed selection of real and imitation artifacts. After inspecting a group of confiscated pieces, Winter concluded that,

> There are five pieces, of which four are stone masks of various colors, green, brown, blue, etc. They were recently made, and therefore they are not Pre- Hispanic.
>
> The other piece is a fragment of a grey clay figure, from Monte Alban Period I or II, dating from approximately 200 B.C. to 250 A.D. It is a portion of the figure's face, but is already eroded. This figure is Prehispanic (Memorandum, Archaeology Section, INAH-Oaxaca, 1980).

Friction between the vendors and the INAH staff continued into the 1980s, even as the number of vendors began to taper off. The precarious conditions that characterized informal

vending led some to abandon the practice altogether, while those who remained made the switch to selling replica crafts. For INAH, the fact remained that the vendors did not have authorization to engage in commercial activities, regardless of the merchandise being offered. In 1985, INAH produced a contract that was distributed to each vendor, which by signing, individuals acknowledged that it was prohibited to sell anything at Monte Alban. Not surprisingly, few were willing to sign the document, and the ones that did paid it little notice. Vendors always recognized the precariousness of their situation, but fears of being permanently dislodged from site were heightened when Monte Alban was declared an UNESCO World Heritage site on December 10, 1987. They worried that this international designation would motivate INAH to focus even more of its resources on keeping them out.

All of this eventually prompted the vendors to contact a lawyer in the city of Oaxaca who had a history of providing legal representation to a number of left-leaning organizations and unions. He helped them secure an audience with a representative from the state governor's office. After hearing the case, the official called the director of the Oaxaca police and ordered that use police force against the vendors be suspended. The lawyer recommended that the vendors form a legally recognized civil association of artisans and craft vendors in order to avert future conflicts. Together they drafted a formal constitution listing the group's by-laws and its forty-nine founding members. On November 14, 1988, the *Unión de Expendedores y Fabricantes de Artesanías Monte Alban, A.C*. became a federally recognized civil association.

The formation of the vendors association broke the established pattern of physical conflict. Yet the group's new status ultimately proved to be not nearly as important to its day-to-day survival as did the informal agreement established with INAH officials, including Monte Alban's director at the time, archaeologist Arturo Oliveros. In exchange for permission to sell their replicas, Vendors agreed to perform small maintenance duties, such as picking up trash and cutting weeds, and to keep a watch out for acts of vandalism and petty theft in exchange for permission to sell their replicas. Oliveros mitigated most disputes involving the vendors, earning him a reputation among them as a fair individual, as well as criticism from within INAH by some who felt he was too indulgent. The only notable incident to arise during Oliveros's directorship occurred in 1993, during the Monte Alban Special Project, a two-year endeavor (1992-1994) underwritten by President Carlos Salinas Gortari's administration. The project employed more than three hundred archaeologists and workers to further exploration and conservation of the zone, and culminated in the opening of an on-site museum. The extensive construction and remodeling efforts required that portions of the site be closed off at times to the general public, including the vendors.

In 1993, as Monte Alban was receiving its makeover, Eduardo López Calzada, a cultural anthropologist, became the director of INAH-Oaxaca. He demonstrated no immediate plans to dislodge the replica sellers from the site, but they feared that the major renovations already underway would provide an opportune moment for INAH to push for removal. Vendors again took their concerns to Secretary General's office and read a statement about their plight on a local radio station. These tactics appeared effective, as López offered his written assurance that neither INAH nor the state authorities had any plans to remove the group.

Competing Visions

Most INAH representatives I interviewed addressed the discrepancy between the celebratory presentation of Monte Alban's ancient history and the largely substandard living conditions of the present-day communities that surrounded the zone. Specifically, they attributed Arrazola's involvement in the replica trade specifically to the community's paltry agricultural land-base. However, while discussions such as these demonstrated that INAH

was well aware of the conditions underlying contemporary replica vending, few people conceded that historical circumstances may have fomented a sense of proprietorship among some Monte Alban vendors that transcended simple economic terms.

Living in Arrazola with an extended family of replica and woodcarving artisans, I found that residents did not view Monte Alban as merely as an economic resource. While economic necessity may ultimately trump other factors, most Arrazola residents do not make participate in the replica trade due to a lack of education or interest in history—assumptions conveyed to me by personnel at both the site and the INAH-Oaxaca Regional Center. On the contrary, community members articulate identities and personal histories that are directly tied to Monte Alban, particularly the Golden Age of Mexican archaeology exemplified by Alfonso Caso.

Arrazola residents have lived and farmed in the vicinity of Monte Alban since well before the first modern archaeological excavations at the turn of the nineteenth century, and then served as a partial labor force for the first 40 years of the site's development. Some of the senior replica vendor shad worked on earlier excavations at the site, while others had fathers and grandfathers who assisted on early projects. On one occasion, an elderly vendor presented me with one of his family's most cherished pieces of memorabilia: a photograph taken sometime in the 1930s of his grandfather serving as a guide on an early expedition to Monte Alban (see Fig. 3). Although the quality and framing of the photo was poor, the vendor assured me that the man with his back turned to the camera was none other than Alfonso Caso. The man then pointed out details about each individual in the party, adding his own interpretations of that day's plausible events. He keenly noted that his wife's grandfather, dressed in homemade clothes of a campesino, stood apart from the finely dressed group of men and women, and that he appeared to be much darker, "more Indian," than the others. Whether the individual turned away from the camera was indeed Alfonso Caso I cannot confirm, but the personal connection the man felt with this piece of Monte Alban's history was evident in both his reverent narration of the photograph as well as the care the family accorded it.

Another vendor proudly recounted how his grandfather found and helped unearth Monte Alban's famous Tomb 7, perhaps one of the most spectacular moments in modern archeological history. His story is corroborated by a synopsis of Tomb 7's discovery in an encyclopedia of Oaxacan history (Zárate Aquino, 1995). This detail is glossed over in the now commonplace narrative of Tomb 7's "discovery" by Caso and his team of archaeologists. To cite another case, the man who is widely regarded as Arrazola's best replica artisan has a law degree from a local university and is well versed in Oaxacan politics, history and economics. In researching designs for his pieces, he has accumulated an impressive knowledge of prehispanic iconography and history. We should not be surprised by the sense of proprietorship expressed by vendors, who see themselves as having a more intimate knowledge of Monte Alban than many of the outsiders who work at the site; its terrain constitutes part of the everyday physical and ideological landscape inhabited by Arrazola residents.

Chalking up the replica trade to a lack of education or inadequate land base obscures its place within more complex set of historical relationships that emerged after the Mexican Revolution and developed during subsequent decades of the twentieth century: the advent of modern archaeological science, an expanding global tourism industry, the rise of international markets for both Mexican art and artifacts, migration, and a nationalist project enacted through pre-Hispanic cultural patrimony. From this perspective, INAH, Monte Alban, archaeologists, replica sellers, and the town of Arrazola itself are all part of a modern "heritage-scape" (Di Giovine 2009) constructed through the apparatus of the modern Mexican state. Institutional discourses of replica vending at Monte Alban that depict sellers as invading

an otherwise pristine archeological site elide the specificities of these historical processes The history of the replica trade at Monte Alban is not incidental to but rather an integral part of the site's modern history.

Bibliography

Barnet-Sanchez, H. (1993) 'The Necessity of Pre-Columbian Art in the United States: Appropriations and Transformations of Heritage, 1933-1945' in *Collecting the Pre-Columbian Past*, ed. E Hill Boone, Dumbarton Oaks Research and Library Collection, Washington, DC, pp. 177-207.

Breglia, LC. (2006) *Monumental Ambivalence: The Politics of Heritage*, University of Texas Press, Austin.

Brulotte, R.L (2009), '''Yo soy nativo de aquí": The Ambiguities of Race and Indigeneity in Oaxacan Craft Tourism', *Journal of Latin American and Caribbean Anthropology* vol. 14, no. 2, pp. 457-482.

Caso, A. (1932) 'Monte Alban, Richest Archaeological Find in America', *National Geographic* vol. 62, no. 4, pp.487-512.

Castañeda, Q.E (1996) *In the Museum of Maya Culture: Touring Chichén Itzá*, University of Minnesota Press, Minneapolis.

Castañeda, Q.E & Matthews, CN eds. (2008) *Ethnographic Archaeologies: Reflections on Stakeholders and Archaeological Practices*, AltaMira Press, Lanham, MD.

Chibnik, M. (2003) *Crafting Tradition: The Making and Marketing of Oaxacan Wood Carvings*, University of Texas Press, Austin.

DiGiovine, M.A (2009) The Heritage-scape: UNESCO, World Heritage, and Tourism, *Lexington Books, Lanham, MD.*

García Canclini, N. (1995) *Hybrid Cultures: Strategies for Entering and Leaving Modernity*, trans. CL Chiappari and SL López, University of Minnesota Press, Minneapolis.

García Moreno, GZ (2000) *Guardianes y moneros: Patrimonio arqueológico y supervivencia campesina en el sur de Nayarit*, M.A. thesis, Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social de Occidente (Jalisco, Mexico).

Litvak King, Jaime, Luis González R. and María del Refugio González, eds. (1980) Arqueología y Derecho en México. Mexico City: UNAM.

Lomnitz, C. (2001) *Deep Mexico, Silent Mexico: An Anthropology of Nationalism*, University of Minnesota Press, Minneapolis.

Murphy, A.D & Stepick, A (1991) *Social Inequality in Oaxaca: A History of Resistance and Change*, Temple University Press, Philadelphia.

Robles García, NM (1996) *El Manejo de los Recursos Arqueológicos en México: El Caso de Oaxaca*, Ph.D. thesis, University of Georgia, Athens.

SEDETUR (Secretaría de Desarollo Turística del Estado de Oaxaca) (2001) *Informe Encuesta Perfil del Visitante a la Ciudad de Oaxaca*, SEDETUR, Oaxaca.

Vázquez León, L. (1996) *El Leviatán Arqueológico: Antropología de una Tradición Científica en México*, Research School CNWS, Leiden, Netherlands.

Winter, M.C (2002) [1989], *Oaxaca: The Archaeological Record*, Editorial Minutiae Mexicana, Mexico City.

Zárate Aquino, M. (1995) *Pequeño Diccionario Enciclopédico de Oaxaca*, Universidad José Vasconcelos de Oaxaca, Oaxaca.

Fréquentation et gestion des sites label UNESCO : Le cas du Liban

Liliane Buccianti-Barakat
(Université Saint-Joseph de Beyrouth)

Liliane Buccianti-Barakat
Professeure
Membre de la Commission urbaine de l'IGU/UIG
Membre de l'IPEMED
Membre de l'AEFM
Membre de l'Association Arabe du Tourisme
Coordinateur à la Commission Scientifique de la Recherche
Responsable "Aménagement Touristique et Culturel"
Département de Géographie
Rédacteur en chef de la revue *Géosphères*
Faculté des lettres et des Sciences Humaines
Université Saint-Joseph de Beyrouth
Liban
Courriel : lbarakat@usj.edu.lb

Fréquentation et gestion des sites label UNESCO : Le cas du Liban

Résumé :
Le Liban est un des pays fondateurs de la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO puisqu'il a signé la Charte de Venise en 1964. Depuis, cinq sites portent le label UNESCO et plusieurs dossiers sont à l'étude.
La longue guerre civile (1975-1990) qui a embrasé l'ensemble du territoire libanais a endommagé plusieurs vestiges archéologiques ou historiques. La guerre, c'est aussi la désertion et la dégradation des sites archéologiques, la disparition du contrôle de la Direction Générale des Antiquités et le développement d'une archéologie parallèle : prolifération de fouilles clandestines, accroissement du trafic illégal des antiquités…
À la fin de la guerre, l'État libanais s'est attelé à reconstruire les infrastructures de base (routes, hébergement, électricité….) et à mettre fin au trafic des antiquités. D'autre part, la Direction Générale des Antiquités, soutenue par l'OMT, l'UNESCO et autres organisations internationales, a réhabilité les divers sites du pays.
La reprise touristique a été longue mais depuis 2008, le Liban retrouve progressivement sa place parmi les pays récepteurs de touristes. Qu'en est-il de la fréquentation et de la gestion des sites label UNESCO ? Quel rôle joue l'État ? Le secteur privé ? Les communautés locales ?
Dans un pays où le territoire et les paysages restent très marqués encore par les appartenances politico-religieuses, la communication essaiera d'analyser la gestion et la commercialisation du patrimoine selon sa localisation au sein du pays.

Mots-clés : Liban, sites Unesco, localisation, gestion, commercialisation

Abstract:
Lebanon has signed the Charter of Venice in 1964. Since then, five sites are on the list of the World Heritage and several cases are under study.
The long civil war (1975-1990) has damaged many archaelogical or historical sites. The administration in charge of these sites could not preserved them anymore and control illegal excavations, the sales of robbed antiquities in international auction…
At the end of the war, rebuild process was launched (road, housing, electricity…). With the help of international organizations such as WTO, UNESCO …. General directorate of antiquities rehabilitated many sites around the country.
Since 2008, touristic activities are growing and the country is about to receive in 2010 more than 2 billions of tourists. What about attendance and Lebanese Unesco site management ? Is the Lebanese authorities playing a role in this growth ? What about the private sector ? local communities ?
Presenting Qadisha valley which is on the Unesco Worl heritage list since 1998 and its problem is a good opportunity to understand the links between religion, tourism and cultural heritage.

Keywords: Lebanon, Unesco Sites, localization, management, marketing

Fréquentation et gestion des sites label UNESCO : Le cas du Liban

Introduction

République indépendante depuis 1943, le Liban est un des petits États du Moyen-Orient de 10 452 km2. Situé au cœur du bassin méditerranéen oriental, le Liban a été au cours des siècles, un lieu de rencontre de civilisations et de cultures aussi nombreuses que variées. Les vestiges qu'elles y ont laissés témoignent de ses capacités d'assimilation mais aussi de son originalité.

1. Le Liban et l'Unesco

En 1964, le pays adhère à la Charte de Venise. Depuis le Liban a signé la Charte pour la « Protection et la Gestion du Patrimoine Archéologique » de l'ICOMOS (1990), la Convention de Malte (1992) et le deuxième Protocole de la Convention de La Haye pour la protection des Biens culturels en cas de conflit armé, (1999), la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique de 2001..

En 1984, quatre sites culturels libanais sont inscrits sur la Liste du Patrimoine mondial de l'Unesco.

Deux sites sont des villes ports, Byblos et Tyr, qui témoignent du passé phénicien :

- la cité de Byblos est un port de pêche depuis le Néolithique qui a subit multiples influences (phénicienne, grecque, romaine, fatimide, mamelouk, croisée, byzantine…) où demeurent encore de nombreux vestiges. Le vieux noyau historique est encore entouré de remparts médiévaux en excellent état de conservation. Le vieux Byblos offre un exemple exceptionnel d'architecture traditionnelle magnifiquement entretenue.

Fig. 1- Byblos : une stratification multiple

- La ville de Tyr a été fondée au IIIèmemillénaire (av. J-C). Le port phénicien connaîtra son âge d'or au cours du Ier millénaire (av. J-C), excitant les convoitises des grands empires voisins. La légende voudrait qu'une de ses princesses Elissa (ou Didon) aie fui Tyr et fondé Carthage en Tunisie.

Le visiteur retrouve certes dans ces deux villes, de nombreux vestiges romains, croisés, arabes, ottomans… mais elles demeurent à la base reliées au passé phénicien du Liban et à l'invention du premier alphabet phonétique, ancêtre de l'alphabet grec (dont sont issus les alphabets latins, cyrillique, copte) et de l'alphabet araméen (dont sont issus les alphabets hébreu, syriaque et arabe). Les deux sites suivants sont localisés dans la plaine de la Beqaa dont l'altitude varie entre 900 et 1100 mètres. Ces monuments témoignent de la vocation de la plaine qui a toujours été une voie de passage obligée pour les puissants empires du Proche-Orient.

- la ville de Baalbek, à l'origine cananéenne (IIIe millénaire av. J-C), a vu se succéder les Assyriens, les Grecs qui rebaptisèrent la cité du nom d'Héliopolis, les Romains… ; chacune de ces civilisation a laissé de nombreux vestiges rivalisant de splendeur. Trois monuments dominent le site : le Temple de Jupiter dont il reste six colonnes impressionnantes de 22 mètres de haut (quand celles de l'Acropole d'Athènes n'en mesurent que 7.5 mètres), le temple de Vénus et le temple de Bacchus présentant une qualité exceptionnelle de conservation.

Fig. 2- Le temple de Bacchus

- Anjar et l'unique ville omeyyade du Liban. Située à quelques kilomètres de Damas, capitale de cet empire, la cité fut fondée au début du VIIe siècle. Entourée de mur d'enceinte particulièrement bien conservé, la vaste cité garde sa forme rectangulaire d'origine. L'architecture des palais d'été, la mosquée, les habitations… compose un des exemples des plus importants de l'urbanisme de l'époque omeyyade.

En 1998, la Vallée Sainte et la forêt des Cèdres sont classées. C'est un des premiers sites à avoir été classé par l'Unesco au titre de « paysage culturel » (produit par la nature mais avec une connotation culturelle).

Le site représente une forte symbolique de l'identité libanaise car il témoigne du culte de la liberté religieuse et de l'indépendance puisque le Cèdre, symbole du Liban, figure au centre du drapeau libanais. Ainsi le modeste pavillon libanais qui se trouve à l'Exposition universelle de Shanghai est un cube de 500 m2, frappé d'un Cèdre entre deux bandes rouges qui rappellent le drapeau libanais.

Les cinq sites classés donnent dans leur ensemble, une idée globale de l'histoire libanaise et de sa diversité géographique. Les richesses archéologiques, historiques et naturelles du Liban ont été mises en péril à deux reprises au cours des deux guerres qu'a connues le pays depuis les années 1970.

2. Guerres et destructions

2.1. La guerre civile (1975-1990)

La guerre qui éclate en 1975, va isoler rapidement le Liban du reste du monde. En l'espace de quelques mois, les Tours opérateurs mondiaux vont effacer la destination Liban de leurs programmations.

Au cours des 15 années de guerre civile, l'absence de l'Etat et le morcellement du territoire national en ghettos contrôlés par des milices adverses, a permis le développement d'activités illicites, tels le racket, la contrebande, le trafic de drogues et celui des antiquités entre autres. Ainsi, plusieurs personnes se mirent à piller les sites archéologiques désertés ou entreprirent des fouilles clandestines.

Ces activités illégales se faisaient sous la protection des milices mais aussi des officiers syriens pour qui ce commerce constituait une source de revenus intéressante. À ce pillage délibéré du patrimoine culturel national, il faut ajouter les destructions provoquées par les bombardements, les carrières, les constructions illégales et l'expansion anarchique de l'urbanisation.

Les journaux nationaux et quelques revues internationales ont quelques fois rapporté ce pillage systématique et la dégradation d'un patrimoine culturel de grande valeur, mais en l'absence de tout contrôle de la part de l'État et de la Direction Générale des Antiquités (DGA), ces dénonciations sont restées lettres mortes. À partir de 1992, le Liban reçoit plusieurs missions d'expertise de l'Unesco pour évaluer l'état des sites du patrimoine classés et établir des recommandations. Progressivement la DGA rétablit son autorité, procède à des saisies d'objets de fouilles et à des arrestations aux points de sorties du territoire national (aéroport, port route).

Depuis une dizaine d'année, le Liban récupère les pièces du site d'Echmoun, volées dans les années 1980 qui réapparaissent sur le marché à Zurich, à Londres. Des 500 pièces, la DGA a pu récupérer 9 pièces jusqu'à présent.

En 2010, le Règlement sur les Antiquités de 1933, demeure toujours en vigueur à l'exception d'un arrêté ministériel relatif au commerce illicite des Antiquités et de leur exportation qui lui a été ajouté en 1990.

2.2. La guerre de 2006

Lors de la guerre des « 33 »jours qui opposera Israël aux miliciens du Hezbollah, les violents bombardements aériens ont ciblé la banlieue sud de Beyrouth, les voies de communication, les ponts et les citernes de la centrale électrique de Jiyeh. Une marée noire va s'étendre le long du littoral nord et souiller, entre autres, le site de Byblos.

Fig. 3- Plages et marée noire en 2006

En septembre 2006, des experts dépêchés par l'Unesco réclament des mesures d'urgence pour y remédier. La DGA ainsi que plusieurs ONG ont aidé le ministère de l'Environnement à nettoyer les plages.

3. État des lieux

Lorsqu'un site est inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco, cette dernière apporte sa caution et son label au site et au pays.

Mais c'est à l'État de protéger les valeurs pour lesquelles leurs biens ont été inscrits sur la Liste.

Dans les pays en voie de développement, comme le Liban, les priorités de l'État sont souvent ailleurs et nombreux sont les sites qui sont de plus en plus menacés par le développement anarchique de l'urbanisme ou par des constructions illégales, par le percement de routes ou l'aménagement de voiries souterraines, les carrières, les déchetteries « sauvages ».

De plus, dans ces pays où le tourisme constitue quelquefois l'unique matière première, comme le Liban, les sites sont souvent l'objet d'une exploitation touristique excessive dont les festivals qui peuvent dégrader leur environnement et les monuments.

Ainsi des sept festivals internationaux du Liban, trois se déroulent dans les sites classés : Baalbek, Byblos et Tyr. Chaque année la DGA bataille avec les Comités organisateurs pour s'assurer que les installations ne porteront pas atteinte aux vestiges parsemés ça et là, que les festivaliers ne vont pas polluer ou dégrader les lieux.

Sans oublier la frustration des habitants de Baalbek et de Tyr. Car l'absence d'une politique de développement et de planification les écarta de cette manifestation annuelle et dont les retombées sur l'économie de la ville restent faibles. Ces derniers témoignent quelquefois bruyamment leur présence par de la musique à toute volée, le muezzin… au cours des performances artistiques.

Le site le mieux préservé à nos jours demeure le noyau historique de Byblos parce que depuis une dizaine d'années, la municipalité, quelques notables et la DGA se concertent régulièrement ; les habitants sont très fiers de leur ville et participent activement à son développement et protègent les lieux.

Notre communication s'attardera sur le cas de la Vallée Sainte, dernier site à avoir été classé. Le plan de gestion, commandité par le Bureau de l'Unesco à Beyrouth et préparé par GAIA héritage (sal), n'a été que partiellement appliqué.

La situation est si alarmante que le 19 mai 2010 l'Unesco menace de déclasser le site de la Vallée Sainte de la Liste du patrimoine mondial.

4. La Vallée Sainte et la Forêt des Cèdres

4.1. Présentation des richesses naturelles et cultuelles

Le site retenu est composé de la Vallée Sainte, de la forêt des Cèdres dits « de Dieu » et une multitude de petites villes et villages mitoyens qui les séparent. En termes de catégorie de biens culturels, telles qu'elles sont définies dans l'Article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un site « Histoire et descriptions ».

Située à 85 km de Beyrouth, dans la région du Liban nord, la Vallée de la Qâdisha remonte en V vers la forêt des cèdres et le Mont Makmel qui culmine à 3083 mètres. Elle est

arrosée par un fleuve, nahr Qâdisha dont la racine araméenne « Qadesh » signifie « sainteté » d'où l'appellation de vallée sainte. Ses innombrables grottes, chapelles et monastères rupestres ainsi que sa végétation luxuriante et les cèdres, en on fait le site naturel le plus célèbre du Liban.

4.1.1. La forêt des Cèdres

La forêt contiendrait aujourd'hui 375 arbres dont deux, selon la légende, seraient âgés de plus de 3000 ans et dix de plus de 1000 ans. Les autres sont âgés de plusieurs siècles au moins. Ces terrains sont protégés par une barrière contre les bergers itinérants et contre les coupes illicites.

Le cèdre, cet arbre mythique est cité dans l'un des plus vieux écrits connus « l'Épopée de Gilgamesh » retrouvée en Mésopotamie centrale et où les cèdres du Liban sont décrits comme des arbres sacrés.

La croyance locale prétend que la forêt des Cèdres a été visitée par Jésus-Christ. Ils sont cités dans la Bible 103 fois et le prophète Ezéchiel affirme en parlant du cèdre du Liban que « Dieu l'a planté, c'est lui qui l'arrose c'est son Arbre ».

Fig. 4- Le Cèdre du Liban

Selon les maronites, la Transfiguration du Christ aurait eu lieu dans la forêt des Cèdres

Autant de raisons pour lesquelles, la forêt des Cèdres est devenue, depuis le XVIIe siècle, un lieu de pèlerinage.

Mais le site des Cèdres, c'est aussi l'une des principales stations de sports d'hiver du Liban et les plans de reboisement, entrepris avant la guerre civile, ont été sévèrement endommagés par les aménagements que nécessite tout développement d'une station de ski.

4.1.2. La Vallée Sainte

Pendant longtemps la Vallée sainte a été un lieu de méditation. On trouve un important patrimoine religieux et rupestre, soit 115 monastères, couvent et ermitages.
Ces monastères et grottes furent le havre de paix, refuge de générations de moines, d'ermites et d'anachorètes. Ces derniers appartenaient aux différentes confessions et secte issues de luttes et de conflits christologiques qui portaient sur la personne divine et humaine du Christ.
Ainsi à partir du VIIe siècle, fuyant les persécutions religieuses en Syrie, les Maronites vinrent s'abriter dans cette vallée. Elle accueillit d'autres communautés chrétiennes telles les Jacobites, les Melchites, les Nestoriens, les Arméniens et même de Ethiopiens.

Les principaux monastères sont au nombre de quatre :

- Le plus vieux des monastères est celui de Deir Qannoubine, fondé en 375
- Le couvent Saint-Antoine se dresse sur le flanc opposé du fleuve. Il a été fondé au IVe siècle. Entièrement taillé dans la roche, il fut détruit au XVIe siècle mais rapidement restauré.
- La chapelle de Notre-Dame de Haouqa se dresse à 1150 mètres, à la base d'une immense grotte, entre les deux autres.
- Le monastère de Saint-Élisée est mentionné pour la première fois au XVIe siècle.

Fig. 5- Monastère Saint-Élisée

Ces lieux et de nombreux autres lieux de culte chrétiens sont en parfait état de conservation. Dernièrement restaurés avec un goût prononcé pour le béton, pour la plupart, en vue d'accueillir un plus grand nombre de visiteurs, les architectes ont défigurés en partie les sites.

Beaucoup d'acteurs et de décideurs se partagent la Vallée Sainte et le manque de coordination entre eux est une source de conflits qui affecte la durabilité des activités entreprises et ont des répercussions dramatiques sur la qualité des paysages et des lieux culturels.

4.1.3. Propriété et utilisation des terres

Un des problèmes majeurs est le grand nombre de propriétaires qui se partagent cette vallée. La majeure partie des terres appartient au Patriarcat maronite autour du couvent de la Vierge à Dimane, résidence d'été du Patriarche maronite.

Les autres Ordres propriétaires sont :

- L'Ordre libanais maronite, fondé en 1695 qui vivent dans le couvent de Saint-Antoine.
- L'Ordre des Mariamites libanais qui a été fondé en 1695 et qui sont dans le monastère Saint-Élisée. Leur nom vient de leur Mère et Patronne la Vierge Marie.

Certaines villes ou villages y possèdent également des terrains sur lesquels se dressent encore des terrasses cultivées, des maisons, des bergeries ou des oratoires etc.

4.2. La législation locale

À l'instar des autres pays, le Liban dispose d'une « Liste officielle des Monuments classés et inscrits Monuments historiques et Sites ».

En 1995, la vallée dans son ensemble (grottes naturelles, monastères, églises, habitations, forêt des Cèdres…) a été inscrite sur cette Liste. Si nous prenons la forêt des Cèdres, sa gestion implique les acteurs et décideurs suivants :

La forêt des Cèdres est la propriété du Patriarcat maronite, mais dépend aussi :

- De l'administration municipale de la ville de Bcharré
- Des ministères de l'Agriculture, de l'Environnement, de la Culture et du Tourisme.

En tant que « Réserve forestière » classée par l'État libanais, la protection est également assurée par « l'Association des Amis de la Forêt des Cèdres de Dieu » et le Comité International de sauvegarde du Cèdre du Liban. D'autres ONG sont plus ou moins impliqués dans la gestion et l'exploitation du site.

Depuis 1998, la DGA a un droit de vue qui lui a été confié par le biais du classement sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Ce droit de supervision est également accordé à la Direction Générale de l'Urbanisme (DGU) qui est chargée d'établir un Plan directeur.

Si nous revenons à la vallée sainte, il faut ajouter les différents Ordres qui y vivent.

5. Les Différents acteurs : relations et conflits

Finalement malgré cette reconnaissance nationale et universelle aucune action concrète n'a été entreprise pour la protection et la conservation du lieu.

De nombreux problèmes se posent au niveau environnemental et au niveau de la préservation car il est difficile de concilier l'indispensable développement des villes qui surplombent la Vallée sainte et la préservation des paysages. Il est tout aussi compliqué de gérer l'afflux des pèlerins et touristes avec la sauvegarde des lieux de culte.

Outre le manque d'informations de la part des autorités locales et des habitants quant aux responsabilités, le double classement du site est perçu comme une atteinte et une ingérence dans la gestion de leur propriété privée. Les différentes réglementations imposées par le classement sont ressenties comme des contraintes et non pas comme des opportunités de développement. C'est souvent dû à l'ignorance de l'importance d'un tel classement.

Les premiers à ne pas respecter la réglementation sont les Ordres religieux qui voient dans l'accroissement du flux des visiteurs des revenus importants.

- Ainsi à l'entrée du monastère Saint-Elisée se dresse désormais un kiosque où le visiteur peut acheter de l'encens, des chapelets, images de saints…
- Les religieuses du Deir Qannoubine ont carrelé l'entrée au couvent sans autorisation aucune.

- Les moines du couvent de Saint-Antoine ont fait construire dans le périmètre du couvent une Maison de repos (ou de retraite) pour accueillir les pèlerins ou touristes.

Dans la vallée, plusieurs restaurants ont ouvert leurs portes depuis quelques années. Au cours des weeks-end, il faut réserver pour avoir une table. Les visiteurs du dimanche, après avoir fait une petite prière dans un des couvents, s'y installent pour déguster un bon mezzé accompagné d'une musique tonitruante des dernières chansons arabes à la mode.

L'arak ayant bien coulé, on se lève pour y danser de la dabké ou de la danse du ventre. Plusieurs jeunes viennent en bande y pratiquer des courses d'ATV, du camping, les ordures jonchent les sentiers et des cascades d'eaux usées se déversent dans le nahr Qâdisha.

Fig. 6- Les ordures dans la Vallée sainte

Rien ne rappelle la sacralité des lieux, ni les raisons pour lesquelles l'Unesco a classé le site.

Depuis la menace de l'Unesco de déclasser le site qui a fait la une de tous les quotidiens libanais, le ministre de la Culture a fait appel au Président de la République libanaise et au Patriarche maronite pour l'aider à sauvegarder ce legs qui appartient à l'humanité et éviter le pire. Il accuse par la même occasion le ministère de l'Intérieur qui est à la tête de Direction des villages du Liban de ne pas fait son travail et lui demande de donner des consignes afin de remédier aux exactions commises.

Cette attitude infantile au sein de l'État libanais est consternante puisqu'il suffirait de reprendre les recommandations du plan de gestion établi en 2005, pour trouver les réponses à cette menace. Le plan dans la partie recommandations et propositions d'action s'attardait tout particulièrement sur :

- La préservation du patrimoine paysager et culturel, à la protection des sols
- La définition du rôle des ordres religieux dans la gestion et la valorisation des monuments cultuels
- L'accueil, la sensibilisation et l'éducation des acteurs et surtout des usagers des lieux

Ce plan de gestion n'ayant pas été appliqué, les atteintes portées au milieu naturel et aux lieux de culte sont nombreuses. Ceci mène la Vallée sainte à une perte identitaire et de mémoire.

Conclusion

L'implication du Président de la République et du Patriarche maronite va-t-elle aboutir à la mise en place d'une véritable coordination entre les Institutions concernées, à mettre tous les acteurs face à leurs responsabilités et établir une juridiction adéquate ?
Le proche avenir nous le dira.

Mais une chose est certaine : la menace de l'Unesco a résonné comme un coup de tonnerre dans les couloirs du pouvoir .

Bibliographie

Awad, Jocelyne. (2009), Wâdi Qadisha, Beyrouth, Editions Aleph, collection « Les sentiers de la Foi », 64 p.
Barbe, Valérie et Moukarzel, Roger. (2005), Wâdi Qadisha, Beyrouth, Editions Aleph, 228 p.
Boustany, Hareth. (1998), Liban, Paris, Editions Guides Arthaud Grands voyages, 286 p.
Huot, Jean-Louis et Thalmann, Jean-Paul et Valbelle, Dominique. (1990), Naissance des cités, Paris, Editions Nathan, 351 p.
Jidejian, Nina. (1996), Tyr à travers les âges, Beyrpouth, Dar el-Machrek, 273 p.
Jidejian, Nina. (1997), Byblos à travers les âges, Beyrpouth, Dar el-Machrek, 273 p.
Ministère du Tourisme. (1998), Beqaa, Beyrouth, Arab Printing Press, 36 p.
Ministère du Tourisme. (1999), Mont-Liban, Beyrouth, Editions Zaidan, 60 p.

Ministère du Tourisme. (2000), Liban Nord, Beyrouth, Arab Printing Press, 60 p.
Ministère du Tourisme. (2002), Les lieux de culte chrétien au Liban, Beyrouth, Arab Printing Press, 32 p.
Ministère du Tourisme. (2002), Les lieux de culte islamique au Liban, Beyrouth, Ahmadmag Printing Press, 48 p.
Sader, Hélène et Scheffler, Thomas et Neuwirth, Angelika. (1998), Baalbek : image et monument 1898-1998, Beyrouth, orient Institut der DMG, 350 p.

Fig. 1
Byblos : une stratification multiple

Fig. 2
Le temple de Bacchus

Fig. 3
Plages et marée noire en 2006

Fig. 4
Le Cèdre du Liban

Fig. 5
Monastère Saint-Élisée

Fig. 6
Les ordures dans la Vallée Sainte

La perception d'authenticité d'un site touristique classé au patrimoine mondial de l'Unesco

Sandra Camus
(Université d'Angers)
&
Jean-Michel Sahut
(University of Applied Science & Cerege – Université de Poitiers)

Sandra Camus
MCF à l'Université d'Angers, GRANEM - UMR 49
IMIS-ESTHUA, Allée François Mitterrand, BP 13633, 49036 Angers Cedex 01
Courriel : sandra.camus@univ-angers.fr

Jean-Michel Sahut
Professeur, HEG Genève
University of Applied Science & Cerege EA 1722 - Université de Poitiers
Campus Battelle - Bâtiment F
Route de Drize 7
1227 Carouge
Suisse
Courriel : jmsahut@gmail.com

La perception d'authenticité d'un site touristique classé au patrimoine mondial de l'Unesco

Résumé :
Depuis 1972 les nations unies ont fait de la préservation du patrimoine mondial une priorité. Mais les difficultés pour obtenir les aides publiques et les financements privés nécessaires à la conservation et pérennité des sites classés, poussent à revoir les principes de gestion de ces symboles du passé. À l'origine, soucieux de protéger un patrimoine dédié en majorité à un public confidentiel, les décideurs doivent aujourd'hui veiller à élargir leur cible et intégrer les principes de gestion touristiques. Or ces principes sous-tendent des contradictions avec les éléments de définition d'un site authentique. Le site touristique authentique soulève trois paradoxes qu'il est essentiel de pallier. Finalement, le site authentique est une œuvre originale qui doit être protégée des visites touristiques, il ne doit pas être dénaturé suite aux aménagements prévus pour l'activité touristique, il doit être un patrimoine de valeur exceptionnelle avant d'être un produit commercial. Une étude exploratoire permet de savoir comment les gestionnaires de sites touristiques classés peuvent concilier l'authenticité du patrimoine et les principes de gestion d'un site touristique. Elle met en évidence l'importance de séparer les actions menées pour conserver le site (actions affectant directement et uniquement le site), et les actions relatives à l'expérience d'authenticité vécue par le touriste. D'un côté les touristes apprécient l'authenticité d'un site dans les aménagements qui permettent de le rendre « comme à l'origine ». C'est le cas actuellement du Mont-Saint-Michel et sa baie dont les travaux visent à retrouver l'apparence insulaire du site. De l'autre côté, les touristes peuvent appréhender l'authenticité du site grâce aux expériences positives, voire à teneur nostalgique, vécues pendant les visites. Les résultats montrent que l'amélioration de l'esthétique du site, le renforcement des liens sociaux avec les populations locales, la création de manifestations festives et artistiques locales, les services dédiés aux plaisirs et bien-être, ou encore les aides à l'apprentissage tels que les guides touristiques et les indications itinérantes, aident les touristes à vivre pleinement l'authenticité du patrimoine.
La méthodologie exploitée repose sur l'analyse de 12 sites classés au patrimoine mondial de l'Unesco, 30 entretiens de touristes et 2 entretiens d'experts.

Mots clés : Expérience d'authenticité, Perception d'authenticité, Site authentique, Tourisme, Unesco.

La perception d'authenticité d'un site touristique classé au patrimoine mondial de l'Unesco

Introduction

Depuis les travaux de Boorstin (1964) et MacCannell (1976), des recherches traitent de l'authenticité de sites ou parcs touristiques reconstruisant un patrimoine culturel, local, du passé ou du présent (par exemple Teo et Yeoh 1997 ; Waller et Lea 1998 ; Costa et Bamossy 2001 ; Grayson et Martinec, 2004 ; Yeoman *et alii,* 2005). Ces recherches montrent notamment qu'il est difficile de conserver l'authenticité des sites tout en procédant à des réaménagements favorisant l'attractivité auprès des touristes. Or, l'authenticité est une variable stratégique pour les sites touristiques, et notamment les sites du patrimoine mondial. En effet, il a été montré que la perception d'authenticité d'un site touristique est une source de valeur pour le site (elle a une influence positive sur la valeur perçue du site), favorise la différenciation du site (elle a une influence positive sur la singularité perçue du site), a un rôle de mémoire (elle participe à la préservation du patrimoine) et enfin, augmente l'attractivité du site (elle renforce le désir du touriste de se rendre sur le site) (Camus, 2010). S'interroger sur la façon de préserver l'authenticité du patrimoine compte tenu des effets du tourisme de masse représente donc un enjeu non négligeable pour les gestionnaires mais aussi pour les personnes engagées dans la lutte contre la dégradation et disparition des symboles de l'histoire de l'homme et de la nature. L'évolution de l'organisation du patrimoine culturel montre effectivement que les sites préservés ont de plus en plus besoin du tourisme pour assurer leur pérennité. Les objets culturels sont aussi bien des œuvres intégrant un travail artistique (des œuvres d'art) que des traces matérielles ou immatérielles d'un patrimoine (Bourgeon-Renault et Gombault, 2009). Le patrimoine mondial doit donc, au même titre que les autres biens culturels, être protégé, notamment des stratégies mises en place par les acteurs économiques pour séduire les publics. Or, face aux difficultés accrues pour obtenir les fonds publics et privés nécessaires à l'entretien du patrimoine, les gestionnaires des sites se voient dans l'obligation de chercher des ressources financières via l'activité touristique. Mais cette activité touristique est-elle compatible avec la préservation de l'authenticité des sites ?

À partir d'une étude de la littérature et d'une analyse exploratoire basée sur des entretiens de 30 touristes et de 2 experts, nous souhaitons montrer que l'authenticité du patrimoine mondial et l'activité touristique ne sont pas incompatibles à condition de respecter les compromis acceptés par les touristes. Ces derniers sont disposés à dépasser les paradoxes du site touristique authentique dans la mesure où les préoccupations des gestionnaires ne compromettent pas les prérogatives des défenseurs du patrimoine authentique.

Dans une première partie, nous proposons de revenir à la définition d'un site authentique avant de soulever les trois paradoxes du site touristique authentique. Dans une seconde partie, nous présentons la méthodologie. Elle repose sur une étude de 12 sites classés au patrimoine mondial de l'Unesco et une analyse d'entretiens semi directifs. Les entretiens ont été réalisés à partir de réactions à des photos et descriptifs, de récits de vie, et de la technique projective du rêve éveillé. Les résultats mettent en relief l'importance de conserver le site dans son état originel, de favoriser l'expérience vécue sur le site, de sorte que l'expérience soit positive et si possible à teneur nostalgique, puis de faire en sorte que les aménagements prévus pour favoriser l'expérience d'authenticité ne nuisent pas à la préservation du patrimoine. Ce sont les conditions nécessaires à la perception d'authenticité du site par les touristes.

1. L'authenticité d'un site touristique

Les chercheurs en marketing concèdent aisément que l'authenticité est un concept difficile voire impossible à définir. Problématique, ambigu, d'une extrême complexité (Wang, 1999 ; Costa et Bamossy, 2001 ; Grayson et Martinec, 2004), il n'est pas toujours bien compris, particulièrement dans la sphère marchande (Peñaloza, 2000). C'est la raison pour laquelle, malgré son utilisation fréquente, il est très peu défini par les chercheurs (Wang, 1999 ; Graillot, 2001 ; Grayson et Martinec, 2004). Au regard des éléments de définition compatibles avec un site culturel ou naturel, on peut retenir trois éléments fondamentaux : un site authentique est un site original (par opposition à une reproduction), non dénaturé, et de valeur inestimable. Mais chacun de ces éléments soulève des décalages avec les principes de gestion d'un site touristique. Ils soulignent alors les paradoxes du site touristique authentique.

1.1. Qu'est-ce qu'un site authentique ?

Un objet authentique est un original (*Dictionnaire du Bon Français dans l'Usage Contemporain,* 1972), par opposition à une imitation. C'est par exemple une pièce archéologique unique ou une œuvre d'art d'origine (Wang, 1999 ; Costa et Bamossy, 2001). De ce fait, un site authentique est un original et non une copie, une reproduction (Handler, 1986 ; Bruner, 1994 ; Wang, 1999 ; Costa et Bamossy, 2001). Par exemple, le château baroque de 1640 situé à Maisons-Laffitte (qui a accueilli Voltaire et Louis XIV) est un site authentique, contrairement à sa copie située dans la banlieue de Beijing. Achevée en 2004, sa copie est l'œuvre d'un promoteur (Zhang Yuchen) qui déclare vouloir faire découvrir aux chinois un élément du patrimoine français. Cette réplique du château authentique sert aujourd'hui de cadre pour des séminaires, des conférences et des réunions d'entreprises. Elle est également visitée par les particuliers qui peuvent y déguster des vins et savourer la cuisine française.

Par ailleurs, un site authentique est un site non spolié (Handler, 1986), non (re)touché. Dans ce sens, un site naturel protégé représente un exemple typique de l'expression de l'authenticité, car l'homme n'a pas mis sa main dessus (Cohen, 1988 ; Wang 1999). Dans le cas d'un site construit, l'authenticité repose sur le respect de la nature même du site, de ses caractéristiques propres et essentielles. Les éléments du site sont d'origine, et n'ont pas subi de transformations qui ne lui sont pas naturelles. C'est le cas du site mégalithique anglais Stonehenge. Patrimoine mondial de l'Unesco, cet agencement de pierres, fossés, talus et trous suscite de telles interrogations, que les scientifiques attachent une importance particulière à sa conservation. En forme circulaire, ce site aurait subi de nombreux réaménagements entre le néolithique final (vers -2400) et l'âge de bronze (vers 1100). Mais depuis lors, il représente un tel mystère qu'il est (pour le moment encore) préservé des manipulations de l'homme. Il en est de même pour le site mégalithique de Carnac (dans le Morbihan) qui, depuis 1991, est fermé au public en été afin de conserver en l'état les alignements de menhirs et de dolmens.
Enfin, puisqu'un site authentique est un site original non dénaturé, il a une telle valeur qu'il en devient inestimable. Au sens pur du terme, l'objet authentique n'est pas voué à être échangé, et encore moins pour un échange marchand (Warnier, 1994 ; Warnier et Rosselin, 1996).

Par conséquent, un site authentique peut être défini comme un site original, non dénaturé et situé hors de la sphère marchande.

1.2. Un site touristique peut-il être authentique ?

1.2.1 Les paradoxes du site touristique authentique

La notion d'authenticité d'un site touristique soulève plusieurs paradoxes.

Comme toute œuvre originale, les sites authentiques tendent à être protégés. Au même titre qu'une pièce d'un musée, ils sont préservés des altérations du temps et des manipulations humaines (Wang, 1999). Or les sites touristiques ont notamment pour vocation d'optimiser le nombre de visites en fonction des capacités ; ce qui risque de nuire à l'intégrité des lieux.
De même, un site authentique n'a pas subi de transformations conduisant à le dénaturer. Or les gestionnaires de sites touristiques procèdent habituellement à des réaménagements afin d'accroître l'attractivité des lieux. Un site touristique est un produit commercial, objet d'une construction sociale impliquant des entrepreneurs, agents marketing, guides interprètes, animateurs ou encore médiateurs institutionnels (Hugues, 1995). L'ensemble de ces acteurs participe à l'aménagement des sites visités, au point de leur faire subir des transformations parfois profondes. L'authenticité et le site touristique sont donc a priori peu compatibles. S'il est voué à une activité touristique, un site est nécessairement transformé dans la mesure où il y a toujours une intervention humaine pour l'exploiter commercialement. À titre de comparaison, si une communauté tribale perpétue en toute intégrité les pratiques de ses ancêtres, l'ouverture à quelque forme de tourisme que ce soit conduira à altérer son authenticité : les œuvres artistiques seront fabriquées dans le but d'être vendues aux étrangers et les comportements des indigènes évolueront en fonction de l'atteinte des objectifs de l'activité touristique (Rubin, 1984).

Enfin, stricto sensu, un objet authentique n'est pas la résultante d'une intention stratégique (Boltanski et Chiapello 1999 ; Fine, 2003) et ainsi, est étranger aux intentions marchandes. Comme une œuvre d'art exposée dans un musée, il est donc inestimable. Par exemple le Karthala, volcan actif comorien encore peu connu aujourd'hui, est un site auquel il est impossible d'attribuer une valeur. Or il n'est pas rare de voir des sites touristiques faire l'objet de transactions financières. Ainsi, le cabinet d'affaires Cassitrans (situé à Aix en Provence) est spécialisé depuis 25 ans dans les transmissions, cessions et acquisitions de parcs de loisirs et de fonds de commerce d'activités touristiques. En 2009, il proposait par exemple un parc naturel de 4 hectares dédié aux loisirs sportifs de plein air pour un prix de vente de 1.575.000 euros.

Malgré ces paradoxes, il semble que les touristes sont disposés à percevoir de l'authenticité dans les sites touristiques. Cette perception repose sur la capacité des touristes à accepter des compromis.

1.2.2 Les compromis des touristes vis-à-vis du site touristique authentique

Les touristes sont disposés à accepter des compromis vis-à-vis de l'authenticité des sites touristiques (Goulding, 2000). Au regard des trois paradoxes relevés précédemment, trois compromis se distinguent.

Dans un premier temps, les sites authentiques doivent être préservés malgré l'affluence des touristes. C'est une condition essentielle à leur pérennité. Le tourisme ne doit pas nuire à la préservation du patrimoine, comme ce fût le cas pour les Grottes de Lascaux fermées au grand public en 1963, ou le site de Pompéi qui a subi de fortes dégradations.

Dans un deuxième temps, pour être authentique un site ne doit pas être marqué, gâté par les manipulations marketing qui visent à renforcer artificiellement l'authenticité du lieu (Holt 1998). Malgré les aménagements des lieux, il doit rester comme à l'origine.

Dans un troisième temps, de par sa dimension exceptionnelle, un site authentique a une valeur inestimable (Warnier, 1994). Donc s'il peut être le siège d'une activité touristique, sa valeur financière et le profit qu'il est capable de générer doivent être secondaires aux yeux des touristes comparativement aux atouts qui en font un site d'exception (son architecture unique, sa biodiversité, son ancrage historique et culturel, etc.).

À partir d'une étude exploratoire visant à étudier 12 sites classés au patrimoine mondial de l'Unesco, les discours de 30 touristes et les avis de 2 experts, nous mettons en

exergue les éléments qui permettent de concilier l'activité touristique du patrimoine et la préservation de son authenticité.

2. Méthodologie

Pour étudier les caractéristiques des sites classés et les perceptions des touristes, nous avons étudié 12 sites référencés par l'Unesco. Ces sites sont d'origine géographique multiple, ont été classés à des époques variables, et relèvent soit du patrimoine culturel soit du patrimoine naturel. Ils ont été utilisés dans le cadre d'une étude qualitative directe menée auprès de 32 personnes. Afin d'accroître la richesse des informations obtenues et de réduire les risques d'auto interprétation, nous avons utilisé la triangulation par trois moyens : en sélectionnant des sites de nature et de date de classement variables, et des répondants aux profils divers (pour une triangulation des données), en ayant recours à des questions ouvertes classiques, à la technique des récits de vie, et à la méthode projective du rêve éveillé dirigé (pour une triangulation méthodologique), puis en mobilisant plusieurs analystes pour réévaluer les interprétations faites des entretiens (ici, technique d'analyse dite « par juges », pour une triangulation du chercheur) (Denzin, 1988). À partir des discours, nous avons réalisé une analyse textuelle de contenu, les unités de découpage étant représentées par une phrase ou un ensemble de phrases.

L'objectif de l'étude est d'analyser l'authenticité des sites du patrimoine mondial et les perceptions de cette authenticité par les touristes. Pour ce faire, nous avons sélectionné 12 sites classés au patrimoine mondial de l'Unesco : 10 sites culturels et 2 sites naturels (voir fiches détaillées, annexe 1).

Les 10 sites culturels sélectionnés sont les suivants :
- Universidad Nacional Autónoma de Mexico-UNAM (Campus Universitaire de Mexico) (Mexique, Mexico), classé en 2007
- Le Havre (France, département Seine-Maritime), classé en 2005
- Grand-Place de Bruxelles (Belgique), classé en 1998
- Site archéologique de Delphes (Grèce), classé en 1987
- Venise et sa lagune (Italie), classé en 1987
- Zone archéologique de Chan-Chan (Pérou, région La Libertad), classé en 1986
- Statue de la Liberté (Etats-Unis, ville de New York), classé en 1984
- Vieille ville de La Havane et son système de fortifications (Cuba), classé en 1982
- Mont-Saint-Michel et sa baie (France, département la Manche), classé en 1979
- Palais et parc de Versailles (France, département les Yvelines), classé en 1979

Les 2 sites naturels sélectionnés sont les suivants :
- Lagons de Nouvelle-Calédonie (Nouvelle-Calédonie), classé en 2008
- Lac Baïkal (Russie, sud-est de la Sibérie), classé en 1996

Au total, 32 personnes ont été interviewées pendant une heure en moyenne sur deux de ces sites : 30 touristes et 2 experts (annexe 2 : Descriptif de l'échantillon). La phase d'entretien était décomposée en quatre étapes :

- Des questions ouvertes sur les perceptions vis-à-vis des sites présentés par des photos et des textes de 5 à 10 lignes.
- Etude de l'expérience vécue sur les sites :
  • « Récit de vie » dans le cas où la personne a visité le site :
  après avoir décrit ce qu'elle a retenu, perçu et ressenti lorsqu'elle était sur le site, la personne doit raconter une expérience particulière vécue sur le site.

• « Rêve éveillé dirigé » dans le cas où la personne n'a jamais visité le site :
on propose à la personne un voyage imaginaire sur le site. Elle doit décrire ce qu'elle voit et ressent tout au long de la visite. Alors que dans le cadre d'une psychothérapie le patient est plongé dans un état de semi sommeil (Mucchielli, 2004), ici nous demandons simplement au répondant de laisser libre court à son imagination.
- Etude des perceptions des touristes vis-à-vis du Patrimoine mondial de l'Unesco, et du classement des deux sites présentés.
- Profil du participant.

3. La place de l'authenticité dans le patrimoine mondial de l'Unesco

L'étude exploratoire montre que l'authenticité est une condition importante et réaliste du classement au patrimoine mondial de l'Unesco, malgré les contreparties de l'activité touristique. Toutefois, pour préserver cette authenticité, plusieurs actions peuvent être mise en œuvre par les gestionnaires de sites.

3.1 L'authenticité, une condition importante du classement au patrimoine mondial de l'Unesco

L'étude qualitative montre que le classement d'un site par l'Unesco favorise la perception d'authenticité du patrimoine ; que ce soit pour le patrimoine naturel (les lagons de Nouvelle-Calédonie pour le répondant N°7) ou pour le patrimoine culturel (la Statue de la Liberté et la vieille ville de La Havane pour les répondants N°15 et N°23). Pour la majorité des personnes interrogées, le classement au patrimoine mondial de l'Unesco est une forme de label certifiant que le site est d'origine, non dénaturé, et que cette authenticité va perdurer. De la même manière, l'un des deux experts interviewés (l'expert N°28 au sujet du site de La Havane) fait un lien entre le classement du site et son authenticité :

N°7- Lagons de Nouvelle-Calédonie : « *Ce classement c'est un critère de qualité, d'authenticité. […] Je pense que le fait que le site soit classé au patrimoine mondial de l'Unesco permet de certifier qu'il est authentique. Parce que je leur fais confiance. La preuve, s'il y a si peu de sites naturels classés, c'est que les autres ont dû être touchés. Oui, je leur fais confiance.* »

N°15- Statue de la Liberté : « *En étant classé par l'Unesco, cela peut prouver qu'il n'a jamais été retapé, qu'il n'est pas une reproduction, que c'est vraiment l'original, qu'il a vécu, qu'il a une histoire. Donc oui, c'est vraiment important d'avoir ce label, si je peux l'appeler comme cela. […] C'est vrai qu'avoir le classement de l'Unesco cela permet de savoir et être sûr qu'un site ne sera pas dénaturé et sera toujours conservé de sorte que les générations futures auront accès à ce patrimoine.* »

N°23- La Havane : « *Ils ont décidé de classer cette ville-là comme patrimoine mondial de l'Unesco et c'est bien car au fil du temps on a réussi à garder l'authenticité de la ville. Cette authenticité a été reconnue en 1982 avec le classement de l'Unesco. […] Et cela aide aujourd'hui, depuis ce classement là, à conserver l'authenticité de la ville.* »

N°28-EXPERT- La Havane : « *Le fait que le site de la Havane soit classé permet de certifier qu'il est authentique. […] Il a quand même été construit en 1519, au début du 16ème siècle, cela fait quand même cinq siècles quasiment. Donc en 500 ans il y a une certaine authenticité qui reste, qui a réussi à subsister à travers les âges. Et c'est justement pour mettre en valeur cela qu'il a été classé au patrimoine mondial de l'Unesco. […] Cette authenticité a été reconnue en 1982 avec le classement de l'Unesco. […] Et cela aide aujourd'hui, depuis ce classement là, à conserver l'authenticité de la ville.* »

Toutefois, malgré leur référencement par l'Unesco, les sites contemporains ou qui n'ont pas de caractère exceptionnel ont plus de mal à être considérés comme authentiques par les touristes. Plusieurs répondants pensent que le classement au patrimoine mondial prouve l'authenticité du site, alors que le lien trop récent à l'histoire de l'humanité, ou le manque de typicité lui nuit. Or les répondants qui peinent à percevoir l'authenticité des sites, ont également du mal à comprendre les raisons pour lesquelles le site a été classé par l'Unesco.

N°4- Le Havre : « *Ah ! Ce site est authentique ? C'est un site très récent. Oui, je ne suis pas très d'accord. […] C'est quelque chose qui a été construit récemment, […] même si c'est un témoignage de notre histoire, vu que c'est lié aux bombardements du Havre. Je ne pense pas que c'est un qualificatif qu'on pourrait donner à ce site. […] Pour moi ce n'est pas authentique du fait que cela soit très récent à l'échelle de notre histoire.* »

N°6- Lagons de Nouvelle-Calédonie : « *Pour moi ce site n'est pas authentique parce que ce genre d'environnement je peux le retrouver dans d'autres paysages. […] Le fait qu'il soit classé ne permet pas de certifier qu'il est authentique, ah non ! C'est ce que je disais tout à l'heure, ce genre de site, on peut le retrouver ailleurs.* »

3.2. Pour préserver l'authenticité du site touristique classé

Afin de préserver l'authenticité des sites classés malgré la présence des visiteurs et l'activité économique inhérente au tourisme, il est nécessaire de pallier les trois paradoxes soulevés précédemment. Les discours montrent comment il est possible de répondre aux compromis acceptés par les touristes en quête d'un patrimoine authentique.

3.2.1. Faire que le site soit au plus près de son état originel

Si le Comité du patrimoine mondial de l'Unesco veille avant tout à protéger les sites de sorte qu'ils soient conservés en l'état le plus longtemps possible, on remarque de plus en plus le souci des gestionnaires de sites de procéder à des transformations visant à rendre le patrimoine « comme à l'origine ». Ce phénomène concerne plus particulièrement les lieux très touristiques. Ainsi, les sites répondant aux critères de l'Unesco se voient retravaillés afin d'effacer quelques traces de l'effet du temps et les empreintes de l'activité humaine, pour finalement les rapprocher de leur état d'origine. C'est actuellement le cas pour les travaux de la baie du Mont-Saint-Michel, comme le décrivent les répondants N°1 et N°2 :

N°1- Mont-Saint-Michel et sa baie : « *D'après ce que nous savons, tous les marais autour vont être un petit peu asséchés pour que la mer puisse reprendre ses droits. Il va y avoir un aménagement du territoire à ce niveau là pour que ce fabuleux système retrouve sa configuration d'origine. Je crois que ce sera encore mieux qu'aujourd'hui, c'est-à-dire en fait ce sera vraiment une île, on ne pourra plus y accéder comme on le fait par la route. […] Ce sera encore plus vrai d'y retourner comme faisaient les gens quand ils ont construit ce bâtiment. Ce sera fait par bateau et même pour le touriste, ce sera un plus très important. C'est un charme supplémentaire.* »

N°2- Mont-Saint-Michel et sa baie : « *En fait on a construit une digue pour amener les voitures jusqu'au pied, alors que justement ils sont en train de le rendre à l'état naturel, de supprimer cette digue pour que […] la baie retrouve son état originel ; ce qui pour moi est une très bonne chose. Donc oui c'est un site… ce sera un site authentique après.* »

3.2.2. Renforcer l'expérience vécue sur le site

Les touristes souhaitent non seulement visiter les sites classés pour les caractéristiques intrinsèques des lieux (leur unicité, leur authenticité, leurs références culturelles, historiques et naturelles), mais aussi pour l'expérience qu'ils permettent de faire vivre. De surcroît, il peut

être important que le visiteur vive l'expérience de consommation d'un bien pour qu'il soit convaincu de son authenticité (Rose et Wood, 2005 ; Muñoz, Wood et Solomon, 2006 ; Gilmore et Pine, 2007). La perception d'authenticité peut effectivement émerger des expériences touristiques (Hugues, 1995 ; MacIntosh et Prentice, 1999 ; Wang, 1999 ; Goulding 2000 ; Graillot, 2001). Or de nombreux lieux d'art et de patrimoine résistent encore à prendre en considération les motivations de nature expérientielles des publics dans la présentation de leur offre (Gombault, 2009). Pourtant, comme le soulignent certains discours, toutes les caractéristiques intrinsèques du patrimoine sont souvent à la fois intellectuellement appréhendées, et émotionnellement vécues :

N°14- Delphes : « *J'ai été touché c'est vrai, parce que je m'imaginais comment était la vie là-bas, avec le théâtre, le stade aussi. […] C'était très beau avec la verdure, les montagnes, les beaux paysages… (c'était) touchant car je m'imaginais comment était la vie avant. C'est une belle expérience d'avoir été voir ce site touristique […]. C'est un beau souvenir* ».

3.2.3. Favoriser l'expérience positive

Les aspects expérientiels sont en grande partie favorisés par l'aménagement du site. Son architecture et l'ensemble des outils expérientiels favorisant l'immersion dans l'histoire du patrimoine, doivent être pensés de sorte qu'ils génèrent un vécu positif chez les publics. Or tous les sites classés ne permettent pas systématiquement de faire vivre des expériences agréables aux visiteurs. La ville du Havre est un exemple typique de site dont l'expérience de visite peut être très différemment appréciée (tableau 1).

La qualité de l'expérience vécue est considérée par de nombreux auteurs comme l'une des variables les plus importantes pour assurer le succès d'un patrimoine culturel auprès des publics. De plus, les discours des dirigeants et des employés en contact avec les publics sont tout aussi importants que les éléments tangibles du décor pour faire passer un message d'authenticité (Muñoz, Wood et Solomon, 2006), de même que les échanges entre les artisans ayant participé à la construction des œuvres et les clients qui observent le travail réalisé (Bergadàa, 2008). Les discours des personnes interrogées montrent que l'expérience positive dépend non seulement du décor, mais aussi des liens sociaux tissés avec les populations locales, des manifestations festives et artistiques locales, des services dédiés au plaisir et bien-être du visiteur, puis de la présence de guides et d'outils d'apprentissage permettant d'apporter le savoir nécessaire pour aider les visiteurs à se plonger dans l'histoire du site (tableau 2).

Tableau 1 : Différents vécus d'un même patrimoine mondial
Exemple de la ville du Havre

Expérience négative

N°1 : « *Au Havre, j'y suis allé pour travailler. J'y suis allé parce que ma société avait un commerce installé au Havre. C'est comme cela que j'ai pas mal circulé dans la ville du Havre et qu'à chaque fois je me suis fait la même réflexion : c'est moche ! Oui, cela circule pas mal. On voit que c'est une ville qui bouge mais elle bouge de façon rectangulaire. À chaque fois qu'on arrive au Havre, en fait on arrive dans un univers presque identique partout, […] on a l'impression que ses constructions sont uniformes. Si on veut se repérer dans le Havre, il vaut mieux avoir un plan parce qu'on ne peut pas se repérer à un immeuble. […] Il y a une partie du canal du Havre qui, bon […], qui est plus jolie que le reste. Mais tout ce qui est ville, centre-ville, se ressemble étrangement. […] Je ne m'y sens pas dans un univers agréable, je pense qu'il est déshumanisé parce qu'il n'a pas de personnalité quelque part. […] On a l'impression que c'est un peu statique, […] je n'ai pas trouvé, moi, de vraie ville où il y a une animation, […] plein de commerçants, où cela bouge, où il y a des bars, des choses un peu amusantes, enfin qui feraient bouger une ville. Je n'ai rien vu de tout cela. Tout est assez plat. Toujours cette espèce de tristesse permanente qu'on ressent quand il fait gris. […] Je pense qu'il faut y avoir circulé et justement ressentir ce côté un peu identique partout. Le fait d'y aller c'est pesant.* »

Expérience positive

N°2 : « *C'est une ville qui a une âme. […] Moi c'est cela qui me plaît dans le Havre, c'est que c'est une ville qui a été rasée, reconstruite, reconstruite avec des perpendiculaires, avec des parallèles, très géométriquement en fait… Il n'empêche qu'elle a une âme. Et c'est cela qui me plaît dans cette ville moi. […] J'ai envie d'y aller, oui, oui, oui. Oui j'aime bien le Havre. […] Ce site m'apporte du bien-être… une certaine douceur de vivre. Bien qu'il puisse paraître très agressif pour certains, je trouve qu'on y vit bien. C'est une ville où on respire, bien qu'il y ait beaucoup d'industries. C'est une ville où on circule. C'est une ville qui a une vie, une ambiance. […] Elle apporte une certaine douceur de vivre en fait. Je pense que les havrais sont très fiers de leur ville et ils participent à la vie collective. La preuve c'est qu'elle a la réputation d'une ville qui vit. Autant Rouen est une ville morte, autant le Havre vit. […] Il faut y être, il faut être au cœur de la ville pour sentir les vibrations. […] Cette ville me rappelle plein de souvenirs. Des balades sur la plage avec mon fils, un concert de Johnny Claig, gratuit, en plein air, l'été, où il y avait à peut-être 80.000 personnes. La ville était pleine. C'était superbe, une ambiance du tonnerre. Et puis… beaucoup de vent, le vent qui s'engouffre dans la ville aussi. Et puis, bien que ce soit une ville assez froide d'un point de vue climat, c'est une ville assez chaude d'un point de vue ambiance.* »

L'expérience du site peut également être vécue de manière virtuelle. Le site Internet du musée du Louvre permet par exemple de s'immerger un instant dans l'ambiance artistique des différentes salles d'exposition. Les actions marketing réalisées autour du restaurant du Mont-Saint-Michel « La Mère Poulard » illustrent bien la mobilisation à la fois d'objets, de contextes et de personnes (produits, lieux de vente, sites Internet, vendeurs) pour faciliter l'immersion des publics dans la mémoire du patrimoine (tableau 3).

Tableau 2 : Pour faciliter le vécu d'une expérience positive du patrimoine mondial

Les clés marketing	Illustrations par les discours
Décor et esthétique	N°22- Venise et sa lagune : « *Je n'y suis jamais allée, mais je pense que je pourrais apprécier l'architecture des monuments, leur beauté. […] Ce qui me permettrait de vivre une expérience agréable sur ce site c'est certainement la visite des Palais puisque j'aime beaucoup l'architecture. J'aimerais bien aussi voir les costumes colorés du Carnaval de Venise pour voir les beaux tissus* »
Liens sociaux avec les populations locales	N°5- Lagons de Nouvelle-Calédonie : « *Je pourrais passer un bon moment en rencontrant des gens, les locaux, en parlant avec eux, discutant avec eux et voyant comment ils vivent* » N°5- Chan-Chan : « *Je m'intéresserais à la civilisation, la culture et l'histoire du Pérou. […] Rencontrer la population sur place pourrait me permettre d'avoir des émotions agréables* »
Manifestations festives et artistiques locales	N°4- Le Havre : « *Ce qui me permettrait peut-être d'avoir de bonnes émotions en visitant ce site c'est des animations, peut-être des fêtes ponctuelles, un peu comme une foire à Lille, des grandes manifestations. En-dehors de cela, je ne vois pas grand-chose* »
Services dédiés au plaisir et bien-être	N°9- Lagons de Nouvelle-Calédonie : « *L'expérience que je pourrais vivre sur ce site c'est de passer de bonnes vacances, être dépaysée et surtout profiter de la plage, changer complètement d'univers, se couper du stress de la vie de tous les jours. Ce qui m'aiderait à vivre une expérience agréable c'est le soleil, le coût de la vie moins élevé, des produits locaux,… sinon la plage, la relaxation, la détente, un hôtel 5 étoiles où on n'aurait rien à faire, on s'occuperait de tout pour nous. Enfin, les vacances pour résumer ! S'amuser, profiter et voilà !* »
Guides et outils d'apprentissage	N°10- Grand-Place : « *Je n'ai pas eu d'émotions particulières car je ne connais pas assez l'architecture pour pouvoir apprécier à sa juste valeur le site. Si j'avais eu plus de connaissances des styles, j'aurais peut-être ressenti plus d'émotions* » N°14- Delphes : « *Lorsque j'étais sur le site, cela m'a ému, touchée, car j'essayais de m'imaginer leur culture, leur façon de vivre… Par contre, on n'a pas eu de guide touristique. Donc on n'a pas pu trop comprendre ce à quoi correspondaient exactement toutes les choses. Mais il y avait quand même des plans pour savoir ce que chaque place représentait* »

3.2.4. Favoriser le vécu nostalgique

L'appréhension du site est d'autant plus forte qu'elle ramène le touriste dans son propre passé. En tant que préférence individuelle ou collective pour un objet qui était très présent dans le passé de l'individu ou du groupe social (Belk, 1991 ; Holbrook, 1995), la nostalgie tend à édulcorer la vie d'avant et notamment l'enfance. Dans les esprits, c'est le temps de l'innocence, la spontanéité, le pur et l'authentique, contrairement au temps présent. Ainsi, la nostalgie est souvent associée à un passé idéalisé (Wang, 1999). Le discours du répondant N°2 montre que les éléments moins positifs (il faisait très froid, j'ai eu très peur) sont considérés comme secondaires par rapport aux éléments positifs ressortant de la visite. Les souvenirs d'un vécu intime et lointain renforcent les aspects positifs.

Tableau 3 : Le restaurant du Mont-Saint-Michel « La Mère Poulard »

La Mère Poulard est une marque créée en 1995 par Eric Vannier, propriétaire du fameux restaurant du même nom, situé au cœur de la cité médiévale du Mont-Saint-Michel. Il cultive le mythe d'Annette Poulard, aubergiste dans ces lieux à partir de 1888 et durant 70 années. La cuisine d'Annette Poulard avait une telle renommée qu'elle attirait de nombreuses célébrités. Aujourd'hui, tout est fait pour rendre ce restaurant magique et chargé d'histoire. De la rue, on entend et voit les cuisiniers battre en cadence les œufs servant à préparer la célèbre omelette à la recette de l'aubergiste légendaire. Dans le restaurant, l'omelette est cuite au feu de bois dans une grande cheminée, sous les yeux de la clientèle. La boutique de la Mère Poulard est achalandée en produits régionaux, biscuits, confitures, cuivres culinaires et éléments d'art de la table. Chaque employé apprend l'origine de la marque pour pouvoir la communiquer aux clients. Présente dans plus de 70 pays, la marque raconte son histoire sur des sites Internet dédiés, sur des prospectus ou dans des documents historiques :

« Annette Boutiaut épouse en 1873 le fils du boulanger du Mont Saint Michel, Victor Poulard. Les Poulard prennent la gérance de l'auberge La Tête d'or qui accueille chaleureusement badauds et artistes. Puis la notoriété d'Annette Poulard et de ses recettes est telle, que même les gazettes parisiennes en font l'éloge. Se rendre au Mont Saint Michel pour savourer son omelette, mais aussi sa poularde au calvados ou son agneau pré-salé en croûte, devient un vrai pèlerinage. C'est en 1931 qu'Annette Poulard sera enterrée auprès de son mari dans le petit cimetière du Mont Saint Michel. »

N°2- Mont-Saint-Michel et sa baie : « *La deuxième fois que j'y suis allé… c'était l'hiver… j'étais avec ma compagne, la mère de mon premier fils, et… nous nous étions arrêtés, il faisait très très froid, il n'y avait personne, c'était magnifique, sous un beau soleil, il faisait moins dix, c'était beau ! J'en ai un très très bon souvenir. […] L'expérience particulière que j'ai vécu là-bas… c'est ridicule sûrement, mais c'est une peur d'enfant en fait. On a toujours en souvenir la peur des sables mouvants en se disant qu'on doit disparaître. On se réfère aux films d'aventure médiévaux avec Robert Taylor dans le rôle d'Ivanhoé quand le félon tombe dans les sables mouvants et disparaît. Et donc, lors de la visite de la baie, le guide nous a fait voir les sables mouvants. […] Il nous a expliqué qu'en fait on ne pouvait pas descendre plus bas que le haut des cuisses, voire que la taille, et qu'en fait, on ne mourrait pas étouffé dans les sables mouvants mais noyé par la marée qui montait.* »

3.2.5. Distinguer les transformations intrinsèques et extrinsèques au site

Enfin, la difficulté est de réussir à aménager le site de sorte que les touristes puissent « vivre » son authenticité (en lui redonnant son aspect d'origine, en favorisant l'immersion dans le passé ou le milieu naturel, en facilitant le vécu nostalgique), tout en évitant les transformations venant dénaturer le site. Il est important de séparer les actions menées pour conserver le site (actions affectant directement et uniquement le site), et les actions relatives à l'expérience vécue par le touriste. L'activité touristique créée autour du château Renaissance du parc du Puy du Fou® illustre bien la mise en œuvre de cette double vision (tableau 4).

Tableau 4 : Le château Renaissance du parc vendéen du Puy du Fou®

Le château Renaissance du parc vendéen du Puy du Fou® illustre la double gestion synergique d'un patrimoine (même si celui-ci n'est pas classé par le Comité de l'Unesco). Le château est dans le même état de conservation que lors de son dernier incendie au 18ème siècle. Il n'est pas accessible par les touristes et tous les efforts sont déployés par la région pour conserver ce lieu, symbole marquant des guerres de Vendée. Puis au-delà de la priorité de conservation du site, les visiteurs peuvent faire l'expérience de la vie du château avant l'incendie grâce à la Cinescénie, spectacle nocturne en plein air qui retrace la vie des vendéens au 16ème siècle. Ce spectacle de nuit utilise les dernières technologies pour rendre l'expérience plus intense : simulations grandeur nature d'incendies, émersions et immersions des décors scéniques, interventions d'acteurs et de cascadeurs professionnels, effets spéciaux basés sur des jeux de lumières. Ainsi l'attractivité du site est soutenue par une réponse aux nouvelles tendances touristiques et de loisirs, tout en préservant le patrimoine culturel.

Conclusion

Un site peut être perçu authentique malgré son exploitation touristique s'il respecte les trois compromis suivants : il est protégé des touristes venant le visiter, la mise en scène dont il fait l'objet ne modifie pas ses caractéristiques essentielles, et les aspects financiers sont moins valorisés que le caractère exceptionnel du site. L'intégration des principes touristiques dans la gestion du patrimoine peut être bénéfique pour les sites à proprement parler, mais également pour l'ensemble de leur territoire d'influence. La valorisation d'un monument patrimonial est effectivement une source d'attractivité globale qui peut profiter à une zone géographique et administrative très large (Duhamel et Violier, 2009). Par exemple, la protection des lagons de Nouvelle-Calédonie (classés en 2008 par l'Unesco), sous condition d'une gestion rigoureuse du tourisme et des revenus qui en découle, pourra amener les ressources nécessaires à la préservation de la vie, l'activité et les coutumes des populations locales. Si le tourisme de masse peut nuire à la conservation du patrimoine, la maîtrise des flux touristiques et financiers permet d'accroître la valeur symbolique du patrimoine, de l'entretenir, le vivifier et le préserver (Gombault, 2009). Pour ce faire, il est important de mobiliser tous les acteurs susceptibles de contribuer à la valorisation des sites. Ils sont utiles pour favoriser les émotions positives nécessaires pour vivre pleinement l'authenticité du site. Comme le montrent les discours, l'expérience positive de l'authenticité du patrimoine peut passer par l'amélioration de l'esthétique du site, le renforcement des liens sociaux avec les populations locales, la création de manifestations festives et artistiques locales, les services dédiés aux plaisirs et bien-être, ou encore les aides à l'apprentissage tels que les guides touristiques et les indications itinérantes.

Mais comme tout bien culturel, le patrimoine mondial doit être protégé, notamment des stratégies mises en place par les acteurs économiques pour séduire les publics. Notre article montre qu'il est possible de favoriser la perception d'authenticité d'un site touristique tout en respectant les règles strictes du Comité du patrimoine mondial de l'Unesco. Les soucis de conservation d'un patrimoine unique et authentique, symbole d'un moment fort de l'histoire des hommes, ou marqué par la diversité biologique, ne sont pas incompatibles avec les principes gestionnaires du milieu touristique.

Les gestionnaires des biens culturels et naturels doivent préserver le patrimoine pour les générations futures, tout en renforçant l'authenticité perçue par les touristes en s'inspirant des outils marketing expérientiels. L'essentiel étant de pouvoir faire vivre les expériences du

patrimoine originel aux visiteurs sans que ce patrimoine ne soit dénaturé. Si cela suppose quelques réaménagements (comme pour la baie du Mont-Saint-Michel qui va retrouver son aspect d'origine), il est important que le site ne perde pas ses qualités originelles. La préservation d'un site passe souvent par quelques transformations. Comme le précise Lenclud, il est impossible de garder intact un site, il sera nécessairement transformé à un moment ou un autre (1987). Si les défenseurs du patrimoine culturel traditionnel peuvent s'attrister de constater une désacralisation des sites protégés, une diffusion moins sélective de l'offre patrimoniale (Gombault 2009), les démarches visant à aménager les sites touristiques afin de faire « vivre » son authenticité, permettent d'offrir un patrimoine et une histoire accessibles et partagés par le plus grand nombre, et plus en adéquation avec les aspirations actuelles de la société de consommation de masse. Ce qui semble essentiel pour la survie du patrimoine mondial.

Bibliographie

Belk, R. (1991) 'Possessions and the sense of past', in Highways and Buyways: Naturalistic Research from the Consumer Behavior Odyssey, Belk, Russell (ed.), Provo, UT: Association for Consumer Research, pp 114-130.
Bergadàa, M. (2008) 'L'artisanat d'art : l'expérience de l'authenticité et sa réalisation dans les lieux de rencontre entre artisan et amateur éclairé', Recherche et Applications en Marketing, Vol 23, No.3, pp 5-25.
Boltanski, L. et Chiapello E. (1999) Le Nouvel esprit du capitalisme, Paris, Gallimard.
Boorstin, D.J. (1964) The image: a guide to pseudo-events in America, New York: Atheneum.
Bourgeon-Renault, D. et Gombault A. (2009) 'Champ et produit culturels', Bourgeon Renault, D. (coord.) Marketing de l'Art et de la Culture, Paris, Dunod, pp 9-32.
Bruner, E.M. (1994) 'Abraham Lincoln as authentic reproduction: a critic of postmodernism', American Anthropologist, No. 96, pp 397-415.
Camus S. (2010) 'L'authenticité d'un site touristique, ses antécédents et ses influences sur le touriste', Gestion 2000, No.1, Janvier-Février, pp 101-117.
Cohen, E. (1988) 'Authenticity and commoditization in tourism', Annals of Tourism Research, Vol 15, No.3, pp 371-386.
Costa J.A. et Bamossy G.J. (2001) 'Le Parc Disney: creating an authentic American experience', Advances in Consumer Research, No.28, pp 398-402.
Denzin, N.K. (1988) 'Triangulation', Keeves (ed.), Educational Research Methodology and Measurement: an International Handbook, Toronto, Pergammon Press, pp 511-513.
Duhamel, P. et Violier, P. (2009) Tourisme et littoral : un enjeu du monde, Editions Belin.
Fine, G.A. (2003) 'Crafting authenticity: the validation of identity in self-taught art', Theory and Society, No.32, pp 153-180.
Gilmore, J.H. et Pine, J. (2007) Authenticity. What consumers really want, Boston, HBS Press.
Gombault, A. (2009) 'Le marketing du patrimoine culturel', Bourgeon-Renault, D. (coord.) Marketing de l'Art et de la Culture, Paris, Dunod, pp 175-210.
Goulding, C. (2000). 'The commodification of the past, postmodern pastiche, and the search for authentic experiences at contemporary heritage attractions', European Journal of Marketing, Vol 34, No.7, pp 835-853.
Graillot, L. (2001) 'La sémiotique comme analyse des comportements touristiques', Revue Française du Marketing, Vol 181, No.1, pp 7-27.
Grayson, K. et Martinec, R. (2004) 'Consumer perceptions of iconicity and indexicality and their influence on assessments of authentic market offerings', Journal of Consumer Research, September, No.31, pp 296-312.
Handler, R. (1986) 'Authenticity', Anthropology Today, Vol 2, No.1, pp 2-4.

Holbrook, M. (1995) Consumer research: introspective essays on the study of consumption, Thousand Oaks, CA: Sage Publications.
Holt, D. (1998) 'Does cultural capital structure American consumption', Journal of Consumer Research, June, No.25, pp 1-20.
Hugues, G. (1995) 'Authenticity in tourism', Annals of Tourism Research, Vol 22, No.4, pp 781-803.
Lenclud, G. (1987) 'La tradition n'est plus ce qu'elle était…', Terrain, Octobre, No.9, pp 110 123.
MacIntosh, A. et Prentice, R.C. (1999) 'Affirming authenticity. Consulting cultural heritage', Annals of Tourism Research, Vol 26, No.3, pp 589-612.
McCannell, D. (1976) The tourist, New York: Schocken Books.
Mucchielli, A. (2004) Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines, dir. Mucchielli, Paris, 2ème édition, Armand Colin.
Muñoz, C.L., Wood, N.T. et Solomon, M.R. (2006) 'Real or blarney? A cross-cultural investigation of the perceived authenticity of Irish pubs', Journal of Consumer Behaviour, No.5, pp 222-234.
Peñaloza, L. (2000) 'The commodification of the American west: marketers' production of cultural meanings at the trade show', Journal of Marketing, October, No.64, pp 82-109.
Rose, R.L. et Wood, S.L. (2005) 'Paradox and the consumption of authenticity through reality television', Journal of Consumer Research, No.32, pp 284-296.
Rubin, W. (1984) Primitivism in 20th century art, Willima, R. ed. New York, NY: Museum of Modern Art.
Teo, P. et Yeoh, B.S.A. (1997) 'Remaking local heritage for tourism', Annals of Tourism Research, Vol 24, No.1, pp 192-213.
Waller, J. et Lea, S.E.G. (1998) 'Seeking the real Spain? Authenticity in motivation', Annals of Tourism Research, Vol 25, No.4, pp 110-129.
Wang, N. (1999) 'Rethinking authenticity in tourism experience', Annals of Tourism Research, Vol 26, No.2, pp 349-370.
Warnier, J-P. (1994) Le paradoxe de la marchandise authentique. Imaginaire et consommation de masse, Paris, L'Harmattan.
Warnier, J-P. et Rosselin, C. (1996) Authentifier la marchandise, Paris, L'Harmattan.
Yeoman, I., Durie, A., MacMahon-Beattie, U. et Palmer, A. (2005) 'Capturing the essence of a brand from its history: the case of Scottish tourism marketing', Brand Management, November, Vol 13, No.2, pp 134-147.

Annexes

Annexe 1 : Description des 12 sites classés au patrimoine mondial de l'Unesco utilisés pour l'étude terrain

Nom du site	Localisation et année de classement	Description
	- Bien culturel -	
Universidad Nacional Autónoma de Mexico (Campus Universitaire de Mexico)	**Mexique** (Mexico) Classé en 2007	Réalisé entre 1949 à 1952, le campus universitaire de Mexico est une construction moderne qui fait référence aux traditions locales, notamment au passé préhispanique du Mexique. Incarnant des valeurs sociales et culturelles de portée universelle, il est l'un des plus grands symboles de la modernité en Amérique latine.
Le Havre	**France** (Seine-Maritime) Classé en 2005	Ville portuaire du nord-ouest de la France, Le Havre a été lourdement bombardé lors de la seconde guerre mondiale. La reconstruction a été confiée à l'architecte Auguste Perret (1984-1954) par le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme. Durant 9 ans, ce projet s'est basé sur les structures déjà existantes pour y associer des idées nouvelles de l'époque en matière d'urbanisme et de technologie de construction. Il est caractérisé par l'exploitation d'une trame modulaire et du béton armé, en vu d'une optimisation du confort moderne.
Grand-Place de Bruxelles	**Belgique** Classé en 1998	La Grand-Place est située au cœur de la vieille ville de Bruxelles. Chef d'œuvre architectural, elle abrite de magnifiques bâtiments de style gothique dont l'hôtel de ville datant du XVème siècle, et la maison de Roi construite en 1873 suite aux bombardements de 1695. On y trouve également des maisons du XVIIème siècle aux styles architecturaux riches et variés. La Grand-Place est le site le plus visité de Belgique.
Site archéologique de Delphes	**Grèce** Classé en 1987	Le site archéologique de Delphes abrite un sanctuaire panhéllenique datant de la Grèce antique. Complexe architectural où les Grecs se rassemblaient pour prendre part à des célébrations religieuses, ce sanctuaire aurait été fondé par Apollon. Il abrite notamment un autel sur lequel on procédait à des sacrifices. C'est en ce lieu que la parole de dieu était transmise aux hommes par l'intermédiaire d'un oracle.

Venise et sa lagune	**Italie** Classé en 1987	Ville italienne fondée au Vème siècle, Venise est entourée de lagunes, d'eau douce et d'eau de mer. Elle regroupe une centaine de petites îles reliées par de nombreux canaux et environ 200 ponts de pierre ou de bois. Ses maisons sont presque toutes bâties sur pilotis. Grande puissance maritime au Xème siècle, Venise est notamment célèbre pour sa place Saint-Marc, son Palais des Doges et son carnaval.
Zone archéologique de Chan-Chan	**Pérou** (La Libertad) Classé en 1986	Ville la plus importante de l'Amérique précolombienne, elle est considérée par l'Unesco comme un bien culturel en péril. Capital du royaume Chimú, Chan-Chan connût son apogée au XVème siècle, peu avant de succomber à la puissance inca.
Statue de la Liberté	**Etats-Unis** (New York), Classé en 1984	Réalisée à Paris par le sculpteur Bartholi (aidé par Gustave Eiffel pour la charpente métallique), elle fût offerte par la France pour le centenaire de l'indépendance des Etats-Unis. Inaugurée en 1886, elle a accueilli depuis lors des millions d'immigrants venus à New York par bateau peupler les Etats-Unis. Elle est un symbole fort d'idéaux tels que la liberté, la paix, l'abolition de l'esclavage et la démocratie.
Vieille ville de La Havane et son système de fortifications	**Cuba** Classé en 1982	Fondée en 1519 par les espagnols, La Havane est devenue au XVIIème siècle un grand centre de construction navale pour les Caraïbes. Bien qu'elle soit aujourd'hui une métropole tentaculaire de 2 millions d'habitants, son centre conserve un mélange intéressant de monuments baroques et néoclassiques, ainsi qu'un ensemble homogène de maisons avec des arcades, des balcons, des grilles en fer forgé et des cours intérieures.
Mont-Saint-Michel et sa baie	**France** (Manche) Classé en 1979	Situé au Sud-Ouest du département de la Manche, l'abbaye bénédictine du Mont-Saint-Michel est située sur un îlot rocheux au milieu de grèves soumis aux puissantes marées. De style gothique et dédiée à l'Archange Saint Michel, c'est la seule place forte qui n'a pas été conquise par les anglais durant l'occupation de la Normandie par Henri V. Le Mont-Saint-Michel et sa baie représentent le 3ème site touristique le plus visité en France, derrière la Tour Eiffel et le Château de Versailles.
Palais et parc de Versailles	**France** (Yvelines) Classé en 1979	Lieu de résidence privilégié de la monarchie française de Louis XIV à Louis XVI, le Château de Versailles, embelli par plusieurs générations d'architectes, de sculpteurs et de paysagistes, a été pour l'Europe pendant plus d'un siècle le modèle de résidence royale. Le parc de Versailles, qui s'étend sur 815 hectares, résulte d'un immense travail d'aménagement de parterres, bassins et canaux.

- Bien naturel -		
Lagons de Nouvelle-Calédonie	**Nouvelle-Calédonie** Classé en 2008	Environ 15000 km² des lagons de Nouvelle-Calédonie, soit 6 sites, ont été inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco. Au sein de ces sites marins on peut observer une faune et une flore uniques au monde, avec plus de 1000 espèces de poissons et 6500 espèces d'invertébrés marins. Ces lagons abritent des écosystèmes intacts, peuplés d'une biodiversité marine exceptionnelle.
Lac Baïkal	**Russie** (sud-est de la Sibérie) Classé en 1996	Situé au sud-est de la Sibérie, le lac Baïkal, d'une superficie de 3,15 millions d'hectares, est le plus ancien et le plus profond lac du monde (25 millions d'années, 1700 mètres). Il contient 20% des eaux douces non gelées de la planète. Son ancienneté et son isolement ont produit une des faunes d'eau douce les plus riches et originales de la planète, qui représente une valeur exceptionnelle pour la science de l'évolution ; ce qui lui vaut le surnom de « Galápagos de la Russie ».

Annexe 2 : Description de l'échantillon des 30 touristes et 2 experts

Numéro du répondant	Sexe	Age	PCSP
1	Homme	51-55 ans	Chef d'entreprise
2	Homme	51-55 ans	Dans les services
3	Femme	26-30 ans	Sans emploi
4	Homme	26-30 ans	Transport/Service
5	Femme	21-25 ans	Etudiante
6	Femme	21-25 ans	Commerçante
7	Homme	51-55 ans	Finances-assurances
8	Homme	61-65 ans	Retraité Gendarmerie
9	Femme	46-50 ans	Activités immobilières
10	Femme	36-40 ans	Enseignement
11	Homme	26-30 ans	Activités de service
12	Homme	31-35 ans	Commerçant
13	Femme	21-25 ans	Etudiante
14	Femme	26-31 ans	Etudiante
15	Femme	51-55 ans	Sans emploi
16	Homme	26-30 ans	Information, Communication
17	Homme	21-25 ans	Etudiant
18	Femme	21-25 ans	Etudiante ESC
19	Homme	31-35 ans	Educateur
20	Femme	26-30 ans	Web designer-Infographiste
21	Femme	21-25 ans	Commerciale

22	Femme	51-55 ans	Infirmière
Expert – 23	Homme	21-25 ans	Représentant de voyages chez FRAM
24	Femme	51-55 ans	Professeur
25	Homme	31-34 ans	Enseignant
26	Homme	21-25 ans	Sans emploi
27	Femme	21-25 ans	Etudiante
Expert – 28	Femme	26-30 ans	Commerciale dans le tourisme
29	Femme	26-30 ans	Activités financières, d'assurance
30	Homme	21-25 ans	Etudiant
31	Femme	18-20 ans	Etudiante
32	Femme	51-55 ans	Administration publique

Old Maps New Traffics: Political Itineraries around Scattered Heritage of Portuguese Origin

Maria Cardeira da Silva
(FCSH – UNL / CRIA)

Maria Cardeira da Silva
Dep. Antropologia FCSH – UNL
CRIA - Centro em Rede de Investigação em Antropologia
Av. Berna 26 C Lisboa – 1069-061
Email: m.cardeira@fcsh.unl.pt

Old Maps New Traffics: Political Itineraries around Scattered Heritage of Portuguese Origin

Abstract:
This paper intends to focus on scattered heritage of Portuguese origin in North and Western Africa. Most of these are Forts and Castles, links in the trade routes established by the Portuguese, now classified as World heritage by UNESCO: Portuguese City of Mazagão (AlJadida/Morocco), Ouadane (Mauritania), the remains and memories of fortified trading-posts in Senegal, and more recently the Old City - Cidade Velha of Cape Vert. These sites were particularly significant for their relation to the beginning of the slave trade and, because of that, they became sites of political density and diasporical identity. Through some ethnographic fragments collected in the scope of two research projects funded by Portuguese Foundation for Science and Technology I will analyze the ways in which different representations of the past and the present converge to these sites, and how these mobilize new routes and new social and political networks between people and countries.

Keywords: Ethnographies, Portuguese colonial heritage, Africa's Atlantic coast, diasporic and south-to-south networks, international community of emotions.

Old Maps New Traffics: Political Itineraries around Scattered Heritage of Portuguese Origin

Introduction

I would like to take you on a journey to see the destinations of two research projects funded by the Portuguese Foundation for Science and Technology that I have been coordinating since 2004. The current one is called "Portuguese Castles Aboard II. Heritage, tourism and Portuguese cultural cooperation in African contexts". The philosophy behind this project is to look into sites that were once Portuguese settlements and now subject to these processes in North Africa and along the west coast of Africa and to allow themselves to arouse relevant anthropological reflection so as to gain an understanding of local contemporaneity and the general international and transnational dynamics around them.

Already classic concepts such as heritage as a *metacultural* process (Kirshemblatt-Gimblett 1995, 2004), *contact zones* (Pratt, 1992; Clifford, 1997) and *exhibitionary complexes* (Bennett, 1988) remain useful when examining these processes and the power and empowerment tactics of the partners involved. But their efficacy – and their possibility of renewal - is only complete if they are understood as instruments for an ethnography that is inspired, before all else, in and by the places at stake.

With a discourse that is becoming increasingly closer to the ideal of Human Rights, UNESCO promotes local and regional cultures while appealing to feelings and emotions that are supposedly universal in its search for global ethics. The 'international community' is more and more an imagined community of emotions. It is thus only natural that at this stage of globalisation –in which, paradoxically, we watch the multiplication of places – there is frequent recourse to UNESCO's powerful instruments to ensure international sanction of political statements and rhetorics of economic development, and this is particularly true of countries with few resources of any other kind. This is a fact, whether we are dealing with countries outside the Western world (Africa, Asia or South America), or countries on the periphery or semi-periphery, such as Portugal, or else regions within these with even less economic resources and a far more muted political voice. A multi-sited ethnography (Marcus 1995) of patrimonialisation and touristification processes in places in North Africa and Western Africa with ancient historical interchanges with Portugal within a contemporary and global context is particularly interesting because it throws a light on numerous political relations that emerge between peripheral states and some south-to-south networks, thereby decentralising a debate that remains far too close to the usual vertical 'UNESCO-classified sites' axis of analysis, which is one we find less productive.

Despite efforts of many anthropologists (Wright, 1998; Eriksen 2001 and others), transnational institutions such as UNESCO and other political entities, such as states themselves, are still frequently perceived in abstract and disembodied and depersonalised manners – which is accentuated by a bureaucratic form-filling, communication and institutional language. Seen from this light, these entities seem disconnected from the social world and as such seem immune to the real flow of emotions. Pursuing networks and emotive experiences that travel between the ordinary everyday and the institutional, the local and the transnational, the people and the state, can show how emotions flow in different directions and are negotiated at different levels. This might be an important path to understand both the attraction of some places while others are forgotten, as well as the success of integration in some patrimonialisation processes while others cause social upheavals. I will endeavour to show this by summarizing some of the case studies that were looked at in this project

while taking into account Portuguese policies and rhetorics that attended its processes of emblematisation.

AlJadida (Morocco)

In 2004, AlJadida – formerly Mazagão – succeeded on its second attempt in having its application as a UNESCO World Heritage site accepted after its name was changed for the sake of its application from AlJadida (Mazagão) to the Portuguese city of Mazagão (AlJadida) as a result of pressure from the Portuguese delegation. In the criteria presented by UNESCO to justify its final decision what was mostly highlighted was the past of AlJadida (Mazagão) connected in some way with Portugal. Although the citadel underwent later occupations, in particular as a *mellah* (Jewish quarter – as it is still commonly known today) until the early twentieth century, and that these remain visible and were taken into consideration in its application dossier, they were not catapulted forward as a validation for its patrimonialisation. This type of discursive legitimisation obviously serves Portugal's purposes far better seeing that as it has few recourses for international cooperation, it continues to invest principally in its image as a former first 'globaliser' during its Golden Age of Discovery in the sixteenth century. This allows Portugal to maintain a national image both for foreign as well as domestic consumption. However, from an economic point of view, it was very much in Morocco's interest to gain UNESCO's approval given the concomitant development of a tourist project along the coastal area between AlJadida and Azamor, a few kilometres to the north, where another Portuguese citadel was being restored with the help of the Portuguese. It may have been this that led Morocco to accept to change the name in its application and thus allow a form of 'desterritorialisation' or then territorial alienation of heritage which, in the words of Tunbridge Ashworth (1996) we could consider dissonant. This, along with the fact that historical distance of Portuguese colonisation makes it less threatening in Morocco's memory. In fact, the management of heritage that is of Portuguese origin is in a privileged position in comparison to others, such as the French and Spanish, which have a more recent colonial history and strained political relations with Morocco. Whatever the case may be, Moroccan concessions to Portuguese requests about its heritage are underscored by the possibility of getting another discourse going, an alternative yet corresponding one in Portugal's favour: one that also falls back on the military and architectural magnificence of the monuments in order not to sing the praises of those who built them but to glorify all the better those who managed to get rid of them.

But in AlJadida, as in other sites of Portuguese influence in Morocco (such as Arzila and Essaouira - also World Heritage since 2001) it is not so much the heritage criteria as advanced by UNESCO that are shown as tourist attractions. In fact, the Portuguese citadels are in themselves, just as walled-in *medinas* are, features that are in line with the contemporary tourist's taste as a whole. First of all because they are framed and objectified. Then, because they allow us to visualise the strata of different occupations as they follow one another through the centuries inside a space that won't allow for large structural and urban changes. Therefore, they are, as a rule, centres of huge historical and cultural density with a very active contemporary social life. This is why in many cases it is easy to apply here a multiculturalist discourse and insist on the notion of conviviality, which really only conceals this succession of historical events and frequently hides moments of conflict. Churches that became mosques or synagogues reflect the presence of different religious groups at different times, but the synthetic and uncritical argument is that of a timeless fusion of a common heritage. In AlJadida, time is compressed to give the tourist the idea of creative diversity so dear to UNESCO and now equally dear to tourists as well.

AlJadida is on many levels a good demonstration of heritage as a contemporary and metacultural process. If what I have so far said isn't enough to demonstrate this, let us now go

to one of the main tourist attractions and a must for all tourists: the cistern. Nobody in the sixteen century, which is when the Portuguese built this magnificent room, had access to what is today the citadel's visiting room but once was used to store water in case of siege. The supposed attraction of the tourist gaze at authenticity is spoilt in that the gaze here is subterranean and totally different from that which guided the daily affairs of the men and women who lived on the surface. MacCannel's notions of backstage and frontstage seem to get very confused here.

Another rhetoric that has been developed in parallel with the citadel heritage has to do with the African diasporisation in the Atlantic. Unlike cases we shall look into further ahead, this doesn't refer in any way to UNESCO's Slave Route programme. In 1769, the Portuguese abandoned Mazagão after bombing it with their own cannons. Within the framework of the Amazonia colonisation policy that the ruler of Portugal, the Marques de Pombal, had drawn up, the people who had until now lived in Mazagão were sent to what is now the State of Amapá in Brazil. Uprooted, they created there a new Mazagão (the name of Moroccan AlJadida at the time). A brief ethnography undertaken within the framework of our research at the start of 2000 (Silva and Tavim 2005) shows how transatlantic contacts and protocols have developed between these two urban agglomerations and how this is being increasingly used in diplomatic relations between Morocco and Brazil. It has set off a diaspora tourism on the part of some Brazilians from Macapá (the capital of Amapá) who seek their origins in AlJadida, tracing their genealogy back to colonial elites and thereby ensuring their present social capital. And then there are the Quilombola. They say they are the descendents of escaped African slaves in Brazil and now trying to claim their origin in the Mazagão diaspora as the first moment of the diasporisation of the Black-African slave community. In these discourses, Morocco is essentialised and referred to as 'Africa' in order to justify the origin of negritude. (This reading doesn't seem, however, to have a great deal of historical foundation in that none of the *colonial* uprooted families taken to Amazonia was accompanied by slaves and at first had to resort to the local population). To all effects and purposes, what is important to highlight here is the political eloquence afforded by the visibility given by UNESCO, thereby awarding them a capacity to set up networks and initiating new maps and itineraries of identities.

As in so many other historical centres, these and other gentrification fluxes interfere with the residents' habitat and daily lives. In AlJadida, urban requalification processes – at times only possible within a patrimonialisation framework – sets inflation and real estate speculation soaring. '*Pahal philistin*' ('Like in Palestine'), say some young people of AlJadida seated at the entrance to the cistern as they see houses being bought and restored by foreigners. They repeat here Dennison Nash's models for interpretation of tourism as a new form of imperialism over 'leisure peripheries'… However, this doesn't prevent these same young people from displaying in one of their tourist shops a Barcelos rooster – a symbol of popular Portuguese culture as emblematised during Salazar's dictatorship. They call it, ironically, Dom Sebastião, the king who, in Portuguese legends, disappeared one misty morning in Morocco and is to return to save Portugal, but whose tomb is well identified by the Moroccans near Alcasr Kibir, where the Portuguese army was vanquished.

In this imagined community of people who share emotions that UNESCO is striving to create, AlJadida is a stage on which to display various things: Portugal's pride in its history, the viability of creative and peaceful diversity that cultural and touristic industries increasingly produce as an attraction and, finally, a focus for diasporic nostalgia. But as Kirshemblatt-Gimblett also says, "a hallmark of heritage productions - perhaps their defining feature - is precisely the foreignness of the 'tradition' to its context of presentation." (1995:374). In this case, local inhabitants don't seem to recognise themselves in any of these displays of emotions. Without political recourse to very much more and with the space they

circulate in daily regulated tightly by the patrimonisalisation apparatus and tourist routes, and with their homes appropriated by foreigners, they opt for the economic advantages that result from decisions their government made without consulting them while they make ironic remarks about the political and asymmetric relations that the patrimonialisation process reproduce there.

I lack the time to examine (which would be needed for a more complete understanding of the question) the diplomatic relations between the two countries, basically economic investment interests on the part of Portugal (road infrastructures, telecommunications and tourism) and political on the part of Morocco (proximity to the European Union and a common approach to the Atlantic). None of these interests, or any relevant diplomatic relationship, seems to have any influence over the case that I am now going to speak about: the patrimonialisation and entry into tourist routes with the help of Portuguese bilateral cooperation of Ouadane, a small oasis in Adrar – a mountainous desert region in north Mauritania.

Ouadane (Mauritania)

Ouadane, a small oasis of some 2,300 inhabitants in the desolate Adrar, has recently entered the touristic routes of the Mauritanian desert. Ouadane belongs to the route of holy libraries – along with Chinguetti, Tichitt and Oualata – and shares with these other towns the symbolic capital of knowledge and religiosity gathered during centuries of pilgrimage flow, coming from the south on their way to Mecca. As a result, UNESCO accepted its application as an 'ensemble' in 1996 according to criteria 3 and 4.

In the specific case of Ouadane, something else has contributed to its touristic capitalization and to place it on the tourist route: this was the construction of the walls around the ruins of the ancienne ville subsidised under the scope of a bilateral cooperation agreement signed by the Portuguese and the Mauritanian governments. Portuguese government decision to engage in this is difficult to understand according to the monumentalist concept typical of Portuguese cooperation, which is still so very committed to raising the profile of Portugal's sixteenth-century Golden Age of Discovery. Why would Portugal invest this large sum of money in a place that is visited by so few tourists and in a country in which Portugal has no economy and/or political commitments of any kind? I won't put forward an answer to this here, which only cautious ethnography – practically an indiscretion – was to provide me after some research. (I'm only mentioning this here to remind you of the risk of looking at national and international institutions in abstract and disembodied and depersonalised manners, acting coherently and objectively, distant and alien to the wishes of the people that guide them on a daily basis). Such cooperation was, in any case, warranted by the idea that the Portuguese had built a trading post there in the fifteenth century in order to intercept the caravans of Saharan merchants (something which is still to be archaeologically confirmed). In fact, the construction of the walls has played an important role in the touristic promotion of Ouadane, since it permitted a new reading of the landscape: something which used to be a pile of stones became 'ruins' and earned a symbolic density that enabled it to be transformed into a touristic attraction. A touristic attraction that appeals to the preservationist rationale, the salvage impulse (Butcher 2003), which leads most tourists to Ouadane. Those ruins are the remains of a past that deserves all efforts to preserve it since it supports the identity of cultures: remains of culture. What most tourist are not aware of is that, although Ouadane has obviously its own history that it strives to save – and now to display as merchandise for tourists – the type of construction that the walls signal and preserve – a *ksour* – was not necessarily enclosed by walls (See Cheikh, Lamarche, Vernet and Durou, 2002). This type of urban gathering was adapted to the seasonal rhythms and flows of its inhabitants who lived mostly from long-distance trade and goat grazing and, therefore, a *ksour* was made of perishable material, since

its population was relatively mobile. Constructions and ruins were intertwined. In any given moment, the ruins are part of the present of the town, whose inhabitants did not waste much effort rebuilding what time or the unpredictable force of the river (*ouad*) destroyed every year. Moreover, the several drought periods (in the 1960s and 1980s) and subsequent urban migration, the war between Mauritania and Senegal in 1989 and, with more direct effects over Ouadane, the Sahara war, all contributed to its natural urban decadence (at that time, Ouadane had hardly over one hundred inhabitants). And when, at the beginning of the 1990s, some of the country's more distinguished patricians returned, in part attracted by the cultural capitalization of their homeland, they were more committed to developing the new part of the town than repopulating the ancient nucleus. Consequently, preservationist worries that today are part of daily ideology and practices in Ouadane seem relatively recent and imported. The ruins (*ghariba*), nowadays circumscribed by the walls built with the help of Portuguese funding – testify to a much more recent past (and therefore, from a semantic point of view, much more insignificant) than tourists can imagine. They possess, nonetheless, a fundamental value – rightly accrued by the circumscription that has improved its display – since, in the eyes of the visitor, they claim the need to preserve, or shall I say, to salvage local heritage. In the eyes of the tourist, ruins are the witnesses to a marked out authenticity that you need to preserve at all cost.

The ethnographies that we managed to carry out on emerging tourism in Ouadane – and which we published in other places (Silva, 2006; 2010) – show that in Ouadane, what attracts most tourists is this sense of frailty and urgency expressed in the monumental enframing of the ruins and other areas of local touristified life and culture. The UNESCO highlighted motive of safeguarding turns into a tourist attraction itself. The emotion that moves many tourists who visit Ouadane, and most of them are supportive and engaged with local development, is the appeal of preserving an endangered culture and ethnicity. Inadvertedly, Portuguese cultural cooperation appears, for once, to have actually contributed towards local development. Part of the local population - frequently the youngest members and those with less symbolic capital and thus less social constrictions – has joined the process: not only because they have found economic recourses in it, but also because they view it as a way to join 'modernity'. In this case, and more significantly than what seems to be happening in AlJadida where the government has had a greater presence in the whole process, at least part of the local population here has re-appropriated in an informal and creative manner the dramaturgy of safeguarding heritage as inspired by the capitalisation of UNESCO and re-activated by means of Portuguese cooperation. This is evident, among many things, in the proliferation of spontaneous museums that come in the aftermath of the process. In Ouadane, as well as neighbouring Chinguetti, the foreignness of the 'tradition' to its context of presentation has been reincorporated in 'culture'. As Marshal Sahlins taught us, it is, of course, more appropriate to speak of inventiveness than merely of invention of culture. This is also visible, on a broader Atlantic scale, in the last case in this paper.

Gorée Island (Senegal)

In 1994 UNESCO launched the Slave Route Project, a programme that supports among other things the setting up of structures to develop 'places of memory tourism'. African countries involved in similar patrimonialisation processes have undertaken to set up networks and to lobby at UNESCO committee meetings with the aim of getting African monuments accepted as World Heritage. It was within this framework that the classification of Cidade Velha de Ribeira Grande in Cape Verde as World Heritage was proposed to UNESCO in 2009. In June 2009 I attended a seminar in Gorée that dealt with this application dossier and with the importance of South-South cooperation (as it was then designated) and the role that the patrimonialisation of slavery could have in challenging tangible - thus

eminently colonial – heritage–that was being hypervalued by UNESCO in Africa. At the same seminar, concomitant discussions regarding the twinning of the towns of Gorée (Senegal) and Cidade Velha (Cape Verde) were using kinship vocabulary, as is common in this type of political procedure, with Cape Verde (represented by a delegate of the mayor of Cidade Velha) calling Gorée its elder sister (as UNESCO's classification of Gorée, like that of the Ghana fortressess, dates back to the end of the 1970s). The final debate at the seminar, also attended by students from the Dakar School of Architecture, was lively even rather heated, and mainly revolved around the fact that heritage rehabilitation in Africa was in the interest of its 'financers'. It was further inflamed when notions of Debt and Reparation were brought to the arena of debate as one of the young students suggested that it should really be colonizing countries that had to pay Gorée for the rehabilitation of this type of heritage, which was in remembrance of the oppression that local people had endured for centuries. Along with these South-South cooperation networks, Gorée has also been recently twinned with Lagos (Algarve, Portugal), the birthplace of Dinis Dias, the first European navigator to reach Gorée (then called Ilha da Palma). I felt that both the mayor of Gorée and the team from Lagos were genuinely and friendly committed to developing joint activities under the formal umbrella of town twinning. This was made evident in the words both sides proffered at the official ceremonies. But, meanwhile, the "Seven Portuguese Wonders of the World" contest was launched in 2008 with the support of the Portuguese government and was to perturb the sleep as well as the dreams of Luso-tropicalism in Portugal[1]. There is an underlying rhetoric of Portuguese colonialism which still persists in the official documents and ceremonies of diplomatic agreements that can be summarized under its label. An online petition - against this contest - circulated among academics and eventually triggered public debate about slavery (which I cannot go into here). The petition drew attention to the fact that "when describing these sites (of slavery), the organization of the contest omitted the history of these places and the use they had during the period of the Atlantic slave trade." The petition signers requested that 'all those who are concerned by the research on slavery and the Atlantic slave trade to disagree with the attempt to diminish and erase the history of this commerce, in order to exalt a glorious Portuguese past expressed in the architectural 'beauty' of these sites of death and tragedy." I don't intend to pursue this debate now, one that Portugal has evaded officially until now. I have used these discursive fragments, still little explored, to illustrate how nations connect with each other, within the 'international community' framework, by means of a kinship language (or, in others cases, one of neighbours) while displaying emotions such as hurt, revolt, shame and pride. Emotional contradictions and paradoxes are being sublimated through multiculturalist conceptions consonant with the 'creative diversity' proposed by UNESCO, either sustained in the present or projected in the past, even when this diversity is the result of a traumatic history.

Portugal has been sleeping in its castle of Lusotropicalism. But the 'beauty' of the old Portuguese sites throughout the world can no longer be exploited, aesthetically valued and/or commodified, as long as it does not incorporate pain alongside diversity. Otherwise, and because of its local dissonancy, these monuments will remain outside the 'landscape of the community of emotions'.

---

[1] Luso-tropicalism, which actually was a concept proposed by Gilberto Freire - a well known Brazilian ideologist – to glorify the virtues of Brazilian hybridism and support multiculturalism, refers to a distinctive Portuguese soft way of colonialism that promoted race and culture miscegenation. According to Freire, the historical roots of luso-tropicalism were to be found in the multicultural stratigraphy of Portuguese own National History. It was this legacy of genuine tolerance that later on softened Portuguese colonialism and produce what he entitled as luso-tropicalism.

In 1992, at the House of Slaves in Gorée Island (Senegal), the Pope, John Paul II, apologised publicly for the role played by the Catholic Church in the period of the Atlantic slave trade. Visiting Africa, Bill Clinton, George W. Bush and the Brazilian President, Luis Inácio Lula da Silva as many others also condemned the wrongs of the slave past. It was in this setting of condemnation and celebration of the memory of slavery that Barack Obama also spoke to the world on the spectacular stage that is one of the Ghana castles. Barack Obama's speech was not very fervent and this was perhaps deliberate. Nor did it have to be: his negritude (although his roots are not in slavery as are Michelle Obama's) and his nationality are strong enough factors to arouse the required emotion in a bellicose landscape where from behind the cannons one can imagine the dramatic voyage that Gilroy, in his 'Black Atlantic', places at the heart of the formation of the African diasporic identity and cultural history (1992). *Other presidents, such as the Brazilian president, have provided more spectacular performances than Obama. Lula da Silva, as the Pope and Mandela are said to have done, cried at the 'door of no return' of the Slave House in Gorée.*

Although Edward Bruner in his short essay on the Ghana Castle (1996) attests to animosity between white and black tourists, Lula's visit to Gorée emphasised the experience of negritude, which included Lula himself, who the Senegalese president called the first 'black' president of Brazil. In the house of slaves, Lula held a metal ball that had once been tied to a slave's ankle and tried on an iron chain in the Slave House. "The pain of slavery is like a kidney stone. There's no point in talking about it, it has to be felt. It's only by standing here that we understand the enormity of what these people felt during those three hundred years," the Brazilian president said. Lula said, and performed, what many tourists also say, and do, in different ways when they highlight and display the experience of pain these sites arouse. These emotions are shared publicly (as in the case of many videos on *YouTube* that shows people crying convulsively in the Slave House). Records of the same emotions can also be found in the Visitors Book in the House of Slaves in Gorée Island.

This expressions and sort of commoditisation of the memory of diaspora doesn't end in Gorée. Many Afro-American diasporic artists apart from the Brazilian Gilberto Gil, whether they have Senegalese roots or not, have turned the island into an icon of negritude to export in a variety of performative formats, such as music, dance and film, converting the emotions experienced there into inspiring and artistic material. We can't examine here this profusion and diversity that regularly returns to Gorée even if only at the time of the great Gorée Diaspora Festival that the Senegalese government promotes every year.

This whole paraphernalia of means, forms and circuits raises an awareness of the wide range of emotions that converge onto and emerge from Gorée, which are made authentic by the experience of being there. On their return to Gorée, some of these 'transnationalised' performances have greater effect than others on the locals, especially the youth. The world famous Daraa J (School of Life) rap group have retained in their repertoire a long speech, with no music, that the old charismatic curator of the Slave House often mentioned in the international media made about slavery, and which they present at the start of their international concerts. I found it in their album called *Xalima* ('quill and ink'), and on mobile phones and Mp3s belonging to many young people in Gorée. In this case, it seems that it is the transnational voyage of the Daraa J tours that transforms Joseph N'Diaye's message into an authoritative one for local young people. But there are other forms of incorporating memory and emotion currently taking place in Gorée. Unlike Afro-American tourism to Castle of Cape Coast and St. George d'Elmina in Ghana, the number of Afro-American visitors to Gorée has declined (due to air traffic and other reasons I can't go into now but that obviously influence this flow of emotions with regard to slavery). Educational tourism for students, and not just Senegalese students, is what Gorée nowadays seems to be investing in. Every Wednesday the island receives students from different grades and of different ages on

obligatory visits. The House of Slaves is then transformed into a classroom for lessons on the history of Africa and the rest of the world. In the current class that the present curator performs (in French) every week, the most repeated words regarding slavery are «Oui, pour pardoner. Non, pour oublier».

As Kirshemblatt–Gimblett says "the power of heritage is that it is curated, which is why heritage is more easily harmonized with human rights and democratic values than is culture." (2004:1). The patrimonialisation of slavery in Gorée followed this link and transformed the island into a pedagogic setting where pain, regret and pardon are displayed. This, perhaps better than the other examples I have given you today, shows why I think that UNESCO can be examined in the light of Bennet's assumptions about what he called the *exhibitionary complexes* - museums, galleries, national and international exhibitions in the nineteenth century. Just as they historically opened up objects to more public contexts of inspection and visibility, forming new public and inscribing it in new relations of sight and vision, UNESCO seems to continue fulfilling, on another scale, the same regulating function that nation states undertook in modernity: the creation of an imaginary community of feelings with a global ethic by means of a set of cultural technologies that organise a voluntary self-regulating global citizenry.

Bibliography

Bruner, Edward M. (1996) "Tourism in Ghana.The Representation of Slavery and the Return of the Black Diaspora". *American Anthropologist*. Volume 98, Issue 2, pp. 290-304

Butcher, Tim (2003) *The Moralization of Tourism. Sun, Sand and… Saving the World*. London and New York: Routledge

Cheikh, Abd El W.O., Estibal, Sylvain, Lamarche, Bruno, and Vernet, Vincent. (2002) *Sahara. L'Adrar de Mauritanie sur les traces de Théodore Monod*. Paris: Vents de Sable.

Clifford, J. (1997) *Routes: Travel and Translation in the late Twentieth Century*. Cambridge (MA): Harvard University Press

Eriksen, T. H. (2001) "Between universalism and relativism: a critique of the UNESCO concept of culture", in *Culture and Rights. Anthropological Perspectives*. Cowan, J. K., Dembour, M-B. and Wilson, R. A. pps 127-149. Cambridge:Cambridge University Press

Gilroy, Paul (1992) *The Black Atlantic: Modernity and Double Consciousness*. Cambridge: Harvard UP.

Kirshenblatt-Gimblett, Barbara (1995) "Theorizing Heritage". *Ethnomusicology*, Vol. 39, No. 3, pp. 367-380.

(2004) "From Ethnology to Heritage: The Role of the Museum" SIEF Keynote, Marseilles, April 28 available at http://www.nyu.edu/classes/bkg/web/SIEF.pdf

Marcus, George E. (1995) "Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography". *Annual Review of Anthropology*, Vol. 24, pp. 95-117.

Pratt, M L. (1992) *Imperial Eyes: Travel Writing and Transculturation*. London; New York: Routledge

Silva, Maria Cardeira. (2006) "Hospedaria Vasque. Cultura, raça, género e expediente num oásis da Mauritânia." *Etnográfica*, Nov. 2006, vol.10, no.2, p.355-381.

(2010) "Mauritanian Guestbooks". In Catherine A Palmer, Jo-Anne M Lester, Peter M Burns (Editors) *Tourism and Visual Culture, Volume 1: Theories and Concepts*. Oxfordshire: Cab International, pp.181-191

Silva, Maria Cardeira and Tavim, J.A. (2005) "Marrocos no Brasil: Mazagão (Velho) do Amapá em festa – a festa de São Tiago" (juntamente com Maria Cardeira da Silva), in *Actas do Congresso Internacional "Espaço Atlântico de Antigo Regime: poderes e sociedades"*

Lisbon: Conhecer, Biblioteca Digital Camões.Wright, Susan (1998) "The 'Politization of Culture'", *Anthropology Today*, Vol. 14, nº 1, pp. 7-15
Tunbridge, J.E., and Ashworth, G.J. (1996). *Dissonant Heritage: the Management of the Past as a Resource in Conflict*. Chichester: Wiley

Interpretation of Objects and Landscape at Head-Smashed-In Buffalo Jump

Trisha Carleton
(University of Leicester)

Trisha Carleton
MA Candidate at University of Leicester School of Museum Studies
University of Leicester
Museum Studies Building
19 University Road
Leicester LE1 7RF
Email: pdc13@le.ac.uk

Interpretation of Objects and Landscape at Head-Smashed-In Buffalo Jump

Abstract:
The interpretation of the UNESCO World Heritage Site, Head-Smashed-In Buffalo Jump (HSIBJ) is multifaceted and represents numerous points of interest from a museological and heritage perspective. This report focuses on how differing concerns of the two primary stakeholders of this site impacts the interpretation of its landscape and objects. Of primary concern is the First Nations interpretation of the poetic landscape and reproduced objects for their traditional, mythological and cultural meanings, compared to the Provincial Government of Alberta's interpretation of archaeological excavations and reproduced artefacts as evidence for a scientific and historical record. While HSIBJ is operated by the Provincial Government, there has been significant involvement of the First Nations as a source community, especially since receiving World Heritage designation in 1981 and the subsequent provincial approval to build the Interpretive Centre in 1982. The World Heritage designation has been important in raising attention to HSIBJ as being the oldest and most used buffalo jump in North America, and as a result the deepest buffalo jump site ever excavated by archaeologists. More than 100,000 buffalo have been driven over this jump starting from at least 6000 years ago and ending in the mid 1800s. The Interpretive Centre at HSIBJ is split into five levels, each focusing on a different aspect of interpretation of the site. A demarcation between levels one, two and three being told from the First Nations (Blackfoot) perspective and levels four and five being told from the Provincial Government perspective is evident. Levels one, two and three tell the story of the First Nations world, people and the buffalo hunt respectively. These interpretive areas focus on the important role of the landscape in the Blackfoot way of life and hunting methods. These three levels utilize natural materials in their displays and reproductions of traditional objects made from natural materials to illustrate the story and to extend the connection with the authentic landscape right outside, which is the actual buffalo jump cliff that visitors may walk around. Here, information is largely conveyed through the use of myths and traditional knowledge. Alternatively, levels four and five tell the story of cultures in contact between Europeans and First Nations in this region and uncovering the past through archaeological excavations. These two levels make use of photographs, quotations from archival records, facts from historical documents, and reproductions of archaeological findings to represent historical and archaeological research findings of the site. While the overall interpretation of HSIBJ relies heavily on both the landscape and objects, the First Nations contributions tend to be more landscape focussed and the Provincial Government contributions tend to be more object focussed. Analysing HSIBJ with an object and landscape combined approach touches on only a small portion of the story that HSIBJ has to offer, but it does serve to reflect on how dual stakeholders at one site can impact its interpretation.

Keywords: Interpretation, Heritage, Head-Smashed-In Buffalo Jump, Poetic Landscape, Archaeology

Interpretation of Objects and Landscape at Head-Smashed-In Buffalo Jump

Introduction

Head-Smashed-In Buffalo Jump (HSIBJ) is located in Alberta, Canada about 170 kilometres south of the city of Calgary. The site consists of a historical landscape and an Interpretive Centre (IC). The buffalo jump[1] can be accessed by walking paths on the site. The IC is cleverly integrated into the cliff-side landscape and consists of five levels[2]. The two dominant stakeholders are the First Nations community and the Provincial Government of Alberta.

The Peigan tribe of the Blackfoot Nation reside on land near the site and are extensively involved its interpretation. The area was first nationally designated in 1968, followed by provincial designation in 1979 and finally declared a UNESCO World Heritage site in 1981. The Provincial Government took control of the site and approved the development of the IC in 1982. Generally, the Government has proprietary interests, as well as a responsibility to the international heritage community, and the Blackfoot are connected spiritually and culturally. As a result, there are "multiple systems of value" (French, 1999) at play. The Blackfoot interpretation of HSIBJ emphasizes ritual and symbolism (Bocock, 1993) which serves to value a way of life linked to the landscape. Concurrently, the Government interpretation of HSIBJ focuses on archaeological findings, therefore valuing physical evidence. It is also important to consider HSIBJ's value as a UNESCO World Heritage Site for its being the oldest, deepest and most used buffalo jump in all of North America (Provincial Government of Alberta 2009). This unique status alone translates into inherent value (French, 1999). This report will examine the ways stakeholders of HSIBJ interpret landscape and objects to represent this significant piece of Alberta's heritage.

History and Practice of the Buffalo Jump

The cliff used for the buffalo jump used to be a fourteen to twenty metre drop. After 150 years with no buffalo, processes of erosion, and growth of vegetation, the cliff is now more of a hill capped with a rocky ridge. It is estimated that more than 100,000 buffalo have been driven over this jump starting from at least 6000 years ago and ending in the mid 1800s (Provincial Government of Alberta, 2009). The Blackfoot relied heavily on the buffalo for their livelihoods.

A complex technique involving intimate knowledge of the land, animals, and climate was required to bring about a buffalo jump kill. A buffalo runner[3] disguised in buffalo fur and scent would pretend to be a lost buffalo calf. By exploiting the buffalo's instinct to aid the lost calf, the buffalo runner would lure them in the direction of the cliff. Other individuals, robed in wolf pelts, would approach from behind causing nervousness in the herd. Once the herd was within the drive lanes[4], the combination of the pull of the 'lost calf' and the push of the 'wolves' would eventually cause the herd to stampede. Additional hunters filled in the spaces between the rock cairns, causing commotion to create panic among the herd, and keep them

[1] Cliff that buffalo were forced over to kill them.
[2] Please see attached diagram.
[3] A young, fast individual who would be disguised as a lost buffalo calf to lure the buffalo to the cliff.
[4] A passage bordered by rock cairns narrowing toward the cliff.

moving down the drive lane. The buffalo runner had to be extremely quick to not be trampled, and at the last moment before the cliff, escape to the side. At the bottom of the cliff people would be waiting to kill any buffalo that survived the fall, as it was believed that no buffalo could escape as they would reveal the secrets of the hunt to the rest of the buffalo (Provincial Government of Alberta, 2009).

Layout and exhibits

The IC storyline has two primary themes which can be categorized as traditional knowledge and archaeological knowledge. Visitors are encouraged to start their tour outdoors on the top of the buffalo jump, then enter the top floor (level one) and work their way down to the ground floor (level five). When this pattern is followed, one immediately experiences the authentic landscape, then enters the IC.

Levels one and two tell the story of the Blackfoot world and people. This area has few objects, utilizing only natural items such as rocks, prairie grass specimens and ritual artefacts as secondary support. The primary vehicle of communication is illustrated storyboards supported with large stained timbers connected with rawhide straps. A connection with the landscape is carried on as though trying to make a seamless transition from being outdoors to in. The importance of the landscape to the historical use and the ongoing meaning associated with the site is the key message.

Level three focuses on the buffalo jump and utilizes many objects to tell the story of this hunting method. The display of weapons, tools, hides, and ritual objects are curated to support the narrative. A theatre presents a short movie featuring a re-enactment of a buffalo jump kill day.

Level four depicts the period of European contact in the region. In this section objects are displayed in a more traditional, museological style in stand-alone display cases. This area has one video display, utilizes photographs extensively, and the objects vary from natural specimens to ethnographic artefacts. Through the video, photographs, objects and associated text the story of the near extinction of the buffalo is told.

Level five is dedicated to the archaeological excavations that have taken place. Much more emphasis is placed on objects in this section, as well as videos and a diorama of a dig site. A different style of text panel is used that is less natural in appearance. Objects such as arrow heads, hammer rocks and bone tools, are displayed as evidence of past human activity at the buffalo jump.

Objects at Head-Smashed-in-Buffalo Jump

Exchange commodities are significant in the archaeological record for this site. According to Appadurai, artefacts can embody value as a result of their being exchanged (Appadurai 1986), for which the obsidian points found would be a good example. Obsidian is a volcanic rock not indigenous to the area which indicates trade networks. The analysis of archaeological findings in terms of their role as trade commodities is one example of how the interpretation of objects has contributed to the historical significance of the site.

The programming space on level five hosts hands-on objects to educate visitors about traditional Blackfoot ways of life. While it is interesting to learn about the Blackfoot people's innovative use of materials and their handcrafted construction, it is important not to ignore, "the most salient feature of artefacts: that they have been designed for a purpose (Ingold, 2000)." The interpretive staff, many of whom are Blackfoot, do a thorough job of illustrating the purposes of these tools within the context of Blackfoot culture in the time period of the buffalo jump.

The majority of the objects in the IC are reproductions, in order to allow hands-on interaction, among other reasons. The reproductions are constructed with materials similar to

the originals and by traditional methods, which hopefully has the effect of instilling a sense of authenticity similar to that discussed by Jones with regard to the restoration of artefacts, "which encourages us to accept that objects have a continuing history ... and that their present state records not only the moment of creation but also a whole subsequent sequence of events (Jones, 1994)."

The objects are used as evidence of the traditional Blackfoot ways, therefore what is important is what the objects can communicate about culture. Ultimately, it does not matter that they are reproductions because it is not the substance of the object that is key to its interpretation in this setting (Ingold, 2000). Based on the work of ethno-archaeologists, the original uses and significance of the objects are extrapolated. The interpretation of HSIBJ, of which the use of reproductions is a part, also serves as a means of re-orienting the local Blackfoot people to their history. Involvement and support of the source community as primary stakeholders is a key element in the interpretation of a site such as HSIBJ (Fforde, 2002).

The poetic Landscape

HSIBJ stands out as an archaeological site in Alberta for its being the oldest and most used buffalo jump in North America, but another key element to its significance is its provenance. The collective memory of the Blackfoot provides meanings associated with the landscape. In turn, the IC utilizes those meanings to, "recognise the personal, emotional human response to objects ... and spaces. Such a response could be described as poetic (Watson, 2008)." Enabling visitors to connect with the poetic landscape has a 'value added', experiential component. Visitors encounter first-hand the actual cliff the buffalo were driven over. This experience positively impacts the interpretation of the site, as opposed to the typical museum situation where artefacts are removed from their contexts and represented in constructed environments (Porter, 1996). While the artefacts recovered in archaeological excavations provide valuable information about the history and activity of the site, the landscape in a poetic and cultural sense serve as a vehicle for individuals and communities to gain a sense of identity (Watson, 2008).

Myth, tradition and authenticity

The official version for how the site got its name states that a young Blackfoot boy sheltered himself under the ledge of the cliff and watched the buffalo falling down in front of him to their deaths. Unfortunately, so many buffalo were driven over the cliff that they piled up, closing him in, and when the boy's body was found his head was smashed-in (Brink, 2008). But there is more than one explanation for how the site was named. Are the competing myths an expression of a collective feeling; are they a way of explaining the mysteries one encounters (Levi-Strauss, 1998), or are they the oral account of historical events now obscured in antiquity? Perhaps, a more important question is whether the quest for an "authentic" myth is really so important. Levi-Strauss has suggested "defin[ing] the myth as consisting of all its versions ... a myth remains the same as long as it is felt as such (Levi-Strauss, 1998)." In the end, incompatible myths exist, and it is possible that this is a reflection of the sometimes conflicting aims of different stakeholders' efforts to represent the site's heritage.

Tradition can be utilized for many purposes such as education and economic development. As a tourist attraction, one may question the motives behind the use of tradition at HSIBJ, as well as consider invented tradition versus genuine tradition. Genuine traditions may still adapt over time (Hobsbawn, 1983), but an invented tradition is often formally constructed, sometimes to fill a gap when society weakens for some reason (Hobsbawn, 1983). While tradition is represented extensively at HSIBJ in a historical sense, one weakness

in the interpretation would be that little information is provided on which traditions are still practiced by the First Nations and what their meaning and purpose in society is today. The dualistic portrayal of archaeology and documented history as Government, versus traditions and oral history as Blackfoot, is blatantly obvious in the floor plan of the IC alone. Levels four and five represent the former and levels one, two and three represent the latter. The lack of effort to also communicate the present, and to connect past and the present, causes the analysis of invented versus genuine traditions to be a difficult one to accomplish.

Conclusion

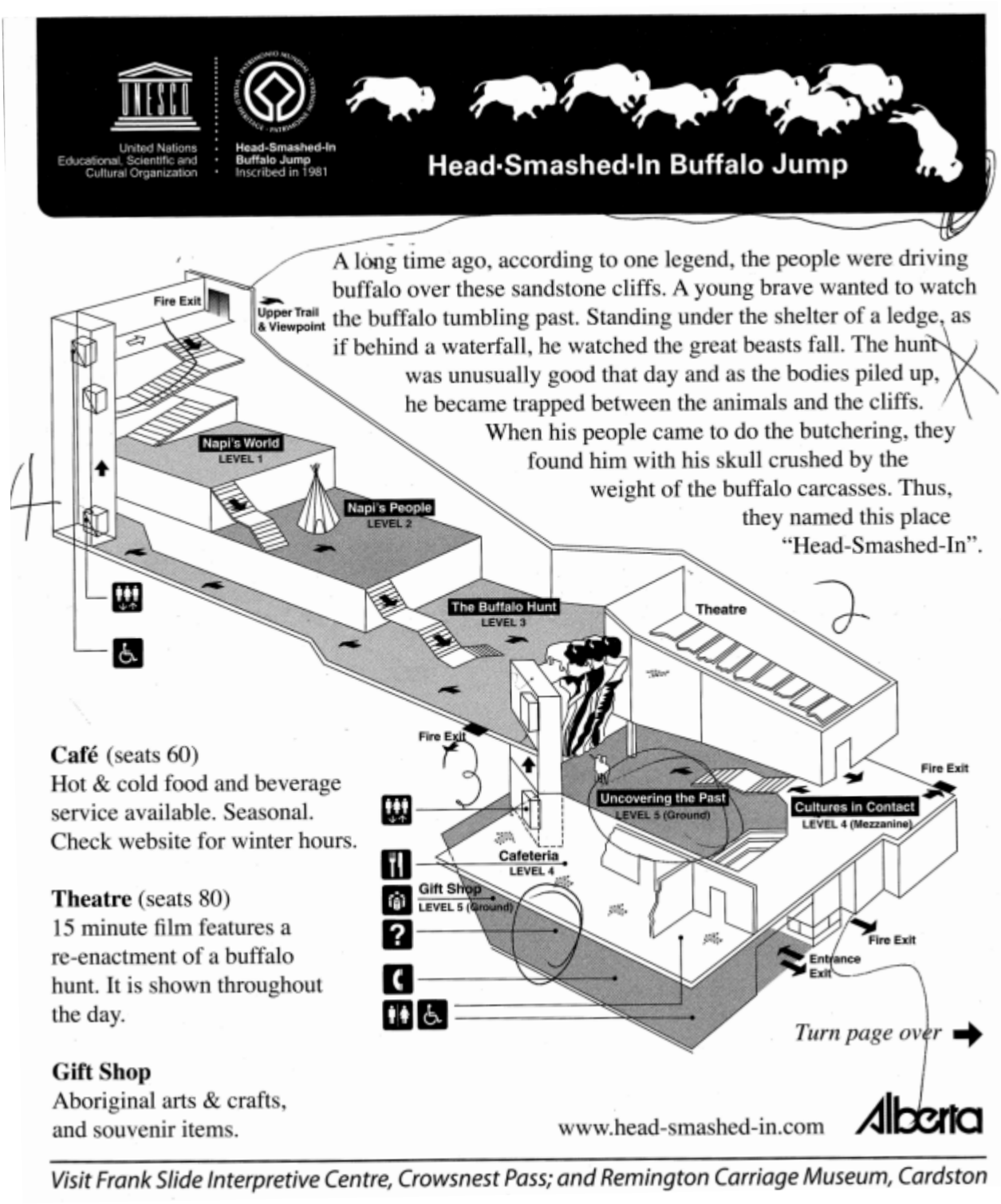
HSIBJ is a heritage site interpreted through objects and landscape that embodies cultural significance on an international level. The objects exhibited at the IC include tools, weapons, ritual objects, hides, and implements for clothing and shelter, almost exclusively made from parts of the buffalo. The majority of the objects are reproductions, some based on Blackfoot traditional knowledge and others based on archaeological findings. The buffalo jump cliff itself, which comprises a poetic landscape, provides an authentic experience for visitors that is interpreted both by the Blackfoot for its ritualistic and cultural significance, as well as by archaeologists for its being the oldest, deepest and most used buffalo jump discovered in North America. Analysing HSIBJ with an object and landscape combined approach touches on only a small portion of the story that HSIBJ has to offer, but it does serve to reflect on how dual stakeholders at one site can impact its interpretation. A review of the site in light of the literature cited reveals that Blackfoot interests use objects and landscape to interpret tradition, myth, and the intangibles of a culture's past, while the Government interests use objects and landscape to interpret the archaeological record, documented historical accounts, and the tangible evidence of the past.

Bibliography

Appadurai, Arjun. (1986) "Introduction: commodities and the politics of value", In: Appadurai, A., ed., The Social Life of Things. Cambridge: Cambridge University Press. pp 3-63.
Bocock,R. (1993) "Desires, identity and consumption", In: Bocock, R., ed., Consumption. London, New York: Routledge. pp 76-108.
Brink, Jack. (2008) "Imagining Head-Smashed-In", Edmonton, Alberta: AU Press.
Notzke, Claudia (2004) "Indigenous tourism development in southern Alberta, Canada: tentative engagement", Journal of Sustainable Tourism, Vol 12, No 1, pp 29-54.
Fforde, C. (2002) "Collection, repatriation, identity", In: Fforde, C., Hubert, J. and Turnbull, P., eds., The Dead and their Possessions: Repatriation in Principle and Practice. London: Routledge. pp. 34-46.
French, Lindsay. (1999) "Hierarchies of value at Angkor Wat", Ethnos, Vol 64, No 2, pp 170-191.
Hobsbawm, Eric. (1983) "Introduction: inventing traditions", In: E. Hobsbawm & Ranger, eds., The Invention of Tradition. Cambridge: Cambridge University Press. pp 1-14.
Ingold, Tim. (2000) "Making culture and weaving the world", In: Graves-Brown, P.M., ed., Matter, Materiality and Modern Culture. New York: Routledge. pp 50-71.
Jones, M. (1994) "Why fakes?", In: Jones, M., ed., Fake? The Art of Deception. London: British Museum Publications Ltd. pp 11-16.
Levi-Strauss, C. (1998) "The structural study of myth", In: Rivkin, J. and Ryan, M., eds., Literary Theory: An Anthology, Oxford and Malden. Massachusetts: Blackwell Publishers, Inc. pp 101-115.
Porter, G. (1996) "Seeing through solidity: a feminist perspective on museums", In: Macdonald, S. And Fyfe, G., eds., Theorizing Museums. Oxford: Blackwell. pp 105-126.

Provincial Government of Alberta. (2009) Head-Smashed-In Buffalo Jump Interpretive Programs (text panels, movies and interpretive staff). Attended November 11 & 29, 2009.
Watson, Sheila. (2008) "Unit 9: poetics, memory and feeling", Module 2: Objects of Interpretation. Leicester: University of Leicester. pp 9-887 to 9-904.

Head-Smashed-In Buffalo Jump Interpretive Centre



Floor Plan

Due to the innovative architectural design, the Centre is inconspicuously built into the cliff side, well integrated with the landscape.

Level One: Napi's World

Napi is the Blackfoot name for the Creator.

Level Two: Napi's People

Level Three: The Buffalo Hunt.

Display showing the different uses for parts of the buffalo.

Display of how buffalo bones were collected and boiled in pits.

Level Four: Cultures in Contact

Level Five: Uncovering the Past

La grotte Chauvet-Pont-d'Arc, vecteur de développement territorial

Elisabeth Cayrel
(Conseil général de l'Ardèche)
&
Hervé Saulignac
(Conseil régional Rhône-Alpes)

Elisabeth Cayrel
Chargée de mission Unesco-Chauvet pour l'État français
Région Rhône-Alpes
Conseil Général de l'Ardèche
Mission Unesco-Chauvet
Espace Rhône-Alpes
4 rue Pierre Filliat
07 000 Privas
France
Courriel : ecayrel@rhonealpes.fr

Hervé Saulignac
Vice-président du Conseil Régional Rhône-Alpes
Référent de la candidature Unesco de la Grotte Chauvet-Pont-d'Arc.
Mission Unesco-Chauvet
Espace Rhône-Alpes
4 rue Pierre Filliat
07 000 Privas
France

La grotte Chauvet-Pont-d'Arc, vecteur de développement territorial

Résumé :
Découverte il y a 15 ans par trois spéléologues, la Grotte Chauvet-Pont-d'Arc est de par son ancienneté, la qualité, la quantité et la conservation de ses représentations d'art pariétal, un patrimoine unique au monde.Fermée au public depuis sa découverte pour assurer sa préservation et sa transmission aux générations futures, la grotte fait l'objet d'un projet d'Espace de Restitution (ERGC).Le site, qui comprendra un fac-similé de la grotte et de ses représentations, sera également un lieu de découverte et de compréhension de l'art et des civilisations préhistoriques, par le biais d'un centre d'interprétation et d'animations à destination des publics, notamment scolaires.Conscients du caractère exceptionnel de la grotte Chauvet-Pont-d'Arc pour l'ensemble de l'humanité, l'État français, la Région Rhône-Alpes et le Conseil Général de l'Ardèche se sont associés afin de porter une démarche de candidature à l'inscription du bien sur la Liste du Patrimoine mondial de l'Unesco.Au-delà d'une recherche de reconnaissance internationale, cette démarche est vécue, notamment à travers la construction du Plan de gestion, comme une occasion de réfléchir au développement patrimonial et culturel, mais aussi et surtout économique et touristique, du territoire environnant la grotte.C'est bien tout l'intérêt et toute la particularité du défi posé au Grand projet Grotte Chauvet-Pont-d'Arc : assurer l'émergence d'un tourisme patrimonial durable à partir d'un bien exceptionnel mais fragile, peu connu et non visitable, dans le respect du modèle éco touristique centré sur les activités de pleine nature qui a fait la renommée de ce territoire.

Mots clés : développement territorial, tourisme, patrimoine, Grotte Chauvet-Pont-d'Arc – Unesco

La grotte Chauvet-Pont-d'Arc, vecteur de développement territorial

La plus ancienne grotte ornée au monde connue à ce jour, objet de la construction d'un espace de restitution, d'une candidature au Patrimoine mondial, et pivot d'un nouveau développement touristique pour son territoire.

1. La Grotte Chauvet-Pont-d'Arc, joyau de l'art pariétal

Découverte il y a 15 ans par trois spéléologues, la Grotte Chauvet-Pont-d'Arc, située en France, dans la Région Rhône-Alpes et le Département de l'Ardèche *(fig. 1)*, est de par son ancienneté, la qualité, la quantité et la conservation de ses représentations d'art pariétal, un patrimoine unique au monde.

Tout d'abord de par ses volumes imposants et l'intérêt que revêt sa géologie : la cavité s'étire sur 400 m de développement, s'ouvre sur de vastes salles de 40x60 m, voit certains de ses plafonds s'élever à 17 m … *(fig. 2)*. De plus, de nombreuses concrétions et coulées stalagmitiques, ainsi que des restes d'animaux préhistoriques tels les bouquetins ou les ours des cavernes, font que la grotte, au-delà de ses représentations pariétales, constitue un riche sujet d'étude pour les géologues et les karstologues, ainsi que pour les paléontologues *(fig. 3 à 7)*. Les nombreux restes d'ours des cavernes ont d'ailleurs permis aux chercheurs de séquencer l'ADN mitochondrial de cette espèce, qui s'est éteinte il y a 15 000 ans (Bon *et alii,* 2008).

Scellée par l'effondrement de son porche d'entrée il y a 20 000 ans ; la grotte a traversé les millénaires intacte jusqu'à sa redécouverte en 1994. Afin d'éviter les dégradations subies par la Grotte de Lascaux, en Dordogne, la grotte n'a jamais été et ne sera jamais ouverte au grand public. De plus, la cavité bénéficie d'une forme d'autoprotection, dans la mesure ou les parois karstiques rejettent du CO2 et en saturent l'air ambiant, ce qui rend le taux de CO2 à l'intérieur de la grotte bien supérieur aux 3% recommandés pour assurer la sécurité de l'être humain, et ce près de 8 mois par an. Les 4 mois pendant lesquels la grotte est « visitable » sont donc réservés au travail de l'équipe de recherche, à celui de l'équipe de conservation, ainsi que pour permettre l'entrée en fonction des besoins liés à la valorisation (notamment dans le cadre de la conception du futur Espace de Restitution, évoqué plus loin).
L'une des caractéristiques les plus marquantes de la Grotte Chauvet est qu'elle renferme les peintures et représentations les plus anciennes de l'humanité : 32 000 ans BP, soit 15 000 ans avant Lascaux ! Ces peintures ont été réalisées par la première civilisation d'*homo sapiens sapiens* en Europe : l'aurignacien (Valladas, Clottes et Geneste, 2004).

Mais la singularité majeure de Chauvet réside avant tout dans ses représentations elles-mêmes : plus de 420 figurations de 14 espèces animales, d'une qualité et d'une facture remarquables (esthétique, naturalisme, recherche de relief, estompe pour donner du volume, juxtaposition d'animaux pour créer la perspective, …) illustrent l'aboutissement technique, la sensibilité et le sens aigu de l'observation d'artistes desquels 32 000 ans nous séparent. De plus, on ne peut qu'attirer l'attention sur le bestiaire particulier de la grotte Chauvet-Pont-d'Arc, puisque celui-ci est essentiellement constitué d'animaux dangereux (rhinocéros, fauves, etc.), ce qui la différencie une fois de plus des autres grottes ornées. Notons pour finir qu'avec ses 74 félins, la grotte Chauvet-Pont-d'Arc rassemble à elle seule plus de la moitié des représentations de ce type dans la totalité de l'art pariétal mondial *(fig. 8 à 10)*.

C'est cette combinaison surprenante de datations particulièrement anciennes et de représentations extrêmement abouties du point de vue technique et esthétique, qui rend la Grotte Chauvet-Pont-d'Arc unique au monde. Sa découverte a en outre ouvert considérablement le champ des hypothèses d'interprétation du sens des œuvres préhistoriques,

et a remis en question la plupart des théories sur une évolution linéaire et lente de l'art pendant la préhistoire, ainsi que la méthode stylistique de datation des représentations.

2. La candidature au Patrimoine mondial, comme une évidence

Conscients du caractère exceptionnel de la grotte Chauvet-Pont-d'Arc, qui la rend précieuse pour l'ensemble de l'humanité, l'État français, la Région Rhône-Alpes et le Conseil Général de l'Ardèche se sont associés afin de porter une démarche de candidature à l'inscription du bien sur la Liste du Patrimoine mondial de l'Unesco.

Au-delà d'une recherche de reconnaissance internationale, cette démarche est vécue, notamment à travers la construction du Plan de gestion, comme une occasion de réfléchir au développement patrimonial et culturel, mais aussi et surtout économique et touristique, du territoire environnant la grotte.

Ainsi le Plan de gestion, en cours de construction, cherche à répondre aux objectifs suivants :

- Assurer la conservation et la transmission intacte aux générations futures de la grotte et de son environnement paysager,
- Comprendre, expliquer et valoriser la grotte, son environnement géographique, son contexte culturel, sa valeur patrimoniale,
- Anticiper et évaluer les conséquences de l'éventuelle inscription Unesco sur le territoire et sa fréquentation, dans le respect de la capacité de ses infrastructures et de ses ressources naturelles,
- S'assurer que les retombées de l'éventuelle inscription bénéficient à l'ensemble du territoire, des secteurs d'activité concernés et de la population locale.

Depuis sa découverte, la grotte a fait l'objet de nombreuses tentatives de valorisation de la part de différents organismes, agissant de manière isolée. La candidature Unesco permet d'enfin réunir tous ces acteurs à la même table, et de les aider à construire un projet ambitieux et concerté autour du site.

Par ailleurs, la population et les acteurs socio-économiques sont également régulièrement informés, consultés et associés à la démarche, devenant ainsi partie prenante de ce projet de territoire. De nombreuses réunions publiques sont organisées au fur et à mesure de l'avancement de la démarche, et un Comité de soutien a été créé, par le biais duquel il est possible de s'inscrire à la Lettre d'information du Grand Projet Grotte Chauvet-Pont-d'Arc : http://www.grotte-chauvet.org/la-candidature-unesco/comite-de-soutien-a-la-candidature-unesco/ .

L'objectif est de terminer le dossier de candidature fin 2011 pour, si la France en décide ainsi, une transmission au Centre du Patrimoine mondial début 2012. Le verdict de l'Unesco interviendrait donc au plus tôt mi-2013.

3. Un projet d'Espace de Restitution : montrer l'invisible

Fermée au public depuis sa découverte pour assurer sa préservation et sa transmission aux générations futures, la grotte fait l'objet d'un projet d'Espace de Restitution (ERGC), qui représente 43 million d'Euros d'investissement.

Le lieu d'implantation a été choisi avec soin : à une distance suffisante de la grotte originale pour ne pas menacer sa conservation, mais suffisamment proche pour s'insérer dans un paysage similaire et renforcer la perception du respect d'authenticité du futur visiteur *(fig. 11)*

Le projet architectural, retenu par un jury de concours international, vise à une insertion la plus neutre possible dans l'environnement naturel et paysager du site. Ainsi, les

différents pôles de l'ERGC seront situés dans des bâtiments distincts (choix d'un « site éclaté »), à l'architecture simple, et semi enterrés *(fig. 12 et 13)*. L'empreinte écologique de l'ERGC a également fait l'objet de la plus grande attention : l'utilisation d'énergies renouvelables, une conception des bâtiments orientée vers l'économie d'énergies et adaptée au climat, une limitation de l'éclairage nocturne afin de ne pas perturber la faune locale, une installation des bâtiments permettant de conserver la majeure partie de la flore d'origine, du site, etc.

Le site, qui attend au moins 300 000 visiteurs par an, s'articulera autour de deux pôles culturels majeurs : le fac-similé de la grotte et de ses représentations, bien sûr, mais aussi un lieu de découverte et de compréhension de l'art et des civilisations préhistoriques, par le biais d'un centre d'interprétation et d'animations à destination des publics, notamment scolaires.

L'un des grands défis de cette restitution consiste en la réalisation du la fac-similé : la grotte originale occupant près de 8 000 m², des choix ont été réalisés par l'équipe scientifique et les scénographes afin d'isoler les éléments majeurs de la cavité, pour aboutir à une reconstitution de 3 500 m². Les éléments choisis ont ensuite été numérisés en 3D dans le but de restituer le relief de la paroi, pour ensuite plaquer sur celle-ci les images en haute définition des représentations. Chaque élément constitue ainsi une « écaille » *(fig. 14)*. Les écailles relevées en différents points de la grotte sont ensuite agglomérées les unes autres pour former un condensé de la richesse de la Grotte Chauvet-Pont-d'Arc *(fig. 15 et 16)*.

4. Pour un nouveau développement touristique

Le patrimoine majeur que représente la Grotte Chauvet-Pont-d'Arc, et dont l'Espace de restitution allié à une éventuelle inscription Unesco est appelé à devenir un puissant aimant touristique, a été découvert dans un territoire qui se trouve déjà au bord de la saturation de fréquentation, durant la haute saison d'été.

En effet, au cours des dernières décennies, l'économie touristique du sud Ardèche s'est développée de son propre chef de manière insuffisamment organisée, sans démarche globale, en se concentrant sur les loisirs de pleine nature. De multiples exploitants se sont installés et ont prospéré, sans aucune intervention des pouvoirs publics. Ce sont eux qui ont fait la renommée et la fréquentation de la région, en l'absence de toute réflexion globale sur une stratégie de développement ou de définition du territoire en tant que destination touristique.

Ni le projet d'espace de restitution, ni la démarche de candidature au Patrimoine mondial ne cherchent à supplanter ce modèle. L'enjeu de ce projet culturel est de fournir un point d'appui qui permettra de déclencher de nouvelles dynamiques territoriales, afin de diversifier l'économie et d'avoir un impact positif sur le chômage local. L'objectif est donc de permettre l'implantation d'une politique de développement concertée, socialement et culturellement durable, respectueuse de l'environnement, tournée vers le tourisme patrimonial et les atouts du territoire – tout en évitant de tomber dans le folklorique (suivant ainsi les recommandations du Centre du Patrimoine mondial (Orientations 1994/2008). Il s'agit ici d'ajouter une corde à l'arc du tourisme ardéchois, et non de remplacer un modèle touristique par un autre.

De plus, cette nouvelle politique de développement territorial à partir de la Grotte Chauvet-Pont-d'Arc met au centre de son action une volonté de profiter aussi aux habitants permanents du territoire, permettant ainsi de quitter un modèle de tourisme subit, uniquement tourné vers les clientèles accueillies, pour aller vers un tourisme qui prenne également en compte les besoins, spécificités et fragilités locales.

C'est bien tout l'intérêt et toute la particularité du défi posé au Grand projet Grotte Chauvet-Pont-d'Arc : assurer l'émergence d'un éco tourisme patrimonial durable à partir d'un

bien exceptionnel mais fragile, peu connu et non visitable, dans le respect du modèle touristique qui a fait la renommée de ce territoire.
Les moyens alloués à cette ambition territoriale par l'État français, la Région Rhône-Alpes et le Conseil Général de l'Ardèche sont à la hauteur de l'enjeu, et démontrent une volonté de ne pas consacrer d'importants montants qu'au seul ERGC.

Le programme d'actions retenu se décline comme suit :

- Accompagnement à la mise en place d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT),
- Réorganisation touristique du territoire, adaptation de l'offre d'hébergement aux attentes des nouvelles clientèles attendues, aux groupes, au développement de l'avant et de l'arrière saison,
- Mise en œuvre d'un plan de déplacement favorisant les modes doux, accompagnement visant à sortir le territoire du « tout voiture » actuel,
- Création d'un pôle de développement économique à partir de la Grotte Chauvet-Pont-d'Arc (exploitation de la thématique de la première image ?),
- Mise en place de dispositifs de formation anticipant la mutation de l'offre, afin de favoriser l'accès à ses emplois par les demandeurs locaux et éviter le recours à une main d'œuvre extérieure,
- Encouragement à l'approvisionnement local (circuits courts), notamment pour les matières premières issues de l'agriculture, et soutien aux filières locales de métiers d'art,
- Mise à niveau qualitatif et organisation en réseau des sites patrimoniaux du territoire, redéfinition de la destination Ardèche autour du tourisme patrimonial,
- Soutien à la création artistique,
- Valorisation de l'écrin paysager de la grotte (site Classé de la Combe d'Arc), …

5. Calendrier et conclusion

Février 2011 : Début des travaux de l'Espace de Restitution
Automne 2011 : Présentation du dossier de candidature Unesco au Comité des Biens français du Patrimoine mondial
Juillet 2013 : Si le dossier a été retenu par le Ministère français de la Culture et de la Communication, réponse du Comité du Patrimoine mondial
Printemps 2014 : Ouverture au public de l'Espace de Restitution

Ce projet complet et ambitieux, émanation d'un patrimoine unique au monde dont la valeur transcende les frontières du territoire, nécessite pour devenir réalité l'adhésion, le soutien et la participation des acteurs impliqués aussi bien que du grand public, au-delà de l'Ardèche ou même de la France.

Bibliographie :

Valldas, H., Clottes, J. et Geneste, J.M. (2004), Chauvet est la grotte ornée la mieux datée du monde, *Pour la Science*, 82-87.
Bon, C., N. Caudy, de Dieuleveult, M., Fosse, P., Philippe, M., Maksud, F., Beraud-Colomb, E., Bouzaid, E., Kefi, R., Laugier, C., Rousseau, B., Casane, D., van der Plicht, J., Elalouf, JM (2008), Deciphering the complete mitochondrial genome and phylogeny of the extinct cave bear in the Paleolithic painted cave of Chauvet,. *Proc Natl Acad Sci U S A*. **105**, 17447-17452.
——— (1994/2008), *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*, Paris (France), Comité intergouvernemental pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, UNESCO.

Figures :

Fig. 1 : Carte de situation de la Grotte Chauvet Pont-d'Arc

Fig. 2 : Topographie de la Grotte Chauvet Pont-d'Arc

Fig. 3 : Vue de la salle Hillaire

Fig. 5 : Crâne de bouquetin calcité

Fig. 4 : Sols stalagmitiques

Fig. 6 : Squelette d'ours des cavernes

Fig. 7 : Empreinte d'ours de cavernes

Fig. 8 : Panneau des chevaux

Fig. 9 : Panneau des rhinocéros

Fig. 10 : Panneau des lions

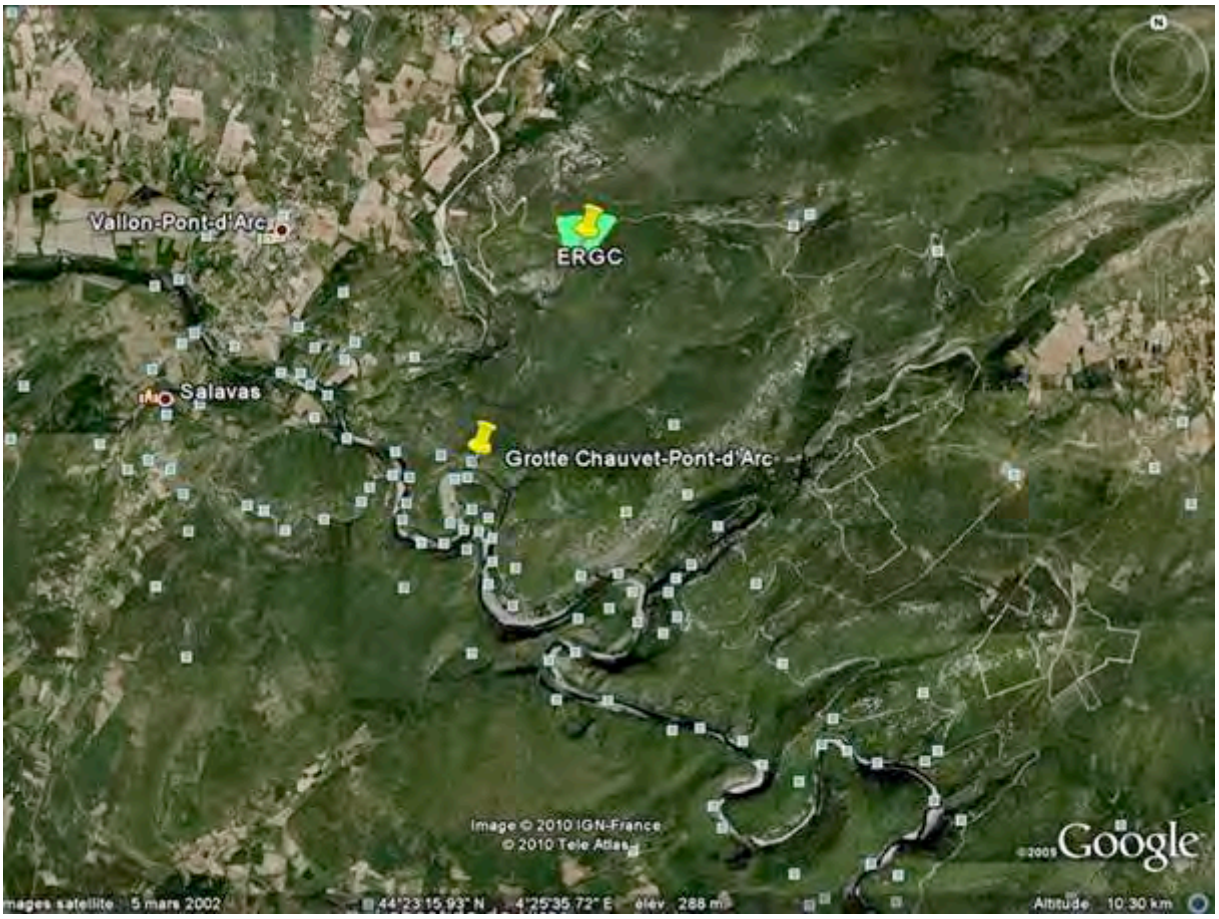


Fig. 11 : Carte de situation du futur ERGC par rapport à la Grotte Chauvet Pont-d'Arc

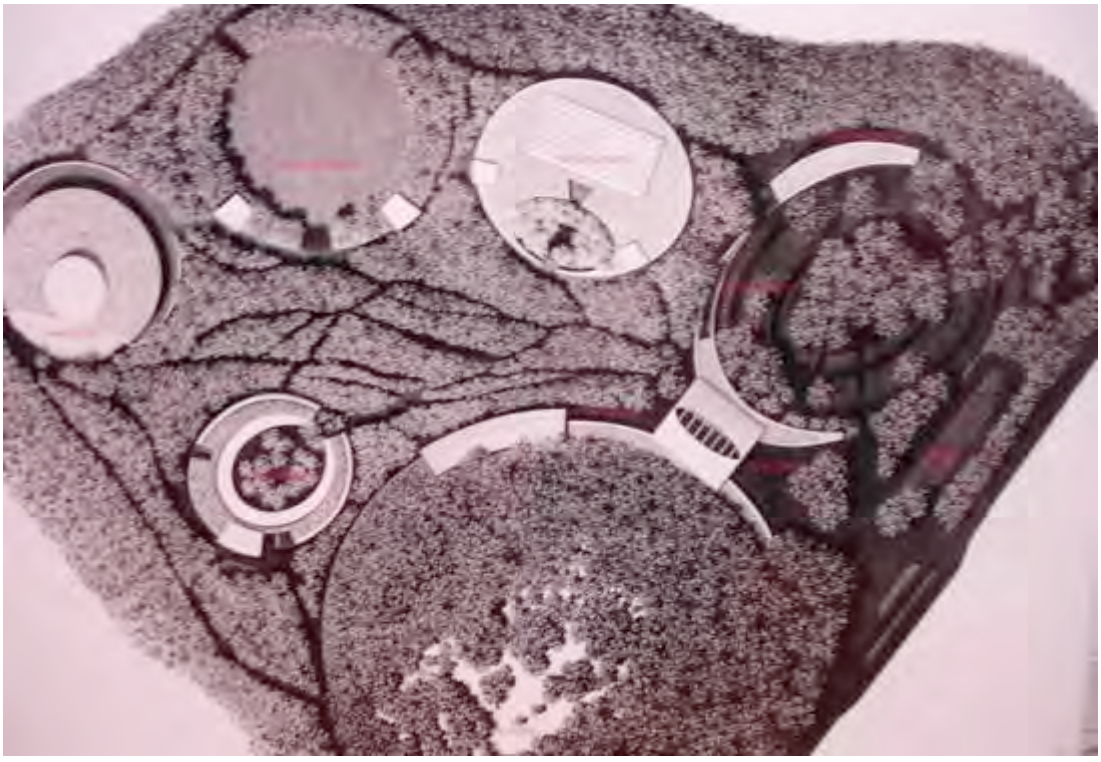


Fig. 12 : Vue aérienne du projet architectural « en site éclaté »

Fig. 13 : Vues perspectives du projet architectural de l'ERGC

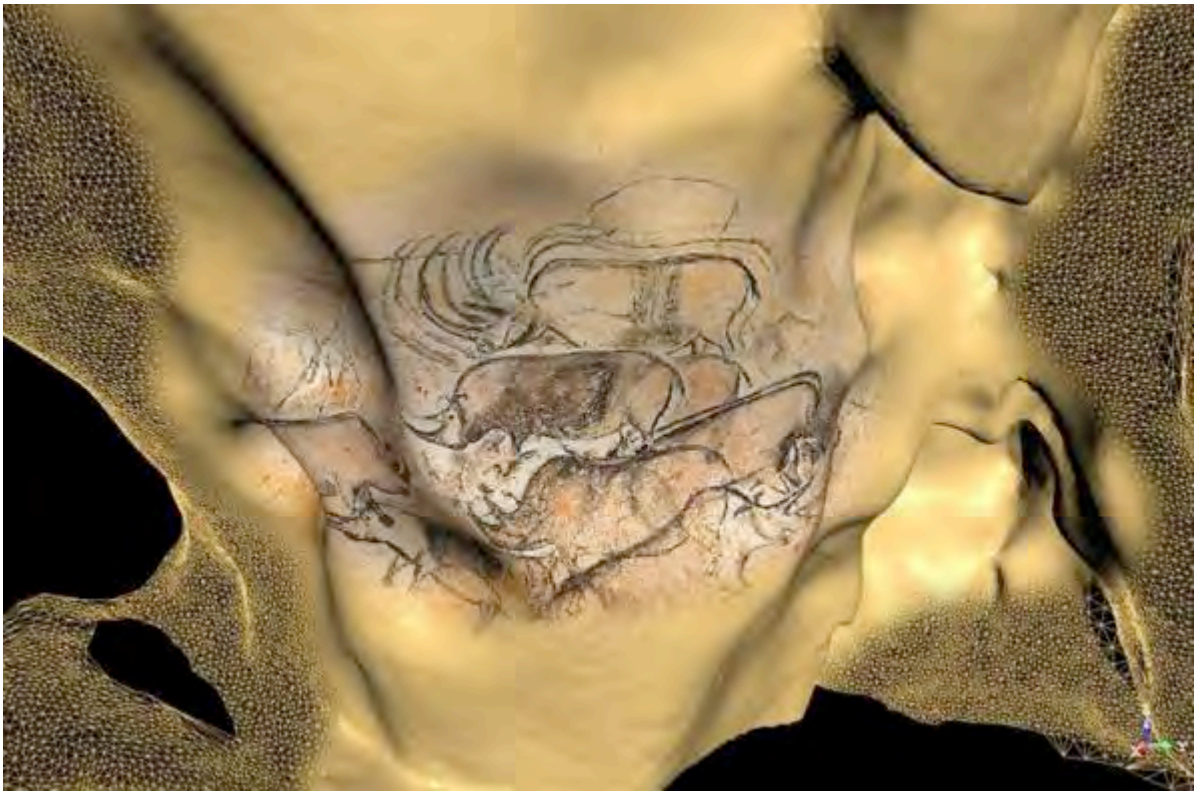


Fig. 14 : Relevé 3D, écaille des rhinocéros

Fig. 15 : emplacement de relevé des différentes écailles dans la grotte originale et dans le futur fac-similé

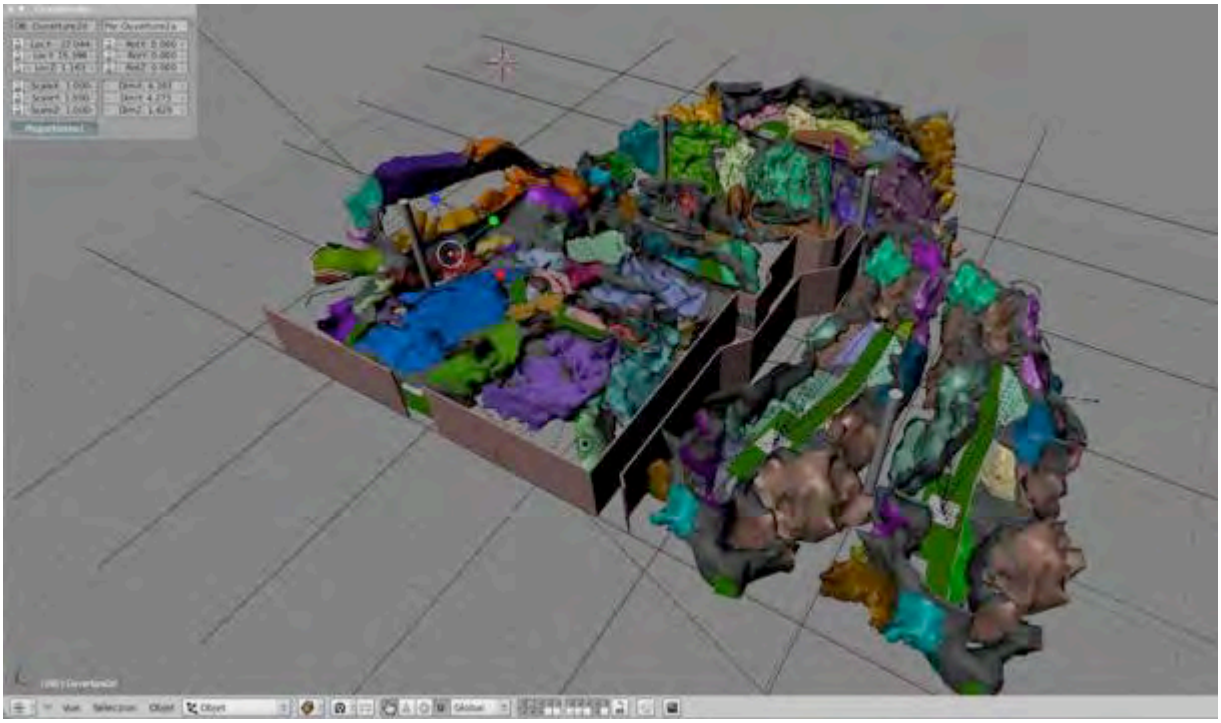


Fig. 16 : Vue en 3D des emplacements des écailles dans le futur fac-similé

World Heritage in the Collective Memory of Societies
- The Role of Tourism in the Popularization of Heritage. Experience of Traveling Outside of Europe -

Ivana Ciric
(University of Belgrade)

Ivana Ciric
University of Belgrade
Faculty of Philosophy
Čika Ljubina 18-20, Belgrade
Department of Art History
Email: hipodameja@yahoo.com

World Heritage in the Collective Memory of Societies
- The Role of Tourism in the Popularization of Heritage. Experience of Traveling Outside of Europe -

Abstract:
In the introductory part of the paper the author discusses the connotations of the term 'heritage' as well as the aspects that it includes into post-industrial society. Pointing out that the term heritage is more often brought into connection with the terms ''cultural'' and ''historical,'' she explains their correlation with the collective memory and traditional values in certain societies. In addition, the author points out the new concept of tradition in the period of globalization which has evidently influenced the shift of the focus of evaluating tradition from the reservoir of a significant authentic history to a flexible and simultaneous evaluation of traditional values, which results a new view of culture, equally shaped by both state and market.
The main part of the paper is the survey conducted in 2009 with a representative sample of 1000 respondents, of various age categories, from the Republic of Serbia who traveled during the 2008 and 2009 with touristic purpose, outside of Europe. Their answers concerning the destinations and cultural monuments visited, historical facts they have remembered, comments regarding what they liked or disliked and memories they ''brought'' are some of the segments that the author fully examines for the purpose of forming the picture which represent the role of tourism in the popularization of heritage. The respondents' high level of interest in natural and cultural resources of the countries visited, as well as their interest in customs and traditional manifestos of these countries is identified by the author as a possibility for future strategies as far as the development of tourist and cultural ties is concerned.
The leading vision of the conducted research primarily focuses on determining the impact of cultural and historical heritage on stimulating a sustainable economic development and its impact on the exchange of human values in multi-ethnic communities and groups. Furthermore, the aim of the paper is pointing out that cultural heritage or yet cultural construct (derived as the result of reconstruction and revitalization) possesses the characteristics of cultural capital which can be seen as an important resource for further economical and social development of the society which is able to recognize and accept it. Tourism offers enormous possibilities for enhancement and enrichment of Heritage experience. The question is how to make the best use of it in ways that also maintain the integrity of heritage artifacts and sites.
Exactly how this is to be achieved will, of course, vary according to particular tourism strategy, artifacts and sites and it will also differed according to different tourist behavior and activities. Nevertheless relationship between tourism and culture is necessary in order to build the Heritage without borders.

Keywords: Culture, heritage, society, tourism, economy

World Heritage in the Collective Memory of Societies
- The Role of Tourism in the Popularization of Heritage. Experience of Traveling Outside of Europe -

Cultural heritage as a link between past and present

Cultural heritage or just "heritage" is an inheritance of physical artifacts and intangible attributes of a group or a society that makes the legacy of past generations, and is carefully preserved in the present, so that it could be conserved as an endowment for the benefit of future generations. Physical, tangible or ‘‘material cultural heritage’’ includes buildings and historic sites, monuments, artifacts, etc., which are considered worthy of preservation for the future. This includes items relevant to the art, archeology, architecture, science or technology of a specific culture. As a type of heritage that forms an important part of the culture and the legacy we also consider the rural and natural environment which we call "natural heritage". Intangible heritage is very important as well, and it includes social values and traditions, customs and practices, aesthetic and spiritual beliefs, artistic expressions, language and other aspects of human activity. Intangible culture / heritage is linked to the people while the material heritage is linked to the ground, because we must take into consideration that the cultural heritage in the territory of a certain country or a region can be enhanced and enriched by the relics and testimonies of the earlier cultures and other people who have lived and worked in that area during historical events and influenced the creation of the current cultural environment. The importance of this type of heritage is remarkable. Certainly that is why UNESCO adopted the Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage 2003 (UNESCO 2003).

This explains the fact that the heritage must not be claimed, but needs to be observed in a broader context as a common heritage of all people, as a proof of existence. Cultural heritage is valuable, for it is the evidence of people’s skill, crafts and art, as a masterpiece of a specified period and as a direct life frame, that is adapted for the people and historical periods.

Heritage necessarily changes during its lifetime, due to natural and even more because of the human factor, and so it is extremely important to secure consistent protection of all heritage resources. Realizing the importance and necessity of preserving and protecting natural and cultural resources, the global scene is more concerned with the regulation of laws and stipulations in this field. Of special importance for this field of action is the Convention concerning the Protection of World Cultural and Natural Heritage that was adopted in Paris 1972 by UNESCO (UNESCO 2010a). According to the facts from June 2010, The World Heritage List includes 911 properties forming part of the cultural and natural heritage which the World Heritage Committee considers as having outstanding universal value. These include 704 cultural, 180 natural and 27 mixed properties in 151 States Parties (UNESCO 2010b). Each of these sites is considered important and worthy of preservation by the international community.

The search for sites and cultural artifacts is developing every day, it is spoken of, written about, thousands and thousands Internet pages are dedicated to it, and as a result we have an obvious increase in the interest of people of different occupations and age, for new discoveries about the monuments and cultural treasures of the past. The appearance of the monument, its environment, story or legend that is linked to it, all this naturally arouses the curiosity of tourists, who quickly become consumers, that is visitors. It is almost as if the quest for the past has become an imperative.

From terms culture and tourism to - cultural tourism

Race to visit, and tour the cultural and historical monuments and sites easily gets larger dimensions, and those that are traditionally working with touristic offers haven't missed that fact. Seeing the benefits of involvement of known sites in the standard touristic offer, heritage becomes a basic component of the tourist industry in a certain country because it promises the interest of both domestic and foreign visitors. It was back in 1960 that the European Council first placed an emphasis on cultural tourism, and its positive aspects for the social development, and that was what set basis for the postmodern view of the tourism. Nowadays widespread phrase *cultural tourism* became frequent in the 20th century, especially during the 1980s. The concept of cultural tourism unites in itself the notions of *culture* and *tourism* and their interaction has roots in the early days of tourism (Reinhard, 2001). In an attempt to put these two terms into a suitable context, one can easily observe that they are very closely related and mutually interwoven. It is obvious that culture and cultural heritage contribute to the attractiveness of a certain tourist destination and are therefore often a precondition of a tourist choice.

According to Greg Richards and Julie Wilson (2005) many authors (Ritzer, 1999; Urry, 2001) claimed that culture has now become an essential element of the tourism system or 'culture of tourism' and that Cultural tourism is also frequently quoted as being one of the largest and fastest growing segments of global tourism.

One of the most accepted definitions of cultural tourism, which is found in the literature, is the following: *''Cultural tourism means the movement of people caused by the cultural attractions outside of their habitual residence, with the intention of collecting new information and experiences so that they could meet their cultural needs" (Richards, 1999).* This means that in order to talk about cultural tourism, we must simultaneously speak of the individual terms - culture and tourism.

Culture, as the highest expression of man's creation, implies a collection of all material and spiritual values that have arisen as a result of material and spiritual intervention of a man – in the realms of nature, society and opinion (Mohorovičić, 1997), while tourism implies facilities, objects, places, people and activities. It is a set of phenomena that originate from people staying in places outside of their actual residence. These relationships and occurrences are the result of human activities related to observation, perception, and communication in natural and socio-cultural spaces (Tomljenović, 2001).

Evidently, many elements are shared. If we single out only man-created values from the tourism in this observation, and neglect the natural values, then what remain as common are the areas and those occurrences which man has created and continues to create, and which are a reflection of human creativity as well as human interest. *What is importantly different are the event places.* Culture is everywhere in relation to the witnesses of events, in all areas. Tourism, however, is not. Tourism in relation to the tourists exists solely outside of the place of permanent residence. Taking into consideration the natural beauty and wealth, quality of communication links, together with the appropriate offering range of accommodation and food, and we get cultural heritage that becomes a product that attracts customers but while having in mind that they can bring back with them only its echoes in their own experiences or impressions in one of their more sophisticated forms, from books and souvenirs to the virtual world of heritage revived through picture and sound carriers.

Offering cultural heritage intensifies the positive impacts of tourism on cultural heritage as well as vice versa, and reduces the negative effects of tourism on the receptive and emotional population. Permanent category and the value in tourism and tourism policy must not be only profit, but man's need to meet bioanthropological, sociocultural and, in that part, recreational - relaxing knowledge, need and vision. In this sense, there is another way of

satisfying consumer needs in order to liberate him from the everyday problems and allow him to spontaneously experience a new environment in which he resides at that moment, allow him to form direct contact with the host and environmental characteristics, so that enlightened by new experiences, he would get back to everyday life not blending in it (Daniel, 1996), but wanting to change it, enriched with adventurous thoughts and knowledge obtained from the travelling. That is why the inclusion of cultural heritage in the tourist offer can provide *humanistic content* for the tourism itself. Tourism is based largely on the cultural creativity of today, but also on what was once created and preserved until today.

As long as cultural heritage can provide tourism with certain content, tourism is essential to the cultural heritage, but also the one element that will provide funds for its preservation. Meaningful and qualified maintenance of the environmental objects of cultural heritage, adequate labeling and marking, applying the appropriate contexts, infrastructural equipping, increasing the availability on both macro and micro levels, are all activities that expand the tourism activity of certain objects of cultural heritage, as well as whole units.

Although heritage can be characterized by the term stability, or continuity, a more profound study of the relation between tourism and heritage makes it evident how tourism changes such view of heritage. Since tourism is not a static phenomenon, but it is characterized by dynamics, it affects the very traditions and heritage and thus the culture. In some communities, traditions are even changing because of the tourism; they are reinvented or recreated, as we shall show further in this paper on the example of Tuscany. Modern society forces people to create their own traditions, and one of the most forceful modern traditions is exactly tourism (Richards, 1996).

UNESCO organization was the first one to realize the importance of cultural tourism and very soon it became the main mission of its Department of Cultural Tourism in terms of preparation of cultural policies for member countries. Very important for the development of cultural tourism is also UNESCO's Departments for Cultural Tourism in Paris, Russia and Buenos Aires with the purpose of "directing government's structure towards deliberation and implementation of strategies for sustainable cultural tourism." Thanks to these efforts the UNESCO's list of world heritage (material and immaterial) is every day longer and longer. The World Tourism Organization predicts that the number of arrivals and incomes from the World Tourism will be tripled by 2020, i.e. that the number of international arrivals will grow to 1.56 billion.

Today there are different forms of tourism: religious, congress, adventurous, eco, rural, urban tourism, city-breaks (two-to three-day packages) and, of course, the most popular is cultural tourism, which relies "on the educated client with specific interests" and which has excellent perspective. In the popularization of heritage through cultural tourism, a significant part belongs to marketing. The whole marketing approach should be directed towards those values of cultural heritage, which will show the uniqueness and differences of certain tourist destinations. Therefore, marketing approach to the cultural heritage necessarily requires professional treatment, which will be on one side based on the requirements of the market, and on the other side of the values that we will offer to the world as the unique values (Marojević, 1986). It is not necessary to concentrate in one place a lot of contents that will rule out each other and cause adverse effects. It should be understood that the coexistence of cultural heritage with the achievements of modern life is defined with the term of sustainable development, because the cultural heritage is sensitive to inappropriate procedures and processes, at least as much as the natural heritage and that any created imbalance is going to be at the expense of quality experiences and impressions, which is now expanding exponentially and resulting in increased interest in what is really worth.

Tourist, promotional and educational exploitation of the cultural heritage is the ultimate range of marketing approaches to reach the cultural heritage (Richards, 1999). It is a

composition in which there is a clearly expressed concept designed to attract people, to encourage them to decide on the destination of their trip when they are stimulated by the values of cultural heritage. The range of exploitation goes from encouraging the interests by all forms of promotions to stimulating that promotion, which is often the most effective, and it is the pleasure of visitors and their interpretation of the values that they saw and experienced in the circles in which they live or operate. Promotional exploitation still remains at all forms of promotion of cultural heritage through publications, exhibitions, visual media and virtual information network. Tourist exploitation should move from promotion at home and abroad, and in the whole Europe should develop a clear and identifiable, unique characters of information on cultural heritage on the roads, in historic cities, on the crowded terminals and in all places, where sometimes is made the final decision whether to visit something, or not. Educational exploitation of cultural heritage, with adequate research and claims of their results, should take care stimulating the visual and other possible interpretations of some projects of the cultural heritage, where the results of scientific achievements in knowing each sites would transform into forms understandable to each type of visitor.

Therefore, the tradition i.e. the culture is the subject of change in accordance with the needs of tourism. How big is the part of origin due to changes caused by tourism, it is an issue that must be investigated on a case by case basis. We should strive to direct the aspirations to the most authentic form of tradition in order to present tradition of the receiptive country in the most cedible way. That credibility and authenticity of the traditional view of tourism ensure the quality of tourist attractions in receptive country, making it different from all others. However, we often have a case that traditional offer strives to the 'modernization' due to tourism. Then we talk about cases of interpretation, borrowing and invention of tradition, which can result in negative effects on receptive countruy. Changing tradition is a characteristic of our time and is not necessarily negative. The curiosity of future research is the proportion of creativity that takes part in inventing traditions compering to the accurate presentation of what the tourism industry offers.

Tourism as a modern tradition

Cultural tourism is a selective form of tourism that requires effort, investment and lots of work so that the final result would pay off. It doesn't use only the resources that can be sold in tourism, but requires the organization, linking, continuous renewal of material culture and human inventiveness and creativity, especially in the field of spiritual culture. The advantage of some foreign countries is in the fact that they perceived at the time the importance of linking tourism sector with the sector of culture and therefore they act administratively within the Ministry of Culture and Tourism. The good examples are Republic of Korea or India, and some have gone even further and do not connect only the culture and tourism, but also a whole range of other sectors such as Ministry of Tourism, Culture and environment in Antigua and Barbuda or the Ministry in Lesotho of the same name. Malaysia has the Ministry of Culture, Arts and Tourism, and Pakistan may be linking together the most sectors in the Ministry of Minorities, Culture, Sports, Tourism and Youth. Since the interaction of culture and tourism had also a series of negative effects (destruction of heritage by having too many guests), sustainability, that is conscious perception of development of the tourism; it is applied for a long time as a foundation.

The framework for the adoption of policies that protect the environment was the Agenda 21 adopted by the governments of 182 countries in the UN conference in Rio de Janeiro in 1992. As a logical continuation in the field of tourism WTO (World Tourist Organization) and WCTT (World Council for Travel and Tourism) in 1996 adopted the same agenda for the tourist industry, and the sustainable development implies the development of tourism which will please the guests, but at the same time preservation of the resources, i.e,

the control of the tourist experience on the site. Therefore, UNESCO included as its activities the so-called Departments for cultural tourism with the purpose to direct the 'decision-maker' to the development and implementation of strategies for sustainable cultural tourism, that is as strategies that respect cultural identity, strive to preservation of cultural heritage and contribute to the local development.

In addition, UNESCO is developing the project "Cultural Tourism and Sustainable Development 'in order to create a network of European and Mediterranean cities that apply the measures and interdisciplinary approach to improve the cultural heritage.

Today, tourism is one of the most powerful modern traditions (Richards and Wilson, 2006), that means the most powerful influence on the tradition. It is an opportunity for contact among different people and cultures, and since it is almost always economically desirable for the local community, it will often use all means to 'lure' the tourists, but also to keep them. Therefore, we often witness 'restructuring' of the local tradition, all for the purpose of tourism promotion. Examples of changes of the tradition are evident throughout the world. We'll take the example of Tuscany, the Italian region of very high tourist traffic. In fact, over the past twenty years many local communities have been organized there countless series of public events that were allegedly present in this region since the Middle Ages. That medieval tendency reveals the choice that the local community made for its lifestyle, some kind of adjustment of the history of Tuscany, and that is inventing of tradition (Clemente, 1997).

Changing tradition is certainly a feature of our time. Now the question arises: Is this a good or bad thing? Does it affect the authenticity of a certain culture? Duggan (1997) says that the authentic culture is not the one that remains unchangeable but the one which keeps the ability of determining suitability's of its change. The fact remains that *diversity* attracts tourists, whether authentic or not.

In order to investigate what attracts tourists the most to a certain destination, what is the age of tourists and what was what they most liked, we designed the poll.

Through that survey, conducted in 2009 with a representative sample of 1000 respondents, of various age categories, from Republic of Serbia who traveled during the 2008 and 2009 outside of Europe, we will represent their answers concerning the destinations and cultural monuments visited, historical facts they have remembered and else, all with purpose of forming the picture which represent the role of tourism in the popularization of heritage.
Conducted survey has four parts with 25 questions. First part is named TRAVEL HABIT (Charts 1-8) and has 8 questions. Second part named TRIP has 7 questions (Charts 9-15), third part is CULTURE IN MY MIND (Charts 16-20) and has 5 questions. The last part is REMEMBER (Charts 21-25) and has 5 questions.

Conducted poll showed that females are respondents who generally travel more (Chart 1) as well as the fact that most respondents are in the age between 18 and 35 (Chart 2). The question - Do you like to travel?, even 96% of them responded positively (Chart 3). Also, the majority of respondents said the main reason which motivates them to travel is getting to know different cultures (Chart 4) and most of them (72%) travel during summertime (Chart 5) and 87% of them organize their trips through travel agencies (Chart 6). Even 60% of the respondents travel by plane (Chart 7), mostly with friends (Chart 8). The question – How much does it cost to travel? - most responses are: between 500 and 1,000 Euros (Chart 9), and most of the money is spent on visiting museums and historical and cultural monuments (Chart 10). In response to the question - What is the destination you last visited? - the respondents answered by filling the gap with the name of the destination. It turns out that most of them in 2008 and 2009 traveled to Turkey and the second-placed most visited destination was Tunisia (Chart 11). The most important reason to visit the destination mentioned by the majority of respondents is the variety of cultures and historical monuments (Chart 12) and also, most of them usually informed themselves about local customs and traditions (Chart13). Most of the

respondents spent between 11-15 days on the road (Chart 14) and relative majority, even 69% of them (Chart 15) are satisfied with the country's cultural content and when it comes to the cultural content, this is the main motive for the choice of destination (Chart 16). Museums left the strongest impression on them (Chart 17) and showed that almost all respondents, 97% bought some souvenirs (Chart 18). The question - Was the cultural content presented adequately to tourists? - most of them responded positively (Chart 19) and even 47% of them felt excited quite some time later(Chart 20). 48% of them are of the opinion that their experience has been enriched with new contents (Chart 21) and the people they have met are on the most of the photographs taken (Chart 22). Even 84% of respondents answered affirmatively to the question - Have you found something new about the culture and tradition of the visited country (Chart 23) and 74% of them learned some new words from the native language of that country (Chart 24). On the last question - Are you planning to visit the same country again? - most of them responded with - Maybe (Chart 25).

Taking into account the large sample of respondents, the results can be considered as very significant. The fact that cultural and historic features were essential to most respondents indicates the current trends in tourism and may indicate the future development in terms of including more cultural events in the tourist offers by travel agencies.

Bibliography

Binkhorst, Esther. (2005) Creativity in the experience economy, towards the co-creation tourism experience? In: Atlas Conference, *Tourism, creativity and development*. Barcelona, Spain, November 2005.

Botton, Alain, de. (2002) *The art of travel*. Harmondsworth: Penguin.

Clemente, Pietro. (1997) Toscana, un turismo senza cultura. In: E. Nocifora, ed. 2000. *Turismatica: Turismo, cultura, nuove imprenditorialità e globalizzazione dei mercati*. Milano: FrancoAngeli s.r.l., pp. 141-154.

Daniel, Yvonne, P. (1996) Tourism Dance Performances: Authenticity and Creativity. *Annals of Tourism Research*, 23 (4), pp. 780-797.

Duggan, Betty, J. (1997) Tourism, Cultural Authenticity, and the Native Crafts Cooperative: The Eastern Cherokee Experience. In: E. Chambers, ed. 1997. *Tourism and Culture: An Applied Perspective*. New York: State University of New York Press, pp. 31-57.

Franquesa, Jaume, B. and Morell, Marc. (2007) Transversal Indicators and Qualitative Observatories of Heritage Tourism. In: G. Richards, ed. *Cultural Tourism: Global and Local Perspectives*. New York: Haworth Press, pp. 169–194.

Graham, Brian; Ashworth, Gregori, J. and Tunbridge, John, E. (2000) *A geography of heritage: power, culture and economy.* London: Hodder Arnold Press.

Hannigan, John. (2002) Culture, Globalization, and Social Cohesion: Towards a De-territorialized, Global Fluids Model. *Canadian Journal of Communication*. 27, pp.277-287.

Lew, Alan, A; Hall, Michael,C. and Williams, Allan, M. eds., (2004) *A companion to tourism.* Oxford: Blackwell Publishing.

Marojević, Ivo. (1986) *Sadašnjost baštine.*Zagreb: Društvo povjesničara umjetnosti SR Hrvatske.

McKercher, Bob and DuCros, Hilary. (2002) *Cultural tourism: the partnership between tourism and cultural heritage management.*. New York : Haworth Hospitality Press.

McKercher, Bob and Du Cros, Hilary. (2003) Testing a cultural tourism typology. *International Journal of Tourism Research*, 5 (1), pp. 45-58.

Mohorovičić, Andre. (1997) *Kulturno povijesni identitet: Rano doba hrvatske kulture*. Zagreb: AGM.

Page, Stephen and Hall, Michael, C. (2003) Themes in tourism: Managing urban tourism. Harlow: Prentice Hall.

Prentice, R. (2004) Tourist motivation and typologies. In A. Lew, M. Hall, and A. M. Williams (Eds.), *A companion to tourism*, Oxford: Blackwells, pp. 261-279
Reinhard, K. (2001) Public Policies and Cultural Tourism: EU activities. In: The 1st Conference on Cultural Tourism, *Economy and Values in the 21st Century*. Barcelona, Spain, March 2001, p. 9.
Richards, Greg. (1996) Production and Consumption of European Cultural Tourism. *Annals of Tourism Research*, 23 (2), pp. 261-283.
Richards, Greg. (1999) Marketing cultural tourism in Europe. *Journal of vacation marketing: an international journal*, 1(2), pp. 23-27.
Richards, Greg and Wilson, Julie. (2005) Developing creativity in tourist experiences: a solution to the social reproduction of culture? *Tourism Management*, 2006, 27(6), pp. 1209–1223.
Richards, Greg and Wilson, Julie. (2007) Tourism development trajectories. In: G. Richards, ed. 2007. *Tourism, Creativity and Development*. London: Routledge, pp. 1- 33.
Richards, Greg. (2000) World culture and heritage and tourism. *Tourism Recreation Research*, 25(1), pp. 9–18.
Ritzer, George. (1999) *Enchanting a disenchanted world: Revolutionizing the means of consumption*. Thousand Oaks, CA: Pine Forge Press.
Tomljenović, Renata. (2001) Kultura: pokretačka snaga urbanog turizma – aplikacije iskustava zemalja u tranziciji. In: *Turizam: međunarodni znanstveno – stručni časopis,* 49(2). pp.207-208.
UNESCO. (2003) *Legal Instruments,Conventions*, Convention for the Safeguarding of the Intangibble Cultural Heritage 2003, viewed 30 May 2010, http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=17716&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
UNESCO. (2010a) *Legal Instruments,Conventions*, Convention concerning the Protection of World Cultural and Natural Heritage 1972, viewed 30 May 2010,
http://portal.unesco.org/en/ev.php
URL_ID=13055&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
UNESCO. (2010b), *World Heritage, The List,* World Heritage List, viewed June 2010, http://whc.unesco.org/en/list
Urry, John. (2001) *The tourist gaze* (2nd ed). London: Sage

I TRAVEL HABIT

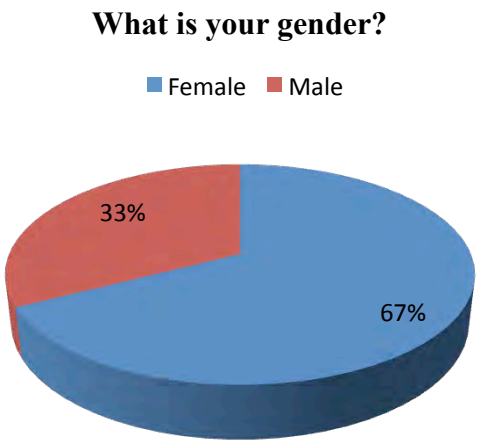


Chart 1

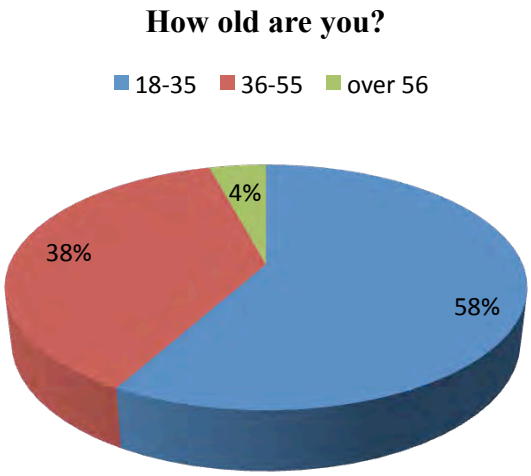


Chart 2

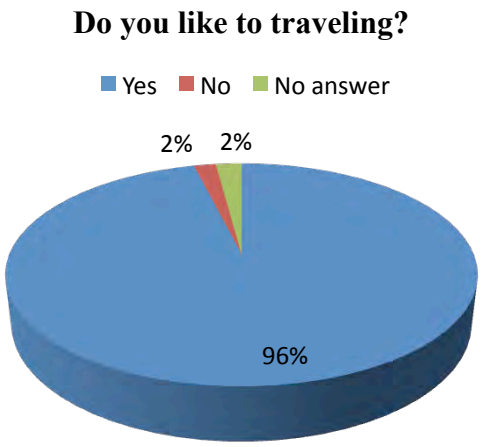


Chart 3

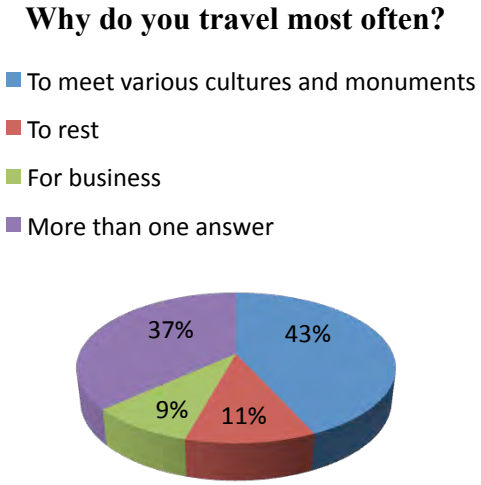


Chart 4

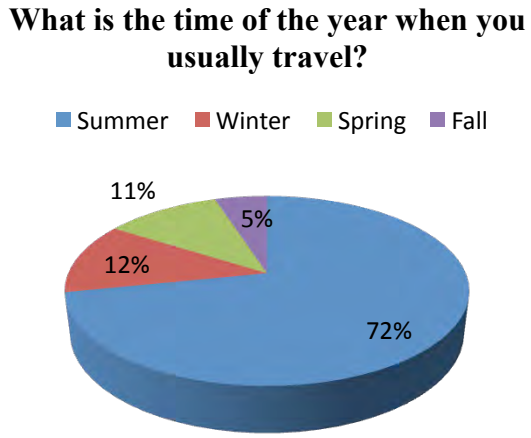


Chart 5

Chart 6

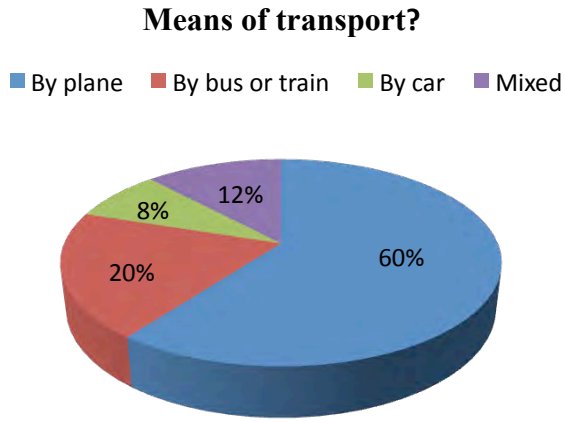


Chart 7

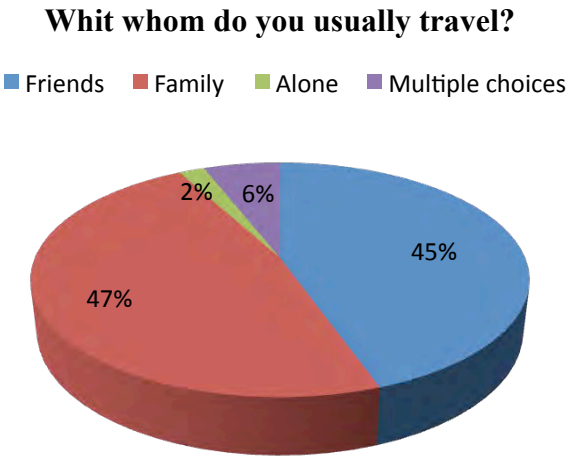


Chart 8

II TRIP

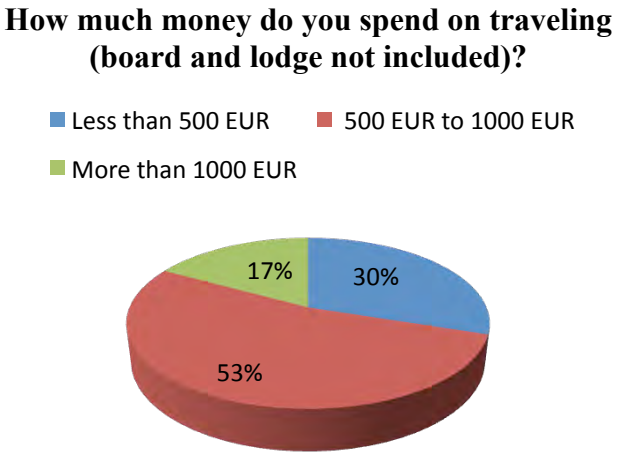


Chart 9

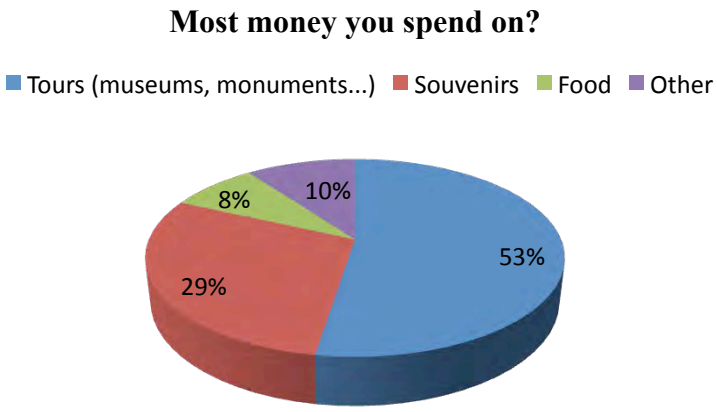


Chart 10

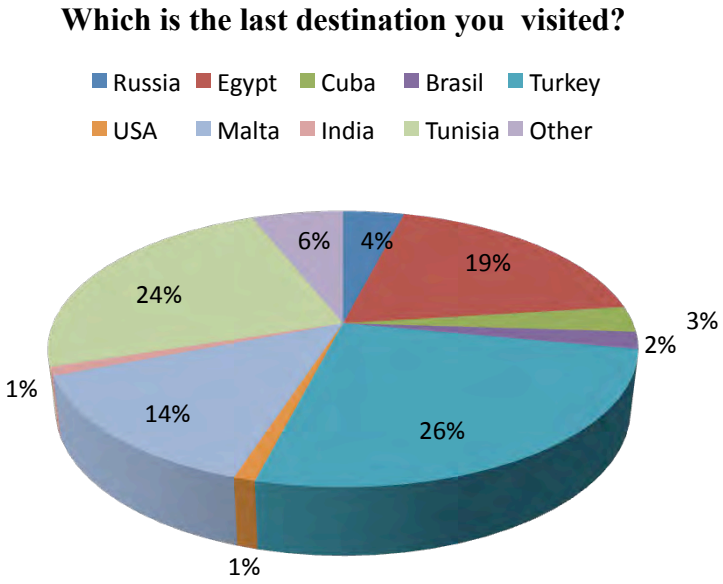


Chart 11

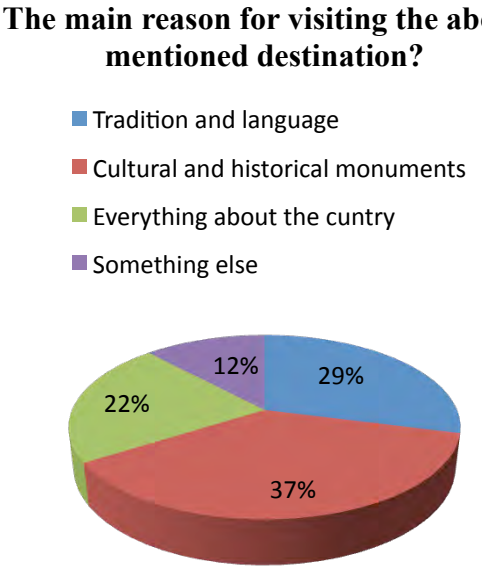


Chart 12

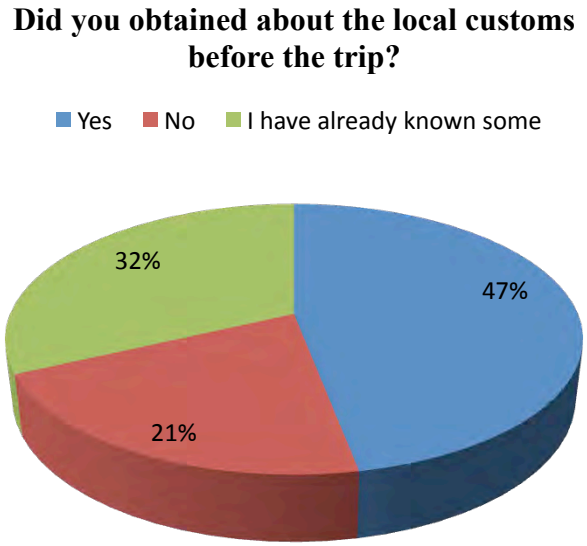


Chart 13

Chart 14

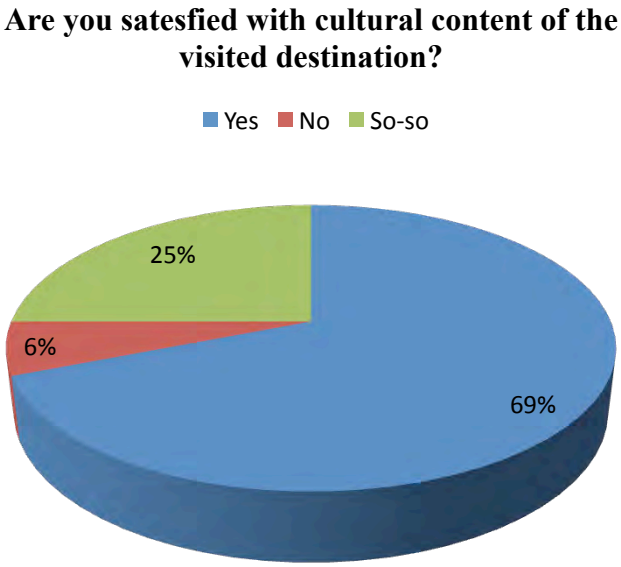


Chart 15

III CULTURE IN MY MIND

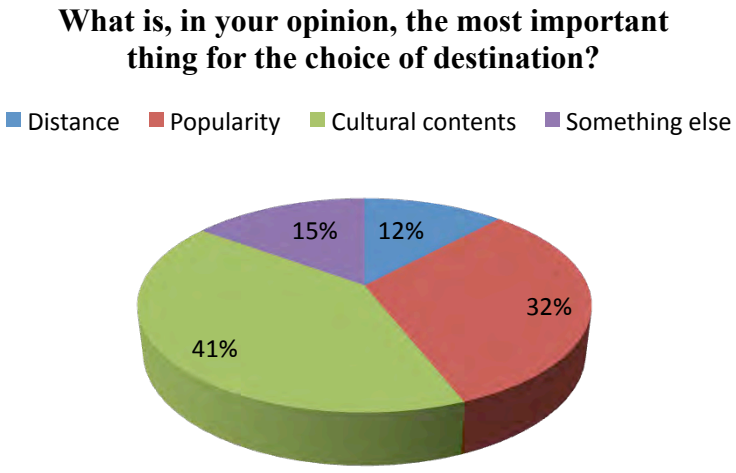


Chart 16

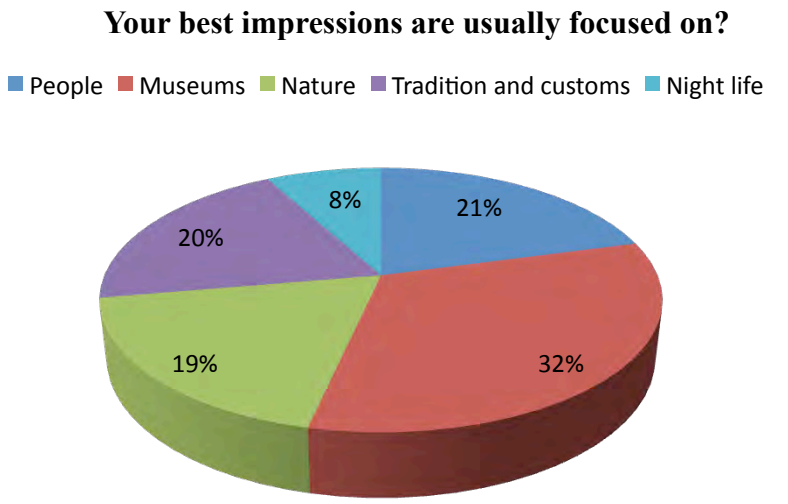


Chart 17

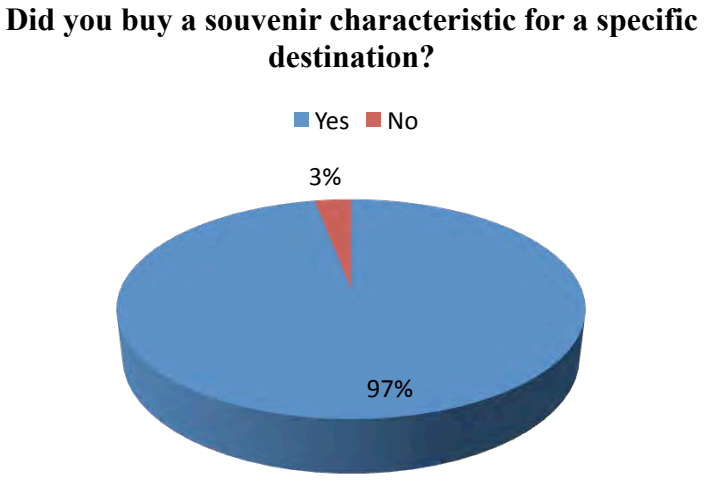


Chart 18

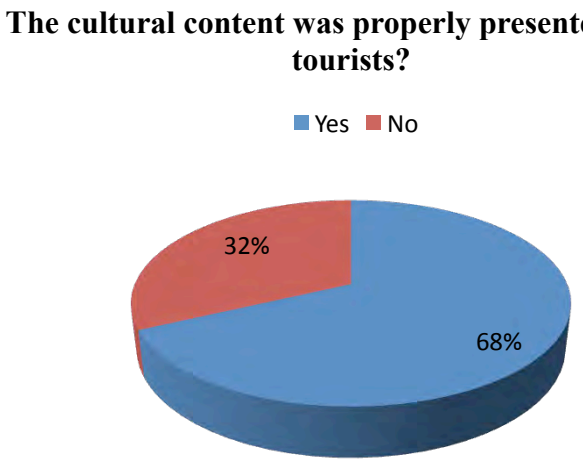


Chart 19

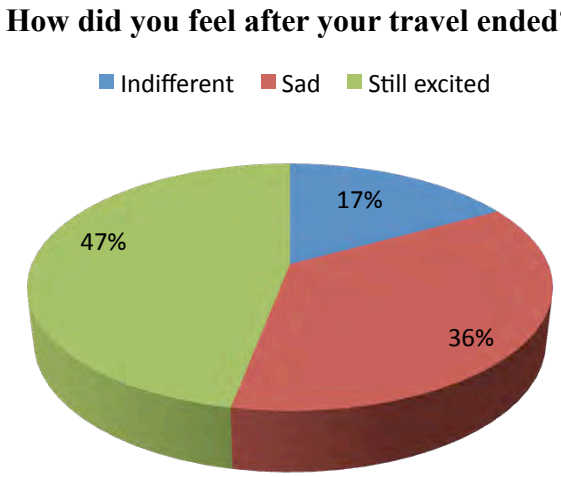


Chart 20

IV REMEMBER

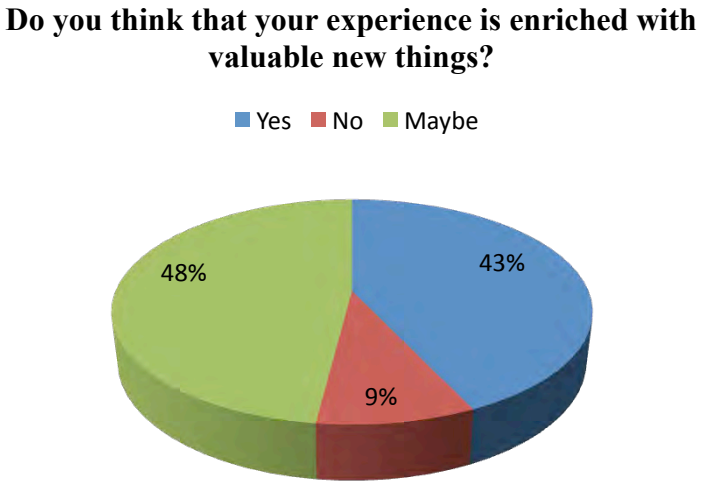


Chart 21

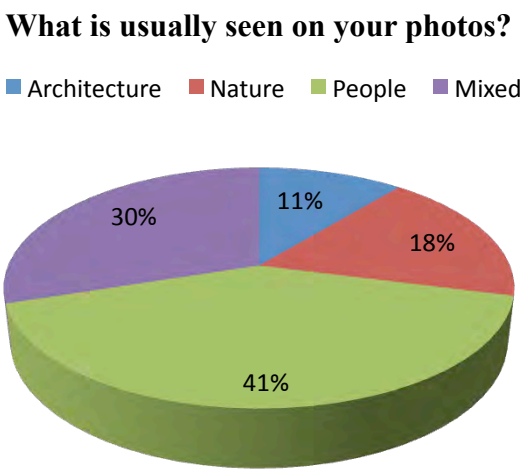


Chart 22

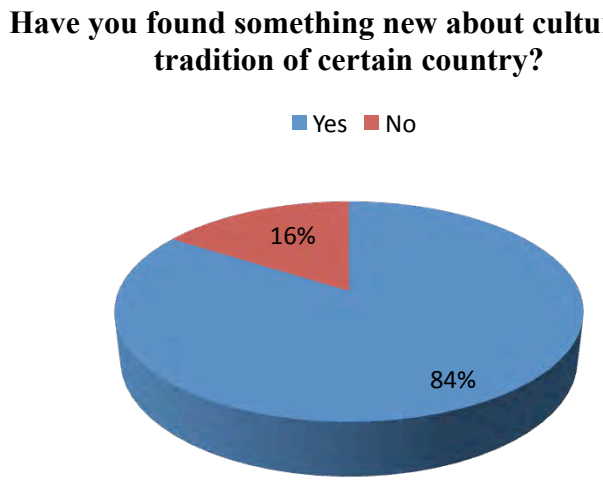


Chart 23

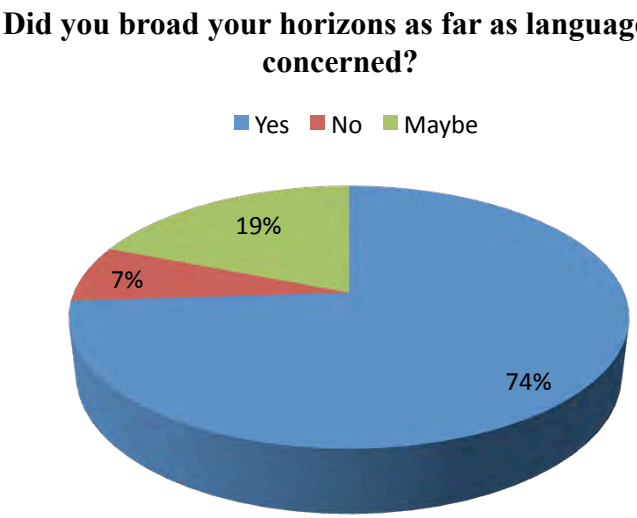


Chart 24

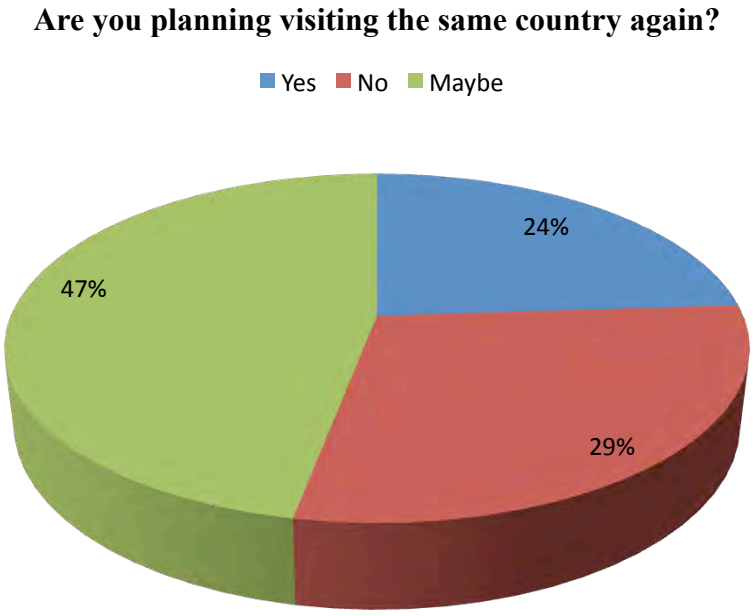

Are you planning visiting the same country again?
Yes
No
Maybe
24%
29%
47%

Chart 25

Bordeaux : les lumières de la ville

Cécilia Comelli
(Université Bordeaux 3)
&
Valérie Kociemba
(Université Bordeaux 3)

Cécilia Comelli
UMR 5185 ADES-CNRS
Université Bordeaux 3
Esplanade des Antilles
33610 Pessac cedex
Courriel : Cecilia_comelli@hotmail.com

Valérie Kociemba
UMR 5185 ADES-CNRS
Université Bordeaux 3
Esplanade des Antilles
33610 Pessac cedex
Courriel : kociv@wanadoo.fr

Bordeaux : les lumières de la ville

Résumé :
Le 27 juin 2007, Bordeaux et son croissant de lune fluvial ont été inscrit dans le cercle fermé du patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO. Ville de pierre au périmètre classé de taille exceptionnelle (1810ha abritant 347 monuments), centre majeur de la civilisation de la vigne et du vin, son patrimoine architectural urbain ancré dans une histoire longue de plus de 2000 ans lui ont permit d'être reconnue pour sa valeur universelle.
Les paysagistes Michel et Claire Corajoud[1] ont intitulé un article sur l'aménagement des quais de la rive gauche de la Garonne : « paysages de lumière », faisant référence aux « émotions produites par la luminosité des beaux ensembles de la ville minérale… ». En effet, cette ville de calcaire blanc reflète, le jour, la douce lumière océanique de manière particulière, de nombreux réalisateurs de films et de téléfilms se sont d'ailleurs laissés charmer et ont choisi la ville comme décor de leur fiction. La nuit, la mise en lumière est autre, artificielle, elle dessine, souligne le paysage, guidant le regard des promeneurs et accompagnant leurs pratiques urbaines (quotidienne, festives ou touristiques). Les mises en lumière diurnes et nocturnes participent à la construction d'une temporalité urbaine mettant en valeur et en action de manière différenciée le périmètre classé. Les jeux de lumière sont un outil de la mise en scène patrimoniale, ils participent à la mise en valeur du paysage perçu par les promeneurs et à la construction de l'image urbaine médiatisée par la photographie, les documentaires ou encore les films.
Notre montrerons comment les acteurs publics et privés bordelais utilisent la lumière de jour et de nuit pour la mise en valeur du patrimoine classé, pour susciter ou accompagner la pratique de la ville tant par les bordelais que par les visiteurs et touristes. Nous verrons également que la lumière est un élément majeur dans la construction de l'image territoriale de Bordeaux, que les jeux de lumière tendent à souligner les éléments identitaires retenus par l'ICOMOS lors du classement de la ville, quitte à laisser dans l'ombre bon nombre d'éléments urbains majeurs. Cette réflexion sur l'espace urbain classé de Bordeaux fait à travers la double temporalité, sera menée grâce à une étude paysagère diurne et nocturne, mais aussi à travers l'analyse des représentations photographiques de la communication territoriale bordelaise (supports papier et sites internet) et des films de fiction tournés dans la ville.
Ces deux axes de réflexion permettront donc de présenter les sites du patrimoine et un de leur mode de gestion par les acteurs urbains publics (municipalité, office de tourisme) et privés, montrant que l'ensemble concours à construire une stratégie de marketing territorial.

Mots clés : patrimoine, espace urbain, UNESCO, lumière, décor

[1] Corajoud M. et C. *Paysages de lumières, Aménagement des quais rives gauche de la Garonne à Bordeaux,* p 65-76 in Sallenave C. (coord.) 2008, *Bordeaux-Unesco, Les enjeux du patrimoine Mondial de l'Humanité* éd. Bastingage, collection Arts et Société, Bordeaux

Bordeaux : les lumières de la ville

La ville de Bordeaux est classée au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO depuis 2007. Il s'agit du premier ensemble urbain distingué sur un périmètre aussi vaste, 1 810 ha, soit près de la moitié de la superficie de la ville. En outre, l'espace classé s'intègre dans un dispositif plus large nommé « zone dite de sensibilité patrimoniale » qui concerne le reste du territoire communal de Bordeaux et huit de ces communes limitrophes. Ce classement repose principalement sur l'unité patrimoniale de la ville, ainsi il est souligné sur le site internet de la municipalité: "Bordeaux est exemplaire par l'unité de son expression urbanistique et architecturale, architecture classique et néoclassique, qui n'a connu pratiquement aucune rupture stylistique pendant plus de deux siècles"[2]. Nous verrons d'ailleurs dans la suite de notre réflexion que c'est principalement le Bordeaux du XVIIIème qui est mis en valeur, particulièrement par les jeux de lumière.

Notre réflexion portera sur l'utilisation de la lumière lors des périodes diurnes et nocturnes par les acteurs publics et privés bordelais afin de mettre en valeur le patrimoine classé. Nous tenterons de voir en quoi les jeux de lumières participent à la construction de l'image territoriale de Bordeaux, notamment par la mise en lumière au sens propre et figuré faite par les tournages cinématographiques. Enfin cette mise en lumière, ne laisse-t-elle pas dans l'ombre, à l'abri des projecteurs un Bordeaux que l'on pourrait qualifier de manière triviale : « laissé pour compte ».

Nous adopterons une logique spatiale pour notre démonstration. Ainsi, nous verrons tout d'abord que les quais des bords de Garonne à l'architecture du XVIIIème sont la vitrine de la ville, qu' ils bénéficient d'une mise en lumière bien spécifique et d'aménagements prévus pour des pratiques occasionnelles. Puis, dans un deuxième temps, nous montrerons que le centre urbain, lieu des pratiques quotidiennes, est mis en valeur de manière ponctuelle tant dans l'espace que dans le temps. Enfin, nous aborderons les parts d'ombre de Bordeaux et notamment les ruptures, que ce soit dans les styles architecturaux ou dans l'attention portée aux différents quartiers.

1 : Les quais 18eme : La ville sous les projecteurs

1.1 Jeux de lumières sur les quais du port de la Lune

La façade des quais, siège de la révolution urbaine du XVIIIème siècle, est également un des lieux essentiels de la métamorphose urbaine de Bordeaux au XXIème siècle. Le projet d'aménagement des quais a permis de recréer la symbiose entre la ville et le fleuve. Les paysagistes Michel et Claire Courajoud, en charge du projet, ont eut pour objectif de redonner de la viabilité à cet espace urbain, une prise en compte de la lumière a sous-tendu toute leur réflexion.

Les quais : Bordeaux en vitrine

Une des manières d'envisager les quais de Bordeaux c'est de les considérer comme un vaste décor de théâtre, conçu pour reprendre les termes même de Claude Boucher intendant à Bordeaux en 1728 afin de « perfectionner par le secours de l'art les beautés dont la nature a orné le port »[3].

[2] www.bordeaux.fr

[3] R. Etienne, (dir.), 2001, *Histoire de Bordeaux,* Privat, Toulouse 426 pages

La place de la Bourse, inaugurée en 1749, était le symbole de la prospérité de la ville et de sa mutation architecturale. C'est autour de cette place qu'est organisée la façade monumentale des quais voulue par l'Intendant Tourny. Le kilomètre de constructions prévu par Tourny fut loin d'être achevé ; de plus par la suite le modèle architectural de base subira des modifications substantielles, mais une harmonie fut respectée et cette conception urbanistique est d'ailleurs un des fondements du classement UNESCO. Mais si la façade des quais concours au classement de Bordeaux au patrimoine mondiale, les profondes mutations qu'elle a subit depuis les années 2000 ne sont pas éludées (mutations d'ailleurs soulignées par les documents officiels de l'UNESCO[4])

En effet jusqu'à la fin des années 90, les activités portuaires (hangars, quais, grilles, voies de chemin de fer, etc) avaient coupées la ville de son fleuve. Le projet d'aménagement des quais a permis de recréer la symbiose entre la ville et le fleuve, et de redonner corps à l'appellation traditionnelle de cet espace : port de la Lune. Les paysagistes Michel et Claire Corajoud en charge du dossier de rénovation urbaine ont eu pour objectif de redonner de la viabilité à cet espace (le terme viabilité étant à prendre avec ces deux racines latines : *Via*, la route comme un espace de relation et de distribution, et *Vita*, la vie et l'aptitude à vivre) mais ils ont également porté leur attention sur la lumière baignant cet espace.

Ainsi, vue du fleuve, c'est minéralité du paysage qui explose, le travail de nettoyage des façades a rendu à la pierre sa couleur blonde, mise en valeur par la lumière océanique. Le centre de ce paysage linéaire reste, comme lors de sa conception au XVIIIème, la place de la Bourse entourée du quai des Douanes. Mais la lumière naturelle et la minéralité architecturale ont été mises en scène par introduction dans le paysage de l'eau (rappel subtil du fleuve non visible à partir des quais car situé en contre bas). Le Miroir d'eau imaginée par Michel Corajoud et mis au point par Jean Max Llorca est mis en service en 2006. Ce miroir est composé d'un assemblage de dalles en granit sur 130 mètres de long et sur 42 mètres de large. Il tourne sur des cycles de 15 min passant par des effets différents. Le cycle type est le suivant: en premier le miroir va se recouvrir entièrement d'eau puis une fois sa surface immergée il se transforme en un miroir qui reflète les bâtiments de la Place de la Bourse, pour terminer le cycle, l'eau se retire et des filets de brume prennent place de la Bourse. La présence de l'eau permet de jouer avec la lumière, par le jeu de miroir tout d'abord, mais également par la brumisation qui permet de tempérer, lors de court cycle, la lumière crue de l'été. Ce miroir contribue à donner vie aux quais, car l'eau atténue la chaleur estivale cassant la minéralité du lieu.

---

[4] http://whc.unesco.org/fr/list/1256
Le dossier du classement UNESCO souligne que le projet urbain comprend 6 éléments en lien avec les quais :
• La réhabilitation des quais par la démolition des hangars et la construction d'infrastructures structurelles ;
• La rénovation des hangars préservés, en prenant en compte leur dimension patrimoniale, architecturale et culturelle ;
• Des études sur l'équipement des limites de la rive droite de la Garonne ;
• La réhabilitation du palais de la Bourse : sa façade historique, son éclairage et ses abords piétonniers ;
• Une campagne de restauration de la façade des quais, avec un programme d'amélioration de l'habitat (OPAH).
• Un plan d'éclairage de plusieurs sites et monuments, parmi lesquels le projet des deux rives, soulignant l'axe nord-sud de la Garonne

La nuit, la place de la Bourse devient le cœur lumineux des quais puisque la façade de l'édifice est émettrice et réflectrice de lumière. La place est véritablement mise en scène par des candélabres, des éclats lumineux de carreaux de grès réfléchissant trament le sol afin de capter les reflets des façades. Au centre la fontaine est aussi cadrée de candélabres, enfin l'esplanade et le miroir d'eau sont baignés par une lumière douce et rasante produite par des bornes lumineuses (fig.1).

Une valorisation diurne et nocturne que la lumière soit naturelle ou artificielle

La lumière est une préoccupation commune à l'ensemble de l'aménagement des quais, ainsi il a été décidé de « jardiner les quais ». Ce choix urbanistique a provoqué à Bordeaux du scepticisme car, pour beaucoup, il était difficile de ne pas garder voire d'amplifier la minéralité déjà existante du lieu. Pourtant M. Courajoud a choisit de casser la minéralité et surtout d'apporter de l'ombre aux 40 hectares des quais afin de tempérer la lumière, et de donner une aménité à cet espace vide. Jardiner les quais signifie faire appel à l'art des jardins, créant ainsi une interface entre « l'état de nature » présent par la rive droite et le fleuve, et la « culture » illustrée par la façade urbaine.

De part et d'autre du miroir d'eau se situent les « jardins de lumière ». Ce « jardins des lumières » n'est pas une zone verte ordinaire, mais un ensemble original tant dans sa conception que dans la diversité des plantes et des arbres qui le composent[5]. La variété des plantes et leur mode de gestion écologique favorisent la profusion des matières, des textures, des hauteurs et des couleurs complétant la palette dont les deux couleurs fondamentales sont le blond minéral des façades et les tons de gris (du foncé des ardoises au plus clair du fleuve).
La plantation des arbres sur les quais permet d'apporter l'ombre naturelle et d'adoucir la lumière diurne. Elle reprend une ancienne tradition puisque l'on retrouve des plantations dès le Moyen âge. Ce qui a été effectué c'est la création de feuillée, c'est à dire de lignes discontinues, d'importance et de textures différentes, avec une attention particulière pour les ombres portées par le feuillage. En multipliant les essences, les hauteurs et les distances de plantation les concepteurs ont fait varier la répartition de la lumière, les cycles et les teintes des ombres portées.

L'environnement lumineux nocturne a également été pensé et ce bien au delà de la place de la Bourse. Sur les façades des lanternes ont été positionnées en applique. Les voies de desserte bénéficient de cet éclairage mais ce dernier est complété par l'éclairage propre des voies de tramway (balisage au sol, éclairage des stations) et du tramway lui même que la nuit met en valeur. L'éclairage du bord des quais suit le fleuve et à un coté festif avec des lamparos. Il faut remarquer que les lumières rythment les quais en fonction des activités qui s'y déroulent, on trouve ainsi des zones d'activités fortement éclairées et des zones à l'éclairage plus doux bien que présent afin de donner un sentiment de sécurité. Au delà des quais, le Pont de pierre est particulièrement mis en valeur la nuit. Il est le lien essentiel et fonctionnel entre les deux rives. Le réaménagement des quais lui a rendu toute sa place en rouvrant la perspective et en lui donnant un statut de symbole de la ville de Bordeaux.
Finalement la nuit, la lumière sous tend la scénographie paysagère des quais.

[5] 33000 plantes réparties sur 223 plates-bandes dessinées en parallèle à la Garonne, on trouve sur le jardin des lumières 19 000 plantes annuelles à massifs appartenant à 40 variétés différentes ainsi que 10 000 vivaces et graminées représentant 116 espèces et variétés. Les arbres n'ont pas été oubliés, et l'on peut y voir 40 espèces et variétés différentes pour un total de 4000 arbustes taillés sur la longueur de l'aménagement.

Les quais : Bordeaux en vitrine

Cette scénographie, cette esthétisation des espaces est particulièrement valorisée par les œuvres filmées dont l'action se situe de manière explicite à Bordeaux. Les quais, sont bien évidemment présents dans les films. Ils sont généralement filmés soit en plan panoramique soit avec une attention particulière pour la Place de la Bourse. On y retrouve tous les éléments précédemment cités (miroir d'eau, candélabre, tramway, etc) signe s'il en est que la mise en lumière et le réaménagement des quais est une réussite. Le spectateur peut également constater que les réalisateurs n'éludent dans leurs prises de vue les travaux de réaménagement des quais, ils contribuent à ancrer l'histoire dans le présent et donnent finalement de la modernité à la ville et d'une certaine manière cela préserve du risque de voir devenir Bordeaux une ville musée, risque souvent mis en exergue au sujet des espaces classés par l'UNESCO.

De la même manière cet espace est survalorisé dans la communication institutionnelle (bandeau du site internet, photo dans les plaquettes de l'office de tourisme). La photogénie de l'espace apparaît clairement sur l'ensemble des publications. Les quais sont résument les caractères intrinsèques de la ville, ils allient l'image classique, patrimoniale de Bordeaux et la capacité à entrer dans la modernité (tram, miroir d'eau, etc.). Cette présence des quais dans la communication est symptomatique de l'image que les autorités veulent donner de la ville, elle est une partie majeure de son markéting territorial (fig.2), afin de générer des activités économiques et de valoriser son classement au patrimoine mondial de l'UNESCO.

1.2 Les quais, espace survalorisé pour des pratiques non quotidiennes

La scénographie paysagiste a été conçue, nous l'avons vu, afin de rendre vivants les quais et de favoriser des pratiques occasionnelles : les pratiques touristiques et de loisir, commerciales et sportives.

Les pratiques touristiques et de loisir

Comme nous l'avons vu précédemment, ce sont surtout les quais qui sont « vendus » à travers la communication institutionnelle et les brochures touristiques. Les quais servent le tourisme bordelais avant même que les touristes soient à Bordeaux. Ces quais qui sont devenues La promenade de Bordeaux sont ensuite un passage obligé pour les touristes qui viennent voir le plus grand miroir d'eau du monde

Le fleuve est aussi un élément très important de l'identité de la ville. Il sert le tourisme car le port de Bordeaux est le départ de croisières que ce soit à la journée sur l'estuaire de la Gironde ou pour plusieurs jours le long de la côte atlantique vers l'Espagne et le Portugal par exemple. Le port de Bordeaux est aussi une escale pour les gros navires de croisière. En 2010, au moins 24 navires et plus de 21000 passagers y sont attendus.

Parmi ces pratiques non quotidiennes, il y a aussi les pratiques commerciales qui sont une des nouvelles fonctions développée lors du réaménagement des quais.

Les pratiques commerciales

Pour ces pratiques, une partie des hangars des quais a été réhabilitée et transformée en boutiques, il s'agit du quai des marques situé quai des Chartrons au nord de la ville. Ce complexe commercial répartis sur cinq hangars est même ouvert le dimanche, il comporte 32 magasins et 11 restaurants ou cafés, ces derniers avec terrasses donnant sur le fleuve (fig.3). Enfin, des espaces ont été aménagés pour les pratiques ludiques et sportives.

Les pratiques sportives

L'espace le plus important en termes de superficie et d'offre est le quai des sports situé après le pont de pierre en direction du sud (fig.4). Il s'agit d'une enfilade d'espaces dédiés

principalement au sport, avec un espace de glisse pour le rink hockey, des équipements pour faire des exercices cardio-musculaires car de nombreuses personnes viennent faire leur jogging sur les quais, une aire de jeux pour enfants, des terrains de football et de basketball, une aire de sable avec des filets pour jouer au volley et un fronton de pelote basque. Si le sport est particulièrement mis à l'honneur à cet endroit, il y a aussi un skate parc de plus de 2000m² et 100 m de long quai des Chartrons avec une aire réservée aux jeunes enfants et plusieurs aires de jeux pour enfants le long des quais.

Cette attention pour des pratiques non quotidiennes se retrouve aussi dans le reste du centre ville avec une mise en valeur ponctuelle.

2. Le Centre : Une mise en valeur plus ponctuelle

Le centre urbain de Bordeaux (pour reprendre les termes mêmes du dossier de classement), comme les quais, représente un ensemble urbain et architectural exceptionnel (347 bâtiments classés), créé à l'époque des Lumières.

2.1 Un centre ville minéral sous une lumière océanique

Le classement au titre de patrimoine mondial sanctifie pour la première fois un territoire urbanisé vaste, dont nombre de cours, rues et quartiers ont presque exclusivement une vocation résidentielle. L'ordonnancement des façades de calcaire a ainsi une reconnaissance identitaire au même titre que les quais, reconnaissance d'un « art de vivre et d'habiter » pour reprendre les termes de l'architecte Historienne de l'art Chantal Callais[6]. La lumière océanique, crue en plein été voilée par les nuages en hiver et douce en avant et en arrière saison met en valeur cette blancheur.

Des rues aux couleurs du domino

Jusqu'aux années 1990 les visiteurs de Bordeaux disaient de la ville qu'elle était « noire ». En effet, les ravages de la pollution avaient noirci l'ensemble des façades. Les deux premières campagnes de ravalement aujourd'hui terminées portaient sur 244 et 260 immeubles. Les délais de réalisation de la 3e campagne de ravalement, comprenant 570 immeubles, sont expirés. Néanmoins la ville garde encore dans bien des cas un aspect de domino. Le ravalement n'est pas complet dans bien des cours et rues (car il est en majeure partie à la charge des copropriétaires des immeubles malgré les subventions municipales). Néanmoins cette alternance de noir et de blanc reste dans la palette des couleurs du patrimoine bordelais comme en témoigne la place de la bourse avec l'opposition entre les façades claires et le noir du granit de la fontaine reprenant la couleur de l'ardoise. L'harmonie générale du centre de Bordeaux fait que la ville est propice aux tournages.

Un centre ville propice aux tournages

Le positionnement de la ville sur le marché des tournages date de la deuxième moitié des années 1980. La promotion de la ville est prise en charge par plusieurs organismes dont l'AIC (Aquitaine Image communication). Cette agence développe des dispositifs de soutien à la création et à la production et favorise l'accueil des tournages. On constate une survalorisation du cœur historique du Bordeaux UNESCO. L'étude de la localisation des lieux de tournage dans l'agglomération montre une sur représentation du centre. Le patrimoine architectural n'est pas le seul recherché comme décor, le Bordeaux du quotidien

[6] « Bordeaux patrimoine mondial Unesco, je rentre ma poubelle ». L'irruption du patrimoine dans la ville ordinaire habitée | avec Ch. Callais, Bordeaux-Unesco. Les Enjeux du Patrimoine mondial de l'Humanité, coordonné par Ch. Sallenave, Bordeaux, éd. Bastingage, 2008.

est également utilisé. Ce que recherchent les réalisateurs en choisissant Bordeaux c'est d'ancrer leur histoire dans une grande ville où l'on retrouve toutes les fonctions urbaines traditionnelles. En fait les tournages illustrent un certain idéal de ville par Bordeaux. Le choix des lieux semble mettre en scène une certaine idée de ville, ville belle et prospère, ville de pierre, à la fois historique et métropole moderne. Bien évidemment Bordeaux reste une ville d'histoire, il est donc un décor particulièrement adéquat pour des fresques historiques, comme Valmont de Milos Forman ou Cousine Bette, adaptation de Balzac tourné en 1996 d'Andreij Sékula.

2.2 Une mise en lumière patrimoniale nocturne, elle aussi ponctuelle…

Dans l'espace

À Bordeaux, la mise en lumière est différenciée selon les rues ou les quartiers. Il est normal que l'éclairage public ne soit pas le même partout, les lieux n'ayant pas les mêmes fonctions. Un quartier résidentiel ne nécessite pas l'application d'un urbanisme lumière sophistiqué comme utilisé pour la mise en valeur des monuments. Cependant l'attractivité d'un lieu ne suffit pas non plus à ce qu'on lui accorde une attention lumineuse valorisante. Si cette attention est manifeste le long de la façade des quais et en particulier sur la place de la Bourse ou sur le pont de pierre, il est loin d'en être de même quai de Paludate. Quartier reculé et moins « présentable » que le centre-ville, situé au bout des quais et derrière la gare, c'est loin d'être le quartier le plus rassurant de la ville. On pourrait même le qualifier de « glauque ». Il est marqué par la présence des entrepôts et des abattoirs. Ce lieu est pourtant fort attractif la nuit car c'est là que se concentrent les discothèques de la ville depuis les années 1990. La mise en lumière par la municipalité faisant défaut, ce sont les néons des discothèques qui prennent le relais pour éclairer leur pas de porte, de plus il s'agit d'un des principaux secteurs de la prostitution à Bordeaux. Les habitants se sentent mis à l'écart par le manque d'attention portée à ce quartier par rapport au reste de la ville par les autorités, le sentiment d'insécurité y est fort (E. Victoire, 2007). Ce manque d'attention portée à l'aménagement et à la mise en lumière de ce quartier ne peut qu'être constaté lorsqu'on le pratique, cela nous renvoie au propos de Luc Bureau dans son ouvrage Géographie de la nuit (1997), pour qui, la lumière du soleil est cartésienne, elle ne privilégie aucun point de l'espace, alors que la lumière qui scintille la nuit est du fait de l'homme, lequel éclaire en principe ce qui vaut la peine de l'être. Ce quartier attractif mais peu rassurant et ses noctambules ne mériteraient donc pas une mise en lumière utile alors qu'une attention esthétique est portée à la place de la Bourse souvent déserte passée une certaine heure?

Ces illuminations plus ou moins marquées font de la ville un archipel lumineux, mais cet urbanisme lumière n'est pas ponctuel uniquement dans le temps, il l'est aussi dans l'espace avec une mise en scène par la lumière spécifique pour les évènements festifs.

Dans le temps pour les évènements festifs

C'est le cas notamment tous les ans pour la fête du vin ou la fête du fleuve. Les lumières déjà particulières de la place de la Bourse et des alentours sont complétées par un éclairage coloré et par des projections sur les façades ou dans les arbres (fig.6). Lors de la cession 2010, les visiteurs ont même eut la chance d'assister tous les soirs à un feu d'artifice éclairant et retombant sur le fleuve, en plus de l'habituel donné tous les ans à l'occasion du 14 juillet. Selon les années, il est lancé de la rive droite, du pont de Pierre ou directement depuis un bateau sur le fleuve. Dans le cadre de la fête du vin ou d'autres évènement culturels, une scénographie spécifique est aussi réalisée sur les quais et sur la place des Quinconces, sur cette dernière, le monument des girondins (colonne et fontaine), ainsi que les différents bustes des personnages historiques de la région bénéficient alors d'une esthétisation lumineuse.

Si la discontinuité de la mise en lumière est ponctuelle dans l'espace et le temps avec une attention très marquée pour le Bordeaux du XVIIIème siècle, la ville n'est pas pour autant restée figer dans le temps, si bien que le style architectural de Bordeaux n'est pas si homogène que décrit pour l'obtention du label UNESCO. Il existe à Bordeaux, comme dans toutes les villes, des discontinuités et des parts d'ombres.

3. Les parts d'ombre du Bordeaux Unesco

3.1 Éclairage sur les ruptures du tissu urbain

Un style architectural discontinu

Ce qui a valu à Bordeaux sa nomination au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2007 est la reconnaissance de la valeur et de l'unité patrimoniale de la ville. Bordeaux est « exemplaire par l'unité de son expression urbanistique et architecturale, architecture classique et néoclassique, qui n'a connu pratiquement aucune rupture stylistique pendant plus de deux siècles. ». Ce patrimoine exceptionnel correspond donc à la ville du XVIIIème siècle qui est toujours bien présente, conservée, visible et particulièrement mise en valeur ; mais la zone classée ne comporte évidemment pas que des immeubles de cette époque. La ville a continué à se développer en suivant les modes architecturales. Une étape importante du renouveau urbain fut la rénovation du quartier Mériadeck dans les années 1960 par Jacques Chaban-Delmas. Anciennement quartier de marais, il accueillait une forte proportion de population prolétaire, nombre de chiffonniers, de ferrailleurs, c'était un quartier « réservé » où se tenait un marché aux puces, une importante prostitution et une forte délinquance (P. Barrère, 1956). J. Chaban-Delmas a décidé de l'assainir et d'y faire construire un quartier des affaires. Il n'a jamais réellement obtenu ce statut, et il abrite aujourd'hui le grand centre commercial du centre ville et quelques administrations publiques dans les tours et à proximité. Ce quartier au style architectural typique, voire caricatural des années 60, est fortement décrié aujourd'hui, certains parlent même de « la verrue » de Bordeaux. Si ce n'est plus le quartier dangereux d'autrefois, il n'en reste pas moins peu attrayant voire dangereux la nuit pour ce qui est des terrasses et des jardins où se côtoient SDF, toxicomanes et prostitution homosexuelle.

Autre style et autre discontinuité à proximité de ce quartier, l'extension du palais de justice. Cette extension du palais de justice faite il y a une dizaine d'année montre bien le patchwork architectural que peut parfois être Bordeaux. Se côtoient ainsi l'existant en pierre traditionnelle, une façade vitrée et un amphithéâtre à l'extérieur en bois. De même à une faible distance, la bibliothèque municipale en cours de rénovation à la façade vitrée montre un style résolument contemporain (fig.7).

Les discontinuités ne sont pas seulement visibles dans les ruptures de style mais aussi par la différence d'attention portée aux différents quartiers.

3.2 Une différence d'attention portée à la ville

Il y a bien sûr, comme exposé précédemment, une importante mise en valeur du patrimoine du XVIIIème siècle. Cette vitrine de la ville sert le marketing urbain et est devenue un atout pour la promotion de la ville et l'attractivité touristique. Il s'agit des quartiers historiquement bourgeois du centre ville. Une autre attention est portée depuis quelques années aux anciens quartiers populaires. Cette évolution est aussi liée au phénomène de « retour en ville » que connaissent de nombreuses villes (Bidou-Zachariasen, 2003). Les centres villes redeviennent attractifs et les quartiers ont tendance à se gentrifier. C'est le cas notamment de St Pierre et des Chartrons. Dans ces deux quartiers se sont développés des restaurants et bistrot avec terrasse, la place des Chartrons a été refaite avec une halle rénovée qui accueille des manifestations culturelles, et l'essentiel de St Pierre est devenu piéton (fig.8).

Après les quartiers bourgeois et gentrifiés, restent des quartiers populaires comme St Michel ou les capucins où l'on remarque de jour comme de nuit, que peu d'efforts de mise en valeur ont été fournis par la municipalité. Cela commence tout juste à changer à St Michel, ce quartier qui regroupe historiquement une population d'origine immigrée attire aussi des étudiants et des artistes. La gentrification en est à ses débuts : quelques façades ont été ravalées et le prix de l'immobilier commence à monter. Les capucins, se trouvant à proximité de St Michel en allant vers la gare ne sont pas encore concernés par les rénovations (fig.9).
Cette mise en valeur discontinue selon les quartiers est aussi visible sur le seul axe des quais, nous avons vu que le point d'orgue de la mise en lumière est la place de la Bourse en position centrale. Une attention particulière a été portée du pont de pierre jusqu'au nord des quais, tandis que le sud de cet axe est encore en partie délaissé des aménageurs. Du bassin à flot au pont de Pierre, la rénovation est exemplaire. Il y a bien sûr les façades ravalées et les éclairages sophistiqués coté habitation. Coté berges, plusieurs anciens hangars ont été réhabilité, nous avons vu le quai des marques un peu plus tôt, il y a aussi un hangar qui abrite Cap Science et d'autres accueillant des manifestations culturelles, comme le salon du livre durant plusieurs années. Cette valorisation des quais attire les investisseurs privés, comme par exemple de l'hôtel Seeko récemment construit, qui est un hôtel de luxe, 4 étoiles et dont le prix des chambres varie de 200 à 400 euros la nuit, il est, entre autre, équipé d'un salon d'affaire et d'un sauna. Toujours au nord des quais, au niveau du bassin à flot où se trouvent d'anciennes usines, il y a désormais des bureaux et des restaurants aménagés dans un hangar. Ce secteur de la ville a aussi une certaine attractivité nocturne, on peut notamment y venir le soir pour se restaurer, boire un verre ou aller en discothèque. En effet deux péniches ont été réhabilitées en lieu de loisir nocturne : « la dame de Shanghai » est un restaurant qui fait aussi boite de nuit, et « le Deck club » est une discothèque (fig.10.).

À l'extrémité sud des quais se trouve le quartier de Paludate qui, nous l'avons vu précédemment, est pour l'instant le grand absent de la rénovation (fig.11). Cela n'est pas sans raison, il faut tout d'abord signaler qu'il ne se situe pas dans la zone classée par l'UNESCO mais dans sa zone tampon, ensuite, il est au cœur d'un quartier qui va être prochainement transformé par la mise en place de l'Opération d'Intérêt National baptisée Bordeaux-Euratlanltique, des frais seront alors engagés par la ville et les promoteurs privés dans ce secteur lors de ces travaux. Il y est prévu 15 000 logements, 500 000 m² de bureaux ainsi que des commerces et des équipements publics. L'avenir nocturne des quais de Paludate est-il menacé, non par la gentrification, mais par la création d'un quartier d'affaire, ou au contraire, est-ce une formidable opportunité de créer le premier quartier de Bordeaux fonctionnant en continu ? Cela est envisageable mais avec une certaine nuance tout de même pour la direction générale de l'aménagement de la mairie de Bordeaux qui écrit dans l'ouvrage quartier[s]-Bordeaux sud (2009): « […] un pôle nuit […] est compatible avec un futur quartier d'affaires et avec une grande gare…A condition que les nuisances soient contenues et que les lieux de la nuit soient à la fois branchés et irréprochables. ». Donc oui à un pôle nocturne, mais à condition qu'il corresponde à l'image désirée par les autorités.

Conclusion

Notre réflexion a montré que « les lumières de la ville » sont des éléments majeurs du paysage et de l'animation de l'espace urbain bordelais. Selon les lieux, les saisons ou les attentes des différents acteurs, elles revêtent des intensités différentes. L'hyper centre historique et touristique, avec les quais comme cœur, reste le symbole et la vitrine de la ville, les efforts de mise en lumière y sont concentrés. Le centre classé et pratiqué au quotidien est mis en valeur de façon plus ponctuelle dans l'espace et dans le temps. La lumière participe au paysage, mais elle peut être naturelle moins artificialisée et de ce fait elle est moins perçue

comme une mise en valeur patrimoniale intentionnelle. Enfin, Bordeaux, bien que classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, connaît des discontinuités et des parts d'ombre, les efforts de mise en valeur n'étant pas partout égaux.

Bibliographie

Barrère, P. (1956). Les quartiers de Bordeaux. Auch : Cocharaux, collection Etude géographique.
Bidou-Zachariasen C. (dir.) (2003). Retours en ville - des processus de "gentrification" urbaine aux politiques de "revitalisation" des centres, Paris : Descartes et Cie, collection "Les urbanités".
Bureau, L. (1997). Géographie de la nuit. Montréal: L'hexagone.
Dorthes, P. (2007). Bordeaux mode de ville. Bordeaux: pleine page.
Etienne, R. (dir.). (2001) Histoire de Bordeaux. Toulouse : Privat. 426 pages.
Godier, P., Sorbets, C., Tapie, G. (2009).Bordeaux métropole - Un futur sans rupture.
Gwiazdzinski, L. (2007). Nuits d'Europe. Pour des villes accessibles et hospitalières. Belfort: Université de technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM).
Paquot, T. (2006). Des corps urbains. Sensibilités entre béton et bitume. Paris: Autrement.
Roulleau-Berger, L. (2004). La rue, miroir des peurs et des solidarités. Paris: PUF
Sallenave, Ch. (coord.). (2008). Les Enjeux du Patrimoine mondial de l'Humanité. Bordeaux : éd. Bastingage.
Victoire, E. (2007). Sociologie de Bordeaux. Paris: La Découverte
Ville de Bordeaux. (2009). Portrait de quartier(s). 1. Bordeaux sud. Bordeaux : Éditions Overworld.

Figures :

Fig.1 : illumination de la place de la Bourse (photo : Wikimedia Commons)

Fig.2 : le miroir d'eau (photo : office du tourimse de Bordeaux)

Fig.3 : le quai des marques (photo : J.Cazzulo)

Fig. 4 : le quai des sports (photos : C.Comelli)

Fig. 5 : Rues du centre ville de Bordeaux (photo: V. Kociemba)

Fig.6 : Mise en lumière de la façade des quais, place de la Bourse (photo : office du tourisme de Bordeaux)

Fig .7 : quartier Mériadeck : Le palais de justice (photo: Google map) et la bibliothèque, (Photo T. Sansot, Dr)

Fig.8 : La place des Chartrons et la place du parlement (quartier St Pierre) (photos: Google map)

Fig.9 :Une rue entre St Michel et les Capucins (photo: Google map)

Fig.10 : Les péniches La dame de Shanghai et le Deck club, bassin à flot (photos: C. Comelli)

Fig.11 : Discothèques du quai de Paludate (Photos: J.Cazzulo)

The Impact of Tourism on Latin American World Heritage Towns

Alfredo Conti
(UNESCO Chair on Cultural Tourism, Argentina)

Alfredo Conti
UNESCO Chair on Cultural Tourism, Argentina
Comisión de Investigaciones Científicas de la Provincia de Buenos Aires
Jerez 514. (1925) Ensenada. Argentina
Email: alconti@speedy.com.ar

The Impact of Tourism on Latin American World Heritage Towns

Abstract:
The origin of tourism in the modern world is directly linked to the construction of the concept of cultural heritage. From the 1980s onwards, World Heritage properties, considered the most important testimonies of monuments, groups ob buildings and sites throughout mankind's history, have become main targets for tourism, especially historic towns and centres that express, sometimes more than other heritage categories, the features o specific cultural groups. Historic towns and centres constitute the main contribution, from a quantitative point of view, of Latin America and the Caribbean to the World Heritage List. These properties illustrate especially the colonial period, between the 16th and early 19th centuries, even if a few examples of late 19th and 20th century are also inscribed on the List. One of the main impacts of the inscriptions on the World Heritage List is the increase of the number of visitors. Although tourism constitutes an opportunity for development, trough financial benefits, the creation of jobs or the improvement of public spaces and urban infrastructure, threats against the values of the sites are also frequent, especially in those cases where no adequate planning exists. The conflict between the historic town and the tourism town becomes evident in several aspects: replacement of traditional population in favour of new buildings' owners, disappearance of traditional functions in favour of new services for visitors, unequal distribution of benefits, and impact on the ways of life of local communities, who are sometimes bound to visitors' expectations. Even if tourism produces benefits, the lack of proper planning oriented to sustainable tourism causes several kinds of problems regarding authenticity and preservation of outstanding universal values of these unique or exceptional towns. This paper presents some common situations and explores these impacts on some specific cases of Latin American towns inscribed on the World Heritage List.

Keywords: World Heritage, towns, Latin America, tourism, impact

The Impact of Tourism on Latin American World Heritage Towns

1. The relationship between cultural heritage and tourism

The origin of tourism in the modern world is closely linked to recognition and appreciation of cultural heritage. In the eighteenth century, the so-called "Grand Tour", from which comes the word *tourism*, consisted in trips of intellectuals and artists from different countries of Europe to the Italian peninsula, and especially to Rome, to take direct contact with relicts of classical antiquity. The ancient world, especially the Roman civilization, had been "rediscovered" by the culture of the Renaissance and Rome had become a destination for those who wanted to know and appreciate classic art, which was taken as a source of inspiration for artistic production of the time (Choay, 1992). This habit meant the implementation of infrastructure and equipment to meet the needs and requirements of the travellers, including transportation systems and accommodation, all of which constitutes a background of modern tourist facilities. This initial form of tourism included some components of its current definition: the idea of "tour" meant that travellers returned to their places of residence once their expectations had been met, they were motivated eminently by cultural purposes and funds invested in the destination came from their home countries. In short, it was, in modern terms, a practice of cultural tourism, reserved for a select social group in terms of education and economic position.

The major economic, social and cultural changes induced by industrialization all over the world took to new modalities of tourism; among the rights recognized to workers appeared, especially throughout the 20th century, free time, vacations and leisure. New social groups were gradually incorporated to the practice of tourism. At the same time, new heritage items expanded the realm of tourism attractions, something that has occurred up to the present time. The interest in nature typical of the scientific field between the 17th and 18th centuries was transferred to the realm of art especially by the 19th century Romanticism; the natural environment was considered as a source of contemplation and relaxation for body and spirit. The translation of this expansion of the concept of heritage impacted in the field of tourism, besides sun and beach and cultural tourism, in our days several modalities appeared, among them ecotourism, adventure, health, business, religious, gastronomic tourism, etc. Over the 20th century, and particularly the period after the World War II, the progress in transportation and general improvements in revenues facilitated the access of new social groups to the possibility of travel. Social tourism emerged, which assured the possibility of holidays for workers, and mass tourism, which has continued to expand, making tourism a top economic activity at international level and, for many countries and regions, a source of economic growth and overall development of communities.

This qualitative and quantitative development of tourism as economic activity coincides with the extension of the concept of cultural heritage over the second half of the 20th century. The initial idea of "historic monuments", reserved for the great creations of humankind throughout history or the buildings and sites that had been the scene of memorable events was changed to, as expressed in the Venice Charter (1964) of testimonies of a particular civilization, a significant development or a historic event, and the concept of monument referring not only to great works but also modest works that have gained over time cultural significance. This expansion of the concept of heritage implied the consideration of modest popular buildings, vernacular architecture, rural or industrial settlements, etc.

In the late 20th century, new heritage categories were considered; in 1992, UNESCO introduced the concept of cultural landscape, consisting of the joint work between man and nature. In 2005 the notion of heritage routes was included in the *Operational Guidelines for the implementation of the World Heritage Convention*, which implies the consideration of heritage structures based on roads that played a specific role over a considerable period of time and served for cultural exchanges manifested in tangible and intangible heritage components. Moreover, intangible heritage, consisting of literary and musical traditions, social practices, oral history and traditional knowledge gained significant ground in the theoretical debate and in the field of heritage management, which is manifested in the adoption by UNESCO of the Convention for the Safeguarding of Intangible Heritage of 2003. In this framework, historic towns and urban areas became one of the most significant heritage assets, since they express, perhaps better than other heritage categories, all the complexity of human relationship with the environment, merging tangible and intangible heritage components. In this sense, historic towns and urban areas clearly express the idea of heritage as "the symbolic reference to the cultural identity of the community" (Prats, 1997).

Between the end of the 20th and the beginning of the 21st centuries, new economic, social and cultural pressures pose new challenges for managing heritage assets. A detailed account of social, political, economic and cultural conditions of the past two decades is a task beyond the scope and extent of this work, for only some aspects will be mentioned with the purpose of better understanding the situation in relation to impacts on heritage and its link with tourism. It is often said that the twentieth century ended between 1989 and 1991 with the fall of the Berlin Wall and the collapse of the Soviet Union. The end of the Cold War began a new period in imposing the "globalization"; the different regions of the world are integrated into a single global capitalist market in which competition in pursuit of positioning has a key role. This process was accompanied by significant advances in information technology, resulted mainly in the diffusion and use of the Internet, with the possibility of a world in permanent communication and connection. On the other hand, tourism underwent a significant expansion; most social groups are no longer satisfied with what is next in terms of distance, but look to expand their experiences in space and in time, both in real and virtual dimensions. As a counterbalance to globalization, the idea of "local development", understood as the integral growth and improvement, not only in economic terms, based on the exploitation and utilization of available resources for a given territory and the community that inhabits it. Against this background of counterpoint between global and local and competition to win markets and audiences, not surprising that countries and, in particular, some cities that have traditionally served as sources of generation and sharing of information, look for a better positioning . This aspiration includes large or medium-sized cities, which seek the ways to find a place in the global market, in the pages of the press or on the global virtual highway.

One of the key strategies of positioning is to provide cities with new equipment, usually intended for administration, culture, tourism and entertainment. These operations sometimes result in the revitalization of areas that were degraded or out of development or comprehensive renovation activities; new urban areas are designed to meet the demands of contemporary life. Attracting visitors becomes usually a key strategy, taking into account the economic benefits involved. Heritage properties, especially urban areas or historic centres are considered an economic resource capable of adapting, through new uses, to the requirements of present society while lending prestige and act as a main attraction for tourism development. The World Heritage status of some sites implies a significant added value; inscription on the

prestigious UNESCO List becomes a scaling factor, not only in strictly cultural terms but also economically, taking into account that the mere fact of registration acts as an efficient and powerful means of dissemination and promotion.

International governmental and nongovernmental organizations involved in conservation and protection of heritage work hardly seeking a balanced relationship between conservation of cultural and natural heritage and tourism use. Several international documents account for such concern. The United Nations Conference on International Travel and Tourism, held in Rome in 1963, stressed the importance of cultural and natural heritage for tourism, calling for conservation measures. In Latin America, the Norms of Quito, in 1967, the final document of a meeting sponsored by the Organization of American States, established that the monuments should be considered as an economic resource, comparable to natural resources and that their tourism use can be considered a source of development. The document warned, however, about the need for proper planning to ensure the correct tourism use of heritage including contribution to conservation.

The International Council on Monuments and Sites (ICOMOS) adopted in 1976 an International Charter on Cultural Tourism. The extraordinary growth of tourism over the last decades of the 20th century led ICOMOS to review the Charter; a new text was adopted in 1999, more suitable to the demands of the moment. This text introduces concepts and recommendations related to the proper interpretation and transmission of heritage values and meanings, with the need to consider the tourism use of heritage as a tool for the comprehensive development of host communities through the idea of participatory planning involving all stakeholders.

2. World Heritage towns

As defined in Annex 3 of the *Operational Guidelines for the implementation of the World Heritage Convention* (UNESCO, 2008), historic towns and urban areas constitute, in quantitative terms, the most significant contribution of Latin America and the Caribbean to the World Heritage List. Some 40 % of the cultural sites inscribed on the List and located in this region belong to this heritage category, what represents, at the same time, some 31 % of the total amount of sites inscribed. Most World Heritage historic towns or urban areas belong to the colonial period (15th-19th centuries), in some cases with pre-Hispanic background, such as Mexico City or Cusco; Brasilia constitute an exceptional case of World Heritage city of the 20th century. If we consider that archaeological sites are the following category, in quantitative terms, and that most of them correspond to pre-European towns in the Americas; we can conclude that the urban history of the continent is quite well represented on the List, much more than other heritage categories, such as cultural landscapes or monuments.

The inscription of historic towns or urban areas on the World Heritage List has an impact that can be defined and measured on different aspects, with some positive and negative effects for their proper conservation in the framework of an integral approach that takes into account not only economic aspects but also social ones, in particular those related to the quality of life of local populations. It is well known that World Heritage sites are usually bound to economic and social pressure, for which the theoretical and operational instruments do not always appear to be adequate. In this sense, the debate started in 2005 with the introduction of the concept of "historic urban landscapes" tends to update approaches and methodologies to deal with these sites.

Latin American World Heritage towns present common features if compared with others located from different geo-cultural regions but, at the same time, some specificities related to their history, morphology, architectural components and social and symbolic characteristics. At the same time, some particular pressures and requirements appear; the construction of large cultural, administrative or entertainment complexes, currently usual in several World Heritage towns all over the world does not appear, for the time being, as a real threat in Latin America. On the other hand, the strong impact of tourism, social changes, the lack of adequate maintenance of public spaces and buildings and sanitation problems, which are not common problems in other regions, appear often in Latin America as a real threat to the integrity and authenticity of the World Heritage towns.

Some World Heritage towns underwent, over the 19th and 20th centuries, a sometimes explosive extension and densification, since they are capital cities or important economic centres; other instead, have kept with no major modifications their original sizes and relations with the natural environment, in some cases on account of economic and demographic stagnation or their isolation with regard to main productive or exchange circuits. In the first case, historic centres underwent a process in a sense similar to European cities: the original nucleus preserved their morphologic features and townscape and their function of institutional core of the city, and new urban areas absorbed the functional complexity implied by modernisation. These historic centres underwent, generally, processes of substitution of population, becoming sometime areas lacking adequate infrastructure, offering bad conditions of habitability and generating social marginalisation and functional and physical degradation.

3. Positive impact of tourism

It is possible to define some indicators of what could be considered positive impact of tourism on the heritage sites and on the local community. The general idea is that tourism constitutes an opportunity for development; particular indicators are:

- Economic benefits produced by tourism.
- Creation of jobs related to tourism.
- Improvement of infrastructure and public spaces.
- Opportunities for education and training.

With regard to public spaces and infrastructure, World Heritage towns and urban areas are usually a target for improvement and enhancement. Usually, public spaces are well preserved and maintained; adequate urban furniture and infrastructure are provided or improved. This is an action that contributes to a general amelioration of quality of life of local population and enhances the experience of visitors (Fig. 1).

The inscription on the World Heritage List and the increase in the number of visitors constitute also an opportunity to restore historic buildings. New uses are often related to tourism. It is quite usual in Latin American towns that old one-family houses, quite difficult to continue with its original use, are dedicated to accommodation for visitors. This can be considered an opportunity in two senses; on the one hand historic buildings are restored and given a new use, generally by private investors, and, on the other hand, visitors may live the experience of lodging in typical historic houses, which is a means for a deeper contact with the local culture (Fig. 2).

4. Threats caused by tourism

The inscription on the World Heritage List and the tourism use of the town implies undoubtedly some opportunities for local development. But some threats usually appear,

especially if no adequate planning has been designed and implemented. In this sense, we can notice some differences between Latin American towns and those belonging to other regions of the world: since tourism is considered primarily a source of financial revenues, policies focus on favouring economic benefit with no balance with social or environmental aspects. Some of the threats to be discussed in detail are replacement of traditional population, gentrification, threats against authenticity of the sites and impact on traditional ways of life.

4.1. Replacement of traditional population, gentrification.

A frequent aspect related to management or historic urban areas and its tourism use is the displacing of traditional population or depopulation of historic neighbourhoods. This situation is strongly linked to a process that can be noted equally in developed and underdeveloped countries. The inscription of an urban area on the World Heritage List implies generally improvement of public spaces, of services and infrastructure. This takes to a rise in the market values of urban land and buildings and takes almost inevitably to the replacement of population. Traditional inhabitants of many historic areas are sometimes displaced by self decision since they prefer to sell their houses and buy new ones out from heritage areas, something that produces financial benefit. In other cases, they are "pushed" by the pressure of investors or by groups disposing of major revenues that desire to buy properties in the prestigious historic areas.

The phenomenon of gentrification means the replacement of typical population of a given urban neighbourhood for other of greater financial resources or more exalted social position. The truth is that this process takes place equally in urban centres around the world, though with higher recurrence in economically disadvantaged countries. The reason that causes this process lies primarily in the fact that the buildings are purchased by individuals or entities, usually affecting them to different uses of the original. Thus, it is common to find old homes converted into hotels, restaurants or shops or even maintaining the residential uses but occupied as secondary homes for short periods throughout the year. This implies that the neighbourhoods gradually lose their population, which means at the same time a crisis regarding some aspects of authenticity. In this case, although the tangible components of buildings may be in good condition, even improved with respect to their previous state, a loss of authenticity of functions appear.

4.2. Threats against authenticity

With respect to the alteration or distortion of heritage values and message, it is necessary to consider heritage as a set of tangible assets to which values related to history, art or science are assigned. In this sense, heritage is a carrier of meanings that we try to transmit, through the conservation of the material substance, from one generation to another. A proper understanding and interpretation of such values is therefore essential to understand the true meaning of heritage, to ensure proper use and to preserve its authenticity, understood not only as the preservation of the tangible components but also the intangible ones as functions, vocations, traditions associated, etc. In this sense, a conflict often observed with the spread of mass tourism is that heritage becomes a sort of spectacle and object of consumption, without reaching the adequate transmission and understanding of its values.

It may happen that while a heritage site is well preserved and its carrying capacity or limits of change are maintained at appropriate degrees, its dedication to tourism involves risks to its authenticity. This is a situation frequently observed in some heritage categories such as historic centres or urban areas. According to the current theory, authenticity is verified in several ways, taking into account tangible and intangible components; thus authenticity

includes the consideration of materials, shape and design, setting, functions and vocations, meanings and traditions associated with specific sites.

When we refer to threats to authenticity, we refer not only to damage that can cause on the material components of heritage but also the risk on the intangible aspects that influence their authenticity. A typical case consist that many historic towns or centres are very well preserved, both buildings and public spaces have good and proper maintenance. But excessive devotion to tourism means that the entire neighbourhood is devoted to visitors; all business is dedicated to the tourist, the old residences are now hotels or are dedicated to gastronomic uses, etc. The problem then is that while the material substance may be well preserved, this area has lost or drastically changed its meaning and its original functions, so there are aspects of authenticity that are really at risk. This aspect tends to be one of the most complicated issues in the management structures of heritage sites.

4.3. Impact on traditional ways of life

Another type of impact is related to social aspects and, especially, to the relationship between the local community and visitors. Particularly when there is an economic asymmetry between them (more specifically tourism in economically disadvantaged regions), it is common that residents consider visitors as an "opportunity" to secure or increase their income. This can include the selling of typical products or the adoption of behaviours that are expected to cause impact on the visitor. It is common to find people who dress or act in a way that is not part of their daily lives; they become a part of the stereotypical image of the site and, therefore, something that the tourist expects to see. The problem is that in this way the resident community, or some of its members, are at the service of visitors' expectations; this implies another manifestation of a threat against the authenticity, in this case referred to lifestyles, habits, behaviours, etc.

Intangible heritage is fundamental not only to determine the outstanding universal value but also to the authenticity of World Heritage properties. In spite of problems of depopulation and gentrification, most Latin American World Heritage towns retain a very rich intangible heritage made up by, among other components, music, gastronomy and traditions. This intangible heritage becomes also a tourism attraction and could be jeopardised if adequate safeguarding measures are not defined and implemented. The question is what the limit is to safeguard traditional ways of life or social practices so that they could be preserved as authentic cultural manifestations and not as performances for visitors. What usually happens is that members of local population act in the way visitors expect them to do. There is a sort of alienation of the local population in the expectations of visitors; this is one of the most important threats against authenticity.

Within the social aspects some "contradictions" appear between what could be called a positive effect on tourism and reality. When talking about tourism opportunities we have referred to the economic benefit, to the possibility of improving urban spaces and the provision of infrastructure and equipment. Often, the economic benefit is not evenly distributed among the resident community; although there is a general improvement of urban space and infrastructure, some sites are inaccessible to the residents. Many times the cost of access to cultural facilities and entertainment are fixed in terms of tourism, making them inaccessible to local people.

5. Some specific cases

In order to illustrate some threats, a few examples of Latin American World Heritage towns and urban areas will be presented. This selection is not intended as criticism against those cases but they are good examples of opportunities and threats of tourism on World Heritage towns.

The first case is Cartagena de Indias, in Colombia, inscribed on the World Heritage List in 1984, one of the most beautiful and well preserved historic centres in Latin America. Some of the effects mentioned can be clearly noticed in the historic centre, as the improvement of the general conditions of the public spaces and the possibilities of new uses for historic buildings. There are different areas within the historic centre. Those which exhibit a best state of conservation correspond to the Cathedral neighbourhood; the state of conservation of public spaces and buildings is quite good, but the area has undergone a process of depopulation in favour of dedicating buildings to tourism services (Fig. 3). Several historic houses have being restored, and very well restored, but are occupied by people that use them as secondary house. This means that these buildings are occupied during holydays periods or weekends, being closed the rest of the year.

On the other hand, there are the areas where the pressures of tourism are not so evident so far, where traditional local population still lives. In the case of Cartagena, the neighbourhood of Getsemaní is the place of residence of low incomes traditional population. Although the state of conservation of buildings is not as good as in the Cathedral neighbourhood and there are some problems with infrastructure, we can still notice here the traditional ways of life and uses of the public space (Fig. 4). Authenticity is noticeable not only with regard to tangible heritage components but to intangible components as well.

Another interesting example is the city of Colonia del Sacramento, in Uruguay, whose historic centre was inscribed on the World Heritage List in 1995. This is an interesting example of merging of different urban and architectural features, since the village was established by the Portuguese at the end of 17th century and passed definitively to Spain at the end of 18th century. Although there are not impressive architectural monuments, the historic centre retains much of the typical atmosphere of a colonial town, increased by its setting since the historic centre is located in a peninsula by the La Plata River (Fig. 5).

Even before the inscription on the World Heritage List, the historic centre was bound to tourism pressure and to depopulation. At the beginning of the 21st century, 330 inhabitants lived in the historic centre; at the same time, one and half million visitors arrived in Colonia in 2008. It is worth to mention that the town is located some two hours by car from Montevideo, the capital city of Uruguay, and 50 minutes by ship from Buenos Aires, the capital city of Argentina, with a population of some 10 million inhabitants and an important international tourism destination. Visits to Colonia are usually one day excursion from Buenos Aires, and this has a significant impact on the town.

Public spaces and architectural heritage are very well preserved in Colonia, and the local government makes significant investment in conservation and maintenance. The impact of tourism on the public space is easily noticeable; some streets have been closed to motor traffic and have become outdoors cafés or restaurants (Fig. 6). Gentrification is also important in this

town. Due to the increase of the prices of plots and buildings, traditional inhabitants preferred to sell their houses in the historic centre and move to other neighbourhoods, with an important economic benefit. Historic houses in the historic centre have generally been bought by foreigners who use them as secondary residences. In other cases, buildings have been devoted to new uses related to tourism, such as shops or diverse types of lodging facilities.

6. Some conclusions

The necessity of defining and fostering sustainable tourism becomes a must in this type of sites since they bear outstanding universal values which make them unique or exceptional properties that deserve to be preserved in the full richness of their authenticity. World Heritage towns or historic centres act as significant tourism attractions; it is necessary to define and implement measures that prevent those sites form becoming only a beautiful place for tourism, something that could take to prioritise expectations and desires of visitors in detriment of those of local communities.

In the Post Graduate Course on heritage and sustainable tourism delivered at the UNESCO Chair on Cultural Tourism, Argentina, focus is placed on some aspects that could be mentioned as possible recommendations for action:

- Financial benefits equally distributed
- Respect for traditional ways of life
- Respect for authenticity of tangible and intangible heritage components
- Balance between needs of visitors and those of local communities

This could help to a healthy balance between two aspects that characterise World Heritage towns: they are precious testimonies related to specific geo-cultural contexts but, at the same time, spaces for the everyday life of living communities.

Bibliography

Borié, Alain et Denieul François. s/f: *Méthode d'analyse morphologique des tissus urbains traditionnels.* Paris, UNESCO, Etudes et Documents sur le patromoine culturel, Nº 3.

Choay, Françoise. (1992) *L'allégorie du patrimoine.* Paris, Seuil.

Conti Alfredo. (2007) *El paradigma urbano en revisión.* Ponencia presentada en la Conferencia Internacional "Los paisajes históricos urbanos en América", inédito.

Conti Alfredo and Cravero Igarza Santiago. (2010) *Patrimonio, comunidad local y turismo: la necesidad de planificación para el desarrollo sostenible.* In *Notas en Turismo y Economía*, Nº 1. La Plata, Facultad de Ciencias Económicas, Universidad Nacional de La Plata.

ICOMOS. (1993) *Tourism at world heritage cultural sites: the site manager's hand book.* Colombo, ICOMOS.

ICOMOS (1994) *Nara Document on Authenticity.* http://icomos.org.ar (visited October 2008).

ICOMOS (1999) *International Charter on Cultural Tourism.* http://icomos.org (Visited October 2008).

ICOMOS, Grupo de trabajo de países Iberoamericanos. (2007) *Foro sobre ciudades históricas y paisaje histórico urbano*. Unpublished.

Organization of World Heritage Cities. (2005) Conclusions of the 8th Congress of OWHC, Cuzco. Unpublished.

Prats Llorenç. (1997) *Antropología y patrimonio.* Barcelona, Ariel.

Treserras Jordi Juan (2005) *El patrimonio como generador de desarrollo a partir del turismo*. http://www.fundacioabertis.org/rcs_jor (Visited may 2009)

UNESCO, World Heritage Committee. (2008) *Operational Guidelines for the implementation of the World Heritage Convention.*
UNESCO, World Heritage Centre. (2007) *Information document by the World Heritage Centre on the development of a revised UNESCO Recommendation on the conservation of historic urban landscapes.* Documento de trabajo. Inédito.
Van Hoff Herman. (Coordinator). (2004) *El estado del Patrimonio Mundial en América y el Caribe. Informe Periódico 2004.* Versión resumida. Montevideo, Oficina UNESCO Montevideo.

Figures (Photos: Alfredo Conti)

Fig. 1. San Miguel de Allende, Mexico. Improvement of public spaces.

Figures (Photos: Alfredo Conti)

Fig. 2. Valparaíso, Chile. Historic building transformed in hotel.
Figures (Photos: Alfredo Conti)

Fig. 3. Cartagena, Colombia. Good state of conservation of public spaces and buildings in the historic centre.

Figures (Photos: Alfredo Conti)

Fig. 4. Cartagena, Colombia. Getsemaní neighbourhood; popular housing retaining traditional ways of life.

Fig. 5. Colonia, Uruguay. Typical colonial atmosphere next to the Plata River.
Figures (Photos: Alfredo Conti)

Figures (Photos: Alfredo Conti)

Fig. 6. Colonia, Uruguay. Street space used for restaurant

Valuing Protected Areas: A Contingent Valuation of Tourism in Chitwan National Park, Nepal

Jennifer Michelle Cook
(Ryerson University)
&
Michal J. Bardecki
(Ryerson University)

Jennifer Michelle Cook
Environmental Applied Science and Management
Ryerson University
350 Victoria Street
Toronto, ON, Canada M5B 2K3
Email: j28cook@ryerson.ca

Michal J. Bardecki
Environmental Applied Science and Management
Ryerson University
350 Victoria Street
Toronto, ON, Canada M5B 2K3
Email: bardecki@ryerson.ca

Valuing Protected Areas: A Contingent Valuation of Tourism in Chitwan National Park, Nepal

Abstract:
Nepal is identified by the United Nations as one of the least developed countries, yet the tourism industry focused on national parks and protected areas has potential to bring significant economic benefits to those areas and to the nation as a whole. With the use of a contingent valuation method, this research explores the willingness to pay of foreign tourists to support conservation and environmental efforts at Chitwan National Park in Nepal, a World Heritage Site. Foreign tourists, through their entry fees, currently contribute over 90% of the park's revenues. The results show that 71.5% of those who responded were willing to pay more than the current daily entrance fee of 500 NRP (about 7 USD). The contingent valuation study suggests that the mean willingness to pay for entry is 23.35 USD. This suggests that tourists are willing to make a monetary contribution to conservation efforts at Chitwan National Park and that the current price of the park entrance fee might be increased with minimal negative results on tourist numbers. Moreover, a significant proportion of visitors indicated that in addition to having an even more positive image of the park, they would be willing to pay even higher entrance fees if more information was made available on how the revenues were being used. There may even be positive benefits should higher fees discourage the growth in the numbers of visitors. Crucially, an increase in the entry fee could provide valuable additional resources which could go towards conservation efforts in the park itself and to support of sustainable development initiatives in buffer zone communities.

Keywords: contingent valuation; Nepal; Chitwan National Park

Valuing Protected Areas: A Contingent Valuation of Tourism in Chitwan National Park, Nepal

1. Introduction

Managers of protected areas are generally confronted with a classic financial problem: they may be in charge of highly valued properties and yet not have the means to generate an income flow to sustain the assets. In the developing world, sustainable funding resources for conservation are scarce. A lack of adequate funds can jeopardize conservation efforts in protected areas by limiting the ability of managers to carry out critical tasks such as boundary enforcement, species protection and local education (Dixon and Sherman, 1990; Navrud and Mungatana, 1994; Baral et al., 2008). A systematic valuation can provide protected area managers with a structured approach to appropriate prices for management purposes and indicating ways of capturing the value associated with the areas under their supervision (Pearce and Moran, 1994), as well as helping justify appeals for funding support.

A conventional economic approach to evaluate the "best" use of resources in protected areas is by assessing the economic value of the resource (ICEM, 2003). Problematically, many of the economic, social and environmental benefits associated with protected areas have no formal market, price or expressed cash value (Dixon and Sherman 1990). Certain goods and services associated with protected areas can be commercialized; however, for example, if entry fees and prices for use are administratively set, they may not reflect the true value of the area.

The concept of total economic value (TEV) is now commonly used to evaluate the full scope of benefits and costs of protected areas (Fromm, 2000; ICEM, 2003). Emerging in the mid-1980s, total economic value (TEV) is now widely used to identify the economic benefits associated with protected areas (CNPPA 1995). Instead of solely focusing only on direct commercial values, TEV encompasses the non-market values including ecological functions and non-use benefits associated with protected areas including bequest values and existence values (Aylward and Barbier, 1992; Rietbergen-McCracken and Abaza, 2000; Navrud and Mungatana, 1994; Loomis, 2000).

Many methods for valuing protected areas have been developed. Various manuals, literature and overviews on the application of TEV to protected areas and ecosystems are available (Dixon and Sherman, 1990; Pearce, 1992; Pearce and Moran, 1994; CNPPA, 1995; Barbier et al., 1997; Rietbergen-McCracken and Abaza,o 2000; Samdin 2008). These outline a wide range of methods for valuing the range of values associated with protected areas.

The measurement of those values which are not market-based can be challenging. One tool which has gained wide acceptance for researching specific forms of valuation is the contingent valuation method (CVM).

2. The Contingent Valuation Method

CVM uses a survey to measure individuals' maximum willingness to pay for different natural resources or other public goods presented to them in a hypothetical market (Mitchell and Carson, 1989). The method creates a hypothetical marketplace in which respondent are given the opportunity to "buy" or "bid" for the good or service (Whittington et al., 1990). Asking people, as opposed to solely determining values of goods based on market data or "use value," can assess non-use values or existence values (Hanemann, 1994). CVM is widely used as one of the standard approaches to measure the economic values of non-market goods and services such as associated with recreation and tourism and environmental quality. The

method has received official recognition as a recommended valuation technique (Bateman et al., 1999; Ahmed and Gotoh 2006).

Despite criticisms (e.g., Walsh et al., 1984; Hausman, 1993; Tietenberg, 1996; Mitchell and Carson, 1989; Hanemann 1994; Shultz 1998), CVM has been widely used in academic and non-academic research throughout developed and developing countries (Carson et al., 1995; Mitchell and Carson, 1995). Notably, CVM has been used to determine visitors' and tourists' willingness to pay for entrance into national parks and protected areas throughout the world including those in the developing world (e.g., Baral et al., 2008; Barnes et al., 1999; Day 2000; ICEM, 2003; Israngkura 1997; Lee and Han, 2002; Mmopelwa et al., 2007; Shultz et al., 1998; Walpole et al., 2001).

3. Nepal and Chitwan National Park

Nepal is a small, mountainous, landlocked country in the central Himalaya. It is bordered by China to the north and India to the south. Nepal is among the least developed of nations. The greater part of the population is rural; agriculture employs 76% of the workforce, contributing to 40% of Nepal's GDP (CBS 2008).

Tourism has been incorporated into the national development strategy in Nepal since the 1970s (DNPWC 2008). Tourism, and specifically ecotourism, is seen as a potential source of employment, foreign currency, and a way to achieve sustainable economic development. Tourism development has been considered a viable model to develop remote areas: commoditizing the natural beauty of the country, and tradition Nepali ways of life and artistic heritage.

Nepal's distinctive geographical position as well as its altitude and climatic variation give the country a unique and varied biodiversity (Wells and Sharma, 1998). This diversity is found through three distinctive ecological zones: the low-lying tropical Terai, the deciduous and coniferous forests of the subtropical and temperate Hills, and the sub-alpine and alpine Himalaya (WWF Nepal 2006). Over 19.7% (28,998 km^2) of the total area of the country is now declared protected, (DNPWC, 2010). These areas include nine national parks, three wildlife reserves, one hunting reserve, four conservation areas and eleven buffer zones representing all three ecological zones. The national parks and protected areas in Nepal are managed by the Department of National Parks and Wildlife Conservation (DNPWC), Ministry of Forest and Soil Conservation. The overall goal of the Department is to conserve and manage the rich and varied biological diversity of Nepal with an emphasis on wildlife and protected areas (DNPWC, 2010). Many of the protected areas in Nepal are major tourist destinations. The national Department of National Parks and Wildlife Conservation reports that in 2007 the collective revenues from all protected areas were 111,871,108.00 NPR, equaling over 1.5 million USD (DNPWC 2008).

In terms of biodiversity, the Terai is the richest part of the country. Its lowland tropical forests span the Indian-Nepali border. The area is also heavily populated, resulting in high pressure on forest and agricultural resources. The Terai Arc Landscape Project (TAL) is one effort to address the issues of the region. It is a notable landscape-level program involving a very large geographical area, implementing a wide variety of measures to promote conservation along with the well being of local people (TAL-WWF, 2010). The TAL includes eleven Nepalese and Indian-border protected areas. Important among these and exemplifying many of the region's issues related to wildlife conservation, environmental problems and population pressure is Nepal's first national park, Chitwan National Park.

Chitwan National Park, established in 1973, lies along the southern border of Nepal with India at an elevation of 300m and less. UNESCO designated the park as a World

Heritage Site in November 1984, recognizing its unique biological resources. The national park covers 1182 km^2 and the surrounding buffer zones encompass an additional 766 km^2.

The biological richness of the park is exceptional including the endangered Asian one-horned rhinoceros (*Rhinoceros unicornis*), Asiatic elephant (*Elephas maximus*), Bengal tiger (*Panthera tigris tigris*), gaur (*Bos guarus*), Gangetic dolphin (*Platanista gangetica*), giant hornbill (*Buceros bicornis*), Bengal florican (*Houbaropsis bengalensis*) and gharial (*Gavialis gangeticus*) (UNESCO, 2003; WWF Nepal, 2006; DNPWC, 2008; Straede and Treue, 2006).

Management challenges in Chitwan National Park are many. The pressure to collect products in the park continues to be strong as "there is still a gap between local people's needs for supplementing natural resources and their rights to satisfy them on a legal basis" (Straede and Treue 2006: 251). Park-people conflicts, some related to the relocation of people from the park, continue (Luzinda, 2008; Straede and Treue, 2006; Nepal 2002; Brockington and Igoe, 2006; Weladji and Tchamba, 2003) and include crop losses to wildlife, attacks by elephant, tiger, leopard or other animals, and flooding from the Rapti River (McLean and Straede, 2003). Even though conflicts exist, results from recent research suggest that a large majority of local residents are generally in favor of the park and believe that it is beneficial to have the national park (Spiteri and Nepal, 2008a; McLean and Straede, 2003).

The generally unregulated tourism development in and around Chitwan National Park has resulted in various adverse environmental impacts (UNESCO 2003; WWF Nepal, 2006a; DNPWC, 2008). Management plans are weak and generally not properly implemented in most of the Terai's protected areas, Chitwan National Park included (WWF Nepal 2006).

Of all the national parks and protected areas in the country, Chitwan National Park receives the highest number of visitors (DNPWC, 2010). More than 80% of these are foreign tourists (i.e., not domestic tourists, nor tourists from South Asia Association for Regional Cooperation (SAARC) nations) (Table 1). As with other Nepali protected areas, each category of tourist pays a different price for a single-day entry to the park: 20 NPR for domestic, 200 NPR for SAARC and 500 NPR for foreign tourists (i.e., approximately 0.28 USD, 2.80 USD and 7.00 USD respectively).

Tourists are attracted to the park by activities including elephant safaris in both the park and neighbouring community forests, canoeing for sightseeing and bird watching, guided jungle walks, visits to facilities such as the wildlife breeding projects for Asiatic elephants and gharial, jeep safaris inside the park, and watchtower overnight adventures. Tourist numbers to Chitwan National Park have been rising. In 1977, the park had only one lodge with approximately 5000 annual visitors. By 2000 there were seven lodges operating inside the park and more than 70 lodges outside the park, predominantly based in the town of Sauraha (Whelpton 2005; Bhusal 2007). There are 22 tourist guide offices with 383 professional guides based in the Sauraha area (Bhusal, 2007). Bhattarai et al., (2005) have been critical of Chitwan National Park, describing it as a typical example of externally-induced, uneven development rather than a model of wildlife conservation. Several authors argue that the endangered species in the park are indeed protected, but only to be commoditized for the consumption of high-class tourism (Bookbinder et al., 1998; Jones, 2007; Spiteri and Nepal, 2008b).

Significant numbers of tourists come to the park and stay in the area for three or four days as part of guided tour groups with all their activities booked in advance. Tourists who are not part of a group may book pre-packaged three or four day trips; these are readily available in the major urban centres of Kathmandu and Pokhara. A third type of tourist travels independently to the park booking activities through independent agencies selling their services around the park border (Mueller-Boeker, 2000).

Park funding is generated through the entrance fees collected at the park. Funds for management of the park are allocated by the Government of Nepal. Fifty percent or the total

revenues are earmarked for the central treasury, while fifty percent is made available at the park level to be used in buffer zone management programs for local communities. Currently, these funds are not directly available for park management (UNESCO, 2003). Budgetary requirements are estimated annually and submitted to the central government for allocation of funds. The actual release of funds is very low and varies from year to year (UNESCO, 2003). Funding continues to be a problem for effective management and conservation at Chitwan National Park.

With the many tourism activities and cultural sites around the park, there is flow of economic benefits to local communities adjacent to the park through tourism and employment opportunities. Bookbinder et al., found that 72% of hotel employees and 74% of nature guides around Chitwan National Park originated from the local area, but that the local area was losing substantial tourism dollars because of the high proportion of non-local hotel ownership, 61% of the total (Bookbinder et al., 1998). Another major economic loss occurs because more than half the hotel bookings are made in advance in Kathmandu, Pokhara or through an international tourism agency. As a result, significant revenues do not go into the local economy. Positive benefits are also reduced by deflated market conditions resulting from price competition among the many budget hotels in the area.

4. Research Objectives

The aim of this study is to explore means to further conservation and development efforts at Chitwan National Park by providing insight into whether park managers can better capture value from foreign tourists visiting the area. A contingent valuation tool is used to explore the valuation associated with Chitwan National Park. Specifically, the research objectives are:

1. To determine foreign tourist's willingness to pay while visiting Chitwan National Park and the motivation for their visits;
2. To evaluate those visitor characteristics which area significantly related to tourists' willingness to pay; and
3. To explore whether or not the potential exists to capture value from tourists through changes in current entrance fees.

5. Method

Between October 16 and November 12, 2009 a questionnaire was administered to a convenience sample of foreign tourists staying in accommodations in Sauraha, Nepal. At the time seven resorts were located within Chitwan National Park; these tended to cater to those traveling on expensive tours. Initially plans were to include guests staying within the park; however, all seven of these facilities had had operations (temporarily) suspended in July 2009 following a controversy over the renewal of their contracts—generally, their bookings had been distributed to nearby hotels and lodges. Virtually all tourists visiting the park in the study period stayed in Sauraha.

With the higher fees charged, foreign tourists provide over 90% of the total fees collected annually (Table 1). This study focuses on this segment as having the greatest effect on park revenues.

The questionnaire generally parallels those from the two recent case studies in the Annapurna region of Nepal (Baral et al., 2008; Thompson, 2007). It consisted of both open-ended and closed questions addressing:

1. the primary purpose respondents had for coming to Nepal and details about their travel arrangements;
2. their motivations in visiting Chitwan National Park;

3. their perceptions of tourism in the Chitwan National Park area;
4. their general attitudes towards conservation and ecotourism;
5. their expenditures and knowledge of the park entry fees;
6. their general socio-economic characteristics (e.g., age, sex, nationality, level of education, employment status, annual expenditures on recreation and tourism);
7. their willingness to pay for entry into Chitwan National Park.

The willingness to pay portion of the questionnaire followed norms of the contingent valuation procedure (Arrow et al., 1993; Tietenberg, 1996). Questioning was done orally after respondents had completed the rest of the questionnaire. Respondents were scaled through high and low bids (a bidding game elicitation technique) to find the highest point at which they were willing to pay, starting with an initial "bid" of $7 USD (the current entrance fee for foreign tourists). Follow-up questions probed the reasons for the final "bid."

In total 203 questionnaires were successfully completed.

6. Results and Discussion

6.1 Profile of Respondents

Of the 203 people interviewed, 52.7% were women and 47.3% were men—a slightly higher proportion of women than recorded by the Chitwan National Park Ticket Office in Sauraha (49.5%). The respondents' mean age was 38.2 years old (median = 35 years) with a range from 14 to 71 years. The respondents were generally highly educated: 77.5% reported completing at least an undergraduate level of education.

The sample represented visitors from twenty three different countries: 75.4% were from Europe (U.K.: 22.2%, the Netherlands: 17.2%, Germany: 15.8%), 13.3% from North America, 7.4% from Oceania, and 2.5% from Asia (non-Nepali and non-SAARC tourists). These proportions differ significantly from that of all foreign tourist arrivals to Nepal (GoN 2008) by including greater proportions of Europeans and fewer Asians. One issue with this study was the limited means of access to organized tour groups of Chinese tourists and language barriers with this segment—they are under-represented.

Respondents were asked to estimate their total annual expenditures on recreation and tourism. The modal category was 2,000-5,000 USD; almost one in five spent in excess of 10,000 USD.

Trips to Chitwan National Park were short (the median was 3 days) and were generally organized as part of a more extended tour or trip in Nepal alone or including neighbouring India. In addition, a minority had been in Kathmandu for reasons other than tourism and had taken advantage of tour companies' promotion of Chitwan National Park as a "quick trip down to the jungle."

The respondents were about evenly divided in that 49.8% were independent travelers and the remainder had made their arrangements through a group or agent. Of those traveling in an organized tour 75.8% had made their travel arrangements to the park through a travel agent or travel company while in their home country.

Those traveling in an organized group reported that their park fees had been paid through their travel group. Upon being told the current entrance fee was approximately 7 USD, most were surprised at how low it was. Even for those traveling independently, the fee is usually paid as part of an arranged elephant ride or jungle safari and included in the booking price; only 10% of the respondents reported having directly paid their own entry fee at the park. Of independent travelers 39% indicated that they did not know the price of the entrance fee.

6.2 Contingent Valuation

The majority of respondents (N=186) provided a categorized response concerning their willingness to pay for entry to the park, i.e., "Yes, I would pay more", "No, I would not pay more", or "No, I will not pay the current price." Over 70 percent (71.5%) of those who responded indicated a willingness to pay more than the current entry fee; 24.2% would only pay the current fee; and 4.3% wanted a lower fee.

The mean willingness to pay for entrance fees at Chitwan National Park among those who fully responded to the contingent valuation survey (N=124) is considerably higher than current entrance fees. The respondents' mean willingness to pay is 23.35 USD (median = 14.00 USD; standard deviation = 21.03 USD) with a range from <7 to 100 USD (Figure 1).

Variables found to be statistically related to willingness to pay in similar CVM studies include age, gender, income, education, nationality, number of people in the group, type of travel group, travel experience, visitors' satisfaction and employment status, among others (Brown and Henry, 1989; Navrud and Mungatana, 1994; Israngkura, 1997; Berg and Ohman, 1998; Barnes et al., 1999; Day, 2000; Walpole et al., 2001; Mmopelwa et al., 2007; Shultz et al., 1998; Baral et al., 2008; Lee and Han, 2002).With the exception of age, none of these variables included in the questionnaire was found to be statistically related to respondents' willingness to pay. Those travelling independently as opposed to in a tour group rated their experience at the park more highly. Those who had not participated in a trekking trip prior to visiting Chitwan National Park also tended to provide a (marginally) significantly higher rating for their experience in the park. In neither case was this reflected in their willingness to pay "bids." From the point of view of their expressed willingness to pay, tourists visiting the park appear remarkably undifferentiated.

A variety of reasons were given as reasons to support the respondents' willingness to pay "bids." These are grouped into common themes in Table 2 (reasons why respondents were willing to pay for an increased entry fee) and Table 3 (reasons why respondents were not willing to pay an increased entrance fee).

Many of the positive comments were encouraging as respondents though they should pay a higher price since the quality of their experience at Chitwan National Park was very positive and because conservation of the park was seen as important. In the Annapurna Conservation Area in the Nepali Himalaya Baral et al., (2008) conducted a contingent valuation study of trekkers and found that most would be willing to pay an entry fee considerably higher than the then current fee of 2000 NPR (approximately 27 USD)-the most common given was a desire to better protect the environment. These observations are generally consistent with the results from Chitwan National Park.

However, three of the ten most common reasons respondents were willing to pay more were based on conditional support. The most common condition was simply that respondents sought to know where the money was going. This is consistent with the literature: both Walpole et al., (2001) and Baral et al., (2008) found that visitors were willing to pay higher entrance fees if information is made available on how the revenues were being used for conservation and upkeep of the park.

There was a sense conveyed by the large majority (88%) of respondents that they did not know where the entrance fees were being directed, and had they known, they might be willing to contribute much more. This is generally consistent with findings in Thomson's (2007) research in the Annapurna Conservation Area in the Himalayan region of Nepal. Chitwan National Park has many successful community development programs in local communities, supported by revenue from the park's entrance fees (Lehmkuhl, 2000; Mueller-Boeker, 2000; Hjortso, 2006; Jones, 2007; Spiteri and Nepal, 2008b). Had information on these programs been available, visitors would likely have had an even more positive image of the park.

In conversation with the respondents they commonly made reference to the numbers of tourists and to litter, waste disposal and pollution problems. They also made noted the lack of evidence of tourist development plans and organization in the area. An increasing proportion of tourists visiting Chitwan National Park may be at least somewhat disappointed with their experience if the number of visitors to the area continues to rise.

7. Conclusions and Recommendations

Chitwan National Park is considered to be the best surviving example of the natural ecosystems of the lowland Terai region, was Nepal's first National Park, and has been designated as a UNESCO World Heritage Site. It is also the most visited national park in the nation. Those involved in the park's management face challenges of protection, conservation, addressing the concerns of those living adjacent to the park, and managing increasing numbers of tourists.

Foreign tourists contribute 90% of park entrance fee revenues. This study indicates that the economic value which tourists hold for Chitwan National Park is not being fully captured with the current entrance fee structure. The evidence suggests that foreign tourists are willing to pay more for entry into the park. This would particularly be true if combined with a communication program to explain the uses to which the park's revenues are put.

An increase in the entry fee could provide valuable additional resources which could go towards conservation efforts in the park itself and to support of sustainable development initiatives in buffer zone communities.

Any possible decrease in visitation as a result of an increased entry price might not be seen as negative: a decrease may help to curb some of the undesirable impacts of over-visitation (UNESCO 2003; WWF Nepal, 2006a; DNPWC, 2008) such as litter, pollution, overuse of resources, wildlife disturbance and conflicts, and other forms of natural resource damage. A confounding issue is the effect of the numbers of domestic and SAARC tourists who represent (32.5% and 11.8% of visitors respectively—Table 1) and the effect of their low entry pricing. Further study is warranted.

Bibliography

Ahmed, S. U., and Gotoh, K. (2006) Cost-benefit analysis of environmental goods by applying the contingent valuation method: some Japanese case studies. New York: Springer.

Arrow, K. J., Solow R. M., Portney P. R., Leamer E. E., Radner R., and Schuman H. (1993) "Report of the NOAA panel on contingent valuation: Report to the National Oceanic and Atmospheric Administration," Federal Register, Vol. 58, No. 10, pp. 601-614.

Aylward, B., and Barbier, E. B. (1992) "Valuing environmental functions in developing countries", Biodiversity and Conservation, Vol. 1, No. 1, pp. 34-50.

Baral, N., Stern, M. J., and Bhattarai, R. (2008) "Contingent valuation of ecotourism in Annapurna Conservation Area, Nepal: Implications for sustainable park finance and local development", Ecological Economics, Vol. 66, No. 2-3, pp. 218-227.

Barbier, E.B., Acreman, M., and Knowler, D. (1997). Economic valuation of wetlands: A guide for policy-makers and planners. Cambridge, UK: IUCN.

Barnes, J., Schier, C., and van Rooy, G. (1999) "Tourists' willingness to pay for wildlife viewing and wildlife conservation in Nambia", DEA Research Discussion Paper No. 15.

Bateman, I., Langford, I., and Rasbash, J. (1999) "Willingness-to-pay question format in contingent valuation studies", In: I. Bateman and K. Willis (Eds.), Valuing environmental preferences: theory and practice of the contingent valuation method in the US, EU and the developing countries. New York: Oxford University Press. pp. 511-539.

Bhattarai, K., Conway, D., and Shrestha, N. (2005) "Tourism, terrorism and turmoil in Nepal", Annals of Tourism Research, Vol. 32, No. 3, pp. 669-688.
Bhusal, N. (2007) "Chitwan National Park: A prime destination of ecotourism in central Terai region, Nepal", The Third Pole: Journal of Geography Education, Vol. 5, No. 7, pp. 70-75.
Bookbinder, M. P., Dinerstein, E., Rijal, A., Cauley, H., and Rajouria, A. (1998) "Ecotourism's support of biodiversity conservation", Conservation Biology, Vol. 12, No. 6, pp. 1399-1404.
Brockington, D., and Igoe, J. (2006) "Eviction for conservation: A global overview", Conservation and Society, Vol. 4, No. 3, pp. 424-470.
Brown, G. and Henry, W. (1989) The economic value of elephants. LEEC Paper 89-12. London: Environmental Economics Centre.
Carson, R., Wright, J., Carson, N., Alberini, A., and Flores, N. (1995) A bibliography of contingent valuation studies and papers. San Diego: Natural Resource Damage Assessment Inc. Central Bureau of Statistics (CBS). (2008) Environmental statistics of Nepal, 2008. Kathmandu:Government of Nepal.
Commission on National Parks and Protected Areas (CNPPA). (1995) Economic assessment of protected areas: guidelines for their assessment. Gland: IUCN.
Day, B. (2000) A recreational demand model of wildlife-viewing visits to the game reserve of Kwa Zulu Natal Province of South Africa. London: Center for Social and Economic Research on the Global Environment.
Department of National Parks and Wildlife Conservation (DNPWC). (2010) Publications. Kathmandu: Ministry of Forests and Soil Conservation. Government of Nepal. Retrieved from : http://www.dnpwc.gov.np/publication.asp.
Department of National Parks and Wildlife Conservation, (DNPWC). (2008) Annual Report, Shrawan 2064 – Ashad 2065, 2007 – 2008. Kathmandu: Ministry of Forests and Soil Conservation.
Dixon, J.A. and Sherman, P.B. (1990) Economics of protected areas: A new look at benefits and costs. Washington DC: Island Press.
Fromm, O. (2000) "Ecological structure and functions of biodiversity as elements of its total economic value", Environmental and Resource Economics, Vol. 16, N. 3, pp. 303-328.
Government of Nepal (GoN). (2008) Nepal Tourism Statistics 2008: Annual Statistic Report. Kathmandu: Singha Durbar.
Hanemann, M. W. (1994) "Valuing the environment through contingent valuation", Journal of Economic Perspectives, Vol. 8, No. 4, pp. 19-43.
Hausman, J. (1993) Contingent valuation: A critical assessment. Amsterdam: Elsevier Science Publishers.
Hjortso, C.N., Straede, S. and Helles, F. (2006) "Applying multi-criteria decision-making to protected areas and buffer zone management: A case study in the Royal Chitwan National Park, Nepal", Journal of Forest Economics, Vol. 12, pp. 91-108.
International Center for Environmental Management (ICEM). (2003) Economic Valuation: Its use in protected area management. Lessons learned from global experience. Review of Protected Areas and Development in the Lower Mekong River Region. Indooroopilly, Queensland, Australia.
Israngkura, A. (1997) Environmental valuation: An entrance fee system for national parks in Thailand. Ottawa: International Development Research Center (IDRC).
Jones, S. (2007) "Tigers, trees and Tharu: An analysis of community forestry in the buffer zone of the Royal Chitwan National Park, Nepal", Geoforum, Vol. 38, No. 3, pp. 558-575.
Lee, C. and Han, S. (2002) "Estimating the use and preservation values of national parks' tourism resources using a contingent valuation method", Tourism Management, Vol. 23, pp. 531-540.

Lehmkuhl J.F. (2000) "The organization and human use of Terai riverine grasslands in the Royal Chitwan National Park, Nepal", In: C. Richard (Ed.). Proceedings from a workshop on grassland ecology and management in protected areas of Nepal. Kathmandu: International Center for Integrated Mountain Development. pp. 37-57.
Luzinda, H. (2008) Mobile boundary and mobile people: Involuntary resettlement of the benet people in Mt. Elgon National Park, Uganda. Masters Thesis, Department of International Environment and Development Studies, Norwegian University of Life Sciences. Retrieved from http://www.umb.no/noragric.
McLean, J., and Straede, S. (2003) "Conservation, relocation, and the paradigms of park and people management: A case study of Padampur villages and the Royal Chitwan National Park, Nepal", Society and Natural Resources, Vol. 16, pp. 509-526.
Mitchell, R., and Carson, R. (1989) Using surveys to value public goods: The contingent valuation method. Washington, DC: Resources for the Future.
Mmopelwa, G., Kgathi, D., and Molefhe, L. (2007) "Tourists' perceptions and their willingness to pay for park fees: A case study of self-drive tourists and clients for mobile tour operators in Moremi Game Reserve, Botswana", Tourism Management, Vol. 28, pp. 1044-1056.
Mueller-Boeker, U. (2000) "Ecotourists in Nepal: The example of the Royal Chitwan National Park", In: R. P. Thapa, and J. Baaden (Eds.), Nepal: Myths and realities. Delhi: Book Faith India. pp. 100-117.
Navrud, S., and Mungatana, E.D. (1994) "Environmental valuation in developing countries: The recreational value of wildlife viewing", Ecological Economics, Vol. 11, pp. 135-151.
Nepal, S. (2002) "Involving indigenous peoples in protected area management: Comparative perspectives from Nepal, Thailand, and China", Environmental Management, Vol. 30, No. 6, pp. 748-763.
Pearce, D. (1992) Economic valuation and the natural world. London: Centre for Social and Economic Research on the Global Environment.
Pearce, D. and Moran, D. (1994) The economic value of biodiversity. London: Earthscan Publications.
Rietbetgen-McCracken, J. and Abaza, H. (2000) Environmental valuation: A worldwide compendium of case studies. London: United Nations Environment Program and Earthscan Publications Ltd.
Samdin, Z. (2008) "Willingness to pay in Taman Negara: A contingent valuation method", International Journal of Economics and Management, Vol. 2, No. 1, pp. 81-94.
Shultz, S., Pinazzo, J., and Cifuentes, M. (1998) "Opportunities and limitations of contingent valuation surveys to determine national park entrance fees: Evidence from Costa Rica", Environment and Development Economics, Vol. 3, No. 1, pp. 131-149.
Spiteri, A. and Nepal, S. K. (2008a) "Evaluating local benefits from conservation in Nepal's Annapurna Conservation Area", Environmental Management, Vol. 42, No. 3, pp. 391-401.
Spiteri, A., and Nepal, S.K. (2008b) "Distributing conservation incentives in the buffer zone of Chitwan National Park, Nepal", Environmental Conservation, Vol. 35, No. 1, pp. 76-86.
Stræde, S., and Treue, T. (2006) "Beyond buffer zone protection: A comparative study of park and buffer zone products' importance to villagers living inside Royal Chitwan National Park and to villagers living in its buffer zone", Journal of Environmental Management, Vol. 78, No. 3, pp. 251-267.
Terai Arc Landscape Project (TAL-WWF). (2010) Terai Arc Landscape Project. World Wildlife Fund, Nepal. Retrieved from
http://www.wwfnepal.org/our_solutions/conservation_nepal/tal/project/

Thomson, A. (2007) "The Annapurna Conservation Area Project: tourists as agents of development and environmental management in the high Himalaya?", International Journal of Environment and Sustainable Development, Vol. 6, No. 4, pp. 405-421.
Tietenberg, T. (1996) Environmental and natural economics. New York: Harper Collins College Publishers.
United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO). (2003) Initial management effectiveness evaluation report: Royal Chitwan National Park, Nepal, August 2003.
Enhancing our heritage project: Monitoring and managing for success in natural world heritage sites. WII-UNESCO Project, Wildlife Institute of India. Retrieved from http://whc.unesco.org/uploads/activities/documents/activity-331-11.pdf
Walpole, M., Goodwin, H., and Ward, K. (2001) "Pricing policy in protected areas: Lessons from Komodo National Park, Indonesia", Conservation Biology, Vol. 15, No. 1, pp. 218-227.
Walsh, R., Lommis J., and Gillman, R. (1984) "Valuing option, existence and bequest demands for wilderness", Land Economics, Vol. 60, No. 1, pp. 14-29.
Weladji, R., and Tchamba, M. (2003) "Conflict between people and protected areas within the Benoue Wildlife Conservation Area, North Cameroon", Oryx, Vol. 37, No. 1, pp. 72-79.
Wells, M.P., and Sharma, U.R. (1998) "Socio- economic and political aspects of biodiversity conservation in Nepal" International Journal of Social Economics, Vol. 25, No. 2/3/4, pp. 226-243.
Whelpton, J. (2005) A History of Nepal. New York: Cambridge University Press.
Whittington, D., Briscoe, J. Mu, X., and Barron, W. (1990) "Estimating the willingness to pay for water services in developing countries: A case study of the use of contingent valuation surveys in southern Haiti" Economic Development and Cultural Change, Vol. 38, pp. 293-311.
World Wildlife Fund (WWF Nepal). (2006) Management effectiveness assessment of protected areas using WWF's RAPPAM methodology. Kathmandu: Nepal Program, WWF International.

Table 1: Tourist Entrance Fees in the Nepali Year 2065 (April 13, 2008 to April 15, 2009): Chitwan National Park

Type of Tourist	Number	Entry Fee (NPR)	Total Fee Amount (NPR)	Total Fee Amount (USD)	Percentage of Total Fees Collected
Foreigner	46,491	500	23,245,500	325,437	90.27%
SAARC	9,815	200	1,963,000	27,482	7.62%
Nepali	27,158	20	543,160	7,604	2.11%
Total	83,464	---	25,751,660	360,523.24	100.00%

Source: Chitwan National Park Ticket Office, Sauraha

Table 2: Reasons why respondents were willing to pay for an increased entry fee (proportions based on all reasons expressed, positive or negative).

Conditional support: only if funds were judiciously used: "I would be happy to pay more knowing that it was going towards the park and wildlife conservation" "I would pay more if I knew where the money was going"	19.4%
Conditional support: only if re-entry was possible: "A higher fee is fine, but re-entry/multi-day pass is necessary"	10.4%
The entrance fee is too low; if it were higher it could provide more money to improve management and conservation	7.8%
The price is low / paying more is fine	6.5%
Conditional support: only if tourism was better managed: "I would pay more if there was better tourist management," "There needs to be a positive change to raise prices"	6.5%
The experience at Chitwan National Park is worth a higher price	3.9%
"Excellent value here"	3.9%
Entrance fees should be more similar to those of other big national parks: "2000 NPR like at Annapurna"	3.9%
"I came to see the park so would pay what the asking entry fee"	2.6%
"I expect costs to increase over time"	1.3%

Table 3: Reasons why respondents were not willing to pay an increased entrance fee (proportions based on all reasons expressed, positive or negative).

You get what you pay for, which is not very much; disappointed; experience is primitive	10.4%
Show the tourists were the money goes, like at Annapurna: "I have no idea what entrance fees are spent on" "More information is needed"	7.8%
The price is perfect, should not be higher	6.5%
Mass tourism makes the area undesirable: "No tourism organization here" "They are selling ecotourism, but is this sustainable?"	3.3%
The price is too high already; I cannot pay more	2.6%
Fees do not go to the park; higher price would not help	1.3%
Price difference between Nepali and Foreign tourists is not fair	1.3%
On a group tour—I have no interest or knowledge of money and activity prices	1.1%

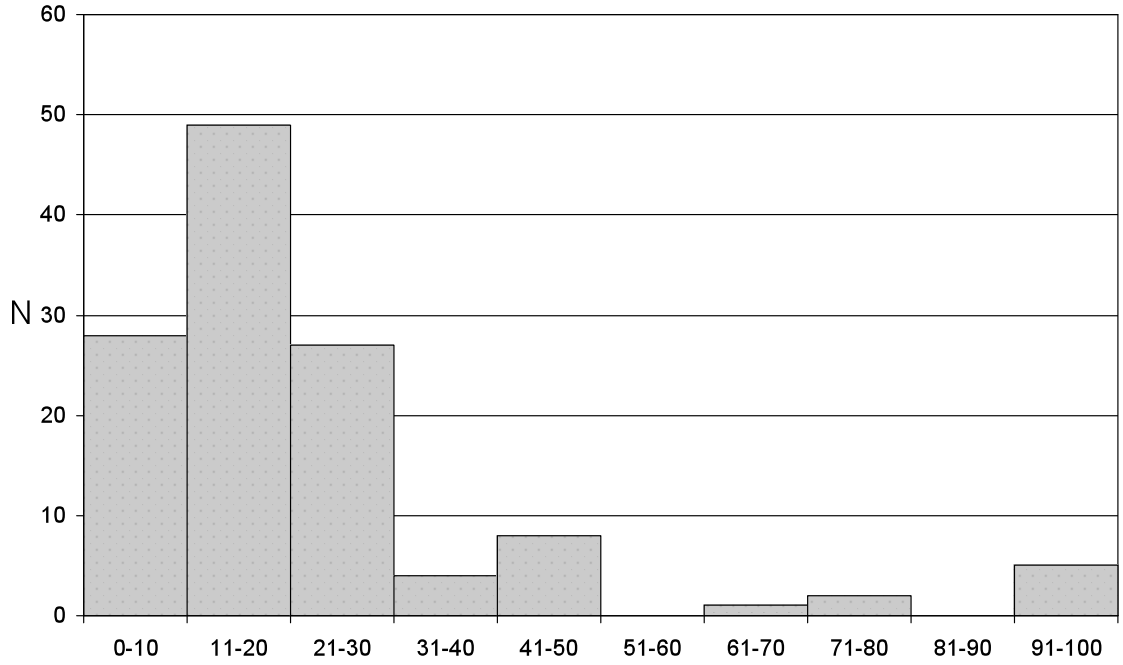


Figure 1: Frequency Distribution of Respondents' Willingness to Pay in USD (Mean = 23.35 USD); the 0-10 category includes those who were unwilling to pay the current entrance fee: respondents did not give a monetary value with this response.

Machu Picchu: An Andean Utopia for the 21st Century?

Amy Cox Hall
(University of Florida)

Amy Cox Hall
University of Florida
Department of Anthropology
Gainesville, FL 32601
Email: Achall22@gmail.com

Machu Picchu: An Andean Utopia for the 21st Century?

Abstract:
Since becoming a UNESCO world heritage site in 1983, tourism to the city of Cusco and Machu Picchu has increased exponentially. Today, over 400,000 people visit Machu Picchu annually, each visit requiring a stay in the city of Cusco. Many of the people who visit Machu Picchu do so accompanied by a tour guide from Cusco. Based on dissertation fieldwork conducted from 2006-2008, this paper examines the ways in which Cusqueño tour guides to Machu Picchu are caught in the contradiction of various understandings of globality and locality, often framed as a dichotomy between *being Incan* and *becoming cosmopolitan.* While a visit guiding tourists to Machu Picchu is often framed as a soul-fortifying sojourn to their "sanctuary", a place where one can connect with their ancestors, the city of Cusco is framed as a historical space caught in a moment of rapid, and, at times, dangerous change. At the same time becoming cosmopolitan is part of being a successful tour guide. This paper examines the ambivalences produced about patrimony and modernity through becoming a UNESCO world heritage site and "patrimony for all humanity." I examine how notions of heritage and identity are produced through such nomination and the business of being a tour guide.

Keywords: Machu Picchu; World Heritage Site.

Machu Picchu: An Andean Utopia for the 21st Century?

> Because the patrimony is our identification, our richness, the patrimony is our antecedents, it is our pride, our identity, our insignia or I mean, it is everything, our patrimony there (Machu Picchu) it is fashioned, so I think that one should do everything, everything to protect it because it isn't going to die with us, but is going to pass from generation to generation, etc., etc., no? (interview May 16, 2008)

Today Machu Picchu[1] is visited annually by more than 400,000 people.[2] In Cusco itself it is a widely held belief that on the order of 95% of the local population lives off tourism. Much of this tourism may be attributed to the allure of Machu Picchu. The global business of tourism is considered by many to have an economic multiplier effect which ultimately benefits, directly or indirectly, the majority of Cusco's population. Curiously, it is also widely and simultaneously acknowledged that many groups are marginalized or adversely affected by the tourist industry (Flores Ochoa 1996). People both love and hate the inevitable paradox of Cusco as a historical site and tourist Mecca. Unlike other tourist attractions that often have little meaning or interest for the local population, the archaeological site of Machu Picchu remains highly significant for the citizens of Cusco, acting as spatial, visual, tactile and living proof not only of a national narrative of greatness, but of personhood.

In this paper I focus on ethnographic work conducted with tour guides in Cusco, Peru from 2006-8[3], to examine how Machu Picchu has come to be imagined as an Andean Utopia (see Galindo 1986). For the tour guides, Machu Picchu represents not only a romantic and timeless notion of the nobility of Incan civilization, but also the mythical home and oracle of the modern nation. The "sanctuary" of Machu Picchu is not just a gold mine for Peru's tourist "industry without chimneys;" it also represents a spiritual destination where global and national pilgrims are nourished and strengthened. Throughout this paper I suggest that the tour guides learn about their Incan heritage and what it means to "be Incan" through the business of tourism and their work as guides. I conclude that today's Andean Utopia is constructed in the quotidian practices of tourism and in response to, and within, neoliberalism and globalization. In short, I argue that Machu Picchu embodies the Andean Utopia, but also the threat to that Utopia.

---

[1] Currently the sanctuary of Machu Picchu is managed by four state entities – the National Institute of Culture (INC), the Regional Management of Foreign Commerce and Tourism (DIRCETUR), the National Institute of Natural Resources (INRENA) and the local municipality of Aguas Calientes.

[2] According to the INC, the total number of visitors (both national and international tourists) to Machu Picchu for 2007 was 439,122. In 1986, the number of visitors was 146,000 (Flores Ochoa 1996).

[3] For this study I worked with the Colegio de Licenciados en Turismo (COLITUR). COLITUR is a professional association for those who have graduated with a bachelor's degree in tourism. Some estimate that there are currently 4,000 guides actively working in Cusco and its environs. At the time of my research, COLITUR had nearly 1000 members and was rapidly growing. I formally interviewed twenty-five COLITUR guides and informally twenty-five more during waiting periods, visits to Machu Picchu and bus trips. Each interview lasted between one and two hours. My only requirement to be interviewed was that the guides have experience working at Machu Picchu.

Temporal Bridges, Sentient Entities and Self-Fashioning at the Sanctuary

In many ways the job of the tour guide to Machu Picchu is to nurture a temporal bridge to an imagined past, both for their clients and for themselves. The guides' role in conjuring a specific sensation and memory is critical for a successful visit to the ruins. Without the guide's temporal management, the ruins can become just rocks, old building foundations, and unused agricultural terraces. Through stories, the tour guides craft a romantic and New Age image of Machu Picchu as an Andean Utopia for the twenty-first century. One guide stated that during her tours she tried to go back in time, using her imagination to achieve love and value for the Incan culture and to convey how much was sacrificed (interview May 21, 2008).

Tour guides to Machu Picchu first invite their guests to romantically envisage the site as it was five hundred years ago. The visitor is prompted to imagine the thatched roofs lashed onto the crumbling rocky edifices and to see the stepped terraces not as empty grassy knolls, but as abundant harvests which would have been planted by their Incan ancestors. Visitors are told to envision the royal estate of the Inca Pachacuti, with separate neighborhoods for the peasants and the nobility. Visitors are brought to a small garden and told to imagine indigenous specimens growing at the sanctuary. At the Intihuatana stone, visitors are urged to feel the stone's primal "energies" and imagine sacred ritual acts performed by priests.

Part of the mystery and attraction of Machu Picchu is its imagined history. The visitor who is unable to cross this temporal bridge is often disappointed. Crowds often infringe on the visitor's ability to transport herself into a virtual past. The performance of spiritual and historical transcendence is lost on the visitor who cannot, or does not wish to, imagine the place in a romantic or New Age fashion, "the way it was." While there are other possible histories to be imagined for Machu Picchu, the tour guides I interviewed emphasized the romanticized past of the archaeological site as well as their own personal connection to the ruins as shared Incan heritage.

A sense of history and connection to an imagined past was critical for the tour guide's own fashioning of self and place. As one guide commented, "Machu Picchu is identity, it allows us to remember who we are . . . it is that which we were, that fortifies us to remember our ancestors" (interview June 13, 2008). Another guide referred to his relationship with Machu Picchu as self-nourishment. "I shouldn't feel bad about my humble origins, but sometimes I feel guilty, isolated for being a guide because I have more. I try to have people (in Cusco) know their culture . . . Guiding is self-nourishment about this culture . . . it is the best therapy" (interview May 19, 2008). However, this understanding of their Incan heritage, was partially learned through guiding.

Many of the guides I interviewed had visited Machu Picchu in their youth. However, several of the guides confessed that they did not understand the place and were not moved by their first visit to the sanctuary (interviews May 16, 21, June 2, 6, 13, 2008). However, with time, education, and subsequent visits to the sanctuary, the guides admitted that they began to understand the place, to develop an intimacy with the site and to feel a sense of mutuality and camaraderie with the mountain. Reina[4], a guide who had worked for the INC and Peru Rail before guiding at Machu Picchu, felt that "to be Cuzqueño is to be one of the Incas, Gods of the sun. . . I now identify with the culture, before no, but now yes, because of knowledge" (interview May 21, 2008). Through her work in tourism, Machu Picchu came to life and, along with it, her sense of belonging and connection. Another guide, responding to the question - why did you want to be a guide? – also emphasized the linkages between learning, knowledge and heritage.

[4] All names are changed.

> Because suddenly I like history more, I like to identify myself with that which is mine, or its like I know a little more, and suddenly I know more the tradition of the experiences of the ancient Cuzqueños, so that I identified myself a lot and I very much liked to study history, archaeology, anthropology and from there to being a guide (interview May 16, 2008).

All of the guides interviewed felt that a visit to Machu Picchu, whether the first or the thousandth time, brought something new to learn and to experience. One guide likened it to a movie theatre, where the object of the gaze is always moving and always different (interview June 6, 2008). Another described Machu Picchu as a book: it ends, but re-reading it one discovers new things (interview May 26, 2008). Another described it as living identity (interview May 19, 2008). The guides personified the site, and talked of being "in a relationship" with Machu Picchu, of constantly "getting to know one another."

A temporal bridge was forged through the tour guides' ability to narrate an imagined past. However, in the interviews with the guides, Machu Picchu was not simply an object upon which to project meanings or fashion personal identity. Instead, Machu Picchu was talked about as if it were a persona. Machu Picchu was not only a geographic place, an example of a nation's past, or even an example of a region's heritage. Machu Picchu was conceived as a living entity and often described by the tour guides as a sentient being with distinct "energies," "spirits," "vibrations" and even "emotions."

> And how I continue telling you, Machu Picchu is something enigmatic, something beautiful, something that, for me, gives me a little fear at times being there, at times it impacts me so much that I forget things. Being at Machu Picchu at times I want to sit, relax, take a moment in peace being there. When we are with people, at times, that vibration is contagious that each one has of emotion. . . . For me, Machu Picchu is something incredible. And enigmatic, like I told you (interview May 15, 2008).

Throughout the interviews, Machu Picchu was consistently portrayed not as a "thing" acted upon, but as a "thing" or being which acted upon them.[5] More than historical fact or fiction, the tour guides felt an almost animistic connection with the mountain.[6] Machu Picchu was not only a historical place or a part of an abstract national narrative of greatness, but was also a part of a relationship which fortified and nurtured the guides' sense of self. Guides said that they kept Machu Picchu in their heart, and that a visit to the sanctuary was like a religious pilgrimage, or a visit to a friend, not a work destination. Both an imagined sense of history and of an intimate relationship fashioned the Cuzqueño tour guides' sense of themselves as descendants of the Inca.

Through the act of guiding, the tour guides learned about their heritage and history and thus learned to value what had been learned, becoming who they were born to be. Moreover, because of their connection with Machu Picchu, the guides felt that they had a clearer identity and sense of who they were and where they came from compared with other Cuzqueños. Through the practice and experience of guiding, the tour guides developed an understanding of their Incan heritage and what it meant that they were "a descendant of the Inca." As one guide put it, "Being Cuzqueño is a distinction, it has its own history, culture, food; (it is) to feel part of a culture, a heritage. Being a guide is motivation to know more deeply for tourism" (interview May 19, 2008).

---

[5] Much has been written on sentient non-human being in the Andes (see Allen 2002; Abercrombie 1998; Platt 1997; Nash 1992; Taussig 1980).

[6] See Marisol de la Cadena (2009) for her work on indigenous rights and mountains as sentient non-human beings.

Tourism and the City of Cusco

In my interviews I asked the tour guides whether or not tourism to Cusco and Machu Picchu brought advantages or disadvantages. The response was not simple or unanimous. While there was no consensus about whether or not tourism was advantageous, all agreed that tourism had brought change. Cusco's "culture" was changing and this was both lamented and applauded during the interviews. The perception of loss, particularly of long-held traditions, was often believed to be a result of increasing contact with outsiders, specifically through tourism.[7]

Many feared that locals were trying to imitate tourists, allowing their own customs to be shaped by outsiders. Not wearing the typical Quechua dress or drinking coca-cola instead of chicha morada[8] were the typical hallmarks called up in the interviews. Shifts in language-use was also consistently cited during the interviews, with some guides arguing that Quechua use was strengthened by tourism and others suggesting it was weakened.[9] Faulting the general lack of knowledge of history and self, the guides argued in various ways that it was easy to succumb to the temptations of outsiders. Drugs, poor behavior, bad manners, and prostitution were cited as examples of those with "weak identities. "

> Tourism has changed Cusco . . . (The neighborhood of) San Blas is now not Andino. Instead of Andean food, people eat Swiss food. People stay here with their bad habits, take drugs, smoke, sell their shit, in the past the porters on the Inca trail were locals, now they wear modern clothes and are not from here. We don't have a strong identity and we are becoming cosmopolitan – we imitate habits of other places – we orient ourselves for the tourist. . . . Man should live in harmony with nature, it is necessary to care for it and protect it. Should be revaluing it, it is sad that we are not protecting our patrimony nor our resources; it is painful to see this (interview May 19, 2008).

Not every guide felt that tourism was a culprit in bringing bad habits. An equal number of guides believed that tourism had also brought change that was needed. Many guides attributed a greater tolerance for Peru's marginalized to tourism. Respect for Quechua-speakers was believed to be a direct result of the respect and interest tourist's had for Cusco's indigenous population. A heightened interest in the Inca ancestors and Cusco's history was also attributed to tourism. To some, tourism strengthened identity and was viewed as a vehicle to raise consciousness.

> Do you think that tourism has changed Cusco? Specifically in terms of the heritage and identity of Cuzqueños.
>
> Because of tourism, not so much, before there was not as much identity. Now with tourism there is more identity, yes, because before those who spoke Quechua were marginalized, that which was "pueblo" was marginalized . . . that has been since

[7] However, some guides quickly pointed out that tourism was not the only culprit in cultural change. Several guides argued that while tourism needed to be better managed, many of the changes had to do with globalization in general not tourism per se. "It is not just tourism, but globalization that has changed Cusco" (interview June 6, 2008). The dozens of internet cafes, constant blare of televisions and technology in general were also included in what was fostering change in Cusco.

[8] Chicha morada is a non-alcoholic refreshment made by boiling corn with cinnamon, oranges and other spices.

[9] Some wondered why nobody took the time to learn Quechua, but did learn Japanese, English or German, while others felt that the resurgence of Quechua was due in part to the respect and admiration tourists had for the language (interview May 29, 2008).

> colonization there was so much marginalization, so much disdain, so much work as slaves for those they considered inferior, etc. That has been the case until very recently, recently national identity has grown and so that me, in my case for example, I feel proud to speak Quechua and so I go teaching and so I go telling my daughters, look, when I was a girl I traveled with my mom and I saw these things and now, look . . . me in my work I apply that, I tell them imagine all that I have been through now I have to tell those things and for me it is part of my life, no? So I tell them look at these things; there is the truth! And so on, no? In that way then, they go on believing" (interview May 16, 2008).

Echoed throughout the interviews was a need for the Cuzqueños to fortify themselves against the forces of change brought by tourism. The solution to a changing Cusco was a resounding and unanimous desire to improve tourism management and to "fortify culture." Through the strengthening of culture one could begin to respect Cusco as a community. The majority of tour guides felt that education was a primary way in which fortification could take place. Somewhat paradoxically, tourism and guiding was one example of how to strengthen culture and identity through education.

Conclusion

While some may critique the guide's dreams as capitalist fantasies, quaint folk iterations or New Age delusions, to take the guides' claims seriously means to reevaluate our notions of tourism and indigenaity and how the two are deeply intertwined. From the temporal bridges fashioned through Peru Rail's train journeys to guiding at the sanctuary, the industry of tourism has participated in the construction of Machu Picchu as an Andean Utopia. Partially through guiding visitors to their "sanctuary", the guides learned more about "being Incan." Machu Picchu has become part of the guides' sense of self and part of their dreams for the future. Paradoxically it is a place shaped and nurtured out of the complicit and tacit relationships sustained between Incanism, global tourism, New Age spirituality, and a neoliberal economic order. Framed as an antidote to an alienating commercial and global world, Machu Picchu has become the guides' 21st century Andean Utopia. This commercial and ritual pilgrimage to Peru's mythical home renews and fortifies the lives of guides. For the tour guides, their identity as "being Incan" was partially earned and learned through tourism to Machu Picchu.

Although tourism management was acknowledged as a problematic tool for development, it was through tourism and difference that much was learned and revered about Cusco's Incan past. Both economic and moral-social development would occur through learning and understanding the region's Incan history. The references to history and collapsing of self into that history were part of the guides' work in utopia dreams that involved the sanctuary. Machu Picchu was sacred because it represented physically and spiritually a path to truth. Machu Picchu was 32, 573 hectares of pride and potential. It was a place with energies that, if you were attuned, could fortify your soul.

Bibliography

Abercrombie, Thomas. (1998). Pathways of Memory and Power: Ethnography and History among an Andean People. Madison: University of Wisconsin.

Allen, Catherine. (2002).The Hold Life Has. Coca and Cultural Identity in an Andean Community Washington D.C.: Smithsonian Institution Press.

De la Cadena, Marisol. (Under Review). Taking Indigenous Politics in its Own Terms Requires an Analysis beyond 'Politics'. Current Anthropology.

Flores Ochoa, Jorge. (1996).Buscando los Espiritus del Ande: Turismo Mistico en el Qosqo. La Tradicion Andina en Tiempos Modernos:9-29.
Galindo, Alberto Flores. (1986). Buscando un Inca: Identidad y Utopia en los Andes. La Habana, Cuba: Casa de las Americas.
Hill, Michael. (2007). Contesting Patrimony: Cusco's Mystical Tourist Industry and the Politics of Incanismo. Ethnos 72(4) 433-460.
Nash, June. (1992). We Eat the Mines and the Mines Eat Us. Dependency and Exploitation in Bolivian Tin Mines New York: Columbia University Press.
Platt, Tristan. (1997). The Sound of Light: Emergent Communication Through Andean Shamanic Dialogues. *In* Creating Context in Andean Cultures. R. Howard-Malverde, ed. Oxford: Oxford University Press.
Taussig, Michael. (1980). The Devil and Commodity Fetishism. Chapel Hill: UNC Press.

Expectations and Experiences of Visitors at the Giant's Causeway World Heritage Site, Northern Ireland

Kevin R. Crawford
(Liverpool Hope University)

Kevin R Crawford
Department of Geography
Liverpool Hope University
Hope Park, Liverpool, L16 9JD, UK.
Email: crawfok@hope.ac.uk

Expectations and Experiences of Visitors at the Giant's Causeway World Heritage Site, Northern Ireland

Abstract:
This paper presents and discusses the results of a survey on visitors' expectations and experiences of a key geological heritage site in the UK; the Giant's Causeway and Causeway Coast World Heritage Site, County Antrim, Northern Ireland. The survey sought to determine the opinions on the current on-site interpretation to gauge whether this has an influence on visitor understanding and overall experience of the site. Given the gap in heritage tourism literature pertaining to geological heritage sites and the paucity of information on tourists' expectation of interpretation at such sites, the findings presented in this paper may help to reduce the gap and add to the research in the area of geological heritage interpretation. The survey results revealed that the on-site interpretation did not seem to fully meet the needs and expectations of the visitors and that it was in need of some updating. More interpretation in the form of boards, leaflets or audio guides that highlight, locate, and describe the key features of the site, or provide more information highlighting the significance of the Giant's Causeway and its designation as a geological World Heritage Site, would meet the basic informational needs of the visitors. The survey also indicates that a key requirement would be to provide more human interaction. Provision of on-site rangers/guides was considered by the visitors to be a good way of improving their experience. Having rangers available to answer questions, give guidance on what to see/visit on the site, or to give guided walks would greatly improve the their understanding and experience of the site. Other ways to improve the visitor experience are suggested in addition to highlighting improvements that could be made to the on-site interpretation. The outcomes from the survey also have some implications for management of the World Heritage Site. The popularity of the site as a tourist attraction, with over 750,000 people visiting each year, presents significant challenges in being able to deliver a high quality visitor experience without compromising the conservation of the site. Although some progress has been made in terms of the visitor management and experience, there seems to be some way to go before it matches the visitors' expectations.

Keywords: Giant's Causeway,World Heritage Site, visitor experience, interpretation, geotourism

Expectations and Experiences of Visitors at the Giant's Causeway World Heritage Site, Northern Ireland

Introduction

Understanding and conceptualising tourist experiences has been a key research issue since the 1960s (Uriely, 2005). Even after more than 40 years, the nature of contemporary tourist experiences continues to be an important research focus amongst tourism researchers. Examples of such work can be found in Ryan (2002) and Sharpley and Stone (2010). Today the focus of research into tourists' expectations and experiences largely examines and explores the concept of postmodern (or post-mass) tourism (Uriely, 2005) and responses to transformations in the dynamic socio-cultural world of tourism (Sharpley and Stone 2010). One area where this has particular resonance has been in world of heritage tourism. Studies into visitor experiences and expectations at cultural heritage settings have been a key research focus in heritage tourism studies since the early 1990s. In many cases, this has focused on improving the understanding of tourists' experiences, motivations and expectations, for example, in early studies such as Pocock (1992), Parrinello (1993) and Light (1995a) and more recently in Poria et al., (2006a, 2006b), Mason and Kuo (2008), de Rojas and Camarero (2008), and Chen and Chen (2010). In addition to this, the nature of the interpretation provided plays a key role in the tourist experience of heritage sites (Poria et al., 2006a, 2009) and can contribute to a memorable experience (Gilmore et al., 2007). Gilmore et al., (2007) further state that interpretation affects the satisfaction derived from a visit by adding value and meaning thereby helping visitors appreciate the site. Interpretation can also be a tool to attract visitors to a site especially if there is competition between sites and tourist attractions (Poria, 2010).

Literature on interpretation at heritage settings commonly involves studies on the content of the interpretation, the display, or the educational contribution, rather than on the tourists' expectation of interpretation (Poria et al., 2006a, 2009; Poria 2010). This has been particularly true in studies that have taken place in geological heritage settings. Most published work relating to interpretation at geological heritage sites (geosites) focuses on raising awareness and understanding of geological information e.g. Burek and Davies (1994), Dias and Brilha (2004), Hose (1996, 1997, 2006) and Pralong (2006). These authors mainly report on engagement of the general public with the geological heritage or the development of interpretation rather than on studies associated with expectations and experiences of the on-site interpretation. These studies are important, since from a geological perspective, raising awareness is a key requirement of any visit to a geosite given that public understanding of geology and geological heritage issues is generally poor and most people are unfamiliar with geological knowledge (Dias and Brilha, 2004). This is reiterated by Hose (1996, 1997, 2006) who states that appropriate geological interpretative provision is important in not only informing visitors about geosites but can also ensure that they will understand and recall the information relating to the geosite. At the same time, this should greatly improve their overall experience of the site. Pralong (2006) explores this further by indicating that on-site interpretation at geosites needs to be more adapted to the visitors' expectations and more striking and original ways of communication have to be developed.

In order to explore many of the points highlighted here, this paper will report on tourists' expectations and experiences of a key geological heritage site in the UK; the Giant's Causeway and Causeway Coast World Heritage Site. It will present and discuss the findings on tourists' opinions of the interpretation and their overall experience of the geosite.

Given the gap in heritage tourism literature pertaining to geological heritage sites and the paucity of information on tourists' expectation of interpretation, the findings presented in this paper may help to reduce the gap and add to the research in the area of geological heritage interpretation.

Giant's Causeway and Causeway Coast World Heritage Site

The Giant's Causeway and Causeway Coast World Heritage Site has an area of 71 hectares and occupies a thin, approximately 5 kilometre strip of coast, between Causeway Head and Benbane Head on the north coast of County Antrim in Northern Ireland. The main Giant's Causeway feature is owned by the National Trust (a charitable NGO) who first acquired it in 1961. According to Doughty (2008), the name 'Giant's Causeway' derives from a local Irish legend involving two giants, one Irish, Finn MacCool and the other, Scottish, Benandonner. The legend states that Finn MacCool constructed a causeway from Antrim to the Scottish island of Staffa in order to facilitate a confrontation between the two giants. Following victory by Finn, Benandonner escaped back to Scotland ripping up the causeway behind him so leaving only remnants in Ireland and at Fingal's Cave on Staffa. Although having cultural mythological significance, the Giant's Causeway name also reflects the nature of the geological features contained within the site. The geology of the Giant's Causeway itself (Causeway Stones) consists of approximately 40,000 basalt columns which were formed 60 million years ago during a series of intense volcanic eruptions that were linked to the opening of what is now the North Atlantic Ocean (Tomkeieff, 1940; Lyle, 2002; Smith, 2005). International acknowledgement of the geological importance of the Giant's Causeway (and Causeway Coast) came in 1986 with its inscription on the World Heritage list as a natural site under criteria (i) and (iii) [now criteria (vii) and (viii)] of the World Heritage Convention.

The main Giant's Causeway site is a popular tourist attraction with over 750,000 people visiting each year (based on 2008 visitor numbers) and is actively promoted and marketed as Northern Ireland's top tourist attraction (Boyd and Timothy, 2006). As a result, it has become a 'must-see' tourist attraction for anyone visiting Northern Ireland. This popularity as a tourist attraction presents significant challenges to the site both in its management of large numbers of visitors and in the visitor experience (Cochrane and Tapper, 2006).

The current visitor experience is based around temporary on-site visitor facilities since a fire all but destroyed the visitor centre in 2000. The current facilities are jointly managed by the National Trust, the local authority (Moyle District Council) and local private enterprise. It has been acknowledged in the Giant's Causeway and Causeway Coast World Heritage Site Management Plan (Environment and Heritage Service et al., 2005) and by Gilmore et al., (2007) that the present temporary facilities are inadequate for a World Heritage Site. It is anticipated that this will be addressed when a new visitor centre is proposed to be completed by spring 2012. Possibly as a consequence of the temporary facilities, Doughty (2008) feels that there are unresolved issues at the site particularly in the lack of geological information on the approach to, and at, the Causeway Stones.

Aim and methodology

The aim of this paper is to present some of the findings from a face-to-face interview and questionnaire survey with members of the public visiting the National Trust owned part of the Giant's Causeway and Causeway Coast World Heritage Site. This survey was undertaken in order to explore issues associated with geoconservation and geotourism in addition to investigating the promotion of the site as a World Heritage Site. Specifically, this

paper will discuss the current on-site interpretation and visitor experience at the Giant's Causeway; and suggest ways in which the on-site interpretation and visitor experience could be improved in order to meet the visitor needs. Additionally, comments and suggestions are made regarding ways of achieving the objectives and actions relating to the visitor experience as detailed in the site management plan. The paper does not aim to comment on the content of the interpretation but seeks to determine whether the current interpretation meets the expectations and needs of the visitors. It will provide some evidence of visitor's opinions on the current on-site interpretation and what they feel could be added to improve their understanding and experience of the site.

The survey interviews were conducted in late October 2007 with the visitors being approached and invited to participate in the survey. Since the survey was undertaken outside the peak summer tourist season, it is not aimed to be representative of the full profile of visitors to the Giant's Causeway but provides an insight into visitor expectations and experiences. The data were analysed using the statistical computer programme SPSS. Significance values pertaining to the chi-square test of association are included where they particularly highlight something of note. The results are presented as percentage (%) values (rounded to one decimal place) and in the tables as both the number of interviewees and the % values. Additional data in the form of unattributed quotes from the interviewees are included to illustrate the nature of the comments expressed during the interviews.

Results

A total of 150 visitors were interviewed, of which 91 were male and 59 female. All interviewees were over 18 years old, with 72.0% aged 18-35 (full age profile is presented in table 1). In addition to age, other socio-demographic details were collected. In terms of educational qualifications, just over 97% had secondary or tertiary level educational qualifications. Of these, nearly 59% were university degree level educated. The highest educational qualifications held by the interviewees are presented in table 2. It is interesting to note here that the educational profile of the visitors surveyed closely resembles the common adult geotourist characteristic identified by Hose (1997) in that, at specifically geological attractions, they are above the national average for educational attainment. The majority (71.0%) of interviewees were employed either in full- or part-time employment. Nearly all the interviewees (82.7%) were visitors from either the United Kingdom or the Republic of Ireland and only 22.0% belonged to an environmental organisation such as the National Trust.

Table 1 Age profile of interviewees

Age Group	**Number**	**%**
18-25	56	37.3
26-35	52	34.7
36-45	9	6.0
46-55	12	8.0
56-65	13	8.7
Over 65	8	5.3

n = 150

Table 2 Highest educational qualifications held by interviewees

Education Qualification	Number	%
GCSE (Secondary School)	6	4.0
A-level (Secondary School)	33	22.0
Diploma (Secondary School)	19	12.6
Bachelors Degree (University)	37	24.7
Masters Degree (University)	20	13.3
PhD Degree (University)	31	20.7
Other	4	2.7

$n = 150$

Opinions on the current on-site interpretation

In order to determine opinions on the current on-site interpretation, interviewees were asked a series of questions regarding the quality of the on-site interpretation and whether it met their expectations and needs. The main source of on-site interpretation is in the form of interpretation/information panels at selected locations around the Giant's Causeway site plus some free leaflets providing general site information.

Interviewees were asked if they had noticed any interpretation panels during their visit to the site, 48.0% had noticed the panels, with 52.0% not noticing anything on the site. Age ($p<0.001$) had a significant relationship, with fewer than expected 18-25 year olds noticing the interpretation panels. This is particularly worth noting given that a high number of visitors surveyed (37.3%) are in this age group. More than expected interviewees aged 56 and over noticed the interpretation panels. Verbal responses on the information presented were largely negative with 58.7% stating they did not feel they had learnt anything new. Of these, 50.0% were aged 18-35. Age ($p<0.001$) had a significant relationship, with fewer than expected 18-25 year olds feeling they had learnt something from the information provided on the site. More than expected interviewees aged 56 and over felt they had learnt something. Once again there is a clear age relationship between noticing the interpretation panels and learning something new from the material. This would seem to support the findings of Light (1995b), who indicated that there is a tendency for older visitors to make greater use of interpretation to improve their understanding and for those aged under 30 to engage less with interpretation. The information gained by the visitors was about the geology/rock features and the formation of the causeway (38.0%); work of the National Trust and conservation (16.0%); health & safety on the site (11.0%); erosion of the site's coastal path (9.0%); myth of Finn MacCool (8.0%); or citing a range of other aspects of the site and surrounding area (18.0%). With regard to the quality of the interpretation panels, the interviewees were asked if they thought the interpretation was well presented, only 38.0% were in agreement. For example, one interviewee commented:

> "The information seemed too general, [there] needs [to be] more. Also, the signs can only be viewed by a couple of people at a time and I don't like the revolving nature of them if you must wait in line to read them."

Level of education ($p<0.001$) had a strong relationship with how the interviewees felt the material was presented. Those with tertiary level educational qualifications (degree level and above) had lower levels of agreement.

When asked if the material could be better presented, 35.0% of the interviewees were in agreement. The remaining 65.0% disagreed or did not know if it could be better presented. Age ($p<0.01$) and education ($p<0.05$) were significant with regard to agreement. A higher number of interviewees aged 36-45, and those with tertiary level qualifications; felt that the information could have been improved. Related to this, the interviewees were asked if there

was anything they had wanted to know that was not on the information boards, 26.0% said yes and 74.0% no or don't know. Interviewees with PhD qualifications were most in agreement. Light (1995b) had similar findings in that there is a tendency for better educated visitors to seek out information during their visit. Topics highlighted by the interviewees included more information of the mythology/legend of the site, more information on the geology and formation of the site, explanation of red horizons (laterite palaeosol) between the lava layers, and more general information on the surrounding nature and features.

A key aspect of the survey was to determine if visitors to the site receive sufficient information on how the Giant's Causeway was formed and if this information is explained in a way they could understand. The interviewees were asked about the presentation of information on the basic processes and geological factors involved in formation of the Giant's Causeway. 58.7% agreed that it had been explained in a way they could understand but 41.3% felt that it had not. Of the interviewees who were not in agreement, responses included "it wasn't clear enough", "it was too technical", "needs more general information" and "not enough information". This is an interesting finding since Hose (1997) indicates that visitors to geosites least access geology interpretive panels when they are in competition with other subject matter. Belonging to an environmental organisation ($p<0.001$) was significant with regard to agreement as more of the interviewees in this category felt they had not received enough information. Despite the small number (22.0%) who belong to an environmental organisation, this finding is still interesting. Interviewees who belong to an environmental organisation such as the National Trust could have higher levels of expectations based on their previous experiences at other localities.

In order to determine if visitors gain sufficient information on the geological features of the site, the interviewees were asked their opinion on the level of information received from the interpretation material. 35.3% agreed that they had received sufficient information but 64.7% felt that they had not. The most commonly cited reasons for the lack of agreement were "not enough information", "would have liked more detail" and "difficult to find the information". Other comments related to the lack of information on the leaflets, wanting more information on the geological features of the site as a whole, and a lack of information on the geological significance as a World Heritage Site. Three interviewees commented that the provision of someone to talk to would have helped their knowledge of the geological features of the site. Age ($p<0.01$) and education level ($p<0.001$) were significant. More than expected visitors aged 56+ felt they had received enough information for them to understand the geology and rock formations on the site; with fewer 18-25 year olds in agreement. Those with tertiary level educational qualifications (degree level and above) had lower levels of agreement.

Finally, interviewees were then asked what they would like to see on the site in order to improve their learning experience. In addition to verbal responses, they were asked to choose up to three options from a list of examples of ways that could improve their learning experience. The most popular choices were rangers/people to explain (23.3%), provision of guided walks (15.3%), more information boards (14.0%) and provision of an audio guide (14.0%). These results would seem to match the findings of Hose (1997) in that guided walks and accompanied field excursions are very popular amongst geotourists. Table 3 presents the percentage responses cited by the interviewees. These results indicate that the interviewees felt that there was still room for improvement in the current on-site information and interpretation material in order to enhance their experience of the site.

Table 3 Information improvements to the learning experience cited by interviewees

Information Source	**%***
Rangers/Person to explain	23.3
Guided walks	15.3
Audio guide	14.0
More information boards	14.0
Free detailed leaflet	8.7
Detailed booklet to buy	8.7
Detailed map	6.0
Detailed leaflet to buy	2.0
Other	8.0

* % calculated on multiple answers cited by interviewees (*n*=150)

Discussion

Visitor opinions on the on-site interpretation

The results of the survey with regard to interpretation indicate some visitor dissatisfaction with the current on-site interpretation materials (interpretation panels and leaflets).

Fundamental difficulties in finding information and in actually noticing the interpretation panels were key issues. Even when the interpretation panels were consulted many interviewees were dissatisfied with the quality of the information, in particular, in providing them with sufficient understanding of the site features. These are significant concerns and must be addressed in order to improve the visitor experience.

A simple solution to the problem of finding information might be to think about the location of the panels – are they in the most appropriate locations? And can they be seen or found when there are large numbers of visitors? A map indicating the location of further information at the entrance to the site or on a leaflet may improve visitor engagement with the site features thereby improving their experience.

The quality of the interpretation panels has also been raised through this survey. The nature of the panels such as their format (rotating hexagonal drum), size, content and the way in which the information was presented were all commented on by the interviewees. The interpretation panels provided for their basic needs by giving general information to aid a broad understanding of the site features and how the Giant's Causeway was formed but interviewees indicated their was some room for improvement. Stated was a need for the information to be informative for all levels of understanding and interest through the provision of different age group or knowledge level information e.g. leaflets for children or for those with a specialist geological interest. This is in agreement with the findings of Pralong (2006) who states that different targets groups, such as seniors and schools, should be considered as specific markets for interpretation materials. If such materials were to be developed at the Giant's Causeway then this may help address some of the age and education level differences found in the survey question responses. In addition, the lack of information in languages other than English was highlighted by international visitors.

The interviewees were generally disappointed by the presentation of the on-site interpretation; many had higher expectations of the quality of the information. More discerning visitors expected the use of modern technology to add to their experience. Examples stated included the provision of audio guides, downloadable podcasts (mp3 downloads), or SMS (text) information.

Once again, if these comments are to be dealt with in order to improve the visitor experience and understanding of the site then an overhaul of the existing interpretation or the provision of new interpretative media may be required. Given that a new visitor centre is in development, then redesigning the interpretation should be included as part of the redevelopment of the visitor centre and facilities. By redesigning the interpretation, more specific information on the Giant's Causeway itself and the significance of the site as a World Heritage Site should be provided, thereby addressing issues associated with visitor understanding of the site and its significance. This would seem to be a vital development since Pralong (2006) highlights that the demand for explanatory commentaries is important for natural sites and landscapes with Earth science features of interest.

In order to undertake this in a way that meets both the needs of the visitors and the nature of the site, good practice can be found in Hughes and Ballantyne (2010) who outline the process of developing interpretive plans and signage for geotourism attractions. By providing appropriate geological interpretation, then the visitors should better understand the nature of the site but will also be able to understand and recall the information relating to the geosite, a key issue stated by Hose (1996, 1997, 2006).

Improving the visitor experience

It is clear from the survey findings, that there are opportunities to improve the overall visitor learning experience of the site. The findings revealed a clear need to improve the visitor experience through the provision of other on-site interpretation materials or services.

More interpretation in the form of boards, leaflets or audio guides that highlight, locate, and describe the key features of the site, or provide more information highlighting the significance of the Giant's Causeway and its designation as a geological World Heritage Site, would meet the basic informational needs of the visitors. This interpretation would need to accommodate all levels of understanding and interest plus be available in multiple languages so that the visitors can fully enjoy and understand the Giant's Causeway.

The survey also highlights that a key requirement would be to provide more human interaction. Provision of on-site rangers/guides was considered by interviewees as a good way of improving their experience. Having rangers available to answer questions, give guidance on what to see/visit on the site, or to give guided walks would greatly improve the visitor understanding and experience of the site. They are also much appreciated by geotourists (Hose, 1997) and improve the learning experience (Hose, 2006). The ranger services could be linked to other forms of interpretation to provide an integrated approach to enhancing the visitor experience.

A significant improvement to the visitor experience would be to develop a more co-ordinated information/visitor centre or a 'gateway' to the site. This has previously been highlighted as an issue by Smith (2005), Wilson and Boyle (2006) and Gilmore et al., (2007). The lack of cohesion in visitor facilities and possible lack of co-operation between operators and stakeholders (National Trust, Moyle District Council and local private enterprise) may be affecting the quality of the visitor experience. The temporary visitor facilities are disjointed and on arrival, visitors do not really know where to go, what to do, or what to find on the site. This lack of co-ordination may also be having an affect on the quality of the on-site interpretation. The development of the new visitor centre will have to ensure a high quality visitor experience and should provide visitors with sufficient information for them to fully engage with, and understand, the site features. By providing a good experience, the visitor concerns and issues raised during this survey should be addressed.

Site Management

The outcomes from this research provide some insight into the effectiveness of the actions detailed in the site management plan (Environment and Heritage Service et al., 2005). The survey indicates that many of the visitor management & experience objectives and actions have still to be fully addressed (from a visitor's perspective). For example, the provision of good interpretation facilities on the site, as detailed in objective 21, is key to giving a good tourist experience. The suggestion by Hose (2005, 2006) of adopting an interpretative strategy such as geotourism may help to meet this objective.

Hose (2005:28) states that "Such a strategy depends upon identifying and promoting its physical basis, knowing and understanding its users and developing effective interpretation materials." By undertaking this approach then it could address both the geoconservation and tourism requirements of the site and in turn the visitor experience.

Conclusions

The visitor survey revealed that the on-site interpretation does not fully meet the needs and expectations of the visitors. Clear improvements need to be made to both the interpretation and infrastructure in order to improve the visitor experience of the site. When re-designing the on-site interpretation or visitor facilities, it would be beneficial to determine visitors' opinions on what they would like to see included so that they are provided with the best on-site experience. Healy and McDonagh (2009) see it as essential that visitor infrastructural planning take on board visitor views prior to any development to ensure visitor satisfaction with the development.

Finally, the survey results have some implications for the management of the World Heritage Site. Although some progress has been made on the actions detailed in the site management plan, there still seems to be some way to go before the visitor management and experience objectives are fully addressed and match the visitor expectations.

Bibliography

Boyd, SW and Timothy, DJ. (2006) "Marketing issues and World Heritage Sites", In: Leask, A and Fyall, F. (eds) Managing World Heritage Sites, Butterworth-Heinemann, Oxford, pp 55-68.

Burek, CV and Davies, H. (1994) "Communication of earth science to the public – how successful has it been?", In: O'Halloran, D, Green, C, Harley, M, Stanley, M and Knill, J. (eds) Geological and Landscape Conservation, Geological Society, London, pp 483-486.

Chen, C-F and Chen, F-S. (2010) "Experience quality, perceived value, satisfaction and behavioural intentions for heritage tourists", Tourism Management, Vol 31, pp 29-35.

Cochrane, J and Tapper, R. (2006) "Tourism's contribution to World Heritage Management", In: Leask, A and Fyall, F. (eds) Managing World Heritage Sites, Butterworth-Heinemann, Oxford, pp 97-109.

Dias, G and Brilha, J. (2004) "Raising Public Awareness of Geological Heritage: A Set of Initiatives", In: Parkes, MA. (ed) Natural and Cultural Landscapes - The Geological Foundation, Proceedings of the Conference, 9-11 September 2002, Dublin Castle, Ireland, Royal Irish Academy, Dublin, pp 235-238.

Doughty, P. (2008) "How things began: the origins of geological conservation", In: Burek, CV and Prosser, CD. (eds) The History of Geoconservation, The Geological Society Special Publications 300, Geological Society, London, pp 7-16.

Environment and Heritage Service, National Trust and Moyle District Council (2005) "Giant's Causeway and Causeway Coast World Heritage Site Management Plan", Available via http://www.ni-environment.gov.uk/whs_final_draft_man_plan.pdf. Accessed 26 July 2010.

Gilmore, A, Carson, D, and Ascenção, M. (2007) "Sustainable tourism marketing at a World Heritage Site", Journal of Strategic Marketing, Vol 15, pp 253-264.
Healy, N and McDonagh, J. (2009) "Commodification and Conflict: What Can the Irish Approach to Protected Area Management Tell Us?", Society and Natural Resources, Vol 22, pp 381-391.
Hose, TA. (1996) "Geotourism, or can tourists become casual rock hounds?", In: Bennett, MR, Doyle, P, Larwood, JG and Prosser, CD. (eds) Geology on your Doorstep: the Role of Urban Geology in Earth Heritage Conservation, Geological Society, London, pp 207-228.
Hose, TA. (1997) "Geotourism – selling the earth to Europe", In: Marinos, PG, Koukis, GC, Tsiamaos, GC and Stournass, GC. (eds) Engineering Geology and the Environment, A.A. Balkema, Rotterdam, pp 2955-2960.
Hose, TA. (2005) "Geotourism – Appreciating the deep time of landscapes", In: Novelli, M. (ed) Niche Tourism, Elsevier Butterworth-Heinemann, Oxford, pp 27-37.
Hose, TA. (2006) "Geotourism and interpretation", In: Dowling, R and Newsome, D. (eds) Geotourism, Elsevier Butterworth-Heinemann, Oxford, pp 221-241.
Hughes, K and Ballantyne, R. (2010) "Interpretation rocks! Designing signs for geotourism sites", In: Newsome, D and Dowling, RK. (eds) Geotourism: The Tourism of Geology and Landscape, Goodfellow Publishers Ltd, Oxford, pp 184-199.
Light, D. (1995a) "Heritage as informal education", In: Herbert, DT. (ed) Heritage, Tourism and Society, Mansell, London, pp 117-145.
Light, D. (1995b) "Visitors' use of interpretive media at heritage sites", Leisure Studies, Vol 14, pp 132-149.
Lyle, P. (2002) "The Volcanology of the Tertiary Lavas of the Giant's Causeway, Co. Antrim", In: Knight, J. (ed) Field Guide to the Coastal Environments of Northern Ireland, University of Ulster, Coleraine, Northern Ireland, pp 172-177.
Mason, P and Kuo, I-L. (2008) "Visitor Attitudes to Stonehenge: International Icon or National Disgrace?", Journal of Heritage Tourism, Vol 2, No. 3, pp 168-183.
Parrinello, GL. (1993) "Motivation and anticipation in post-industrial tourism", Annals of Touriam Research, Vol 20, No. 2, pp 233-249.
Pocok, D. (1992) "Catherine Cookson Country: Tourist Expectation and Experience", Geography, Vol 77, No. 3, pp 236-243.
Poria, Y. (2010) "The Story behind the Picture: Preferences for the Visual Display at Heritage Sites", In: Waterton, E and Watson, S. (eds) Culture, Heritage and Representation: Perspectives on Visuality and the Past, Ashgate, Aldershot, pp 217-228.
Poria, Y, Reichel, A and Biran, A. (2006a) "Heritage Management: Motivations and Expectations", Annals of Tourism Research, Vol 33, No. 1, pp 162-178.
Poria, Y, Reichel, A and Biran, A. (2006b) "Heritage Site Perceptions and Motivations to Visit", Journal of Travel Research, Vol 44, pp 318-326.
Pralong, J-P. (2006) "Geotourism: A new Form of Tourism utilising natural Landscapes and based on Imagination and Emotion", Tourism Review, Vol 61, No.3, pp 20-25.
de Rojas, C and Camarero, C. (2008) "Visitors' experience, mood and satisfaction in a heritage context: Evidence from an interpretation center", Tourism Management, Vol 29, pp 525-537.
Ryan, C. (2002) "The Tourist Experience" (2nd Ed.), Continuum, London, pp 233.
Sharpley, R and Stone, P. (2010) "Tourist Experience: Contemporary Perspectives", Routledge, London, pp 284.
Smith, BJ. (2005) "Management challenges at a complex geosite: the Giant's Causeway World Heritage Site, Northern Ireland", Géomorphologie: relief, processus, environnement, Vol 3, pp 219-226. Available at http://geomorphologie.revues.org/index386.html. Accessed 26 July 2010.

Tomkeieff, SI. (1940) “The basalt lavas of the Giant’s Causeway district of Northern Ireland”, Bulletin Volcanologique, Vol 6, pp 89-143.
Uriely, N. (2005) “The Tourist Experience: Conceptual Developments”, Annals of Tourism Research, Vol 32, No. 1, pp 199-216.
Wilson, L-A and Boyle, E. (2006) “Interorganisational collaboration at UK World Heritage Sites”, Leadership & Organization Development Journal, Vol 27, No. 6, pp 501-523.

Defining Angkor, Producing the Heritage-scape: The Importance of Narratives in the Global and Local Management of World Heritage Sites

Michael A. Di Giovine
(University of Chicago)

Michael A. Di Giovine
Ph.D. candidate
Department of Anthropology
University of Chicago
1126 E. 59th Street
Chicago, IL 60637
Email: digiovim@uchicago.edu
Website: www.michaeldigiovine.com

Defining Angkor, Producing the Heritage-scape: The Importance of Narratives in the Global and Local Management of World Heritage Sites

Abstract:
This paper identifies a global "field of heritage production" and explores the concomitant importance of narrativity in the designation, preservation and management of World Heritage sites, by presenting an ethnographic case study of Cambodia's famed Angkor Archaeological Park. Aimed at producing "peace in the minds of men," UNESCO juxtaposes often highly emotionally charged sites, monuments and landscapes under a common meta-narrative of "unity in diversity" to form an alternative to the world's geopolitical arrangement, which the author has elsewhere termed the *heritage-scape*. The meaning of an individual World Heritage site is complexified and deepened through its juxtaposition with seemingly unrelated sites on the "heritage-scape." This occurs through a Bourdieuian field of production, in which diverse stakeholders—each with their own discrete, historically situated worldviews, needs, and bodies of expertise—struggle within and among themselves to define the site's "universal value." But unintended consequences often arise in the ways through which the subsequent meta-narrative is translated into the site's material re-presentation and maintenance, impacting the immaterial processes of conservation and touristic interaction. Informed by the historical motives of the École Française d'Estrême Orient and by past itineraries structured by colonial archaeologists, a typical tourist route through Cambodia's Angkor Archaeological Park reveals competing claims valorizing Khmer history (through archaeological discourse and "restoration" initiatives) and neocolonialism (through archaeological practice and "preservation" techniques) that serve to continually frame and re-frame the meaning behind the heritage-scape's "unity in diversity" rallying cry. Ultimately interested in how a "field of heritage production" shapes local, regional, and global identities through both narrative and practice, this paper urges analysts to engage in a broader methodological approach of "global ethnography" that examines how borderless epistemic communities and their narrative claims impact the re-presentationality of, and processual engagement with, particular World Heritage sites.

Keywords: UNESCO, heritage-scape, tourism, historic preservation, Angkor Archaeological Park

Defining Angkor, Producing the Heritage-scape: The Importance of Narratives in the Global and Local Management of World Heritage Sites

Monuments move. This might seem like a curious statement when discussing large-scale destinations that are solidly entrenched in their physical environment. Yet these monuments nevertheless move, and in multiple ways with material results. They move people conceptually, inspiring creativity to produce artfully composed poetry, painting and photography. They move one's moral and social sensibilities, motivating philanthropy in the forms of historic preservation and human rights advocacy. And they move people physically, as anyone who has been a tourist well knows. Indeed, as the world's largest export industry (UNWTO 2007), tourism does not move its goods for consumption elsewhere; rather, the destination moves the consumer to it (Kirshenblatt-Gimblett, 1998:153).

But what compels people to become tourists, to often travel far and wide for an experience with a monument? Part of it can be explained by the very phenomenology of tourism itself. At its core, tourism is always a "voluntary, temporary, and perspectival interaction with place" (Di Giovine, 2009:10-11, 145-146). Nelson Graburn (1977; 1983) in particular drew on Victor Turner's understanding of pilgrimage and ritual (1967, 1974; Turner and Turner, 1978) to point out that tourism is undertaken to experience a formative change from the everyday. Tourism's circular, return-oriented movement gives tourism a particular ritual structure; it can be considered not only a *rite of passage* but a *rite of intensification* (Chapple and Coon, 1942:398-426)—"periodic or cyclical rites that renew the social or natural order" (Graburn, 1983:12) after periods of anomie, stagnation, or alienation. Tourism is also perspectival; meaning is created through what John Urry called the "tourist gaze"—a socially organized process of seeing a place (2002:1), which decontextualizes a site from its social-spatial milieu, and imposes a narrative claim upon it, much like a museum does to the objects it displays (cf. Berger 1977, Alpers 1991). Such a gaze is variable; the same object can be framed by different gazes at the same moment in time, or by different groups of social actors (Urry, 2002:1-2).

The efficacy of these structures to move people—both conceptually and physically, even to the point of creating a lasting worldwide peace—may also stem from their ability to emotionally strike at the mind, stirring one's memory in meaningful ways. Etymologically based on the Latin verb *monere* (to remind), the term *monument* can be defined as "places, structures or objects deliberately designed, or later agreed, to provoke memories" (Alcock, 2002:26). These objects are thus not passive and inanimate symbols, but active forms of mediation, a process "by which a given social dispensation produces and reproduces itself" (Mazzarella, 2004:346). Through the medium of monumentality, society renders itself concretely "imaginable and intelligible" to its individual members in a communicative procedure that is simultaneously constitutive (345) and representative of the society's cultural values and belief systems (Spitulnik, 1993:293), consequently binding its individual adherents together in a discrete "imagined community" (Anderson, 2003).

Since a monumental structure is often fixed in its spatiality and therefore marks the very landscape within which it is found, it is often integral to a community's placemaking strategy, a social and material process itself mediated by memory, which in turn fosters "deep attachments … [and] profound emotional legitimacy" (Anderson, 1983:13) for those who see themselves as a part of its environment. That is, a collectively comprehendible narrative claim is created that links the individual with society through the selective employment of the monument's own life story—a claim often built around arbitrary yet clearly demarcated

boundaries that gain precision when defined in binary opposition to each other. The monument thus becomes a pivotal mediator between those who can claim physical, historical or cultural ownership over the site and those who cannot—often setting into motion protracted conflicts as disparate groups vie for physical and ideological possession of the place.

The issue of the site's material authenticity, therefore, features prominently into monumental placemaking. *Authenticity* is ultimately determined by one's perception of a site's singular and ineffable life history, its "presence in time and space" (Benjamin, 1969:220). It also has a conceptual presence, a disembodied discourse about the monument that moves between the minds of men. "Authenticity" animates objects, conveying the sense that the monument not only has a life history, but a life—a life which follows a biological conception of linear time, and is subject to the same constructive and destructive forces of history and society (1969:220). And in that auratic interaction between the monument and a person (221), both life histories will contextualize the event; they will be called upon, indexed, and experienced by both parties with durable longevity.

One particularly notable illustration is the complex of monuments in the Angkor Archaeological Park, a sprawling four hundred-square kilometer UNESCO-designated World Heritage site containing the archaeological remains of roughly six hundred years of the Khmer empire at its height (c. 9th – 15th centuries). Articulating claims that his capital was the cosmological centre of the Hindu world, the twelfth century Khmer king Suryavarman II created the great Angkor Wat as a metonym for the sacred Mount Meru. Adorning the temple with images of Narayana, Kurma, and Rama—avatars of Vishnu—the Vaishnavite king posited himself as a new incarnation of the panentheistic god.

Attempting to destroy Khmer authority in greater Southeast Asia, the rival Hindu kingdom of Champa staged a daring attack on Angkor shortly thereafter but unprecedentedly sailing up the Mekong River. Fifteen years later, Jayavarman VII, arguably the most powerful ruler in Khmer history, pushed out the Chams, sacked their capital of Vijaya and undertook a remarkably ambitious religious and urban revitalization program to assert his power by commissioning monumental Buddhist monasteries, the earliest known hospitals and rest-houses in Southeast Asia, and an impressive network of laterite roadways that stretched from present-day Thailand to Viet Nam. A Mahayana Buddhist convert, Jayavarman utilized these immense constructions to position himself not as the god Vishnu, but as a bodhisattva-king—that is, a compassionate king who has achieved enlightenment but has deferred his own liberation to help his people on earth.

Seen in relation to each other, Jayavarman's three greatest constructions—Ta Prohm, Preah Khan and the Bayon—served to frame his personal claims to legitimacy in a religious and mythological light by mapping his kinship onto a sacred geography of his own creation. Ta Prohm was dedicated to his mother, who traced her lineage to the mythological founders of the Khmer race; she is depicted as Prajnaparamita, the mother of Buddha. Likewise, Preah Khan was dedicated to his father, depicted here as a bodhisattva Lokshivara himself. And at the Bayon, he sculpturally replicated Angkor Wat's bas relief of the Hindu creation myth, the *Churning of the Milky Sea*, but instead of positioning Vishnu at the center, he erected four immense busts of the Bodhisattva—in his own likeness.

Such an exposition of Jayavarman's power was regarded as menacing, both by his Hindu subjects and for other emergent political entities in the area. After his death, a great social backlash saw the defacement of many Buddhist tropes on Jayavarman's monuments, and in the fifteenth century Thai armies at Ayutthaya captured the Khmer capital for the exposition of their own political and material claims as the pre-eminent force in Southeast Asia. Performing their annexation of Khmer power, the Thais brought back to their capital a

number of *linga*, symbols of Shiva and fertility, which Jayavarman VII himself had pillaged from Vijaya. The movement of these pieces to Ayutthaya was important, for not only did these objects provide concrete evidence of their conquest, but they transferred the legitimacy of Khmer power to the Thai. By the 17th century, the Thai rulers erected replicas of Angkor Wat in Thailand (Tarling, 1999:98-99; cf. Vickery, 1979), and constructed a new political narrative claiming Angkor was a creation of the first Ayutthayan king—one that still generates great controversy today.[1]

Hearing piecemeal accounts of a mysterious "lost" city in the Kampuchean jungles that seemed as unbelievable as "Plato's *Atlantis* or of his *Republic*" (Dagens, 1995:23) the French naturalist Henri Mouhot 'discovered' the temples two centuries later, in 1860. "There are few things that can stir such melancholy feelings as the sight of places that were once the scene of some glorious or pleasurable event, but which are now deserted," Mouhot wrote of these collapsed constructions strangled by thick, twisting trunks of banyan trees (qtd. Dagens, 1995:35). While the Khmer and Thai relied heavily on the monuments' abilities to resonate with pre-existing religious and political narratives of the region, the French relied on the sensation of wonder these structures evoked to make their colonial placemaking relevant to society in Europe (cf. Greenblatt, 1993:42-56). The thrill of discovery, the foreignness of the built structural forms, the unique performance of natural power, and the surprising vestigial display of "civilization" in a place previously thought to be primitive and barbaric, all contributed to the formation of Orientalist narrative claims that saw Western Europeans as heirs to—and protectors of—the luminous torch of "civilization." *Lux ex Oriente*, as the narrative goes; the "light from the East" has been extinguished there in Kampuchea, but through the colonial efforts of the French, it can be brought back to the descendents of the Khmer.

And they moved Angkor to France, too. Just as Jayavarman VII "carried home all the linga" from the Chams he defeated, so too did French explorers carry off lintels, kingly statues and devotional images. Exhibited alongside plaster reproductions during the numerous Universal Expositions in Paris and Marseilles, they were able to not only provide concrete evidence to the French people of the fruits of the colonial endeavor, but as physical objects from a different place and time, they were able to mediate between individuals in France and the colonial experience in the faraway Kampuchean jungles. Juxtaposed in the museum space with artifacts from the Vietnamese and Laotian protectorates that composed French

[1] Indeed, as recently as January 29, 2003, rumors circulated in Phnom Penh that Thai actress Suwanan Kongying supposedly made an off-the-cuff remark that Angkor Wat belonged to neighboring Thailand, an assertion that the actress later denied saying. Perpetuated by the powerful former Khmer Rouge member-turned-Prime Minister, Hun Sen, who said the Thai actress was "not even worth a few blades of grass" that grow around Angkor's temples, mobs took to the street, burning the Thai embassy, the ambassador's residence and Thai-owned businesses such as the Royal Phnom Penh Hotel in the Cambodian capital, causing flight cancellations, a temporary de-normalization of relations between the two countries, a disruption in tourism, and an estimated thirty-four million Euros in damage. Although less violent, mobs took to the Bangkok streets in reaction, protesting in front of the Cambodian embassy, burning Cambodian flags and stomping on pictures of the Cambodian king, prompting Suthichai Yoon to write in *The Nation*, "Until that dark ugly night of January 29, the Thai psyche simply refused to absorb the hard, cold fact that we were considered a new breed of imperialist. ... We thought since they use our mobile phone service, watch our TV soap operas and consume our instant noodles, they must really love all things Thai" (Yoon, 2003).

Indochina, these objects bestowed conceptual coherence to the very idea of a unified *Indochine* (cf. Ducan, 1993:25; Bennett, 1994). They also revealed France's claim as heirs to, and protectors of, civilization. While these objects had been left to rot in the oppressive elements by the barbaric descendents of their own constructors, they were now rescued by the praiseworthy École Française d'Extrème Orient (EFEO), founded in 1901, whose well-intentioned experts[2] cut these monuments free from the stranglehold of nature and the neglect of their own people to be systematically cleaned, preserved, studied, documented, displayed and celebrated in buildings and fairground pavilions designated explicitly for them. The employment of these fragmentary re-presentations within the French museums' colonial narrative in the latter half of the eighteenth century, and the subsequent foundation of the EFEO in Saigon in 1901, can also be read as an overt political gesture to expand its boundaries against Siam and to confront expanding British involvement with the Thais at the time. Despite active engagement in the region, the Angkorian temples were not located within the political boundaries of the French protectorate until the Franco-Siamese Boundary Treaty of March 23, 1907—a treaty that is still contested by the Thais today. This most recently came to the fore with the World Heritage designation of Preah Vihear, a pre-Angkorian, Khmer hermitage lying on the disputed border between Thailand and Cambodia. When Cambodia succeeded in finally obtaining the site's designation over several years of Thailand's veto, mobs—mobilized by the People's Alliance for Democracy (PAD), the political opposition to deposed, but still intensely popular, former Prime Minister Thaksin Shinawatra—protested. For several months, armies were amassed on both sides of the border (Di Giovine, 2009:405-408).

When Angkor was finally 'repatriated' to Cambodia in the Franco-Siamese Treaty of 1907, the EFEO quickly proposed to "improve access and accommodation for visitors" and to "insure conservation and upkeep of the buildings" (Dagens, 1995:86). They partnered with the *The Angkor Society for the Conservation of Ancient Monuments of Indochina*, founded the same year by a group of Parisian archaeologists who had toured Angkor, and were touted "as a potential catalyst for a flow of tourists towards Angkor" (Edwards 2007:137). That year saw some two hundred colonial tourists in the span of three months who came from Saigon or Phnom Penh to Angkor in an arduous land-and-river journey up the Mekong (Dagens, 1995:84)—many, such as Pierre Loti, would publish their "pilgrimage texts" in France (cf. Loti 1912).

To manage tourism, the EFEO appointed Jean Commaille as its first curator in Angkor in 1908—a member of the French Foreign Legion who had first come to Angkor as a tourist in 1893 to paint the ruins (Dagens, 1995:86). In 1908, he drew up a map of the Angkorian complex that identified the major known buildings; Commaille would subsequently publish a tourist guidebook to these sites based on this map, selectively identifying Angkor Wat, Angkor Thom, Ta Prohm and Preah Khan—the same blockbuster sites included on touristic itineraries today. Indeed, as Dean MacCannell famously pointed out, an "attraction," is constituted through the dialectic of "site-visitor-marker," and this marker—this itinerary—

[2] Journal entries and academic studies produced by EFEO experts, as well as more contemporary appraisals of the EFEO's work during the colonial period reveal that many of the organization's experts were genuinely interested in excavating and researching the Angkorian ruins, rather than being simply motivated by "Orientalist" colonial politics. This does not, however, negate the assertion that the narrative of Orientalism did not influence their work. A central element in Edward Said's theory of Orientalism is that it is subtle and pervasive, often unintentionally informing one's understanding and portrayal of the Oriental Other in binary opposition to himself and his cosmology (Said, 1994:12).

solidified the typical tourist route (1976:41). By the 1920s, travel companies were promoting "excursions to Angkor's ruins" (cf. Dagens 1995:98); a direct road from Saigon and Phnom Penh was also in the process of being built, and visitors participating in an Asian Grand Tour came by flat-bottom boat, car, elephant, horse, or cart (100). And in 1925, Angkor was officially opened as a "park"—a touristic categorization that remains in the site's World Heritage title today.

In today's rapidly globalizing world, the imperative to harness this often ideologically charged, movement-inducing medium for peaceful cultural coexistence is most pronounced in UNESCO's World Heritage Programme, a unique global placemaking endeavor fostering "peace in the minds of men" through a ritual re-appropriation of tangible monuments, which are juxtaposed against one another to create a worldwide imagined community that I call the *heritage-scape* (Di Giovine 2009) Noting that throughout history, wars have always originated in some part through local suspicions or ignorance of other peoples at the individual level, UNESCO's Constitution posits that people's identities are problematically based on traditional territorial conceptions (UNESCO, 1972:1) that are constructed and diffused through these highly emotionally charged monuments:

> The Governments of the States Parties to this Constitution on behalf of their peoples declare:
>
> - That since wars begin in the minds of men, it is in the minds of men that the defences of peace must be constructed;
> - That ignorance of each other's ways and lives has been a common cause, throughout the history of mankind, of that suspicion and mistrust between the peoples of the world through which their differences have all too often broken into war; …
> - That the wide diffusion of culture, and the education of humanity for justice and liberty and peace are indispensable to the dignity of man and constitute a sacred duty which all the nations must fulfil in a spirit of mutual assistance and concern;
> - That a peace based exclusively upon the political and economic arrangements of governments would not be a peace which could secure the unanimous, lasting and sincere support of the peoples of the world, and that the peace must therefore be founded, if it is not to fail, upon the intellectual and moral solidarity of mankind (UNESCO, 1945:1).

UNESCO's goal of creating lasting peace in the world, then, includes a fundamental reworking of the international geopolitical system, but in a way that is not achieved through physical conquest. Rather, it is accomplished by reordering *individuals'* sense of place the world over—so that no longer do they base their identities on collective antagonism towards difference, but on the celebration and internalization of diversity at the individual level (cf. Robertson, 1992).

While others have begun to use the term *heritage-scape* (cf. Garden, 2006; Singh, 2010), my usage draws on Arjun Appadurai's model of globalization, which he conceptualizes as a series of overlapping *–scapes*, "a complex, overlapping, disjunctive order that can no longer be understood in terms of existing center-periphery models" (1996:32). Evoking notions of expansiveness, idealization and amorphism, the suffix *–scape* conveys this sense of a de-territorialised, or, at the least, a loosely demarcated, area where notions of "insiders" and "outsiders" are blurred (95). Implicit is the understanding that globalization also intensifies in individuals a consciousness of the world as a cohesive, interrelated whole. Harnessing globalization's capacity to create affinities above and beyond traditional geo-

political conceptions, tourism's tendency to foster *communitas*—a temporary state of universal fellow-feeling that supersedes divisive social structures (Turner, 1973)—and preservation's power to valorize and recontextualized oft-contentious mediatory heritage sites around which tourists converge: this is UNESCO's endeavor, and it takes form in the heritage-scape (cf. Di Giovine, 2010).

While following in the imperial tradition of re-appropriating monumentality, UNESCO's claim is not predicated on territoriality but on the common recognition and identification with the world's shared cultural heritage. *Heritage* is a specific narrative claim about the object's ability to temporally mediate between an individual's lineage and the society's history as a whole. If society is, as Durkheim states, *sui generis*, wherein individuals are born into it and die out of it (Durkheim, 1984:204), heritage is a type of narrative that allows an individual to transcend his immediate past and present to connect with his predecessors, whom he often feels to be unknown yet intimately a part of. An authentic object of cultural heritage, therefore, not only indexes the link between an individual and his culture, but constructively conjoins the two.

If a heritage object temporally connects an individual with the socio-spatial milieu from which he came, UNESCO's *World* Heritage objects are intended to transcend the temporal and spatial situatedness of one culture's heritage claims, ensuring that everyone equally possesses each World Heritage site:

> What makes the concept of World Heritage exceptional is its universal application. World Heritage sites belong to all the peoples of the world, irrespective of the territory on which they are located. … How does a World Heritage site differ from a site of national heritage? The key lies in the words 'outstanding universal value' … Sites selected for World Heritage listing are approved on the basis of their merits as the best possible examples of the [world's] cultural and natural heritage. The World Heritage List draws attention to the wealth and diversity of Earth's cultural and natural heritage (UNESCO, 2005:2).

The concept of World Heritage thus underscores a seemingly incompatible dualism: On one hand, it clearly recognizes the multiplicity of distinct cultural and natural forms, and therefore of the very differences that often lead to the worlds' conflicts. On the other hand, it purports that there exists some sort of universal cultural form that can be empirically located, and unanimously recognized. Taken together, it seems that UNESCO is defining a world system based on the structural unity of difference, a "culture of cultures" as Marshall Sahlins famously remarked (2000:488). "Unity in diversity" is thus UNESCO's rallying cry, the meta-narrative claim behind the heritage-scape. Unity lies in the collective understanding that diversity exists outside one's known social and natural environment. "Every society known to history is a global society, every culture is a cosmological order; and in thus including the universe within its own cultural scheme … the people accord beings and things beyond their immediate community a definite place in its reproduction," Sahlins writes (489). For UNESCO, as for Sahlins, "Culture" can thus be perceived as a process of totalizing differences.

Local places are converted into World Heritage sites through a lengthy ritual process that involves a great number of stakeholders from the local, national, international and nongovernmental levels engaged in a Bourdieuian struggle of position-taking that marks a field of production (Bourdieu, 1993:34). It is a protracted and institutionalized (43) series of interactions between objective sets of social relations with their own historical trajectories, expertise, and realms of authority, who struggle within and amongst themselves to define the place's narrative. Although the heritage-scape is innately subversive to the authority of

nation-states, participating State-Parties do not recognize UNESCO's long-term and idyllic goal. Rather, actively engaged with the process from the very beginning, they recognize the dual "benefits" of the Programme, which ritually perform international *communitas* while simultaneously raising the social capital of their country on the world stage.

After economically contributing to the World Heritage Centre, a State-party may nominate a place in its territory for consideration—a place that often is a product of a much longer, socially and historically situated process of contested monumental mediation. Thus separated from the social-spatial milieu from which it came, the site then enters its liminal period; it is "betwixt and between" statuses (Turner, 1967:45)—thoroughly decoupled from its original context, poked and prodded by expert "Advisory Bodies" who attempt to locate its kernel of authentic "universal value," and then evaluated on its representative qualities—but not yet designated as a World Heritage site.

The property is also idealized by comparing it against UNESCO's predetermined set of typologies, whose conceptual amorphism allows for its applicability in a variety of settings across the world. The typologies are as follows:

> (i) represent a masterpiece of human creative genius; or
> (ii) exhibit an important interchange of human values, over a span of time or within a cultural area of the world, on developments in architecture or technology, monumental arts, town-planning or landscape design; or
> (iii) bear a unique or at least exceptional testimony to a cultural tradition or to a civilization which is living or which has disappeared; or
> (iv) be an outstanding example of a type of building or architectural or technological ensemble or landscape which illustrates (a) significant stage(s) in human history; or
> (v) be an outstanding example of a traditional human settlement or land-use which is representative of a culture (or cultures), especially when it has become vulnerable under the impact of irreversible change; or
> (vi) be directly or tangibly associated with events or living traditions, with ideas, or with outstanding universal significance (a criterion applied only in exceptional circumstances, and together with other criteria). (UNESCO, 2005b:5)

As the typologies show, a place is inscribed as a World Heritage site not because it *is* something, but rather because it *represents* or *is tangibly associated with* something that can be understood, in part, through touristic interactions with the place. With nearly one thousand properties currently comprising the heritage-scape, there are equally as many distinctly different interpretations of what that "something" is. Yet as the nominating field determines how the site fits into the above typologies, it really redefines the place, producing a quintessential material embodiment of those virtues the World Heritage Convention identifies (Di Giovine, 2009). As Anthony Wallace points out, "Typologies are always more or less incomplete because whoever constructs one is bound to disregard dimensions of variation which are critically important to someone else" (1959:25).

Finally, the Committee votes to inscribe, reject or withhold judgment on the site. Along with this vote is its classification as a natural or cultural site, and the confirmation of the textual wording of the site's designation; often it is a slight modification of the Advisory Body's summary of the site's "outstanding universal value," but not always. Representing the authorized discourse about the monument, the site's classification and designation wording is exceptionally important, and thus often subject to politicking as all parties involved struggle to determine the site's specific discourse, often producing unintended consequences.

For example, the World Heritage Committee designated Angkor in 1992 on the basis of the following reasoning:

> *Criterion i*: The Angkor complex represents the entire range of Khmer art from the 9th to the 14th centuries, and includes a number of indisputable artistic masterpieces (eg Angkor Vat, the Bayon, Banteay Srei).
>
> *Criterion ii:* The influence of Khmer art, as developed at Angkor was a profound one over much of south-east Asia and played a fundamental role in its distinctive evolution.
>
> *Criterion iii:* The Khmer Empire of the 9th-14th centuries encompassed much of south-east Asia and played a formative role in the political and cultural development of the region. All that remains of that civilization is its rich heritage of cult structures in brick and stone.
>
> *Criterion iv:* Khmer architecture evolved largely from that of the Indian sub-continent, from which it soon became clearly distinct as it developed its own special characteristics, some independently evolved and others acquired from neighbouring cultural traditions. The result was a new artistic horizon in oriental art and architecture (ICOMOS, 1992: 8).

Such wording is telling, for it constructs competing, politically charged narratives that oscillate between one valorizing the Khmer empire as profoundly influential producers of cultural masterpieces (*criteria i* and *ii*), and another espousing more Orientalist claims of a civilization that moved from East to West, leaving only "remains of … cult structures in brick and stone" (*criteria iii* and *iv*). UNESCO further defined this complex as "a geographical region, an archaeological site and a cultural concept" (1996:165; qtd. Winter, 2002:324) highlighting both Khmer culture and the strength of nature over primitivity as co-contributors to the site's "universal value." Designated as Angkor Archaeological Park, its title also reveals this discursive oscillation between the historical focus of archaeology and the leisure-oriented activities of a park, a natural playground. In so doing, it valorizes the traditional Orientalist process of making meaning by defining the West in opposition to Angkor, "as its contrasting image, idea, personality experience" (Said, 1994:1-2).

These narratives are not simply conceptual, but materially manifest themselves in the manner in which the site is subsequently conserved and packaged for touristic consumption. In Angkor's case, edifices are alternatively "restored" or "preserved." While these two terms are utilized somewhat interchangeably in historic preservation, instantiated within the Angkor Archaeological Park, they produce the same two conflicting narratives, which the visitor to Angkor must problematically negotiate. Sites such as Angkor Wat and the Bayon can be considered "restored"—that is, they were cleared of the jungle's stranglehold and partially reconstructed as they are imagined to have appeared for its intended use by the host society—thereby espousing a narrative that valorizes Khmer culture. However, other sites such as Ta Prohm and Preah Khan have been "preserved" in the true sense of the term—they have been cleaned and reinforced, but have been left largely as the French discovered them, vestiges of cultural forms suffocated by the tendrils of nature.

The methods of preservation implicitly inform the manner in which tourists interact with these structures (Di Giovine, 2009:341-365). For sites such as Angkor Wat and the Bayon, tours are structured by the monument's original architecture and architectonics. As a consequence, guides pause before cleaned bas reliefs and statuary to discuss the history, artistry and mythology of the Khmer people, pointing out depictions of deities and daily life processes, and answering cultural questions elicited from these experiences. This process

stands in marked differentiation to the same groups' excursions to the "preserved" sites of Ta Prohm or Preah Khan, where guides often allow their visitors to wander at leisure over, under and through the disarray of collapsed ceilings, crumbled walls and cluttered causeways. Scrambling atop the jumbled stones of these temples, visitors literally are able to "walk all over" Khmer culture. Like the pop icons Indiana Jones and Lara Croft, one can easily re-experience the colonials' power over primitivity, and travelogues from the 1920s to today have extolled the wonder of discovery, the freedom of control over the ruins, and the liberation of communing with nature and primitivism (cf. Ponder, 1936). One popular guidebook exclaims:

> From that point, visiting Ta Prohm is really going wherever your instincts lead you, to enjoy the wonder of making new discoveries, of finding hidden passages or obstructed reliefs, of climbing over fallen stones, and of experiencing the harmony between man and nature. There are many pleasant spots to simply sit and enjoy the tranquil surroundings (Rooney, 2003: 224).

Lastly, the monument is inscribed on the World Heritage List. This important action integrates a site into the new world system I have called the heritage-scape. The heritage-scape can be considered a map of the List, its primary geographic features not national boundaries or political capitals, but World Heritage properties equal in their associations and value. Like the objects in a museum, each site gains complexity in meaning through their juxtaposition with the greater collection of disparate sites across the heritage-scape. In this way, the heritage-scape is not simply a network of specially-delineated destinations with their own local social relations, but a unique place with its own social context that is constantly evolving and expanding as UNESCO continues to juxtapose increasingly more places within its nebulous bounds. As newer, more diverse sites are added, each preexistent site gains complexity, gains deeper meaning of its unique exposition of "unity in diversity." Just as Angkor Wat's meaning is complexified through interactions with other monuments in the Angkor Archaeological Park, so too is its meaning *as a World Heritage site* deepened through its juxtaposition with other dissimilar World Heritage sites throughout the heritage-scape.

UNESCO's "peace in the minds of men" is created through the heritage-scape's fundamental act of juxtaposition. Within a system that totalizes even aesthetic differences, each individual place is systematically impacted by, and assumes qualities of, other places that are removed from it in space and time. These differences are ultimately what define us as individuals, and these differences are ultimately what we all share. These differences make us part of a 'human society.' Searching for this difference, for this diversity outside of the everyday, tourists too become one with the heritage-scape's sociality and form a uniquely universalized identity (Graburn, 1977; Di Giovine, 2009:145). It is this identity—constructed and continually revised in a dialectical fashion as they amass ever-the-more interactive experiences within the heritage-scape—that can create world peace.

Bibliography

Alcock, Susan. (2002) *Archaeologies of Greek Past*. Cambridge University Press, Cambridge.
Alpers, Svetlana. (1991) "The Museum as a Way of Seeing." In Ivan Karp and Steven D. Lavine (eds.) *Exhibiting Cultures: The Poetics and Politics of Museum Display*. Smithsonian Institution Press, Washington, DC: 25–32.
Anderson, Benedict (1983) *Imagined Communities*. Verso, New York.
Appadurai, Arjun. (1996) *Modernity at Large.* University of Minnesota Press, Minneapolis.
Benjamin, Walter. (1969) *Illuminations: Essays and Reflections*. Translated by Harry Zohn. Schocken Books, New York.
Bennett, Tony. (1995) *The Birth of the Museum*. London: Routledge.
Berger, John. (1977) *Ways of Seeing*. Penguin, New York.

Bourdieu, Pierre. (1993) *The Field of Cultural Production*. Colombia University Press, New York.
Chapple, Eliot D. and Coon, Carlton S. (1942) *Principles of Anthropology*. Holt, New York.
Dagens, Bruno. (1995) *Angkor: Heart of an Asian Empire*. Harry N. Abrams, Inc., New York.
Di Giovine, Michael. (2010). "UNESCO's Heritage-scape: A Global Endeavor to Produce 'Peace in the Minds of Men' through Tourism and Preservation." In Rana P.B. Singh, ed. *Heritagescapes and Cultural Landscapes*. Planet Earth and Cultural Understanding Series 6. New Delhi: Shubhi Publications, pp. 57-86.
Di Giovine, Michael A. (2009) *The Heritage-scape: UNESCO, World Heritage, and Tourism*. Lexington Books (Rowman and Littlefield), Lanham.
Duncan, Carol. (2004) *Civilizing Rituals: Inside Public Art Museums*. New York: Routledge.
Durkheim, Emile. (1984) *The Division of Labour in Society*. Translated by W. D. Halls. The Free Press, New York.
Durkheim, Emile. (1995) *The Elementary Forms of Religious Life.* Translated by Karen E. Fields. The Free Press, New York.
Edwards, Penny. (2007) *Camboge: The Cultivation of a Nation, 1860–1945*. University of Hawai'i Press, Honolulu.
Garden, Mary-Catherine E. (2006) "The Heritagescape: Looking at Landscapes of the Past." *International Journal of Heritage Studies*, Vol.12, No. 5, pp. 394–411.
Graburn, Nelson. (1977) "Tourism: The Sacred Journey." In Valene Smith (ed.) *Hosts and Guests: The Anthropology of Tourism*. The University of Pennsylvania Press, Philadelphia: 2136.
Graburn, Nelson. (1983) "The Anthropology of Tourism." *Annals of Tourism Research*, Vol. 10, pp. 9–33.
Greenblatt, Stephen. (1991) "Resonance and Wonder," In Ivan Karp and Steven D. Lavine, eds. *Exhibiting Cultures*. Washington, DC: Smithsonian Press, pp 42–56.
International Council on Monuments and Sites (ICOMOS). (1992) "World Heritage List No. 667." September 22. World Heritage Centre, Paris.
Kirshenblatt-Gimblett, Barbara. (1998) *Destination Culture*. University of California Press, Berkeley.
Loti, Pierre. (1912) *Un Pèlerin d'Angkor*. Calmann Levy, Paris.
MacCannell, Dean. (1976) *The Tourist: A New Theory of the Leisure Class*. University of California Press, Berkeley.
Mazzarella, William. (2004) "Culture, Globalization, Mediation." *Annual Review of Anthropology*, 33 : 345-367.
Ponder, H. W. (1936) *Cambodian Glory: The Mystery of the Deserted Khmer Cities and their Vanquished Splendour: and a Description of Life in Cambodia Today.* Thornton Butterworth, London.
Robertson, Roland. (1992) *Globalization: Social Theory and Global Culture*. Sage, London.
Rooney, Dawn. (2003) *Angkor: An Introduction to the Temples*. Revised edition. W.W. Norton and Company, New York.
Sahlins, Marshall. (2000) "Goodbye to Tristes Tropes." In Sahlins, Marshall. *Culture and Practice: Selected Essays*. Zone Books, New York.
Said, Edward. (1994) *Orientalism*. Vintage Books, New York.
Singh, Rana P.B. (ed.) (2010). *Heritagescapes and Cultural Landscapes*. New Delhi: Shubhi Publications.
Spitulnik, Debra. (1993) "Anthropology and Mass Media." *Annual Review of Anthropology*, Vol. 22, pp. 293-315.

Tarling, Nicholas. (1999) *The Cambridge History of Southeast Asia*, Vol. 1, Part 2. Cambridge University Press, Cambridge.
Turner, Victor. (1967) *The Forest of Symbols: Aspects of Ndembu Ritual*. Cornell University Press, Ithaca.
Turner, Victor. (1974) "Pilgrimages as Social Processes." In Victor Turner, *Dramas, Fields and Metaphors*: *Symbolic Action in Human Society*. Cornell University Press, Ithaca, pp. 166–229.
Turner, Victor and Edith Turner. (1978) *Image and Pilgrimage in Christian Culture.* Columbia University Press, New York.
United Nations Education Scientific and Cultural Organization (UNESCO). (1945) *Constitution of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.* UNESCO 1st General Conference, November 16, 1945, London.
UNESCO. (1972) *Convention Concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage*, Article 1, November 16, 1972. World Heritage Centre, Paris.
UNESCO. (1996) *Angkor: Past, Present and Future*. APSARA, Phnom Penh.
UNESCO. (2005) *World Heritage Information Kit*. World Heritage Centre, Paris.
United Nations World Tourism Organization (UNWTO). (2007). *Another Record Year for Tourism.* Press Release, 29 January. UNWTO, Madrid www.unwto.org/facts/menu.html <accessed: 27 June 2007>
Urry, John. (2002) *The Tourist Gaze*. Sage, London.
Vickery, Michael. (1979) "The Composition and Transition of the Ayudhya and Cambodian Chronicles." In A. J. S. Reid and Marr, David (eds.) *Perceptions of the Past in Southeast Asia*. Heinemann Educational Books (Asia) Ltd., Singapore.
Wallace, Anthony F. C. (1959) "Towards a Classification of Cult Movements: Some Further Contributions." *Man*, Vol. 59 (February).
Winter, Tim. (2002) "Angkor Meets Tomb Raider – Setting the Scene." *International Journal of Heritage Studies*, Vol. 8, No. 4, pp. 323-336.
Yoon, Suthichai. (2003) "In Search of Deeper Answers to Cambodia" *The Nation*, February 6, 2003. www.nationmultimedia.com/page.arcview.php3?clid=11&id=73559&usrsess=1. Accessed on December 12, 2005.

World Heritage as a Revitalization Movement: Managing Local and Global Tourism in UNESCO's *Heritage-scape*

Michael A. Di Giovine
(University of Chicago)

Michael A. Di Giovine
Ph.D. candidate
Department of Anthropology
University of Chicago
1126 E. 59th Street
Chicago, IL 60637
Email: digiovim@uchicago.edu
Website: www.michaeldigiovine.com

World Heritage as a Revitalization Movement: Managing Local and Global Tourism in UNESCO's *Heritage-scape*

Abstract:
In his 2009 text, *The Heritage-scape: UNESCO, World Heritage and Tourism*, the author contended that touristic interactions with mediatory World Heritage sites have the potential to foster a lasting sense of peace by emotionally binding disparate peoples together under a shared notion of "unity in diversity." If a heritage object temporally connects an individual with the socio-spatial milieu from which he came, UNESCO's World Heritage objects are intended to transcend the temporal and spatial situatedness of one culture's heritage claims, ensuring that every interactant equally possesses each World Heritage site. However, particularly when employed for development purposes, tourism is often paradoxically conceived as a means of empowering and "bettering" hosts that necessarily rests in the hands of the guests; this frequently excludes locals in touristic and managerial interactions and problematically undermines the very premise of UNESCO's program. Examining the phenomenologies of both tourism and UNESCO's World Heritage program—the fruit of which the author has previously termed the "heritage-scape"—this paper argues for the adoption of an alternative model of development based on Anthony Wallace's classic theory of revitalization movements. Wallace's model of revitalization—a "deliberate, organized, conscious effort by members of a society to construct a more satisfying culture," brought upon by a shift in their worldview after intensified contact with outsiders—can be applicable to both site managers and tourism researchers; a totalizing set of processes, it allows for greater attention to be paid to the significance of locals' discourses and practices in relationship to the panoply of others within the "field of touristic production." Like all cultural revitalization movements, both tourism and heritage are strongly premised on the notion of re-vivification, of re-interpreting and re-presenting previously held notions and narratives of the past to refresh its present and future subjects. World Heritage sites, furthermore, valorize and mediate between often disparate narrative claims held by interactants. It is not only incumbent that local communities participate in the management of the site, but that their understanding of the site helps to provide the basis for its designation and management. Utilizing data from Việt Nam and Italy, the paper argues that, in the end, "betterment" and local empowerment is produced not (merely) through economic influxes, but rather through the valorization of a group's worldview that both UNESCO's designation and foreign attention (in the form of tourism) can bestow upon a place of local interest—provided it is in line with their worldview. Reconceptualizing the vital role that communities play in both site management and in touristic interactions with a World Heritage site, this paper contends that adopting a revitalization paradigm can better preserve the "spirit of the place" despite often heavy tourism and potentially harmful re-presentations of the site. By fundamentally shifting the focus of what constitutes "betterment" and how it is achieved, a revitalization paradigm also provides a means of maximizing the potential of sustainable tourism for the purposes of poverty alleviation, cultural valorization and community cohesion—for local and non-local stakeholders alike.

Keywords: UNESCO, heritage-scape, revitalization movement, tourism, development

World Heritage as a Revitalization Movement: Managing Local and Global Tourism in UNESCO's *Heritage-scape*

Almost forty years after the World Heritage Convention was signed, UNESCO's program designating places of local interest into sites of universal value has had an immense effect on preservation, tourism, and development initiatives. What was an initial network of twelve primarily Western sites has grown to become a worldwide social system, a *heritage-scape* (Di Giovine, 2009a), composed of nearly one thousand places in 148 nation-states representing diverse cultures, times, and spaces across the globe. Although in its early years UNESCO operated under a decidedly Western notion of heritage that coincided with, and dialectically affected, the birth of nation-states and nationalist ideologies (cf. Garcia-Fuentes, 2010; Ashworth, 2008; Edwards, 2006:27)—a notion of heritage, UNESCO admits, that has been largely "confined to architectural monuments," which "over-represented" European and Christian structures (1994:2-3)—islands, marine areas, historic industrial edifices, and cultural sites developing countries representing the largest increases in designations. Private Trusts, national Funds-in-Trust, and international consortia of experts operate in every continent, with particular concentrations in the developing world. UNESCO's own World Heritage Fund, which provides grants to assist locals in researching, promoting, or developing management plans, or "technical assistance" and best-practices exchange programs for site managers in developing areas (Di Giovine, 2009a:315-319), has increased from disbursing $2,500 in 1978 to over $4 million in 2009 (World Heritage Centre 2010). And despite wars, terrorism, and cyclical economic downturns, tourism continues to be the largest and fastest-growing industry in the world, surpassing even that of the oil trade (UNWTO, 2007). Hundreds of millions of tourists visit World Heritage sites annually (cf. UNESCO, 2010); the private, user-generated website, www.worldheritagesite.org, even posts a long list of properties whose visitation rates exceed one million people per year. And while 2009 was the first year in at least two decades in which visitor arrivals did not increase, tourism to developing countries—particularly in Africa—continued to grow at a rate of 5% (Kester, 2010: 5-6).

The conjunction of historic preservation, tourism, and development had been present from the very beginning of UNESCO's initiative; indeed, one could say that it was birthed from it back in the mid-1950s, when Egyptian president Jamal Nasser, eager to industrialize his country and to promote himself as the leader of Arab Nationalism, set out to construct the Aswan High Dam—an act that would completely submerge the famed Nubian temples of Abu Simbel, cut into solid rock on the order of pharaoh Ramses II in 1244 BC. In 1960, UNESCO launched an unprecedented international campaign to move the temples to higher ground—a daring project that involved cutting the temples into twenty-ton blocks and relocating them atop a man-made mountain overlooking the original site. Over forty member-states and numerous private individuals raised more than the required amount of $42 million dollars; the effort also mobilized archaeologists from around the world, who conducted six years of research in the Sudan's "practically virgin land" (UNESCO, 1980:30). Abu Simbel had a profound effect on the future of World Heritage, and UNESCO proclaimed it "a triumph of international solidarity" (UNESCO, 1980). Through diplomacy in securing aid from member-states and awareness-raising publicity appealing to private individuals and non-profit organizations, UNESCO literally moved mountains. It revealed the strong emotional relationship that such heritage monuments—and the prospect of their impending transience—exert upon people, irrespective of national origins. Today, despite their isolated location, Abu

Simbel is one of Egypt's main tourist attractions, with visitors traveling to the top of the mountain in busses, caravans and even private aircraft. Lastly, it showed how development initiatives could spur preservation and tourism, and, conversely, how today tourism and preservation has helped develop a once-impoverished area.

"Development" was always at the forefront of UNESCO's work. Founded in 1945, UNESCO was very much a part of the diplomatic and developmental initiatives of the immediate post-World War II era. This was a period marked by the Marshall Plan and Truman's famed Four Points, which were concerned with global reconstruction and development for international security interests. Truman stated that "all countries, including our own, will greatly benefit from a constructive program for the better use of the world's human and natural resources," and that "only by *helping the least fortunate of its members to help themselves* can the *human family* achieve the decent, satisfying life that is the right of all people" (Truman, 1949). While Truman's ideology emphasized a developed/undeveloped binary that pitted Western and non-Western nation-states along an unequal continuum of civilizational evolution (cf. Rist, 1997:72-73, Di Giovine, 2009c:214-215), four years earlier UNESCO had offered an alternative—one that had the capacity to elevate all cultures to the same valorized status. UNESCO's plan for creating world-wide peace rested on the creation of global selves in the myriad minds of the world's individuals. Noting that throughout history, wars have always originated in some part through local suspicions or ignorance of other peoples at the individual level, UNESCO's Constitution posits that people's identities are problematically based on traditional territorial conceptions (UNESCO, 1972:1) that are constructed and diffused through these emotionally charged monuments:

> The Governments of the States Parties to this Constitution on behalf of their peoples declare
>
> - That since wars begin in the minds of men, it is in the minds of men that the defences of peace must be constructed; …
> - That a peace based exclusively upon the political and economic arrangements of governments would not be a peace which could secure the unanimous, lasting and sincere support of the peoples of the world, and that the peace must therefore be founded, if it is not to fail, upon the intellectual and moral solidarity of mankind (UNESCO, 1945:1).

UNESCO's goal of creating lasting peace in the world, then, includes a fundamental reworking of the international geopolitical system, but in a way that is not achieved through physical conquest. Rather, it is accomplished by reordering *individuals'* sense of place the world over—so that no longer do they base their identities on collective antagonism towards difference, but on the celebration and internalization of diversity at the individual level.

This theory is best manifested in the "tourism development" initiatives of the 1970s—the same decade that the World Heritage Convention was passed—which were embraced by post-colonial states after the failure of Point Four-inspired industrialization plans. These states, particularly those in Africa and Asia, recognized their competitive advantage to lie in the very underdevelopment they sought to transcend: Tourism was relatively inexpensive to utilize as a resource, it could bring in short-term cash flows, it could impel conservation and infrastructural development (UNESCO, 1972), and it could produce both direct and indirect employment. But despite ambitiously altruistic aims, the *Deus ex machina* conception of tourism and development was quickly found to be a problematic one (cf. UNESCO, 1976). Particularly when employed for development purposes, tourism is often paradoxically conceived as a means of empowering and "bettering" hosts that necessarily rests in the hands of the guests (Di Giovine, 2009c:211); this frequently excludes locals in touristic and managerial interactions and problematically undermines the very premise of UNESCO's

program. *Betterment* does not simply mean economic improvement and increased employment, although that is often the case; it also includes psycho-social aspects such as "empowerment" (Kane, 1993; Rist, 1997:130), "integration" into the global system (Truman 1949, UNWTO 1974), and valorization on the international level (Dure, 1974; UNESCO, 2005:9; Di Giovine, 2009a:208-213) that can emerge precisely by adopting a newly introduced, globally networked industry such as tourism. Yet paradoxically, tourism is often contingent on those very practices that must be changed. That is, tourism celebrates the culture's traditions—often perceived as "underdevelopment"—that will necessarily be transformed through its implementation and "modernization." It also does so through a very evolutionary model of linear progress (Di Giovine, 2009c:213-214).

I offer a different, more equitable and, in some cases, more accurate model for understanding those cases where locals themselves are in charge of their transformations, where they adopt tourism initiatives to suit their own value systems and in accordance with their own cosmologies, their own understandings of the world and their place in it. Appropriating Anthony Wallace's classic 1956 theory, originally intended to understand Native American religious movements, I posit that we should view these cases through a revitalization paradigm. Revitalization, as Wallace describes it, is a model for understanding culture change, brought about by significant and often complex environmental, economic, social, cultural and psychological shifts in the host society, which have been caused by new or intensified contact with an outside society. The society perceives its culture as an "organismic" system (1956:265), an ensemble of environmental, social, cosmological, and psychological factors; its culture is conceived of as an embodied "mazeway" to negotiate (266), not unlike Geertz's "webs of significance" (2000:8) or Turner's "total system of meanings" (1967:20). Often a product of acculturation stress in an increasingly multicultural milieu (Wallace, 1956:269), a revitalization movement is frequently fueled by visionary local leaders who, perceiving their mazeway as once functional but now operating unsatisfactorily, wish to restore their ideal cultural values (1956:265). They therefore make recourse to the past—their cultural heritage—to point out what they view as the proper path to future well-being. While believed to be restoring their society to its former, healthy state, this act creates a new system, one which, like a Lévi-Straussian *bricoleur* (1974:17), integrates into their ideological scheme new knowledge, new symbols, and new cosmological understandings that often stem from interactions with a diversity of outside forces.

We can already see how "world heritage" fits into this model: Espousing a narrative of "unity in diversity" (Di Giovine, 2009a:119-144), world heritage values cultures "in all its forms"—to appropriate the words of UNESCO's former Director-General, Koïchiro Matsura (2001:11, 2002:3). In his preface to a UNESCO publication announcing the Universal Declaration of Cultural Diversity, Matsura writes:

> Diversity and culture are fundamentally interrelated: culture is diversity, an infinite tapestry of distinctions, nuance and change; a relentless return to all that exists in order to render it both new and the same, to understand it and bring it to life. Culture is, by nature, diversity. Yet, for that reason, it gives diversity a dimension that surpasses and envelops it. Diversity per se does not exist; it is even, in the absence of culture, incomprehensible, and everything looks the same to anyone lacking cultural depth. Diversity is connected by culture. Culture is what shapes it, gives it scope and meaning. Diversity is essentially cultural, just as culture is diversity" (UNESCO, 2002:4).

Heritage as a discourse also privileges past traditions, past creations, past memories; a heritage object is considered a transient thing that is threatened by the destructive forces of time, and thus must be "preserved" (Di Giovine, 2009a:303-305; cf. Lefebvre, 1991:221, UNESCO 2002a:13); UNESCO's *World Heritage Information Kit*, a brochure providing an overview of the World Heritage Convention and its processes, merges the dual concepts of monumentality as culture-preserving, and the need to stave off time's destructive force of transience when it asserts, "Heritage is our legacy from the past, what we live with today, and what we pass on to future generations. Our cultural and natural heritage are both irreplaceable sources of life and inspiration. They are our touchstones, our points of reference, our identity" (UNESCO, 2005:3). Of course, as experts have correctly argued, preservation is itself a creative act; it makes something new in meaning, if not form, in its effort to "restore" an object back to an imagined past state (Di Giovine, 2009a:359; cf. Zerubavel, 1995). The same is true in a revitalization movement. Such restoration of cultural values is really an invention of a new route forward—a new tradition, a new conception of their heritage and its value. They therefore view "development" not as a linear and evolutionary progression on the world stage, but as a cycle: one's culture can be germinated, born, flourish, grow sick and become born anew (Wallace, 1956:267).

The theory behind UNESCO's World Heritage program also lends itself to a revitalization paradigm, for it privileges the individual over and above the collective, whose identities are often predicated on opposition to other groups (Di Giovine, 2009a:78). Its meta-narrative of "unity in diversity" implicitly values not only the multiple meaning-making processes at work at any site, but implies that such a conjunction ultimately creates something greater than the sum of its parts. Indeed, a revitalization paradigm does not eschew the intervention of Outside forces—which often come in the common form of a development "plan" (Di Giovine, 2009c:218-221; cf. Norohona, 1979:9-10; Burns, 1999), the hallmark of modern development theory (Ferguson 1994:37; cf. Chambers 1994)—but examines the processes of cultural regeneration from a more equitable point of view as the product of a totalization of multiple procedures that impels locals to make significant changes to their society by calling upon, yet re-inventing, their narratively understood identity. Unlike a "development" paradigm, the revitalization model brings local "hosts" into a direct and more equal relationship with tourist "guests," as well as with the variety of other actors operating within what I have elsewhere called a "field of touristic production"—a multi-layered complex of different subjective communities engaged in Bourdieuian struggles of positioning and position-taking to create, define, and promote formative encounters with place (Di Giovine, 2009a:42-48; cf. Bourdieu, 1993). Through this process of mutual and multifarious interaction, contestation and negotiation among a diversity of individuals and communities, locals drive their socio-cultural transformation by subtly expanding their very cosmologies and how they perceive of themselves fitting into it.

The phenomenology of tourism is also extremely conducive to fostering a sense of "revitalization." Indeed, as Nelson Graburn, via Victor Turner (1974; Turner and Turner, 1978), has argued, tourism is a "sacred journey" undertaken to experience a formative change from the everyday (Graburn, 1977). Its circular, return-oriented movement gives tourism a particular ritual structure (cf. Turner 1964); it can be considered not only a *rite of passage* (van Gennep, 1960) but a *rite of intensification*—"periodic or cyclical rites that renew the social or natural world" (Graburn, 1983:12; cf. Chappel and Coon, 1942:485). Just as Wallace's revitalization movements were responses to collective crises from their surrounding environment, so too are rites of intensification responses to "group crises largely of an environmental character" (Chappel and Coon, 1942:507). It is no wonder, therefore, that tourism is, essentially, environment-oriented. No matter how active an itinerary may be, it is

always conceived of as a short-term, transitory escape from the everyday; a time of rest, a time to re-charge oneself and re-focus one's eyes. While most theorists argue that mobility or a change in place is an absolute requirement of tourism—see, for example, UNESCO's first definition of a "tourist" in 1963 (qtd. in Norohona, 1979:3)—I have elsewhere argued that this change-in-place is less an embodied change in one's physical environment than it is a perspectival one (2009a:145-149). While he assumed global mobility when constructing his famed theory of the "tourist gaze," John Urry (2002) nevertheless implied that tourism has a fundamental perspectival nature. Urry defines the term as a socially organized process of seeing a place, which is "constructed in relationship to its opposite, to non-tourist forms of social experience and consciousness" (2002:1). The gaze decontextualizes a site from its social-spatial milieu, and imposes a narrative claim upon it, much like a museum does to the objects it displays (cf. Berger, 1977; Alpers, 1991). This component is important, for it allows us to focus on the interaction itself, rather than on movement. Closing the "host"/"guest" divide in traditional tourism theory (cf. Smith, 1977), it also opens up the possibility that anyone can be a tourist, at any time: all one requires is a shift of the gaze, a change in the way he approaches the site. Tourism manifests itself equally when one travels great distances to exotic lands as it does when he temporarily succumbs to the "lure of the local" (Lippard 1998) in his own hometown.

And on the practical level, while the heritage-scape can be considered meta-social, it is not constructed through a top-down approach. That is, with rare exceptions,[1] a site must be nominated by the country in which it is found (UNESCO, 1972: Articles 3, 4, and 5). That the nomination is in the hands of the state-party, rather than outsiders, is an important facet of UNESCO's non-conflictual and democratizing procedures (Di Giovine, 2009a:79). It is at once an attempt to engage and co-opt State-parties, as well as a powerful symbolic gesture by the nation-state of international solidarity. In addition, in my research in both Europe and Southeast Asia, more World Heritage sites have been nominated through the endeavors of visionary local leaders than from the highest echelons of the nation-state. Often locals in multi-cultural societies wish to obtain recognition and economic assistance from the nation-state, precisely by leveraging potential international valorization (Di Giovine, 2009a:216). In Việt Nam, for example, the imperial capital of Huế, the sanctuary of the minority Cham people of Mỹ Sơn, and the "ancient town" of Hội An have all been designated through years of politicking between local leaders (who often solicit help from outside experts) and the national Communist party.

[1] While no World Heritage site has been designated without the consent (or initiative) of the state-party, two have been designated by United Nations-approved transitional governments: Cambodia's Angkor Archaeological Park (1992), which was designated by UNESCO during the United Nations-overseen transitional government following the defeat of the Khmer Rouge; and Afghanistan's Cultural Landscape and Archaeological Remains of the Bamiyan Valley (2003), which was designated by the Transitional Islamic State of Afghanistan shortly after the overthrow of the Taliban, who destroyed the immense Silk Road-era rock carvings of the Buddha. Reflecting the extraordinary preservation measures that were immediately needed, upon their designations, both sites were simultaneously inscribed on the World Heritage List and the World Heritage in Danger List. In addition, for political reasons, Old City of Jerusalem and its Walls (1981) was nominated by the Hashemite Kingdom of Jordan, rather than Israel. It continues to be the only site on the World Heritage List and/or the World Heritage in Danger List that is listed independently from any state-party (it is found under "Jerusalem" rather than Jordan or Israel).

To the government, who had just completed two wars against foreign "imperialists," the former imperial capital of Huế represented a distasteful mix of "feudalism"—a Marxian mode of production that ensurfed small peasantry, turning them into slaves (Tucker, 1978:53)—and collusion with Western imperialists, which was indicative of weak national leadership (After seeing him at the World's Fair in Paris, Hồ Chí Minh had famously called the puppet emperor Khải Định a "bamboo dragon"). Indeed, even more so than Mỹ Sơn, which the Americans bombarded after learning the Viet Cong were using it to hide weapons, the Việt Cong were equally to blame for the destruction of Huế; they initiated the attack, went door-to-door in a rampage of destruction, and used the fortress for cover. After the war, the impoverished locals were allowed to use the remains for firewood and makeshift shelters.

In 1980, under the patronage of the Huế Relics Conservation Center—founded during the American occupation by high-status locals such as Pham Thuận An, a descendent of Khải Định's mother—a French archaeologist submitted a report to UNESCO detailing the damage to the city, which UNESCO then forwarded to the national government. Although the government had no use for Huế's narrative, and was engaged in an even more taxing war against the Chinese-backed Khmer Rouge, they sent a Vietnamese architect Hoàng Đạo Kính to Romania and Poland for technical assistance. He was joined by Nguyễn Xuân Đồng, an archaeologist who, during the colonial period, had served as assistant curator to the Đà Nẵng Museum, which was built to house the artifacts from Mỹ Sơn and other local Cham sites. In their travels, the two met a Polish preservationist named Kazimierz Kwiatkowski—or "Kazim," as the Vietnamese will come to affectionately call him. A conservationist at the *Pracownie Konserwacji Zabytkow* (PKZ)—known in Việt Nam as the *Ateliers for the Conservation of Cultural Properties of Poland*—Kazim was persuaded to move to Huế to assist the local conservation committee put together an "action plan" for conservation (finalized in 1981) and an eventual UNESCO designation, and to assist locals in Đà Nẵng conserve the temples of Mỹ Sơn, which were badly damaged during the war.

Sometime around 1983, while Kazim was working in nearby Mỹ Sơn, he heard from some Soviet tourists of a town so perfectly preserved in its traditions that it resembled an "old Hà Nội". This was Hội An. According to one local government official, who was present at the time, "he was so surprised to see the old buildings. For Hộianese, it's normal. But he saw beauty, and came back every weekend. He did his own study. When he came to Hà Nội, he talked to the responsible person in the Ministry and said it could be a 'pearl' of Việt Nam. So government officials, who knew nothing about it, came in to study it" (qtd. in Di Giovine 2009a:263). Kazim's visit roughly coincided with a research trip by Daniel Robinson, a traveler affiliated with *Lonely Planet*, who would compile the first edition of a guidebook focusing on the three countries of former French Indochina. He received special permission to visit Hội An, and ended up dedicated a full fourteen pages to this small and relatively unknown town—stunningly, the same amount he gave to Saigon and Hà Nội. This parity of pagination conveyed the equality of value and importance of Hội An compared to Viet Nam's well-known urban centers to the north and south. When the book came out in 1991, backpackers arrived in such numbers into the small town that the Ministry of Culture and Information almost immediately established a program of tourist services there.

Locals such as the carpenter Tấn Ký realized the value in opening his home to these visitors; charging a small fee, he was able to raise funds to restore his two-level wooden home. But tourism not only provided economic value; it also valorized his family, his heritage (his family was of the wealthier merchant class in the past); and his way of life: today, his house is filled with period furniture and equipment, black-and-white photographs of his family, and their personal heirlooms—which his children now proudly explain. Because the Vietnamese government had imposed a commercial logging ban, however, it was difficult for

others to restore their dilapidated houses, preferring to tear them down and erect new ones in concrete and tin. Visionary local leaders once again acted as mediators between locals and the nation-state; they secured help from preservationists to restore a few exemplary edifices at no cost, the distribution of licenses for locals to work in the tourism sector, and limited grants for local proposals for restoration and tourism integration.

These Vietnamese cases all stand as representations of how a UNESCO designation, coupled with tourism, can fuel a revitalization movement. Locals, particularly local leaders who espouse an indigenous worldview, act as crucial mediators between "insiders" and "outsiders" in a way that continues to valorize their perspective. It is important to note that outsiders—at both the national and international level—are still involved, and indeed, play integral roles, but that they serve in a closer partnership with locals. They are called upon to assist, rather than to initiate a development plan. Indeed, rather than forcibly imposing a plan from top down—often through the co-option of local leaders—the revitalization movement grows more organically out of the "structure of the conjuncture" between locals, tourists, and leaders. And in the end, it produces a new system of values, structures and aesthetics which nevertheless make recourse to the society's particular past.

An ethos of revitalization, cultivated through tourism and preservation, can also germinate in one place and inspire World Heritage initiatives in another. One such example is Benevento, Italy—once the capital of the pre-Roman Samnite people, a prosperous Roman center of trade on the Appian Way, and the longest-existing duchy of the Lombards in Italy. The only land-locked provincial capital in the Campania region (of which Naples and the Amalfi Coast are located), Benevento is historically one of the region's poorest (Davis, 1998), and resistant to change notwithstanding intense government (monetary) intervention since the *Risorgimento* (Schneider, 1998). Despite outstanding monuments to its past history—including an exceptionally well-preserved Triumphal Arch of Emperor Trajan, thirteenth-century Romanesque bronze doors that are staples in medieval European art history books, and Santa Sofia, one of the few Lombard circular churches in existence (others are in Pavia and Ravenna)—few tourists travel to the city. Eight kilometers away, however, is the small and formerly impoverished village of Pietrelcina, the birthplace of the immensely popular 20th century Capuchin stigmatic and saint Padre Pio of Pietrelcina. While Pio's tomb and shrine is located 165 kilometers away in San Giovanni Rotondo—now the second largest Catholic pilgrimage site in the world, averaging between six and seven million visitors annually ("the same number of pilgrims as Jerusalem!" exclaims the *Gazzetta del Mezzogiorno* (2009))—Pietrelcina has been largely left off the pilgrim trail, drawing less than 10% of these pilgrims and very little tourism revenue (a typical visit lasts only about an hour and a half, and hardly even includes lunch). Yet this valorization of Pietrelcina as a site worthy of seeing—and, locals believe—a site specially blessed by Padre Pio (Di Giovine, 2009b:483), has fuelled a significant revitalization movement that has not only materially impacted the aesthetics of the town, but has served to regenerate their very identity (Di Giovine, 2009d). Reacting to a mix of extra-local pressures and the prospect of material "betterment" from tourism, the town has reformulated its idea of heritage in connection with Pio's biography—which includes valorizing (imagined) aspects of everyday life at the time of his youth, from the food they produce to the complete restoration of their city center. Yet revitalization is not simply resting on the past, stagnating it; rather, it is about calling upon locals' worldview and values to improve society in relation to outsiders. For nearly a decade, Pietrelcina's town council and its *Pro Loco* (tourism promotion organization) have secured funding from the region, nation and even the European Union to conduct excavations, restore the town center, open sustainable agritourisms, and host numerous international festivals nearly every night of the summer. These are clearly for the benefit of locals, though they reach beyond traditional

sensibilities; I asked the mayor if the locals even liked jazz, and he candidly replied "probably not, but it's important to bring culture to them."

This revitalization has rippled throughout the region, reaching Benevento. Pietrelcina's valorization has inspired a renewed local interest in Benevento's cultural attractions. Archaeological excavations and historic preservation initiatives are sweeping through the city for the first time since post-World War II reconstruction; streets are being paved and pedestrianized; even contemporary art—considered incomprehensible eyesores by many inhabitants—is nevertheless being erected in town squares. Most importantly, many citizens have begun to declare their hopes that the city will be added to Italy's long list of UNESCO World Heritage sites. Indeed, local historians and archaeologists have been given a platform for extolling the universal significance of Benevento's ancient and medieval monuments, and have secured regional and national support to nominate the city for two separate World Heritage designations: one concerning Benevento's Roman past, and the other a place on one of the two multi-city sites pertaining to the Lombard people in Italy and their *Via Sacra Langobardorum ("Italia Langobardorum"* 2010; cf. Santillo, 2004*)*, which once extended from Benevento across Italy to Monte Sant'Angelo—a sanctuary to St. Michael the Archangel, which, incidentally, lies twenty-five kilometers away from Padre Pio's main shrine of San Giovanni Rotondo. Like those of Việt Nam, the case of Benevento reveals that UNESCO's meta-narrative is inspiring at the individual level, by those confronting culture change and outside pressures on their ways of life; locals embrace the heritage-scape's potential not merely for economic benefit, but for a valorization of their culture and their history as worthy to be counted on the world stage. It also considers tourism's phenomenological aspects as a formative and re-vivifying ritual, one that bonds all those involved in a special *communitas* and is based upon deeply held narrative claims. It is thus inadequate to view the diverse touristic initiatives through a developmental paradigm for the same reason: although clearly outside forces—from national and international grants to revenue from international visitors—have helped fuel these new projects, local practitioners appropriate these initiatives to drive the movement, rather than merely "participate" in it (Di Giovine, 2009c).

All of these cases represent how a UNESCO designation, coupled with the revivifying and perspectival interaction we call tourism, can fuel a revitalization movement that creates a more inclusive and sustainable form of socio-cultural "betterment" than a traditional tourism development paradigm. It allows for greater attention to be paid to the significance of locals' discourses and practices in relationship to the panoply of other actors, and is sensitive to alternative value systems while also being responsive to the real material impacts of global forces on the local. Focusing on the transformations brought about from within a culture, in reaction to and in conjunction with outside forces, the revitalization paradigm can better capture the complex processes of negotiation that occur within a touristic field of production, as well as the variety of intertwining elements that inevitably factor into any "culture change" phenomenon. Most importantly, it provides a way to move beyond the tautology of development theory, opening the way for alternative views of how individuals and groups work to "improve" themselves as active agents, and how outsiders can productively contribute to the process on a more equitable basis.

It is in this way that sustainable "peace in the minds of men" can be truly be created.

Bibliography

Alpers, Svetlana. (1991) "The Museum as a Way of Seeing." In *Exhibiting Cultures: The Poetics and Politics of Museum Display*, Karp, I. and S. Lavine (eds). Washington, DC: Smithsonian Institution Press, pp 25-32.

Ashworth, Gregory J. (2008) "Heritage: Definitions, Delusions and Dissonances." In Rogério Almoêda, et al. (eds.) *Heritage 2008. World Heritage and Sustainable Development.*. Lisbon: Green Lines Institute for Sustainable Development, pp. 3-9.
Berger, John. (1977) *Ways of Seeing*. New York: Penguin.
Bourdieu, Pierre. (1993) *The Field of Cultural Production*. Colombia University Press, New York.
Burns, Peter. (1999) "Paradoxes in Planning Tourism: Elitism or Brutalism." *Annals of Tourism Research*. Vol. 26, No. 2, pp. 329-348.
Chambers, Robert. (1994) "Participatory Rural Appraisal (PRA): Analysis of Experience." *World Development,* Vol 22, No. 9, 1253–1268.
Chappel, Eliot D. and Carlton S. Coon. (1942) *Principles of Anthropology*. New York: Holt.
Davis, John. (1998) "Casting off 'The Southern Problem': Or, the Peculiarities of the South Reconsidered." In Jane Schneider, ed. *Italy's "Southern Question": Orientalism in One Country*. New York: Berg.
Di Giovine, Michael. (2009a) *The Heritage-scape: UNESCO, World Heritage and Tourism*. Lanham, MD: Lexington Books.
Di Giovine, Michael. (2009b) "Re-Presenting St. Padre Pio of Pietrelcina: Contested Ways of Seeing a Contemporary Saint." *Critical Inquiry*. Special edition, "The Curious Category of the Saint." Vol. 35, No. 3, Spring 2009, pp. 481-492.
Di Giovine, Michael. (2009c) "Revitalization and Counter-Revitalization: Tourism, Heritage and the Lantern Festival as Catalysts for Regeneration in Hội An, Viet Nam." *Journal of Policy Research in Tourism, Leisure and Events.* Vol. 1, No. 3, 2009, pp. 208-230.
Di Giovine, Michael. (2009d) "Saints, Citizens, Pilgrims: Religious Tourism and Revitalization in Pietrelcina, Italy." In Anna Trono, ed. *Tourism, Religion and Culture: Regional Development through Meaningful Tourism Experiences*." Galatina (Lecce), Italy: Mario Congedo Publisher, 2009, pp. 239-260.
Dure, R.P. (1974) *The prestige factor in international affairs: Proceedings from the 23rd Stevenson Lecture.* London: London School of Economics.
Ferguson, James. (1994) *The Anti-Politics Machine: Development, Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
Garcia-Fuentes, Josep-Maria. (2010) "Recycling Heritage: On a Spanish-Catalan Process." Paper presented at *Heritage 2010 – International Conference on Heritage and Sustainable Development*, Évora, Portugal, 23 June 2010.
Gazzetta del Mezzogiorno. (2009) "Sei milioni di turisti all'anno a San Giovanni Rotondo." August 28, 2009. Accessed from www.sangiovannirotondo.it on July 2, 2010.
Geertz, Clifford. (2000) *The Interpretation of Cultures*. New York: Basic Books.
Graburn, Nelson. (1977) "Tourism: The Sacred Journey." In Smith, Valene (ed.) *Hosts and Guests: The Anthropology of Tourism*. The University of Pennsylvania Press, Philadelphia: 21-36.
Graburn, Nelson. (1983) "The Anthropology of Tourism." *Annals of Tourism Research*, 10: 9–33.
"Italia Langobardorum. I Longobardi in Italia. I Centri di Potere. (568-774 d.C.)." Official 2010 "candidacy" website. www.italialangobardorum.it. Accessed on July 3, 2010.
Kane, Joe. (1993) "With Spears from All Sides." *The New Yorker*. September, pp. 54-79.
Kester, John G.C. (2010) "2009 International Tourism Results and Prospects for 2010." Report given at the UNWTO News Conference, Madrid, Spain: UNWTO, 18 January 2010.
Lefebvre, Henri. (1991) Translated by Donald Nicholson-Smith. *The Production of Space*. Blackwell Publishers, Cambridge.

Lévi-Strauss, Claude. (1974) *The Savage* Mind. London: Weidenfeld & Nicolson.
Lippard, Lucy. (1998) *The Lure of the Local*. New York: The New Press.
Matsura, Koïchiro. (2001) "The Cultural Wealth of the World is Diversity in Dialogue." In *Universal Declaration of Cultural Diversity* official packet. UNESCO. Paris: Thirty-first Session of UNESCO General Congress, November 2, 2001, pg. 11.
Matsura, Koïchiro. (2002) "The United Nations Year for Cultural Heritage." 20 March 2002. In UNESCO, *The World Heritage Newsletter*. No. 34. March-April 2002.
Norohona, Raymond. (1979) *Social and Cultural Dimensions of Tourism*. Staff Working Paper No. 326. World Bank, Washington, DC.
Rist, Gilbert. (1997) *The History of Development: From Western Origins to Global Faith*. London: Zed Books.
Santillo, Raffaele. (2004) *The Via Sacra Langobardorum: From Benevento to Gargano*. Benevento: Auxiliatrix.
Schneider, Jane. (1998) "Introduction: The Dynamics of Neo-Orientalism in Italy (1848-1995). In Jane Schneider, ed. *Italy's "Southern Question": Orientalism in One Country*. New York: Berg.
Smith, Valene, ed. (1977) *Hosts and Guests: The Anthropology of Tourism*. The University of Pennsylvania Press, Philadelphia, pp. 21-36.
Truman, Harry S. (1949) "Inaugural Address."
www.let.rug.nl/usa/P/ht33/speeches/truman.htm. Accessed on June 6, 2008.
Tucker, Robert ed. (1978) *The Marx-Engels Reader*. New York: W.W. Norton and Company.
Turner, Victor. (1967) *The Forest of Symbols: Aspects of Ndembu Ritual*. Cornell University Press, Ithaca.
Turner, Victor. (1974) "Pilgrimages as Social Processes." In Victor Turner, *Dramas, Fields and Metaphors*: *Symbolic Action in Human Society*. Cornell University Press, Ithaca: 166–229.
Turner, Victor and Edith Turner. (1978) *Image and Pilgrimage in Christian Culture.* Columbia University Press, New York.
UNESCO. (1972) *Convention Concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage*, Article 1, November 16, 1972. World Heritage Centre, Paris.
UNESCO. (1980) "Nubia: A Triumph of International Solidarity. Official inauguration of the temples of Philae and the twentieth anniversary of the International Campaign to Save the Monuments of Nubia." Booklet. March 10, 1980. Paris: World Heritage Center.
UNESCO. (1994) "Expert Meeting on the "Global Strategy" and thematic studies for a representative World Heritage List" Addendum to the "Report of the World Heritage Committee Seventeenth Session." Phuket, Thailand. Dec. 12–17, 1994.
UNESCO. (2002) "Cultural Diversity: Common Heritage, Plural Identities." Paris: World Heritage Center.
UNESCO. (2005) "World Heritage Information Kit" Paris: World Heritage Center.
UNESCO. (2007) *Another Record Year for Tourism.* Press Release, 29 January. UNWTO, Madrid www.unwto.org/facts/menu.html <accessed: 27 June 2007>
UNESCO. (2010) "Sustainable Tourism Programme." Paris: World Heritage Center. http://whc.unesco.org/en/sustainabletourism. Accessed on July 3, 2010.
UNESCO. (1976) A UNESCO report: The effects of tourism on socio-cultural values. *Annals of Tourism Research, 4*(2), 74–105.
United Nations Education Scientific and Cultural Organization. (UNESCO). (1945). *Constitution of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.* UNESCO 1st General Conference, November 16, 1945, London.

United Nations World Tourism Organization (UNWTO). (2007). *Another Record Year for Tourism.* Press Release, 29 January. UNWTO, Madrid www.unwto.org/facts/menu.html <accessed: 27 June 2007>
Urry, John. (2002) *The Tourist Gaze*. Sage, London.
van Gennep, Arnold. (1960) *Rites of Passage*. Chicago: University of Chicago Press.
Wallace, Anthony F. C. (1956) "Revitalization Movements." *American Anthropologist*, New Series, Vol. 58, No. 2. (Apr., 1956), pp. 264-281.
World Heritage Centre. (2010) "International Assistance – Statistics." Accessed from http://whc.unesco.org/en/intassistance/action=stats on May 28, 2010.
Zerubavel, Yael. (1995) *Recovered Roots*. Chicago: University of Chicago Press.

La construction de la valeur universelle exceptionnelle dans la valorisation des sites Patrimoine Mondial, entre local et mondial

Géraldine Djament-Tran
(Université de Strasbourg)
&
Edith Fagnoni
(Université de Paris IV IUFM)
&
Sébastien Jacquot
(Université de Paris I Panthéon Sorbonne)

Géraldine Djament-Tran
Maître de conférences
Université de Strasbourg
Courriel : geraldine.djament@wanadoo.fr

Edith Fagnoni
Maître de conférences
Université de Paris IV IUFM EA EIREST
Courriel : e.fagnoni@wanadoo.fr

Sébastien Jacquot
Maître de conférences
Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, IREST, EA EIREST
Courriel : sebastien.jacquot@univ-paris1.fr

La construction de la valeur universelle exceptionnelle dans la valorisation des sites Patrimoine Mondial, entre local et mondial

Résumé :

Ce texte propose de questionner la mise en récit des sites patrimoniaux, à travers la définition de la valeur universelle exceptionnelle, entre local et mondial. Une première étape consiste en l'individualisation des processus de reformulation des critères patrimoniaux lors de l'évaluation des sites candidats, permettant d'identifier l'ampleur de ces reconfigurations, et laissant place à des études plus détaillés des cas du Bassin Minier du Nord-Pas-de-Calais, de Valparaiso et de Rome. Ces trois cas permettent à la fois de complexifier l'idée d'un hiatus local / mondial, et d'illustrer les rapports possibles entre mise en récit des valeurs patrimoniales et mise en tourisme, de disjonction, de hiatus ou de superposition.

Mots clés : valeur universelle exceptionnelle, critères UNESCO, mise en tourisme, Rome, Valparaiso, local / mondial.

La construction de la valeur universelle exceptionnelle dans la valorisation des sites Patrimoine Mondial, entre local et mondial

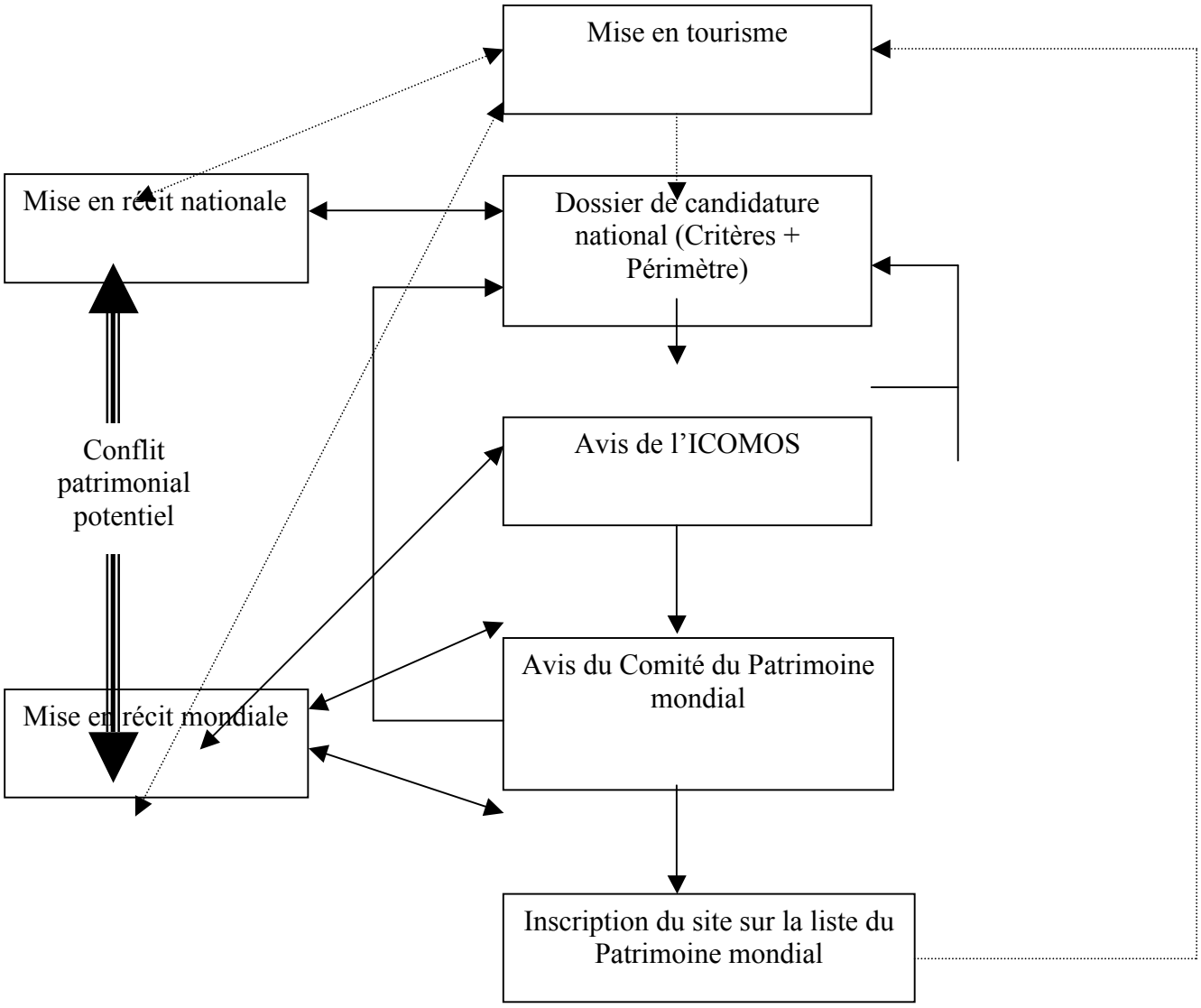
Introduction

L'inscription d'un site sur la Liste du Patrimoine Mondial donne lieu à une déclaration de valeur universelle, élément fondamental de la sélection des biens, en dépit de l'ambiguïté de l'expression (Cameron, 2005). Cette déclaration de valeur s'appuie sur une justification contenue dans le dossier de candidature, aboutissant notamment à une formalisation des valeurs patrimoniales *via* la comparaison du bien proposé avec des sites similaires dans le monde et la présentation d'un ou plusieurs critères parmi les dix critères définis dès 1978 dans les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du Patrimoine Mondial*. Ainsi le processus de candidature s'appuie sur une formalisation des valeurs patrimoniales, permettant ce passage au rang mondial (Pocock, 1997).

Cet article vise à proposer des pistes permettant de croiser enjeux de catégorisation et formalisation des valeurs patrimoniales ainsi que de définition des périmètres patrimoniaux d'une part, et impacts sur les modalités de mise en tourisme d'autre part. En effet, l'explicitation de critères et la mise en avant d'une valeur universelle exceptionnelle constituent des spécificités du Patrimoine Mondial. Cette patrimonialisation seconde se superpose alors à un cadre patrimonial national ou régional déjà existant, pouvant conduire à des déphasages et visions multiples du patrimoine, (Langfield, 2010), voire à l'échec de l'inscription (Scholze, 2008). Or le processus de candidature met en scène ces possibles hiatus, dans la définition des critères et du périmètre. Souvent, comme le montrent les évaluations d'ICOMOS ou de l'IUCN des dossiers de candidatures, les critères proposés par l'État partie ne sont pas pris tels quels mais discutés, modifiés parfois, tandis que le périmètre fait également l'objet d'une discussion, portant sur l'intégrité du site, et de la pertinence ou non d'une zone tampon. En outre une fois l'inscription obtenue, des révisions permettent de continuer la discussion des critères et périmètres.

Tous ces va-et-vient en montrent l'importance institutionnelle, de laquelle dépend la présentation des sites sur la Liste. En effet, s'y produit là un récit sur le site homologué par l'UNESCO. On peut même imaginer que cette production de récits légitimes est un des enjeux du processus de candidatures, aboutissant à la formation d'un « heritage-scape » (Di Giovine, 2009). Toutefois cette formalisation des valeurs patrimoniales demeure-t-elle déconnectée de l'évolution du site, et notamment de la façon dont les différents usagers s'approprient le site, entre résidents plus ou moins permanents et touristes ? Ou bien faut-il postuler que ces mutations dans la formalisation des valeurs patrimoniales et de leur dimension territoriale induit également des mutations dans les façons de s'approprier un site désormais patrimoine mondial de l'humanité, en tant que de nouveaux discours, de nouvelles représentations, de nouveaux programmes de médiation, mise en valeur, se mettent en place ? Nous faisons alors l'hypothèse que la mise en récit normée interagit avec la mise en tourisme.

Schéma 1 : Le va-et-vient entre échelle nationale et échelle mondiale dans l'inscription sur la liste du Patrimoine mondial



Au final, en prenant au sérieux tout le travail de formalisation du patrimoine, par périmètre et critères, il s'agit d'étudier les reconfigurations des pratiques et représentations locales par le jeu de l'inscription UNESCO et d'identifier un de ses effets les plus notables : la multiplication et l'inflexion des récits sur un site, qui en modifient la mise en tourisme.

Afin d'étudier les modalités de la mondialisation du patrimoine, cette recherche s'attache à la discursivité et éventuellement à la conflictualité liée au processus de mise en patrimoine qui, dans le cas de l'inscription au Patrimoine mondial, peut durer plusieurs années, en raison des reformulations auxquelles il donne lieu. Par exemple Carcassonne, présenté une première fois en 1985, est finalement inscrit sur la Liste en 1997, sur la base d'un énoncé de valeur radicalement différent, tandis que le Mont Saint-Michel en France inscrit dès 1979 fait l'objet d'une extension de la surface conséquente *via* la mise en place d'une zone tampon sur l'ensemble de la baie en 2007.

Ce travail de repérage prend deux volets : une étude quantitative à partir d'un échantillon des dossiers UNESCO et des évaluations d'ICOMOS et de l'IUCN, et une étude qualitative basée sur l'examen de cas particuliers, à travers tout d'abord le cas de la candidature du Bassin Minier du Nord-Pas-de-Calais, emblématique de la construction du local en même temps que de la valeur patrimoniale, puis les cas de Valparaiso et Rome qui ont été discutés et ont fait l'objet d'une renégociation multiscalaire. Il s'agit alors de repérer des heurts du travail de formalisation des valeurs, critères et périmètres, et de mettre en évidence les tensions entre échelles de signification et d'assignation des valeurs.

1. La formalisation réflexive des valeurs patrimoniales, entre critères et périmètre

1.1. Aperçus des changements de critères

Il s'agit là de prendre la mesure des reformulations de la valeur universelle exceptionnelle des sites, entre États et UNESCO, *via* ICOMOS et l'IUCN, à travers les choix des critères d'inscription. Depuis les *Orientations devant guider à la mise en œuvre de la Convention du Patrimoine Mondial* de 1978, la valeur universelle exceptionnelle des sites s'appuie sur les dix critères définis suite à leur élaboration à la première session du Comité du Patrimoine Mondial, sur proposition d'ICOMOS, IUCN, ICCROM. Ces critères ont subi des reformulations, tout en gardant chacun leur tonalité générale, destinées à déspécifier et les rendre plus souples pour accueillir de nouveaux types de biens patrimoniaux. Ainsi la reformulation du critère I vise à élargir l'idée de génie au domaine technologique, et plus seulement artistique, tandis que le critère III, au départ réservé aux civilisations disparues et aux biens relevant de l'Antiquité, peut désormais concerner toute civilisation disparue ou vivante[1]. Ces transformations dans l'énoncé des critères signifient que l'étude des reformulations des déclarations de valeur des sites pour leur inscription doit intégrer une double dimension diachronique, tenant compte de l'évolution des significations attachées aux critères suite aux changements apportés par l'UNESCO, et synchronique, dans le rapport entre critères des sites inscrits à chaque session du Comité

Une grande majorité des sites sont concernés par la reformulation des critères de candidature. Un travail d'étude de l'ensemble des dossiers de candidature et des évaluations réalisées par ICOMOS et l'IUCN, permettant de repérer des récurrences, est en cours. Sur un premier échantillon de 245 dossiers, 136 font l'objet d'une proposition de critères par les États. Parmi ces 136 dossiers, 104 sont concernés par une reformulation de critères entre la candidature par l'État partie et l'inscription finale. Cette reformulation intervient généralement au moment de l'évaluation par ICOMOS ou l'IUCN, consistant soit en la suppression d'un ou plusieurs critères, soit en la proposition de nouveaux critères. Par exemple, la cité fortifiée de Bakou est proposée par l'Azerbaïdjan au titre des critères I, IV et V, mais ICOMOS dans son évaluation ne retient que le critère IV, suivi en cela par l'UNESCO pour la décision d'inscription. Les sites du patrimoine naturel sont également concernés par ces reformulations : par exemple le complexe de conservation de l'Amazonie centrale est inscrit au titre des critères IX et X, alors que le Brésil proposait les critères VII, VIII, IX et X.

Cette modification dans des cas moins fréquents peut conduire à l'ajout de critères, par exemple dans le cas de l'inscription en 2000 des habitations majeures de l'architecte Horta, aux critères I et IV proposés par la Belgique est ajouté lors de l'inscription le critère II. Dans d'autres cas, la rupture est totale entre les critères proposés et ceux retenus : ainsi le centre

[1] Les différentes versions des *Orientations* permettent de suivre cette reformulation des critères, également objet de précisions dans une étude d'ICOMOS (2008).

historique de Santa Cruz de Mompox est inscrit en 1995 au titre des critères IV et V alors que la Colombie proposait les critères I et II.

Ce phénomène est en outre sous-estimé du fait de la méthodologie choisie, par repérage à partir des archives de l'UNESCO (dossiers et évaluations). En effet, des discussions interviennent en amont de la candidature officielle, avec les experts régionaux d'ICOMOS, qui pré-orientent déjà le choix des critères. Le cas de Valparaiso illustre cela : alors que plusieurs allers-retours entre le Chili et l'UNESCO et ICOMOS ont bien eu lieu (cf partie 2), la méthode utilisée dans la première partie du travail ne le laisse pas apparaître, car elle reste centrée sur la dernière étape du processus (transmission finale du dossier, alors que des contacts interviennent bien avant avec ICOMOS). En dépit de cette limite, l'importance des reformulations identifiées par l'examen des évaluations apparaît nettement, montrant que les reformulations constituent davantage le travail ordinaire des candidatures que des cas isoles ou des exceptions.

En outre, même lorsque les critères proposés sont retenus par ICOMOS puis l'UNESCO, des reformulations de la justification peuvent être menés ; par exemple à Liverpool les critères II, III et IV sont retenus mais la formulation du critère IV est modifiée (atténuant l'importance donnée à l'Empire britannique dans la formulation, pour transformer Liverpool en cas plus général de ville portuaire). La reformulation des critères est ainsi une pratique importante au sein du processus de candidature, qui illustre la façon dont entre local et mondial se construisent les significations et énoncés de valeurs patrimoniales.

1.2. Le critère 1, entre évidence et reformulations

Les dix critères semblent avoir un statut différent, notamment du point de vue des reformulations. Le critère I, qui renvoie à « *un chef-d'œuvre du génie créateur humain* » (version de 2005 du critère), est sans doute le critère le plus prestigieux. Outre son rang (premier), sa formulation le positionne comme un critère basé sur une valeur esthétique (à l'origine en 1978 il est formulé comme « *réalisations artistiques ou esthétiques uniques et chefs d'œuvre de l'esprit créateur de l'homme* »). Le terme « *génie* », qui le place dans le cadre d'une esthétique kantienne puis romantique, met en avant l'idée d'unicité et d'originalité. Ce critère accompagne les sites les plus prestigieux.

Le critère I est un critère souvent refusé. Ainsi parmi les 136 dossiers individualisés, il a été demandé 44 fois mais non retenu à 23 occasions, alors que les rapports sont différents pour les autres critères, par exemple le critère 4 a été retenu 58 fois dans les 82 dossiers où il était envisagé sur le même panel.

Les sites les plus prestigieux (comme l'énoncent les justifications) inscrits dans les premières années de la Liste, entre 1979 et la fin des années 1980, font largement usage du critère I, tout en faisant appel à l'évidence patrimoniale. Alors que dans la plupart des sites inscrits les valeurs patrimoniales sont façonnées par le processus de candidature lui-même, créant *a posteriori* une forme d'évidence patrimoniale, certains sites emblématiques semblent en appeler à une évidence a priori. Ainsi *« il n'y a aucun doute quant à l'éligibilité de l'ensemble d'Angkor pour son inscription à la Liste du Patrimoine Mondial. Il a même été avancé que l'absence d'Angkor sur la Liste du Patrimoine Mondial remet en question la valeur de cette liste. »* Dans ce cas les critères I, II, III, IV ont été choisis. Pour le critère I il est fait mention des *« chefs d'œuvre artistiques »* (ICOMOS), tandis que Florence *« aurait du figurer en toute logique sur les premières listes du Patrimoine Mondial et toute justification serait impertinente ou dérisoire ».* Le critère I est également mentionné, car *« l'ensemble urbain de Florence est en soi une réalisation artistique unique, un chef d'œuvre absolu ».* De même l'examen de Venise aboutit à l'évidence de son périmètre, « *ensemble dont la pertinence ne saurait être discuté* », tandis que l'évidence patrimoniale permet de mobiliser

l'ensemble des critères : tandis que l'État italien ne proposait que les critères I, II, III, IV et VI, ICOMOS a ajouté le critère V, visant une forme de complétude patrimoniale, réservée seulement à quelques sites. De même pour le Machu Pichu, inscrit en 1979, pour lequel toute justification est « *impertinente ou superflue* », le critère I là aussi est mobilisé.

Ces différents extraits datent des premiers temps de la Liste UNESCO, pour les premiers sites inscrits qui ne semblent pas pouvoir prêter à discussion, dont l'évidence patrimoniale vaut justification. La question de la construction de cette évidence demeure : est-elle le résultat d'une médiatisation multiséculaire et d'une mise en tourisme précoce, emblématique et presque paradigmatique de certains traits du tourisme culturel ?

Le critère I est d'usage plus rare par la suite. L'usage de ce critère peut être questionné par le biais des sites qui font débat : quels sont les sites pour lesquels cette distinction a été refusée, après avoir été sollicité par l'État partie dans le dossier de candidature ? En effet, nous intéresse ici les cas qui font davantage discussion, puisque c'est dans le débat et l'hésitation sur les valeurs qu'apparaissent les principes de la sélection de façon plus explicite, comme le montre l'ethnologue Nathalie Heinich (2009) à propos du travail réalisé sur l'inventaire en France. Ainsi Le Havre a été concerné par ces mutations. La France proposait l'inscription du Havre au titre des critères I, II et IV. Le critère I était justifié par la France par le travail d'Auguste Perret ainsi que l'usage novateur du béton armé. Toutefois dans son évaluation ICOMOS évacue l'argument Perret et note que l'usage du béton est déjà signifié dans les autres critères. Seuls les critères II et IV sont ainsi retenus. De même, le critère I demandé par l'Italie et la Suisse n'a pas été choisi pour l'inscription du chemin de fer rhétique en 2008. Il est argumenté par ICOMOS dans l'évaluation que ce bien est plus « *une synthèse technique originale et de grande qualité* », « *parmi d'autres à la même époque* », qu'un « *chef-d'œuvre du génie créateur humain* ».

En fait ces choix témoignent de l'ambiguïté originelle des biens à inscrire sur le site, à travers l'éclaircissement de l'idée de valeur universelle exceptionnelle. En effet, il y a bien une hésitation, relevée par Cameron (2005) à Kazan, entre « *representative of the best* » et « *best of the best* ».

1.3. La reformulation des critères : le versant institutionnel de la difficulté à lier valeurs locales et valeurs globales

Cette reformulation des critères s'inscrit-elle dans une opposition binaire entre significations locales et globales du patrimoine ? Le colloque *Linking universal and local values*, *managing a sustainable future for World Heritage* tenu en 2003 aux Pays Bas pose la question de la notion de valeur, pour y déceler les conditions d'un engagement local, à travers la participation et l'implication communautaire. L'opposition entre valeur universelle exceptionnelle et valeurs reconnues localement est posée comme possibilité, et donc celle d'un écart entre les significations patrimoniales attachées à chacun de ces niveaux scalaires, et le décalage entre le « *présupposé universaliste* » (Benhamou, 2010) et les conceptions locales.

Les reformulations des critères constituent une validation sur le versant institutionnel de cette idée, c'est-à-dire que la reformulation engage plus que les numéros de I à VI indiqués sur le site internet. Y aurait il alors décalage entre la valeur universelle communiquée aux visiteurs et celle sur laquelle se basent les populations locales, à travers toute leur diversité ?

Le site du parc naturel d'Uluru-Kata Tjuta en Australie, inscrit en 1987 comme bien naturel exclusivement, puis marqué par la prise en compte postérieure de critères culturels (V et VI) au titre de paysage culturel associatif en 1994, illustre la globalisation de valeurs restées locales dans le premier temps de la candidature (Sullivan, 2004). En cela il apparaît que ce qui fonde la valeur universelle exceptionnelle devient kaléidoscopique, en ce que les diverses perspectives sur un même bien sont intégrées. Différents registres de légitimation de

la valeur patrimoniale, devenus non concurrents, intègrent dans le même geste valeur communautaire locale indigène et valeur esthétique objectivée issue d'une certaine forme de tourisme mue par l'idée de paysages naturels.

L'UNESCO elle-même se pose la question des façons d'identifier la valeur universelle exceptionnelle sur une base renouvelée, avec une réunion à Kazan en 2005 consacrée à cette question et aboutissant à l'idée de la nécessité d'une participation plus forte des communautés locales à sa définition. Toutefois ces processus de production de la valeur universelle exceptionnelle entre local et global ne doivent sans doute pas conduire à une opposition binaire entre communautés locales et institutions mondiales.

2. De la mise en patrimoine à la mise en tourisme, itinéraires au sein de sites du Patrimoine Mondial

Il s'agit là de proposer un parcours au sein de quelques sites du Patrimoine Mondial, ou dans le cas du Bassin Minier de sites candidats, permettant de faire émerger la façon dont se construit la candidature. Dans les trois sites étudiés, Valparaiso, Rome et le Bassin Minier du Nord-Pas-de-Calais, se jouent diverses reconfigurations des valeurs patrimoniales du site UNESCO, entre redéfinition des critères et des périmètres. Ces redéfinitions sont-elles purement formelles ou participent-elles de la mise en tourisme de ces sites ?

2.1. Le Bassin Minier et la construction du local par la candidature

Le Bassin Minier du Nord-pas-de-Calais[2] représente un cas de disjonction entre patrimoine et tourisme dans le cadre de la formalisation de la candidature comme site du Patrimoine Mondial de l'Humanité. La candidature s'inscrit dans le contexte d'une désindustrialisation importante de cette région du Nord de la France dont l'économie reposait sur l'industrie charbonnière, et d'une réflexion sur la patrimonialisation des espaces industriels en friche, envisageant une conservation du patrimoine industriel et l'idée d'une mise en valeur touristique. Cette réflexion aboutit à la création de l'association BMU (Bassin Minier Unesco devenu en 2009 Bassin Minier Uni), dont le lancement public à Lens en 2003 a permis d'officialiser le projet de candidature à une inscription sur la Liste du Patrimoine mondial. Les élites publiques locales sont mobilisées : ainsi le président de BMU est le maire de Loos en Gohelle, commune anciennement minière, tandis que l'ensemble des communes et groupements de communes concernés (au total 87 communes pour le bien et 124 pour la zone tampon) ont ratifié la Charte patrimoniale du Bassin Minier, en 2005. Cette candidature s'inscrit donc dans le cadre d'une adhésion multicommunale forte, suite à une impulsion des élus locaux.

L'inscription du Bassin minier Nord Pas-de-Calais est demandée en tant que « Paysage culturel évolutif », avec l'enjeu de préserver la cohérence d'un ancien bassin industriel minier, avec ses fosses, chevalements, terrils, mais aussi les paysages et équipements liés à la vie et culture minière, notamment les cités ouvrières. Toutefois, en dépit de la volonté de se servir de la candidature comme levier de développement, le tourisme ne figure pas parmi les prérequis du montage du dossier, dont les acteurs du tourisme sont absents. Le tourisme apparaît ainsi de façon secondaire dans le Schéma de développement patrimonial ; en revanche s'y trouve la volonté de faire prendre conscience aux habitants de leur patrimoine, par leur mobilisation. La mobilisation est le versant *top-down* de la participation : il s'agit de faire participer, sous le régime de l'enthousiasme, pour susciter adhésion.

[2] Ce cas d'étude relève des recherches menées par Edith Fagnoni.

Ce premier cas présente un site encore pris dans le processus de candidature, dont le dossier a été déposé début 2010, illustrant une de ses caractéristiques, à savoir la volonté de mettre en scène une forme d'adhésion locale, à la fois des collectivités et des populations. La déclaration de valeur universelle repose sur cette construction politique et sociale, évoquant par exemple l'intégration des mineurs polonais comme un des éléments constituant cette valeur. Cette construction d'une adhésion collective locale à une présentation de la valeur patrimoniale permet-elle une reconduction de l'opposition entre échelles locale et mondiale, là en attente d'une évaluation par les organisations internationales ? Le cas de Valparaiso permet de reposer la question de la construction entre local et mondial de la valeur patrimoniale.

2.2. Valparaiso, spatialisations patrimoniales et touristiques

Valparaiso[3], inscrit en 2003 sur la Liste du Patrimoine Mondial au terme d'un long processus et de plusieurs aller retours entre le Chili et ICOMOS, illustre le cas d'une spatialisation patrimoniale problématique dans le cadre de l'inscription UNESCO, reposant sur des valeurs patrimoniales elles-mêmes non consensuelles. Or il faut poser la question des interactions avec la mise en tourisme, dans la mesure ou la candidature UNESCO a été pensée comme instrument préférentiel d'une mise en tourisme censée suppléer au déclin de nombreuses fonctions économiques (Lavaud-Letilleul, Velut, 2004).

Valparaiso au total a produit trois dossiers de candidature[4], dont les évolutions témoignent de la réécriture des valeurs patrimoniales, des catégorisations spatiales, … Or en modifiant les dispositifs de gestion patrimoniale et leurs légitimations et principes, ces inflexions ont produit des évolutions des récits sur la mise en tourisme de la ville. La mutation des pratiques touristiques est-elle alors corrélée à ces changements de récits ?

2.2.1. Les valeurs et critères

Cette première étape reprend le constat de la redéfinition des critères patrimoniaux sous l'effet de l'évaluation par les institutions internationales du dossier de candidature. Dans le premier dossier proposé en 1998, rédigé par l'équipe *Unidad tecnica del patrimonio* de la municipalité, ne sont pas proposés de critères, faute d'une connaissance détaillée de la procédure UNESCO, mais la justification repose sur l'harmonie entre la ville et son site. Or ICOMOS évalue défavorablement ce dossier, et le Chili reprend en main son écriture, en en confiant partiellement la réalisation aux services patrimoine de l'État. Les critères II, III et V sont alors proposés, en gardant l'idée d'une harmonie avec le site, mais en incluant l'influence des migrants européens (Benavides, Pizzi, Valenzuela, 1994) sur la fabrique de la ville. ICOMOS pousse alors à une réécriture générale de la justification, et suite à un colloque d'experts internationaux est proposé le seul critère III, faisant de Valparaiso non plus un site original, mais un site représentatif de la seconde phase de la mondialisation au XIXe siècle. Tout ce qui est vécu localement comme sa spécificité, notamment l'adaptation de la ville au site, et des paysages urbains étagés en fonction des pentes, est ainsi minoré.

---

[3] Ce cas d'étude repose sur plusieurs terrains menés par Sébastien Jacquot durant et après le processus de candidature, à Valparaiso, entre 2000 et 2007, à partir d'entretiens avec les acteurs et habitants, et examen des documents produits durant la candidature.

[4] Ces différentes étapes du dossier ont été mises à disposition par l'Unidad Tecnica del Patrimonio de la municipalité de Valparaiso et le Conseil des Monuments Historiques du Chili.

2.2.2. Une définition différente du périmètre UNESCO selon les critères retenus

Cette variation dans les critères, et *in fine* les valeurs, de l'inscription a également un impact sur le périmètre de candidature. En effet, l'idée d'une harmonie entre site et ville permettait de définir de façon large le périmètre UNESCO. Toutefois avec des valeurs davantage historicisées, basées sur la ville du XIXe siècle comme témoignage de la mondialisation, s'impose une définition plus stricte du périmètre UNESCO, correspondant aux quartiers historiques. Toutefois s'opère alors là un décrochage entre périmètre UNESCO et périmètre patrimonial. En effet, l'idée d'une ville dont le patrimoine est paysager et relève donc d'un paysage culturel demeure présente parmi les associations patrimoniales et les services de la municipalité, aboutissant à l'extension du périmètre patrimonial local dans le plan régulateur communal, jusqu'à englober l'ensemble des collines (dans leur partie basse) qui composent le site en amphithéâtre de Valparaiso, permettant également l'interdiction des constructions de hautes tours ruinant ce paysage, et pas seulement dans le secteur UNESCO.

Ces deux premières scènes semblent attester d'une opposition entre local et mondial, avec une reformulation du critère d'inscription qui à la fois entraîne une reformulation du périmètre et même de façon spectaculaire un changement dans l'échelle de référence patrimoniale : la place de Valparaiso dans l'histoire de la mondialisation témoigne d'un changement de perspective sur son patrimoine. Toutefois une telle opposition ne tient pas face à l'identification de relais.

2.2.3. La diversité locale de l'appréhension du patrimoine mondial

En effet, le critère retenu par l'UNESCO, basé sur le transfert de modèle et la mondialisation, relève d'un discours également véhiculé localement, et donc pas totalement exogène (Jacquot, 2007). L'opposition local / global met donc en scène davantage une société locale unitaire fantasmée : les récits mondialisés s'ancrent également localement, correspondant à certains intérêts, par exemple ceux des nouveaux entrepreneurs du tourisme, qui construisent à partir de là l'histoire de Valparaiso comme la ville des migrants anglais et allemands du XIXe siècle, et dans les hôtels de charme qui naissent dans le secteur UNESCO (*cerros Alegre et Concepcion*) cette historicité est mise en scène (voir l'ouvrage Muñoz Peña, 1999), dans le nom des hôtels (Brighton, Sommerscales), la décoration, et les paysages reconstitués (avec bow-windows, fenêtres à guillotine, toits pointus, chiens assis, …). À l'inverse les valeurs patrimoniales concurrentes correspondent également à des relais locaux particuliers, notamment les mouvements politiques contestataires face au processus de gentrification, au nom du droit de tous à demeurer dans son quartier, basé *in fine* sur le rapport harmonieux et indifférencié entre site et ville (Jacquot, 2009). Ainsi les réécritures des critères de l'inscription UNESCO ne reflètent pas uniquement une opposition local / mondial, puisqu'ils correspondent à autant de visions locales possibles du patrimoine. Dans ces réécritures, dont on vient de voir l'ancrage social, le tourisme est-il calé sur ces évolutions des critères ou s'autonomise-t-il de ces débats ?

2.2.4. Quelle mise en tourisme portée par le récit UNESCO ?

Depuis le processus de candidature UNESCO, différentes voies de territorialisation du tourisme peuvent être identifiées, correspondant à une conception du patrimoine. Ainsi les premiers temps du tourisme correspondant à la stratégie du « tout au centre », avec ouverture de nombreux Bed and Breakfast dans les quartiers UNESCO, gentrification touristique, …, manifestant une congruence entre patrimonialisation et mise et tourisme. Toutefois les pratiques touristiques se déconnectent peu à peu de cette territorialisation centrale, parcourant l'ensemble des cerros. En effet, l'expérience touristique est davantage topographique, déconnectée d'un secteur patrimonial dont les limites peuvent sembler arbitraire si les valeurs

sont non pas historiques mais basées sur la ville dans son ensemble, dans son rapport au site et à des façons de s'y mouvoir. Cela contribue à en redéfinir l'intégrité, non du point de vue de l'UNESCO mais d'une expérience touristique perçue comme transgressive, car s'aventurant dans des quartiers présentés dans les guides comme dangereux. En fait les deux modalités de découverte cohabitent : l'une basée sur les plans distribués par les acteurs publics, qui mettent en avant le secteur UNESCO, et qui dans leurs paysages reflètent l'idée d'un urbanisme européen, et l'autre, passé ce sas, basée sur une transgression des frontières. Les cartes postales, l'éclatement des ascenseurs urbains de Valparaiso dans l'ensemble de la ville ou les guides locaux encouragent à cette forme buissonnière de visite de la ville, manifestant finalement la prégnance d'une conception diffusée localement de la ville comme paysage culturel.

En ce sens, plus que le résultat final du processus de candidature, c'est bien l'ensemble des débats, options envisagées, qui permettent de rendre compte des modalités d'appropriation touristique. Valparaiso, ville kaléidoscope, se manifeste ainsi dans une pluralité de récits dont celui porté par l'UNESCO ne constitue qu'une possibilité actualisée.

2.3. Rome, un patrimoine qui va de soi ? Reformulations patrimoniales et mutations de la gestion touristique

Le cas de Rome[5] représente un exemple de redéfinition des frontières et du sens de la patrimonialisation sous l'effet du va-et-vient entre échelle nationale et échelle mondiale. La « Ville Eternelle », pionnière de la patrimonialisation (F. Choay, 1991) et de la mise en tourisme dès la Renaissance et le Grand Tour, haut-lieu du tourisme culturel et religieux, fait partie des premières villes à déposer un dossier d'inscription au patrimoine mondial dès 1979.

Sa patrimonialisation à l'échelle nationale a suivi son passage au statut de capitale de l'Italie en 1871, et a été marquée par la délimitation d'aires archéologiques, à commencer par la promenade archéologique inaugurée en 1917, et l'ouverture de musées nationaux. La première ville touristique d'Italie n'a pas attendu la désignation UNESCO pour une fréquentation touristique de masse[6], qui a explosé après la seconde guerre mondiale.

2.3.1. Extension spatiale

La reconnaissance de la valeur universelle exceptionnelle de la candidature romaine reçue le 21/03/1979 fait l'unanimité auprès des experts, comme l'illustre une fiche critique de l'ICOMOS signée A. Chastel, H. Million et J. Taralon du 10 avril 1979 (« *Le cas de Rome est trop connu pour faire discussion.* »). En 1980, l'inclusion du centre historique de Rome est considérée comme une priorité absolue pour la crédibilité de la liste, constituant un de ces sites iconiques (Cameron, 2005).

En revanche, l'ICOMOS critique non seulement le manque de documentation de la candidature, mais surtout son parti-pris spatio-temporel : l'Italie propose de se limiter à l'espace ceinturé par le mur d'Aurélien, ce qui correspond à ce que l'on pourrait appeler le « *Central Tourist District* » (Duhamel, Knafou, 2007) romain, et ne liste que de grands monuments de l'Antiquité pour étayer sa candidature[7]. Une annexe rédigée par la *Soprintendenza archeologica di Roma* souligne les problèmes posés par le nombre des

[5] Ce cas d'étude relève de plusieurs terrains de recherche menés par Géraldine Djament-Tran à Rome, et d'un travail sur les archives liées à l'inscription UNESCO, à Paris et à Rome.

[6] Les monuments et aires archéologiques nationaux romains attiraient 3788082 visiteurs en 2007 d'après l'ISTAT, et les hôtels 15 millions de nuitées en 2004.

[7] La proposition d'inscription italienne reçue le 30/04/1980 est intitulée « centre historique de Rome. Monuments et sites archéologiques situés dans l'enceinte des murs d'Aurélien »

vestiges et monuments romains, et par leur dégradation accélérée lors des 30 dernières années, sous l'effet de la pollution automobile. La documentation qu'elle fournit à l'appui de la candidature romaine[8] privilégie d'ailleurs nettement l'Antiquité. L'ICOMOS considère que « *l'ostracisme dont sont victimes les monuments postérieurs à l'antiquité ne se justifie nullement.* ». Elle recommande le 2 mai 1980 de considérer la Rome pontificale et d'étendre à l'ouest la limite de la zone inscrite au mur d'Urbain VIII, datant du XVIe siècle. L'inclusion des quartiers du Janicule et des Borghi fait référence à un patrimoine moins connu, médiéval, moderne et du 19e siècle. Le changement d'échelle temporelle induit un changement d'échelle spatiale. En septembre 1980, l'inscription du centre historique de Rome, après acceptation par les représentants italiens des modifications suggérées, au titre des critères I, II, III, VI, est votée à la 4e session à Paris.

Le Comité du Patrimoine mondial plaide également en faveur de négociations avec l'Etat du Vatican, « partie intégrante du site urbain de Rome, historiquement sinon politiquement ». Une invitation à l'accès à la Convention est envoyée au Saint Siège.

2.3.2. Le Vatican

La médiation de l'échelle internationale permet dans ce cas de surmonter en deux temps la « question romaine », conflit entre le Vatican et l'Italie réglé sur le plan géopolitique par les accords du Latran en 1929, mais qui débouche sur une dichotomie dans la gouvernance patrimoniale romaine.

L'ICOMOS insiste dans une recommandation de 1983-84 sur l'importance culturelle du Saint-Siège, inversement proportionnelle à sa superficie, et décrit un patrimoine constitué à plusieurs périodes historiques, et excédant de beaucoup sa valeur chrétienne. On peut faire l'hypothèse d'une volonté d'adaptation à des pratiques touristiques qui privilégient dans Rome deux pôles patrimoniaux complémentaires : le complexe archéologique central et le Vatican, et qui surmontent ainsi la frontière étatique intra-urbaine.

Encouragé par l'UNESCO, le Saint-Siège dépose une demande d'inscription de son micro-Etat, effective en 1984.

2.3.3. Les biens extraterritoriaux du St Siège intégré à Rome

Lors de la 12e session du Comité du patrimoine mondial qui se tient à Brasilia en 1988, un membre du Bureau observe que les inscriptions de 1980 et de 1984 ne couvrent pas l'ensemble des monuments d'une ville dont le caractère unique est unanimement reconnu.

En 1990, les biens extraterritoriaux du Saint-Siège et Saint Paul hors les murs[9] sont donc inscrits, et intégrés au centre historique de Rome classé en 1980. Cette extension de l'inscription de 1980 relève d'une correction technique à charge symbolique : l'appartenance de Rome au patrimoine mondial ne se contente plus de juxtaposer un site italien et un site appartenant au Vatican, mais intègre les deux. Auparavant, ces biens patrimoniaux appartenaient à l'Etat italien mais le Vatican en étant usufruitier[10], ils étaient gérés par la *Commissione Permanente per la Tutela dei Monumenti Storici ed Artistici della Santa Sede*. Les basiliques représentent depuis le Moyen Age des pôles d'attraction majeurs des visiteurs

[8] *Arte romana e commercio artistico oltre i confini, Roma antica e paleocristiana et Mirabilia Romae. Il centro storico nell'arte attraverso i secoli.*

[9] Par l'article 13 des accords du Latran, l'Italie reconnaît au Saint Siège la pleine propriété de la basilique Saint Paul

[10] L'article 15 des accords du Latran définit les biens extraterritoriaux du Saint-Siège comme des biens faisant partie du territoire de l'Etat italien, mais jouissant de l'immunité reconnue en droit international aux sièges des agents diplomatiques des Etats étrangers

de Rome. La cohérence du dispositif du Patrimoine mondial se trouve donc renforcée, et permet de « *réconcilier définitivement les exigences juridiques et culturelles en ne laissant subsister aucune faille dans un dispositif destiné à placer sous la sauvegarde de l'humanité l'ensemble des biens constituant la ville historique de Rome, sans distinction d'appartenance ni de statut* ».

Le passage à l'échelle mondiale permet ainsi de dépasser la frontière internationale présente au cœur de la « Ville Eternelle » - l'Italie et le Vatican signent une convention tandis que l'inscription est binationale - et promeut une conception polytemporelle du centre historique. En 1984 comme en 1990, les critères I, II, IV et VI ne posent pas problème. La reformulation patrimoniale consiste à « *protéger l'ensemble du tissu urbain de Rome, jusque dans ses édifices mineurs* », au lieu de ne considérer que les grands monuments de l'Antiquité.

L'inscription en trois temps au Patrimoine mondial du centre historique de Rome[11] conduit donc à un enrichissement des significations patrimoniales. Toutefois, on peut s'interroger sur l'impact de cette inscription sur la gouvernance patrimoniale et sur les pratiques touristiques. Si la coopération de plus en plus systématique entre l'Italie et le Vatican permet une gestion intégrée du patrimoine et du tourisme comme l'a illustré le jubilé de l'an 2000, on peut se demander si l'inscription au Patrimoine mondial ne relève pas pour Rome du simple label. Elle n'a en effet pas été suivie de l'élaboration d'un plan de gestion spécifique, et la gestion patrimoniale relève pour l'essentiel de *l'Ufficio per la Città Storica* de la municipalité, ainsi que des Surintendances archéologique et des biens culturels, organismes déconcentrés de l'Etat dépendant du *Ministero dei beni culturali*. L'organisation HERITY[12] certifie certes l'importance des sites et définit des itinéraires culturels dans la ville, mais les pratiques touristiques, anciennes et massives, semblent globalement déconnectées de cette mondialisation surimposée de la valorisation patrimoniale, même s'il est difficile dans un tel contexte d'évaluer son impact. Quoi qu'il en soit, le cas romain montre combien, même en situation de rattrapage d'une évidence patrimoniale, le changement d'échelle transforme la mise en récit, à défaut de clairement modifier la mise en tourisme.

Conclusion

La question des décalages entre valeurs locale et universelle est à présent internalisée à la réflexion de l'UNESCO, conduisant à des appels à la participation et l'élaboration communautaire Cela implique une complexification de la production de la valeur universelle exceptionnelle. Cette production implique un changement dans la perspective portée sur un bien patrimonial. Notre travail de dépouillage des évaluations d'ICOMOS et des dossiers de candidature des États membres montre que ces reconfigurations, loin de constituer une exception, relèvent du travail habituel de production de la valeur universelle exceptionnelle, et appelle à la poursuite de ce travail pour faire émerger d'éventuelles récurrences dans les modalités de reformulation en fonction des régions, types ou thèmes patrimoniaux.

[11] Le site inscrit en territoire italien couvre 1441,69 ha, le site inscrit en territoire pontifical 58,644 ha. Une zone tampon de 1346,01 ha se trouve définie en 2007.

[12] Nommée « Herity » de l'union des termes « Heritage » et « Quality », l'Organisation mondiale pour la Certification de la Qualité de la Gestion du Patrimoine culturel fournit au public des informations touristiques, via un logo placé à l'entrée de chaque site qui indique le niveau atteint dans 4 critères (importance, conservation, communication et services) et la proposition d'itinéraires, et encourage à meilleure valorisation du patrimoine

Cette appréhension globale nécessite alors l'étude de cas permettant de comprendre les modalités de ces reformulations, mais également la façon dont interagissent récits de la mise en patrimoine et modalités de la mise en tourisme. À travers le Bassin Minier, Rome et Valparaiso, sont déconstruites l'idée d'une évidence patrimoniale et la disjonction trop rapide entre local et mondial, laissant place à la formation plurielle de récits patrimoniaux, alimentés par la sédimentation de pratiques touristiques, tout en contribuant à en transformer les modalités, bien que le cas romain met en garde contre la tentation de rapporter trop directement les pratiques touristiques aux récits patrimoniaux légitimes.

Bibliographie

Benavides Juan, Pizzi Marcela, Valenzuela Maria Paz. (1994), Ciudades y arquitectura portuaria, Los puertos mayores del litoral chileno, Editorial Universitaria, Santiago du Chili, 146 p.

Benhamou Françoise. (2010), L'inscription au Patrimoine Mondial de l'Humanité, Revue Tiers-Monde, 202, avril juin, pp. 113-130

Cameron. (2005), Evolution of the application of Outstanding Universal Value for cultural and natural heritage, Keynote paper in Kazan, Dans : ICOMOS 2008, The World Heritage List, What is OUV ? Defining the Outstanding Universal Value of Cultural World Heritage Properties, Monuments and Sites, XVI, ICOMOS ed., pp. 71-76

Choay Françoise. (1999), L'allégorie du patrimoine, Seuil, Paris, 270 p., (La couleur des idées)

Di Giovine Michael. (2009), The heritage-scape, UNESCO, World heritage and tourism, Lexington books, 519 p.

Duhamel Philippe, Knafou Rémy. (2007), Le tourisme dans la centralité parisienne, Dans : Saint Julien, Le Goix, La métropole parisienne, Centralités, inégalités, proximités, Belin, Paris, pp. 39-62

Heinich Nathalie. (2009), La fabrique du patrimoine, de la cathédrale à la petite cuillère, Ethnologie de la France, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 288 p.

ICOMOS (Jokilehto Jukka comp.). (2008), The World Heritage List, What is OUV ? Defining the Outstanding Universal Value of Cultural World Heritage Properties, Monuments and Sites, XVI, ICOMOS ed., 110 p.

Jacquot Sébastien. (2007), Pour une définition relationnelle des termes Nord et Sud : Gênes et Valparaiso, Autrepart, On dirait le Sud ..., Vol. 41, pp. 181-194

Jacquot Sébastien. (2009), Les figures de la ville, éléments de compréhension des débats sur la ville, à Gênes et Valparaiso, Dans : Vallat C., Dufaux F., Lehman-Frisch S. (coord.), Pérennité urbaine, la ville par-delà ses métamorphoses, volume 3, Essence, l'Harmattan, Paris, pp. 165-177

Langfield. (2010), Global heritage: perspectives from the Northern Territory, Australia, International Journal of Heritage Studies, 16: 3, 187-206

Lavaud-Letilleul Valérie, Velut Sébastien. (2004), Valparaiso : la portée de l'inscription au Patrimoine mondial de l'humanité face aux logiques touristiques locales et régionales, conférence Journées Tourisme et Patrimoine. (2004), Saumur

Merode, Smeets, Westrik (ed.). (2004), L'union des valeurs universelles et locales, La gestion d'un avenir durable pour le patrimoine mondial, World Heritage Papers 13, ed. UNESCO, 203 p.

Muñoz Peña Manuel. (1999), Ayer soñé con Valparaíso, Crónicas porteñas, RIL editores, Santiago, 327 p.

Pocock. (1997), Some reflections on World Heritage, Area, vol 3 n. 3, pp. 260-268

Scholze. (2008), Arrested heritage, The Politics of Inscription into the UNESCO World Heritage List: The Case of Agadez in Niger, Journal of Material Culture, 13, pp. 215-231
Sullivan Sharon. (2004), Local Involvment and Traditionnal Practices in the World Heritage System, Dans : Merode, Smeets, Westrik (ed.), L'union des valeurs universelles et locales, La gestion d'un avenir durable pour le patrimoine mondial, World Heritage Papers 13, ed. UNESCO, pp. 49-55

Entre l'expérience du touriste et le quotidien de l'habitant : les enjeux locaux du patrimoine mondial

Mathieu Dormaels
(Université du Québec à Montréal / Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse)

Mathieu Dormaels
Doctorant en muséologie, médiation, patrimoine
Université du Québec à Montréal / Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse
Institut du Patrimoine
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succursale centre-ville
Montréal (QC) H3C 3P8
CANADA
Courriel : mat_dormaels@yahoo.com

Entre l'expérience du touriste et le quotidien de l'habitant : les enjeux locaux du patrimoine mondial

Résumé :
À l'image de la société au tournant du siècle, le patrimoine mondial change, et à l'instar de la notion de patrimoine, il se complexifie. Conçu au départ comme un instrument de sauvegarde des biens culturels et naturels exceptionnels de l'humanité, au service du projet pacifiste de l'UNESCO, le patrimoine mondial est devenu, aussi, une sorte de « label » que le secteur touristique, industrie et institutions, utilise aux fins de son développement. L'objet « patrimoine mondial » n'est donc plus seulement un monument historique, un artefact remarquable, mais plutôt un ensemble complexe constitué de l'objet, de son environnement physique et social, des modes de vie et des savoirs des habitants, de la culture et de « l'esprit » du lieu. La complexité, et la polysémie qui en résulte, peuvent alors créer des zones d'incompréhension, et finissent par rendre peu lisible ce qui est « patrimoine mondial ». En revanche, l'industrie s'accommode bien de ce flou en mettant en avant des éléments plus efficaces pour sa promotion, alors même qu'ils ne sont pas au cœur de l'inscription.
Cette multiplicité de sens, de strates de signification, exige du responsable du site, lors de la constitution du dossier de candidature et du plan de gestion, d'avoir une vue plus globale. Pourtant, si les gestionnaires du patrimoine mondial s'intéressent de plus en plus aux habitants, ils le font encore dans une perspective qui reste culturelle. En d'autres termes, bien que les recommandations de l'UNESCO suggèrent de maintenir les populations dans les quartiers inscrits, on les intègre rarement dans les projections de développement urbain qui prévoit les modifications potentielles suite à cette reconnaissance. Pourtant, celles-ci ont des répercussions directes sur l'habitabilité du quartier. De plus, pour le touriste, l'authenticité de l'expérience repose sur la rencontre entre ses attentes et ce qu'il trouve effectivement. Or, comme l'ont démontré certaines études récentes, l'identité véhiculée par l'image du patrimoine mondial se réfère surtout aux habitants et aux modes de vie.
Mais ces transformations, pour être comprises et gérées, ne devraient-elles pas être lues dans la perspective plus globale de la relation entre tourisme et habitat ? Et pour comprendre celle-ci, ne peut-on pas envisager qu'il s'agisse là de modalités de pratiques différentes des lieux ?
En reprenant ici certains travaux récents sur l'authenticité en tourisme, et dans une approche transdisciplinaire de la notion d'habiter, on présentera comment différentes recherches sur ces sujets convoquent un même cadre conceptuel, celui de l' « être-là » (*Dasein*) de M. Heidegger. Nous verrons que, envisagées ainsi, la pratique quotidienne de résidence et la pratique expérientielle du tourisme peuvent, ou non, coexister théoriquement et quels enjeux elles supposent.
Enfin, et à partir de quelques cas, nous formulerons des hypothèses, des pistes de réflexion qui si elles pourraient permettre de mieux comprendre ces enjeux, se veulent surtout ouvertes à de futures discussions.

Mots clés: patrimoine mondial, habitant, touriste, authenticité, expérience

Entre l'expérience du touriste et le quotidien de l'habitant : les enjeux locaux du patrimoine mondial

Introduction

Vivre dans le patrimoine, et particulièrement dans le patrimoine urbain, c'est vivre dans un environnement complexe. En effet, ces lieux sont au croisement de logiques et d'enjeux multiples dont la conciliation reste un défi pour les responsables locaux. Pourtant, si l'on observe bien ces situations, il semble difficile de les décrire tout à fait, précisément, objectivement. Il demeure un certain flou qui en limite l'analyse et la compréhension. Or, comme décrire est le premier travail du chercheur, connaître ces phénomènes nous semble essentiel pour réussir dans la gestion de ces sites. Entre tous, le patrimoine mondial accentue encore cette complexité de deux manières. D'abord, il ajoute un niveau supplémentaire d'interprétation, entraînant d'autres dynamiques qui viennent s'ajouter à celles préexistantes. Mais c'est aussi par son effet d'exacerbation des enjeux locaux qu'il rend ces sites particuliers.

Cependant, la description de ces phénomènes n'est pas aisée, car elle suppose l'appréhension d'enjeux qui relèvent de différents cadres d'interprétation. Il apparaît donc difficile d'y parvenir depuis une perspective « uni-disciplinaire ». On observe d'ailleurs que certains cadres théoriques sont convoqués par différentes disciplines lorsqu'il s'agit d'examiner les phénomènes résidentiels et touristiques.

On se propose donc ici de rapprocher les études sur ces objets, et qui utilisent les mêmes cadres théoriques et la même perspective : considérer qu'il s'agit de modalités de pratiques différentes de ce que serait « l'habiter », au sens de M. Heidegger. Nous verrons comment, envisagées ainsi, la pratique quotidienne de résidence et la pratique expérientielle du tourisme peuvent, ou non, coexister théoriquement et quels enjeux elles supposent. Nous verrons enfin qu'elles renvoient toutes les deux à la notion d'authenticité (on préfèrera le mot de « notion » tant il paraît difficile, comme on le verra, de faire de l'authenticité un véritable concept), laquelle peut se voir quelque peu dénaturée dans certains sites, notamment du patrimoine mondial.

1. Que signifie « habiter le patrimoine » ?

On admet couramment que la protection et la conservation du patrimoine, surtout bâti, passent par l'attribution d'une fonction nouvelle pour « lui accorder un rôle dans la société actuelle, bref (…) l'habiter » (Gravari-Barbas, 2005 : 11). Derrière cet « habiter », on peut entendre la fonction de résidence ou, plus largement, l'usage de lieu pour travailler, évoluer, circuler, se divertir, etc. Mais dans tous les cas, cela « intègre le temps long, celui des saisons, des années, voire des générations successives » (Bossuet, 2005 : 27). Cette temporalité longue semble être une première caractéristique de l'habiter.

Bossuet (2005 : 37) propose dans sa recherche deux logiques d'usage des lieux par des résidents – identitaire et fonctionnelle – qui conduisent à quatre types, correspondant aux quatre modes « d'habiter le patrimoine » qui « résultent de constructions socioculturelles et historiques différentes ». Il semble donc également important de considérer les habitants, non pas comme un groupe homogène, mais composé de sous-groupes ayant des relations et des représentations sociales différentes selon les cas et les lieux.

Il existe enfin une possible caractéristique, applicable à l'habiter dans un environnement urbain patrimonial, dans l'apparente inadéquation d'un lieu de vie devenu patrimoine avec sa

fonction résidentielle. Celle-ci semble être une conséquence de la façon dont s'effectue généralement la reconnaissance patrimoniale légale. En effet l'examen de l'objet, qui doit déterminer son statut, est le plus souvent mené par des spécialistes du secteur culturel, et non du développement urbain. Cela est particulièrement vrai dans le cas du patrimoine mondial où « les considérations culturelles dominent l'ensemble du processus » (Russeil, 2005 : 337). Le cas de Québec, par exemple, révèle que « les dossiers relatifs à l'Arrondissement historique de Québec ne mentionnent ni les déplacements de population qui ont déjà lieu, ni les modifications récentes de la structure sociale du quartier, ni les liens fonctionnels qui existent entre le Vieux-Québec et le reste de la ville » (Russeil, 2005 : 341). Or on voit bien le paradoxe de cette omission des résidants puisque ce sont eux, dans la ville de Québec du moins, qui sont les porteurs de l'identité, ou des identités, du lieu, et que ce sont eux qui défendent ultimement la préservation et la mise en valeur du site (Evans 2002 ; Marcotte et Bourdeau, 2008). On oublie trop facilement semble-t-il qu'il ne s'agit pas simplement d'un habitat, lieu physique de résidence, mais de la « maison », c'est-à-dire d'un endroit porteur d'autres significations.

Partant d'une approche ethnologique, Rautenberg affirme que la maison est « une matrice méconnue du rapport au passé » (2003 : 85), il se réfère évidemment à beaucoup plus qu'au seul bâtiment. C'est d'ailleurs pour lui l'erreur que commettent nombre de spécialistes du patrimoine qui n'y verraient qu'un « stigmate d'une représentation du passé que notre regard projette sur un territoire déterminé » (Rautenberg, 2003 : 91). Il propose donc de considérer la maison, « contenu » et « contenant », conjointement à ce qu'il nomme la « mémoire domestique » et qui regroupe l'ensemble des savoirs transmis au sein du groupe, et qui lui permet de s'inscrire dans un espace « socialisé et historicisé » (Rautenberg, 2003 : 85). Néanmoins, on peut aller plus loin dans l'étude de ce patrimoine, en évitant l'écueil qu'il soulève, notamment en considérant le patrimoine domestique au sens où l'entend Fourcade (2007), c'est-à-dire en étudiant à la fois les objets, l'espace domestique dans lequel ils se situent et leur disposition particulière dans celui-ci. Cette auteure, dans son étude des objets collectionnés par des membres de la diaspora arménienne à Montréal, propose une topographie des espaces domestiques (Fourcade, 2007 : 160-207) qui révèle les différents niveaux d'intimité propre à chaque espace. L'univers domestique y est abordé comme un territoire de l'identité. Cette perspective ethnologique souligne, nous semble-t-il, des éléments indispensables à la compréhension de ce que signifie « habiter le patrimoine ». D'une certaine manière, le caractère patrimonial de l'habitation, pour ses caractéristiques propres ou sa situation dans un ensemble, modifie et déplace ces niveaux d'intimité.

D'un point de vue plus anthropologique, on peut dire que, au-delà de la construction matérielle, l'architecture et l'organisation urbaine sont des phénomènes sociaux et culturels. L'espace constitue également une « dimension cachée » de l'être humain, il est une représentation construite qui dépend donc du contexte culturel de sa production (Hall, 1966). Comme le propose l'approche de l'anthropologie de l'espace (Segaud, 2008), l'architecture « informe » sur les groupes sociaux, mais elle influe aussi sur leurs relations et contribue à la construction de l'ordre social. L'homme « édifie » son espace en tant que lieu de son identité et de sa continuité (Choay, 2006).

Conséquemment, on comprend combien l'espace de l'habitant est différent de l'espace du touriste, même s'il s'agit du même lieu, au même endroit, et particulièrement dans un environnement patrimonial. De plus, dans le cas du patrimoine mondial, la notion suppose déjà une construction symbolique de culture occidentale, souvent plus proche de celle des touristes que des habitants. Il est bien certain que cela pose un problème majeur puisque la signification de la ville se détache alors de celle que lui donnent les populations locales.

Comme nous le verrons plus loin, ce fût un problème posé à l'UNESCO et qui, bien qu'il ait fait l'objet de nombreux débat reste toujours nécessaire pour comprendre ces lieux.

Mais le concept d'habiter est lié à une autre notion, celle de la mobilité. En effet, pour définir l'habitant, on se réfère souvent aux données géographiques de l'endroit où l'on réside. Cette définition topographique a longtemps été celle utilisée en géographie, mais d'autres définitions sont aujourd'hui proposées pour répondre aux réalités de l'habiter contemporain. Premièrement, les découpages sur lesquels s'appuyaient de nombreux travaux ont été revus, et particulièrement celui de quartier, très utilisé quand il s'agit de patrimoine. D'un ensemble urbain défini et délimité, la définition du quartier a évolué, au gré des études qui ont démontré son inconsistance, pour devenir un espace perçu pour certains, un espace vécu pour d'autres (Di Méo, 1994 : 265-268). Dans tous les cas, ici encore, c'est la pratique du lieu par un individu qui l'appréhende et se l'approprie, qui donne au quartier sa fonction de médiateur du social et de l'identitaire (Di Méo, 1994 : 270). Deuxièmement, il faut considérer que les individus doivent aujourd'hui être pris en compte dans un contexte de mobilité accrue (Stock, 2004). Stock propose de considérer la façon dont les individus « pratiquent des lieux ». C'est donc cette pratique qui permet de définir le mode de relation au lieu, et sa représentation, pour l'individu. La notion de « l'habiter » serait donc l'articulation d'un type de pratique et de certaines significations du lieu pour l'individu. Dans cette perspective, la « familiarité » d'un lieu ne repose plus sur sa proximité géographique, et le lieu « habité » n'est plus nécessairement unique. Stock (2006) parle en ce sens de « l'habiter poly-topique » pour les sociétés à individus mobiles. Cela ne signifie par pour autant que la pratique soit unique et tout à fait définie, et il est possible de mettre en évidence plusieurs types d'habitants en tant qu'ils développent plusieurs pratiques du lieu relevant de cette notion d'habiter. C'est en ce sens que l'on peut par exemple dissocier les résidents principaux des résidents secondaires ou des touristes-résidents. Si Stock (2004) propose que, au lieu de la proximité, la variable utilisée pour déterminer la familiarité avec les lieux soit la fréquence, on peut se demander pourquoi ne pas utiliser d'autres variables objectives (la durée de séjour) ou plus liées à la culture (langue, croyances…) voire à l'histoire personnelle des individus (immigrés ou exilés par exemple). C'est justement dans cette diversité de facteurs que réside la richesse que permet la prise en compte de la pratique comme élément déterminant de la relation au lieu et à ses significations.

2. Le tourisme comme mode de pratique des lieux

Si l'on peut se demander ce que signifie « l'habiter », on peut aussi se questionner sur ce que signifie être touriste dans un lieu. Il est notable qu'il n'existe pas de verbe, comme si la condition de touriste ne pouvait en soi produire une action définie qui lui serait associée. Donc on visite, on découvre, on apprend, on se divertit ou encore on se repose, mais il n'est pas question de « tourister ». En fait, la plupart des définitions précises existantes sont celles nécessaires aux calculs statistiques, telle que celle de l'Organisation Mondiale du Tourisme pour qui le tourisme est l'ensemble des « activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans les lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs non liés à l'exercice d'une activité rémunérée dans le lieu visité » (Nations Unies et OMT, 2000). Pourtant, on peut se demander si « l'être touriste » n'est pas l'articulation entre une autre pratique et une autre signification différente d'un lieu. En effet, le touriste peut lui aussi être dans un espace symboliquement construit, dont la représentation dépend de sa culture d'origine et de ses savoirs et expériences antérieurs, mais aussi de la façon dont le lieu est « médiatisé » au sens propre. Comme le soulignent plusieurs travaux, les

lieux que l'on visite ont une « image » qui, non seulement se répète à l'identique d'une brochure à l'autre, mais en plus est reproduite par les touristes eux-mêmes au moment de prendre leur propre photographie. Cette construction antérieure au voyage constitue « l'horizon d'attente » du touriste, auquel il est possible d'associer des valeurs recherchées par celui-ci pendant sa visite. Dans le cas du patrimoine culturel par exemple, Patin (1988 : 20) propose 6 valeurs de l'image du patrimoine, qui créent son attractivité pour le touriste : évènementielle, de modernité, de notoriété, d'individualisation, de renforcement de la charge symbolique et de participation. D'autres chercheurs, comme MacCannell (1973), associent cet horizon d'attente avec la quête d'authenticité, que l'on aurait tendance, par détournement selon lui, à mettre en scène (*staged authenticity*). Pour lui, « *The term "tourist" is increasingly used as a derisive label for someone who seems content with his obviously inauthentic experiences* » (MacCannell, 1973 : 592). Cette notion d'authenticité peut être, comme on le verra plus loin, une voie pour comprendre les difficultés de cohabitation des habitants et des touristes, et de leurs pratiques.

En tant que pratique donc, le tourisme peut se définir par 3 aspects (Stock, 2005) : le déplacement, la mise à distance du lieu et la récréation, elle-même catégorisée en « jouer », « se reposer » et « découvrir ». Mais on pourrait ajouter qu'il s'agit d'une pratique spatialisée en tant qu'elle exige la présence physique dans un lieu. C'est elle qui permet, selon MacCannell d'accéder à la reproduction sociale (MacCannell, 1976 : 45) et au *truth marker* présents sur place (Mac Cannell, 1976 : 137). Dans l'exercice de cette pratique, on observerait une appropriation des lieux par les touristes, tant par la rencontre avec leurs attentes (individualisation, charge symbolique et participation chez Patin) que par les références identitaires mises en évidence par certaines études (Duhamel, 1997 et Stock, 2001 cités dans Stock, 2005). En ce sens, la pratique touristique pourrait être une pratique concurrentielle à celle d'habiter, dans l'appropriation du lieu, en ce quelle relève de fins différentes et suppose donc des stratégies propres. De plus, il va de soi que cette appropriation a une temporalité qui est elle aussi différente. Sa courte durée a conduit à qualifier la pratique touristique d' « expérience ». Le lieu est donc appréhendé et compris dans l'instant de sa visite, instant qui doit concentrer « l'essentiel », et rendre le tout cohérent.

Par ailleurs, lorsque l'on s'intéresse à la définition du tourisme et l'évolution de celle-ci, il semble que l'une des notions clés soit celle de l'authenticité. Depuis les travaux de MacCannell, et à l'instar de la notion de patrimoine, la notion d'authenticité a évolué et s'est transformée pour suivre l'évolution du tourisme. Ce sont toujours de nombreux travaux et articles qui y sont consacrés dans les revues spécialisées ces 10 dernières années, en français (Amirou, 2008; Brunel, 2006; Cravatte, 2009; Géraud, 2002) ou en anglais (Belhassen et Caton, 2006; Chambers, 2009; Cole, 2007; Olsen, 2002; Pendlebury, Short et While, 2009; Reisinger et Steiner, 2006; Steiner et Reisinger, 2006; Wang, 1999). Comme le propose Wang (1999 : 350), il nous semble pertinent de distinguer 3 types d'authenticité : l'authenticité « objective », l'authenticité « construite » (issue d'une approche constructiviste), et l'authenticité « existentielle ». Sans revenir sur la définition de ces notions, rappelons juste que les deux premières sont liées à l'objet qui motive la pratique tandis que la troisième est liée à la pratique elle-même. Cette notion « d'authenticité existentielle », qui s'appuie sur la conception heideggérienne du *Dasein*, de « l'être-là », est convoquée par de nombreux textes, certains comme Reisinger et Steiner n'hésitant pas à conclure que toute autre définition conceptuelle de l'authenticité « n'a plus sa place dans la recherche en tourisme » (Reisinger et Steiner, 2006 : 66 et 81). Notre propos n'est pas ici de revenir sur ce concept , si s'en est bien un, ou d'en discuter la pertinence et ses éventuelles limites. En revanche, il nous semble intéressant de souligner que c'est précisément une théorie de l'habiter qui est utilisée pour définir la pratique touristique. En effet, cette proximité conceptuelle entre le tourisme,

envisagé comme pratique et l'habiter, compris dans le même sens, suggère qu'il puisse être possible de mieux les comprendre l'une par rapport à l'autre. En effet, au-delà des travaux d'Heidegger, de récentes études sur les modes d'habiter s'appuient sur ce cadre théorique, comme par exemple ceux de Hoyaux (2002 et 2003) en géographie. Bien entendu, il faut préciser ici qu'Heidegger ne concevait pas l'habiter dans le simple sens de la résidence, mais plutôt comme la condition fondamentale de l'être humain. En ce sens, ce que l'on se propose de rapprocher ici, à savoir le tourisme, peut-être considéré, au même titre que la résidence, comme une pratique de l'habiter heideggerien.

3. Espace vécu *vs* espace expérimenté

Comme on l'a vu, nous transformons notre espace et celui-ci participe de la construction des groupes sociaux. Il s'agit donc d'une interaction entre le lieu, les pratiques de celui-ci et ceux qui se définissent par ces pratiques. Mais toutes les pratiques peuvent-elles coexister ? Le fait que certaines soient concurrentielles n'implique pas nécessairement leur antagonisme. Par exemple, les pratiques patrimoniales qui participent de la construction d'une représentation du lieu dans son historicité et sa préciosité, c'est-à-dire qu'il soit lisible et en bon état, impliquent des actions de restauration et de préservation compatibles avec des politiques d'amélioration de l'habitat et de contrôle du développement urbain. À l'inverse, ces mêmes pratiques peuvent conduire à des phénomènes de *gentrification* qui, sans aller contre la fonction d'habitat, la transforme profondément. Mais la pratique touristique est-elle compatible avec celle d'habiter ?

Il semble que, dans leurs conséquences sur l'évolution physique de l'espace, ces pratiques ne soient pas facilement compatibles. En effet, pour satisfaire les exigences de l'expérience touristique, l'espace doit être modelé pour répondre aux différents aspects de cette pratique. Si l'on reprend les trois déjà mentionnés, il doit donc offrir la possibilité d'être présent dans le lieu, non comme spectateur, mais comme partie de celui-ci. Mais il doit aussi permettre de le mettre à distance temporairement et de s'en extraire. Il doit enfin autoriser la récréation à travers le jeu, le repos et la découverte. En termes urbains, il est facile de constater que nombre de lieux ont été aménagés en ce sens, puisqu'il s'agit là précisément du processus de valorisation touristique à travers la préservation, la mise en valeur et l'interprétation. On retrouve alors des circuits alternant les passages au cœur du lieu, et sa mise à distance par des points de vue permettant la photographie ou des boutiques d'achat de souvenirs, et qui sont ponctués par les équipements et les commerces nécessaires à la découverte (musées par exemple), au jeu (boutiques, animations, etc.) et au repos (hôtellerie, cafés et restaurants, etc.). Souvent ces aménagements sont dénoncés par les habitants, chacun invoquant tout et son contraire selon les besoins et la situation. Mais c'est bien le déséquilibre que cela génère qui est à la source des dysfonctionnements que l'on observe souvent. Qu'il y ait trop de touristes ou pas assez, trop de bruit et de circulation ou pas assez d'intérêt pour une zone délaissée, tous les arguments sont bons, car il ne s'agit pas tant de la réalité urbaine dans laquelle tous vivent, mais aussi de l'espace tel que chaque individu se le représente.

Dans le cas du patrimoine mondial, on note que ces enjeux locaux de pratiques ne sont pas différents, mais qu'ils sont exacerbés. En effet, ce qui diffère ici, c'est que la notion de patrimoine mondial étant elle-même un construit relevant d'un contexte culturel particulier, elle vient se surimposer et ajouter une « couche » supplémentaire de signification. Or dans de nombreux cas – et même de plus en plus nombreux au vu de la croissance rapide de la liste – la culture locale peut difficilement intégrer cette nouvelle couche, car la culture « hôte » diffère de celle, occidentale, dont est issu le patrimoine mondial. Cette réflexion n'est pas nouvelle puisqu'elle fut déjà l'objet de la réflexion de la communauté internationale dans les

années 1990, et particulièrement lors de la conférence de Nara en 1994. « L'authenticité » apparaissait déjà comme une donnée majeure à la définition problématique. Pourtant, c'est une notion riche quand il s'agit de comprendre les pratiques touristiques.

4. Authenticité et expérience

Constater les antagonismes entre pratiques touristiques et pratiques de l'habiter ne suffit pas à les comprendre et les résoudre. En effet, il n'y a rien qui permette de conclure à leur possible ou impossible coexistence, au-delà des choix pratiqués dans les politiques d'aménagement et qui ne reposent souvent que sur des arguments externes, notamment économiques. Bien entendu, il ne s'agit pas de ne pas prendre en compte les contraintes de développement qui relèvent de l'économie locale ou de la gestion politique, mais il semble que se limiter à ces considérations ne peut déboucher qu'au choix de l'un ou de l'autre. Ne serait-il pas possible, en cherchant à comprendre les enjeux de ces pratiques et leur fonctionnement, de proposer des solutions alternatives qui concilient les différentes pratiques?

La proximité conceptuelle mise en évidence précédemment entre ces pratiques permet de faire deux considérations. La première est que si le tourisme et l'habiter sont deux pratiques qui construisent le monde en tant qu'ils sont la conséquence de la projection dans l'espace du soi de l'être-là, il faut considérer cette complexité dans l'analyse et la gestion de la ville. En effet, à partir du moment où ces deux pratiques coexistent, qu'elles se rejoignent où s'opposent, elles laissent toutes les deux leur « couche de signification » dans la construction de la ville et de sa représentation. Stock parle, pour les sociétés à individus mobiles, de spécialisation des lieux faisant qu'« à chaque pratique, son lieu approprié » (Stock, 2006). Mais que se passe-t-il dans le cas où différentes pratiques coexistent ? D'ailleurs, de la théorie à la réalité, dans bien des cas ce sont différentes pratiques qui coexistent. Plus encore, nous ne pensons pas concevable qu'existe seule la pratique touristique dans un lieu donné, à moins précisément d'être à *Disneyland*, lieu spécialisé par excellence dans l'immersion et la récréation. Il paraît donc important, tout en considérant que le lieu puisse tendre vers une spécialisation, de ne pas négliger les autres pratiques possibles dans un lieu donné. Nous reviendrons plus loin sur les implications de ceci. La seconde considération regarde plutôt la nature du tourisme, dans une perspective plus ontologique. En effet, si l'on regarde la pratique touristique à travers le cadre conceptuel heideggerien, privilégiant ainsi « l'authenticité existentielle » et « l'expérience touristique », alors on doit bien constater qu'il s'agit souvent d'une pratique qui découle plutôt de la projection de « l'être-en-commun » (*Mitsein*) que de « l'être-là ». En effet, les pratiques de groupes organisées, et dans lesquelles l'individu ne se différencie pas du groupe, seraient alors précisément « inauthentiques » aux yeux de la philosophie heideggerienne. Bien sûr, il ne s'agit pas de rejeter en bloc toute pratique du tourisme impliquant plusieurs individus, ou organisées par un opérateur, au sens premier du terme. En effet, la conception heidegerrienne n'implique pas la solitude au détriment du social, à condition que cela n'anéantisse pas le soi de l'individu au profit du « on ». Dans tous les cas, il convient donc de définir plus précisément ce que l'on entend par « pratique touristique » lorsque l'on parle d'authenticité existentielle, sans quoi l'on risque d'inclure des pratiques incompatibles avec cette notion, et donc de générer un travers épistémologique. Cette remarque va d'ailleurs dans le sens de celle de Steiner et Reisinger quand au problème épistémologique généré par le peu de prise en compte, pour ne pas dire l'oubli, de la notion d'angoisse, et qui fait partie intégrante de la théorie d'Heidegger (Steiner et Reisinger : 2006, 313).

5. Une négociation « sincère »

Comment donc gérer le développement de lieux, notamment les centres-villes historiques et particulièrement ceux inscrits sur la liste du patrimoine mondial ? L'évolution du patrimoine mondial répond, selon nous en partie à cette problématique, par nécessité sans doute de s'adapter à la réalité des situations. En effet, à partir de 1994, avec la conférence de Nara sur l'authenticité et la mise en place de la « stratégie globale », les « communautés » n'ont cessé de prendre de l'importance. Le respect des cultures locales et des populations, de leurs intérêts et de leurs volontés, et la nécessité d'obtenir l'adhésion populaire, sont devenus des conditions préalables à l'inscription. Dans une récente communication, nous mettions en évidence cette différence dans la présentation des propositions d'inscription des deux sites urbains inscrits au patrimoine mondial au Canada : le Vieux-Québec et le Vieux Lunenburg (Dormaels, 2010). Comment donc concilier l'extrême spécialisation de la pratique touristique, surtout après une inscription sur la liste, avec celle de l'habiter – considérant que « habitants » et « communautés » ne sont pas pour nous synonymes ? Cela revient à poser la question de la nécessaire implication des habitants dans la gestion des sites, et nous parlons ici d'implication active et non pas seulement de l'accord passif plus ou moins tacite. Nous croyons que le terme de « sincérité », proposé par Taylor (2001) soit une possible réponse. En effet, face à la recherche de « l'authentique du touriste », cette « sincérité de l'habitant » apparaît comme un contrepoids équilibré. La coexistence de plusieurs pratiques relève d'une négociation tacite qui se révèle dans les enjeux de pouvoir. Il nous semble qu'une solution consisterait à rendre cette négociation explicite, donc ouverte à ceux qui voudraient s'en saisir, politique en ce qu'elle génèrerait des actions, et sincère en ce qu'elle accepterait de ne pas prioriser une pratique plutôt qu'une autre.

6. Le Patrimoine mondial : de l'objet à l'icône

Le patrimoine mondial urbain, comme le patrimoine bâti en général, est un lieu particulier pour ces pratiques. Si habiter le patrimoine bâti, en terme de pratique, consiste on l'a vu à le maintenir dans son statut et donc à en faire un élément patrimonial, la pratique touristique semble, elle aussi, en être une composante essentielle. En effet, pourquoi et pour qui fait-on du patrimoine ?

Dans le contexte général de la prédominance de l'image sur l'écrit, le patrimoine ne se communique plus autant par les textes (récits ou guides de voyage) mais plutôt par les photographies qui les illustrent et qui se retrouvent presque à l'infini sur l'Internet. Le patrimoine mondial, nous semble être moins un label, que précisément une "image", c'est-à-dire une représentation visuelle de l'objet. Celle-ci agit bien différemment sur la construction de notre propre représentation du lieu, l'uniformisant par certains aspects qui poussent les visiteurs à prendre la même photographie que celle qu'ils ont vue avant leur départ. Ce « regard du touriste » (Urry, 1990) transforme l'objet réel, mais le « second regard » du touriste, qui complète selon MacCannell le premier (MacCannell, 2001 : 36), en fait une icône, une image dont on sait qu'elle n'est que superficielle, qu'elle vaut pour elle-même et qu'elle dissimule en partie la réalité. C'est peut-être en ce sens que l'on peut comprendre pourquoi les images que l'on présente presque systématiquement des sites du patrimoine mondial, présentent des lieux vides, sans visiteurs, quand la réalité est bien différente. On bascule alors dans une pratique qui est "inauthentique" en ce qu'elle convoque l'être-en-commun, dont résulte cette "iconisation" de l'objet patrimonial, le réduisant à son "être-vu".

Dans cette perspective, on comprend également pourquoi la destruction de certains lieux, par des évènements incontrôlés, conduit dans certains cas à la reconstruction pure et simple,

quand elle est possible, du bâtiment. Et précisément, dans le cas du patrimoine mondial, ce phénomène est observable. Il suffit pour s'en convaincre de regarder la réaction de la communauté internationale et de l'UNESCO quant à l'incendie de l'église St-John's Anglican Church à Lunenburg en 2001 (Nouvelle-Écosse - Canada) reconstruite après un incendie (figure 1), le quartier de Valparaiso en 2007 (Chili) ou plus récemment les Tombes des rois du Buganda à Kasubi en 2010 (Ouganda). À l'inverse, il ne semble pas nécessaire de reconstruire dans d'autres cas, même proche d'un site inscrit sur la liste ou dans une zone tampon, comme l'était le manège militaire de Québec (Québec - Canada) qui a brulé en 2008 (figure 2) et qui demeure vide et partiellement exposé aux intempéries. Il semble donc que dans le cas du patrimoine mondial, la pratique touristique soit plutôt "inauthentique", au sens d'Heidegger. Mais parfois, c'est du côté de l'habitant que la pratique est inauthentique. Dans ce processus d'iconisation, l'objet patrimonial se transforme en un argument dont la superficialité permettrait l'utilisation à tous les escients, de l'anecdote aux grands travaux. Dans ce cas, l'objet se résume à son « être-dit ». Est-ce à dire que le patrimoine mondial n'a pas, ou n'aurait pas, de sens ? Bien évidemment non, et s'il n'est pas du tout de notre propos de remettre ceci en question, il faut néanmoins souligner que la condition patrimoniale, pour atteindre sa dimension symbolique, doit être partagée et portée par la communauté qu'elle représente. Si l'on ne questionne donc pas le sens du patrimoine mondial, on peut s'interroger sur la médiation de celui-ci, et l'on constate bien qu'elle est trop souvent déficiente, tant au niveau des qualités reconnues à l'objet - constituant sa valeur universelle exceptionnelle - qu'au niveau des implications d'une telle reconnaissance. Par ailleurs, il n'est pas impossible, bien au contraire, de considérer la dimension argumentaire du patrimoine. Comme nous l'avions déjà proposé, il semble même exister un type de patrimoine, que nous avons appelé « écopatrimoine » (Dormaels, 2009) et dont la fonction principale est l'affirmation, ou plutôt la légitimation, sociale d'un groupe particulier. Mais nous ne pensons pas que cette fonction puisse reposer sur la valeur universelle exceptionnelle d'un objet, d'un site, inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Peut-être s'agit-il plutôt d'un mélange entre des éléments de sens relevant de la dimension locale – qui eux peuvent supporter cette fonction – avec une supposée "garantie d'importance" conférée par la reconnaissance internationale. Dans tous les cas, on comprend bien ici pourquoi cette couche supplémentaire du « palimpseste patrimonial » (Morisset, 2009 : 19), complexifie les enjeux. C'est pourquoi il nous paraît intéressant de considérer l'authenticité de l'expérience touristique et du quotidien de l'habitant comme des pratiques différentes du lieu, relevant d'une complexité plus grande, mais qui permet de les faire exister au-delà d'une opposition binaire qui imposerait le choix obligé de l'une au détriment de l'autre.

Conclusion

Des questions semblent alors se poser : comment permettre au touriste d'exercer une pratique du lieu qui soit "individuelle" ? En d'autres termes, et loin de rechercher la solitude, comment faire que chaque individu puisse projeter son propre soi et connaitre de cette manière une expérience authentique ? Et pourquoi peut-on et doit-on se poser ces questions aujourd'hui ?

Il nous semble que cette réflexion soit justement celle qui est au cœur des enjeux locaux du patrimoine mondial, de sa gestion et de sa conservation, mais aussi du succès de la coexistence des pratiques de ces lieux entre résidents et touristes.

Bibliographie

Amirou, Rachid. (2008) « Le Paradis, c'est les autres », *Articulo - revue de sciences humaines*, <http://articulo.revues.org/index179.html>, consultée le 11 avril 2010.
Bossuet, Luc. (2005) « Habiter le patrimoine au quotidien, selon quelles conceptions et pour quels usages ? » *in* Gravari-Barbas Maria (ed.), *Habiter le patrimoine : enjeux, approches, vécu*, Coll. Géographie sociale, Presses universitaires de Rennes, Rennes, pp. 27-39.
Belhassen, Yaniv et Caton, Kellee. (2006) « Authenticity Matters », *Annals of Tourism Research*, Volume 33, Issue 3, July, pp. 853-856.
Brunel, Sylvie. (2006) « Quand le tourisme disneylandise la planète..., » *Sciences humaines*, n° 174, août <http://www.scienceshumaines.com/printArticle.do?id=48759>, consultée le 11 avril 2010.
Chambers, Erve. (2009) « From authenticity to significance: Tourism on the frontier of culture and place », *Futures*, Volume 41, Issue 6, pp. 353-359.
Choay, Françoise. (2006) *Pour une anthropologie de l'espace*, Coll. La couleur des idées, Seuil, Paris, 410 p.
Cravatte Céline. (2009) « L'anthropologie du tourisme et l'authenticité. Catégorie analytique ou catégorie indigène ? », *Cahiers d'études africaines* 2009/1-2, 193-194, pp. 603-620.
Cole, Stroma. (2007) « Beyond authenticity and commodification », *Annals of Tourism Research*, Volume 34, Issue 4, pp. 943-960.
Di Meo, Guy. (1994) « Épistémologie des approches géographiques et socio-anthropologiques du quartier urbain ». *Annales de géographie*, n°577, pp. 255-275.
Dormaels, Mathieu. (2009) « La identidad de las comunidades a través del patrimonio local: la reivindicación de una nueva legitimidad social » [L'identité des communautés au travers du patrimoine local : la revendication d'une nouvelle légitimité sociale], communication personnelle au congrès *Latin American Studies Association*, Rio de Janeiro, 12-15 juin 2009. <http://lasa.international.pitt.edu/members/congress-papers/lasa2009/files/DormaelsMathieu-24993.pdf>, consultée le 12 juin 2010.
Dormaels, Mathieu. (2010) « Le patrimoine mondial au Canada », communication au congrès 37e Congrès annuel de la Société pour l'étude de l'architecture au Canada (SEAC/SSAC), Lunenburg, 27-29 mai 2010.
Evans, Graeme. (2002) « Living in a World Heritage City: stakeholders in the dialectic of the universal and particular », *International Journal of Heritage Studies*, Vol. 8, n° 2. pp. 117-135.
Fourcade, Marie-Blanche. (2007) « Habiter l'Arménie au Québec : ethnographie d'un patrimoine domestique en diaspora », Thèse de doctorat, Université Laval, Québec, 492 p.
Géraud Marie-Odile. (2002) « Esthétiques de l'authenticité. Tourisme et touristes chez les Hmong de Guyane française », *Ethnologie française* 2002/2, Tome 37, pp. 447-459.
Gravari-Barbas, Maria. (2005) « Introduction générale » *in* Gravari-Barbas Maria (ed.), *Habiter le patrimoine : enjeux, approches, vécu*, Coll. Géographie sociale, Presses universitaires de Rennes, Rennes, pp. 11-18.
Hall, Edward T. [1966] (1971) *La dimension cachée*, Seuil, Paris, 253 p.
Hoyaux, André-Frédéric. (2002) « Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant : Introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter », *Cybergeo : European Journal of Geography*, article 216, modifié le 02 mai 2007, <http://cybergeo.revues.org/index1824.html>, consulté le 11 avril 2010.
Hoyaux, André-Frédéric. (2003) « Les constructions des mondes de l'habitant : Éclairage pragmatique et herméneutique », *Cybergeo : European Journal of Geography*, article 232, modifié le 02 mai 2007, <http://cybergeo.revues.org/index3401.html>, consultée le 11 avril 2010.

MacCannell, Dean. (1973) « Staged Authenticity: Arrangements of Social Space in Tourist Settings », *The American Journal of Sociology*, Vol. 79, n° 3. (Nov.), pp. 589-603.
MacCannell, Dean. [1976] 1999. *The Tourist : a new theory of the leisure class*, University of California Press, Berkeley, 277 p.
MacCannell, Dean. (2001) « Tourist agency », *Tourist Studies*, Vol. 1, n° 1, pp. 23-37.
Marcotte, Pascale et Bourdeau, Laurent. (2008) « L'industrie touristique et l'inscription sur la liste du patrimoine mondial : attentes et déceptions » *Actes de la journée de recherche Pratiques innovantes en matière culturelle et retombées économiques*, ESC St-Etienne, <http://www.esc-saint-etienne.fr/IMG/pdf/Marcotte-Bourdeau.pdf>, consultée le 6 décembre 2009.
Morisset, Lucie K. (2009) *Des régimes d'authenticité : essai sur la mémoire patrimoniale*, Coll. Art et société, Presses de l'Université du Québec et Presses universitaires de Rennes, Québec et Rennes, 131 p.
Nations Unies et l'Organisation mondiale du tourisme. (2001) « Compte satellite du tourisme: recommandation concernant le cadre conceptuel », cité dans Statistique Canada, « Communication sur l'Enquête sur les voyages des résidents du Canada », 24 janvier 2007, <http://www.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/document/3810_D3_T9_V1-fra.pdf>, consultée le 12 juin 2010.
Olsen, Kjell. (2002) « Authenticity as a Concept in Tourism Research », *Tourist Studies*, Vol. 2, n° 2, pp. 159-182.
Patin, Valéry. (1988) «L'image du patrimoine et la consommation touristique » *in Diffusion culturelle et exploitation touristique*, R.M.G. Centre de congrès du palais des papes, Avignon, pp. 19-25.
Pendlebury, John, Short, Michael et While, Aidan. (2009) « Urban World Heritage Sites and the problem of authenticity », *Cities*, Volume 26, Issue 6, Elsevier, pp.349-358.
Rautenberg, Michel. (2003) *La rupture patrimoniale*, Coll. Ambiances ambiance. A la croisée, Bernin, 173 p.
Reisinger, Yvette et Carol J. Steiner. (2006) « Reconceptualizing object authenticity ». *Annals of Tourism Research,* Volume 33, Issue 1, pp. 65-86.
Russeil, Sarah. (2005) « Logiques d'acteurs et processus d'inscription à l'UNESCO : quelle prise en compte des enjeux sociaux dans la gestion du label UNESCO à Québec ? » *in* Gravari-Barbas Maria (ed.), *Habiter le patrimoine : enjeux, approches, vécu*, Coll. Géographie sociale, Presses universitaires de Rennes, Rennes, pp. 333-350.
Segaud, Marion. (2008) *Anthroplogie de l'espace*, Coll. U Sociologie, Armand Colin, Paris, 222 p.
Steiner, Carol J. et Reisinger, Yvette. (2006) « Understanding existential authenticity », *Annals of Tourism Research*, Volume 33, Issue 2, , pp. 299-318.
Stock, Mathis. (2004) « L'habiter comme pratique des lieux géographiques. », *EspacesTemps.net*, <http://espacestemps.net/document1138.html>, consultée le 11 avril 2010.
Stock, Mathis. (2005) « Les sociétés à individus mobiles : vers un nouveau mode d'habiter ? », *EspacesTemps.net*, <http://espacestemps.net/document1353.html>, consultée le 11 avril 2010.
Stock, Mathis. (2006) « L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles. », *EspacesTemps.net*, <http://espacestemps.net/document1853.html>, consultée le 11 avril 2010.
Taylor, John P. (2001) « Authenticity and sincerity in tourism », *Annals of Tourism Research*, Volume 28, Issue 1, pp. 7-26.
Urry John, 1990, *The Tourist Gaze, Leisure and Travel in Contemporary Societies*, Sage, London, 176 p.
Wang, Ning. (1999) « Rethinking authenticity in tourism experience », *Annals of Tourism Research*, Volume 26, Issue 2, pp. 349-370.

Figure 1 : St-John's Anglican Church, Lunenburg – Nouvelle-Écosse, Canada.
Photo: Martin Drouin.

Figure 2 : Manège militaire, Québec – Québec, Canada. Photo: Mathieu Dormaels.

Apporter le patrimoine mondial aux visiteurs

Tito Dupret
(Université Laval)

Tito Dupret
Doctorant en patrimoine, muséologie et hypermédias
Université Laval
Québec, Canada
G1V 0A6
Courriel : tito@a2L.be

Apporter le patrimoine mondial aux visiteurs

Résumé :
Cette communication a mis l'accent sur le potentiel offert par l'étude d'un vaste corpus d'images documentaires qui ont été réalisées sur de nombreux sites culturels et naturels du patrimoine mondial. Depuis 2001, plus de 250 sites sur la Liste du patrimoine mondial enregistrée par l'UNESCO ont été documentés avec presque 2500 panophotographies, c'est-à-dire des images sphériques immersives et interactives. Le résultat est disponible sur Patrimonium-mundi.org et son examen voudrait évaluer à quel point il est possible d'apporter le patrimoine mondial aux visiteurs.
La panophotographie permet de visualiser un lieu dans sa globalité en capturant tout l'espace depuis un point précis, y compris le zénith et le nadir. Elle est un média de captation documentaire dont le contenu peut être projeté en dôme. Le défi épistémologique posé à ce média appliqué à la Liste du patrimoine mondial, est d'évaluer cet outil à la lumière des études du patrimoine, de la médiologie, de la muséologie et des hypermédias, ainsi que sa capacité à apporter des sites lointains au vaste public qui ne peut se rendre sur place.
Fort de cette analyse, projeter des panophotographies sur des surfaces dômoscopiques (comme les dômes des planétariums) doit être expérimenté. Par l'ajout au-dessus des panophotographies de multiples couches de données artéfactuelles (2D, 3D, images fixes, animées, sons, textes) en relation avec le lieu projeté, à quel point serait-il possible de créer un cosmos patrimonial disponible dans une sorte de pano-site Web tri-dimensionnel ?
Et comment cette proposition pourrait-elle servir respectivement, mais aussi lier grâce à une attitude interdisciplinaire, la notion d' « humanisme technologique », le « concept de patrimoine mondial » et « son application universelle » telle que voulue par la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, née en 1972 et ratifiée à ce jour par presque la totalité des Nations Unies ?

Mots clés : Hypermédias, Médiologie, Musée, Planétarium, Patrimoine mondial.

Apporter le patrimoine mondial aux visiteurs

1. Un défi techno-patrimonial

La rencontre entre le tourisme et le patrimoine semble un combat de Titans. De manière moins frontale, peut-on parler de « Janus du patrimoine », c'est-à-dire d'un visage à deux faces car « on constate que le tourisme se fait à la fois prédateur et sauveur » (Barré, 2009). Mais cet article, qui transcrit et augmente une communication du 4 juin 2010 au colloque « Tourisme et sites du patrimoine » à Québec, propose un troisième regard en mettant l'accent sur le potentiel offert par l'étude d'un vaste corpus d'images documentaires qui ont été réalisées sur de nombreux sites culturels et naturels du patrimoine mondial. Ce regard de conciliation entre l'accessibilité pour tous et la conservation du lieu, voudrait inverser le sens de la rencontre en proposant d'apporter le patrimoine mondial aux visiteurs ; plutôt que les touristes sur le lieu patrimonial.

En effet, depuis 2001 plus de 250 sites sur la Liste du patrimoine mondial enregistrée par l'UNESCO ont été documentés avec presque 2500 panophotographies, des images sphériques immersives et interactives (Fig. 1). Le résultat est disponible en ligne sur Patrimonium-mundi.org. Parce qu'elle capture l'espace dans sa globalité visuelle, rendant compte de tout l'espace depuis un point précis – y compris le zénith et le nadir –, la panophotographie se présente comme un média-candidat pour fournir à la fois une documentation et une exposition des lieux, et pour partager leur Valeur Universelle Exceptionnelle (VUE), c'est-à-dire leur raison d'être sur la Liste du patrimoine mondial (whc.unesco.org/fr/criteres, 2010).

La panophotographie a pour elle sa limpidité étymologique : pan (« tout »), photo (« lumière, clarté ») et graphie (« peindre, dessiner, écrire »). Elle est ainsi, par l'enregistrement d'abord et la projection de la lumière ensuite, une reproduction horizontalement et verticalement pleine. Elle voudrait permettre aux visiteurs d'obtenir l'illusion d'un point de vue subjectif grâce au déplacement naturel de son champ visuel. Elle tente de lui rendre l'aptitude de son regard à l'intérieur d'un espace total. La vision n'est plus neutralisée dans un cadre fini, elle invite plutôt dans un lieu complètement représenté et place l'oeil au centre d'une sphère virtuelle en rendant au moins à la vue, au mieux au corps selon la taille de l'espace projeté, sa capacité de mouvement et de déplacement.

Le défi scientifique est dès lors d'évaluer et d'expérimenter cet outil qui participe pleinement aux nouvelles technologies, à la lumière autant que possible interdisciplinaire des études du patrimoine, de la médiologie, de la muséologie et des hypermédias. L'espoir est ainsi de mesurer sa capacité à apporter des sites lointains (Fig. 2) aux visiteurs.

2. Une approche muséologique humaniste

« Ce qui rend exceptionnel le concept de patrimoine mondial est son application universelle. Les sites du patrimoine mondial appartiennent à tous les peuples du monde, sans tenir compte du territoire sur lequel ils sont situés. » (whc.unesco.org/fr/apropos, 2010). Avec son inscription sur la Liste, un site du patrimoine mondial obtient pratiquement un statut muséal (Fig. 3). Cependant elle lui fait aussi courir le risque d'être étiqueté comme destination plus strictement touristique si la question de l'accessibilité des visiteurs n'est pas abordée d'un point de vue patrimonial. Ainsi, comment un site « unique et universel » (ICOM-Suisse, 2007) qui est sensé appartenir à l'Humanité peut-il effectivement être accessible à tous et bénéficier d'une certaine compréhension de son exceptionnelle valeur ?

Avec plus de 900 sites dispersés partout autour de la planète, comment est-ce que la Liste du patrimoine mondial et son vaste contenu transnational et transhistorique pourraient-ils être embrassés, valorisés et transmis sans la contrainte majeure de leur localisation physique ?

Posé autrement, le problème est : comment permettre à un public largement international, quoique limité dans l'espace, le temps et les moyens, de s'approprier son patrimoine ? Et s'il est en effet en constante augmentation (UNWTO, 2010), comment lui proposer de l'aborder autrement, plus conscient et respectueux de sa VUE ? Car pour en avoir témoigné personnellement de trop nombreuses fois in situ, la réponse de nos sociétés contemporaines est souvent contraire à la logique même de la conservation du patrimoine en général : une visite de sites est toujours plus rapide, plus massive et entre les mains d'agences de voyages globales. Comment alors concilier patrimoine mondial (site à préserver) et tourisme (site à visiter) ? C'est en ce sens que la panophotographie du patrimoine mondial s'inscrit dans la démarche d'un « humanisme technologique » (Fig.4) :

« L'humanisme dont il est question ici est un humanisme qui appréhende l'homme dans toute sa complexité, en tant qu'être de parole, faiseur de techniques et de sens. (...) Repenser authentiquement l'homme signifie essentiellement une ouverture soucieuse sur les possibilités qu'offrent les nouvelles technologies, une ouverture responsable dont le but fondamental est non seulement de réhabiliter l'essence humaine, mais de renforcer les liens entre l'homme, les êtres et l'environnement. Ce nouvel humanisme (...) n'aidera l'homme à prendre soin de la vie que s'il s'ouvre à la reconnaissance de la pluralité des formes de vie en même temps qu'à la diversité culturelle du monde humain, des langues, des religions, des philosophies. Il ne suffirait pas ici de respecter la diversité du vivant et des cultures, il faudrait aussi la faire fructifier » (Rhani, 2008).

3. Une étude médiologique et une application dômoscopique

Pour participer à répondre aux questions posées dans le cadre philosophique choisi, examiner la panophotographie avec l'aide des études du patrimoine alliée à la médiologie (Debray, 2010) va permettre d'évaluer sa pertinence scientifique : comme média de communication géospatiale, comme média de documentation historique (Fig. 5), comme média d'immersion (le sentiment d'y être) et d'interaction (en manipulant des artéfacts virtuels), comme média de conservation de « l'esprit du lieu » (Prats et Thibault, 2003) grâce à son pouvoir de représentation fidèle du réel, et comme média didactique de transmission de la connaissance. C'est dans ces perspectives et parce que documenter, inspirer et chercher sont les missions de base des musées, que ceux-ci seraient invités à se saisir de la Liste du patrimoine mondial grâce aux hypermédias (les technologies de l'information).

Pour s'en convaincre, projeter des panophotographies sur des surfaces dômoscopiques (par exemple les dômes des planétariums) doit être expérimenté et analysé. L'objectif sera de mesurer la pertinence et l'efficacité que cela offre aux visiteurs d'être au coeur du lieu patrimonial téléporté à eux, et enrichi parce qu'on leur donnerait aussi la possibilité de manipuler des artéfacts virtuels associés au site projeté et qui auraient été transmédiatisés à partir d'originaux in situ ou ailleurs dans les collections du monde. Imaginons par exemple l'opportunité pédagogique de voyager, à la Google Earth, depuis le British Museum de Londres en Angleterre, d'emporter virtuellement en 3D des morceaux de la frise du Parthénon qui y sont conservés, et de les replacer sur leur lieu d'origine, soit l'Acropole à Athènes en Grèce. Cette expérience aurait lieu en direct, en public, dans l'espace monumental d'un planétarium.

Donc, par l'ajout au-dessus des panophotographies de multiples couches de données artéfactuelles (2D, 3D, images fixes, animées, sons, textes), à quel point serait-il possible de créer un cosmos patrimonial disponible dans une sorte de pano-site Web tri-dimensionnel (Fig.6) ? De plus, quelles transactions culturelles un tel univers pourrait-il générer s'il doit par ailleurs être augmenté en connectant directement musées et planétariums à travers la planète (Fig. 7) ? Comment cette proposition pourrait-elle servir respectivement, mais aussi lier grâce à une attitude interdisciplinaire, la notion d' « humanisme technologique », le « concept de patrimoine mondial » et « son application universelle » telle que voulue par la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, née en 1972 et ratifiée à ce jour par presque la totalité des Nations Unies ?

Bibliographie

Barré, Hervé. (2009) Tourisme : Janus du patrimoine ?, Regards Croisés sur le patrimoine mondial : actes du colloque de Luxembourg, Québec, Les Presses de l'Université Laval, pp. 63-71.

Debray, Régis. (2010) Qu'est-ce que la médiologie ?, www.mediologie.org.

ICOM-Suisse. (2007) Patrimoine à la fois unique et universel, tel est le paradoxe de l'objet de musée, Journée internationale des musées, 20 mai 2007.

Prats, Michèle et Thibault, Jean-Pierre. (2003) Qu'est-ce-que l'esprit des lieux ?, www.international.icomos.org/victoriafalls2003/papers/A1-4 - Prats -Thibault.pdf.

Rhani, Zakaria. (2008) L'humanisme à l'ère technologique : vers une éthique heideggérienne de la parole et de la technique, Altérités, Vol 5, No. 1, pp. 83-91.

UNESCO. (2010) Les critères de sélection, whc.unesco.org/fr/criteres .

UNESCO. (2010) À propos de la Liste du patrimoine mondial, whc.unesco.org/fr/apropos .

UNWTO. (2010) Faits et chiffres : « 1,6 milliard d'arrivées de touristes internationaux prévues pour le monde entier en 2020 au plus tard ».

Figure 1. Vue aplanie d'une panophotographie, qui enregistre un lieu à 360º horizontaux et

180º verticaux. Le 30 août, 2005 : France › Paris › Rives de la Seine › Pont Alexandre III.
© Tito Dupret / Patrimonium-mundi.org

Figure 2. Le 25 octobre 2006 : Jordanie › Um er-Rasas › Ruines méridionales.

© Tito Dupret / Patrimonium-mundi.org

Figure 3. Le 28 mai 2003 : Chine › Pékin › Cité Interdite › Logement de retraite › Théâtre privé › Restaurations sous la supervision du World Monuments Fund.

© Tito Dupret / Patrimonium-mundi.org

Figure 4. Le 5 février 2007 : Éthiopie › Vallée de l'Omo › Tribu des Dhasanech.

© Tito Dupret / Patrimonium-mundi.org

Figure 5. Le 8 juin 2008 : Éthiopie › Axoum › Réinstallation de la Stèle 2 › Glissement de la section 1 et élévation au-dessous des fondations originales.

© Tito Dupret / UNESCO / Patrimonium-mundi.org

Figure 6. Photomontage : Canada › Québec › Terrasse Dufferin › Panophotographie du patrimoine mondial adaptée au prototype Sféeric.

© Tito Dupret / Patrimonium-mundi.org et Frédéric Lagarde / Scenici

Figure 7. Photomontage : Belgique › Bruxelles › Grand'Place › Panophotographie du patrimoine mondial adaptée au prototype Sféeric.

© Tito Dupret / Patrimonium-mundi.org et Frédéric Lagarde / Scenici

Societal Reproduction in the Public Record and Visitation Levels at World Heritage Sites: Lessons from the United States

Linda Joyce Forristal
(Drexel University)

Linda Joyce Forristal
Assistant Teaching Professor
Hospitality Management, Culinary Arts & Food Science
101 N. 33rd St., Suite 110
Drexel University
Philadelphia, PA 19104
Email: ljforristal@drexel.edu

Societal Reproduction in the Public Record and Visitation Levels at World Heritage Sites: Lessons from the United States

Abstract:
World Heritage Site designation by UNESCO is often coupled with increased tourism or tourism development. Hence, there is a rising call for the management of World Heritage Sites (WHSs) due in large part the detrimental effects of over-visitation and congestion at some sites. Because of availability of extensive visitation statistics, the sites chosen for this study were a subset of U.S. National Parks that are also WHSs. This study suggests that level of societal reproduction, operationalized as the count of World Heritage Site themed or named objects in an archived and searchable public record such as WorldCat, can be a reliable predictor of visitation. Practical implications include that the level of information created and stored in the public record about a site may have a direct impact on the level of visitation stemming from an increased societal awareness, which impacts destination image and destination choice, and ultimately, influences visitation. Monitoring and managing the relationship between documents and visitation may be of value to WHS managers, governments and concerned residents in gateway communities associated with World Heritage Sites. At the very least, an increase in the number of documents in any particular year could indicate an impending increase in visitation, which could then be planned for and managed. Parties interested in reducing or slowing visitation to sites with over-visitation or are in danger of exceeding their carrying capacity, could explore avenues to reduce the creation and flow of park-themed and park-named documents entering the public record in an effort to slow or lower public awareness of the site, destination attractiveness and resultant visitation. These efforts could include reduction or the elimination of sponsorship of journalists, authors, and artists who want to research and write about World Heritage Sites. Limiting access and permission to the film industry or other activities that could conceivably lead to the reduction of the flow documents into the public record could also be considered.

Keywords: World Heritage Sites, heritage management, sustainable tourism, visitation, site sacralization theory

Societal Reproduction in the Public Record and Visitation Levels at World Heritage Sites: Lessons from the United States

Since the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) adopted the Convention Concerning the Protection of World Natural and Cultural Heritage, commonly referred to as the World Heritage Convention (UNESCO 1972), 911 sites around the globe have been designated as World Heritage Sites (WHSs). Although the jury is out on whether there is a link between inscription as a World Heritage Site and increased visitation (Buckley, 2004; Hall and Piggin, 2001), there is a rising call for the management of World Heritage Sites (Leask and Fyall 2006, p. xxii) due in large part the detrimental effects of over-visitation at some sites. The carrying capacity of certain WHSs in high-populated or high-visited countries is seen as a primary threat (ICOMOS 1993). Visitation levels and sustainability of heritage sites have been linked and WHS designation has been viewed as the "catalyst to rapid tourism development via increased publicity of those destination areas" (Li, Wu and Cai, 2008).

The formation of a potential visitor's image of a destination, or its destination image, is influenced by various information sources. One of the most simplistic and earliest definitions of destination image divides the construct into organic and induced categories, a scheme first proposed by Gunn (1972, p. 110). The organic component of the destination image construct is knowledge about a destination one acquires during the natural course of life, while the induced component of the destination image can be influenced or shaped by the various marketing efforts of both destinations themselves and suppliers (Baloglu and McCleary 1999; Gunn, 1972). For example, Australia "deliberately makes us of its WHS in its tourism image making (Boyd and Timothy, 2006, p. 56). There is a general consensus that a site's overall positive destination image plays a role in destination choice and visitation through building awareness (Milman and Pizam 1995).

Depending on the scope and intents of the publisher and how the information is accessed, information about a destination can fall into either the organic and induced category. Information or publicity can take many forms, including print and electronic mass media, such as radio, television, movies, and ever increasingly, websites. Some forms of publicity and promotional materials are more ephemeral, such as television advertisements, but others are more durable and long-term. These include magazine and newspaper articles, archived and retrievable with the LexisNexis database, as well as and popular and scholarly books, films, and maps including place names, stored in libraries and other cultural repositories around the world with references to them stored in searchable scholarly databases such as WorldCat. This durable and searchable category of documents in the public record is an indication of the level of societal reproduction.

Site Sacralization and Societal Reproduction

According to Dean MacCannell's site sacralization theory (MacCannell 1976, p. 44–45), sites (i.e., destinations) become more attractive, and thus more often chosen for visitation, as they progress through five stages towards site sacralization (or destination attractiveness): naming, framing and elevation, enshrinement, mechanical reproduction and social reproduction.

For MacCannell, the naming phase, or "marking" a site, is an important first step towards "site sacralization." As sightseeing objects or sites become the focus of visitors they are given names, which is "the first phase of sight sacralization.'' The importance of proper

naming is suggested or can be derived from anthropological and sociological studies in the universal and seminal power and role of naming and naming systems for people and places (Basso 1996; Tooker 1984) in cultures around the world. This first stage corresponds with Butler's (1980) 'exploration' stage in which tourism as such is nascent and visitor numbers are dispersed and insignificant, a stage best described as 'pre-tourism'. Framing is the "placement of an official boundary around the object," and elevation is "putting an object on display" or opening it up for visitation (Jacobsen 1997; MacCannell 1976, p. 44). "Elevating" a place by designating it a national park would be another example. Instead of applying Goffman's frame analytic perspective to sites (Goffman 1974), MacCannell independently took the idea of "frame" from the fact that paintings in museums and galleries are framed before they are put on display (personal communication with MacCannell, September 17, 2009). MacCannell identified "enshrinement" as the third stage of the evolution of attractions or destinations. The boundary around the object (as a container) becomes a named entity and, eventually, a tourist attraction in its own right. An appropriate example would the Old Faithful Geyser at Yellowstone, an attraction in itself that is surrounded by the park. This leads to an increase in tourism numbers and the attraction's reputation is enhanced. The mechanical reproduction refers to the "creation of prints, photographs, models, or effigies of the destination that are themselves valued and displayed" (MacCannell 1976, p. 45). For example, prominent painters, authors, artists creations often have the name of the object they "reproduced" in the title, abstract or caption of the work. The fifth and final phase towards site sacralization, or destination attractiveness, is social reproduction, which occurs when "groups, cities and regions begin to name themselves after famous attractions" (MacCannell 1976, p. 45), which is evidenced by place names on maps which can be found in the public record. For this study, these final two stages were combined and will be referred to as societal reproduction.

When taking MacCannell's theory into consideration, destinations that have more WorldCat documents (i.e., those with more societal reproduction in relation to their name) should be further along in the site sacralization process, and thus, intrinsically more attractive sites (i.e., destinations). The number of records in durable public records like WorldCat can be viewed as measures of public awareness of and the destination attractiveness of a site. More documents imply more overall public awareness and destination attractiveness, which should lead to increased visitation.

This study will look at whether the level of societal reproduction in relation to specific World Heritage Site (WHS) can be a reliable predictor of visitation. Because some heritage sites are under-visited, while others are endangered from unsustainable levels of over-visitation, it is prudent to investigate what factors may contribute to visitation levels in order to be able to forecast and manage future demand.

World Heritage Sites and US National Parks

Many World Heritage Sites symbolize their country and its culture (Shackley, 1998). Thus, it is no surprise that in the United States, the country that gave birth to the national park system with the establishment of Yellowstone in 1872, seventeen of its twenty-one World Heritage Sites are managed by the National Park Service (NPS)[1]. Those national parks designated World Heritage Sites between the late 1970s and the mid-1990s are a mixture of natural and cultural categorizations (see Table 1).

[1] World Heritage Site status is not capitalized on in the United States as in other countries, so much so that most park tourists do not know they are visiting a World Heritage Site (Timothy and Boyd 2006, pp 246–247).

Table 1
World Heritage Sites in the United States also inscribed national parks (by 2009) ordered by the year they became national parks.

Name of property	NP Year	WHS Year	Category	Location
Yellowstone	1872	1978	Natural	Wyoming
Yosemite	1890	1984	Natural	California
Mesa Verde	1906	1978	Cultural	Colorado
Glacier (Waterton)	1910	1995	Natural	Montana
Hawaii Volcanoes	1916	1987	Natural	Hawaii
Grand Canyon	1919	1979	Natural	Arizona
Great Smoky Mountains	1926	1983	Natural	Tennessee/ North Carolina
Mammoth Cave	1926	1981	Natural	Kentucky
Carlsbad Caverns	1930	1995	Natural	New Mexico
Statue of Liberty	1933	1984	Cultural	New York
Everglades	1934	1979	Natural	Florida
Olympic	1938	1981	Natural	Washington
San Juan NHS	1949	1983	Cultural	Puerto Rico
Independence NHS	1956	1979	Cultural	Pennsylvania
Redwood	1968	1980	Natural	California
Chaco Culture	1980	1987	Cultural	New Mexico
Wrangell-St. Elias	1980	1979	Natural	Alaska

Because U.S. National Parks have an appropriate management program in place to preserve their outstanding universal value (UNESCO 1972), visitation statistics by park were readily available through NPS channels. Most park visitation data goes back to or near the time when each park was first designated a national park. For example, visitation data for Yellowstone, established in 1872, was available from 1904. Currently, visitation data for the majority of World Heritage Sites is often unobtainable, short-term or spotty, thus making system-wide analysis difficult, if not impossible. The accessibility of visitation data for US National Parks was a primary reason for choosing them as WHS representatives for this study.

Methodology

Preliminary non-parametric, descriptive analysis revealed a strong positive correlation between the level of societal reproduction and visitation (see Graph 1); but implied no causation. Preliminary inspections of individual park statistics revealed a positive correlation between the number of documents in the pubic record, or societal reproduction, and visitation, though to varying degrees (see Graph 2). And although mostly positive trends, the scale of visitation and documents differed by park. Thus, this study investigated possible causation using regression analysis with visitation and document data for 39 years, the time period for which visitation statistics was available all of the parks in the study.

The two key variables in this research were a measure of societal reproduction and 1971–2009 visitation levels for a sample of U.S. National Parks that are also World Heritage Sites (WHSs). Societal reproduction was operationalized as the count of objects retrieved from WorldCat, an online catalog of over 49 million objects in repositories worldwide, when a park's name was entered as a keyword. In order to capture all or most records in the database, the year 1700 was established as the base. For example, to extract the number of records in WorldCat for Yellowstone for the year 1971, the date range was constrained from 1700–1971, the keyword was Yellowstone, and no limits were placed on language, type of libraries or material. This method was repeated for all 39 years. The number of "All" retrieved documents was recorded in an Excel spreadsheet. Retrieved objects include books, historical photographs, archival documents, journals, dissertations, maps (which include place names)

audio-visual materials such as documentaries, videos and films, and thesis and other manuscripts, recorded in the public record.

Population of the United States and Gross Domestic Product (GDP) per capita served as controls. The population data consists of figures from US Census Bureau coupled with intercensal estimates. The GDP figures were obtained from World Bank's World Development Indicators database and the *CIA Factbook*. Although visitation and public record document data was collected for all seventeen WHS US national parks, a case study analysis was completed with a subset of the four sites with the most retrieved docs: Yellowstone, Grand Canyon, Yosemite and Everglades (see Table 2). This was prudent because, if applying MacCannell's theory, the parks with the most related documents in the public record should be the most "sacralized," or more advanced along the continuum towards site sacralization, and thus, destination attractiveness. This subset of parks also contained some of the most iconic tourism destinations in the United States, and ones for which place names are synonymous with the site. The final dataset consisted of 156 cases (n = 156), which is over the threshold of 30 recommended cases for regression analysis. Because the variables were not normally distributed and in different units, they were inspected for suitable transformations to obtain normality, which revealed a log transformation would be appropriate. The resulting double log model produced coefficients that represent elasticity or percent change, which provide a straightforward interpretation. Regression and graph creation was conducted with Stata 11.

Graph 1
Initial scatter plot of 2009 data for all 13 national parks that are also WHSs suggested a strong positive correlation between the count of documents retrieved from WorldCat and visitation levels.

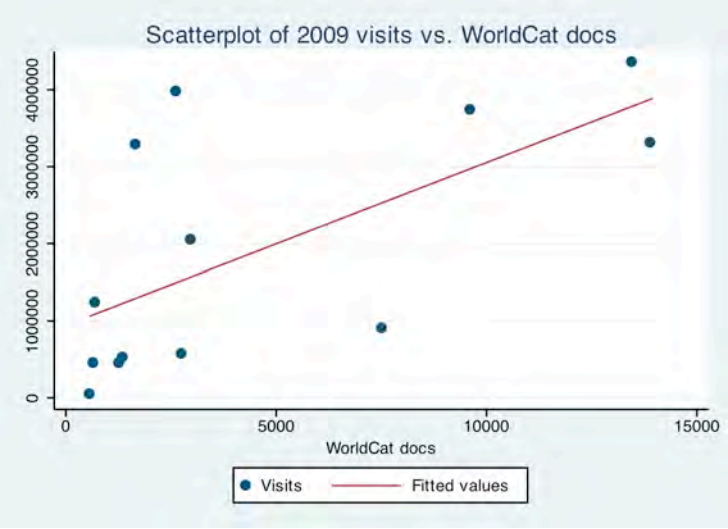
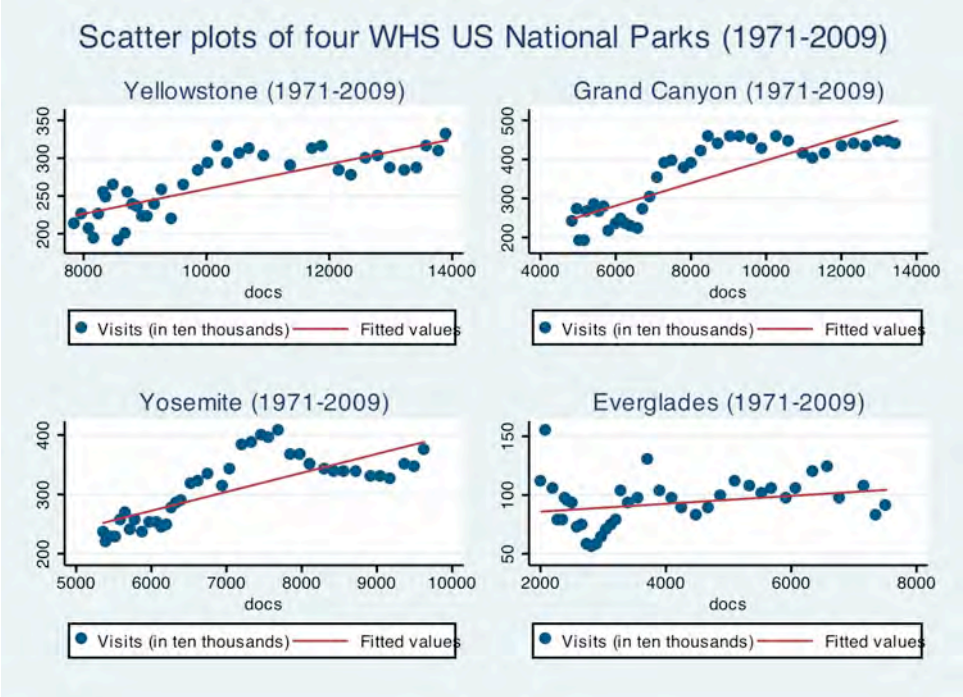


Table 2
Park statistics for 2009 confirm insights from MacCannell's site sacralization theory that national parks with the most societal reproduction (i.e., the most documents in the public record) are further along the site sacralization process towards destination attractiveness, and thus, should have the most visitation. Iconic Yellowstone and Grand Canyon are the most attractive and most visited sites.

Park	Visitation	WorldCat docs
Yellowstone	3295187	13925
Grand Canyon	4348068	13491
Yosemite	3737472	9629
Everglades	900882	7515
Glacier	2031348	2975
Mesa Verde	550377	2776
Independence	3967694	2629
Olympic	3276459	1684
Mammoth	503856	1389
Redwood	444426	1269
Hawaii Volcanoes	1233105	735
Carlsbad	432639	677
Chaco	37376	576

Graph 2
Scatter plots of the count of documents in public record retrieved from WorldCat from 1971–2009 vs. visitation for the four national parks with the most retrieved documents show a strong positive correlation.



Results

The double log model comprised of the log of visitation (lnvisits) and the log of World Cats docs (lndocs) produced an R^2 of 60.85, which means that approximately 61% of the variation in visitation can be explained by the count of documents (see Table 3) or the level of societal reproduction, which plays a role in destination choice and attractiveness. The adjusted R^2 is very close to the observed value, which indicates a good cross-validity of the model. This is a very strong result, and thus, supports the hypothesis that the count of retrieved documents from WorldCat may be a good predictor of visitation. The coefficient for "lndocs" is 0.9626696, meaning that for every unit increase in "lndocs," we would expect a 0.96 unit increase in "visits." The probability value, or *p*-value below 0.05, for the "lndocs" variable means that the test is statistically significant. The model assumption of constant variance for residuals was checked with Breusch-Pagan/Cook-Weisberg test for heteroskedasticity. According to the results, the small chi-square (χ^2= 3.13, Prob > χ^2 = 0.0769), indicates no heteroskedasticity was present. The results are significant at the $p = 0.05$ level.

Table 3
Impact of count of retrieved documents in the public record when a park's name is entered into WorldCat on 1971-2009 on visitation at four iconic US National Parks that are also World Heritage Sites.

					Number of obs =	156
					F(1, 154) =	239.38
					Prob > F =	0.0000
					R-squared =	0.6085
					Adj R-squared =	0.6060
					Root MSE =	0.35782
lnvisits	Coef.	Std. Err.	t	P>t	[95% Conf.	Interval]
lndocs	0.9626696	0.0622203	15.47	0.00	0.8397543	1.085585
_cons	6.114271	0.5500646	11.12	0.00	5.027625	7.200917

The results of stepwise regression with the additional variables of the log of US population (lnuspop) and the log of GDP (lngdp) revealed that only 6% of the variation in visitation was explained by rising US population and GDP, reconfirming that the majority of the variation in visitation could be attributed to the influence the number of retrieved WorldCat documents (see Table 4). In fact, a negative coefficient for population (lnuspop) suggests that visitation to US parks has not been keeping pace with population growth in the United States, which could be the base of another study. The influence of GDP was positive, but minimal in effect. The coefficient for "lndocs" is 1.176903, meaning that for every unit increase in "lndocs," we would expect a 1.18 unit increase in "visits." For example, for every 1% percent increase in documents in the public record in a given year, one can expect a 1.18 increase in visitation. The model assumption of constant variance for residuals was checked with Breusch-Pagan/Cook-Weisberg test for heteroskedasticity. According to the results, the small chi-square (χ^2= 0.50, Prob > χ^2 = 0.4817) indicates no heteroskedasticity was present. The results are significant at the $p = 0.05$ level.

Applying the results of the regression analysis, one finds that if a World Heritage Site manager or a gateway community was interested in increasing visitation by raising public

awareness of the site, a relatively modest 1% increase in recorded and retrievable documents in the durable public record would lead to approximately a 1% increase in visitation. For example, a site with low level of documents and comparably low visitation, such as Chaco Culture in 2009 (docs = 576, visitation = 37376), could expect to achieve a predicted 1.18% increase in visitation, or an additional 441 visits, if only 6 documents were added to the public record annually. Thus, a managing entity could support ways to increase the creation and flow of site-related documents into the durable public record. Conversely, if a site manager wanted to stem the tide of visitation in order not to exceed a site's carrying capacity, one could look for strategies to limit or slow the addition of site-specific documents entering the durable public record.

Table 4
Impact of count of retrieved documents in the public record when a park's name is entered into WorldCat on visitation from 1971-2009 at four iconic US National Parks that are also World Heritage Sites with controls.

					Number of obs = 156	
					F(1, 154) = 102.07	
					Prob > F = 0.0000	
					R-squared = 0.6683	
					Adj R-squared = 0.6617	
					Root MSE = 0.33154	
lnvisits	Coef.	Std. Err.	t	P>t	[95% Conf.	Interval]
lndocs	1.176903	0.0708659	16.61	0.000	1.036894	1.316913
lnuspop	-2.24333	1.008877	-2.22	0.028	-4.236562	-0.2500986
lnusgdp	0.1529605	0.1837776	0.83	0.407	-0.2101279	0.5160488
_cons	46.10208	17.65861	2.61	0.010	11.21408	80.99008

Discussion

This study sheds light on and brings attention to several issues related to the management and marketing of WHSs. The level of societal reproduction in relation to a site can be viewed as a reliable predictor of visitation, as well as proxy for destination attractiveness. In a practical sense, an increase of documents in the durable public record could be an indicator of increased visitation to come, thus giving managers time to prepare and respond. But is it prudent or possible to control the creation and flow of documents in the hopes of controlling visitation by manipulating a site's public awareness or its destination attractiveness? Could limiting the sponsorship of journalists or authors who want to research, write about and ultimately promote World Heritage Sites, acts that would conceivably lead to the addition of documents into the durable public record (which would increase attractiveness because consumers become more aware of the destination and thereby lead to increased visitation), result in less visitation? Would limiting advertising, another kind of information dispersal, slow demand? What is the right strategy and balance of strategies for a particular site?

Some events that contribute documents to the durable public record that might influence future visitation are unforeseeable and uncontrollable. A recent example is the production and publishing of Ken Burns' documentary and accompanying coffee table book on the founding and importance of US National Parks (Burns 2009). The Public Affairs Officer at Grand Teton National Park, a sister park to Yellowstone, voiced the desire to detect increased visitation by

conducting a visitor survey in the summer of 2010, although it was not feasible because the park had just co-sponsored a survey in 2009 (personal communication with Jackie Skaggs, May 14, 2010). If such a survey could have transpired, Skaggs would have included a question about whether Ken Burns' new book and film had inspired visitation.

At this Quebec conference, restricting access to the use of World Heritage Sites through implementing some sort of copyright protection for the owners of World Heritage Sites was proposed (Cameron 2010), an idea that dovetails well with the findings of this researh. This could be implemented to protect both place names and images associated with WHSs, including sites contested by indigenous groups (Brown 2003, pp 16), such Australia's Uluru. For a very long time, photographers have been encouraged, and sometimes required by publications, to get signed releases from their human subjects before they can sell, print or post their images. It is not a huge leap to adopt or take lessons from the publishing "release" model to implement some sort of copyright or signed release for World Heritage Sites. If the implications of this study hold true, it is probable that overtime such measures would help reduce the flow of documents into the durable public record, or in other words, moderate the level of societal reproduction in relation to specific sites (i.e., including films and books with WHS settings and place names), ultimately reducing visitation. Other strategies could also be explored.

Limitations and suggestions

Lack of consistent and long-term visitation data for World Heritage Sites in many countries may make this study hard to duplicate in other settings. It may be likely that there is a symbiotic relationship between publicity about a specific WHS and visitation, but this kind of effect would be very hard to capture empirically. Also, all of the sites in this study were national parks well *before* they were designated World Heritage Sites. For example, Yellowstone was an iconic destination for more than 100 years before WHS designation. Thus, these results may not apply uniformly to sites that had relatively little visitation prior to WHS designation.

This study could be expanded or changed to investigate the relationship between visitation and the count of magazine and newspaper articles stored in and retrievable from the LexisNexis database. WorldCat was manageable, scholarly and finite, but this study could also be expanded or refocused to examine the influence of Web 2.0 public records in relation to visitation at WHSs, such as those retrieved through Google's search engine or any number of other online searchable databases and resources. For example, UNESCO's World Heritage Center has entered into a partnership with TripAdvisor (owned by Expedia.com) "to raise awareness and protect World Heritage Sites" (UNESCO 2009). Expedia.com clients can book heritage trips through their website and have the opportunity to post online site evaluations at sister TripAdvisor.com. However, as this study implies, raising public awareness may lead to more visitation, which does not always go hand-in-hand with protection or sustainability. Thus, it would be interesting to investigate the effect of this partnership.

Bibliography

Baloglu, Seyhmus and McCleary, Ken. (1999) "A model of destination image formation." Annals of Tourism Research, Vol. 26, No. 4, pp 868–897.

Basso, Keith. (1996) *Wisdom sits in places: landscape and language among the Western Apache*. Albuquerque: University of New Mexico Press.

Boyd, Stephen and Timothy, Dallen (2006) "Marketing issues and World Heritage Sites." In A. Leask & A. Fyall (Eds.), *Managing World Heritage Sites* (pp. 55-68). Burlington, MA: Butterworth-Heinemann.

Brown, M. F. (2003) *Who owns native culture?* Cambridge, MA: Harvard University Press.
Buckley, R. (2004) "The Effects of World Heritage Listing on Tourism to Australian National Parks." Journal of Sustainable Tourism, Vol. 12, No. 1, pp 70-84.
Burns, Ken and Duncan, Dayton. (2009) *The national parks: America's best idea: an illustrated history*: Alfred A. Knopf.
Butler, R. W. (1980) "The concept of a tourist area cycle of evolution: Implications for management of resources." The Canadian Geographer, Vol. 24. No. 1, pp 5-12.
Cameron, Christina. (2010) *World heritage tourism, right or privilege?* Paper presented at the World Heritage and Tourism: Managing for the Global and Local conference, Quebec City, Canada, June 2-4, 2010.
du Cros, Hilary. (2008) "Too Much of a Good Thing? Visitor Congestion Management Issues for Popular World Heritage Tourist Attractions." Journal of Heritage Tourism, Vol. 2, No.3, pp 225 - 238.
du Cros, Hilary. (2006) Managing visitor impacts at Lijiang, China. In A. Leask & A. Fyall (Eds.), *Managing World Heritage Sites* (pp. 205-214). Burlington, MA: Butterworth-Heinemann.
Goffman, Erving. (1974) *Frame analysis: an essay on the organization of experience*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
Gunn, Clare. (1972) *Vacationscape: designing tourist regions*. Austin, TX: University of Texas at Austin.
Hall, C. Michael and Piggin, Rachel. (2001) "Tourism and World Heritage in OECD countries." *Tourism Recreation Research,* Vol. 26, No. 1, pp 103–105.
ICOMOS (1993) Cultural tourism: tourism at world heritage cultural sites: the site manager's handbook (2nd ed.). Madrid: World Tourism Organization.
Jacobsen, Jens. (1997) "The making of an attraction: The case of North Cape." *Annals of Tourism Research, Vol. 24, No.* 2, pp. 341-356.
Leask, Anna and Fyall, Alan. (2006) *Managing world heritage sites*. Burlington, MA: Butterworth-Heinemann.
Li, Mimi, Wu, Bihu and Cai, Liping. (2008) "Tourism development of World Heritage Sites in China: A geographic perspective." Tourism Management*,* Vol. 29, No. 2, pp 308-319.
MacCannell, Dean. (1976). *The tourist: A new theory of the leisure class*. New York: Schocken Books.
Milman, Ady and Pizam, Abraham. (1995) The role of awareness and familiarity with a destination: the Central Florida case. Journal of Travel Research, Vol. 33, No. 3, pp 21-28.
Shackley, Myra. (1998). *Visitor management: Case studies from World Heritage sites*. Oxford: Boston.
Timothy, Dallen and Boyd, Stephen. (2006) World Heritage Sites in the Americas. In A. Leask & A. Fyall (Eds.), *Managing World Heritage Sites* (pp. 239-249). Burlington, MA: Butterworth-Heinemann.
Tooker, Elisabeth. (1984) *Naming systems: 1980 proceedings of the American Ethnological Society.* Paper presented at the American Ethnological Society Central States Anthropological Society Association for the Anthropological Study of Play, Washington, DC.
UNESCO (1972). *Convention concerning the protection of world cultural and natural heritage*. Retrieved August 30, 2010 from http://whc.unesco.org/?cid=175
UNESCO (2009) *UNESCO and online travel giant TripAdvisor launch World Heritage partnership*. November 23, 2009. Retrieved August 17, 2010 from http://www.unesco.org/new/en/media-services/single-view/news/unesco_and_online_travel_giant_tripadvisor_launch_world_heritage_partnership/
World Tourism Organization (2005) *Tourism congestion management at natural and cultural sites.* Madrid: World Tourism Organization.

Promoting the Cultural and Natural Heritage Sites in the Shandong Province, China

Ina Freeman
(Groupe Sup de Co, La Rochelle)
&
He Sun
(Shandong College of Tourism & Hospitality)

Ina Freeman, Ph.D.
He Sun, Ph.D. Student
Associate Professor
Groupe Sup de Co, La Rochelle
17000 La Rochelle, Cedex
France
Email: ina.freeman@gmail.com

He Sun
Instructor
Shandong College of Tourism & Hospitality
Jingshi East Road 3556
Jinan
China
Email: hesun83@gmail.com

Promoting the Cultural and Natural Heritage Sites in the Shandong Province, China

Abstract:
To qualify as a World Heritage site under UNESCO regulations, sites must be of outstanding universal value and meet at least one selection criteria. The Shandong Province in China hosts two, the Temple and Cemetery of Confucius and the Kong family mansion all found in Qufu, and Mount Tai (Taishan wherein 'shan' means mountain), which spans the cities of Tai'an and Jinan. Although the temple, originally constructed in 478 B.C.E. to commemorate Confucius, has been damaged a number of times, the cultural site has remained important, as evidenced by the reconstruction (Temple and cemetery of Confucius and the Kong Family Mansion in Qufu, 2009). Mount Tai has been a sacred site for a cult for over 2,000 years, making it both a natural and a cultural site (Mount Taishan, 2009).
The government of the Province of Shandong has constructed a unique website facilitating the advertisement and dispersal of information concerning tourism in the entire province (Shandong Tourism, 2009). This website links the two World Heritage sites with other noteworthy sites in the province, encouraging tourists to venture farther. The site is sponsored by the government through the Tourism Board, which has also structured the Shandong College of Tourism & Hospitality as a national leader in tourism education. However, the website is exclusively in Mandarin, rendering it ineffective for non-Mandarin speakers. While this ensures the inclusion of the Chinese population in planning and management of the sites as addressed by Yang and Wall (2009), it inhibits the dispersal of information about the cultural and natural richness of the province throughout the non-Mandarin speaking world.
This inability to access information also permeates the English language academic tourism literature. In searching the Hospitality & Tourism Complete database (on 14 October 2009), only 16 articles were found mentioning the Shandong province, including five wherein one author came from a university in Shandong but none specifically mention the Shandong province.
This paper brings to the fore promotion of tourism in Shandong province by examining how the province can improve tourism to the World Heritage sites. The need to integrate tourism that pays dividends to the development of the region and businesses within China within the larger global environment primarily by using the Internet is advocated. Various recommendations are made including hiring a webmaster to upgrade and maintain the site, providing translation into numerous languages including English, Japanese, Korean, among others. We also look to providing a platform using the website to integrate packages for one-stop-shopping for tickets, collaboration deals among various tourism operators including hotels, restaurants, cultural activities, and others. Further, we recommend the integration of private tourism operators into the existing web portal of the tourism board, mutually benefiting both.
Finally, throughout this paper, while we recognize the natural competition between operators of similar tourism services, we also recognize the need for these operators to coordinate with other agencies and operators to maximize the tourists' experience. Within this cooperation, the role of the government is one of coordination with the tourism firms and the continued promotion of private enterprise.

Promoting the Cultural and Natural Heritage Sites in the Shandong Province, China

1. Introduction

Tourism is a growing industry in China. The many of its World Heritage sites provide opportunities to open China to the world, thereby promoting the country and improving the inflow of money brought by incoming tourists. The Shandong province of China contains two World Heritage sites that are advertised using a creative web page. This paper looks at the site and makes recommendations to improve the website, resulting in an improvement to the tourism to the World Heritage sites in Shandong.

2. The World Heritage Sites

The Shandong province of China contains two World Heritage sites. One site contains the family mansion, temple, and cemetery of Confucius. This site is located at Qufu and has been added to since the time of Confucius (6th to 5th century, BCE). The World Heritage organization recognized this site in 1994 (World Heritage, 2009a) as symbolic of ancient Chinese beliefs or culture. Its importance comes from the growing recognition of Confucius in today's China as well as the blend of Confucianism with other major religions such as Buddhism and Taoism (Robinson, 2009). Confucianism also permeates the day-to-day customs of many who do not follow a specific religion, such as the respect paid to elders and the principle of reciprocity or "The Golden Rule".

The other site, Mount Taishan (Tai), was recognized by the World Heritage in 1987 (World Heritage, 2009b) and has the differentiating significance of being both a Natural and a Cultural Heritage site. Outside China, Mount Tai is not as well known as the sites concerning Confucius, but within China, it is recognized as a shrine for Buddhists (Buddhism Statistics, 2007) as well as Taoists. This also makes it unique within China where the tendency is to have one belief system linked with one site. With Buddhism ranked as the fifth largest religion representing six percent of the world population (Buddha Dharma Education Association & BuddhaNet, 2008), tourism sites that appeal to Buddhists have the potential of a significant tourist draw. Together, Mount Tai and Qufu link significant cultural and natural history to create the necessary components for designation as a World Heritage sites, recognized by world bodies such as UNESCO as needing preservation for future generations. But this requires maintenance, and costs can be crippling.

3. Tourism and Marketing the Sites

One way to meet the expenses is to increase tourism to these sites. But it must be noted that increasing the tourism to these sites will also increase the need for maintenance and security, both of which will increase costs. With the increasing costs, it must be noted that China is a developing nation without the channels to market these sites through traditional tourism marketing outside its borders. Further, the government of China is heavily involved in tourism and their hierarchical management structure may not place those most adept at marketing in positions that will enhance tourism. Thus, the internal marketing is accomplished, but external marketing is under-developed. A solution may be found in emarketing, a rapidly evolving modality that is one of the fastest growing sectors in the global economy.

Emarketing includes promotion, advertising, informing, public relations, as well as the traditional selling. One facet of marketing that can be enhanced with the use of the web is not only the establishment of relationships with customers from the four corners of the earth, but also the enhancement of these relationships. In an industry as sensitive to individual needs as tourism, the development of these relationships with tourists, tour operators, and tourism agencies inside and outside China is crucial for the funding necessary to continue to promote and preserve tourism sites, such as the Heritage sites.

Another aspect important to note with emarketing is the gathering of information using the Internet. Gathering information through the Internet requires the enhancement and promotion of the tourism sites to increase the popularity of the site resulting in an increase in the number of visitors. The information potentially gathered by emarketing sites will inform the Chinese industry to tailor the services for the tourists who demonstrate interest. This is especially important to attract inbound tourists who may have needs that are different from the needs of many of the internal tourists. It is the inbound tourist spending that will increase the real revenue of the country by bringing money into the country from other countries. This money could be used to enhance the site thereby providing greater opportunities. Another point with emarketing occurs in the virtual tourism world. The benefit to these businesses will include locations that are not currently tourist sites, but have the potential to attract or service tourists. However, for these sites to benefit, web communication will need to be coordinated, a task best facilitated by one legitimated tourism website. This may be the optimal role for the government website promoting the Shandong Province. With the coordination by the government of China, the website will be able to build a reputation for authentic and trustworthy information.

Currently, there are numerous websites that give information in English about the Shandong province. However, these can be divided into websites that are established by users, such as iGuide (iGuide, 2010) and commercial enterprises such as China Fact Tours (China Fact Tours, 2010) and China International Travel Service (China Travel, n.d.), which are affiliated with international travel agents. While China demands that businesses structured in China are majority owned by citizens of China, one wonders if the money to travel agents remains in China where it can facilitate the development of tourism, particularly to the World Heritage sites. The ability to access the Internet, a global phenomenon, may allows companies to structure the work in China while keeping a large portion of the money outside, thus not providing the necessary inflow of money to build tourism in China.

With the Chinese government exerting control over the Internet, a potential dependence of the tourism industry upon the government is created. This dependence in China is not limited to the Internet but extends to times in the year that are nationally celebrated. For example, the government has instituted three individual weeks that are individually classified as a “Gold Week”. These are the weeks surrounding May Day (May 1), the National Anniversary Day (October 1), and Spring Festival or Lunar New Year (usually the first part of February). These three weeks are endorsed by the government as holidays, and tourism is encouraged. The importance of these weeks is reflected in the latest figures for the National Anniversary Day for 2008 that reflected 178 million tourists travelled in one week, an increase of 22.1 percent over 2007 (National Tourism Administration of the People’s Republic of China 2008c).

These weeks also appeal to inbound tourists coming to China from other countries. In 2007, 131.87 million tourists spent a total of 41.919 billion RMB in China (National Tourism Administration of the People’s Republic of China, 2008a). Coupled with internal tourists from China tourism income is calculated to bring 1,137.47 million USD (National Tourism Administration of the People’s Republic of China, 2008b). This represents a 5.5 percent

increase in the number of inbound travellers, with 23.5 percent increased income into the economy (National Tourism Administration of the People's Republic of China, 2008b). The inbound tourism income to TaiAn for 2007 is 151,110 for a total of receipts of 64.92 million USD (TaiAn Tourism Bureau, n.d.). The inbound tourism income for JiNing for 2007 is 155,601 for a total receipt of 49.38 million USD (TaiAn Tourism Bureau, n.d.). This was increased again in 2008, despite the economic downturn, to be 190,000 tourists, up 33 percent for a total of receipts of 95.18 million USD (Dazhong, 2008). Inbound tourism is particularly important because it represents an increase in national income and an inflow of money into the country. But the numbers visiting the region of the World Heritage sites is small in relation to the numbers visiting China.

With the increasing numbers of countries emerging from recession, indicated in the slowing of the decline in numbers of international tourists (World Tourism Organization 2009), and with China ranking fourth in world tourist arrivals and fifth in international tourism receipts in 2007 and 2008 (UNWTO, 2009), China is becoming a major player in the world tourism economy.

4. Currently in Shandong Province

Currently, emarketing in tourism in the Shandong province is primarily guided by the website established by the governmental tourism agency (Shandong Travel, 2009). There are a number of other websites advertising the Shandong province, specifically Mount Tai and Qufu, but as stated earlier, they are independent travel agencies, often having a toll free number for residents of the United States and/or Canada (China Connection Tours, 2010; China Highlights, 2010) leading one to question their home affiliation. Many of these web pages claim to be independent of the government, but there are strict regulations by the government concerning travel agencies, making one wonder about either their affiliation with the government or with foreign travel agencies. One website that is interesting is the Travel Shandong website, developed in conjunction with the government (as evidenced by the application of the "Friendly Shandong" logo) (China, n.d.). The landing webpage contains information dating to October 2008 as the landing page, indicating it is not kept current.

The main website for Shandong province tourism, as authorized by the government, opens with a globe turning with Chinese characters under it. Whereas many of the other sites are styled to sell tours, hotels, or travel, this website purports to sell nothing other than the concept of tourism within the province. The website has traditional Chinese music looped to play continuously. To open the website, you need to read the Chinese characters to open the portal to the actual website. There is also a tab that allows you to skip the introduction. This is the only English appearing on the site but this word vanishes within 15 seconds, leaving the web user without instructions in any other language than Chinese. The top line of characters advises that if you shop on the website you qualify to win a gift. The second line of characters opens the website to a full page with a map of the Shandong province on the left with a zoom allowing for closer inspection of any particular area. Although this website has been designed by the governmentally operated Shandong Tourism Bureau to encourage domestic tourism, particularly as it pertains to citizens of the Shandong province, the website is on the World Wide Web allowing access to everyone who has an internet portal. However, it leaves tourists who are not fluent in Chinese without access despite the fact that domestic tourism does not bring new money into the area whereas international tourism does.

When the site is opened to the map, on the right hand side there are pictures of famous cites within the Shandong province including a marine park, amusement park, museums, sailing clubs, Confucius temple, Mount Tai, and other natural areas of interest in the province.

Below the pictures is a box that provides a brief introduction of the culture, the scenes, and transportation.

The map is central and has 36 touristic sites named (in Chinese characters). When each site is passed over with the browser, five icons appear that link to an introduction to the individual area, provide video (this portal is empty), pictures, audio introduction, and information as to what is currently happening in the area. Again, each window provides this information solely in Chinese. At the top left of the map is a link that has a woman wearing a telephone headset so appearing to be a telephone link, but in fact is simply a list of travel agencies and hotels in the Shandong province. Connected to this link is a link to a pre-paid card that enables you to travel and earn discounts at various tourism establishments without having to carry cash. When this link is explored, the pre-paid card is linked to tourist destinations. Each promotion for each destination lasts for a specific seven day time period. This encourages people to visit various destinations in the Shandong province during specific times. Not all destinations participate in this offer with the Confucian sites participating and Mount Tai not. The card site offers a link to a calendar that specifies which sites are promoted during which months and specific times of the year. This card is issued jointly by the government and the financial sector (The Agriculture Bank of China).

On the bottom left of the map are two links to two government agencies: one the Shandong government official tourism website and the other a tourism information website run by the government. Across the top are links to information concerning tourism in the province, including:

1) The Music icon shows three separate discs, each containing a different type of touristic area being Mountain Tai, Confucius, and Baotu Spring; Golden coast line; and free travel. Sites within each area are brought up, with each site offering the option to download music from that area, the ability to email or share the information with your friends, and a distinctive telephone ring that is downloadable. The telephone rings belong to the promotional program previously mentioned;
2) The Pictures icon displays the 17 areas in miniature and large, with areas displaying 50 to 80 views of the Shandong province. These pictures show many picturesque sites not normally seen in touristic brochures or on other websites;
3) The Food icon includes the famous cuisine for specific areas including traditional foods, snacks, noteworthy restaurants such as the rotating restaurant in QingDao and fish or seafood banquets;
4) The Weather icon includes the name of all 17 cities in the province with pictoral representation of the sun, clouds, and other weather phenomena. When the cursor goes over the area, the temperature, an index that advises the appropriate clothing for the day, and the UV index; and
5) The Transportation icon includes a brief introduction into train and air travel in the province and a governmentally operated promotion for tourism.

The information shared about the UNESCO World Heritage sites on this web site is relatively thorough. It shows a picture of Confucius' house and gives a very brief history. Mount Tai, a very important site for many Chinese is shown and introduced.

Thus, the tourism website is relatively inclusive and appeals to the eye. But there are a number of shortcomings for the site.

5. Problems with Current Marketing

Problems on the primary website that promotes tourism in the Shandong province, including the World Heritage sites include weather information that is seven months out-of-

date, little depth or historical information concerning the sites, not all the tabs and links are populated, and a failure to upload, meaning the information is not viewable. Further, all sites are given equal status, with no one site, that is the World Heritage Sites, given more attention than the others.

The Chinese government and the government of the Province of Shandong have made a noble effort at emarketing their province. Unfortunately, their efforts have resulted in the knowledge of these sites being restricted to those who can read Mandarin. This use of non-Roman letters and words was endorsed at the end of October 2009 by the world body that assigns web domain names approving the opening of the Internet domain names to non-Roman letters and words. However, it is recognized that with exclusive use of non-Roman letters, a significant portion of the web population will be excluded. For China, that means, a potentially significant portion of the population of tourists is excluded. For recognition of the sites by people who do not read Chinese, there needs to be similar sites constructed for other languages. This is particularly true when the increase in the number of inbound tourists is taken into account with their increased spending.

The Internet site advertising the Shandong province is limited in its value to inbound tourists for a number of reasons. When considering the importance of the World Heritage sites, these are not highlighted or emphasized on the site. In fact, if a person does not know specifically the location of the site, there are 34 other icons to search through before finding these sites. It is suggested there be a special stylized icon to emphasize the presence of these sites as these sites are the most well known globally and are more likely to attract the international tourist.

Another aspect that limits the effectiveness of this site is the currency of the information. Some of the information is dated. Other icons on the web have not been populated and there is no indication that they are under construction or that they will be populated. The video icon just goes into a loading mode with no indication of time remaining. The authors left this up for 24 hours and the screen was still loading. The scrolling pictures contain blanks that if clicked on bring up a picture, but the picture is not viewed if the blank portal is not clicked. Thus, if the individual looks to these shortcomings, noting the incorrect dates or notes they cannot gain the information, they may question the entire site.

The website does not offer the opportunity to give feedback or evaluation of the site or the information on the site. Without this, the website designers do not know who is looking at the site and what their impressions are. Various icons only allow for downloading, disallowing previews. For many, downloading will not be completed unless they know they want the material, thus negating the wealth of material available. Also, when downloading, there is no information available concerning the system requirements meaning that even if you download, you may not have the appropriate program to open the file. When some of the icons are clicked on, specifically the icons for the banking card, the window opens to a green screen and it is necessary to scroll horizontally to access the information. The site also does not automatically fit into your browser window, meaning that you need to continually scroll up and down, albeit not far.

Other problems on the website are the lack of information for inbound tourists to China concerning hotels, restaurants, shops, and other amenities. While this is resolvable when going through a travel agent, many international tourists prefer to use the Internet for travel and tourism planning (Ataeefar and Teymoori, 2008).

Although there are growing numbers of inbound tourists, it is necessary for China, and specifically the Shandong Province, to find ways to entice tourists, thereby profiting from the potential income from these tourists. The World Heritage sites are especially important in enticing the inbound tourist to sites that have significant cultural implications for many in the

global population. One way to do this is by opening the emarketing programs already existent on the web, such as the portal previously discussed. In the following section, we will make suggestions as to how to enhance this process and encourage the opening of the Shandong province's World Heritage sites to the world.

6. Possible Solutions

The World Heritage sites in the Shandong province have the capacity for drawing large crowds in China due to the resurgence in popularity of Confucius and Confucian thought (Confucian family tree 'triples', 2009) and throughout the world. The Chinese government has relented on its dissuasion of Confucius thought in recent years, as indicated by the funding of a movie of the philosopher's life (Confucian family tree 'triples', 2009). Thus, the improvement of the website is important to increasing the numbers of foreign tourists.

However, foreign tourists are confronted with a site that is Mandarin. In containing World Heritage Sites, the site owners may want to consider translating the site into a number of languages including Cantonese, English, Japanese, Korean, French, German, and Spanish and give the website links for inbound tourist to apply for visas and other travel information such as restrictions during flu season. These other language sites may translate all the information, including the videos and vocal recordings into the appropriate language.

Information about other businesses, including hotels, restaurants, shops, and other amenities could be integrated into the website, using the ease of the pop-up icons. This would enhance the ability of the site to be a "one-stop shop" for multiple aspects of tourism. Further, if a fee was charged to these businesses to advertise or have their names on this website, the fees may assist in funding the wages for an individual or a webmaster to maintain the site and keep the information current. This would result in a current website at nominal to no cost to the tourism department. It also provides the opportunity for the small and medium businesses that are common in tourism to have a global voice. In designing the page as a one-stop stop, other links could be instituted on the page that would add credibility to the website, such as the National Tourism Administration of the People's Republic of China and the UNESCO World Heritage sites that discuss Confucius birthplace and Mount Tai.

Other aspects the webmaster may take-in-hand would include adjusting the main landing page following the presentation of the globe to fit the viewer's screen, thus eliminating the scroll bar. The "Skip" instruction should remain on the screen for at least one minute. When the main landing page following the globe appears, it should not take up the entire screen, but should stay within the bounds of the browser's previous screen size.

Other ways to increase the traffic on the site include using key words, such as "Confucius birthplace" in multiple languages. To facilitate the use of the site, the government tourism bureau may encourage other websites to link to or use information from this website. Constant and consistent monitoring of the webpage will also enhance the potential customer relationship marketing. One means to do this is the provision of links to forums for tourism in China and refer its viewers to these forums.

Using the website to mine data is also possible. It is possible to record the number of visitors on the website and to record their activity. Noting the popularity of each page will facilitate the building of a good website. Encouragement of users to bookmark the page ensures its use. With the inclusion of feedback links that request email addresses and specific demographic and other data, the tourism department will gain a better understanding of who is visiting the website and when. This will provide information for a database that can be used for promotion campaigns. Further, with ensuring the information on the website is current and

accurate, including the currency and availability of the multi-media presentations, the website will enhance its reputation as a trusted site.

This site could become a "one-stop shop" for the Shandong province. The promotion of the World Heritage sites by allowing the purchase of tickets and booking tours would facilitate the operations of the sites by providing statistics essential for planning personnel and amenities during peak periods. It would also decrease the stress of the visitors by allowing them to enter without queuing in line for tickets. Links for foreign visitors to the other online sites for currency conversion, detailed weather information, and other publicly available information facilitates the users, making it a site that is easy to use.

The website has an existing 'Transportation' icon, but the information provided is general. The icon could lead to train or bus schedules for transport to the World Heritage site locations. Also, the ability to purchase the tickets for the train or bus would facilitate the planning necessary to accommodate tourists. Further, there should be available maps for those tourists who choose to drive to the sites. This could be accommodated by linking the site to a mapping site where the individual asks for directions from point A to point B or linking the tourist to other sites that already have maps.

In providing this information, the government could assist in the macro-management and coordination of the development of tourism by linking tour operators with hotel operators and restaurant owners. For example, tours could be advertised as originating at specific hotels, thus encouraging people to either stay at the hotel or dine at the hotel before the tour or after. These hotels would then promote the tour operators and would sell the tickets for the individual tours. Tour operators could also coordinate with restaurant owners to stop for meals or snacks. The restaurant owners would then encourage people to use the tour operators, thus enhancing both the tours and the hotels from where they originate. The primary link would be the government, which would have a listing of hotel, tour, and restaurants in specific areas.

Other areas the government could assist include the dissemination of information about the World Heritage sites and other tourism destinations by ensuring advertisements and public relations announcements are circulated inside China to other travel agencies as well as globally on the web and through the news media. It is also important to note that the integration of tourism on the Internet must be reflected on the ground by integrating tourism services at tourism fairs, road shows, and travel events to promote the many sites of the Shandong province.

7. Conclusion

The promotion of the two World Heritage sites within the Shandong province will ultimately enhance tourism throughout the province. Thus, it is in the interests of the government run tourism department to enhance the promotion of the World Heritage sites that are recognized by the global agency, UNESCO.

This enhancement of the promotion of these sites by the government in coordination with the many small and medium enterprises that are prevalent within the tourism industry will enhance tourism within the province, not only of the World Heritage sites. The government could provide common ground in their role of assisting the many tourism businesses to operate independently while coordinating with each other to maximise the tourists' experiences and promote return visits. The development of tourism emarketing as discussed herein necessitates government involvement due to the expense and the pre-existing structure of this website. But this website needs a Webmaster to ensure accuracy, currency, and integration of all aspects of tourism, particularly for the World Heritage sites. By improve

the coordination and collaboration in emarketing tourism, the World Heritage sites in the Shandong province will benefit as will the province itself.

Bibliography

Ataeefar, Z. and Teymoori, T. (2008) "The impact of e-tourism in developing countries: A case for Cambodia", Third International Conference on E-Commerce with focus on Developing Countries. 23-23 October, 2008, Isfahan, Iran.
Buddha Dharma Education Association & BuddaNet (2008) "Number of Buddhists worldwide", Retrieved 5 March 2010 from http://www.buddhanet.net/e-learning/history/bud_statwrld.htm.
Buddhism Statistics (2007)", Retrieved 7 November 2009 from http://www.buddhist-tourism.com/buddhism/buddhism-statistics.html.
China (n.d.) "Welcome to Shandong", Retrieved 5 March 2010 from http://www.chinatravel.com/about-china-travel/.
China Connection Tours (2010) "Shandong Travel", Retrieved 5 March 2010 from http://www.china-tour.cn/Shandong/.
China Fact Tours (2010) "Shandong", Retrieved 5 March 2010 from http://www.chinafacttours.com/shandong/.
China Highlights (2010) "Landing page", Retrieved 5 March 2010 from http://www.chinahighlights.com/.
China Travel (n.d.). About China. Retrieved 5 March 2010 from http://www.chinatravel.com/about-china-travel/.
"Confucian family tree 'triples'" (2009), British Broadcasting Corporation. Retrieved 6 November 2009 from http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/8275269.stm.
Dazhong News (2009) "TaiAn is famours for Mount Tai", Retrieved 13 November 2008 from http://www.dzwww.com/2009/sdx/ta/tabjzl/200908/t20090826_5037055.htm.
Global Word Forum (2009) "Tourism income of JiNing breaks through 10 billion Yuan: First time it ranks fifth in Shandong Province", Retrieved 12 November 2009 from http://www.docin.com/p-10265655.html.
iGuide (2010) "Shandong Travel Guide", Retrieved 5 March 2010 from http://iguide.travel/Shandong.
"Mount Taishan" (2009) UNESCO World Heritage. Retrieved 14 October 2009 from http://whc.unesco.org/en/list/437.
National Tourism Administration of the People's Republic of China (2008a) "Major statistics of domestic tourism 2007", Retrieved 6 November 2009 from http://en.cnta.gov.cn/html/2008-11/2008-11-9-21-42-63473.html.
National Tourism Administration of the People's Republic of China (2008b) "China tourism statistics bulletin 2007", Retrieved 6 November 2009 from http://en.cnta.gov.cn/html/2008-11/2008-11-9-21-35-50326.html.
National Tourism Administration of the People's Republic of China (2008c) "Tourism statistics report of "Oct. 1" Gold Week 2008", Retrieved 6 November 2009 from http://en.cnta.gov.cn/html/2008-11/2008-11-9-21-37-90694.html.
Robinson, B.A. (2009) "Confucianism: History of the religion and number of followers", Retrieved 7 November 2009 from http://www.religioustolerance.org/confuciu1.htm.
"Shandong Tourism" (2009) Website, Retrieved 7 November 2009 from http://www.shandong.travel.
TaiAn Tourism Bureau (n.d.) "Brief introduction of tourism development in TaiAn", Retrieved 13 November, 2009 from http://www.tata.gov.cn/newsinfo.asp?ArticleID=233.

"Taoism adherents by country" (2009) Retrieved 7 November 2009 from http://chartsbin.com/view/pog).
"Temple and cemetery of Confucius and the Kong family mansion in Qufu" (2009) UNESCO World Heritage. Retrieved 14 October 2009 from http://whc.unesco.org/en/list/704.
UNWTO (2009) "Tourism Highlights, 2009 Edition", Retrieved from http://www.unwto.org/facts/menu.html.
World Heritage, (2009a) "Temple and cemetery of Confuciu and the Kong family mansion in Qufu", Retrieved 6 November 2009 from http://whc.unesco.org/en/list/704.
World Heritage (2009b) "Mount Taisah", Retrieved 6 November 2009 from http://whc.unesco.org/en/list/437.
World Tourism Organization (2009) "Confidence in tourism sector gradually picking up", Retrieved 6 November 2009 from http://www.unwto.org/media/news/en/press_det.php?id=5041&idioma=E.
Yang, L. & Wall, G. (2009) "Minorities and tourism: Community perspectives from Yunnan, China", Journal of Tourism and Cultural Change, Vol. 7, No. 2, pp. 77-98.

Demolition of Tangible Properties As an Intangible Practice

Ayako Fukushima
(Kyushu University)

Ayako Fukushima
Environment and Heritage Design Course, Faculty of Design, Kyushu University
4-9-1 Shiobaru, Minami-ku, Fukuoka 815-8540 Japan
Email: af@design.kyushu-u.ac.jp

Demolition of Tangible Properties As an Intangible Practice

Abstract:
This study examined the heritage value of intangible practices such as dismantling, demolition, relocation, recycle and/or reuse of church buildings. Case studies on the Catholic churches in the Goto Islands, which are in a rural area of Japan, and are facing a shrinking congregation and decreasing human and financial resources to manage existing properties. This has led to a closing down and dismantling of some of the churches. Value assessment is based on the concept that 'original value' should be identified. 'Original value' is a concept or practice recognized to be essential by an associated/religious community who created, built, or used the place/structure. The original value of case study churches is identified as essentially spiritual and observed when dismantling occurs. On the other hand, practices of relocation, recycle and reuse are identified to have neither original value nor spiritual value, yet possess historic significance. Based on this value assessment, four different approaches for conservation and management of churches to be decommissioned are examined: the approaches of '*in-situ* reuse' and 'relocation and reuse' are better options to sustain original values at a higher level; whereas, 'adaptive re-use' and 'dismantling' are also acceptable when there is sufficient justification that the previous two approaches is unavailable. Modern conservation tends to overemphasize the physical evidence of heritage value and neglect the intangible significance. Intangible value is particularly important in living religious heritage. Any conservation efforts should be based on strong research pertaining to the meaning and value of intangible practices in order to avoid mere conservation of a 'shell' without any spirit. This particular caution should be given to tourism management for the living religious heritage.

Keywords: intangible, living religious heritage, Catholic church, dismantling, Japan.

Demolition of Tangible Properties As an Intangible Practice

1. Introduction

Catholic churches built around 1900 A.D exist on islands in western Japan. Local Catholics have carried out intangible practices of dismantling, demolition, relocation, reuse and/or recycle of some of those church buildings. On the other hand, an attempt to nominate those Catholic churches for UNESCO's World Heritage listing has emerged since the mid-2000s mainly initiated by the local government. A group of Catholic churches in Nagasaki Prefecture were placed on the national tentative list for World Heritage nomination in 2007. In this nomination effort, attention has been paid to historical and architectural studies and physical conservation of church buildings.

Architectural historical studies of those Catholic churches by academicians in the 1970s and 80s have revealed physical architectural characteristics of them (Kawakami and Tsuchida 1983; Maekawa 2003). However, these researchers paid little attention to the intangible aspects of church buildings. The recent research by Kikata et al. has relevance to intangible aspects (Kikata et al. 2010). They have revealed traditional methods and practices to maintain churches by the local Catholic congregation as well as local non-Catholic residents. The study revealed factors to enhance or hinder participation of non-Catholic residents in church maintenance.

There has been no previous research attempt on value and meaning of intangible practices of dismantling/demolition/relocation/recycle/reuse of churches. It is not appropriate to label any demolition practices as vandalistic without any assessment because those intangible practices contain reasons that an associated community conducts such an action, and possibly social or religious meanings in themselves. Any heritage value assessment should be based on the examination of both of tangible and intangible elements. Conservation and management plans as well as tourism management should be derived from such a heritage value assessment. Therefore, this study set out to:

1) evaluate the values of intangible practices of dismantling, demolishing, relocating, reusing and recycling churches;
2) make a proposal of conservation management based on the identified values.

2. Methodology

I conducted interviews with Catholics who have been involved in maintenance, dismantlement, demolition, relocation and/or recycle of churches. The data analyzed in this study are obtained from those interviews.

Principles on which this study stands are the concept of 'conservation process' including five values defined in the Burra Charter created by Australia ICOMOS and the concept of 'authenticity' defined by 'the Nara Document on Authenticity'.

The case studies are presented in section 3 followed by section 4, which examines heritage values of intangible practices.

3. Case Studies and Background History

The case studies are of Catholic churches on the Goto islands in Nagasaki Prefecture, Japan (Fig. 1).

3.1 Background History

The Kyushu region is the area where Catholicism was introduced to Japan in the 16th century. Catholicism spread quickly beyond the region. Nagasaki, being an international trading port at that time, became the center of Catholicism with a number of proselytized Japanese Catholics and foreign missionaries. However, in the 17th century, the government officially imposed a ban on Catholicism until 1873 A.D. Missionaries were expelled, and Japanese Catholics were severely persecuted. Around 1800 A.D., many Catholics who resided in the Nagasaki area emigrated to the Goto islands in order to avoid persecution, and also to secretly keep their faith living in a remote and rural area. Immigrated Catholics found places to establish their villages where there were no native resident habitations. Consequently, most of the Catholic villages are located on the periphery areas of the islands where the living conditions are worse than other areas. As of 2010, there exist 20 Catholic churches still in use in the lower Goto islands (Fig. 2). Beside them, eight churches were closed and/or dismantled. One of the reasons for decommissioning of churches is the decrease of Catholic population. Overall, the entire Goto Islands has become seriously depopulated.

3.2 Case Study 1: Egami Church

Egami Church, located on Naru Island, was built in 1918 (Fig. 3 and 4). It is a wooden structure and has double roof. The exterior walls are covered with wooden siding. The interior floor plan consists of a nave with aisles on both sides, with a rib-vaulted ceiling that creates a greater sense of space (Fig. 5). In 2008, it was designated by the national government as an 'Important Cultural Property'. The church is still owned and managed by the Catholic Archdiocese of Nagasaki, with the Naru Parish responsible for maintenance. Daily maintenance is provided by local Catholics in Egami village. Egami and the surrounding area are extremely depopulated. There are only three aged Catholics who attend mass at the church, which is held once a month. Only one of them is physically able to carry out maintenance such as cleaning. Because of this, the maintenance by the local congregation became unsustainable; therefore, around 2007, the local congregation considered closing and dismantling the church. However, the heritage designation of the church was decided in 2008 between the national government and the archdiocese without sufficient consultation with the local congregation. Consequently, the plan to close and dismantle had to be cancelled.

The local congregation explained the reason behind their plan to close down the church, "For local Catholics, the most inacceptable thing is to allow the church to decay. It is rather appropriate and responsible treatment of a church to close it down and dismantle with dignity when the congregation becomes incapable to maintain it".

3.3 Case Study 2: Ohtomari Church

Ohtomari Church existed on Fukue Island (Fig. 3). It was closed and dismantled in 1969. Detailed architectural design is unknown because archival records are missing. The church was wooden structure and probably single storied. The residential quarters for a priest and another building stood next to it. It was built in late 19th century, but had become too decayed to maintain by the 1960s. Typhoons often damaged the church and the adjacent buildings, which caused financial burdens on the local congregation. In the late 1960s, a new church as a mother church in the parish was planned to be rebuilt in the nearby village. All the parishioners were required to make financial contributions for the construction of a new church. It was too difficult to be responsible financially for both of the Ohtomari church and a new mother church. In addition, regular mass had not been held for a long time at the Ohtomari church. Another reason that led the local congregation to demolish the church was that transportation became much improved, so it was easier for them to go to the mother church every Sunday than before. In the past because of poor transportation, they needed to

have their own church in their village. Due to those reasons, the local congregation in Ohtomari village decided to decommission and dismantle the church.

After dismantling, the building materials such as wooden beams and pillars were collected by local Catholics to be recycled into their cow shed and barn. The cleared site of Ohtomari Church was then refurbished as Ohtomari Catholic Cemetery (Fig. 6). The old Catholic cemetery in this village was located on the top of a mountain. Such a location made it difficult to carry wooden coffins in a funeral, or to visit family member's tomb especially as local Catholics became aged. Therefore, it was decided to relocate the cemetery to the lower location, the former site of Ohtomari Church, where access was relatively easy.

3.4 Case Study 3: Gorin Church

The structure of Gorin Church was originally built in 1881 as Hamawaki Church in Hamawaki Village as a mother church of Hisaka Parish on the same Hisaka Island (Fig. 3 and Fig. 7). It is a single story wooden structure with roof tiles on a gabled roof, with wooden siding covering the exterior walls. It belongs to the oldest group of church architecture whose characteristics are with columns that are connected with exposed beams. The ceiling is rib vault with wooden boards. Plan is consisted of a nave with aisles on both sides (Kawakami and Tsuchida 1983; Maekawa 2003), (Fig. 8 and Fig. 9).

When the Hamawaki village came to need a larger church as the mother church, the parish decided to replace the old church with a new one of concrete structure in 1931(Fig.7). The old church was dismantled and relocated to Gorin village where Catholics in the villages were longing for a church in their village because Gorin village was in an extremely remote area, and it was difficult for Catholics there to go to another church every week for mass (Fig. 10). In 1931, the old Hamawaki Church was reassembled and reused as Gorin Church. In the 1980s, the local congregation had difficulties meeting the repair costs due to water damage from a leaky roof. Therefore, the local congregation decided to dismantle the old church and replace it with a new one built of concrete block whose construction cost was estimated to be lower than repairing the severely decayed church, and the maintenance was estimated to be much easier rather than keeping the old church. When the local congregation was about to start dismantling in 1985, the local government, who was informed by the local journalist of dismantling, told the local Catholics not to dismantle the church while the government considered the possibility of saving the structure for conservation. Negotiations were done in great haste among the local congregation, the parish priest, local municipal government, the prefectural government and scholars in architectural history. Finally it was agreed by all parties to do *in-situ* conservation of the church structure. A new church was erected on the nearby location in the village to be the new Gorin Church (Fig. 11 and Fig. 12). The old church was deconsecrated and the ownership of the building was transferred from the Nagasaki Archdiocese to the local government. The old church became a municipally designated "cultural property" without any religious practices and any particular activities or use inside; whereas, the new Gorin Church nearby became consecrated to house all the religious practices. The old Gorin Church was designated as an "important cultural property" by the national government in 1999. Even though it is not a religious facility anymore, the local government has entrusted the daily maintenance to local Catholics such as cleaning and opening/locking when there are visitors who wish to get inside.

The 1985's whole negotiation process to conserve the old Gorin Church focused solely on *in-situ* physical conservation and lacked assessment of intangible heritage value as well as authenticity such as religious and social values. No discussion and examination was given on whether it was appropriate to conserve only the "shell" of the church without any living spirit.

Nowadays, the Gorin village has only 3 Catholic families consisting of six people. Fewer than 20 Catholics come to the new Gorin Church for regular mass held once a month.

Maintenance of both the old and new Gorin churches is not sustainable in terms of human resources for a long term as the next generation is unlikely to come back to the village to live. Therefore, the village might be totally vacated in several decades. In such a case, not only the new church, but also the old "heritage" church won't have any hands or eyes to maintain them on site.

4. Assessment of Heritage Values of Intangible Practices

4.1 Value assessment for Living Religious Heritage

Churches are, in principle, living religious sites unless they are closed, demolished, or converted into another use. Herb Stovel states that "understanding living religious heritage requires recognizing that the intangible significance of tangible religious objects, structures, and place is the key to their meaning. The tangible and intangible cannot be separated since all cultural materials has intangible value" (Stovel 2005).

Gamini Wijesuriya states that religious heritage has been born with its values in place, while for other forms of heritage, we need time and distance to be able to ascribe values to heritage. These differences will cause the conservator to ask different questions in defining heritage values in the two different situations: for religious heritage, what values are already recognized by the religious community? (Stovel 2005). Wijesuriya also states that religious values are often sustained only by on-going process of physical renewal. In ensuring continuity of forms, in effect, 'living' heritage values are being elevated above the more familiar 'documentary' or 'historical' values (Stovel 2005).

There is a discussion of 'pious vandals' introduced by Wijesuriya (Wijesuriya 2001). According to him, 'pious vandals' refers to pious and well meant devotees who carry out non-scientifically planned repairs and restorations to religious places. Those devotees do rebuilding and restoring the worship places because they firmly believe that such practices to be one of their prime tasks. From the scientifically oriented conservation viewpoint, restorations by 'pious vandals' led to the loss of documentary value. However, as Wijesuriya also argued, restorations by 'pious vandals', in another word is 'built-in continuity', do actually to secure and enhance spiritual value (Stovel 2005).

In the framework of 'Nara Document on Authenticity', authenticity is defined to have five aspects: 1. form, design; 2. materials, substance; 3. use, function; 4. context, setting, spirit, feeling; 5. traditions, techniques, process. Among the five aspects, three to five refer to intangible aspects. Article 11 of the Document states that 'all judgments about values attributed to cultural properties as well as the credibility of related information sources may differ from culture to culture, and even within the same culture. It is thus not possible to base judgments of values and authenticity within fixed criteria. On the contrary, the respect due to all cultures requires that heritage properties must be considered and judged within the cultural contexts to which they belong'.

To summarize, living religious heritage has, in nature, a different set of values from secular heritage. Authenticity is culturally dependent in nature. Therefore, assessment of values and authenticity needs a set of criteria specifically catered for living religious heritage. The particular attention should be paid to intangible aspects and values of the associated community.

4.2 Value assessment by the religious community

Cristina Carlo-Stella of the Pontifical Commission for the Cultural Heritage of the Church in Roman Curia addresses that 'the material cultural heritage of Church always reflects and should communicate the essential immaterial heritage, in other words the traditions of spirituality (the religious and devotional traditions, customs and practices of worship). This immaterial heritage should be considered to be the major reason behind the efforts to conserve and enhance the material forms' (Carlo-Stella 2005). The Vatican shares the same view regarding value and authenticity as in the previous section.

4.3 Assessment of values in intangible practices

This section examines values embodied by intangible practices observed in the case studies. In order to achieve it, 'original values' of intangible practices carried out by the associated community need to be clarified. I define 'original value' as values that are recognized to be essential by those who created/built/used the place/structure. It is necessary to identify what factors, concepts, or motivations make the associated community engaged in such practices.

Table 1 summarizes intangible practices observed in the case studies along with the reasons behind them, type of value, and whether values are original or non-original.

In the Egami Church, though it was not actually carried out, dismantling of the church was about to be implemented because the shrinking congregation thought that it was the proper way to be responsible for their own church, and to treat the sacred church with dignity. It may be called 'death with dignity' of a church. The value of this practice is identified 'spiritual' as those practices are driven primarily by spiritual reasons. It should be noted that, for the associated community, dismantling was not 'optional' but rather a 'must' to treat a church to be decommissioned. The local Catholics have clearly expressed that the church had to be dismantled because it was unbearable for them as Catholics to see the church decayed and eventually collapsed. In the sense that there were no other options to be chosen, dismantling practice should be identified to be 'original value'.

As for the Ohtomari Church, dismantling was carried out for the same reason as Egami. Therefore, value is identified as spiritual and original. However, recycling of church building materials which followed after dismantling was carried out for economic and practical reasons. Such a practice to reuse/recycle building materials have been common and shared habits all over Japan as new buildings materials are generally expensive; whereas, recycled materials cost less. Hence, this practice has historic value, as this practice is a long-established method in the wooden architecture building system (Sakurai 1997; Sato et al. 2001). It is identified as non-original value, as recycling was optional rather than indispensable, and not derived from spiritual grounds. Furthermore, this practice was not exclusively performed by the associated community, but commonly practiced by anyone for any type of buildings in any region in Japan.

Regarding Gorin Church, construction of a church in Gorin village was in itself a pure spiritual desire to have a church in their own village. Therefore, the value is spiritual and original. However, dismantling, relocation, and reuse of the former Hamawaki Church into Gorin Church are derived from economic and practical reasons as seen in the Ohtomari Church. Such a process was optional rather than a necessity because the associated community would have built a new church with new materials if they had enough money to do so. Relocation of a building has been also a popular method for wooden architecture in general. Hence, the value is identified as historic and non-original.

Based on this analysis, Fig. 13illustrates how values and authenticity were split when the church was deconsecrated and became a cultural property. When the church was still in use, elements of 'congregation', 'religious practices', and 'management practices' by the

congregation were present. Spiritual and social values were embodied because of their presence. The church building itself possesses aesthetic and historic values. All those values bare authenticity. Once the church became disused when the ownership was transferred to the local government, the spiritual and social values were lost as the congregation, religious practices and congregational management were removed. Accordingly, authenticity was lost or reduced. Lost values were, instead, attained by the new church even though historic and aesthetic values are not identified yet. Here again, authenticity is lost or reduced partially. Such a split of values has occurred because the negotiation for conservation totally lacked the examination of heritage values, both tangible and intangible, and conservation management planning based on identified values.

5. Value-based Conservation Management

This section examines conservation management for churches to be disused based on values identified in the previous section.

5.1 Typology of existing treatments for churches to be disused

The three case studies show the shrinking of congregation causes the following phenomenon:

1. fewer needs to maintain all church buildings in a parish or diocese;
2. fewer needs to recycle and reuse church buildings as the entire Catholic population is shrinking and;
3. shrinking management abilities due to fewer human and financial resources.

Such a situation led to two different solutions/actions:

1. close down and dismantle a church or;
2. handover ownership and management administration of the church to a government.

5.2 Conservation and management approaches by conservation professionals

Article 8 of 'Nara Document on Authenticity' states that 'responsibility for cultural heritage and the management of it belongs, in the first place, to the cultural community that has generated it, and subsequently to that which cares for it. Adherence to the international charters and conventions developed for conservation of cultural heritage obliges consideration of the principles and responsibilities flowing from them. Balancing their own requirements with those of other cultural communities is, for each community, highly desirable, provided achieving this balance does not undermine their fundamental cultural values.'

Stovel addresses that 'the care for living religious heritage is primarily the responsibility of the religious community for whom this heritage has importance, at local and/or global levels. The conservation of living religious heritage is ideally initiated by the religious community and carried out in collaboration with conservation professionals and all those concerned in ways which:

- Recognize and promote the important custodial role that has been played by the religious community over time in maintaining and caring for religious heritage;
- Challenge those involved to reach choices based on the fullest respect for the practices and values which sustain faith in the religious community;
- Recognize that respect for the faith may involve restrictions, rules, and exclusions regarding what conservation treatment may be appropriate and who may be involved with such treatments' (Stovel 2005).

Wijesuriya states that when the most important original value is identified as spiritual belief and its livingness, the primary goal of conservation becomes 'continuity' itself.

Furthermore, 'when dealing with the conservation of sacred heritage, the more familiar top-down process of decision-making was changed to a bottom-up approach, placing priority on inherent values and the voice of the associated communities'. He also clearly addresses that 'religious values govern conservation decisions' (Wijesuriya 2005). A commonly shared view among conservation professionals is that living religious heritage should be maintained, in the first place, by the associated community or religious community, as religious value often exists in livingness.

5.3 Conservation and management approaches by the religious communities

The Vatican's official statement includes that '…some decisions regarding the alienation of the immovable heritage should not be taken in haste. Rather, one should take into account the purposes assigned to each building in an effort to maintain integral its original aim, especially in the case of liturgical centers. … they should be made available, if possible, for social and cultural activities in favor of the people with whose help these works were built in the past.' (Pontifical Commission for the Cultural Patrimony of the Church 1994).

This statement is important as it stresses the conservation of original value, yet at the same time, indirectly permits the adaptive re-use of churches for compatible uses.

Though not a Catholic community, the case of conservation and management of Christiansfeld, a Moravian Settlement, in Denmark, is suggestive. The community considered 'how the settlement can maintain and develop its tangible heritage structures and related intangible values in the present context' (Bøytler 2005). 'The solution proposed is that the best way of preserving the settlement is to keep the responsibility for the property in the hands of those who built the settlement, i.e. the Moravian Church.' The community also alerts and suggests that 'once the religious dimension, on which a certain religious cultural heritage is founded, is overruled or even overrun by new economic, political and cultural interests, the next generation will inherit something different; what was there is gone forever. …When public authorities and the religious body maintaining the heritage join forces, and assuming they agree on important principles, this optimizes the chances of preservation.'

5.4 A proposal for conservation and management of Catholic churches in disuse

Based on concepts of conservation and management of religious heritage presented above as well as values identified in section 4, the author makes a proposal for Catholic churches in disuse.

Figure 14 illustrates four different types of conservation management approaches and how values can be retained accordingly. The best way to retain the original value at the highest possible degree is '*in-situ* reuse' of the church meaning that a church once neglected may be used again as a church on the same site. This approach does not affect the original value as well as the setting. This approach is also desirable because, when a church in a village totally loses followers, yet there is still a chance that some followers, who live outside of the village currently, may move back to the village and a church after they retire. Therefore, a neglected church need not be demolished in haste.

The second best way is 'relocation and re-use' as a church in a different setting. As the case studies showed, relocating and recycling of a church are embraced by the associated community and does not harm to the original value. Another justification is that, most Japanese churches do not have any location meaning like many European churches, which are often built on burial places of saints or sites of other monumental events. Therefore, relocation of a church in Japan does not undermine the original value although it affects

historic/non-original value to some extent. When the church is recycled and reused again as a church, the original religious value is secured.

The third option is 'adaptive re-use' of a church building. As the Vatican states, adaptive re-use is acceptable when there is no way to keep using it as a living church. The original value embraces followers' respect towards a church building. Adaptive re-use can possibly secure it if the building is properly reused while paying respect to the tangible and intangible evidence and values. Therefore, this approach can retain the original value partially while it is reduced once a building has become deconsecrated. Values such as historic, aesthetic, and social values will be retained, or could be possibly strengthened by obtaining a new use.

The fourth option is to allow the associated religious community to dismantle and close down a church as they did in the past. Needless to say, it will diminish aesthetic, historic and social values as well as a physical embodiment of spiritual and original value. However, as dismantling and closing down themselves possess an original value for the associated community to treat their own church with dignity, this practice of 'death with dignity' itself should not be ruled out to be implemented. In practicing this traditional approach, the original value is secured during implementation, but not as standing tangible evidence. Hence, this approach can secure the original value strongly in intangible, yet weakly in a tangible one.

The decision for conservation and management should be made based on thorough discussion on how many resources can be available by the associated community as well as conservation professionals in order to conserve the original value at the highest possible level. Due consideration and justification should be given if the either of '*in-situ* reuse' or 'relocation and re-use' are not chosen.

6. Conclusion

This study has examined the value of intangible practices to dismantle, demolish, relocate, recycle or reuse church buildings. The original and spiritual values are identified in dismantling. Relocation, recycle and reuse are identified to have non-original value with historic significance. Based on this value assessment, four options for conservation and management of a church to be disused are proposed: 'In-situ reuse' and 'relocation and reuse' are more desirable approaches to sustain original values at a higher level; whereas, 'adaptive re-use' and 'dismantling' are also acceptable only when other better approaches are not possible.

Modern conservation tends to overemphasize the physical evidence of heritage value and neglect intangible significance. Intangible value is particularly important in living religious heritage. Any conservation efforts should be based on strong research on the meaning and value of intangible practices in order to avoid mere conservation of a 'shell' without any spirit. Tourism management for living religious heritage should be planned with a particular caution so as to secure the full respect to the continuity of the original values.

Acknowledgement

A part of data/photos used in this study is obtained through the Project for Conservation of Cultural Landscape funded by the municipal government of Goto in which the author participated.

Bibliography

Bøytler, Jørgen. (2005) "Christianfeld: a religious heritage alive and well. Twenty-first century influence on a late eighteenth-early nineteenth century Moravian settlement in Denmark", Conservation of Living Religious Heritage, ICCROM, pp 19-30.

Carlo-Stella, Cristina. (2005) "Religious heritage as a meeting point for dialogue", Conservation of Living Religious Heritage, ICCROM, pp 107-112.

Kawakami, Hideto and Tsuchida, Mitsuyoshi. (1983) "On the Process of Development of the Architectures of Churches in the Region of Nagasaki Prefecture"(in Japanese), Transactions of the Architectural Institute of Japan, No.346, pp 155-163.

Kikata, Junne., Fukushima, Ayako., Takao, Tadashi. and Shibata, Hisashi.(2010) "A Study on Spatial Management Activities in Christian Village in Islands of Kyushu Region –Towards a Sustainable Management System for Cultural Landscapes in Depopulated Villages –", Journal of Housing Research Foundation, No.36, pp71-82.

Maekawa, Michio. (2003) Kyokai Kenchiku Ronsou (Studies on church architecture), Chuo Kouron Bijutsu Shuppan.

Pontifical Commission for the Cultural Patrimony of the Church (1994) "The Cultural Heritage of the Church and Religious Families", http://www.vatican.va/roman_curia/pontifical_commissions/pcchc/documents/rc_com_pcchc_19940410_religious-families_en.html

Sakurai, Toshio. (1997) "Kodai ni okeru Kenchiku no Yukue(Treatment of buildings in the ancient times)", Journal of Architecture and Building Science, Vol.112. No.1401. Architectural Institute of Japan, pp 34-35.

Sato, Saori et al. (2001) "Recent Development of Minka Recycling and Value of Used Timber"(in Japanese), Summaries of Technical Papers of Annual Meeting, Architectural Institute of Japan, pp 687-688.

Stovel, Herb. (1995) "Considerations in Framing the Authenticity Question for Conservation" Nara Conference on Authenticity: in relation to the World Heritage Convention, UNESCO/ICCROM/ICOMOS, pp 393-398.

Stovel, Herb., (2005) "Introduction", Conservation of Living Religious Heritage, ICCROM, pp 1-11.

Wijesuriya, Gamini. (2001) "'Pious vandals': restoration or destruction in Sri Lanka?", Destruction and Conservation of Cultural Property, Routledge, pp 256-263.

Wijesuriya, Gamini. (2005) "The past is in the present: perspectives in caring for Buddhist heritage sites in Sri Lanka", Conservation of Living Religious Heritage, ICCROM, pp 31-43.

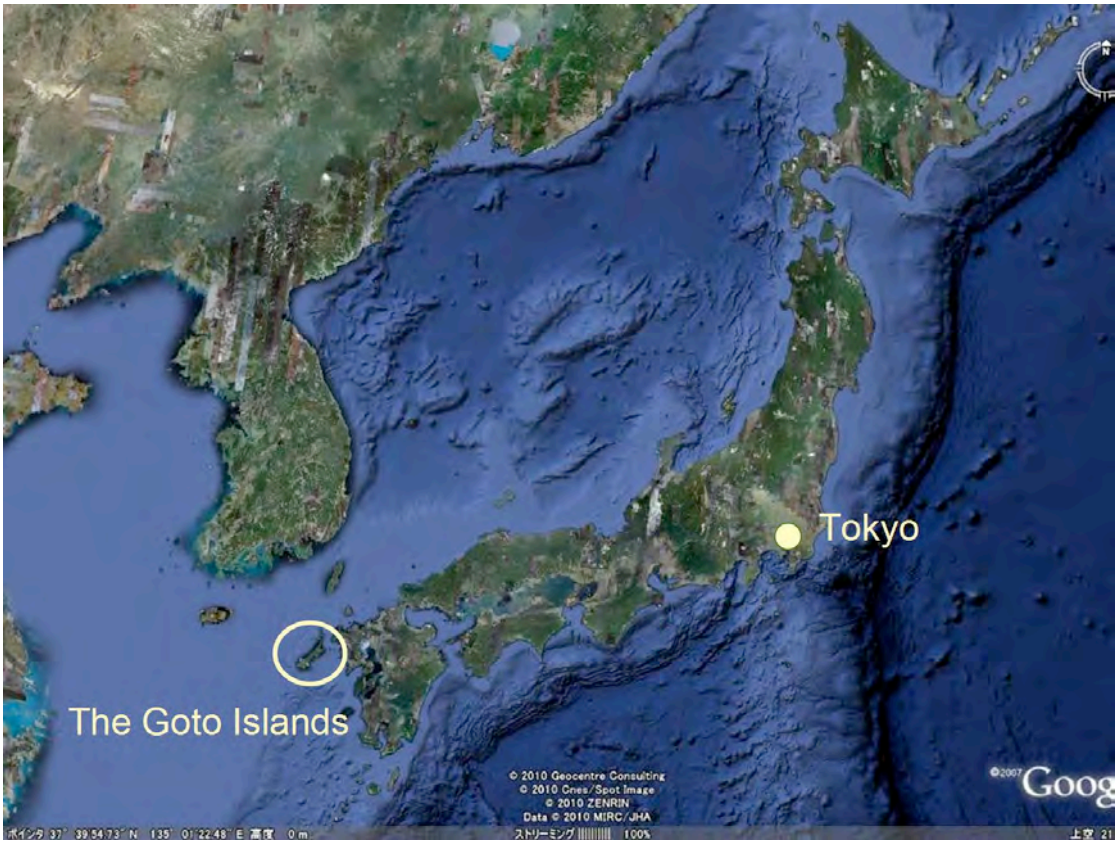


Fig. 1 Location of the Goto Islands

Fig. 2 Locations of Catholic churches in use in the Lower Goto

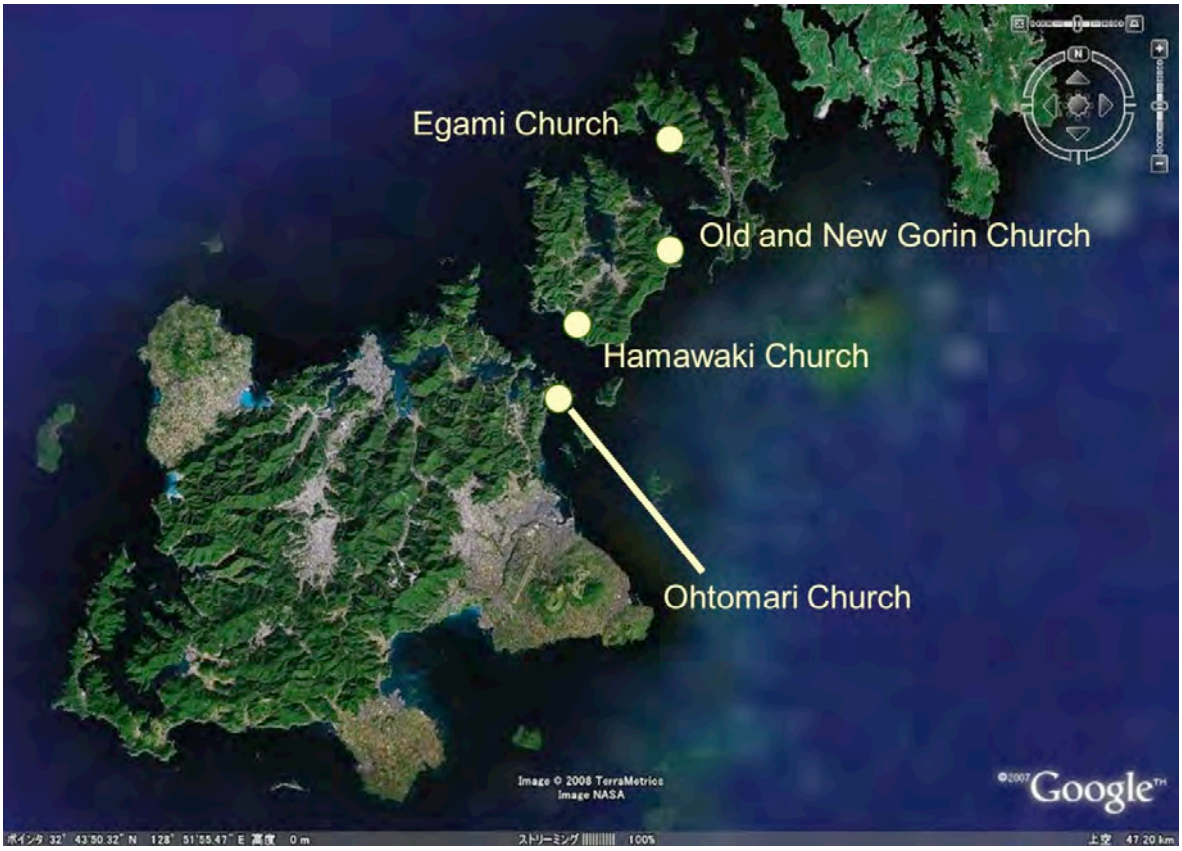


Fig. 3 Locations of case studies

Fig. 4 Egami Church

Fig. 5 Interior of Egami Church

Fig. 6 Ohtomari Catholic Cemetery (Former site of Ohtomari Catholic Church)

Fig. 7 New Hamawaki Church in Hamawaki Village

Fig. 8 Gorin Church after relocation in Gorin village

Fig. 9 Interior of Gorin Church after ownership transfer

Fig. 10 Gorin Village

Fig. 11 Old and new churches of Gorin

Fig. 12 New Gorin Church

Table 1 Value assessment of intangible practices

		Intangible Practice 1	Reason	type of Value	Original / Non-Original value	Intangible Practice 2	Reason	type of Value	Original / Non-Original value
case 1	**Egami Church**	dismantling	death with dignity	spiritual	original				
case 2	**Ohtomari Church**	dismantling	death with dignity	spiritual	original	recycle of materials	economic	historic	non-original
case 3	**Gorin Church**	construction (re-assembling)	disire to have a local church	spiritual	original	dismantling, relocation and recycle of the whole building	economic	historic	non-original

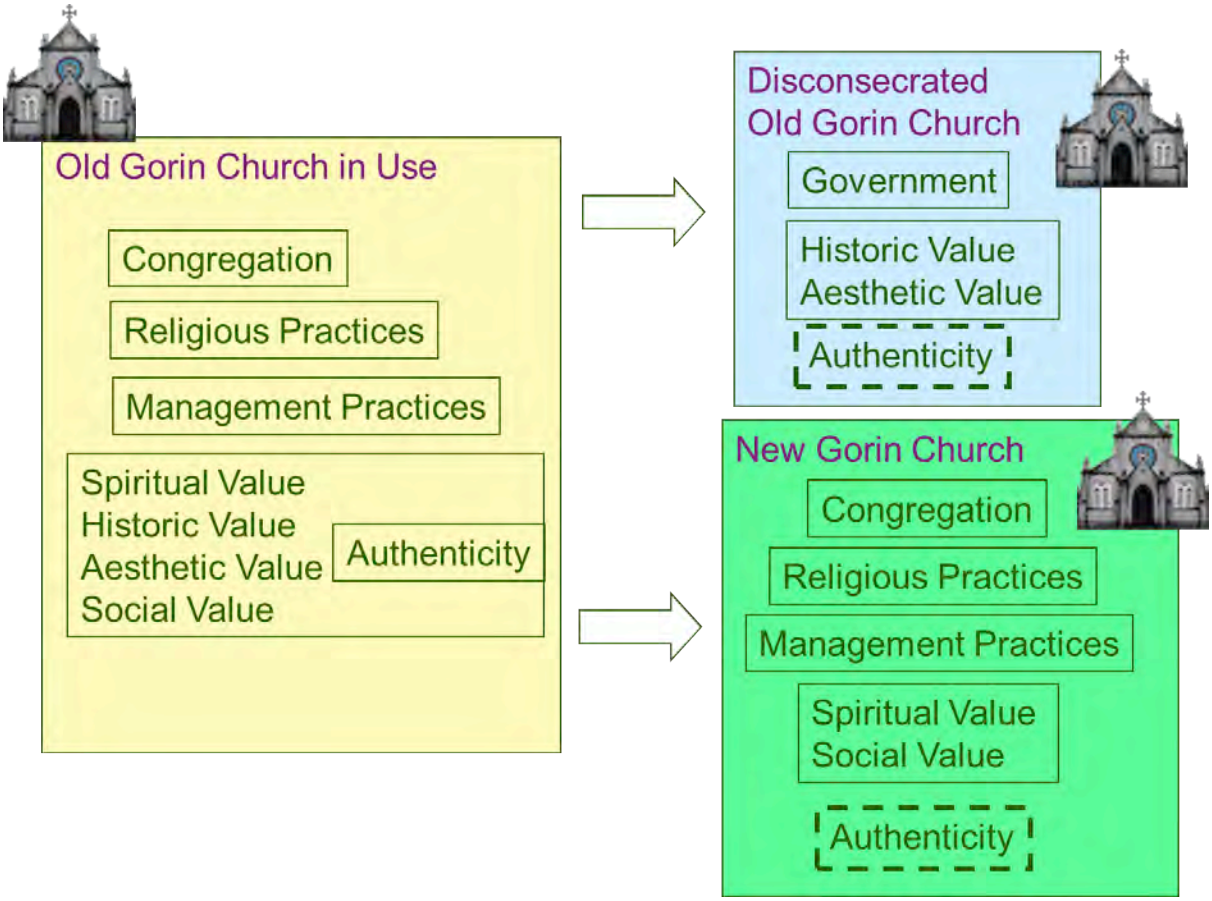


Fig.13 Split values of Gorin Church

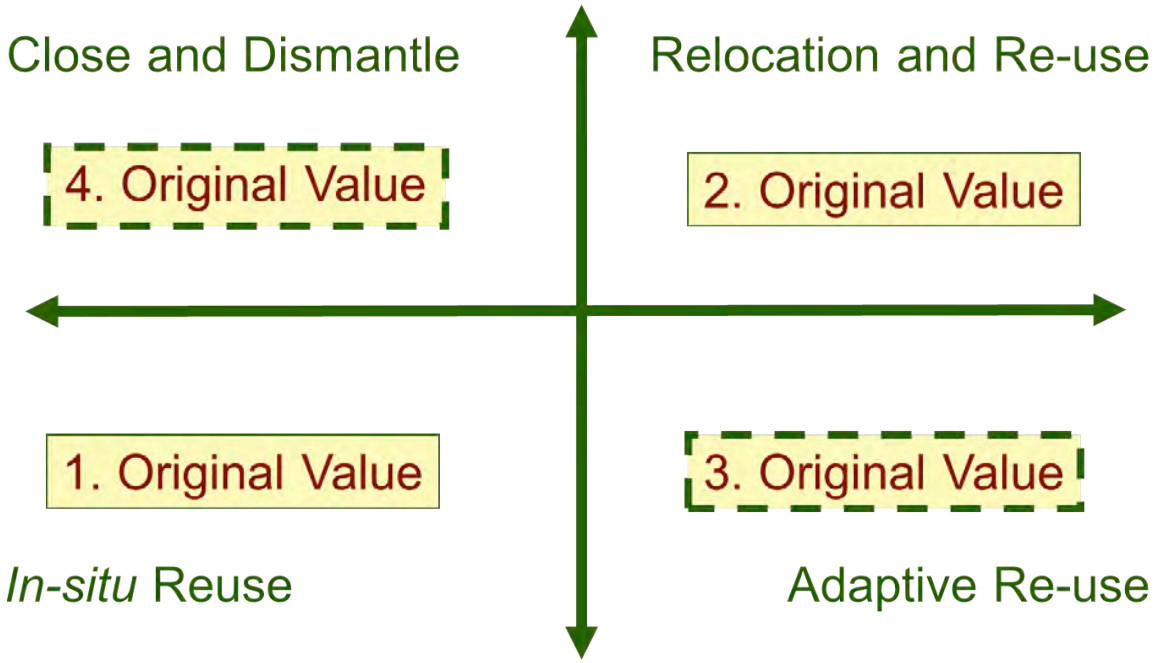


Fig.14 Four approaches of conservation

Sites chinois classés au Patrimoine Mondial, essor et enjeux

Françoise Ged
(Cité de l'Architecture et du Patrimoine)

Françoise Ged
Architecte, HDR
Cité de l'Architecture et du Patrimoine
Observatoire de la Chine contemporaine
Palais de Chaillot
1, Place du Trocadéro et du 11 novembre 75116 Paris
Courriel : fged@citechaillot.fr

Sites chinois classés au Patrimoine Mondial, essor et enjeux

Résumé :
En 2009, la Chine compte 38 biens au patrimoine mondial de l'UNESCO. Ces inscriptions ont pris une telle importance que le Ministère chinois de la culture a désigné un bureau en charge du suivi. Le développement du tourisme est en effet devenu un enjeu de croissance pour nombre de sites ruraux et urbains. En moins de deux décennies, l'enrichissement général de la population urbaine est allé de pair avec l'augmentation des jours de congés, un intérêt accru pour les loisirs et la découverte du pays. L'amélioration des infrastructures de transport, la facilité d'accès à la voiture et à l'avion, la valorisation des sites culturels et naturels au niveau international (Patrimoine Mondial de l'UNESCO), national, régional ou local ont accentué un phénomène touristique d'une ampleur peu commune. Le développement du tourisme intérieur est officiellement présenté comme un moteur de la croissance chinoise.
Pour nombre de collectivités, l'inscription au Patrimoine Mondial est perçue comme une manne permettant d'accéder rapidement à un niveau de croissance envié. En quelques années, les centres anciens ont vu le nombre des visiteurs multiplier par cent et leurs recettes augmenter en conséquence. Les études de cas que nous avons menées dans des bourgs du Jiangnan, aux abords de Suzhou et Shanghai, grâce à la coopération engagée avec nos partenaires chinois nous ont permis de rencontrer les acteurs impliqués dans ce processus, décideurs et techniciens, et de voir l'évolution des pratiques depuis la fin des années 1990. D'autres exemples s'y sont ajoutés les années suivantes à Shanghai, dans les provinces du Guizhou et du Sichuan.
La mise en valeur de l'histoire et des territoires, avec une portée culturelle, économique et sociale, est complexe dans un pays qui a connu tant de ruptures violentes au cours du siècle dernier. Les expérimentations menées par de nouvelles générations en témoignent, défenseurs d'une culture qui prend désormais une place de plus en plus grande dans la vie chinoise. Comment articuler amélioration du confort et du cadre de vie, mise en valeur durable du tissu urbain, revitalisation économique des territoires, ouverture et régulation des flux touristiques, voici les enjeux auxquels nous confronte le partenariat engagé depuis une douzaine d'années avec l'Université Tongji et l'institut de formation et de recherches sur le patrimoine mondial (WHITR-Asie Pacifique) à Shanghai. Cet article porte sur la présentation critique de différents cas, l'évolution des savoir faire, des réalisations et des acteurs.

Mots clés : Chine, Université Tongji - patrimoine architectural, urbain et paysager – développement urbain – pression touristique –formation et sensibilisation

Sites chinois classés au Patrimoine Mondial, essor et enjeux

Ces deux dernières décennies, le patrimoine, l'histoire locale des villes, des sites et des personnages remarquables ont pris une place de plus en plus importante dans les librairies, les hebdomadaires chinois, les revues dédiées au tourisme et celles des compagnies aériennes, ou sur Internet[1]. Tourisme et patrimoine sont étroitement associés, rappelant sans équivoque la directive du gouvernement pour lequel le développement du tourisme intérieur doit porter la croissance économique dans les années à venir. La France perçue comme un pays de culture, d'art et d'histoire n'accueille-t-elle pas chaque année un nombre de touristes plus important que sa population : 75 millions de visiteurs en 2005, ce qui représentait plus de 9% du PIB[2].

Le patrimoine en Chine, longtemps récusé, se présente avec des facettes plurielles et contradictoires : le rappel d'une histoire pluri-millénaire concomitant d'une poussée du nationalisme depuis le début du XXIe siècle, l'attachement d'une population rurale à sa culture et son territoire qui est pourtant soumise à des expropriations injustifiées, la compétition pour figurer sur les listes du Patrimoine Mondial au détriment des sites eux-mêmes. C'est dans cet environnement que se déroule le projet de coopération franco-chinois que nous avons mené entre 1998 et 2002 dans la région du Jiangnan[3], entre Shanghai, Suzhou et Hangzhou. La réussite du projet expérimental nous a ensuite conduits vers d'autres sites et situations, à Shanghai, dans les provinces du Guizhou, puis du Sichuan touché par le tremblement de terre de 2008. Ce travail de terrain est matière à présenter ici la problématique liée aux sites classés Patrimoine Mondial ou qui souhaitent le devenir, avec les acteurs impliqués et l'environnement de nos régions d'étude.

1. Tourisme et patrimoine en Chine, un aperçu général

Le tourisme intérieur est *de facto* un tourisme du nombre, au vu de la population citadine à même de se déplacer en vacances, et du relativement petit nombre de sites d'accueil. La labellisation par l'UNESCO est un facteur très attractif et les revenus engendrés par le tourisme sont considérables. La labellisation est recherchée plutôt pour le prestige qui lui est associé que par volonté de protéger et mettre en valeur les sites. J'ai en mémoire un séminaire dans le Shanxi où un des haut-fonctionnaires qui avait soutenu cette rencontre d'experts internationaux a renoncé à le suivre quand il a compris qu'il n'obtiendrait pas le label Patrimoine Mondial pendant la durée de son mandat. Le sujet ne l'intéressait qu'au regard du bénéfice immédiat qu'il pouvait en retirer. L'amélioration des conditions de vie, l'entretien des paysages, le maintien de territoires économiquement et socialement vivants lui importaient peu. Les exemples tristement célèbres des rizières en terrasses entretenues pour

[1]Voir la promotion touristique des « Venises » du Jiangnan, au regard du travail du professeur Ruan (Ruan ,Yisan (ed., 1998) ou l'ouvrage de l'historien Wang Jun consacré aux politiques urbaines à Pékin qui est réédité constamment depuis sa parution (Wang, Jun 2004). De nouvelles approches urbaines, inspirées par l'analyse de réalisations françaises, sont finement décrites par deux urbanistes shanghaiens : (Zhang, Kai & Zhou, Jian, 2003)
Sur un autre registre, les sites Internet « chinadaily », « china.org.cn », abondent en articles consacrés au tourisme et aux sites plus ou moins connus de Chine.

[2] Données issues du site Internet du ministère du Tourisme.

[3] Le Jiangnan, « au sud du fleuve » sous entendu le Yangtse, est une région géographique, économique et culturelle regroupant le sud de la province du Jiangsu, le nord du Zhejiang, l'est de l'Anhui et la Municipalité de Shanghai.

les touristes à proximité d'autres abandonnés, montrent les effets pervers de ces lieux considérés comme des « réservoirs » labellisés au détriment d'alentours délaissés ou paupérisés[4].

La Chine urbaine compte plusieurs centaines de millions d'habitants dont une part de plus en plus importante sont des touristes, en voyages d'affaires ou d'agrément. A chacun de mes déplacements, je suis frappée par la fréquence des vols intérieurs et par le fort taux de remplissage des avions. La ville de Lijiang, dans la province du Yunnan, classée sur la liste du Patrimoine Mondial en novembre 1997 a vu le nombre de ses visiteurs centupler en six ans : 30 000 en 1997, ils sont 3 millions en 2003. C'est en moyenne 10 000 touristes qui déambulent chaque jour dans quelques-unes des ruelles étroites de l'ancien bourg, agréablement situé sur un altiplano, le long de la route du thé et du sel menant vers le Tibet. Cette situation est loin d'être unique. Croissance du tourisme et pression du nombre, voilà les contraintes dans lesquelles s'inscrit la coopération que nous menons sur la protection et la mise en valeur du patrimoine en Chine[5].

La Chine n'est plus un pays monolithique partageant des valeurs communes et un système administratif et gestionnaire unique. Le patrimoine, comme toute notion renvoyant à une légitimité définie à un niveau collectif, local ou national, ne fait pas exception. Son acceptation varie selon les milieux dans lequel il est utilisé, techniciens, décideurs, population, presse... En Chine comme en France, le terme « patrimoine » ne renvoie pas aux mêmes représentations mentales ou architecturales. En Chine, où la lutte contre les « anti » a marqué l'histoire des années 1950 aux années 1990, où la nationalisation des biens, la confiscation des propriétés des éléments « noirs » de la population, la notion de patrimoine est rendue complexe par l'histoire récente. Elle n'est pas communément appliquée à l'habitat ordinaire, à ces tissus urbains dont la qualité vient de leur structure et de leur insertion dans un paysage d'ensemble. L'opposition répétée entre patrimoine et modernité est aussi porteuse de confusion, rendant inconciliable ancien et moderne. Or, la restauration et la mise en valeur d'un lieu, c'est bien son adaptation aux conditions de vie contemporaine.

2. Un programme de coopération atypique à Tongli, dans le Jiangnan

Le Jiangnan est une région de riche tradition agricole et urbaine, desservie par de savants réseaux de canaux et connue pour la magnificence des jardins, des soieries et produits qui s'y échangeaient. Le mouvement des Taiping au milieu du XIXe siècle, qui mit à mal la dynastie mandchoue, y a provoqué des ravages d'ampleur ; au déclin de l'Empire ont succédé les guerres et les révolutions du XXe siècle. Retrouver les fils de la tradition pour imaginer, avec nos interlocuteurs, de nouveaux tissus, urbains et paysagers, économiques et sociaux, dans le cadre d'une société en pleine mutation, voilà le fil directeur de notre programme.

---

[4] À la Biennale de Venise 2010, Rem Koolhaas a développé ce point de vue en proposant en contrepoint de la « convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel » une « convention concernant la démolition des rebuts culturels mondiaux »

[5] Depuis 1998, l'Observatoire de l'architecture de la Chine contemporaine mène un programme de coopération avec l'Université Tongji à Shanghai et le Centre National de Recherches sur les Villes Historiques Chinoises grâce au soutien du Service de coopération et d'action culturelle à l'Ambassade de France en Chine et du Ministère de la Culture et de la Communication. L'Ecole de Chaillot et l'Inspection générale des patrimoines sont étroitement associées à ce programme. L'Observatoire dépend de l'Institut Français d'Architecture, à la Cité de l'Architecture et du Patrimoine.

2.1 Les acteurs

Nous avons pour partenaires l'Université Tongji et le Centre National de Recherches sur les Villes Historiques Chinoises (CNRVH), qui mènent des études et réalisent des projets d'urbanisme, pour le compte de collectivités locales ou territoriales. Leurs compétences sont recherchées par les villes dotées du label national « villes historiques et culturelles » (Wang, Jinghui, 1998). Créé en 1982, ce label impose d'intégrer au schéma directeur un plan de protection et la définition des règlements *adhoc*. Ce schéma directeur est ensuite soumis à la validation du Conseil des Affaires d'Etat. Une centaine de villes ont obtenu ce label, étendu en 2003 aux bourgs et petites villes, les « *zhen* » — définition administrative chinoise correspondant à une localité principale et son « pays » avec une population comprise entre 10 000 et 50 000 habitants.

Le CNRVH est dirigé par un professeur âgé alors d'une soixantaine d'années, Ruan Yisan, auteur de nombreux ouvrages sur l'habitat du Jiangnan. Il est connu d'un certain nombre de maires pour lesquels il a mis en place des cycles de formation sur le patrimoine au sein de l'Université. Au début des années 1960, il parcourait les provinces avec son carnet de relevés, sous l'égide d'une génération d'architectes initiateurs des études sur le patrimoine, tels que Luo Zhewen, étudiant de Liang Sicheng (1901-1972) célèbre pour ses travaux sur les monuments historiques en Chine au début du XXe siècle (Zhang, Liang, 2003) et de Dong Jianhong, auteur d'un ouvrage pionnier sur l'histoire de la ville en Chine (*Tongji daxue chengshi guihua jiaoyanshi* 1987/1982)[6]. Ruan Yisan est associé à un jeune urbaniste, Zhou Jian, professeur convaincu de l'importance du sujet et des échelles multiples qu'il intègre, de l'habitat à la dimension urbaine et paysagère, sans négliger les composantes économiques et sociales de la ville. Tous deux forment des doctorants, qu'ils associent aux projets urbains dont ils ont commande.

Nous avons affaire à des interlocuteurs peu ordinaires. Ils bénéficient d'un triple atout : une reconnaissance nationale au niveau du Ministère de la construction, des équipes de chercheurs facilement mobilisables, une pratique professionnelle de terrain. L'alliance de l'enseignement, de la recherche et de l'exercice professionnel au sein de l'université est une pratique répandue dans les écoles d'architecture et d'urbanisme en Chine[7]. L'assise nationale du CNRVH apporte une caution scientifique à visée exploratoire. La demande qui nous est faite est donc représentative d'enjeux nationaux, qui n'est pas synonyme pour autant de priorité économique. Le nombre croissant de villes labellisées, grandes et petites, montrent combien ces enjeux sont importants pour les autorités locales et régionales qui sont chargées de mettre en place les documents d'urbanisme et de protection.

Ruan Yisan est également en relation avec le Centre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, qui lui suggère de monter un dossier en vue de l'inscription d'un ensemble de petites villes du « pays de Wu » — ancienne appellation du Jiangnan — sur la liste du Patrimoine Mondial comme « paysage culturel[8] ». Situé au sud du Yangtse, ce sont des terres

[6] Les auteurs sont nommés personnellement en couverture d'ouvrage au milieu des années 1990 ; auparavant c'est en dernière page que l'on trouve mention des auteurs. Commencé au début des années 1960, le livre n'a été publié qu'en 1982, puis est devenu un manuel de base.

[7] Cette triple pratique est née en 1958-59 à l'occasion de la construction des dix grands projets célébrant le dixième anniversaire de la République Populaire de Chine à Pékin ; face au manque de personnel qualifié, les étudiants et les professeurs furent associés à la mise en place de ces projets grandioses construits en moins d'un an.

[8] Selon la terminologie du Centre du patrimoine mondial, les paysages culturels se divisent en trois catégories majeures : le paysage culturel associatif, le paysage conçu et créé intentionnellement par l'homme (jardins et parcs), le paysage essentiellement évolutif, qui

alluvionnaires particulièrement fertiles, des paysages créés de main d'homme, modelés par de multiples rivières, lacs et canaux. Les agglomérations se sont développées autour de cet extraordinaire réseau de voies d'eau qui est longtemps resté la desserte majeure pour les marchandises et les voyageurs. Le Jiangnan est connu pour ses lettrés, haut-fonctionnaires, artistes et poètes, un capital fondamental dans la prise en compte du patrimoine en Chine. La ville de Suzhou avec ses quatre jardins classés au Patrimoine Mondial est l'un des sites le plus connu.

Côté français, nous avons la volonté de mutualiser les compétences, et notre équipe[9] choisit la petite ville de Tongli comme lieu d'étude expérimental, parmi les sites proposés par nos partenaires. C'est l'une des six petites villes que Ruan Yisan a repéré susceptible d'appartenir à un « paysage culturel ». Tongli présente le double avantage d'être facile d'accès— à une soixantaine de kilomètres de Shanghai — et d'offrir l'opportunité de placer notre sujet dans une perspective, locale et territoriale, avec des ouvertures multiples : l'amélioration des conditions d'habitation, la création d'emplois, l'entretien et la mise en valeur du paysage, la création d'un réseau d'informations et de savoir-faire, l'articulation avec les grandes agglomérations voisines et leurs réseaux de transports.

2.2 Caractéristiques des six villes du Jiangnan

Les six villes proposées par Ruan Yisan ont en commun une structure urbaine qui n'a pas été détruite par la modernisation lancée dans les années 1980 avec son lot de destructions. Tongli, Zhouzhuang et Luzhi sont situées dans la province du Jiangsu, Wuzhen, Nanxun et Xitang dans la province du Zhejiang. Elles sont proches du Taihu, « grand lac » vaste comme une mer intérieure, inscrites dans un cercle d'une quarantaine de kilomètres de diamètre. Suzhou, Hangzhou et Shanghai, les métropoles voisines sont distantes d'une à deux heures de voiture.

Elles se sont développées le long des canaux et des rivières, centres marchands constitués à l'intersection des cours d'eau dès la dynastie des Song (960-1279), qui se sont étendus sous les Ming (1368-1644) et les Qing (1644-1922). Elles adoptent des formes linéaires, en « T », en « Y », au gré des fusions entre quartiers ; elles ont été protégées par des murailles et des douves, avec des accès pour les voies d'eau et pour les voies terrestres. Sous la dynastie Ming, les annales locales témoignent de la richesse de cette région, où les populations sont réticentes à payer un impôt supérieur à celui des autres provinces. La production de la soie et

---

résulte d'une exigence à l'origine sociale, économique, administrative et/ou religieuse et atteint sa forme actuelle par association et en réponse à son environnement naturel. Il se subdivise en deux catégories : un paysage relique (ou fossile) et un paysage vivant, qui conserve un rôle social actif dans la société contemporaine étroitement associé au mode de vie traditionnel et dans lequel le processus évolutif continue. (site Internet du Centre du patrimoine mondial, rubrique histoire et terminologie)

[9] L'équipe française que j'ai mise en place s'est composée de Bruno Fayolle Lussac, enseignant-chercheur à l'Ecole d'architecture et de paysage de Bordeaux, d'Alain Marinos, Architecte Urbaniste de l'Etat, successivement directeur de l'Ecole de Chaillot (désormais intégrée à la Cité de l'architecture et du patrimoine), directeur du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine à Nantes, et inspecteur à l'Inspection Générale de l'architecture et du patrimoine (IGAPA au Ministère de la culture et de la communication), Jean-Pierre Goulette enseignant-chercheur à l'Ecole d'architecture de Toulouse, directeur du Laboratoire d'informatique appliquée à l'architecture (LI2A). Je remercie particulièrement Alain Marinos, Shao Yong (Université Tongji) et Florence Contenay pour leurs conseils sur une partie de cet article.

du coton est alors semi-industrialisée, et la finesse des produits réputée jusqu'au Japon, comme en témoignent les récits de J.B. Du Halde dans sa description de l'Empire chinois au 18ème siècle (Du Halde, Jean-Baptiste, 1735 ; Ged Françoise 1997).
Les lettrés du Jiangnan rivalisent de poésie et d'invention spatiale dans la création de leurs résidences dont le jardin occupe la plus grande part. A Tongli, le jardin Tuisi[10] est classé sur la liste du Patrimoine Mondial, comme ceux de Suzhou. A Wuzhen l'écrivain Mao Dun (1905-2005) est célébré, à Xitang la résidence d'enfance de Ni Tianzeng (1937-1992) est aménagée en musée ; il a été maire adjoint de Shanghai et son travail fut unanimement apprécié pendant la décennie où il fut en charge du développement urbain.

Avec les années 1980, la recherche de la modernité est associée au développement d'entreprises privées de toute nature. Des constructions de faible qualité s'étalent le long des routes nouvellement mises en service au détriment du paysage de canaux, souvent asséchés. Le phénomène s'amplifie la décennie suivante, les centres anciens sont ponctués de mornes immeubles de 4 à 5 niveaux recouverts de carrelages, aux vitrages bleutés, et les sièges pompeux des administrations locales trônent au milieu de vastes avenues.

Cinq des six villes étudiées ont un statut administratif de bourg « *zhen* », et une de district « *xian* »[11]. La gestion administrative est liée à l'emboîtement de territoires et à une hiérarchie verticale des services. Un *zhen* comprend un certain nombre de villages ou hameaux, *cun* ; un *xian* comporte plusieurs *zhen*. La ville, *shi*, comprend plusieurs *xian* ; la province *sheng* comporte plusieurs *shi*. A chacun des niveaux administratifs, province, ville, bourg, se retrouvent les services liés à la gestion du territoire auxquels s'ajoutent l'appareil lié au Parti. La réforme de l'Etat entreprise à la fin des années 1990 a simplifié le processus dans les provinces côtières, en supprimant un certain nombre de postes redondants, avec l'objectif d'alléger le nombre de fonctionnaires et faciliter la modernisation. C'est ainsi que Suzhou a été placée au même rang administratif que Nankin, capitale de la province.

Le maire d'un *zhen* a des pouvoirs étendus en matière de construction ou de destruction et l'application des décisions est immédiate. Si celles-ci relèvent du niveau hiérarchique de la province, c'est en revanche toute la chaîne administrative du *zhen* jusqu'à l'échelon provincial qui est impliquée; le bureau de la construction du *zhen* ayant pour interlocuteur final la commission de la construction de la province. L'approbation, le report ou le rejet emprunte le même chemin administratif impliquant des prises de décision longues ou aléatoires.

2.3 La mise en œuvre

Pour nos interlocuteurs, l'enjeu est de définir une méthodologie généralisable, qui ne soit pas un « copier-coller » des systèmes réglementaires français. Dans un premier temps, grâce aux équipes de doctorants, sont menés des analyses fines du bâti, de l'espace urbain ainsi que l'inventaire des besoins en confort (salles d'eau, cuisines,w.c.) et des réseaux d'assainissement. Ces données alimentent un système d'informations géographiques, constitué des bases de données, des plans et des photos. Ce fonds d'informations facilite la réflexion sur le redéploiement des activités économiques, la vie des quartiers, les espaces publics à aménager. En terme de construction neuve, nous encourageons les décideurs à

[10] L'appellation du jardin *Tuisi* est à double sens : retraite méditative, et retraite des fonctions exercées auprès de la Cour impériale de son propriétaire et commanditaire.

[11] Dans la province du Jiangsu, Tongli dépend du district de Wujiang, Zhouzhuang de Kunshan, Luzhi de Wuxian ; dans la province du Zhejiang, Wuzhen dépend du district de Jiaxing, Xitang de Jiashan, Nanxun la plus importante des six villes en superficie et population, de Huzhou. Huzhou est à un niveau administratif supérieur comparé aux cinq autres villes et l'accès à la hiérarchie administrative plus rapide.

favoriser des architectures contemporaines et refuser les pastiches. A l'échelle du territoire, nous encourageons — sans succès avéré — l'organisation en réseau des six villes qui attirent de plus en plus de touristes. Notre propos est de limiter la concentration des flux qui s'effectue sur un petit nombre de sites, menaçant des équilibres fragiles. Comme ces petites villes sont réparties sur deux provinces et relèvent d'administrations distinctes, cela nous amène à comparer nos circuits de gestion et de décision.

Ce projet nous a amené à associer des compétences complémentaires, techniciens — architectes et urbanistes[12] des services de l'Etat et des villes, professionnels du tourisme et de sa médiation, professionnels du patrimoine — des politiques — les maires et secrétaires du Parti —, des universitaires et chercheurs, des interprètes ou plutôt des « passeurs », à même de faire le pont entre les deux cultures. En effet, permettre à chacun de s'exprimer dans sa langue évite les simplifications qu'impliquerait une langue intermédiaire. La formation en France de jeunes doctorants a rendu possible cette perspective et les échanges gagnent en efficacité à moyen terme, entre les trois pôles majeurs de cette structuration : techniciens et universitaires en Chine, décideurs des collectivités chinoises, techniciens et universitaires en France.

2.4 L'impact du tourisme

En 1999, les six villes n'ont pas les mêmes atouts en matière de tourisme : Zhouzhuang est réputée depuis qu'un tableau représentant un des ponts typiques de la ville a été offert à Deng Xiaoping aux Etats–Unis[13]. Avec le développement de la société de consommation et de loisirs, les deux jours de congés hebdomadaires et les trois semaines de vacances annuelles[14], les Shanghaiens aiment s'y rendre en fin de semaine, certains achètent des villas secondaires. La croissance du tourisme impose à la vie quotidienne des ruptures brutales : les boutiques de souvenirs se multiplient au détriment des échoppes ordinaires.

En dépit de leurs similitudes, les six bourgs du Jiangnan sont loin d'être identiques : en 2002, les revenus issus du tourisme s'élevaient à 33% à Zhouzhuang et 6% seulement à Xitang[15]. Or, dans nombre de villes chinoises, le pli est pris et s'apparente à du « patrimoine » du moins à la lecture des panneaux indicateurs : « des rues anciennes » sont créées avec des façades « chinoises » en béton, décorées façon bois, multipliant restaurants et commerces pour touristes. Pour nos partenaires, ce sont des destructions aveugles qui cèdent la place à des immeubles de *chinatown* et ils sont à la recherche de solutions prenant en compte les habitants.

Xitang comporte dans le centre ancien une population âgée, des ensembles bâtis peu entretenus mais d'une continuité rare, reliés par des galeries longeant les canaux, abritant du soleil et de la pluie. La population aime à se retrouver dans des clubs de calligraphie, peinture,

[12]Plus particulièrement les Architectes-Urbanistes de l'Etat (AUE) des services départementaux de l'architecture et du patrimoine (SDAP).

[13] Peintre très en vogue aujourd'hui, Chen Yifei ; voir Ged, Françoise, 1997, *Cahiers du réseau architecture-anthropologie, n°2*).

[14] Au milieu des années 1990, la journée de repos hebdomadaire a été doublée ; puis, trois semaines de congés correspondant à la fête du travail pour le 1 mai, la fête nationale au 1 Octobre et le nouvel an chinois en janvier ou février selon le calendrier lunaire, sont en ce début du XXIe siècle appelées les « semaines d'or ». Les agences de voyage chinoises font la majeure partie de leur chiffre annuel à cette occasion. Un étalement des jours de congés, prenant appui sur les fêtes traditionnelles s'est mis en place en 2009 pour mieux répartir les migrations liées aux loisirs.

[15] Voir tableau 1.

sculpture, bonsaï. Tongli se situe entre ces deux extrêmes, entre Zhouzhuang le bourg le plus tôt connu et Xitang, le plus en retrait. A Wuzhen, un des responsables, historien de formation, a choisi de vider le centre ancien de ses habitants pour le transformer en une sorte d'écomusée, montrant les savoir faire artisanaux du forgeron, du vannier, du confiseur…, dans des maisons restaurées avec soin mais inhabitées. La population a été transférée dans les quartiers neufs en bordure urbaine. Un ticket d'entrée donne accès au « bourg ancien du Jiangnan » devenu objet de visite à l'instar d'un musée. Nanxun, nœud de transports, est moins soucieuse de la mise en valeur de son patrimoine car elle dispose d'autres ressources économiques. Luzhi, qui développe de longue date une tradition textile liée aux teintures à l'indigo des cotons se montre plus attentiste. Chacune souhaite que le tourisme soit source de revenus aussi gratifiants qu'à Zhouzhuang mais leurs approches sont loin d'être identiques. La reproduction de « modèles » efficaces a constitué une première étape : mêmes promenades en bateau à fond plat, mêmes constructions de « rues anciennes » dédiées à la vente de bibelots.

Les six villes ont toutefois une envie toute relative de travailler ensemble, se copiant tout en étant rivales. Or l'élaboration d'un plan de gestion commun est une condition nécessaire pour le classement sur la liste du Patrimoine Mondial. Les décideurs ont tendance à privilégier des résultats rapides, au cours de leur mandat (4 à 5 ans), une croissance économique forte étant gage de promotion. Les stratégies à court terme sont encouragées par une partie des habitants, pressés d'avoir un confort quotidien. Promouvoir un développement raisonné à moyen terme et faciliter la mise en réseau des six villes s'inscrivent à contre-courant des besoins immédiats. L'idée n'est pas pour autant refusée et la métaphore utilisée a été reprise par tous : imaginerait-on un orchestre dont les concertistes joueraient tous du même instrument ? Comment les six villes peuvent présenter un programme de gestion commune, en répétant une même recette déjà éculée? Les touristes chinois ne se lassent-ils pas déjà de voir répétés des « rues anciennes » et des « vieux bourgs » pourvus d'échoppes sans qualité dans tout le pays ?.La capacité d'intervention n'est pas similaire d'une ville à l'autre, selon la répartition des propriétés privées et publiques. Mettre en place une politique de restauration et d'amélioration du bâti, du paysage urbain, des espaces publics, définir des articulations entre quartiers nouveaux et centre ancien, associer à cette réflexion sur l'espace les volets sociaux et économiques supposent la définition d'une stratégie à moyen terme.

L'enjeu d'un tourisme « durable » moins destructeur que celui provoqué par des flux massifs de visiteurs porte sur plusieurs axes : préférer une circulation diffuse à une concentration sur quelques points, diversifier les offres touristiques mais aussi économiques, pédagogiques ou culturelles en s'appuyant sur une analyse fine des ressources de chacune des villes. Déjà, de nouvelles inégalités se dessinent : les habitants des centres anciens bénéficient de la croissance liée au tourisme alors que les ruraux des villages voisins, sont exclus de cette manne touristique. Une réflexion à l'échelle du territoire et pour ce faire, la sensibilisation des décideurs et des habitants est fondamentale et constitue l'un des axes de notre coopération.

2.5 Les réalisations menées

De nombreux projets ont été réalisés à Tongli, site expérimental de notre coopération, entre 2000 et 2002 : réutilisation de bâtiments délaissés pour un usage adapté (chambres d'hôtes ou petits hôtels, écomusée, salon de thé au carrefour de canaux majeurs…), requalification des espaces publics (places avant et arrière du jardin Tuisi, accès au centre ancien, pavement traditionnel des rues …), installation et enterrement des réseaux, construction d'un édifice contemporain dévolu à la présentation de l'histoire et des projets en cours sur la ville, maison de la ville et du patrimoine ouverte aux habitants et aux visiteurs.

La formation des décideurs en est un élément clé, associé à celle des urbanistes et architectes de Tongji, admis dans les formations de l'Ecole de Chaillot. Grâce à des missions sur le terrain, en France et en Chine, nous favorisons les rencontres entre maires français et chinois, entre techniciens, de manière à ouvrir de nouveaux horizons, imaginer des solutions plurielles et mesurer l'impact des projets inadaptés. De tels voyages d'études favorisent l'échange des savoir-faire et représentent une part importante dans l'aide à la décision. Ces formations restent insuffisantes tant que les habitants sont exclus de ce processus d'appropriation de leur histoire, de leur territoire et du développement urbain.

C'est ainsi qu'une grande résidence composée de plusieurs corps de bâtiments autour d'une cour, laissée sans entretien a changé brutalement de visage dès lors que le couple de retraités a eu l'autorisation d'y installer des chambres d'hôtes. La contrainte imposée par la ville était de respecter les règles d'urbanisme, consultables à la maison du patrimoine ouverte dans un charmant édifice contemporain. Deux chambres équipées de salles d'eau sont ouvertes peu après que l'idée ait été évoquée ensemble, malheureusement dotées d'un mobilier et de carrelages grossiers venus des grandes surfaces voisines. Peu après notre visite, une troisième chambre est mise en service : selon nos suggestions, elle est meublée cette fois avec du mobilier régional, restauré par les artisans locaux. Expliquer et démontrer les impacts économiques de tels choix effectués à petite échelle, c'est également de la sensibilisation et de la formation.

La transmission des connaissances se heurte à l'absence d'une génération, aux dix années de fermeture des universités lors de la Révolution culturelle. Face à l'immensité du territoire, et au grand nombre de petites villes et bourgs restés à l'écart de la modernisation, préservés dans leur environnement et néanmoins avides de bénéficier de meilleures conditions de vie, le travail de terrain préalable à la mise en œuvre requiert des compétences. Elles existent bien sûr, mais en nombre insuffisant au regard de l'étendue du pays. Maires et maîtres d'ouvrage ont un rôle majeur : comment passer du patrimoine perçu et exploité comme une source de revenus touristiques à un développement durable ancré sur la mise en valeur du paysage bâti et non bâti ? Il s'agit de passer d'un système à un autre, d'un urbanisme planifié selon des besoins quantitatifs, à une dimension plus sensible où la perception individuelle et l'histoire collective et individuelle prend sa place. En terme de gestion du territoire, des quartiers anciens et nouveaux, cela suppose une plus grande interaction entre les bureaux de gestion urbaine, la définition de priorités et des articulations entre petite et grande échelle. C'est là un élément plus novateur qu'il n'y paraît dans les pratiques urbaines en Chine, où l'apport mutuel est très enrichissant pour nous.

3. Reconnaissance et ouverture, de l'expérimental au global

Les travaux menés à Tongli et dans les six villes du Jiangnan ont été fructueux sur le terrain et porteurs d'une reconnaissance immédiate, nationale et internationale. Le projet mené à Tongli a reçu le second prix national de l'urbanisme en Chine en 2002 et celui sur les six villes, le second prix pour l'Asie-Pacifique du Comité Patrimoine Mondial de l'UNESCO en 2003. Ces gratifications sont importantes pour nos partenaires, leur conférant une légitimité pour développer leurs savoir-faire sur d'autres territoires. En effet, nos partenaires ont été mobilisés par la ville de Shanghai pour définir les stratégies sur les secteurs protégés de la ville, mais aussi dans le Guizhou, et le Sichuan avec des problématiques liées au Patrimoine Mondial.

3.1 Les douze secteurs protégés de Shanghai

Depuis le milieu des années 1980, des inventaires sur les architectures remarquables ont été établis, sous l'influence des professeurs de l'Université Tongji ; le sujet n'est donc pas nouveau. En revanche, la nomination de jeunes professeurs de Tongji aux postes de direction des services de la ville marque un tournant au début du XXIe siècle. Fin 2003, le maire de Shanghai annonce la définition de douze secteurs à protéger, totalisant plus de 27 km². Nos partenaires de l'Université, proches du Bureau de gestion urbaine, dont les compétences sur le sujet sont désormais connues, sont chargés d'établir les documents d'urbanisme et les règlements de protection. Pour ce faire, la méthodologie développée sur la petite ville de Tongli est appliquée.

Les douze secteurs sont inscrits dans le périmètre de la ville urbanisée d'avant 1949, aussi la décision de les protéger est signe d'une reconnaissance de leur qualité spatiale et de leur originalité dans l'histoire urbaine de Shanghai. La commercialisation du foncier qui a débuté à la fin des années 1980 sans véritable stratégie, a laissé sa marque dans toute la ville. La grande homogénéité du tissu urbain qui prévalait encore jusqu'au milieu des années 1980 a cédé la place à un tissu plus hétérogène, percé de viaducs, de boulevards routiers et ponctué de tours. Les douze secteurs protégés intègrent cette nouvelle donne et il s'agit bien de les préserver, leur redonner une qualité d'ensemble, grâce au contrôle qui s'exerce via les réglementations et concerne les espaces publics, l'usage, la volumétrie, le paysage urbain, la qualité de la construction ou de la restauration pour des édifices existants. L'analyse fine des secteurs constitue la première étape, et les méthodologies mises en œuvre à Tongli sont testées à grande échelle. C'est une démarche très innovante en Chine, au regard des démolitions massives que la ville de Pékin lançait au début des années 2000. Cette initiative de Shanghai s'est ensuite étendue à l'ensemble des villes comprises dans la Municipalité de Shanghai, qui ont chacune défini des secteurs et des sites remarquables.

3.2 Le Guizhou et la ville de Dujiangyan, site du Patrimoine Mondial au Sichuan

Le succès des travaux menés par nos partenaires les ont conduit à mettre en place un centre de formation sur le patrimoine mondial[16], sous les auspices de l'UNESCO en 2006. Cette étape s'inscrit dans une même logique de légitimité nationale et de reconnaissance internationale, de manière à constituer un pôle d'excellence vis-à-vis des provinces chinoises et des pays asiatiques voisins. Au travers de séminaires et visites de terrain, nous sommes amenés à réfléchir sur des situations très différentes dans la province du Guizhou, au sud-ouest de la Chine, et à Duiangyan, site du patrimoine mondial sinistré par le séisme de mai 2008.

Le Guizhou est une région montagneuse, agricole, pauvre et peuplée, mais riche par les cultures et traditions encore vivantes de ses populations. Les ethnies Dong, Miao sont parmi les plus connues et leurs fêtes attirent de plus en plus de touristes. La visée du gouvernement chinois serait de faire bénéficier de l'appellation « patrimoine immatériel » de l'UNESCO ces cultures, pour sortir la province de la pauvreté, grâce à l'essor du tourisme. Le sujet est complexe : un séminaire international, auquel participe les représentants du gouvernement central et des grandes universités de Shanghai et Pékin, un certain nombre d'experts venus du Japon, d'Australie, d'Europe, des Etats-Unis révèlent l'acuité du sujet. Chacun s'accorde à montrer les effets négatifs d'un tourisme de masse.

[16] Il s'agit du World Heritage Institute for Training and Research, Asia Pacific réparti sur trois sites, Pékin, Suzhou et Shanghai ; celui de Shanghai est hébergé par l'Université Tongji, tourné sur les pratiques urbaines ; celui de Pékin est lié à l'Université Beida et orienté sur le l'archéologie ; celui lié à la ville de Suzhou est porté sur les savoir faire et l'artisanat.

La visite de Xijiang aménagée pour des spectacles folkloriques à grande échelle, avec une vaste place aplanie à cette occasion, de vastes structures d'hébergement habillées de matériaux de couleur locale, rappelle combien le tourisme « culturel » est perçu d'abord comme une opportunité d'investissement et non comme une stratégie à moyen terme de mise en valeur respectueuse des paysages et des sociétés qui les habitent. Notre guide d'ethnie miao, responsable provincial du tourisme, est pris entre ces visions contradictoires : fier de nous montrer ces aménagements (déplorables à nos yeux) de Xijiang, il est bien plus heureux de nous faire partager la visite de son village, Kongbai, éloigné des voies principales et où l'accueil ne tient plus cette fois du folklore.

Comment faire partager ces visions à des populations avides d'un meilleur niveau de vie ? Comment assurer la sécurité des familles et des villages dans des habitations en bois, menacées par des incendies meutriers ? Comment faciliter l'éducation des enfants ? Le label de « patrimoine immatériel » accordé aux cultures des Miao ou des Dong peut-il être un moteur dans ce processus ? Les questions sont posées et les responsables locaux que nous avons côtoyés conscients des écueils évoqués. La sensibilisation des responsables locaux par les séminaires internationaux est ici la première étape d'un processus auquel nous avons la chance d'avoir été associé.

Le tremblement de terre du 12 mai 2008 au Sichuan nous détourne du Guizhou, pour aborder une autre articulation : patrimoine mondial et reconstruction. Dujiangyan est le nom récent d'une ville qui s'est développée au cours des dernières décennies ; elle comprend deux sites répertoriés au Patrimoine Mondial, la montagne Qingsheng, berceau du taoïsme et surtout le site de contrôle des eaux, d'irrigation et de canalisation, établi il y a plus de deux mille ans et dont la ville a pris désormais le nom. La question posée est nouvelle pour tous : comment orienter la reconstruction de la ville dont la stratégie d'aménagement est tournée vers le tourisme ?

C'est déjà une cité de villégiature où les citadins des métropoles voisines de Chengdu ou Chongqing, aiment venir se « mettre au vert ». Le Sichuan est une province riche en histoire et en sites remarquables, peu connus à l'étranger, malgré des sites classés comme les grottes sculptées de Dazu, ou les curiosités géologiques du parc de Jiuzhaigou. Le centre ancien de Dujiangyan, centre d'échanges marchands et lieu de résidence des techniciens chargé de l'entretien du site hydraulique, se restreint à deux rues et l'opportunité de construire mieux à la suite du séisme est une chance, mais dans des délais contenus imposés par l'Etat. La montagne est tombée par pans entiers lors du séisme et nombre de paysans, qui ne peuvent revenir sur leurs terres éboulées, deviennent citadins par le logement qui leur est alloué.

Comment allier protection et mise en valeur des sites, reconstruction urbaine et promotion d'un tourisme durable ? Les exemples pertinents que nous mettons en face des questions font appel aux expériences des villes de la reconstruction (Dieudonné, Patrick ed., 1994)[17], aux sites qui ont tiré parti d'un retard économique (la Haute Provence[18]s) ou d'événements dramatiques (la montagne Sainte-Victoire victime d'un incendie en 1989[19]) pour développer une stratégie de tourisme porté par la culture et non de la culture asservie aux impératifs du tourisme.

[17]Notamment lors du « Séminaire international sur la reconstruction post-séisme à Dujiangyan – Ville-Campagne- Site Patrimoine Mondial », 19-21 juillet 2009

[18] Avec le concours de la Cité de la culture et du tourisme durable à Gréoux les Bains et de Jean Pierre Martinetti son directeur

[19] Grâce aux présentations judicieuses d'Anne Vourch', à la tête du réseau des Grands sites de France

Les exemples du Guizhou et de Dujiangyan, quoique très différents, révèlent à quel point le tourisme est devenu un atout et le moteur d'une réflexion sur un équilibre « global » des territoires et des cultures plurielles qu'ils engendrent.

Pour conclure, j'évoquerai la montée en puissance de la sensibilisation et de la formation, avec l'instauration nationale d'une journée du patrimoine, le second samedi du mois de juin, depuis 2006. Le tableau n'est pas pour autant dépourvu d'ambiguïtés : l'histoire collective et la valorisation des mémoires individuelles ne sont pas faciles à écrire alors même qu'elles ont été broyées et laminées une génération ou deux auparavant, marquées par des conflits locaux qui ont pu être d'une violence peu commune[20]. L'attrait d'un label, international ou national, est certes un moteur pour lancer des politiques nouvelles, mais comment contrer les effets pervers d'un tourisme de masse dont les capacités de nuisance ne sont plus à démontrer ? Sans la reconnaissance qu'apportent de tels labels, comment instaurer les partenariats et les stratégies durables que suppose une mise en valeur des environnements bâtis et paysagers ? La délimitation des zones de bonnes pratiques liées à la labellisation du Patrimoine Mondial, n'alimente-t-elle pas une division entre secteurs protégés, et territoires en déséquilibre, poches de pauvreté, de rebut qui vont à l'encontre même des objectifs recherchés de respect des sites et des cultures ?

Bibliographie

Augé, Marc. (1997) *L'impossible voyage – le tourisme et ses images*, Paris, Editions Payot & Rivages, 187 p.

Bellocq, Maylis. (2005) « Mémoires et préservation du patrimoine culturel en République populaire de Chine : le cas de Tongli, bourg du Jiangnan », Paris, thèse de doctorat EHESS, 371 p. et un volume d'annexes non paginé.

Dieudonné, Patrick, ed. (1994) *Villes reconstruites, du dessin au destin*, vol. 1 et 2, actes du 2e colloque international des villes reconstruites, Paris, L'Harmattan, 382p. et 384 p.

Du Halde, Jean-Baptiste (1735), *Description géographique, historique, chronologique, politique et physique de l'Empire de la Chine et de la Tartarie chinoise, enrichie des cartes générales et particulières de ces pays*, Paris, Lemercier.

Ged, Françoise. (1997) « Shanghai, habitat et structure urbaine 1842-1995 », Paris, thèse de doctorat EHESS, 800 p.

Ged, Françoise. (1997) « Permanence et renouvellement du patrimoine architectural : l'exemple de Shanghai », *Cahiers du réseau architecture - anthropologie*, Paris, les éditions de la Villette, n°2, 215 p., pp. 35-52.

Ged, Françoise. (2003) « Les villes en Chine », Université de tous les savoirs, sous la direction d'Yves Michaud, *La Chine aujourd'hui*, Paris, Odile Jacob, 268 p., pp. 85-108.

Grands Sites et stratégies touristiques des territoires. (2007) Actes des Huitièmes Rencontres de Grands Sites 31 mai et 1 juin 2006, Paris, 65 p.

Gravari-Barbas, Maria et Guichard-Anguis, Sylvie. (2003) *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXIe siècle*, Paris, presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 952 p.

Monde Chinois, (2010), n° 22 Tourisme et patrimoine, un mariage difficile, Paris, éditions Choiseul

Nyíri, Pál. (2006) *Scenic Spots, Chinese Tourism, the State and Cultural Authority*, University of Washington Press, Seattle and London, 134 p.

[20] Sur ce thème, Maylis Bellocq a analysé les réactions de la population de Tongli, des enfants des écoles primaires aux anciens de la ville, face à la mise en valeur récente de leurs quartiers anciens (Bellocq, Maylis 2005)

Robinson, Mike et Picard, David. (2006) *Tourisme, culture et développement durable*, Unesco, Division des politiques culturelles et du dialogue interculturel, Paris, 97 p.
Ruan, Yisan, ed. (1998) *Jiangnan guzhen* [Bourgs anciens du Jiangnan], Shanghai, *Shanghai huabao chubanshe*, 295 p.
Tongji daxue chengshi guihua jiaoyanshi [Bureau d'enseignement et de recherche sur l'urbanisme à l'université Tongji], *Zhongguo chengshi jianshe shi* « Histoire de la construction des villes en Chine », Pékin, 1987 (1982 1e édition), Zhongguo jianzhu gongye chubanshe, 215 p.
« Tourisme urbain, patrimoine et qulité urbaine en Europe ». (2009) Actes du colloque des 26 et 27 mars 2009 à Rennes, Conférence Nationale Permanente du Tourisme urbain et Alliance de Villes Européennes de Culture, Rennes, 86 p.
Urbain, Jean-Didier. (2002) *L'idiot du voyage – Histoires de touristes*, Paris, (1991 1e édition, Plon), éditions Payot et Rivages, 354 p.
Urbain, Jean-Didier. (2002) *Les vacances*, Paris, éditions Le Cavalier bleu, 126 p.
Wang, Jinghui. (1998) « La politique de conservation des villes historiques et culturelles chinoises », *Conférence internationale des maires des villes historiques chinoises et de l'Union européenne, Suzhou 7 – 9 avril 1998*, Paris, UNESC0, 149 p., pp. 11-12.
Wang, Jun. (2004) *Chengji* [Mémoires d'une ville], Pékin, (2003 1e édition), *Sanlian chubanshe*, 357 p.
Zhang, Kai, et Zhou, Jian. (2003) *Zai chengshi shang jianzao chengshi* [Recontruire la ville sur la ville], Pékin, *Zhongguo jianzhu chubanshe,* 249 p.
Zhang, Liang. (2003) *La naissance du concept de patrimoine en Chine XIX-XXe siècle*, Paris, éditions Recherches/Ipraus, 287 p.

Sites Internet : « chinadaily », « china.org.cn »; Ministère du Tourisme, UNESCO-Centre du patrimoine mondial

Tableau 1
Nombre de touristes par an à Zhouzhuang, Tongli et Xitang de 1996 à 2002
source Université Tongji

Nb /an de touristes	Zhouzhuang	Tongli	Xitang
2002	/	<900 000	>600 000
2001	/	750 000	>550 000
2000	<1 400 000	>800 000	>370 000
1999	1 200 000	600 000	<300 000
1998	<1 000 000	450 000	250 000
1996	>150 000	/	/

Tableau 2
Comparaison des revenus du tourisme entre Tongli, Zhouzhang et Xitang
source Université Tongji

données 2002	Zhouzhuang	Tongli	Xitang
Population dont centre ancien	21 872 6 700	53 175 10 000	62 000 6 000
juridiction du bourg agglomération centre ancien	36,05 km² 0,47 km² 0,24 km²	131,54 km² 9,70 km² 0,68 km²	83,61 km² 2,32 km² 2,32 km²
revenus de la ville, dont part du tourisme	2 000 millions RMB 670 millions RMB	1 500 millions RMB 350 millions RMB	1 174 millions RMB 78 millions RMB

Community-Based Heritage Tourism: Examining Ethnic and Gender Identity Politics at the Tsodilo World Heritage Site

Rachel Faye Giraudo
(University of California, Berkeley)

Rachel Faye Giraudo
Department of Anthropology
232 Kroeber Hall
University of California, Berkeley
Berkeley, CA 94720
Email: giraudo@berkeley.edu

Community-Based Heritage Tourism: Examining Ethnic and Gender Identity Politics at the Tsodilo World Heritage Site

Abstract:
In addition to its conservation ideals, a World Heritage designation also represents economic opportunity in that sites with this distinction attract tourists and tourism revenue. Governments along with NGOs and international agencies often utilize tourism as a development initiative for communities living near World Heritage sites. However, sites listed for their cultural heritage are subjected to the commoditizing tendencies of tourism, and nearby communities whose intangible heritage (criterion vi) is associated with such sites are also engulfed in this consumptive practice. In southern Africa, development facilitators view cultural heritage as an economic resource to be utilized for poverty alleviation, but they generally pay less attention to the social impacts of heritage tourism on local communities. Through a heritage ethnography approach, this paper examines how community-based heritage tourism affects the ethnic and gender identity politics of the Ju|'hoansi and Hambukushu peoples living near the Tsodilo World Heritage Site in Botswana. I analyze the commodification of their intangible heritage, as they must now resort to a cash economy for self-reliance by means of heritage tourism. The Ju|'hoansi and Hambukushu are two very different ethnic groups with a history of uneasy relations at Tsodilo. Although tourism has been part of the economy there for at least 40 years, a new heritage management plan designates heritage tourism as the primary industry for the community's future development. The Ju|'hoansi and Hambukushu at Tsodilo, like many other communities living near World Heritage sites in developing countries, are thus thrust into a global economy that inextricably alters their culture.

Keywords: World Heritage, Tourism, Identity Politics, Tsodilo

Community-Based Heritage Tourism: Examining Ethnic and Gender Identity Politics at the Tsodilo World Heritage Site

Introduction: World Heritage, Tourism, and Identity Politics

When UNESCO adopted the Convention Concerning the Protection of World Cultural and Natural Heritage in 1972, it also helped to launch the study of a number of theoretical and practical issues related to World Heritage. They include, among others, the very definition of "heritage" (e.g., Smith, 2006), site conservation methods (e.g., Leask & Fyall, 2006), and the supposed "outstanding universal value" that World Heritage sites possess (e.g., Titchen, 1996; Cleere, 2001). Examination into these issues subsequently led to policy revisions and prompted further scholarly investigations into World Heritage as a growing global phenomenon. As recent publications (e.g., Di Giovine, 2008; Harrison & Hitchcock, 2005) and the other papers in this volume demonstrate, tourism is an important and timely topic in both the scholarship and the practical management of World Heritage sites. However, studies of World Heritage and tourism generally focus on conservation and management issues (Pedersen, 2002). Social effects, such as the ethnic and gender identity politics of nearby communities, are sometimes overlooked. Studies that do consider identity politics reveal that World Heritage status does have significant influence on local communities usually through the culturally commoditizing tendencies of tourism that accompany the status (e.g., Tucker, 2003; Owens, 2002).

The effects of World Heritage and tourism on identity politics are most striking at contested heritage sites and those located in developing countries. Contested heritage sites are already politically charged between various stakeholders, so World Heritage status, conservation protocols, and the ensuing economic development of these properties all intensify existing social problems or create new ones. World Heritage status can exacerbate existing tensions among different ethnic, religious, and/or political groups who lay claim to the same heritage site and vie for their group's recognition and control of the site. Likewise, developing countries pursue World Heritage status not only to assist with heritage conservation, but also because they want to deploy the World Heritage brand at their heritage sites in order to increase tourism and provide development opportunities to those living nearby. The hope of these countries and the non-governmental organizations (NGOs) and other development agencies working with them is that tourism to World Heritage sites will help alleviate poverty for local communities.

Community-based tourism is meant to reverse the top-down power dynamic of external agencies setting the development agenda by attempting to position communities in charge of their own development (Fabricius, Koch, Magome, & Turner, 2004). However, this approach is not always successful, in part, because there are other social issues that need to be considered (see Reed, 1997). Heterogeneous, multi-ethnic communities have complicated power relations that need to be assessed to adequately comprehend what "the community" entails, as it is "the community" as a population unit that development facilitators envision in the planning of their initiatives. This concept potentially blurs ethnic, class, and gender divisions as it is commonly used as a geographical reference and not as a more nuanced and sociopolitical reference (see Geschiere, 2009, pp. 77, 81-83).[1] Additionally, studies show that

[1] Based on his work on community forests in Cameroon where he realized that the village becomes the unit of community in the eyes of the law, Peter Geschiere asks, "[why] do developers see it as self-evident that in Africa development has to be realized through "communities"? (2009, p. 77).

development initiatives reflect the gender norms of the agencies that create them, and that the implementation of these initiatives affects the gender politics of the community members with which they are imposed (e.g., Schroeder, 1999). Community-based development desperately requires careful attention to the situational dynamics of each community in which such projects are proposed.

It is clear that World Heritage status affects, to some degree, the identity politics of community members living near World Heritage sites, especially those sites inscribed for cultural heritage. This is due to significantly increased tourism, cultural commodification, and development initiatives, all of which can alter traditional ethnicity and gender roles. Thus, World Heritage status does not actually entail cultural conservation, but is instead an instigator of cultural transformation through both tourism and development initiatives that overwhelmingly come along with the status in developing countries. Anthropological studies of tourism and cultural commodification generally focus on the question of authenticity (see Bruner, 2005), and they less often examine the topic as part of a global economic process (but see Kirshenblatt-Gimblett, 2006; Breglia, 2006). However, by framing the problem of identity politics of World Heritage and tourism through the development lens, it is possible to also investigate the socio-political issues that arise.

Instead of working in the abstract or through generalization, engaged ethnographic fieldwork greatly contributes to scholarship and informs policies on the entanglements of World Heritage and tourism. These "heritage ethnographies" – many good ones coming from Africa (see Fontein, 2006; de Jong & Rowlands, 2007) – highlight the gradations of meaning in the case studies investigated, and can overturn prevailing understandings of the social effects of World Heritage and tourism. By ethnographically grounding academic and policy claims with extensive fieldwork in particular locales, and not just through consultation and survey, we gain a more enriched understanding about the global phenomenon of World Heritage and its impact in economically developing parts of the world. This enhanced awareness is important as new State Parties ratify the World Heritage Convention to promote the inclusion of their heritage sites on the World Heritage list, and, in particular, the World Heritage Centre's agenda to have countries in the developing world list more World Heritage sites (e.g., African World Heritage Fund).

As part of my heritage ethnography, I explore issues of ethnic and gender identity politics at the Tsodilo World Heritage Site in northwestern Botswana. My analysis is based on more than two years of ethnographic fieldwork and archival research (2007-2009) examining the implementation of a new heritage management plan for the site that aims to improve the livelihoods of the nearby Ju|'hoansi and Hambukushu communities through heritage tourism. In Botswana, and in southern Africa more generally, World Heritage status is being used for economic development; this can be somewhat paradoxical to the conservation aims of the 1972 World Heritage Convention (UNESCO, 2005). Here I demonstrate that World Heritage status is a major juncture in the livelihoods of the Ju|'hoansi and Hambukushu communities living near the Tsodilo World Heritage Site, a heritage site contested between the two ethnic groups and located in a rural, underdeveloped area of Botswana.

Tsodilo World Heritage Site

In the northwest corner of Botswana, about 40 kilometers west of the Okavango Delta, lie four hills: Male, Female, Child, and Grandchild. Together they are now known as the Tsodilo Hills and are recognized for one of the highest concentrations of rock art in the world as well as an approximately 100,000 years long archaeological record of habitation spanning the Middle Stone Age to the present (see Campbell, Robbins, & Taylor, 2010). Tsodilo's archaeological heritage and the intangible heritage associated with it are the reasons why

Tsodilo was designated as World Heritage in 2001 (criteria i, iii, and vi) (UNESCO, 2001).[2] Taken together, the increase in tourism and two recent heritage management plans associated with Tsodilo's World Heritage status (i.e., Campbell, 1994; Ecosurv, 2005) have had an enormous impact on the identity politics of the Ju|'hoansi and Hambukushu living at the hills. Understanding the historical background of tourism and heritage management at Tsodilo is necessary to contextualize the current situation.

Explorers, researchers, and tourists have come to Tsodilo for over a hundred years (i.e., Passarge, 1907; Balsan, 1954; Hoare, 2007; see also Wilmsen, 1997). The most famous explorer to Tsodilo was Sir Laurens van der Post, a charismatic South African author (and spiritual advisor to Prince Charles) who deeply romanticized "Bushmen" culture (see Jones, 2001).[3] Van der Post led an expedition team to Tsodilo in 1955, and his subsequent BBC television series (1956) and book (1958) based on this expedition – both extremely popular – helped to push Tsodilo into Western consciousness. Van der Post's television series and book, along with travel accounts to Tsodilo produced by other explorers, undoubtedly inspired a wave of researchers, including professional and amateur archaeologists and anthropologists who, since the 1960s, have researched and published on the rock art and archaeology of Tsodilo and the oral history related to the site (see Campbell et al., 2010; Campbell, Robbins, & Murphy, 1994; Campbell, Denbow, & Wilmsen, 1994). Researchers, in turn, through their publications, gave the site's archaeology and inhabitants more credibility and helped to transform Tsodilo into a tourism destination. Indeed, the draw of Tsodilo for researchers and tourists alike is a gaze upon the cultural and temporal "Other."

The media hype from explorer and researcher narratives to Tsodilo opened up a new market for Tsodilo: tourism. This was an opportunity not lost on the Ju|'hoansi and Hambukushu, the two ethnic groups living at Tsodilo in the 1960s. Starting in 1969, tourism operators began coming to Tsodilo with mostly wealthy foreign tourists who wanted to see the newly famed rock art as well as meet and buy crafts from the elusive "Bushmen," represented at the site by the Khoisan-speaking Ju|'hoansi.[4] About this time, archaeologists

---

[2] Botswana proposed criterion vi for Tsodilo on the grounds that, "[t]raditions speak of Tsodilo as being the home of all living creatures, more particularly home to the spirits of each animal, bird, insect, and plant that has been created. Though exact interpretation and dating of the rock art is uncertain, the art itself clearly testifies to the long tradition of the site as spiritual, a tradition continued today in practices of the !Kung and in visits by, in effect, pilgrims in Western parlance, often from some distance" (!Kung is another name for Ju|'hoansi) (UNESCO, 2001, p. 61). For criterion vi, the World Heritage advisory body, ICOMOS, evaluated Tsodilo's fulfillment as, **"**[t]he Tsodilo outcrops have immense symbolic and religious significance for the human communities who continue to survive in this hostile environment" (UNESCO, 2001, p. 65).

[3] "Bushmen" is a settler concept used to refer to Khoisan speakers. In Botswana, the government and many citizens refer to Khoisan speakers as "Basarwa" (see Motzafi-Haller, 1994). Both of these terms are still in use but are now considered pejorative. In the 1960s, anthropologists adopted the use of the linguistic term "San" to refer to Khoisan speakers (see Hitchcock & Biesele, 2010). I use the term "Khoisan speakers" to represent all the cultures of the click-consonant language family because in the region where I work, Ngamiland, both Khoi and San languages are spoken. Otherwise, I refer to particular Khoisan ethnic groups by their language name (i.e., Ju|'hoansi and Khwe).

[4] The exclusive Lindblad Travel operated photographic safaris to Tsodilo from 1969 to the early 1980s. Other private safaris, like those organized by the Shakawe Fishing Camp, which is still in operation, ventured to Tsodilo throughout the 1970s and 80s. Many different safari companies now take their clients to Tsodilo.

already began to formally extrapolate theories of the link between southern African rock art and the ancestors of present-day Khoisan speakers (see Rudner, 1965; Rudner & Rudner, 1970), and Tsodilo became one of the few places left where "Bushmen" could be found alongside rock art.[5] Elsewhere in southern Africa, Khoisan speakers were annihilated, assimilated, or displaced by whites and Bantu speakers.

In the 1970s, the nomadic Ju|'hoansi more permanently settled at the base of Male Hill (Taylor, 1998). The Hambukushu also increased their numbers at Tsodilo by encouraging family members to relocate there from villages along the Okavango Delta. The growth of Tsodilo's settlement is, in part, due to the economic benefits of tourism. Tsodilo was so remote and difficult to get to that tourists usually had to hire qualified safari guides to take them there by small-engine planes or with well-equipped four wheel drive vehicles, which from the main road took at least three or four hours (and typically caused engine overheating and flat tires). Nonetheless, throughout the 1970s, '80s, and '90s, the very small stream of tourists to Tsodilo steadily increased. In 1988 tourist visitor numbers to Tsodilo were about 1,000 and in 1996 about 2,000 (Walker, 1998, p. 5). The number of domestic and regional tourists also increased. They primarily came for educational visits (i.e., school groups) and religious purposes (i.e., church groups), such as for prayer and collecting sacred water from the natural springs found in the hills.[6] Tour guiding and the production and sale of tourist crafts became a significant source of income for the Ju|'hoansi, but tourism was a less significant source of income for the Hambukushu as only a few were involved in tour guiding.[7]

Relations between the Ju|'hoansi and the Hambukushu were strained when tourism became an important contributor to the Tsodilo economy. The Ju|'hoansi household economy was more dependent on tourism profits once they settled permanently at Male Hill because they lost the range of their hunting and foraging areas due to the growing number of settlers from other areas of Botswana encroaching on their traditional territories and because of new land policies ratified in the 1970s (see Hitchcock, Biesele, & Babchuk, 2009).[8] The Ju|'hoansi also lost their hunting rights when the government of Botswana enacted the need for special hunting licenses that were hard to get and eventually almost altogether phased out (see Hitchcock, 2001). However, the Hambukushu household economy was primarily based on agriculture and cattle, and tourism profits were more peripheral. Due to their historical

[5] This theory was further expanded upon by the work of David Lewis-Williams in his seminal book, *Believing and Seeing: Symbolic Meanings in Southern San Rock Paintings* (1981), which was informed, in part, by the work of contemporary ethnographers working with Khoisan speakers.

[6] Church groups like the Zion Christian Church visit Tsodilo to pray and to collect water from a sacred well named "Chokamo" (also referred to as "Tshokgam" in Campbell et al., 2010, p. 27).

[7] The Hambukushu chief, who is now in his nineties, was most likely the guide who led van der Post around Tsodilo during his 1955 expedition. The Hambukushu chief, his son, and a few other Hambukushu also guided a number of researchers over the past several decades. Recently, though, several other Hambukushu – all men – took up tour guiding at Tsodilo to earn an income.

[8] After independence in 1966, the new government of Botswana created tribal land boards that only recognized Tswana tribal territories. Citizens were encouraged to settle anywhere in the country through application to these land boards. The government especially encouraged applications for cattleposts, as cattle rearing is the traditional livelihood of the pastoral Tswana. However, cattleposts require a lot of land and they quickly degrade the environment from overgrazing.

allegiance to the ruling Batawana (Tlou, 1985) – a tribe of the Tswana who are the ethnic majority and ethnic elites of Botswana – the Hambukushu headman was made chief of the entire Tsodilo area (giving him legal authority over the Ju|'hoansi). This led to the blatant subjugation of the Ju|'hoansi by the Hambukushu at Tsodilo, later exacerbated by development initiatives like community-based heritage tourism. For instance, the Hambukushu took tourism profits from the Ju|'hoansi claiming that they were their "agents." They also sometimes refused the Ju|'hoansi water from a well near the Hambukushu settlement, and also occasionally had physical altercations with them. The subjugation of the Ju|'hoansi was part of a larger, more systematic marginalization of Khoisan speakers in Botswana (see Hitchcock & Holm, 1993).

Starting in the late 1980s, archaeologists and administrators from the Botswana National Museum pushed for international recognition to conserve Tsodilo, specifically to achieve UNESCO World Heritage status for the site. Part of the process of developing Tsodilo for heritage conservation, as outlined in the 1994 heritage management plan, involved fencing the hills and relocating the Ju|'hoansi population outside the new conservation zone. The Hambukushu also lost cattle grazing lands near the base of Male Hill. In 1995, the Ju|'hoansi were relocated eight kilometers away from the hills, which was not only their primary source of income but also the area in which they foraged for food and had near year-round water from the natural springs. The Ju|'hoansi were relocated from the lush flora and more abundant fauna of the hills, to exposed scrub savannah where local food and medicinal plant resources were not as readily available. The government drilled a water pump at the new location to entice the Ju|'hoansi, but the Hambukushu eventually claimed control of it. Now the Ju|'hoansi are further from Tsodilo than the Hambukushu, though they are more dependent on tourism and they are the ethnic group most tourists want to see.

Botswana finally signed the 1972 World Heritage Convention in 1997, and Tsodilo was the first heritage site that the new State Party wanted listed (see National Museum, Monuments and Art Gallery, 2001). The World Heritage Centre requested that Botswana prepare an updated heritage management plan for Tsodilo, one to be devised in consultation with local community members. In an attempt to secure funding for a new heritage management plan, the Botswana National Museum collaborated with an NGO umbrella called the Kuru Family of Organisations (generally referred to as "Kuru").[9] Kuru secured funding from De Beers, a large diamond corporation, but in return for their assistance in obtaining the funding, Kuru required that the new heritage management plan offer opportunities for sustainable development to the local community members (see Trust for Okavango Cultural and Development Initiatives 2002a, 2002b).[10] A second heritage management plan was finally completed in July 2005 (Ecosurv, 2005).

The 2005 heritage management plan for Tsodilo is expected to improve the livelihoods of the approximately 200 Ju|'hoansi and Hambukushu living there through

[9] The two Kuru NGOs involved in the new heritage management plan for the Tsodilo are the Letloa Trust, which is the more administrative Kuru NGO, and the Trust for Okavango Cultural and Development Initiatives (TOCaDI), which is a regional NGO in Ngamiland focusing on community development.

[10] De Beers worked with Debswana (a joint venture between De Beers and the government of Botswana) to create the Diamond Trust, which is a "community social investment" organization. The Diamond Trust's first investment recipient is the new heritage management plan for Tsodilo, for which the Diamond Trust pledged 10 million Botswana Pula (about 1.5 million US dollars) for its implementation.

community-based heritage tourism.[11] Tourism to Tsodilo has increased dramatically since its World Heritage designation. In 2001 the site received 2,301 visitors and in 2005 it received 10,362 (Segadika, 2010, p. 146). This exponential increase is undoubtedly due to better accessibility to Tsodilo.[12] Now that Tsodilo is becoming a more established tourism destination there are plans to allow private tourism companies to build lodges near the hills (as outlined in the 2005 heritage management plan). A community-run campground will also be erected to help generate more revenue for local community members.

Heritage Tourism and Ethnic Identity Politics

Ethnicity is increasingly becoming a global commodity, and is also used for such purposes as branding (e.g., Cajun cuisine) and corporate organization (e.g., Native American casinos). On this subject, the Comaroffs write, "[e]thno-commerce feeds an ever more ubiquitous mode of production and reproduction, one born of a time in which…the sale of culture has replaced the sale of labor in many places" (Comaroff & Comaroff, 2009, p. 24). One of the most recognizable ways in which ethnicity becomes a product or service is through heritage tourism, where an ethnic group's "otherness" is desirable and consumed. However, to keep their appeal to tourists, members of an ethnic group profiting from heritage tourism need to maintain (or produce) their cultural difference. Thus, local communities living near World Heritage sites that are designated with criterion vi for intangible heritage, reflecting the beliefs and oral histories of these communities, also need to conserve their intangible heritage to ensure a more long-term engagement in heritage tourism.

Exoticized representations of ethnic groups entice tourists to seek out foreign cultures through travel. Indigenous ethnic groups are of special interest because they are considered the ultimate Other and because their traditional lifestyle is endangered. For example, the Ju|'hoansi are romantically portrayed as primitive "Bushmen" in the media, and like other Khoisan speakers are considered indigenous to southern Africa.[13] The Ju|'hoansi at Tsodilo are aware of tourists' fascination with them as "Bushmen" and indigenes. They are able to profit from this perception by attracting more tourists, who, in addition to touring the hills, want to take photos of the Ju|'hoansi and buy crafts from them. This seemingly puts the Ju|'hoansi at an advantage over the Hambukushu, who are not always differentiated from other Bantu speakers, when it comes to staking a claim in the heritage tourism market. Furthermore, their presence at a rock art site – the imagery attributed to their ancestors – is an anomaly in southern Africa and is thus itself a huge touristic draw for Tsodilo.

Appearances are deceiving, though, as the Ju|'hoansi and Hambukushu are both relative newcomers to Tsodilo. The Ju|'hoansi and Hambukushu have at least occasionally inhabited Tsodilo since the late nineteenth century. The Ju|'hoansi are traditionally nomadic, pursuing game, vegetation, and water needed to survive in the harsh Kalahari Desert. When they arrived at Tsodilo in the late nineteenth century due to the invasion of the Batawana in area south of Tsodilo, they met the Khwe (also Khoisan speakers) who were eventually

[11] The project has slowly been implemented since the heritage management plan was finalized in July 2005, though the money was only released to Kuru in November 2009.

[12] One of the sandy paths leading to Tsodilo from the main asphalt road was graveled in 2001 because of the opening of the site museum and in anticipation of World Heritage status. This made it possible to drive to the new site museum from the main road in less than an hour and with two wheel drive vehicles.

[13] In addition to academic scholarship, the Ju|'hoansi also feature in photography books (e.g., Johnson, Bannister, & Wannenburgh, 1979), popular documentary films produced by John Marshall, and, notably, in the movie series, *The Gods Must Be Crazy* (Uys, 1980).

displaced to the Okavango Delta. The Hambukushu came to Tsodilo at about the same time, fleeing from the north where their chiefs sold them into the trans-Atlantic slave trade (Larson, 2001; Tlou, 1985). At first, they depended on subsistence foraging, but by the mid-twentieth century they settled along the western edges of the Okavango Delta, where they established agricultural areas and maintained livestock.

Heritage tourism is an interesting phenomenon in Botswana, a culturally hegemonic country. The government does not officially recognize any non-Tswana tribe, or ethnic difference, and this stance benefits the Tswana elites through the denial of inequality (see Nyati-Ramahobo, 2008).[14] However, tourism is now the second highest gross domestic product in the country behind mining (World Travel & Tourism Council, 2007), and heritage tourism, an industry that markets ethnic difference, is also becoming a significant contributer to the national economy. Botswana's ethnic minorities, especially Khoisan speakers, potentially have the opportunity for economic gain and improved political representation through the expansion of the heritage tourism sector.

The Ju|'hoansi and Hambukushu at Tsodilo, both relatively impoverished by the country's standards, have a fraught relationship as they compete for resources. At first they competed over access to water at the hills. Over time this included ownership of the hills and control over the economic benefits of heritage tourism. However, as the Hambukushu are the more dominant ethnic group at Tsodilo, they control most of the development initiatives instigated by the government of Botswana and Kuru, including some of the projects outlined in the 2005 heritage management plan.[15] Community-based heritage tourism actually exacerbates ethnic tensions as the Ju|'hoansi and Hambukushu are encouraged to commodify their identities to lure the interest of tourists in order to profit from this market. This is also evident in the way the Ju|'hoansi and Hambukushu recall their origin stories and in the interpretations of Tsodilo's rock art that Ju|'hoansi and Hambukushu tour guides relay to tourists.

The Ju|'hoansi and Hambukushu interpret Tsodilo's rock imagery differently as they guide tourists. During my fieldwork I observed that the Ju|'hoansi guides describing the rock art for tourists interpret the images that researchers refer to as "geometric designs," as "tortoise shells" or "suns." However, the Hambukushu guides interpret these same rock art images for tourists as "baskets," which Hambukushu women make. Meanwhile, rock art researchers seek to emphasize their scientific interpretations through educating the local tour guides about their research findings on the rock art (e.g. the Botswana National Museum hosts workshops for local tour guides and site museum staff). Thus researchers are influencing local tour guides to use their more scientific understanding of the rock art, which undermines local interpretations of rock art that are part of Tsodilo's intangible heritage. Also, the staff members of the Botswana National Museum try to dispel the notion that most of the rock art

[14] For example, the application of the term "indigenous" is contested in Botswana. The government considers all of its citizens "indigenous," though most international human rights groups claim this status only for Khoisan speakers (e.g., the International Working Group for Indigenous Affairs).

[15] For example, the government has a Village Development Committee project in Tsodilo, and the board is almost entirely represented by Hambukushu. The site museum at Tsodilo employs many more Hambukushu than Ju|'hoansi. Also, a curio shop that TOCaDI helped to facilitate, and that originally employed one Hambukushu woman and one Ju|'hoansi woman was, in the course of two years (2007-2009), taken over by Hambukshu who threatened the Ju|'hoansi from further participation.

was made by Khoisan speakers in an attempt to nationalize this cultural heritage by not privileging Khoisan speaker origins.[16]

In addition, he Ju|'hoansi and Hambukushu both claim Tsodilo as their creation site.[17] They point to the same groove marks that are found on large boulders on the top of Female Hill as evidence of their origins. The Ju|'hoansi claim these groove marks as the tracks of the first animals on earth when the hills were new and malleable. Some of these groove marks are said to be made by the eland, a large African antelope that is important in Ju|'hoansi (and other Khoisan) mythology (see Lewis-Williams & Pearce, 2004). The Hambukushu, however, consider these groove marks to be the tracks of a cow, which is important to their pastoral worldview (see Segadika, 2006, p. 34). In fact, Hambukushu from neighboring countries also believe Tsodilo to be their origin site, and Hambukushu tribal leaders from Namibia and Angola visit the hills to pay respect. Increased tourism, and the benefits that can be reaped from the industry, especially now that the site is World Heritage, have both ethnic groups competing for the accuracy of their origin stories. These origin stories, which are part of their intangible heritage, and a reason for the site's use of criterion vi in its World Heritage bid, are now increasingly commoditized by the Ju|'hoansi and Hambukushu, as well as tour operators, to attract tourists.

Tourism Development and Gender

Tourism development is also a catalyst for changing gender roles among traditional communities conscripted into a market economy. At Tsodilo, the most obvious factors influencing the gender roles of the Ju|'hoansi and Hambukushu are assimilation into a national, Tswana culture and their integration into a cash economy. The HIV/AIDS epidemic is also taking its toll on the Ju|'hoansi and Hambukushu, effecting the social structure of their families. Indeed, Botswana has the second highest prevalence rate of HIV/AIDS in the world (UNAIDS, 2009). Although there are a number of noticeable disruptive forces changing the traditional gender roles of the Ju|'hoansi and Hambukushu, heritage tourism is significant in that it affects both labor division and cultural representations of gender.

With their traditional livelihoods in flux, so are their gender relations. The Ju|'hoansi are traditionally an egalitarian society, and decisions are made together as a group (Lee, 1979). The basic division of labor between genders centers on food procurement: Ju|'hoansi men hunt large animals and Ju|'hoansi women gather plant resources. No longer able to practice this lifestyle, Ju|'hoansi men are now lucky if they find employment working at a cattlepost or are chosen for piecemeal jobs offered by the government as a form of rural development. Ju|'hoansi women also work these piecemeal jobs, and both men and women collect state welfare. The Hambukushu are traditionally a patriarchal, though matrilineal, society (Larson, 2001). Men have more authority and make decisions for the household and are actively involved in making community decisions. Although the chief is a man, the chiefly line passes down to the son of the current chief's older sister. Hambukushu women do not usually engage in leadership roles beyond the domestic sphere of their household compounds. As agriculturalists, Hambukushu men are responsible for larger crops, like sorghum and

[16] Tsodilo is a pivotal site to the contentious Kalahari Debate, which polarizes anthropologists and archaeologists as to how much interaction Khoisan speakers had with Bantu speakers prior to recent history (for overview see Sadr, 1997), and the debate has modern-day political consequences. Tsodilo is used to argue that Bantu speakers have long interacted (and intermarried) with Khoisan speakers (see Wilmsen, 1989).

[17] The displaced Khwe also consider Tsodilo their creation site (Chumbo & Mmaba, 2002, p. 8).

millet, and women are responsible for smaller crops, like legumes and pumpkins. Men also look after cattle and hunt (though, it is also now illegal for them to hunt). Hambukushu women look after the smaller animals (e.g., chickens) of the household. Although the Hambukushu are still able to practice their traditional livelihood, they also seek upward mobility through employment.

As I learned at Tsodilo, social and economic development via heritage tourism contributes to the transforming gender roles of Botswana's rural communities and ethnic minorities in multiple ways. For example, the government of Botswana and Kuru approach community development and village representation through the formation of community trusts. These trusts are based on geography and are often ethnically heterogeneous, so they potentially agitate existing social politics within these communities. As gender is intertwined with ethnicity, gender relations are also disrupted. Although Botswana does not recognize ethnic difference, its policies privilege Tswana patriarchal culture much to the detriment of egalitarian Khoisan speakers. The Tsodilo Community Development Trust was registered in December 2005 in order to represent the entire community at Tsodilo with development projects stemming from the 2005 heritage management plan. Even though they are culturally quite distinct and have a history of fraught relations, the Ju|'hoansi and Hambukushu must now work together making decisions for their community in order to abide by the principles of the 2005 heritage management plan.

The Tsodilo Community Development Trust is a point of contention between the Ju|'hoansi and Hambukushu. The traditionally egalitarian Ju|'hoansi now face social stratification due to the community trust's hierarchical structure where board members are voted in and receive financial allowances, making representation highly competitive. The Hambukushu, who are more populous than the Ju|'hoansi, have dominated the board since the community trust was formed (until Kuru more closely monitored the board starting in mid-2009). Hambukushu men compete to head the community trust's board as it gives them greater social standing and power in controlling the resources for which the community trust is responsible. More Ju|'hoansi men participate in the community trust because when Ju|'hoansi women participate they are harassed by the Hambukushu men (e.g., threats of witchcraft by the Hambukushu). Hambukushu women more regularly participate in the community trust, but Hambukushu men also harass them in the same way if they seek higher positions on the board. Hambukushu men are increasingly controlling most aspects of Tsodilo's development and heritage tourism industry.

At Tsodilo, the division of labor in the heritage tourism industry reveals that, in general, men become the tour guides while women become the producers of tourist crafts. The majority of Ju|'hoansi women produce crafts to sell to tourists (e.g., necklaces made from ostrich eggshells and other local materials and leather bags). A large number of Hambukushu women also produce crafts (e.g., woven baskets and necklaces made from local materials). Many Ju|'hoansi men make crafts (i.e., bow and arrow sets, walking sticks, and carved mokolwane palm nuts), but only a few Hambukushu men do so (e.g., wooden spoons and other wooden crafts). However, tour guiding is almost completely dominated by men (only one Ju|'hoansi woman occasionally guides), especially Hambukushu men. However men also indirectly control the sale of tourist crafts through their dominance on the community trust board. Although most tourists come to Tsodilo to see "Bushmen" along with rock art, the Hambukushu men are taking over the tour guiding industry in Tsodilo because they are more educated and speak better English. As they transition from their traditional livelihoods to a cash economy through heritage tourism, the Ju|'hoansi men are seemingly emasculated, and women of both ethnic groups are also kept in the backstage of this industry.

Heritage tourism contributes to the changing traditional gender roles among the Ju|'hoansi and Hambukushu by affecting the labor division between men and women as well

as the cultural representations of gender for both ethnic groups. Many rural women earn their household income through tourism. Increasingly, women are the heads of households in Botswana due to waning marriage traditions, urbanization, and as a result of the HIV/AIDS pandemic. Women are actually the largest demographic group involved in the heritage tourism industry at Tsodilo through the production and sale of tourist crafts, but men are encouraged to control the industry through their leadership in the community trust. This is in large part due to the guidance of government and NGO employees. The two ethnic groups represented on Tsodilo's community trust have very different traditional gender systems, and when forced to work with each other, both traditional cultures are put under strain.

Conclusion

What lessons does heritage tourism at Tsodilo have to teach scholars and heritage managers working at other World Heritage sites? World Heritage status is not always perceived of as a conservation strategy, but some countries, as demonstrated with Botswana, see it as a mechanism for economic development. The local communities living near Tsodilo are ethnic minorities and are marginalized by the government of Botswana due, in part, to the country's assimilationist policies. The government appropriates local heritage under nationalism at the same time promoting cultural commodification in order to encourage more economic responsibility among its rural poor. This use of World Heritage status and its subsequent heritage management plan affect, somewhat problematically, both the ethnic and gendered identity politics of the Ju|'hoansi and Hambukushu living nearby. The use of heritage for development, especially cultural heritage, has important implications for the local communities residing near World Heritage sites, and as the sociopolitical dynamics of World Heritage sites are unique they each deserve more critical inquiry. Heritage ethnographies enable a more nuanced understanding of these impacts, like on the reconfiguration of ethnicity and gender, which are relevant to scholarship on World Heritage and tourism, and, of course, to ongoing heritage management at these sites.

Bibliography

Balsan, F. (1954) *Capricorn Road* (P. Search, Trans.). London: Arco Publications Limited.

Breglia, L. (2006) *Monumental Ambivalence: The Politics of Heritage*. Austin: University of Texas Press.

Bruner, E.M. (2005) *Culture on Tour: Ethnographies of Travel*. Chicago, IL: The University of Chicago Press.

Campbell, A. (1994) *Tsodilo Hills Management Plan: Scheme for Implementation*. Gaborone: Government Printer.

Campbell, A., Denbow, J., & Wilmsen, E. (1994) Paintings Like Engravings: Rock Art at Tsodilo. In T.A. Dowson & D. Lewis-Williams (Eds.), *Contested Images: Diversity in Southern African Rock Art Research* (pp. 131-158). Johannesburg: Witwatersrand University Press.

Campbell, A.C., Robbins, L.H., & Murphy, M.L. (1994) Oral Traditions and Archaeology of the Tsodilo Hills Male Hill Cave. *Botswana Notes and Records, 26,* 37-54.

Campbell, A., Robbins, L., & Taylor, M. (Eds.). (2010) *Tsodilo: Copper Bracelet of the Kalahari*. East Lansing: Michigan State University Press.

Chumbo, S. & Mmaba, K. (Eds.). (2002) *||Xom Kyakyare Khwe: ǂAm Kuri Kx'ûî â (The Khwe of the Okavango Panhandle: The Past Life)*. Shakawe: The Teemacane Trust.

Cleere, H. (2001) The Uneasy Bedfellows: Universality and Cultural Heritage. In R. Layton, P.G. Stone, & J. Thomas (Eds.), *Destruction and Conservation of Cultural Property* (pp. 22-29). One World Archaeology No. 41. London: Routledge.

Comaroff, J. & J.L. Comaroff (2009) *Ethnicity, Inc*. Chicago, IL: The University of Chicago Press.
de Jong, F. & Rowlands, M. (Eds.). (2007) *Reclaiming Heritage: Alternative Imaginaries of Memory in West Africa*. Walnut Creek, CA: Left Coast Press Inc.
Di Giovine, M.A. (2008) *The Heritage-scape: UNESCO, World Heritage, and Tourism*. Lanham, MD: Lexington Books.
Ecosurv. (2005) *The Tsodilo Hills Integrated Management Plan*. Gaborone: Ecosurv.
Fabricius, C., Koch, E., Magome, H., & Turner, S. (Eds.). (2004) *Rights, Resources and Rural Development: Community-Based Natural Resource Management in Southern Africa*. London: Earthscan.
Fontein, J. (2006) *The Silence of Great Zimbabwe: Contested Landscapes and the Power of Heritage*. Walnut Creek, CA: Left Coast Press Inc.
Geschiere, P. (2009) *The Perils of Belonging: Autochthony, Citizenship and Exclusion in Africa and Europe*. Chicago, IL: The University of Chicago Press.
Harrison, D. & Hitchcock, M. (Eds.) (2005) *The Politics of World Heritage: Negotiating Tourism and Conservation*. Clevedon: Channel View Publications.
Hitchcock, R.K. (2001) 'Hunting is Our Heritage': The Struggle for Hunting and Gathering Rights among the San of Southern Africa. In D.G. Anderson & K. Ikeya (Eds.), *Parks, Property and Power: Managing Hunting Practice and Identity within State Policy Regimes* (pp. 139-156). Senri Ethnological Studies No. 59. Osaka: National Museum of Ethnology.
Hitchcock, R.K. & Biesele, M. (2010) *San, Khwe, Basarwa, or Bushmen?: Terminology, Identity, and Empowerment in Southern Africa*. Retrieved from http://www.kalaharipeoples.org/downloads/San, Khwe, Basarwa, or Bushmen.doc
Hitchcock, R.K., Biesele, M., & Babchuk, W. (2009) Environmental Anthropology in the Kalahari: Development, Resettlement, and Ecological Change among the San of Southern Africa. *Explorations in Anthropology, 9(2),* 180-188.
Hitchcock, R.K. & Holm, J.D. (1993) Bureaucratic Domination of African Hunter-Gatherer Societies: A Study of the San in Botswana. *Development and Change, 24(1),* 1-35.
Hoare, M. (2007) *Mokoro – A Cry for Help!* Durban: Partners in Publishing.
Johnson, P., Bannister, A., & Wannenburgh, A. (1979) *The Bushmen*. Cape Town: Struik Publishers.
Jones, J.D.F. (2001) *Storyteller: The Many Lives of Laurens van der Post*. London: John Murray.
Kirshenblatt-Gimblett, B. (2006) World Heritage and Cultural Economics. In I. Karp, C.A. Kratz, L. Szwaja, & T. Ybarra-Frausto, with G. Buntinx, B. Kirshenblatt-Gimblett, & C. Rassool (Eds.), *Museum Frictions: Public Cultures/Global Transformations* (pp. 161-202). Durham, NC: Duke University Press.
Larson, T.J. (2001) *The Hambukushu Rainmakers of the Okavango*. Lincoln, NE: Writers Club Press.
Leask, A. & Fyall, A. (Eds.). (2006) *Managing World Heritage Sites*. Oxford: Elsevier.
Lee, R.B. (1979) *The !Kung San: Men, Women, and Work in a Foraging Society*. Cambridge: Cambridge University Press.
Lewis-Williams, J.D. (1981) *Believing and Seeing: Symbolic Meanings in Southern San Rock Paintings*. London: Academic Press.
Lewis-Williams, J.D. & Pearce, D.G. (2004) *San Spirituality: Roots, Expressions, and Social Consequences*. Walnut Creek, CA: AltaMira Press.
Motzafi-Haller, P. (1994) When Bushmen Are Known as Basarwa: Gender, Ethnicity, and Differentiation in Rural Botswana. *American Ethnologist, 21(3),* 539-563.
National Museum, Monuments and Art Gallery (2001) *Tsodilo – Mountain of the Gods: World Heritage Nomination Dossier*. Gaborone: NMMAG.

Nyati-Ramahobo, L. (2008) *Minority Tribes in Botswana: The Politics of Representation*. London: Minority Rights Group International.
Owens, B.M. (2002) Monumentality, Identity, and the State: Local Practice, World Heritage, and Heterotopia at Swayambhu, Nepal. *Anthropological Quarterly, 75(2),* 269-316.
Passarge, Prof. Dr. S. (1907) *Die Buschänner der Kalahari*. Berlin: Dietrich Reimer (Ernst Vohsen).
Pedersen, A. (2002) *Managing Tourism at World Heritage Sites: A Practical Manual for World Heritage Site Managers*. Paris: World Heritage Centre.
Reed, M.G. (1997) Power Relations and Community-based Tourism Planning. *Annals of Tourism Research, 24(3),* 566-591.
Rudner, I. (1965) Archaeological Report on the Tsodilo Hills, Bechuanaland. *The South African Archaeological Bulletin, 20(78),* 51-70.
Rudner, J. & Rudner, I. (1970) *The Hunter and His Art in Southern Africa*. Cape Town: C. Struik.
Sadr, K. (1997) Kalahari Archaeology and the Bushman Debate. *Current Anthropology, 38(1),* 104-112.
Schroeder, R.A. (1999) *Shady Practices: Agroforestry and Gender Politics in The Gambia*. Berkeley: University of California Press.
Segadika, P. (2006) Managing Intangible Heritage at Tsodilo. *Museum International, 58(1-2),* 31-40.
Segadika, P. (2010) The Power of Intangible Heritage: Bottom-Up Management. In A. Campbell, L. Robbins, & M. Taylor (Eds.), *Tsodilo Hills: Copper Bracelet of the Kalahari* (pp. 144-153). East Lansing: Michigan State University Press.
Smith, L. (2006) *Uses of Heritage*. London: Routledge.
Taylor, M. (1998) These are Our Hills: Processes of History, Ethnicity, and Identity Among Ju/'hoansi at Tsodilo. In A. Bank (Ed.), *Proceedings of the Khoisan Identities and Cultural Heritage Conference – Cape Town 12-16 July 1997* (pp. 351-366). Cape Town: InfoSource & Institute for Historical Research, University of the Western Cape.
Titchen, S.M. (1996) On the Construction of "Outstanding Universal Value": Some Comments on the Implementation of the 1972 UNESCO World Heritage Convention. *Conservation and Management of Archaeological Sites, 1(4),* 235-242.
Tlou, T. (1985) *A History of Ngamiland 1750 to 1906: The Formation of an African State*. Gaborone: Macmillan Botswana Publishing Company (Pty.) Ltd.
Trust for Okavango Cultural and Development Initiatives. (2002a) *Tsodilo Community Initiative I: Community Projects for the People of Tsodilo*. Shakawe: TOCaDI.
Trust for Okavango Cultural and Development Initiatives. (2002b) *Tsodilo Community Initiative II: A Suggestion to Include a Comprehensive EIA in the New Management Plan for Tsodilo Hills, Including an Evaluation of the herein presented Concept Community Development Alongside Flora/Fauna Conservation*. Shakawe: TOCaDI.
Tucker, H. (2003) *Living with Tourism: Negotiating Identities in a Turkish Village*. London: Routledge.
UNAIDS. (2009) *AIDS Epidemic Update: November 2009*. Geneva: UNAIDS.
UNESCO. (2001) *Tsodilo (Botswana) No 1021 (Advisory Body Evaluation)*. Paris: UNESCO.
UNESCO. (2005) *Basic Texts of the 1972 World Heritage Convention, Edition 2005*. Paris: UNESCO.
Uys, Jamie (1980) *The Gods Must Be Crazy*. Johannesburg: Ster-Kinekor Pictures.
van der Post, L. (1956) *The Lost World of the Kalahari* [Television series]. London: British Broadcasting Corporation.
van der Post, L. (1958) *The Lost World of the Kalahari*. New York, NY: Morrow.

Walker, N. (1998) Monuments and Tourism: Developing Public Heritage Sites in Botswana. *The Zebra's Voice, 25(1),* 4-6.
Wilmsen, E.N. (1989) *Land Filled with Flies: A Political Economy of the Kalahari*. Chicago, IL: The University of Chicago Press.
Wilmsen, E.N. (Ed.). (1997) *The Kalahari Ethnographies (1896-1898) of Siegfried Passarge: Nineteenth Century Khoisan- and Bantu-Speaking Peoples*. Köln: Rüdiger Köppe Verlag.
World Travel & Tourism Council. (2007) *Botswana: The Impact of Travel & Tourism on Jobs and the Economy*. London: WTTC.

Figure 1: The gate to the Tsodilo World Heritage Site with Male Hill (right) and Female Hill (left) in the background. (Photo by author.)

Figure 2: Rock imagery at Tsodilo generally referred to as “geometric designs” by scholars, is interpreted and relayed to tourists by Ju|'hoansi guides as “tortoise shells” and “suns,” and by Hambukushu guides as “baskets.” (Photo by author.)

Un classement UNESCO rend-il « belle » l'architecture moderne ? Réception et impacts touristiques d'une labellisation patrimoniale Le centre-ville du Havre d'Auguste Perret

Maria Gravari-Barvas
(Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)
&
Cécile Renard
(Eirest, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)
&
Laboratoire Eirest, IREST
(Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

Maria Gravari-Barbas
PR géographie, EIREST, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Directrice de l'IREST
Courriel : maria.gravari-barbas@wanadoo.fr

Cécile Renard
Architecte d.p.l.g.
Doctorante en géographie,
Equipe EIREST, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Courriel : Cecile.Renard@bbox.fr

Laboratoire EIREST, (Equipe interdisciplinaire de recherche sur le tourisme)
IREST (Institut de recherche et d'enseignement supérieur du tourisme), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)
6 Rue Jean Calvin, 75005 Paris

Un classement UNESCO rend-il « belle » l'architecture moderne ? Réception et impacts touristiques d'une labellisation patrimoniale Le centre-ville du Havre d'Auguste Perret

Résumé :
Dans le contexte d'une forte concurrence inter-urbaine, les problématiques d'identité et d'image du Havre apparaissent particulièrement actuelles. Avec la globalisation, la course à l'attractivité met en scène, à différentes échelles, des villes qui luttent pour séduire habitants et visiteurs. Au-delà des qualités physiques d'une ville – architecture, urbanisme, relief – la maîtrise de ses « imaginaires » devient un enjeu primordial. En ce sens, la patrimonialisation, qui porte une valeur très positive, peut modifier le regard porté sur un territoire.
La question de la réception de l'architecture moderne par les habitants (« regard de quotidienneté ») et par le visiteur (« regard touristique») est essentielle pour comprendre les enjeux d'identité.
Sous-tendue par le profond traumatisme du bombardement de 1944, la reconstruction du centre-ville par l'équipe d'Auguste Perret, soit 133 hectares d'architecture moderne uniforme à l'endroit du vieux Havre, a sans nul doute été vécue par la population comme une nouvelle blessure. Si, selon Olvier Mongin, « la ville est un palimpseste », composée de strates de temporalités et d'architectures, comme autant de « pétrifications de moments de culture », d'après Jean Nouvel, ~~alors~~ le centre reconstruit du Havre se présente alors comme la greffe massive d'un « moment », celui de la société industrielle du début des trente glorieuses.
Bien que Le Havre moderne témoigne des aspirations sociales et urbaines de l'après-guerre et qu'il soit remarquable par la systématisation de la trame à module, le développement de la préfabrication et l'exploitation des potentialités du béton, l'architecture moderne en France est néanmoins victime d'une très mauvaise image. Parce qu'elle évoque le « ratage » d'une architecture « de tours et de barres » ainsi qu'une société qui bâtit les grands ensembles, l'architecture moderne véhicule toujours une image négative ; son matériau-emblème, le béton portant une valeur anti-patrimoniale.
Ainsi, dès le début années 1990, la municipalité œuvre auprès des habitants pour développer l'intérêt pour l'œuvre de Perret. En 1995, la protection en ZPPAUP est instaurée et dix ans plus tard, en 2005, le centre reconstruit est inscrit au Patrimoine Mondial. Plus récemment, l'objectif touristique s'est rajouté à l'agenda du Havre.
Nous savons que l'identité urbaine se construit au gré des époques, évolue selon la société et selon les orientations politiques. Si l'architecture moderne porte une valeur négative, sa patrimonialisation la fait accéder au rang d'œuvre d'art et sa réception s'en trouve modifiée. La labellisation UNESCO est-elle un argument promotionnel, à partir duquel la ville va développer une image de « ville-culturelle »? La reconnaissance de l'œuvre de Perret comme patrimoine mondial atténue-t-elle la dissonance entre la réception des professionnels et celle du public ? La patrimonialisation UNESCO vulgarise-t-elle l'intérêt pour l'architecture moderne ? Comment Le Havre négocie-t-elle ces questions d'identités ?
Le cas du Havre a suscité de nombreux travaux mais l'approche originale de cette communication, réside dans l'étude de l'évolution de la perception et du sentiment d'attachement des visiteurs et des résidents face au site, en relation avec la labellisation UNESCO.

Mots clés : Patrimonialisation, réception, labellisation patrimoniale, architecture moderne, Patrimoine mondial

Un classement UNESCO rend-il « belle » l'architecture moderne ? Réception et impacts touristiques d'une labellisation patrimoniale Le centre-ville du Havre d'Auguste Perret

Dans le contexte d'une forte concurrence inter-urbaine, les problématiques d'identité et d'image apparaissent particulièrement actuelles. Avec la globalisation, la course à l'attractivité met en scène, à différentes échelles, des villes qui luttent pour séduire habitants et visiteurs. La maîtrise des « imaginaires » devient alors un enjeu primordial et en ce sens, la patrimonialisation, qui porte une valeur très positive, peut modifier le regard porté sur un territoire.

Mais, il est des « patrimoines » plus abordables et attractifs que d'autres. Le patrimoine du XXe siècle et plus particulièrement celui de l'architecture moderne nécessite une sensibilisation des publics. En effet, bien qu'elle témoigne des aspirations sociales et urbaines et fût, dans l'après-guerre le symbole du renouveau, l'architecture moderne en France est néanmoins victime d'une très mauvaise image. Parce qu'elle évoque le « ratage » d'une architecture « de tours et de barres » et se fait symbole d'une société qui bâtit les grands ensembles, l'architecture moderne véhicule toujours une image négative L'utilisation du béton, matériau brut, évoquant « ascétisme, inhumanité » et « style - usine » (Andrieux 2002 :116), porte une valeur anti- patrimoniale.

La question de la patrimonialisation de l'architecture du XXe siècle et de l'architecture du Mouvement moderne en particulier est à mettre en perspective avec une réception difficile de la part du public. Elle est ainsi davantage portée par les acteurs institutionnels, associatifs ou politiques dans une approche « top down » qui révèle une dissonance avec la perception et la volonté du public (soit « bottom up »).

La patrimonialisation de l'architecture moderne doit se construire avec des critères qui lui sont propres et suppose la mise en place de dispositifs de sensibilisation des publics.
La vague patrimonialisatrice qui a touché le monde occidental à partir des années 1970 a été porteuse de changement dans la manière de considérer non seulement les « vieilles pierres » mais aussi les témoins architecturaux plus récents (Gravari-Barbas 2006). Si l'architecture moderne porte une valeur négative, sa patrimonialisation la fait accéder au rang « d'œuvre d'art ». En effet, l'inscription sur la prestigieuse liste du patrimoine mondial de l'humanité met au même niveau le Taj Mahal, les pyramides de Guizeh, l'Alhambra ou le Pont du Gard et des architectures modernes comme la ville de Brasilia ou le centre reconstruit du Havre.

Le cas du Havre se révèle particulièrement pertinent pour interroger la labellisation UNESCO comme un argument de valorisation. Ville dont le centre a été entièrement reconstruit de 1947 à 1965, par Auguste Perret dans style qualifié de « moderne modéré », elle a connu une patrimonialisation progressive depuis le milieu des années 1990 pour être inscrite sur la liste du patrimoine mondiale par l'UNESCO en 2005.

Si l'inscription du centre-ville reconstruit du Havre a suscité de nombreux travaux (Gravari-Barbas, 2002, 2003, 2004a, b, 2006, 2008a,b ; Barot, 1994 ; Maubant, 1994 ; Jacono et Arnould 2000), notre approche porte particulièrement sur l'évolution de la perception de l'architecture moderne de Perret depuis la labellisation UNESCO.

1. La difficile réception de l'architecture de la modernité

1.1 Une réception qui évolue

De son apparition sous sa forme la plus pure et théorique dans les années 1920, à sa « vulgarisation » pour la construction de logements de l'après-guerre, l'architecture moderne a connu des évolutions dans sa compréhension et sa réception de la part du grand public, mais

aussi du monde de l'architecture. Sa mise en œuvre, dans les années 1950 comme architecture de la reconstruction, l'a fait incarner la remise en marche de la société après les années d'occupation mais aussi les aspirations sociales et la foi dans le progrès de la population. L'utilisation du béton, après avoir été expérimenté dans les espaces industriels, dans les quartiers ouvriers ou les commandes particulières de villas ou d'immeubles, est alors maîtrisée et devient norme. Outre le matériau, l'architecture moderne se traduit par une pensée urbanistique rationnelle, dont les éléments théoriques fondateurs sont développés dès 1933 dans la Chartre d'Athènes. Bien que les principes de la chartre n'ont pas été strictement appliqués, de nombreux architectes de la reconstruction jusqu'aux années 1980 ont été convaincus de sa pertinence pour résoudre les problèmes de la ville.

À partir des années 1970, la réception de l'architecture moderne a changé et elle essuie alors des critiques venues du monde de l'architecture avec pour initiateur Peter Blake qui publie en 1978, « *Form follows fiasco* », pour parodier Louis Sullivan et son « *Form follows function* », entrainant sans son sillon des critiques, comme Charles Jenks qui formalisera les théories de l'architecture Postmoderne.

Du point de vue du grand public, l'image et la réception de l'architecture moderne évoluent également.

Dans les représentations, l'architecture moderne est principalement incarnée par l'architecture domestique où elle s'est particulièrement illustrée. Le Corbusier annonce en effet dès 1924 que « l*'architecture actuelle s'occupe de la maison ordinaire et courante pour hommes normaux et courants. Elle laisse tomber les palais, voilà un signe des temps* ». L'architecture moderne a en effet embrassé les questions d'habitat et a trouvé matière à exprimer ses principes innovants, avant guerre principalement par la réalisation d'habitations individuelles et l'exercice des villas et après-guerre, avec le logement collectif. En effet, la *tabula rasa* de la guerre permit des expérimentations impossibles dans des lieux déjà fortement construits et surtout, combiné à la croissance urbaine, a imposé la nécessité d'une construction massive de logements entre les années 1955 et 1970.

La perception du Mouvement moderne, ainsi principalement illustrée par l'architecture domestique se construit donc par les représentations données par ces deux typologies et ces deux périodes de l'avant et de l'après-guerre.

Dans les deux cas, l'architecture moderne est synonyme de progrès. Les villas modernes impliquent des avancées dans le confort domestique et, à partir des années 1950, une automatisation de fonctions faisant d'elles de véritables « machines à habiter », caricaturées notamment par la villa Arpel dans *Mon Oncle* de Jacques Tati. En ce qui concerne les logements collectifs, ils apparaissent à la population relogée, comme un véritable progrès social en disposant du confort moderne que représentent alors l'eau courante chaude et froide, le chauffage central et les équipements sanitaires.

En effet, les valeurs qui ont soudé les architectes se réclamant du courant moderne, tournées vers le « bien-être social » avec (a) la conviction que « *l'architecture façonne le social et que les sociétés ayant une bonne architecture sont plus harmonieuses et plus équitables* », mais aussi orientées vers (b) le devoir de construire « *pour le peuple* » et enfin guidées (c) par l'« *opportunité donnée par la conjoncture internationale* », dictant aux architectes modernes de « *s'efforcer de construire pour la paix future* » qu'il s'agisse de la paix sociale ou la paix entre les nations » (Voldman in Andrieux 2002 : 346-348).

1.2 Une réception positive à relativiser

Cependant, cette réception positive de l'architecture moderne, principalement liée à la découverte du confort domestique, est à relativiser. En effet, d'après Joël Voldman, les usagers *« dans leur ensemble, auraient plutôt rejeté les valeurs du Mouvement moderne : non seulement l'esthétique du béton et des toits en terrasse mais aussi le mode de vie impliqué par le logement collectif et la séparation fonctionnelle des espaces* » (Voldman in Andrieux 2002 : 346-348). Les usagers des logements collectifs n'on pas choisi le style du Mouvement moderne pour leur habitation, ils n'ont pas été sollicités par les acteurs de la reconstruction, « *persuadés de savoir ce qui était bon pour (eux) »* (idem). Aussi, à partir des années 1970, l'évolution sociétale qui voit la désindustrialisation des villes et les crises économiques, qui fragilisent les situations sociales font apparaître des rancœurs envers une architecture alors qualifiée de « pathogène ». Le vieillissement du bâti fait ressortir la brutalité du matériau de la modernité, le béton. Matériau incompris, mal aimé et surtout mal entretenu, il se fait symbole de la paupérisation de paysages urbains uniformisés que renforcent le fonctionnalisme et la simplicité formelle, vocabulaire de l'architecture moderne.

À la même période, le modèle des Grands Ensembles, cas « extrêmes » de l'architecture de la modernité, se trouve en crise. Les troubles sociaux qui sont liés aux « cités » modernes n'ont pu que colorer négativement la réception générale de l'architecture moderne.

2. Patrimonialiser l'architecture du XXe siècle

2.1 Une patrimonialisation en marche … la reconnaissance nationale en France

Depuis une vingtaine d'années, la culture et le patrimoine remporte un intérêt croissant de la part de la population qui, portée par une mutation de la société qui accorde de la place au temps libre, peut se consacrer davantage au tourisme et à la culture. Les collectivités territoriales se préoccupent alors de mettre en avant leur patrimoine architectural, de le signaler, de le communiquer. Afin d'élargir l'offre patrimoniale pour renouveler l'intérêt des visiteurs, le patrimoine architectural du XXe siècle prend peu à peu place dans les circuits patrimoniaux. Pourtant, cette prise en compte est récente et semble « *souffrir d'une perception inégalement favorable de l'opinion, mais aussi d'une connaissance encore très imparfaite des conditions de commande et des chantiers, ce qui rend parfois difficile l'établissement de critères pertinents de sélection et d'identification d'œuvres représentatives au sein de l'immensité de la production architecturale du XXe siècle* » (Monnier 2004 :7)

La valorisation du patrimoine du XXe siècle semble donc difficile au sein même des structures « patrimonialisatrices » qui n'étant pas spécialisées, ont du mal à juger des œuvres et à les valoriser. Le rôle de l'association internationale DoCoMoMo, fondée en 1988, dont l'action vise précisément à reconnaître l'architecture du Mouvement moderne est alors essentiel.

En France, le label *Patrimoine du XXe siècle*, créé en 1999 par le ministère de la culture, a pour objectif la sensibilisation à l'architecture moderne, souvent méconnue du grand public. À la différence du classement ou de l'inscription au titre des monuments historiques, l'attribution du label est sans incidence juridique ou financière sur les édifices et ensembles urbains concernés. Tout immeuble déjà protégé (inscription MH, à l'Inventaire ou par une ZPPAU) se voit automatiquement attribuer le label. On dénombre ainsi en France plus de mille (1068) attributions du label.

Si ce label vise la sensibilisation du public au patrimoine récent, la réelle mesure de protection et de valorisation du patrimoine français reste le classement Monument historique ou sur la liste de l'Inventaire supplémentaire. On ne trouve pas trace de monuments du XXe

siècle classé avant les années 1960. Mais dès lors, des bâtiments du Mouvement moderne l'on été aussi, sans doute favorisés par la grande notoriété de leurs créateurs. Ce fut le cas pour les bâtiments de le Corbusier, qui ont bénéficié d'une reconnaissance patrimoniale relativement rapide. Si la Villa Savoye est classée en 1965, soit plus de 35 ans après sa construction, le délai est un plus court pour l'unité d'habitation de Firminy (29 ans), l'unité d'habitation de Rézé (13 ans) ou celle de Marseille, inaugurée en 1952 inscrite ISMH 12 ans après, du vivant de Le Corbusier et classée MH 22 ans plus tard. Le délai est de 7 ans pour le pavillon du Brésil de la cité internationale achevé en 1958, il est classé ISMH en 1965. Notons que le patrimoine contemporain est davantage pris en compte aujourd'hui dans les procédures de sélections de classement (exemple de la Villa Lemoine de Rem Koolhaas achevée en 1998 et inscrite à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques en 2002). A ce titre le classement de l'Eglise Saint Joseph d'Auguste Perret au Havre est d'autant plus remarquable. Consacrée en 1964, elle aussitôt inscrite l'année suivante.

2.2 Le patrimoine moderne et l'UNESCO

Dans le cas de la reconnaissance internationale représentée par l'inscription sur la prestigieuse liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, on ne relève sur les 689 biens culturels qu'une dizaine d'architectures pouvant être réellement apparentées au Mouvement moderne (Cf. tableau 1).

D'après Jokilehto, la liste du patrimoine mondial révèle « *le peu d'intérêt envers les bâtiments récents* (qui) *résulte d'un manque d'appréciation de leur valeur patrimoniale. Cette situation existe tant au niveau national qu'international et se traduit par la pauvreté de la recherche systématique de documentaire. Un des résultats est un déficit au niveau des stratégies de protection et de conservation* » (Jokilehto in Andrieux 2002 : 464).

Si le caractère exceptionnel de Brasilia, ville moderne construite *ex nihilo* de 1956 à 1960, semble avoir été reconnu par les experts ICOMOS et inscrit en 1987 sur la liste du patrimoine mondial, il faudra attendre les années 2000 pour voir le patrimoine moderne entrer plus systématiquement dans la patrimonialisation UNESCO, avec au moins une inscription chaque année.

Le patrimoine mondial a bien sur inscrit quelques chefs d'œuvre du Mouvement moderne en architecture que l'on peut décomposer en typologies de bâtiments. Tout d'abord, on peut noter des bâtiments icône comme l'opéra de Sydney, les bâtiments du Bauhaus ou les villas : la Villa Tugendhat à Brno, la maison Schröder de Rietveld à Utrecht et la maison-atelier de Luis Barragan mais également un équipement précurseur dans l'utilisation du béton tel que la Halle du Centenaire de Wroclaw.

La deuxième grande typologie relève d'une valorisation de l'urbanisme moderne : Brasilia, la ville blanche de Tel-Aviv, le centre reconstruit du Havre, mais également les cités universitaires de Caracas et de Mexico qui relève de l'application des théories de l'urbanisme moderne.

Cependant, parmi toutes ces inscriptions, celle du Havre apparaît comme une nouvelle étape dans la prise en compte de l'architecture moderne par une structure patrimonialisatrice internationale. En effet, elle est la première ville moderne reconstruite à avoir été inscrite mais l'inscription est intervenue alors que le patrimoine Perret est en cours de « reconquête patrimoniale » par les acteurs locaux et en forte dépréciation de la part de la population. Le cas du Havre apparaît ainsi comme un « surpassement » de l'UNESCO qui inscrivit le Havre « contre toute attente ». Les enjeux sociaux profonds liés aux traumatismes de la destruction de la ville puis de sa reconstruction radicale ainsi que le rejet de cet urbanisme de la part de la population n'ont ne semble-t-il pas peser négativement pour la valorisation par l'UNESCO.

Patrimonialiser la modernité a été mis à l'ordre du jour à l'UNESCO en 2001 avec la création du programme pour le patrimoine moderne, une initiative commune du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, du conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et de DoCoMoMo. D'après Francesco Bandarin, cette initiative est justifiée car le patrimoine moderne pourrait être menacé. S'il n'est pas reconnu, voir mal aimé du grand public, il pourrait être amené à disparaître au gré de la nécessité de constructions nouvelles (Bandarin in Andrieux 2002 : 67-68).

Grâce au programme Patrimoine moderne de l'UNESCO, l'identification des bâtiments ou ensembles concernés devrait être facilités. Mais, comme le note Bandarin, des questions restent à poser : « *Comment définir la valeur universelle exceptionnelle des ensembles urbains modernes ? Comment définir et mettre en œuvre les critères d'authenticité et d'intégrité du patrimoine mondial ? Comment trouver des défenseurs du patrimoine moderne ?* » (Badarin :454)

3. L'effet « label UNESCO » ? Le cas du centre reconstruit du Havre

3.1 La reconnaissance de l'UNESCO, « planche de salut » d'une ville sinistrée ?

Le cas du centre reconstruit du Havre apparaît particulièrement pertinent pour comprendre l'effet d'une labellisation patrimoniale sur les réceptions des habitants et des visiteurs et en particulier, la patrimonialisation d'une architecture moderne. En juillet 2010, la ville du Havre fêtera le 5e anniversaire de son inscription sur la liste du patrimoine mondial, et si cela avait laissé de nombreux commentateurs sceptiques (*« cette sinistre caricature de la reconstruction d'après guerre, ce béton âpre, cette ville au carré »*[1]. « *L'UNESCO est-elle tombée sur la tête* ? »[2]), le bilan aujourd'hui de la valorisation du patrimoine Perret reste à faire.

Dans les années qui ont suivi la reconstruction (de 1947 à 1965), et au moins jusqu'aux années 1970, Le Havre a nationalement projeté l'image de la modernité. Modernité architecturale certes, mais aussi modernité du mode de vie dans ces nouveaux appartements qui invitaient à vivre autrement, et qui ont été à l'origine de la réinvention du quotidien ou de l'évolution de l'espace domestique et du mobilier (Colliard 1998). La crise économique qui frappe de plein fouet Le Havre dès le début des années 1970 signifie la fin de l'aventure de la modernité et crée un amalgame entre la ville, son cadre et son économie. Elle a fortement contribué à une dépréciation de l'architecture de la reconstruction, devenue le réceptacle et l'élément le plus visible de la déchéance de la ville. La labellisation de l'UNESCO intervient alors dans un contexte économique et social local *a priori* peu propice, dans lequel la construction d'un projet pérenne de patrimonialisation a imposé au préalable la déconstruction des représentations qui empreignaient la ville.

L'inscription du Havre n'est pas une reconnaissance « spontanée » de la part des experts de l'UNESCO mais représente au contraire le fruit de démarches menées par les acteurs Havrais, assistés par des experts et fortement appuyées diplomatiquement par l'État Français. Cet effort de lobbying actif est révélateur de l'importance que le label revêt désormais aux yeux des acteurs locaux même si les études produites sur la question proposent des lectures plus nuancées (Gravari-Barbas et Jacquot 2008). Ainsi, le label UNESCO, produit-monde, par définition et par excellence, représente une marque à haute valeur rajoutée. Dans le cas du Havre, la reconnaissance internationale est adressée aussi, par un effet de miroir, à la population locale en tant que moyen de (re)construction d'une identité forte.

---

[1] *Télérama*, n° 2909, 12/10 2005, p. 69.

[2] Gilles Martin-Chauffier, « L'Unesco est-elle tombée sur la tête ? », *Paris Match Magazine,* 11 Août 2005. Voire aussi *« Scandaleux…le classement du Havre ? » Demeures et Château,* Octobre 2005.

La patrimonialisation du Havre a été progressive, commencé discrètement dès 1994, essentiellement sous l'impulsion de certains membres du DoCoMoMo. En 1998, le centre reconstruit obtient une protection en ZPPAUP et en 2001 une labellisation « ville d'art et d'histoire ».

3.2 Une lecture difficile du label UNESCO

L'inscription du centre reconstruit sur la liste du patrimoine mondial a mis Le Havre sous la lumière des projecteurs. Entre les réactions critiques, hostiles à la valorisation de cet urbanisme moderne et les plus enthousiastes qui ont porté dès le départ le projet d'inscription, c'est bien souvent la « surprise » qui prédomine. En effet, si une partie de la population havraise a suivi la mise en patrimoine progressive du Havre « au quotidien », ce n'est pas le cas des visiteurs pour qui l'annonce de l'inscription par voie de presse a suscité de la curiosité. Lors de nos entretiens, « *comprendre pourquoi le centre reconstruit du Havre est inscrit sur la liste du patrimoine mondial* » apparaît ainsi comme l'un des motifs de visite principalement invoqué[3].

Pourtant, le label UNESCO ne semble pas réellement assimilé par les visiteurs. Si la plupart peut en donner une définition approximative (« protection », « valorisation du patrimoine »), dans les entretiens réalisés, très peu d'entre eux peuvent citer d'autres sites classés ou en donner le nombre[4]. Beaucoup de visiteurs pensent à tord que la labellisation est une manne financière pour Le Havre qui bénéficierait alors de subventions de la part de l'UNESCO. Toutefois, alors que l'inscription suscite la curiosité qui déclenche la venue des visiteurs, aucun d'entre eux ne dit être influencé par une labellisation « patrimoine mondial » dans le choix de ses destinations touristiques en général. Si l'impact de l'inscription du Havre est effectif en termes d'attractivité touristique[5], c'est principalement parce qu'elle implique une médiatisation qui renouvelle l'image de la ville.

Les plus curieux et désireux de comprendre l'inscription du patrimoine Perret sont sans nul doute les visiteurs qui ont connu Le Havre « avant », c'est-à-dire qui sont venus une première fois au Havre il y a vingt à trente ans, alors que la ville était en rejet du centre-ville moderne. Une touriste allemande raconte que lors de son accueil dans une famille Havraise il y a vingt ans, ses hôtes lui ont montré la plage mais ont évité le centre reconstruit jugé peu valorisant[6]. Pour elle, comme pour plusieurs autres visiteurs, l'annonce de l'inscription est apparue en contradiction avec leur représentation de la ville et a suscité un intérêt et une sensibilité nouveaux pour le patrimoine Perret. Parmi ces visiteurs, tous ont constaté des efforts de communication et d'embellissement de Havre. La plupart a trouvé la ville « plus belle » que lors de sa première visite, a dit comprendre et apprécier le centre reconstruit parce

[3] « Q: P*ourquoi vous êtes venus au havre? R : Pour comprendre pourquoi cette ville a été classée au patrimoine mondial de l'UNESCO. Je savais que c'était classé et me suis dit que ça devait avoir un intérêt… »* Entretiens avec des participants à la ballade Perret et des visiteurs l'appartement témoin, mars 2010.

[4] La plupart des visiteurs à la question « combien y'at-il de sites sur la liste du patrimoine mondial ? » répond : *« une centaine de sites »*. A la question « connaissez-vous d'autres sites inscrits ? », beaucoup de visiteurs ne savent pas répondre, peu d'entre eux répondent correctement en citant un ou deux sites, le plus souvent parce qu'ils les ont déjà visités.

[5] En effet, en 2004 le nombre de visiteurs ayant suivi de visites guidées était de 5297. En 2005, il a été de 9091, en 2006 de 17 000, en 2007 de 22 000, en 2008 de 24 000 et en 2009 de 27 000. Données ville A + H, 2010.

[6] Entretiens avec des participants à la ballade Perret et des visiteurs l'appartement témoin, les 13 et 14 mars 2010.

qu'il lui était expliqué. Alors qu'ils affirment s'être posé la question avant de visiter Le Havre, tous ont estimé l'inscription UNESCO justifiée.

Si l'annonce de la patrimonialisation agit comme générateur de visite, les visiteurs sont néanmoins en demande de « clés » pour comprendre un patrimoine difficile au prime abord. La mise en place de dispositifs appropriés est donc indispensable pour intégrer Le Havre dans une offre touristique.

4. L'inscription Unesco et l'évolution des « regards »

4.1 Une évolution des discours sur Le Havre

L'évolution des « regards » touristiques (Urry, 2002) et plus généralement extérieurs, a été accompagnée, et à son tour a suscité dans une relation réflexive, les discours des médias. Les guides touristiques en particulier ont peu à peu intégré comme destination le patrimoine Perret.

Ainsi, en 2004, alors que la ville bénéficiait déjà depuis plusieurs années du label « ville d'art », le guide du Routard introduit le chapitre sur la ville par ces mots : *« Pas facile d'aborder une telle ville dans un guide touristique ! Le 2e port de France, entièrement reconstruit, présente une architecture à l'évidence peu …amène. Le Havre fait partie de ces villes qu'on ne peut aborder au présent. Pour en parler et la comprendre, il faut revenir en arrière. »*[7] En 2009, cette même introduction prend la tournure suivante : *« Naguère, on hésitait à décrire longuement une telle ville dans un guide touristique ! Le 2e port français (et le 5e port européen) s'est en effet contenté jusqu'au tournant du XXIe siècle à l'évidence peu…amène*. »

L'évolution des discours dans le sens de la valorisation du patrimoine Perret a été progressive jusqu'en 2005 date de l'inscription sur la liste du Patrimoine Mondial. Au cours des années 1990 et 2000, les guides utilisent les mêmes descriptions peu valorisantes[8] et l'on ne remarque pas d'évolution du discours. A partir de 2001, si l'obtention du label « ville d'A + H » est bien notifiée, elle ne représente pas un argument suffisant pour changer la représentation du Havre donnée par les guides. Cependant, après 2005 et la labellisation UNESCO, on remarque un changement radical dans le ton et l'enthousiasme déployés à propos de la ville. Ainsi, alors qu'en 1994 comme en 1999, le *guide du routard*, suggère simplement de regarder la ville *« avec réalisme, un brin de condescendance et, à défaut d'une âme, [de lui découvrir] un cœur »*, en 2004 il déclare que la ville *« mérite un effort mais aussi un détour ! »* et finit en 2009 par conseiller *« un détour prolongé »*[9].

---

[7] Josse Pierre, Bouffet, Florence, Lucchini, Benoît et al., 1994, *Le guide du routard Normandie 2004-2005*, Hachette.

[8] Exemple du Guide du pays de Caux de 1988 et de 1999. Dans ces deux versions, le texte de présentation du Havre n'a pas évolué. Le passage sur le centre reconstruit est très court et peu encourageant. Bien que les descriptions essayent de donner une bonne image de la ville, on ressent une réticence à conseiller réellement la visite du centre reconstruit, la vision de l'œuvre de Perret est révélée à travers cette question posée *« Mais l'équipe Perret ne chercha-t-elle pas davantage à faire prévaloir un point de vue d'esthète ou d'architecte plutôt que 'un point de vue d'urbaniste ou de sociologue ? »* Auger, Pierre et Garnier, Gérard, 1988, *Le guide du pays de Caux*, Ed. La manufacture, p. 227 et Auger, Pierre et Garnier, Gérard, 1999, *Le guide du pays de Caux*, Ed. La Renaissance du Livre, p. 187.

[9] Josse Pierre, Bouffet, Florence, Lucchini, Benoît et al., 1994, *Le guide du routard Normandie 2004-2005*, Hachette, p. 69 ; Josse Pierre, Bouffet, Florence, Lucchini, Benoît et al., 1994, *Le guide du routard Normandie 2004-2005*, Hachette, p.102 , Josse Pierre, Keravel, Amanda, Lucchini, Benoît et al., 2009, *Le guide du routard Normandie 2009-2010*, Hachette, p.90.

La plupart des guides font par ailleurs explicitement référence au patrimoine mondial et arborent le logo du patrimoine mondial. Relayée par les guides qui encouragent la visite de la ville et l'inscrivent clairement dans l'industrie du tourisme, la mutation du Havre comme destination touristique semble bien engagée et comprise de la part des visiteurs qui perçoivent l'intérêt patrimonial du centre reconstruit.

4.2 Mise en tourisme du patrimoine Perret

Si l'évolution des regards sur le Havre est indéniable, comme en témoigne le nombre croissant de visiteurs depuis 2005, la valeur patrimoniale accordée au patrimoine a dû se construire. La ville a donc mis en place des produits touristiques développés dans ce sens, grâce notamment à l'obtention du label ville d'art et d'histoire. Dans ce cadre, le travail de l'animatrice du patrimoine s'est concentré sur la problématique de l'identité Havraise et a pour objectif de faire *« oublier le mot devenu péjoratif et flou de "reconstruction" au profit des termes "modernes" et "années 50" ».* (Chauvin, 2002).

4.2.1 Un outil pédagogique original, l'appartement témoin

C'est donc dans cette démarche que s'est inscrite l'une des premières mesures de « ville d'A + H ». Cherchant à valoriser le patrimoine Perret mis en relation le quotidien des années 1950, la ville a mis en place un outil pédagogique original : l'appartement témoin. Véritable reconstitution d'un intérieur de l'après-guerre (objets et mobilier d'époque chinés dans la région ou dons de Havrais), il permet d'aborder à la fois l'évolution sociétale et ménagère mais aussi d'expliciter le plan des logements, l'ingéniosité et l'innovation dans la modularité des espaces. Depuis sa mise en visite, l'appartement se révèle particulièrement attractif, séduisant des visiteurs « spécialisés » (amateurs d'art, de design, d'architecture) mais aussi un public plus large, sensibilisé au patrimoine Perret grâce à cet espace facilement appropriable. Pour le public parfois *non acquis à la cause Perret*, l'appartement permet en effet d'humaniser ce patrimoine[10]. Ainsi, l'appartement témoin est aussi le support privilégié de manifestations spécifiques, tels que « Pièces de vies », mêlant artistique et social. Ce *spectacle* mené par une comédienne consiste en une investigation de la mémoire Havraise de la reconstruction, au travers d'anecdotes issues de témoignages et est ponctué par une approche historique d'un guide-conférencier.

En 2009, plus de 10 000 visiteurs ont visité l'appartement Perret (contre 3 600 environ en 2006), dont la moitié hors région [11](Cf. figure 1).

4.2.2 Un centre d'interprétation, vitrine du patrimoine Perret

Si ces activités rencontrent un grand succès, cela démontre la demande des visiteurs de comprendre ce patrimoine difficile d'abord. Dans cette optique, « ville d'A + H » a acquis en 2010 un local rue de Paris, en plein cœur du centre reconstruit pour y localiser un « centre d'interprétation du patrimoine ». Lieu dédié à Perret (information, expositions), vitrine des activités et ballades proposées, cette structure permet d'améliorer la logistique en tant que lieu identifié et point de départ des visites.

[10] L'une des critiques récurrentes du patrimoine Perret concerne la froideur des bâtiments « de l'extérieur ». Lors de la visite de l'appartement témoin, les visiteurs opposent souvent le confort intérieur « inattendu » au regard de ce qu'évoquent les bâtiments extérieurement. Observation, « Visite de l'appartement témoin », le 14 mars 2010.

[11] Données Ville d'A + H.

Ainsi, plusieurs visites ont été mises en place pour donner à voir le patrimoine Perret au public, qu'il s'agisse de résidents ou des visiteurs extérieurs, comme la « ballade Perret » ou le « panorama sur le Havre ».

4.2.3 Signalétique et mise en valeur de l'espace publique

La question de la visibilité et de l'abord direct du patrimoine par les visiteurs a également motivé la mise en place de vingt sept cartels, panneaux explicatifs directement liés au circuit UNESCO. Cette signalétique extérieure est destinée à rendre la visite plus autonome et l'identification du logo UNESCO sur les supports devrait renforcer la visibilité de la labellisation.

D'autre part, un fond d'aide conçu pour le soutien des commerces de proximité (FISAC)[12] a été mis en place et permet de subventionner les travaux de rénovation. Les commerçants sont accompagnés financièrement et techniquement dans leurs démarches et sont contraints de respecter les mesures de protection et de mise en valeur, le projet étant soumis à l'architecte des bâtiments de France.

Enfin, la valorisation du périmètre du patrimoine mondial repose également sur un nouveau plan lumière. Celui-ci a une portée plus générale, dont l'accompagnement du trajet du tramway, mais se concentre en particulier dans le périmètre du centre-ville reconstruit. Le patrimoine Perret se donne à voir de jour et de nuit.

Conclusion

Grâce à la pédagogie, au discours globalement déployé par la Ville pour expliquer son patrimoine, Le Havre semble avoir réussi une mutation des regards extérieurs portés sur elle. De plus, le classement à l'UNESCO, a incontestablement eu un effet bénéfique sur la confiance locale eu égard aux projets futurs de la ville. Si l'UNESCO a fonctionné, pourquoi d'autres projets ne le pourraient pas également ? Il semble justifié de mettre en rapport la reconnaissance du patrimoine du centre reconstruit avec la renaissance des docks du XIXe siècle et des quartiers est de la ville. Le futur grand projet du Havre, baptisé Centre de la Mer et du Développement Durable /Odyssey 21, pensé comme le « pendant culturel et urbain » du nouveau port à conteneurs entré en service en 2006 (Port 2000), aujourd'hui très menacé, est conçu comme un ouvrage « fort » à la « hauteur de l'œuvre architecturale entreprise par Auguste Perret ».

Les Docks Vauban et le développement des quartiers de l'Eure et de Saint-Nicolas ont déplacé les initiatives vers l'est de la ville en étoffant son offre ludique et touristique : conçus par les architectes Reichen & Robert, maîtres de la réhabilitation industrielle, dédiés au commerce et aux loisirs dans d'anciens docks portuaires, ils sont complétés par le centre aquatique, ludique et sportif imaginé par Jean Nouvel. Ces ambitions urbaines ont

[12] Le « Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce » (FISAC) du « centre reconstruit, patrimoine UNESCO » a été accordé en 2006 pour une durée d'environ trois ans avec une enveloppe de 4,2 million d'euros. Les commerces du périmètre défini peuvent être subventionnés à hauteur de 40% (avec un plafond à 20 mille euros) pour la réalisation des travaux extérieurs (vitrine, terrasses, grille). Cependant, le FISAC ne permet pas de subventionner les travaux d'aménagement intérieur. Cent et un commerces du périmètre UNESCO ont bénéficié de subventions (figure 1). Deux autres FISAC sont en cours dans les quartiers Nord et Sud, dans un cadre correspondant plus à la vocation originelle de ce fonds d'aide aux commerces en difficulté. Leurs budgets s'élèvent respectivement à environ 1,9 millions d'euros.

incontestablement été encouragées par l'optimisme qui a soufflé sur la ville au milieu des années 2000 où Le Havre se trouvait sous les projecteurs de l'UNESCO.

En ce qui concerne la réception de l'architecture de Perret, il est difficile de dire que la seule inscription a modifié les regards sur ce patrimoine moderne. La labellisation a mis le Havre sous la lumière des projecteurs et ainsi fait parler d'elle avec une ampleur et intensité difficiles à atteindre avec d'autres moyens. Le changement du discours médiatique à son sujet, l'a valorisée en changeant en qualités, fussent insolites, ce qui était perçu comme défauts.–Le Havre set désormais une destination de « niche » pour les architectes, les designers, les créateurs, qui constituent certes une petite minorité des publics, mais une minorité qui fait partie des avant-gardes, qui crée des styles, qui façonne les modes.

Les regards extérieurs, encore marginalement touristiques, influent sur les regards locaux, et donnent à voir une « ville-œuvre », injustement incomprise par ceux-même qui l'habitent. La « caution » de l'Unesco fonctionne comme un facteur susceptible d'amplifier la reconnaissance des populations très averties (les architectes, les designers) pour la porter à un public plus large. Le patrimoine moderne, affirmé comme un centre d'intérêt et labellisé par une prestigieuse distinction internationale fait ainsi du chemin dans la réception générale.
Mais si l'inscription « décrète » que l'architecture moderne et malaimée du Havre est « belle », sans les dispositifs de sensibilisation, d'interprétation et de médiation l'architecture moderne peine encore à être véritablement appropriée de manière sensible par les populations locales et extérieures.

Bibliographie

Amougou, Emmanuel. (2004) La question patrimoniale : de la « patrimonialisation » à l'examen des situations concrètes, L'harmattan, Paris.
Andrieux, Jean-Yves et Chevallier, Fabienne. (2002) La réception de l'architecture du mouvement moderne, septième conférence internationale de DOCOMOMO, Paris, 16-19 septembre 2002, Institut des études régionales et des patrimoines, Palais de l'UNESCO.
Barot, Sylvie. (1994) Archéologie d'une reconstruction, l'exemple du Havre, Villes reconstruites, du dessin au destin, actes du deuxième colloque sur les viles reconstruites, Patrick Dieudonné (dir.), pp. 108-115.
Colliard, Daniel. (1998) Reconstruire Le Havre, 2 : du deuil à la célébration de l'héritage, entretien du 16 janvier 1996, Andrieux, Jean-Yves et Seitz, Frédéric, Pratiques architecturales et enjeux politiques, Picard, p.66-79.
Ecole Nationale du Patrimoine. (1998) Architecture du XXe siècle : le patrimoine protégé, Les cahiers de l'Ecole Nationale du Patrimoine, Paris.
Gravari-Barbas, Maria. (2002) Tourism Policies in French-post-2nd-World-War reconstructed cities : Saint-Nazaire, Le Havre and Lorient, Chalenges in City Tourism Research and Practice, Vienne.
Gravari-Barbas, Maria. (2003) The Challenge of Le Havre: developing tourism in a reconstructed city, Tourism, No. 2, pp. 141-155.
Gravari-Barbas, Maria. (2004a) Le cas d'Angers et du Havre. Quelle marge de manœuvre pour une « gouvernance patrimoniale » ?, Pouvoirs Locaux No. 63, pp. 84-93.
Gravari-Barbas, Maria. (2004b) Patrimonialisation et réaffirmation symbolique du centre-ville du Havre. Rapports entre le jeu des acteurs et la production de l'espace, Les Annales de Géographie, No. 640, pp 588-611.
Gravari-Barbas, Maria. (2006) Image, Heritage and Identity Policies in a French-post World War II rebuilt city: the case of Le Havre, World Heritage by UNESCO, communication présentée au colloque "Urban Changes in different scales : systems and structures", organisé

par l'Université de Santiago de Compostella, Commission IGU on Monitoring Cities of Tomorrow, Santiago de Compostella, 1-6 Août.
Gravari-Barbas, Maria. (2008a) Le Havre : du traumatisme de la reconstruction à l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco, Robert Hérin (dir) De la Ville perdue à la ville retrouvée, la ville en devenir, Presses universitaire de Caen, pp. 265-286.
Gravari-Barbas, Maria. (2008b) Le patrimoine au secours du développement urbain. Le patrimoine « Perret » au Havre, L'économie culturelle et ses territoires, sous la direction de Frédéric Leriche et al, pp. 331-344.
Gravari-Barbas, Maria et Jacquot, Sébastien. (2008), Les impacts socio-économiques de l'inscription d'un site sur la liste du patrimoine mondial : une revue de la littérature, Rémy Prud'homme (dir). Les impacts socio-économiques de l'inscription d'un site sur la liste du patrimoine mondial : trois études, UNESCO, centre du patrimoine mondial.
Jacono, Guillaume et Arnould, Paul. (2000) Le Havre, paysage urbain et patrimoine. Entre béton, discours et images. De la reconstruction physique à la (re)construction mentale, Paysages Urbains, Cahiers de la Méditerranée, No. 60, pp. 109-131.
Lasnier, Jean-François. (2000) XXe siècle : les enjeux de la protection : les nouvelles problématiques de la restauration et de la conservation, Le Journal des Arts , No. 100, p.14.
Maubant, Christiane. (1994), Patrimoine et développement local, Le Havre, 30p.
Monnier, Gérard (dir.). (2006) L'architecture : la réception immédiate et la réception différée : l'œuvre jugée, l'édifice habité, le monument célébré, Publications de la Sorbonne, Paris.
Monnier, Gérard. (2004) L'architecture du XXe siècle, un patrimoine, Ed. Scéren, Nancy.
Urry, John, (1990), The Tourist Gaze. Leisure and Travel in Contemporary Societies, Londres, Sage.

Tableau 1 : Les biens apparentés au mouvement moderne inscrits au patrimoine mondial

Dénomination	inscription	critères
Brasilia	1987	(i)(iv)
La Maison Schröder de Rietveld	2000	(i)(ii)
Ciudad Universitaria de Caracas	2000	(i)(iv)
La Villa Tugendhat à Brno	2001	(ii)(iv)
Ville blanche de Tel-Aviv	2003	(ii)(iv)
La maison- atelier de Luis Barragan	2004	(i)(ii)
Le centre reconstruit du Havre	2005	(ii)(iv)
La Halle du Centenaire de Wroclaw	2006	(i)(ii)(iv)
Campus central de la cité universitaire de l'*Universidad Nacional Autónoma* de Mexico	2007	(i)(ii)(iv)
L'Opéra de Sydney	2007	(i)
Cité du modernisme à Berlin	2008	(ii)(iv)
Le Bauhaus et ses sites à Weimar et Dessau	2008	(ii)(iv)(vi)

Figure 1 : Valorisation et mise en tourisme du centre reconstruit du Havre

Porto : raisons, motivations et relecture d'une inscription au Patrimoine mondial de l'Unesco

Sandra Guinand
(Université de Lausanne / Université de Paris I Panthéon-Sorbonne)

Sandra Guinand
Géographie urbaine, Université de Lausanne, Institut de géographie (Igul)
Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, Institut de recherche supérieur sur le tourisme (IREST),
UNIL
Anthropole, Dorigny
1015 Lausanne, Suisse
Courriel : sandra.guinand@unil.ch

Porto : raisons, motivations et relecture d'une inscription au Patrimoine mondial de l'Unesco

Résumé:
Le centre historique de la ville de Porto (Portugal) s'est vu inscrire au Patrimoine mondial de l'Unesco en 1996. Accueillie avec enthousiasme, cette labellisation semble *a priori* être venue conforter une réalité déjà existante. Les raisons qui ont motivé l'inscription du centre historique au patrimoine mondial se posent donc. Quelle était la plus-value recherchée? Qui en étaient les instigateurs? Cette labellisation semble également s'être accompagnée d'une volonté de la part des acteurs institutionnels[1] de profiter de la venue des visiteurs notamment en proposant de nouvelles fonctions ludico-touristiques pour ce pan de ville. Ces projets ne sont pas dénués de conséquences. Comment s'est opérée cette mise en labellisation ? Comment l'économie touristique a t'elle accompagné ce projet et les interventions urbaines qui ont suivi? Quelle a été l'influence des acteurs institutionnels associés à des objectifs de mise en tourisme dans la lecture ou relecture de ce territoire ?
Dans le cadre de cet article, nous proposons de retracer par le biais d'une analyse critique l'histoire du classement du centre historique de Porto au Patrimoine mondial. Nous discuterons également la manière dont le tourisme a accompagné cette classification ainsi que les projets suivants de mise en patrimoine. Nous entendons éclairer les raisons et les motivations qui ont mené à cette inscription. Nous montrerons ainsi comment cette dernière peut influer sur la lecture et les représentations des valeurs attribuées au tissu bâti. Par valeur, nous entendons l'ensemble des attributs (économique, historiques, esthétiques, etc.) invoqués et, en somme, créés par ces acteurs influant sur la construction du territoire.

Mots clés : patrimoine, valeurs, Unesco, redynamisation, territoire

[1] Par acteurs institutionnels nous entendons les autorités publiques de la Ville, les techniciens de la Commission pour la rénovation de Riebira et Barredo (CRUARB) ainsi que de la société de réhabilitation de *Porto Vivo* SRU qui a pris la suite de la CRUARB en 2004.

Porto : raisons, motivations et relecture d'une inscription au Patrimoine mondial de l'Unesco

Le centre historique de la ville de Porto (Portugal) s'est vu inscrire au Patrimoine mondial de l'Unesco en 1996. Accueillie avec enthousiasme, cette labellisation semble *a priori* être venue conforter une réalité déjà existante. En effet, le centre historique n'a pas subi de démolitions propres à la période moderne et fonctionnaliste. Il n'y a eu que peu de transformations de son tissu bâti. De même, le centre historique a été classé dès 1985 bien d'intérêt public. Les raisons qui ont motivé l'inscription du centre historique au patrimoine mondial se posent donc. Quelle était la plus-value recherchée? Qui en étaient les instigateurs? Bon nombre de réponses à ces questionnements sont à chercher du côté des problématiques urbaines auxquelles la ville s'est trouvée confrontée dès les années 1970s après la révolution des œillets et qui se sont accentuées dans les années 1990s (perte de vitesse et de centralité, dépeuplement, etc.). Cette labellisation semble également s'être accompagnée d'une volonté de la part des acteurs institutionnels[2] de profiter de la venue des visiteurs notamment en proposant de nouvelles fonctions ludico-touristiques pour ce pan de ville. Ces projets ne sont pas dénués de conséquences. Comment s'est opérée cette mise en labellisation ? Comment l'économie touristique a t'elle accompagné ce projet et les interventions urbaines qui ont suivi? Quelle a été l'influence des acteurs institutionnels associés à des objectifs de mise en tourisme dans la lecture ou relecture de ce territoire ?

Dans le cadre de cet article, nous proposons de retracer par le biais d'une analyse critique l'histoire du classement du centre historique de Porto au Patrimoine mondial. Nous discuterons également la manière dont le tourisme a accompagné cette classification ainsi que les projets suivants de mise en patrimoine. Nous entendons éclairer les raisons et les motivations qui ont mené à cette inscription. Nous montrerons ainsi comment cette dernière peut influer sur la lecture et les représentations des valeurs attribuées au tissu bâti. Par valeur, nous entendons l'ensemble des attributs (économique, historiques, esthétiques, etc.) invoqués et, en somme, créés par ces acteurs influant sur la construction du territoire.

1. Unesco et tourisme : fonctions légitimantes d'une valeur patrimoniale

A. Ribeira, l'émergence d'un site patrimonial

Le centre historique et plus particulièrement le site de Ribeira, objet de cette étude, concentre les intérêts de différents acteurs. Il peut aujourd'hui être qualifié de lieu emblématique de la ville, étant considéré par cette dernière comme la « Porte d'entrée pour la Région de la vallée du Douro » (Porto Vivo, 2007). Il est le lieu du quotidien pour ses habitants, de découvertes et de détente pour les visiteurs ou les touristes, d'investissement pour les acteurs privés, de sortie et de rencontres pour les jeunes étudiants, de ressources et de création pour les jeunes artistes et designers. Il est aussi présenté comme la vitrine de la ville, en témoignent les nombreuses déclinaisons de son paysage urbain qu'on retrouve aussi bien sur les différentes cartes postales que sur les figures aimantées à placer sur son frigidaire (Ill.1). Cette charge symbolique associée au site est la résultante d'interactions entre différents acteurs institutionnels à des moments différents et selon des logiques distinctes. En effet, si aujourd'hui cette reconnaissance du site (sa valeur patrimoniale) fait largement consensus, cela n'a pas toujours été le cas. En 1962 par exemple, le plan directeur de Porto élaboré par

[2] Par acteurs institutionnels nous entendons les autorités publiques de la Ville, les techniciens de la Commission pour la rénovation de Riebira et Barredo (CRUARB) ainsi que de la société de réhabilitation de *Porto Vivo* SRU qui a pris la suite de la CRUARB en 2004.

Robert Auzelle prévoyait dans un élan moderniste et progressiste d'importantes modifications et démolitions de ce tissu bâti. Si la mise en œuvre de ses principes directeurs n'a pas été suivie, c'est en partie dû à l'influence certaine de l'architecte Fernando Tavora. Ce dernier était alors très critique de ce plan et fervent défenseur d'une conception humaniste de l'architecture notamment par la prise en compte d'éléments culturels et paysagers dans l'élaboration d'un projet.

Hormis la classification de monuments nationaux dans ce périmètre dont les débuts datent de 1910, les premières prises en compte du tissu bâti remontent à la période qui a suivi la révolution des œillets de 1974. A cette époque, le centre historique est fortement dégradé et abrite une population très appauvrie suite à la période industrielle. La population de ces quartiers se mobilise et revendique des logements dignes. Il est important de noter que, de concert avec les autorités de la Ville de l'époque, les résidents planifient et projettent une requalification du tissu bâti respectant la morphologie du site et maintenant dans la mesure du possible les populations sur place (Pires De Carvalho, Guimaraes, Barroca, 1996 : 111). Ces modes d'interventions seront repris par la Commission pour la rénovation urbaine de Ribeira et Barredo (CRUARB). Cette Commission, crée en 1975 suite à la visite du Secrétaire d'Etat au logement et à l'urbanisme dans le quartier de Barredo (à l'époque complètement insalubre), donne une assise plus institutionnelle aux opérations et s'inscrit dans une politique plus large de la SAAL (Serviço Ambulatório de Apoio Loca, lprogramme national de réhabilitation de logements).

Jusqu'au début des années 2000s la CRUARB se concentre sur la réhabilitation et la valorisation du centre historique, plus particulièrement la zone de *Ribeira-Barredo*. L'objectif premier et fil conducteur de ses premières actions est avant tout social. Dans un premier temps, il s'agit de réhabiliter de l'habitat fortement dégradé et insalubre et de remédier au manque de logements. Les architectes de la commission continuent à aborder la requalification dans l'esprit d'un dialogue et d'une intégration des populations résidentes au projet. Mais, ces actions qui demandent du temps ne répondent pas (assez rapidement) aux attentes de la Ville qui désire avancer plus vite. Elle souhaite pouvoir montrer des signes concrets envers la population et la mettre ainsi en confiance. Ces réhabilitations du tissu bâti sont les premiers signes de l'affirmation par une certaine élite (plus particulièrement les techniciens de la CRUARB et certains professeurs d'architectures de l'Ecole des Beaux-Arts) des valeurs culturelles et historiques de ce tissu bâti et de son importance dans la construction sociale et culturelle du territoire. Il faut ici rappeler que l'équipe de la CRUARB était notamment composée de l'architecte Fernando Tavora. Cependant, ces actions ne peuvent pas ici être interprétées comme la mise en place d'une véritable politique de sauvegarde de ce site (qui serait chapeautée par la Ville) mais plutôt comme une politique d'action sociale envers des populations sinistrée. Comme indiqué plus haut, la CRUARB faisait partie du programme national de réhabilitation de logements (SAAL). Il faut également rappeler le contexte politique de l'époque (révolution et sortie de la dictature de Salazar) qui a certainement influée sur les modes organisationnels et opérationnels des interventions urbaines. En effet cette manière très ouverte d'aborder la réhabilitation (à ses débuts) peut dans ce cas être interprétée comme le reflet de d'un idéal démocratique (Delayer, 2008).

B. Vers une reconnaissance officielle

Au début des années 1980s (82), la CRUARB passe aux mains de la Ville suite à la nouvelle loi gouvernementale sur les modes de financement des collectivités territoriales. Lors de cette deuxième période, le site d'intervention s'étend vers d'autres quartiers du centre historique. Progressivement, les projets de réhabilitation sortent du cadre d'interventions ponctuelles de réhabilitation pour s'inscrire dans une logique plus large d'articulation avec les

objectifs de la gestion urbaine du territoire communal. Les domaines d'intervention s'élargissent (1990). Les techniciens passent de l'éradication de l'insalubrité à la qualification des espaces publiques, la réalisation d'équipements et d'espaces commerciaux. Mais l'élargissement du périmètre n'est pas sans poser de problèmes. Premièrement, ces opérations (expropriation, réhabilitation, relogement) sont financées à 100% par les fonds publics et deviennent de plus en plus difficiles à supporter pour la Ville. Il existe également un manque de moyens techniques au sein de la Commission. Deuxièmement, on relève un manque de dialogue chronique entre les techniciens de la CRUARB et les politiques et techniciens de la Ville (Barata, 2001). Il semble que l'élargissement du périmètre d'intervention ne corresponde à aucune véritable stratégie de la part de la Ville, et ce malgré les nombreuses demandes dans ce sens de la part de acteurs de la CRUARB. C'est à cette période qu'émerge un premier intérêt marqué pour une sauvegarde du tissu bâti et que certains membres de la CRUARB réfléchissent au lien éventuel à opérer avec le tourisme (entretien Loza[3], 2010). L'équipe de la commission réfléchit alors à l'éventualité de déposer une candidature au patrimoine mondial (1991-93). Une reconnaissance de l'Unesco (qui se fait en 1996) (Ill.2) légitimerait les vingt années d'actions de réhabilitation de la CRUARB. Cette officialisation de la dimension patrimoniale du tissu bâti apparaît comme doublement performative. Elle vient tout d'abords valider la pertinence des actions de la CRUARB, notamment en officialisant les valeurs culturelles et historiques (alors seulement reconnues par une petite élite) et la nécessités des investissements. Nous pouvons y voir également une volonté de démocratisation de ces valeurs, puisque reconnues universellement et à l'échelle internationale. La composante touristique viendrait ici jouer le rôle de passeur de ces valeurs. Dans un second temps, cette labellisation élargie officiellement une politique de protection des bâtiments (intérêt national) déjà existante sur le site depuis 1985, à celle d'ensembles urbains. Enfin, cette reconnaissance appuyée par le tourisme vient peut-être également offrir une certaine garantie d'engagement de la Ville (et de l'Etat) de maintien du tissu bâti. Le label étant retiré si les engagements auprès de l'Unesco ne sont pas suivis. Si cette inscription au patrimoine mondial révèle un premier point d'achoppement commun entre la Ville et la CRUARB quant à la préservation du tissu bâti, elle montre également que la mise en patrimoine peut venir servir des intérêts ou des objectifs divergents. De plus, si dans le cas du centre historique le tourisme était censé jouer le rôle de révélateur et de passeur des valeurs attribuées au bâti, certains résidents s'inquiétaient déjà, au lendemain de l'annonce de l'inscription à l'Unesco, de la manière dont celui-ci serait mis en oeuvre. Nous pouvons prendre pour exemple cette réaction : « Je suis très contente, mais il est important de rendre la ville à la population. J'espère que cette classification va changer beaucoup de choses, mais qu'ils n'oublient pas les conditions de vie des populations. Qu'ils se rappellent d'elles et qu'ils ne les présentent pas comme des spécimen d'un jardin zoologique. La zone historique de Porto ne peut être uniquement présentée comme une destination touristique ou destinée à projeter internationalement Porto.[4]» Cette réaction apparaît d'autant plus intéressante lorsqu'on apprend qu'un des critères retenus par l'Unesco et présenté par les candidats étaient celui d'une « cité historique vivante ».

[3] Ancien technicien de la CRUARB et administrateur de *Porto Vivo*. Actuel directeur régional de l'IRHU, Institut de l'habitat et de la réhabilitation urbaine.

[4] Traduction propre. Dans le texte : *Estou muito satisfeita, embora o importante seja devolver a cidade às pessoas. Espero que esta classificação venha mudar muita coisa, mas que não se esqueçam as condições em que vivem as pessoas. Que se lembrem delas e não as encarem como espécimes de um jardim zoologico. A zona historica do Porto nao pode ser apenas encarada como un destino turistico ou destinada a projectar internationalemente o Porto.*

2. Un patrimoine labellisé au service de stratégies de mise en tourisme

A. Renversement des rapports ou complémentarité ?

Aux cours des années suivantes, les autorités politiques vont prendre conscience que les interventions sur le tissu bâti ne se résument pas uniquement à une politique de salubrité mais qu'elles comprennent des enjeux stratégiques notamment liés au développement des bords du Douro (*Ribeira*) et de son articulation avec Gaia[5]. Cette nouvelle orientation dans les politiques de développement du territoire va s'accentuer avec la nouvelle Municipalité en 2001. En effet, le changement de l'exécutif municipal marque un certain tournant « idéologique » dans la gestion des politiques urbaines et dans ses modes d'intervention. La Ville ne souhaite plus financer la requalification du tissu bâti (ses caisses sont vides). La responsabilité est reportée sur le marché privé. Ce changement coïncide également avec une transition au niveau national. Le gouvernement portugais promulgue en 2004 la première loi sur la réhabilitation urbaine (décret de loi 104.2004), créant les sociétés de réhabilitation urbaine (SRU). Prenant la suite de la CRUARB (courte période de transition), la société de réhabilitation de Porto (SRU) *Porto Vivo* est créée en partenariat avec l'Institut national de l'habitat (IRHU) en 2004. Financée par des fonds publics (Etat 60% et Ville 40%), celle-ci a pour mission de lancer des opérations de redynamisation et d'encourager ainsi la réhabilitation et la reconversion d'édifices en stimulant le marché de l'immobilier. Si, durant la période de la CRUARB le tourisme devait venir légitimer les réhabilitations du tissu bâti, il semble que dans cette « seconde » période, la ville entre dans un nouveau régime d'urbanisation, celui de la patrimonialité. En effet, la mise en patrimoine, la valorisation du tissu bâti, ne fait plus ici l'objet de justification mais vient au contraire appuyer des stratégies de redynamisation du territoire dont le tourisme fait partie.

Dans le cas de Porto et de son centre historique, plusieurs éléments viennent confirmer cette hypothèse. Le site de *Ribeira* avec le pont Dom Luis Ier deviennent des images qu'on décline à l'infini (Ill. 3 et 4). Ils apparaissent comme l'élément phare des offices de tourisme. Ce site se transforme en outil fort de promotion pour la Ville notamment du point de vue touristique. Rejoignant ici l'idée d'un bâti sémiophore[6] (Pomian 1999), ce processus traduit également l'envie de distinction par la construction d'une image propre (mais pas forcément partagée par tous). Une des premières opérations d'urbanisme importante allant dans ce sens est la requalification des quais de Ribeira en 2001 (programme *polis* financé par la communauté européenne). En 2005 la société *Porto Vivo*, en collaboration avec la Faculté d'ingénierie de l'Université de Porto (FEUP), élabore un Masterplan pour la revitalisation sociale et urbaine de la *Baixa* (ville centre) de Porto[7]. Celui-ci identifie le périmètre des berges du Douro comme une zone dont le potentiel de réhabilitation du tissu bâti offre une multitude d'opportunités à exploiter. Cet espace est plus particulièrement caractérisé comme zone de détente et de loisirs propre à répondre aux besoins touristiques (Masterplan, 2005 : 7). Plus en amont, l'étude-diagnostic[8] qui a mené à l'identification de la zone prioritaire d'intervention de Porto (*Baixa*) et à l'élaboration du Masterplan, avait pour objectifs d'identifier des axes d'intervention stratégiques, 1) dans une perspective de remédier à la dégradation du tissu bâti et de l'environnement économique et sociale ; 2) et permettre

[5] Commune située sur l'autre rive du Douro et où sont localisées une majorité des caves du vin de Porto

[6] Chargé de significations qu'une société – ici une certaine frange, autorités publiques, investisseurs, nouveaux résidents, touristes, se donne à un moment donné.

[7] Masterplan para a revitalização urbana e social da Baixa do Porto

[8] Estudo estratégico para o enquadramento de intervençoes de reabilitaçao urbana na Baixa do Porto, Juin 2004.

l'identification des dynamiques de transformation à l'œuvre afin d'influer durablement sur la préservation et la réhabilitation du tissu bâti. Ces deux documents font référence au tissu bâti et offrent chacun une vision complémentaire de sa mise en patrimoine. En effet, d'un côté, le tissu bâti représente une ressource non négligeable en termes de développement d'activités économiques, culturelles et sociales, mais également de référent identitaire. De l'autre, l'identification des dynamiques en cours semble offrir une garantie de la sauvegarde, de l'entretien du bâti et d'une nouvelle fonctionnalité pour les berges du Douro. Cette même logique se retrouve dans les propos de Rui Ramos Loza,: « Toute cette stratégie est une stratégie intégrée, une stratégie d'opportunité. Il n'y a pas de développement du potentiel du Douro sans tourisme. Il n'y a pas de tourisme sans développement du potentiel du Douro. Les industries créatives sont également dépendantes du tourisme. Le tourisme ne peut se développer sans les industries créatives.[9] » (entretien, Loza, 2009).

C'est la prise de conscience de la valeur marchande de ces berges en tant que site exceptionnel et pièce maîtresse de la ville qui sont à l'origine d'un concours d'idées d'urbanisme pour la requalification des berges du Douro. Le critère jugé comme étant le plus important était d'ailleurs la « capacité d'attraction à travers l'amélioration des dynamiques liées au tourisme, à la culture et aux loisirs [*entertainement* dans le texte] ». Il avait le plus fort pourcentage (30 % contre 20 % et 10% pour les autres critères). Comme l'indiquait d'ailleurs le journal l'*Expresso* (Date) a propos des résultats du concours « la rentabilité touristique des rives du fleuve et la création d'une meilleure accessibilité sont les priorités de Porto Vivo[10] ».

B. Vers un territoire lissé ?

En effet, les propositions du projet lauréat de l'architecte Pedro Balonas répondent parfaitement à cette volonté d'exploiter les potentialités du site en rehaussant les fonctions touristiques et de loisirs. Une partie de rives sont requalifiés et re-végétalisés afin d'offrir un lieu de promenade agréable ainsi qu'un cheminement au nouvel embarcadère des croisières ainsi qu'à la future marina. Quatre hôtels supplémentaires sont prévus dont un hôtel de charme dans l'ancien couvent de Monchique « doté d'une valeur patrimoniale et historique élevée pour la ville »[11] (Porto Vivo, 2008). D'autres édifices sont reconvertis en espaces culturels et de loisirs. Nous pouvons prendre pour exemple la proposition de transformer les entrepôts de *Miragaia* en salles et ateliers de danse. Dans la majeure partie des cas, les reconversions proposées mettent en avant les valeurs historiques, esthétiques du bâti ou encore l'intérêt de la préservation d'une mémoire. Ces valeurs sont présentées comme des atouts à la réussite du succès recherché. Nous observons bien comment sur ce périmètre la mise en patrimoine devient support et garant de nouvelles fonctions. Ces valeurs « révélées » sont à lire comme des signes distinctifs de ces objets sur le territoire. Comme pour la signalétique qui oriente le visiteur, ces discours et valorisations participent ici d'une certaine objectivation du territoire et de sa lisibilité collective (Di Méo, 1996). L'espaces est ici

[9] Traduction propre. Dans le texte : *Toda esta estrategia é uma estrategia integrada, uma estrategia de conjunto. Nao ha desenvolvimento do potential do Rio Douro sem tourismo, Nao ha tourismo sem desenvolvimento do potential do Rio Douro. As industrias creativas sao também dependentes do tourismo. O tourismo é também pode crescer com as industrias creativas.*

[10] Traduction propre. Dans le texte : *A rentabilização turística da marginal do rio e a criação de melhores acessos são apostas prioritárias da Porto Vivo.*

[11] Traduction propre. Dans le texte : *Dotado de um valor patrimonial e historico de importtância elevadíssima para a Cidade.*

clairement marqué par et pour une certaine catégorie de personnes (Veschambre, 2008; Gravari-Barabas ; 2007, 2008). Cependant, ces propositions, discours et interventions ne sont pas sans poser questions. En effet, au delà d'un projet de requalification qui somme toute ressemble passablement à ce qui se fait déjà sur les différents fronts d'eau d'autres villes occidentales, d'espaces propres, lisses et esthétisés, que viennent chercher les visiteurs et les touristes ? Et comment ces orientations et projets sont-ils vécus ou ressentis par la population résidente et les usagers ?

C. Les paradoxes d'une mise en patrimoine

Les visiteurs qui se rendent à Porto et qui passent par le site de *Ribeira* sont de profils très différents. Il s'agit aussi bien du groupe de retraités espagnols en voyage organisé, d'un couple de hollandais attiré par l'ambiance des villes méditerranéennes que de jeunes ayant saisi l'opportunité d'un vol *low cost*. Le premier élément qui les guide jusqu'à *Ribeira* c'est la découverte du centre historique et les promenades sinueuses dans son tissu bâti. Certains visiteurs aiment d'ailleurs à souligner que c'est une des choses qu'ils conseilleraient de faire à tout nouveau visiteur[12]. S'ils sont intéressés par les aspects architecturaux et morphologiques (*azuleijos*, fer forgé, couleurs, bâti étroit) du vieux Porto, ils descendent sur les quais de *Ribeira* pour y voir le Pont Dom Luis 1er œuvre d'un des disciples de Gustave Eiffel. Ils le traversent ensuite pour se rendre sur l'autre rive visiter les caves du vin de porto. En ce sens, les liaisons proposées dans le projet lauréat sont judicieuses et correspondent à des usages déjà existants à faciliter. Les impressions qu'on les visiteurs du site sont de prime abord assez paradoxales. Mais, lorsque nous les analysons de plus près, celles-ci apparaissent somme toute assez logique. En effet, une grande majorité des visiteurs qui se trouvent dans le centre historique le qualifient de lieu « authentique ». C'est pour eux un lieu « vivant, unique, qui a son identité propre et qu'il ne faut surtout pas muséifier ». En revanche, ils sont également nombreux à le trouver « abandonné, sale » et nécessitant des interventions. Cette recherche d'authenticité pourrait ici être interprétée comme venant s'opposer à celle d'une requalification. Est-ce que ce n'est pas ce côté délabré, vieillot qui donne ce charme et crée cette authenticité ? Dans le cadre de cette enquête, il semble qu'un autre élément vienne appuyer cette perception d'« authenticité ». Il s'agit de la population et de ses activités quotidiennes qui animent le site. En effet, un des autres éléments qui ressort quant au ressenti des visiteurs, c'est l'aspect « agréable, calme et conviviale » renvoyé par la population.

Plusieurs questionnements peuvent ici être soulevés. Premièrement, nous pouvons nous interroger sur cette vision assez idéale qu'ont les visiteurs de passage sur ce site. Celle-ci ne renvoit-elle pas à une certaine idéalisation d'un temps passé regretté, ne jouant plus ici sur le registre de « l'exotisation du proche » (Matthey, 2007) mais sur celui d'une « exotisation du quotidien » et des temporalités de la fabrication d'un territoire ? Quelle que soit la réponse, il apparaît clairement que la demande de la part des visiteurs n'est pas celle de voir ce site se touristifier. L'envie est plutôt de pouvoir continuer à le voir vivre son quotidien. Si la qualité des espaces fait par endroit défaut et que les réhabilitations se font de plus en plus urgentes, les résidents tout comme une majorité de touristes aspirent a plus d'intervention, notamment en termes d'équipements publics, de jeux pour enfants, de logements et de commerces. Si cet aspect semble être plébiscité par l'ensemble des acteurs, il semble, en revanche, que les autorités publiques et les propositions du projet lauréat ont négligé de prendre en compte les dimensions liées aux valeurs d'usage et de significations du tissu bâti. La prise en compte de cette dimension sensible joue, à notre avis, un rôle non négligeable dans l'opérationnalisation

[12] Cette analyse est tirée d'entretiens et enquête par questionnaire effectués auprès de 80 visiteurs durant les mois de juin 2009 et mai 2010.

de la qualité urbaine et donc dans le contenu des projets. C'est peut-être ici l'illustration des limites d'un processus de patrimonialisation par « désignation » par un certain groupe et non par appropriation (Rautenberg, 2008 : 25).

Conclusion

La mise en valeur initiale par les acteurs du CRUARB du tissu bâti, la classification au patrimoine mondial de l'Unesco, l'arrivée progressive des touristes et la mode dans la planification urbaine des reconquêtes de front d'eau ont contribué à la nécessité de maximiser le potentiel touristique et de loisirs du site de *Ribeira* et de son front d'eau. Ceci lui a valu une inscription en zone d'action spéciale ainsi que la mise au concours d'un projet d'urbanisme. Quelle lecture avons-nous pu faire de l'évolution du centre historique de Porto et de sa mise en patrimoine légitimée par l'Unesco ? Nous avons observé une gradation dans le processus de patrimonialisation : une première étape durant laquelle la requalification du tissu bâti répond avant tout à la nécessité de logements. Puis, dans un deuxième temps, nous avons identifié un tissu bâti véhiculant certaines valeurs légitimées par une labellisation et dont le tourisme pourrait permettre leur circulation. Le patrimoine une fois légitimé se transforme en outil de développement notamment dans une optique de rehausser les fonctions touristiques. Enfin, nous avons montré comment cette mise en patrimoine de la part des acteurs institutionnels font ressortir de nombreuses problématiques et enjeux contradictoires : comment sauvegarder un « patrimoine vivant » ? Comment concilier les attentes des touristes et des résidents ? Comment combler le hiatus existant entre les projections touristiques des acteurs institutionnels et les attentes des touristes eux-mêmes ? Comment, en somme, conserver cette authenticité si caractéristique du centre historique de Porto ?

Bibliographie

Auzelle, R. (1964) *Plan Director da Cidade do Porto*. Câmara Municipal do Porto.

Pires de Carvalho Teresa, G. C. (1996). *Bairro da Sé do Porto. Contributo para a sua caracterização histórica*. Porto: Câmar Municipal do Porto.

Barata, F. (2001) Centro Historico. Dans *1901/2001 Guia da arquitectura moderna*. Mundolivro.

Câmara Municipal do Porto. (2000) Porto Património Mundial III. CRUARB 25 anos de Reabilitação Urbana. Porto: Câmara Municipal do Porto.

Câmara Municipal do Porto. (1993) *Porto A Património mundial*. Porto: Câmara Municipal do Porto.

Câmara Municipal do Porto. (1998) *Porto Patrimonio Mundial*. Porto: Câmara municipal do Porto.

Câmara Municipal do Porto. (2003) *Porto: a city with character and future*. Porto: Câmara Municipa do Porto/Gabinete de Estudos e Planeanmento.

Delayer, M. (2008) *Un passé pour l'avenir : la politique patrimoniale de trois villes inscrites à l'UNESCO : Porto, Lyon et Vérone*. Paris: Edilivre.

Di Méo, G. (Éd.). (1996) *Les territoires du quotidien*. Géographie sociale. Paris: L'Harmattan.

Gravari-Barbas, M. (1998) Belle, propre, festive et sécurisante: l'esthétique de la ville touristique. *Norois*, 45 (N°178), pp. 175-193.

Gravari-Barbas, M. (2002) Le patrimoine territorial, construction patrimoniale, construction territoriale: vers une gouvernance patrimoniale ? *Revue ESO*, 18. 85-91.

Matthey, L. (2007) Si proche, si loin ! *Articulo - revue de sciences humaines*, Avant-gardes et élites : agents de reproduction ou de transformation de la société ? (3). Retrouvé de http://articulo.revues.org/613

Pinto, R. (2008, Mars 1) Ideias para a nova Ribeira. *Expresso*, 25. Porto.
Pomian, K. (1999) *Sur l'histoire*. Paris: Gallimard.
Porto Vivo, SRU. (2008) *Porto Vivo 2004/2007*. Câmara municipal de Porto.
Porto Vivo, SRU. (2005) *MasterPlan para a revitalização urbana e social da Baixa do Porto* (Vol. I). Porto: PortoVivo.
Porto Vivo, SRU. (2007) Concurso de Ideias, Frente Ribeirinha do Porto na zona de intervençao prioritaria. Porto: Porto Vivo SRU.
Porto Vivo, SRU. (2008) *Concurso Internacional de Ideias para a Revitalização da Frente Ribeirinha do Porto na Zona de Intervenção Prioritária. 25 ROP 1° Lugar.* Disponible sur: http://www.portovivosru.pt/concurso/index2.php (consulté le 10.01.2010).
Veschambre, V. (2007) « Le processus de patrimonialisation: revalorisation, appropriation et marquage de l'espace » *Cafe-geo.net* (1180).1-4.
Veschambre, V. (2008) *Traces et mémoires urbaines : enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*. Rennes: Presses Université de Rennes.

The Use and Impact of World Heritage Designation by Canadian Heritage Sites – An Exploratory Media Analysis

Elizabeth A. Halpenny
(University of Alberta)
&
Alexandra Arellano
(University of Ottawa)

Elizabeth A. Halpenny
Faculty of Physical Education and Recreation
E-419 Van Vliet Centre
University of Alberta
Edmonton, AB, T6E 2X8, Canada
Email: Elizabeth.halpenny@ualberta.ca

Alexandra Arellano
University of Ottawa
125 University St.
Ottawa ON Canada K1N 6N5
Email: aarellan@uottawa.ca

The Use and Impact of World Heritage Designation by Canadian Heritage Sites – An Exploratory Media Analysis

Abstract:
This paper reports observations from a preliminary study of the use and impact of World Heritage designation at five Canadian heritage sites. Branding these sites as World Heritage sites was examined through an analysis of pre- and post-designation newspaper articles as well an investigation of how these heritage sites and their World Heritage status was portrayed on the Internet. Observations from these data sources, along with local planning and marketing documents and communications with site managers were used to speculate on reasons for a lack of increase in tourism activity at most of these heritage sites post-inscription. It is hypothesized that a main reason for a lack of increased tourism activity post-designation was inconsistent promotional activity related to the World Heritage designation. This included a failure to utilize the WH brand, engage in collaborative, sustained marketing efforts, etc. Further reasons identified for a lack of increased tourism activity included poor weather, economic recession, a lack of consumer awareness of the World Heritage brand, and ill-timed park fee increases. However, post designation did bring a greater awareness of heritage and heritage conservation at each of the sites included in this study, and in some cases the World Heritage label appeared to useful in fostering conservation efforts by fending of inappropriate development.

Keywords: World Heritage, World Heritage Designation, Canadian Heritage Sites

The Use and Impact of World Heritage Designation by Canadian Heritage Sites – An Exploratory Media Analysis

1. Study purpose

This paper presents preliminary results of a research program that looks at the use of World Heritage (WH) designation and tourism-related outcomes at five Canadian natural and cultural World Heritage sites. While some WH sites were well known tourism destinations prior to their WH designation, anecdotal reports suggest that others gained prominence after designation and have received increased, sometimes unwanted, attention as a result. For example, managers of the Joggins Fossil Cliffs located in Nova Scotia reported exponential increases of visitors to the site since its recent designation as Canada's 14th WH site in June 2008 (CTV.ca 2008). This parallels observations in other countries that suggest that tourism activity increases at newly designated WH sites; however, rigorously collected data on this phenomeonom is lacking. In tandem with this observation is the belief that the UNESCO designation can be used as marketing tool that can contribute to the branding of a place and increased awareness and attractiveness as a tourism destination. Here we present data that illustrate how five recently designated Canadian WH sites have been (a) portrayed by regional, national, and international media, and (b) speculate on how the WH label is being utilized by site and destination managers to brand/heritagize and promote each site. Data collected on Internet and newspaper coverage is also linked with tourism activity data from the five case study sites to (c) explain the potential implications of WH designation on tourism development.

At a broad level our research seeks to contribute to scholarly dialogue and calls for research related to the use of protected area, public sector and international brands (Fyall and Rakic 2006; Quelch 1999; Wearing, Archer, and Beeton 2007), the branding of attractions and destinations (Morgan, Pritchard, and Pride, 2002; Pike, 2007), as well as image-making of tourism destinations and its effects on tourist decision making (Sirakaya and Woodside 2005; Sirgy and Su 2008). We speculate on trends in tourism development and on how the inscription can be intended to restructure these heritage places as "top brands" (Buckley 2002).

2. Background

2.1 The nature of WH sites

World Heritage sites represent globally significant examples of natural and cultural heritage. In this paper we frequently refer to WH sites, however, we use this categorization to represent all forms of heritage that have been designated under the 1972 Convention on World Heritage as being universally important to humanity. These forms of cultural and natural heritage include landscapes, intangible heritage such as folk art and regional foods, buildings, cities, and unique natural features (UNESCO 1972; 2008). There are 911 sites now designated around the world (World Heritage Center 2010).

2.2 Tourism at WH Sites

One of the most common challenges for WH sites is the sustainable management of tourism activity (Hawkins 2004; Leask and Fyall 2006). For our purposes the definition of *tourism* includes the activities of recreationists (day visitors) and tourists (overnight visitors),

the development and management of tourism at WH sites and nearby regions, and the management strategies and practices employed by tourism businesses. A number of case studies document the positive and negative impacts of tourism at WH sites and their adjacent regions (Harrison and Hitchcock 2005; Shackely 1998) however systematic comparisons of tourism management and impacts at WH sites is nearly non-existent in scholarly literature (Buckely, 2002; Leask and Fyall 2006). Systematic and critical assessment of tourism at other types of protected areas has been conducted (Bushell and Eagles 2007; Garrod and Fyall 2000; Hall and McArthur, 1998) and some lessons can be taken from these studies. However there are unique elements of WH sites that are not accounted for in these studies. One of these unique elements is the special status that is accrued to a WH site upon its designation.

We propose to explore the implications of World Heritage status on tourism development at newly designated WH sites. Based on our own knowledge of tourism and WH sites and published WH case studies (Shackely 1998; Leask and Fyall 2006) some elements at WH sites and their regions that may be affected by WH designation include: a) visitor numbers; b) level and type of tourism development at a WH site/region; c) type of tourism operators and tourists attracted to a WH site/region; and, d) management goals and related outcomes of a WH site (e.g., conservation goals, tourism development goals, and local economic development goals).

A few studies have attempted to probe the effects of WH status on tourism at WH sites and their regions. For example Buckley (2002) compared tourist arrival numbers at six nature-based WH sites in Australia. He compared visitor numbers at WH sites and nearby comparable protected areas over a 20 to 40 year period (i.e., pre- and post-WH designation). A lack of data prohibited firm conclusions about the impact of WH status on visitor numbers. The study raised additional questions such as: Were the WH sites better known? Did they contain more appealing natural or cultural heritage? Did each site's unique image and/or brand demonstrate a stronger attraction effect than the WH designation? Wall Reinius and Fredman (2007) examined visitation to three Swedish protected areas, one of which was a WH site. They compared travel decisions associated with these sites and found that protected area labels acted as "touristic markers" (p. 839) which affected visitors' travel decisions. They also acknowledged the potential impact of other factors such as use history and media coverage in shaping tourists' decisions to travel to these parks. Study limitations included a lack of comparable case study sites (i.e., multiple examples of each protected area type should have been included) and a sole focus of visitors to the case study sites (i.e., visitors to non-study sites and possibly non-visitors would have enhanced understanding). Finally, a survey of tourism operators in New Zealand was used to study operators' attitudes regarding the utility of WH status as a tourism tool (Hall and Piggin 2002). A majority of tourism operators stated they did not use the fact that they operated in or near a WH site to promote their business. Reasons for this included a belief held by operators that it would not influence traveler's decisions (Hall and Piggin 2002, p. 405). This attitude may be held by operators in other WH site regions; however, no other study has undertaken this approach to examine the impact of WH status.

This tourism operator attitude stands in sharp contrast to the expressed opinions of destination marketing organizations and national tourism offices that are promoting the idea that WH status is a significant tool for fostering tourism development (Boyd and Timothy 2006; Fayall and Rakic 2006; Hawkins 2004; UNESCO World Heritage Committee 2008; Wright 2005). This reification of WH status as a tourism catalyst and, in turn its assumed value as an economic development tool is increasingly expressed through the types of sites that are being nominated by countries for WH site designation (G. Zouais, personal

communication, July 2008; Fyall and Rakic 2006). Countries are strategically choosing sites that have tourism potential, perhaps at the expense of equally significant cultural and natural heritage sites in the same countries (Fyall and Rakic 2006). This trend is troubling if indeed the status of WH sites is not the tourism magnet advocates suggest (Shackley 1998). The stakes are especially high for developing countries who lack resources to experiment with economic development, and who are embracing the WH designation without full knowledge of the scope and type of tourism that WH status attracts. We question this trend, particularly based on the slim evidence of WH status' ability to attract greater numbers of tourists, especially over a sustained time period. Practitioners and scholars have called for further investigation of these issues (Boyd and Timothy 2006; Fyall and Rakic 2006; UNESCO World Heritage Committee 2008).

2.3 Destination and attraction branding and image making

WH status can be categorized as a "top brand" that may have strong enough "iconic value" to attract visitors (Buckely 2002, p. 1). For this paper, a *brand* is a person's perception of "World Heritage" or WH sites and the experiences they afford. A brand has meaning for individuals beyond its functionality and exists primarily in the audience's mind (Holland 2006; Kapferer 2008; Keller 2008). In the minds of visitors WH status will evoke many kinds of images; some of these will be positive, such as the promise of enriched visitor experiences, others will be negative, including the perspective that WH sites restrict visitor enjoyment with too many rules. WH status is also *iconic* in that for many visitors it is a globally significant cultural phenomenon that humanity shares and recognizes (Holt 2004).

The role of attractions' or destinations' brands and images in affecting tourists' decisions to visit have received increased attention in recent years (Echtner and Ritchie 2003; Morgan, Pritchard, and Pride 2002). However some confusion exists in the literature related to the conceptualization and measurement of destination images versus brands and further clarification necessary (Tasci and Kozak 2006). WH status can also be conceptualized as a public sector/non-profit brand; public sector brands, especially those with global associations, have received significantly less attention from researchers than other types of brands (Anholt 2002; Holland 2006).

A brand is communicated via a multitude of media including travel brochures, television programming, news broadcasts, personal blogs, and magazine articles. In this research project, the branding of Canadian heritage sites at WH sites examined thought an analysis of Internet sites and newspaper articles. This is explained next.

3. Methodology

Data collection focused on three sources of information: The branding of Canadian WH sites was documented through an examination of newspaper articles and Internet sites. The potential impact of the WH branding process was documented through an examination of tourist arrival and park fee figures associated with the five case study WH sites. The five most recently desgniated WH sites in Canada were selected; they represented both cultural and natural sites, well established (i.e. 10 years post designation) and newly established (i.e., less than 2 years). The sites included in this study were: Old Town Lunenburg, NS (1995); Waterton-Glacier International Peace Park, AB (1995); Miguasha National Park, QB (1999); The Rideau Canal, ON (2007); Joggins Fossil Cliffs, NS (2008).

3.1 Newspapers

For the newspaper analysis, the number and type of local and national newspaper reports related to the WH status of the five case study sites, was examined. The names of each of the five WH sites (e.g., "Rideau Canal") and "World Heritage" were used as key words for the search of the data base. Mentions in the database five years pre-inscription and five years post-inscription were identified and analyzed. This analysis looked at frequency of press coverage, the context in which mention of nomination/inscription appeared, and the potential contribution to the symbolic restructuring of each site. Content analysis of newspapers, limited to the Canadian Newsstand database, was collected and keyword-in-context-analysis was performed. Canadian Newsstand is a full text database providing access to articles, columns, editorials and features from over 170 Canadian newspapers. The database offers an overview of trends on the frequency and amount of media coverage. Furthermore, the analysis of the articles' content indicates how the inscription is portrayed by the media.

3.2 Internet sites

The Internet analysis was conducted in the spring of 2010. Google Search was utilized to search for the same key words that were employed in the newspaper search. The search engine was instructed to list 10 web pages per search page of search results; only the first three pages of search results (i.e., 30 sites) were analysed for the purposes of this projects as the majority of search engine users do not look beyond the first three pages of search results (Henzinger 2007 as cited by Pan et al. 2007). Each page identified by Google Search was analyzed for content; links from the site were followed to determine who the page/site author was, the kinds of interactive tools available and so on. The first web page to appear from each unique web site was analyzed for the following information: page rank (where the site appeared in the first three pages of the search results), agency responsible for its creation (e.g., gov't, individuals, NGO); use of UNESCO and World Heritage logos; presence of interactive opportunities (e.g., discussion forums or tools for posting comments to WH site managers) including social networking options via a direct link off the web page identified by the search; frequency which the phrase World Heritage appeared on the page; type of medium (e.g., press release, descriptive content, new article (facts), editorial) and type of mention (e.g., personal travel story, description of threat to the site, commercial promotion of site and tourism offerings); existence of tourism content (private or public sector).

3.3 Tourism activity at WH site

For the final stage of data collection we undertook a search of available statistics on visitor numbers pre- and post-designation. As some sites did not record visitor numbers prior to, or after WH designation, we relied also on tourist statistics for the regions where each WH site is located. Data sources and methodologies were evaluated and compared from the five sites as to whether or not they provide numbers that indicate significant changes in visitors. Follow up correspondence with site managers helped confirm and explain our observations. In addition to visits and observation of some of the sites, complementary data was gathered through master plans of development and promotional materials from the five WH sites.

4. Findings

The results of this exploratory research suggest a gap may exist between the intentions of the instigators of the nominations (federal and provincial government, local committees involved in the bidding process, concerned action groups and individuals, etc.), and the actual

use of the nomination in the media, as a marketing tool by those responsible for the site and its environs, or as a tourism development agent. While the inscription process is widely seen by those applying for the status as an agent of economic revitalisation and/or development, there is an apparent inconsistency regarding promotional activity subsequent to the site being added to the list.

4.1 Canadian Press coverage observations

The keyword-in-context analysis of the Canadian Press coverage indicated that a site's nomination for WH status was worthy of mention, as a considerably higher word count is attributed directly to the heritagization event after the inscriptions, as opposed to prior coverage (see Table 1). It is interesting to see how the Rideau Canal has attracted significantly more press coverage than the other four sites. This could perhaps be attributed to the fact that it commences in the Canadian Capital, where more urban Canadians are aware of the meaning of the nomination and the prestige attached to inscription, or maybe its multi-urban location engenders more reactions and adherence sentiment to the concept of heritage. In all five cases, mentions of the heritage sites in the newspapers were much more frequent once they become WH sites.

Most of the press articles which mentioned World Heritage reported on the fact that the nomination process favoured conservation practices and improved local awareness for the historic, cultural and natural values of the sites. They also identified the potential the status as a means to draw tourists and help local economic development. In fact, the Canadian federal government's tentative list of 11 candidate sites for the UNESCO designation in 2004 reported on how the designation acts as "a magnet for tourism dollars" (Boswell 2004). This ability is clearly reflected by Ballinger (1994) then Director of Operations for the Rideau Canal, who stated that the Canal's Management Plan "regarded … [the canal] … as a valuable tourism and recreational resource contributing substantially to the economy of eastern Ontario". The 2005 version of the Plan contains the same sentence indicating a clear commercial intent over at least a decade (Parks Canada 2005). This plan also identifies tourism development as one of the main incentives behind the activity to get the site inscribed on the WH list.

Interestingly, inscription on the list raises a fundamental contradiction: whilst the development of tourism is often depicted as going hand-in-hand with the conservation and preservation of WH sites, it can also contribute to their contamination and destruction. For example the Niagara Falls were once placed on a Canadian 'wish list' for sites to be inscribed, but they were rapidly discarded as tourism was considered to be already too developed and contributed strongly to a spoiling of the integrity and authenticity of the natural wonder (Boswell 2003). Despite the fact that current and future tourism development is now often planned in a "sustainable" manner, a site's inscription on the WH list is still seen as being contested through a series of critiques. While WH status is equated as a "magnet" for tourism, it is also seen as a deteriorating agent where the inscription itself takes a negative connotation, becoming an "academy award like nomination" where inscribing sites as "uninteresting" as the Rideau Canal "cheapens the designation and turns the exercise into nothing more than a money trap for tourists" (Cornish 2004).

4.2 Web page search observations

Internet search results produced some observations that ran parallel to the news article analysis. For example, threats to WH site conservation and preservation featured strongly as a theme on many web pages identified by the Google Search engine, largely developed by

non-government organizations and private citizens. The value of the WH logo for leveraging protection of heritage resources figured prominently on these pages and their affiliated web sites (e.g. Save the Waterton http://savewatertonglacier.com/). Another prominent category of sites were descriptive sites, which listed factual details of each WH site, but no editorial or opinion material (e.g., WH Centre http://whc.unesco.org/en/list). A third common content theme was tourism promotion, but to a lesser degree than expected; web sites developed and operated by private operators, consortiums of operators or even local destination marketing organization were underrepresented in the search results for each site. However, collaborative marketing efforts did exist (e.g., Rideau Heritage Route http://www.rideauheritageroute.ca/en/). Finally, individual web sites and blogs were surprisingly prolific; these featured individual's stories about visiting the WH sites or contained personal photo collections. The WH and UNESCO logos rarely appeared on the identified web pages; this is likely due to the tightened regulations associated with using these logos. However, these increased regulations likely retard the branding process of WH destinations. Exceptions included the US National Park Service's site on Waterton-Glacier and Trip Advisor – the WH logo appeared on these organization's web pages, representing an important co-branding opportunity. Previous Internet studies suggest the rank position of a specific search result has been shown to determine whether it will be reviewed and evaluated by an information searcher (Pan et al., 2007). International (e.g., WH Centre http://whc.unesco.org/en/list) and national government (e.g., Parks Canada http://www.pc.gc.ca/progs/spm-whs) web pages and the web sites they are affiliated with ranked highest in the Google Search results for all five WH sites. National and international government agencies' web pages were also the most prominent authors of web pages that popped up on the Google Search.

4.3 Tourism activity observations

Most of the data available on visitor numbers to Canada's WH sites has been gathered using different and varying methodologies and therefore contains deficiencies that invalidate a direct comparison. We have presented these findings below using symbols to indicate generalized trends in visitor numbers and other tourism activity indicators (e.g., park fees collected) for the year directly after designation. Interestingly, whilst Canadian newspapers often depicted such places as high profile sites, no explicit visitor numbers were reported in this media. Despite media claims to the opposite, there appears to have been little positive growth in visitor numbers after the inscription for most of the Canadian sites (See Table 2). Indeed, there was a discernable drop-off in visitors to some sites. This study does not address all of the contingent factors affecting individuals' decisions to visit WH sites. However, communication with park managers suggest the decision by the new administration at Miguasha National Park to charge an entrance fee after inscription and the increase of visitor fees at Waterton Lakes National Park after inscription likely had a negative impact on visitor numbers. Lower than expected visitor numbers following the designation of the Rideau Canal could be linked to events that characterized the 2009 tourist season including economic recession, high fuel prices, and poor weather. At all sites it is speculated that a lack of awareness of the meaning of the WH status/brand, lack of appropriate marketing material, and lack of tourism development budget resulted in no or only a small increase in WH site visitation immediately after designation (i.e. within the first year of inscription).

5. Discussion and Conclusion

The initial observations from this study suggest that World Heritage sites need to undertake more work in order to understand what specific attributes comprise the World Heritage brand and the individual sites on the List, and how their intrinsic attributes and qualities can be aligned with consumer's existing perceptions, valuations and their tourism requirements in order to optimally leverage the site's resources for today's generation without despoiling them for those yet to come. It also suggests that the authorities controlling such sites could better manage their press and media relations in order to communicate the core values of the overall process of World Heritagization, and the inherent values of the brand and each site to citizens within the local, national and international community, thereby creating a better understanding of the contribution the overall process makes to the impact of tourists, tourism and tourism operators that may support the sustainable management of WH sites and their regions. By viewing the process merely in terms of economic 'boosterism' is surely to miss the point of the List, and the values the inscribed sites imbue.

Future research is needed to understand many aspects of this important issue. For instance, little work has been undertaken on Canadian awareness of the inscription process, or the understanding Canadians have of the meaning of the brand and its status. Conducting a survey of WH site visitors that utilizes a stated preference approach would be one valuable method of exploring consumer valuations of the WH brand. Likewise, the difficulties in evaluating the impact of inscription created by inconsistencies in visitor numbers clearly need to be addressed. For example, the reported "exponential increase in visitors" reported at Joggins Fossil Cliffs appears unsupported by any data collected by the authorities. Finally, macro and micro geo-spatial analysis of WH sites would prove of interest in that it would allow researchers to better understand the value created by the proximity of sites to urban areas and their transportation corridors, and the marketing of the WH brand and sites that takes place within them. In other words this could indicate the effectiveness of brand marketing in communicating the core values of the brand and individual sites. This could be further linked to the data gathered in this project to gauge the impact and effectiveness of local press coverage on the branding process.

Bibliography

Anholt, S. (2002) National brands: The value of 'provenance' in branding. In N. Morgan, A. Pritchard and R. Pride, eds. *Destination Branding: Creating the Unique Destination Proposition* (pp. 42-56). Oxford, UK: Butterworth-Heinemann.

Ballinger, D., (1994) "Managing the Rideau Canal: Issues of Conservation and Tourism", ICOMOS Canada Bulletins, Vol. 3, no 3. http://www.icomos.org/icomosca/bulletin/vol3_no3.html

Boyd, S.W. and Timothy, D.J. (2006) Marketing issues and world heritage sites. In A. Leask and A. Fyall (Eds.), *Managing World Heritage Sites* (pp. 54-68). Oxford UK: Butterworth-Heinemann.

Boswell, A., (2004) "Canal up for World Heritage designation", *The Ottawa Citizen*, Ottawa, Ont: May 1 p. A4.

Boswell, R., (2003) "Canadian Sites considered for UNESCO acclaim", *National Post*, Don Mills, Ont.: Aug 28, 2003, p.A5

Buckley, R. (2002) *World heritage icon value: Contribution world heritage branding to nature tourism*. Queensland, Australia: Griffith University; Australian Heritage Commission; CRC Sustainable Tourism.

Bushell, R. and Eagles, P.F.J. eds. (2007) *Tourism and protected areas: Benefits beyond boundaries.* Oxfordshire, UK: CAB International.
Cornish, D. (2004) "It's just a canal". *National Post*. Don Mills, Ont: May 3 p. A13
CTV.ca News Staff (2008) Visitors taking history from N.S. world heritage sites. Friday July 18, 2008. CTV.ca. Retrieved October 5, 2008 from http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/20080718/joggins_cliffs_080718/20080718?hub=Canada
Eagles, P.J.F. and Halpenny, E. (2004) A sustainable tourism plan at Dinosaur Provincial Park - World Heritage Site. Paul Eagles and Associates: Waterloo, ON. Prepared for Alberta Parks and Protected Areas**:** 120.
Echtner, C.M. and Ritchie, J.R.B. (2003) The meaning and measurement of destination image. *The Journal of Tourism Studies, 14*(1), 37-48.
Fyall, A. and Rakic, T. (2006) The future market for world heritage sites. In A. Leask and A. Fyall (Eds.), *Managing World Heritage Sites* (pp. 159-175). Oxford: Butterworth-Heinemann.
Garrod, B. and Fyall, A. (2000). Managing heritage tourism. *Annals of Tourism Research, 27*(3), 682-708.
George, E.W. (2004) *Commodifying local culture for tourism development: The case of one rural community in Atlantic Canada.* Unpublished PhD, University of Guelph, Guelph.
Hall, C.M. and McArthur, S. (1998) *Integrated Heritage Management: Principles and Practice*. London: The Stationary Office.
Hall, C.M. and Piggin, R. (2002) Tourism business knowledge of world heritage sites: A New Zealand case study. *International Journal of Tourism Research, 4*, 401-411.
Harrison, D. and Hitchcock, M. (2005) *The politics of world heritage: Negotiating tourism and conservation*. Toronto: Channel View Publications.
Hawkins, D.E. (2004) Sustainable tourism competitiveness clusters: Application to world heritage sites network development in Indonesia. *Asia Pacific Journal of Tourism Research, 9*(3), 293-307.
Holland, D. (2006) *Branding for Nonprofits: Developing identity with integrity*. New York: Allworth Press.
Holt, D.B. (2004) *How brands become icons: The principles of cultural branding*. Boston, MA: Harvard Business School Press.
Kapferner, J.N. (2008) *The new strategic brand management: Creating and sustaining brand equity long term.* (4th ed.). London: Kogan Page.
Keller, K.L. (2008) *Strategic brand management: Building, measuring, and managing brand equity, 3rd ed.* New Jersey: Prentice Hall.
Leask, A. and Fyall, A. (2006) *Managing world heritage sites*. Oxford: Butterworth-Heinemann.
Mazanec, J.A. and Strasser, H. (2008) Perceptions-based analysis of tourism products and service providers. *Journal of Travel Research, 45*(4): 387-401.
Morgan, N., Pritchard, A., and Pride, R. (2003) *Destination branding: Creating the unique destination proposition.* Oxford: Butterworth-Heinemann.
Pan, B., and Fesenmaier, D. (2001) A typology of tourism-related web sites: Its theoretical background and implications. *Information Technology and Tourism, 3*, 155-166.
Parks Canada (2005) *Rideau Canal, National Historic Site of Canada, Management Plan.* Ottawa: Government of Canada
Pike, S. (2007) Consumer-based brand equity for destinations: Practical DMO performance measures. *Journal of Travel and Tourism Marketing, 22*(1), 51-61.
Quelch, J. (1999). Global brands: Taking stock. *Business Strategy Review, 10*(1), 1-14.

Schiffman, L.G., Kanuk, L.L., and Das, M. (2006) *Consumer Behaviour*, 1st Canadian Edition. Toronto: Pearson Education.
Shackely, M. (1998) *Visitor management: Case studies from world heritage sites*. Oxford: Butterworth-Heinemann.
Sirakaya, E. and Woodside, A.G. (2005) Building and testing theories of decision making by travellers. *Tourism Management, 26*, 815-832.
Sirgy, M.J. and Su, C. (2008) Destination image, self-congruity, and travel behavior: Toward an intergrative model. *Journal of Travel Research, 38*, 340-352.
Tasci, A.D. and Kozak, M. (2006). Destination brands vs destination images: Do we know what we mean? *Journal of Vacation Marketing, 12*(4), 288-317.
UNESCO. (1972) *Convention concerning the protection of the world cultural and natural heritage - Adopted by the General Conference at its seventeenth session. Paris, 16 November 1972.* Paris, France: United Nations Education, Scientific and Cultural Organization.
UNESCO. (2008) *Operational guidelines for the implementation of the World Heritage Convention*. Paris, France: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization - Intergovernmental Committee for the Protection of the World Cultural and Natural Heritage - World Heritage Centre.
UNESCO World Heritage Committee. (2008) *Item 5 of the provisional agenda: Report of the World Heritage Centre on its activities and the implementation of the World Heritage Committee's Decision - Proposal for new strategic directions for partnerships (WHC-08/32.COM/INF.5D).* Presented at the World Heritage Committee 32nd session, Quebec City, Canada, 2-10 July, 2008.
Wall Reinius, S. and Fredman, P. (2007) Protected areas attractions. *Annals of Tourism Research, 34*(4), 839-854.
Wearing, S., Archer, D., and Beeton, S. (2007) *Sustainable marketing of tourism in protected areas: Moving forward*. Queensland: CRC Sustainable Tourism.
World Heritage Centre (2009) *World Heritage list*. Retrieved June 30, 2009, from http://whc.unesco.org/en/list

Table 1: Keyword-in-context analysis of Canadian newspapers

WH site	Inscription year	Total articles	Pre inscription	Post inscription
Old Town Lunenburg	1995	43	0	47
Waterton-Glacier International Peace Park	1995	87	3	83
Miguasha National Park	1999	25	1	24
The Rideau Canal	2007	198	40	148
Joggins Fossil Cliffs	2008	27	10	17

Table 2: General trends in tourism activity after WH site designation

WH site	Visitor #s immediately after designation	Observations from site managers
Old Town Lunenburg	↑[2, 3]	
Waterton-Glacier International Peace Park	↓[1]	Park fee increase may have resulted in lower numbers on and after year of inscription
Miguasha National Park	↓[1]	Park fee increase may have resulted in lower numbers on and after year of inscription
The Rideau Canal	= [1, 3]	Poor weather, economic recession, high fuel prices affect tourism travel and park fees
Joggins Fossil Cliffs	↑[3]	Little data available prior to designation; a highly remote site

Data sources: [1] Park or canal use fees collected; [2] Hotel rooms sold; [3] Attraction visitation (e.g., number of museum visitors)

Sustainable Tourism and Market Access Strategy for the Douro Valley of Portugal

Dr. Don Hawkins
(George Washington University)
&
Jim Dion
(National Geographic Society)
&
Nuno Fazenda
Commisão de Coordenação e Denvolvemento Regional Nortw

Dr. Don Hawkins
Eisenhower Professor of Tourism Policy
School of Business
George Washington University
Washington, DC, USA
Email: dhawk@gwu.edu

Jim Dion
Business Development Associate
Maps Division
National Geographic Society
Email: jdion@natgeomaps.com

Nuno Fazenda
Regional Planner
Commisão de Coordenação e Denvolvemento Regional Norte (CCDR-N)
Email: nuno.fazenda@ccdr-n.pt

Sustainable Tourism and Market Access Strategy for the Douro Valley of Portugal

Abstract:
The National Geographic Society encourages adoption of geotourism under the auspices of the Society's mission of promoting geographic knowledge. Geotourism is defined as "tourism that sustains or enhances the geographical character of a place – its environment, culture, aesthetics, heritage, and the well-being of its residents."
In 2009, National Geographic began work with the Regional Coordination and Development Commission (CCDR-N) based in Portugal to develop a geotourism destination approach for the Douro Valley Region—which includes three inscribed World Heritage Cultural Sites: the *Alto Douro* region, the *Prehistoric Rock Art Sites in the Coa Valley,* and the *Historic Center of Oporto*. The objective of the initiative was to provide an operational sustainable tourism development plan for key stakeholders in the Douro Valley in order to gain additional tourism market share in specific niche markets.
The geotourism collaboration with local stakeholders is designed to help the Douro Valley improve its market position by providing potential visitors knowledge of the region's unique placed-based assets and of the abundance of authentic experiences that can be enjoyed in the destination. This paper describes the geotourism approach to destination development and its application to the Douro Valley, including:

- Aspects of destination stewardship, including world heritage site management and multi-stakeholder engagement;
- Description of a National Geographic co-branded website, equipped with a unique interactive geotourism map viewer, and companion hard copy Geotourism MapGuide, designed to stimulate visitors to come to the region, and provide information for them to plan their travel in ways that will enhance benefits for local people. Visitors will have adequate information about the region so that they can make informed decisions of where to go, what to do, see, feel, eat, drink, recreate and experience in ways that will help to conserve and preserve the unique authenticity of the region.

Local people will be represented through civil society involvement in the Douro Valley World Heritage Working Group will be the primary entity of interaction locally within the project, and will be envisioned as a permanent public-private sector partnership that will exist to guide the sustainable tourism development of the region after the project initial project is completed. Two international conferences were help to introduce the geotourism concept and implementation steps. Measures of success are given to evaluate the geotourism approach to destination management.

Keywords: geotourism, destination management, sustainability, world heritage

Sustainable Tourism and Market Access Strategy for the Douro Valley of Portugal

Purpose

This paper is the culmination of six months of collaboration between Comissão de Coordenação e Desenvolvimento Regional (CCDR-N) and the National Geographic Society. It offers targeted solutions to increase the sustainable growth of the tourism industry in the Douro Valley of Portugal through increased international market awareness of the region as a premiere World Heritage Destination. The goal of this paper is to provide an operational "way forward" for key stakeholders in the Douro Valley in order to gain additional tourism market share in specific niche markets.

The Douro Valley

The region known as the Douro Valley is located in Northern Portugal and runs along the Douro River from Portugal's second city of Porto to the frontier with Spain. The area of the Douro Valley which is most recognizable, and on which the majority of this report will focus, is known as the *Alto Douro* region (see Map). It is a UNESCO World Heritage site, inscribed as a cultural landscape due to its rich history of wine growing amid unique terraced hills. The greater Douro Valley region is also home to two other World Heritage sites: the *Prehistoric Rock Art Sites in the Côa Valley* and the *Historic Centre of Oporto*.

While the Douro Valley is a very attractive, varied and authentic destination, it is still relatively untouched by mass tourism. The high quality of the wine, vineyards and wineries represent the first elements of attraction to the destination, coupled with a spectacular multi-seasonal landscape. Cultural richness, in terms of hospitality, excellent gastronomy and a burgeoning arts scene, complement the offer and constitute the pride of the area's residents (World Center for Measuring Excellence in Destinations, 2008) .

World Heritage in the Douro Valley

The Douro Valley is home to three World Heritage sites: the *Historic Centre of Oporto*, the cultural landscape of the *Alto Douro Wine Region*, and the *Prehistoric Rock-Art Sites in the Côa Valley* (UNESCO, 2010). Uniquely, the three sites represent a varied experience for the traveler and if unified, provide an opportunity for a more cohesive regional destination.

This paper recognizes the potential benefits of World Heritage sites as primary hubs for regional economies, and suggests the implementation of a suite of activities needed to foster the necessary linkages between conservation of cultural and natural heritage, the development and marketing of local goods and services, and the assurance of quality.

Additionally, this paper proposes the Douro Valley as a demonstration site of best practices for World Heritage Site management, which would generate replicable and integrated approaches that tie conservation and sustainable tourism within a regional context. It would also ensure the Douro Valley's reputation as a leader in the field of sustainable tourism management.

Geotourism

Geotourism is defined as, "tourism that sustains or enhances the geographical character of a place – its environment, culture, aesthetics, heritage, and the well-being of its residents." (Tourtellot, 2003)

Founded in 1888, the National Geographic Society (NGS) is one of the world's largest nonprofit scientific and educational organizations. Its mission is to increase and diffuse geographic knowledge while promoting conservation of the world's cultural, historical, and natural resources. National Geographic encourages adoption of Geotourism strategies around the world through the National Geographic Maps Division.

Geotourism Charter

Geotourism is founded on a set of principles that foster enhancement of sustainable destinations. Destinations all over the world have signed Geotourism Charters with National Geographic in order to support sustainable tourism as a strategy to protect their authentic tourism assets. These principles are most clearly espoused in a Geotourism Charter, a document that demonstrates commitments by a set of local stakeholders to the principles included therein.

Often a local entity represented by various organizations and interests – such as a newly formed Geotourism Stewardship Council – will use these principles in creating and administering a comprehensive Geotourism approach. This approach includes activities to identify, sustain, develop and market the Geotourism assets of a place.

1. Cultural richness: Respect and enhance the historic heritage, authentic culture, traditions and distinctiveness of host communities and local destinations.
2. Physical integrity of landscapes: Maintain and enhance the quality of landscapes, both urban and rural, so that the physical and visual integrity is not degraded.
3. Biological diversity: Support the conservation of natural habitats, plants, and wildlife, and minimize damage to them.
4. Environmental purity and resource efficiency: Minimize pollution of air, water, and land (including noise and excessive lighting), generation of waste, and use of scarce and non-renewable resources.
5. Local quality of life and social prosperity: Maintain and strengthen the quality of life in local communities, including access to resources, amenities and social benefits for all, avoiding social degradation or exploitation in any form.
6. Local control and involvement: Engage and empower local communities in planning and decision making about the management and future development of tourism in their area, in consultation with other stakeholders.
7. Employment quality: Strengthen the quality of local jobs created and supported by tourism and related businesses, including the level of pay, conditions of service and availability to all without discrimination by gender, race, disability, age, or in other ways.

8. Visitor fulfillment: Provide a satisfying and fulfilling experience for visitors, available to all without discrimination, and encourage interactive interpretation by engaging both visitors and local communities in the learning process.
9. Appropriate market positioning: Match needs and interests of desired visitors with goals, products and services proposed.
10. Economically viable tourism destinations and enterprises: Ensure the competitiveness of tourism destinations and enterprises, and maximize tourism's local contribution and visitor spending, so that destinations are able to continue to prosper and deliver benefits over the long term.
11. Quality of governance: Establish sustainability policies, including planning, environmental protection, and management systems, supported by the necessary infrastructure appropriate to the character of the destination.
12. Evaluate outcomes: Measure results by quality of tourism impact; minimize harm (not only by mere headcount or gross revenue) in keeping with a community plan for responsible tourism.

The Geotourism Approach

In 2003, the NGS Center for Sustainable Destinations (CSD) inaugurated a new product combining the expertise of CSD, the design capabilities of NG Maps, and the involvement of local residents of tourism destinations to facilitate wise stewardship of cultural, historic, and natural resources. The new program focuses on a stakeholder-driven process to develop a website and a map that function as tools to implement *Geotourism*.

Geotourism projects engage people in an intimate, personal way with the National Geographic name and message.

Thirteen self-funded Geotourism MapGuide projects have been completed or are underway in six countries; four more are pending. Typically, each requires convening a local Geotourism Sustainability Council (a national, region or local nongovernmental or public/private entity) and eliciting grassroots participation with extensive local media coverage over the course of year. It may go by any name or coalesce around an existing group.

The Geotourism Program not only promotes Geotourism assets, but also helps local communities discover their distinctive tourism assets while providing them with economic incentives for protecting those assets. A Geotourism MapGuide is a double-sided map-brochure of superior quality, conveying Geotourism information through the map and accompanying text blocks. Additionally, an affiliated rich-content Geotourism Website is produced with an interactive map viewer.

Co-branded with the destination, the MapGuide and Website are intended for wide distribution, preferably free of charge. Geotourism MapGuides and Websites are typically

Geotourism Approach
At-a-Glance

- Inaugurated in 2003
- Thirteen projects completed or underway
- Utilize input from local stakeholders through nomination process
- A local council of private, public, and non-profit representatives serves as steering committee
- National Geographic provides ongoing assistance
- Online NG co-branded MapGuide with rich interface houses edited content
- Companion print guides can also be produced and distributed through NG publications
- Metrics are identified to measure success for long-term project sustainability

funded by the destination, although they can also be funded by third parties and/or advertising revenues, as long as NGS maintains control of editorial content.

Application to the Douro Valley

In addition to attracting more travelers to the region, a Geotourism strategy can produce many benefits for local communities. Geotourism destinations and their surrounding areas can enjoy an immediate increase in national and international visibility, in accordance with the types of Geotourism tools chosen and the ways in which they are distributed within and outside the community.

The entire local community stands to benefit from the strategic approach to managing its burgeoning tourism industry and maintaining the quality of life, cultural heritage and environmental qualities that drive growth and economic diversification. Community stakeholders will gain a better understanding of, and appreciation for, their unique environmental, cultural, historical, and scenic assets, as well as the importance of protecting and conserving those assets. As the local economy improves, they will have an economic incentive for sustaining the area as a Geotourism destination, avoiding many of the negative impacts that plague other tourist destinations and ensuring that local Geotourism assets are protected for future generations of both visitors and residents.

Market Access Strategy

Because tourism is a global multi-sector industry it can be heavily affected by economic and social trends. An analysis of the current macroeconomic context and influential industry allows this paper to provide key recommendations that will assist the Douro Valley to position itself in the world marketplace, avoid potential threats, and better target key high-value consumers.

Tourism in Portugal

Tourism is a priority strategic sector for Portugal (Ministry of Economy and Innovation, 2006). The country has been successful in maintaining fairly consistent growth year-over-year, particularly since 2005, which was considered to be a watershed year for targeted marketing of the country. The lifeblood of the country's tourism industry is the Algarve and Madeira, which offer pleasant coastal destinations for many European travelers, and Lisbon, a unique urban destination and a gateway to many other regions of the country (Instituto Nacional de Estatistica, 2009).

Like many European countries, 2009 proved to be the hardest year of the global economic crisis and a difficult year for tourism in Portugal, which demonstrated a loss of $2 billion to its economy (World Travel & Tourism Council, 2010). However, prospects for 2010 seem to be increasingly positive, in line with the global rebound from the economic crisis: direct industry contribution to GDP is expected at $14 billion, 1.4% growth year over year (World Travel & Tourism Council, 2010).

Tourism in the Douro Valley

Douro Valley retains a small percentage of total tourists to Portugal, roughly 1%, the vast majority of which (85%) are domestic travelers (Instituto Nacional de Estatisticas, 2009).

The national government has made the Douro Valley a priority region for development, including utilizing marketing and outreach as a main tactic to grow the region's economic capacity. The area is rich in resources – both built and natural: there is exceptional infrastructure in terms of roads and transportation, it is well positioned near a prime gateway (Porto), has ample accommodations, restaurants, and attractions. However, total overnights

and hotel capacity remains low, especially when compared with other areas of Portugal (Instituto Nacional de Estatisticas, 2009).

World Heritage Site Management

Being listed as a Word Heritage Site can often enhance a destination's attractiveness to tourists, and eventually become a substantial income earner. However tourism can often threaten a World Heritage Site's authenticity, preservation, and proper management (International Council on Monuments and Sites, 1993).

As with all World Heritage properties, Douro Valley must continue to ensure proper safeguards are in place to conserve all three sites – in this case a significant challenge as the Valley itself is considered a "cultural landscape" consisting of both social and environmental elements. Urbanization, fluctuating economic demand, and changing ways of agricultural life threaten the historic wine production techniques and terraced landscapes for which the region has become known. Douro Valley stakeholders have made valiant efforts in this regard to date but must continue to assess, evaluate and implement interventions that ensure the wellbeing of the sites.

Multi-stakeholder Engagement

The Douro Valley could benefit from increased collaboration among private and public sector stakeholders. Institutional capacity, in terms of destination management could use additional improvement. The development of a Destination Marketing Organization, Turismo do Douro, has been an exciting first step in the right direction. Its initiatives to brand and market the region have been beneficial to begin growing the tourism industry in the region. However, more destination *management* initiatives could provide additional assistance to local stakeholders. Because the level of communication is relatively weak among public, private, and non-profit sectors, a result, many businesses in Douro Valley remain "price takers" on the market and have little control over the price of their products and the quality of consumer visiting the region.

World Heritage Travel

UNESCO (United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization) created the World Heritage program as part of its mission to identify, protect, and preserve "cultural and natural heritage around the world considered to be of outstanding value to humanity". Being on the World Heritage (WH) list brings, among other things, heightened public awareness and prestige that come with the World Heritage brand.

A recent research study reveals that 78% of all leisure travelers participate in cultural and/or heritage activities while traveling, translating to 118.3 million adults each year. With cultural and heritage travelers spending an average of $994 per trip, they have the potential to contribute significantly to the local economy.

Though little formal data has been collected, the UNESCO World Heritage Center concedes that inscription of a destination can often warrant a boost in tourism. Relevant to the Douro Valley, several trends are currently converging to create an ideal (and growing) market segment for travelers specifically interested in World Heritage. According to the UNESCO World Heritage Center:

- Tourists are becoming more interested in environmental protection;
- Interest in cultural tourism seems to be expanding;
- Tourists increasingly want "authentic" experiences with other cultures and lifestyles;
- Consumers are seeking more active and educational holidays; and
- Visits to protected areas are on the rise (Pedersen, 2002).

Travel to the Douro Valley has remained static since the inscription of the region as World Heritage site. However, as mentioned previously, there has not been any considerable comprehensive marketing initiative to leverage the World Heritage status.

Because the Douro Valley is rich with three remarkable World Heritage sites and ably linked to ten other Portuguese inscribed sites, the area is a prime location to utilize its World Heritage status as a means to attract high-valued travelers as well as organize businesses and other stakeholders around the conservation and collective promotion of the region's World Heritage assets.

Geotourism MapGuide

The Douro Valley Sustainable Tourism Council will be the sole management body overseeing the development and implementation of a Geotourism MapGuide. This catalytic product will be the inaugural activity of the DVSTC and will raise initial awareness about the council among tourism businesses and residents. The MapGuide can be produced in two different formats: an interactive online map that continues to evolve over time with new input, and a static print map that can be retailed at local venues or in foreign tourism offices, or can be distributed along with editions of *National Geographic Magazine* or *National Geographic Traveler.*

Online Interactive MapGuide

The centerpiece of the website will be a dynamic map viewer, utilizing the Microsoft Virtual Earth platform and presenting scores of Geotourism destinations. A map icon will represent each site, and Icon designs will symbolize particular categories decided upon by local stakeholders. In the past icons have included: cultural heritage, wildlife, town life, geology, changing landscape, outdoor recreation, and festivals and events. Mousing over an icon will call up a brief description of the destination; a mouse click will send users to a webpage summarizing the destination. Users will be able to search by location and subject, and will be able to view destination categories all together, one at a time, or in various combinations.

The site will also include full implementation of solutions that enable nomination of additional sites by the Douro Valley partners and potentially by the general public. These will include online forms for submission of content and the ability to review, edit, accept or reject, and update the submissions. The website will utilize the unique GeoConsensus toolkit, combining key travel planning and destination marketing tools.

The home page will provide a compelling entryway into the site, featuring rotating lead and secondary articles and/or featured Geotourism sites. It will include a site wide search function and a prominent link to the map viewer.

The GeoConsensus online tool allows tourism authorities to track use of the system.

- Results can be measured down to the individual location content. Site managers and content contributors alike can see how many people are looking at each specific item, month-by-month.
- Overall site metrics help portal managers monitor the health of their content contribution community and site content.
- Portal mangers can also track people who come to the site and register to order map guides, eNewsletters and to save their favorite content. These visitors are called "site subscribers." The system records fulfillment and eNewsletter history for each subscriber, including eNewsletter open rates, bounce rates—even how per-item click from an eNewsletter.

- A growing subscriber base is a key result of an online Geotourism MapGuide, revealing for individual subscribers, their source and the things that interest them the most. That enables custom-tailored future communication with subscribers, and a higher conversion rate from subscriber to actual visitor.

Printed Map

A Geotourism MapGuide can be both a website and a double-sided foldable map of superior quality, conveying Geotourism information through scores of map notes and several accompanying text blocks highlighting local expertise. The printed map version encompasses information from the Geotourism website captured at any one particular time. Co-branded with the destination through a local working group, the MapGuide is intended for wide distribution, preferably free of charge, but can be used as a source for revenue generation.

MapGuide Development

Creation, schedules, and delivery times for both the hard copy and Geotourism MapGuide website are similar. To solicit nominations, a public-private Geotourism Stewardship Council (GSC)**,** composed of residents and stakeholders, is organized to oversee Geotourism strategy and to invite local participation in creating the MapGuide:

One or two of the National Geographic on-site visits can be used to aid in publicity for launching the project and/or rolling out the completed MapGuide.

Activities in the process include:

- Council members collaborate with local tourism stakeholders on community outreach and identifying potential points of interest for the map.
- Equipped with site nomination guidelines, print and online forms and information, council members and affiliates engage local residents and organizations in discussing the nature of Geotourism and how to nominate the types of sites, attractions, or activities that are most appropriate for the map.
- An online site-nomination website, powered by user-friendly *GeoConsensus* software, provides an interactive platform for receiving and reviewing site nominations, supported by photos, audio, and video. The amassed data forms the content basis for both print and online MapGuides.
- Portal editors supervised by the GSC review the material according to Geotourism guidelines, and NGS begins editorial processing, periodically checking with the GSC on design photo selection, accuracy of facts, and local expertise to feature in text blocks.
- After the completion of the MapGuide, the Council continues as a permanent body. Applying the Geotourism principals as a guiding framework, the Council oversees updates of the Geotourism website, supervises implementation of the Geotourism Code or equivalent for businesses, explores ways to enhance unready Geotourism assets, and defines and directs the next steps to foster wise stewardship of the destination.

MapGuide completion generally occurs within one year of securing funding and after the establishment of a Geotourism stewardship council, with whom the MapGuide is co-branded. The final delivery schedule will depend on the project period, the availability of suitable source data, and other factors.

MapGuide Distribution

The development of the Geotourism MapGuide is only one part of a series of important events that will ensure growth in targeted tourism sectors in the Douro Valley. Distribution of the MapGuides (thereby including distribution of many of the small and

medium enterprises contained therein) is a crucial element to ensure optimal brand awareness for the region as well as to drive traffic to relevant sales channels.

National Geographic Traveler is the world's premiere source of information for travelers of all budgets and interests, whether theme- or geographically-based. Quality articles are produced by leading travel writers, journalists, and entrepreneurs and provide insight to fascinating destinations and the art of travel. Because *Traveler* is such an excellent source of information, readership rates extend far beyond the normal print run; at an average of 4 views per magazine, *Traveler* has the largest readerships in the world for tourism-related content: 16 million.

Making the MapGuides available at key gateways and travel hubs can generate interest in additional attractions and undiscovered small- and medium-sized enterprises.

Activities Required:

- Identify key travel hubs such as airports, rental car agencies, bus stops, hotels, tourist info centers, and attractions within Douro, Porto, and other gateway cities such as Lisbon;
- Select the amount of maps to distribute to each location and complete new order if necessary;
- Develop distribution plan, including necessary human resources and system for monitoring availability levels; and
- Distribute to pre-identified locations.

Local placement of the MapGuides will provide an opportunity to meet two of the main challenges faced by the Douro Valley – increasing length of stay and spreading economic impact to smaller businesses – by informing local travelers or the domestic market of new and exciting opportunities that they may not have been aware of. The MapGuide also serves as a tangible reminder of the Douro Valley experience which can encourage repeat visits or be used to compliment word-of-mouth marketing by travelers to Douro.

Online Delivery

It is impossible to overstate the importance of online marketing and brand maintenance to the tourism industry. The Geotourism Program provides an opportunity to drive traffic from a number of sources to a comprehensive information gateway.

Activities:

- Identify online strategy to include:
    - Social media positioning activities that create a Douro Valley Geotourism presence on the most popular sites and networks such as Flickr, Youtube, Twitter, and Facebook;
    - Launch a Google AdWords campaign that will provide instantaneous and tailored, clickable marketing;
    - Undergo a Search Engine Optimization process by building on the GeoConsensus platform and including important key words within the text; and
    - Utilize the National Geographic mailing list to send targeted e-postcards that inform the reader about the Douro Valley and how they can make a booking.

Online marketing is a low-cost solution that can provide exponentially increasing results with little upfront investment. The Internet is an important space with a great deal of information. The Douro Valley must manage information available on the Internet in order to drive traffic to a reliable source, leading to a potential for sales while managing the destination's image.

Douro Valley World Heritage Working Group

An important additional benefit of the National Geographic Geotourism Program is the development of a stakeholder council developed as part of the management of the program. In the Douro Valley, a variety of organizations, associations, and government agencies provide a tapestry of initiatives yielding disjointed efforts to market and manage the Douro Valley. Stakeholder engagement and collaboration is a key gap in successful sustainable economic growth in the region. Through the development of a Douro Valley World Heritage Working Group, the region's stakeholders will have a singular body to provide comprehensive destination management.

Mission

Tourism is a composite industry with a broad value chain that reaches several sectors. Growth in the Douro Valley's tourism industry has the potential for broad positive economic impact linked not only to accommodations, tour operators, and transportation, but also to other services and the region's other main industry, wine production. An increase in international awareness of the Douro Valley has the potential to boost sales of local wine as well as position the area as an attractive place to do business.

Utilizing tourism as the main tool with which to represent the Douro Valley to the rest of the world, the Douro Valley World Heritage Working Group will increase the competitiveness of the region by raising the awareness of the Douro Valley's strong cultural heritage, advanced infrastructure, educated population, and unique products. It will also provide tourism businesses, affiliated organizations, and academic institutions with innovative and sustainable solutions for marketing, sales, and operations.

Objectives

1. Brand the Douro Valley of Portugal as a premiere World Heritage destination through innovative marketing solutions and successful network building;
2. Increase the number of – and length of stay by – conscientious travelers to the Douro Valley;
3. Provide a mechanism for regional tourism businesses to better cooperate to achieve key goals that will increase profitability and manage local challenges; and
4. Equip local stakeholders with the tools to ensure the preservation of the region's cultural and environmental landscape while bolstering the capacity of local businesses to utilize sustainable operations.

Potential Partners/Stakeholders

Commissão de Coordenação e Desenvolvimento Regional do Norte (CCDR-N)
Estrutura de Missão do Douro

- Turismo do Douro
- Turismo de Portugal
- Associação Rota do Vinho do Porto
- Instituto dos Vinhos do Douro e Porto (IVDP)
- Direcção Regional da Cultura Norte (DCRN)
- Alto Douro Vinhateiro – Liga dos Amigos do Douro Património Mundial
- The National Geographic Society (NGS)
- UNESCO World Heritage Centre Sustainable Tourism Programme

Structure

While all are invited to participate in the Working Group, a Steering Committee will be formed in order to ensure the sustainability of the initiative through administration, project management and delegation of activities. The Steering Committee will manage finances and provide regular reports to the General Body. Issue Committees based on pre-identified initiatives (such as site maintenance, festivals, Quality Mark) and particular regional issues (Eastern, Western) will provide key inputs to the General Body.

Measures of Success

The nature of tourism as a multi-sectoral, experiential product can often make measuring impacts difficult. However, it is imperative that data be collected in order to understand the efficacy of particular programs and identify areas of improvement across the destination.

The following measures of success (MOS) and predicted outcomes have been identified as primary objectives for the Douro Valley as part of increased attention to proper World Heritage site management, increased awareness of marketing needs, implementation of cooperative strategies, and desire for strong economic growth centered on the tourism industry.

- Number of visitors to the Douro Valley Sustainable Tourism Initiative website;
- Raised profile of the Douro Valley in the international tourism marketplace as a premier cultural heritage destination;
- Economic improvement of locally-owned tourism enterprises (increased sales, increased length of stay, increased visitation during shoulder months);
- Increase in the public awareness of the social, cultural, and economic value of the World Heritage site;
- Partnerships and joint initiatives among private sector businesses, protected area managers, and local communities to ensure strong links between conservation and tourism development efforts, both locally and regionally;
- Enhanced capacity of communities, site-managers, and the private sector to launch collaborative regional ventures optimizing income and employment generation for local residents;
- Strengthened and sustained destination management organization using World Heritage sites as central hubs for promoting/marketing local goods and services;
- Local products promoted by regional and national governments;
- Innovative energy saving projects implemented at sites and in local communities;
- New methods for developing and implementing World Heritage interpretation programs linked to regional tourism circuits and the related local attractions and goods and services;
- Establishment of planning and management mechanisms involving site staff, local communities and the private sector, for conservation and tourism development and the development of regional techniques for visitor management and coordination; and
- Regional learning platform to promote increased management capacity of World Heritage staff and other stakeholders.

Conclusion

This report has provided recommendations to increase the sustainable growth of the tourism industry in the Douro Valley through innovative marketing and market access solutions as well as methodologies that will strengthen inter-sectoral dialogue within the

region. In order to capitalize on these suggestions, the following next steps should be accomplished in the short term:

- Identify necessary funding sources and secure funding for short-term initiatives
- Meet with UNESCO World Heritage Center to identify programmatic synthesis and initiate pilot project
- Proceed with final contractual negotiations with National Geographic for the Map Guide Project
- Identify membership and deliver invitations for Douro Valley World Heritage Working Group
- Finalize management structures, roles and responsibilities for Douro Valley World Heritage Working Group
- Identify scope of activities for the Working Group, including short term and long term goals, and the prioritization of activities, including the development of the Quality Mark system
- Provide first public outreach regarding the new initiative, leveraging discoverdourovalley.com as a communication tool.

Bibliography

Instituto Nacional de Estatistica. (2009) *Estatisticas do Turismo 2008.* Lisbon: INE.
Instituto Nacional de Estatisticas. (2009) *Anuarios Estatisticos Regionais 2008.* Lisbon: INE.
Instituto Nacional de Estatisticas. (2009) *Estatisticas do Turismo 2008.* Lisbon: INE.
International Council on Monuments and Sites. (1993) *Tourism at World Heritage Cultural Sites: The Site Manager's Handbook.* Madrid: UNWTO.
Ministry of Economy and Innovation. (2006) *National Strategic Plan for Tourism.* Lisbon: MEI.
Pedersen, A. (2002) *Managing Tourism at World Heritage Sites: A Practical Manual for World Heritage Site Managers.* Paris: UNESCO.
Tourtellot, J. (2003 йил October) *Geotourism survey shows millions of travelers care.* From National Geographic News: www.news.nationalgeographic.com/news/2003/10/1024_031024_travelsurvey.html
UNESCO. (2010). *List of UNESCO World Heritage Sites.* Retrieved 2010 from UNESCO: www.whc.unesco.org/en/list
World Center for Measuring Excellence in Destinations. (2008) *SMED: Douro Valley North Portugal.* Montreal: CED.
World Travel & Tourism Council. (2010) *Travel & Tourism Economic Impact 2010: Portugal.* London: WTTC.

Religious and Secular Conflicts in the Management of UNESCO Heritage Sites: A Case Study of Vladimir, Russia

Nicholas Hryhorczuk
(University of Illinois at Urbana Champaign)
&
Bruce E. Wicks
(University of Illinois at Urbana Champaign)

Nicholas Hryhorczuk
University of Illinois at Urbana Champaign
Champaign, IL 61820-5711
Email: Mukola@gmail.com

Bruce E. Wicks
University of Illinois at Urbana Champaign
Champaign, IL 61820-5711
Email: wicks.bruce@gmail.com

Religious and Secular Conflicts in the Management of UNESCO Heritage Sites: A Case Study of Vladimir, Russia

Abstract:
Vladimir, Russia is a beautiful and historic city, on the banks of the Klyazma River, 200 kilometers east of Moscow. The city is home to three UNESCO World Heritage sites: the Golden Gates, and the Assumption and Demetrius Cathedrals. The sites are beset with complex ownership issues because of the city's long and complicated history. Ownership and management of the sites, over the past century, has changed with changing governments.
The Soviet Union was officially an atheist state from 1928 to 1939 and then a secular state until its dissolution in 1990. Marxism-Leninism advocated suppression, control, and ultimately the elimination of formal religion. In 1922, many Church buildings were confiscated and converted to warehouses, stables, or simply destroyed. Fortunately many artifacts were relocated and the former Soviet regime preserved the structures that it deemed to possess significant historic or architectural value. Management of these cultural resources, in Vladimir, was taken over by the Museum Reserve in 1958.
The Museum Reserve is a semi-autonomous federal agency possessing considerable authority over the cultural assets it manages. The Museum Reserve manages the church-based heritage sites even as the Orthodox religion is rebounding in Russia today. Since, 1960, Alice Axenova, has headed the Vladimir and Suzdal, History, Architecture and Art Museum Reserve. Under the guardianship of Axenova, a comprehensive restoration of architectural monuments and ensembles was carried out and a variety of museum exhibitions representing works of old Russian masters, book treasures, paintings, drawings and decorative-applied art were created. Much of the management success of Vladimir should be attributed directly to Axenova, who understands the value of negotiating on a local level, and has consciously maintained a respectful and open relationship with the Church. Still, the management of church-based heritage sites in Russia today has two potential conflicts: between leaders in the Orthodox Church and the Museum Reserve who struggle with issues of ownership, repatriation of artifacts and sharing costly maintenance, and between the church leaders and tourist/tour operators to strike an appropriate balance between casual visitation and serious worship.
This conflict took a national stage in January, 2010 when Prime Minister Vladimir Putin signed an order to transfer the Novodevichy Convent from the State Historical Museum to the Russian Orthodox Church. The transfer, if passed by the Duma, would set a precedent for rights of possession and jeopardize Russian museums and their role in site management. Putin, and the Russian government, should learn from Vladimir when outlining their strategy for the Novodevichy Convent transfer and the future relationship between Museums and the Church. These relationships and negotiations are instrumental in the future development and management of UNESCO World Heritage Sites of spiritual importance.

Keywords: UNESCO, Heritage, Tourism, Russia, Vladimir.

Religious and Secular Conflicts in the Management of UNESCO Heritage Sites: A Case Study of Vladimir, Russia

The UNESCO World Heritage sites in Vladimir, Russia are beset with complex ownership issues due to the city's long and complicated history. These conflicts include local vs. federal management of tourism and religious vs. secular uses of church-based heritage sites. Vladimir was once a medieval capital of Russia and served as its political, cultural, and religious center. It is famous for its unique white stone cathedrals, towers and palaces. Vladimir is part of Russia's Golden Ring, and this distinction is responsible for most of its tourism. Its three chief monuments were designated as UNESCO World Heritage sites in 1992. The Golden Gates and Assumption and Demetrius Cathedrals are highly valued by the city, Museum Reserve, visitors and Russians in general. These UNESCO sites also represent the city's identity or "brand".

The ownership of these sites over the past century has changed with changing governments. After the February Revolution in 1917, the Tsarist Autocracy that ruled over Vladimir was taken over by the Provincial Government. The Provincial Government was then taken over by the Bolsheviks who founded the Soviet Union in 1922. The Soviet Union was officially an atheist state from 1928 to 1939 and then a secular state until its dissolution in 1990. Marxism-Leninism advocated suppression, control, and ultimately the elimination of formal religion. In 1922, many Church buildings were confiscated and converted to warehouses, stables, or simply destroyed. Fortunately most artifacts were relocated and the former Soviet regime preserved the structures that it deemed to possess significant historic or architectural value. Management of these cultural resources in Vladimir was taken over by the Museum Reserve in 1958.

The Museum Reserve is a semi-autonomous federal agency possessing considerable authority over the cultural assets it manages. The Museum Reserve manages the church-based heritage sites even as the Orthodox religion is rebounding in Russia. The Museum Reserve, in Vladimir, manages the Golden Gates, and Assumption and Demetrius Cathedrals. While these three World Heritage sites are extremely important to the city, local authorities (city or Oblast) have little direct control of them.

The management of church-based heritage sites in Russia today has two potential conflicts: between leaders in the Orthodox Church and the Museum Reserve who struggle with issues of ownership, repatriation of artifacts and sharing costly maintenance, and between the church leaders and tourist/tour operators to strike an appropriate balance between casual visitation and serious worship. These tensions are negotiated on a church by church basis and the personalities and management approaches of those involved are instrumental in developing mutually beneficial compromises. However, across the country these tensions are dealt with in a wide range of ways, from highly constructive to very acrimonious. In Vladimir the situation is best described as constructive, and this case study shows how a cooperative atmosphere can help manage and promote World Heritage Sites to the benefit of all concerned.

Vladimir is a beautiful and historic city, on the banks of the Klyazma River, 200 Kilometers east of Moscow. From 1157 to the middle of the 14th century, Vladimir served as the capital of Ancient Rus'. The city is well known, and travelled to, by Russians, but it remains overlooked by many international tourists. Poor roads, Visa issues, and general negative perceptions about traveling outside of Moscow and St. Petersburg have deterred Vladimir's international tourism potential. Increasing the flow of tourists is a multiplex undertaking that would help drive issues to the forefront and put pressure on those involved in Vladimir's tourism and management of its World Heritage sites.

Vladimir's three main sites for tourists are the Golden Gates, and the Assumption and Demetrius Cathedrals. The Golden Gates, one of the most famous, historic and architectural sites in Vladimir, have served to greet each visitor from the West for more than 800 years. [1] The gates were built in 1164 by Prince Andrei Bogolyubsky, and were meant to invoke the entrances to both the city of Kiev and Constantinople. Not only beautiful and impressive, the gates were a real obstacle to invaders. After successfully resisting multiple invasions, Vladimir was eventually taken over by Mongol Tartars in 1238. This take over is largely responsible for the decline of Ancient, or Kievan Rus'.

Today, the Golden Gates are home to the Military History Exhibition and the Gallery of Soviet Heroes, located in the uppermost portion of the structure. Visitors will be impressed with the steep 'medieval' stairway leading to the museum, which can be entered from a door located in the southeast corner column. Notable exhibits include a large mural depicting the Mongol siege of 1238, an array of Russian and foreign weaponry, Russo-Turkish War relics (1877-1878), and memorials to two Soviet heroes, the pilot Nikolai Kamanin and astronaut Valery Kubasov. [2] Another of Vladimir's World Heritage Sites is the Assumption Cathedral. Andrei Bogolyubsky is also responsible for the construction of this site. Building of the Cathedral was started in 1158. Bogolyubsky understood the importance of the Cathedral, in separating Vladimir from the rule of Kiev. He chose to build the Cathedral at the most visible and advantageous spot along the high riverbanks of the Klyzama river. The image of the Cathedral, is an iconic representation of pastoral Russia.

The Cathedral is highly regarded for its architecture and detailed decorations. One ancient chronicler commented that, 'Prince Andrei built a stone church of splendor in the name of Our Lady and decorated it richly with gold and silver... The church was as worthy of admiration as the temple of Solomon...' [3] As it stood, the Cathedral was a single-domed, four-sided structure. In 1185, a fire destroyed the Cathedral and it was rebuilt by Prince Vsevelod the 3rd. Upon completion, a stone wall was constructed to separate the Assumption Cathedral, and a portion of surrounding land, from the rest of the city. Traditionally, this fortified courtyard contained the dwelling place of the royal family. Hence, the Assumption Cathedral was the primary place of worship for each successive prince, and each grand prince was crowned here from 1174 to 1432, including Vsevelod the 3rd, Alexander Nevsky, Ivan Kalita, and Dmitry Donskoi. This distinction makes it a very attractive destination for tourists with an interest in Russian history and culture.

The Cathedral is also well known for its beautiful art, done by the celebrated Daniel Chornii and Andrei Rublev. When the Cathedral was destroyed by fire a second time during the Mongol invasion in 1238, work was resumed in 1380, following Russia's victorious opposition to the Tartars. Following the victory, at Kulikova Pole, Prince Dmitry Donskoi initiated a massive renovation project to revive the splendor of Vladimir's Assumption Cathedral. Renovations continued under Prince Vasily, who sent for Andrei Rublev and Daniil Chornii: two of the most famous iconographers in all of Rus. [4] The painting of the

[1] Binder, Berry and Peter York. "A History of the Vladimir Region." A Serendipity- Russia Project, 9.
[2] Binder, Berry and Peter York. "A History of the Vladimir Region." A Serendipity- Russia Project, 10.
[3] Binder, Berry and Peter York. "A History of the Vladimir Region." A Serendipity- Russia Project, 16.
[4] Binder, Berry and Peter York. "A History of the Vladimir Region." A Serendipity- Russia Project, 17.

Cathedral, by Rublev and Chornii, began in 1408. It is believed that their particular, and now very famous, style was perfected while painting Vladimir's Assumption Cathedral.

The most remarkable example of their work, in the Cathedral, is the massive 'Last Judgement,' located under the west choir gallery in the central nave and inner south aisle. The original iconostasis, also painted by Rublev, was replaced with a Moscow-baroque style 'icon screen' in 1773-73. [5] Rublev is best known for his high asceticism and classic harmony of Byzantine mannerism. His painting, and the characters in them, are best described as calm and peaceful. His work became so well known that it represented the ideal of Orthodox iconography. He is considered to be the greatest medieval painter of Orthodox icons and frescoes. He was canonized a saint in 1988 by the Russian Orthodox Church. His feast day is celebrated on January 29th and July 4th. The icons of Rublev and Chornii are currently displayed at the Tretyakov Gallery in Moscow and the Russian Museum in St. Petersburg,

Many of ancient Rus' royal family members have been buried within the walls of the Assumption Cathedral. The space between the original four walls and those added in 1185 was used as a burial vault for men of the royal family. [6] The most famous royal members buried there are Andrew Bogolyubsky, Vladimir's founder, and Vsevelod the 3rd. In addition, local legend has it that a finger of St. Alexander Nevsky, a Grand Prince of Vladimir, is located between two stones in the cathedral. Thus, one may witness a number of individuals kneeling and praying in front of a rather obscure part of the cathedral; they believe this is where St. Nevsky's finger is located. [7]

St. Demetrius Cathedral is another of Vladimir's three World Heritage Sites. Construction on the Cathedral began in 1194 and finished, 3 years later, in 1197. The Golden Ring is renowned for its white stone monuments, and the Demtrius Cathedral is considered, by many, to be the best. Travelers from a distance would recognize the Assumption Cathedral and St. Demetrius golden tips like 'lit candles held up in the sky.' [8] Much of the beauty of the Cathedral lies in the exterior. The exterior of the Cathedral has intricately carved images of both Christian and pagan influence. The mixture of religious and folk art represent the history of medieval Rus'. As one observer has stated, the carvings display 'a unique blend incorporating heathen Slavonic interpolations with their roots going back to folk carving in wood, and elements of Byzantine, Roman and even proto-Renaissance art.' [9] Vladimir's Assumption and Demetrius cathedrals are often considered two of the best examples of twelfth-century white stone construction in the world. The two cathedrals alone are reason to visit Vladimir.

The tourism market, in Vladimir, is comprised of three groups: the independent travel market, the speciality activity market, and the general package - holiday market. [10] Independent travelers travel alone or with a small group of friends. They are not a part of organized tour groups. In most cases, they travel because they enjoy it or because they have a specific activity in mind. Independent travelers tend to be young and adventurous. These types of travelers eat traditional foods, take public transportation, and prefer unassuming accommodations. Maintaining the historic, cultural, and natural integrity of a place is

[5] Idem.
[6] Idem.
[7] Idem.
[8] Binder, Berry and Peter York. "A History of the Vladimir Region." A Serendipity- Russia Project, 18.
[9] Idem.
[10] Pedersen, Arthur. Managing Tourism at World Heritage Sites: A Practical Manual for World Heritage Site Managers, 22.

important in attracting these tourists. Vladimir has the benefit of having well preserved historical monuments, a rich cultural history, as well as many opportunities for outdoor recreation in a pristine environment.

Speciality tour groups also attract field researchers and scientists that come to study a place. This also includes private organizations and University groups who not only donate their time to a beneficial cause, but also help to raise money. It is often a fleeting business, but Vladimir should take advantage of students and professionals who have an interest in the city's rich history and resources. The general package-holiday market attracts groups wishing to see an area and its culture but without a specific interest in a defined activity or subject matter. [11] These tourist visit mostly to sightsee and shop. They come to see historical and cultural attractions, and also see and purchase local specialties. Unlike, independent travelers, they do prefer more comfortable accommodations and familiar cuisine. It is a fine line balancing the integrity of a site while still appealing and appeasing this type of tourist. Nevertheless, Vladimir should be able to provide a familiar and secure experience for those tourist that require it. The future preservation of Vladimir's tourist attractions, particularly those of historical value, is currently a complicated issue.

The Museum Reserve, under legislative pressure, has given valuable artifacts, such as icons, back to the church. The resulting problem, in the eyes of the Museum Reserve, is that priests do not have the knowledge and equipment to properly preserve these resources. It has become increasingly unpleasant for the Museum Reserve to want to give back to the church possessions they have carefully cared for with the knowledge that their future caretakers won't be as fastidious in respect to preservation. There is an estimated 200 thousand icons gathering dust in Museum store rooms in Russia. It makes sense to strike a balance with the church that preserves valuable artifacts but still makes them accessible to the everyday tourist in their natural state. In the case of Vladimir, the director of the Museum Reserve, Alice Aksenova, envisions a mutually tolerant relationship. She believes in being sympathetic to the Church, but also insists that the most valuable pieces belong to the State. Furthermore, she is in discussions with Church officials to help make Vladimir more accessible to all tourists. She has held conversations with the Archbishop to help turn an old school, under Church ownership, into a hostel that will make lodging for tourists more affordable. No decisions have been made, but it is progressive thinking on the part of Axenova who recognizes the value in a mutually beneficial relationship between the Church and Museum Reserve.

Since, 1960, Axenova, has headed the Vladimir and Suzdal, History, Architecture and Art Museum Reserve. Under the guardianship of Axenova, a comprehensive restoration of architectural monuments and ensembles was carried out and a variety of museum exhibitions representing works of old Russian masters, book treasures, paintings, drawings and decorative-applied art were created. [12] Vladimir has benefited greatly from the supervision of Alice Axenova. Without her authoritative leadership, through the Museum Reserve, many of Vladimir's resources would have been lost or destroyed. Axenova's accolades and accomplishments include: winner of the Russian Federation state prize, vice president of the Regional museums Committee on the International Committee of Museums (ICOM), vice

[11] Pedersen, Arthur. Managing Tourism at World Heritage Sites: A Practical Manual for World Heritage Site Managers, 23.

[12] Alisa Axenova." Vladimir-Suzdal Museum Reserve. Web. http://www.museum.vladimir.ru/eng/museum/chief_e?menu=museum.

president of ICOM's Russian Committee (1988-96), Order of Honor Medal (1971), Orer of Red Banner Labor (1976), Order of Merit (1997), and medal of St. Daniil of Moscow (1994). [13]

Many of the Museum Reserve's pieces once belonged to the Orthodox church, but ownership was changed when Soviet Union officially became an atheist state. Debates remain as to who has rightful ownership to the pieces. The church wants the religious pieces back, and the Museum Reserve wants to keep them. The Museum Reserve, and effectively Axenova, believe that they rightfully own the pieces because they have taken care of them for so long. Russian policy does not tend to be all encompassing and arguments of ownership, such as these, are dealt with on a case by case basis. If the situation is handled this way, either the Museum Reserve or the Church will officially lose ownership of priceless pieces. In this case, the defeated party, would likely remain resentful to the detriment of future Vladimir tourism. The best solution is cooperation. In working together and sharing the pieces everyone will win, and tourists will have a more complete visit to the sites. For example, the Museum Reserve can donate pieces to the Church for specific holidays and celebrations, and the priests can serve as tour guides to the Museum Reserve. Dealing with a big personality like Axenova can be a difficult task, but she has the experience, knowledge, and power to help integrate Vladimir's tourist efforts and help strike a equitable balance between the Church and Museum Reserve. Director-General of the State Tretyakov Gallery, Irina Lebedva said that she "feels a sense of grievance" in connection with the opposition between the museums and the Church. "We are people of Orthodox culture, it is inherent in us genetically. This is our common history, and we must strive for unity, not discord." Aksenova said that she "thinks relationships are arranged logically. According to the law and the mind, the most valuable monuments of national heritage belong to the state. We always try to meet with the church and attempt to be loyal and sympathetic." Meeting and cooperating with the Church, is a useful and reasoned strategy that is one mark of why Vladimir has effectively managed its World Heritage issues.

Icons are a great representative example of the conflict between the Church and State. The Church wants all the icons back, because they are religious pieces. The State, through the jurisdiction of the Museum Reserve, wants control of the pieces. The Church believes that icons are the Gospel in paint, and their value to humanity is spiritual and not aesthetic. The Museum Reserve knows there are countless icons simply in Church storage, and sees the value in displaying them rather than letting them gather dust. Today, these icons are priceless works of art and help bring tourists into the Museums which in turn helps the State monetarily manage sites. Nikita Mikhalkov, a famous Russian filmmaker, says that "icons should be in the Church, the icon should work. The ultimate goal of an icon is to connect man and God; it is not just painting but a serious spiritual link between man and God." Alisa Axenovna, of Vladimir's Museum Reserve, says that "unique icons have been destroyed. We gave them (to the Church) in a secure from: in a special pump-room-window with the necessary space heaters. But monks don't understand how to handle the icons." The icon argument is one that has generated a great amount of discussion in Russia because Orthodoxy is rebounding through the country, and most people have strong opinions on the issue. Further pushing the discussion is the recent proposed transfer of the Novodevichy Convent from the State to the Church.

In January, 2010 Prime Minister Vladimir Putin signed an order to transfer the Novodevichy Convent from the State Historical Museum to the Russian Orthodox Church. The Novodevichy Convent is considered, by many, to be the best known cloister of Moscow. The Convent itself is a UNESCO World Heritage Site. It stands today, nearly just as it did in

[13] Idem.

the 17th century. If the transfer is completed ten thousands of valuable pieces of art, that are now being displayed in Museums, like the one in Vladimir, will be transferred to dozens, perhaps even hundreds, of churches and monasteries across Russia. The order will be sent, later in the year, to the State Duma to be codified into law. Putin's initiative has only amplified the conflict between the Orthodox Church and the country's cultural institutions and has raised serious concerns regarding the Church's ability to preserve more than 12,000 valuable pieces of art that will fall under its control. In February, of 2010, about 150 museum directors and experts appealed to President Dmitry Medvedev in an open letter to not sign the bill if it is indeed passed by the Duma. The museum directors appealed because they understand that the transfer sets a precedent for rights of possession, than the museums will lose much of their collections and eventually fold. This is a major problem, in places like Vladimir, where the Museum Reserve governs the management of the city's UNESCO World Heritage Sites.

Vladimir, however, has been managing these complicated issues of ownership long before the argument took a National stage. Vladimir has relatively successfully managed this national watershed by circumscribing and managing the dissension locally. The Museum Reserve, under Axenova, and the Church understand and respect each other's value systems. The Church and Axenova have lived through many of the changes, in Russia over the past 50 years, together. Despite certain differences, both have mutual respect for one another that goes back decades. Both understand the intrinsic value of pieces, and this helps in agreeing on concepts of fairness.

Much of the management success of Vladimir should be attributed directly to Axenova. She understand the value of negotiating on a local level, and has consciously maintained a respectful and open relationship with the Church. In return, the Church has faith in her as a custodian of "their" religious artifacts. Putin, and the Russian government, should learn from Vladimir when outlining their strategy for the Novodevichy Convent transfer and the future relationship between Museums and the Church. It is important to have knowledgeable and respectful directors who are personally vested in collections and can successfully and fairly negotiate on the local level. These relationships and negotiations are instrumental in the future development and management of UNESCO World Heritage Sites of spiritual importance.

Bibliography

"Alisa Axenova." Vladimir-Suzdal Museum Reserve. Web. http://www.museum.vladimir.ru/eng/museum/chief_e?menu=museum.

Binder, Berry and Peter York. "A History of the Vladimir Region." A Serendipity-Russia Project.

Du Cros, Hilary and Bob McKercher. (2002) Cultural Tourism. The Partnership Between Tourism and Cultural Heritage Managment. Haworth Press.

Pedersen, Arthur. Managing Tourism at World Heritage Sites: A Practical Manual for World Heritage Site Managers.

Serendipity. The American Home - Vladimir, Russia. http://www.serendipity-russia.com/

Le Morne Cultural Landscape Heritage Site: Its Different Senses of Attachment and Support

Chaya HURNATH
(Université de Toulouse, Le Mirail)
&
Priscilla SAMBADOO
(Université Paris Sorbonne – Paris 1)

Chaya Hurnath
Laboratoire CERTOP, UMR 5044
Université de Toulouse, Le Mirail
France
Email: churnath@hotmail.com

Priscilla Sambadoo
Université Paris Sorbonne – Paris 1
France
Email: sambadoopriscilla@yahoo.fr

Le Morne Cultural Landscape Heritage Site: Its Different Senses of Attachment and Support

Abstract:
Recent studies in Cultural Heritage has seen a shift towards the intangible heritage aspects which underscore the importance of understanding the subjective, emotional and symbolic meanings associated with heritage sites and the personal bonds or attachments people form with specific places and landscapes (Williams and Stuart 1998). Such bonds intensify resource management conflicts as different segments of the society assign different kinds and degrees of meaning to the same heritage site. From a human geography perspective, this research has been undertaken to explore the sense of attachment that different groups of people have towards the UNESCO World Heritage Site of Le Morne Cultural Landscape (LMCL). Using primarily Relph's (1979) concept of 'insideness' and 'outsideness' and other concepts dealing with spatial relation, different groups of people with differing degrees of attachment to the site have been identified. The insider-outsider cleavage has been studied from three different perspectives: the relationship between the old and new residents, ethnic intercultural meetings between the creoles and other ethnic groups in the Village of le Morne, between the planners and the users of the site (Mele 2003; Chang 2000). In exploring these different insider-outsider dynamics, it is contended that who represents an 'insider' and an 'outsider' is open to negotiation. This is because people possess differing conceptions of 'insideness' in turn giving rise to varying senses of attachment and belonging to the heritage site. At the same time, the degree of place attachment and representation can give rise to territorial and heritage conflicts. Finally it will be discussed whether varying degrees of place attachment of these stakeholders influence the support for the heritage site LMCL.

Keywords: Place attachment, heritage conflict, insideness-outsideness dichotomy, support

Le Morne Cultural Landscape Heritage Site: Its Different Senses of Attachment and Support

1. Introduction

Traditionally, developing tropical islands such as Mauritius have concentrated their promotional efforts on boosting their tourism economies via the Sun, Sea and Sand (3 Ss). However, with the realisation that cultural heritage is a resource for tourism; many traditional beach destinations are refocusing their planning and marketing efforts to include heritage attractions (Bennet 1993; Luxner 1999; McCabe 1992; Dallen and Nyaupane 2009). Hence, while beaches and warm climates are still the primary tourist attraction, culture and heritage are becoming important in the product mix. Due to the perceived potential of increasing tourism revenues through world recognised UNESCO Heritage Sites; many countries are vying to have their own sites inscribed. However, this tacit assumption has not been substantiated so far according to Hall and Piggin (2007). For Li *et al* (2008) there is an erroneous assumption in much of the world that inscriptions on the World Heritage List (WHL) will inevitably result in increased visitation and therefore increased tourism earnings.

In the meantime, the countries especially those classified as developing countries, are encountering many challenges in terms of managing and conserving the designated heritage sites while awaiting the benefits of increased tourism visitation and revenues. According to Dallen and Nyaupane (2009), some of the challenges faced particularly by the developing countries are financial constraints, ownership issues, looting and illegal digging, colonialism, improper conservation, lack of cooperation between different agencies, lack of holistic management and lack of social and political will. These challenges often result in diminishing support of different stakeholders and increasing resource conflicts and territorial contestation.

At the same time, heritage sites are being endowed with new sets of tasks and responsibilities, few of which can be reconciled (Ashworth *et al* 2007). From having economic functions to political ones of nation-building, without forgetting its cultural roles of producing collective identities or creating cultural boundedness, heritage in general is becoming an organising topic in academia. However, the processes of heritagization of sites are inherently fraught with conflicts, conflicts of meanings, significance and territorial conflicts. This is demonstrated by Hall (1997 p. 61) who states *"It is us—in society, within human culture who make things mean, who signify. Meanings, consequently, will always change, from one culture or period to another"*. Management of heritage sites and the various systems of meanings attributed to these sites inevitably imply some levels of conflict among different groups with attachment to the heritage sites (Mele 2003; Kaltenborn and Williams 2002). As Di Meo (1995) demonstrated, there is a co-dependence between heritage sites and place and hence, these conflicts can best be envisaged through the premise of place attachment to heritage sites. Much of the literature on place resource conflict is studied through the 'insider-outsider distinction', thereby giving rise to irreconcilable visions of the way place ought to be used, developed and managed (Chang 2000).

After reading different local newspapers, the authors embarked on this exploratory research to understand the current situation at the World Heritage Site of Le Morne Cultural Landscape (LMCL). Indeed fears that the inscription will be removed have brought about fundamental questions regarding the need and reasons for its very existence amongst various stakeholders in Mauritius. Hence, the objective of this paper is to assess the varying degrees of place attachment of stakeholders from the prism of 'insider-outsider' dichotomy. This is

done at two levels. Firstly, the important aspects of the heritage site and its associated senses of attachment are looked at. Secondly, it is to examine whether support for the heritage site differs by attachment level.

The research undertaken for this paper is an exploratory research. The paper begins with an overview of the conceptual underpinnings of place attachment from a human geography perspective. Relph's model (1976) of 'insideness-outsideness' dichotomy is introduced along with other supporting concepts. This will be followed by some comments on the methodology and fieldwork undertaken. The substantive part of the paper discusses three different relationships between insider-outsider groups of old-time and new residents, Creoles and non-Creoles and hoteliers (users) and planners of the heritage site. Discussions will eventually end with the support for heritage sites and the level of place attachment.

2. The concept of place attachment

In his book, Mele *et al* (2003) identified different groups of people who possess divergent territorial claims on a place and in our case, on a heritage site. Firstly, he mentions conflicts or oppositions between inhabitants, users and public actors. The nature of their oppositions can be in terms of the choice of implantation of a structure, conflicts in terms of perceived potential impacts of a territorial project or in terms of environmental concerns of an existing activity. Picon (1988) on the other hand contends that conflicts over place can occur between the inhabitants themselves while Ripoll and Veschambre (2002) analyses social and political conflicts under their spatial and territorial dimensions. These works echo an important theme relevant to the study of LCML Heritage Site – that is territorial conflicts are derived primarily from divergent spatial ideologies best conceived in terms of insider-outsider disparities.

This paper takes its starting point from the perspective of human geography in which the concept of human experience of places is fundamental. In the humanistic and phenomenological tradition within geography, place refers itself to the locales in which people find themselves live, have experiences, interpret, understand and find meanings (Peet 1998). Indeed, places are not only the physical location in space as per the positivistic view of the 1960s but they are defined according to the sets of practices and behaviours, social interactions and representations that people assign to them. The related academic literature on the associations between place and people can be subsumed under a plethora of classifications: rootedness (Hummon 1992), topophilia (Tuan 1974), sense of place (Hay 1998, Relph 1976), place attachment (Altman and Low 1992, Williams 2002) and place identity (Cuba and Hummon 1993, le Bosse 1999, Guerin-Pace and Guermond 2006, Barth 1969, Bonnemaison *et al* 1999, Di Meo 2004, Debarbieux 2006, Beheldi 2006).

A useful starting point which explains the divergent values held by people towards place is Relph's (1976 p. 49) 'insideness-outsideness' distinction. He clarifies this distinction as follows: "*To be inside a place is to belong to it and to identify with it and the more profoundly inside you are, the stronger is the identity of the place...from the outside, you look upon place as a traveller might look upon a town from a distance; from inside you experience a place, are surrounded by it and part of it. The inside-outside division thus presents itself as a simple but basic dualism, one that is fundamental in our experience of lived space and one that provides the essence of place*". If a person feels inside a place, he or she is here rather than there, safe rather than threatened, enclosed rather than exposed, at ease rather than stressed. Relph suggested that the more profoundly inside a place the person feels, the stronger will be his or her identity with that place. On the other hand, a person can be separate or alienated from the place and this mode of place experience is what Relph called outsideness.

The crucial phenomenological point is that, through different degrees of insideness and outsideness, different places take on different identities. The strongest sense of place experience was what Relph called 'existential insideness', a situation of deep, unself-conscious immersion in place and the experience most people know when they are at home with their own community and region. The opposite of existential insideness is what he labelled 'existential outsideness' – a sense of strangeness and alienation, such as that often felt by newcomers to a place or by people who having been away from their birth place, return to feel strangers because the place is no longer what it was before. In between these two opposites, Relph outlines five others modes of 'insideness' and 'outsideness':- objective outsideness, incidental outsideness, behavioural insideness, empathetic insideness, vicarious insideness (c.f Table 1).

The 'inside-outside' dialectic is conceptually useful as a starting point to interrogate territorial conflicts as it tells us that spatial conflicts arise from ideological differences. A number of other conceptual viewpoints can be further focussed as a way to deepen Relph's spectrum while throwing more light on the issue of territorial struggle (Chang 2000). Cresswell's (1996) notion of being in place as opposed to 'out of place' can be also relevant. According to him, feelings of 'displacement' or 'out of placeness' arise when individuals fall short of the rules and regulations governing society.

Hay (1998) has differentiated differing degrees of insideness from the superficial sense of place among tourists and transients, the partial sense of place among long-term visitors and holiday home owners, the personal sense of place typical of residents, to ancestral and cultural sense of place. According to him, the high level of residential mobility in modern society encourages the development of partial or personal sense of place, noting that "*those with superficial connections to place do not develop the strong attachment that is often found among insiders raised in the place"* (Hay 1998, p. 5).

The insider-outsider cleavage is also well captured by Lefebvre's (1991) distinction between 'representational spaces' and 'spaces of representation'. While the first refers to spaces that are used in everyday life by the lay person, the latter refers to the planned or controlled spaces of the powerful members of which include planners, architects and technocrats. Where the behaviour of the lay person coincides with the 'rule of behaviour' as prescribed by planners, tensions are diffused. Conversely, conflicts occur when different stakeholders have divergent perspectives on the way space ought to be used and developed, contrary to government planning ideals. In urban planning, the state works from a functionalist perspective as an 'outsider', holding such values such as pragmatism and rationalism. This posture demands that "*planners separate themselves emotionally from the places which they are planning and to restructure them according to principles of logic, reason and efficiency"* (Relph 1976, p.52).

While humanistic geographers have focused on the experience of insideness, for critics the nature and desirability of insideness is contested and problematic. According to Giuliani and Feldman (1993), the humanistic tradition has focused on the negative consequences of outsideness and placelessness, the sense of decline in community and neighbourhood and concerns over high residential mobility. Thus, while strong place bonds are seen as having a positive effect on psychological wellbeing from the humanistic perspective, such bonds may be mal-adaptative as low mobility is strongly associated with low economic and social well-being.

To understand the current nature of place attachment, support or conflict at the LMCL Heritage Site, it was imperative that we acknowledge the many stakeholders involved and their relationship with each other in the forms of outright conflicts or subtle negotiation.

Hence, three types of interpersonal relationships were interrogated: old and new residents' relationship to Le Morne Village, interethnic ties and lastly hoteliers' (users) and planners' dynamics to the heritage site. Before proceeding, some background material is discussed.

3. Background of Le Morne Cultural Landscape (LMCL) and methodology

To set this paper in its proper perspective, a brief overview of Le Morne Cultural Landscape and the fieldwork methodology is needed. Mauritius, geographically situated in the Indian Ocean (c.f Figure 1), is considered as a living laboratory to study interethnic relationships (Eriksen 1998). This is because through the course of its history, it has received different waves of immigration from either colonisers such as the Dutch, French and British and also from slaves from the Eastern Coast of Africa, indentured labourers from India and traders from China. Currently the Mauritian population constitutes of 65% of Indian origin, 20% of Creoles (from slave descendents) and the remaining from Chinese and European origin (Central Statistical Office CSO 2000).

According to De Cauna (2006) as early as the 1850s, different ethnic groups in Mauritius have had the right to practice their own religion and cultural traditions. After its independence in 1968, struggles of different political ideologies for nation building, from a single Mauritian identity known as 'Mauritianism' to that of 'Unity in Diversity' have been taking place. These different paradigms have had impacts on the recognition of heritage sites either in perpetuating cultural boundedness or in promoting intercultural relations of sites (Boswell 2006). It is the enactment of the National Heritage Fund Act in 2003 that has paved the dynamics for the country to recognise its heritage nationally and internationally. Currently, Mauritius has two inscribed UNESCO World Heritage Sites and despite their universal values, both of them are clearly associated to two prominent ethnic groups at a national scale. This is the reason why we included interethnic ties as a source of heritage contestation in our study. According to Chang (2000), studying ethnic relations is particularly essential in multicultural cities because heritagization of place involves issues of ethnic rights and interethnic rivalry.

The mountain, Le Morne Brabant was officially inscribed on the UNESCO list in July 2008 on the basis of the (vi) criterion and is now currently known as the UNESCO World Heritage Site of Le Morne Cultural Landscape (LMCL). It has long occupied a space of importance in Mauritian mythology and history as it was used as a refuge for slaves who managed to escape from brutal conditions on sugarcane plantations elsewhere on the island. Universally, the heritage site symbolically represents the resistance of mankind to slavery as it is said that the runaway slaves preferred to throw themselves from the top of the mountain rather than be brought back in captivity.

This region of Mauritius is not well developed. In fact, due to its topography of mountain ranges, the peninsula and neighbouring villages have remained quite remote compared to other places in Mauritius. These were the very conditions that enabled the settlement of runaway slaves. Even after the abolition of slavery; the freed slaves chose this area to live in self sufficiency based on fishing and maize cultivation. Until 1979, the village of Le Morne was situated on the slope of the Mountain but the local people were displaced further away by a rich, Franco-Mauritian landowner who converted the land into a deer grazing pasture. Road access, access to potable water, electricity, schools and other public institutions were still very limited in 2000. In fact, according to the Central Statistical Office report, it is considered as one of the poorest area and the Region Development Index (RDI, as per Figure 2) is less than

0.499. Together with low development, this area registers low economic performance and high social problems such as alcoholism, low literacy level and poor access to jobs.

A few years prior to the designation of the site, a series of heated debates on the position of Creole history and identity were unleashed throughout the country. Nevertheless, according to Boswell (2006), these debates have generated very few reflections on the ramifications of the UNESCO designation on the development of the area. Though the Management Plan of LMCL contains a local development plan for the inhabitants of Le Morne village, the Chief of the village is claiming in local newspapers that none of the promises made to them prior to designation have been concretised. These promises were mostly in terms of employment creation, increased facilities, more tourists coming to visit the region and basically improvement in the general living conditions of the villagers. As a result, support for the heritage site seems to be diminishing.

Has the inscription as a UNESCO heritage site changed the perspectives of the inhabitants? In return, has their sense of attachment to the place and their own identity evolved as well? As this heritage site is mostly associated with the Creoles, do local people of other ethnic groups feel left out? Has this modified their relationship with the Creole community? What are the reactions of the planners in face of the claims of the Chief of the village? As this designation which has limited their tourism activities in the core and buffer zones, how are hoteliers reacting? To what degree are there conflicts and complementarities between various stakeholders and the heritage site? These are some guiding questions that steered this exploratory research.

In order to have an in-depth understanding of the level of attachment and changes that have occurred since the designation of the World Heritage Site, face-to-face interviews were privileged. In total, 16 semi-directive interviews were conducted with an average duration of 1 ½ hours to 2 hours. The interview guide, measuring six dimensions of place attachment as well as the profile of the respondents is represented in Table 1 and 2 respectively. It would be important to highlight the fact that since the designation, the local people have come suddenly into the limelight after having been considered as marginalised people at the fringe of the Mauritian society. Consequently, two reactions could be observed among the local people; those who were very open and happy to share their place experiences and others who were more wary of us. Sometimes, we were given some stereotypical answers from respondents who had grown used to being interviewed. Furthermore, at the time that this research was undertaken, political campaigns for the legislative elections were taking place. The chief planners, who are political nominees, had resigned in order to actively engage in politics and could not be interviewed. Finally, in the process of conducting these interviews, we were made aware of our own status as outsiders to this village but as insiders since we could speak in the native language. This helped us to probe further the feelings of local people concerning the heritage site.

4. Le Morne Cultural Landscape Heritage Site: a Contested Place of Insiders and Outsiders

Three sets of respondents were identified in terms of their relationship – old and new residents, creoles and non-creoles and users and planners. These relations will be discussed in terms of the level of place attachment by referring to Relph's 'insider-outsider' model, their declared opinions on LMCL and issues of contestation. As a synthesis, we will discuss the impacts that these levels of place attachment could have on the support for the World Heritage Site.

4.1 The long time - new residents dichotomy

Long-time residents and new residents were interrogated according to the six dimensions used to gauge the level of place attachment. The results show that long-time residents tend to have a very strong feeling of at-homeness and attachment to their village and area. For R11, "*being cut from other villages by a river in the southern part and mountains on the East, the sea on the west and little road access on the North have created a cocoon in which they live and interact*". Despite the determinism implied, these residents have had to adapt themselves to their environment. As R2 says, "*If I don't have money to buy food, my father just needs to go and dive to get fish from the sea, we can use the wood from the mountains for fire and we can eat it with a bit of green chilli. I do not travel that much to go elsewhere because it costs a lot to take the public bus. I have never wanted to leave this place to go somewhere else, some persons have done so but they have returned after a few years. They went to Quatre Bornes (the nearest town) to find jobs. I did not want to go because I feel free here. I am proud that we have been able to build a concrete house compared to others. Now, with Mama's association of Old Citizens, we are trying to help others to uplift themselves as well. The village is slowly changing, more and more residents are building concrete houses by following our example*". From this, we can infer that this is the strongest sense of place experience in what Relph termed as 'existential insideness'.

On the other hand, two types of reactions could be studied from the residents who settled in Le Morne Village quite recently. Hence, R7 moved to the village since the designation in order to set up a guesthouse and *table d'hôte*. Though motivated by financial strategies at the beginning, R7 reckons that "*we are slowly starting to understand the mindset of the people here. Alongside, we have discovered that there is a strong solidarity between them, traditional values of neighbourhood keeps the cohesion of this village. When we announced to our friends that we were moving to Le Morne, they were very apprehensive because of the reputation of the village. But I am happy that we did it"*. Conversely, also motivated by economic strategies, R10's view on the village is quite different. She moved to the Morne village after hearing that the State was regularising the situation of squatters, occupying state land illegally. She settled in the part of the village called, *Dilo Puri* (literally meaning rotten water, c.f Figure 4). For R10, "*her family has not been welcomed in this village. We don't have access to fresh water nor to electricity. Our children don't go to school either. We just wanted to have a place of our own."*As per Relph's model, these two reactions could be classified as that of 'empathetic insideness' for R7 and 'behavioural insideness' for R10.

According to Boswell (2006), the long-term residents perceive the sea and their stories and music as a fundamental part of their history and heritage and fear that these are not being valorised. In fact, when interrogated in the first place about the designation, most of the respondents claimed that they were happy that finally they had come out of anonymity (*at last we were on the world map, R16)*. However, when probed further, there seemed to be a sense of unease regarding the mountain itself. The villagers, whose memory, myths and storytelling endowed the mountain with its significance, have been for a long time the informal guardians of the site. Now the site has come under the formal management of the Morne Heritage Trust Fund. For long-time residents who experience an existential insideness to the area, they have a strong feeling of alienation from the site that has been part of their identity as well as a source of sustenance for a long time.

The designation has also changed their perception of the site from an everyday, ordinary landscape to an economic resource and the villagers would like to reap the benefit in terms of development and modernisation. As Dallen and Nyaupane (2009) say, nearly always, public opinions about heritage in less developed countries are based on its perceived economic value

and there will be little support for it unless residents can connect to it economically (Cohen 1978; Timothy 1999). This according to Feilden (1993) is understandable because in places where health care, food and education are in short supply and where people go hungry, conservation of the tangible environment is unlikely to be high on their list of priorities. This is illustrated by R12 who says, "*Can you eat heritage (ou capav manz patrimoine ou)"?*

Furthermore, another source of conflict could arise between the long-time residents and the new residents. As mentioned earlier, the new residents settled in the village for economic reasons, R7 by setting up a tourism business and R10 to have a piece of land property. Long-time residents felt they were the ones who were more entitled to reap the benefits of the designation since they have living in the village for a long time. They accused R10 for confirming the general bad image of the region. At the same time, they felt that tourism business should be operated by them rather than by the new residents.

Finally, the local people had a tendency to equate conservation of the site as backwardness and perceived it as antithetical to modernity. While the site is universally recognised as a symbol of resistance against human domination, for them, it is a site that is reminiscent of their humble past. As Timothy (1999) says, conservation is seen as standing still, in opposition to progress and development. These differences of values attached to the site can be potential sources of conflict between local people and the management (planners) of the site.

4.2 The Creole / non Creole interaction

According to Chang (2000), the insider-outsider dichotomy may also be dissected along ethnic lines. As mentioned earlier, despite the universal value of LMCL, it is strongly associated with the Creole community nationally. Hence, in this part of the research, we wanted to investigate whether the designation has created cleavages and potential conflicts between Creole and non-Creole communities. Two Hindus, also living in the village of Le Morne were interrogated for this purpose along with the Creoles. On a local level, both groups of people displayed existential insideness to the village. Concerning their opinions about the designation, two interesting types of reactions were noted. On one side, the Hindus are experiencing a sense of place alienation and economic deprivation. On the other hand, there was a strong reaction against the other Creoles living elsewhere in the country. This led us to question who the local people consider to be 'us' and 'the others'.

Sources of conflicts are not arising between Creoles and non-Creoles but the issues raised do bring awareness of the delicate nature of interethnic relations. As R4 says, '*when you are poor, you do not think of your ethnic community'*. In their everyday life, the mountain is a means of sustenance for the cattle owned by the interrogated Hindus. Since the designation of the core zone of conservation, they have been deprived from an important means of sustenance. At the same time, they are finding themselves dissociated from the heritage site. The mountain has become a '*duty of recollection for the Creoles'* but the non-Creoles claim that they have also guarded over the mountain and that they also have attachments to it. This sentiment is confirmed by R1, herself a Creole. As she describes the hardships experienced by the villagers, she refers to the strong sense of interdependence with non-Creoles. Food shortages meant that Creole locals had to depend on maize cultivated by the Hindus. A local Chinese shopkeeper owned the maize mill and R1 worked for him to crush the maize in flour. At the same time, Creoles were specialised in fishing. Again, the very activity of buying fish from the Creole fishermen and selling it on a food stall further confirms the strong inter-ethnic contact and exchange in the village. However, these relations are not showcased nor valorised in the heritagization process of the site. Focus is on the lives of the slaves and not on

that of their descendents and the inherent ingenious cooperation between the locals. In a multicultural country like Mauritius, cultural boundedness and interethnic links could have had significant impacts on the efforts of nation-building.

Another significant reaction to note is that of the Creoles of the village against those from the rest of the country. A national day of Commemoration of Slavery has been designated every 1st February. This is the occasion whereby the Creole Community from across the country are invited to celebrate this day at the LMCL site. Apart from the traditional formal commemoration ceremony, a cultural show is also programmed. The interrogated respondents felt that there was a strong cleavage between them and the 'other' creoles. They in fact did not want the latter to come to the village or site. As R16 says, "*for these people, it is an occasion to come and enjoy themselves by the beach. They create a lot of litter, get drunk and fight in between themselves. Whatever respectability we had obtained from the designation is destroyed as these people create more problems. Finally, this impacts on the image of our village and we get a bad reputation".* Furthermore, local artists do not even participate in the cultural show as the contract goes to the nationally renowned artists.

These two reactions demonstrate that the local villagers do not really think in ethnic terms. Their common shared pasts of poverty, struggle and interethnic dependence has allowed them to survive against their geographical remoteness. However, according to Boswell (2006), there has been a tendency to essentialise Creole identity and history during the heritagization process of LMCL. At the same time, it is very interesting to note the discourse of the local people who view the Creoles from other parts of the country as being the 'others'.

4.3 The User-Planner Dichotomy

Conflicts can occur between these two sets of planners and users in terms of values attached to the heritage sites. In the case of LMCL, different types of reactions could be observed, from the hoteliers and planners. The planners of LMCL are natives of the village of Le Morne and are employed by the Morne Heritage Trust Fund (MHTF) because they have a certain level of education. An interesting reaction is that with the diminishing support of the villagers to the heritage site, there are increasingly feelings of resentment against the site officers. For R9, "*the other fellow villagers have started to view my presence with suspicion and wariness. Before, they were very proud of me but now, I feel that they are wary of me as the promises made to them have not yet been concretised. We are slowly working towards achieving the goals set in the management plan. We are planning to train locals to become tour guides in the near future. At the same time, we try to support a local who has opened a guest house as the experts of ICOMOS stay at her place".* It seemed that the site officer had moved from existential insideness to existential outsideness from the villagers' perspectives.

For the hotel operators, three respondents displayed different types of insideness-outsideness to the heritage site. For R13 and R15, "*the hotel has been the first beach resort to be developed on the island in the 1970s and has since then, been extended and renovated several times. The sense of attachment of the repeat customers (30%) of this hotel and place is very strong."* In this sense, they displayed characteristics of 'behavioural insideness'. On the other hand, for R14 "*the concept of the hotel club is similar to that of Club Med whereby the tourists come on all-inclusive packages and stay within the premises of the hotel. The heritage site is a mere backdrop for the tourists as they are basically not cultural tourists. The main aim of the tourists to come here is to have fun."* According to Relph's model (1976), this would be classified as incidental outsideness. Since the designation, conservation around the buffer zone has become stricter. For hoteliers, who have a long-term vision for their

properties, they view conservation very positively as it means that development for new hotels and risks of competitors for them has been minimised. At the same time, conservation means that the surrounding environment will be maintained, as such safekeeping the very reasons that loyal customers choose to come back to these resorts. However, the contribution of the hoteliers in supporting the MHTF is very minimal.

There is little source of conflict between the hoteliers and the planners as such. On the other hand, there is a major conflict between the MHTF and the potential developers of an Integrated Resort Scheme project (IRS). These are exclusive second-residences that are aimed at foreign purchasers and who are given permanent residence permits in Mauritius. In 2004, the director of the Societe Morne Brabant (SMB) initiated an IRS project on the Morne Peninsula and was granted in 2005 a letter of intent from the government. However, with the designation of the LMCL in July 2008, this project has been frozen by the MHTF as it falls right into the core zone of the site. The SMB is now suing the Mauritian State and has even gone to the UNESCO Commission in Paris to complain about the imposed conservation. As such, this is threatening the inscription of the World Heritage site. The problem is even more compounded by the fact that the villagers would have preferred to have the IRS project built as it would have meant that jobs would have been created. As per the Environmental Impact Assessment Report of the IRS project (2006), 2-3 people would have been employed per villa constructed. However, the promise of job creation needs to be pondered as the current hotels employ very few local people because most of them do not have the required level of education.

5. Conclusion

Employing Relph's (1976) concept of insideness-outsideness, this paper has focussed on the sense of attachments and ensuing conflicts arising from differences of values between three different groups in the area of LMCL. The fluidity of the insider-outsider boundary is re-emphasized as who constitutes an insider and who represents the outsider is open to negotiation. Moreover, it has been argued that landscape contestation is a highly dynamic process and some thoughts of territorial struggle on the LMCL were discussed. In Mauritius, not everyone agrees on how to manage the cultural treasure of Le Morne.

The local villagers, who have been the guardians of the memory of the site, have expressed pride to be finally connected to the rest of the country and to the world. They have also expressed wishes to have more employment and to have community development in terms of education, poverty eradication, a decrease in social problems and more amenities in the village. At the same time, it has been demonstrated that interethnic dependence coexists in the village and that the association of the site to a specific ethnic group is creating cultural boundedness and alienation. Though the Management Plan of the LMCL includes a chapter on a Local Development Plan, it is not clear whether the plans proposed or even the IRS proposers will achieve the cherished goals of the villagers. Hence, there seems to be a growing sense of dissatisfaction among the local people and their initial support to the nomination dossier is dwindling. This brings us to reflect upon the representations, values and hopes that different sets of players project on a given territory. How the different authorities will balance the needs of the heritage management and economic growth of this particular area needs to be studied more profoundly in order to bring light to heritage and their sustainability in postcolonial developing countries.

Bibliography

Altman, I. And Low, S.M. (Eds) 'Place attachment: human behaviour and the environment. Advances in theory and research. Vol 12, pp. 253-278.
Ashworth, G.J., Graham, B. and Tunbridge, J.E. 'Pluralising Pasts: Heritage, identity and place in multicultural societies' London: Pluto Press, pp 1.
Barth, F. (1969) 'Ethnic Groups and Boundaries' London, Georges Allen & Unwin.
Beheldi, A. (2006) 'Territoires, appartenance et identification. Quelques réflexions a partir du cas tunisien', L'Espace Géographique, Vol 35, pp 310 – 316.
Bennet, J. (1993) 'Travel to Europe...in the Caribbean'. Europe, pp 19-21.
Bonnemaison, J., Calbrezy, L., Quinty-Bourgeois, C. (1999) 'Les Territoires de l'identité. Le Territoire lien ou frontière ?' Tome I. Paris, L'Harmattan.
Boswell, R. (2006) 'Heritage Tourism and Identity in the Mauritian Villages of Chamarel and Le Morne' Journal of Southern African Studies, Vol 31, No 2, pp. 283-295.
Chang, T.C. (2000) 'Singapore's Little India: A Tourist Attraction as a Contested Landscape' Urban Studies, Vol 37, No 2, pp 343-366.
Cohen, E. (1978) 'The Impact of Tourism on the Physical Environment' Annals of Tourism Research, Vol 5, pp. 215-237.
Cresswell, T. (1996) 'In Place/ Out of Place: geography, ideology and transgression' Minneapolis, MN, University of Minnesota Press.
Cuba, L. and Hummon, D.M. (1993) 'A place to call home: Identification with dwelling, community and region' The Sociological Quarterly, Vol 34, pp 111-131.
Dallen, T.J. and Nyaupane, G.P. (2009) 'Cultural Heritage and Tourism in the Developing World: A Regional Perspective'. New York: Routledge, pp 7.
De Cauna, A. (2006) 'Le Multiculturalisme à l'île Maurice, pour une lecture géographique', Géographie et cultures, No 58, pp 23- 45.
Debarbieux, B. (2006) 'Prendre Position : Réflexions sur les ressources et les limites de la notion d'identité en géographique' L'Espace Géographique, Vol 35, pp.340 – 354.
Di Méo, G. (1995) 'Patrimoine et territoire, une parenté conceptuelle'. Espaces et Sociétés, n°78, pp. 15-34
Di Meo, G. (2004) 'Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités' Annales de géographie, no 638-639, pp 339-444.
Eriksen, T.H. (1998) 'Common Denominators : Ethnicity, Nation-Building and Compromise in Mauritius' Oxford Berg.
Feilden, B.M. (1993) 'Is conservation of cultural heritage relevant to South Asia?' South Asian Studies, Vol 9, pp. 1-10.
Guerin-Pace, F. and Guermond, Y. (2006) 'Identité et rapport au territoire.' L'Espace Geographique, Vol 35, No 4, pp 289-290.
Guiliani, M.V. and Felman, R (1993) 'Place Attachment in a developmental and cultural context' J.Environ. Psych, Vol 13, pp 267-274.
Hall, C.M. and Piggin, R. (2001) 'Tourism and World Heritage in OECD countries.' Tourism Recreation Research, Vol 26, No 1, pp. 103-105.
Hall, S. (Ed.) (1997) Representation: Cultural Representations and Signifying Practices. London: Sage/Open University.
Hay, R. (1998) 'Sense of place in developmental context' Journal of Environmental Psychology, Vol 21, pp 5-16.
Hummon, D. M. (1992) 'Community attachment: local sentiment and sense of place. *In* Altman, I. And Low, S.M. (Eds) 'Place attachment: human behaviour and the environment. Advances in theory and research. Vol 12, pp. 253-278.

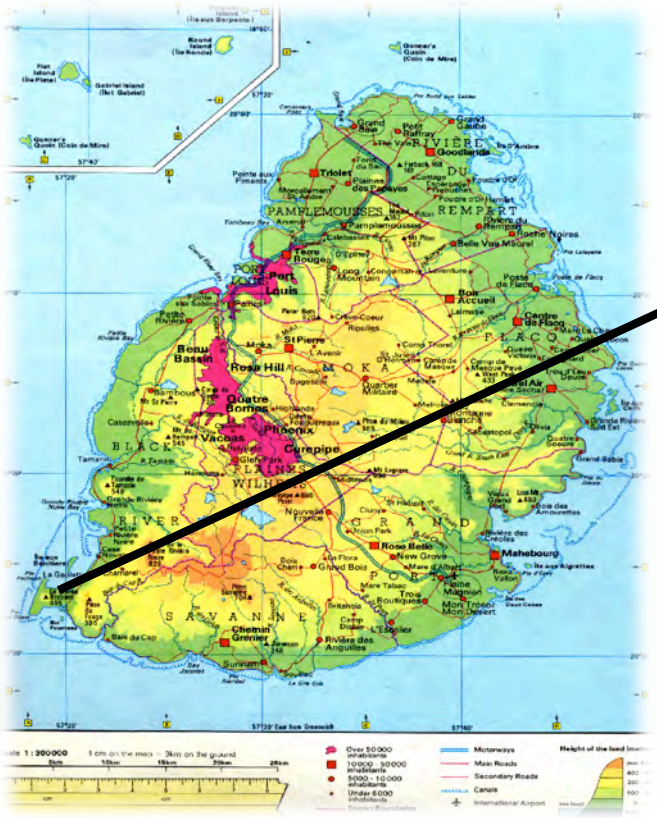
Kaltenborn, B.P. and Williams, D.R. (2002) 'The meaning of place: attachments to Femundsmarka National Park, Norway among tourists and locals'. Norwegian Journal of Geography. Vol 56, pp 189-198.
Le Bosse, M. (1999) 'Les Questions d'Identité dans la Géographie Culturelle : quelques aperçus contemporains' Géographie et Cultures, Vol 31
Lefebvre, H. (1991) 'The Production of Space' trans. By D Nicholson-Smith. Oxford, Basil Blackwell.
Li, M., Wu, B. and Cai, L. (2008) 'Tourism Development of World Heritage Sites in China: a geographical perspective.' Tourism Management, Vol 29, pp 308-319.
Luxner, L. (1999) 'Reviving Haiti's paradise'. Americas, Vol 51, No 4, pp 48-54.
McCabe, C. (1992) 'The Carribean heritage'. Islands, Vol 12, No 4, pp 62-76.
Mele, P. Larrue, C., Rosemberg, M. (2003) 'Conflits et Territoires'. Presses Universitaires Francois- Rabelais, Maison des Sciences de l'homme 'Villes et Territoires'.
Peet, R. (1998) ' Modern Geographical Thought' Blackwell, Oxford.
Picon, B. (1988) 'L'espace et le temps en Camargue' Actes Sud, pp 231.
Relph, E. (1976) 'Place and placelessness' Pion.
Ripoll, F. et Veschambre, V. (2002), 'Face à l'hégémonie du territoire : éléments pour une réflexion critique', in Jean, Y. et Calenge, C. 'Lire les territoires' Tours, Presses de la MSH, coll. Villes et Territoires, n° 3, pp 261-288.
Timothy, D.J. (1999) 'Built heritage, tourism and conservation in developing destination.' Journal of Sustainable Tourism, Vol 61, No 1, pp 52 - 68.
Tuan, Y.F. (1974) 'Topophilia. A study of environmental perception, attitudes and values' Englewoods Cliffs, New Jersey : Prentice Hall.
Williams, D.R. and Vaske, J.J. (2003) 'The Measurement of Place Attachment: Validity and Generalizability of a Psychometric Approach' Forest Science, Vol 49, No 6

Table 1: Relph's Model of Insideness-outsideness

MODES OF INSIDENESS & OUTSIDENESS
1. EXISTENTIAL INSIDENESS
A situation involving a feeling of attachment and at-homeness. Place is "experienced without deliberate and self-conscious reflection yet is full with significances." One feels this is the place where he or she belongs. The deepest kind of place experience and the one toward which we probably all yearn.
2. EXISTENTIAL OUTSIDENESS
A situation where the person feels separate from or out of place. Place may feel alienating, unreal, unpleasant, or oppressive. Homelessness or homesickness would be examples. Often, today, the physical and designed environments contribute to this kind of experience *unintentionally*--the sprawl of suburban environments, the dissolution of urban downtowns, the decline of rural communities.
3. OBJECTIVE OUTSIDENESS
A situation involving a deliberate dispassionate attitude of separation from place. Place is a thing to be studied and manipulated as an object apart from the experiencer. A scientific approach to place and environment. Ironically, the approach to place often taken by planners, designers, and policy makers.
4. INCIDENTAL OUTSIDENESS
A situation in which place is the background or mere setting for activities--for example, the landscapes and places one drives through as he or she is on the way to somewhere else.
5. BEHAVIORAL INSIDENESS
A situation involving the deliberate attending to the appearance of place. Place is seen as a set of objects, views, or activities. For example, the experience we all pass through when becoming familiar with a new place--figuring out what is where and how the various landmarks, paths, and so forth all fit together to make one complete place.
6. EMPATHETIC INSIDENESS
A situation in which the person, as outsider, tries to be open to place and understand it more deeply. This kind of experience requires interest, empathy, and heartfelt concern. Empathetic insideness is an important aspect of approaching a place phenomenologically.
7. VICARIOUS INSIDENESS
A situation of deeply-felt secondhand involvement with place. One is transported to place through imagination--through paintings, novels, music, films, or other creative media. One thinks, for example, of Monet's paintings of his beloved garden Giverny or of Thomas Hardy's novels describing 19th-century rural England.

Source: A Singular Impact: Relph's Place and Placelessness, Seamon

Figure 1: Geographical position of Mauritius and LMCL Heritage Site



Source: Philip's Atlas of Mauritius, EOI 1996

Core Zone: 349 hectares

Buffer Zone: 2407 hectares

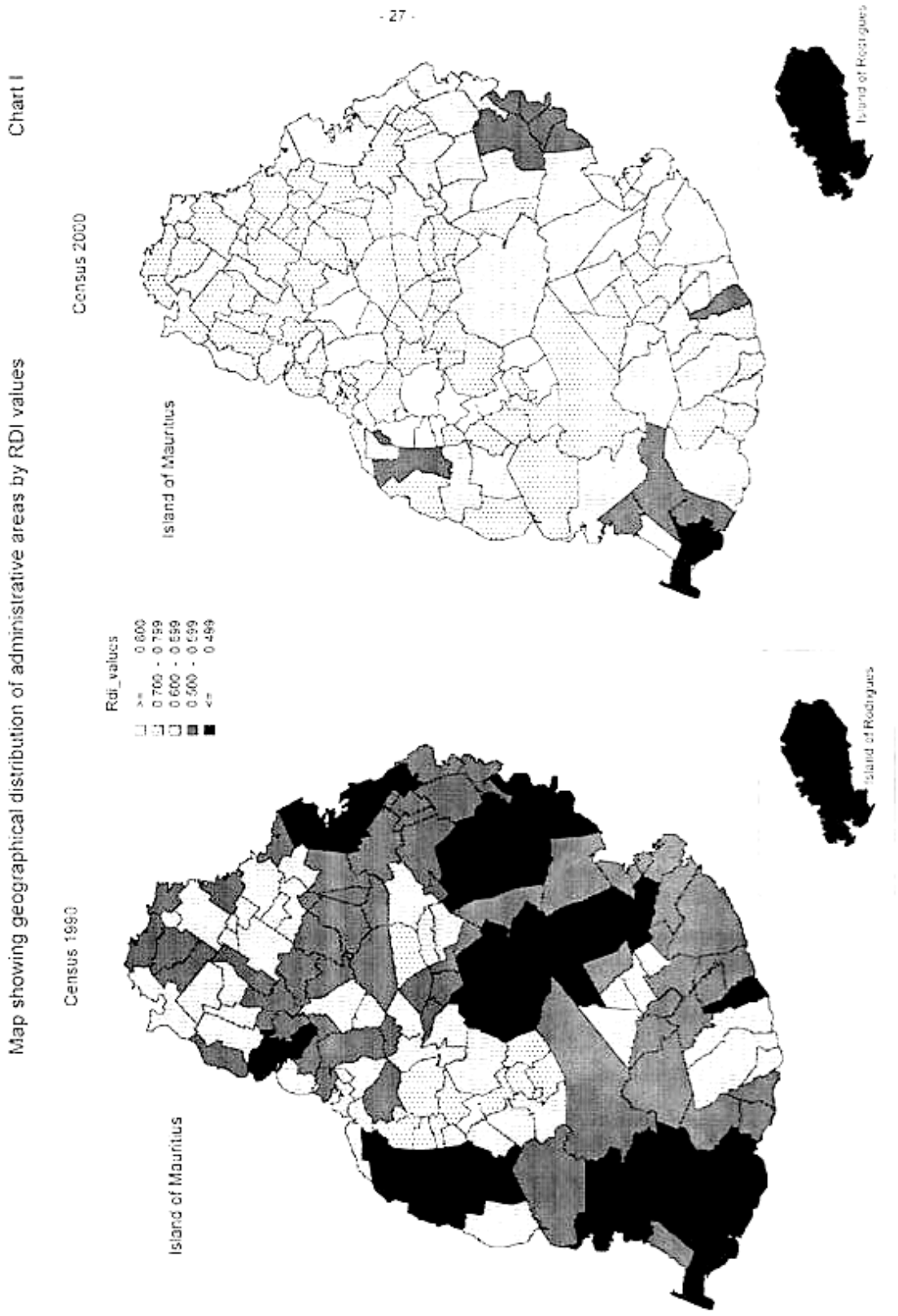
5 hotels on the Morne Peninsula

50 000 tourists per year

Source: Management Plan of LMCL, 2008

Figure 2: Map of distribution of Regional Development Index

Source: Google Map, adapted by C.Hurnath, 2010



Source: Central Statistical Office, Mauritius, 2006

Table 2: Dimensions used to measure Place Attachment

Dimensions	Indicators
Continuity	Place of birth, length of residence, life stages, important life events and frequency of visits (Breakwell 1986, Gustafon 2001, Lalli 1992, Pellow 1992, Scott & Kearns 2000), Historical, traditional and cultural aspects of the locality (Gustafon 2001), place as a container for memory and emotional significance (Stephens 2002).
Distinctiveness	People value being different or unique from others (Breakwell 1986), distinguish themselves positively from others (Gustafon 2001), attributed and qualities of a place and the people in that place, the way that they define themselves and their relationship to it, evaluation of similarities and difference to other people and places.
Symbolism	Genealogical linkage to the land, linkage through loss of land or destruction of community, economic linkage to the land through ownership, inheritance and politics, cosmological linkages through spiritual, religious or mythological relationship, narrative linkage through storytelling and place naming (Low 1992).
Attachment	Mutual caretaking bond between a person and a beloved place (Fullilove 1996, Hay 1998, Lalli 1992).
Familiarity	Security, comfort, safety, access to resources, and intimate knowledge of the environment that is essential for the livelihood (Fullilove 1996).
Place dependence	Features and conditions that support specific goals or desired activities, physical layout of the place, accessibility.

Table 3: Profile of Respondents

Respondents	Age (years)	Family Status	Length of Stay in surroundings of Le Morne	Ethnicity	Profession
R1	83	Married	Mariage (at 16)	Creole	Housewife
R2	65	Single	Birth	Creole	Dressmaker
R3	24	Married	Birth	Creole	Site Officer
R4	68	Married and separated	Birth (marriage to another village and came back)	Hindu	Housewife, Small farm
R5	22	Single	Birth	Creole	Site Officer
R6	26	Married and one child	Birth (marriage to another village and came back with husband after 10 years)	Creole	Guest House operator
R7	47	Married and 2 children	Family since 2 years	Creole	Guest House and Table d'Hote operator
R8	53	Married	Birth	Marathi (Hindu)	Buys fish from fishermen and stores fish to sell at stall
R9	25	Married	Birth	Creole	Site Officer
R10	23	In couple with 1 child	Family since 3 years	Creole / Rasta	Housewife
R11	74	Married	Since birth	Creole	Fisherman, now retired
R12	46	Married	Since birth	Creole	Fisherman
R13	NA	NA	Since 2 years	Foreigner	Top Management of Hotel 1
R14	NA	NA	Birth, came back after some years	Creole	Middle Management of Hotel 2
R15	NA	NA	Since 4 years	Hindu, from Quatres Bornes (town)	Top Management of Hotel 3
R16	53	Married	Birth	Creole	Beach Cleaner

Unesco World Heritage and Tourist Development in Fez, Morocco

Manon Istasse
(Université Libre de Bruxelles)

Manon Istasse
Aspirante F.N.R.S.
Université Libre de Bruxelles
Laboratoire d'Anthropologie des Mondes Contemporains -Institut de Sociologie
Avenue Jeanne, 44 - CP124 - B-1050 Bruxelles
Email: maistass@ulb.ac.be

Unesco World Heritage and Tourist Development in Fez, Morocco

Abstract:
The relation between tourism and heritage, be it cultural or natural, is of growing interest among social scientists, Unesco members, and those working in the tourism industry. My current Ph. D. research focuses on the use of cultural heritage, namely houses of the medina of Fez, in a context of tourist development, to be specific, how houses are used as tourist accommodations? This asks several questions : how is cultural heritage present in the medina? How is it used by tourist developers? And how to inhabit cultural heritage?
Beginning with a presentation of Fez medina, which is listed as a world heritage site since 1981, I then investigate how owners of tourist accommodations furnish, decorate and inhabit their houses, in order to describe the situation. Following Latour, it is assumed that a situation is formed by the encounter of actors coming from different spaces, times and states of being. So, what houses and owners do to each others? Instead of looking at the actions of publics authorities to promote the city or the impact of tourism on local populations, I investigate how owners of houses in the medina use them, as pieces of cultural heritage, to accommodate tourists, as financial income. This address questions about tradition (how to recreate a traditional house?), relation between tourism and heritage in a context of development (how to use heritage without endanger it?), and relation between the local and the global (how to map a social situation?).

Keywords: Cultural Heritage, Unesco, Morocco, Tourism, Houses

Unesco World Heritage and Tourist Development in Fez, Morocco

Heritage, be it natural and/or cultural, and tourism are of growing interest among heritage site managers who develop and apply policies, and social scientists who study culture in the contemporary world. Also, the Unesco have included tourism in its centres of interest, as witnessed by publications like *Tourisme, culture et développement durable* by Mike Robinson and David Picard (2006), *Managing Tourism at World Heritage Sites : a Practical Manual for World Heritage Managers* (2002) and the program "Sustainable Tourism" by Arthur Pedersen. In these publications, tourism is not presented like a threat for the integrity and conservation of world heritage but like a means of local development, if appropriately used.

This paper is based on my current Ph.D research in anthropology, at first concerned with "traditional"[1] houses in the medina of Fez (Morocco), but where the tourist development appeared to be essential and cannot be ignored. Living in Fez for a year, I follow guest house owners[2], home-stay families and several members of public authorities in their daily life. In Morocco, studies of guest houses (Kurzac-Souali, 2007; Angelini 2008), the foreign presence in medinas (Escher, forthcoming; McGuinness, 2006), tourism (Berriane, 2001), have mostly focused on the situation in Marrakech, Essaouira and some coastal cities. But few have investigated Fez in anthropological terms. The following question concern the daily-life of heritage, its presence and its use by local actors, in a site listed by the Unesco being in tourist development. In a way, the fieldwork and following questions consist in a triangle formed by world heritage, tourism and daily-life of heritage. So, at first, I present the medina in relation with the three triangle's apexes, then I come to some theoretical and methodological questions before finishing with some "first results from the field".

1. The triangles of Fez medina

According to publications (guidebook, map,...) promoting Fez as a tourist destination, there is in the medina a "golden triangle", formed by the three major architectural buildings of the medina, namely the Zaouiya Sidi Ahmed Tijani, the shrine of Moulay Idriss and the mosque Karaouiyne. But in this article, the triangle is more "scientifically constituted", being made up of the three major themes of my research : world heritage, tourism, daily-life of heritage. So, what are the relations between the Fez medina and these three themes, and what are the following questions?

The purpose is not to retrace the long (hi)story of this Islamic city, but a brief summary is needed. Since its foundation by Idriss II at the beginning of the ninth century, the city has welcomed a wide array of populations, among them : Arabs from Bagdad, Kairouan and Andalousia at the 9th century, Muslims and Jews running from Spain at the 15th century, French during the Protectorate (1912-1957), rural migrants in the 1970's, African students and tourists at the present time,... All of them provided, and still provide, to the city a rich and diverse cultural heritage. But if from one side the medina is still lively, being mostly inhabited by Moroccan populations, it is also a marginal place. Indeed, since the independence of Morocco in 1956, Fassi elites have left the medina to settle down in the New Town or cities of new importance (Casablanca, Rabat) and have been replaced (mostly in the 1970's) by rural populations fleeing from poverty. As a result, the population got denser (in 2005, according to

1 I use inverted comas because, as I will show later, and as Hobsbawm and Ranger (1983) has already demonstrated, tradition is a construction.

2 Guest house is here used as a translation of the French maison d'hôtes (Bed and Breakfast).

the ADER[3], 1,600,000 inhabitants were living in 10,000 houses) and the buildings deteriorated (the new population is too poor to maintain the buildings according to most informants). Whence the listing of Fez in 1981 as a Unesco world heritage site, according to two criteria : that of exhibiting an important interchange of human values over a span of time or within a cultural area (criteria ii) and that of being an outstanding example of a traditional human settlement (criteria v). Since then, multiple academic studies have been carried out in order to guide restoration and preservation works. Among a few examples : the Schéma Directeur d'Aménagement Urbain in 1980 to be made effective by the Campagne internationale pour la sauvegarde de Fès instaured by the Unesco in 1985, studies related to the projects of the UNDP (United Nations Development Program) in 1992 and the World Bank in 1993. Which to add urban and geographic studies (*Atlas de la médina de Fès* published in 1990), SIG data gathered by the ADER, and Plan d'Aménagement Urbain realised by the AUSF[4]. So, here the question is : how is world heritage present in Fez?

The second apex concern tourism. Tourist development is a major matter in the policy lead by the King Mohammed VI. Thus the program "Vision 2010", officially started in 2001 : taking as bases the cultural and natural richness and assets of the country, the purpose was to make tourism an important domain of the Moroccan economy (to contribute to 20% of the GDP), and to get 10 millions of tourists in 2010. In different regions of Morocco, this program has lead to the formulation of PDRT (Programme de Développement Régional du Tourisme), whose CRT (Conseil Régional du Tourisme) and Tourism National Office have the responsibility. According to the CRT-Fez website, Fez must become "a full-fledge destination of vacation and City Break, maintaining at the same time its place in current tour to be completed and improved" (my translation). Until 2015, it is expected to triple the number of nights (to reach 1,880,000), to augment the average length of vacation (more than 3 days) and the number of beds (to dispose of 10,400 beds). In order to make those goals concrete, restoration of major architectural buildings, air-traffic denser, creation of professional fields of training in tourism and of cultural institutions developing cultural events, promotion of different kinds of tourist accommodation, are planned in order to develop a sustainable and cultural tourism. So, how to use cultural heritage in this context of tourism development?

This leads to the last apex, the daily-life of cultural heritage : how to live with/in heritage? I focus my research on architectural cultural heritage whose access is not forbidden to non-Muslims[5], to be specific "traditional" houses used as tourist accommodation. There are, in Fez, several four or five stars hotels (Palais Jamaï, Palais des Méridines, Jnan Palace,...), and projects of tourist accommodation in the context of the PDRT (Ouislane, Oued Fès,...), but all of them are located outside the medina. Inside the medina, there are some cheap hotels (pension), guest houses and homestay, all of them using "traditional" houses as tourist accommodation. I'm interested in the last two ones. Starting from official rules controlling these tourist accommodations, how is the house fitted, decorated and lived by the owners?

What is called the "guest house phenomenon" is not new in Morocco, having its origins in Marrakech in the beginning of the 1990 before arriving in Fez in the late 1990, where there is a will, which want to be of political impact, not to repeat the Marrakech

3 ADER : Agence de Dédensification et Réhabilitation de la Médina de Fès : agency created in 1989 to ensure works and studies specific to the medina.

4 Agence Urbaine et de Sauvegarde de Fès : ministerial agency created in 1991 to help the development and urban planing of Fez.

5 In the medina, mosques and shrines, which constitute an important part of the cultural heritage, is not allowed to non-Muslims for visiting.

mistake : according to some informants (even foreign residents in Fez), Marrakech "has lost her soul" and "has been sold to foreigners". So, rules have to be respected : local permission to do restoration works in the house, business permission delivered by the Wali (Governor) to be official, and listing of the guest house delivered by the CRT. Following this, there are at the moment 54 official and listed guest houses in Fez, about 10 officials waiting to be listed, and between 40 and 80[6] non official. Guest houses are owned by Moroccans (more or less 60%), then by French (25%), English speaking people (English, Australians, Americans, Irish), Italians, Spanish, Belgian, Iraki.

"Ziyarate", which means "visit", is the name of the homestay program in Fez. This program is unique in Morocco : it is the only official one, bringing all the partners (CRT-Fez, District of Fez Medina, a Social Development Agency -INDH- and the Union of Associations of Fez Medina) together in a legal setting. In its press folder, the CRT presents the project as an "original expression combinating tourism and human development in order to introduce and to experience Fez in its most authentic and inaccessible aspects". Indeed, when tourists stay in Moroccan families, they allow them to live in their houses by paying them a rent, and they experience the "fassi hospitality" (or what is expected and imagined to be the fassi hospitality). By that way, this kind of accommodation is inscribed in a "responsible, cultural and spiritual tourism", and participate to the "cultural dialogue between civilisations, the preservation of cultural heritage and the economic development". At the moment, 30 families welcome tourists. The selection and formalisation of these families, are done according to social (to be Moroccan) and heritage criteria (owing a traditional house), and the families have to respect the internal regulation, to conform to the ethic and quality chart.

2. Theory and method : how a research to be interesting and pertinent?

In a general way, I aim to investigate several situations where an area defined as world heritage is used in a context of tourism development, starting from official written documents. For each situation, I establish the cartography of the situation's components, and I investigate the use and the presence of heritage. Of course, the number of these situations is huge, therefore I focus on certain places and particular actors which I present in a few lines.

In my research, the places selected are the offices of the Unesco in Rabat and Paris, the medina of Fez, and houses of the medina. At first sight, these places could represent three levels of social reality, from the most global (the Unesco) which imposes itself on the most local (the houses), this latter resisting to the global in several ways leading to conflicts (Huntington, 1996; Tunbrigde and Ashworth, 1996), heterogeneization and "métissage" (Kraidy, 2005), homogeneization (Ritzer, 1993, Lechner and Boli, 2005),.... But the idea is to challenge this relation of power between the local and the global. According to Latour (2005), the social world is everywhere flat, so it is important to localise the global and to globalise the local. It means considering the local like the final convergence of the situation's components, and the global as a convergence receiving more components than others. Heritage is an example : global (or world) heritage is not something which overhangs local heritage. Instead, global heritage is built up in specific places (offices, meeting rooms,...) by human actors, and then put into a form (the Convention of 1972 for example), a mediator, which circulates and spread in other places. It is the form which ensures the globality of a mediator : world heritage is a powerful system, a normative and immutable form very mobile. This idea of the local and the global, and the cartography, leads to the tension between explication and

6 It is difficult to count non official guest houses : the number differs from one authority to another.

comprehension, tension which has driven social sciences for a long time. The cartography allows to pick up components coming from other spaces, times or states of being, but they don't constitute a global explanatory context determining the situation. Instead, it is worth looking at these others times, spaces and states of being in order to make visible the chain of components which circulate from one site to another. They converge into the situation, which is a kind of meeting point in which a number (huge or not) of lines (the trajectories of the components) enter. So, the cartography is not in three-dimensional like the network, nor consists in a number of inclusive circles, but is a two-dimensional map. For an example, see the appendix. The aim is not to explain a situation by its components, nor to explain the social with the social, nor to take an interest in the social dimension of the reality as if the social was an isolated material (like a biologic one), nor to limit the research to the comprehension, but to make explicit and to display the chains of components and moving of mediators.

These components are also actors of the situation. It doesn't come out a typology of the actors concerned by the situation, but a multitude of actors, humans and materials. Facing this proliferation of actors (and due to the limited time allowed for a PhD research), I have chosen to focus on specific actors, each dealing with a kind of official regulation : members of the Unesco in charge of North African Heritage and of the Sustainable Tourism Program, administrators in Fez in charge of the tourism and the preservation regulations, and the "traditional" houses owners supposed to conform to the multiple official regulations relative to their houses. I'm interested in the relation between these human actors with other actors by the way of the material actors called regulations. Then, following a pragmatic methodology, I ask the situation pertinent questions for the human actors. It is also important to have a look at the life trajectory of the actors, and to take the explanations of the human actors into account : it is not the job of the researcher to define and to order the world, according (one more time) to Latour (id.).

But the questions pertinent on the field (for the actors) must also be pertinent for anthropology. I propose a slight list of notions I tackle in my research, in relation with the three apexes of the triangle. First, with world heritage comes the question of universality, since "World Heritage sites belong to all the peoples of the world, irrespective of the territory on which they are located" (Unesco). This notion of universality appeals those of property (who owns the traditional houses?), possession and depossession (by the legal requirements concerning the house), public and private or intimate (what happens when "traditional" houses, described in the literature as places par excellence of intimacy in Morocco, are opened to foreigners?), responsibility of the transmission of heritage, and cultural citizenship (does the fact of buying and restoring a "traditional" housein a world heritage site make the owner a cultural citizen of the world?). Second, the question of cultural heritage comes up : the aim is not to define it, but to investigate who and how use what is defined to be (or not) heritage. Following that arise some other notions, like authenticity and tradition (the official regulations ask "a typical Moroccan furnishing", "a traditional architecture", "a Moroccan living-room"), material and immaterial (how to distinguish the spirit of the house from its architecture?), preservation of heritage (whose responsibility, which actions?). And finally, with tourism, the questions of hospitality (how to apply the famous Moroccan hospitality?) and the encounter with the Other (meeting between Moroccans, foreign residents, tourists) are raised. But not all of them are tackled in this article.

3. First observations and statements

If it is still impossible for me to provide results nor recommendations, as I'm mostly in a stage of cartography, I can provide some statements.

About guest houses, the non-use of the term "guest house" is striking: owners favour the short-cut term "riad". In fact, a *riad* is a house with a garden, while a house with a central courtyard is a *dar*. But in their website, in their comments, in the name of their house, the owners speak about their "riad" and not guest house, or if the term is used, it is after this of "riad". This use certainly comes from the "riad phenomenon" in Marrakech, and the owners explain that if they know their house is a *dar* (and not a *riad*), they call it *riad* because it is better commercially: "what tourists are looking for, it is a riad, not a guest house" sum up one informant.

Then, the will to combine tradition, authenticity and modernity, comfort, is found both in the websites and the comments of owners, because "it would be impossible to live in a pure traditional house!" exclaimed one owner. Indeed, most of the time, there is no heating, no bathroom, no roof covering the courtyard. So, the tradition is present in the restoration works, which are claimed to be as respectful of the house as possible "to preserve its soul" as frequently mentioned : keep the architectural framework unaltered (nor to add a room neither destruct a ceiling), use traditional techniques and materials (cedarwood, plaster, zellige,). The tradition is also present in the furnishing of the house, under various forms. Some owners only use fassi or Moroccan furnishing. Others have opted for Western (mostly French, English and Italian) furniture from the last centuries, justifying it by the fact that Fassis have always travelled and traded with Europe, and thus owned European furniture. And other further prefer a clean and simple style (as less as furniture and decoration as possible), because what tourists are looking for is calm and serenity, and "it is impossible to rest in a house looking like a museum" pointed one owner. So, the fuzziness of the official regulation about the authenticity and the traditionality of the house allows various forms of tradition that the commissions in charge of delivering the permissions accept or not. The question is thus one of "acceptable tradition", and imagination.

It is also possible to remark a change in the use of some rooms : the terrace, the bedroom and the bathroom. For example, the terrace. One owner told me on the roof of his house : "you can precisely distinct terrace of Moroccan families from those of foreigners and guest houses". Indeed, those of Moroccans include clothes lines and a receiver dish, sometimes a chicken or pigeon house. But in guest houses, the terrace is a place to sunbath, to have the breakfast or to rest. So the amenities needed : tables, benches, plants, Berber tents. Or bedrooms. "Traditionally", except the husband in rich families, nobody had his or her own bedroom : everybody slept together according to the gender, and the rooms were used at times as living room, at other times as bedrooms. But in guest houses, there are private bedrooms, whose doors are most of the time closed (for intimacy), trying to be as most soundproofed as possible. Finally, there are as much (or more) bathrooms as bedrooms, as every bedroom must have its own bathroom in suite. Western bathroom of course : shower (or bath) distinct from WC distinct from washbasin. While before, only rich families had their own hammam, and nowadays, most families in the medina have Turkish toilets being used as shower when needed in a very small room. This bathroom raising is not without problems concerning sewage disposal.

About the preservation of heritage, owners consider that buying a house and restoring it to be a guest house is a kind of preservation of the medina, because the local population is too poor and unaware of its heritage to assure it, and the local authorities are not very active. If according to the owners, heritage is everywhere in the medina, there is no trace of the Unesco : if they make their house "traditional", it is for the love of the house and the medina, or to respect the soul of the house. It makes no difference living in a house listed by the Unesco : some are not interested at all by the Unesco policies, others don't see where the Unesco is in Fez, other tell that the Unesco didn't help them restoring their house. Some of

them guess the Unesco would agree with what they did in their house, and a few even don't care. However, it is interesting to note the presence of a tourist accommodation renting agency, Fez Riads, run by an Australian women, whose aim (among several) is to fund private restoration projects in the medina. Some guest houses are listed on a website, and for every booking made by tourists on this website, a sample is taken for the projects. By that way, some fountains have been restored, streets cleaned, squares planted.

Finally, most of the owners complain about the administrative system : it is difficult and slow to obtain the official permissions. Some mention an administration "staggered", whose functioning is different from Western one and which need to get used to. Others flay against the gap between the siren song in Europe inviting foreigners to invest money in Morocco and the lack of effective help to complete the project of a guest house successful. Others lament against the corruption around their project. Also, the official rules appear to be at the core of conflicts between the partners : public authorities sometimes have unclear and even contradicting criteria for granting a permit, so that the authenticity and typicality required are in constant reformulation and negotiation.

What about homestay? Most of the time, the house belongs to the family, so owners didn't buy it. Or if they did, it wasn't in the aim to open their house to tourists, but only to possess a bigger house for the family. They only proceeded to some works in order to conform the interior regulation : offering a separate bedroom with an Western bathroom (shared with another bedroom for guests or not) to the tourists, having a clean and useful kitchen. To make these works, families received financial help from the Social Development Agency. Families also benefited from lessons and training in diverse areas in order to welcome tourists in an ideal way : language (French, English and Spanish) lessons, how to prepare food for tourists (not too sweet nor fat), being able to speak about the history of the city,...

If some families use the tourist amenities, other don't, because they don't know when they will receive guests, which can be at any time. Indeed, if tourists normally have to book by the way of the Union of Associations of Fez Medina, or to contact directly the family, some families are working with informal guides who bring them tourists, and receive a commission. So the necessity for the bedrooms and bathrooms to be always ready and clean, and for a member of the family to be at home. Even if the price for one night with breakfast for two persons is much more cheaper than in guest houses (25 euros instead of minimum 50), this amount of money is really needed by some families. But there is a discrepancy between families living at the edge of the medina, welcoming more tourists than those living in the heart of the medina, seen as more dangerous and more easy to lose in. So this tourism is not sustainable for everybody participating, and the idea of some families was to implement a turn over between families.

During the interviews, informants said that the house is first of all the family house, a family heritage. The house as cultural heritage comes after, or not at all. I was sometimes asked to define what the label "world heritage" is. And although the Unesco is known by most of the families, it is only its name and the "good actions" it lead in the medina : in other words, the Unesco is myth as quoted by Lahbil Tagemouati (2001). And the Unesco is a myth on the ground, because, according to a Unesco member, of a lack of awareness campaigns. But it is not the time nor the place here to understand this gap between the Unesco policies and what happens in the world heritage sites.

4. Concluding remarks

First of all, the "guest house" is subject to two changes. Change of use : the Fassi guest house is not like the French guest house or the English bed and breakfast, which are most of the time a supplementary activity, where owners offer maximum five bedroom (it is the maximal number in the Gîtes de France charter) and live in their house (they welcome tourists themselves). But in Fez, the minimum number of bedrooms is five according to the regulations, the owner don't have to live in the house or nearby. So, the guest house in Morocco has become an entire economic activity. Change of term : nobody uses it. In their websites and billboards, owners always mention the term "guest house" after that of "riad". According to them, the reason is evident, and economic : tourists are not looking for a guest house in Morocco, but for a riad, thanks to the Marrakech "riadmania". As a consequence, not to reference the house as a riad is to lose tourists, and money.

Secondly, investigating guest houses and homestay shows the importance of the past and its materialisation, approached and described by the owners under the lens of tradition and authenticity. The fuzziness of the official rules allows various materialisations of the past, according to personal tastes or projection of what tourists want. Which leads to the question of (re)imagining the past. Hobsbawm and Ranger (1983) and Lenclud (1987) made clear that traditions are under permanent construction in order to make sense and to legitimate the present. But these analyses mostly concern traditions used as collective symbols. While in Fez, more than making sense or legitimating, traditions must conform to personal tastes (historic reconstruction of the house and its furniture is less important than having a convenient house, and feeling good in this house) and be commercially viable (the "traditionality" of the house must attract tourists and make them comfortable). So, even if this construction of tradition obeys to general patterns (such as "orientalism"), and in a certain way to official rules (as long as the authorities don't agree with the "traditionality" of the house, it is forbidden to welcome tourists), it is more pertinent to link tradition, imagination, and personal (hi)story of owners : what is the attachment of the owners to the house, where do the images of Moroccan tradition come from, how do they describe and criticise each other's houses,...? All these questions are currently under investigation.

Thirdly, the Unesco and world heritage are not important on the ground, except as a myth. There is no visual presence of Unesco nor world heritage logos (only one billboard on the motorway and one in the medina). The fact of knowing the medina is listed by the Unesco doesn't seem to influence owners to buy or restore a house. Home-stay families describe the medina as the place they have always inhabited : listed or not as a world heritage, this is first of all where they want to live. Guest house owners don't care of the Unesco listing, except when using it as a "catchy" word they mention in their websites to attract tourists, or to the tourists when they arrive to describe the medina. Unesco is just a word in owners discourses, far from their daily activities : the first authorities they deal with are the local and regional ones. So why this very material part of world heritage, namely houses of the medina, lacks this quality of being a world heritage in the daily life? Is the world heritage only a word or a notion which circulates between sites?

Finally, some remarks about tourism and heritage. There is first a tendency to consider both of them as lively reifications : we speak about tourism and heritage, while they recover different realities for actors. For example, the tourism of tourists is not that of economists, anthropologists, local residents, site managers. So, second, the relation between both is difficult to investigate and further to prove : is it tourism or heritage which lead the process, or one after another in a process of reinforcement? In Fez, the whole area listed as world heritage is not invested by the development of tourist accommodation : the mellah (the Jewish

part of the medina) counts few cheap hotels and, recently, couchsurfers. Moreover, if the medina was listed in 1981, the tourist development and the guest house phenomenon started in the late 1990 in Fez. And last but not least, after the failure of the first international campaigns (Abry, 2004), the main restoration works were run by private sponsors. Indeed, according to Kurzac-Souali (2006), the private sector is the one able to implement restoration works, as the public sector fails. Things changed in 1996 when the World Bank proposed to include the local population to the restoration project : if the population appropriate the project, it would be more effective. So, heritage was there a means of development, and for the first time explicitly used as such. Afterwards, the national will of tourist development lead to more and more restoration and preservation projects in the medina, involving not only Interior, Housing and Cultural Ministries, but also that of Tourism, not only private or international funding, but also governmental and local ones. And the local population started initiating projects, such as the project of tourists accommodation in "traditional" houses, which the State try to control. The idea is that tourism and heritage are just components of the situation, and along with them, a multitude of components compose this situation (humans and materials actors). As components, they are circulating between several spaces and not refer to the same "ordres de grandeur" (Boltanski et Thévenot, 1991). So, Better than to investigate a relation between tourism and heritage is to investigate how do they come in a situation and how human actors explain, define, and use them.

Bibliography

Abry, A. (2004) "Habitat et intégration patrimoniale dans la médina de Fès", in GRAVARI-Barbas, M. (dir.), *Habiter le patrimoine. Approches, enjeux, vécus,* Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 227- 243.

Angelini S. et Godati. (2008), "Un exemple d'acteurs de la gentrification : Les propriétaires de maison d'hôtes", in *La gentrification dans la médina de Marrakech, Neuchatel, Institut de géographie*, pp. 25-49.

Berriane, M. (ed.). (2002) *Les nouvelles tendances du développement du tourisme au Maroc*, *c*onférence donnée dans le cadre du 13ème festival International de Géographie de St-Dié, sur http://fig-st-die.education.fr/actes/actes_2002/berriane/article.htm, March 2009.

Boltanski, L. and Thevenot L. (1991), *De la justification. Les économies de grandeur,* Gallimard, Paris.

Escher, A. et Peterman S. (à paraitre) "Types-idéaux des habitants étrangers des vieilles villes de Marrakech et d'Essaouira".

Hobsbawm, E. and Ranger T. (ed.) (1983) *The Invention of Tradition,* Cambridge University Press, Cambridge.

Huntington, S. (1996) *The clash of civilizations and the Remaking of World Order,* Simon and Schuster, London.

Kraidy, M. (2005) *Hybridity or the Cultural Logic of Globalization,* Temple University Press, Philadelphia.

Kurzac-Souali, A-C. (2006) "La revalorisation de la médina dans l'espace urbain au Maroc - Un espace urbain revisité par les élites et le tourisme"., in BOUMAZA N. (ed.), *Villes réelles, villes projetées :fabrication de la ville au maghreb,* Maisonneuve et Larose, Paris, pp. 337-349.

Kurzac-Souali, A-C. (2007) "Rumeurs et cohabitation en médina de Marrakech : l'étranger où on ne l'attendait pas", in *Hérodote,* 4 (127), pp. 64-88.

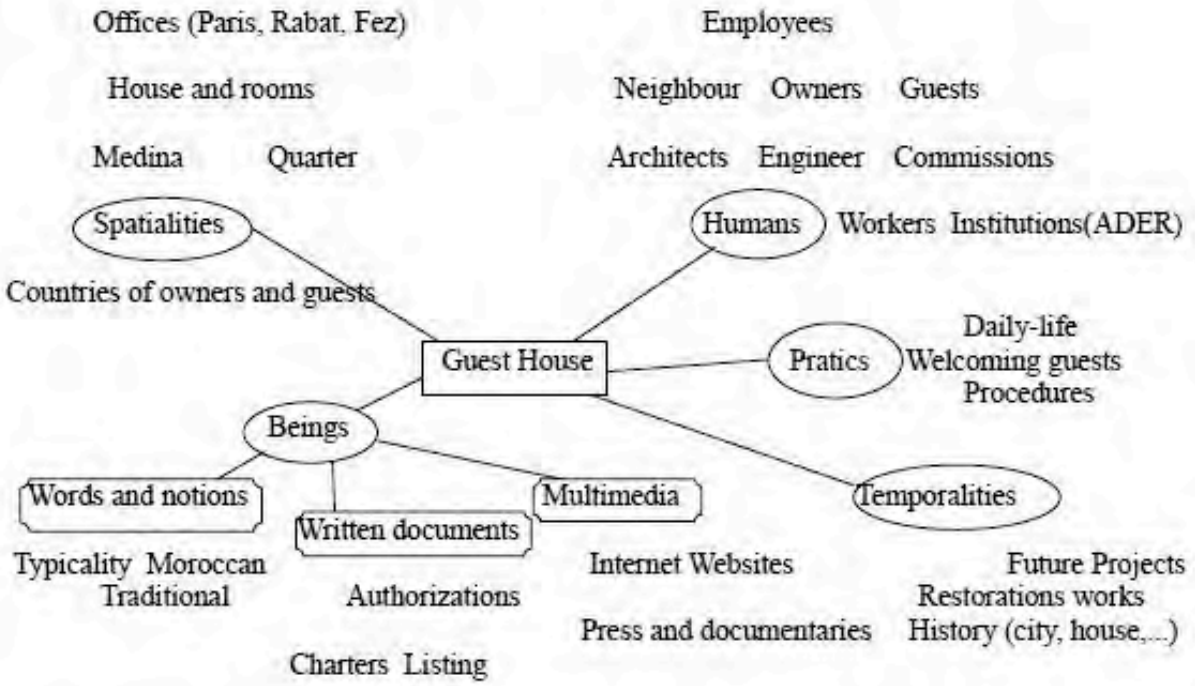
Lahbil Tagemouati, N. (2001) *Dialogue en médina,* Le fennec , Casablanca.

Latour, B. (2005) *Changer de société, refaire de la sociologie*, La Découverte, Paris.

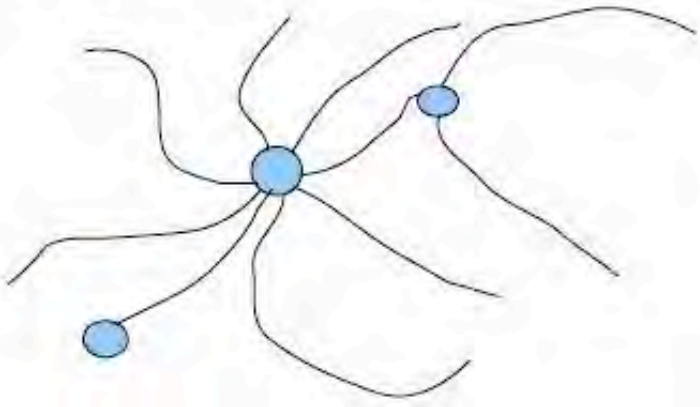
Lechner, F. and Boli, J. (2005) *World Culture. Origins and Consequences,* Blackwell, Oxford.

Lenclud, G. (1987), "La tradition n'est plus ce qu'elle était…", in *Terrain*, 9, pp. 110-123.
McGuinness, J. (2006) "Errances vers un Orient imaginaire? Les polymigrants de la Médina de Fès (2000-2005)", in *IBLA*, 198, pp. 179-208.
Pedersen, A. (2002) *Managing Tourism at World Heritage Sites : a Practical Manual for World Heritage Managers,* on http://whc.unesco.org/uploads/activities/documents/activity-113-2.pdf, January 2010.
Ritzer, G. (1993) *The Macdonaldization of Society,* Thousand Oaks, Pine Forge.
Robinson, D. et Picard D. (2006) *Tourisme, Culture et Développement durable, on* http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001475/147578f.pdf, January 2010.
Tunbridge, J. E. et Ashworth, G. J. (1996), *Dissonant Heritage: the Management of the Past as a Resource in Conflict*, Wiley, Chichester.
Université de Toulouse Le Mirail, 1990, *Atlas de la Médina de Fès*, Presses universitaires de Toulouse, Toulouse.

Appendix : cartography of guest houses



This is the cartography around the guest house. I have brought actors together in categories, in order to read it more easily. It is possible to see that actors come from different spaces (offices in Paris and houses in Fez), temporalities (present time of welcoming guests and projects for the future), states of being (words, humans, documents).
All of these actors follow their own trajectory (line, which have to be continued), and they meet in what form the situation (circles) :



The Sosobala in Guinea - Transnational Management of Intangible Heritage at a (Too) Far Away Location

Jan Jansen
(Leiden University)

Jan Jansen
Leiden University
Institute of Cultural Anthropology and Development Sociology
Wassenaarseweg 52, 2333 AK Leiden
Email: jansenj@fsw.leidenuniv.nl

The Sosobala in Guinea - Transnational Management of Intangible Heritage at a (Too) Far Away Location

Abstract:
The cultural space of the Sosobala was declared UNESCO Masterpiece of Intangible Heritage in 2001. The Sosobala is a music instrument (a so-called 'balafon' or 'balaphone') that features in the Sunjata epic, an oral tradition that has been transmitted since the Middle Ages in large parts of West-Africa. One family in Northern Guinea, in the village of Nyagassola, is widely accepted as the inheritors of this legendary instrument. The development of tourism in Nyagassola featured in the application for the UNESCO status, although the village is almost impossible to reach by car. The paper critically examines how the Sosobala's management has been mediated through the process of UNESCO application and recognition. The current stakeholders operate on a transnational level, with regular activities in Germany.
On the basis of an ethnographic description of the cultural space of the Sosobala it is argued that it is profitable to be in the position of being official representative of intangible heritage. Reason for this is, among other things, that the line between 'object' and 'person' is thin in immaterial matters; although the symbol itself won't be contested, its exploitation is a field where rivaling groups may appear. The public presentation of the Sosobala as an Intangible Heritage supports a claim to ownership by presenting time and space as linear as well as by supporting the idea that a nation or a state is a well-organized field of organizations on different levels
The paper describes how the Sosobalas status is menaced by other stakeholders who contest 'ownership'. The ownership of the Sosobala is a dynamic, 'living' field, which has been managed, to a large extent, from Germany. It is argued that the more important and prestigious it becomes, the more groups will produce 'historical' claims on the Sosobala. The exploitation of the Sosobala can be appropriated successfully, it is argued, *only* by groups that meet 'modern' (read 'simplified') tourist- and State-friendly notions of heritage and authenticity and that mediate the complex field of powers in which the Sosobala has been functioning of old. It may be only a matter of time to see a group (probably from Mali) that will contest the current appropriation of the Sosobala by the Kouyate from Nyagassola in collaboration with the Guinean state; tension produced by ownership claims may increase, once tourism develops in the Nyagassola area.

Keywords: Sosobala - Sunjata - Sosso-Bala - Nyagassola – Guinea

The Sosobala in Guinea - Transnational Management of Intangible Heritage at a (Too) Far Away Location[1]

1. The Sunjata epic is a **multi-national masterpiece** of intangible heritage

In the middle of the fourteenth century Ibn Battuta travelled along the river Niger. During a visit at the court of the 'king of Mali' he attended a performance by griots (*jeliw* or *jaliw* [bards]) who praised the king as a descendant of Sunjata ('Soundjata', 'Soundiata', 'Sundiata'). When the French occupied this area at the end of the nineteenth century, it appeared that such performances were still made. And they still are made; the Sunjata epic is still recited and it has a large appeal to millions of people in Mali, Guinea and The Gambia (see Jansen 2001). The epic has a 'charter function': it is *both* history and society. The epic explains historical relationships between people – including joking and avoiding relations - and thus prescribes for each person how to behave in daily life. In short, it is a masterpiece of intangible heritage![2]

In this part of the world hardly any written documents – if they already existed – have been able to survive the harsh climate. Therefore an oral story cycle that at least has existed since the fourteenth century is a fascinating historical source that has inspired many persons and groups. When the French colonies Senegal and Soudan Français gained independence in 1958, they choose the name 'Féderation du Mali', which split up in 1960 in the Republic of Senegal and the Republic of Mali. Nowadays, the Sunjata epic is taught in schools as the nation's medieval history in, for instance, Guinea and Mali.

2. The Sosobala in Nyagassola, Guinea: cultural exclusion by geo-political means

The Sosobala ('Sosso-Bala', 'Sossobala') means 'the balafon[3] of Soso'. The Sosobala is restored on a regular base.[4] This balafon owes its fame to the fact that it features in the Sunjata epic (see Appendix for the Sosobala legend) - most text editions of the Sunjata epic

[1] When this paper had already been prepared for publication, I received the sad news that the protagonist of my story, Namankoumba Kouyaté, died in Conakry on August 19, 2010. He has been buried in Nyagassola. *Alla ka hinè a la*.

[2] The Sunjata epic is unique, because it has been transmitted for centuries orally, and yet versions all over the Mande world are remarkably similar, contrary to what may be expected from the 'iron law' that oral traditions vary over time and place. The epic's stability has been topic of a long academic discussion. Many scholars have attributed to griots a remarkable memory. This is loose evidence, since research on the griots' memory has never been done. Personally, I seek to explain the narrative's stability in the rather stable principles of socio-political organization in the Mande world (Jansen 1996).

[3] 'The balafon (*bala*, *balaphone*) is a resonated frame, wooden keyed percussion idiophone of West Africa; part of the idiophone family of tuned percussion instruments that includes the xylophone, marimba, glockenspiel, and the vibraphone. Sound is produced by striking the tuned keys with two padded sticks' (http://en.wikipedia.org/wiki/Balafon, accessed June 23, 2010).

[4] This Sosobala strongly resembles a modern 'flat' balafon (cf. Charry 2000: 143-145), and this wooden instrument must have been thoroughly 'restored' over time – which is a necessity in this area where termites laboriously do their devastating work.

include this theme (see chapter III in Belcher 1999). The griots from Nyagassola are the guardians/owners of the instrument. They have the patronymic (= family name inherited via the father) Kouyaté. Being a Kouyaté means – according to the Sunjata epic – being a descendant of Diakoma Doka, Sunjata's personal griot, who acquired the Sosobala from Sunjata's main rival Sumaoro Kanté (see Appendix). The Kouyaté from Nyagassola derive much prestige from being the guardians of their ancestor's balafon.

When UNESCO proclaimed its first list of Masterpieces of Intangible Heritage, in May 2001, one of the nineteen Masterpieces of 2001 was 'The Cultural Space of the Soso-bala'. Guinea acquired UNESCO recognition for the Cultural Space of the Sosobala without having defining the Sosobala's 'cultural space', and without referring to the Sunjata epic. The systematic reproduction of the Sunjata epic is of old practiced in particular villages in the area (see map below). These villages are often called 'schools of oral tradition'. The most renown among these schools are the village of Kela (see Jansen 2001) and the Kita area (both in the Republic of Mali), and the villages of Nyagassola, Fadama and Djelibakoro, all located in the Republic of Guinea. Geographically and culturally, to me, it would have been logical to consider the area in which these villages are located the 'cultural space of the Sosobala'.

At the time of the proclamation of the Sosobala as Masterpiece of Intangible Heritage, I thought that a reference to the Sunjata epic would have strengthened the position of the Sosobala. Now, almost a decade later, I guess that this omission was a strong *geo-political* move. By not mentioning Sunjata, the application remained 100% 'Guinean', without an obligation to refer to neighbouring countries.[5]

It is impossible to find out if this 'low profile' approach - to limit the Sosobala application to Guinea only - was a deliberate denial of the Sosobala's international prestige or the product of ignorance. In order to discuss this issue, one needs a closer look at the person who is central in the application: the Guinean diplomat Namankoumba Kouyaté from Nyagassola.

3. Nyagassola's road to UNESCO status: one man's interpretation of World Heritage 'values'

I fully subscribe to the importance of the Sosobala, but consider it to be a part of the Sunjata epic. This was my main point in a review on the Sosobala that I was asked to write for UNESCO, in 2000. UNESCO had sent me the entire file on the Sosobala. When I studied the file I was surprised by its focus on the Kouyaté griots from Nyagassola. The Sosobala file was very thin, compared to other submissions to UNESCO.[6] In addition to the obligatory forms, it contained a VHS tape and a booklet. The VHS contained a 15 minutes France-3 documentary

[5] One may wonder if Mali's government felt 'surpassed' by the Guinean application; Alpha Oumar Konaré (Mali's president in the period 1994-2002, who is a scholar with a PhD in archaeology) had a seat in the UNESCO-committee that made the 2001 list. Although Konaré himself is not from 'the Sosobala area', he will definitely know the Sosobala. He either may have preferred to avoid a diplomatic conflict with Guinea and/or supported the idea to attribute to Guinea a UNESCO-monument; at the time Mali had already three monuments (Timbouctou, Djenné, Dogon area) on the UNESCO World Heritage List.

[6] Personal communication by Peter Nas, who coordinated part of the selection procedure in his function of secretary-general of the International Union of Anthropological and Ethnological Studies.

on a 1999 'Sosobala festival'.[7] This festival celebrated the inauguration of the new *balatigi* – the most senior Kouyaté, who becomes the ceremonial guardian of the instrument. The French makers of the documentary presented a visit to Nyagassola as a kind of pilgrimage to the authentic[8] tradition of 'Mandé' (which is the name of the political unity founded by Sunjata). To this documentary were added two hours of non-edited recordings (not made by professionals) during the same festival.

The booklet's author is 'Professeur Namankoumba Kouyaté', and the title is *Chronique d'une intronisation – Niagassola du 10 au 12 avril 1999*. The booklet consists of twenty pages A5 format, ten of them with texts of speeches given by high civil servants who attended the festival, for instance the Prime Minister of Guinea. The remaining ten pages present, in full colour pictures, important events, objects, and persons, including a portrait of the author Namankoumba Kouyaté himself. The booklet was printed in Bonn, on August 12, 2000, and it doesn't have an ISBN. The book's list of references consist of two sources: Mr. Kouyaté's thesis (University of Algiers, 1970) and an article by the same author in a journal of the University of Conakry (the capital of Guinea).

I decided to write a positive review for UNESCO, but mentioned that references to the Sunjata epic should have been appropriate. Moreover, I noted - in a section where UNESCO asked for 'personal comments' - that the application contained ideas that were not related to intangible heritage. For instance, a tree-planting project was proposed in order to conserve the Sosobala's 'environnement'.[9] Moreover, the conservation of the Sosobala tradition was to be supported by the construction of a hotel in Nyagassola, although there are no people expected to come to this far away place.[10] Another remarkable proposal in the application was the construction of an air-conditioned bungalow for the *balatigi*, the oldest male family member who is the guardian of the Sosobala.

I also dismissed the urgency that the application attributed to recordings of oral traditions on the Sosobala. This demonstrated to me that the applicants were really badly informed about the international renown of their heritage. Both from a musical and a textual perspective Nyagassola oral tradition namely strongly resembles traditions from neighbouring regions, and dozens of researchers have recorded hundreds of traditions related to Sunjata (even in Nyagassola!) since the 1970s (cf. Charry 2000).

Finally, I was critical with the promise that the Sosobala was to be played each Monday and Friday evening.[11] I was (and am) convinced that such prestigious events will only occur at very special occasions (for instance the funeral of a prestigious person) and only

[7] A summary of this documentary one may find on YouTube, if one googles 'Sosso Bala'.

[8] In the France-3 documentary that accompanied Guinea's application to UNESCO, the term 'authenticité' is used by Diémory Kouyaté, son of Namankoumba.

[9] I guess that the authors of the application, having applied so often for environmental subsidies, did not realize that 'environment' means, in English, both 'contexte' and 'environnement' in French.

[10] Another remarkable idea in the application was the restoration of the fortress that the French built in Nyagassola at the end of the nineteenth century. This is, indeed, an impressive ruin, but it has nothing to do with the 'cultural space of the Sosobala'.

[11] These days are of old important in the local calendar. From French documents I know that, before the Second World War, gold miners refused to work on these 'jours des fétiches'. In January 2009 I saw at the gold mine of Dagalan (in Mali, but close to Nyagassola) that people used Monday and Friday to pound, wash, and winnow the minerals they extracted the other five days of the week.

after several days of discussion. The idea to play this 'sacred' instrument twice a week imposed a linear time perspective (cf. Filippucci 2004) that meets UNESCO ideas of history and heritage. Playing the instrument on schedule should be contrary local ways of expressing prestige, and will never be put in practice. The application, thus, incorrectly pictured the Sosobala as a 'commodity'.

The application, as it had been submitted by the Guinean government to UNESCO, attributed a vital role to the Kouyaté family which, of old, are the Sosobala's guardians. This family has been organized into an NGO which allows membership only to members of the family.[12] Namankoumba Kouyaté, the author of the booklet described above, is a senior member of this family.

Namankoumba Kouyaté worked for many years at the Guinean embassy in Germany he retired a few years ago and currently lives in Guinea's capital Conakry. He and his son play an important role in the TV documentary that accompanied the application. Namankoumba Kouyaté has been his entire life a dedicated promoter of the Sosobala and its tradition.[13] He has not only been active in the public sphere, but he has also worked with numerous researchers.[14] In all the documents that accompanied the application Namankoumba's name/role was clearly present.[15]

I had mixed feelings about the idea of the Sosobala as a monument of intangible heritage, because of its central role for Namankoumba Kouyaté in the processes of both conservation and representation, and because of the applicants' denial of the Sunjata epic. I was trapped in a dilemma: an anthropologist has often the intention to promote local cultures of non-powerful groups, but sees at the same time the highly constructed character of their alleged 'authenticity'. Kaneff & King (2004: 11) pose:

> While anthropology tells us that the category authentic is a construction, to demystify 'authentic' and reveal its constructed nature can work against the very subordinate groups that anthropology purportedly aligns or concerns itself with. The interests of many subordinate groups are bound to the acceptance of authentic culture.

[12] This seems to me a dubious solution to avoid UNESCO's prohibition to propose projects that are family or individually owned.

[13] Namankoumba not only published on the Sosobala. He has represented the Sosobala on numerous occasions. I mention here his performances at the 1995 and 2002 at International Conferences of the Mande Studies Association, but with Google one will find many more.

[14] I would like to mention in particular the historian David Conrad and the musicologist Eric Charry. Via Google one gets access to an interesting example of the prestige some scholars attribute to Namankoumba Kouyaté's knowledge: a 2006 University of Maryland (College Park) PhD thesis by Joe Luther Williams Jr.

[15] Given the fact that Namankoumba was on top of the list of future *balatigiw* (pl.), I once proposed (at an annual conference of the African Studies Association) that the Sosobala application was a retirement provision for Namankoumba Kouyaté. The fact that the application included an air-conditioned bungalow gave me an argument to believe this. However, I have been criticized by colleagues that it is idea is conjectural and maybe even embarrassing and/or insulting. In defence, I refer to Comaroff and Comaroff (2009) for a similar *economic* line of thought regarding intangible heritage.

4. Recent developments in legal rights and notions of ownership; Guinea versus Mali

When I mention the Sosobala to my Malian colleagues, they say with approval that the Sosobala (the instrument) has been listed on UNESCO's World Heritage List.[16] However, when I subsequently specify to them that 'l'espace culturel du Sosobala' has been recognized as an Intangible Masterpiece of Humanity, these Malian scholars are shocked by the UNESCO recognition of the Sosobala. Fortunately, such feelings of discontent haven't generated diplomatic tension between the nation-states of Guinea and Mali.

However, since the recognition as a Masterpiece in 2001, I have heard a remarkable story (several times in Mali, once in Amsterdam) on the Sosobala. This account I had never heard before, although I have conducted research on oral tradition in this area since 1988. The story about the Sosobala represented it as an object owned by a Kouyaté family that lived in two villages. The instrument moved between the villages; it stayed with the *balatigi*, the classificatory oldest member of this family. However, when the border between Guinea and French Sudan (later Mali) was established the two villages found themselves on different administrative territories.[17]

The creation of a border between the two countries did not disturb the custom of moving the Sosobala to the new *balatigi*'s house. However, Moussa Traoré (dictator of Mali 1968-1991) – so the story goes - made a mistake in the 1970s by not reclaiming the Sosobala when it should have moved to Mali, at a particular moment. Hence, the Sosobala became permanently stationed in Guinea.[18]

This story demonstrates that the Sosobala is a phenomenon subject to change, because it pictures the Sosobala as an object of (inter-)national diplomacy by ascribing to a president the task to claim the instrument. This story thus accepts a national space and time perspective – both introduced in this area in the twentieth century. It also illustrates that intangible heritage is subject to intrinsic change and is moving to a status of commodity (cf. Filippucci 2004).

The process of this intrinsic change towards a national monument dates from before the recognition as UNESCO monument. Claims to ascribe the Sosobala to 'Mali' aren't new: according to David Conrad[19] the village of Nyagassola was in crisis during his visit in 1994. A member of the Kouyaté family was accused of having negotiated, with a delegation from Mali, about the sale of the Sosobala. The Guinean government had even sent a high representative to solve the conflict and to re-establish unity among the family. This conflict

[16] The process I describe is not unique for the Sosobala. Michel Doortmont (Groningen University) pointed to me a comparable process at another African monument of Intangible Heritage: 'The Oral Heritage of Gelede, Benin'. According to the UNESCO proclamation Gelede is part of the Yoruba, Fon and Mahi cultures. Doortmont told me, however, that Gelede is typically Yoruba. Most of the Yoruba (millions of people!) live in Nigeria. In Benin, the Yoruba associate with the Fon, because both groups are not very influential in national politics. Hence, the Benin Gelede project is mostly an expression of political emancipation of a non-powerful Benin coalition, although it should have been a Nigerian-Benin co-project.

[17] The border between the colonies Guinée and Soudan Français was redefined several times after the establishment of the colony Soudan Français in 1888.

[18] It is no coincidence that Moussa Traoré is to blame in this narrative. Malian society tends to re-appreciate the deeds of its first president, Modibo Keita, and hence Moussa often symbolizes everything that went wrong after independence.

[19] Personal communication (e-mail March 3, 2001).

about an alleged sale subscribes both to the commodification of the heritage and – again – to the incorporation of the State in the process of gaining prestige as a national masterpiece.

5. From Germany to Guinea: transnational site management of a (too) far away place

The Sosobala has been part of UNESCO's list of Masterpieces of Intangible Heritage since the establishment of the UNESCO list in 2001. Therefore it is interesting to find out what has happened to it since then. Surfing the internet doesn't give many clues. Worth noting is a visit of American musicians to Nyagassola where they have the honor to see the Sosobala. These musicians have worked with Guinean musicians. The short report – taken from liner notes to a CD - of their visit ends with:

> People often ask if the Sosso Bala is kept in a climate-controlled display case. The answer is no. Niagassola is a poor town with no electricity and only three water pumps. My hope is that this CD will help raise interest and support for the Sosso Bala, and a portion of the sale price of this CD will go to the Bala Tigui (the senior guardian of the Sosso Bala) and Niagassola. People interested in helping should contact the Kouyate family in the United States. Fortunately, Balla Kouyate, son of the Bala Tigui [the guardian of the Sosobala – JJ], lives in America, where he performs extensively on the balafon (http://www.jumbierecords.com/about/sossobala.html).

Remarkable, other websites mention this Balla Kouyaté as a Malian, so I wonder if he would be allowed to be a member of the Dokala[20] NGO for 'real' Kouyaté from Nyagassola… On the other hand, I should emphasize that in the public domain Kouyaté present themselves as 'one family', and they all definitely are proud of the Sosobala!

So far, the Sosobala has not been successful. However, it has a potential, since it meets the institutional criteria for a successful 'ethnic company' (see cases in Comaroff & Comaroff 2009). Of course, seeing an intangible heritage as an ethnic enterprise is a reduction of a cultural complex phenomenon into a business. However, it also is a useful trope to investigate how the Sosobala is able to produce movements of persons and goods. The village of Nyagassola is far away from tourist destinations (mainly in Mali), difficult to reach because of the bad infrastructure, and located in a country that is politically unstable, in particular since 2008. Yet, it is able to produce movements that go beyond the casual visits by musicians. In the beginning of October 2009, the following announcement was found on several news lists for scholars in African studies:

> Suite aux tristes évènements survenus le 28 et 29 septembre 2009 à Conakry (Guinée),[21] l'association "Deutsches-Afrikanisches-Zentrum" (DAZ) s'est, en collaboration avec l'association Dökala-e.V. et d'autres associations sympathisantes, décidé à organiser une rencontre au cours de laquelle: des informations seront données sur les évènements du 28 et 29 septembre; une collecte de fonds sera organisée pour assister directement les familles sinistrées; des prières seront dites en mémoire de ceux qui ont perdu la vie et pour que la Guinée se sorte pacifiquement de sa crise; un concert gratuit sera donné par Mr. Saico (Bissau-Guinéen); une résolution - adressée aux autorités guinéennes - sera rédigée et on procèdera à une collecte de signatures.

[20] 'Dokala' means 'from Doka', which refers to the Kouyaté's ancestor Diakoma Doka who acquired the Sosobala (see Appendix).

[21] These days many people were brutally killed or injured during protests against the junta that seized power after the death of president Lansana Conté on December 22, 2008.

The message was signed by the president of 'l'association Dökala-e.V.': Diémory Kouyaté, the son of Sosobala promoter Namankoumba Kouyaté. On the website of the DAZ (German-African Center) it is reported that the meeting took place and that Diémory Kouyaté received the collected money which he would bring the next week to Conakry (the capital of Guinea).[22]

The fact that the Dokola NGO works from Germany demonstrates how the Sosobala's status may be – in spite of it's far away location at an abandoned place – increasing, and is increasingly able to produce movements of persons and goods. But – referring to this event in Germany - the Sosobala also is a 'volatile' affair; its meaning is difficult to grasp, and its ownership impossible to seize. The transnational dimension is, however, vital in understanding the multi-layered relationships among the wide array of stakeholders involved with World Heritage Sites,[23] both in the process of acquiring the UNESCO monument status and in the management after receiving it. Although we may be tempted to see the Sosobala as an uninteresting and badly managed tourist destination, we must take into account that a World Heritage Site like the Sosobala means much for many people who feel or will feel themselves to be stakeholders. What this means for the Sosobala, only time will tell.

6. Conclusion

On the basis of my ethnographic description of the cultural space of the Sosobala I argue that it is profitable to be in the position of being official representative of intangible heritage. Reason for this is, among other things, that the line between 'object' and 'person' is thin in immaterial matters (cf. discussion in Kaneff & King 2004: 9). Although the symbol itself won't be contested, its exploitation is a field where rivaling groups may appear (see also Comaroff & Comaroff 2009). Moreover, property claims over intangible heritage may change over time. Although it is next to impossible to delimit ownership of the Sosobala, its presentation as an Intangible Heritage supports a claim for ownership by 'presenting time and space as linear' as well as by 'supporting the idea that a nation or a state is a well-organized field of organizations on different levels' (Filippucci 2004: 73).

The ownership of the Sosobala is a dynamic, 'living' field, which has been managed, to a large extent, from Germany. One will expect that the more important and prestigious it becomes, the more groups (probably from Mali) will produce 'historical' claims. This is illustrated by the stories that have developed recently, since 2000. In contrast to practice in highly literate societies with one clearly defined and dominant legislative system, notions of ownership and authority may change in this area as a result of historical, social, and cultural processes (for a comparable case on the Sunjata epic -see Jansen 2001).

The Sosobala case confirms the points discussed by Kaneff & King (2004), and Filippuci (2004): the exploitation of the Sosobala is appropriated by a specific group which meets 'modern' (read 'simplified') tourist- and State-friendly notions of heritage and authenticity and thus it mediates the complex field of powers in which the Sosobala has been functioning of old. It may be only a matter of time to see a group that will contest the current appropriation of the Sosobala by the Kouyate from Nyagassola in collaboration with the Guinean state. Tension produced by ownership claims may increase, once tourism develops in the Nyagassola area.

---

[22] 'Die am Abend gesammelten Spenden an Diemory Kouyaté übergeben, der in den nächsten Wochen nach Conakry fliegt und das Geld dort übergeben wird' (www.dazbonn.de, accessed February 8, 2010).

[23] One sees here a dimension that Benedict Anderson (1991) emphasized in his study of nationalism: the production of strong sentiments often takes place far away from the object of inspiration.

Bibliography

Anderson, Benedict R.O. (1991 [1983]) *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism,* London: Verso.

Belcher, Stephen P. (1999) *Epic Traditions of Africa,* Bloomington: Indiana University Press.

Comaroff, John. L. & Comaroff, Jean. (2009) *Ethnicity, Inc.,* Chicago/London: University of Chicago Press.

Charry, Eric. (2000) *Mande Music – Traditional and Modern Music of the Maninka and Mandinka of Western Africa,* Chicago/London: University of Chicago Press.

Filippucci, Paola. (2004) "A French place without a cheese: problems with heritage and identity in northeastern France", *Focaal*, Vol 17, No. 1-2, pp. 72-86.

Jansen, Jan. (1996) "The Younger Brother and the Stranger – In Search of a Status Discourse for Mande", *Cahiers d'Etudes africaines*, Vol 36, No. 4, pp. 659-688.

Jansen, Jan. (2001) "The Sunjata Epic-The Ultimate Version" *Research in African Literatures*, Vol 32, No. 1, pp. 14-46.

Jansen, Jan, Duintjer, Esger and Tamboura, Boubacar. (1995) *L'épopée de Sunjara d'après Lansine Diabaté de Kela*, Leiden: Research School CNWS.

Kaneff, Deema and King, Alexander D. (2004) "Introduction: owning culture", *Focaal*, Vo. 17, ,No.1-2, pp.3-19.

Appendix

Lines 368-388 (French translation only) from a recitation of the Sunjata epic by Lansiné Diabaté (1926-2007) from Kéla, Mali (taken from Jansen *et al.* [1995], slightly edited, published with permission)

"Mansa Dankaran Tuman (brother of Sunjata who reigns as king - JJ) a pris sa fille nubile Tasuma Gwandilafè et l'a confiée à Diakoma Doka pour qu'il aille la donner à Sumaworo (to marry him - JJ), à Soso.
Qu'il demande de lui donner un bataillon, que son petit-frère lui a fait du tort à tel point qu'il s'est gratté jusqu'au sang.
Ils sont venus en l'absence de Sumaworo ; à ce moment, Sumaworo était en brousse.
Quand il a trouvé Sumaworo absent, il est entré dans la vestibule nommé Damantan.
Il a pris le balafon de Soso et l'a déposé.
Il a pris les clochettes et les a fixées à ses bras et il a commencé à jouer le balafon. Il dit (what follows are praise lines for both the Kanté [descendants of Sumaworo] and the Kouyaté [descendants of Diakoma Doka] - JJ):

'Quand Sumaworo est entré au Mandé, il est entré au Mandé avec des sandales en peau humaine.
Quand Sumaworo est entré au Mandé, il est entré au Mandé avec un pantalon en peau humaine.
Quand Sumaworo est entré au Mandé, il est entré au Mandé avec un chapeau en peau humaine.
I bara Sumaworo sa magala
I ka juguyara magala.
I bara Sumaworo sa magala
I ka lonjugu magala.
Il s'est installé à Kunkun, il y est devenu roi.
Il s'est installé à Kanbasiga, il y est devenu roi.
Kairuma jigiso,
Katumanikalinyan,
Jennebagalisuba,
Nèmintè,Nèmindogola.'

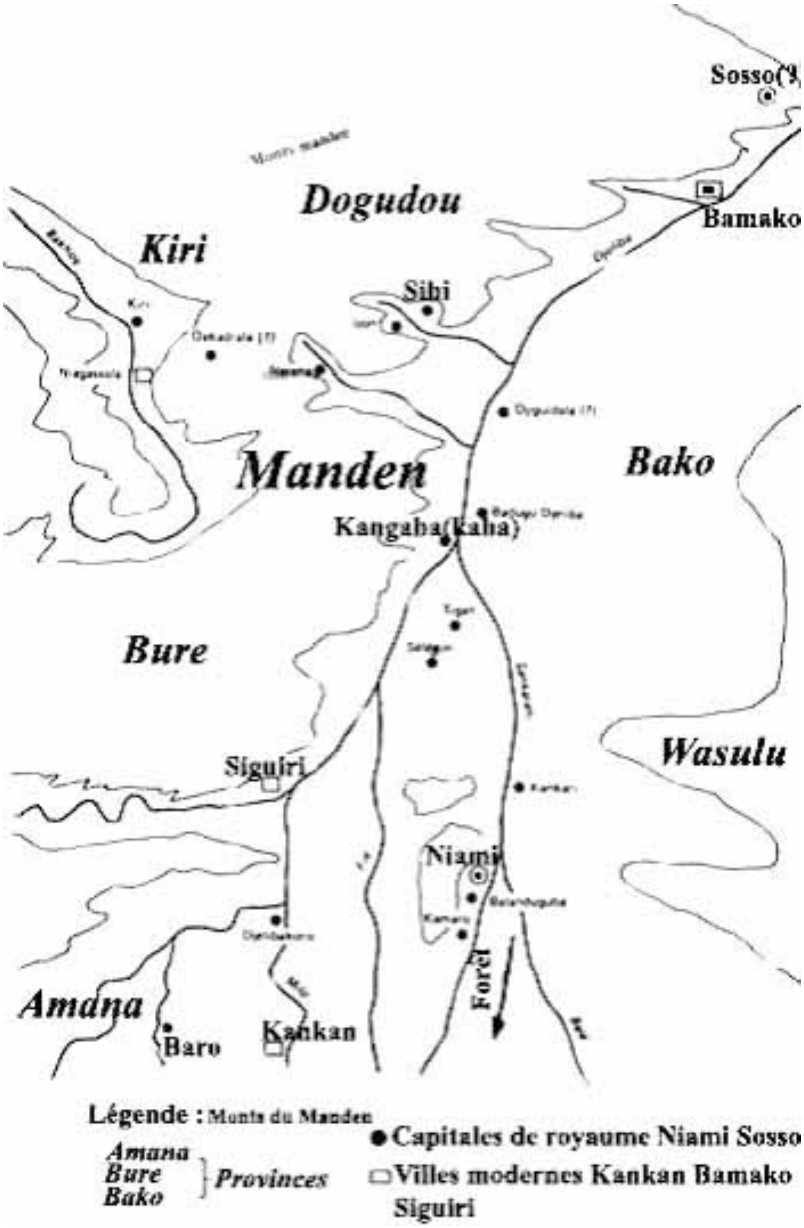
Diakoma Doka est allé s'asseoir pour jouer le balafon; c'était ce qu'il avait dit.
Ce jour, Sumaworo était en brousse.
Sumaworo a penché sa tête comme-ci, et l'a penché comme-ça.
'Eh!' il dit: 'Est-ce un génie ou une personne?'
A l'époque, à cause de son pouvoir magique, toute mouche qui se posait sur le balafon de Soso, Sumaworo pouvait la retrouver dans une nuée de mouches pour la tuer.
Il dit: 'Est-ce un génie ou une personne?'
Ensuite, Mbemba Sidiki (the accompanying musician to whom Lansine Diabaté recites the epic - JJ), il s'est transformé en tourbillon pour venir s'arrêter à la porte du vestibule Damantan.
Sumaworo dit: 'Joue mon balafon!'
Diakoma Doka dit: 'Eh, aujourd'hui tu ne me salues qu'avec 'joue le balafon'? Hé, n'est-il pas d'usage de saluer d'abord?'
Sumaworo a fait les salutations et il a demandé les nouvelles de la maison.
Après les salutations, Diakoma Doka dit: 'Bien, Mansa Dankaran Tuman m'a envoyé. Je suis venu te donner sa fille nubile,

Tasuma Gwandilafè, pour que tu lui donnes en retour un bataillon, parce que son petit-frère Magan Sunjata lui a fait un tort qui dépasse la douleur, pour atteindre le sang.'
Sumaworo dit: 'Joue le balafon.'
Diakoma Doka a joué le balafon. Il chante:

'Sumaworo chef de Danni,
Kunkunba et Bantanba, Niyaniniyani et Kanbasiga,
Kairumajigiso,
Katumanikalaninyan,
Jennebagalisuba,
Nèmintè, Nèmindogola.'

Sumaworo dit: 'Tu deviendras mon joueur d'éloges au balafon ici.'
'Eh! Non-non!' - Diakoma Doka dit – 'Tu peux dire que tu me refuses la fille de Mansa Dankaran Tuman..., que tu refuses le bataillon, mais dire que je dois rester ici, ah non, demain matin je partirai.
Le griot est plus fort que tous les pouvoirs. Griot, si tu es vraiment griot, tu es plus fort que tous les autres pouvoirs.
Il dit: 'Demain matin je partirai.'
Ensuite, Mbemba Sidiki, ils ont passé la nuit.
Le matin, Diakoma Doka a mangé la bouillie.
Il est allé chercher Sumaworo et il dit: 'Sumaworo, je m'en vais maintenant. Comme je te l'ai dit, tu peux dire que tu refuses le bataillon, que tu refuses la fille… quant à moi, le roi que j'entretiens, je ne l'abandonne pas pour entretenir un autre roi. Voilà, je pars.'
Diakoma Doka lui a tourné le dos.
Quand il lui a tourné le dos, pour s'en aller, Sumaworo lui a coupé.
Il a pris son épée pour lui couper les tendons de ses talons.
Il l'a fait asseoir derrière le balafon.
Il dit: 'Tu seras mon joueur d'éloges au balafon ici.'

C'est ainsi que les Kouyaté ont obtenu le balafon de Soso, c'est comme cela qu'ils l'ont obtenu.
Le balafon a fait transition: le balafon est devenu celui de Diakoma Doka; il est responsable du balafon de Soso."



Geographical map of (my interpretation of the) the Cultural Space of the Sosobala without national borders - Nyagassola (in Guinea) is south of the word 'Kiri'; Kela (in Mali) is south of Kangaba and Kita (in Mali) north of Dogudou; Djelibakoro (in Guinea) and Fadama (in Guinea) are north of Siguiri.

The Relationship between the World Heritage Site Inscription and Local Identity

Takamitsu Jimura
(York St John University)

Dr. Takamitsu Jimura
Lecturer in Business Management (Tourism)
York St John Business School
York St John University
Lord Mayor's Walk
York
YO31 7EX
United Kingdom
Email: T.Jimura@yorksj.ac.uk / takamitsujimura@yahoo.co.uk

The Relationship between the World Heritage Site Inscription and Local Identity

Abstract:
The paper examines what kind of requirements the World Heritage Site (WHS) designation must meet to make a vital contribution to shaping or enhancing a local identity. Each requirement is discussed through case studies of Japanese WHSs.

(1) How well-known to tourists before the WHS designation

Japan has 14 WHSs as of November 2009. Of these, several sites were already well-known to domestic and international tourists before the WHS inscription. For instance, most Shinto shrines and Buddhist temples designated as "Historic Monuments of Ancient Kyoto" have attracted tourists from all over the world for a long time, and the fact that these monuments are a WHS do not seem to be a main reason why tourists visit there. The same reason would also apply to other famous sites such as "Historic Monuments of Ancient Nara". Hence, the first requirement is that the site was not well-known to tourists before the WHS listing, but it has seen a large increase in the number of tourists after its WHS designation.

(2) How much value local people put on and how important role the site played in a local community before the WHS designation

The next point needs to be stated is the value of the site for local people and the role of the site before the WHS listing. For example, "Hiroshima Peace Memorial (Genbaku Dome)" has been an important icon for all Japanese people, especially for people in Hiroshima, because of its existence as a witness of atomic bombing. It is an important fact that the site is now a WHS for world peace. However, a local identity as "Hiroshima people" seems to have been created not by a WHS status but by the history of atomic bombing and the existence of the Memorial itself. Hence, the second requirement is that the site itself did not play an important role in a local community and local people also did not put an especially significant value on the site before the WHS designation; however, the WHS inscription has changed these situations in a positive direction.

(3) The WHS as a local people's place to live

Of 14 WHSs in Japan, "Historic Villages of Shirakawa-go and Gokayama" is the only WHS that can be regarded as a people's place to live. Many local people still live in historic houses that are inscribed as a WHS and now they can feel they live in a WHS. Other historic buildings inscribed as WHSs such as "Himeji-jo" (a castle) and "Itsukushima Shinto Shrine" are also part of local communities and have been more famous as visitor attraction or tourist destination than these villages. However, no local people live there. For the above-mentioned reason, the last requirement is that local people live in the WHS and they can actually feel that the WHS is their place of residence after the WHS designation.

Keywords: World Heritage Sites, local identity, local people, local community, Japan

The Relationship between the World Heritage Site Inscription and Local Identity

1 Introduction

As of 2010, many courtiers, East and West and developing and developed, are still competed for the acquisition f a World Heritage Site (WHS) status. Such a fierce competition is not limited amongst countries. It can also be observed within the country such as the UK and Japan and these countries have a long tentative list of candidate sites in their country. Hence, it could be said that the interests of State Parties in obtaining the WHS status are still very high and their aspiration to use the status for various positive purposes are still very strong. The strong interests in the WHS status are not limited within the real world. In fact, WHSs have been one of the main research areas in the heritage and tourism studies since the late 1990s. For instance, the various cases studies included in Shackley (1998a) focus on the issues in the visitor management at various WHSs all over the world. The studies in Leask and Fyall (2006) looked at various issues in managing WHSs from its conceptual framework to its management at field. Moreover, Jimura examined the impact of the WHS inscription on local communities (2007a, 2010) and the concept of Historic Urban Landscape (2009). On the other hand, the establishment of identities at the national, regional and local levels through heritage creation and representation have also been one of the key research areas in the cultural, heritage and tourism studies (e.g. Hewison 1987, Lowenthal 1998, Waterton and Watson 2010). However, none of these studies focuses specifically on WHSs and their implication with the creation of identity, especially at the local level. This paper, therefore, aims to bridge between the studies about WHSs and those on local identity. In other words, the paper examines what kind of requirements the WHS inscription must meet to make a vital contribution to shaping a local identity. First, the past studies about WHSs and local identity are reviewed. Next three requirements identified through this research are discussed. Finally, the conclusion of the paper is presented.

2 Theoretical framework

2.1 World Heritage Convention and Mission of World Heritage Sites

UNESCO is trying to promote the identification, protection and preservation of cultural and natural heritage in the world (UNESCO World Heritage Centre 2010a). This is embodied in an international agreement called "the Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage" known as the World Heritage Convention (WHConvention), adopted by the general conference of UNESCO in 1972 (UNESCO World Heritage Centre 2010a). The WHConvention became effective in 1975 (UNESCO World Heritage Centre 2010b). Article 27.1 of WHConvention requires States Parties to endeavour to enhance appreciation and respect by local and global communities through all suitable means, and in particular by educational and information programmes (UNESCO World Heritage Centre 2010c). Article 5.1 of WHConvention also requires that States Parties not only to protect and rehabilitate the WHSs but also to give the sites a function in the life of the communities they belong to (UNESCO World Heritage Centre 2010c).

According to the UNESCO World Heritage Centre (2010a), the mission of WHSs is to:

- encourage countries to sign the World Heritage Convention and to ensure the protection of their natural and cultural heritage;
- encourage States Parties to the Convention to nominate sites within their national territory for inclusion on the World Heritage List;

- encourage States Parties to establish management plans and set up reporting systems on the state of conservation of their World Heritage sites;
- help States Parties safeguard World Heritage properties by providing technical assistance and professional training;
- provide emergency assistance for World Heritage sites in immediate danger;
- support States Parties' public awareness-building activities for World Heritage conservation;
- encourage participation of the local population in the preservation of their cultural and natural heritage;
- encourage international cooperation in the conservation of our world's cultural and natural heritage.

As can be seen from above, the contribution to national, regional and local identity is not included in the mission of WHSs. However, it could be assumed that an identity at the national, regional and local level can be established or enhanced through the above-mentioned mission as Shackley (1998a) implies this effect at the national level.

2.2 The impact of World Heritage Site inscription

In the past, various studies examined the changes brought about by the WHS listing. Of all, the issues related to local communities and identities are reviewed here. Not all but many WHSs see an increase in the number of visitors (Asakura 2008, Hall and Piggin 2003, Jimura 2007a, 2010) and this could lead to overcrowding in local communities (Bianchi and Boniface 2002, Smith 2002). This can be a serious problem which can disrupt the quality of local people's life (ICOMOS International Committee on Cultural Tourism 1999). At the same time, however, this also means the site is newly "discovered" and "acknowledged" as a WHS by people outside the local communities. Shackley (1998b) and Smith (2002) assert that the WHS inscription can bring the site the highest visibility and make it well-known to the public. A WHS status also has a symbolic value: it brings huge prestige at international and national level, and it eventually influences the decisions of local planning (Shackley 1998b, Smith, 2002). The WHS designation also can enhance the site image and is likely to work as a marker of authenticity and quality for international tourists (Bianchi 2002, Smith 2002). The above-mentioned process could enable local people to think that their site has something special and unique which could attract a huge number of tourists (Jimura 2007a), and this could lead to shaping or enhancing a local identity. In other words, local people are can re-discover themselves and their heritage via the process that the site has been discovered by tourists (outsiders). The most basic and straightforward standard which can measure how the site is acknowledged and celebrated by the public should be a comparison of the number of tourists before and after the WHS designation. In other words, to examine the difference in the number of tourists before and after the WHS inscription would be useful to establish a requirement the WHS listing must meet to make a vital contribution to shaping or enhancing a local identity.

2.3 The role and position of World Heritage Sites

The process of the WHS designation is relatively complicated; however, its main part is the submission of a dossier about a particular site by a national government (Shackley 1998b). In the case of cultural heritage, the dossier for cultural heritage is examined by ICOMOS and that for natural heritage is reviewed by IUCN. WHS designation can be withdrawn if the site loses its criteria of designation because of lack of required conservation measures, over-restoration or natural disasters (Shackley 1998b). However, such a withdrawal is very rare; therefore, the number of WHSs has been increasing and cumulative (Evans 2002).

Consequently, the total number of WHSs as of May 2010 is 890: 689 cultural, 176 natural and 25 mixed properties in 148 States Parties (UNESCO World Heritage Centre 2010d). Evans (2002) states that WHS listing means that the site is awarded the same status with other existing famous WHSs and this fact means that the newly inscribed WHS becomes a competitor to other WHSs in terms of tourism. Bazin (1995) argues that nomination for a WHS status is conducted by a nation without the agreement of local people. This view seems to be somewhat extreme; however, it is true that in many cases there is a certain level of difference in aspirations for the WHS designation amongst a national government, local government and local people. This example implies that it could sometimes happen that even if the national government regard a site represents a national, regional and local identity which deserves a WHS status, local communities do not always share such a view. In other words, a WHS could be regarded by local people just as part of their ordinary life before the WHS inscription and they did not think that it has a universal value and plays a vital role in their daily life.

2.4 Tasks for World Heritage Sites

Graham et al. (2000) admit that the concept of WHSs is particularly suitable for the recognition of themes which are regarded as significant to humanity as a whole, but they also warn that this concept often brings discord in ideology and scale. For example, the problem of some kinds of imbalances in the WHSs was raised in 1994 and has been improved since that time through various measures. However, this problem is still not resolved, and the geographical and numeric imbalance in the World Heritage List (WHL) still remains. As Smith (2002) suggests, in the future, questions might be raised about the indefinite expansion of the WHL and the depreciation of meaning and significance of a WHS status. As tourism occupies a central position at most WHSs, questions about the appropriate balance between visitation and conservation frequently emerge (Bianchi and Boniface 2002) and finding the proper balance between these two demands will always be a contentious task for WHS managers (Shackley 2006). Simultaneously, however, this is a quite difficult task, because conserving heritage for future generations and displaying heritage to the public for their education and enjoyment have basically opposite aims (ICOMOS International Committee on Cultural Tourism 1999). If the WHS has not been conserved appropriately due to an inappropriate balance between conservation and tourism development, the quality of the WHS will be deteriorated and the national, regional and local identity created or enhanced through the WHS designation will also be weaken. In light of this point, the level of contribution that the WHS designation can make in shaping or enhancing the local identity will become more immense when the WHS is a local people's place to live rather than a monument or archaeological site located in their community. This is because local people would feel a much stronger sense of unity in the former case compared to in the latter case.

3 World Heritage Sites in Japan and investigation of requirements

Based on the above arguments (Chapter 2), the requirements WHS designation must satisfy to make a significant contribution to shaping or enhancing a local identity are discussed in this chapter. Three requirements have been identified and each requirement is discussed through the examination of case studies of WHSs in Japan.

3.1 How well-known to tourists before the WHS designation

Japan has 14 WHSs as of May 2010: 11 cultural and three natural heritage sites (UNESCO World Heritage Centre, 2010d) (see Table 1). Of these, several sites were already

well-known to domestic and international tourists and attracted numerous numbers of visitors even before they were listed as WHSs. In Japan, several cultural WHSs which were already famous for tourists as visitor attractions or tourist destinations did not show a noticeable increase in the visitor number, though some of them saw a temporal increase immediately after the designation (Naikakufu Seisaku-tokatsukan-shitsu 2005). In these WHSs, there are various factors which made them visible and attractive for visitors. These factors include the long history as visitor attractions or tourist destinations; the attractiveness and significance of their history, culture and nature; the physical and emotional accessibility; and the impact of media. For instance, "Historic Monuments of Ancient Kyoto" (Number 5 in Table 1) encompasses 17 properties and all of these, especially Kiyomizu-dera, Rokuon-ji, Nijo-jo, Kyo-o-gokoku-ji and Jisho-ji, have attracted visitors and tourists from all over the world for a long time. This point also applies to other "established" sites such as "Historic Monuments of Ancient Nara" (Number 9 in Table 1). This WHS includes eight properties and all of these; particularly Todai-ji, Kofuku-ji and Yakushi-ji; have been very popular amongst domestic and international tourists. The only cultural WHS near the Greater Tokyo area, "Shrines and Temples of Nikko" (Number 10 in Table 1) is also the site which has a long history as a tourist destination before the WHS listing.

According to Jimura (2007b), the visitor numbers to "Buddhist Monuments in the Horyu-ji Area" (Number 1 in Table 1) before and after the WHS designation are also similar to those of the above-mentioned two WHSs. The WHS saw a slight increase in the number of visitors and accepted more overseas tourists, especially from the UK, France, Germany and Italy, immediately after its WHS inscription in 1993 (Jimura 2007b). Regarding the same WHS, Asakura (2008), however, argues that the average number of visitors per year for five years after its WHS listing decreased 33% compared with the average number of visitors per year for five years before its WHS designation. The results from two different researches do not match well; however, at least it could be said that "Buddhist Monuments in the Horyu-ji Area" have not experienced a certain growth in its visitor number. Shiretoko (Number 13 in Table 1) can be seen as an only example of Japanese WHS whose visitor number has gradually decreased since its WHS listing in 2005 (Shari-cho Shoko-kanko-ka 2010).

Asakura (2008) and Naikakufu Seisaku-tokatsukan-shitsu (2005) note that some WHSs in Japan have seen an extensive increase in the number of visitors and tourists after they obtained a WHS status: "Shirakami-Sanchi" (Number 3 in Table 1), "Yakushima" (Number 4 in Table 1) and "Historic Villages of Shirakawa-go and Gokayama" (Number 6 in Table 1) (Asakura 2008, Naikakufu Seisaku-tokatsukan-shitsu 2005), and "Gusuku Sites and Related Properties of the Kingdom of Ryukyu" (Number 11 in Table 1) (Naikakufu Seisaku-tokatsukan-shitsu, 2005). For example, Shirakawa-go was inscribed as a WHS together with Gokayama in December 1995. Before the WHS designation, the numbers of visitors and tourists to the village were around 671.000 in 1994 and 771.000 in 1995 (Shirakawa-mura Commerce, Industry and Tourism Section 2009). In 1996, the numbers of visitors and tourists rose rapidly (1.019.000) and have kept increasing until 2008 (1.861.000) (Shirakawa-mura Commerce, Industry and Tourism Section 2009). The common issues to these three WHSs are that tourism has not developed much there and they did not accept many tourists before their WHS listing. In other words, these three WHSs have relatively short history as established tourist destinations and it would have been difficult for local people to recognise that their community has something special/significant which has the great potential to attract a large number of visitors and tourists to their sites. For the above-mentioned arguments, it could be said that if a WHS see a huge increase in the number of tourists, the WHS listing can make a vital contribution to shaping or enhancing the local identity.

3.2 How much value local people put on and how important role the site played in local communities before the WHS designation.

The next point needs to be discussed here is the value of the site for local people and the role of the site before the WHS listing. That is because these two points are deeply related to the difference in local people's recognition of the site between before and after the WHS inscription. For example, "Hiroshima Peace Memorial (Genbaku Dome)" (Number 7 in Table 1) has been an important icon for all Japanese people, especially for old local people because of its existence as a witness of atomic bombing. Needless to say, it is meaningful for all the people on earth that the site is now inscribed as a cultural WHS to pursue world peace for future generations. However, a local identity as "Hiroshima people" seems to have been created not by a WHS status but by the history of atomic bombing and the existence of the Memorial itself. In this case, the spirit of place of "Hiroshima Peace Memorial" will also not change whether the site is a WHS or not and whether the site is a dark tourism destination or not.

"Sacred Sites and Pilgrimage Routes in the Kii Mountain Range" (Number 12 in Table 1) and "Iwami Ginzan Silver Mine and its Cultural Landscape" (Number 14 in Table 1) are two cultural WHSs which are inscribed as "cultural landscapes". This point is different from "Hiroshima Peace Memorial" as it is also a cultural WHS, but is designated as a "monument". A WHS status has improved the value of these two sites for Japanese people, especially local people. However, like the case of "Hiroshima Peace Memorial Park", these two sites also had important values for Japanese people even before the WHS listing. "Sacred Sites and Pilgrimage Routes in the Kii Mountain Range" has a historical and religious link with both Shintoism and Buddhism. Japanese people can recognise that the site is very important for them and a sacred area where they need to respect its cultural and natural features even without its WHS status. On the other hand, "Iwami Ginzan Silver Mine and its Cultural Landscape" is the Japan's first industrial heritage which was listed as a cultural WHS in 2007. However, even without a WHS status, most Japanese people recognise its historic and industrial significance: it gave a large impact on commercial activities and international trades in the Sengoku, Azuchi-Momoyama and Edo periods (Iwami Ginzan World Heritage Centre n.d).

Through the case studies of three WHSs, the WHS designation could only make limited contribution (i.e. "Sacred Sites and Pilgrimage Routes in the Kii Mountain Range" and "Iwami Ginzan Silver Mine and its Cultural Landscape") or could make almost no contribution (i.e. "Hiroshima Peace Memorial") to shaping or enhancing a local identity. This is because both local and Japanese people relatively well understand the value of the sites and the sites themselves also have already played an essential role as a part of a local community, and have established a strong presence in society at local and national levels. For the above-mentioned discussions, it could be stated that if the site itself did not play an important role in a local community and local people also did not put an especially significant value on the site before the WHS inscription but the WHS listing has changed these situations in a positive direction, the WHS designation can make an significant contribution to shaping or enhancing a local identity.

3.3 The WHS as a local people's place to live

Of 14 WHSs in Japan, 11 are cultural and three are natural heritage sites (see Table 1).Of the three natural WHSs, "Yakushima" and "Shiretoko" are National Parks, (Ministry of the Environment 2010a, 2010b) and "Shirakami-Sanchi" is the mountainous land covered by untouched forests and has a large variety of flora and fauna (Ministry of the Environment 2010c). Basically, therefore, there are no people who use these natural WHSs as places of

residence, though many people work there for the conservation and other purposes. Hence, these natural WHSs cannot be seen as a part or whole of local community and the human society does not exist in these sites.

On the other hand, most of 11 cultural WHSs are monuments or cultural landscapes, and all of these seem to have a closer link with local people's daily life than the above-mentioned three natural WHSs. This is because, the whole of or at least a part of each cultural WHS is physically (i.e. location and area) and mentally (local people's recognition of the site) encompassed in local communities and their daily life. However, it is doubtful that the WHS inscription of all of these cultural WHSs has actually made a vital contribution to shaping or enhancing a local identity. For example, "Himeji-jo" (Number 2 in Table 1) is a Japanese-style castle and can be seen as a monument. The castle has always existed in the current location since its main structures were constructed in 1580 (City of Himeji 2010). Before the Meiji period began, the castle had been a place of residence for *daimyo* (feudal lords). In the past 140 years, however, the castle has not been used as a place of residence. Moreover, now the castle is open to the public, charging admission fees; and it can be seen as a historic visitor attraction. It is sure that "Himeji-jo" can be seen as an icon of the City of Himeji. For the reasons above, however, it would be difficult to state that there is a strong link between the WHS listing of Himeji-jo and any change in the level of local identity. The level of contribution that the WHS designation of "Itsukushima Shinto Shrine" (Number 8 in Table 1) could make should be similar to the case of "Himeji-jo". "Itsukushima Shinto Shire" is also a monument; however, unlike "Himeji-jo", the area which is seen as a shire includes its *torii* gate in water and shire pavilions as well as its extensive precinct. As of 2000, around 2.200 residents live in the Miyajima Island where "Itsukushima Shinto Shire" is located (Hiroshima Prefecture n.d.); however, the shire is not a people's place of residence and only the chief priest and some workers live there. Therefore, it would be possible to conclude that, like the case of "Himeji-jo", there is not a significant relationship between the WHS inscription of "Itsukushima Shinto Shrine" and any change in the level of local identity. Cultural landscapes such as "Sacred Sites and Pilgrimage Routes in the Kii Mountain Range" and "Iwami Ginzan Silver Mine and its Cultural Landscape" are also the sites which are difficult to regard as people's places of residence due to their nature and locations.

Of the 11 cultural WHSs in Japan, the only exception in terms of people's place of residence is "Historic Villages of Shirakawa-go and Gokayama" which can be categorised as a group of buildings. The important point is that the definite areas with clear boundaries where local people actually live there (Ogimachi in Shirakawa-go, Gifu Prefecture, and Suganuma and Ainokura in Gokayama, Toyama prefecture) are inscribed as a cultural WHS. All of these three areas have conserved their historic houses buildings (*Gassho*-style houses) (see Figure 1) and many local people still live in these historic houses which are inscribed as a WHS and now they can feel that they live in a WHS, although some of them feel that it is inconvenient to keep living in such houses (Jimura 2007a). Hence, of 14 WHSs in Japan, "Historic Villages of Shirakawa-go and Gokayama" is the only WHS that can be regarded as a people's place to live. Orbasli (2000) notes that the WHS listing can increase the level of local people's interest in their town. For the above argument, Ogimachi, Suganuma and Ainokura would apply to the case Orbasli (2000) points out. In case of Ogimachi, several intangible changes in local people's mind were confirmed after its WHS designation in 1995, and these changes includes an increase in the level of local people's interest in heritage conservation (Jimura 2007a), their attachment to their place to live (Jimura 2007a) and their pride in their place of residence (Jimura 2007a, 2010). All of these intangible changes are positively related to a local identity. For the above-mentioned discussion, it could be concluded that if a WHS is inscribed as definite areas where the local community have taken

root and local people can feel that the WHS is their place of residence, the WHS listing can make a critical contribution to shaping or enhancing a local identity.

4 Conclusion

In conclusion, three requirements the WHS inscription has to meet to make a significant contribution to shaping or enhancing a local identity have been identified through the examination of WHSs in Japan. They are:

(1) The site was not well-known to tourists before the WHS listing, but it has become famous amongst tourists and the site has seen a large increase in the number of tourists after its WHS designation. This also means that after the WHS listing local community can re-discover themselves and their heritage through the process that the site has been discovered by tourists (outsiders) whose number has increased after the WHS listing.

(2) The site itself did not play an important role in a local community and local people also did not put an especially significant value on the site before the WHS designation; however, the WHS inscription has changed these situations in a positive direction. In other words, thanks to WHS status, the WHS now performs a vital role in the daily life of local people, and the local community's awareness of the important value of the site has also been enhanced.

(3) The site is not a monument, (archaeological) site or cultural landscape but a group of buildings. A group of buildings means that the WHS is inscribed as a definite area where local people actually still live there and a local community still exists there. That is say, local people live in the WHS and they can actually feel that the WHS is their place of residence after the WHS designation.

These three requirements have been identified through the investigation of WHSs in Japan. Needless to say, hence, the examination of diverse WHSs in other countries, especially those in European, North and South American, Middle Eastern, Oceanic and African countries would be essential to suggest more comprehensive and rigorous requirements the WHS inscription needs to satisfy to make a significant contribution to shaping or enhancing a local identity.

Bibliography

Asakura, Shun-ichi. (22-23 November 2008) "Impacts of registration for World Heritage in Japan" [In Japanese], In Japan Institute of Tourism Research (JITR) (Ed.), Proceedings of the 23rd JITR Annual Conference, pp 329-332.

Bazin, Claude-Marie. (1995) "Industrial Heritage in the Tourism Process in France", In M.-F. Lanfant, J. B. Allock and E. M. Bruner (Eds.) International Tourism: Identity and Change. London: Sage, pp 113-126.

Bianchi, Raoul. (2002) "The Contested Landscape of World Heritage on a Tourist Island: The Case of Garajonay National Park, La Gomera", International Journal of Heritage Studies, Vol. 8, No. 2, pp 81-97.

Bianchi, Raoul. and Boniface, Priscilla. (2002) "Editorial: the politics of World Heritage", International Journal of Heritage Studies, Vol. 8, No. 2, pp 79-80.

City of Himeji. (2010) Himeji-jo no Rekishi (The history of Himeji-jo) [In Japanese]. Available from: http://www.city.himeji.lg.jp/guide/castle/history.html Accessed 06.07. 10.

Evans, Graeme. (2002) "Living in a World Heritage City: stakeholders in the dialectic of the universal and particular", International Journal of Heritage Studies, Vol. 8, No. 2, pp 117-135.

Graham, Brian., Ashworth, Gregory. and Tunbridge, John. (2000) A Geography of Heritage: Power, Culture and Economy. London: Hodder Arnold.

Hall, Michael. and Piggin, Rachel. (2003) "World Heritage sites: managing the brand". In A. Fyall, B. Garrod, and A. Leask, (Eds.), Managing Visitor Attractions: New Direction. Oxford: -Heinemann, pp 203-219.
Hewison, Robert. (1987) The Heritage Industry: Britain in a Climate of Decline. London: Methuen.
Hiroshima Prefecture. (n.d.) Miyajima-cho (Town of Miyajima) [In Japanese]. Available from: http://db1.pref.hiroshima.jp/data/FigureOfTown/toshi/html/toshi27-a/toshi27-a.html Accessed 06.07.10.
ICOMOS International Committee on Cultural Tourism. (1999) Tourism at World Heritage Sites: The Site Manager's Handbook. (2nd edn.). Madrid: WTO.
Iwami Ginzan World Heritage Centre. (n.d.) Iwami Ginzan Iseki to sono Bunka-teki Keikan (Iwami Ginzan Silver Mine and its Cultural Landscape) [In Japanese]. Available from: http://ginzan.city.ohda.lg.jp/wh/jp/culture/index.html Accessed 04.07.10.
Jimura, Takamitsu. (2007a) The impact of World Heritage Site designation on local communities – a comparative study of Ogimachi (Japan) and Saltaire (UK). Unpublished Doctoral thesis, Nottingham: Nottingham Trent University.
Jimura, Takamitsu. (30 April-4 May 2007b) "How cultural heritage is consumed by tourists – a case study of Horyu-ji temple", In Canakkale Onsekiz Mart University (Ed.) Conference Proceedings: 2007 International Tourism Biennial - Tourism, Lessons from the Past, Directions for the Future.
Jimura, Takamitsu. (5-10 April 2009) "Examination of the concept of Historic Urban Landscape (HUL) in the Japanese context through a case study of the city of Kyoto, Japan", In Hanoi Architecture University and Hanoi People's Committee. (Ed.), International seminar proceedings: The forum UNESCO - University and heritage 12th international Seminar – Historic urban landscapes: A New Concept? A New Category of world heritage sites? Available from: http://universityandheritage.net/SIFU/XII_Hanoi_2009/en/abstracts/html/222.html. Accessed 14.11.09 Accessed 02.05.10
Jimura, Takamitsu. "The impact of world heritage designation on local communities – A case study of Ogimachi, Shirakawa-mura, Japan". Tourism Management (2010), doi: 10.1016/j.tourman.2010.02.005.
Leask, Anna. and Fyall, Alan. (Eds.) (2006) Managing World Heritage Sites. Oxford: Butterworth-Heinemann.
Lowenthal, David. (1998) The Heritage Crusade and the Spoils of History. Cambridge: Cambridge University Press.
Ministry of the Environment. (2010a) Kirishima-Yaku Kokuritsu Koen (Kirishima-Yaku National Park) [In Japanese]. Available from: http://www.env.go.jp/park/shiretoko/ Accessed 06.07.10.
Ministry of the Environment. (2010b) Shiretoko Kokuritsu Koen (Shiretoko National Park) [in Japanese]. Available from: http://www.env.go.jp/park/kirishima/index.html Accessed 06.07.10.
Ministry of the Environment. (2010c) Mori no Hakubutsukan (Diverse flora and fauna of Shirakami-Sanchi) [In Japanese]. Available from:http://www.env.go.jp/nature/isan/worldheritage/japanese/shirakami/about.html Accessed 06.07.10.

Naikakufu Seisaku-tokatsukan-shitsu. (2005) Sekaiisan no Kankokyakusu (The visitor number at World Heritage Sites in Japan) [In Japanese]. Available from: http://www5.cao.go.jp/j-j/cr/cr05/chr05_1-01.html Accessed 02.07.10.
Orbasli, Aylin. (2000). Tourists in Historic Towns. London: E & FN Spon.
Shackley, Myra. (Ed.) (1998a) Visitor Management: Case studies from World Heritage Sites. Oxford: Butterworth-Heinemann.
Shackley, Myra. (1998b) "Conclusions - visitor management at cultural World Heritage Sites". In M. Shackley (Ed.), Visitor Management: Case studies from World Heritage Sites. Oxford: Butterworth-Heinemann, pp 194-205.
Shackley, Myra. (2006) "Visitor management at World Heritage Sites". In A. Leask and A. Fyall (Eds.) Managing World Heritage Sites. Oxford: Butterworth-Heinemann, pp 83-93.
Shari-cho Shoko-kanko-ka. (2010) Kanko-tokei-shiryo (Tourism statistics) [In Japanese]. Available from: http://www.town.shari.hokkaido.jp/shiretoko/data/index.htm Accessed 02.07.10.
Shirakawa-mura Commerce Industry and Tourism Section. (2009) Shirakawa-mura kanko tokei (Shirakawa-mura Tourism Statistics) [In Japanese]. Available from: http://www.shirakawa-go.org/lifeinfo/info/kankou/kankouka.htm Accessed 10 11.09.
Smith, Melanie. (2002) "A Critical Evaluation of the Global Accolade: the significance of World Heritage Site status for Maritime Greenwich", International Journal of Heritage Studies, Vol. 8, No. 2, pp 137-151.
UNESCO World Heritage Centre (2010a) World Heritage. Available from: http://whc.unesco.org/pg.cfm?cid=160 Accessed 02.05.10.
UNESCO World Heritage Centre (2010b) States Parties. Available from: http://whc.unesco.org/en/statesparties/ Accessed 02.05.10.
UNESCO World Heritage Centre (2010c) UNESCO World Heritage Convention. Available from: http://whc.unesco.org/en/conventiontext Accessed 02.05.10.
UNESCO World Heritage Centre (2010d) World Heritage List. Available from: http://whc.unesco.org/en/list Accessed 02.05.10.
Waterton, Emma. and Watson, Steve. (Eds.) (2010) Culture, Heritage and Representation: Perspectives on Visuality and the Past. Farnham: Ashgate.

Number	Name	Type	Year of Inscription
1	Buddhist Monuments in the Horyu-ji Area	Cultural	1993
2	Himeji-jo	Cultural	1993
3	Shirakami-Sanchi	Natural	1993
4	Yakushima	Natural	1993
5	Historic Monuments of Ancient Kyoto (Kyoto, Uji and Otsu Cities)	Cultural	1994
6	Historic Villages of Shirakawa-go and Gokayama	Cultural	1995
7	Hiroshima Peace Memorial (Genbaku Dome)	Cultural	1996
8	Itsukushima Shinto Shrine	Cultural	1996
9	Historic Monuments of Ancient Nara	Cultural	1998
10	Shrines and Temples of Nikko	Cultural	1999
11	Gusuku Sites and Related Properties of the Kingdom of Ryukyu	Cultural	2000
12	Sacred Sites and Pilgrimage Routes in the Kii Mountain Range	Cultural	2004
13	Shiretoko	Natural	2005
14	Iwami Ginzan Silver Mine and its Cultural Landscape	Cultural	2007

Table 1. World Heritage Sites in Japan (Source: UNESCO World Heritage Centre, 2010d)

Figure 1. Gassho-style houses in Ogimachi (© Takamitsu Jimura)

Relationship Between Cultural Heritage and Tourism: Case of Mardin

Ece Kaya
(Istanbul Technical University)

Ece Kaya
Istanbul Technical University
Institute of Science and Technology
Faculty of Architecture Urban and Regional Planning Department
Taskisla, 34437 Istanbul/Türkiye
Email: eceongen@gmail.com

Relationship Between Cultural Heritage and Tourism: Case of Mardin

Abstract:
Cultural heritage is an accumulation of cultural values and has an important value as a product of tourism. Heritage and tourism are the partner industries. Heritage transforms destinations to space and tourism make them values which can sustain their economic existence, which can exhibit themselves.
Turkey could be assessed as one of the richest country in the world in terms of its cultural and historical heritage. For many countries, the presence of 9 units to take place in the World Heritage List can be seen sufficient number in country and world scale. However, it is obvious that this number is very less regarding the Turkey's wealth. Architectural and regional diversity, which belong to the different civilizations in Anatolia who was the host in every period in history, is insufficient in presentation of different regions and different cultures.
In the changing world process, many difficulties occur in preservation of cultural and historical heritage by using the old urban texture. That is why tourism should be considered as an efficient result. Tourism is a factor which is always been thought with preservation. A settlement which is under preservation attracts tourist and also provides rant. The heritage images the identity of urban spaces. Culture in Mardin is various and bears the imprint of many civilizations for ages, Mardin shelters different religions. Especially the area was the pilgrimage of the "Süryani" society once upon a time. To bring them back and to reintegrate different cultures is also an important aim of this study. It is the reason that Mardin has been chosen as an example of the interaction between cultural heritage and cultural tourism.
In the study, the historical and cultural identity of Mardin has been examined. With a SWOT analysis, strengths, weaknesses, opportunities, and threats are defined. Land use and transportation details have been evaluated. After these researches a strategic tourism development plan has been suggested and a cultural tourism road has been determined.

Keywords: Cultural Heritage, Tourism, cultural values, Mardin

Relationship Between Cultural Heritage and Tourism: Case of Mardin

Introduction

The purpose of this study is to examine the cultural heritage assets in Mardin and to identify them as the issues of cultural heritage tourism. The importance of cultural heritage and heritage tourism has increasingly been recognized in worldwide as a significant new tourism trend.

Cultural and heritage tourism seems to be growing between 13-15%, significantly faster than travel in general.

Cultural and heritage travelers tend to be older (age 39 and above) or younger (age 30 and less), well educated, employed and have high incomes. The 39-59-age bracket is a typical age bracket for cultural travelers in Europe with a majority of women (55% in 2002, 52.7% in 2004) in all countries, except for certain segments such as heritage tourism. The younger age groups (20-29) represent the single largest age group that is a very important component of the culture audience (almost 40%). They are particularly important because the cultural experiences they have in their youth influence their tourism behavior in the future. They also respond well to the youth discount cards which make cultural attractions particularly accessible to them (Cultural-Heritage Tourism, 2005)

Cultural tourism is one the most significant development strategy in the tourism industry for local settlements. Tourism also represents an indispensable source of financial resources for the preservation and restoration of the heritage that otherwise faces shrinking budgets and state transfers (Jan van der Borg, 2002).

Cultural tourism's recent growth is argued by the World Tourism Organization (1990) and Hall (1995) to be one expression of more fundamental changes in contemporary preferences for quality, special interest markets, and experiential, rather than passive, activities. Experiencing heritage has become one of several priorities in the cultural motivation to travel, resulting in a commodification of the past. Demand for heritage-based tourism in particular has been generally attributed to several factors: an increasing awareness of heritage, an ability to express individuality through recognition of historical environment or staged history, greater affluence, increased leisure time, mobility, access to the arts, the need to transcend contemporary experiences to compensate for their deficiencies and demands, and/or to fulfill psychological needs for continuity through an appreciation of personal family history. Urban heritage provides a particular mechanism for cities to specialize by calling upon their unique and distinctive past events (CONSUMING HERITAGE).

The aims of the study are as below:

- Raising the level of income for everyone in the region,
- Maintaining the accessibility of social services including those in the fields of education, health and culture,
- Sustainable utilization of natural resources,
- Preservation of cultural heritage,
- Creating an international cultural tourism by using the ethnic and cultural diversity,

- Maintaining the sheltering facility for everyone in the region,
- Creating a social environment in order to ensure participation of people for decision making process,
- Creating a sustainable society that can further develop on its internal dynamism.

1. Mardin

Mardin is located in Dicle and Fırat baslins in Southeastern Anatolia region of Turkey and surrounded with Şırnak and Siirt provinces at East, Şanlıurfa at West, Diyarbakır and Batman at North, Syria at South. Its location is almost 1083 meters high from sea level. There are ten districts (counties); Center districts where the Urban Conservation Site Area places, Dargeçit, Derik, Kızıltepe, Mazıdağı, Midyat, Nusaybin, Ömerli, Savur, Yeşilli. Also 572 villages dependent to Mardin.

(Figure 1)

The Administral division of Mardin has been altered in 1990.After Cizre, İdil and Silopi provinces had been separated in 16.05.1990 in the 3647 numbered law from Mardin, they were received by Şırnak and Gercus province was received in the same law.

In 1927 when the population of Turkey was 13.648.270 the population of Mardin was 183.317 and Mardin was the 35th among 63 cities of its population rate.

Mardin stands in Turkey southeast Anatolian Region. The area of the city is 8806 square kilometres which is about %1.14 of Turkey's area. As in 1927 the people living in a square km was about 14, it has risen to 80 ones per square km. The annual population rising

rate of Mardin is %23.4 between 1990-2000.As in 1927 the population living in town was %22.8 it has risen to %55.5.

The population of Mardin in 2000 is 705.098, and the annual rising rate between 1990 - 2000 is %23,3 Kızıltepe of the 9 provinces related to the city, has the hightcst population with %50,3, Ömerli has the lowest rate of population with %39,9 in the city.

<table>
<tr><td>SUBARIDS ==></td><td>HURRIS</td><td>SUMERIANS</td><td>AKADS</td><td>MITANNIDS</td></tr>
<tr><td>OTTOMAN EMPIRE</td><td colspan="3" rowspan="8"> </td><td>HITTITES</td></tr>
<tr><td>SAFAVIDS</td><td>ASSRIYANS</td></tr>
<tr><td>AKKOYUNLULAR</td><td>ISKIT
KIMMER
MED</td></tr>
<tr><td>KARAKOYUNLULAR</td><td>BABIL</td></tr>
<tr><td>ARTUQID EMPIRE</td><td>PERS</td></tr>
<tr><td>SELJUK DYNASTY</td><td>ALEXANDER
THE GREAT
MACEDONIA
SELEUCID</td></tr>
<tr><td>MERVANIDS</td><td>ABGARS
(EDESSA
KINGDOM)
DIKRAN</td></tr>
<tr><td>HAMDANIDS</td><td colspan="2">ARABIANS, UMAYYAD DYNASTY, ABBASIDS</td><td>SASANIDS</td><td><== ROMAN EMPIRE</td></tr>
</table>

(Figure 2)

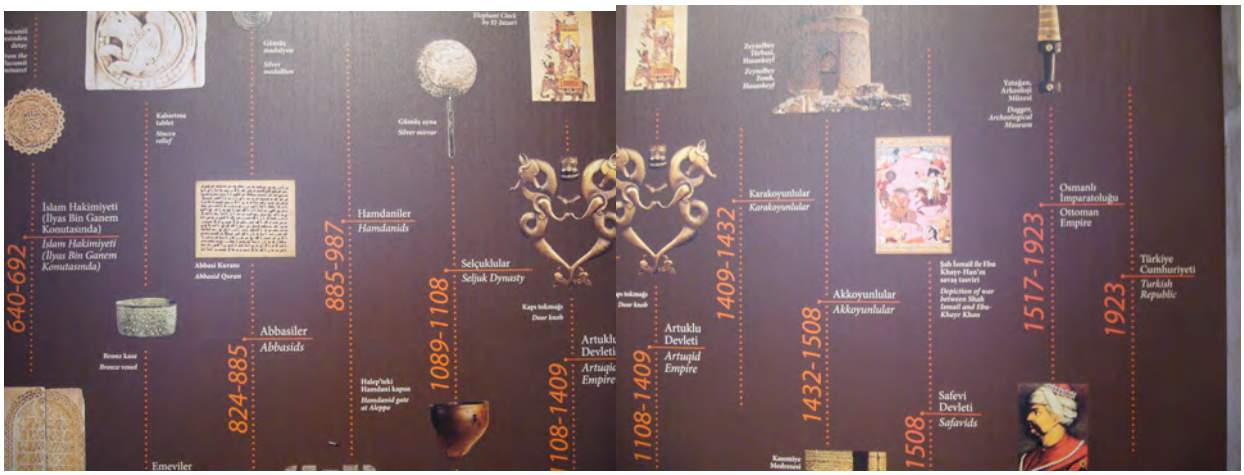
1.1. History of Mardin

Many civilizaitons lived in Mardin in its history. Although no definitive information is available about the time when the city of Mardin was first established, it can be said that the foundation of city dates back to the time of the Subarid according to the antique history of the Near East.

According to the results of the excavations conducted by German Archaeologist Baron Marvan Oppenheim in 1911-12, the Subarid lived in Mesopotomaia around 4500-3500 BC.

This result is based upon tiles found in-among layers that belong to the Sumerians and Babylonians. The pictures below show Mardin's history in a basic timeline:

(Figure 3)



(Figure 4)

1.2. Current Tourism Situation

The culture of Mardin bears the imprint of various antique civilizations flourishing in the area. Mardin has an enormous historical, cultural and architectural richness. It is apparent that this richness has the potential of contributing much to the development of the province and national tourism if mobilized and managed properly.

Mardin enjoys a privileged status in the sense that it is able to make people live the past and to present what is old and valuable to present generations. Mardin's cultural diversity is further enriched by the deep-rooted culture of various communities including the oldest Christian community, the Suryani. Who can refuse to see a city of tolerance where *ezan* from mosques lives in brotherhood with church bells?

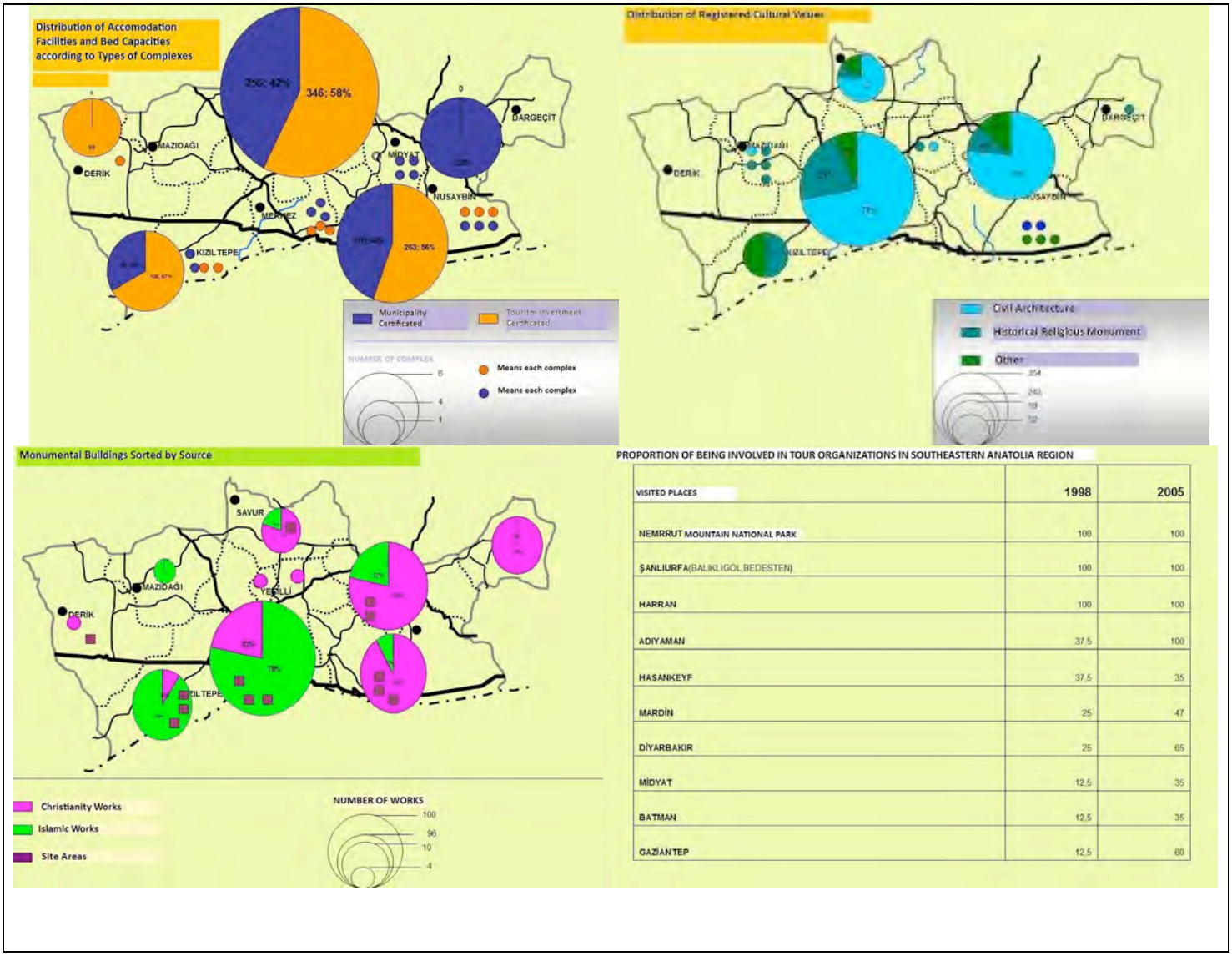
In recent years Mardin has become a center of attraction for many people from different parts of the world. It is a candidate for UNESCO's List of "Cities of World Heritage." Submitting, protecting and transferring cultural richness for the next generations require a big importance. In our city and its provinces we have 665 buildings registered by protection of culture and nature values committee directorate.

According to the official recording;

AS THE END OF 2004	
Entrance: 58.602	Exit: 57.376
AS THE END OF 2005	
Entrance: 81.694	Exit: 80.698

People have entered and exited from the border crossing of Nusaybin administratively or by passport.

Furthermore, in 2005 nearly 400.000 domestic and foreign tourists visited our city except from Nusaybin border crossing in order to visit the historical and touristic places.



VISITED PLACES	1998	2005
NEMRRUT MOUNTAIN NATIONAL PARK	100	100
ŞANLIURFA(BALIKLIGOL,BEDESTEN)	100	100
HARRAN	100	100
ADIYAMAN	37.5	100
HASANKEYF	37.5	35
MARDİN	25	47
DİYARBAKIR	25	65
MİDYAT	12.5	35
BATMAN	12.5	35
GAZİANTEP	12.5	60

(Figure 5)

1.3. SWOT Analysis of Mardin

SWOT analysis in Mardin has been done by a group of urban planning graduate students in which I was involved. All districts, Mardin Municipality and Governorship have been visited.

Strenghts

Natural Environment

- Having warm climate (only 3 months of winter)
- Although being in 3rd. degree earthquake zone, having solid land.

Structured Environment

- Having an impressive historical texture
- South direction preference of housing and structuring

Socio-Economic Environment

- Keeping alive the historical tissue
- Multiculturalism and ethnic diversity like having a society formed by Arabic, Kurdish, Turkish, Armenian, Syrian people.
- Hospitality and kind interest of people to foreigners
- Chance to benefit from EU funds
- Being one and only candidate of UNESCO World Heritage List
- Establishment of an institution named ÇATOM for the multi-purpose community projects
- Production of local spices like coriander, mahalep and sumach
- Manufacturing and exportation of sugarplum and halva
- Traditional food culture
- Richness of traditional handcraft like filigreed with gold or silver

Weaknesses

Natural Environment

- Having vertical and inclined land
- Having a rainless climate
- Lack of open and green areas
- Scarcity of water resources

Structured Environment

- Density of environmental pollution caused by the lack of infrastructure
- Difficulty of infrastructure works
- Towards the north of site area, differentiation of structuring and compatibility loss with the historical texture
- Being not well preserved the historical texture and not renewed necessarily

Socio-Economic Environment

- Decrease of population and density of population
- Many children ownership
- Lack of education
- Immigration to metropolitan areas because of economic deficiency
- The language problem of eighty percent of women population causing by the differentiation of many cultures
- Lack of cultural activity centers like theatre, opera etc.
- Lack of participation
- Deficiency of traditional food courts although having a very developed culture
- Lack of marketing in handicraft sector
- Scarcity of employment because of the deficiency of job diversity
- Lack of touristic marketing
- Insufficiency of recreational areas

Opportunities

Natural Environment

- Mesopotamia Valley
- Solar energy

Structured Environment

- Sabancı Museum building as an example of touristic and cultural activity center
- Discussion on the destruction of incompatible structures in urban sites and construction of buildings compatible with historical texture.
- Many projects about the area on the agenda
- Being an unprecedented settlement in historical and touristic points

Socio-Economic Environment

- Hospitality of the society
- People have knowledge and interest about their environment
- Tourism could create much more employment
- Diversity of tourism
- Establishment of Artuklu University
- Start of the investment of the Syrian population abroad to the area
- Mardin Participatory Urban Rehabilitation Project
- Employment-enhancing effect of the Organized Industrial Area and Free Trade Region
- Development potential of cultural and religious tourism
- Trade potential coming from the close location to boundaries.
- Mardin Participatory Urban Rehabilitation Project
- Establishment of Artuklu University
- Proximity of the airport to the center

Threats

Natural Environment

- Drought
- Floods

Structured Environment

- Being spread of slums and constructions contrary to the historical city center tissue
- Transportation problems in narrow streets
- The development in direction of Diyarbakir road forces the topography and triggers squattering

Socio-Economic Environment

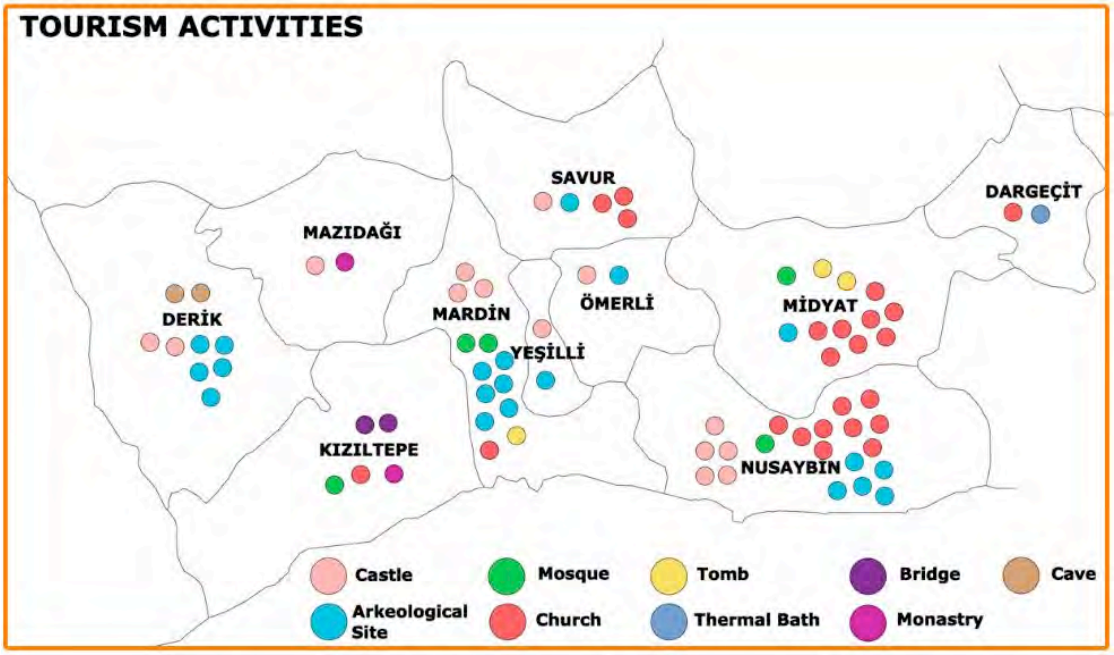
- Multiculturalism and ethnic diversity
- Mistrust of the public to the local and central government caused before none of the projects have implemented
- Deficiency of employment

2. Conclusion and suggestions

Mardin is a candidate for being in UNESCO's "World Heritage City List". That is why tourism development is one of the major strategies in service sectors. It is related to transportation, trade and improvement of public sectors. In Mardin, important storing, distribution and transfer points for efficient logistics should be defined, logistical support and vehicle capacity for trade should be strengthened. More efficient routes to reach border gates should be created by expanding road capacity and quality, by rising the transportation

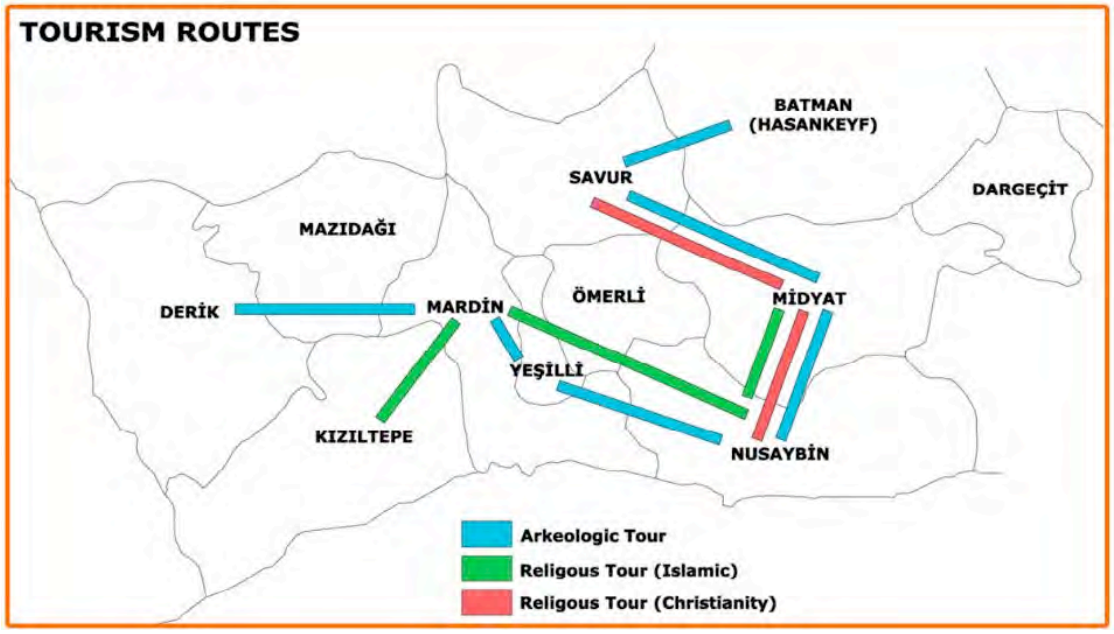
availability to villages. Providing more social – technical infrastructure systems, distributing health and education units equally, improving public places, developing open markets, well using Nusaybin border for touristic entrances will be the infrastructure of tourism development.

In whole villages of Mardin, cultural tourism products as castles, mosques, tombs, bridges, caves, churches, monasteries, archeological sites and thermal baths exist. To visit them and to produce an efficient cultural tourism, accommodation capacities in Midyat – Nusaybin – Dargeçit and Mardin Historical City Center should be improved. The density of tourism activities can be seen on the map:



(Figure 6)

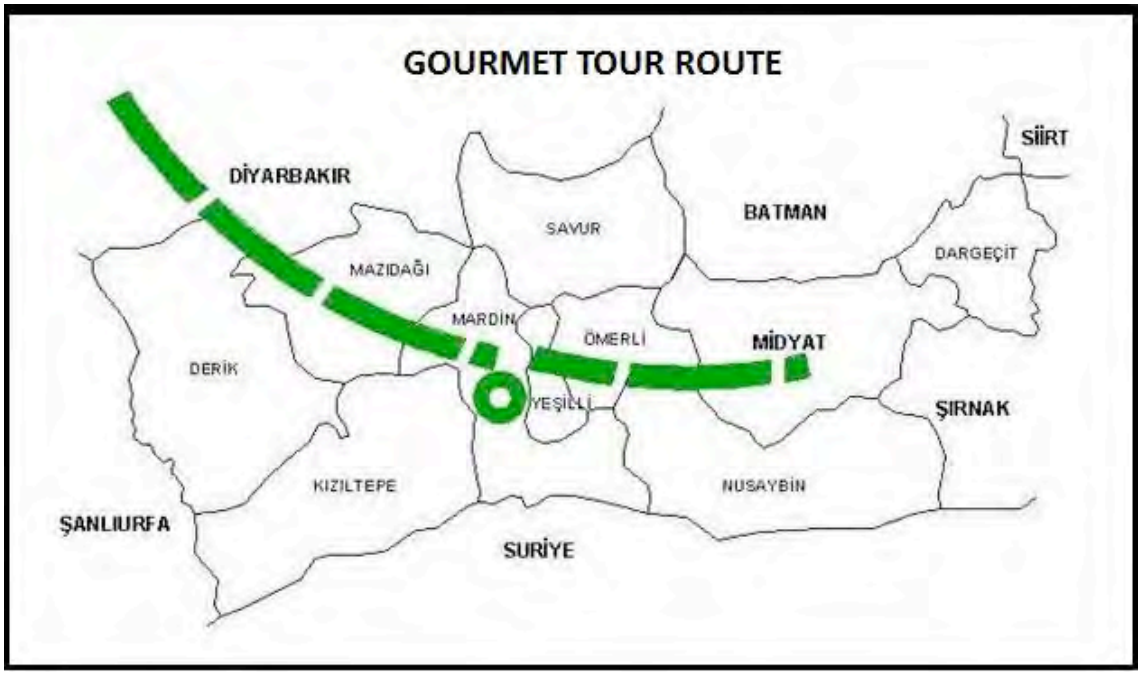
By using the density of these products, tourism diversity could be managed. Three tourism routes are defined in Mardin.



(Figure 7)

Generally Mardin is included in southeast or east Anatolia tours and tourists visit only the city center, Midyat and some ruins, some monasteries, stay one or two days. However, Mardin must be a tour route itself. The map of cultural and historical values is indicated as appendix.

Recently, Gourmet Tours are also popular in tourism industry. Many people voyage for testing new foods and beverages, wants to get new kitchen experiences. The important point is to preserve the traditionalism and culture. As known, Anatolia is famous with its delicious foods. This property should be used as a tourism product and an opportunity of advertisement. A Gourmet Tour Route is suggested in Mardin:

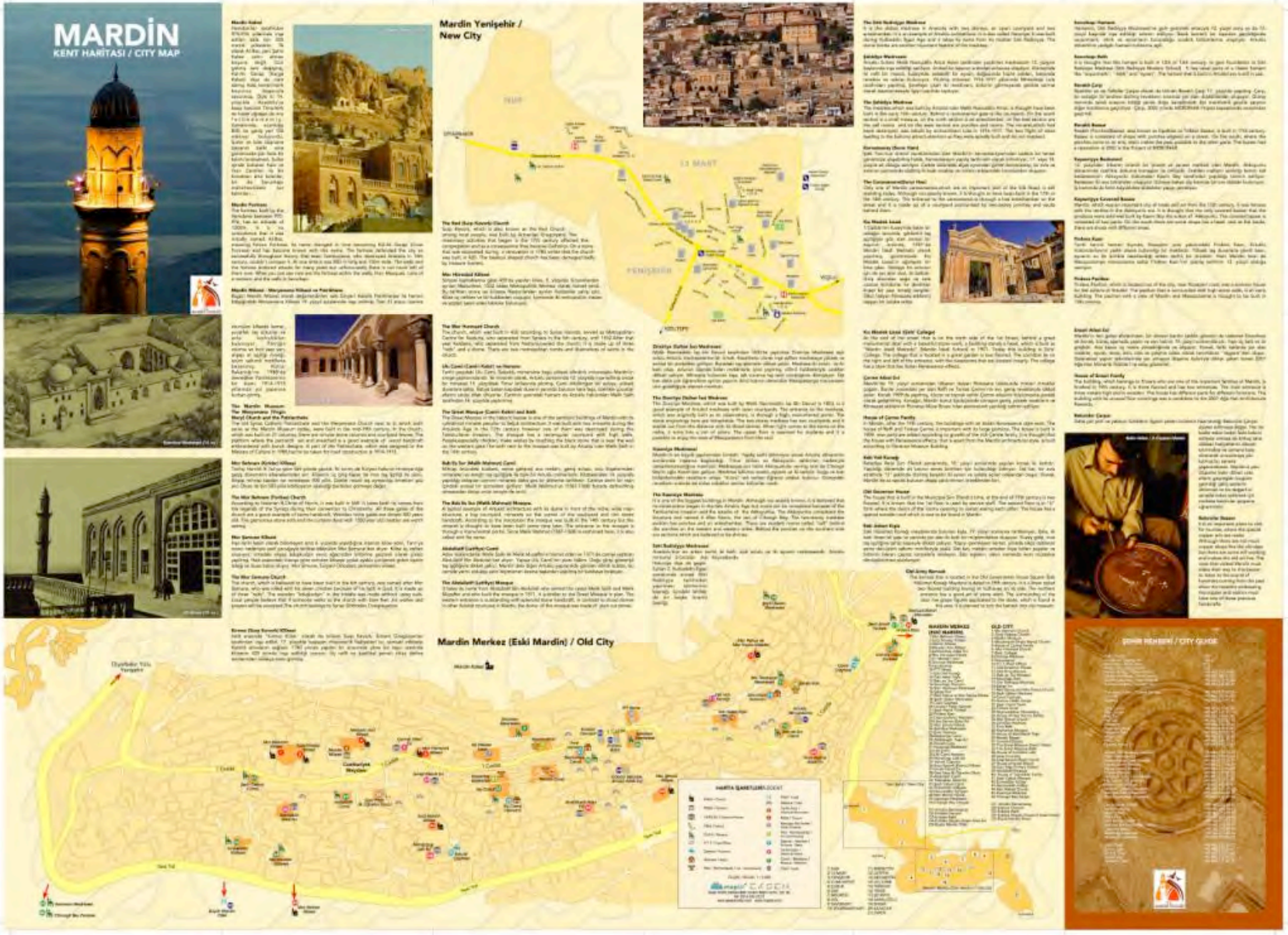


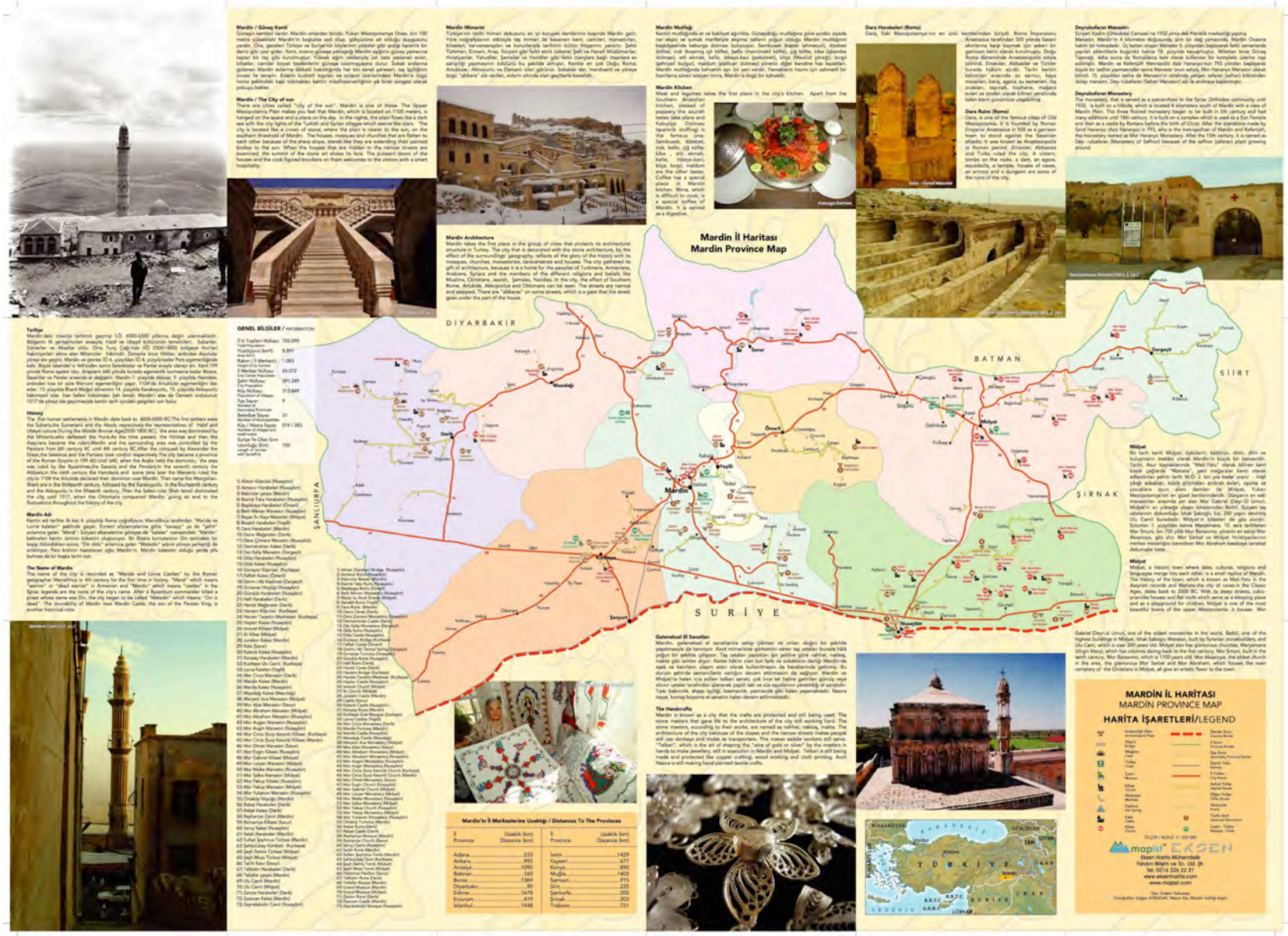
(Figure 8)

As a conclusion, all villages have special characteristics. Gırnavas and Dara ruins, German Bridge, Madrasa of Kasımiye, Monastery of Deyrü'zzafaran, Monastery of Deyru'l Umur, Castle of Mardin are some of these prosperities. It can be said that Mardin is a city which contains many ethnic, cultural and religious diversity. This diversity is an important opportunity for a regional development by improving tourism capacity. More advertisement, more education, more infrastructures, more transportation is needed in the city.

Bibliography

Aydın, Abdürrauf. (2007) Development of Economic and Social Aspects of Mardin Province (1950 – 2000).
Istanbul Technical University, Urban Planning Master Program Students (Project Group) (2009) Mardin Province and Central District.
Koçoğlu, Yusuf, (2006) Mardin's Tourism Potential
Governorship of Mardin, www.mardin.gov.tr
Municipality of Mardin, www.mardin.bel.tr


MARDİN
KENT HARİTASI / CITY MAP
Mardin Yenişehir / New City
Mardin Merkez (Eski Mardin) / Old City
ŞEHİR REHBERİ / CITY GUIDE


Mardin İl Haritası
Mardin Province Map
DİYARBAKIR
BATMAN
SİİRT
ŞIRNAK
SURİYE
ŞANLIURFA
Mardin
Mardin'in İl Merkezlerine Uzaklığı / Distances To The Provinces
MARDİN İL HARİTASI
MARDİN PROVINCE MAP
HARİTA İŞARETLERİ/LEGEND
mapisi EKSEN

Pictures from Mardin by Ece Kaya

(Old City Center)

(Dara Ruins)

(Kasımiye Madrasa)

(Midyat)

Assessing the economic impact of a UNESCO World Heritage designation

Brian VanBlarcom
(Acadia University)
&
Cevat Kayahan
(Acadia University)

Dr. Brian VanBlarcom, Acadia University
Economics Department
Acadia University
Wolfville, Nova Scotia
Canada
B4N 1A7
Email: brian.vanblarcom@acadiau.ca

Dr. Cevat Kayahan, Acadia University
Economics Department
Acadia University
Wolfville, Nova Scotia
Canada
B4N 1A7
Email: burc.kayahan@acadiau.ca

Assessing the economic impact of a UNESCO World Heritage designation

Abstract:
The objective of this research is to compare the economic benefits (defined as visitor spending) and costs of emanating from a World Heritage (WH) designation in Nova Scotia. Data from Old Town Lunenburg, established in 1995 as a UNESCO site[1], was used to quantify the impact of a heritage designation in the Nova Scotia context. Regression analysis, observing a time period covering both before and after the WH designation, taking into account the designation and other potentially influential variables on tourism, estimated a 6.2% increase in tourist visitation. A proportional impact was projected for GP National Historic Site, which is in the process of applying for World Heritage status. Transitivity of economic benefits between the sites is based on the historic nature of the two attractions, their geographical proximity to each other (and to the province's largest city - Halifax), as well as similar economic motivations for the WH designation.
Survey data collected at each site produced an estimate of average visitor spending. Combining the incremental visitation estimates with average spending generated total direct spending attributable to the WH designation. The projected impacts for GP were analyzed under an historical visitation scenario (ten year average) and a projected scenario (based on the trend in visitation over the same time period). Low/base/high cases were created under each scenario using confidence intervals (at 95%) around the UNESCO designation regression coefficient.
The WH designation was estimated to increase annual visitor expenditures in Lunenburg by $3.71million (2009$). Total costs (1993-2009) related to Lunenburg's UNESCO designation were $231,000 (2009$). For Lunenburg, annual benefits exceed the total costs of designation and the present value of the benefits outweighed the present value of the costs by $36 million (2009$) over the 1993-2009 period.
For Grand Pré, the forecasted increase in visitor spending attributable to the WH designation was $100,000 (projected visitation scenario) and $200,000 (historical visitation scenario). The WH nomination costs for GP are $1.3 million. The historic scenario had a net present value of $1.35 million (over the 25 year period) and had a break even point (where aggregate benefits sum to costs) of 12 years. Similarly, the projected scenario produced a net present value of $20,000, and a break-even point of 25 years.
The analysis indicates that the level of visitation is important in determining the economic benefits of a WH designation. The rising costs of WH designation further challenge smaller scale attractions. After adjusting for inflation, the costs associated with achieving a World Heritage designation in Nova Scotia (based on the two sites examined) has increased by nearly five times, from less than $250,000 in 1995 to $1.3 million in 2008. While the results are specific to the sites investigated, the research indicates that on economic criteria (incremental visitor expenditures versus incurred costs) Lunenburg's WH designation (1995) has been very successful. Grand Pré's current application for a World Heritage designation can be justified economically if it can return visitation to recent (ten year average) levels but that such an investment is marginal if the current downward trend in visitation can not be reversed.

[1] Joggins Fossil Cliffs, designated as a UNESCO World Heritage Site in late 2008, is not part of the analysis conducted in this paper.

Assessing the economic impact of a UNESCO World Heritage designation

Cost Benefit Analysis of World Heritage Site designation in Nova Scotia: Lunenburg and Grand Pré

1. Introduction

The United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) claims significant economic benefits to obtaining a World Heritage (WH) designation. Through an increase in tourism and global awareness, local economies surrounding cultural and natural sites should benefit from having a designation (UNESCO Website, 2010a).

In the hopes of strengthening their position and attractiveness as a cultural destination, The National Historic Site of Grand Pré (GP), located in the Annapolis Valley of Nova Scotia, Canada has applied for a UNESCO World Heritage Site designation. The nomination process began in 2008, will take three years, will cost $1.3 million in cash and in kind contributions (Tourism Strategy & Interpretation Framework Final Report, 2010) and culminate in the official proposal submission in 2011.

Tourism data from Old Town Lunenburg (established in 1995) is used to quantify the impact of a heritage designation in the Nova Scotia context. It was assumed that a World Heritage designation for GP would have a proportionate impact on tourist visitation.

This paper will estimate the economic benefits (visitor spending) associated with a World Heritage designation for Lunenburg and compare it with costs of the designation. Making use of the Lunenburg analysis, the projected economic benefits for GP National Historic Site (seeking designation in 2011) will be estimated and compared to the costs associated with the application.

The following section reviews overall trends in tourism for Nova Scotia. Section 3 is a review of the literature. This is followed by a comparison the economic benefits and costs associated with a World Heritage Designation, first for Lunenburg (Section 4) and then for GP (Section 5). The final section discusses the implications of the benefit/cost analysis.

2. Background: Tourism in Nova Scotia and World Heritage

2.1 Recent Trends in Nova Scotia Tourism

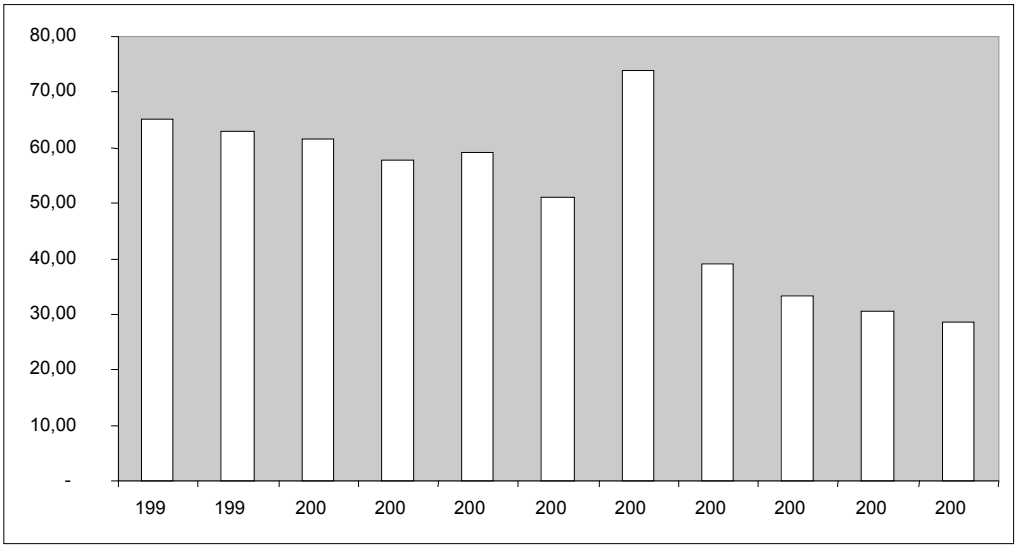
Tourism in Nova Scotia has shown moderate growth over the last dozen years, with total visitation being 1.4% greater in 2008 than it was in 1996. Visitation has shown considerable variation through time, growing by over 5% between 1996 and 2000 but falling by 0.6% between 2001 and 2008. Table 1 shows visitation to Nova Scotia and a sample of is major cultural/historical attractions. In the context of overall visitation trends to the province, the ability of Nova Scotia's major cultural/historic attractions (with exception of Lunenburg) to attract visitors has been declining. Over the period from 1996 to 2008, visitation to Luneburg's Fishery Museum (+3.23%) exceeded the Nova Scotia growth rate (+1.35%), when visitation to all other selected sites in Table 1 fell (by an average of -4.8%). Furthermore, visitation to Lunenburg declined at a smaller rate than the other sites when overall visitation to Nova Scotia was falling (2001-2008).

Table 1. Average Percent Change in visitation to various sites in Nova Scotia

	1996-2000	2001-2008	1996-2008
NS visitation	5.15%	-0.55%	1.35%
Lunenburg -Fishery Museum	4.18%	-1.98%	3.23%
Others	-0.85%	-6.69%	-4.74%
Halifax Citadel	1.58%	-2.33%	-0.38%
Fortress of Louisburg	-3.36%	-3.94%	-3.75%
Port Royal Fort	-0.68%	-14.28%	-7.48%
Grand Pré	-0.95%	-9.23%	-6.47%

The National Historic Site of GP (located in the Hamlet of GP in Nova Scotia's Annapolis Valley) has seen a similar downward trend in visitation. In 1998, 65,115 visited the Site but by 2008, visitation had fallen to 28,516. This represents a 56% decrease over a ten-year period. Figure 1 depicts the downward trend in the number of visitors to Grand Pré. With the exception of 2004, the year of Congrés Mondial Acadien (an Acadian celebration attracting large number of visitors), there has been a consistent decline in the number of visitors from 1998 through to 2008.

Figure 1. Number of visitors to Grand Pré National Historic Site



Tourism officials in the Annapolis Valley and GP are acutely aware of this downward trend and in hopes of strengthening their position and attractiveness as a cultural destination, The National Historic Site of GP has applied for a UNESCO WH site designation. It is believed that the designation and related publicity would generate positive economic impacts on the tourism and the local economy.

3. Literature Review

The WH convention, established in 1972 by UNESCO, embraces the idea that the international community has a responsibility to cooperate in identification, protection and active conversation of cultural and natural heritage considered to be of outstanding universal value to the whole of humanity. (UNESCO Website, 2010b). As of July 2009, there are 890

properties on the WH list, of which 689 are cultural properties. The WH list includes unique and diverse Sites such as Machu Picchu, the Pyramids of Egypt, etc.

The primary motivation for applying to obtain WH designation was the protection and preservation of the bidding site until the late 1980's. However, since the mid 1990s, socio-economic benefits associated with the designation started to play a large role in motivating the sites to apply for WH designation (Research Consulting Ltd and Trends Business Research Ltd, 2009). In particular, sites expect the WH designation to increase visitation and tourism revenues. Earlier work in the literature supports these expectations (Ashworth and Turnbridge 1990; Drost 1996; Pocock 1997; Shackley, 1998). A survey of 118 natural WH Sites by Thorsell and Sigaty (2001) reported a total annual visitation of nearly 63 million people. Approximately 13% of the sites surveyed recorded over 1 million visitors a year.

However, empirical studies conducted in the last decade produce mixed results. On the one hand, several studies found positive but relatively small impact of WH designation on visitation[2]. Galvin (1997) reports that visitation to WH parks in U.S. were 5.2% greater than the visitation in the rest of the national parks without the WH title during the 1990-95 period. Studies that survey a sample of WH sites[3] found that at least 40% of the sites surveyed reported an increase in visitor numbers since gaining WH Site inscription. Most of the sites reported an average increase of 1-5% per annum since designation. However, a causal link between WH listing and increased visitation over and above existing tourism trends was regarded as somewhat tenuous, particularly for the sites that were major attractions prior to heritage listing. Sites that are well known globally appear to benefit less from world heritage brand marketing relative to the sites with a lower global profile. Finally, WH status leads to an increase in the number of international visitors, who tend to stay longer and to spend more than domestic visitors (Van der Aa, 2005).

On the other hand, recent studies highlight the limited role of the WH designation and emphasize the importance of an environment in which the benefits from designation can be maximized. Prud'homme (2008)[4] evaluates the impact of designation on the economic development of a site. In particular, he identifies the motivation for becoming a WH site and the actions of the site following the designation as determinants of the socio-economic impact of the designation.

Results from the Rebanks Consulting Ltd and Trends Business Research Ltd (2009) study, identify the best practices in converting the socio-economic potential of designation into an actual advantage, support Prud'homme's results. They report that approximately 70-80% of WH sites appear to be doing little or nothing with the designation directly to bring about significant socio-economic impacts. Furthermore, they separate the WH sites into four categories based on the motivation for application:

1) A celebration Designation: Treat WH as a celebration or reward designation for heritage already preserved; they see the achievement itself as the reward.

---

[2] There are several other studies that find a positive association between the WH designation and visitation numbers (Buckley, 2004; Soares et. Al. 2007, Blacik, 2007; Bojic, 2007), however, the evidence presented in these studies is not conclusive since they suffer from problems such as missing/incomplete data on visitation numbers, using changes in visitation perceived by officials rather than the actual changes and failure to isolate the impact of WH site inscription from other factors that would have affected the visitation.

[3] Hall and Piggin (2001) conducted a survey of 44 WH managers in OECD countries. Van der Aa (2005) analyzed the change in visitation following inscription using a sample of 86 world heritage sites.

[4] In a report produced for the World Heritage Centre of UNESCO, Prud'homme (2008) provides a detailed review of the studies conducted by Gravari-Barbas and Jacquot (2008), Nicot and Ozdirlik (2008) and Talandier (2008).

2) A heritage SOS designation: Treat WH as an emergency attention designation for preserving the heritage at risk.
3) A Marketing /Qualify Logo/Brand: Treat WH designation as a marketing tool and quality brand to promote the development of tourism.
4) A Place Making Catalyst: Treats WH designation as a powerful catalyst for economic development using designation to generate wider socio-economic impacts.

The authors concluded that management organization and stakeholders' perception of WH status matters. They argue that small to non-existent economic impacts of WH designation found in the early literature are not surprising since most of the sites that were analyzed have "celebration" or "heritage SOS" designation motives, hence they lack the motivation to promote the WH designation to its fullest extent.

The literature on the costs of obtaining a WH status is relatively scarce, however, there is a growing interest on the costs of WH designation due to the significant increase in the costs of WH application. PricewaterhouseCoopers LLP (2007) executive study, commissioned by the Department for Culture Media and Sport and Historic Scotland, investigates the benefits and costs of World Heritage Site status in the UK by conducting a survey of 17 of the 24 UK domestic WH sites. This study reports the impact of WH status on visitation estimate as 0-3%.

The costs associated with WH designation[5] can be grouped under three main categories. In order to apply to be a WH site, sites go through a bidding process where they submit a nomination form demonstrating that they meet the WH site criteria set by UNESCO World Heritage Centre. The bidding process entails costs associated with preparation of the management plan, conducting supportive studies and consultation provided by third parties. PricewaterhouseCoopers LLP (2007) estimates[6] the overall cost of making a bid for a site in UK between £420-£570, which is equivalent to $670k-$908kCAD as of September 2010. Secondly, sites that successfully receive the WH site inscription would incur costs in order to meet UNESCO requirements such as monitoring, periodic reporting and maintenance of the sites. PricewaterhouseCoopers LLP (2007) estimates the management costs to be somewhere between £190-£615, which is equivalent to $310k-$980kCAD. Finally, there are costs associated with the WH status related activities to improve existing that are difficult to quantify since they are likely to be site specific.

It should be noted that the bidding costs are likely to increase with the increasing level of competition. Xinning County located in Hunan province is estimated to have spent more than 1 billion yuan (approximately $152 million CAD) on the application of the recently designated site of Danxia landform (People's Daily Online, 2010).

4. Economic Benefits and Costs of a World Heritage Designation: Lunenburg

4.1 The regression model

Regression analysis has been conducted to isolate the impact that a WH designation has on tourism visitation to Lunenburg. The resulting impact on visitation is then combined with the results of a visitor expenditure survey in to order estimate the impact of a World Heritage designation on total visitor expenditures. The following specification is adopted for estimation:

$$\mathrm{PVNSL}_t = \beta_0 + \beta_1 \mathrm{UNESCO}_t + \beta_2 \mathrm{USCANFX}_t + \beta_3 \mathrm{INFLATION}_t + \beta_4 \mathrm{EVENT}_t + u_t \quad \textbf{(1)}$$

[5] There is also a literature on the overall negative aspects of the WH designation/list. See Frey and Steiner (2010), Gamboni (2001), Meskell (2002) and Mossetto (1994).

[6] The study makes certain assumptions regarding the structure of the management and attributes of the site, hence the actual site specific costs of making a bid are likely to vary depending on the attributes of the site such as the ownership structure, global profile of the site, location, motivation for application, marketing activity and nature of the site.

The dependent variable, PVNSL, represents the percentage of visitors coming to Nova Scotia that visit Lunenburg. Unfortunately there exists no direct data on tourism visitation to Lunenburg before or after the WH designation. Therefore, visitation to Lunenburg is estimated using data collected from the Nova Scotia Department of Tourism[7].

UNESCO is an indicator variable that takes the value of zero before the World Heritage designation and the value of one after the designation. The goal of the regression is to isolate the β_1 coefficient in order to quantify the impact of the WH designation on visitation to Lunenburg. The *USCANFX* variable represents the US-Canada exchange rate. The *INFLATION_GAS* variable measures the annual inflation rate in the price of gas in Nova Scotia. Finally, the *EVENT* variable is introduced in order to account for temporary increases in tourism due to particular events in the area. This variable takes the value '1' if in that particular year there was a high profile tourism event in the region and the value 0 otherwise.

The variables used in the regression were each assessed between the years of 1990 to 2007. The data for the exchange rate and inflation rate[8] were retrieved from Statistics Canada (CANSIM).

4.2 Regression results

This section presents the results from the regression analysis of the data and the direct economic impact estimates of WH designation to Lunenburg. Regression results are presented below.

Table 2. Regression results for Lunenburg

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	P-value
Intercept	4.288	1.427	3.00	0.010
UNESCO	1.240	0.326	3.81	0.002
USCANFX	0.148	1.773	0.08	0.935
INFLATION_GAS	-0.016	0.021	-0.78	0.855
EVENT	0.731	0.353	1.97	0.070

R-squared	0.621	F-statistic	5.32
Adjusted R-squared	0.504	Prob(F-statistic)	0.009
Number of Observations	18	Root MSE	0.609

The *UNESCO* coefficient is estimated to be 1.24 (and significant) implying that the designation at Old Town Lunenburg has led to a 1.24% increase in the share of visitors to

[7] In particular, room nights sold in Lunenburg obtained from a sample of Lunenburg accommodation establishments and the number of visitors to Nova Scotia during the 1990-2008 time period were used in conjunction with 2004 Exit Survey that identifies the proportion of non-resident visitor parties to Nova Scotia that travelled to/stayed in Lunenburg, average length of stay and party size.

[8] Inflation rate is calculated as a percentage change in the annual CPI (2005 basket with 2002 as the base year) series and the exchange rate is calculated by taking the averages of the monthly CAN-USD series (noon spot rate) in a calendar year.

Nova Scotia people that went to Lunenburg. We can compute the resulting percentage change in tourism visitation to Lunenburg with this estimate.

4.3 World Heritage Designation Effect on Visitation to Lunenburg

The average annual number of visitors to Nova Scotia over the last ten years is estimated to be 2.14 million people (Nova Scotia Department of Tourism). The percentage of non-resident visitors to Nova Scotia who visit Lunenburg is estimated to be 20% by the Nova Scotia Exit Survey conducted in 2004. The annual number of visitors to Lunenburg can be calculated using this information as follows:

*Average number of visitors to Lunenburg 1999-2008 = 2.14 million * 20% = 428,000* **(2)**

Therefore, it is estimated that the average number of visitors to Lunenburg was 428,000 during the 1999-2008 period. Given the fact that the WH designation is estimated to increase the share of visitation to Lunenburg by 1.24%, the annual change in the number of tourists to Lunenburg in the 1999-2008 period due to WH designation can be computed as follows:

*Change in visitation to Lunenburg due to UNESCO = 2.14 million * 1.24% = 26,536* **(3)**

In other words, the WH designation in Lunenburg has resulted in an increase in the annual visitation by 26,536 people during the 1999-2008 period. Finally, the numbers from equations (2) and (3) can be used to express the impact of a WH designation as a percentage change in the visitation to Lunenburg.

$$\textit{Impact of WH designation as \% of people visiting Lunenburg} = \frac{26{,}536}{428{,}000} = 6.2\% \quad \textbf{(4)}$$

The estimated impact of the WH designation for Lunenburg is in line with the estimates reported in the literature. Galvin (1997) reported that visitation to WH parks in U.S. were 5.2% more than the visitation in the rest of the national parks without the WH title during the 1990-95 period. Most of the managers of WH sites in OECD countries surveyed by Hall and Piggin (2001), reported an average increase of 1-5% per annum since designation. PricewaterhouseCoopers LLP (2007) executive study estimated the impact of WH status on visitation to the World Heritage sites in the UK as 0-3%. In fact, it is not surprising for the estimated impact in Lunenburg to be slightly larger than the estimates reported in the literature since the impact of designation is conjectured to be larger for sites that are not well known prior to designation (Van der Aa, 2005; PricewaterhouseCoopers LLP, 2007). Moreover, we can first construct a confidence interval for the UNESCO regression coefficient at the 95% level of confidence, and then convert the boundaries of this interval to percentage of visitors in Lunenburg. The confidence interval estimate for the impact of WH designation is 2.68% - 9.72%, which contains the estimates reported in the previous literature.

4.4 World Heritage Designation Effect on Visitor Expenditures in Lunenburg

Average expenditures for visitors were estimated via a survey conducted in the summer of 2009 at Old Town Lunenburg. The survey asked the spending habits of visitors (i.e. accommodation, food, retail, etc.) Average spending per trip per person: $143. The survey excluded the following observations: 1) persons who lived within a 30-minute drive and 2) persons whose primary purpose of the trip was not visiting the WH site of Old Town Lunenburg. A total of 311 surveys were collected. Combining the increased visitation figures with average spending per visitor will generate annual expenditures attributable to the WH designation The direct economic impact economic impact equals ($143 * 26,536) = $3.71million).

4.5 Costs of a World Heritage Designation for Lunenburg

The costs of preparing the UNESCO World Heritage bid in the early 1990s and ongoing commitment to uphold the guidelines contained in the designation achieved in 1995 are based on an interview with Larry Haughn the principal individual (along with officials with Parks Canada) in preparing the bid. He is now the Deputy Mayor for the Town of Lunenburg. He estimates the costs as follows.

Lunenburg World Heritage Designation related Costs (current dollars)

1) Direct/indirect costs of preparing the application: $10,000 per year, 1993-1995, Town of Lunenburg & Parks Canada
2) Management report: Produced in 1998, cost $90,000.
3) Time spent on World Heritage related activities (by law, zoning issues, etc.): $5,000 per year
4) Total estimated costs (2009 constant $) 1993-2009 related to UNESCO designation costs of $231,000.

4.6 Comparing Benefits and Costs of a World Heritage Designation for Lunenburg

Cost benefit analysis compares the ratio of benefits to costs for a given project (benefits/costs). The costs relate to the expenses incurred during the process of obtaining a WH designation and managing a World Heritage site. The economic benefits are defined as tourism related spending by visitors who are drawn to the area as a result of the WH designation. Tourism related projects generate benefits and costs that can occur at different points in time, so adjustments for the opportunity cost of capital are necessary. Typically all/most of the costs occur in the early years, with the benefits occurring in subsequent years. A present value (PV) calculation adjusts for differing times frames for benefits and costs.

Table 3 shows the benefits and costs for the Lunenburg WH designation for the years 1993-2009. The third column shows the annual net benefits calculated by subtracting the costs from the benefits. Note that the net benefits are negative from 1993-1995 as costs were incurred in preparing the WH designation but without any corresponding benefits. Since the designation, the benefits have been positive in each year.

Table 3. Benefits and Costs World Heritage Designation Lunenburg

Year	Benefits	Costs	Net Benefits
1993	$0	$13,763	-$13,763
1994	$0	$13,602	-$13,602
1995	$0	$13,430	-$13,430
1996	$3,168,354	$6,593	$3,161,761
1997	$3,382,202	$6,461	$3,375,741
1998	$3,697,477	$121,948	$3,575,529
1999	$3,918,772	$6,314	$3,912,458
2000	$3,862,030	$6,102	$3,855,928
2001	$3,801,209	$5,989	$3,795,220
2002	$3,866,285	$5,815	$3,860,470
2003	$3,800,677	$5,624	$3,795,053
2004	$3,915,226	$5,522	$3,909,703
2005	$3,748,545	$5,374	$3,743,170
2006	$3,750,318	$5,267	$3,745,051
2007	$3,794,648	$5,169	$3,789,479
2008	$3,687,901	$5,079	$3,682,823
2009	$3,710,421	$5,000	$3,705,421

Assuming the base case discount rate of 4%,[9] the net present value of the WH designation for Lunenburg (the stream of net benefits) is $36m (2009$), as calculated below:

$$NPV = \sum_{t=1}^{n} \frac{(B_t - C_t)}{(1+r)^t} = +\$36m \qquad \textbf{(5)}$$

Where: PV = (future value)/(1+r)t
$(B_i - C_i)$ = net benefit "i" years from present
"r" = discount rate
"n" = end period of total time horizon (years from present)

In other words, the present value of the benefits outweighs the present value of the costs by $36 million (2009$) over the time period from 1993 to 2009. The WH designation has clearly had a large positive economic benefit for Lunenburg.

4.7 Sensitivity of Benefits/Costs of a World Heritage Designation for Lunenburg

Table 4 shows a sensitivity analysis for the present value of the net benefits associated with a WH designation in Lunenburg. The Table shows discount rates of 2%, 4% (base) and 6%, along with the estimated WH designation impact on visitation of 2.7%, 6.2% (base), 9.7% (confidence interval estimates for the regression coefficient at the 95% level of confidence). Table 4 shows a positive net present value under all scenarios, ranging from $13 million to $67 million. In all cases, the internal rates of return[10] are in excess of 350% and the present value of total benefits exceeds total costs in year four.

Table 4. Benefits and Costs World Heritage Designation Lunenburg

	Estimated UNESCO Impact: Present Value of Benefits-Costs		
Discount rate, r	Visitation Change of 2.7%	Visitation Change of 6.2%	Visitation Change of 9.7%
2%	$18,609,780	$43,008,688	$67,407,595
4%	$15,571,977	$36,005,912	$56,439,846
6%	$13,148,028	$30,416,805	$47,685,582
IRR	368%	516%	615%
Break Even Year	4	4	4

5. Economic Benefits of a World Heritage Designation for Grand Pré

5.1 Impact of Potential WH Designation on the Level of Visitation to Grand Pré

As mentioned, the 6.2% increase in the level of visitation to Lunenburg due to the designation will be used to estimate the change in visitation numbers to GP if it were to receive a designation. Applying this percentage increase in visitation to GP will provide an estimate of the expected increase in the number of tourists to the Site under two scenarios:

(1) Historical scenario

Under the historical scenario, the expected visitation to GP Historic site is calculated by taking an average of the visitation numbers for the 1998-2008 period. The average number of visitors for this time period is 51,000 people.

[9] See Boardman, Moore, Vining, and DeCivita (2008) for a discussion of social discount rates in Canada.

[10] The interest rate that equates the net present value to zero.

(2) Projected Scenario – 2009 forecast based on visitation trend for Grand Pré

Under the projected scenario, the projected number of visitors is calculated using the trend in visitation and adjusting for any events (such as the Congrès Mondial Acadien in 2004) that would have caused an unusual change in visitation. In 2009 no attractions were scheduled and therefore the downward trend in visitation to GP is expected to persist into the near future. Visitation under this scenario is forecasted to be 24,652.

5.2 Grand Pré Visitor Survey Results

In the summer of 2008, a survey was conducted of visitors (non-local residents) whose primary purpose of visiting the area was to visit GP Historic Site. A total of 278 surveys were completed. Average spending per person visiting the site of GP is estimated to be $66.70.

5.3 World Heritage Designation Effect on Visitor Expenditures in Grand Pré

Direct economic impacts of the WH designation on the local economy can be computed by combining the increased visitation figures (historical and projected) with the average spending figures. Visitation under the historical scenario is calculated to be 51,000 people. Local attendees[11] (representing 5% of the total, based on the 2008 GP survey) are excluded from the impact analysis given that their expenditures are not incremental to the local economy. Excluding locals, the historic average number of visitors for this period is 48,450. Applying a 6.2% increase in visitation due to a WH designation to the average number of visitors to GP yields an estimated increase of 3,004 visitors. Taking this number of new tourists, multiplying it by our average spending per visitor of $66.70, we find the direct spending of new visitors in the local economy to be approximately $200, 360.

The forecasted visitation to GP under the projected scenario is 24,652 people. Reducing this figure by 5% to account for local attendees gives a total of 23,419 visitors projected to visit in 2009. Using the 6.2% forecasted increase in visitation due to WH designation translates into 1,452 more people visiting the Site because of a WH designation. The predicted spending of new visitors is $96,849, calculated via multiplying the number of new tourists by the average spending per visitor of $66.70. A summary of the historical and projected economic impacts is found in Table 5.

Table 5. Grand Pré WH designation impacts historical & projected visitation

Grand Pré	**WH designation Impacts**	
	Historical (1998-2008)	**Projected (2009)**
Average number of Visitors	48,450	23,419
Increase in number of visitors	3,004	1,452
Average spending per visitor	$66.70	$66.70
Spending of new visitors	$200,360	$96,849

[11] We exclude local attendees to achieve consistency in estimation of economic impacts. Recall that local attendees were excluded from survey; therefore the historical visitation series for GP, which naturally includes local attendees, need to be corrected to be consistent in computing the economic impacts of designation.

5.4 Costs of a World Heritage Designation for Grand Pré

The cost of preparing the GPUNESCO World Heritage bid is estimated at $1.3 million over three years, 2008-2010 (Nomination GP website, 2009) These expenditures were spread equally into expenditures of $441,000 from 2008 to 2010. Part of the WH bid funding is through grants from Federal, Provincial and Municipal Governments. Additionally, there are significant "in-kind" contributions from Parks Canada, Kings Community Economic Development Agency, Society Promotion Grand Pré, the Municipality of Kings and the Province of Nova Scotia. The dollar values of the "in kind" contributions are part of the bid total cost of $1.3 million.

5.5 Sensitivity of Benefits/Costs of a World Heritage Designation for Grand Pré

Table 6 shows the net present value (benefits less costs) for the GP WH designation for a 25-year time horizon (2008-2032) under a variety of scenarios and discount rates. The WH designation had a significant but relatively small economic impact on Grand Pré, with base case visitation and mid-range discount rate of: 1) historical: NPV = $ 1.35m (2009$) dollars and 2) projected: NPV = $ 20,000 ($2009). The economic feasibility (positive NPV) of the designation depends on the visitation figures and the discount rates. The bid is feasible for the historical scenario in all cases but the low visitation/highest discount rate case and is marginal under the low visitation/mid-discount rate case.. The bid is not feasible under the projected scenario in all low visitation cases, regardless of the discount rate. The bid remains unfeasible in the (historical) base visitation case with high discount rate and is marginal under the base visitation/mid-range discount rate. Under the "projected" visitation scenario, the bid is feasible under all high visitation cases, becomes marginal under the base case visitation/mid-range discount rate but is not feasible under for any low visitation cases.

The fundamental reasons for the smaller impact (relative to Lunenburg) are the significantly higher cost of designation (almost six times higher) and the reduced economic benefits due to the lower volume of visitors (about one eighth).

6. Conclusions

The objective of this paper was estimating the economic impact associated with a WH Site designation for GP and Lunenburg via comparing the economic benefits with the costs of the designation. Tourism data from Lunenburg was used to quantify the impact. Regression analysis, observing a time period covering both before and after the designation (in 1995) at the Site, taking into account the designation and other potentially influential variables on tourism, generated a percentage change in visitors to Lunenburg due to a WH designation to be a 6.2%.

The WH designation for Lunenburg is estimated to generate significant annual economic benefits of $3.7 million (2009$). Total UNESCO designation related costs for the period 1993 to 2009 totalled only $231,000 (2009$). Consequently Lunenburg has large net (benefits less costs) present value (1993-2009) of $36 million (2009$).

Table 6 Net Present Value Benefits -World Heritage Designation Grand Pré

	Historical (2002-2008)			Projected (2009)		
Year	**Low**	**Base**	**High**	**Low**	**Base**	**High**
ΔVisitation	1,240	2,800	4,400	680	1,500	2,400
2008	-$441,290	-$441,290	-$441,290	-$441,290	-$441,290	-$441,290
2009	-$441,290	-$441,290	-$441,290	-$441,290	-$441,290	-$441,290
2010	-$441,290	-$441,290	-$441,290	-$441,290	-$441,290	-$441,290
.	.	.	.	.	.	.
2032	$96,948	$200,360	$303,772	$46,861	$96,847	$146,832
NPV = 2%	$340,553	$2,061,279	$3,782,005	-$492,874	$338,864	$1,170,601
NPV = 4%	$20,877	$1,349,405	$2,677,934	-$622,591	$19,572	$661,736
NPV = 6%	-$199,390	$846,137	$1,891,665	-$705,787	-$200,417	$304,954
Internal Rate of Return %	4.16	12.38	18.70	-1.92	4.15	8.51
Sensitivity Analysis Break-Even Years						
Discount Rate 2%	20	11	8	47	18	14
Discount Rate 4%	25	12	9	>100	25	15
Discount Rate 6%	38	13	9	>100	39	18

Applying the percentage increase in visitation at Lunenburg to GP, provided an estimate of the expected increase in the number of tourists. A WH designation in GP is expected to generate proportional (yet smaller in absolute terms) economic benefits. Annual impacts are estimated at approximately $200,000 under the historic visitation scenario (base) and $100,000 under the projected visitation scenario (base case). The cost of preparing the GP designation bid is $1.3 million. The net present value over a 25-year time horizon (2008-2032) is relatively small under the historic scenario at $1.35m and marginal under the projected case with $20,000. The number of years for WH designations economic benefits to exceed its costs range from less than 10 in the historical scenario/high visitation cases to more that 100 in the projected scenario/low visitation cases.

The present value of net benefits for GP is considerably less than to Lunenburg due to the much smaller scale of visitation. The importance of the scale of the site (in terms of visitation) is consistent with findings of Rebanks Consulting Ltd and Trends Business Research Ltd (2009), who noted that perhaps only larger sites could justify the cost of inscription and management of a WH site to use it as an effective catalyst for regenerative economic change.

From an economic perspective, the WH for Lunenburg appears to have been very favourable. The economic feasibility of the GPWH designation is sensitive to the visitation scenarios and is not feasible under some of the more conservative visitation/discount rate cases. Recent studies (Prud'homme , 2008) and Research Consulting Ltd & Trends Business Research Ltd., (2009), indicate WH status alone is not sufficient to stimulate transformational change and the local authorities must plan to capitalize upon WH status as much as is possible, while investing in the other links in the chain to gain benefit. A WH designation can also act as a basis of advertising for the Site. A UNESCO WH designation is a very recognizable title and can be used to promote visitation to the area on a national and international scale. Such a strategy may be more effective for sites that are not internationally known (Van der Aa, 2005), which would appear applicable to Lunenburg in 1995 and GP in

2008. An effective advertising campaign featuring the WH designation may allow GP to return to its historic average for visitors. While the impact of a WH designation is dependent on tourism trends (driven by such things recessions, exchange rates, price and availability of substitutes/complements), the feasibility of the designation for GP depends on the degree to which the WH designation can reverse the downward trend in visitation.

While the results of this paper are likely specific to the study area, the conclusions could be of interest to many stakeholders including UNESCO and individual countries/regions that have WH sites. Further research is needed that compares the economic benefits and costs of a WH designation in terms of the broader based social/economic/environmental benefits and costs.

Bibliography

Ashworth G. E. and Turnbridge J. E. (1990). The tourist historic city. London: Belhaven

Blacik L. (2007). "A Critical Assessment of the Impact of World Heritage Site Designation in Sub-Saharan Africa.", ISP Collection. Paper 150. Retrieved from http://digitalcollections.sit.edu/isp_collection/150

Bojić M. (2007). "Participatory management of World Heritage sites: Management and local communities. Preserving World Heritage in Southeastern Europe", 3rd Training workshop: Plitvice Lakes (Croatia). Retrieved from http://www.preserveworldheritage.org/en/Training-Workshop/Plitvice/Docs_Pics/Presentations/Mirna_Bojic.pdf

Boardman, A. E., Moore, M.A., Vining, A.R., and DeCivita, p., (2009). "Social Discount Rates in Proposed Social Discount Rate(s) for Canada Based on Future Growth", Government of Canada: Economic Policy Research Program Working Paper # 039, January 2009.

Buckley R. C. (2004). "The effects of World Heritage listing on tourism to Australian National Parks ", Journal of Sustainable Tourism, 12(1), pp70-84.

Drost J. E. (1996). "Developing sustainable tourism for World Heritage Sites", Annals of Tourism Research, 23(2), pp 479-492.

Frey B. S. and Steiner L. (2010). World Heritage List: Does it make sense? Institute of Empirical Research in Economics, Working Paper No.484

Galvin D. (1997). Testimony on H.R. 901, The American Land Sovereignty Protection Act, to US 105th Congress House of Representatives Committee on Resources, Washington, DC, 10 June.

Gamboni, D. (2001). "World Heritage: shield or target?" Conservation, 16, pp 5-11

Graham, R.E. (1998). Lunenburg World Heritage Community Strategy report, Retrieved from http://www.nominationgrandpre.ca/Documents/Documents/Lunenburg/Lunenburg%20World%20Heritage%20Community%20Strategy.pdf

Gravari-Barbas, M. and Jacquot S. (2008). Impacts socio-économiques de l'inscription d'un site sur la liste du patrimoine mondial: Une revue de la littérature. Polygraphié. Hall C. M. And Piggin R. (2001). "Tourism and World Heritage in OECD countries:". Tourism Recreation Research, 26(1), pp 103-105Hamilton L., Haedrich R. L., and Duncan C. M. (2004). "Above and Below the Water: Social/Ecological Transformation in Northwest Newfoundland", Population and Environment, 25(3), pp 195-215.

Kennedy J. (1997). "At the Crossroads: Newfoundland and Labrador Communities in a Changing International Context", The Canadian Review of Sociology and Anthropology, 34(3), pp 297-318.

Johnston, A. J. B., (2009). Nomination Grand Pré: Report on the Proposed Outstanding Universal Value. Retrieved from http://www.nominationgrandpre.ca/Documents/Documents/grandpre/Report%20OUV%20working%20group%20January%202009.pdf

Johnston, A. J., & Kerr W. P., (2004). Grand-Pré: Heart of Acadie. Halifax, Nova Scotia, Canada: Nimbus Publishing.

Meskell L. (2002). Negative Heritage and Past Mastering in Archaeology. Anthropological Quarterly, 75, 557-574
Mossetto G. (1994). The Economic Dilemma of Heritage Preservation. in: Alan Peacock and Ilde Rizzo (eds.) Cultural Economics and Cultural Policies. Dordrecht:Kluwer
Nomination GP Website (2009) http://www.nominationgrandpre.ca/
Nicot B. and Ozdirlik B. (2008). Les impacts socio-économiques de l'inscription sur la liste du Patrimoine Mondial : Deux comparaisons en Turquie., Polygraphié.
Pocock D. (1997). "Some reflections on World Heritage. Area", 29(3), pp 260-268
People's Daily Online (2010). Survey: Chinese question high cost of world heritage applications, Retrieved from http://english.peopledaily.com.cn/90001/90776/90882/7117460.html
PricewaterhouseCoopers Ltd (2007). The Costs and Benefits of UK World Heritage Status: A literature review for the Department for Culture, Media and Sport, Retrieved from http://www.culture.gov.uk/images/publications/PwC_casestudies.pdf
Prud'homme R. (2008). The Socio-Economic Impacts of Inclusion of a Site on the World Heritage List: Three Studies Retrieved from http://www.rprudhomme.com/resources/2008+ Impact+Liste+Patrimoine.pdf
Research Consulting Ltd & Trends Business Research Ltd (2009). World Heritage Status: Is there opportunity for economic gain?, Retrieved from http://www.lakesWH.co.uk/documents/ WH TheEconomicGainFinalReport.pdf
Statistics Canada (2009). Retrieved from http://www.statcan.gc.ca/
Shackley M. (1998). Visitor management: Case studies from World Heritage Sites. Oxford: Butterworth-Heinemann
Soares et al. (2007). The impact of World Heritage classification on the development of tourist destinations: the Sintra case study. International Conference:Advances in Tourism Economics 2007, April 2007, Vila Nova de Sto André, Portugal.
Talandier M. (2008). Le classement UNESCO favorise-till'activite touristique et le developpement economique local? Une étude économétrique du cas de la France., Polygr.
The Chronicle Herald (2009). Acadians out to tell 'story of Grand Pré to the rest of the world'; Governments contribute to UNESCO world heritage site effort, Retrieved from http://thechronicleherald.ca/cedrom_archives/ February 17th, 2009
Thorsell J. And Sigaty T. (2001). "Visitor Human use in World Heritage natural sites: a global inventory", Tourism Recreation Research, 26(1), pp 85-101.
Tourism Insights (2008). Retrieved from Government of Nova Scotia website http://www.gov.ns.ca/tch/tourism/research-pdfs/Fixed%20Roof%20Demand%20by%20Type% 20and%20Region%202008.pdf
Tourism Strategy & Interpretation Framework Final Report (2010). Retrieved from http://www.nominationgrandpre.ca/Documents/Documents/grandpre/Final%20Report%20- % 20February%2024%202010.pdf
Van der Aa, B. (2005). Preserving the heritage of humanity? Obtaining world heritage status and the impacts of listing., PhD Dissertation, University of Groningen Retrieved from http://irs.ub.rug.nl/ppn/27585387X
UNESCO Website (2010a). Benefits of Ratification, Retrieved from http://whc.unesco.org/en/convention#Benefits-of-Ratification
UNESCO Website (2010b). About World Heritage, Retrieved from http://whc.unesco.org/en/about/
UNESCO Website (2010c). The List, Retrieved from http://whc.unesco.org/en/list/741.
World Travel and Tourism Council (2009). Tourism impact data and forecasts, from http://www.wttc.org/eng/Tourism_Research/Tourism_Economic_Research

Appendix

Similarities Between GP Historic Site and Old Town Lunenburg

As noted in the introduction, a fundamental assumption of the analysis is that GP Historic site would experience a percentage change in visitation similar to Lunenburg if it was successfully designated as a WH site. This assumption is justified for three reasons. Firstly, both of these sites can be classified as a "cultural[12]" site in terms of WH categorization, hence they are likely to attract a similar type of visitors. Secondly, both sites are are located in rural counties with comparable populations, approximately a one hour drive (100 km) from each other and from Nova Scotia's largest city and most visited destination, the city of Halifax.

Finally, both sites share the same motivation of promoting tourism to maximize the economic benefits of WH designation. Applying the filter proposed in the literature to categorize sites based on their motivation for application, Old Town Luneburg can be classified under the "A Place Making Catalyst" category. The collapse of Atlantic Fisheries around 1990's had a strong negative impact on Lunenburg's economy, which was mainly dependent on traditional industries of fishing and shipbuilding. The decline of the Canadian marine industry forced local economies such as Lunenburg to diversify its economic activities to achieve a sustainable economy[13]. Tourism was identified as a key industry prior to designation, which is clearly outlined at the World Heritage community strategy report (Graham, 1998) prepared for UNESCO:

> *In applying for the designation ... the Town Council was aware that World Heritage Listing presents the community with tremendous opportunities for new economic development through international marketing, increased tourism, new cultural industries, and rejuvenation of local business and industry (section 1.01) Most importantly, the community must understand that sustaining tourism requires a long-term business strategy. It is also true that a community like Lunenburg can influence the kind of tourism it receives, by positioning itself as a higher quality, better experience, which will shift the market mix away from low-yield, high volume tourism towards high-yield lower volume tourism. (section 7.2)*

Therefore, it is not surprising to see that WHS designation had a significant positive impact on visitation at Lunenburg given its high level of the motivation. GP National Historic Site shares a similar motivation in preparing their bid for WHS designation. Tourism Strategy & Interpretation Framework Final Report (2010) prepared for Nomination GP outlines the policies for specifically promoting tourism in the site:

> *GP and area partners who are working to achieve World Heritage status have an extraordinary opportunity "to get it right", using the platform of designation to enhance existing tourism experiences and products - and to create new, compelling experiences.(page 27) With appropriate planning, marketing and management of the designated area, the number of visitors will increase significantly and visitor spending will increase measurably. (page 28)*

However, it is important to note that this proportional impact assumption could be violated under certain circumstances. In particular, suppose that an equivalent number of

[12] "Cultural heritage" is defined in Article 1 of the UNESCO convention as monuments, groups of buildings and sites that are of outstanding universal value from the point of view of history, art or science and aesthetic, from the ethnological or anthropological point of view.

[13] See Kennedy (1997), Hamilton et al. (2004) for a detailed discussion.

additional tourists that visit Lunenburg also visit GP following its designation. In this case, the percentage change in visitation to GP would be more than the percentage change in Lunenburg since the level of visitation to Lunenburg (428k) is higher than the level of visitation in GP(428,000 vs 25,000 people respectively in the 2002-08 period).

The Local Politics of World Heritage Tourism: the dilapidation of Zanzibar Stone town

Akbar Keshodkar
(Zayed University)

Akbar Keshodkar, PhD (oxon)
c/o HSS,
Zayed University
P.O. Box 19282
Dubai, UAE
Email: Akbar.keshodkar@zu.ac.ae

The Local Politics of World Heritage Tourism: the dilapidation of Zanzibar Stone town

Abstract:
Zanzibar Stone Town, historically the center of social, political and economic activities in Zanzibar, was marginalized in the aftermath of the 1964 Revolution, when Arab rulers were overthrown and replaced by Africans, but, with the advent and cash power of tourism, the gaze of western tourists and the recent designation as a UNESCO world heritage site, Zanzibar Stone Town has once again become important within the local milieu. Now, as tourists romanticize and celebrate their experience walking through the maze of Stone Town, locals living there struggle to survive as they accommodate the experiences of these foreigners. Within this discourse, ethnic and political tensions and access to economic resources further dictate the degree to which the local population of Zanzibar Stone Town is able to reap the benefits from this recent transformation. Given this scenario, the management of this UNESCO world heritage site brings to the forefront the question of whether such designations exist for the benefit of people who want to soak in the experience of such sites or the local people that live in those sites. This paper argues that in the case of Zanzibar Stone Town, as it exists in its present state, it is the continuing dilapidation of the site and the rising poverty and displacement of the locals living there that is celebrated by outsiders, as the quality of life and nature of access to resources for these locals would be far better if many areas of stone town were torn down and replaced with more adequate facilities and infrastructure. Furthermore, if the history of Zanzibar Stone Town is important enough to preserve, then it should be responsibility of agencies such as UNESCO and its partners to make the investment necessary, economic and political, to ensure that as tourists continue to enjoy Zanzibar Stone Town as a world heritage site, all people living there have access to adequate resources to maintain a reasonable quality of life, which subsequently would maintain the "value" of this World Heritage site.

Keywords: Zanzibar Stone Town, tourism, conservation, World Heritage

The Local Politics of World Heritage Tourism: the dilapidation of Zanzibar Stone town

Introduction

Zanzibar, an archipelago composed of two islands, Pemba and Unguja, is situated approximately 40 nautical miles off the Tanzanian coast in the Indian Ocean. In 2000, Zanzibar Stone Town, on Unguja, was inscribed as a World Heritage Site (WHS). UNESCO and the World Heritage Committee indicated that Zanzibar Stone Town earned this new inscription because it represented, "an outstanding material manifestation of cultural fusion and harmonization…" and served as "…a fine example of the Swahili coastal trading towns of East Africa…retain(ing) its urban fabric and townscape virtually intact and containing many fine buildings that reflect its particular culture," bringing together and homogenizing disparate elements of the cultures from around the Indian ocean region (www.whc.unesco.org/en/list/173). Based on my own examination of and engagement with Zanzibar history and society over the last several years, I would, as others have (see Bissell 2007, 1999, Syversen 2007), strongly contest this description of Zanzibar proposed by UNESCO. This concept of heritage attributed to Zanzibar Stone Town fails to recognize and take into account the history of struggle and hardships that continue to epitomize Zanzibar as a socially and ethnically diverse, yet politically contested landscape between different groups of people that identify themselves as Zanzibaris (see Keshodkar 2005). However, given that others have already raised this contention to the idea of Zanzibar as a harmonized culture and to the new UNESCO definition of heritage, this paper will not focus on engaging in this debate of defining culture and heritage. Rather, by examining and highlighting the hardships and quality of life that the residents of Zanzibar Stone Town experience, this paper will question the "value" of this heritage that is being imposed on them. This paper will argue that given the present physical state of Zanzibar Stone Town, it is the continuing dilapidation and the rising poverty and hardships of its residents that is celebrated by the World Heritage inscription, as the quality of life and access to various resources and services for these residents would substantially improve if many areas of stone town were torn down and replaced with more modern and adequate facilities and infrastructure.

The path to designation as a World Heritage site

The buildings that define UNESCO's idea of "heritage" for Zanzibar Stone Town were predominantly built in the nineteenth century. Majority of the "historical structures" were built after 1828, when the Omani Sultanate established their rule in Zanzibar. The only existing "heritage" structure that predates this period was a fort, which was built in 1780 (Hoyle 2002: 149). Prior to the arrival of the Omanis, mud brick huts dominated the Stone Town landscape (Syversen 2007: 103). With the emergence of Zanzibar into a commercial entrepot over the course of the nineteenth century, most mud huts in Stone Town were torn down and replaced with more modern structures, which were inhabited primarily by merchants that participated in the slave trade and clove plantation economy. It is during this time period that the general layout and architecture of Stone Town started acquiring characteristics of an Arab town, with main streets and residential quarters criss-crossed by narrow lanes (Bissell 1999: 443, Walls 1995: 121).

Despite this Arab orientation to the town, over thirty percent of total building stock in Stone Town today is characterized as being of Indian origin, while buildings of Arab origin

account for less than twenty-five percent (Siravo 1995: 136) and the "traditional" Swahili structures which UNESCO claims to be "virtually intact" are almost non-existent. The lavish structures of Stone Town that are considered to represent the "heritage" of Zanzibar were built less than two centuries ago by the social, political and economic elite of the time, primarily Arab and Indians, to reflect their wealth. Indian merchants who facilitated the growing trade operations of the Omanis, by offering credit and trading facilities, exhibited their wealth by building structures in Stone Town in late nineteenth, early twentieth century (Keshodkar 2010: 227). The owners of these buildings had the resources to decorate these buildings with expensive imported materials containing intricate wood work designs. Many of these structures were designed for drier climate, and thus required constant maintenance with deterioration of the foreign materials in the humid climate (Syversen 2007: 109). Much of the African population of Zanzibar lived in *Ng'ambo*, on the other side of the creek that divided ST from the rest of Zanzibar town (Myers 1993). As an elderly Asian respondent pointed out, "in the 1950s, one would only find Indians and Arabs in Stone Town and the only Africans one encountered were those that worked as servants in the quarters of their masters" (Keshodkar 2005).

It was only after the 1964 Revolution, when an African insurgency overthrew Arab rule and forced many Indians and Arabs to leave the islands that the orientation and composition of Zanzibar Stone Town changed. Perceived as the center of inequalities that defined Zanzibar before the Revolution, the revolutionary government developed a new city center outside Stone town (Hitchcock 2002: 160) and in the process actively marginalized Zanzibar Stone Town. With the expulsion of Arabs and Indians, many of their homes in Stone Town were confiscated and converted into multi-family houses for low income residents from rural areas of Zanzibar (Syversen 2007: 107). Given that these new residents of Stone Town did not identify with an urban tradition and neither had an interest nor the monetary means to maintain the elaborate and ageing structures (Hoyle 2002: 151), the post revolutionary period marked the beginning of a sharp decline in the physical conditions of the buildings and in economic life of Stone Town (La Niers et. al. 1983, in Bissell 2007: 186 – 7).

In 1979, about seven years after the Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage was established, UNESCO identified seventeen structures in Stone Town which they felt needed to be saved and preserved (Bissell 1999: 449). Subsequently, in 1982 Zanzibar applied for the WHS designation with the 17 buildings that UNESCO had identified, but their application was rejected on the premise that the character of the city was no longer of sufficient integrity or authenticity to authorize its inscription (Syversen 2007: 127). Subsequently numerous conservation consultants, including those from UNESCO, Habitat and Aga Khan Trust for Culture (AKTC) among others, came to the rescue of Zanzibar, to help it identify ways to "preserve" its history, and struggle to become a WHS.

Despite existing research from the 1970s and 1980s highlighting that tourism did not offer a solution to third world countries struggling for economic growth (see Turner 1976) and led to unequal and uneven development (see Britton 1982) and greater dependency on the west (Mowforth and Munt 2009: 52), most conservation and urban development consultants recommended that Zanzibar should invest in tourism as a means to save its heritage and to reverse the decaying process of buildings in Stone Town and to create new economic opportunities for the local population (Balcioglu 1995: 131, Bissell 1999: 479). Based on this expert advice, Zanzibar started promoting tourism and applied for the WHS designation four more time over the next sixteen years and finally, in 2000, Zanzibar Stone Town made the WHS list. But this time, it was not accepted on the basis of the seventeen buildings that UNESCO has initially identified back in 1979, but on the premise that the entire Stone Town

be inscribed as a WHS. Now, all of Stone Town needed to be preserved. An interesting point that stands out about this process of acquiring the WHS designation is that when Zanzibar initially applied back in 1982, the application was rejected because the character of the city was considered no longer of sufficient integrity or authenticity to authorize its inscription, yet, after the development of tourism and the involvement of outside agencies in renovating and "preserving" some of the buildings in Stone Town, it somehow acquired its integrity and authenticity. Regardless, Zanzibar Stone Town finally became inscribed as a WHS and with this designation, Zanzibar acquired its new global identity.

Zanzibar as a World Heritage Site for the tourists

According to UNESCO, "World Heritage sites belong to all the peoples of the world, irrespective of the territory on which they are located" (www.whc.unesco.org). Appreciating this heritage thus requires one to go and visit the site. Consequently, for the places where these heritage sites are situated, they have to develop the capacity, which primary means developing a tourism infrastructure to accommodate all these people who want to appreciate the site. When Zanzibar initially applied for the WHS designation, it did not have a tourism infrastructure. However, by 2000, when Zanzibar developed a manageable tourism infrastructure to support all those people interested in soaking in heritage, did they finally achieve the goal of becoming the WHS.

In 1985, a little over nineteen thousand tourists visited Zanzibar. However, by 2000, when Zanzibar became inscribed as a WHS, tourism had increased almost five folds, to about ninety seven thousand tourists visiting the islands per year (see Table 1). Since then, the number of tourists visiting the islands have increased, but to claim that this increase is due to the designation in inconclusive. About 73% of all those that annually visit Zanzibar to appreciate its heritage come from western European countries (ZATI 2008: 9) and 35% of all tourists visiting Zanzibar are Italians who come on all-inclusive packages (ZATI 2009: 16). An official at the Stone Town Conservation and Development Authority (STCDA), which monitors and enforces UNESCO policies, suggested that "the WHS designation provides a "Brand" for Zanzibar to the world…it makes a huge difference in marketing and promoting tourism" (interview on 13 January 2010), and it correlates with the goals of the government to bring up to 500,000 tourists to Zanzibar per year by 2015 (ZATI 2008: 11). In moving towards this goal, there is now a concerted effort by the government to solely promote upper class tourism, with the view that the wealthy are more likely to be interested in learning about Zanzibar culture (Hitchcock 2002: 163). Ironically, backpackers were primarily responsible for putting Zanzibar on the tourist map.

While the interest of visiting Stone Town as a WHS is now an attraction for visitors to come to Zanzibar, most tourists spend majority of their time on the pristine beaches of the islands. Many tourists stay in resorts on the beaches and take a day trip to visit Stone Town, while others spend an average of one to two nights in Stone Town (ZATI 2009: 9 – 11). Furthermore, while visiting Stone Town, many tourists spend time walking around the water front, visiting the Sultan's Palace, Beit al Ajab, the old fort, the old Ithna'Ashari dispensary, then making their way through some of the narrow streets of Stone Town, often getting lost in them (if they are not accompanied by tour guides or beach boys, who are also often tour guides), and then finishing their tour at the southern end of Stone Town, visiting the old slave market and then the local spice and fruit market, before retreating to a bar on the water front to view the sunset and then, perhaps, visiting Forodhani for a taste of the local cuisine.

The realities of living in Zanzibar Stone Town

In the short time that tourists visit and soak in the experience of visiting Zanzibar Stone Town, they often remain unaware of the non-tourists around them. They are engaged in taking pictures of the "heritage" monuments, the narrow streets and perhaps of some local residents they come across over the course of their journey. The locals they come across represent part of the exhibit they are walking through. Rarely do they come across the realization, as it was succinctly expressed by one local respondent that, "Stone Town is a living city, not a monument" (interview on 10 January 2010). As urban tourism is becoming a major global industry of the twenty first century (Ashworth and Tundbridge 1990, in Hoyle 2002: 154), areas such as Zanzibar Stone Town are being turned into museums for the enjoyment of the tourists who are eager to experience the other side of cities (cf. Mowforth and Munt 2009: 280) with complete disregard for the object of their gaze. While these heritage sites are preserved for the benefit of the tourists, it is the residents living there that have to cope with these new intrusions and their consequences.

In 1995, approximately 75% of the 1713 building structures that make up Zanzibar Stone Town were categorized as being in poor or deteriorating condition (Siravo 1995: 137) and less than 14% of all structures are considered in good shape (Bissell 1999: 476). In the 1980s, approximately 15 structures collapsed per year (Hitchcock 2002: 160), and today, that figured has been reduced to approximately one structure per year (Syversen 2007: 110). However, much of the rubble from these collapsed structures over the years remain at those sites (figure 1), as any initiative to clean up the area or to build another structure on that site now requires, first approval from the STCDA and second, for the structure to have the features that correlate with the "heritage" theme, which is extremely expensive. For the more than 18,000 people that live in about 1400 of these structures in Stone Town, many living in poverty, and barely earning enough to survive on a daily basis, embarking on a such a project remains an impossible endeavor (ibid: 102). Consequently, many of these collapsed structures become sites where rubbish accumulates for years to come (figure 2).

When many of these structures were built, they required much upkeep, but after the affluent occupants were forced out, the poor inhabitants that moved in did not have the resources to continue with the renovations. Furthermore, they modified the buildings to their own living conditions, which altered the original purpose of these structures. As many structures became multi-family homes, the function of these buildings also changed (Syversen 2007: 108-110). Over time, the need for access to "modern" facilities led occupants to place water tanks and sewage pipes on the exterior of the buildings (figure 3), resulting in soiled water leaking through the pipes, creating bacteria and fungi around the walls and also polluting the ground water (Walls 1995: 123-125). Access to electricity became possible only through connecting into existing services, leading many occupants to cross wires across connecting homes on opposite sides of the narrow streets (figure 4).

While living under these conditions was difficult, with the inscription of the entire town as a WHS, it has now become impossible for many local residents to embark upon improving their living conditions. According to STCDA policy, all renovations must adhere to UNESCO guidelines for preservation of heritage buildings. Given that the costs of such repair are extremely expensive, most residents are unable to afford them. Furthermore, after the Revolution, the government expropriated more than 90% of the buildings in Stone Town (Syversen 2007: 175) and today, still maintains control of about 60% of all structures (Boswell 2008: 308). Many of these structures are also *waqf* properties, religious endowments (also controlled by the government), which further limits private ownership of these properties (cf. Hitchcock 2002: 164). Since the government owns a majority of these

buildings, residents have no personal incentives to embark upon renovations and those that do have to engage in another bureaucratic process to acquire permission first from the government and then the STCDA to make any renovations. When it is possible to make any renovations, residents have to get permits from STCDA, acquire their consultants to monitor any restoration, and often pay fines when any renovation are found in violation of UNESCO policies (see Bissell 1999: 522).

The interference by the government into the lives of Stone Town residents has become more pervasive in recent years. As the value of many Stone Town properties have substantially increased in recent years, the government has often arbitrarily declared properties in "prime" locations as unsafe and inhabitable. However, after forcing residents to evacuate, the properties were sold to investors (Bissell 1999: 503). Another way through which the government has made life difficult for many residents is by raising rents, which again has forced many residents to move (Bissell 2007: 188). A number of respondents claims that rent has increased ten-fold in the past several years, one claiming that his monthly rent increased from 20,000 shillings to 200,000 shillings (interview on 19 January 2010). As properties in Stone Town appreciate in value once again, these developments highlight how the revolutionary government, which once actively marginalized Stone Town and encouraged the rural poor to occupy properties in Stone Town, is now engaged in gentrification of its own people to personally benefit from recent developments in tourism.

Though the value of properties in Stone Town has increased in recent years, there continues to remain a larger infrastructure problems in Stone Town, with the inability of the government to provide adequate water supply, drainage, sewage, rubbish collection and disposal (Siravo 1995: 138). While hotels in Stone Town seem to have easier access to these services, most locals continue to experience hardships on a daily basis to access water and electricity. Residents end up waiting for hours in lines on a daily basis to fill up their buckets with water (figure 5). Some residents suggest that these problems are very much tied to recent political developments on the islands. The rising corruption and ineffectiveness of the ruling government has led many Stone Town residents to support the opposition party in recent years. Consequently, some respondents claimed that the government is now punishing them by restricting their access to various services. They indicated that in areas outside of Stone Town, where there is greater support for the ruling government, there was greater access to basic services. Despite Stone Town being a major source of revenue for the government, with all the different taxes collected from the hotels, businesses and other tourist sites around Stone Town, none of it used for the development of Stone Town.

In addition to these hardships experienced by Stone Town residents, tourism has failed to bring the economic prosperity that many consultants claimed would follow with the development of tourism and restoration of Stone Town. Employment figures over the past several years suggest that rather the opposite is taking place. In 2001, urban unemployment in Zanzibar was estimated at about 25% (UN 2001: 24). In 2009, the International Labor Organization estimated that urban employment in Zanzibar was 66% (ILO 2009: 27), meaning that now, approximately 34% of Zanzibaris in Zanzibar Town are unemployed. One reason for this increase is that most tourism jobs in Zanzibar are taken up by people who have migrated to Zanzibar from mainland Tanzania and other parts of East Africa in search of economic opportunities. With the failure of the Zanzibari government to provide adequate access to education for its population after the Revolution, many Zanzibaris do not possess the linguistic and work skills required to work in tourism and thus are only qualified for low and unskilled jobs (see Keshodkar 2005). Consequently, residents of Stone Town seek to engage in small scale tourist based curio shops, in which they primarily sell goods that originate from mainland Tanzania. However, to operate their shops in Stone Town, they have

to follow STCDA and UNESCO policies. Most recently, all shops in Stone Town were forced to change their shop signs and names, to make them look "authentic", having their names inscribed on wooden boards (cf. Boswell 2008: 308). The smallest of these wooden board signs cost $50US, which may not seem much, but become significant in light of the fact that an average Zanzibari earns $40 - $60 a month. Additionally, shopkeepers claim that UNESCO rules restricted them from displaying any of their products outside their shops, thus limiting their ability to attract tourists to their shops. In instances where products are displayed outside the store, the shopkeepers are fined.

These realities of local residents does not suggest that the entire WHS is collapsing. There are efforts to rejuvenate areas of Stone Town. However, who leads these efforts and how they acquire access is an entire different story. One of the major issues for restoring any building in Stone Town is the cost of restoration. An official at the AKTC in Zanzibar emphasized that when AKTC restored the Ex-Tel Com building, converting it into the Serena Hotel, it cost them ten times more than what it would have to just tear down the existing building and put up another building in its place (interview 18 January 2010). Then, there are those that have political connections who are able to acquire exclusive rights to structures and have used them as leverage in the market, selling these structures to private investors who are interested in setting up hotels in Stone Town (Bissell 2007: 188). In the past, the government has posted buildings as unsafe, evicted its residents and then sold them to investors (Bissell 1999: 500). As a result of these developments, only a few category of people are in a position to revive any of these structures – namely international organizations, which only focus on restoration of structures in proximity to the water front, residents who have become affluent and successful businessmen in recent years and want to restore structures to increase their social prestige and standing, government officials (whose source of wealth is questionable), Zanzibari families returning from the Gulf and Europe, and expat private investors (Yahya 1995: 117). The people excluded from this process are the majority of the existing residents of Stone Town, who, even if they wanted to restore the structures in which they live, do not have the financial resources to achieve that goal.

The"value" of World Heritage tourism in Zanzibar

These hardships experienced by local residents brings forth the question, what is the "value" of World Heritage tourism for the locals living in Zanzibar Stone Town and who receive minimal or no benefits from the developments that have taken place with the promotion of tourism. Conservationists argue that Stone Town needs to be saved, but in this process, the social lives and the urban concerns of its residents continue to be marginalized (Bissell 2007: 195). Conservationists have further suggested that restoration of Stone Town will serve as a catalyst for economic revitalization of the people (Balcoiglu 1995: 130 – 131), but for the many residents of Stone town, the restoration these structures are more of a financial burden than a cultural obligation (Meffert 1995: 110). Furthermore, conservationists label local residents as the problem to restoration, claiming that they do not see the value of local heritage (Bissell 1999: 503- 504), a sentiment also iterated by a STCDA official, who claimed that "local people need to be educated… as they do not see the value of living in a heritage site" (interview 13 January 2010). In all of these instances, calls for preserving the "heritage" of Zanzibar is made primarily by outsiders and those in positions of power (who do not live in Stone Town), and not the members of the community that live in this site, who continue to be excluded from the process (Bissell 1999: 518).

The rationale behind which Zanzibar was designated as a WHS is in itself quite revealing. When Zanzibar first applied, in 1983, with seventeen structures, which UNESCO

considered of value, to be preserved and representative of Zanzibari culture, its application was denied. Only after all the structures of Stone Town, even those that were dilapidated and in the process of collapsing, were included in the application, was it inscribed as a WHS. Consequently, the structures which locals saw of no value were forced to remain standing, irrespective of how dangerous and unsafe they were. With the growing prominence of urban tourism, the decision by UNESCO to inscribe the entire Zanzibar Stone Town as a WHS can only be seen as an effort to create a new, non-western urban gaze for the westerners to consume. World Heritage sites in other parts of the Third World face similar realities. Old Havana, Islamic Cairo, Luang Prabang, Cartagena, among others are few urban destinations whose heritage UNESCO wants to celebrate. However, the fate of these cities is similar to that of Zanzibar – many areas within them dangerously dilapidated, massively overcrowded, and with many residents living in poverty (Mowforth and Munt 2009: 279).

In Zanzibar, the development of tourism has also brought more people to the urban areas, in search for jobs. Presently, over 40% of Zanzibar's population of about one million live in and around Zanzibar Town (ILO 2009: 3). As the poor are being forced out of Stone Town in favor of investor and local elite who can restore (some of) the buildings (Bissell 2007: 187), these residents have fewer options available to them, not only in Stone Town, but also in the surroundings slums and shanty towns escalating around Zanzibar town. Again, this situation is not unique to Zanzibar, but is prevalent in many other World Heritage sites situated in the Third World, where gentrification is increasingly an unavoidable product of urban conservation and tourism development (Mowforth and Munt 2009: 280). Conservationists in Zanzibar have also suggested that to conserve Stone Town, overcrowding must be controlled, and to that effect, the government should move people out of the historic areas and offer them alternative housing (Walls 1995: 122). However, this approach, while saving these buildings, completely disregards that doing so would displace these people from the only home that many of them have known for much of their lives.

Zanzibar Stone Town is a "living city, and not a monument" and it is this living city that western tourists come to consume. If no one lived in Stone Town, the dilapidation of the area would not be an issue, as tourists would then take pictures of the ruins, but people do live there. Consequently, as in other World Heritage sites referred to above, western tourists are able to consume the omnipresence of poverty, the filth of third world urban areas, romanticize and experience it by walking through the middle of it, which they would never dare back in their own societies (cf. Mowforth and Munt 2009: 285). Furthermore, as patterns of tourism development in Zanzibar illustrates, this experience is increasingly reserved for affluent westerners, as only they are expected to take an interest in and appreciate Zanzibar culture (Hitchcock 2002: 163).

UNESCO, by virtue of inscribing and forcing World Heritage sites, like Zanzibar, to uphold a specific model of heritage and preservation, is complicit in constructing and exploiting this new gaze of Third World cities. There is no recognition of the fact that urban settlements cannot be frozen at a particular point of its history and are subject to continuous development caused by new lifestyles and modern processes (Berlin Declaration on Urban Conservation, in Meffert 1995). Stone Town residents need new modern structures to live in, which would provide them with plumbing, electricity and other basic services. However, the only "modern" looking building in Stone Town today are ones that were built either before Zanzibar was designated as a WHS or are restored homes or hotels. Many of these hotels and other newer buildings are often in violation of UNESCO conventions, but as an STCDA official indicated, "there is pressure (to look the other way) because government officials are often bribed" (interview 13 January 2010), and as one respondent asserted, "if one pays, they can get their way around UNESCO regulations" (interview 13 January 2010).

There is a desperate need for Zanzibar Stone Town to modernize, but the UNESCO designation and convention prohibits that modernization from taking place. Zanzibar can modernize, but the price for it would be removal from the World Heritage list, which now would have dramatic consequences for the island's economy, given its increasing reliance of tourism. This dependency that Zanzibar now has on UNESCO and the World Heritage brand was recently tested when the government of Zanzibar embarked upon a project to build a modern port at the northern edge of Stone Town without UNESCO's permission. With more people and goods coming to Zanzibar, the old port was dilapidated and there was an urgent need to renovate it and expand its facilities. Given the limitation of area in Stone Town, several warehouses built in 1927 adjacent to the port were demolished in the expansion process. The port, now re-furbished (figure 6), is able to handle more passengers and cargo. However, for embarking on this project, UNESCO rebuked the Zanzibar authorities and warned that any further changes without their authorization could warrant the site to be placed on the list of Heritage in Danger (UNESCO 2008: 8). Since this reprimand was issued, STCDA has been very careful in how it proceeds with restoration, as they do not want Zanzibar to suffer the same fate as Dresden, Germany.

In June 2009, Dresden, Germany, was removed from the World Heritage list because it built a four-lane bridge across the cultural landscape designated as a WHS and thus, "failed to keep its outstanding universal value as inscribed" (whc.unesco.org/en/news/522). This bridge, while condemned by UNESCO, was seen as essential by the residents of the town to ease local traffic congestion. However, UNESCO disagreed and the price Dresden paid was to be de-listed. For a place like Dresden, situated in Germany, the largest economy in Europe, there is a national government that has the resources to help the city. Furthermore, the residents of Dresden had the freedom to vote on a referendum regarding this matter and they chose their destiny. In comparison, such a scenario would never be possible in Zanzibar. The Zanzibar government, despite receiving foreign aid for restoration and taxes from rising tourism, is bankrupt and is unable to provide basic services to its citizens. The voting irregularities and the political violence imposed by the ruling government after the last three general elections also highlight the extent to which residents would get a fair say in determining the fate of Stone Town. Given that Zanzibar now primarily relies upon tourism as one of its main source of foreign exchange and is able to market itself as a WHS, it does not have the luxury to go against the wishes of UNESCO and thus has no choice but to continue remaining hostage to its policies in the name of "heritage". In the process of rebuilding the port, Zanzibar found out the limits to which they can modernize for the future benefit of its people under the current heritage discourse.

Conclusion

The history of Zanzibar has been one of hardships that have been endured by its population. The arrival of the Omanis was aimed to improve the lives of many, but benefitted a few. The 1964 Revolution endeavored to promote harmony and equality throughout the islands, but created a new discourse of power and inequality that brought forth new hardships on the population. Over the last twenty years, the promotion of tourism tied to restoration of Stone Town has been hailed as the emergence of a bright future for Zanzibaris, epitomized by the designation of Zanzibar Stone Town as a WHS. However, despite the promises of a new future, many residents of Stone Town not only continue to live a life of hardship, but also live in dangerous and unsafe structures, which should be torn down and replaced by modern, more viable structures. Present UNESCO policies and Zanzibar's rising dependence on tourism will not facilitate this change. Additionally, a government that is corrupt has no reason to

seek the benefit of its wider population. Nevertheless, UNESCO, as an agency that proclaims high moral and enlightened goals, has the power to change the premises on which it facilitates the development of societies that depend upon it. There is no doubt that there needs to be a change in existing UNESCO policies regarding WHS management, if not in the discourse of defining "heritage", then certainly in determining the value of that heritage for the people on whom the designation is imposed. Zanzibaris have risen up in the past against those that have been the source of their hardships. As the hardships of Zanzibaris continue to increase within the current discourse, the degree to which UNESCO proactively and with a degree of urgency engages in this exercise will determine the value of the World Heritage status for Stone Town and how and to what extent Zanzibaris actually benefit from the inscription of Stone Town as a WHS.

Acknowledgements

I would like to thank the Dean's Office in the College of Arts and Science at Zayed University for awarding me a grant to travel to Zanzibar in January 2010 to conduct fieldwork, which allowed me to collect the data for this paper. I would like to thank the College of Arts and Science at Zayed University also for providing the professional developments funds which allowed me to present this paper at the World Heritage and Tourism Conference in Quebec City, in June 2010. Finally, I want to thank all my respondents in Zanzibar Stone Town who took the time to share their views and offered great insights into the topic of this paper, and I hope that the presentation of this paper will bring to the forefront their situation to a wider audience and in turn result in changes that will improve their quality of live and bring greater value to Zanzibar Stone Town as a World Heritage site.

Bibliography

Ashworth, G.J. and J.E. Tundbridge. (1990) The Tourist-Historic City, London: Belhaven.

Balcioglu, E. M. (1995) "The historic cities support programme of the Aga Khan Trust for Culture and its activities in Stone town", in A. Sherriff (ed.), The History and Conservation of Zanzibar Stone Town, Athens, Ohio: Ohio University Press, pp 130 – 133.

Bissell, W. (2007) "Casting a long shadow: colonial categories, cultural identities, and cosmopolitan spaces in globalizing Africa", African Identities, Vol 5, No. 2, pp 181 – 197.

Bissell, W. (1999) City of Stone, Space of Contestation: Urban Conservation and the Colonial Past in Zanzibar, PhD Thesis, Dept of Anthropology, Univ. of Chicago.

Boswell, R. (2008) "Scents of identity: fragrance as heritage in Zanzibar", Journal of Contemporary African Studies, Vol 26, No. 3, pp 295 – 311.

Britton, S. (1982) "The political economy of tourism in the Third World", Annals of Tourism Research, Vol 9, pp 331 – 58.

Hitchcock, M. (2002) "Zanzibar Stone Town joins the imaged community of World Heritage Sites", International Journal of Heritage Studies, Vol 8, No. 2, pp 153 – 166.

Hoyle, B. (2002) "Urban waterfront revitalization in developing countries: the example of Zanzibar stone town", The Geographical Journal, Vol 168, No. 2, pp 141 – 162.

ILO. International Labor Organization. (2009) Zanzibar: Social Protection Expenditure and Performance Review and Social Budget, Geneva: Social Security Department International Labour Office.

Keshodkar, A. (2010) "Marriage as the means to preserve 'Asian-ness': The post revolutionary experience of the Asians of Zanzibar", Journal of Asian and African Studies, Vol 45, No. 2, pp 226 – 240.

Keshodkar, A. (2005) Movement of Asian and Swahili Identities: Impact of Tourism on constructions of community, ethnicity, and gender relations in Zanzibar Town, PhD thesis, Institute of Social and Cultural Anthropology, University of Oxford.
LaNier et al. (1983) The Stone Town of Zanzibar: A Strategy for Integrated Development, Ministry of Lands, housing and construction/UN Habitat, Zanzibar.
Meffert, E. (1995) "Will Zanzibar Stone Town Survive", in Sheriff, pp 109 – 115.
Mowforth, M. and I. Munt. (2009) Tourism and Sustainability: Development, Globalization and New Tourism in the Third World, Third Edition, London: Routledge.
Myers, G. (1993) Reconstructing Ng'ambo: Town Planning and Development on the Other Side of Zanzibar, PhD thesis submitted to the department of Geography, University of California, Los Angeles.
Sheriff, A (ed.). (1995) The History and Conservation of Zanzibar Stone Town, Athens, Ohio: Ohio University Press.
Siravo, F. (1995) "The Zanzibar Stone Town Planning Project", in Sheriff, pp 134 – 141.
Syversen, I.L. (2007). Intentions and Reality in Architectural Heritage Management: In search of the influence of international policy documents on contemporary sustainable local heritage Management. Case Zanzibar Stone Town, Tanzania, PhD thesis submitted to Chalmers University of Technology, Goteborg, Sweden (www.chalmers.se).
Turner, L. (1976) "The international division of leisure: tourism and the Third World", World Development, Vol 4, No. 3, pp 253 – 260.
UN. United Nations. (2001) Common Country Assessment for Zanzibar, July, 2001.
UNESCO (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization). (2008) Joint ICOMOS/UNESCO (WHC) Expert Mission Report: Stone Town of Zanzibar (United Republic of Tanzania), Presented at the thirty-second session of World Heritage Committee, Quebec City, Canada, 2-10 July, 2008.
Walls, A. (1995) "The Revitalization of Zanzibar Stone Town", in Sheriff, pp 121 – 129.
Yahya, S.S. (1995) "Zanzibar Stone Town: Fossil or Foetus", in Sheriff, pp 116 – 120.
ZATI (Zanzibar Association of Tourism Investors). (2009) Tourism: More Value for Zanzibar, Value Chain Analysis prepared for ZATI, Zanzibar, 22 October 2009.
ZATI. (2008) Zanzibar Tourism Sector: Current Issues and Potential Constraints to Growth, A study on tourism development in Zanzibar for Zanzibar Association of Tourism Investors by Acorn Consulting Partnership Ltd, Zanzibar, May 2008.

Table 1: Tourist Arrivals to Zanzibar, 1985 - 2009

Year	Total Number of Tourists	Year	Total Number of Tourists
1985	19,368	1998	86,455
1986	22,846	1999	86,918
1987	20,011	2000*	97,156
1988	32,119	2001	76,329
1989	37,850	2002	87,511
1990	42,141	2003	68,365
1991	50,827	2004	92,161
1992	59,747	2005	125,443
1993	68,597	2006	137,111
1994	41,433	2007	143,283
1995	56,415	2008	128,440
1996	69,159	2009**	97,711
1997	86,495	2010	?

Source: Zanzibar Commission for Tourism

*Zanzibar Stone Town was declared a World Heritage Site

**Tourist arrivals, January – September 2009

Figure 1

Collapsed and dilapidated structures in Zanzibar Stone Town and rubble around them

Source: Author, January, 2010

Figure 2
Open areas in Zanzibar Stone Town as dumping grounds

Source: Author, January, 2010

Figure 3
Water tanks and pipes on the outside of buildings in Zanzibar Stone Town

Source: Author, January 2010

Figure 4
Electric wires crisscrossing across the narrow streets of Zanzibar Stone Town

Source: Author, January 2010

Source: Author, January 2010

Figure 5
Residents of Stone Town waiting in lines for water

Source: Author, January 2010

Figure 6
New port, located at the northern end of Zanzibar Stone Town

Source: Author, January 2010

Place Experience and Place Making in World Heritage Cities

Luna Khirfan
(The University of Waterloo)

Luna Khirfan
School of Planning
The University of Waterloo
200 University Avenue West
Waterloo, Ontario
Canada N2L 3G1
Email: lkhirfan@uwaterloo.ca

Place Experience and Place Making in World Heritage Cities

Abstract:
This paper is concerned with tourists' experiences of World Heritage cities. It emphasizes tourists' individualized sensory experiences of place particularly, the qualities that contribute to place distinctiveness. The paper then links these qualities to contemporary management and planning initiatives that seek to sustain these qualities.
This paper therefore focuses on those types of heritage tourism in which tourists (the demand) seek a sensory experience in historic urban destinations that possess a distinctive local identity, or 'value' that reflects a combination of contemporary and historic values (the supply). To ensure a successful experience of World Heritage towns, management must adopt three strategies. Firstly, it must provide tourists with a distinctive place experience that includes, in addition to history and heritage, an insight into local residents' lives as well as their relationship to their distinctive physical surroundings. Secondly, management needs to incorporate urban facilities and services that cater equally for the needs of foreign tourists and local communities. Finally management faces the challenging task of sustaining the distinctive characteristics of the historic city in order to maintain its World Heritage value and to maintain its presence on the global tourism map.
So how can management transfer these implications into policies and practices? How can tourists' sensory experiences of place be assessed? And how can management bridge the two interrelated yet separate place experiences: that of foreign tourists and local residents? And finally, how can place management be equally inclusive of the needs of foreign tourists for distinctive sensory experiences and of the needs of local communities for an urban environment that is contemporary but grounded in history?
In order to answer these questions, the paper links architectural namely, urban design and environmental psychology literature on place and tourism literature that focuses on the management of historic towns. A theoretical framework is then proposed that considers place as the interface between tourists and host communities. This framework is then operationalized into measurable items that evaluate the elements of place experience, which is then tested in Aleppo in Syria and Acre in Israel –two inhabited historic cities that are inscribed on UNESCO's World Heritage List.
The research methodology embraces a mixed strategy that consists of a secondary quantitative method embedded within the primary qualitative one. Data collection tactics combine in-depth interviews with planners and policy makers and survey questionnaires with local residents and with foreign tourists. The methodology also incorporates observations, visual analyses, and the research of documents and historic archives. The combination of these tactics facilitates a comparison of the perceptions of foreign tourists, local communities, and planners towards place making and its experience in Aleppo and in Acre.

Keywords: World Heritage cities, place experience, place making

Place Experience and Place Making in World Heritage Cities

1 Introduction

In an era when tourism is the largest industry in the world in terms of spending, investments, and employment (Bosselman, Peterson, and McCarthy 1999), historic cities face two contradictory contradictions. The high fixed costs associated with tourism development in historic cities ensue in prioritizing tourism, oftentimes at the expense of local needs (Ashworth and Voogd 1990; Graham, Ashworth, and Tunbridge 2000; Nasser 2003; Orbaşli 2000). The contradiction arises however, with the global tourism demand for distinctively local products. The complexity of catering for the needs of tourists from diverse backgrounds also challenges the preservation of the distinctive qualities of the historic city (Ashworth and Voogd 1990; Bryon and Russo 2003; Daher 2005; Graham, Ashworth, and Tunbridge 2000; Nasser 2003; Orbaşli 2000; Russo 2002). This paper argues that, as a result of these two conditions, contemporary planning in historic cities does not always succeed in catering for tourists' need to experience local distinctiveness, and excludes locals' needs in the place-making, and thus place-experience, processes. This paper thus investigates: how can we assess tourists' and locals' experience of place? How can we link these two experiences? And, how can planning's efforts at place-making in historic cities be equally inclusive of tourists and of local communities?

This paper begins by introducing the two contradictory conditions, their associated planning strategies and tools, and their consequences on the historic city. It then proposes a model to assess the place experience of tourists and of locals and tests the model in two case studies. Finally, this paper presents its recommendations for planners and policy makers. The chosen case studies are urban rehabilitation projects in Aleppo in Syria and Acre in Israel, which are two of the United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization (UNESCO) World Heritage cities. Both cities boast near intact historic fabrics that are still inhabited and are among the primary destinations for foreign tourists in their respective countries. To ensure the protection of World Heritage Sites, UNESCO requires each country to develop a "comprehensive management plan" that specifies preservation and monitoring strategies (UNESCO 2008). Accordingly, Aleppo's plan claims to prioritize the preservation of the historic fabric and the needs of local communities, while Acre's plan claims to prioritize tourism development, and by consequence, tourists' needs.

2 Two contradictory conditions

Tourists usually seek an experience (MacCannell 1999), which, in historic cities, includes all aspects of the place, both contemporary and historic. Such experience-based tourism bears two planning implications on the historic city. The first requires planners to incorporate the needs and the expectations of foreign tourists along with those of local communities; and the second necessitates that planners provide tourists with a distinctive experience that incorporates the relationship between local communities and their historic setting. Two inherent, contradictory, and often mutually exclusive conditions arise from these two implications.

The first condition originates from the fact that tourism is an industry with high fixed development costs, such as those associated with historic preservation, tourism infrastructure, and tourism services. Therefore in order to offset these costs, tourism planning usually prioritizes an economic approach (Ashworth and Voogd 1990; Ashworth and Tunbridge 1990; Bosselman, Peterson, and McCarthy 1999; Chang et al. 1996; Nuryanti 1996; Robinson

1999; Tunbridge and Ashworth 1996; Wahab and Pigram 1997). In such an economic approach, marketing becomes the major tool to increase tourists' numbers, their length of stay, and eventually their spending (Ashworth and Tunbridge 1990:73-76; Holcomb 1999; Holloway and Robinson 1995). In order to improve the historic city's competitive edge in the global tourism market, this economic approach transforms it into a commodity or a product for tourism consumption (AlSayyad 2001; Ashworth and Tunbridge 1990; Robinson 1999:11; 2001; Urry 1990, 1995). For marketing experts, commodification is a necessary step to transform a resource (e.g. good or service) into an economic good (i.e. a product) that is subject to market exchange and exploitation (Ashworth and Voogd 1990; Fainstein and Gladstone 1999). When transferred to the heritage tourism realm, commodification becomes "…the process whereby ways of life, traditions and the complex symbolism which supports these, are imaged and transformed into saleable products" (Robinson 1999:11).

Marketing thus communicates a particular image of the place that becomes its Unique Selling Preposition (USP) (Ashworth and Tunbridge 1990; Beriatos and Gospodini 2004; Holloway and Robinson 1995; Kotler, Bowen, and Makens 1999; Kotler, Haider, and Rein 1993; Ward 1998), and which, in the context of the historic city, is its image as 'unchanged' and static in a past time (Echtner and Prasad 2003). In most developing countries national entities and monopolies control tourism resources (i.e. primary attractions), development, and marketing, which entails excluding, or at best minimizing, the input of local residents in place making and marketing (Bosselman, Peterson, and McCarthy 1999; Daher 2000a; Dahles 2001; Harvey 2001; Robinson 2001). Such marketing and commofification strategies consider local communities as "an important part of the product" (Kotler, Haider, and Rein 1993:135), but also perceive them through the lens of assets and liabilities and whether they contribute to the historic city's competitiveness in the global tourism market. Such 'outside-in' perception that focuses on place-making according to the needs and expectations of foreign tourists as the primary clientele, inherently excludes local communities from the place-making processes (Arefi and Triantafillou 2005). So, while for the purposes of tourism marketing some level of commodification of the cultural heritage becomes acceptable, it becomes questionable when it is carried out with the exclusion, and often the disapproval of local residents since it alienates them from the place-making process (Boniface and Fowler 1993; Graham, Ashworth, and Tunbridge 2000; Robinson 2001, 1999). Furthermore, such strategies impose irreversible changes on the physical and on the socio-cultural characteristics of the historic city thus they jeopardize its distinctive identity, the very quality that attracts and motivates tourists' choices (Ahn, Lee, and Shafer 2002; Bryden 1996; Nasser 2003).

The second condition stems from the contradictory nature of tourism as an industry that depends on global demand for distinctively local products (Harvey 2001). So while marketing capitalizes on the Unique Selling Preposition of the historic city including, the distinctively local self-representations, it simultaneously requires these representations to comply with the expectations and needs of foreign tourists who come from diverse backgrounds (Boniface and Fowler 1993; Dahles 2001: 10; Grunewald 2002). The results are twofold: a need for legitimization and for Disneyfication[1]. Legitimization transforms local representations into comprehensible and acceptable items for the consumption of foreign tourists (Dahles 2001). Disneyfication establishes standards and quality control measures that might erase all signs of distinctiveness and lead to similarities among historic cities around the globe (Boniface and Fowler 1993; Dahles 2001). For example, Beriatos and Gospodini argue that the international standardization of historic preservation procedures create similar

[1] These terms are not used with derogatory connotations in this research. Their use refers to adopted approaches in visitor management at various types of tourist attractions.

and indistinctive historic cities (Beriatos and Gospodini 2004). Furthermore, legitimization and Disneyfication form the historic city, and eventually its experience, according to the expectations and needs of tourists rather than to its reality hence, they inherently include a level of staging and lack of authenticity (AlSayyad 2001; Aramberri 2001; Graham, Ashworth, and Tunbridge 2000; MacCannell 1999; Nuryanti 1996; Robinson 2001, 1999; Sternberg 1997, 1999; Taylor 2001; Upton 2001). They also alienate local communities as a result of the socio-economic and cultural differences between them and foreign tourists whose expectations do not necessarily always match the socio-economic and cultural realities of local communities. More so, they exclude local communities when planning, driven by economic goals, favors the needs of tourists at the expense of locals. In such cases, foreign tourists and local communities experience place quite differently.

The recurring theme in these contradictory conditions is the exclusion of local residents from the place-making and experience processes. This research proposes that the historic city as a destination is both a perishable and a critical 'capital resource' (Cooper 1996), therefore it steers away from purely economically driven development. Rather, this research proposes that "the unique life within" the urban fabric" (Orbaşli 2000) plays a significant role in shaping and sustaining the distinctive identity of place. The research also perceives the historic city as the interface that connects local residents and tourists therefore seeks to understand the underlying processes that shape its production and consumption –i.e. making and experience– for both groups.

3 Place: its physical and non-physical constructs

The concept of place experience exists in disciplines such as geography, architecture, urban design, and environmental psychology. Humanistic geographers generally consider place as the meaning of lived experience (i.e. a sense of identity) (Relph 1976; Tuan 1990). They thus put less emphasis on the physical elements of place and more on the relation between people and their environment. For example, according to Tuan (1977), a realistic place experience combines both emotions and thought, which he represents as a continuum at the center of which lies perception flanked by sensation and conception (figure 1) (Tuan 1977).

In contrast, architectural and urban design theories of existential place highlight the physical attributes of place as in the research and writings of Christian Norberg-Schultz (1991), and Kevin Lynch. These theories link the emotional ties between people and their environments to both cognition (orientation within the place) and image (identification of self and place) (Lynch 1960; Norberg-Schultz 1991). Norberg-Shcultz (1991) argues that a place's 'genius loci' is "space plus character" that stems from both physical and symbolic values (Norberg-Schultz 1991; Sime 1995). Lynch (1981) elaborates on this character as "…the extent to which a person can recognize or recall a place as being distinct from other places – as having a vivid, or unique, or at least a particular, character of its own" (Lynch 1981:131).

Environmental psychology theories balance the physical and the non-physical attributes of place. In particular, Canter's (1977) theory of place represents place at the intersection of three intersecting circles of physical attributes, the activities of people, and the conception of the place (figure 2) (Canter 1977: 158). By equally emphasizing these three elements, this theory becomes more neutral and less subjective than the other theories of place (Groat 1995). Subsequent research attempted to transform this theory into an operational tool that assesses place experience. For example, Punter (1991) places the sense of place at the center and proposes details for each of its three elements (figure 3) (Punter 1991).

This paper builds on the premise that the nonphysical constructs of place and their interactions with the physical ones are important aspects of place making and experience (Arefi and Triantafillou 2005: 79). It therefore proposes that the interactions among Canter's three elements create spatial, cultural, and social processes. Each of these processes comprises of various measurable variables of place experience (figure 4). Accordingly, **spatial processes** border the physical setting and the activities within place and include compatibility and congruence. Compatibility represents the suitability of the built environment for the functions and activities of its users while congruence assesses the reflection of societal processes through urban form, such as the balance between the city as a living place and as a tourist destination (Lynch 1981). **Cultural processes** result from the intersection of the physical attributes of place and the conception of place. Its variables include symbolic significance and legibility, where symbolic significance reflects the comprehension of the culture of the place and its relationship with its physical attributes while legibility indicates individuals' understanding and interpretation of the place's physical attributes (Lynch 1981; Moughtin and Mertens 2006). Finally, **social processes** lie at the intersection of the actions that occur within place and its conception and its variables include social interaction, which represents the formal (e.g. active, planned) or informal (e.g. casual, unplanned) social opportunity in which the users of place interact together (Kim and Kaplan 2004).

The new model facilitates an evaluation of place experience for tourists and for residents. The remainder of this paper introduces the methods used in the collection of data and in the analysis, and then compares the place-making approaches and their impacts on place experience in the two case studies.

4 Methodology

This paper presents a comparative case study analysis of Aleppo and Acre –two UNESCO World Heritage cities that share one of the five criteria of cultural heritage specifically, the criterion that stipulates that they are a "unique testimony" to a cultural tradition or a civilization (UNESCO 2008).

In order to analyze the place-making and experience processes in Aleppo and Acre, the research study that led to this paper used a variety of primary data sources including in-depth interviews with planners and policy makers and with local residents; survey questionnaires with local residents and with foreign tourists; and finally, observations and visual analyses of the built environment. Secondary sources such as newspaper articles, journal publications, printed materials (e.g. marketing brochures), and project documents and archives also contributed to the study.

In total I conducted nine interviews with planners in Aleppo and eleven in Acre. These incorporated the perspectives of all those involved whether government employees, representatives of the private sector, or of non-governmental organizations. This study defines local communities as anyone living and/or working within the historic fabric where the projects are implemented. The study set a goal to complete at least 35 structured interviews with members of the local community in each city, which was achieved when a total of 36 completed interviews in Aleppo and 38 in Acre. Because of the organic nature of these historic cities and the lack of telephone directories and house numbering, a quasi-random sampling method was adopted that accounted for the historic quarters (i.e. neighborhoods) and their size. A map of each historic city facilitated the selection of four to seven residential units in each quarter depending on its size. The available and willing adult

at each tenth residential or commercial unit was interviewed until sufficient numbers were achieved.

Similarly, the study aimed to complete 30 survey questionnaires with tourists who were recruited at tourist attractions mostly around the Citadel of Aleppo where they filled out the survey questionnaires on the spot until 41 responses were obtained. Because official statistics in Israel indicated that tourists to Acre were 'day trippers' who visited for one day only, the study took into consideration that such tourists might not have the extra time to spare in order to fill out a survey questionnaire on the spot. Therefore, 80 surveys in pre-paid envelopes were distributed among tourists and yielded a 35% response rate with a total of 28 surveys that were filled out and mailed back (table 1).

Data from closed-ended questions were coded and managed using statistical software (SPSS) and used for descriptive statistics. Open-ended questions and additional comments offered in-depth information on the experience of foreign tourists and of local communities. Foreign tourists wrote their answers and comments while residents contributed their insights through probing. All answers to open-ended questions and any additional comments were arranged in tables where similar answers and comments to each question were grouped together. Similarly, the structured interviews with planners and with policy-makers were transcribed and the answers to each question were compared for similarities and differences then grouped in tables accordingly.

5 Place-making and experience

The Old City Directorate is a government agency that operates under the auspices of the Municipality of Aleppo and is in charge of the Project for the Rehabilitation of the Old City of Aleppo (PROCA). The project's objectives include the protection of the historic urban fabric and the preservation of its residential functions. Accordingly, PROCA monitors, and to a large extent prevents, all physical and functional changes in Old Aleppo and controls all new developments. In particular, PROCA controls tourism development projects, which it considers as a threat that might result in undesired and irreversible changes to the historic urban fabric and to its residential functions. Conversely, the Israeli Ministry of Tourism established the Old Acre Development Company (OADC) as a semi-private entity and entrusted it with transforming Old Acre into "an international tourism city" (Old Acre Development Company ; Kesten 1993). To achieve this goal, OADC initiated a project to capitalize on the distinctiveness of Old Acre's historic character as its Unique Selling Preposition.

The two projects commenced in the mid-1990s with data collection. Although they claimed different objectives, the two projects devised and implemented policies that similarly emphasized: a) infrastructure rehabilitation to extend the lifespan of the historic fabric, b) separate land uses and clear zoning to manage tourism activities in urban space and to control new developments, c) beautification of public urban spaces, and d) building regulations and codes to preserve the historic aura of the urban fabric (Kesten 1993: 4; Rahamimoff 1997; Windelberg, Hallaj, and Stürzbecher 2001).

The following analyses compare the experience of Aleppo and Acre by their residents and tourists.

5.1 Spatial Processes

Spatial processes result from the interactions between the activities of people and the physical attributes of place and include compatibility and congruence. Compatibility refers to the suitability of the urban form for the functions and activities undertaken by users (Lynch

1981) whether locals or tourists, and assumes that incompatibility occurs when the urban form suits the needs of foreign tourists' more than the needs of local residents. Certainly, analyses of compatibility revealed that both residents and tourists in Aleppo and in Acre considered the cities more suitable for the needs of tourists than residents (figures 5 and 6).

Congruence reflects the societal processes through urban form and evaluates the balance between the city as a living place and as a tourist destination. It proposes that lack of congruence occurs if this balance tips in the favor of preserving monumental buildings at the expense of ordinary ones. Another indicator of the lack of congruence is the perception that tourism activities exist at the expense of social infrastructure and traditional societal activities. Indeed, there is consensus among residents and tourists in both cities that planning bestows more care on monuments than on the ordinary buildings needed and used by local communities (figures 7 and 8).

During interviews, the residents of Aleppo and Acre complained from a lack of social infrastructure especially clinics and schools, and claimed that the projects overlooked their needs. Old Acre's residents repeatedly said that the project "invests in stone not in people" which eludes to how the project prioritizes the aesthetic qualities of Old Acre instead of providing local residents with the social infrastructure that improves their quality of life (interviews with Acre's residents). Indeed, Old Acre lacked any health services at the time of the study and the project did not plan to cater for this need (observations and interviews with Acre's planners; (Rahamimoff 1997; Old Acre Development Company 2010). Similarly the project in Aleppo provided so far only one health unit for the entire 110,000 inhabitants of Old Aleppo (interviews with Aleppo's residents and planners; (Windelberg, Hallaj, and Stürzbecher 2001). Similarly, both cities lacked educational infrastructure at the time of this study, and while the Acre project provided one kindergarten, it did not address the dire need to rehabilitate the dilapidated structure of the only public school within Old Acre. Likewise, public schools in Old Aleppo suffer from over-crowded classrooms, which when combined with the gender-mixed school system that does not suit residents' conservative nature, result in high drop-out rates particularly among female students (Windelberg, Hallaj, and Stürzbecher 2001); interviews with Aleppo's residents).

5.2 Cultural Processes

Figure 2 recognizes that the cultural processes associated with place arise primarily from the intersection of its physical attributes and their conception and include symbolic significance and legibility. A lack of consensus over what is symbolically significant in the historic fabric combined with a lack of legibility indicate a decreased understanding of the relation between the physical elements of place and historic –and contemporary– events (Lynch 1981; Moughtin and Mertens 2006). Lack of legibility is manifested in residents' inability to mentally represent and communicate the physical attributes of place such as its monuments, nodes, paths, districts, and edges and was evaluated through simple cognitive mapping and verbal descriptions[2].

In both Aleppo and Acre, tourists considered the traditional marketplace or souq as the most significant urban element (47% of respondents in Aleppo and 24% in Acre), and attributed their choice to the fact that the souq symbolized a distinctive aspect of local life. Residents in both cities however, had a different perception. Residents of Aleppo considered

[2] Cognitive mapping and verbal descriptions were not used with foreign tourists as their average length of stay in Old Acre is one day (Rahamimoff 1997) and two days in Old Aleppo which might not be sufficient for them to be able to form a strong legibility of the urban form (Aleppo planner, interview).

the citadel as the most distinctive element (88% of respondents), which also seemed to be the only physical attribute they could identify in questions that evaluated their legibility (tables 2 and 3). Only one among the 36 residents who participated in this study in Aleppo was able to identify the city's various physical attributes and described their relationship to each other (figure 9) (interview with Aleppo resident 39). Conversely, the residents of Old Acre revealed a stronger perception of their city's symbolic significance and considered the entire historic fabric distinctive (40% of respondents). They described Old Acre's relationship to the Mediterranean and to historic events like Napoleon's siege revealing a strong sense of legibility in the process (interviews with Acre's residents).

5.3 Social Processes

Finally, referring back to figure 4, social processes bridge the actions that occur in these historic cities, and their conception by both tourists and residents. Social interactions between foreign tourists and local communities are considered one of the indicators of social processes. For example, when tourists and residents perceive their social interaction differently, then this indicates contradictions in the expectations of place experience. When tourists were asked how they considered their interactions with local residents, the majority of foreign tourists in Aleppo and in Acre (72% and 46% of respondents) believed that their interactions with local residents constituted an important part of their place experience (table 4). Some of the residents of Old Aleppo however, had reservations about their interactions with foreign tourists. While a slight majority of respondents (56%) thought that tourism was not foreign to their local traditions, a significant percentage (44%) had objections, which they based on cultural differences with foreign tourists mainly in terms of dress codes, the consumption of alcohol, and cross-gender interactions (table 5). Unlike their counterparts in Aleppo, the majority of Old Acre's residents (81%) thought that tourism was not foreign to their local culture. The residents of Old Acre actually welcomed tourists and considered their presence as an opportunity to improve not only their economic situation but also their image "On the contrary, [we] happily receive tourists and help them whether they were Jewish or foreigners. It is in our best interest to increase tourism in the city, even to have it as part [of its activities]" (interview with Acre resident 139).

6 Conclusions

This paper compared the experience of the historic city for tourists and for local communities at two UNESCO World cities: Aleppo in Syria and Acre in Israel. It specifically compared place experience that ensued from the on-going urban rehabilitation project in Aleppo and the tourism development project in Acre.

In order to facilitate the comparison, this paper proposed and tested a model that considers the historic city as the interface between the experience of foreign tourists and of local communities. The model evaluates the impacts of planning on such experiences of the historic city. It also enables planners to balance the needs of the site, in terms of historic preservation or development, along with the cultural, spatial, and social needs of local communities and of foreign tourists.

The analysis revealed that local communities and foreign tourists agreed that these two historic cities were more suitable for tourists than they are for residents. They also expose that planning is based on either historic preservation or image marketing rather than on an agenda that combines community and tourism, something that other researchers have cautioned against (Nasser 2003). This might be attributed to the emphasis that the two

projects place on the physical and visual attributes of Aleppo and Acre to the extent that they overlook the relationship between people's activities and these attributes.

Interestingly, the findings confirm earlier findings in historic cities with regards to foreign tourists seeking cultural experiences of a different 'other' –one that is static in past times (Echtner and Prasad 2003; Galani-Moutafi 2000; MacCannell 1999). For example, foreign tourists in Aleppo and in Acre considered the souq the most significant element and justified their choice mostly by referring to how this physical attribute reflects an aspect of the lives of local communities. This image of the historic city, i.e. the souq, did not actually correspond to what local communities perceived as symbolically significant about their cities. Their choices were, not surprisingly, related to elements of historical and national significance (Anderson 1991).

Furthermore, while tourists consider local communities part of their place experience, local communities were divided between the potential of economic benefits and the fear of cultural clashes. Such disparities reveal that planning needs to incorporate initiatives that raise awareness toward cross-cultural social interactions among local communities, and also among foreign tourists and tourism entrepreneurs.

In general, the results reveals that the two projects fall short of being inclusive of the needs of local communities and that more effort must be channeled toward the preservation of ordinary buildings along with monuments and landmarks (Pendlebury 2009). The inclusion of local needs can also occur through the provision of social infrastructure and through interpretation that presents the symbolic significance of the historic city from a local perspective (Pendlebury 2009).

Finally, the model proposed by this paper may be used at various points throughout the planning process. It may serve as part of the initial data collection phase to facilitate an understanding of how the historic city is perceived and experienced by its various user segments, including but not limited to, residents and tourists. This initial understanding of the historic city as a combination of several processes transforms heritage planning from an initiative that caters to only the physical notion of the historic city to one that accounts for the activities within it as well as its conceptions. The model also informs planning at later stages by identifying the impacts of planning on the historic city and its experience for local communities and for foreign tourists. Further research and testing of the proposed model in different historic cities will refine its variables and add to them as we develop a better understanding of the elements that contribute to a distinctive place experience.

Bibliography

Ahn, BumYong, BongKoo Lee, and Scott Shafer. (2002) "Operationalizing sustainability in regional tourism planning: an application of the limits of acceptable change framework", Tourism Management, Vol. 23, No. 1, pp 1-15.

AlSayyad, Nezar. (2001) "Global Norms and Urban Forms in the Age of Tourism: Manufacturing Heritage, Consuming Tradition", in Consuming Tradition, Manufacturing Heritage: Global Norms and Urban Forms in the Age of Tourism, edited by N. AlSayyad. New York: Routledge mot E F & N Spon.

Anderson, Benedict. (1991) "Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism", London & NY: Verso.

Aramberri, Julio. (2001) "The host should get lost: Paradigms in the Tourism Theory", Annals of Tourism Research, Vol. 28, No. 3, pp 738-761.

Arefi, Mahyar, and Menelaos Triantafillou. (2005) "Reflections on the Pedagogy of Place in Planning and Urban Design", Journal of Planning Education and Research, Vol. 25, pp 75-88.

Ashworth, G. J., and J.E. Tunbridge. (1990) "The Tourist-Historic City", London & New York: Belhaven Press.
Ashworth, Gregory J., and Henk Voogd. (1990) "Selling the City: Marketing Approaches in Public Sector Urban Planning", London: Belhaven Press.
Beriatos, Elias, and Aspa Gospodini. (2004) "Glocalising urban landscapes: Athens and the 2004 Olympics", Cities, Vol. 21, No. 3, pp 187 – 202.
Boniface, Priscilla, and Peter J. Fowler. (1993) "Heritage and Tourism in the Global Village", London: Routledge.
Bosselman, Fred P., Craig A. Peterson, and Claire McCarthy. (1999) "Managing tourism growth: issues and applications", Washington, D.C.: Island Press.
Bryden, Duncan. (1996) "Capacity Compromised", Interpretation, December, pp 10-12.
Bryon, Jeroen, and Antonio Paolo Russo. (2003) "The Tourist Historic City", Annals of Tourism Research, Vol. 30, No. 2, pp 492-494.
Canter, David. (1977) "The Psychology of Place", New York: St. Martin's Press.
Chang, T. C., Simon Milne, Dale Fallon, and Corinne Pohlmann. (1996) "Urban heritage tourism: The global-local nexus", Annals of Tourism Research, Vol. 23, No. 2, pp 284-305.
Cooper, Patrick. (1996) "Carrying Capacity and Visitor Management in Historic Cities", Interpretation, December, pp 30-33.
Daher, Rami. (2000) "Dismantling a community's heritage "heritage tourism: conflict, inequality, and a search for social justice in the age of globalization"", in Reflections on International Tourism, Tourism and Heritage Relationships: Global, National and Local Perspectives, edited by M. Robinson, N. Evans, P. Long, R. Sharpley and J. Swarbrooke. Sheffield: Sheffield Hallam University, pp 105-128.
Daher, Rami. (2005) "Urban Regeneration/Heritage Tourism Endeavours: The Case of Salt, Jordan `Local Actors, International Donors, and the State'", International Journal of Heritage Studies, Vol. 11, No. 4, pp 289-308.
Dahles, Heidi. (2001) "Tourism, Heritage and National Culture in Java: Dilemmas of a Local Community", Richmond, Surry: Curzon Press.
Echtner, Charlotte M., and Pushkala Prasad. (2003) "The context of third world tourism marketing", Annals of Tourism Research, Vol. 30, No. 3, pp 660-682.
Fainstein, Susan S., and David Gladstone. (1999) "Evaluating Urban Tourism", in The Tourist City, edited by D. R. Judd and S. S. Fainstein, New Haven: Yale University Press, pp: 21-34.
Galani-Moutafi, Vasiliki. (2000) "The self and the other: Traveler, ethnographer, tourist", Annals of Tourism Research, Vol. 27, No. 1, pp 203-224.
Graham, Brian, G.J. Ashworth, and J.E. Tunbridge. (2000) "A Geography of Heritage: Power, Culture and Economy", New York: Oxford University Press.
Groat, Linda. (1995) "Introduction: Place, Aesthetic Evaluation and Home" In Giving Places Meaning, edited by L. Groat, London: Academic Press, pp 1-26.
Grunewald, Rodrigo de Azeredo. (2002) "Tourism and cultural revival", Annals of Tourism Research, Vol. 29, No. 4, pp 1004-1021.
Harvey, David. (2001) "The art of rent: globalization and the commodification of culture", in Spaces of Capital: Towards a Critical Geography", by D. Harvey, New York: Routledge, pp 394-411.
Holcomb, Briavel. (1999) "Marketing Cities for Tourism. In The Tourist City", edited by D. R. Judd and S. S. Fainstein, New Haven & London: Yale University Press, pp 54-70.
Holloway, J.C., and C. Robinson. (1995) "Marketing for Tourism", Singapore: Longman Group Limited.
Kesten, Alex. (1993) "The Old City of Acre: Re-Examination Report 1993", Acre: The Old Acre Development Company.

Kim, Joongsub, and Rachel Kaplan. (2004) "Physical and Psychological Factors in Sense of Community: New Urbanist Kentlands and Nearby Orchard Village", Environment and Behavior, Vol. 36, No. 3, pp 313-340.
Kotler, Philip, John Bowen, and James Makens. (1999) "Marketing for Hospitality and Tourism", Upper Saddle River, NJ: Prentice-Hall, Inc.
Kotler, Philip, Donald H. Haider, and Irving Rein. (1993) "Marketing Places: Attracting Investment, Industry, and Tourism to Cities, States and Nations", New York: The Free Press, Macmillan, Inc.
Lynch, Kevin. (1960) "The Image of the City", Cambridge: Massachusetts Institute of Technology.
Lynch, Kevin. (1981) "Good City Form", Cambridge, Massachusetts: The MIT Press.
MacCannell, Dean. (1999) "The tourist: a new theory of the leisure class", University of California Press.
Moughtin, Cliff, and Miguel Mertens. (2006) "Urban Design: Street and Square", Oxford: Architectural Press.
Nasser, Noha. (2003) "Planning for Urban Heritage Places: Reconciling Conservation, Tourism, and Sustainable Development", Journal of Planning Literature, Vol. 17, No. 4, pp 467-479.
Norberg-Schultz, Christian. (1991) "Genius Loci: Towards a Phenomenology of Architecture", NYC: Rizzoli.
Nuryanti, Wiendu. (1996) "Heritage and postmodern tourism", Annals of Tourism Research, Vol. 23, No. 2, pp 249-260.
Old Acre Development Company. (2010) "Old Acre", Website, cited September 4, 2010, Available from http://www.akko.org.il/English/main/default.asp
Orbaşli, Aylin. (2000) "Tourists in Historic Towns: Urban Conservation and Heritage Management", New York: E & FN Spon.
Pendlebury, John. (2009) "Conservation in the Age of Consensus", New York: Routledge.
Punter, John. (1991) "Participation in the Design of Urban Space", Landscape Design, Vol. 200, pp 24-27.
Rahamimoff, Joni, ed. (1997) "Arie Rahamimoff: Architect & Urbanist", Jerusalem: A.S.R.
Relph, E. (1976) "Place and Placelessness", London: Pion Limited.
Robinson, Mike. (1999) "Cultural Conflicts in Tourism: Inevitability and Inequality", in Tourism and Cultural Conflicts, edited by M. Robinson and P. Boniface, Oxon and New York: CABI Publishing, pp 1-32.
Robinson, Mike. (2001) "Tourism Encounters: Inter- and Intra-Cultural Conflicts and the World's Largest Industry", in Consuming Tradition, Manufacturing Heritage: Global Norms and Urban Forms in the Age of Tourism, edited by N. AlSayyad. New York: Routledge, pp 34-67.
Russo, Antonio Paolo. (2002) "The "vicious circle" of tourism development in heritage cities", Annals of Tourism Research, Vol. 29, No. 1, pp 165-182.
Sime, Jonathan D. (1995) "Creating Places or Design Spaces", in Giving Places Meaning, edited by L. Groat. London: Academic Press: Harcourt Brace & Company, Publishers, pp 27-41.
Sternberg, Ernest. (1997) "The iconography of the tourism experience", Annals of Tourism Research, Vol. 24, No. 4, pp 951-969.
Sternberg, Ernest. (1999) "Staging a Natural Wonder", in The Economy of Icons. Westport, Connecticut: Praeger Publications, 109-129.
Taylor, John P. (2001"Authenticity and sincerity in tourism, Annals of Tourism Research, Vol. 28, No. 1, pp 7-26.

Tuan, Yi Fu. (1977) "Space and Place: The Perspective of Experience", London: Edward Arnold Publishers Ltd.
Tuan, Yi Fu. (1990) "Topophilia: A Study of Environmental Perception, Attitudes, and Values", New York: Columbia University Press.
Tunbridge, John, and G.J. Ashworth. (1996) "Dissonant heritage: The management of the past as a resource in conflict", Chichester: Wiley.
UNESCO. (2008) "World Heritage Center: World Heritage List", Website, cited May 9, 2008, Available from www.whc.unesco.org
Upton, Dell. (2001) "'Authentic' Anxieties", in Consuming Tradition, Manufacturing Heritage: Global Norms and Urban Forms in the Age of Tourism, edited by N. AlSayyad. New York: Routledge mot E F & N Spon, pp 298-306.
Urry, John. (1990) "The Tourist Gaze: Leisure and Travel in Contemporary Societies", London: Sage Publications.
Urry, John. (1995) "Consuming Places", London; New York: Routledge.
Wahab, Salah, and John J. Pigram, eds. (1997) "Tourism, Development and Growth: The challenge of sustainability", London and New York: Routledge.
Ward, Stephen V. (1998) "Selling Places: the marketing and promotion of towns and cities: 1850-2000", New York: Routledge.
Windelberg, Jens, Omar Abdul Aziz Hallaj, and Kurt Stürzbecher. (2001) "Development Plan", Aleppo: Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) & Aleppo's Old City Directorate.

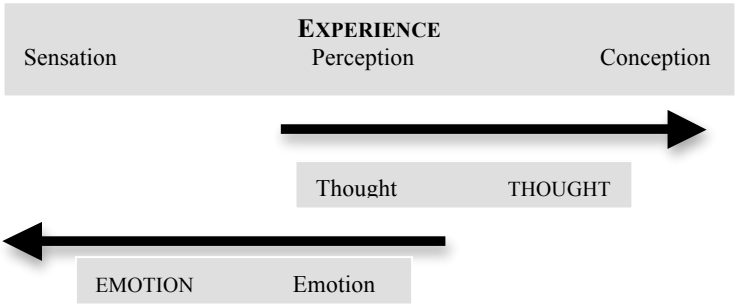


Figure 1: Tuan's theory of place experience that emphasizes the perception of place

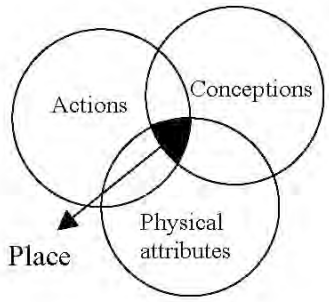


Figure 2: Canter's theory of place that balances the physical attributes, the activities, and the meanings of place

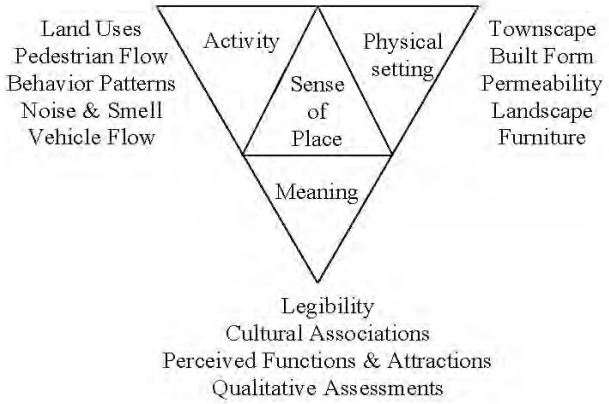


Figure 3: Punter's proposal to operationalize Canter's theory of place

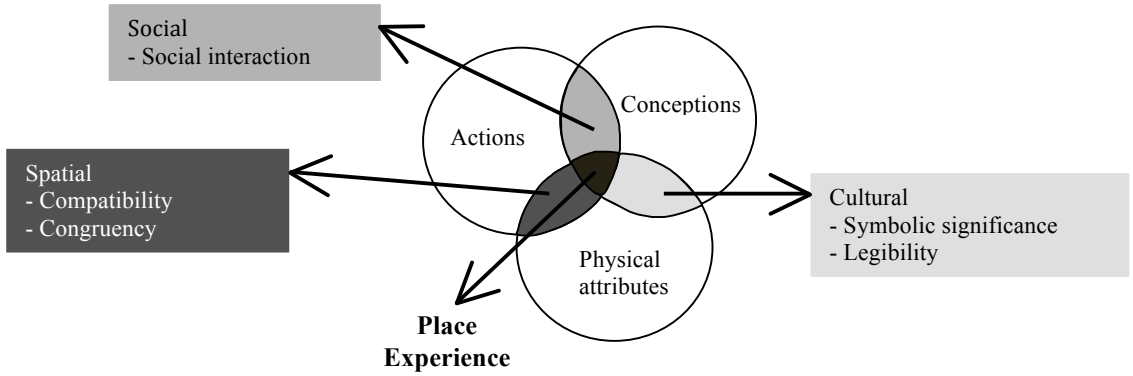


Figure 4: The three processes that this paper identifies for place experience: spatial, cultural, and social, and their measurable elements

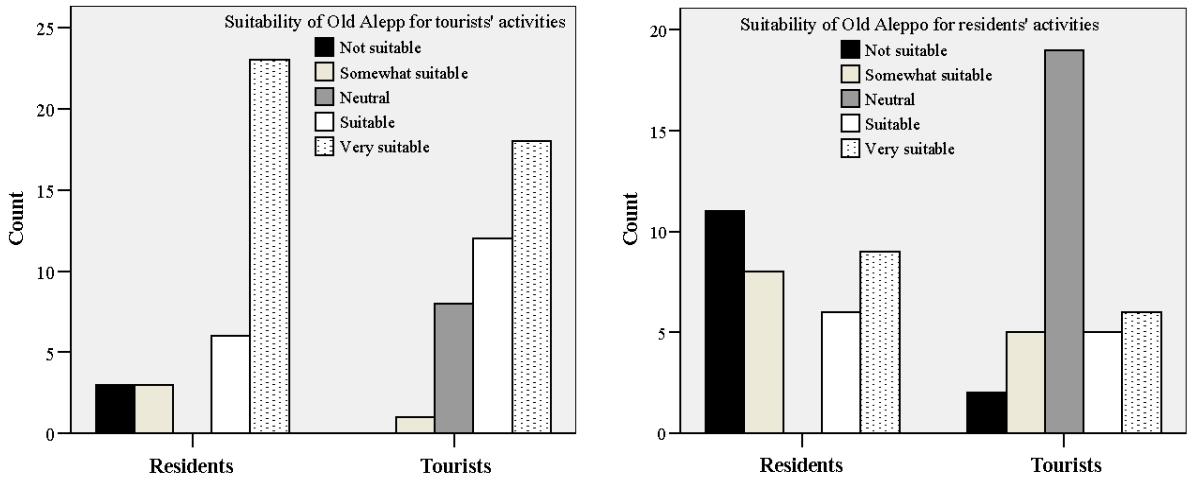


Figure 5: A comparison between residents' and tourists' perception of the suitability of Old Aleppo for tourists' activities and for residents' activities

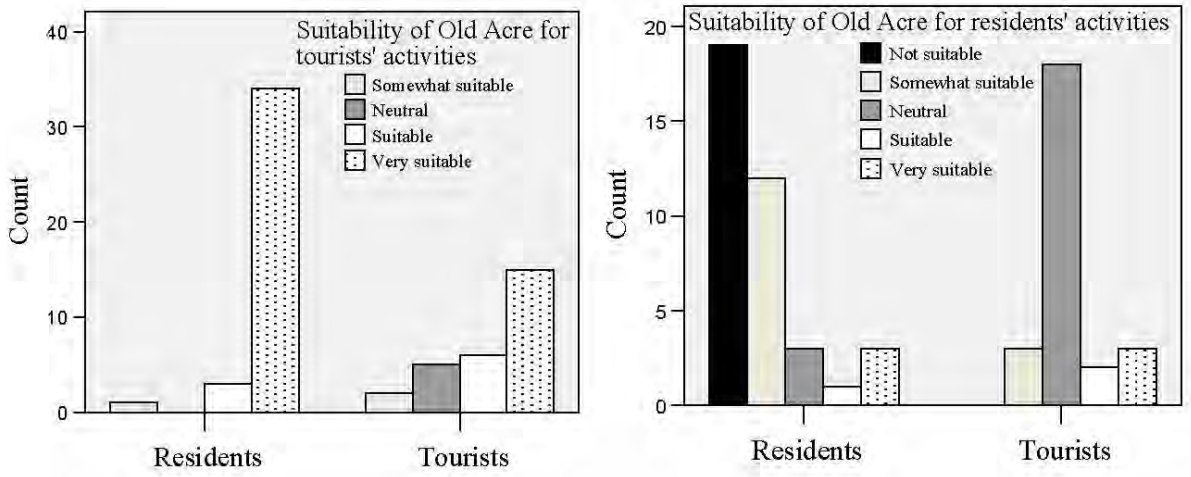


Figure 6: A comparison between residents' and tourists' perception of the suitability of Old Acre for tourists' activities and for residents' activities

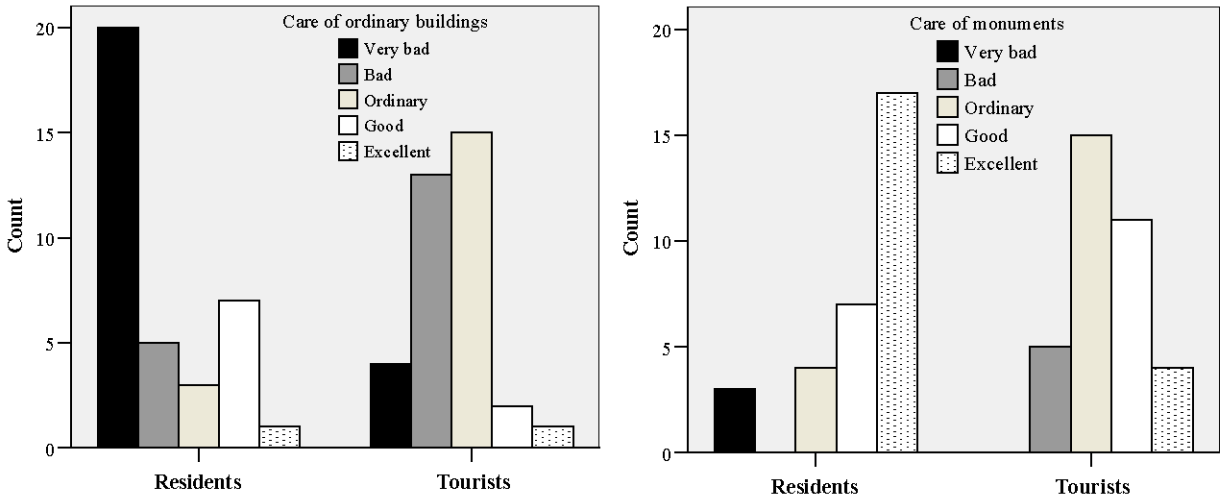


Figure 7: A comparison between residents' and tourists' perception of the level of care of ordinary buildings and monuments in Old Aleppo

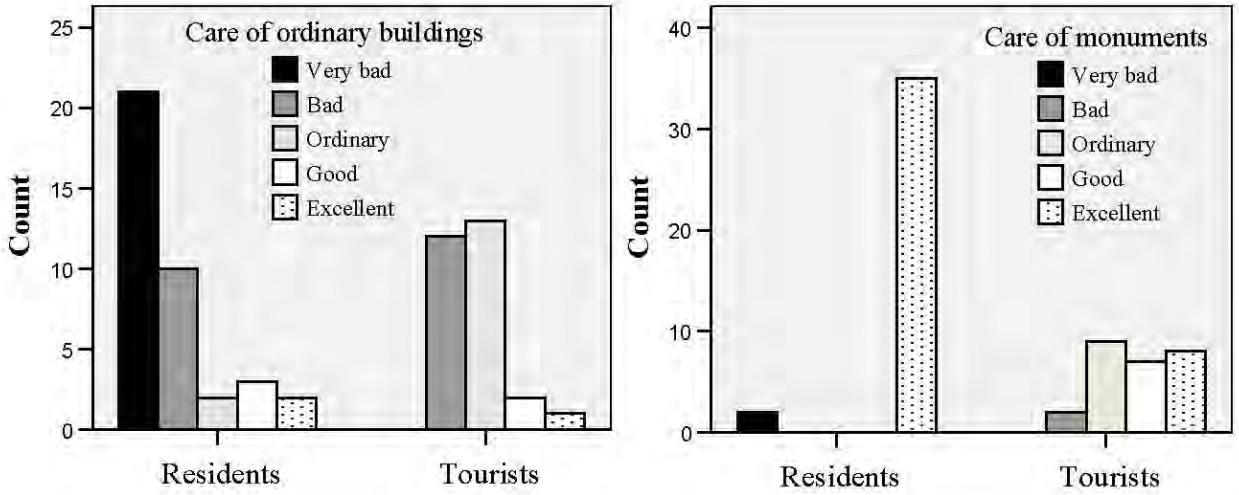


Figure 8: A comparison between residents' and tourists' perception of the level of care of ordinary buildings and monuments in Old Acre

Figure 9: A sketch by the only resident in Old Aleppo who expressed legibility of the historic city's physical attributes (Aleppo resident 39, interview, **date XXX**)

Respondents	**Type of data collection**	**Aleppo**	**Acre**	**Total**
Planners	In depth interviews	9	11	**20**
Local residents	Structured interviews	36	38	**74**
Foreign tourists	Survey questionnaires	41	28	**69**
Total		**86**	**77**	**163**

Table 1: Number and type of respondents in Aleppo and Acre

As a tourist/resident in this city, can you list what you think are the most distinctive elements in it?	**Tourists' Percentage**		**Residents' Percentage**	
	Aleppo	**Acre**	**Aleppo**	**Acre**
The old souq, or market place	**47**	**24**	3	0
The Citadel	24	20	**88**	3
The historic fabric	15	16	9	**40**
The city walls	N/A	12	N/A	24
The people	6	8	0	3
Acre's Baha'i palace	N/A	8	N/A	0
Traffic congestion	6			
Religious buildings	0	0	0	11
Acre's harbor and fishermen	N/A	4	N/A	13
Acre's bathhouse	N/A	4	N/A	0
The Museum	3	0	0	5
Acre's Khan el-Umdan (Caravanserai of the Pillars)	N/A	0	N/A	3
Total	**100%**		**100%**	

Table 2: The urban elements of Aleppo and Acre that were ranked as the most distinctive by tourists and residents

Respondent ID #	Choice ranking	Comment
Aleppo		
37	1	Meet local people, everyday life
41	1	There is the life inside!
42	1	Typical "oriental" commercial district
45	1	… a living market
50	1	You see people going about their daily lives
62	1	Local way of life.
65	1	It's just different!
76	1	I think it is a very original market
53	2	Very representative of another way of life than European… very alive…
74	2	Lots of shops are local –not for tourists– I like that.
Acre		
160	1	Local food, craft, atmosphere
166	1	Walking around the market gives a sense of the residents lives
173	1	Interesting aspect of contemporary life and culture
179	1	Real life and people
183	1	Real life of people
177	2	Traditional atmosphere
178	2	Interactivity with local residents
180	2	The Oriental smell
181	2	Pulse of life

Table 3: Tourists' comments on the souqs in Old Aleppo and in Old Acre as the most distinctive urban elements

The interactions I had with local residents are an important part of my experience of this city as a tourist	**Aleppo**	**Acre**
	Percentage	**Percentage**
Strongly disagree	0	0
Disagree	11.4	32.1
Neutral	17.1	21.4
Agree / Strongly Agree	71.5	46.4
Total	**100%**	**100%**

Table 4: Tourists' perception whether the interactions with locals are part of their place experience

ID #	Answer	Comment
Negative comments		
1	Yes	We do not approve of [alcoholic] drinks, it [takes place] side by side with the mosque.
5	Yes	Their dress, walk, and everything
6	Yes	The dress and the mixing [of genders]. As soon as summer arrives, young teenage men see the women… they see things, and there is no moral control …
9	Yes	From all aspects. Something strange foreign… The dress… They are on their own and we are on our own.
16	Yes	I don't know what to say… I don't like them… God's Glory... I feel they are foreign.
18	Yes	We are not used [to tourism] and we see it [tourism] as something foreign… our neighborhood is Muslim and the foreigners come [this is] a new phenomenon…
27	Yes	Of course. The way of dressing.
32	Yes	It [tourism] wasn't during our days
29	Yes	Islamic customs and traditions, like the dress of tourists does not go well with us… and the presence of restaurants sometimes [includes] alcohol.

Table 5: The comments of residents who thought that tourism and its related services were foreign to Old Aleppo's local traditions

Keeping Up With Heritage: Tourism and Issues of Conservation at Taj Mahal, India

Krupali Uplekar Krusche
(University of Notre Dame)

Professor Krupali Uplekar Krusche
University of Notre Dame
Notre Dame, USA
Email : Kuplekar@nd.edu

Keeping Up With Heritage: Tourism and Issues of Conservation at Taj Mahal, India

Abstract:
As millions of tourists come each year to visit the World Heritage site of Taj Mahal, they leave clear markings on this world-renowned site. This paper presents findings from recent research and detailed site study during my visit in summer 2008/2009 to Taj, bringing informative evidence to light regarding the impact of tourism and continuous strain of upkeep to the site. The growing local economy depends on the income generated from the tourists but the impact of large levels of tourism has led to fast degradation of material substance of the conserved site. Taj also suffers from abuse through tourism that can be seen in the contamination of Yamuna River, loss of stone etching used to identifying the method of initial construction on pavement, marble softening and deterioration, dumping of rubble and original building material in the immediate surrounding, and loss of historic context in areas just beyond the tomb. This paper reveals the need of balance between progress and preservation as we strive to make world heritage accessible while keeping it intact in its entirety.

Keywords: Mughal architecture, Taj Mahal, heritage conservation, tourism, world heritage site.

Keeping Up With Heritage: Tourism and Issues of Conservation at Taj Mahal, India

Introduction

Its Sunday morning 6.00am, the streets of Agra are still empty. Vendors who sell goods in the Taj Ganj, an appendix market place connected to the Taj tomb, are still asleep. They have a long day ahead of them, selling merchandise and souvenirs to earn their livelihood. For the five to eight thousand tourists that visit Taj daily, these souvenirs are part of the memory of the splendid Taj Mahal. Lines in front of Taj entrance gates have already started forming. Tourists from various destinations have come here to watch the first rays of sunlight fall on the glistering white marble of Taj. Indian army soldiers stand on guard outside the complex gates. With numerous terror warnings and political upheavals of violence between Hindus and Muslims, the Indian government decided to guard the Taj, the most important and prominent Indian national monument, with strict surveillance. GPS systems are not allowed inside, nor are any large bags that may be of concern for security issues. The newest form of threat to world heritage sites is terrorism. While terrorism is becoming a major concern for all publicly open heritage sites, there has been an increasing level of concern for the safety of these sites through impact of tourism. A silent threat to this magnificent site for a long time, tourism has affected the mausoleum not only through the sheer mass of people that visit the site causing degradation but also due to its indirect impact through restoration methods undertaken as a result.

This paper examines the effects of tourism and the related provisions for preservation due to the increasing level of material detoriation on Taj Mahal. It presents recent research on material analysis and detailed site study during my visit in summer 2008/2009 to Taj, bringing informative evidence to light regarding the impact of tourism and continuous strain of upkeep to the site. With permissions from The Archeological Survey of India, from here on ASI, I conducted a two-month long on-site documentation together with four graduate research assistants to study and analyze four sacred tombs; the Humayun's Tomb, Akbar's tomb, Itmud-ud-daulah's tomb and the Taj Mahal tomb. Built in the Mughal period (AD 1480 to 1858), two of these, Humayun and Taj Mahal, are world heritage sites. During this study my team and I observed the restoration techniques being used by ASI at the complex and experienced the daily stream of tourists that circulated in and around these tomb sites. While ASI has been using some excellent indigenous methods to restore and repair these tombs, during my study I came across some disturbing findings regarding the replacement of the pavement and dumping original stone in areas surrounding the complex. The present restoration by ASI on one of the four of the Mughal monuments, Akbar's tomb has caused loss of original full size etching of building profile and original symbols of craftsmen found on the pavements of these monuments. The wear and tear caused by tourist traffic on these pavements requires that part of the pavement stones be replaced. Unfortunately, such repair work is done by local craftsmen that are not aware of the historic value of the stones they replace, causing irreparable damage to the site by removing important clues that form the language of construction of these significant, unique monuments built by Mughals. If we ever want to solve the mystery towards understanding the system and the methodology of design, composition and construction of Mughal tomb buildings, then evidence of construction techniques used on site should never get lost. Taj Mahal, the pinnacle of Mughal renaissance in India, is the key to study Mughal architectural language and it is important to appreciate it in its entirety. Also at Taj, the original material being replaced by new material is being dumped

alongside the outer edge of the complex causing the way to the river to become a dumping yard of old original building material. Taj also suffers from abuse through tourism that can be seen in the contamination of Yamuna River, marble softening and deterioration, and loss of historic context in areas just beyond the tomb.

The Annual Report from the Ministry of Tourism, government of India, indicates Taj Mahal got in the year 2005 and 2006, 530,287 documented foreign and domestic visitors (in six months period), with the most visitors in the month of March. With such a large number of visitors per year, Taj Mahal becomes one of the most visited sites in India. Unfortunately, these visitors come for a one day visit to the city of Agra without spending much time in the city and without taking advantage of all the other sites that exist in and around Agra (Sinha 2004, Farrell 2002). Collection of tourism statistics by the Ministry of Tourism for the State of Uttar Pradesh indicates approximately 1 million overnight tourists and an additional around 1.1 million day-tourists in Agra. Taking into account that most of these visitors would want to visit Taj Mahal and eliminating certain percentage of redundancy in the survey, one can safely say that an average of 1.5 million visitors visit Taj each year. While tourism is the central source of income for most citizens of Agra, with such large tourist traffic comes large management and preservation issues to the monument. The constant flow of tourists and their body contact with the marble mausoleum causes staining (Agrawal 2002), marble softening and detoriation. The contamination of Yamuna River through sewage and industrial drainage, disposable from cremation sites, cleaning, washing and cattle wash (Batra 2002) has made the once royal medium of transport and entrance to Taj (Harkness, Sinha 2004) a sad backside dump. This water is the same water that gets circulated through the water fountains and is the primary source of water irrigation at Taj.

My study reveals the need of balance between progress and preservation as we strive to make world heritage accessible while maintaining it in its entirety. Upkeep of the monument is essential as it contributes to an important part of Indian heritage and history. Also it is necessary to keep it open for the hundreds of tourists who visit the monument on daily basis. The paper gives a brief history of Mughal lineage in India and their tomb buildings analyzed and documented during this study. It then focuses on the history and architectural nature of Taj Mahal and discusses the value of Taj and its connotation during Mughal age. The paper examines the function of Taj today as a tourist destination and implications of restoration done on site that adds or takes away from the quality of the site and its historic value. The study suggests ways in which balance needs to be achieved between requirements of restoration and bringing large amounts of tourists to these monumental sites. As the site deteriorates, the restoration done necessitates thoughtful and careful planning, to avoid losing valuable information and context that relates to comprehensive understanding of Taj Mahal. The result of the research presents ideas in a larger context that gives an insight into ways in which Taj and other similar World Heritage sites can benefit the fruits of tourism while maintaining the historic quality of the site for our future generations.

1. The Mughal Renaissance Age in India

Mughal occupation of India began with the arrival of the Mughal Emperor Zāhir ud-Dīn Mohammad Babur (1483-1530). Known as the Mughal prince, Babur descended on his mother's side from the 13th century Mongol Temüjin Genghis Khan (1162–1227) and on his father's side, Timur bin Taraghay Barlas (1336 –1405), the great Asian conqueror of the later fourteenth and fifteenth century. The Mughals established a homeland, a dynasty and an empire in this new domain, marking it with dramatic architectural manifestations of their might and reminders of their lineage, simultaneously adopting elements of the pre-existing

architecture and its conceptual associations. This new style, which blends elements of Roman, Islamic and Hindu architecture, reached its pinnacle with the construction of the Taj Mahal, encompassing the functional and symbolic nature of pre-existing mausoleum architecture, as well as elements of its form, and becoming emblematic of the Mughal Dynasty in India. These monuments created a visual presence, which symbolically legitimized those, responsible for their construction, leaving an identifiable and authoritative mark on the landscapes they inhabited; the imprint was both cultural and physical and endures till today in its principles and iconography.

The thrust of movement that ended with the construction of the Taj Mahal is generally accepted to have begun with the design of Nasiruddin Humayun's tomb (completed 1571) [Fig.1]. Humayun's Tomb marks the beginning of a distinctly Mughal tomb architecture. Persian and Timurid craftsmen traditionally worked with brick, and it was not until the Mughal domination of a Hindu populace whose craftsmen worked with stone, that an all stone Islamic mausoleum appeared. Humayun's tomb was built by his son Jalaluddin Mohammad Akbar to establish, through a visual display of strength and power, the presence of the Mughals in a foreign place and to legitimize the Mughal line. The design shows a continuing importance of gardens (imported by the first Mughal emperor, Babur) as a symbol of the Mughals ability to tame the arid landscape of India with lush vegetation and irrigation systems. Gardens offered the emperor the opportunity to evoke a highly charged vision of paradise and consequently allude to his own divinity and might. Akbar's tomb (completed 1613) [Fig 2] was built during the reign of his son Nuruddin Salim Jahangir and evokes the highly popular attempts of Akbar to bring cohesion to the empire through the dismantling of religious boundaries. The idea of a family mausoleum in Delhi is abandoned at this time, and a new structure rises at Sikandra, just outside Akbar's capital at Agra, which displays the might of the empire in its ability to absorb multicultural influences and simultaneously remain true to its roots. Jahangir's tomb follows this same logic, as does that of Itmud-ud-Daulah (tomb completed 1628) [Fig. 3], royal official to Akbar and vizier to Jahangir. Nur Jahan, Jahangir's wife, built the mausoleum of Itmad-ud-Daulah for her parents. Nur Jahan Jahangir is known as a prolific patron of architecture including gardens at Agra and in Kashmir and caravanserais in Punjab. Last in the series of well-articulated stone tomb monuments built under Mughal empire is the Taj Mahal (completed 1632) [Fig. 4]. Built by Jahangir's son and heir, Shihab-ud-din Muhammad Shah Jahan, it is a grand symbol of Mughal power, a tomb ostensibly for his favorite wife, but completed just after Michelangelo's celebrated dome appears on the Roman skyline and when the Mughal world was in frequent contact with the west; this time period marks the appearance of western visitors and traders who bring philosophy, painting, jewelry design, and various other imports to the Mughal world. The designer of the Taj Mahal is the first to abandon the symbolic centrality of the garden in order to occupy a prime position of importance on the river– the main thoroughfare of Mughal life – and become visible from the royal palace (not to mention the nobility villas along the riverbank), in fact dominating the skyline thus, not only the royal family, but all the many visitors flocking to the site must see it. Mughal tombs reveal the existence of an impetus to dominate the visual imagination of the populace and create a symbol of wealth and power to which onlookers must submit. The dominance of the Mughal reign, not only as a ruling body in India, but in the wider world, is clearly established. Taj Mahal's evident beauty and perfect proportions illustrate the transmission of similar ideologies and interests in creating aesthetics that are transformative and appealing in a universal form.

2. The Making of Taj Mahal

The Taj Mahal was the only Mughal mausoleum that was built by a ruler for his own purposes during his lifetime. This may serve as one of the reasons that the sheer scale, delicacy of material usage, and overall harmonic aesthetics are more prevalent in this structure than any other Mughal mausoleum. Built to honor his wife, Mumtaz Mahal, Shah Jahan built Taj Mahal to represent combination of wealth and power of the Mughal Empire, and signifying beauty with the culmination of perfect geometries creating a visual presence, which symbolically legitimized those, responsible for their construction, leaving an identifiable and authoritative mark on the landscapes they inhabited. It was under the rule of Shah Jahan, that Mughal architecture entered its classical phase (Koch, 1991). The intentional use of design principles in sacred buildings demonstrates the desire to express the complex relationship between the human and the divine through architecture. Evidence of careful composition and proportion study of principles is seen during Mughal rule in India, through the progressive understanding of construction of predecessors like Humayun's tomb, Akbar's tomb and Itmud-ud-Daulah's tomb to the Taj Mahal (Krusche 2010). Constructed successively, these structures became the paradigm by which all other successors were judged. As building type, the Taj Mahal primarily served the function of veneration, and secondarily, exhibits governing authority. The dominance of the Mughal reign, not only as a ruling body in India, but in the wider world, was clearly established when Taj Mahal's evident beauty and perfect proportions illustrated the transmission of similar ideologies and interests in creating aesthetics that are transformative and appealing in a universal form.

2.1 Weathering of Marble and Sandstone at Taj

Taj Mahal has become a world icon and is on the world heritage list of UNESCO since 1983[1]. This universally admired masterpiece was put on the world heritage in danger list by UNESCO after receiving reports of problems associated to weathering of marble due to pollution from nearby industry. Marble due to its lime composition and sedimentary state is easily corroded due to acidic impact from pollutants like sodium chloride, sodium hydroxide, nitric acid and sulphuric acid that are part of rain water in highly polluted environments. These penetrate and impact the monuments surface even with coats of synthetic resins like Perspex and polyvinyl acetate, commonly used in India to protect stone surfaces (Lal 1978). The industrial production of sulphur dioxide (SO_2) causing marble discoloration is a known issue at Taj. Between 1973 and 1983, at least three studies were done to examine the short and long term SO_2 concentrations in Agra. The National Environmental Engineering Research Institute (NEERI), after their two-month air pollution survey found that SO_2 rates around Taj were as high as 400$\mu g/m^3$ (D'Monte 1983). Much of this pollution came from two old thermal power stations and around 250 iron refineries in the city of Agra. Another report by M/S Tecneco of Italy to the Indian Oil Corporation confirmed that alterations in sandstone to the monuments in Agra are "more prominent than in marble on which ageing is till in the initial stages" (Sengupta 1979). In 1994 the Supreme Court of India required that the polluting industries in Agra that were within 500 meters of heritage structures be shut down and asked the Ministry of Environment and Forests to plant a greenbelt in the 100m no-build zone around the Taj Mahal (Harkness, Sinha 2004). Unfortunately a large part of weathering of the stone is associated to natural causes such as extreme heat in summer accompanied by severe dust

[1] http://whc.unesco.org/en/list

storms (D'Monte 1983). Agra faces nighttime temperatures ranging from 7 degree Celsius (47 Fahrenheit) and daytime temperatures as high as 42-45 degree Celsius (105 Fahrenheit). These large natural temperature fluctuations cause rapid deterioration and flaking on the stone surface and are difficult to avoid.

Om Prakash Agrawal, the Director of the Scientific Committee appointed by the Government of India to study the conservation needs of Taj, indicates that through extensive 3 years of study his team found that most of the weathering of stone at Taj was due to natural wear and tear found at tourist sites. One of the conclusions they made was that the black greasy spots found on the marble surface near the cenotaph and the internal walls of Taj, were caused due to constant surface contact. The results thus concluded because of the organic character of the substance found in microscopic values on these surfaces. This grease was basically the oil from human hands (Agrawal 2002). Physically coming in contact with the mausoleum is thought to be a sacred act. Some do it just to get a feel of the building, and others do it due to religious implications. Circulating around the building, saying prayers while being in contact with the surface are some of the ways to express respect for those buried under the cenotaph. Tour guides also demonstrate the quality of the craftsmanship employed when building Taj, by allowing tourists to feel the texture and surface finish of the inlay work done in marble. Such contact with the marble surface leaves traces of oil from human hands causing staining and grease on the finished surface. Upon reaching the mausoleum, the visitors have to remove their shoes or wear bootees over them to avoid bringing dirt and stains from their shoes on the white marble. More damage is also caused when tourists walk around the mausoleum barefoot; causing a lot of wear and tear of the marble that gets softened and slowly wears down in places of normal circulation of the tourists.

2.2 Loss of historic context in areas just beyond the tomb.

The experience at Taj is incomplete without understanding and going through the complete complex as it was first intended. Archeologist Ebba Koch has described in her latest book *The complete Taj Mahal*, the areas along the river front of Yamuna and the market place in front of Taj that are a part of the Taj complex and how the site functioned as one entity during Mughal times. The Taj, has two major entrances. One is the royal entrance from the river front side, and the other is the traditional market entrance (with 3 gates). Both these entrances were once important and the complex was experienced through various layers of spaces that made the perception at Taj more complete. Today much of the river front entrance is lost. Partially, because the secluded underground entrance to the crypt is not open to the public and secondly because most of the Yamuna riverfront does not enjoy the quality and character it once had. The royal mughal gardens lining the Yamuna front gave a much more exhilarating experience upon approaching Taj. The recently excavated Mahtab Bagh or the moonlight garden (Bellafiore 2003), is said to be a garden that was used by Shah Jahan for the private viewing of Taj with its beautiful moonlight reflections in the reflective pool of the garden. Few if any come and see this garden, as presently the only way to access this garden is by road and one has to go half way across the town to reach it. The urban entrance to Taj was once connected to Taj Ganj, the traditional bazaar area just outside Taj (Koch 2003). Based on the cross axis used in the planning of Mughal gardens (charbagh) and tomb plans, the Taj Ganj area was composed in the traditional Shah Jahani architecture, with small niches in the complex compound that surrounded all four quadrants of the bazaar [Fig 5]. Today this area has been overtaken by a dense residential overgrowth that is lined with souvenir shops. Tourist exit and enter the complex through this urban entrance and are overwhelmed by the large number of shops and workshops that are in and around Taj Ganj. Souvenirs like inlaid marble plates, gift boxes and soapstone imagery are part of every shop in this area. Jewelry and semi-precious stones that can be related to Taj are widely available here. These shops rely on the tourist income along

with other like the rickshaw drivers, tourist guides, hotels and restaurants in this area. During the rainy monsoon season between May and August each year, a time most of the tourists avoid, the income generated is very low and most of the life around Taj is nearly at a standstill. The growing local economy depends on the income generated from the tourists but the impact of large levels of tourism has led to fast degradation of material substance of the conserved site. Tourism on the one hand is generating income for the local community but on the other hand it is also the reason why people who want to own a shop closest to Taj have infringed this long forgotten Taj Ganj Bazaar. During my survey in summer 2008, I found a large part of the original walls of the compound to be still existing, but thickly embedded in the residential fabric of the neighborhood. Both the cross axial streets leading to Taj were once much more wider than they are today. They have been encroached and filled in to form shops in front and residences behind. Some have even managed to create courtyards in center of individual houses with terraces above. These terraces have now become a priced view to get pleasure from the glorious Taj Mahal while enjoying a cup of Indian *chai* for many tourists. One restaurant based on this concept, is called Taj View Restaurant, a great selling point for the owners to attract tourists who are ready to pay the price to enjoy the beauty of this monument one more time. This concept has also been privatized at The Oberoi Hotel, Amarvilas, Agra, where a very intimate and private view of Taj is offered to its residences, as a part of the experience while staying there. All this commercialization of Taj has taken place only due to its touristic attraction and value today. As the Ministry of Tourism in India thinks of ways in which to commercialize and bring more and more tourists to various destinations in the country, it needs to examine various case studies, like the Taj where this thin balance between tourism and preservation needs to be maintained. The impact of tourism and continuous strain of upkeep to the site can be very crucial in determining what we leave behind as a legacy for our future generations.

3.1 Loss of stone etching used to identify the method of initial construction

During my research of the four Mughal tombs, my research team with support from University of Notre Dame, and permissions from ASI Agra documented Akbar's tomb in Sikandra, Itmud-ud-Daulah tomb in Agra extensively using techniques like photogammetry and traditional hand measuring of the entire site. Akbar's tomb is the largest of all four tombs examined during our study, and was the most extensive to document. This is the first time these two tombs were so carefully analyzed and documented. Koch (2006) has done extensive work on Taj Mahal, which we utilized for our research and have added further information regarding proportions, composition and the progression of design ideas in these four tombs reaching its pinnacle at Taj (Krusche 2010). The team investigated the Taj Ganj site extensively to determine the original parts of the complex and new additions made through encroachment in recent years. A major part of our study included understanding if the tombs had a common proportioning system utilized during the building process.

During the three weeks we decided to spend at the Akbar's tomb documenting and analyzing the site, while hand measuring the platform on which the tomb is centrally located, we came across edged profiles on the red sandstone pavement located near the west side facade of the monument. Upon further examination, I realized that these were edgings representing molding profiles from the facade of the tomb. Looking at the existing monument and comparing it with the drawings of these profiles we concluded that edgings were exactly 1:1 scale to the moldings on the monument. Thus a theory could put forward that the original builders of the monument working on the site used these profiles as measure drawings to cut the actual stone in shape. The profile that is seen from the tracings taken on site is like a blueprint representing a design that has been repeated often connecting the base of one profile to the top of the other creating a continuous pattern as seen on the minor entrance gate leading to Akbar's tomb. The profile found on the floor represents the design of an arch thickness in stone from the outside

and the flower pattern on top. There is also a faint indication of another line of similar thickness on top of the profile [Fig 6]. We also discovered names written in full in Hindi in an engraved form on the surface of nearby stones and lines of construction near the entrance gate of the monument. ASI undertook extensive restoration and replacement of pavements at all four monuments in 2008. Large areas of red sandstone used to cover the paved surface of the complexes that had worn down was completely removed and then replaced with new stone pieces. Restoration on site is simply carried out by replacing the complete stone piece instead of repairing each piece individually. Such type of restoration is essentially done not to maintain the old material of the building but more over to preserve the character of space by replacing instead of repairing the material giving the site a 'new'-finished look. Such replacement of stone is easier than the repair method, as local labor can be employed to do the job at merely 300Rs (7$) per day. Unfortunately such work sometimes leads to missing details of restoration that would be visible to the eye of an expert. The craftsmen working presently on the construction of the complex are not aware about the importance of these profiles and do not consider them while replacing the stone pavement on the platform. This could mean that we may have already lost some profiles during the restoration process, which is a troublesome thought to my mind. Also, an important aspect acknowledging the means and methods of construction used in this period, this technique could easily have been incorporated at each Mughal tomb including Taj Mahal. Similar "blueprints" of construction techniques used to construct ancient and medieval monuments have been found in Greece, Rome and some parts of Europe (Haselberger 1985, Jones 2000). Haselberger as a young archeologist, during his visit to the famous ruin of the Temple of Apollo at Didyma, south of the present-day Turkish town of Soeke, one day in the morning sun discovered the profiles on the walls of the temple. These finely etched lines on the temple walls, were barely visible to the human eye and were after long research found to "constitute the most extensive and most complete set of plans that have come to light in all of ancient architecture" (Haselberger 1985). These drawings present the typical method of construction used to construct 18 meter high columns with enthasis used to represent optical correction in design.

A more detail study needs to be undertaken at the Mughal tombs site in order to establish the existence of similar profiles on other sites. But in order to do this, the present repair and replacement of the stone pavement needs to be immediately stopped. Without further study, we could lose an important clue to the building techniques utilized during this period. For example, in case of Taj, the monument has characteristic symbols craved by individual craftsmen that represent the craftsmanship and identity of the original workers who worked on the tomb (Koch 2006). Unfortunately the fast replacement of the stone pavement without consideration for the symbols or etchings is a major issue that could deprive us of some very important knowledge about the site and the people who worked on it.

3.2 Dumping of rubble and original building material in the immediate surrounding

ASI continuously does maintenance and has recently started extensive restoration of Taj. The museum on site is being restored completely and also there was restoration being done on the surface of the building. *Multani mitti* a kind of mudpack was used on the surface of the building. This pack was applied on individual walls and kept to dry for 24 hours (Syal 2002) before being cleaned and removed with (ammonia) water. Taj and other Mughal tombs in Agra and Sikandra are getting restored at a continuous rate in the last years. During this restoration process large pieces of stone are being removed and replaced by new pieces of stone. These are mostly stones that have weathered throughout the years of life of these monuments facing harsh climatic conditions of Agra. These pieces, while being restored to give the building a new restored look, are costing large volumes of original building material.

Huge dumps of original building material have been created right outside along the sidewalls of the Taj complex. This dumping ground is also where most of the local craftsmen sit and carve the new pieces according to the shape and size of the original piece being replaced. This area is also the access to the back entrance of the Taj complex leading to the Yamuna River. The Yamuna River grants one of the most interesting views of Taj and is a missed opportunity for the tourist to truly enjoy various perspectives of the building. Located on the Yamuna river and surrounded by dense urban context, there is an immediate need to make sensitive decisions regarding the manner in which tourism while bringing progress, can be systematic and curtailed to the needs of the site.

4. A need for balance between tourism and maintenance of the site

India for centuries now has been regarded as the land of the exotic and unknown. The Government of India together with the Ministry of Tourism is making large strides towards bring progress and modernization to make these tourists sites known and reachable. As tourism becomes one of the largest income generators for world heritage sites it is largely helping in generating funds for the maintenance and supporting local community around such sites. Taj Mahal tourists generate a total of approximately $2 million from entrance fees each month (Farrell 2002). The tourists further contribute millions of dollars to the local economy during their stay in this area. As the number of tourists coming per day to Taj grows, the concern for conserving the site grows even more. This leads to the question of balance between progress and preservation. A careful assessment of how such tourists move through world heritage sites with the minimum of intervention or disturbance to the monument is the key to holding this balance. Mentioned below are a few ways in which Taj Mahal can be protected from conservation issues due to tourism while promoting a healthy growth of number of tourists visiting the site.

1) A circulatory route with temporary railings around the complex that protects the site from unnecessary intrusion and avoids visitors from physically touching the stones of the mausoleum. (The Vatican in Rome has adapted a similar circulation route and railings at the Sistine chapel.)
2) Immediate stop to removal or replacement of any stone from the Mughal complexes until they are studied by trained conservationists or archeologists. The stone surfaces need to be assessed for markings, signs or symbols that lead to more information regarding Mughal construction techniques. Only after careful examination should such restoration practice be continued.
3) Removal of dumped stone and building material from beyond the complex compound. Careful examination of the material for valuable pieces that could be kept in museums. Clearing the way to Yamuna River and creating landscape and planting trees that blends with the site.
4) Improvement and adaptation of greens and landscaping along the Yamuna River with points of connection to other sites on the riverfront.
5) Connection between Taj Mahal present complex with Mahtab Bagh – Moonlight garden
6) Slow restoration or new regulations for improvements of the Taj Ganj incorporating the various shops in a better traditional way in the Ganj to recreate the old main in which the bazaar worked while keeping the shopkeepers and residence in same place where they live.
7) The ASI has placed a coil matt on the steps and some part of circulation area of the mausoleum, which avoids slipping and falling due to the slippery surface of the marble. But there is eminent danger of fall especially near the edge of the terrace which is guarded with only a small railing. This needs an indigenous solution without hurting the aesthetics of the building.

8) Need for a tourist map and small leaflet that explains the various part of the Taj complex.
9) Creating good tourist facilities for transportation and other resources in the area.

Taj Mahal with its shimmering white marble masterpiece combined with the lustrous green garden complex is a delight and depiction of heaven on earth in strong contrast to the dry arid climate of Northern India. As one lays eyes upon this timeless beauty after passing through layers of transitioning spaces, the much-anticipated approach can only be satisfied by limitless magnificence of this building. There are few monuments in the world that hold the eye of the beholder in the same way as Taj does. Many world heritage sites face the same peril as Taj today. We need to ensure that such sites are open for our generation to share the knowledge and beauty that they have to offer, but that we also maintain it for our future generations to come.

Bibliography

Agrawal, O. (2002). Assessing the conservation needs of the Taj Mahal. *Journal of Architectural Conservation, 8*(3), 73.

Annual Report 08-09, Ministry of Tourism Government of India http://www.tourism.gov.in/annualreport.htm

Batra, P. (2001). River Yamuna India: Present status & vision for a sustainable future.*Journal of Landscape Architecture (India), 1*(4), 32-33.

Bellafiore, V. (2003). The romance of the reality: A planning team envisions a cultural heritage district around the Taj Mahal, and researchers discover scientific evidence of a long lost moonlight garden. *Landscape Architecture, 93*(9), 50.

D'Monte, D. (1983). Taj Mahal threatened, while experts debate. *Ambio, 12*(2, Environmental Research and Management Priorities for the 1980s), 130-131. Retrieved from http://www.jstor.org/stable/4312891

Farrell, S. (2002). The Taj Mahal: Pollution and Tourism, *TED Case Studies*, 668. Retrieved from http://www1.american.edu/ted/taj.htm

Harkness, T. G., & Sinha, A. (2004). Taj heritage corridor: Intersections between history and culture on the yamuna riverfront. *Places, 16*(2), 62-69.

Haselberger, L. (1985). The Construction Plans for the Temple of Apollo at Didyma, *Scientific American* 253.6, pg126-32

Jones, W. M., (2000). *Principles of Roman Architecture*. Yale University Press, New York.

Koch, E. (1991). *Mughal architecture: an outline of its history and development 1526-1858*. New York: Prestel. pg 93.

Koch, E. (2003). Reconstruction of the Taj Ganj. *Architecture Design, 20*(6), 64.

Koch, E. (2005). The Taj Mahal: Architecture, symbolism, and urban significance. *Muqarnas, 22*, 128.

Koch, E. (2006). *The complete Taj Mahal*. Thames & Hudson, UK.

Krusche, K., Ajjain, D., Anders, S., Dokonal, I., & Kapadia, J. (2010). History, Morphology and Perfect Proportions of Mughal Tombs: The Secret to Creation of Taj Mahal. *Archnet IJAR*.

Lal, S. B. (1978). The preservation of the Taj. *Current Anthropology, 19*(1), 214-216. Retrieved from http://www.jstor.org/stable/2741212

Sengupta, R. (1979). Pollution and the Taj Mahal. *COUNTRY LIFE, 166*(4280), 168.

Syal, R. (2002). Taj Mahal is beautified with ancient 'face-pack'. *The Telegraph, UK*. Retrieved from http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/india/1414919/Taj-Mahal-is beautified-with-ancient-face-pack.html

Vaill, A. (2001). India's amarvilas: An exotic retreat rises in the shadow of the taj mahal. *Architectural Digest, 58*(7), 114.

Marketing World Heritage Sites: A Case Study of Product Rejuvenation and Promotion of World Heritage Sites in India

Kapil Kumar
(Indira Gandhi National Open University)

Kapil Kumar
Professor of History
Former Programme Coordinator (Tourism Studies)
School of Social Sciences
Indira Gandhi National Open University
Maidan Garhi, New Delhi – 110 068
INDIA
Email: profkapilk@gmail.com

Marketing World Heritage Sites: A Case Study of Product Rejuvenation and Promotion of World Heritage Sites in India

Abstract:
Practically, every nation packages its history and heritage as a tourism product to attract international tourists and simultaneously adopts promotional strategies. The UNESCO's policy of declaring certain historical sites as World Heritage Sites has not only helped in the conservation of local history and monuments but has provided a major boost to promote such sites as something unique and special whose importance is reflected because of the site being declared as World Heritage Site. A prominent feature of this policy has been the achievement of worldwide prominence for local and national sites. India, with its extremely rich History and Culture, today has 29 World Heritage Sites whereas many more remain in the queue for achieving that status. All these sites have been major tourist attractions for both domestic as well as international tourism and in many cases even before they were given the World Heritage status.
This paper attempts to analyse the aspects related to product rejuvenation for these sites in terms of their marketing and promotional strategies. For example, Taj Mahal, one of the wonders of the world witnessed a major change in its management and surrounding environment along with the facilities for the tourists as a result of being declared a WHS. Yet, these are issues that affect its brand image and need to be addressed. The paper also discusses the threats and obstacles faced in the promotion of these sites with emphasis on international marketing. It is expected that the SWOT analysis carried out in this paper will be beneficial for all players in the heritage tourism sector, i.e., the local communities, tourists, national governments and segments of the tourism industry.
This paper also attempts a comparison between the cities of Agra and Delhi, with the former having the Taj Mahal, Agra Fort and nearby Fatehpur Sikri while the later having the Red Fort, Qutab Minar and Humayun Tomb. The analysis focuses on marketing related issues. The trigger point of analysis is the change in rejuvenating these products, once they were declared as the World Heritage Sites.
The methodology has been conventional based on observations during the fieldwork, taking interviews and questionnaires for analysis from tourists, local service providers, tour operators besides consulting the relevant literature and web-sites along with the records of the Archaeological Survey of India.

Keywords: Mindful locals, Heritage awareness, augmented product, core attraction, host attitudes

Marketing World Heritage Sites: A Case Study of Product Rejuvenation and Promotion of World Heritage Sites in India

History and heritage continue to be the strongest pull factors in tourism in spite of its rapid growth into other interest areas. The increased visitation to heritage sites threw up new challenges with many more areas being identified in relation to their management, conservation and marketing. Continuity in this has resulted in the emergence of a huge corpus of research based literature which addresses the problematic areas. The initial researches laid emphasis on conservation and management of heritage sites dealing with problems like lack of funds, developmental and environmental pressures – issues which universally affected the heritage sites worldover (Timothy (ed.) 2007).The conversion of indigenous heritage as a tourism product for revenue generation introduced the marketing concepts resulting in increased number of visitations and heritage businesses. Thus, the areas of heritage management also expanded. Product designing, branding and promotions, selecting target markets, visitors' experiences, attitude of host population, heritage awareness and a host of other issues like entry of private players, participatory decision-making, etc. emerged as new themes for operations and research. With increasing number of stakeholders in the heritage-tourism business – the initiative is being taken away from the locals. Heritage showcasing is no more confined to the Seven Wonders of the World as the tourists are out to experience the remotest exotic cultures. It was under this transformative stage that the UNESCO came out with the concept of WHS and provided special guidelines for them. This added a new dimension in their management with each country aspiring for more of its heritage sites added in the list. In fact, a new heritage brand had been created for the globe totter.

It has been suggested that this "new perspective" of redefining heritage sites as products subjected them "to the vagaries of product lifecycle" (Davies 2006) Is the concept of product life cycle (PLC) applicable on WHS in India? This is a question that needs to be debated from various angles. We cannot place an authentic monument like the Taj Mahal and the staged authenticity of a heritage museum in the same category of product life cycle as the product features and the pull factors have different levels and strengths.. The Taj Mahal cannot be rejuvenated as a product. All that can be rejuvenated is the surrounding environment, facilities, interpretation and services. In fact, what you rejuvenate is the visitors' experience by providing value addition to the core product. Hence, the core product remains the same whereas it is the augmented product that offers the marketer an opportunity to interfere with and rejuvenate. On the other hand, in the case of a museum the rejuvenation can lead from structural changes to its displays. Herein arises the need to utilise the diverse features of the destination, including all its cultural resources, to form part of the marketing mix and thereby look for market positioning and branding with customer care as a major component. These ancillary factors do influence the PLC of the core product. Unfortunately, for a long time, such an approach remained missing for the Taj Mahal as well as other 28 WHS in India. The attitude was that Taj is a great attraction, hence, a brand and a great pull factor in itself, so why bother for the destination areas. Gradually, this misconception among the organisations responsible for their management and marketing has been changing.

At the same time a crucial question is whether marketing has a developmental role in terms of social responsibilities? This is equally applicable in the case of WHS as these sites are also the repositories of a nation's cultural heritage and not merely dollar earning tourism products. In fact, Phillip Kotler advocated that the "concept of profit maximisation must be translated into benefit-cost maximisation so that marketing models can be applied fruitfully in

the non-profit sector." (Kotler 1989) New concepts have emerged like social marketing or socially responsible marketing wherein the marketing aims were enlarged in enhancing the societies' interests and welfare with marketing playing an overall developmental role. Thus, in relation to the marketing of WHS there has to be a multi-fold approach which has to be a mix of all i.e. the product, services and the players involved with the site from varied angles like conservation, development as a product, market as an attraction for both cultural/heritage promotion and revenue generation. Hence, marketing strategies have to be adopted in diverse directions targeting various segments of the society. For example, the tourists are targeted to encourage visitation but at the same time you have to market certain ideas to the local population as regards destination up keep, lending a helpful had for conservation and environmental protection; to check touting, cheating or illegal activities, you not only need law enforcing agencies but an inherent marketing campaign that hits on ideas. As Kotler has put it that social marketing seeks to influence social behaviour not to benefit the marketer, but to benefit the target audience in the general society (Kotler 1989).

One would like to add here that a marketer also benefits if the larger interests of the destination are accounted for. Though the tag of World Heritage provides a brand image to the site but this brand image cannot stand alone to develop the site as a tourism brand unless other factors are taken care off. The World Heritage Site requirements ask for conservation, and buffer zones etc. related to the protection and conservation of the site. Yet, there is something more that is equally essential to sustain the parameters that are considered essential to retain a World Heritage Site status. No doubt that the threat by UNESCO to withdraw this status from Taj Mahal came handy for the conservationists to protect the Taj against the builders and marketing lobbies who in the name of creating a Taj corridor in Agra were actually working for their commercial interests and the government had to back out.

In spite of mass tourism activity at most of the WHS in India not much tourism research has been conducted and the heritage research is confined to monumental descriptions or analyses. We still don't have such research dealing with heritage-tourism mix or heritage-tourism marketing. A prime reason for this being that tourism research is still in its infancy in India (Kumar 2008). Moreover, India is still to catch up with a professional approach and funds for marketing heritage sites. Compare this to the development plan of Fremantle Prison in Western Australia wherein at each step the planning team had experts from the areas of management, marketing, history, environment, operations and finance backed by the local community (Kumar, 2009). Such professionalism we find missing in heritage planning for India where the bureaucrats and the politicians consider themselves fully competent in dealing with such cases. Unfortunately, the Archaeological Survey of India (ASI) that manages the WHS does have developmental and conservation plans for these monuments but has no plans or expertise for marketing. This later task is left either to the tourism departments or the industry. Hence, each player designs and develops its own strategies rather than having a combined plan. The sufferer naturally is the destination.

In India, the private players have hardly any role to play in the designing, managing or conservation of the heritage sites and it would be too early to use the term "Heritage Industry", like UK, where there has been increased privatisation in this sector (Urry, 1990). The private players' role is confined to their tourism businesses where they package heritage tours and accordingly promote and market them or convert the privately owned heritage properties into accommodation products. Quiet a few ex-rulers have converted their small palaces or residences to this effect. Because of the political and religious dimensions of the multi-cultural society, it is not likely that the private sector will be involved in playing a major role in the management of heritage sites. On the other hand, the same can be said as far as the local communities' involvement and participation is concerned with the exception of their

aggressive intervention in case any of the management policies related to conservation or marketing touch the religious or community sentiments.

1. Agra, Sikri and Delhi

Agra has 66 monuments protected by the Archaeological Survey of India, with its history being traced to about 1500 BC. The most splendorous age was under the Mughals and today the city is a mix of tradition and modernity. It has congested old markets and the modern malls, multi-storeyed buildings and 252 listed slums with about 43% of the population staying there. Decadewise Agra's population increased from about 30% during the colonial period to about 50% in independent India. The population of Agra City jumped from 9.43 lacs in 1991 to 11.5 lacs in 2001, out of this almost 43% of the population lives in slums (Census of India 2001). These figures may tremendously go up in the 2011 census as the growth rate projections have been nearly 10% per annum since the last census of 2001. Most of this growth has taken place as a result of migrations. There are almost 30,000 daily commuters to the city to earn a livelihood. Fatehpur Sikri has also witnessed similar population increases.

This further raises the question of local community perceptions about the heritage of the city and also to determine who is a local. The people staying for generations or the migrants? The swelling migratory population mainly coming from the surrounding rural areas and regions is there to exploit the city for its own livelihood. It neither has emotional or sentimental attachment with the culture and heritage of the city and hardly understands or appreciates its relevance for livelihoods, though a sizeable section among them earn their livelihood out of the small businesses and petty jobs that have cropped up due to heritage-tourism. Added to this is the builders lobby with no business ethics or respect for heritage. Heritage awareness has more roots in the upper strata of the society and in spite of the efforts being made by NGOs it remains an elite concept. This is equally true in the cases of Fatehpur Sikri and Delhi. Thus, the concept of "mindful visitors" developed by Gianna Moscardo (1996) in relation to heritage and tourism becomes equally relevant in the case of local communities or hosts and we ought to have 'mindful locals'. A very critical factor that came to light during the fieldwork is that though the population in the cities of Agra, Fatehpur Sikri and Delhi is aware about the monuments, but the importance of their being WHS has no bearing on them. In some cases, the people do understand the commercial significance of the monument but are unable to appreciate the necessity of its conservation as regards the sustainability as an attraction. This brings in the question of internal marketing of heritage with a mission to convert the "heritage mindless locals" into "heritage mindful locals". This is a gigantic task that cannot be accomplished by merely framing laws and regulations. Hence, establishing coordination between heritage and the common people is extremely necessary for the sustenance of the heritage product. This needs mass heritage awareness programmes which should have a mix of both: i) the historical and educational relevance of the heritage-tourism products; ii) their growing relationship in creating jobs or small businesses for the local population that have a bearing on their livelihoods.

Merely emphasising on the first is often termed as elitist requirement and propaganda which offers nothing to the common people.

It is crucial to also make the service providers understand that the pull factor for visitation is the World Heritage Site and their services facilitate the visitor's experience, thereby meaning that a certain amount of quality assurance has to be there for the ancillary products/services.

Marketing Flaws

The pull factor is closely linked to destination management and so is the brand image. This necessitates a multiple mix for marketing of such sites and has to deal with certain complexities. The difference between Delhi and Agra is that whereas Delhi is marketed and promoted as a destination with multiple attractions, having the advantage of being the capital of India and the second major gateway by air transportation, Agra on the other hand, does not get promoted as a long stay destination in spite of having multiple attractions and Sikri is a half day excursion.

The visitor figures to Agra provide ample evidence to the point being made. When it comes to foreign visitors the number of those who visited the Taj Mahal gets reduced to almost half, when it comes to visiting the Red Fort, Agra and again there is almost a 50% cut when it comes to visiting Fatehpur Sikri, the third World Heritage Site about 30 Kms. from Agra. The figures of the last five years (Table 1) display that this has been a constant phenomenon and raises some serious questions on the marketing of the three WHS of Agra. If we look at the figures for the three WHS of Delhi (Table 2) we find a similar trend in the visitor numbers for Red Fort, Humayun Tomb and Qutab Minar. What we find for Agra in relation to foreign visitors is also replicated in the case of domestic visitors as the declining percentages remain the same. One can draw a conclusion that in terms of destination marketing there must be certain flaws and this brings in the question of product rejuvenification and product value addition to attract visitors for a larger stay.

Various problems are related to Agra being a short stay destination, like monopoly of the Delhi based tour operators, Agra not being the hub but an excursion from Delhi or Jaipur, etc. But one could immediately find a problem in the very product design itself along with the promotional aspects. Taj is promoted as the product which the tourist can see in a few hours or half a day only. In fact, Agra gets more of day excursionists than those tourists who stay even for a night. A better use of history while designing the product can itself make a difference. For example, Taj itself can be packaged for different timings like the marble beauty in the evening, in moonlight, at sunrise, sunsets, etc., besides experiencing the Brij and Mughal cultures. Visits to artisans making handicrafts, excursions to Bharatpur Bird's Sanctuary and Fatehpur Sikri, the two other WHS; excursions to Mathura and Vrindavan – the holy cities; walks through the traditional markets of Agra; visits to lesser known monuments and a day at Agra Fort can itself, if included in the product package, increase the stay. There is a sizeable gap in the number of visitors to the three heritage sites in Agra as well as Delhi, in spite of the fact that every tourist brochure or promotional website does list the other monuments to be visited in the vicinity. This necessitates the redesigning of not just the itinerary but a repackaging of the tour package offering more activities and an overall experience of the culture and environment that surrounds the heritage site. Such a diversification will be beneficial in two ways – firstly, the number of days of stay can be increased and secondly, to an extent help in solving the problem of carrying capacity. For making such a package, the product designer, marketer and the historian will have to sit together but one finds such interactions missing. Similarly, all other providers of auxiliary services like accommodation and F&B have to identify themselves with the destinations and appreciate that their businesses thrive because of the destination and not *vice versa*.

An important feature in relation to heritage is that one needs an integrated management and marketing mix which takes a holistic view of the destination. This is because various aspects like conservation and maintenance operations, interpretations, promotion, publicity, branding the people (visitors as well as hosts) and aspects related to product designing are not only inter-dependent but as a whole form the heritage-tourism product for the experience of the consumer (tourists) at the site. Hence, this involves a highly complex

operation wherein no alterations or changes are possible when the core product is a historical monument. It is only through conservation, managing the authenticity, carrying capacity along with interpretation that one sustains the core product or adds value to it (see Fig. 1).

The concept of carrying capacity is looked upon more as a conservation issue for the monument. However, there is hardly any attention paid to this while developing the monument as a heritage product. At some sites this problem has emerged because of increase in the number of visitors whereas at some sites because of management problems without taking into account the marketing implications. As a result, it is not just the conservation that suffers but the lack of preparedness to manage the visitors also affects the brand image of the monument. There are occasions when the number of visitors to the Taj exceeds 25000, yet strong measures are being taken to check the numbers as in case of night visits numbers are restricted to a batch of 50 for 30 minutes and not more than eight batches. Still the problem persists for the day and particularly on Fridays when people go and offer prayers.

In fact, specialised team of experts need to be constituted, representing different areas, not only to act as a think tank but also to carry forward and monitor the WHS. Such team needs to be empowered in such a manner that they can finally coordinate between the various authorities which have their jurisdictions over these sites and adjoining areas. For example, the security at the Taj Mahal is looked after by the Central Industrial Security Force, the conservation, management and ticketing is done by the Archaeological Survey of India and the maintenance of law and order is the task of UP Police. The UP Tourism Development Corporation manages the nearby restaurant and accommodations whereas the private service providers come under the jurisdiction of the Agra Development Authority or the Agra Municipality. The regulations framed by each one of them are often contradictory and each authority has an excuse to throw the onus on the other. This necessitates one regulatory body for each World Heritage Site expert.

Locational Concerns

One has to appreciate the environment zone that has been created around the Taj with only pollution-free vehicles being allowed in the area; the Shilp Gram – a village of artisans and certain other services provided by the tourism department which form part of the augmented product. However, This exotic experience gives way to a negative image the moment one lines up in the queue to enter the monument because of touts who offer facilitating quick entry on extra payments; beggars and garbage.

Touts

The most talked-of problems at all these WHS are that of touts and beggars. Descriptions of their persistence do figure up in most of the travel guides and promotional literature. A survey conducted by the Institute of Tourism and Hotel Management, Dr. B.R. Ambedkar Agra University, revealed that the most irritating factors for the tourists were the hawkers and touts. This is something which not only puts a negative image on the destination but also undoes most of the marketing initiatives that are carried out to further promote these sites. It is not that the problem cannot be solved by banning their activities and removing them from the sites. Unfortunately, both of them have emerged as strong businesses at tourist destinations with cuts and bribes being given to the personnel of regulatory authorities. The situation at the WHS in Delhi is better but has taken worst proportions in Agra and Fatehpur Sikri. The police instead of checking them gets monthly cuts or bribes from their earnings. Fieldwork at one of the World Heritage Site demonstrated the income generated by a police station through bribes and extortions was to somewhere US$ 33,500 per month and that too in the Off-season. Besides the beggars and touts, every service provider or shopkeeper including

the tourists taxis and coaches have to shell out a fixed sum to the local police. It this is not just a coincidence that side by side its Incredible India promotion campaign, the Indian Tourism Department keeps running awareness quickies on the Indian TV Channels with the caption *Atithi Devo Bhava* (Guest is God as per Indian culture) wherein the Bollywood celebrity Aamir Khan educates the Indian people not to cheat the guests and be respectful towards them. The themes vary from overcharging to eve teasing. Yet, all the good intentions of such advertising on the media get converted into a negative understanding about the service providers though it's only a fraction that is involved in such outrages. Hence, the methods required to check such happenings are to be targeted on the offenders rather than making a public display and inviting negative publicity. Sheer presence of an alert and honest tourist police force can solve the problem. But such a force exists more on papers and what one witnesses at the site are empty police booths. In fact what is required is a massive campaign at the local levels at these sites by providing protection and confidence to the genuine service providers and isolating and punishing the culprits who very often go scot free because of the laxity in laws or non-presence of the law enforcing agencies. Thus, for project rejuvenation eradicating such illegal activities has to be taken as an inherent component of the plan.

Another interesting experience on the website Travelpod (www.travelpod.com) of a traveller who highly appreciated the beauty of the Taj was explained as thus "as we sat soaking up the atmosphere, we were pounced upon by Indian tourists wanting to have their photographs taken with us … a steady stream of children were placed on our lap one after another, it was if we were part of the Taj experience for the domestic tourists." Though the same tourists commented "poets and writers through the ages have tried to encapsulate the beauty of the Taj, and I am here to tell you, it is an impossible task. All that I can say is you have to see it to really appreciate it and the aura that surrounds it! Unforgettable, one of the places we have visited which more than lived upto our expectations." (Aubery and Jane) There are many stories on the blog that talk of the greedy extortionist behaviour of the locals ranging from attendants to shopkeepers, etc. However, such problems are more there for the bagpackers or the budget tourists and the individual travellers than the up-budget tourists who stay in star category hotels and are cared for.

2. Garbage

A problem that has taken acute proportions in Agra is that of litter and garbage, not in the vicinity of WHS but in the city as a whole. Efforts made in this direction by the Agra Development Authority and the Municipal Corporation have miserably failed. For the last 16 years one has been hearing in the IATO sessions that dynamic officers have taken charge of such bodies and things would improve. Yet, Agra is getting dirtier and dirtier. It is an irony that the tourism industry segments who earn huge incomes are themselves not prepared to take up this challenge. If they can donate even 1% of their profits towards cleaning of the city that will be a major contribution in building up an environment not just around the Taj Mahal but for the whole of Agra. However, the industry believes in reaping the benefits from heritage and not contributing towards the destinations' upkeep. Most of the five star hotels in Agra have an exotic environment but the entire experience of the tourists gets affected when 50 mtrs. walk outside the hotel brings them litter and garbage. If immediate action is not taken the day is not far when Agra would become only a day excursion for the tourists and when questioned about spending a few nights there, the tourist may answer "Oh! I would have loved to but the filth and garbage is all around". Hence, it is equally important that the entire destination has to be improved upon and not just one attraction or its surroundings.

Guiding services, tales and historical distortions

Traditionally, these World Heritage Site were flooded with unrecognised guides with many being in this as a family profession for generations. A few guides were licensed by the Archaeological Survey of India. It was a free for all situation where one could witness history being manufactured by the guides as per there own whims and fancies and a few examples are worth citing here.

"This is the Qutub Minar. Qutbuddin destroyed twenty-seven temples to construct it. Yes sir, twenty-seven. See this board sir, Archaeological Survey of India", this is how the Minar was being introduced to the tourists by our local guide, who further added, "about 5000 Brahmins died defending it and the river Yamuna became red. The mosque was built to celebrate the victory of the Muslims." Well, the story of twenty-seven temples being destroyed is a historical fact. But the guide picking up on this historical fact created a past suiting to his conviction by including in the narrative the killing of Brahmins and the river Yamuna becoming red with their blood. What one was witnessing here was not just an interpretation of history but history being manufactured as after a few minutes the same guide told the mesmerised tourists. "You know sahib, actually, this is not a minar built by Qutbuddin. It was built by Prithviraj Chauhan who wanted it to be an observatory. Samyukta, his wife used to climb it every evening to pray and light a lamp here." The historian in me smiled and cornered him by asking "Well, if it was constructed by Prithviraj Chauhan, then it must have been him who destroyed the twenty-seven temples and killed the Brahmins!" "No sir, no sir, that was Qutbuddin", said the guide, protesting weakly. Despite the shock experienced by the audience, one man said sympathetically, "After all he has to do his *rozi dhanda* (daily business) and tourists do like these stories." (Kumar 2005)

Again, when questioned about the source, the guide had only silence to offer. Not only are these gory details being sunk into the tourist psyche we often find the guides making laughable narrations as the tourists could discern on their own that how they are being fooled. One witnessed the guide showing a spot to a foreign tourist on the back side of the Taj Mahal and narrating, "You know this is the spot where Shahjehan and Mumtaz Mahal used to sit in the moonlight and the emperor used to present roses to Mumtaz Mahal, his beloved queen." Even an average tourist would smile on this as one knows from the guide book that Taj Mahal was constructed of Mumtaz Mahal in her memory by Shahjehan.

Another story narrated with all excitement and thrill at the Taj Mahal was that after the construction had been constructed Shahjehan got both the hands cut of all the artisans who were involved in its construction so that they could not construct another marvel like this. Again, there is no historical evidence that even minutely hints to such an incident.

In fact, going much beyond the biases of the historians what one witnessed here was the creation of a highly inflammable past that not only propagated communal feelings but actually created a divide detrimental not just to tourism but for overall societal development. How many tourists would logically analyse the interpretation and how many would carry back home the evidences of killing and divide becomes the crucial questions here. Well, this is not to say that there had been no acts of barbarianism in history during the medieval period. Loot, plunder and demolitions were carried out by the invaders but then how far do we go back in history. Actually, many of these tales find their origin from the traditional professional storytellers (kissegaar) who used to earn their livelihood by narrating lucid stories at public gatherings till the end of 19th century. In their narrations they would use their wildest imagination to entertain the people and earn some money. With the fading away of the storytellers their skills were replicated by the unprofessional guides at the monument. It is here that a positive intervention by a professional historian matters in a society. If we had a history of plunder we also have a history of harmony and the message that has to be

transmitted to the next generation should be that of peace and harmony rather than of hatred and divide.

A lot of voices were raised for having quality guide services but because of court cases by the traditional guides and touts the training programmes could not take off. After lots of hassles and legal battles the ASI assigned the guides' training programme to the Indian Institute of Travel and Tourism Management, under Ministry of Tourism, Govt. of India. It is here that scientific training programme was worked out taking into account the knowledge and interpretive skills required for guiding. The results have been encouraging and one finds a more professional approach adopted by the guides at these sites.

Augmented Product

In order to further augment the product, a Taj festival (Mahotsav) is organised as a ten day event by the Uttar Pradesh Tourism Development Corporation. A variety of attractions are packaged for the tourists and include local cuisine, handicrafts, theatrical performances depicting Mughal and Brij culture along with the performances by leading artists and musicians and Bollywood dancing. At times, performances by Russian Ballet Troup and British Band have also been added. There is huge influx of domestic tourists with over a million tourists attending this festival that has an entry fee of US$ 0.20. This feature is held in the Shilpgram that is the artisans' village established as a permanent feature about 500 mts. from the Taj. There have been mixed observations about the event. The organising committee consists of bureaucrats only, with no local representations and has been criticised by the NGOs dealing in environmental and heritage issues. Certain other proposals like the ropeway linking the Taj with the Agra Fort and the gardens behind the Taj have been shot down by the Archaeological Survey of India for the sake of conservation. Yet there are occasions in the peak season when the number of visitors to the Taj crosses 25000 mark daily (www.thaindian.com).

In fact, the local conservation society of Agra has been trying to make the tourists have a diverse experience of Agra and has started organising different events in the city round the year – a prominent one being celebrating Emperor Akbar's birthday with nostalgia. Yet, these are spontaneous efforts and lack professional planning.

Exhibitions, displays, site museums and educational activities are some other aspects that can add value to the WHS in India and the need is to plan them as round the year activities. Our field survey pointed out that a small Taj Mahal museum within the premises of the Taj receives not even 2% of the tourists that visit the Taj. Many complain of the extra charge being taken again though it is not even 2 cents. In fact, the major reason is lack of publicity for this museum which houses not only the architectural plan of the Taj but also the precious stones and other artefacts.

The introduction of heritage walks around the WHS in Agra and Delhi has added to the activities and experiences of the tourists and is a flourishing business that has gone a long way in rejuvenating these products.

There is ample scope for developing Fatehpur Sikri to stand on its own as a destination that can be packaged for two to three days. This requires efforts to augment the core product. But the Archaeological Survey of India is a poor organisation as far as funding is concerned. Still low cost projects can be taken or the government should allocate special funds for the returns expected will be quiet high keeping in view the awe and aura of this heritage product.

Bollywood has played a major role in the promotion of the WHS in India with Agra and Delhi monuments figuring prominently in the films. A host of films have been made on the Taj Mahal revolving around the love story of the royalty motivating many to visit (Akhtar and Kumar 2010).

Having discussed these internal factors linked with marketing or rejuvenating the product, there are some very crucial external factors that have a crucial bearing on the marketing of the WHS in India, particularly the ones in Agra and Delhi that can undo all efforts and initiatives made in this direction by the government as well as the private sector. The experience of last twenty years has shown that India, leaving aside a few intervals, has to market its tourism products in crisis situation. It had taken decades to come out of a negative image and establish itself as Incredible India. However, terrorism and travel advisories given by the dominant nations have adversely affected visitors' inflows to India. I have dealt with these aspects in another paper (Kumar 2010) hence, suffice here to make two points in this regard. Firstly, terrorism is a major threat not only for the WHS in India but also all over the world. Taj Mahal and Red Fort remain as targets by the so-called jehadis with the Red Fort already having faced a terrorist attack. Hence, combating terrorism has to be integrated in the management and marketing of the WHS. But the other intriguing path is that even the slightest provocation or an intelligence report makes the dominant nations issue travel advisories to their citizens. Nothing can be more laughable that these advisories were issued against India in early May 2010 whereas the explosives were discovered in Times Square, the heart of New York. Well this is the politics of tourism and the developing/ third world countries have to bear the brunt.

Conclusion

Our study shows that in case of monuments being the core heritage tourism products there is o scope for any alterations except maintaining their authenticity through conservation and professional visitor management keeping in view the concept of carrying capacity. Hence, the brand image and the pull factors are heavily influenced by the augmented product line, congenial environment and professional service operations that enrich the tourist experience. Maintaining certain standards for quality services and a professional interpretation of the site is essential to enhance the tourist experiences which are commonly shared in the tourist generating markets through the websites and blogs. There is an immediate need to carryout certain improvements to mitigate the factors like touting, harassment by hawkers, etc. to build a tourist-friendly environment around the WHS at both Delhi and Agra. Generating heritage awareness down the line, creating mindful locals and service providers in the industry along with an integrated marketing and operational mix (as suggested in Fig. 1) under the auspices of one regulatory body with a sound monitoring system of operations and impacts will go a long way in marketing these sites in conjuncture with the destination cities.

Bibliography

Akhtar, Shamima and Kumar, Kapil (2010), "Film Induced Tourism: Use of Films in Destination Marketing", Indian Journal of Tourism and Hospitality Management, Kerala Institute of Tourism and Travel Studies, Thiruvanathpuram, Vol 1, No 1.

Archaeological Survey of India Reports

Austin, Nathan K. (2002), "Managing Heritage Attractions: Marketing Challenges at Sensitive Historical Sites", International Journal of Tourism Research, Vol 4, pp .447-57.

Census Reports of India

Fieldwork in Agra, Fatehpur Sikri and Delhi

Kotler, Philip (1989), "Social Marketing: Strategies for Changing Public Behaviour", New York

Kumar, Kapil (2005), "Use and Misuse of History in Tourism: A Case Study of India", paper presented at "Recent Developments in Tourism Research", University of Algarve, Portugal, Electronically Printed.
Kumar, Kapil (2008), "Situating Tourism Research in India and the Asia Pacific Context", paper presented at APac CHIRE International Conference, Perth, Australia
Kumar, Kapil (2009), "Study of Convict Heritage Tourism: A Case Fremantle Prison, Australia", paper presented at "Planning for the Future – Learning from the Past: Contemporary Developments in Tourism, Travel and Hospitality", University of the Aegean, Greece, (under publication).
Kumar, Kapil (2010), "When the Forecasts Fail: Terrorism and Tourism", International Journal of Tourism and Travel, Institute of Tourism and Travel Management, Delhi, Vol 3, No 1
Miller, Sue (1989), "Heritage Management for Heritage Tourism", Tourism Management, Vol 10, pp 9-14.
Moscardo, Gianna (1996), "Mindful Visitors: Heritage and Tourism", Annals of Tourism Research, Vol 23, pp. 376-97.
Survey Report of Institute of Tourism and Hotel Management, Dr. B.R. Ambedkar Agra University
Timothy, D.J. (ed.) (2007) "Managing Heritage and Cultural Tourism Resources, Critical Essays", Ashgate Publishing Limited, England, Vol 1
Timothy, D.J. (ed.) (2007) "The Heritage Tourist Experience, Critical Essays", Ashgate Publishing Limited, England, Vol 2
Timothy, D.J. (ed.) (2007) "The Political Nature of Cultural Heritage and Tourism, Critical Essays", Ashgate Publishing Limited, England, Vol 3
Urry, John (1990), "The Tourist Gaze", Sage Publications, London
www.thaindian.com

Fig. 1: Integrated Management Operations and Marketing Mix
(World Heritage Site: Monument)

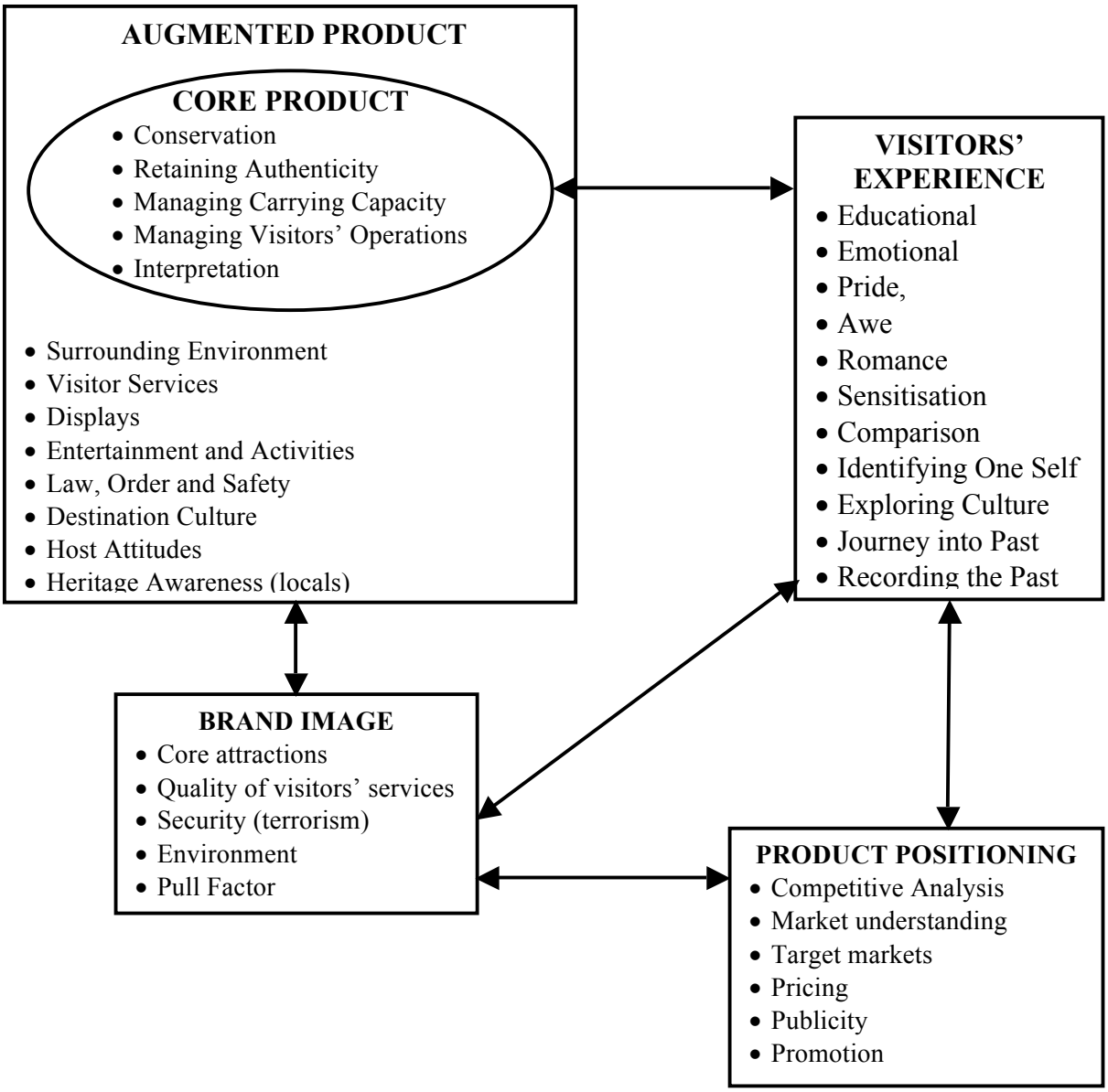


Table 1: National and International Visitors at Agra World Heritage Sites

	2007-08		2008-09		2009-10	
	Indian	**Foreign**	**Indian**	**Foreign**	**Indian**	**Foreign**
Taj Mahal	2624085	586105	2635283	591560	2585560	491554
Agra Fort	1177133	357570	1289810	385697	1398890	314116
Fatehpur Sikri	263083	195889	292483	191242	294316	159672

Source: ASI

Table 2: National and International Visitors at Delhi World Heritage Sites

	2007-08		2008-09		2009-10	
	Indian	**Foreign**	**Indian**	**Foreign**	**Indian**	**Foreign**
Qutab Minar	2044340	292386	2130406	234768	2073612	227836
Red Fort	2112481	161650	2226017	130953	1995707	118561
Humayun's Tomb	239682	223626	267700	195246	277140	183129

Source: ASI

Can Findings Regarding Attitudes and Behaviour of "Cultural Tourists" to Small Countries Be Applied to Less Visited UNESCO Sites?

Sonja Sibila Lebe
(University of Maribor)

Sonja Sibila Lebe, PhD
Assistant Professor
Head of study field tourism
University of Maribor
Faculty of Economics and Business
Razlagova 14
Maribor, Slovenia
Email: SonjaSibila.Lebe@guest.arnes.si /Lebe@institute.si

Can Findings Regarding Attitudes and Behaviour of "Cultural Tourists" to Small Countries Be Applied to Less Visited UNESCO Sites?

Abstract:
932 sites are registered on the UNESCO World Heritage list; it is good to know that the humanity cares about its past – and through it, about its future. The UNESCO sights can be seen from a twofold perspective: primarily, as the physical preserving of heritage, and secondly, as an opportunity to develop sustainable tourism based on these sights.
All UNESCO sights form a key element in the tourism offer of the destinations/places where they are located – yet their importance for the local economy is not everywhere identical. Some very well known sights are concerned about too intense visitation and have problems how to limit it; others are facing economic shortages and would be keen of any additional visitor – this paper is dedicated to the latter ones.
In this paper we presume that persons visiting the UNESCO sights predominately behave like typical cultural tourists and that their motives for visitation range from partly similar to identical. Another assumption we make is, that small destinations /countries are facing similar problems as less visited UNESCO sights (LVUSs): they are well preserved, may have a charming nature and a high cultural value, yet the under-developed infrastructure is hindering a better visitation of the site/destination.
To encourage further research in this field, this paper reveals the results of an in-depth research on cultural tourism in Slovenia that represented the basis for the national Strategy for cultural tourism development, issued by the Slovene national tourism organisation (NTO). The results have shown that the behaviour of cultural tourist in a small country has some specifics that are considerably different from the behaviour of "typical" cultural tourists. Our suggestion therefore is to use the elaborated visitor typology in "small countries" when promoting LVUS, as this allows a more targeted promotion.

Keywords: Cultural tourism, visitor segmentation, UNESCO, small sites/countries

Can Findings Regarding Attitudes and Behaviour of "Cultural Tourists" to Small Countries Be Applied to Less Visited UNESCO Sites?

1 Introduction

1.1 Small is beautiful – yet extremely difficult to promote!

One of the most frequently told anecdotes with political background in Slovenia is the one about the former US president Bush's first visit to Ljubljana: upon his arrival, he said, shaking hands with the Slovene president, that he was glad to be in Slovakia. Yes, it is difficult: similar names, similar flags – and yet we are talking about two absolutely different countries, not even having a common border. Of course the simple question arises here: if the US president as a diplomat doesn't distinguish between unique states in Central Europe – can we expect "common tourists" to do so?

Some questions that therefore urgently have to be asked are:

- Who are the tourists coming to this one, and to other small countries?
- What are the reasons for their visit?
- Which (kind of) sights, events and landscapes are they visiting?
- Where and how they wish to spend their time after they have arrived to the country
- Of course the overall question is: what does all this have to do with the UNESCO sites?

The answers to all questions except to the last one help an NTO (national tourism organisation) conduct a more targeted promotion and attract new tourists to the country, as well as obtain a higher rate of contentedness, and is thus positively influencing repeated visits to the country/destination.

The answer to the last question set above is the **anticipation that a parallel can be drawn between the problems a small country is facing regarding attracting tourists, and the problematic of less visited UNESCO sites (LVUSs). We argue that not the *size* of the UNESCO sites is a hurdle for them – it is much more their *location*** – and this is probably the only fact about the LVUS that cannot be changed. For practically all of them we can state that there was quite a distance between these sites and the next major international airport or the next bigger city with an inviting tourism offer including at least one "must see" for tourists.

Seen through the eyes of a tour-operator (TO), we are talking about "losing precious time" when incorporating such sites into the programme. From TO's perspective, passengers would have to spend too much time sitting in the bus to get there. This is absolutely unacceptable for the segment of the e.g. "first-time-in Europe" guided tour groups. Participants in them are just too eager to "collect" as many sites, capital cities, countries, sights and events as to be able to "afford byways" to less visited sites or small countries.

Following this logics, it is a much easier task to promote Paris, Rome or London, being capitals of some of the biggest EU countries, and having a vibrant political, economic and cultural life, which generates a lot of "default" tourism. Practically all first-time tourists who decide to tour Europe will find them on their itinerary, along with some outstanding, very famous UNESCO sites, e.g. the Palace of Versailles, the Vatican or the Tower of London.

The mentioned cities and sites are well known and represent a "must see" for tourists. When intercontinental travellers return home their family and friends expect to see photos of these cities and sites. The "first-time-to-Europe" visitors thus don't have a lot of choice: they

just "have to" consummate a certain array of sites and sights because they are standing under a kind of "society obligation" created by the expectations of their social milieu.

The story is very different in case of small countries and LVUSs. There are no mega events to invite tourists there, and instead of big and vibrant cities that feature piles of attractions at one spot and where almost all tourists' wishes can be satisfied, there are rather small towns only with a limited tourism and cultural offer. Concerning the LVUSs, we are talking about a single, unique site, mostly far away from international airports and other major infrastructure facilities. The problem is alike so in the case of a small country as of a LVUS: economically, there is no excusable reason to erect the missing infrastructure: the critical mass on potential users is missing. Little airports close to the sites definitely are a help – yet a much too expensive one to be available to all interested persons (e. g. students, retired persons etc.).

1.2 Unequal visitation figures between "the big" and "the small"

Since August 2010, 932 sites are registered on the UNESCO World Heritage list; a question often discussed is: is this enough, too many, by far not enough? From the management point of view, this problem is not so much about the number of sites, but much more about the visiting rates that vary considerably: some sites are facing problems caused by too many visitors (erosion, degradation), whereas others are desperately searching for ever new ways how to attract some more tourists.

The heavily-visited sites are not only integrated into the tourism offer of the destination – they normally represent its prime attraction. It is exactly here that the problem of an LVUS starts: the site's staff is educated and paid to safeguard and maintain the heritage site – and the budget they receive to manage this work normally doesn't allow meaningful marketing expenses. Many destinations that are home to UNESCO sites are struck by poverty and their tourism boards can afford neither relevant marketing research nor international marketing campaigns. The UNESCO is not in charge of promoting the registered sites either and, finally, there are no international funds available that the UNESCO sites, especially the LVUS, could source to promote themselves.

As we can see, financial means for promotion often represent a severe problem of the LVUSs. This means that the modest budget they have got for marketing (predominately for promotion) has to be appointed extremely targeted.

If a small country wants to promote itself successfully it has to know the wishes, attitudes and behaviour of its (potential) customers very well in order to get a market share when competing with "the big" sites, cities and events. The small countries' arguments must be substantial to win this race because it can normally invest considerably less money into marketing campaigns as the big countries get for their promotion.

The two main problems small countries – and similarly the LVUSs – are facing, are

a) Low level on recognition among average population[1] which demands a very intense and innovative work of the NTO – they can't rely on a certain extent of "default" tourists, and

[1] In 2004, at the occasion of the EU association, the Slovene NTO has organised a road show with wine testing in all EU capital cities. In Paris, some random passengers have been asked whether the name "Slovenia" meant something to them. Less than 10 % new that it was a new EU country; guessing what Slovenia could be reached from a new kind of cheese to a new cosmetic line – frustrating for the NTO that is in charge to promote this country... Similar interviews on other continents would bring even worse results, which is understandable.

b) Wish for higher visitor figures (ideally this should be visitors who are sensible towards the heritage value of the site/destination and who are ready to co-operate / get involved into its prevention).

It is thus important to know who the culture- and nature sensible visitors are. Are they typical cultural tourists? Do they all act alike and do they all visit the same type of sights and sites, or are there any differences between them? Who is visiting the LVUSs and how can this segment be addressed successfully?

The main statement of this paper is that **measures and strategies which a small country has to use to successfully promote its cultural tourism can equally be used by LVUSs.**

2 Are visitors to small countries comparable to visitors to less visited UNESCO sites?

The limited space in this article doesn't allow as lot of information about Slovenia; the basic would be that it is one of the smallest countries in Europe (20,000 km^2), yet one of the most interesting ones. Positioned between the Alps, the Adriatic coast and the Great Pannonian Plain and the karst region of the Balkans, Slovenia is the melting point of these big European geographic entities. About 30 % of Slovenia's surface is protected (nature parks, Natura 2000 sites etc.). All these areas contribute to the perceiving of Slovenia as a "green destination" (Lebe 2010). One of Slovenia's nature sites has been added to the UNESCO heritage list in 1986: a subterranean cave with a river flowing through it. The reason for becoming an UNESCO site was being a unique wetland not its uniqueness as a cave.

Another important focal point of Slovene tourism offer is culture. Due to the already mentioned diversity, the country's culture is varying considerably, too (gastronomy, folklore, other tangible and intangible heritage). To foster cultural tourism development, the Slovene NTO has issued a Strategy on its development. The results of a thorough market research will be presented in the following chapter (the part concerning the demand analysis).

2.1 Research on cultural tourists' values, attitudes and life-styles led in 2008

Method

On behalf of the Slovene NTO, an opinion poll among cultural tourists has been conducted in Slovenia in the summer months of 2008. The random sample (n = 412) were international and Slovene cultural tourists who were "caught in the act": leaving museums, galleries, concert halls, theatres, or taking part in guided tours in the centre of a city etc. Extended ATLAS[2] cultural tourism questionnaires have been used; they were available in five different languages (Slovene, Italian, German, English and French). The aim of the research was to determine the profile(s) of cultural tourists in Slovenia. The questionnaire consisted of six clusters of questions encompassing:

- Motivation, values and life-styles;
- Ranking of international and national cities (attractiveness for and popularity among cultural tourists)[3];
- Art of lodging and activities besides enjoying culture (during their stay in Slovenia);
- Source of information (about the sights and about Slovenia);
- Expenditure and
- Demographic data.

The data have been processed using the SPSS system.

[2] Association for Tourism and Leisure Education (http://www.atlas-euro.org/)

[3] In case of UNESCO, the cities could be replaced by sites.

Results

15 statements shown in the Table 1 have been tested using a 5-grade Likert scale. They are displayed from the highest to the lowest mean value.

Table 1: Values and life-style of the interviewees (average and standard deviation)

	n	Mis-sing	Mean	Std. decl.
1. When travelling, I like to get to know the art, the culture and the history of the visited places.	367	45	4.24	0.93
2. When travelling, culture and history are representing for me an opportunity to gain new experiences, insights and knowledge.	367	45	4.14	0.97
3. When preparing for a travel, I am searching for complex and divers information about the destination I intend to visit.	367	45	3.95	0.92
4. When travelling, I wish to visit cultural events, too (theatre, opera, folklore, concert...).	361	51	3.94	0.91
5. When travelling, I want to test local gastronomy because it represents an important part of the cultural heritage.	356	56	3.76	1.11
6. When travelling, I am interested in religious buildings (churches, chapels, mosques, monasteries, pagan occult places...) and pilgrimage sites.	361	51	3.64	1.07
7. When travelling, I am interested in getting to know the alternative (different, modern) cultural scene of the visited places.	364	48	3.64	1.16
8. Before travelling to a place / country where I have never been before, I study its culture and possibly learn some basic words in the country's language.	366	46	3.60	1.02
9. When travelling, I expect the programme to be at least partly adventurous (not all details planned, which allows discovering of foreign culture at one's own pace).	367	45	3.55	1.17
10. When travelling, I would visit cultural events more frequently if the tickets were less expensive.	354	58	3.54	1.23
11. When intending to travel to a new place or county, I never make reservations in advance. This allows discovering it without hurry and deciding spontaneously how long to stay in each place.	367	45	3.10	1.28
12. To be able to visit a cultural event (concert, opera, theatre, exposition...), I am ready to make a long or/and expensive travel.	367	45	3.02	1.22
13. When choosing the next destination to visit, I like to follow the last travel trends and fashion.	365	47	2.82	1.23
14. The choice of my travel destination and the contents of the travel are the poof of my education and of my social status.	361	51	2.73	1.29
15. When travelling, prestige is important for me to enjoy the travel.	353	59	2.59	1.45

According to our expectations, the highest mean values were appointed to the statements that culture was an important part of travelling and experiencing foreign countries and cultures. They wish information about the destination prior to their travel and would like to visit more cultural events. Gastronomy is seen as an important part of tourism offer of the destination, and so are the religious sites (rang 5).

The highest mean values had the lowest standard deviations. Interesting: even the lowest rated question (importance of prestige when travelling) has a slightly positive value (2.59).

Values close to 3 were given to statements that are unveiling the adventure spirit of the interviewee: travelling without firm hotel confirmations, wish for independence (discovering the sites at one's own pace etc.), long journeys are unproblematic if the final destination has a cultural highlight.

Prestige was important for the minority of interviewees – yet those who need it, have rated its importance very high.

Stemming from these rather surprising results, we have done additional research, testing potential correlations between different variables. The first step was the segmentation on following criteria: a) source of information before coming to Slovenia, b) source of information after having arrived to Slovenia, c) age and d) level of education.

Due to relatively unified results regarding the demographic data, we have decided to form large intervals:

- Concerning age, three intervals have been arranged: less than 30 years of age, 30 to 60 years old and 60 and older;
- Concerning education, we have decided to form two groups only: the first one from completed primary school up to the level of completed vocational college, and the second one encompassing persons having obtained a university degree (bachelor) and above.

A two-stage cluster analysis has shown four distinguished segments concerning the source of information before coming to the country (this was a key data for the Slovene NTO: how/where to promote Slovenia to the segment of cultural tourists):

- Guests who retrieve their information from the Internet, who visit tourist information centres (TIC) and travel agencies (TA): 27 %;
- Guests who search for information in the Internet, and who read brochures (B) and tourist guides (TG): 33 %,
- Repeated visitors (using own experience and sources form former visits): 18 %, and
- Guests who source information from their family and friends (word of mouth): 22 %.

Important information for both contributors at the supply side – tourism and culture – is the fact that 62 % of responders have used the Internet to get information about the destination and its cultural offer, followed by 44 % for word of mouth, 17 % for tourist guides, 16 % for TIC and only 12 % for TA.

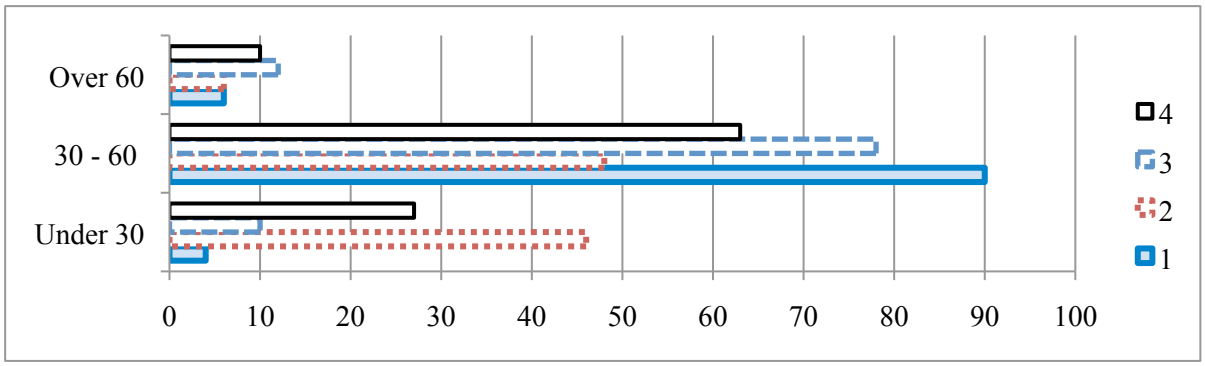
After having arrived into the destination, the shares have changed considerably: visitors got 39 % of information from local brochures, 37 % from TIC, 30 % from the Internet, 28 % from friends and relatives, 14 % from TG and 13 % from TA.

All four segments have been additionally analysed for possible differences regarding age and education. The bar chart (Picture 1) shows that persons aged 30 to 60 make up the majority within the first segment (retrieving info about the destination from the Internet, TIC and TA).

The prevailing group within the second segment (Internet, B and TG) are interviewees, aged less than 30. Within this segment, there are young DINKS (double income, no kids) and the backpackers: both travel on a more individual basis and often make inquiries how to continue their travel by using the Internet when already being in the destination.

In the last two segments, the age was distributed more or less evenly (the last group was largely corresponding the VFR (visiting friends and relatives) segment.

Picture 1: Shares of interviewees regarding age within the four indicated segments



Additional tests have shown no significant differences regarding education in the first three segments; in the fourth segment, the share of lower educated persons was higher than in the first three segments (wide share of the VFR segment).

Further factor analysis based on the VALS scheme has given three distinguished profiles of cultural tourists to Slovenia – yet none of them being fully applicable to one of the six basic segments following the basic VALS segmentation (**V**alues **A**ttitudes and **L**ife **S**tyles)[4].

The first factor / segment was determined for tourists who like "**boasting, showing off the own dignity & reputation, and tend to hedonism**". This was the segment of responders who were sensitive to showing prestige, were eager to expose their education, their social status and education, who were willing to pay for the cultural experience high prices, and who were concerned to follow trends and fashion.

The second factor has been framed by "**cultural consciousness and enjoying culture**". Within this factor, we have gathered following indicators: the wish of visitors to get

[4] VALS (inaugurated in 1978 by Arnold Mitchell) places U.S. adult consumers into one of eight segments based on their responses to the VALS psychographic questionnaire. The scheme is used for predicting consumer behaviour. The main dimensions of the segmentation framework are primary motivation (the horizontal dimension) and resources (the vertical dimension). The **vertical** dimension segments people based on the degree to which they are **innovative and have resources** such as income, education, self-confidence, intelligence, leadership skills, and energy. The **horizontal** dimension represents primary motivations and includes three distinct types:

- Consumers driven by knowledge and principles, motivated primary by ideals (include groups referred to as Thinkers and Believers);
- Consumers driven by demonstrating success to their peers are motivated primarily by achievement (include groups referred to as Achievers and Strivers).
- Consumers driven by a desire for social or physical activity, variety, and risk taking are motivated primarily by self-expression (include groups known as Experiencers and Makers).

At the top of the rectangle are the Innovators, who have such high resources that they could have any of the three primary motivations. At the bottom of the rectangle are the Survivors, who live complacently and within their means without a strong primary motivation of the types listed above. The VALS Framework gives more details about each of the eight groups (http://wapedia.mobi/en/VALS and http://www.nr.edu/itp160/assigns/05-vals-personality-types.pdf).

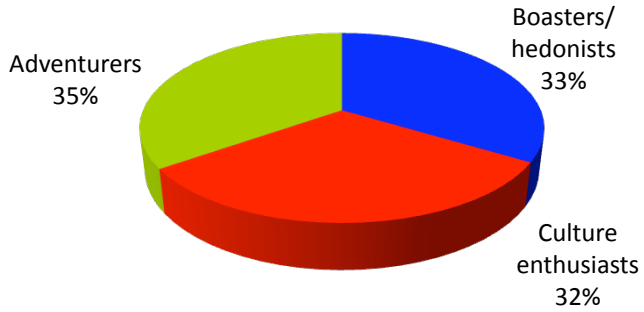
acquainted with the culture, art and history; wish to gain new insights and experiences in the field of culture, visiting cultural events and interest in religious objects.

The third factor is representing the **adventurism** – it is mirrored in a high level of individuality and spontaneity of responders (no or only a little planning of the journey, wish to be independent and not bound to group-rules...).

All the constructs we have built are reliable – the coefficient α mark was surpassing 0.6 by all statements.

Our next step was verifying whether the three profiles (1. adventurers, 2. boasters and hedonists, and 3. culture enthusiasts) were comparable with the segments of tourists as defined by Origet du Cluseau (2000)[5], and which segmentation would better meet the needs of the Slovene NTO that has ordered the strategy for its own purposes.

Figure 2: Shares of segments



The results have shown that all interviewees were culturally conscious guests, interested in events and heritage of the destination, whereas the first segment, adventurists, were not concerned about their reputation (mean 2.5). They were slightly less culture-conscious as the next two segments. We also found out that members of the "adventurer segment" belonged to both education intervals. Regarding age, in this segment were predominately younger visitors, although we find here people over 60 as well (reason: elder people often take part in TO organised tours).

In the "boaster and hedonist" segment we can find people visiting places to show their status and reputation (mean 3.0). They are considerably less spontaneous and less open to adventurism as the first segment. Practically all of them belong to the upper educated class and into the middle age range (30 to 60). We are talking about the social class with a high purchasing power.

The third segment is dedicated to **culturally conscious** tourists (culture lovers / enthusiasts). This segment is predominately interested in the history, heritage and art of the visited places – although often lower educated and with less resources as the first two classes. They don't care about status and prestige – they are visiting cultural sites, institutions and events because they love culture.

[5] The author distinguishes between:

- Newcomers to the tourism scene, out of which many have been attracted by the heritage;
- Traditional clientele with an exquisite taste that is already present in the market and will most probably show a high interest on sustainability of cultural tourism, and on
- Occasional visitors who profit from the actual offer and events – their behaviour is not easy to predict; in this group, we find visitors who decide for a second visit of the Vatican to see the Pope or do trivial reasons for a visit to Scotland as drinking whiskey (and not visiting the castles).

3 Discussion and key findings

The research has brought an extremely interesting discovery: it has shown that the typology of cultural tourists as suggested by McKercher and Du Cross (2002)[6] perfectly applies for big countries, for big sites, and for the "first-time group-touring visitors" coming to well-known destinations and sites.

The research made in Slovenia (tested against fitting into the McKercher/Du Cross model + VALS scheme) has shown that most international visitors were experienced travellers. For most visitors coming to Slovenia from other continents (long haul travellers), it was a repeated visit to Europe.

Keyfinding 1

Repeating visitors to a small and less-known destination (like Slovenia), as well as the behaviour of tourists to such places, have shown different results as defined by McKercher and Du Cross. We have discovered that such places are attracting a more homogeneous **and different group of cultural tourists** with different life styles, and different expectations.

After having already seen the biggest European capitals and related major sites, they were looking for more "exotic" places to discover. Their wish was to "pick raisins": visit unique sights of high cultural value in a more private atmosphere, and, if possible, combined with enjoying well preserved (protected?) nature.

Keyfinding 2

The perceived difference in behaviour roughly corresponds to the rank of international tourists' experience and thus to their "maturity":

- The first-time visitors in a country are mostly visitors of big cities and best-known UNESCO sites (e.g. pyramids, Taj Mahal etc.)
- Repeating visitors are open to visiting smaller countries, smaller cities and towns, as well as less visited UNESCO sites.
- Visitors to small-size sites have a better knowledge of the country and of the site they are visiting.

Recommendation 1:

We recommend that findings, revealing the behaviour of visitors to "small-scale" destinations, can be applied to the LVUSs (and sites being still on UNESCO's tentative list).

Recommendation 2:

No world-wide research on LVUSs exists. To foster their development, comparable data on such sites would be needed (find out shared problems). Therefore we recommend that in future, UNESCO's input in this regard should be:

- Initiate and support a world-wide research on (and at) these sites;
- Recommend the use of unified methodology (should be available at the UNESCO website: (use of unified questionnaires to assure international comparability);

[6] McKercher and Du Cross argue that there were five types of cultural tourists (following tests against a variety of trip, demographic, motivational, preferred activity, awareness, cultural distance and activity variables), representing five benefit-based segments: purposeful, sightseeing, casual, incidental, and serendipitous.

- Prepare development strategy and marketing recommendations for the LVUSs and the tentative list sites.

4 Conclusion / Recommendations:

Our research has shown that visitors to small countries are different from "classical" cultural tourists. They are:

- Second- or third- time visitors (especially long haul / intercontinental tourists to Europe);
- Experienced travellers who are travelling predominately individually;
- Seeking for more experience oriented visit;
- Consuming more intellectual services (theatre, concert, buying books, trying to learn some words in local language, testing local food, a lot of interest in heritage...) and
- They have more knowledge about the country/ site than "average" cultural tourists.
- The "McKercher and Du Cross typology" doesn't fit exactly. Tourists to small countries / sites behave more homogeneously – we could only determine three distinguished segments within this group of visitors.

We recommend a more visible role of UNESCO concerning marketing of the LVUSs, which should be combined with further research of at least following topics:

- Define the profile(s) of visitors to the UNESCO sites (e.g. are the UNESCO site visitors typical cultural tourists; if not: what is different about them; are there several segments of UNESCO sites visitors – and if yes: which segment is visiting the LVUSs and what is their motivation etc.);
- Would co-promotion and co-branding with major sites help LVUSs (and tentative list sites) attract more visitors?

Our research has led to the extremely interesting discovery: the typology of cultural tourism (five types of cultural tourist representing five benefit-based segments) as suggested by McKercher and Du Cross (2003) applies for big sites, for first-time group-touring visitors and for well-known destinations. Studying the behaviour of repeating visitors to a destination, or the behaviour of tourists to smaller and less-known destinations (like Slovenia), the results were different. We were faced with a rather atypical cultural tourist profile: these tourists have already seen the capitals of the biggest European countries and were now looking for more "exotic" places to discover and were open to adventure (less planning, more spontaneity, more individuality). A wish to "pick raisins" was recognisable: to visit unique sights of high cultural value – possibly close to well preserved nature.

Bibliography

Lebe, Sonja Sibila; Borut Milfelner, Aleš Gačnik, Dejan Pestotnik, Tatjana Zalokar, Polonca Blažič (2009): Strategija razvoja kutlurnega turizma na Slovenskem [Strategy of cultural tourism development in Slovenia]; ordered be the Slovene NTO; carried out by the Multidisciplinary Research Institute Maribor. Available online: http://www.slovenia.info/pictures%5CTB_board%5Catachments_1%5C2009%5CSRK8849.pdf.pdf

Lebe, Sonja Sibila (2010): Attitudes of local population regarding (tourism) development opportunities on the protected territory. Turistica, Portorož.

McKercher, Bob and Hilary Du Cross (2002): Cultural Tourism: the partnership between tourism and cultural heritage management. The Haworth Press, Inc. New York.

Origet du Cluzeau, Claude (2000): Perspective d'un tourisme culturel durable, AIEST Berne

http://wapedia.mobi/en/VALS

http://www.atlas-euro.org/
http://www.nr.edu/itp160/assigns/05-vals-personality-types.pdf
http://www.slovenia.info/pictures%5CTB_board%5Catachments_1%5C2009%5CZAKLJUUÄna_verzija_8363.pdf.pdf Analysis on cultural tourism demand in Slovenia (2009); ordered be the Slovene NTO; carried out by the Multidisciplinary Research Institute Maribor.

Indigenous Perspectives on Ownership and Management of Yucatecan Archaelogical Sites

Stephanie J. Litka
(Florida State University)

Stephanie J. Litka
Florida State University
Department of Anthropology
1847 W. Tennessee St.
Tallahassee, Florida 32304
Email: sjl04c@fsu.edu

Indigenous Perspectives on Ownership and Management of Yucatecan Archaelogical Sites

Abstract:
This paper examines the complex and multifaceted nature in which Maya tourist workers conceptualize control and ownership over archaeological tourism in the Yucatan Peninsula. By highlighting how local employees mediate between tourist, government, and private businesses' expectations of ideological, monetary, and spatial management, I show how the Maya strategically utilize these tensions to construct a dynamic sense of identity throughout space and time. I argue that contemporary Mayan identity exists as a process that depends on these tensions as opposed to an entity that exists as a mere reaction to tourism. Indigenous employees are able to do this by engaging in both commoditized and personified systems of exchange that span public and private realms of interaction. I specifically focus on how Chichen Itza serves as a default site for understanding how power relations are manifested and negotiated in the nearby archaeological community of Coba. The latter location has seen an increase in tourism over the past few decades, as local employees now depend on this industry as part of their economic livelihood. I examine how the international notoriety of the former site brings forth issues of ideological, monetary, and spatial control among differing parties in Coba. This essay begins with a general theoretical perspective on tourism in indigenous communities, followed by analyses of how the tensions involved in each facet of control are manifested in both sites. I conclude by proposing some avenues for sustainable tourism, based on the needs and interests of hosts and guests alike. Data from this study is based on comparative studies and first-hand ethnographic research conducted in the Yucatan Peninsula over the past several years.

Keywords: Chichen Itza, Coba, control, Maya, identity

Indigenous Perspectives on Ownership and Management of Yucatecan Archaelogical Sites

1 Introduction

This paper examines the complex and multifaceted nature in which Maya tourist workers conceptualize control and ownership over archaeological tourism in the Yucatan Peninsula. By highlighting how local employees mediate between tourist, government, and private businesses' expectations of ideological, monetary, and spatial management, I show how the Maya strategically utilize these tensions to construct partible identities (Strathern 1996) on both community and individual levels. Hence, this idea expands on the traditional view of ownership as a dichotomous 'us' vs. 'them' relation of local resistance. Rather, I take a political-economic approach to understanding how the Maya view identity as a process that depends on these tensions as opposed to an entity that exists as a mere reaction to tourism. They do this by engaging in both commoditized and personified systems of exchange that span public and private realms of interaction. While local populations are becoming increasingly globalized, many inhabitants demonstrate dynamic linguistic and cultural traits that both conform to external expectations and adhere to local values of host/guest relations.

I specifically focus on how Chichen Itza serves as a default site for understanding how power relations are manifested and negotiated in the nearby archaeological community of Coba. This town has seen an increase in tourism over the past few decades, as local employees now depend on this industry as part of their economic livelihood. Although Coba differs from Chichen Itza in terms of historical timeframe and cultural influences, the later tends to overshadow these distinctions by remaining one of the most prominent symbols of the ancient Maya past. Hence, I examine how the international notoriety of this site brings forth issues of ideological, monetary, and spatial control among differing parties in Coba. Rather than view external notions of ownership and management in opposition to local political economy, I focus on how the Maya utilize these tensions as a means of constructing a multifaceted sense of identity that depends on both personified and commodified systems of exchange in their daily lives. I begin with a theoretical introduction to tourism as a means of understanding how each element of control fits in with the broader issues of local/global relations that arise from the tourist industry. I then examine individual issues of ideological, monetary, and spatial control, linking ethnographic research with similar case studies to demonstrate how Coba employees reconcile these tensions for their benefit. I conclude by proposing avenues of sustainable tourism that address the needs of local community members while taking into account the expectations of government policy, private businesses, and tourists for future development.

2 Tourism and Indigenous Communities: Theoretical Perspectives

Through an analysis on narrative, goods, and performance relating to ideological, monetary, and spatial control, I provide a theoretical framework for understanding indigenous tourist management. Over the past thirty years, the study of tourism has grown extensively as an academic field through its interdisciplinary approach to understanding host and guest relations. Various debates have specifically centered around the idea of tourism and its effects on native communities. According to van den Berghe (1994: 8), the notion of "the quest for the exotic other" leads visitors to seek native populations that are "in as untouched, pristine, and authentic form as can be found." MacCannell (1992) discusses the problematic

nature of tourism's propensity to dichotomize groups in terms of primitive/modern, uncivilized/civilized, and folk/urban. These oppositions contribute to preconceived notions about the 'Other', and often disregard the various factors that have modified their culture throughout space and time. This can lead to tensions with respect to how indigenous workers address these expectations while simultaneously striving for control through their own participation in this industry.

Garcia Canclini (1995) and Appadurai (1996) offer a more nuanced approach to indigenous conceptions of globalization by suggesting that local workers become 'cultural hybrids' through the flow of peoples and ideas associated with this phenomenon. While this may seem like a recent phenomenon, a closer look at historical processes reveals how indigenous populations have incorporated elements of cultural 'Others' into previous systems of social and economic exchange. Even among Maya societies themselves, Joyce (2005) notes how they have had contact with other groups and spoke different languages throughout their history, not just in the modern era. In a related manner, Chambers (2000) questions the notion of 'authenticity' in the first place, arguing that the past is no more real than the present. Hence, his understanding of this term is that it occurs when locals have "significant control over their affairs, to the extent that they are able to play an active role in determining how changes occur in their social settings." Handler and Saxon (1998) support this idea by asserting that the reconstruction of tradition has characterized human culture just as much in the past as in the present day.

On the other hand, Chambers (2000: 99) highlights how local producers commonly take advantage of stereotypical portrayals of their culture for economic, social, and political benefits. Ann Tsing's (2005) notion of friction offers a more nuanced approach to understanding the dynamics of host/guest relations with the idea that unequal encounters and expectations can lead to new arrangements of power. Accordingly, she notes how "cultures are continually co-produced through frictions, which are the awkward, unequal, unstable, and creative qualities of interconnection across difference." Among Yucatec Maya workers themselves, Castañeda (1996: 9) adds that they participate in the invention of culture imposed by outsiders as a means of becoming active agents to both engage and contest Western knowledge through their involvement in the tourism industry. By utilizing the multiparty tensions involved in the tourist realm, indigenous employees strategically adhere to outside expectations which enable them to participate in the global market economy and to become agents of their own cultural change. It is through these tensions therefore, that issues of control and ownership are constantly mediated through the interdependency of all parties involved.

3 Tourism and the Yucatan Peninsula

Before its rise as one of the largest tourist destinations in the world, Cancún was a small village with about 400 inhabitants. It wasn't until the creation of FONATUR (the state tourism ministry in Mexico) in the 1970's, that this industry expanded tremendously under the presidency of Echevarria (Pi-Sunyer et al 1996). Its location near prominent archaeological sites and the Caribbean coast made this an ideal location to develop for both heritage, recreational, and eco-tourism. Consequently, millions of domestic and international visitors come to the region and explore its surrounding areas today. The Maya in particular are indigenous peoples living throughout Mesoamerica, in the nations of Mexico, Guatemala, Belize, and parts of Honduras**.** They speak over thirty distinct languages (Campbell and Kaufman 1985) and maintain cultural practices that reflect their connection to the ancient past. Their historical achievements in astronomy, mathematics, and architecture continue to

receive world-wide attention among scholars and tourists today. In the context of national promotion of these zones, various Mayan communities are confronting globalization head on.

Both Chichen Itza and Coba are located within a few hours from Cancun and Merida, the capital city of the state of Yucatan. Their easy access via paved roads and availability of first-class public transportation enable tourists to visit each site and interact with indigenous guides, waiters, shopkeepers and hotel workers during their stay. Located in the state of Yucatan, Chichen Itza stands as one of the foremost symbols of Mayan culture. Through the analysis of radiocarbon and long-count dates, Andrews, Andrews, and Castellanos (2003: 152) suggest that this city emerged as a regional capital during the late Classic period, fell into decline, and then re-emerged before its final decline in 1224 AD. Covered in jungle for over 700 years, formal excavations began in the 1920s and it was declared at UNESCO World Heritage Site in 1987 (Breglia 2005: 386).

The town of Coba is located in the state of Quintana Roo, one hour from the Riviera Maya, and is also adjacent to the archaeological site of its namesake. Historically, it was one of the largest centers of ancient Mayan culture, as it reached its pinnacle during the Classic Maya period between 600 and 900 AD. (Coe 1999). Today, it boasts of having the highest pyramid in the Yucatan Peninsula, serving as one of the few sites that tourists can still climb in the region. The modern community of Coba was settled around sixty years ago by agriculturalists (Walker 2009: 17) who mostly came from the neighboring state of Yucatan. It has witnessed a sharp increase in international tourism over the past few decades, as nearly 40% of the working population depends on this industry for their economic livelihood. At the same time, there remain several indigenous elements in Coba, including language use, dress, and social ties, due to its smaller size and semi-remote location from the coast.

4 Ideological Control and Management

Regarding ideology and performance, Bendix (2002: 472) theorizes that they are driven by both actual and desired experience on the part of hosts and guests. Chambers (2000: 113) adds that the demands of tourism often encourage guides and other workers to reenact ceremonies that either may not persist in the daily lives of contemporary populations, or occur out of cycle to cater to visitors' schedules. In such cases, the social value placed among them by natives can diminish over time, as they are packaged for the benefit of the tourist industry. Such performances often correspond to the notion of "invention of tradition" (Ranger and Hobsbawm 1992), in which the origins of these practices may be much more recent than the audience realizes. From the tourists' perspective, MacCannell (1992) feels that many of the performances serve as a means of escaping an alienated reality in the hopes of finding a more pure from of social authenticity that existed before the modern era. He argues that while this goal is never fully tangible, the desire of visitors to escape into this 'nostalgic' form of reality drives them to witness various types of sites, narrations, and shows that are enacted for the their entertainment.

The Mexican government asserts its ideological control by advertising Chichen Itza as one of the foremost archaeological symbols of the Mayan world. While other sites are equally significant among the ancient Maya, they tend to be overshadowed by Chichen Itza´s notoriety. The famous El Castillo monument draws tourists from all over the world to witness it´s archaeological grandeur, especially during the Spring and Fall equinoxes, when the image of a descending snake appears on the pyramidal side. Ironically, the origin of the Feathered Serpent came from Central Mexican cultures, even though the Maya did incorporate this symbol into their religious pantheon under the name of Kukulkan (Read and Gonzalez 2002). Nevertheless, the characteristics associated with this Maya-Toltec site, such as architectural

style and religion are popularized through mainstream advertisements, elaborate performances, and light shows. Spatial and temporal variations from other sites tend to be minimized, lending Chichen Itza to serve as an all encompassing representation of Mayan culture. As Alarcón (1997: 182) notes, this site ¨may be experienced simultaneously as pleasure, education, work, adventure, and time travel. ¨ This type of accommodation for mass amounts of tourists however, does not extend to other locations that receive less attention on an international scale.

Over the past several years, I have conducted ethnographic research among tourist workers in Coba. Through participant observation, interviews, taped conversations, and guided tours with over fifty local employees, I examined the ideological impact of Chichen Itza in their daily lives. One observation was that visitors tend to view the Maya as a homogenous group over space and time. Many tourists immediately used Chichen Itza as a default for understanding ancient beliefs and practices in Coba. Questions such as ¨Was this done is Chichen Itza?¨ and ¨Why is this different from there?¨ occurred frequently among them. Others expressed disgust over sacrifices and warfare tactics found at the latter location, in addition to using Chichen Itza as a basis for comparing architectural styles, leading to preconceived notions of Coba upon visiting this site.

Nevertheless, local employees (especially tour guides) often used these tensions for their benefit when conveying Coba´s history to others. The frictions revolving around Chichen Itza´s ideological control enabled workers to learn more about their own past by understanding Coba´s relation to the broader Mayan civilization. When interviewed, many of my research participants felt that an important characteristic of being 'Maya' meant knowing something about their heritage. This was especially true with respect to understanding Coba's spatial and temporal relation to other well-known archaeological sites. On almost every tour, locals distinguished between the ¨puro Maya¨ culture of Coba and that of the ¨Maya Tolteca¨ culture of Chichen Itza. The former site was built much earlier, sharing many stylistic and religious features with other Mayan groups in Guatemala than those of Central Mexico.

Nearly all tour guides emphasized how Coba´s inhabitants practiced blood-letting for religious purposes, whereas those in Chichen Itza conducted full human sacrifices for both religious and warfare events. One guide was quoted as stating that Chichen Itza "ya es otra cultura, de influencia tolteca, no es maya 100%" (it is another culture, of Toltec influence, it's not 100% Maya). In this manner, the modern Maya strive to clarify misconceptions and generalizations (and actually depend on these frictions) that arise when tourists visit their communities. They do this by utilizing Chichen Itza's popularity to highlight stylistic and symbolic differences found there and at other sites throughout the region. Hence, this site serves as a focal point for locals and tourists alike to better understand the spatial and temporal distinctions of ancient Mayan civilization. All of the participants interviewed were also enthusiastic about sharing their contemporary culture with visitors, especially since many tourists believed that the Maya had disappeared when the ruins were abandoned. One woman stated in an interview, translated from Spanish, "we are still here and we want them (the tourists) to know about us." While they acknowledged that the Spanish Conquest had drastically altered their religious and ideological practices over the centuries, many were quick to point out that these distinctions have always existed between the ancient Maya city-states throughout the region.

5 Monetary Control and Management: Archaeological Development

According to Muriel (2001: 56-57), there are between 200,000- 250,000 archaeological sites throughout Mexico. Some are small and remain covered in the jungle, while others (such

as Chichen Itza) are enormous ancient metropolises that have been highly excavated for the public. Early archaeologists tended to focus on reconstructing the largest pyramids, thereby emphasizing how the ancient elite lived for public benefit while overlooking the general population as a whole (McClung de Tapia 2002). The New Archaeology Movement in the 1970s (Muriel 2001: 57-58) however, focused more attention towards overall settlement patterns and cultural ecology rather than sheer restoration. Theoretical debate continues today between scholars who highlight the importance of restoration and public presentation of World Heritage Sites versus those advocating further scientific research. Walker (2002: 34) notes how these schisms center around issues of which buildings are to be restored, which time period is to be emphasized, and for whom the ruins are to be reconstructed.

Large sums of money are poured into excavating Chichen Itza due to its world-wide notoriety. Ever since Chichen Itza was declared a UNESCO World Heritage Site (and more recently one of the New Wonders of the World), the Mexican government has invested heavily in this location. In comparison, only 5% of Coba has been excavated, leaving most of the site covered in jungle. Taube (2001) notes that only certain parts of this site are made accessible to the public to reduce maintenance costs, as most of the buildings are covered under vegetation. As a result, there is not as much to see in the site itself, allowing the tourists to stay for a few hours, then leaving without partaking in other activities (such as movies and light shows) that could provide more entertainment for them and jobs for the community. In a related manner, tour groups often follow strict schedules and allow limited time to see this site, leaving many tourists feeling rushed and not able to fully absorb Coba´s history. Monetary dominance of Chichen Itza extends to goods and souvenirs, as several replicas of the famous El Castillo monument are found in Coba´s shops. On the other hand, tourists´ have a harder time finding those of Nojoch Mul, despite the fact that it is located in Coba and is one of the tallest ruins in the Yucatan Peninsula. While generic souvenirs are easily found at each site, the more personalized items representing Coba´s archaeological heritage were much less so.

Based on ethnographic data, many local employees encouraged future excavations and research in Coba, both for personal knowledge of their history and for the sake of tourism. At the same time, they realize that Coba is developed enough to attract visitors while also maintaining a jungle-like appeal for a wide variety of audiences. Hence, they emphasize the natural appeal of their ruins that have remained reasonably 'untouched', catering to the tourists' desire to experience a more 'authentic' view of how the Maya lived in the past. In several interviews, workers expressed hesitation over developing Coba to the extent as Chichen Itza and other highly-commercialized sites. They want this site to retain its distinctiveness to serve the interests of hosts and guests alike. Furthermore, Nojoch Mul is one of the few monuments that visitors are able to climb in the Mayan region. Local *tricitaxista* services who offer to take tourists to and from this ruin provide an extra source of income for young men, since it is situated over two kilometers from the site entrance. Indigenous workers, therefore, strategically utilize this situation to advocate further development while taking advantage of tourists´ desires for economic and ecological benefits.

5.1 Monetary Control and Management: Goods and Souvenirs

In terms of the production of goods themselves for tourist consumption, many theorists claim that it results in the packaging of inauthentic cultural practices. In this manner, the very fact that items from traditional communities are sold for a profit render those products as being less genuine than those which are used in the private sphere. Greenwood (1977) claims that souvenirs sold for monetary profit actually lead to feelings of apathy and meaninglessness on the part of the host populations. Many items that the foreigners perceive

as being genuine are really not authentic at all. From a tourist point of view however, McKercher (2002) argues that visitors are sensitive to the notion of authenticity, as they are less inclined to purchase obviously fake items that are imported from other regions or countries. On other hand, this does not necessarily mean that they are willing to pay full-price for a genuine item. Rather, most seem to be satisfied with a low-cost souvenir reminder of their visit to a particular location, region, or country.

With respect to goods sold, most of my participants did not place any personal significance on what they offered to the public. The fact that many items such as key chains, baskets, and magnets said ´Coba´ on them seemed sufficient for hosts and guests alike in terms of offering a more personalized touch to otherwise generic souvenir items. Whether workers felt that souvenir items were accurate reflections of their culture in the first place, including those representing Chichen Itza, most had neutral opinions, since their objective was to appeal to the tourist's demands and sell items. Moreover, a lack of sales by Coba´s shopkeepers was mediated by the fact that most of the profits generated by tourism in this location are distributed among local inhabitants through the *ejido* system of community-owned land grants by the Mexican government. Hence, any commodification of goods geared towards external sales became personalized later on through economic redistribution among *ejidatarios* who benefit from tourism, regardless of whether they are directly involved in this industry or not.

6 Spatial Control and Management: Proximity to Ruins

Various scholars have discussed issues of space with respect to power relations and tourism development. Zukin (1991) describes the creation of "landscapes of power" in which spaces and places are contested by hosts, guests, and external agencies alike. Breglia´s (2006) notion of ´monumental ambivalence´ explains how cultural patrimony is constantly negotiated by all parties involved. For example, she observes how the spatial proximity of archaeological sites to indigenous communities serves as a means for the latter to claim ownership over them. This is not necessarily attributed to a personal attachment with their ancient ancestors, but more with jobs that are passed down from fathers to sons in certain villages located adjacent to these zones. On a similar note, other scholars, such as Greathouse-Amador (2005) and Timothy and White (1999) have argued that the close distance to monuments provides an incentive for local towns to reclaim their heritage by learning more about their own history in order to convey this information from a native point of view.

With respect to spatial dominance of Chichen Itza, this area is highly developed and commercialized beyond the physical monuments themselves. On the other hand, the ambiance surrounding Coba is much less so, as the local culture is more apparent in this location. The employees who work inside the property of Chichen Itza tend to have formal business and linguistic training, catering to the needs of international tourists who visit the site daily. While there is more of an indigenous presence outside of the archaeological zone, they remain marginalized compared to the more official-looking stores inside the site. Breglia (2005) notes how even INAH- trained ´custodios´ who used to live amidst the ruins have recently been relocated to the nearby town of Piste in order to modernize the site. This has resulted in a shift of labor, social, and kinship relations that continue to be negotiated among government, private sectors, and local workers who claim a stake in ownership of Chichen Itza. Even though Coba maintains a more natural and locally-owned ambiance, increased urbanization along the Riviera Maya may entail further development of this site in order to adhere to both INAH´s and tourists´ expectations of appearance and service. The expansion and further commercialization of Coba (such as rebuilding its parking lot, constructing more businesses,

and possibly putting the entrance closer to Nojoch Mul since that is the drawing point to Coba) may ultimately force the local community to move further away in order to comply with INAH´s standards of archaeological management.

On the other hand, ethnographic research shows that while INAH controls the ruins of Coba, the town rests on ejido land that still remains a powerful social and political entity today. Not only do the inhabitants maintain local authority, but they actually utilize their close location to the ruins to share their culture with tourists. Both tour agencies and locals alike advertise this town as a Mayan village. Many companies offer packages that include tours to the ruins and to selected homes in order for visitors to see how the modern Maya live. Several workers in my study reported that visitors want to witness 'traditional ceremonies' (such as making tortillas by hand and weaving hammocks) in order to gain an authentic insight into the daily practices of indigenous communities. They often take pictures and spend time exploring all parts of household as part of a brief detour after exploring the adjacent ruins.

6.1 Spatial Control and Management: Cross-Cultural Encounters

While the physical landscape of monuments serves as a source of contestation between different parties, cross-cultural encounters also serve as a means of negotiating power relations over space and time. MacCannell (1973:10) explains that tourists often ¨desire to have a deeper involvement with their host culture to some degree…as it is a basic component of their motivation to travel.¨ Urry´s (2002) notion of the ¨tourist gaze¨ provides a framework for understanding how the spatial proximity of local populations to famous monuments (in this case, archaeological sites) shapes their nature of interaction with visitors. Accordingly, people ¨gaze upon¨ ideal and authentic representations of what they expect from guidebooks and other media (Urry 2002:78), as it is up to tour guides, companies, and locals themselves to fulfill this need in different ways. In this manner, encounters with living representations of the past function as a sort of rite of passage for tourists, as they temporarily escape into an unfamiliar social world during their brief introduction with the ´other´ (Cohen 1988).

During one interview in particular, a participant was quoted as saying "They (the tourists) don't want us to change. They want us to stay the way we are and see how we live…," buying into the notion of a fixed perception of the Maya throughout time. Many locals were happy to acquiesce to tourists' interests in exchange for monetary compensation, social prestige, and greater interaction with international visitors. In this manner, the Maya take advantage of their spatial proximity to the archaeological zone to convey their culture to others, regardless of whether they personally identify with their ancient ancestors or the ruins that they built. In fact, many interviewees viewed Coba's archaeological zone more in terms of monetary profits rather than in sentimental terms. Several people felt that the ruins symbolized Mexican patrimony in general as opposed to one specific group of people in place and time. Instead, their physical closeness to this archaeological zone alone sufficed as an overall symbol of national heritage and source of economic livelihood that the contemporary Maya could portray to outsiders.

7 Sustainable Tourism

Having addressed how local employees conceptualize ideological, monetary, and spatial control over tourism management, this paper now proposes some avenues of sustainable tourist development that meets the interests of each party involved. The first one entails increased communication between locals, private businesses, government officials, and tourists to promote greater cultural sensitivity and awareness. For example, Ardren (2002) observes how joint collaborations between archaeologists and indigenous citizens allow the

latter to take a more active role in conveying their contemporary culture with reference to the ruins that symbolize their ancient past. This mutual dependency would serve to "reverse the power imbalance present in Western academic control of Maya culture" (380) by taking into account how local perceptions of their history are conveyed to visitors at each site. On a few occasions, I heard local men discussing the possibility of building a museum adjacent to the site entrance of Coba in order to create more jobs and keep artifacts in this location. These conversations were in response to archaeologists who often conduct research in the zone and extract items to other locations without any involvement of community members. This is just one example of how indigenous populations are aware of the discrepancies between scholarly investigations and local participations with respect to heritage preservation in Coba.

Secondly, increased business and linguistic training is vital in order for indigenous workers to assume control over local tourism management. Although tour guides are required to become certified by INAH to work at archaeological sites, other employees such as shopkeepers, waiters, and hotel staff often lack the formal commerce skills needed to actively meet the needs and interests of multiparty visitors on a long-term basis. Hosts and guests alike realize the importance of this training if tourism is to remain under local control in the future. Some examples entail greater fluency in other languages, more efficient customer service, and better accessibility of roads between different points within Coba. By complying with both national and international standards of employment, native Yucatec speakers would have the skills to retain their language and culture while gaining the knowledge and experience needed to successfully manage tourism in the years to come. While there are several other avenues of sustainable tourism, increased dialogue and better training methods for local workers provide a foundation for better understanding how the interests of all parties can be met in the future.

8 Conclusions

In conclusion, I have examined the various ways in which Maya tourist workers conceptualize ownership and mediate between government, private businesses, and visitors' expectations of community-based tourism. By focusing on how Chichen Itza serves as a default location for understanding power relations in the archaeological zone of Coba, I demonstrated how Yucatec Maya employees reconcile issues of ideological, monetary, and spatial control through a constant negotiation of the tensions and frictions involved in this industry. Rather than view contemporary Maya identity as dichotomous from this globalized industry, I have shown how locals view it as a process that depends on both personified and commodified systems of exchange throughout space and time.

While indigenous employees in Coba acknowledge Chichen Itza's touristic dominance in the region, they also utilize its power for their own advantage in several manners. Moreover, local workers actually depend on multi-party expectations of tourist management (often based around Chichen Itza's standards of operation) to simultaneously become active participants in the global market economy and maintain social ties within their community. In turn, these tensions help shape a dynamic sense of identity that is constantly shifting among locals in Coba. Taking into account the ways in which the indigenous inhabitants of Coba both reconcile and depend on tourism in their daily lives, this paper ultimately aims to promote sustainable tourism for all parties involved in the years to come. This can be attained by proposing avenues in which the needs of hosts, guests, and government officials are addressed in a profitable and interdependent manner. Increased dialogue and more efficient training of workers are some initial means in which this can be accomplished in the ever-expanding context of international tourism.

Bibliography

Alarcón, Daniel Cooper. (1997) *The Aztec Palimpsest Mexico in Modern Imagination*. Tuscon: University of Arizona Press.

Andrews, Anthony P., E. Wyllys Andrews, and Fernando Robles Castellanos. (2003) "The Northern Maya Collapse and its Aftermath", *Ancient Mesoamerica* Vol. 14, No. 1, pp. 151-156.

Appadurai, Arjun. (1996) *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Ardren, Traci. (2002) "Conversations about the Production of Archaeological Knowledge and Community Museums at Chunchucmil and Kochol, Yucatán, Mexico", *World Archaeology* Vol. 34, No. 2, pp. 379-400.

Bendix, Regina. (2002) "Capitalizing on Memories Past, Present, and Future: Observations on the Intertwining of Tourism and Narration", *Anthropological Theory* Vol. 2, No. 4, pp. 469-487.

Breglia, Lisa C. (2006) *Monumental Ambivalence: The Politics of Heritage*. Austin: University of Texas Press.

Breglia, Lisa C. (2005) "Keeping World Heritage in the Family: A Geneology of Maya Labour at Chichen Itza", *International Journal of Heritage Studies* Vol. 11, No. 5, pp. 385-398.

Campbell, Lyle and Terrance Kaufman. (1985) "Mayan Linguistics: Where are we Now?", *Annual Review of Anthropology* Vol. 14, pp. 187-198.

Castañeda, Quetzil. (1996) *In the Museum of Maya Culture*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Chambers, Erve. (2000) *Native Tours: The Anthropology of Travel and Tourism*. Long Grove, Ill: Waveland Press.

Coe, Michael. (1999) *The Maya*, 6th edition. New York: Thames and Hudson.

Cohen, Erik. (1988) "Authenticity and Commoditization in Tourism", *Annuals of Tourism Research* Vol. 15, pp. 371-386.

García Canclini, Néstor. (1995) *Hybrid Cultures: Strategies for Entering and Leaving Modernity*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Greathouse-Amador, Louisa M. (2005) "Tourism: A Facilitator of Social Awareness in an Indigenous Mexican Community?", *Review of Policy Research* Vol. 22, No. 5.

Greenwood, Davydd (1977). "Culture by the Pound: An Anthropological Perspective on Tourism as Cultural Commodification", in Valene Smith (ed.) *Hosts and Guests*, pp. 171-186.

Handler, Richard and William Saxon. (1998) "Dissimulation, Reflexivity, Narrative, and the Quest for Authenticity in 'Living History'", *Cultural Anthropology* Vol. 3, No. 3, pp. 242-260.

Joyce, Rosemary A. (2005). "What Kind of Subject of Study is "The Ancient Maya?", *Reviews in Anthropology* Vol. 34, pp. 295-311.

MacCannell, Dean. (1992) *Empty Meeting Grounds: The Tourist Papers*. London: Routledge.

MacCannell, Dean. (1989) *The Tourist: A New Theory of the Leisure Class*. London: Macmillan.

McClung de Tapia, Emily. (2001) "Exchanges: A First Look at Public Outreach in Mexican and Guatemalan Archaeology", *The SAA Archaeological Record* Vol. 2, pp. 27-29.

McKercher, Bob. (2002) "Towards a Classification of Cultural Tourists", *International Journal of Tourism Research* Vol. 4, pp. 29-38.

Muriel, Alejandro M. (2002) "Archaeological Research in Mexico's Monumental Sites", in R. D. Drennan and S. Mora. (eds.) *Archaeological Research and Heritage Preservation in the Americas*, pp. 56-62.

Pi-Sunyer, Oriel, R. Brooke Thomas, and Magaly Daltabuit. (1999) *Tourism and Mayan Society in Quintana Roo, Mexico*. Storrs, CT: Center for Latin American and Caribbean Studies at the University of Connecticut.

Ranger, Terrence and Eric J. Hobsbawm, eds. (1992) *The Invention of Tradition*. Cambridge: Cambridge University Press.
Read, Kay A. and Jason J. Gonzalez. (2002) *Handbook of Mesoamerican Mythology: A Guide to the Gods, Heroes, Rituals, and Beliefs of Mexico and Central America*. Oxford: Oxford University Press.
Strathern, Andrew. (1996) "Seeking Personhood: Anthropological Accounts and Local Concepts in Mount Hagen, Papua New Guinea", *Oceania* Vol. 68, No. 3, pp. 170-188.
Taube, Karl. (2001) *Ancient and Contemporary Maya Conceptions of the Field and Forest*, Paper Presented at the 21st Symposium in Plant Biology, University of California, Riverside.
Timothy, Dallen J. and Kathy White. (1999) "Community-Based Ecotourism Development on the Periphery of Belize", *Current Issues in Tourism* Vol. 2, No. 2and 3, pp. 226-242.
Tsing, Anna L. (2005) *Friction: An Ethnography of Global Connection*. Princeton: Princeton University Press.
Urry, John. (2002) *The Tourist Gaze*. London: Sage.
van den Berghe, Pierre L. (1994) "Marketing Mayas: Ethnic Tourism Promotion in Mexico", *Annuals of Tourism Research* Vol. 22, No. 3, pp. 568-588.
Walker, Cameron. (2004) "Archaeological Tourism: Looking for Answers along Mexico's Maya Riviera", *National Association for the Practice of Anthropology* Vol. 23, No. 1, pp. 60-76.
Zukin, Sharon. (1991) *Landscapes of Power: From Detroit to Disney World*. Berkeley: University of California Press.

Interrogating the "Universal" in St. Lucia's Piton Management Area

Jennifer C. Lutton
City University of New York (CUNY)
&
Gregor Williams
St. Lucia National Trust

Jennifer C. Lutton
City College, City University of New York (CUNY)
Honors Center
NAC 4/150
160 Convent Avenue
New York, New York 10031
Email: jennifer.lutton@gmail.com

Gregor Williams
St. Lucia National Trust
P.O. Box 595,
Castries,
Saint Lucia
Email: gregorwilliams@yahoo.com

Interrogating the "Universal" in St. Lucia's Piton Management Area

Abstract:
St. Lucia's Pitons have long been contested space, evoking debates over issues of national sovereignty; cultural, historic, and natural heritage; and economic development strategies, specifically, tourism. Such debates prevailed in the 1990s, centering on the development of the Jalousie Plantation, a resort situated on the land between the two pitons. Since the inscription of the Pitons Management Area (PMA) as a World Heritage site in 2004, these debates reemerge with renewed vigor in response to continued development of high-end resorts throughout the Soufriere region, as well as St. Lucia overall.
The Pitons' World Heritage status has, on one hand, lead to the production of a series of policies for land use and development that emphasize preservation, which St. Lucians invoke in response to tourism and other development projects. On the other hand, the Pitons have been conceptually and explicitly interlocked with tourism, marketing and "branding" since application for World Heritage status, the pursuit of which are often at odds with heritage and preservation.
Intensification of resort development in the Soufriere region is related to the inscription of the PMA and puts the PMA's World Heritage status at risk. Recent situations in which foreign property owners and developers have contravened state planning and development rulings within the PMA call into question the enforceability of preservation policies and puts the "universal value" of the site on shaky ground. The World Heritage Committee in June 2009 expressed concerns that "development pressures associated with tourism and housing" in the PMA threaten the site's integrity. The committee also recommended that PMA authorities strengthen protection, planning and management of the property before emphasizing tourism and marketing.
While the creation of exclusive spaces designed for foreign visitors impedes local access to large areas of significance to St. Lucians, a high unemployment rate in the Soufriere region has typically prevented lasting opposition to this kind tourism development from taking root there. This coupled with inconsistent consultation with the community regarding planning and implementation of projects, like the PMA, produces ambivalence among many St. Lucians with regard to both heritage and tourism concerns.
A large-landholding elite owned much of the Soufriere region during the colonial period, and some still control land now dedicated to tourism. Other resorts within the PMA are now owned by expatriates. Thus, most St. Lucians have always had a tenuous and contestatory relationship with the territory within the PMA. Our paper will explore tourism development in the Soufriere region and will highlight periods of contestation related to tourism and heritage preservation. We will examine how pursuit of neoliberal development strategies which prioritize tourism, marketing, and "branding" of the Pitons create an ambivalence among many St. Lucians regarding the relevance of the PMA listing as World Heritage to them. We will show how the universal imperatives of World Heritage become problematic as the tourism industry within and around the PMA caters to a global elite and further restricts St. Lucians' access to this site.

Keywords: neoliberalism, political economy, St. Lucia

Interrogating the "Universal" in St. Lucia's Piton Management Area

St. Lucia's Pitons have long been contested space, stirring up debates over issues of national sovereignty; cultural, historic, and natural heritage; and development strategies, specifically, tourism. As Michael Di Giovine notes, World Heritage sites are "most often a product of a much longer, socially and historically situated process of contested mediation" (2009: 37). In the 1990s, contestation over the national significance of and rights to the Pitons prevailed and centered on the development of the Jalousie Plantation Resort, which is situated between the Pitons. Since the inscription of the Pitons Management Area (PMA) as a World Heritage site in 2004, these debates have reemerged with renewed vigor in response to intensified development of high-end resorts in the Soufriere region (where the PMA is located), and throughout St. Lucia overall. The PMA constitutes what Appadurai and Breckenridge (1991) describe as a "zone of contestation", in which debates about history, culture, and economic development flourish.

A large-landholding elite owned much of the Soufriere region during the colonial period, and some continue to control land now dedicated to tourism. Expatriates and international resort companies also own resorts within the PMA that were once agricultural estates. Many from Soufrierie's peasantry and those from surrounding villages, worked on these estates, as well as on their own small land holdings adjacent to them. Thus, most Soufrierians have always had a tenuous and contestatory relationship with the territory within the PMA.

Intensification of mass tourism and the recent focus on heritage tourism are responses to neoliberal trade policies, which have eroded St. Lucia's (and other ACP countries) trading preferences with Europe, specifically for bananas, which were the largest contributor to St. Lucia's GDP through the mid-1990s. Agriculture on the whole has declined and tourism now contributes in the range of 35-50% of GDP. In this political economic context, heritage articulates with tourism in ways that both accommodate and challenge tourism's economic dominance and its effects on social organization, culture, and identity. Heritage tourism becomes a vehicle for St. Lucians to reclaim and project history and culture for tourists and St. Lucians on their own terms.

But this is a thorny process. Linking World Heritage to tourism in small-island states like St. Lucia often requires ceding to detrimental economic development initiatives set out by international financial agencies, like the IMF and World Bank which encourage the spread of foreign capital interests. David Harvey (2007) argues that neo-liberalism is "redistributive rather than generative" and "transfer[s] assets and redistribute[s] wealth and income either from the mass of the population towards the upper classes or from vulnerable to richer countries through 'accumulation by dispossession'", a process which involves, amongst other things:

(1) the commodification and privatization of land and the forceful expulsion of peasant populations (2) conversion of various forms of property rights (common, collective, state, etc.) into exclusively private property rights; (3) suppression of rights to the commons; (4) commodification of labor power and the suppression of alternative (indigenous) forms of production and consumption; (5) colonial, neo-colonial, and imperial processes of appropriation of assets (including natural resources); (6) monetization of exchange and taxation, particularly of land. (2007: 34-35).

We see this process unfolding in St. Lucia's socioeconomic transformation from agriculture to a service-based economy. In the 1960s, sugar cultivation gave way to bananas as St. Lucia's main export. Bananas were a staple provision and could be cultivated on small farms, unlike sugar which required large tracts of flat land, most of which was owned by St.

Lucian elites or foreign companies. Importantly, the shift to profitable small plot cultivation coincided with regional anti-colonial movements and became symbolic of national independence (St. Lucia became independent in 1979). St. Lucian author Anderson Reynolds describes this in his history of St. Lucia's banana economy in the 1960s and 70s.

In as much as sugar was synonymous with slavery, bananas could be associated with freedom. Banana cultivation empowered the people because unlike laboring on the sugar plantations, farmers cultivating their few plots or acres of bananas had to become self reliant, responsible, forward-looking economic agents. …Suddenly, farmers' grass and cow dung thatched huts gave way to wooden houses with galvanized roofs; mud floorings gave way to linoleum covered wooden floors; flambeaus and kerosene lamps to electric lighting; and donkey and horse drawn carts to automobiles. Suddenly, banks multiplied, primary schools and health centers appeared in the most isolated of villages…roads stretched over mountains, rivers and valleys, running water penetrated into the heart of the very hinterland (2003: 94).

Thus the perception of bananas—"green gold"—as pivotal to St. Lucia's modern economy and national identity is firmly entrenched in the minds of most St. Lucians. For those who benefited from the days of "green gold", the values generated by an Afro-Creole peasantry with its history of resistance and independence, its social structure and cultural practices, and the opportunities it achieved are understood as now under siege in the political economic reconfiguration of the society as it pursues tourism. This is accompanied by a palpable fear which evokes ambivalence and, at times, resistance to tourism informed by a perception that the majority of tourism jobs restrict upward mobility and entail a step backward when workers once again serve the whims of elite foreigners, aided by privileged nationals.

Tourism expresses the structural, social, and economic continuities of inequality inherent in the plantation system, which created the conditions that gave rise to St. Lucia's tourism industry, and which was and is dominated by outside interests as well as by a small group of key St. Lucian elites. Given this historical trajectory, St. Lucians have been "conditioned over long periods of time to respond to initiatives" imposed by external forces and entities (Friedman 1983: 152).

Who "Owns" the Pitons?: The Consequences of "Universal" Heritage

St. Lucia's Pitons Management Area (PMA) comprises an eleven (11) square mile area in the southwestern part of St. Lucia consisting of seven (7) zones with specified planning and management policies. The PMA incorporates private and public land, on which two volcanic plugs, the Pitons, are the most prominent feature and encompasses the surrounding district of Soufriere, with a population of about 9,000. The Pitons are iconic national symbols. While there is broad consensus on the significance of the Pitons for national heritage, the designation and interpretation of this site's "universal" heritage was not without conflict. Planning and coordination to obtain some variety of official heritage recognition for the Pitons has been on-going since the mid-1980s, including two applications to UNESCO for World Heritage status and an OAS-funded study to create a national park through government acquisition of estate land with assistance from the World Wildlife Fund that would have made the space available to all St. Lucians; however, the United Workers Party government in power at the time favored and pushed for a project that promised hotel and construction jobs. In 1992, three hundred acres of private land between the Pitons was developed by an Iranian developer into The Jalousie Plantation Resort, a project that destroyed a good deal of unexcavated Amerindian and plantation period archaeological resources on the property. This development brought local and global concerns with heritage preservation and economic

development into sharp relief, provoking debate over protecting environmental, archaeological and symbolic inheritance against the promise of several hundred construction and hotel jobs. Clashes involved international environmentalist groups and activists (most notably, the World Wildlife Fund and Philipe Cousteau), St. Lucian NGOs, local intellectuals, international funding agencies, the St. Lucian government, and the developers. Former Labour Party Prime Minister, Kenny Anthony (who was a law professor at the time), some of his future cabinet members, and St. Lucian Nobel Laureate, Derek Walcott, were among those actively involved in protests, charging that the land between the Pitons and the Pitons themselves represented a contiguous area pivotal to national identity and sovereignty. Walcott wrote various articles in St. Lucian newspapers arguing for the preservation of the land for all St. Lucians referred to the Pitons metaphorically as the *tete* (breasts) which feed the nation. This experience of heritage contestation led to the development of the St. Lucia Heritage Programme in 1998.

In 2003, the St. Lucian Pitons Management Area planning committee applied for World Heritage recognition based on UNESCO criteria highlighting "natural beauty" of the area and publicly launched their application to UNESCO on the Soufriere waterfront. At this event, the Minister of Planning and Development from Soufriere, challenging notions of universality, declared "**We** own the Pitons", but argued that World Heritage status would enhance tourism, could be used as another marketing tool (the Pitons already figured very prominently in tourism marketing), and proposed exploring ways to pay for maintaining a World Heritage site in the form of royalties from those using images of the Pitons in advertising. He reduced heritage preservation to a "burden of cost" for which the government must cultivate ways to fund.

A local drumming and theatre troupe, the Soufriere Action Theatre (SAT), noted for their confrontational style performed a satirical piece Derek Walcott wrote for a St. Lucian newspaper during the Jalousie controversy. Walcott's poem, "Litany to the Pitons", is highly critical of various political leaders from the time and of the developers and disputes the value of economic development projects that jeopardize human and national development by offering low paying, dead-end jobs to St. Lucians. Here is an excerpt from Walcott's poem:

May the Pitons pardon us
M Group and Minister
More and more sinister
Manipulators
Merchants and traitors
Makers of waiters
Whores out of waitresses
Deep our distress
Jalousie is one of
The seven deadly sins
Greed is another…
They would sell their own sons
They sold me, they sold you
When they sold the Pitons
May the next Generation
Curse a government so blind
It handed over a nation
Sealed, delivered and signed.

The performance made officials visibly uncomfortable. SAT, however, was proud of causing uneasiness, since many of the officials at the ceremony had protested the resort and

were now in positions of power where their ideological commitments, it seemed to SAT, took a backseat to their political ambitions. SAT's contention was that compared with making the area into a national park, the PMA was a compromise. The performance urged against erasure of controversial history where lands slated for communal purpose became exclusive property for non-St. Lucians to enjoy and consume and on which St. Lucians labor.

Expansion and Exclusion: Resort Tourism in the PMA

Part of the neo-liberal package that terminated trading preferences is the intensification of tourism a development strategy aimed at staving off negative social and economic effects of a declining agricultural sector on St. Lucians. This development has been intensifying since St. Lucia's Pitons were inscribed as a World Heritage site in 2004 and coincided with St. Lucia's—and the broader Anglophone Caribbean—preparations for 2007 World Cup Cricket.

While government provided incentives for building small guest-houses and small scale entrepreneurial activities to cater for cricket related tourism, most notable were the those granted for large resorts, particularly in St. Lucia's already intensively developed north. Preparations for cricket followed neo-liberal pathways, in the form of loans from regional banks for infrastructural improvements, but also in the form of special incentives, like unique tax advantages for foreign developers who began projects with an eye to completing them in time to accommodate the expected influx of cricket fans arriving from outside the Caribbean. Between 2005 and 2007 construction on a number of large-scale, beachfront, high-end resorts began island-wide. Many of these were not finished in time for the event, but opened sometime after. One of these is the Landings Resort that includes canals and a marina, which required dredging and reconfiguring a beach that was one of the most popular spaces for St. Lucians in the north. Some, like the Sapphire Resort in the south, which was to be a large conference hotel, broke ground but never got underway. Paradis, on the east coast, began and remains unfinished due to recession-related problems affecting developers. Thus, some developers benefitted from significant tax advantages that were granted specifically to help St. Lucia meet demand of hosting an international sporting event, but did not provide the accommodations for that event.

During this same period of large-scale, intensified tourism development sparked by World Cup cricket, the inscription of the PMA as a World Heritage site began having a similar effect on the Soufriere region and is marked by an escalation in the level of resort exclusivity. Soufriere offers very few affordable accommodations. The handful of resorts in the Soufriere region in and outside of the PMA, are small and high-end, with rates ranging from $380 to $2,500 USD per night in the high season. Shortly after the PMA became a World Heritage site, two Soufriere resorts expanded: Anse Chastanet's Jade Mountain, with high season rates ranging from $1,200-2,500 per night, and Ladera Resort, with rates ranging between $680-1,330.00 per night. Currently, there are major expansion plans for two resorts. Anse Chastanet, lies just outside the PMA and proposes constructing over 900 rooms in the form of 2,000-4,000 sq. ft. villas, a condo-hotel, and hotel rooms. An expansion of the Jalousie Plantation resort inside the PMA plans to develop 216 rooms in luxury villas and a hotel on 170 acres. The two projects would add 1,100 more rooms to the 185 that exist between these two resorts at present and would most likely produce significant social, economic, and environmental transformations in the Soufriere region.

Given this context of luxury resort development, it is important to note that in Soufriere and surrounding districts of Choiseul and Canaries, from which the majority of the labor force at these resorts come, many homes are small wooden frame houses or small concrete

structures. Many houses do not have electricity or indoor plumbing. Many residents have only primary school education and/or are low-skilled labor. Unemployment rates in the Soufriere region hover around 30 %. There is a marked contrast between the very affluent tourists to the PMA vicinity—and the luxury resorts in which they stay—and the everyday social and economic realities of most St. Lucians who work in tourism.

In addition, there are plans for two new resorts. One of these is slated for the beach and old estate on south side of Gros Piton, which is within a no-build zone of the PMA. That a proposed resort in a no-build zone apparently received preliminary approval from the Prime Minister is puzzling. The project is being challenged by the St. Lucia National Trust, which is charged with protecting and managing St. Lucian archaeological, structural, and environmental patrimony. The Trust has argued to the Ministry of Physical Development and other relevant authorities that the area is a no-build zone and that this development would likely place the PMA on the World Heritage in Danger list (St. Lucia National Trust 2009).

The second new resort is planned for Malgretoute, the beach on north side of Petit Piton, and would include luxury residences in: 44 villas, 45-four bedroom residences, and 32 apartments. It would also include spas, tennis courts, pools, and a heliport. Given the historical significance of the Pitons in Amerindian and African acts of resistance to colonialism and slavery, it seems ironic that the developers named this exclusive luxurious retreat marketed to North Americans and Europeans "Freedom Bay, St. Lucia". Freedom as a theme informs most tourism experiences globally, but resonates with particular strength in Caribbean tourism contexts. The Caribbean is a space to "free up" oneself from the daily realities of home in a matrix of sun, sea, sand, and sex mediated by race, class, and gender. Thus, "Freedom Bay" co-opts the Pitons as symbols of resistance and links collective histories of struggle and emancipation with contemporary tourism marketing representations, which correspond to and enliven neoliberal notions of individual freedom and freedom of markets.

With regard to these planned developments, the St. Lucian government—during tenures of both of its political parties—has made some disturbing decisions concerning public lands that demonstrate Harvey's notion of "accumulation by dispossession". In the case of Freedom Bay, the government promised to sell public property to the developers, as well as purchased private property for "public use in tourism" which was then sold to the developers (St. Lucia Government Gazette 2009: 1062). Furthermore, the government and PMA committee agreed to reconfigure the boundaries for the zone in which Freedom Bay would be built to accommodate their request to build in a no-build zone. At Jalousie, the government is reported to have sold some portions of Queen's Chain, which is 186 feet of land from the high tide mark that is public land and may be leased, but not sold (Deveaux 2010). These decisions to place public land in private hands not only endanger the PMA's status as a World Heritage site, but also raise questions regarding St. Lucia's political and economic sovereignty. Furthermore, the creation of exclusive resort spaces which impede access to many areas of St. Lucia's World Heritage site and reserve the most "beautiful"— the site's designation is based on its natural beauty—areas of the PMA for wealthy, foreign tourists challenges the reality and consequences of the site's "universal" description.

The shifting of public (Crown Lands and Queen's chain) and protected land to private control or ownership is also happening outside of the PMA. The government entered a deal with developers of a Ritz Carlton in which 228 acres of Crown Lands in the south west of St. Lucia were exchanged for government shares in the resort. The status of the land became an issue of concern when the developers used the land as security for a loan from an Icelandic bank that afterward went into receivership as a result of the recent global economic crisis. The status of this development and the Crown Lands on which it is to be built is vague. Similarly,

Fregate Island, a private nature preserve land on the east coast vested with the St. Lucia National Trust, was signed over by the government to a luxury resort developer. The negotiations through which that decision was made are unclear to Trust executives and St. Lucians in general.

The character of these proposed resorts signifies a shift in St. Lucia's tourism development: augmenting residential tourism. These new resorts will include condominiums, apartments, and villas that will be sold to non-nationals creating communities of owners within resort enclaves. Such exclusive areas comprised of high-end real estate in the hands of wealthy foreign owners will inevitably form gated communities with all their attendant acts and symbols of exclusion and surveillance; thus, transforming the socioeconomic landscape from one in which visitors come and leave, to one in which tourists own a piece of St. Lucia. It will be important to follow the effects of such new forms of tourism on notions of citizenship. Some Caribbean states sell passports as a means of generating revenue. It does not seem far-fetched to suggest that this might become a possibility for owners of tourist residences in St. Lucian resorts.

In addition to problems of over-development of resort tourism and selling of public lands, situations arise in which foreign property owners contravene state planning and development rulings within the PMA call into question the enforceability of preservation policies and puts the "universal value" of the site on shaky ground. In a highly publicized case, a wealthy Italian couple obtained an aliens holding license for property within the PMA but were denied approval for their plans to build a villa on the property. When application to build was denied by the St. Lucia Development Control Authority (DCA), it was ignored and construction of the villa began. The project elicited outraged responses from many stakeholders and agencies, like the Soufriere Marine Management Association and the National Trust. The Minister of Physical Development was accused of passing blame for the project's approval on the former government and his political credibility was called into question. After a legal review by the National Trust, the construction was ordered to stop subject to high fines. The minister afterwards remained in the background on this issue, prompting a journalist to ask in an article titled "Does Former 'Rootsy' Planning Minister Favour the Wealthy?"(The St. Lucia Star 2009).The article describes how the DCA ordered two food vendors to dismantle a structure they erected under which to run their business in the capital, Castries, but allowed for the continued construction of a project by wealthy foreigners in violation of DCA rulings. In responses on the newspaper's blog, St. Lucians complained about a glaring contradiction in how the DCA and other agencies exercise power in situations involving St. Lucians versus non-St. Lucians.

These exclusive developments proposed and begun in and adjacent to the PMA boundaries also raised alarms for the World Heritage Committee. In 2009, the WHC asserted that the PMA's Integrated Development Plan was approved without serious consideration for the level of development being proposed or taking place at the time, noting that, "threats to integrity exist in relation to the protection, planning and management of the property, and the apparent reconsideration of property's boundaries" (World Heritage Committee 2009: 110). The WHC urged that a moratorium on development—which was in place prior to the IDP—be reinstated until an assessment of protection and management could be made by the State Party, WHC, and the International Union for Conservation of Nature (ICUN). This moratorium would apply to development plans both inside and outside the PMA boundaries. The PMA committee was unable to satisfy the WHC by the proposed deadline, and the site came dangerously close to being placed on the Heritage in Danger list. The government minister accused of lacking the willpower to stop development of a foreign-owned villa inside the PMA mentioned above attended the 2010 WHC meetings in Brazil and successfully

persuaded the committee not to place the PMA on the Heritage in Danger list. Part of the agreement included restoration of the moratorium on development.

Conclusion: Potential Reawakening of Local Activism

The Pitons' World Heritage status has, on the one hand, lead to the production of a series of policies for land use and development that emphasize preservation, which St. Lucians can reference to oppose or support certain kinds of development projects in the area. On the other hand, the Pitons are now more than ever conceptually and explicitly linked with tourism, marketing and branding, since gaining World Heritage designation, in ways that are often at odds with goals—St. Lucia's and UNESCO's—of heritage and preservation. As we demonstrate here, emphasis on this World Heritage site as tourism product has lead to agreements between developers and the St. Lucian government to privatize public lands, an issue that is increasingly generating debate nationally and within the wider St. Lucian diaspora.

Historical experiences in the Caribbean of economic dependency and control by external capital interests is perpetuated in the contemporary political economic context and accounts for the prevailing suspicion among many St. Lucians that the majority of available tourism jobs are unstable, servile, and dead-end and that they reproduce exploitative colonial relationships of white foreign control over the local black population, culture, and geographical and social spaces. Job security in tourism is uncertain for most, because of the industry's vulnerability to external forces—e.g. hurricanes, recessions, oil prices. Yet, because of high unemployment rates, most St. Lucians and indeed the government are in favor of tourism development for the employment it promises. Increased reliance on tourism throughout the Caribbean is not, however, a matter of local political economic decision-making, but rather the consequence of pressures of global capitalism that have left the region with little alternative pathways for development.

But there is growing opposition to intensification of tourism from institutions and among the broader public. Recently, the Minister of Tourism—well-connected to global tourism capital networks as a former head of Air Jamaica and hotel owner—engaged in a dispute with the St. Lucia National Trust over issues of preservation and development. The minister implied that the Trust has no real authority over heritage protection. The Trust has been expressing concerns over "development pressures on the coastline as well as social implications of declining public access to beaches" (St. Lucia National Trust 2010). The minister complained that they are not a government body and therefore have no authority to make recommendations regarding these issues. The Trust responded that the Minister lacks an understanding of the Trust's role in policy formation, as they act as an advisory committee to government on heritage conservation. Indicating a deep schism of ideas, policy, and institutional authority over heritage and tourism development in St. Lucia, this conflict highlights important dilemmas posed by a neoliberal system. Harvey identifies this erosion of "prior institutional frameworks and powers (such as the supposed prior state sovereignty over political-economic affairs) as a process of "creative destruction" (2007: 21). We see such a process in tussles over policy and institutional authority in heritage and tourism development, wherein the National Trust's legitimacy is challenged by ministries with considerable global capitalist linkages and power.

The National Trust is becoming more vocal and active about confronting tourism developers and the St. Lucian government. As noted above, they have been particularly concerned with declining public access to beaches. More broadly, the St. Lucian public is increasingly growing opposed—on airwaves, in print media and online forums, in St. Lucia

and the diaspora—to intensifying resort development island-wide, particularly regarding the loss of beaches and the ways in which resorts erect psychological barriers to them. Resorts build boulder jetties on the boundaries of beaches to cordon off areas for guests and post permanent structures, like straw covered wooden shelters on beaches, which non-guests cannot use. St. Lucians feel like they are pushed to the margins of their own beaches.

Resorts are heavily monitored. Security personnel work at gated hotel entrances, stopping and questioning people seeking passage onto the property. Visitors not staying at the resort are sometimes required to sign a waiver allowing security to search vehicles upon departure. All beaches in St. Lucia are required by law to be accessible to the public, and while resorts provide access through their properties to beaches, there is considerable tension over resort security measures, as many St. Lucians feel they are subjected to embarrassing levels of monitoring. Security guards patrol beaches watching for any signs of "locals" causing disturbance to guests, which can include simple social acts like engaging in conversation. They closely monitor water taxi captains who approach the beach by sea in small motor-powered boats. Only a specified number of water taxis, contracted by hotels are allowed to sell rides to guests. Non-contracted water taxis are asked to leave by security. Vendors wishing to sell goods on the beach must obtain permits. Those not sanctioned by the hotel are asked to leave. At Jalousie Plantation, visitors to the beach are not allowed to walk into the property, but must take shuttles provided by the hotel (which recently began charging fees to outsiders) to the beach. Shuttles and security are highly charged symbols of surveillance and control that discourage St. Lucians from going to resort beaches. They know they will be singled out for scrutiny and thus many avoid embarrassment of being closely monitored by security (fellow St. Lucians) by staying away. In this tourism context, the effect is demobilizing of the local and increased mobility of a global elite in St. Lucian spaces of social, cultural and environmental significance.

That St. Lucians are increasingly and publicly voicing objection to literally losing ground to neo-liberal development agendas signals an important shift, as many were so dispirited after the Jalousie controversy. This might possibly produce a resurgent activism among ordinary St. Lucians working in conjunction with heritage preservation institutions to challenge socially and environmentally irresponsible development. A more proactive approach at the grassroots level would be a promising beginning for efforts to make the PMA's World Heritage Status more secure and live up to its promise of universal value. It is a response to the misuses of heritage encouraged by World Heritage status but simultaneously on account of a renewed sense of pride of place—nationally, regionally, and globally—that status confers.

Bibliography

Appadurai, Arjun and Breckenridge, Carol. (1991) "Museums are Good to Think: Heritage on View in India," In Museums and Their Communities: The Politics of Public Culture. I. Karp, S. Levine and T. Ybarra-Frausto (Eds.). Washington, D.C.: Smithsonian Institution Press, 34-55.

Devaux, Robert. (2010) "A Guide: Ciquante pas du Roi or Queen's Chain". Working paper. St. Lucia National Trust.

Di Giovine, Michael. (2009) The Heritage-scape: UNESCO, World Heritage, and Tourism. Lanham, MD: Lexington Books.

Felix, Stanley. (2009) "Does Former 'Rootsy' Planning Minister Favour the Wealthy?". St. Lucia Star, Internet Edition, November 9; available online at http://stluciastar.com/content/archives/8546

Friedman, Jack. (1983) From Plantation to Resort: Tourism and Dependency in a West Indian Island. Ph.D. Dissertation, Rutgers, State University of New Jersey.
Harvey, David. (2007) Neo-liberalism as Creative Destruction. Annals of the American Academy of Political and Social Science, Vol. 610, No. 1, 21-44.
Reynolds, Anderson. (2003) The Struggle for Survival: An Historical, Political, and Socioeconomic Perspective of St. Lucia. Vieux Fort, St. Lucia: Jako Books.
St. Lucia Government Gazette. (2009) Monday, October 19, Issue 42.
St. Lucia National Trust. (2010) Statement to Members and General Public. Available: http://www.slunatrust.org/memberpages//SLNTStatementtoMembers.pdf (accessed May 2010)
St. Lucia National Trust. (2009) "Keeping Sight of Our World Heritage Site". Press release. Available: http://www.slunatrust.org.memberpages/SLNTAnseL'IvrongePressRelease.pdf (accessed May 2010).
UNESCO World Heritage Committee. (2009) 33rd Session Decision. Available : http://whc.unesco.org/en/decisions/1831
Walcott, Derek. "Litany to the Pitons" The St. Lucia Voice

Touristes des sites du patrimoine mondial : Vers quelles expériences ? Une étude de la Médina de Sousse

Wided Majdoub
(Université de Sousse)

Wided Majdoub
Faculté de Droit et des Sciences Economiques et Politiques de Sousse
Unité de Recherche « Tourisme et développement »
Cité Riadh. 4029. Sousse.
University de Sousse
Tunisie
Courriel : wided.majdoub@gmail.com

Touristes des sites du patrimoine mondial : Vers quelles expériences ? Une étude de la Médina de Sousse

Résumé :
Ce travail analyse le comportement des touristes, dans le contexte de la visite d'un site classé au patrimoine mondial, mais du point de vue de la consommation expérientielle. Ce nouvel éclairage peut nous aider à mieux comprendre les attentes des visiteurs de ces sites et, ainsi, mettre en évidence des variables explicatives de la recherche d'expériences. Cette étude montre que la visite de sites (ici en l'occurrence la Médina de Sousse) repose sur la recherche d'expériences vécues, individuellement et/ou collectivement. Une étude qualitative, à travers des entretiens en profondeur nous a permis de dégager les principaux éléments de l'expérience. Les résultats peuvent être exploités par les professionnels du marketing du tourisme et des loisirs afin de définir leur stratégie de positionnement de ces sites et à réfléchir à des habillages pertinents des produits touristiques, reposant sur une forme contrastée de production d'expérience.

Mots clés : comportement expérientiel, recherche d'expériences, éléments du vécu

Touristes des sites du patrimoine mondial : Vers quelles expériences ? Une étude de la Médina de Sousse

La qualité de la gestion et du développement touristique des sites classés au patrimoine mondial dépend tout autant de la connaissance du comportement des visiteurs que de la compréhension de leurs attentes. Par rapport au raisonnement classique du marketing, basé sur les besoins et la satisfaction, nous introduisons dans ce travail la dimension expérience de visite et vécu des touristes. A une époque où la valorisation « marchande » du patrimoine est perçue comme un outil du développement touristique des territoires, ce travail présente le cas intéressant de la Médina de Sousse, site classé au patrimoine mondial de l'humanité. Cet exemple est édifiant à plus d'un titre. Station balnéaire, drainant plus d'un million de touristes par an, la Médina regroupant les sites classés, semble, elle, boudée par les touristes, ce qui soulève de nombreuses interrogations. Ce qui nous conduit à poser la question des envies touristiques pour ce type de site. Au cœur de ces problématiques, se pose la question des attentes touristiques. Après avoir donné des éléments de cadrage concernant la situation du tourisme culturel dans la ville de Sousse, nous monterons que la visite des sites classés est une forme de consommation culturelle, mais de type particulier, car expérientielle. Nous définirons ainsi le concept d'expérience et les implications managériales qui en découlent. Notre but étant de cerner les composantes de l'expérience de visite des sites de la Médina. A cette fin une étude qualitative a été menée , les principaux résultats montrent que l'analyse du comportement de ces touristes à travers le champ expérientiel, peut nous aider à mieux connaître les visiteurs de ces sites et, ainsi, mettre en évidence tant les attentes des différents publics, que les manières de produire, d'enrichir l'expérience de visite.

1. Éléments de cadrage

1.1. Quelques chiffres

Pour évaluer la demande touristique de la Médina, nous nous sommes référés aux statistiques de l'Agence de Mise en Valeur du Patrimoine et de la Promotion Culturelle nous donnant le nombre d'entrées aux monuments avec entrée payante du site (Grande Mosquée, Ribat, Musée Archéologique). Nous considérons après une enquête, que tout visiteur ayant visité ce monument a fait la tour de la Médina ou au moins a réalisé le circuit classique de Bâb el Gharbi à Bâb Bahar.

Ainsi pour Sousse, le nombre total des visiteurs des 3 sites inscrits, Grande Mosquée, Ribat et Médina, (le Musée est fermé pour rénovation depuis 2008, ce projet est financé par la Banque Mondiale) est en régression, surtout pour cette l'année 2009, tandis que les chiffres pour Sousse ville sont eux en nette augmentation. Sur le million de visiteurs en 2009, 75 271 ont visité la Médina soit près de 7% du total de la ville de Sousse. Il est important de souligner qu'il s'agit pour la quasi totalité, de visites comprises dans un package prévu par les voyagistes ou des prestations proposées par les agences de voyage locales à travers les hôteliers. Une étude[1] que nous avons mené durant la période de juin à aout 2010, nous a montré que Sousse n'est pas du tout perçue comme une destination culturelle (pour 85% de l'échantillon interrogé), la motivation principale étant le balnéaire, et ce pour 82.2% des personnes interrogées. Ces éléments, ainsi que les chiffres officiels nous amène à nous poser la question de la perception et de la valorisation de l'image culturelle de la ville de Sousse.

[1] Enquête par sondage auprès d'un échantillon de 180 personnes, élément d'une étude portant sur la gestion touristique de la Médina de Sousse.

Tableau 1 : visites des sites et nuitées

années	Visites Catacombes	Visites Grande Mosquée	Visites Musée	Visites Ribat	Total visites Médina	Nuitées Sousse ville
2000	11311	86851	54936	118438	260225	984469
2001	11337	77851	49266	116247	243364	965812
2002	10036	50530	38644	75530	164704	885562
2003	8527	45752	33800	74503	154055	902164
2004	9224	53391	37440	80446	171277	981287
2005	11268	50805	40786	108821	200412	1050766
2006	10433	50081	35216	88424	173721	1039991
2007	9370	52104	12665	79962	144731	1086991
2008	5280	48947	0	64779	113726	1055646
2009	5547	29113	0	46158	75271	1006439

Source : Agence de la Mise en Valeur du Patrimoine et de la Promotion Culturelle et Office National du Tourisme Tunisien

Cette situation est en effet symptomatique du tourisme tunisien en général. Le tourisme culturel est devenu une niche du marché touristique et pour le tourisme tunisien, une alternative à la masse. Mais passer de la logique de la masse au tourisme culturel n'est pas évident. Ainsi sur les 7 millions de touristes qui se sont rendus en Tunisie durant l'année 2009, en enregistre moins de 3 millions de visites sur l'ensemble des sites et musées du pays. La Tunisie a fait dès les années 60 le choix de se positionner sur le tourisme de masse. A l'heure actuelle face aux difficultés du secteur, et compte tenu de la conjoncture internationale, la stratégie s'est tournée vers la diversification du produit touristique, pour sortir du mono-produit balnéaire, et le re-positionnement par rapport aux destinations concurrentes.

1.2. La Médina de Sousse

La Médina de Sousse est classée depuis 1988 aux titres du :

- Critère III : avec le Ribat, la Kasba, les remparts la mosquée Bu Ftata et la Grande Mosquée, Sousse apporte un témoignage exceptionnel sur la civilisation des premiers siècles de l'Hégire. La Médina de Sousse constitue un exemple précoce et intéressant de ville nouvelle islamique.
- Critère IV : le Ribat de Sousse est le plus ancien et le mieux conservé de toute la série, il est un exemple éminent de ce type de construction.
- Critère V : la Médina de Sousse constitue dans son ensemble un exemple éminent d'habitat humain traditionnel devenu vulnérable sous l'effet de mutations irréversibles.

Infrastructure et architecture typique font l'identité du site, qui possède selon le schéma type des Médina, plusieurs grandes portes historiques, orientées selon les quatre points cardinaux, (Bâb el Gharbi, Bâb el Kebli, Bâb Bahar, Bâb el Fingua, Bâb el Jabli, Bâb Jadid). Les passages voutés (Sabats) présentent une infrastructure typique. Le site est entouré de remparts érigés en 859 m, bien conservés et qui donnent à la Médina son aspect de forteresse. Par son aspect de labyrinthe tortueux et incertain qui incite à la découverte, elle constitue un réseau enchevêtré de rues, de venelles, d'impasses, de passages voutés pour faciliter la visite entre les constructions, les monuments historiques, les édifices publics et les habitations. La médina compte 59,8% maisons traditionnelles avec patio et entrée en chicane et des espaces de transmissions (driba et skifa), 1640 logements (54% de la totalité des bâtiments dans la Médina), 1303 locaux à fonction économique (43%), 75 monuments historiques et

équipements culturels dont seulement une dizaine qui sont connus par le public (2,5%) et 18 équipements publics (0,5%).

2. Comprendre l'expérience de visite d'un site du patrimoine mondial

2.1. La visite de la Médina comme une forme de consommation culturelle

La visite d'un site patrimonial est une forme de consommation culturelle et touristique, ce qui lui confère un caractère hybride. Et en tant que telle, une forme de consommation expérientielle. Le consommateur recherche le vécu d'une expérience, et non uniquement la simple consommation d'un produit. C'est en premier lieu une forme hédonique de consommation. Pour Unger et Kernan 1983, à travers la consommation culturelle, l'individu recherche une satisfaction intrinsèque liée au principe de plaisir, aux émotions, à un sentiment de liberté. L'expérience esthétique génère des valeurs différentes de celles des autres types de consommation. Ainsi une consommation banale est motivée extrinsèquement et produit une valeur extrinsèque. Au contraire, une expérience esthétique est motivée intrinsèquement (Berlyne 1971) et produit une valeur endogène qui est recherchée par le consommateur. L'expérience esthétique a sa propre fin en soi : elle se justifie d'elle-même par elle-même.

C'est aussi un type de consommation qui induit une subjectivité de l'expérience esthétique : selon Dufresne et Tasse 1993, ne possédant pas de fonction matérielle et utilitaire, l'acte de consommation se fonde sur un rapport particulier à chaque individu. C'est aussi et surtout une consommation éminemment symbolique. Le consommateur se définit par les produits qu'il consomme. Ces dimensions symboliques agissent comme des révélateurs de la personnalité et du statut du consommateur. Dans le cas de la consommation culturelle ces dimensions sont encore plus accentuées (Baudrillard, 1972 ; Belk, 1987). On distingue alors deux principales fonctions sociales des produits culturels (Baudrillard, 1968): la fonction de distinction et de reconnaissance sociale et la fonction d'affirmation personnelle et d'individualisation. Bouchet et Pulh 2006 mettent en perspectives les principaux éléments qui définissent les trois éléments structurants les comportements de consommation.

La première tendance porte sur la recherche d'expérience sensorielle et corporelle. C'est sur cette base théorique que s'est développé le marketing sensoriel, qui privilégie l'olfactif, le goût, l'auditif et le tactile essaye de créer un style et une signature sensorielle unique pour la marque. Cette expérience sensorielle s'articule à l'expérience corporelle, Despret 1999 montre que cette dernière coexiste avec un univers de symboles, eux-mêmes différentiables en termes de culture.

La recherche d'expérience spatiale et temporelle forme la seconde tendance. La perception du temps est au cœur de la recherche d'expérience, la façon de vivre le temps renvoyant à un système de valeur. Pour de nombreux sociologues, c'est par de nouvelles formes de sociabilités et de pratiques hédonistes, de consommation et d'esthétique, que se construisent les expériences de consommation. Dubet (1994), Maffesoli (1990, 1999) montrent que la société est de plus en plus éclatée, ce qui pousse l'individu à combiner trois types de stratégie : l'intégration au groupe, l'individualisme, et l'affirmation de soi.

La dernière tendance recoupe enfin, recherche d'expérience sociale et partagée au sein d'une tribalité. Traditionnellement, le marketing tend à regrouper des individus selon une logique homogène, égalitaire. Dans la recherche d'expériences, il s'agit plutôt d'une logique par affinité (Dibie, 1993) en tant que les individus recherchent dans la consommation un moyen de se lier les uns aux autres (Badot et Cova, 1995), dans le cadre d'une ou de plusieurs communauté de référence (Debeneditti, 1997).

2.2. Mais aussi une forme de consommation expérientielle

2.2.1. Définir le paradigme expérientiel

Proposé par Holbrook et Hirschman (1982), le paradigme expérientiel offre un cadre au modèle de recherches d'expériences, et s'adapte à des champs spécifiques du marketing, tels que le marketing culturel, et bien évidemment le marketing touristique. En effet, les études visant à expliquer et comprendre le comportement des touristes ont été fortement influencées par une démarche cognitiviste. Le comportement de l'individu est décrit comme un processus de collecte et de traitement de l'information, destiné à sélectionner une solution optimale à un problème de décision, associé à un besoin à satisfaire. Cette démarche, basée sur les apports de la théorie économique associe la consommation d'un produit ou d'un service à sa valeur d'usage. Les limites de cette démarche ont été évoquées à plusieurs reprises dont Holbrook, 1987. Elle ne prend pas en compte les aspects affectifs et émotionnels qui pourtant permettraient de mieux expliquer certains aspects du comportement (Graillot, 1994 ; Oliver, 1994) et affiner la segmentation du marché touristique (Bigné et Andreu, 2004). Holbrook 1986 montrent que le paradigme expérientiel a principalement été développé pour analyser les comportements difficilement explicables par les modèles classiques, c'est à dire pour les produits dont la consommation se traduit par une expérience qui apparaît comme une fin en soi aux yeux du consommateur. Pour Vézina (1999), le consommateur n'est pas que consommateur, il agit à l'intérieur de situations qui le conduisent à rechercher du sens à travers son acte.

La visite d'un site est pour nous assimilée à une expérience esthétique, mettant en jeux un ensemble d'émotions. En effet l'émotion apparaît comme « un phénomène affectif subjectif expérientiel, source de motivations, qui interagit avec les processus de traitement de l'information recueillie en vue d'une expérience de consommation » (Graillot, 1998). Les émotions font partie intégrante de l'expérience vécue(Richins, 1997). Pour Bourgeon et al. (2002) le paradigme expérientiel est à l'origine d'une représentation mentale holistique de l'objet culturel. Le fait de visiter ces sites classés en tant qu'expérience peut s'analyser au travers de facteurs émotionnels, affectifs et imaginaires. Mais pas seulement, l'expérience de visite peut aussi s'analyser à partir de la signification symbolique et de la vision subjective de l'interaction entre le sujet et l'activité de visite (Godey et Lagier, 2002).

2.2.2. Saisir la complexité du concept d'expérience

Le concept d'expérience est considéré comme des plus élusifs, pour Carù et Cova, (2002), c'est une forme d'expérimentation pour la science, une forme d'épreuve personnelle pouvant transformer l'individu pour la philosophie, et qui contient le notion de construction de l'individu pour la sociologie et la psychologie. En comportement du consommateur, le concept d'expérience a fait l'objet de très nombreuses recherches. La définition la plus souvent retenue dans les recherches francophones est celle de Marion (2003), jugée une des plus pragmatique : l'expérience est une sensation, une pratique, un évènement vécu, et la connaissance de la vie qui résulte de cet évènement vécu. Pour lui, on pourrait traduire le terme d'*experience* par vécu (nom) et *experiential* par vécu (adjectif) (p. 89). Pour Carù et Cova (2002), c'est « …un épisode subjectif dans la construction / transformation de l'individu, avec cependant une emphase sur la dimension émotionnelle et sensitive au détriment de la dimension cognitive. » (p. 159). Bouchet (2004) définit l'expérience comme «… une construction sociale subjective et objective, produit d'une interaction réciproque entre un individu (ou plusieurs), un lieu et une pratique de consommation ». En synthèse, l'accent est mis sur la nature personnelle, tant subjective que cognitive, c'est un processus de transformation lié au vécu de la personne (Otto et Ritchie, 1996; Yuan et Wu 2008 ; Verhoef et al. 2009).

Arnould et al. (2002) dénombrent quatre phases de l'expérience, en tant que phénomène qui se déploie dans le temps : l'expérience d'anticipation de la consommation qui consiste à rechercher, planifier, ou fantasmer l'expérience ; l'expérience d'achat qui relève du choix, du paiement, de la rencontre de service et de l'ambiance ; l'expérience de consommation qui inclue la sensation, la satisfaction / insatisfaction, l'irritation / le flux, la transformation ; l'expérience de souvenir de l'expérience de consommation qui mobilise des photographies pour revivre l'expérience passée, qui s'appuie sur les récits d'histoires et les discussions avec les amis sur les jours passés, qui passe par le classement des souvenirs….

2.2.3. De nombreuses typologies

Schmitt (1999 ; 2002), s'appuie sur cinq composantes de l'expérience du consommateur lors du choix d'un produit ou d'un service. L'approche sensorielle (*Sense*) s'adresse à la vue, l'ouïe, le toucher, le goût et l'odorat. Il différencie les sociétés et leurs produits par une esthétique et un style sensoriel uniques. L'approche émotionnelle (*Feel*) fait appel aux sentiments plus profonds des clients. Elle vise à créer des expériences affectives. Pour que cette forme de marketing fonctionne, il faut bien comprendre les stimuli et situations qui déclenchent certaines émotions de même que la volonté du consommateur de s'engager dans ce processus. L'approche intellectuelle (*Think*) fait appel à l'intelligence et cherche à créer des expériences cognitives (qui relèvent du savoir et de la croyance) dans la résolution des problèmes qui impliquent les clients sur le plan créatif. Pour réussir, il doit surprendre, intriguer et parfois même provoquer. La composante d'action (*Act*) enrichit la vie des clients. Les changements de mode de vie ou de comportement sont, par nature, suscités par la motivation ou l'inspiration et fonctionnent mieux lorsqu'ils fournissent un modèle. Pour finir, l'approche tribale (*Relate*) est une combinaison des quatre approches expérientielles précédentes. Le marketing expérientiel va agir sur ces composantes pour orienter les émotions du consommateur. Le dernier aspect porte sur le contrôle de l'expérience, l'enjeu principal du marketing expérientiel. On en arrive ainsi à guider, façonner et gérer les expériences du client. Pour de nombreux auteurs, et entre autres Holbrook (2000), l'esprit initial du modèle expérientiel a été détourné et biaisé notamment avec le développement du marketing expérientiel, qui est dénoncé comme étant trop simplificateur et par trop réducteur (Arnould et Thompson, 2005 ; Carù et Cova, 2003a ; Cova et Cova, 2004).

Pour Holbrook (2000), l'expérience de consommation va être construite à partir des quatre notions présentées dans la figure suivante.

Figure 1 : Les composantes de la production d'expérience

Expérience	Divertissement	Exhibitionnisme	Evangélisme
Evasion de la réalité	Esthétique	Porter aux nues	Eduquer
Emotion	Excitation	Exprimer	Donner l'exemple
Plaisir	Ravissement	Découvrir	Garantir

Source: Holbrook M.B. (2000), The Millennial Consumer in the Texts of Our Times: Experience and Entertainment, in *Journal of Macromarketing,* 20, page 178.

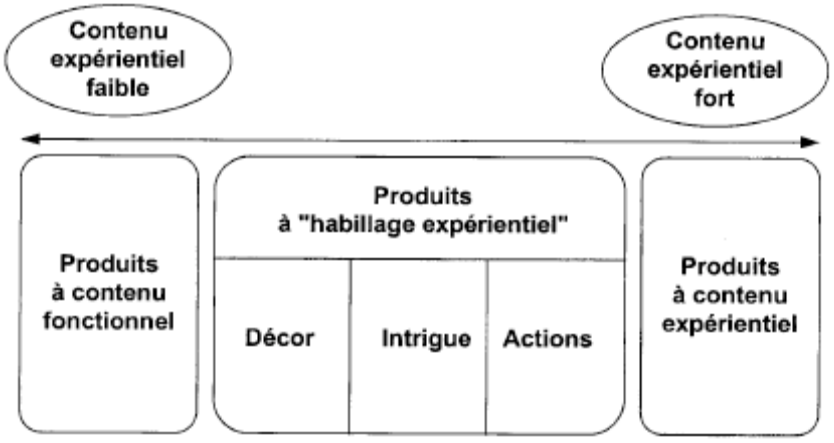
La dimension « expérience » est associée au déroulement du voyage, naturellement source d'évasion du quotidien, d'émotion et de plaisir attendu par le client. Le divertissement est lié au dépaysement et à l'ambiance : le consommateur devient acteur de son séjour. L'exhibitionnisme fait référence au comportement du touriste vis-à-vis des autres voyageurs : il va en effet devoir s'exposer au regard d'autrui. L'évangélisme a trait à la culture que le tourisme va retirer de son voyage. Cependant on ne peut pas se limiter à l'étude de cette seule

analyse car le concept d'expérience de consommation n'est pas encore formalisé de façon précise. Ce modèle renforce l'idée qu'expérientiel est synonyme d'hédonisme, ce qui restreint son champ. Par ailleurs, la composante « *expérientielle* » de « *l'expérience* » est redondante et cela rejoint les remarques de Marion (2003) sur le sens des vocables expérientiel et expérience, que nous avons présenté plus haut.

Une troisième typologie est présentée dans le contexte de l'économie de l'expérience, avec les travaux de Pine et Gilmore (1999) qui proposent d'élargir la notion d'expérience et considèrent que l'économie des services laisse ou laissera progressivement la place à l'économie de l'expérience. Ils distinguent donc expérience et service de même que l'on avait différencié le produit du service avec le champ de la servuction. Les services sont des activités intangibles adaptées en fonction des demandes individuelles des clients, alors que les expériences sont personnalisées pour procurer des niveaux de sensations à chaque client en particulier. En cela ils ne sont pas précurseurs car cette métaphore date de 1992, Grove et Fisk décrivaient les prestations de service comme des pièces de théâtre, les acteurs (le personnel en contact), rencontrent un public (le client), dans un décor (le support physique) à travers une représentation (le processus). Pine et Gilmore (p. 104) ont voulu dépasser la métaphore « Work as theatre » et considérer que le rôle du personnel en contact – *c'est* du théâtre « Work is theatre ». Ils définissent quatre champs d'une expérience à savoir le divertissement, l'esthétique, l'évasion et l'éducation, et ce à partir du croisement de deux dimensions la participation de l'individu à l'expérience, de passive (faible) à active (forte), et la connexion de l'individu dans l'environnement de l'expérience, de l'absorption (faible) à l'immersion (forte).

Filser 2002 adopte une position différente : pour lui, les produits et services se positionnent le long d'un continuum et il propose de considérer trois piliers qui caractérisent l'offre dans le courant expérientiel : le décor (théâtralisation), l'intrigue (le récit du produit) et l'action (les relations entre le consommateur et le produit).

Figure 2 : le continuum de la production d'expérience



Source: Filser M. (2002), Le marketing de la production d'expérience : statut théorique et implications managériales, in *Décisions Marketing*, 28, p. 20.

Pour Holt (1995), cette conceptualisation de l'expérience se focalise trop sur l'affect et les émotions. Il développe un cadre théorique innovant pour aborder la consommation, qui prend en compte la dimension praxéologique de l'expérience. En croisant deux critères de

classification, la structure de l'action en elle-même en tant qu'elle porte sur un objet ou sur une action inter personnelle, en second l'objectif de l'action qui peut être envisagée pour elle-même en tant qu'action terminale ou pour une autre fin, un objectif plus lointain, action instrumentale. La consommation comme expérience s'intéresse aux réactions subjectives et émotionnelles qu'un individu peut ressentir en consommant un objet. La consommation comme intégration décrit comment les consommateurs acquièrent et manipulent le sens des objets, leur donnant valeur de symbole. La consommation comme classification porte sur les caractéristiques sociales. Enfin la consommation comme jeu, dimension longtemps négligée, intègre une dimension ludique de lien social avec les autres « métaphores » de la consommation.

3. Dégager les principaux éléments de l'expérience de visite

3.1. Méthodologie de la recherche

Nous avons choisi d'utiliser la technique de l'entretien semi-directif, car elle nous a semblé la plus appropriée pour comprendre et cerner l'expérience de visite des sites classés de la Médina de Sousse. Cet entretien suppose le recours à un guide, dont l'objectif est de fournir à l'interviewer des points de repère pour la conduite de la discussion en recensant les différents thèmes à aborder et les questions les plus importantes à poser. Le guide d'entretien, expression des questions auxquelles cette étude veut répondre, porte sur les représentations générales des sites classés au patrimoine mondial, puis sur les évocations associées à la visite de la médina de Sousse , enfin sur le vécu, à partir d'un l'indication suivante « nous allons parler de cette visite, si vous deviez la raconter à un(e) ami(e), que lui diriez vous ? En quels termes? ». Ce guide va du plus général au plus particulier. Ainsi la phase d'introduction porte sur les activités culturelles, l'objectif étant d'engager la conversation sur un sujet relativement général : les loisirs, les activités culturelles du répondant. Puis la conversation est engagée autour de sites patrimoniaux et les sites du patrimoine mondial. La seconde étape porte sur la recherche d'expérience liée à la visite des sites et de relever des réactions sensorielles et le vocabulaire y attenant : décrire leurs sentiments, leurs émotions, l'éveil de leurs sens, leurs réactions cognitives et sociales… « *un souvenir, une évocation, une émotion, une sensation »*. Au total nous avons réalisé vingt entretiens semi-directifs, menés en face à face. Ces entretiens se sont déroulés du mois d'avril à mai 2010 et ont duré de quinze et trente minutes. Tous les entretiens ont été enregistrés puis retranscrits intégralement. A partir de là, nous avons rédigé une fiche de synthèse pour chaque individu interrogé, afin de dégager un profil et de mettre en évidence les grandes lignes de l'entretien.

3.2. Résultats de l'étude qualitative exploratoire

À travers les propos recueillis nous avons mis en évidence le vécu d'une expérience de visite, qui comporte des variantes d'un monument à un autre, du Ribat, à la Kasba, des remparts à la la mosquée Bu Ftata et de la Grande Mosquée, aux dédales de la Médina de Sousse. Le matériel recueilli lié à l'expérience de visite a fait l'objet d'une analyse thématique approfondie. Ce type d'analyse dite « thématique » (Bardin, 1977) prend pour unité d'analyse l'unité de sens afin de découvrir, analyser et caractériser des phénomènes ou des processus. Les données brutes ont été découpées en unités correspondant à des morceaux de phrases ou des phrases entières ou des groupes de phrases, classées ensuite en catégories correspondant à des concepts. Pour Bourgeon-Renault, 2000, la consommation culturelle est à proprement parlé un état d'expériences partagées, durant lequel l'individu participe, s'identifie et se projette. De ce fait la relation entre le visiteur et le site est essentiellement basée sur ce qu'il ressent, ce qu'il expérimente à travers son vécu.

Expérience vécue ou expérience subie ? La première constatation importante est la suivante : les touristes interrogés dissocient la Médina, perçue comme un environnement agressif du fait des vendeurs, et les autres monuments classés : '*Les commerçants ont une façon d'aborder les passants d'une façon plutôt agressive j'ai trouvé'... 'Moi qui voulais simplement me promener pour découvrir la ville, j'ai vite quitté les petites rues car je ne suis pas allée en vacances pour faire des achats'... 'J'ai bien aimé le ribat. Je trouve ça vraiment top classe, la mosquée aussi est très belle. Mais à peine tu entres dans la médina, çà change les vendeurs sont trop collants'.* Sur les vingt personnes interrogées, cet élément est revenu de manière systématique : le sentiment d'être agressé dans la Médina par les vendeurs trop insistants : les touristes subissent donc plus qu'ils ne vivent l'expérience de visite de la Médina.

La première composante représente la dimension cognitive de l'expérience*. C'est vraiment pas mal j'ai appris pas mal de trucs à propos de l'histoire de la Médina. Faut pas croire qu'on s'intéresse pas, j'ai compris pas mal de choses.* Cette dimension a été négligée par rapport à la dimension affective de l'expérience mais dans notre cadre elle émerge. *J'ai bien aimé parce que c'était comme je l'avais pensé, mais au Maroc, j'y suis allé l'année dernière, la Médina est plus grande et plus exotique.* Le regard que le visiteur porte sur les monuments n'est pas neutre, il est étroitement associé à son référentiel constitué par l'ensemble des représentations, croyances, normes, valeurs nourries par le background culturel et qui influencent les attentes et par son expérience passée.

Une dimension indéniablement affective qui regroupe les émotions, le plaisir d'être dans les lieux, la surprise, la nouveauté, la variété, la découverte y compris esthétique mais aussi la recherche de sensations : *'tu en as plein les yeux dans la médina : surtout si on s'échappe des gargotes à touriste dans les premières parties du souk, et si on n'hésite pas à s'enfoncer plus profondément dans la médina, là où il n'y a que les gens du coin, c'est une ambiance géniale'.'Waouh quelle surprise quand on entre dans le Ribat, on est hors du temps'. 'Monter en haut de la tour, çà c'est une sacrée vue et un moment inoubliable'. 'C'est tellement beau, tellement différent de tout ce que je connais.'*

Une dimension d'échange et de partage. L'expérience de visite comme moment de partage, et un moyen privilégié de création de lien au sein du groupe : *C'est pas les monuments en eux-mêmes, bon c'était bien, mais c'est le groupe : on a une ambiance sympa*... L'expérience de visite pour pénétrer au cœur de la communauté locale : partager un moment de vie : *J'aurai aimé rencontrer les personnes qui vivent dans la Médina, visiter les monuments c'est bien, mais cela aurait été mieux si en plus on avait partagé comment ils y vivent.* La simple visite d'un endroit, monument, artefact ne correspond plus exactement aux attentes, l'aspect partage est dominant, l'échange culturel est un aspect important de l'expérience de visite, surtout dans l'exemple de la Médina, autour des monuments classés les visiteurs aimeraient pénétrer au sein de la communauté, et partager avec eux les actes simples de la vie de tous les jours. A travers le discours nous avons trouvé un désir d'aller à la rencontre (une rencontre spontanée) des communautés locales, artisans : *Cela aurait été sympa si on avait pu rencontrer les gens de la Médina, le Ribat c'est beau mais comment les gens vivent à côté, pouvoir entrer chez eux, visiter une maison traditionnelle qui ne soit pas un musée, j'aurai bien aimé.* De nos jours, les gens veulent plus que simplement visiter un endroit; il y a un vrai désir d'avoir des échanges culturels et aller en profondeur, faire quelque chose de réellement unique dont ils pourront parler une fois revenus chez eux, ce que l'on peut expliquer comme le désir d'avoir une expérience mémorable. *On ne fait que visiter des attractions pour touristes, ce qu'il y a à côté me semble plus intéressant : discuter avec l'artisan par exemple ou les gens qui vivent dans la Médina.*

Une dimension liée aux lieux, à l'imaginaire, à l'authenticité. *'Je suis pas particulièrement croyante mais la mosquée c'est quelque chose qui vous impose le respect.' '. C'est comme une onde de spiritualité, je sais pas on se sent en communion'. 'Le plus bizarre c'est quand on s'imagine comment vivaient ces prêtres soldats'*.Cet élément est lié au potentiel imaginaire du lieu mais renvoie surtout au pouvoir évocateur du lieu et fait référence à des éléments purement symboliques, et qui renvoi à « l'esprit du lieu *».* La visite suppose une activité imaginaire qui se traduit par un éloignement d'avec le réel, nous retrouvons la notion d'évasion définie par Firat et Venkatesh (1995). '*Je crois que l'authenticité c'est pas la façon dont les gens vivaient autrefois, pou moi c'est la façon dont les gens vivent maintenant, en vrai.'* Selon Amirou (2000), l'imaginaire touristique se caractérise essentiellement par une quête d'authenticité. Mais il semblerait qu'ici il s'agisse d'authenticité réelle et non pas d'une reconstruction fictive du passé. Ce qui nous conduit à nous interroger avec Hamon (2005 , p. 46), sur l'authenticité perçue, celle mise en scène par les opérateurs de l'authenticité réelle.

Conclusion

Les Médinas sont des espaces patrimonialisés, décrits et rêvés, qui alimentent l'imaginaire touristique et suscite l'émotion des visiteurs. Cependant l'analyse du discours nous montre qu'il manque un élément clé à l'expérience de visite : l'immersion, c'est-à-dire les moments les plus intenses de l'expérience. Ce concept est des plus intéressants dans notre cadre car il conditionne les modalités d'appropriation et le processus psychologique par lequel pour Caru et Cova (2003b), le consommateur crée des relations de possession et d'attachement avec les lieux au sein desquels l'expérience se déroulera. Pour ces deux auteurs, l'appropriation correspond au processus et l'immersion constitue le résultat.

Appropriation et immersion sont deux éléments fondamentaux dans le processus de patrimonialisation des Médinas, qui dans le cadre de notre étude font défaut, et peuvent expliquer du moins en partie la désaffection des touristes pour ces lieux. Les prestataires en proposant un simple habillage fonctionnel (intégration des nouvelles technologies…) proposent un contenu expérientiel assez faible. L'habillage expérientiel permet la combinaison d'expériences différentes permettant de ré enchanter la consommation culturelle et touristique. Un dernier aspect de l'étude porte sur les aspects de l'expérience qu'ils auraient aimé avoir : cela pose la question de l'interprétation du patrimoine dans la Médina de Sousse mais de manière plus générale la question de la production de l'expérience à travers la qualité de l'interprétation. L'attractivité d'un lieu ne se juge pas uniquement à l'aune des monuments ou artefacts mais aussi en leur capacité à générer une expérience riche et inoubliable.

Quoiqu'il en soit, la gestion du patrimoine et sa mise en marché, qui plus est pour un site classé au patrimoine mondial, est une grande responsabilité. Si la gestion touristique du site est un succès cela peut devenir un gage de sa préservation, de l'appropriation par la communauté locale, et on peut espérer que les éléments vertueux d'un tourisme respectueux se mettent en place. En cas d'échec par contre, aliénation et destruction sont malheureusement les issues inéluctables d'une mauvaise gestion, les enjeux sont donc de taille. Il est donc fondamental que les actions de ce secteur soient à la fois pertinentes, responsables.

Bibliographie

Amirou R. (2000) *Imaginaire du tourisme culturel*. Paris, Presses Universitaires de France.
Arnould E. J., Thompson C.J. (2005) Consumer Culture Theory (CCT) : Twenty Years of Research, in *Journal of Consumer Research,* Vol.31, march, 868-882.
Arnould, E., Price, L., Zinkhan, G. (2002) *Consumers*. New York, McGraw-Hill.

Badot, O., Cova, B. (1995) Communauté et consommation : prospective pour un marketing tribal, in *Revue Française du Marketing*, n° 151, 5-17.
Bardin L. (1977) *L'analyse de contenu,* Presses Universitaires de France.
Baudrillard J. (1968) *Le système des objets,* Paris, éditions Denoël.
Baudrillard J. (1972) *pour une critique de l'économie politique des signes,* Gallimard.
Belk R.W. (1987) Symbolic Consumption of Art and Culture, in *Artists and Cultural Consumers,* Association for Cultural Economics, 168-178.
Berlyne (1971) *Aesthetics and Psychology,* New York, Appeton Century Crofts.
Bigné J.E., Andreu L. (2004) Emotions in Segmentation : An Empirical Study, in *Annals of Tourism Research*, Vol. 31, No. 3, 682–696
Bouchet P. (2004) L'expérience au cœur de l'analyse des relations magasin-magasineur, in *Recherche et Applications en Marketing*, Vol.19, 2,53-72.
Bouchet P., Pulh M. (2006) L'expérience vécue : un autre regard sur l'analyse du comportement du consommateur in *5èmes Journées Normandes de Recherche sur la Consommation : Société et consommations,* IAE de CAEN, page 6.
Bourgeon D. (2000) Evaluating Consumer Behavior in the Field of Arts and Culture Marketing, in *International Journal of Arts Management*, 3, 1, 4-18.
Bourgeon D., Bouchet P. et Pulh M. (2002) L'expérience de consommation de spectacles vivants : de nouvelles perspectives de recherche, in *Revue Consommations et Sociétés*,127-139.
Carù A.,Cova B. (2002) Retour sur le concept d'expérience : pour une vue moins idéologique du concept, in *Actes de la 7e journée de recherche en marketing de Bourgogne*, 154-172.
Carù, A., Cova, B. (2003a) Revisiting Consumption Experience: A more Humble but Complete View of the Concept, in *Marketing Theory, 3*(2), 267-286.
Carù A.et Cova B. (2003b) Approche empirique de l'immersion dans l'expérience de consommation: les opérations d'appropriation, in *Recherches et Applications en Marketing,* Vol. 18, N° 2, 47-65
Cova B., Cova V. (2004) L'expérience de consommation : de la manipulation à la compromission, in *3èmesJournées Normandes de la Consommation, Société et Consommation,* Rouen, 1-16.
Debeneditti S. (1997) La consommation conviviale de culture : étude de la formation du groupe primaire de sortie culturelle, in *Actes de la 1ère Journée de Recherche en Marketing de Bourgogne*, Dijon, CREGO, 35-49.
Despret V., (1999) C*es émotions qui nous fabriquent: ethnosociologie de l'authenticité,* Paris, Les Empêcheurs de Tourner en Rond.
Dibie P. (1993) *La Tribu sacrée*, Paris, Grasset.
Dubet F. (1990) *Sociologie de l'expérience,* Paris, Seuil.
Dufresne -Tasse C. (1993) Limites des études sur le comportement du visiteur, potentiel de recherche sur son fonctionnement psychologique, in *Actes de la 2ème Conférence Internationale sur le Management des Arts et de la Culture,* Montréal.
Filser M. (2002) Le marketing de la production d'expérience : statut théorique et implications managériales, in *Décisions Marketing*, 28, 13-22.
Firat F., Venkatesh, A. (1995) Liberatory Postmodernism and the Reenchantment of Consumption, in *Journal of Consumer Research*, Vol. 22 (December),3, 239-248.
Godey B. , Lagier J. (2002) Le rôle de « l'expérience esthétique » dans la perception du produit de luxe et du produit d'art, in *Actes du 18ème Congrès de l'Association Française du Marketing,* Lille, 499-518.
Graillot L.(1998) Emotions et comportement du consommateur, in *Recherche et Applications en Marketing*, volume 13, n° 1,5-23.

Graillot, L. (1994) Evolution de la place des émotions dans la recherche en comportement du consommateur: un état de l'art, in *Actes du X° congrès de l'Association Française du Marketing*, ed. J. Bon, B. Pras, F. Dorey, D. Merunka *et al*., Paris, 15-42.
Grove S. J., Fisk R. P. (1992) The Service Experience as Theater, in *Advances in Consumer Research*, Vol. 19, 455-461.
Hamon V. (2005) Authenticité, tourisme durable et marketing, in *Revue Espaces,* 228, Juillet-Aout, 42-56.
Holbrook MB. (1987) O, Consumer, How You've Changed: Some Radical Reflections on the Roots of Consumption, in *Philosophical and Radical Thought in Marketing*, ed. F.Firat, N. Dholakia, and R. Bagozzi, Lexington, MA: D. C. Heath, 156-177.
Holbrook M.B. (1986) Perception et représentation esthétiques du consommateur : progrès et problèmes de la recherche, in *Economie et Culture : les outils de l'économiste mis à l'épreuve,* Vol.1, Actes de la 4ème Conférence Internationale sur l'Economie de la Culture, 147-155.
Holbrook M.B. (2000) The Millennial Consumer in the Texts of Our Times: Experience and Entertainment, in *Journal of Macromarketing ,* 20, 178-192.
Holbrook M.B., Hirschman E.C. (1982) The Experiential Aspects of Consumption : Consumer Fantasies, Feelings and Fun, in *Journal of Consumer Research,* Vol.9, 132-140.
Holt D.B. (1995) How Consumers Consume : a Typology of Consumption Practices, in J*ournal of Consumer Research,* Vol. 22, june, 1-16.
Maffesoli M. (1990) *Au creux des apparences, pour une éthique de l'esthétique,* Paris, Plon.
Maffesoli M. (1999) Les fondations d'un cadre d'analyse pour la postmodernité, in *Faire de la Recherche en Marketing,* paris, FNEGE, Vuibert, 151-169.
Marion G. (2003) Le marketing "expérientiel" : une nouvelle étape ? Non, de nouvelles lunettes, in *Décisions Marketing*, 30, 4, 87-91.
Oliver, R.L. (1994) Conceptual issues in the Structural Analysis of Consumption Emotion, Satisfaction, and Quality: Evidence in a Service Setting, in *Advances in Consumer Research*, 21, ed.C. Allen et D. Roedder J. Provo, Utah, Association for Consumer Research, 16-22.
Otto, J. E., Ritchie, B. R. (1996) The service experience in tourism. In *Tourism Management, 17*(3), 165-174.
Pine, B.J. ,Gilmore, J. (1999) *The Experience Economy: Work is Theatre and Every Business a Stage*, Harvard, HBS Press.
Richins M.L. (1997) Measuring Emotions in the Consumption Experience, in *Journal of Consumer Research*, 24, September, 127-146.
Schmitt, Bernd H. (1999) *Experiential Marketing : How to Sense Feel Think Act and Relate to Your Company and Brands,*. New York: Free Press.
Schmitt, Bernd H. (2002) *Managing the Customer Experience*. New York: Wiley.
Unger L.S., Kernan J.B. (1983) On The Meaning of Leisure : An Investigation of Some Determinants of the Subjective Experience, in *Journal of Consumer Research,* , Vol.9, 381-392.
Verhoef, P. C., Lemon, K. N., Parasuraman, A., Roggeveen, A., Tsiros, M., & Schlesinger, L. A. (2009) Customer Experience Creation: Determinants, Dynamics and Management Strategies, in *Journal of Retailing, 85*(1), 31-41.
Vézina R. (1999) Pour comprendre et analyser l'expérience du consommateur, in *Gestion*, Vol. 24, n°2, 59-65.
Yuan Y., Wu C. (2008) Relationships Among Experiential Marketing, Experiential Value, and Customer Satisfaction ,in *Journal of Hospitality & Tourism Research*, Vol. 32, No. 3, 387-410.

L'utilisation du label du Patrimoine mondial selon son année d'obtention

Pascale Marcotte
(Université du Québec à Trois-Rivières)
&
Laurent Bourdeau
(Université Laval)

Pascale Marcotte, Ph.D.
Professeure agrégée
Département d'études en loisir, culture et tourisme
Université du Québec à Trois-Rivières
Trois-Rivières (Québec)
Canada, G9A 5H7
Courriel : Pascale.Marcotte@uqtr.ca

Laurent Bourdeau, Ph.D.
Professeur titulaire
Département de géographie
Pavillon Abitibi-Price, local 3175
Faculté de foresterie, de géographie et de géomatique
2104 rue de la Terrasse
Québec (Québec)
Canada, G1V 0A6
Courriel : laurent.bourdeau@ggr.ulaval.ca

L'utilisation du label du Patrimoine mondial selon son année d'obtention

Résumé :
L'objectif de la recherche est de savoir si le temps d'obtention influence l'utilisation du label du Patrimoine mondial dans la promotion des villes inscrites sur la Liste du Patrimoine mondial. La demande d'inscription donne parfois lieu à une forte promotion afin de susciter le sentiment d'appartenance et de favoriser l'intérêt de la population locale. Par la suite, certaines destinations utilisent le label du Patrimoine mondial dans leur promotion touristique afin d'attirer des touristes internationaux et de se faire reconnaître parmi les destinations majeures. Mais quelles villes l'utilisent ? L'utilisent-elles peu ou prou ? Et qu'en est-il du recours au label après quelques années d'obtention ? L'effet de nouveauté de l'obtention du label s'épuise-t-il après quelques saisons ?
Méthode : Une étude de contenu des sites internet des offices de tourisme locaux, régionaux et nationaux de 120 villes membres de l'Organisation des villes du Patrimoine mondial a été réalisée. Au total, 273 sites internet de langues française, anglaise et espagnole ont été analysés.
Les résultats indiquent que les villes européennes de l'Ouest sont plus nombreuses à recourir au label dans leur promotion. De même, les sites du Patrimoine mondial qui ont été inscrits récemment sur la Liste utilisent davantage et de façon plus importante le label dans leurs outils promotionnels électroniques. Si plusieurs éléments influencent l'utilisation du label (taille du site, niveau de développement touristique, proximité du site labellisé avec d'autres sites touristiques), on peut penser que l'effet de nouveauté de l'obtention influence également le recours au label dans la promotion touristique de la destination.

Mots clés : Patrimoine mondial, promotion touristique, sites Web, label, année d'obtention.

L'utilisation du label du Patrimoine mondial depuis son année d'obtention

Introduction

Les objectifs de la Liste du Patrimoine mondial sont d'identifier, de faire connaître et de protéger des sites naturels et culturels exceptionnels. C'est en 1972 que la conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) adoptait la Convention du Patrimoine mondial concernant la protection de ces sites, et créait la Liste du Patrimoine mondial. Si, au départ, la Convention visait surtout à favoriser la conservation des biens inscrits sur la Liste, depuis quelques années, on observe un couplage de plus en plus étroit entre le tourisme et les sites du Patrimoine mondial. En effet, l'industrie touristique considère avec un certain intérêt la reconnaissance de l'UNESCO, sachant qu'elle peut lui offrir un positionnement particulier sur l'échiquier international (Marcotte et Bourdeau, 2006). La reconnaissance du caractère exceptionnel, unique, du site, laisse en effet penser que l'obtention du label participera à sa promotion et en augmentera le nombre de visiteurs (McCool, 2008).

D'autre part, on assiste également à l'implication grandissante du Centre du Patrimoine mondial, responsable de la Liste, envers l'industrie touristique, y trouvant un allier de taille pour faire connaître les sites. Parmi les activités de promotion ou de liaison avec l'industrie touristique auxquelles les sites du Patrimoine ont participé, citons leur présence à des bourses touristiques (Pederson, 2007), et la réception par le Centre du Patrimoine mondial d'un prix « World Tourism Award 2008» en reconnaissance de son implication envers l'industrie. En 2009, le Centre s'associait à *Trip Advisor* afin de mieux faire connaître les sites du Patrimoine mondial aux 25 millions d'internautes navigant mensuellement dans les pages Web consacrées au voyage (PR News, 2009; TripAdvisor, 2009). L'intérêt d'associer tourisme et sites du Patrimoine mondial est donc présent chez les acteurs des secteurs touristiques et patrimoniaux.

Devant ce constat, il apparaît pertinent de s'interroger sur l'utilisation de l'inscription d'un site sur la Liste du Patrimoine mondial (ci-après nommée « label ») dans la promotion touristique d'une destination. On peut notamment se demander si l'année d'obtention influence la façon avec laquelle le label est utilisé. Cet article s'attache ainsi à répondre à ces questions en analysant spécifiquement la promotion des villes inscrites sur la Liste du Patrimoine mondial.

Des sites uniques, et attrayants

L'objectif même de la Liste du Patrimoine mondial est de sélectionner des sites culturels ou naturels uniques, exemplaires au plan historique, esthétique, architectural ou écologique, et d'en encourager à la fois la protection et la mise en valeur (UNESCO, 2008). Par principe, ces sites sont sur une liste sélective, prestigieuse, parce que leur « valeur universelle exceptionnelle » a été évaluée et reconnue par des experts et une organisation internationale. À l'instar des parcs nationaux, espaces également reconnus par des experts, ces sites sont présentés comme des icônes, des attractions majeures à voir absolument, des lieux uniques qui justifient à eux seuls une visite (Reinius et Fredman, 2007).

Pour les villes du Patrimoine mondial, le caractère d'unicité est d'autant plus attrayant qu'il correspond aux tendances et motivations des touristes recherchant des activités de tourisme culturel. Les touristes souhaitent certes se divertir durant leur séjour, mais ils désirent aussi apprendre et avoir accès à des sites hors du commun (Richards, 2001). De plus,

la reconnaissance internationale du label influence également certains visiteurs. Par exemple, les touristes internationaux en visite aux États-Unis sont plus sensibles au label de l'UNESCO et connaissent davantage le statut des sites naturels inscrits du Patrimoine mondial pour les parcs états-uniens que les visiteurs locaux. Les visiteurs internationaux sont aussi davantage susceptibles d'avoir visité d'autres sites du Patrimoine mondial (Hazen, 2009). Parmi les tendances touristiques actuelles, on remarque une croissance de l'intérêt envers la culture et les sites d'exception, et dans ce cadre, la reconnaissance de l'authenticité et de la valeur universelle d'un bien culturel ou naturel ne peut que s'avérer une plus-value pour la destination qui l'abrite, et un argument touristique persuasif (Buckley, 2002).

Des sites majeurs, mais diversifiés

Si on peut citer le prestige et la reconnaissance du caractère exceptionnel des sites comme arguments pouvant attirer les touristes, il faut néanmoins convenir de l'effet mitigé de l'obtention du label du Patrimoine mondial sur la fréquentation (Hall et Piggin, 2002). D'une part, les sites du Patrimoine sont moins connus et reconnus que d'autres sites labellisés, notamment que la « marque » des parcs nationaux (Reinius et Fredman, 2007). D'autre part, une étude de l'utilisation du label des sites du Patrimoine mondial dans les guides touristiques démontrent également que peu de sites recourent à cette labellisation. En fait, il apparaît que ces guides inscrivent la référence au label lorsque les sites sont moins connus et plus excentrés par rapport aux attraits majeurs (Beck, 2006).

Il faut en effet rappeler que les sites inscrits sur la liste peuvent être très différents les uns des autres, ce qui influencera inévitablement leur fréquentation. Ces différences sont attribuables à leurs valeurs intrinsèques (selon leur histoire ou leurs caractéristiques esthétiques propres), leur taille et la densité de population, leurs niveaux de développement économique et touristique, leur accessibilité et leur proximité avec d'autres sites majeurs ou par rapport à des zones touristiques émettrices. Étant donné leurs caractéristiques exceptionnelles, certains sites étaient aussi déjà largement fréquentés, et ce, bien avant leur labellisation. Pour ces sites, par exemple Venise, on peut penser qu'ils seraient de toute façon aussi fréquentés, nonobstant leur inscription sur la Liste (Buckley, 2002). En revanche, pour d'autres destinations, l'obtention du label participe à une différentiation de leur espace. D'objets d'histoire locale, ils ont, avec l'obtention du label, changé de statut et peuvent dorénavant se positionner comme destination touristique de calibre international (Ex. les villes suisses de La Chaux-de-Fonds et du Locle [Voir à ce sujet Courvoisier et Aguillaume, 2010]).

Il importe donc de convenir que les sites labellisés ne se positionnent pas tous de la même façon face à l'industrie touristique. Mais au-delà de ces différences idiosyncrasiques de taille, d'unicité, d'historicité, peut-on déterminer comment les offices de tourisme, qui ont pour tâche de définir l'image, ou même le branding de la destination, utilisent le label ?

Les offices de tourisme : coordination, promotion et information

Afin d'attirer les visiteurs dans leur région, les offices de tourisme coordonnent les pratiques commerciales et les actions marketing des partenaires touristiques. Si la livraison des services touristiques relève des producteurs touristiques, la responsabilité de la communication et de la création d'une image attrayante pour la destination relève des offices de tourisme (Hanlan et Kelly, 2005; Hankinson, 2001; So et Morrison, 2004). Ce sont d'ailleurs les gestionnaires des offices de tourisme qui influencent le choix des outils disponibles sur les sites Web (Pike, 2007). En conséquence, ils influenceront la communication de l'image ou du label associé à la destination. L'activité touristique étant souvent diversifiée, fragmentée et spatialement dispersée, les offices doivent démontrer un

leadership reconnu pour organiser et mettre en place une image cohérente. À cet égard, une des difficultés principales liées à l'établissement d'un consensus autour d'une seule et même image, réside dans la diversité des acteurs impliqués (hôteliers, gestionnaires d'attraits, intermédiaires, transporteurs, etc.), chacun ayant des intérêts précis et parfois divergents (Hankinson, 2001). L'image d'une destination touristique se développe donc par les efforts promotionnels consacrés à la destination (magazines, brochures, sites Web). La coordination et l'établissement d'un consensus entre les acteurs de l'industrie autour d'une image, d'une personnalité, et d'une expérience précise, permettront d'établir un branding cohérent et puissant (Cobos et al., 2009 ; Pike et Ryan, 2004).

Une destination peut se définir comme une région géographique qui concentre suffisamment d'attractions touristiques et qui s'organise pour attirer et offrir aux visiteurs une expérience de visite (Voir Bornhorst et al. 2010). Plusieurs « tailles » de destination sont donc possibles, selon le niveau de concentration des attraits, les choix politiques, les marchés visés, les intérêts des partenaires à coopérer et à mettre en commun leurs ressources marketing. Une destination pourra ainsi avoir des offices de tourisme qui la représentent à plusieurs niveaux géographiques : local, régional, national, selon les différentes ressources et les différents marchés visés. Par exemple, les offices nationaux seront plus souvent en charge des marchés internationaux, alors que les offices régionaux viseront plus souvent à répondre aux besoins d'informations des clientèles locales et régionales (Pike, 2007). Il convient toutefois de noter que les définitions géographiques, politiques et d'appartenance ne correspondent pas toujours (Dredge et Jenkins, 2003). Les intérêts régionaux pourront différer des intérêts nationaux, et les choix promotionnels ne seront pas nécessairement les mêmes d'un niveau à l'autre.

Le Web comme outil promotionnel

L'industrie touristique a été profondément transformée par l'arrivée d'Internet (Buhalis et Spada, 2000). Acquérir de l'information, comparer et évaluer les produits, acheter l'ensemble d'un séjour ou une simple prestation, toutes ces transactions peuvent maintenant être réalisées par Internet. Les touristes ont également accès à l'avis des autres consommateurs pour connaître de nouvelles destinations et faire leur choix. Des innovations constantes apparaissent également pour faciliter les transactions et les échanges d'information, innovations qui bouleversent également la façon de construire l'image d'une destination. Si on sait que l'image véhiculée sur un site Web d'une organisation participera à la construction des attentes du consommateur, notamment quant à la qualité désirée (Lee et al. 2006), ces constantes transformations technologiques rendent toutefois difficiles l'étude de la construction de l'image sur Internet (Choi et al., 2007).

Les offices nationaux de tourisme sont une des principales sources d'information utilisées par les consommateurs pour faire leur choix, et Internet a aussi transformé leur façon de communiquer et d'échanger avec les touristes (Wöber, 2003). Même si les autres sources d'information produites par les offices de tourisme (ex. guide, magazine) sont encore utilisées par les touristes, Internet apparaît en effet comme étant l'outil parfait afin de transmettre de l'information aux touristes (Morosan, 2008). D'ailleurs, les sites Web sont une des principales sources de références des touristes, que ce soit pour chercher des idées de destination ou des informations précises quant à l'achat des prestations (Fogg, 2003; Singh et Lee 2009; Lee et al. 2006). Les promoteurs touristiques peuvent en outre augmenter la quantité et la précision de l'information diffusée, tout en assurant plus facilement la mise à jour. Les offices de tourisme ont donc tout à fait intérêt à utiliser ce canal de distribution afin d'influencer les décisions des touristes potentiels (Choi et al., 2007; Xian et al., 2009).

La popularité d'Internet et sa capacité de stockage ont toutefois augmenté l'exposition du nombre de messages auxquels sont maintenant exposés les touristes et les consommateurs

(Morosan, 2008). La surabondance d'information et la multiplication des sources sur Internet peuvent donc aussi créer de la confusion (Klein et al., 2005), ce qui conduirait certains touristes à recourir à des intermédiaires pour simplifier leur recherche (Jollife et al., 2001). Dans ce cadre, l'utilisation d'une marque ou d'un label, dont l'objet est de simplifier le choix du consommateur en réduisant le risque perçu, pourrait aussi apparaître comme un moyen de sécuriser le consommateur et de simplifier sa recherche.

Si les consommateurs et les offices de tourisme sont de plus en plus nombreux à utiliser Internet, les informations diffusées et recherchées peuvent grandement différer. Pour le consommateur, la recherche d'information variera selon la taille de la destination (État ou région) et le stade de consommation (avant, pendant ou après le séjour) (Morosan, 2008). De façon générale, les informations recherchées par les touristes seront aussi davantage pratiques, fonctionnelles plutôt qu'hédonistes. Les touristes semblent ainsi rechercher plutôt des informations liées au prix, à localisation, à la disponibilité, que des informations liées aux sensations, aux émotions, à l'atmosphère (Xiang et al., 2009).

Les principales rubriques que l'on retrouve sur les sites Web des offices de tourisme concernent la planification du voyage, la présentation de la destination, l'offre d'attraits et d'activités. Cependant, la forme et le contenu des sites Web peuvent varier grandement selon la taille, les ressources financières, et l'expertise technologique des gestionnaires. Ce sont en effet les principaux facteurs qui en affectent la présentation (Cobos et al., 2009). Il faut aussi spécifier que le fait de posséder un site web, ou même une adresse « contry-name.com» ne garantit aucunement le niveau de développement de l'industrie touristique du pays ou la qualité de l'accueil (Gertner et al. 2007). Ainsi, les sites Web peuvent contenir des masses d'information, mais ils sont généralement organisés afin de mettre en valeur certaines rubriques ou certaines informations plus que d'autres (ex. attrait, hébergement, transport et accessibilité, etc.) (Lee et al., 2006). Toutefois, un constat apparaît majeur : la page d'accueil du site Web apparaît la plus importante, car elle présente l'image générale de la destination (Cobos, et al., 2009). Ainsi, la page d'accueil sera non seulement le point d'accès central à l'information, mais également l'image de la destination. Le site Web devra donc représenter la destination, mais correspondre aussi à l'image que s'en fait le destinataire. En effet, les informations diffusées sur Internet dépendront de l'offre touristique (les produits touristiques, les prestataires, les offices régionaux de marketing), mais également des touristes eux-mêmes, c'est-à-dire de la clientèle visée (Xiang et al., 2008).

La promotion touristique dans le temps

Un des objectifs de la recherche est de savoir si l'utilisation du label du Patrimoine mondial dans la promotion des destinations touristiques varie en fonction du temps d'obtention du label. Si le positionnement d'une destination doit se faire dans la durée, il est difficile de prendre en compte le temps dans l'analyse de la promotion. De nombreux facteurs externes en influencent en effet l'argumentation (Bergadaa, 1988). D'ailleurs, il existe peu d'études métriques qui permettent de comparer l'évolution des marques à travers le temps. On connaît donc peu de chose sur les changements d'argumentation promotionnelle (Pike, 2007).

Un des facteurs pouvant influencer l'utilisation promotionnelle d'une marque ou d'un label est lié à l'évolution du comportement de consommation. Dans le cas des sites du Patrimoine mondial, on peut penser à l'intérêt croissant des consommateurs pour la protection de l'environnement, intérêt qui se transpose par une plus grande promotion des sites protégés et une plus grande importance accordée à cette protection. Le même phénomène se présente dans le cas du tourisme culturel et patrimonial où l'on observe une croissance générale du nombre de touristes dans les sites à vocations culturelles, au point où le tourisme culturel devient un tourisme de « masse » (Richards, 2001). Les individus sont donc plus nombreux à

s'intéresser à ces sites. Cette évolution du comportement des consommateurs conduit alors les organisations touristiques à promouvoir les caractéristiques des sites ou des destinations afin de répondre aux attentes des consommateurs. En conséquence, certaines organisations peuvent modifier l'information diffusée ou les produits touristiques proposés

De même que l'on remarque un intérêt grandissant pour les sites culturels, on remarque une croissance de l'offre. Dans le cas spécifique des sites de Patrimoine mondial, depuis son inauguration en 1972, la Liste ne cesse de s'allonger avec une moyenne d'une trentaine de sites par année. En 2010, plus de 900 sites étaient labellisés. Les sites sont donc plus nombreux à se faire connaître.

Tel que souligné précédemment, les sites du Patrimoine mondial n'affichent pas tous le même niveau de développement touristique, ni la même intensité promotionnelle. Une étude datant du début des années 2000 démontrait qu'une petite proportion des sites culturels du Patrimoine mondial jouissait d'une visibilité disproportionnée par rapport à d'autres sur les moteurs de recherche d'Internet (5 % des sites récoltant 39 % de toute la visibilité) (Jolliffe et al., 2001). Les habitudes commerciales dans le domaine du tourisme culturel changent toutefois rapidement. Si au début des années 2000 le milieu du patrimoine n'utilisait pas systématiquement les modes de communication promotionnelle (Voir Jolliffe, 2001), on peut penser que cette tendance a changé. Pour preuve, les efforts de promotion touristique du Centre du Patrimoine mondial dans les bourses touristiques, ou son association avec *TripAdvisor*, augmentent la notoriété des sites et suscitent l'intérêt des touristes (Voir à ce sujet Tripadvisor, 2009).

On peut ainsi penser que la marque « Patrimoine mondial », par la croissance du nombre de sites et par ses efforts promotionnels, devient de plus en plus connue, et peut-être plus signifiante pour les touristes. Les offices de tourisme pourraient ainsi y trouver un argument de poids à l'intégrer aux informations diffusées.

D'autres facteurs influencent également l'utilisation du label dans les arguments promotionnels, notamment la mise en candidature et la nomination d'un site sur la Liste, événements qui font parfois l'objet d'un grand battage publicitaire (Voir à ce sujet Courvoisier et Aguillaume, 2010) et qui profite du coup d'un effet de nouveauté. La restauration du site, sa mise en valeur par des animations ou des activités d'interprétation, des changements quant à son accessibilité, la valorisation du label par les individus qui travaillent au sein des organisations touristiques ou par des partenaires influents, ou encore les efforts promotionnels consacrés à un nouveau segment de clientèle, pourraient également influencer l'utilisation du label à court terme. Finalement, soulignons que les situations de crises ou de désastres amènent également à des changements promotionnelle ou de positionnement drastiques (ex. Chacko et Marcell, 2007).

Méthodologie

Afin d'identifier les offices de tourisme qui utilisent le label et leur niveau d'utilisation dans la promotion touristique des villes du Patrimoine mondial, une étude de contenu des sites Web des offices de tourisme a été réalisée. L'analyse de contenu de sources telles que les guides touristiques ou les sites Internet peut fournir une grande quantité d'information sur l'image projetée par une destination touristique (O'Leary et Deegan, 2005). En effet, l'analyse des outils promotionnels se base sur le principe de représentativité selon lequel les offices de tourisme sélectionnent, pour ces outils, les informations qu'elles considèrent comme particulièrement représentatives de leur région, pour la clientèle qu'elles souhaitent attirer.

L'identification de l'échantillon de l'étude, c'est-à-dire, les sites Web des offices de tourisme des destinations étudiées, s'est fait en deux étapes. Dans un premier temps, 120 villes ont été sélectionnées de façon aléatoire à partir de la liste des 226 villes membres de l'OVPM (Organisation des villes du Patrimoine mondial). Cette méthode aléatoire s'est avérée la plus à propos, car certaines régions du monde sont sous-représentées sur la liste du Patrimoine mondial (UNESCO, 2008), et le nombre de sites inscrits varie d'une année à l'autre. La sélection aléatoire permettait ainsi de conserver l'hétérogénéité de la liste. Dans un deuxième temps, les sites Web des offices de tourisme officiels aux niveaux local, régional et national ont été repérés. Sur un total potentiel de 360 sites (120 villes * 3 niveaux), un total de 273 sites Web ont été trouvés et analysés. Certaines destinations ne présentent pas trois niveaux géographiques alors que d'autres sites n'ont pu être analysés, n'étant pas disponibles en français, anglais ou espagnol. Lors de l'analyse de contenu, la référence au label du Patrimoine devait être explicite. On devait y retrouver un ou les éléments suivants : l'utilisation du logo du Centre du Patrimoine mondial (pictogramme constitué d'un carré représentant une forme créée par l'homme, qui s'ouvre sur un cercle qui représente la nature, pour symboliser l'interdépendance entre la nature et la culture), le logo de l'UNESCO (l'emblème représenté par le temple et à l'intérieur duquel est inscrit l'acronyme UNESCO, le nom complet de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (en plusieurs langues) et un filet pointillé), ou les termes tels que « Centre du Patrimoine mondial », « Liste du Patrimoine mondial », « site de l'UNESCO », « sites du Patrimoine mondial », « World heritage site », « UNESCO,s World heritage site » « Patrimonio de la Humanidad » « Patrimonio de la Humanidad por la UNESCO ».

Analyse des résultats

L'analyse des résultats se scinde en deux grandes étapes. La première étape s'attarde aux statistiques descriptives des sites web étudiés alors que la seconde étape présente les différences de distribution de l'intensité de l'utilisation du label du Patrimoine mondial entre les sous-groupes de variables associées aux variables explicatives.

Analyse descriptive

Les sites Web étudiés sont associés à des sites du Patrimoine mondial ayant obtenu leur label entre 1978 et 2008. Le nombre d'inscriptions sur la Liste étant très variable d'une année à l'autre, il s'est avéré plus simple d'un point de vue méthodologique de transformer l'échelle de mesure ratio des années en une échelle non métrique en trois catégories relativement égales (Voir le tableau 1). Les sites du Patrimoine étudiés ont alors été reclassés selon leur inscription « récente » (entre 2 et 10 ans), « moyennement récente » (entre 11 et 16 ans) et « relativement ancienne » (entre 17 et 32 ans).

L'analyse de contenu a permis de catégoriser chaque site Web selon le degré d'intensité d'utilisation du label. Dans un premier temps, on observe que 21,1 % des sites Web ne mentionnent aucunement le label. La deuxième catégorie, « Légère mention », regroupe 62,3 % des sites Web qui utilisent le label de façon ponctuelle (ex. à quelques endroits sur le site Web de l'office du tourisme). La troisième catégorie, « Grande mention », regroupe 16,6 % des sites Web dont l'utilisation du label apparaît avec clarté, de façon détaillée sur une ou plusieurs pages du site web ou encore, de façon important (ex. avec la définition des critères d'obtention, la description du site reconnu, des propositions de produits touristiques basées sur le Patrimoine mondial accompagnées d'une utilisation intensive du logo).

Près de la moitié des sites du Patrimoine étudié sont situés en Europe de l'Ouest, ce qui correspond à la surreprésentation de cette région du monde dans la Liste du Patrimoine mondial. Près de la moitié des sites Web analysés sont ceux d'un office de tourisme de niveau national.

Les sites Web ont été catégorisés selon les langues disponibles. Une minorité de sites Web sont disponibles seulement en une seule langue (intitulée « Locale »), soit la principale langue du pays dans lequel se trouve le site labellisé. La grande majorité, 84,8 %, des contenus des sites Web sont disponibles en deux langues ou plus. Une catégorie de sites Web, intitulée « Bi-trilingue », regroupe donc les sites qui offrent des contenus en deux ou trois langues, une catégorie de sites Web, « Multi-européennes » regroupe les sites disponibles en quatre langues européennes ou plus, et une catégorie « internationale » regroupe les sites disponibles en quatre langues ou plus, dont des contenus en langues arabes ou asiatiques.

Tableau 1
Analyses descriptives

Degré d'intensité	n	%	Apparition en page principale	n	%
Aucune mention	52	21,1	Oui	74	29,7
Légère mention	154	62,3	Non	175	70,3
Grande mention	41	16,6			
Situation géographique	**n**	**%**	**Niveau touristique du site Web**	**n**	**%**
Europe de l'Ouest	133	48,7	Local	72	26,5
Europe Est	43	15,8	Régional	74	27,2
Amérique	43	15,8	National	126	46,3
Afrique MO Asie	54	19,8			
			Langues	**n**	**%**
Année d'obtention du label	**n**	**%**	Locale	41	15,2
2 à 10 ans	97	35,5	Bi-trilingue	84	31,2
11 à 16 ans	82	30,0	Multi-européennes	55	20,4
17 à 32 ans	94	34,4	Internationales	89	33,1

Différences selon l'utilisation du label de l'UNESCO

Le degré d'utilisation du label du Patrimoine mondial a été comparé en fonction des différents sous-groupes des variables explicatives. Afin de réaliser ces comparaisons et compte tenu de la nature de la variable dépendante du degré d'utilisation du label, des tests du Chi-carré ont été utilisés. L'utilisation du test du Chi-carré, permet d'affirmer qu'il n'y a pas de relations statistiquement significatives entre d'une part la variable dépendante de l'intensité de l'utilisation du label et la variable de niveaux touristiques du site Web ($p > 0,05$).

Le tableau 2 présente les résultats des relations entre la variable dépendante de l'intensité de l'utilisation du label et les variables explicatives qui sont statistiquement significatifs. Dans ce tableau, sont présentés les résultats des tests du Chi-carré pour chacune des comparaisons entre les sous-groupes de variables explicatives. Les lettres entre les crochets font référence aux sous-groupes de chacune des variables explicatives. Par exemple, dans le cas de la variable explicative de l'année d'obtention, la lettre [a] fait référence au sous-groupe *Récente*, soit l'obtention du label depuis 2 à 10 ans. Les signes «+» et «-» indiquent que pour chacun des sous-groupes contenu dans les rangs du tableau, le pourcentage présenté est statistiquement significatif ($p < 0.1$). Le pourcentage d'utilisation du label est

alors plus grand ou plus petit que celui de l'autre sous-groupe avec lequel il est comparé. Le signe «=» indique qu'il n'y a pas de différence statistiquement significative entre deux sous-groupes de la variable explicative.

Les résultats du test du Chi-carré présentés au tableau 2 démontrent l'existence d'une relation statistiquement significative entre la variable de l'année d'obtention et la variable dépendante de l'intensité de l'utilisation du label ($\chi^2 = 11{,}272$, d.l. 4, $p < 0.05$). Parmi les sites du Patrimoine mondial dont les sites Web des offices de tourisme n'utilisent pas le label à travers leur processus de promotion ou de commercialisation, ce sont les sites dont l'obtention est la plus ancienne, soient entre 17 et 32 ans, qui se retrouvent en plus forte proportion dans cette catégorie. À l'opposé, les résultats permettent d'affirmer que ce sont les sites Web associés aux sites dont l'obtention du label est la plus récente, soit entre 2 et 10 ans, qui utilisent de la façon la plus intense le label dans la commercialisation et la promotion. La figure 1 présente également qu'en moyenne, l'intensité d'utilisation du label est plus grande lorsque le label a été obtenu au cours des dernières années.

On observe également une relation statistiquement significative entre l'intensité d'utilisation du label et la variable situation géographique, regroupant 3 zones ($\chi^2 = 14{,}129$, d.l. 6, $p < 0.05$). Ce sont les sites d'Europe de l'Ouest qui utilisent de la façon la plus intensive la référence au label. C'est également en Europe de l'Ouest que l'utilisation légère est la plus élevée.

On peut également observer une relation statistiquement significative entre la variable de l'intensité de l'utilisation du label et les langues disponibles sur les sites Web ($\chi^2 = 30{,}843$, d.l. 2, $p < 0.01$). On observe que ce sont les sites Web qui présentent leurs informations en deux ou trois langues qui sont ceux qui font l'utilisation la plus intensive du label de la Liste du Patrimoine de l'UNESCO (43,9 %). Ces résultats suggèrent que l'approche marketing de ces offices serait articulée autour de clientèles précises pouvant avoir un intérêt pour le label du Patrimoine mondial. De même, parmi les sites Web faisant une grande utilisation du label, on retrouve peu de sites Web ne présentant des informations que dans une seule langue (4,9 %).

Tableau 2
Degré d'intensité de l'utilisation du label du Patrimoine mondial selon les différents sous-groupes dont les relations sont significatives *

Année d'obtention par Intensité d'utilisation

Aucune mention			Légère mention			Grande mention		
2 à 10 ans	11 à 16 ans	17 à 32 ans	2 à 10 ans	11 à 16 ans	17 à 32 ans	2 à 10 ans	11 à 16 ans	17 à 32 ans
28,8	23,1	48,1	30,5	33,1	36,4	48,8	34,1	17,1
=b-c	=a-c	+a+b	=b-c	=a=c	+a=b	+b+c	-a+c	-a-b

Localisation géographique par Intensité d'utilisation

Aucune mention				Légère mention				Grande mention			
EO	EE	AM	AUT	EO	EE	AM	AUT	EO	EE	AM	AUT
38,5	23,1	9,6	28,8	46,8	14,3	16,2	22,7	65,9	12,2	17,1	4,9
+b+c+d	-a+c=d	-a-b-d	-a=b+c	+b+c+d	-a=c-d	-a=b-d	-a+b+c	+b+c+d	-a=c+d	-a=b+d	-a-b-c

EO = Europe de l'Ouest EE = Europe Est AM = Amérique AUT = Autres Afrique MO Asie

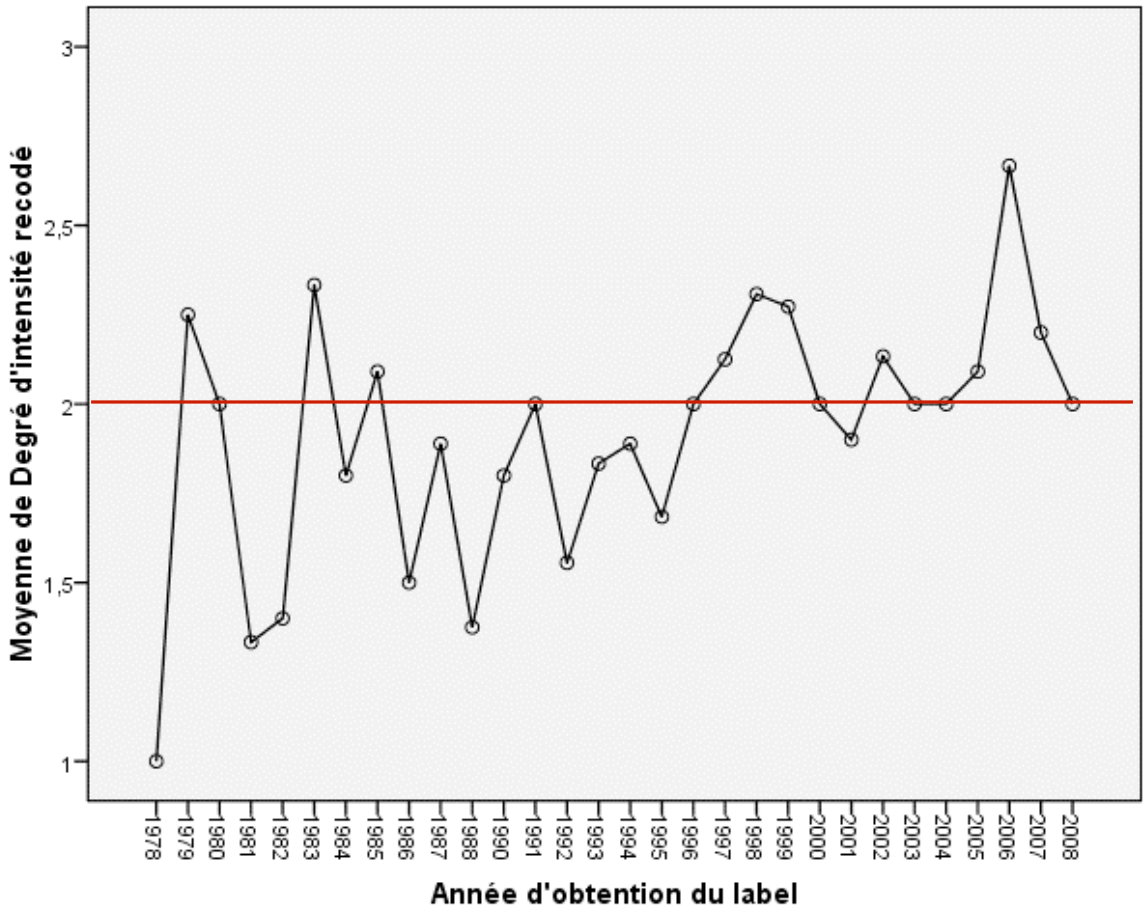
Langues par Intensité d'utilisation

Aucune mention				Légère mention				Grande mention			
Locale	Bi-tri	M-euro	Int'l	Locale	Bi-tri	M-euro	Int'l	Locale	Bi-tri	M-euro	Int'l
19,2	38,5	11,5	30,8	5,2	29,9	25,3	39,6	4,9	43,9	22,0	29,3
-b+c-d	+a+c+d	-a-b-d	+a-b+c	-b-c-d	+a=c-d	+a=b-d	+a+b+c	-b-c-d	+a+c+d	+a-b=d	+a-b=c

Locale = Une seule langue Bi-tri = Deux ou trois langues M-euro = Multi-européennes Int'l = Internationales

***** indiquent que l'hypothèse nulle est rejetée (c.-à-d. de l'indépendance entre deux variables) à l'aide d'un test du Chi-carré à des niveaux respectifs de 5%.

Figure 1 : La moyenne d'intensité d'utilisation du label selon l'année d'obtention



Discussion et conclusion

Une des principales contributions de cette recherche réside dans l'étude de l'utilisation promotionnelle du label selon le temps d'obtention. En ce sens, cette recherche représente un premier pas dans l'étude des changements d'argumentation promotionnelle dans une perspective temporelle. On observe que les sites Web des sites du Patrimoine mondial récemment labellisés, sont ceux qui utilisent avec le plus d'intensité le label dans leurs actions promotionnelles. En d'autres mots, plus la labellisation est récente, plus les sites Web des offices de tourisme utiliseront le label à des fins de promotion. À l'inverse, ce sont les sites Web des destinations labellisées depuis plus longtemps qui font le moins référence au label. Ces résultats suggèrent que le temps affecte négativement l'utilisation promotionnelle du label du Patrimoine mondial. Pour les offices de tourisme, l'effet de nouveauté pourrait être considéré comme estompé. Les acteurs touristiques, prenant pour acquis ce label, pourraient chercher d'autres façons de se démarquer. Il est aussi vraisemblable que les parties prenantes qui ont travaillé à l'obtention du label ne soient plus aussi actives, alors que dans le cas des sites récemment labellisés, les efforts investis pour la mise en candidature du site seraient encore influents. Les sites Web ayant été tous analysés au même moment, les facteurs associés à l'intérêt grandissant des touristes pour la protection des sites, la croissance des pratiques de tourisme culturel ou la connaissance plus importante du label associée à la

croissance du nombre de sites ne devraient en effet pas influencer la composition actuelle des sites Web.

Les résultats de cette recherche démontrent qu'au plan de l'utilisation du label, le fait que l'office de tourisme soit de niveau local, régional ou national, n'a pas d'influence. En d'autres mots, que l'office de tourisme soit associé à une ville, une région ou un pays, la promotion du label sur Internet est la même. Ces résultats apparaissent surprenants dans la mesure où les offices de tourisme nationaux sont en compétition avec d'autres destinations internationales, et doivent démontrer le caractère exceptionnel de la destination dont ils sont responsables. Le label du Patrimoine mondial pourrait permettre cette distinction au niveau international (Marcotte et Bourdeau, 2006). Le fait qu'il n'y ait pas de différence pourrait indiquer que les offices de tourisme régionaux et locaux tentent aussi de rejoindre cette clientèle internationale, ou que les clientèles locales sont également perçues comme sensibles à cette labellisation.

La disponibilité des contenus des sites Web en plusieurs langues était un autre indicateur utilisé pour connaître la clientèle visée par les offices de tourisme. Les résultats de cette recherche démontrent que les langues utilisées pour présenter le contenu des sites Web des offices de tourisme affectent l'utilisation du label du Patrimoine mondial. On observe en effet que ce sont les sites Web qui présentent leurs informations en deux ou trois langues qui en font une utilisation plus intensive. On peut en déduire que ces offices de tourisme choisissent ainsi une approche promotionnelle plus ciblée auprès de certaines clientèles. Ces résultats pourraient aussi corroborer la littérature affirmant que ce sont les sites touristiques plus petits ou excentrés, avec moins de moyens financiers, qui recourent le plus au label dans leur promotion (Beck, 2006). En effet, ces résultats mettent également en lumière que les sites Web disponibles en plusieurs langues, qui visent une clientèle largement internationale, ne recourent pas de façon aussi intense au label. Le label servirait ainsi une clientèle assez ciblée. Quoique presque la moitié des sites Web qui se réfèrent au label le fasse entre autres sur la page principale, le recours relativement faible au label pour l'ensemble des sites Web étudiés laisse aussi penser que les sites Web accordent plus d'espace promotionnel aux services touristiques (hébergement, transport, etc.) et aux informations pratiques, et ce, tel que recherché par les touristes (voir Lee et al., 2006). Le label du Patrimoine mondial, associé à la qualité ou au prestige, serait moins « utile » à diffuser (Xiang et al., 2009).

Nous observons également que l'utilisation du label du Patrimoine mondial varie selon les pays ou les différentes régions du globe. Ce sont les offices de tourisme situés en Europe de l'Ouest qui en font la plus grande utilisation. Ce sont donc ces offices de tourisme qui utilisent le label pour se démarquer face à la concurrence internationale, ou dont les gestionnaires sont les plus sensibles à cet argument promotionnel. Les offices de tourisme situés dans les pays plus éloignés des pays émetteurs de tourisme, notamment l'Afrique et l'Asie, semblent peu utiliser le label à des fins promotionnelles. Se pose alors la même question, est-ce la clientèle visée par ces pays qui est considérée comme peu intéressée au label, ou les gestionnaires de ces offices qui connaissent moins le label ?

Afin de mieux comprendre la portée des résultats de cette étude, il apparaît important de souligner quelques limites. Soulignons que malgré l'importance des images et des photographies dans la publicité (Singh et Lee 2009), cet élément n'a pas été considéré dans l'analyse de contenu. Dans une étude ultérieure, il serait toutefois intéressant de faire l'analyse de la concordance entre la place accordée aux images, au texte et au logo. En effet, les sites du Patrimoine mondial sont souvent des icônes de la destination. Ils peuvent, à ce titre, être utilisés dans la promotion touristique, et ce, sans qu'une référence à leur statut de Patrimoine mondial ne soit toutefois présente. Ainsi, de nombreux sites peuvent également être connus ou reconnus par les touristes, sans toutefois qu'ils ne sachent qu'ils sont inscrits

sur la Liste. Une seconde limite concerne le fait que nos données ne nous permettent pas d'affirmer s'il existe une concordance parfaite entre le matériel promotionnel général et le site Web des offices de tourisme, sachant que le site Web peut contenir une information plus détaillée que le matériel publicitaire imprimé. Toutefois, on peut penser qu'une certaine cohérence entre les deux types d'outils promotionnels existe. Finalement, d'autres études, s'attachant cette fois à la perception des consommateurs, permettraient de savoir si le label du Patrimoine mondial joue réellement le rôle d'un label, soit celui d'assurer une certaine qualité et d'ainsi sécuriser le touriste sur son choix de destination.

Bibliographie

Beck, W. (2006) Narratives of World Heritage in Travel Guidebooks, *International Journal of Heritage Studies*, Vol. 12, No. 6, pp. 521–535.

Bergadaa, M. (1988) Le temps et le comportement de l'individu, *Recherche et Applications Marketing*, Vol. 3, No. 4, p. 57.

Bornhorst, T, Ritchie, B.J.T., Sheehan, L. (2010) Determinants of Tourism Success for DMOs & Destinations: An Empirical Examination of Stakeholders' Perspectives, *Tourism Management*, Vol. 31, pp. 572–589.

Buckley, R. (2002) World Heritage Icon Value: Contribution of World Heritage Branding to Nature Tourism. Canberra: Australian Heritage Commission, p.29.

Buhalis, D. et Spada, A. (2000) Destination Management Systems: Criteria for Success—An Exploratory Research. *Information technology & Tourism*, Vol. 3, No. 1, pp. 41-58.

Chacko, H.E. et Marcell, M.H. (2007). Repositioning a Tourism Destination: The Case of New Orleans After Hurricane Katrina , *Journal of Travel & Tourism Marketing*, Vol. 23, No. 2/3, pp. 223-235.

Choi, S. L., Xinran Y., Morrison, A.M. (2007) Destination Image Representation on the Web: Content Analysis of Macau Travel Related Websites, *Tourism Management*, Vol. 28, pp. 118–129.

Cobos, L.M. Wang, Y. et Okumus, F. (2009) Assessing the Web-Based Destination Marketing Activities: A Relationship Marketing Perspective, *Journal of Hospitality Marketing & Management*, Vol. 18, pp. 421-444.

Courvoisier, F. et Aguillaume (2010) Les Montagnes neuchâteloises, région créative en action. *Revue Espaces*, Vol. 283, pp. 33-41.

Dredge, D. et Jenkins, J. (2003) Destination Place Identity and Regional Tourism Policy. *Tourism Geographies*, Vol. 5, No. 4, pp. 383-407.

Fogg, B.J. (2003) Persuasive Technology: Using Computers to Change What We Think and Do. San Francisco: Morgan Kaufmann Publishers.

Gertner R.K., Berger, K.A, Gertner, D. (2007) Country-Dot-Com: Marketing and Branding Destinations Online, *Journal of Travel & Tourism Marketing*, Vol. 21, No. 2/3, pp. 105-116.

Hall, M. et Piggin, R. (2002) Tourism Business Knowledge of World Heritage Sites: A New Zealand Case Study, *International Journal of Tourism Research*, Vol. 4, pp. 401-411.

Hankinson, G. (2001) Location Branding: A Study of the Branding Practices of 12 English cities, *Journal of Brand Management*, Vol. 9, No. 2, pp. 127–42.

Hanlan, J. et Kelly, S. (2005) Image Formation, Information Sources and an Iconic Australian Tourist Destination, *Journal of Vacation Marketing*, Vol. 11, pp. 163-177.

Hazen, H. (2009) Valuing Natural Heritage: Park Visitors' Values Related to World Heritage Sites in the USA, *Current Issues in Tourism*, Vol. 12, No. 2, pp. 165–181.

Klein, S. Köhne, F. Et Öörni, A. (2005) Barriers to Online Booking of Scheduled Airline Tickets, *Journal of Travel & Tourism Marketing*, Vol. 17, No. 2 & 3, pp. 27-39.

Jolliffe, L., Rowe, T. et Davis, C.H. (2001) Using the WWW to Develop Cultural Heritage destinations: An Exploratory Study, Presentation at the Tourism and Travel Research Association – Canada (TTRA-Canada) Conference, Niagara Falls, Ontario.
Lee, L., Cai, L.A., O'Leary, J.T. (2006) WWW. Branding. States. US:An Analysis of Brand-Building Elements in the US State Tourism Websites, *Tourism Management*, Vol. 27, pp. 815-828.
Marcotte, P. et Bourdeau, L. (2006) Tourists' Knowledge of UNESCO's Inscription of World-Heritage Sites: The case of Tourists Visiting Québec City, *International Journal of Arts Management*, Vol 8, No. 2, p. 4-13.
McCool, S. F. (2008) Recommended Competencies for Managing Visitors and Tourism at World Heritage Sites: A Report from A Workshop at Yellowstone National Park, Office of International Affairs National Park Service.
Morosan, C. (2008) DMO Websites and the Role of Complementary Media in Tourism Advertising, *Journal of Hospitality & Leisure Marketing*, Vol. 17, No. 1–2, pp. 216-236.
O'Leary, S. et Deegan, J. (2005) Ireland's Image as a Tourism Destination in France: Attribute Importance and Performance, *Journal of Travel Research*, Vol. 43, No. 3, pp. 247-256.
Pederson, A. (2007) The World Heritage Tourism Program : Lessons Learned, In Tourism and protected areas: benefits beyond boundaries, R. Bushell, P. F. J. Eagles, (eds), CABI, UK, pp. 115-128.
Pike, S. et Ryan, C. (2004). Destination Positioning Analysis Through a Comparison of Cognitive, Affective and Conative Perception, *Journal of Travel Research*, Vol. 42, pp. 333-342.
Pike, S. (2007) Consumer-Based Brand Equity for Destinations: Practical DMO Performance Measures, *Journal of Travel & Tourism Marketing*, Vol. 22, No. 1, pp. 51-61. PR New (2009) TripAdvisor Launches World Heritage Campaign, Consulté en ligne le 15 décembre 2009, http://www.prnewswire.com/news-releases/photos-tripadvisor-launches-world-heritage-campaign-calls-on-the-worlds-largest-travel-community-to-help-protect-the-worlds-most-important-places-65746447.html.
Reinius S.W. et Fredman P. (2007) Protected Areas as Attractions, *Annals of Tourism Research*, Vol. 34, No. 4, pp. 839-854.
Richards G. (2001) The developpement of Cultural Tourism, In Cultural Attractions and European Tourism, Richards G. (ed) CABI Publishing, UK, pp. 3-29.
Singh, N. et Lee, M.J. (2009). Convergence and Congruency of Pictorial Destination Images in DMOs', *Journal of Hospitality Marketing and Management*, Vol.18, No. 8, pp. 845-858.
So, S. et Morrison, A.M. (2004). Internet Marketing in Tourism in Asia: An Evaluation of the Performance of East Asian National Tourism Organization Websites. *Journal of Hospitality & Leisure Marketing*, Vol. 11, No. 4, pp. 93-118.
Tripadvisor (2009), What are UNESCO and World Heritage, Consulté en ligne le 15 septembre, http://www.tripadvisor.com/WorldHeritage-LearnMore
UNESCO (2008) Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, Consulté en ligne le 15 septembre 2010, http://whc.unesco.org/archive/opguide08-fr.pdf.
Xiang, Z., Gretzel, Z. et Fesenmaier, D.R. (2009) Semantic Representation of Tourism on the Internet, *Journal of Travel Research*, Vol. 47, No. 4, pp. 440-453.
Wöber, K. (2006) Domain Specific Search Engines, In Destination Recommendation Systems: Behavioral Foundations and Applications, edited by D. R. Fesenmaier, K. Wöber, and H. Werthner. Wallingford, UK: CABI.

Insularité, patrimoine mondial et tourisme ou : L'insularité est-elle soluble dans la liste des biens du Patrimoine Mondial ?

Louis Marrou
(Université de La Rochelle-CNRS UMR 6250 LIENSs)

Louis Marrou
Professeur des Universités (géographe)
Université de La Rochelle-CNRS UMR 6250 Littoral, Environnement et Sociétés (LIENSs)
ULR-FLASH
1 parvis Fernand Braudel
17 042 La Rochelle Cedex 1
France
Courriel : lmarrou@univ-lr.fr

Insularité, patrimoine mondial et tourisme ou : L'insularité est-elle soluble dans la Liste des biens du patrimoine mondial ?

Résumé :
La publication de la première liste de 12 biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1978 a d'emblée fait la part belle aux îles. Y figurent en effet les îles Galápagos, l'île de Gorée et le Parc national historique de l'Anse aux Meadows sur l'île de Terre Neuve. Notre interrogation porte sur le lien particulier qui semble animer la relation île/tourisme et patrimoine. L'étude attentive de la Liste du patrimoine mondial en 2009, trente ans plus tard, permet de nuancer la première impression. Les îles y apparaissent comme des objets géographiques comme les autres. Il n'y a pas de sur-représentation et c'est même l'attention récente du Comité pour les aires marines et la montée de la question de la conservation de la biodiversité qui permet aux îles d'être « honnêtement » représentées au sein de la Liste du patrimoine mondial.
Deux exemples précis, celui des Galápagos et celui des paysages viticoles de l'île de Pico aux Açores accompagnent la démonstration. Le passage par les sites, par l'échelle locale, met en évidence des pratiques d'une grande diversité qui sont avant tout le reflet des intensités fort variables existant selon les lieux entre tourisme et patrimoine. Dans les deux cas, l'insularité semble provoquer des jeux de pouvoir, entre les îles, et entre les archipels et le continent, d'une grande complexité mais tout à fait éclairant sur le devenir des sites et de leur relation avec l'industrie touristique.
L'analyse débouche sur une double proposition :
- d'une part une typologie des îles du patrimoine mondial en fonction de la relation patrimoine/tourisme ;
- d'autre part, la proposition d'indicateurs simples de calcul de l'intensité de la relation patrimoine/tourisme.
Les îles comme nombre d'objets touristiques apparaissent comme d'excellents laboratoires pour l'étude des relations entre territoires et sociétés. Le cas du lien tourisme/patrimoine apparaît comme un exemple particulièrement saisissant.

Mots clés : Insularité et Patrimoine mondial, Site du patrimoine mondial et tourisme

Insularité, patrimoine mondial et tourisme ou : L'insularité est-elle soluble dans la Liste des biens du patrimoine mondial ?

Riche est la figure de l'île et de l'insularité. Elle évoque derechef le fragment de terre entouré d'eau de toutes parts mais aussi la Terre, notre planète bleue. La « révélation » de la vision de notre habitat depuis l'espace, cette immensité bleue, mais aussi marron clair ou verte a été pour beaucoup une illumination. Elle nous a mis face à notre « patrimoine commun » et face à notre capacité à le détruire ou à le pervertir. L'image de l'île peut être utilisée lorsque l'on parle des sites de la Liste du patrimoine mondial de l'humanité. Le site individualisé, délimité apparaît bien souvent comme une « île » au milieu d'un territoire. C'est un îlot de patrimoine, souvent de protection, par rapport à un environnement qui ne connaît pas la même spécificité de distinction spatiale. Se pose alors la question de la frontière, de la limite et des effets de diffusion ou d'entrainement, toutes choses éminemment géographiques et qui peuvent prendre une résonnance particulière dans l'île.

Longtemps personne n'a pris la mesure du pullulement insulaire à la surface du globe. Les « dictionnaires des îles » s'essoufflaient au-delà de 1 500 à 2 000 îles. Il s'agit des îles océaniques, identifiées, magnifiées ou humanisées. Et puis, les images fournies par la régulière promenade des satellites au-dessus de nos têtes nous ont révélé, rappelé les dizaines de milliers d'îles proches des continents, fragments de socles disloqués en bordures d'océans. Ces myriades insulaires sont scandinaves, canadiennes, chiliennes, argentines. Peu sont nommées ou habitées. Cette démultiplication de la réalité insulaire n'est pas sans rappeler l'essor du tourisme depuis le milieu du XXe siècle. On sait l'appétence pour les îles de la chose touristique, surtout en domaine tropical. L'île tropicale est devenue l'un des archétypes du tourisme, l'une des destinations privilégiées de celui qui sort de son environnement habituel.

C'est autour de ce tryptique : l'île, le patrimoine et le tourisme que nous avons organisé notre réflexion. Nous privilégions certains outils du géographe : le changement d'échelle (le global et le local) et la carte pour essayer de faire parler ce que nous pensons être un rapprochement riche. Deux archipels nous servirons de décor : celui des Galápagos sous l'Equateur pacifique et celui des Açores, dans l'Atlantique tempéré. L'un orne la Liste de l'UNESCO depuis les origines, l'autre, à travers l'île de Pico n'a rejoint le « patrimoine mondial » que depuis 2004.

1. Insularité, insularisme et patrimoine

L'île, comme le patrimoine, sommeillent au tréfonds de l'homme et des sociétés. Tels le phénix l'un et l'autre disparaissent, se réinventent perpétuellement, s'inventent de nouveau. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, Mérimée ou Darwin, les ont mis au premier plan avant qu'un siècle plus tard, le « tourisme » les mettent de nouveau au cœur de l'actualité.

1.1 L'avènement du pullulement insulaire

C'est dans la dernière décade du XXe siècle que l'analyse précise des milliers d'images satellitaires a permis de prendre conscience de l'importance quantitative du fait insulaire. En s'en tenant aux îles de plus d'un hectare, C. Depraetere en a ainsi dénombré plus de 180 000 (Depraetere, 2003). Le chiffre a révolutionné une certaine approche insulaire car on s'en tenait jusqu'à présent à des ordres de grandeur de quelques dizaines de milliers. Cela nous a obligés à réviser notre géographie des îles. Celle-ci tient dans trois caractères : la situation, la densité, la distance.

La situation a longtemps été la signature de l'île. Pour l'européen, l' « île » est tropicale, lointaine, ourlée d'une plage de sable fin et clair, agrémentée d'un panache de verdure. Elle peut être cependant parfois proche, bretonne, frisone ou grecque, ou alors exotique, au Japon ou dans le lointain Pacifique. On associe fréquemment à l'île un paysage. Il est alors de « carte postale ». La latitude est donc bien d'importance pour caractériser l'île. L'île tropicale est « connue ». L'île tempérée est volontiers « imaginée », comme dans une proximité complice. L'île septentrionale est le plus souvent « ignorée ». C'est l'île inconnue. C'est pourtant la figure de loin la plus fréquente à la lecture des images satellitaires. Les côtes scandinaves, canadiennes, de l'Alaska mais aussi du Chili ou de l'Argentine, rivalisent sans aucun problème en densité avec les îles « colombiennes[1] » ou celles de l'Asie Pacifique.

Avec la densité des îles, on aborde une question qui prend des atours différents. La densité insulaire[2] n'influe en rien le possible statut patrimonial de l'île alors que la densité de l'île peut avoir une influence plus forte sur sa « patrimonialisation ». Elle s'exprime dans des densités de population et dans une intensité d'occupation du sol. Au XXIe siècle, la grande majorité des îles sont de tailles réduites et vides d'hommes. Celles qui sont occupées, humanisées, connaissent deux grands modes de mise en valeur. Premièrement, les îles qui exploitent les ressources insulaires et de la mer. Ce sont des îles rurales et agricoles (productions tropicales, élevage bovin ou ovin). Le second mode de mise en valeur est celui qui met le tourisme au centre des préoccupations de la société insulaire et des mouvements financiers.

Situation et densité se combinent avec des questions de distance. La réalité insulaire contemporaine fait la part belle aux îles « continentales », celles issues de la fragmentation des vieux socles en lien avec des mouvements isostatiques. Bien souvent l'île est donc proche de la grande terre, dans sa continuité. Elle y est associée. L'île océanique quand à elle, isolée et solitaire, sans être l'exception, n'est pas la panacée. Elle orne nos mémoires mais pas celle, vive, de nos ordinateurs. Eloignée ne veut pas dire forcément unique. Bien des îles se présentent en groupe, formant parfois des archipels ou se contentant d'être en conîlats[3].

1.2 Les îles dans la Liste des sites du patrimoine mondial

Les îles sont consubstantielles à la Liste du patrimoine mondial. Elles font partie de son A.D.N.. Pour s'en convaincre, il faut revenir à la première liste des noms de biens inscrits au patrimoine mondial et qui émane de la deuxième session du Comité Intergouvernemental de la Protection du Patrimoine mondial culturel et naturel. Elle figure au point 38 du compte-rendu de cette réunion que s'est tenue du 5 au 8 septembre 1978 à Washington D.C.

38. Après avoir accepté intégralement la liste proposée par le Bureau, le Comité a décidé d'inscrire les douze biens énumérés ci-après sur la liste du patrimoine mondial :

NOMS DES BIENS INSCRITS SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL	*ETAT*
Parc national historique de l'Anse aux Meadows	
Parc national Nahanni	*Canada*

[1] C'est ainsi qu'Elisée Reclus parle des îles de l'arc Caraïbes, les Antilles.

[2] Le nombre d'îles rapporté à une surface.

[3] Nous avons proposé en 2005 (Marrou, 2005), la distinction entre archipel (groupe d'îles unis par des liens conséquents) et conîlats (groupe d'îles sans liens forts établis).

Iles Galapagos *Ville de Quito*	*Equateur*
Parc national du Simien *Eglises creusées dans le roc de Lalibela*	*Ethiopie*
Cathédrale d'Aix-la-Chapelle	*République fédérale d'Allemagne*
Centre historique de Cracovie *Wieliczka – mine de sel*	*Pologne*
Ile de Gorée	*Sénégal*
Mesa Verde *Yellowstone*	*Etats-Unis d'Amérique*

Source : Site de l'UNESCO

Si c'est la nouveauté et l'engagement qui ont prévalu, les choix des sites et le fait de n'avoir « honoré » que 7 pays différents pour 12 nominations a surpris. Cette situation révèle un rapport de force au sein du Comité, la volonté de proposer une palette de « patrimoines » (parc naturel, ville, lieux de culte, lieu lié à une production « industrielle ») mais aussi les contrastes dans la prise en compte du patrimoine des différentes parties de globe. Rares sont les observations et les commentaires sur les types de bien selon leur « géographie ».

L'île est la spécificité de trois des biens :

- l'Anse aux Meadows se situe sur l'île de Terre-Neuve ;
- les îles Galápagos forment un archipel au large de l'Equateur dans l'océan Pacifique ;
- l'île de Gorée est un lieu d'histoire à proximité des côtes sénégalaises.

L'histoire du peuplement américain, la richesse de l'endémisme insulaire et les symboles de la traite des noirs en sont les vecteurs. D'un point de vue géographique, on trouve dès l'origine dans ces trois biens ce qui marque encore aujourd'hui la présence insulaire dans la Liste des biens du patrimoine mondial. Soit l'on a affaire à du patrimoine dans les îles, soit c'est la totalité de l'île qui est en soit le patrimoine.

Sites du "Patrimoine Mondial" de l'UNESCO dans des "îles"

Au printemps 2010, la Liste du patrimoine mondial comptait 890 biens[4]. C'est elle qui nous a permis d'élaborer les deux cartes de l'insularité des biens du patrimoine mondial. La carte n°1 présente les biens du patrimoine mondial de l'UNESCO situés dans des îles. C'est la carte la plus fournie. Elle représente des biens situés dans une île mais où l'île et sa spécificité ne sont pas le cœur du dossier de classement (le centre ancien de Angra do Heroísmo dans l'île de Terceira aux Açores ; le parc national de Komodo et les fameux « dragons » de l'île de Flores dans les petites îles de la Sonde indonésiennes). Elle montre une distribution qui privilégie deux grandes régions : un premier bassin occidental autour de l'Atlantique et de la Méditerranée et un second bassin oriental, centré sur l'Asie du Sud-Est. Cette géographie est assez proche de la répartition globale des biens de la liste. Elle fait la part belle aux vieilles civilisations qui ont su mettre en valeur leurs richesses patrimoniales. La carte héberge quelques particularités insulaires puisque sont pris en compte tous les types d'îles (maritimes, fluviales et lacustres). Aux « bassins » répondent des « vides » assourdissants comme tout le sud de l'océan Atlantique et une bonne partie de l'océan Pacifique.

La carte n°2 présente une physionomie bien différente, en contrepoint ou complémentaire. Elle montre la géographie des îles qui sont en elles-mêmes considérées comme un bien du patrimoine mondial. C'est le plus souvent la dimension environnementale et « naturelle » qui est mise en avant même si l'on retrouve aussi dans cette sélection des îlots urbains ou des forteresses insulaires. La distribution est cette fois-ci universelle. Les îles maritimes isolées (Gough, Macquarie, Henderson par ex.) forment un sous ensemble remarquable au titre de leur richesse patrimoniale en termes de biodiversité ou au regard de la géologie. La carte montre aussi le poids que sont en train de prendre les aires marines protégées et leur promotion. Le classement des lagons de Nouvelle-Calédonie est à ce titre bien significatif.

Les îles de la Liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO

La combinaison des deux cartes permet de comprendre l'intérêt du rapprochement entre patrimoine mondial et tourisme. Certains noms évoquent des lieux touristiques majeurs ou particulièrement connus : Ibiza, l'île de la Statue de la Liberté, Zanzibar, les Galápagos. Pour certains cas emblématiques, on entend parler de « sur-fréquentation ». La pression du

[4] Source : http://whc.unesco.org/fr/comite/ La liste était alors composée de 689 biens culturels, 176 naturels et 25 mixtes répartis dans 148 Etats parties différents (sur les 186 qui ont ratifié la Convention du patrimoine mondial).

tourisme est clairement inégale et une majorité de sites souhaitent se servir du logo UNESCO pour renforcer leur notoriété et mieux promouvoir touristiquement leur territoire.

1.3 La force de l'île

Ce qui fait la force de l'île c'est son caractère symbolique. L'île c'est la terre en réduction comme un petit monde à portée de main. Pour beaucoup, l'île est d'une surface réduite. On en fait aisément le tour. On peut ainsi bien la connaître et par là bien la protéger, la préserver. Le lien, la filiation avec le patrimoine sont directs. C'est pour cela qu'un bien du patrimoine mondial dans une île c'est comme une île au carré, une île dans l'île. Lorsque c'est l'île en entier qui est « distinguée » par l'inscription au patrimoine mondial, la figure est encore plus complète, plus forte, comme quelque chose d'exponentiel. Le patrimoine est doublement magnifié.

L'île porte en elle une valeur à plusieurs facettes. Elle est à la fois conservatoire et laboratoire (Baldacchino, 2002). Ce sont deux postures d'une force remarquable. Avec l'île conservatoire, c'est l'isolement et la distance qui sont mis en avant. L'étendue marine protège des « invasions » extérieures. Pour le botaniste, c'est bien l'endémisme qui parle. Celui-ci est fréquemment évoqué dans les dossiers d'inscription de telle ou telle île sur la Liste du patrimoine mondial. L'île est un entre soi, un microcosme. Pour le géographe, c'est l'insularisme qui développe ses tentacules. Les acteurs politiques cherchent à se servir de la spécificité insulaire pour en faire un sujet de revendication particulier (Taglioni, 2004). Toutes les îles, aux dires de leurs habitants et élus, sont à la fois uniques et universelles. A prendre l'île comme un objet géographique, l'évidence n'est pas si éloquente (Bernardie-Tahir, 2008).

Plus nombreux sont les auteurs qui convergent sur la notion d'île laboratoire. Elle est au cœur de la vision des biologistes et de leur « théorie des îles ». Pour le géographe, cela ouvre le champ entier de l'aménagement et de la prospective. L'île peut servir de test pour l'application de nouvelles théories ou formes d'aménagement. Cela nous renvoie aux îles idéales, parées de multiples qualités et vertus. La réalité est souvent plus pragmatique. La taille réduite de certaines îles permet surtout de tenter de passer du modèle à l'application. C'est le cas aujourd'hui pour la vogue des « îles vertes » et autres « îles renouvelables » (Marrou, Soulimant, 2009). Lorsque l'on lit les dossiers de classement des îles inscrites sur la Liste des biens du patrimoine mondial on voit que ces notions sont toujours soit « affleurantes » soit mises en avant. Dans ce contexte, il est parfois difficile de démêler ce qui attire le visiteur éphémère, du patrimoine ou du tourisme quand ce n'est pas la combinaison des deux.

2. Changer d'échelles et scruter les îles

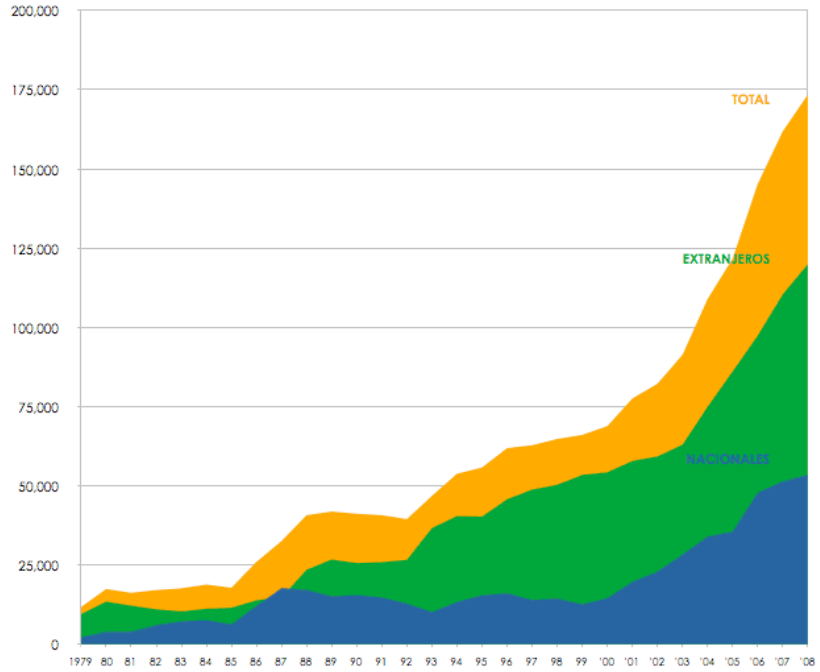
Si la spécificité insulaire de la liste des biens inscrits au patrimoine mondial est tangible dans les choix initiaux, il est plus difficile au début du XXIe siècle de faire état d'une situation particulière. Les îles comme d'autres objets géographiques (estuaires, vallées, montagnes…) sont parties prenantes de la Liste des biens inscrits au patrimoine mondial. Pour comprendre les interrelations tourisme/patrimoine/île, il nous a semblé important et utile de passer par l'échelle locale pour mieux percevoir la réalité au-delà des discours et des vœux. Notre intérêt s'est porté sur deux archipels, celui des Galápagos, pionnier de la conservation et de la protection et de celui des Açores qui abrite deux sites de la liste.

2.1 Archipel des Galápagos : le patrimoine malade du tourisme ?

L'archipel des Galápagos est unique. C'est en cela un modèle, un cas à part, un laboratoire, une vitrine. Son étude géographique sous l'angle de la conservation et du patrimoine est bien documentée[5] (Grenier, 2000). Le coup de projecteur de son classement en septembre 1978 sur la Liste des biens inscrits au patrimoine mondial a été le détonateur de sa mise en tourisme.

INGRESO DE TURISTAS A GALÁPAGOS (1979-2008)

	NACIONALES	EXTRANJEROS	TOTAL
1979	2,226	9,539	11,765
80	3,980	13,465	17,445
81	4,036	12,229	16,265
82	6,067	11,056	17,123
83	7,254	10,402	17,656
84	7,627	11,231	18,858
85	6,279	11,561	17,840
86	12,126	13,897	26,023
87	17,769	14,826	32,595
88	17,192	23,553	40,745
89	15,133	26,766	41,899
90	15,549	25,643	41,192
91	14,815	25,931	40,746
92	12,855	26,655	39,510
93	10,136	36,682	46,818
94	13,357	40,468	53,825
95	15,483	40,303	55,786
96	16,113	45,782	61,895
97	13,979	48,830	62,809
98	14,440	50,351	64,791
99	12,602	53,469	66,071
'00	14,561	54,295	68,856
'01	19,711	57,859	77,570
'02	22,939	59,287	82,226
'03	28,346	62,999	91,345
'04	33,977	74,957	108,934
'05	35,584	86,110	121,694
'06	47,833	97,396	145,229
'07	51,411	110,448	161,859
'08	53,468	119,952	**173,420**



Fuente: Dirección del Parque Nacional Galápagos

Les chiffres sont sans appel. La fréquentation a été multipliée par 15 entre 1979 et 2008 soit en l'espace d'une vingtaine d'années. L'essor semble inexorable et le succès intarissable. Depuis les années 2005, la part des touristes étrangers est stabilisée entre 2/3 et 70%, en fonction des aléas de la conjoncture économique internationale. Cette hausse de la fréquentation touristique est fortement corrélée à celle de la population résidente du fait de l'importance des services à rendre à cette population non permanente que sont les touristes. Et l'on se demande si les Equatoriens ne sont pas en train de tuer la poule aux œufs d'or…

L'archipel présente une situation exceptionnelle. Nul n'est besoin ici de rappeler son rôle dans l'histoire des sciences, ni le caractère unique de sa richesse en termes de biodiversité et sa dimension territoriale reste sans équivalent. Le Parc national des Galápagos occupe en effet 97% de la superficie de l'archipel. C'est dire que touristes et habitants permanents s'entassent sur quelques dizaines de kilomètres carrés. Seules quatre îles comptent une population permanente. Sur chacune d'elles, se répète alors le trinôme : ville port + zone agricole dans les hauteurs + une route reliant les deux parties.

[5] Christophe Grenier a été le responsable à la Fondation Darwin de la branche « Sciences Humaines » des recherches sur l'archipel de 2007 à 2010. Il a organisé au printemps 2010 un groupe de travail international sur le devenir des îles et des archipels.

Le Parc national des Galápagos a la main mise sur la quasi totalité de l'archipel, îles habitées et îles non occupées. C'est lui qui contrôle l'accès à la « ressource » territoriale en déterminant les portions de l'espace accessibles aux milliers de touristes. La règle est que le touriste circule en groupe et accompagné d'un guide accrédité par le Parc. Il y a quelques exceptions qui n'intéressent qu'une faible proportion des visiteurs. Les lieux de visites, accessibles par terre et surtout par mer sont répartis sur la totalité de l'archipel. Les zones les plus proches des quatre îles qui génèrent les flux sont les plus visitées et les conditions s'y dégradent. La faune et la flore subissent des dommages en raison des passages répétés des bateaux ou des piétons. Ces « dégâts » ne sont rien par rapport à la somme des « à peu près » qui viennent mettre à mal la splendide mécanique théorique de la conservation érigée en dogme.

Pour s'en convaincre, il est nécessaire de revenir sur les textes qui ont précédé le placement de l'archipel des Galápagos sur la Liste des biens en péril en 2007. Dans un rapport de 2006 sur l'état de conservation de l'archipel[6], le comité de visite énumère une série de 16 points qui posent problème. On peut les regrouper en trois groupes :

- manque de qualification des personnels aux missions qui leurs sont confiées (points b, c, k, m et n) ;
- impossibilité de contrôler les mouvements de marchandises et de personnes entre les îles et entre l'archipel et le continent (points a, d, f, h, l , et o) ;
- incapacité à faire respecter les lois et règlements (points e, g, h et i).

Le tourisme est pointé directement ou indirectement du doigt car il est au cœur des mobilités et des difficultés à les contrôler. Ces questions sont présentées ainsi :

- nombre croissant de points d'accès aux Galápagos, par air comme par mer, ce qui aggrave la menace d'espèces introduites (point a) ;
- augmentation rapide et incontrôlée de l'arrivée des touristes (point f) ;
- capacité insuffisante de détection et de réaction à toute nouvelle introduction d'espèces étrangères en provenance du continent ou d'échanges entre les îles de l'archipel (point o).

La décision de juin 2007 de placer le site parmi ceux en péril a été un coup de semonce terrible pour les autorités de l'archipel. Le développement touristique semble hors de contrôle dans un monde archipélagique où tout est censé être contrôlé. Le communiqué de l'UNESCO est sans appel[7] :

> « Situées dans l'océan Pacifique, à près de 1 000 km du continent sud-américain, les 19 îles qui composent les Galápagos et la réserve marine qui les entoure constituent un musée et un laboratoire vivants de l'évolution unique en son genre. Elles sont menacées par des espèces invasives, par un tourisme et une immigration croissants. Ainsi, le nombre de journées passées par les passagers de navires de croisière a augmenté de 150 % au cours des 15 dernières années. Cette augmentation a alimenté la croissance de l'immigration et le trafic entre les îles, lui aussi en hausse, s'est traduit par l'introduction de nouvelles espèces invasives. Le site des Galápagos a été le tout premier à être inscrit, en 1978, sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Ses limites ont été étendues en 2001. »

À l'inverse, d'autres sites insulaires inscrits sur la Liste des biens du patrimoine mondial sont à la recherche d'un hypothétique développement mêlant patrimoine et tourisme.

[6] Décision : 30COM 7B.29 Etat de conservation (Îles Galápagos)-2006
[7] http://whc.unesco.org/fr/actualites/357 (consulté en mai 2010)

2.2 Pico (Açores) : le tourisme comme projet de territoire ?

Treize biens portugais sont inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, ce qui fait la fierté de cette petite république européenne de moins de 100 000 km^2. Parmi eux, trois sont situés dans les îles atlantiques : la forêt laurifère de Madère, le centre ancien de la ville d'Angra do Heroísmo sur l'île de Terceira (Açores) et le paysage viticole de l'île de Pico (Açores). Pour les archipels, chercher à avoir des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial est comme une quête identitaire. C'est montrer en quelque sorte qu'un organisme culturel d'envergure mondiale met sur un pied d'égalité des biens situés au Portugal continental ou au sein du Portugal insulaire. Pour les îliens, éternels laisser pour compte c'est un signe important. Le classement est doté de nombreuses vertus. Il apparaît pour certains comme un sésame pour le développement touristique dans des îles, comme les Açores, qui ne peuvent lutter avec les mêmes « armes » climatiques que les voisins de la Macaronésie (Madère, Canaries ou Cap-Vert).

Sur l'île de Pico, le dossier a été porté par un député et surtout par le gouvernement régional des Açores. Réussir à imposer une candidature d'une des deux régions autonomes au sein de la liste nationale est en soit une gageure, la voir couronnée est une satisfaction sans égale. Comme pour la région du Haut-Douro (là où sont produits les raisins qui servent à la fabrication du Porto), ce sont les paysages viticoles qui sont mis en exergue. Au pied du volcan Pico, la population de l'île a érigé des milliers de petits enclos qui protègent chacun quelques ceps de vignes. Ces murets de pierre sont fait de la lave que l'on a cassé pour tenter de trouver un peu de sol et faire vivre la vigne. Le paysage est assez fascinant. Le classement repose sur deux critères essentiels : le caractère unique de ce paysage viticole fruit du labeur d'une population insulaire au cours des siècles et la préservation d'un paysage de laurisilve (paysage viticole fossile) abritant quelques espèces tant animales que végétale représentatives de la Macaronésie. Le pari est celui du maintien d'une viticulture de qualité porté par la labellisation patrimoniale.

Le discours sur le patrimoine est d'un grand intérêt. Le maire de Madalena do Pico, la principale commune concernée par le classement, n'a jamais soutenu la candidature. Il y voyait un frein et des contraintes au développement urbain de sa municipalité. La zonation est en effet une entrave pour la libre utilisation du sol en raison des mesures de protection qui y sont associées. Mis devant le fait accompli, la commune fait avec. Le logo de l'UNESCO orne désormais la page d'accueil du site Internet de la ville. Sur place, la présence est discrète. Des panneaux de signalisation indiquent l'entrée dans la zone et le bureau temporaire du tourisme propose deux parcours pédestres au sein du bien distingué. La visite à la Cave Coopérative de l'île de Pico laisse dubitatif. Certes le classement de la région au patrimoine mondial est rappelé sur le dépliant de la cave, certes la secrétaire fait état d'une commande japonaise liée à l'inscription quelques semaines après la publication des résultats mais l'impact en reste là. Aucune mise en valeur particulière, aucune visite spécifique n'est proposée. L'inscription est transparente.

Le discours des opérateurs touristiques s'est emparé de cette labellisation. Ils ont vu dans le classement des paysages viticoles une opportunité majeure pour diversifier l'offre touristique insulaire de l'archipel. Bizarrement ce n'est pas tant l'île de Pico qui a cherché à en profiter mais bien plutôt sa voisine, l'île de Faial. Haut lieu de la voile transatlantique avec la marina d'Horta qui accueille chaque année plus de 1000 voiliers effectuant la traversée de l'Atlantique, le classement au patrimoine mondial des vignes de Pico a renforcé le potentiel de visite à la journée de la grande voisine, séparée seulement par six kilomètres de chenal maritime ne sépare. Depuis Horta, la traversée vers Pico est déjà en soit un but, prendre le traversier, affronter la mer. Les allures montagnardes du volcan le sont tout aussi. On loue une voiture est on fait le tour de Pico. Désormais, la reconnaissance du caractère unique du

vignoble renforce l'attrait. La quasi totalité des catalogues et des sites internet y font référence, photographies à l'appui même si l'impact sur la programmation et le temps de visite sont encore réduits.

La situation interroge. Pour beaucoup, le classement ne porte pas ses fruits. Les avancées sont timides. Quelques parcelles de vignes sont sorties de l'abandon mais la profession tarde à voir de jeunes viticulteurs reprendre des exploitations à la limite de la rentabilité eu égard au labeur. A l'aéroport, le vignoble « témoin », véritable pastiche, ne survit pas à la déficience d'entretien. Bien sûr quelques *quintas*[8] et leurs vieux bâtiments ont été récupérés. Les pieds de vigne sont à la parade. Le raisin est d'ornement. Les touristes passent.

3. Patrimoine mondial et tourisme insulaire : au-delà des connivences et des ressemblances ?

Passer par le terrain en prenant deux exemples extrêmes ne permet pas de dégager des certitudes. Pourtant, tant les Galápagos que les Açores laissent l'impression que dans le binôme tourisme/patrimoine, la spécificité insulaire n'est pas l'élément majeur de différenciation et que celui-ci est à aller chercher du côté du pouvoir. Ce passage par le local permet aussi d'esquisser une typologie insulaire et de reconnaître la faiblesse des indicateurs.

3.1 Du pouvoir dans les îles

Et l'île dans tout cela ? Aux Galápagos comme aux Açores ce n'est pas tant le caractère insulaire que la répartition des pouvoirs liés à l'île qui semble régler les relations patrimoine/tourisme. C'est plus précisément l'emboîtement et le recouvrement des différents pouvoirs et des compétences qui expliquent les freins ou les caractéristiques du développement de la relation patrimoine/tourisme/création de valeurs culturelles ou économiques. Aux Galápagos, les municipalités insulaires sont en but à la toute puissance du Parc national de l'archipel. Celui-ci doit compter avec les organismes nationaux comme l'Institut national des Galápagos (INGALA) ou le Système de Quarantaine et d'Inspection (SESA-SICGAL) qui contrôle les échanges entre les îles et avec le continent. Ce champ de force doit tenir compte de tenants scientifiques (Fondation Charles Darwin) et surtout économiques (opérateurs touristiques et de transports). Les Galápagos sont un enjeu important pour l'État équatorien et pour les multinationales de l'environnement et de la biodiversité en raison de son caractère emblématique.

Dans l'archipel des Açores, la situation est, elle aussi, complexe même si les opérateurs touristiques n'y occupent pas une place aussi considérable que dans l'archipel équatorien. Elle ne peut se comprendre que dans le cadre de l'autonomie régionale et des logiques archipélagiques. Les Açores sont, avec Madère, les deux seules régions autonomes portugaises dans un pays où le fait régional est pour le reste ténu. Les autonomies ont été acquises dans la foulée de la Révolution des Œillets (1974). Elles ont engendré une nouvelle répartition des pouvoirs et l'émergence d'une politique à l'échelle de l'archipel. Aux élus locaux (municipaux essentiellement) se sont ajoutés un petit nombre de députés qui représentent chacune des neuf îles. Ces politiciens sont en phase avec la logique régionale et en contact avec la représentation nationale. Dans le cas des paysages viticoles de Pico, les intérêts de l'île ont été soutenus par l'échelon insulaire (député) et régional (exister face au contient). La situation est d'autant plus compliquée que Pico est économiquement et touristiquement dans le halo, le giron de sa voisine, l'île de Faial. Pour certains opérateurs, les

[8] *quintas* : exploitation agricole.

vignes de Pico sont comme une annexe de Faial. Il est vrai que la zone protégée au patrimoine mondial se trouve juste en face de la ville d'Horta, capitale de l'île de Faial, siège de l'Assemblée Régionale des Açores. Horta et Madalena do Pico sont reliées par une noria de navettes maritimes qui forment une sorte de continuité « merritoriale[9] ». Cette situation explique la position ambiguë dans lequel se trouve se bien inscrit dans la Liste du patrimoine mondial.

3.2 Typologie patrimonio-touristique des îles du « Patrimoine Mondial »

À bien regarder l'archipel que forment les îles du patrimoine mondial dans leur relation avec le tourisme, on parvient à dégager cinq grands types d'îles. Nous avons cherché à mêler parmi les critères retenus la nature de l'île mais aussi son lien avec le bien inscrit et la façon dont il était possible de qualifier le tourisme qui s'y développe :

- Les îles « villes ». Elles sont minérales et avant tout urbaines. Elles peuvent être vues comme des « joyaux ». Les exemples sont fréquents en Europe que ce soit Venise, le Mont Saint-Michel ou la ville historique de Trogir en Croatie. Ce sont le plus souvent des hauts lieux touristiques qui comptent parmi les sites les plus visités de leurs pays respectifs.
- Les îles de « naturalistes ». Ce sont des îles bien particulières, souvent compliquées d'accès et donc réservées à un public choisi. On a affaire à un tourisme spécialisé, que l'on peut qualifier de « niche ». Il s'agit d'amateurs d'oiseaux (comme dans l'archipel Vega), de biologistes ou autres scientifiques (comme à Heard ou à Mc Donald). On y trouve aussi des spécialistes de la plongée (Tubbataha) ou des touristes mélangeant croisière et randonnées comme sur l'île Henderson. Dans ces îles le patrimoine fait bon ménage avec la biodiversité.
- Les îles à vocation « culturelle » ou « politique », ou lorsque le patrimoine se veut témoignage. Ce sont des îles proches des rivages, témoins de la relégation ou de la déportation. C'est un tourisme de la mémoire qui s'y développe. C'est le cas pour l'île pénitencière de Robben Island (qui abrita Nelson Mandela) au large du Cap en Afrique du Sud ou l'île de Gorée au Sénégal, haut lieu du souvenir de la traite et de l'esclavage.
- Les îles « touristiques » dans un foyer touristique majeur. C'est une situation bien spécifique qui voit un bien du patrimoine mondial s'inscrire dans une île ou une partie d'île très touristique. Le lieu fonctionne alors parfois comme un quasi sanctuaire touristique. C'est le cas dans le bassin méditerranéen pour les îles d'Ibiza (Baléares) et de Délos (Grèce). On a affaire à un sur-tourisme de touristes.
- La dernière catégorie d'île reprend la notion de sanctuaire mais cette fois lié à un endémisme important. C'est la catégorie que nous avons décidé d'appeler les îles « galápagos » en référence à leur modèle, l'archipel des Galápagos. L'île de Snares est ainsi surnommée « *Galápagos of the Southern Ocean* ». Socotra est connu par certains comme les Galápagos de l'océan Indien. Elles laissent subodorer un tourisme de « liste », celui qui voit le promeneur partir à la recherche d'îles soit « semblables » soit faisant partie d'une même « liste », que ce soit celle de l'UNESCO, d'un magazine spécialisé ou d'un site d'échanges d'impressions touristiques sur internet.

Il est clair qu'il n'existe pas d'indicateurs simples permettant de mesurer l'intensité de la relation tourisme/patrimoine que cela soit dans une île ou ailleurs. Il nous semble pourtant opportun de pourvoir disposer d'informations précises dans le but premier de comparer les sites insulaires entre eux afin de dégager les éléments d'une bonne gestion en cherchant à

[9] Le « merritoire » est pour nous une sorte d'équivalent en mer du territoire sur le continent. Le « merritorial » est à la mer ce que le territorial est au continent.

comprendre ce qui fonctionne et ce qui fonctionne moins bien dans les différents sites étudiés. C'est particulièrement le cas des îles inscrites sur la Liste des biens au patrimoine mondial.

Trois critères nous semblent pertinents pour évaluer relativement facilement l'empathie entre tourisme et patrimoine.

a) Le premier est un critère d'accessibilité. Celle-ci peut être forte. C'est ce qui passe fréquemment en situation de proximité (faible distance entre l'île et le continent par exemple) ou lorsque le potentiel d'attraction (population, marché, patrimoine…) est important. Il peut y avoir multi-modalité de l'offre de transport et souvent alors concurrence. L'accessibilité peut être faible en raison de la distance par exemple. La mono-modalité est souvent de mise (avion) et le coût est un élément majeur de la fréquentation. Enfin, l'accessibilité peut être inexistante ou très particulière en raison du grand isolement de l'île. Certaines îles sont présentes sur la Liste des biens du patrimoine mondial alors qu'elles connaissent des restrictions importantes d'accès (spécificité du foncier ; climat ; protection du patrimoine naturel).

b) Le second est un critère permettant de prendre en compte la pression touristique calculée à un instant donné. Il est basé sur un rapport simple entre le nombre de personnes présentes (habitants + touristes) et une surface (le km^2 par exemple). Cette pression peut être forte. Il y a risque de sur-fréquentation et la question de la « capacité de charge » est parfois évoquée. Les conflits entre garants du patrimoine et touristes, touristes et habitants se multiplient. La pression peut être aussi soit modérée soit faible (voire inexistante). C'est parfois le cas lors d'une dynamique touristique naissante ou d'inscription récente.

c) Le troisième est un critère de gouvernance. Il s'apprécie selon le niveau de législation (et de son application), la qualité du dialogue entre les acteurs du territoire et enfin par une mesure de l'efficience territoriale. Il s'établit sur une échelle allant d'efficace à inexistante.

Conclusion

Île et patrimoine ne sont pas étrangers l'un à l'autre. Cette étude permet dans un premier temps de montrer que spatialement parlant, le fonctionnement d'un bien patrimonial est bien souvent apparenté à une situation insulaire. Le site du patrimoine mondial apparaît ainsi souvent comme une « île » dans un environnement plus contraint. Pourtant, l'étude de « l'insularité » de la liste des biens inscrits au patrimoine mondial ne laisse pas apparaître un « traitement » particulier à l'objet géographique l'île. Il ne semble pas y avoir de spécificité insulaire, ni d' « insularisme patrimonial ».

Partant de ce constat, il est clair que la question de la gouvernance locale est centrale dans la réflexion sur le lien entre patrimoine/tourisme et insularité. Il y a là spécificité insulaire. La repartition et l'emboîtement des pouvoirs, particularités îlliennes, sont à l'oeuvre et compliquent les choses. Eu égard à la classification UNESCO, il est important de comprendre qui a "poussé" la candidature et comment se fait le suivi. Régulièrement, il y a distorsion entre ceux qui ont soutenu la candidature et ceux qui doivent en assurer la traduction territoriale. L'acuité doit alors être forte et grande.

Mais, la grande nouveauté semble désormais devoir être la montée en puissance des territoires maritimes au sein de la Liste des biens du patrimoine mondial. Ces merritoires sont souvent rattachés à des espaces insulaires mais pas uniquement, avec la croissance des préoccupations concernant le patrimoine en hautre mer. La quasi inexistence de forme d'occupation humaine permanente sur les océans pose la question de l'appropriation et de la gestion de ces espaces. L'UNESCO s'en préoccupe à travers le *Marine Spatial Planning. A*

Step-by-Step Approach toward Ecosystem-based Management[10]. C'est un premier pas auquel il faut ajouter tout une réflexion sur la socialisation des espaces maritimes, patrimoniaux ou pas, en prélude à une veritable océanographie humaine.

Bibliographie

Baldacchino G., (2007), *A world of Island : an Island studies reader*, UPEI-Canada Agenda Academic and Institute of Island Studies, 640 pages

Bernardie-Tahir N., (2008), *L'usage de l'île* inédit scientifique d'HDR, Université Michel de Montaigne-Bordeaux, 248 pages

Depraetere C., (2003), *Projet Îland* (base de données des îles océanes ; V1)

Grenier C., (2000) *Conservation contre nature. Les îles Galápagos*, IRD Edition-Latitude 23, Paris, 375 pages

Marrou L., (2005), *La figure de l'archipel*, inédit scientifique d'HDR, Université de la Rochelle, 364 pages

Marrou L., Soulimant N., (2009), Baisse de la population et « renouvelabilité » insulaire dans l'archipel des Açores. *Actes du colloque Insularité et développement durable*, Université de La Réunion-IRD, consultable sur http://idd2009.univ-reunion.fr/

Taglioni F., (2004), Recherche sur les petits espaces insulaires et sur leurs organisations régionales, inédit scientifique d'HDR, université de Paris IV, vol. II, 218 pages

[10] Intergovernmental Oceanographic Commission, Manual and Guides No. 53, ICAM Dossier No. 6

The Morality of Landscape: Community, Capital and the Commons in the Heart of Neolithic Orkney World Heritage Site

Angela McClanahan
(Edinburgh College of Art)

Dr Angela McClanahan
Edinburgh College of Art
School of Art
Lauriston Place
Edinburgh EH3 9DF
Email: a.mcclanahan@eca.ac.uk

The Morality of Landscape: Community, Capital and the Commons in the Heart of Neolithic Orkney World Heritage Site

Abstract:
This paper sketches out a particular case in which the 'values' of a World Heritage Site in Scotland became entangled in competing moral discourses relating to political economy and ideas about cultural and historic 'sustainability'. In a number of public meetings, media statements and during an official Scottish Government inquiry, different social and cultural groups debated over the course of 2008 whether to approve or deny a planning application to construct a wind farm that would provide a substantial output of renewable energy, within view of the Heart of Neolithic Orkney World Heritage Site, which was inscribed by UNESCO in 1999.
Utilizing ethnographic approaches drawn from material culture studies in anthropology and archaeology, I examine the ways in which social actors on both 'sides' of the conflict articulated arguments about the potential loss of the aesthetic 'authenticity' of the site, its value as a community 'commons' and its potential for promoting various forms of social capital, all of which were articulated as competing interpretations of conservation philosophy. Exploring these threads and the way they are negotiated and used to inform social action in the present adds to our understanding of how the management of World Heritage Sites play an active role in using the past to help shape moral codes and visions of 'the future' within contemporary societies.

Keywords: World Heritage; morality; sustainability; Orkney; the commons.

The Morality of Landscape: Community, Capital and the Commons in the Heart of Neolithic Orkney World Heritage Site

Introduction

This paper is an exploration of some of the recent phases in the contemporary 'life history' of the monuments that form part of the Heart of Neolithic Orkney (HONO) World Heritage Site (WHS), a spectacular collection of 5000 year old henge monuments, a settlement site and passage tomb, located in the Western half of the largest island in the Orkney archipelago, around 7 miles north of the tip of the Scottish Mainland.

It aims to do two things. First, it is a particularly pertinent case study around which to discuss and reflect upon how approaches drawn from social and cultural anthropology can be used to help us gain insight into how people use, appropriate, and understand WHS's. I am of course referring here to the increasing use of ethnographic methods to this. Using various modes and methods of qualitative investigation, in particular ethnographic and 'multi-sited' approaches (Marcus 1998), we can gain an understanding of the meanings imbued to them in constantly shifting relational networks within the material world.

Second, the paper engages with contemporary moral questions surrounding how people understand preservation, conservation and the ways in which discourses of 'sustainability' are performed and contested amongst varying social groups at a particular WHS. Here, I employ the classic concept of 'the Commons', using it to illuminate various elements of how people tend to see and understand 'conservation' in relation to both the historic preservation of material heritage for the benefit of 'humankind'. Specifically, I examine how social groups and political organisations argue for harnessing forms of material 'heritage' for their potential economic benefits, and legitimate these stances through articulation of their interests within 'official' policy, mass media outlets, and other documented community exchanges. It thus provides a case for examining how different types of philosophical discourses concerning conservation can come into conflict with one another in the context of 'managing' 'commons' resources like WHS's.

Context and Approach

The HONO WHS, inscribed by UNESCO in 1999, is lauded in heritage management terms for its high levels of 'authenticity' and preservation, as well as its significance in relation to existing bodies of archaeological evidence that trace the origins and cultures of some of the first settlers in the British Isles, and Northwest Europe more generally (Historic Scotland 1999, 2002, 2004, 2008). It is also celebrated both historically and contemporarily for the famed aesthetics of its landscapes, their 'dramatic', windswept, treeless, 'Northern' settings, and the iconic status of its Neolithic monuments as symbols associated with the myths and origins of the Scottish nation.

In 2001-2, I undertook one year of ethnographic research that examined how communities living amongst the HONO, as well as visitors from outside Orkney, used, understood and made meaning from their engagement with the various monuments that constitute the site. The resulting insights gained from that research included specific understandings of how power relationships between different heritage organizations and local communities were acted out in the heritage management process, the ways in which the management of the fabric and aesthetics of the site impacted on visitor engagements with it,

as well as how the site is used by various social groups for sociocultural, political and economic purposes in the present (McClanahan 2006a, 2006b, 2007).

Subsequent to the publication of much of this research, a private land owner living near the HONO site submitted a planning application to the Orkney Islands Council in 2007 that outlined plans for the construction of a wind farm in the Merranblo region of the Orkney Mainland, that would sit within view of the three of the WHS monuments. The developer, along with a Scottish renewable energy firm, proposed that the enterprise would be partially community-owned, in that 10% of profits from the eco-efficient energy generated by the three large, white, 900KW turbines would go to the community immediately surrounding the site. Objectors to the development of the site, including local, national and international cultural and natural heritage conservation agencies and organizations (including UNESCO), as well as local authority and academic archaeologists and community interest groups, argued that such a development would threaten the very 'values' upon which the site was inscribed. The aesthetics and authenticity of the monuments, they claimed, would be destroyed if the turbines were to be erected.

This conflict generated highly contentious arguments amongst all interested parties, and was steeped in moral rhetoric on both 'sides' from the outset about what the priorities of 'conservation' should be within a contemporary society concerned both with its history and heritage, but also the well being of its future inhabitants. The various 'values' the site is claimed to embody in terms of its worth to human history and origins and its 'value' as a generator of tourism within the Orkney community (boosted by World Heritage status), were publically set against arguments about the role and moral responsibility that the Orkney community and the Scottish nation should have in promoting and providing resources for renewable energy, how the economic future of the community and 'culture' could be ensured (and indeed, 'conserved') through the profits generated by the wind farm, and the role its members should play in deciding what happened to the development in the consultation process. The planning application for the Merranblo project was eventually rejected by the Orkney Islands Council, owing to the disruption that such a material intervention would cause to the WHS, which, according to conservations specialists from the International Council on Monuments and Sites, would potentially put the WHS status of the HONO under threat.

Building on my understanding of these ethnographic contexts, gained through my prior research as well as my ongoing familiarity with the interests of the parties involved in the management of the Orkney WHS, I engaged in qualitative research relating specifically to the Merranblo development conflict by adopting a strategy for 'following' various arguments as they were publically articulated in forms of mass media, in particular, Orkney newspapers, as well as internet forums, local government websites, community interest 'blogs' that related to heritage and renewable energy, and official government documents like planning applications and reports about them. Such reflexive strategies, as outlined by ethnographers and other qualitative researchers in recent years (see especially Marcus 1998 and Aull-Davies 2008), require the researcher to 'connect' and follow discourses about the phenomenon under scrutiny, in order to gain a layered, dynamic and multifaceted understanding of it. I paired this research with an approach that included gaining an understanding the moral ideals bound up with 'commons' resources, as discussed below, in order to understand how both sides appealed to different kinds of ethical arguments about the benefits of accepting or rejecting the Merranblo project.

Historic sites as cultural 'commons'

I argue in this paper that heritage sites are a type of contemporary 'commons' that, it is often argued, can be used for the positive benefit of communities of people. I propose this in two senses. First, heritage sites are very much seen as 'resources' for humankind. Indeed, the lexicon adopted in North American and Australian contexts to explicitly refers to historical and archaeological remains as 'resources' that can be physically depleted; a kind of material form that can provide the means for the production of wealth for those who live amongst them (Nonini 2007: 1). This understanding of the commons is very much in line with the ways in which anthropologists and cultural ecologists have discussed and analyzed 'commons' resources since Garrett Hardin's famous thesis on *The Tragedy of The Commons* in 1968[1].

On the other hand, the idea of heritage sites as 'commons' is also compatible with other more recent definitions of 'commons resources' that have been developed by social scientists and historians of science in the examination of new technologies like the internet, that are said to be a kind of 'information' commons that benefit humankind through mass access; that is, *the more they are used, the more valuable they become* (Nonini 2008: 71).

This double-notion of the commons, though contradictory in several senses (the fact that the material fabric of historic sites can be depleted and destroyed through 'use', but that their value lies in the information they can provide about past societies to future populations) is useful to apply to the Merranblo case, as it helps us to understand some of the contradictory and competing claims in the way that the social actors involved in the case articulated their arguments, and thus, how discourses of heritage management are constantly negotiated, contested and in tension.

Ensuring 'cultural' conservation: development vs. preservation

Drawing on the idea that World Heritage Sites are often used and appropriated as 'commons' that can be used to impact on the lives of those who live amongst them, I want now to discuss how heritage managers, community groups, archaeologists and developers argued for or against the rejection or acceptance of the project.

Because of the high profile of the case, the community interests involved, and the public outcry involved in the submission and review of the Merranblo project planning application, an official public enquiry was launched by the Scottish Government to examine the arguments involved in January, 2008. Throughout the course of the enquiry, community members, heritage managers and agencies, members of local government, and, of course, the developers, aired their views to a public audience. Specialists from ICOMOS UK were brought in to defend the values of the WHS, as were academic archaeologists from universities around the UK. Specialists from renewable energy communities, local community members, as well as heritage 'experts' (some of whom invoked arguments from

[1] Garrett Hardin's classic 1968 paper The Tragedy of the Commons proposed that resources held in common for the benefit of human populations, such as parcels of land that were jointly farmed by members of communities, were in danger of being depleted in the absence of structures implemented to 'manage' their conservation. Some use this work as an example of how/why 'commons' should be 'enclosed' or privatized to protect them, whilst others argue that commons should be held in trust by governments for the benefits of their populations. Both kinds of solutions are inherently contentious, and the application of the idea of these concepts to 'heritage' sites, in particular 'World Heritage Sites' is useful in debating their role in contemporary societies and political structures in the postmodern, globalised world.

my own ethnographic research) also defended the morality of placing a development that would benefit both the local community in terms of wealth generation through profit-making from 'selling' the energy, as well as humanity at large in the longer term, in Orkney. All of the arguments, whether for or against the development, had interesting points in common; that their invocation of the kinds of social capital described related to the common good. How, then, were these arguments (and the way they are publicly, discursively contested) tied to ideas about community, society and culture, in particular?

Community, Capital and the Commons

Those in favor of the development used the economic benefits of 'community' wealth generation and hybrid 'ownership' via the social capital generated largely by private enterprise which would ensure community cooperation and potential growth. The developer, speaking in the local newspaper The Arcadian, said:

> Orkney has a tremendous wind resource. We are trying to do it as a local developer keeping the revenue within Orkney to help the Orkney economy. You have to look at the balance of economic benefit, community benefit and the visual impact.

Those against the project argued against it, invoking the highly rhetorical lexicon of UNESCO polity and analysis, including that any development that threatened the aesthetic, 'universal value' of a public (government owned) commons which attracts tourism and profit should be rejected on the basis that common good is under threat. A letter to another local paper, Orkney Today (2007), reads:

> Some people don't seem to realize that given current form, the people of Orkney and all businesses that benefit from our vital tourist industry in particular, have more to lose than gain. For example, do we want to risk having the World Heritage Site designation stripped from the Heart of Neolithic Orkney? Surely not.

Those in favor of the project argued that profit generated for the Orkney community via the Merranblo development argued that the project would keep the 'community' profitable, modern, alive and dynamic in the face of collapsing traditional industries like agriculture and fishing; that it boosts the role of Scotland as a nation and 'a people' in the burgeoning 'sustainable energy industry' in Late Capitalist Society; and that it demonstrates Scotland's environmental awareness, concern and compassion in a within a globalised world threatened by climate change.

Those categorically against the project argued that it: threatens conservation of historic, aesthetic authenticity, historical continuity, tradition, and traditional values in an increasingly globalised world; threatens the role of Scotland on 'World Culture' stage;
shows Scotland's important role in creating new aesthetically inspired artists; threatens Scotland's role in creating new scientific knowledge about human origins
through WHS-encouraged European Union money to fund new excavations.

Community, authenticity and loss

Yet another strand of arguments featuring in the Merranblo case are appeals to differing notions of 'authenticity' and 'identity', concepts that are central to and valued highly by both heritage organizations like UNESCO and ICOMOS, as well as featuring as a theme in what many visitors seemed to say about the HONO. In 'After Authenticity at an American Heritage Site', the now classic work based on ethnographic work at the Colonial Williamsburg site in the US (1996), Handler and Gable claim that:

> Heritage is one form of cultural salvage. A 'lost world' or a world about to be lost is in need of 'preservation' and the museum or heritage site bills itself as the best institution to perform this function….. They are also objective manifestations of cultural, ethnic, or national identity, which outside the museum is often perceived as threatened by collapse and decay.

Handler and Gable suggest here that the morality of identity and loss is often articulated and legitimated through official heritage policy and discourse. In cultural contexts where the past is employed to legitimate cultural histories and practices in the present, people are encouraged to hold sentimental attachments to material things that invoke collective, shared histories. Such sentiments have been explored extensively over the last two decades, and indeed came up time and again in my own interviews with visitors to the HONO, particularly at the henge monuments. The material past is something to be experienced in a pure, unmediated way, separate from the trappings of modernity. The following comment from my research illustrates this, in that the visitor wants to experience the HONO monuments without the visibility of the present:

> It [power lines] seems to destroy the natural setting of the site in a way. I mean its, you know, you're standing here looking at things that are thousands of years old, and then you've got the wires, the telephone wires, you know, and you're surrounded by the modern, you've got all this modern stuff."
>
> -Respondent SoS-8, *Monuments in Practice* (McClanahan 2006

In defense of a similar view of heritage and embodied experience of the HONO WHS, one of the heritage professionals also defended the idea of unmediated encounters with the past. In *The Orcadian* (2007), the individual notes that:

Visitors today value the open, natural, setting of these sites. Comparison with Stonehenge is often made, with many visitors commenting that they prefer the lack of development in the Orkney landscape.

It seems that it was the final appeal to the morality of the loss of authenticity- both materially and in relation to perceived threats of 'cultural change' if Orkney were to lose its vital tourist industry vis a vis the potential loss of World Heritage Status- that helped representatives of the Orkney Islands Council rejected the Merranblo project planning application.

Conclusion

This paper has highlighted that ethnographic approaches to the study of World Heritage Sites has been and is integral to gaining an understanding of the impact of heritage management practices on communities who live amongst them, as well as demonstrating that qualitative research can illuminate how conflicts and tensions surrounding WHS's are played out in practice amongst social actors with varying political, economic and cultural interests.

The arguments presented both for and against the Merranblo project all contain moral debates about how the conservation of 'living' cultures should be ensured, the well being of humanity at large in relation to the stewardship of the natural world, as well as the potential 'loss' of culture through the loss of history and possible economic degradation in the globalised world. Following these arguments, and employing the concept of 'the commons' to analyse them provides further evidence of how heritage sites are integral to the ways in which moral values are judged and articulated in contemporary society. The case of Merranblo is of particular interest from an 'heritage ethnography' point of view, as it pits a number of arguments about cultural and natural conservation against one another, which at first glance seem diametrically opposed, but on closer analysis, are actually deeply similar in

terms of the themes through which they are discursively mediated. They appeal to people's sense of morality, duty, community, and the idea of working toward a 'common good'.

Bibliography

Aull-Davies, Charlotte. (2008) Reflexive Ethnography. 2nd Edition. London: Routledge.
Gable, Eric and Richard Handler (1996) 'After Authenticity at an American Heritage Site'. American Anthropologist, New Series, Vol 98 no. 3, pp. 568-578.
Hardin, Garrett (1968) 'The Tragedy of the Commons'. Science: Vol. 162, no. 3859.
Marcus, George (1998) Ethnography through thick and thin. Princeton, NJ: Princeton University Press.
McClanahan, Angela (2006a) 'Histories, Identity and Ownership: An Ethnographic Case Study in Archaeological Heritage Management in the Orkney Islands'. In Ethnographies of Archaeological Practice, California: AltaMira Press, pp. 126-136. Matt Edgeworth, ed.
McClanahan, Angela (2006b) Monuments in Practice: The Heart of Neolithic Orkney in its Contemporary Contexts, Unpublished PhD thesis, University of Manchester.
McClanahan, Angela (2007) 'The Cult of Community: Defining 'the Local' in Public Archaeology and Heritage Discourse'. In Whose Past, Which Future?: Treatments of the Past at the Start of the 21st Century, British Archaeological Reports.
Nonini, Donald (2008) The Global Idea of the Commons. New York: Berghahn Books.
Orkney Today (2008) 'Local Concerns Aired at Merranblo Inquiry', Orkney Today, 31 January.
The Orcadian (2005) 'Stromness Wind Farm Development Announced'. The Orcadian, April 4-10.
The Orcadian (2007) 'Turbine Plans Under Fire at Public Meeting'. The Orcadian, October 8-14.

Visitor Management in Sensitive Historic Landscapes. Strategies to Avoid Conflict in Hadrian's Wall World Heritage Site

David McGlade
(Hadrian's Wall Heritage Limited)

David McGlade
Hadrian's Wall Heritage Limited
East Peterel Field
Dipton Mill Road
Hexham
NE46 2JT
UK
Email: david.mcglade@hadrianswallheritage.co.uk

Visitor Management in Sensitive Historic Landscapes. Strategies to Avoid Conflict in Hadrian's Wall World Heritage Site

Abstract:
Hadrian's Wall World Heritage Sites is one of the UK's iconic landscapes, it is also one of its most protected with a stable of statutory nature conservation, archaeological, and landscape designations. Since the opening in May 2003 of Hadrian's Wall Path National Trail, a 135 km walking route shadowing the historic line of the eponymous Wall, overall visitor numbers to the ancient monument have increased. These additional visitors bring not only economic benefits to the local rural economy but also new visitor management challenges. The National Trail's managers at Hadrian's Wall Heritage Limited aim to endow the public with a quality walking experience while, at the same time, protect the monument's integrity as well as minimise any inconvenience caused to farmers and other local people.
It is impossible to invite people into the landscape without noticing their impact; changes are inevitable, but what are the limits of acceptable change and who decides? The National Trail is still in its early years and finds itself in a fortunate position because it has an opportunity to influence the long-term direction that the Wall takes. 2010 was only its eighth season but already, and with some success, it has pioneered new approaches in visitor management. A rigorous monitoring regime in the field ensures that management decisions are based on informed choices that support crystal clear aims and objectives. The Trail and monument are today in a better condition than at any time in their recent modern history.

Keywords: Hadrian's Wall Heritage, visitor management, World Heritage Site

Visitor Management in Sensitive Historic Landscapes. Strategies to Avoid Conflict in Hadrian's Wall World Heritage Site

1. Recent modern history of Hadrian's Wall

Hadrian's Wall World Heritage Site is today a case study in heritage access management; its visitors are more effectively managed and the archaeological resource better protected than at any time in the past sixty years. This was not always the case. In 1976 a catalogue of visitor oriented problems were documented in a critical report (Dartington, 1976) which highlighted visitor overcrowding and erosion to the fabric of the monument as symptomatic of a complete lack of strategic thinking towards any kind of coordinated management.

1976 was a then record year for visitor numbers to the Wall but the monument was without the means to ensure its survival and the outlook was bleak. The *Dartington* report was a warning to the countryside and heritage organisations of the time, both government and private, that without a change of direction the archaeological record, the very thing that people want to visit and understand, was at serious risk of becoming compromised. It set in chain a sequence of studies that would prove in the ensuing years to be pivotal in influencing the direction that the Wall would eventually take.

The Wall's predicament by the mid-1970s, however, was by no means unique. By this time the UK's suite of landscape designations was well established; its National parks, Sites of Special Scientific Interest and other protected landscapes, including the provision of public access to the countryside, were the product of well-intentioned post Second World War legislation. However, the new countryside management profession was still in its infancy and lacked the necessary resources, and at times the experience, in order to translate landscape policy into site-based solutions and Hadrian's Wall, in common with many UK heritage sites, was playing catch-up.

The improved personal mobility brought by increased car ownership in the three decades following the end of the Second World War also brought, for many UK rural tourism destinations, a significant increase in the numbers of visitors. Some of these destinations, dubbed "honey-pots" sites, were seasonally overcrowded and as a result many suffered from environmental degradation. While some derived significant economic advantages the benefits were very localised and not spread over a very wide area. *Dartington* focused attention on the Wall's "honey-pot" sites and they became a case study in their own right into the potential problems associated with sensitive historic sites. Some of the issues by the mid-1970s were already long-standing and the integrity of the monument itself was at risk; the archaeological record, in some cases, was literally tumbling down the slope.

1.2 The reaction to *Dartington*

Although Hadrian's Wall would not become a World Heritage Site until 1987 the UK government took the problem seriously enough to establish a working party, the Hadrian's Wall Consultative Committee. In 1984, some eight years after *Dartington,* the committee published *The Strategy for Hadrian's Wall* (Countryside Commission, 1984) (*The Strategy)* and its principle recommendations, to establish a long-distance *National Trail* the length of the Roman Wall, also to manage the landscape as an access corridor, would ultimately result in the modern access management systems that we see today.

Its aims were simple: to spread the visitor load along the entire length of Hadrian's Wall; to develop a corridor of circular routes linking other destinations and in so doing also

extend the economic benefits of tourism across a wider area north and south of the Wall; to promote measures to ensure the conservation of the monuments; and to promote better understanding and awareness of the countryside in general and Hadrian's Wall in particular using educational and interpretive media.

The *Strategy's* clear analysis of the situation and its recommendations were insightful and far reaching. Its influence today extends beyond the geographically narrow focus of Hadrian's Wall and the National Trail into a thirty-kilometre-wide corridor marketed by Hadrian's Wall Heritage Limited as Hadrian's Wall Country. This landscape-wide approach, novel for the time, is today embedded within the World Heritage Site's *Management Plan (Hadrian's Wall Heritage, 2009)*.

1.3 A proposed Hadrian's Wall Path National Trail

In England and Wales specific legislation allows for the creation of National Trails (there are also Trails in Scotland although the legislative arrangement is different). Altogether some fourteen long-distance routes, mostly but not exclusively designed for walking (some permit horse riding and cycling) pass through landscapes considered to be of outstanding amenity value. The Trails have earned a reputation for quality, both in terms of physical amenity and information and interpretive provision and they encourage and enable people, some perhaps for the first time, to venture out into the wider countryside.

The years following the publication of *The Strategy* saw the UK government's advisor on countryside issues at the time, the Countryside Commission, appoint a Trail manager who was tasked with researching a potential route that was considered to be both archaeologically and agriculturally acceptable and, in 1993, the proposed route was presented to the government in the form of a *Submission Document* (Countryside Commission, 1993). The government was asked to evaluate the public benefits, including the potential for economic development, against the risk of further erosion damage to the Wall and its associated earthworks. The proposal was not universally popular with either the Wall's farmers or the wider archaeological community, with some vocal opposition pouring opprobrium on the idea. For some the jury was still out but the concerns for the time were understandable and, although some observers questioned the wisdom of actually increasing public access to a monument that was already in places very seriously damaged, after almost twelve months of deliberation, the government finally gave its consent.

The consent, however, was not unconditional. English Heritage, the agency responsible for advising the government on the protection of the historic landscape in England, insisted that the *Submission Document* include a critically important clause, subsequently endorsed by the ministerial consent letter. The clause committed the National Trail project to an undertaking to manage, with very few exceptions, the path surface as a green sward (grass) path. The idea is very simple: the maintenance of an unbroken green sward is considered to be the best way of protecting below ground, much of it near-surface, archaeology. Also, and in the opinion of today's World Heritage Site Management Plan Committee, a green sward presents the World Heritage Site in the most sympathetic of settings and, as an added bonus, it is the surface that most visitors prefer to walk on. At first sight the aim would appear to please both farmers, who want to protect their grazing land, and archaeologists, who want to ensure the protection of the archaeology, but from time-to-time differences of opinion can and do occur.

Another tension not apparent at the outset of the project, and one that has not been entirely resolved, although it is not unique to the World Heritage Site, is the clash of personality between two strands of the conservation movement. The World Heritage Site's landscape is legally endowed with both archaeological and nature conservation designations

and, just occasionally, the management objectives of one will come into conflict with the other. In the event of irreconcilable conflict, therefore, which should take precedence?

Notwithstanding these sometime robust discussions, which are conducted in a typically constructive atmosphere, it is not an exaggeration to say that the green sward aim has underpinned and influenced every strategic and day-to-day decision taken by the Trail project since its inception in 1995.

2. A strategy to promote sustainable management

In shadowing the legally protected Hadrian's Wall the National Trail, by default, finds itself superimposed on archaeology; part extant, part buried. No other access project in the UK or Europe has set itself the challenge of providing for public access to almost 100 km of linear monument, much of it an archaeological earthwork.

Not only is the World Heritage Site actively promoted as a visitor destination but the region experiences historically high levels of precipitation where, in a normal year, the underlying soils are typically at field capacity, or saturated, between November and April. The fact that access legislation allows for unrestricted public access for 365 days of the year means that, unless novel solutions are constantly researched, tested and implemented, the Trail and its underlying archaeology would be at risk, especially during the winter months when there is an increased risk of erosion. Its carrying capacity declines considerably when its soils are saturated which means that its marketing and promotion, the seasonality of visit and the destinations that people are directed towards, needs to support the practical visitor management carried out in the field. The Trail and monument are managed as one and the same.

The Trail's management comprises the following elements:

- a commitment to the long-term view with clear aims and objectives;
- it aims to achieve, wherever possible, a convergence of aims with key partner organisations and individuals;
- its two field staff (lengthsmen) undertake regular proactive grassland management;
- it has pioneered the development of a generic *Scheduled Monument Consent* for practical works undertaken in the field;
- it undertakes regular monitoring of the ground/monument conditions and has established, on a field-by-field basis, the link between soil-moisture, people counts and ground conditions;
- it attempts to influence the seasonality of visit, also visitor behaviour;
- the World Heritage Site is managed as an access corridor with the development of a suite of other circular walking and cycling routes;
- it utilises the enthusiasm of local volunteers.

2.1 Clear aims and objectives; projecting the long-term view

The National Trail project has throughout its life emphasised the importance of having clear aims and objectives coupled to the long-term view. The project is reliant on government funding, which is essentially short-term in nature, but since 1995 it has resisted the trap of thinking short-term and has instead adhered to its straightforward long-term aim of managing the Trail and monument as a green sward. This has given the project stability.

The outset of the Trail's implementation project in 1995 also witnessed some important decisions that have influenced its shape and aspirations. The appointment in 1996 of independent archaeological advisors (Oxford Archaeology North) was welcomed by the

wider archaeological community and helped to allay the concerns of some who were concerned that countryside managers would make decisions in an arena within which they were unfamiliar. The Trail's experience, however, has actually brought archaeology and countryside management closer together and a long-term research project into best-practice techniques, materials and ideas for monument management has proved invaluable to both sides.

2.2 Proactive grassland management and the protection of near-surface archaeology

When the National Trail opened in May 2003 it did so without adequate resourcing to pay for its maintenance and the general condition of the path and monument very soon deteriorated. It was apparent by the summer of 2004 that at many sites the grass sward was under severe stress and numerous new pinch points were starting to appear. This was not welcome news and the Trail project was subjected to intense criticism and scrutiny in both the local and national media for its apparent failure to deliver the green sward undertaking made in the 1993 *Submission Document*.

The Countryside Agency, the government agency responsible at the time for financing the Trail's management, responded by funding the appointment of the two lengthsmen whose daily proactive grassland management since then has subsequently led to today's generally very satisfactory situation. It has taken six years but almost all of the high priority sites identified in 2004 are now restored and the practical management techniques, formalised by the G*eneric Scheduled Monument Consent* (see below) continue to evolve. The lengthsmen today are one of the pillars supporting the long-term aim of maintaining the green sward and are fundamental to the long-term success of the project. They can now apply their expertise and knowledge of the surface-management techniques on a field-by-field basis and without them the archaeological integrity of the World Heritage Site would very soon once again become compromised.

The requirement for archaeological evaluations and watching briefs where Trail furniture (gates, footbridges etc) are to be located within the Scheduled Monument area has revealed that the foundations of Hadrian's Wall, other structures and artefacts are normally to be found very close to the ground surface. Archaeology is frequently only a few centimetres below the surface, sometimes within the top soil horizon, in other words so close to the surface to be at risk of becoming lost if damage were to occur to the ground. These findings only serve to underline the importance of the green sward aim, and the effectiveness of the proactive grassland management, to archaeological conservation.

2.3 A generic approach to landscape-wide management

Some 100 or so kilometres of Hadrian's Wall Path, outside of the urban areas of Newcastle and Carlisle, is farmed and under grass. It is impossible to patrol and inspect all of it on a daily basis and problems can and do occur without warning. Rainfall, soil moisture, drainage, angle of slope, people counts, not to mention land use, all contrive on occasion to throw up unexpected wear lines and pinch-points. When this happens it is vitally important that the lengthsmen, and on occasions other Trail staff, react with an appropriate management response.

The Trail project has pioneered a novel approach to the landscape-wide management of protected archaeological areas. A *Generic Scheduled Monument Consent* means that statutory permissions for a menu of field-based management prescriptions are pre-approved. This reduces bureaucracy because it avoids the need to apply for consent every time that a management task is proposed but, more important for the staff concerned, it enables effective in-the-field management in real time in the knowledge that what they propose to do, having already been pre-approved, is legal. The *Generic Consent* approach has also influenced the

national agenda with the introduction of area-wide management agreements featuring in the recent UK Heritage Protection Review.

2.4 Monitoring the condition of the Trail & Monument

All good countryside management projects need an effective means of monitoring and recording what is happening in the field and Hadrian's Wall Path is no exception. Without monitoring data it is impossible to plan and make informed decisions about what should happen in the field and without it valuable resources may be spent unwisely.

The National Trail's fixed-point photographic monitoring methodology is today cited as an exemplar within the UK's heritage and countryside management sectors. The first monitoring sites were established as far back as 1996, a matter of only months after the Trail's implementation began in 1995. Additional sites were rolled out incrementally as the Trail was developed and, by 2003, every Wall-mile outside of the urban areas of Newcastle and Carlisle had at least one monitoring site. Today the exercise is repeated at some 90+ sites every April, August and November, with images taken for both east and west-bound views. A sequence of images captures the ground conditions before the main walking season starts, its mid-point and, finally, when the season has finished. Hindsight and experience has led to a limited realignment of some of the sites but the vast majority have remained unchanged since they were established. This continuity of data capture provides the Trail staff at Hadrian's Wall Heritage Limited with an unrivalled archive of condition monitoring data for the path and monument.

The interpretation of this monitoring data is both an art and a science and care must be taken to avoid arriving at false negatives. Experience has underscored the importance of understanding long-term trends in ground condition, avoiding conclusions based on short-term observations. However, the data time-line is now long enough to enable informed management decisions to be made that stand up to scrutiny.

The field-based monitoring is followed by an office-based exercise whereby the images are awarded a condition score on a scale of 1 - 5, where 1 indicates that the grass surface is in very good condition; 2 means that it is still good but shows signs of wear; 3 indicates some exposed soil and early signs of a pinch point developing; 4 represents a serious problem and 5, frankly, means that the erosion is so severe that bedrock is exposed. The scores are then expressed statistically in the form of a graph which indicates that since November 2004 the condition of the Trail and monument has shown a steady gradual improvement. This improvement is coincident with the appointment of the two lengthsmen and the regime of regular proactive grassland management..

A monitoring methodology such as this, however, cannot capture everything that is happening to the landscape and on Hadrian's Wall it is backed up throughout the year with regular site visits supported by reports from Trail volunteers. Each autumn the route is also field-walked by the Trail manager and the two lengthsmen, accompanied by the Trail's independent archaeological consultant. Monitoring is an exercise that requires a long-term commitment although the financial resource, as shown on Hadrian's Wall Path, should not be significant.

2.5 National Trail Passport scheme and the importance of soil-moisture

Monthly Met Office soil-moisture and precipitation data is fed into a statistical model to monitor the complex relationships that exist between visitor numbers, climate and the fixed-point photographic monitoring condition scores. The long-term mean for both reveals that, in a normal year, the World Heritage Site's soils are in moisture deficit between the months of May and October. Conversely, during the winter and early spring months, between

November and April, the soils are at field capacity (saturated) when they are least capable of supporting the visitor load and the risk of erosion is greatest.

The Trail's seasonal *Passport* scheme incentivises visitors to walk the Trail during the (normally) drier spring, summer and autumn months when the Wall's underlying soils are in soil moisture deficit and more capable of withstanding wear and tear. The idea is very simple: walkers collect a set of seven passport stamps between the 1st May and 31st October each year and, only when their card is completed, can they claim their exclusive enamel achievers' badge and certificate.

The *Passport* idea originated on the Offa's Dyke Path National Trail (that Trail follows the eighth century Saxon frontier along the border of present day England and Wales). The Offa's Dyke scheme comprises a very simple walkers' card which requires two signatures collected anywhere along the way in order to provide evidence for having walked the route. The decision to devise something similar on a seasonal basis for Hadrian's Wall Path was made at the outset of its implementation project in 1995 when it was realised that the issues of soil moisture and seasonality had been largely overlooked during the Trail's planning stage..

While the passport season is based on science supported by reliable data, in recent years a series of atypical climatic regimes have deviated from the mean with unseasonably wet springs and summers. The spring and summer of 2010, however, was closer to the long-term mean and a very satisfactory season's field work has coincided with an equally productive period of grass production.

The scheme is very popular with the vast majority of walkers carrying the passport. Visitors, having missed a stamping station during their walk, have been known to return afterwards to the Wall, driving several hundred miles in the process, simply in order to collect a missing stamp. The Trail's managers believe that it influences the majority of walkers towards the drier months of the year and it is an essential part of the Trail's strategy for sustainable conservation management.

2.6 Conservation messages

Visitors are encouraged to engage with the conservation management process. The Trail project has coined what it calls its *conservation tips* which amount to a couple of very simple measures that can and do make a significant contribution to the conservation of the World Heritage Site. Visitors are asked, when walking in a group, to walk side-by-side instead of single file; by doing so the carrying capacity of the grass sward is effectively doubled without any effort on their part. Small pictorial notices at regular intervals along the Trail help to promote the *conservation tips* and sufficient numbers of walkers enter into the spirit of the exercise for them to make a noticeable difference to the condition of the grass sward. Although the message may appear counter intuitive and contra to the message in the UK's mountainous regions where visitors are asked to contain the damage by walking "in" an erosion scar, on Hadrian's Wall the aim is simple – that of preventing erosion from occurring in the first place.

Visitors are also asked, for rather more obvious reasons, to resist the temptation to walk on top of Hadrian's Wall itself. Although much of the extant masonry has been consolidated and might appear to be structurally sound, walking on it is a potentially damaging activity and Roman masonry can and does become dislodged. Other more fragile sections of Hadrian's Wall, known at *Clayton Wall*, which take their name from John Clayton, a nineteenth century antiquarian, have no structural integrity whatsoever and collapses are not uncommon.

Decades before the National Trust was established in England and Wales Clayton purchased sections of the Wall with a view to their protection so the so-called *Clayton Wall*

that extends today west of Housesteads Roman fort is actually a nineteenth reconstruction, albeit from original Roman masonry.. Clayton's building technique was very basic with dressed Roman facing stones backfilled with a loose rubble infill topped with a turf cap. The intention, clearly, was not to establish a walkway but some visitors are tempted to recreate the impression, fostered by today's popular journalism, of "walking in the steps of the Romans". The National Trail project, nevertheless, promotes the World Heritage Site Management Plan's aim of discouraging walking on top of the Wall and Hadrian's Wall Heritage Limited has coordinated the design and production of notices to inform visitor behaviour. The pictorial notices, since adopted by all of the heritage partners across the World Heritage Site, are located at intervals where Wall-walking is known to be a problem.

2.6.1 Conservation messages in other media

While site-based information is clearly important it is clearly helpful for visitors to have an awareness of the conservation issues prior to their decision to visit the World Heritage Site. Not only do the World Heritage Site's main website portals – www.hadrians-wall.org and www.nationaltrail.co.uk – promote the conservation messages, but every opportunity is taken to influence other web-based platforms.

Hadrian's Wall Heritage Limited liaises proactively with traditional publishers, print and broadcast media, and has also contributed a case study to *Best of Both Worlds, (www.bobw.co.uk)* a website aimed at organisers of large countryside events that aims to promote responsible behaviour in sensitive natural and historic environments. Publishers of National Trail maps and guides have also responded very positively by publishing the conservation messages, notably: Harvey Maps, Footprint Maps, Cicerone Guides and Trail Blazer Guides. While all of these publishers have given prominence to the conservation messages the achievement represents a considerable investment in both time and effort in developing these long-term relationships. However, the opportunity cost of not developing the relationships would be greater still.

3. Conclusions

The Hadrian's Wall Path National Trail project is attempting to do something different. No other countryside heritage/recreation site anywhere in the UK, Europe or possibly beyond provides such extensive public access to an historically unique and sensitive landscape. The risks are potentially great and the watchful eye of the archaeological community is a reminder that scrutiny, and at times criticism, is close at hand. That is perfectly understandable. Archaeology is, of course, a finite resource, and if any part of it is damaged or lost it can never be replaced – it is as simple as that and when the archaeology in question belongs to a World Heritage Site then the responsibility is greater still.

Since its outset the boundaries and scope of the Trail's managers have been stretched to the limit and this has led to innovative thinking and solutions to problems. Some of the solutions have at times been met with scepticism and inertia but the project today has an accumulated net experience which enables it to anticipate issues, often before they become apparent, and enact an appropriate management response. The barriers to some of these solutions are not necessarily financial; in fact most of the countryside management undertaken in the field along Hadrian's Wall is relatively low cost and straightforward in terms of its implementation. In order to achieve some of its objectives the project has adapted to the skills and psychology of change management and, once a technique or idea has been shown to work, then it is normally stands a good chance of becoming accepted as routine management. For both short and long-term projects the lead organisation has to

accept responsibility for relationship management; effective partnerships require a considerable investment in time because individual partners' own aspirations and resources will inevitably change over time.

The evolution of the grassland management approach along the National Trail, as opposed to hard engineering solutions, now has many successful outcomes, in particular where level ground and shallow gradients are concerned. Areas of severe stress recorded in a 1991 condition survey, at the time with exposed pinch points wear lines and a loss of top soil, have today a healthy grass cover. Wear lines on slopes are more challenging but new ideas there have also met with recent success. Today's management techniques and materials, allied to the principle of spreading the visitor load over a marginally wider area, mean that hard landscaping is now very much the option of last resort.

The fixed-point photographic monitoring scores, expressed graphically, also demonstrate that the Trail/monument condition has improved significantly since the appointment of the lengths men in 2004. The seasonal passport, one of the Trail's key foundations, also contributes towards this success and it continues to influence walkers towards the normally drier months. For the winter months, Hadrian's Wall Heritage Limited has designed a suite of alternative walking routes that connect to alternative and more robust destinations; this helps to spread the visitor load, also the economic benefits of tourism, over a wider area. The lessons from a very large group of 800 visitors who arrived without warning in January 2003 have been learnt. Such large groups are discouraged unless they agree to be managed and Hadrian's Wall Heritage Limited offers specialist advice on route design on an individual basis.

It is also now universally accepted that National Trails in England and Wales are the flagships for countryside access management. They give people, some for the first time, the confidence to venture out into the countryside and in so doing they help the rural economy. This growing market of people, happy to spend a period of several days walking in the countryside derive considerable economic benefits to the Trails' host communities and in recent years many new accommodation and refreshments businesses have opened, some of them operated by farmers. Many challenges remain, however, and from time-to-time farmers are unfortunately inconvenienced by walkers but it is the job of countryside managers to devise solutions to these situations. The difference between 1976 and today is that National Trails exist within the context of a well-managed countryside staffed by experienced countryside management professionals. In the case of Hadrian's Wall Path and the wider World Heritage Site their management thinking is today founded, post *Dartington*, on more than fifteen years of practical experience in the field. The fact that archaeologists and countryside managers now collaborate towards common objectives is a very positive development. Hadrian's Wall Path is today a largely successful project because it understands and adheres to its aims and objectives which have not altered materially in the past seventeen years.

Bibliography

Countryside Commission. (1993) The Hadrian's Wall Path Submission to the Secretary of State for the Environment.

Dartington Amenity Research Trust. (1976) Hadrian's Wall: a strategy for conservation and visitor services. Countryside Commission.

Hadrian's Wall Consultative Committee. (1984) The Strategy for Hadrian's Wall Countryside Commission.

Hadrian's Wall Heritage Limited. (2009) The Frontiers of the Roman Empire World Heritage Site 2008 – 14.

Impact du tourisme urbain en Croatie : Les cas de Split et Dubrovnik

Amira Mouaki
(Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne/IREST)

Amira Mouaki
Doctorant en 2eme année Géographie Urbaine
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Institut de Recherche et d'Etudes Supérieures du Tourisme (IREST)
Adresse : Centre Albert Châtelet
6, rue Jean Calvin
75005 Paris
Courriel : amira_mouaki@hotmail.com

Impact du tourisme urbain en Croatie : Les cas de Split et Dubrovnik

Résumé :
L'étude de cas des villes de Dubrovnik et de Split, inscrites sur la liste du patrimoine mondial depuis 1979, permettrait d'illustrer les rapports complexes entre le patrimoine et l'environnement dans un contexte de forte pression touristique, ainsi que les différences qui distinguent ces deux villes : Dubrovnik doit sa renommée mondiale à ses remparts étonnamment bien conservés. Au temps de son apogée, elle est la cité maritime indépendante, la seconde ville la plus importante de l'Adriatique, la grande rivale de Venise. La ville intramuros de Dubrovnik se caractérise par son homogénéité. En revanche, à Split, le palais de Dioclétien, se distingue mal du reste du noyau historique, incorporé étroitement aux constructions postérieures.
Le centre historique de Dubrovnik a survécu aux nombreux tremblements de terre notamment en 1667 et, plus récemment, en 1979. Les travaux de reconstruction n'étaient pas encore terminés lorsque la ville a de nouveau été endommagée pendant la guerre de 1991. De ce fait, elle fut placée sur la Liste du patrimoine mondial en péril. En 1993, l'UNESCO a démarré un plan d'action de sauvegarde de Dubrovnik. La situation géographique de Split et Dubrovnik a influencé leur développement économique et leur croissance. La ville de Dubrovnik a basé essentiellement son économie sur le tourisme et ces activités annexes. Elle occupe une place excentrée par rapport au reste du pays, en «cul de sac». Split, capitale régionale, avec position centrale sur la côte, bénéficiant d'importantes liaisons avec le reste du pays a connu le développement des activités industrielles, portuaires, maritimes et tertiaires. L'affirmation touristique de Dubrovnik et la prise de conscience de la qualité patrimoniale et environnementale plus précoce qu'ailleurs en Croatie, a permis à la ville de mieux répondre aux pressions touristique. Le territoire de Split a plus de mal a gérer les conflits d'usage et apparaît plus vulnérable.
Mon attention se porte sur les politiques de valorisation touristique de villes inscrites sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Comment sont gérés, financés et perçus ces deux sites du patrimoine mondial de l'UNESCO? Quel influence le label de l'UNESCO a-t-il sur les locaux et visiteurs ? Comment dans ce contexte urbain particulier, est-il possible de répondre à la demande touristique tout en préservant l'environnement littoral urbain ?

Mots clés : Patrimoine mondial de l'UNESCO, Tourisme urbain et Environnement

Impact du tourisme urbain en Croatie : Les cas de Split et Dubrovnik

Introduction

Au cours de ces dernières décennies, la Croatie a connu une forte tendance à la littoralisation, généré par l'implantation d'équipements touristiques et de résidences secondaires le long de la côte. Ce qui suppose des problèmes accrus dans le domaine de la protection de l'environnement, comprenant l'étalement urbain. L'étude de Split et Dubrovnik, permettrait d'illustrer les rapports complexes entre tourisme et environnement dans un contexte de très forte pression touristique et l'urbanisation accélérée. Le tourisme dans ses deux villes relève des formes diverses et appelle à des pratiques multiples : on s'y rend pour la beauté des paysages et la pratique des activités balnéaires et nautiques le long de la côte mais aussi pour visiter le patrimoine réputé et les sites culturels (patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1979). Bien que les facteurs d'attractivités, comme influence sur la destination touristique, soient toujours « le soleil et la mer », la culture comme principale ressource devient pour la Croatie le facteur de valorisation de son image.

Le littoral croate dispose d'un important potentiel touristique, ancré sur un patrimoine naturel, culturel et historique de grande valeur. Ces éléments sont au cœur de la stratégie touristique gouvernementale, visant à accroître la compétitivité du secteur et à créer une image clairement identifiable de la destination sur les marchés internationaux.

En même temps, les villes comme Split et Dubrovnik bénéficiant d'une fréquentation touristique importante, sont amenées à valoriser leurs patrimoines culturels et naturels pour maintenir leurs attractivités. Les désordres les plus graves et les plus urgentes à solutionner menaçant le patrimoine sont le plus souvent dus aux raisons géopolitiques (conflits), économiques (pollution industrielle, tourisme de masse, spéculation foncière) ou catastrophes naturelles. Leur impacte dépasse généralement la capacité d'intervention et les moyens d'action des collectivités locales. Les responsables ont-ils conscience de l'importance culturelle de l'enjeu ? Sont-ils prêts - quand ils en ont les moyens - à arbitrer en faveur d'une politique à long terme ? Le label de l'UNESCO est il reconnu et utilisé par les politiques ou les organismes touristiques des deux villes? Quels sont les dispositifs touristiques pris depuis l'inscription sur la liste du patrimoine mondial de Split et Dubrovnik?

1. Politique culturelle en Croatie

1.1 Patrimoine mondial de l'Unesco

Les qualités patrimoniales et identitaires du littoral croate sont reconnues par l'Unesco qui a inscrit certains monuments et entités urbaines sur la liste du Patrimoine mondiale : les noyaux historiques de Dubrovnik, de Split et de Trogir, la Basilique de Poreč et la Cathédrale Saint-Jacques de Š ibenik (voir la figure 1.Carte patrimoine mondial de l'UNESCO en Croatie). Ce classement devrait permettre leur bonne préservation et la prise de conscience de leur importance pour le développement touristique. Le label de l'UNESCO participe à la valorisation touristique, comme un label qui légitime l'attractivité d'un site ou d'un monument, il a un impact sur le présent et l'avenir de l'économie, de l'urbanisme et de l'écologie. Le revers de la médaille ? Gérer l'afflux de visiteurs, son cortège de nuisances (voitures…) et de risques (détérioration des sites...), tout en essayant d'organiser les bénéfices économiques pour la population locale (hôtels, restaurants...) relève parfois du casse-tête pour les autorités. Le patrimoine est devenu un puissant facteur de développement du fait,

notamment, de l'essor du tourisme, qui constitue une source importante de revenus et d'emplois. La notion de patrimoine correspond d'abord à un héritage reçu, qu'il convient de préserver et de transmettre. Valeur refuge, référence et mémoire, il est aussi un vecteur économique, mettant en jeu des intérêts considérables (Audrerie, Souchier et Vilar 1998).

1.2 Histoire des villes de Split et Dubrovnik

Split est un grand port, industriel et touristique, de la côte dalmate en Croatie. Vers IIIe siècle, l'empereur Dioclétien y fit construire son palais. En 812, Split tomba sous le pouvoir politique et religieux de Byzance. Split se détache de Byzance pour passer sous l'obédience de Rome, parvint, dans les années 925-928, à étendre son pouvoir sur tout le pays, devenu le royaume croate. Après la chute de celui-ci en 1102, la ville conserva son autonomie municipale dans le cadre de l'État hungaro-croate. Puis elle tomba successivement sous la domination de Venise, (1420-1797), de l'Autriche (1797-1805), de la France (1806-1813), avant de redevenir autrichienne. Depuis 1918, elle intégra la Yougoslavie. Aujourd'hui, le palais fait partie intégrante de la ville de Split et héberge environ 3 000 habitants. Voir photo 1, 2 et 3 de la ville de Split. L'unique résidence impériale antique qui a préservé jusqu'à nos jours sa fonction d'habitation .Voir figure 2. Plan du palais Dioclétien de la ville de Split.

Dubrovnik située au sud de la côte dalmate, dont l'origine remonte à la basse Antiquité (fondée avant le VIIe siècle), se développe d'abord sous l'autorité de Byzance, puis de Venise. Elle devient une République libre en 1358. Puissance maritime et commerciale rivalisant avec la République de Venise, elle atteint son apogée aux XVe et XVIe siècles. Elle parvient même à maintenir son autonomie politique, une fois passée sous la souveraineté de l'empire ottoman, après 1526. Mais elle est mise à feu et à sang en 1806, lors de la guerre franco-russe. Deux ans après ce désastre, elle perd son statut de Ville-Etat en passant sous la domination des Français, qui la cèdent à l'Autriche en 1815. Un siècle plus tard, elle intègre la Yougoslavie. Le tissu urbain de Dubrovnik remonte au XIIIe siècle, époque où a débuté l'édification de ses imposantes fortifications, longues de 1940 mètres et restées intactes jusqu'à nos jours. Voir figure 3. Plan du noyau historique de la ville de Dubrovnik. Les travaux de restauration n'étaient pas encore achevés quand, à l'automne 1991, quand la guerre éclata. Dès le début des bombardements, Dubrovnik a été inscrite sur la Liste du patrimoine mondial en péril. La reconstruction a commencé sans tarder, mais il était difficile de concilier les besoins urgents de la population avec les strictes exigences liées à la restauration d'un site du patrimoine mondial (Nodari 2000).

1.3 Gestion des infrastructures sur les sites du patrimoine mondial

Aujourd'hui, la conservation des monuments culturels constitue officiellement la première des priorités de la politique culturelle. La récente agression perpétrée contre la Croatie et dont l'une des cibles principales était l'héritage culturel du pays, a apporté la preuve formelle que la protection et la conservation du patrimoine culturel revêtait une importance primordiale.

Concernant la préservation des noyaux historiques de Split et Dubrovnik, une zone-tampon a été prévue. Elle doit faire l'objet de toutes les protections nécessaires, qui se traduisent par des restrictions relatives à son usage. Elle bénéficie d'une protection juridique ainsi que de mécanismes de gestion, afin d'assurer la conservation des biens culturels inscrits. Les cités historiques vivantes Dubrovnik et Split subiront encore les impacts de mutations socio-économiques et culturelles. Les difficultés multiples qui connaissent ces sites proviennent notamment de la fragilité de leur tissu urbain, en mutation depuis le début de l'ère industrielle, et plus récemment de la périurbanisation accélérée. Dubrovnik, ville caractéristique d'une époque, a su conserver ses éléments dans leur quasi intégrité sans

connaître de modifications du au développement ultérieur. Le bien patrimonial s'identifie à l'ensemble de la ville et de son environnement qui doit être impérativement protégé. Le centre historique de Split correspond parfaitement au périmètre de la ville ancienne, aujourd'hui noyé dans une cité moderne. Il est nécessaire de délimiter avec précision le bien à inscrire dans ses dimensions historiques, en prévoyant un traitement approprié de son environnement immédiat.

Le tourisme en Croatie, est un des secteurs les plus importants de l'économie nationale. Il est une source de retombées économiques importantes, en termes de chiffre d'affaires, comme en termes d'emplois, directs et indirects. Mais plus encore, l'activité touristique est en lien avec toutes les activités du développement urbain (transports, hébergements, loisirs…) et soutient ainsi la dynamique économique locale. Le tourisme est pour Dubrovnik et deviendra pour Split, l'une des principales activités économiques de la ville.

2. Efforts du gouvernement croate face au patrimoine

2.1 Plan de gestion

Le plus grand poids du tourisme sur l'environnement est la conséquence de la concentration des activités touristiques dans un espace et temps limité. Certaines activités touristiques provoquent des menaces considérables sur l'environnement, un nombre excessif de touristes visitant des espaces très sensibles, du patrimoine et de la nature. Mr Niksic, responsable du noyau historique de la ville de Split, a déclaré que le théâtre national croate dévaste le Péristyle depuis déjà 54 ans, alors que le Maire insiste pour que Péristyle serve encore de décor à des pièces de théâtre. Il est difficile d'abandonner le Péristyle aux jeux de théâtre, parce qu'ils sont devenus le symbole de Split, mais d'un autre coté, le prix d'une telle exclusivité est la détérioration de la partie la plus prestigieuse du Palais. Les conservateurs de la cité ne peuvent pas résoudre des questions d'ordre politique, c'est aux dirigeants de la ville que revient la responsabilité d'obliger le Théâtre National Croate à observer un comportement responsable (Article du journal Slobodna Dalmacija du 21.07.08 par Leo Kovacic).

Pour la première fois en Croatie, un plan de gestion d'une ville protégée par UNESCO a été mis en place en 2008, élaboré par Mr Nikšić, responsable du noyau historique de la ville de Split. Ce plan de gestion permettrait de gérer la fréquentation du noyau historique. Si ce plan est accepté par le Ministère du Tourisme, il pourrait servir d'exemple à d'autres villes croates, notamment Dubrovnik.

En fevrier 2005, des directives opérationnelles pour la mise en œuvre de la convention du patrimoine mondial nécessitent la préparation d'un plan de gestion. Lors de son inscription, Split a été accepté sans plan de gestion. Trente ans plus tard, la nécessité d'un plan de gestion est necessaire et sa préparation a été commandée par les autorités de la ville. Les limites de planification du plan de gestion est la zone A noyau historique et zone B la zone tampon. Le principal objectif de ce plan est d'assurer la protection à long terme des valeurs culturelles. Ceci est fait par le biais de l'évaluation de la conservation existante, sa protection et sa gestion.

Les sous-sols du palais Dioclétien sont l'un des grands attraits touristiques de Split. Avec la croissance du tourisme, le nombre de visiteurs des sous-sols accroît également. En raison de différentes activités sous les voûtes, il est prévisible que le nombre de visiteurs soit encore plus important que ceux de la ville. La gestion des visiteurs soulève non seulement une question de conservation, mais nécessite une planification rigoureuse.

Les sous-sols ne fonctionnent pas avec des installations adéquates. Il n'a pas de structure de gestion, qui est capable de gérer un lieu de cette importance. Toutes les

installations nécessitent une planification, un emplacement et une conception. Il est recommandé que les sous-sols soient considérés comme la meilleure opportunité pour la mise en place de la ville, son histoire, son développement, l'archéologie et le lieu d'informations (Solar 2008).

2.2 Financement des sites du patrimoine

En février 1993, l'UNESCO a lancé son Plan d'action pour la sauvegarde de Dubrovnik. Le tourisme, qui faisait vivre Dubrovnik, a été anéanti par la guerre. Avec deux millions de nuits d'hôtel vendues par an, il représentait l'une des principales sources de financement de la sauvegarde du patrimoine. Or, en 1998, les autorités municipales ont enregistré moins de 650000 nuitées. Des équipes nationales et internationales d'architectes, de sculpteurs, de restaurateurs et d'autres experts ont réussi, en sept ans, à réaliser l'essentiel des travaux. En décembre 1998, le site de Dubrovnik a été retiré de la Liste du Patrimoine mondial en péril. Une grande partie des fonds nécessaires a été fournie par le gouvernement croate et l'Office pour la reconstruction de Dubrovnik. Mais le projet n'aurait pu être mené à bien sans la participation financière d'autres bailleurs de fonds nationaux et étrangers, notamment The International Trust for Croatian Monuments (Grande-Bretagne) et le Rotary Club de Klagenfurt (Autriche). L'UNESCO a réagi la première: elle a immédiatement dressé le bilan des dégâts, affecté 300 000 dollars aux travaux les plus urgents et lancé une campagne internationale de collecte de fonds. Seule, Dubrovnik ne pouvait pas faire face aux dommages de la guerre, évalués à plus de 18,5 millions de dollars pour la ville intra-muros et à 30 millions pour toute l'agglomération (Nodari 2000).

2.3 Rôle des gestionnaires publics et privés dans la gestion du site

L'actuelle politique culturelle en Croatie est fondée sur des programmes annuels d'activité culturelle. Dans la pratique, seuls quelques principes stratégiques sont mis en œuvre dans ces programmes (renforcement de l'intérêt culturel national et ouverture à l'économie de marché). La politique culturelle du gouvernement croate encourage et oriente de façon sélective des contenus culturels qui favorisent l'affirmation de l'identité et de la cohésion nationale en Croatie et à l'étranger et qui s'adaptent aux secteurs les plus rentables de l'économie de marché, tourisme surtout. D'une manière générale, le maintien et le renforcement de l'intérêt manifesté par le pays dans la culture, dont l'objectif est de représenter et de forger l'identité culturelle nationale.

Aujourd'hui, les autorités locales et les administrations autonomes assument des compétences pour certaines questions dans le secteur des archives, des bibliothèques, des musées, de la protection des monuments, du théâtre et de la préservation du milieu naturel. La décentralisation actuelle est essentiellement de nature financière, étant donné que l'essentiel du financement de la culture aux échelons locaux a été abandonné aux collectivités locales et aux administrations autonomes. À première vue, il apparaît que ce dont les collectivités locales ont le plus besoin ce sont de fonds pour investir dans l'entretien des bâtiments et des objets, notamment ceux qui font partie du patrimoine, et dans de nouvelles infrastructures culturelles. Elles ont également besoin de crédits pour meubler et équiper les institutions culturelles existantes, assurer une meilleure coordination entre planification et financement et appliquer des programmes d'activités culturelles de meilleure qualité et plus inventifs.

Pourtant, ce mode de décentralisation n'empêche pas la réalisation d'activités nombreuses et variées. C'est ainsi que des manifestations (professionnelles et autres) sont organisées, qu'un important réseau d'institutions culturelles locales sont exploitées et qu'un nombre croissant d'organisations à but non lucratif sont mises en place. Il s'agit là du secteur le plus dynamique, qui contribue plus que tout autre à gommer les frontières entre les centres

de culture et la périphérie. Pour l'heure, le tourisme culturel est concentré le long de la côte tandis qu'à de très rares exceptions près il est totalement négligé dans la partie continentale du pays. Or, il existe dans cette partie du pays un patrimoine ethnologique et culturel important qu'il y a lieu de faire fructifier pour en faire une composante de l'offre touristique. Pour définir le mode de financement de ce type d'entreprise on peut s'inspirer de deux exemples réussis : Dubrovnik et Varazdin. Telle qu'elle est actuellement pratiquée, la décentralisation culturelle, par sa portée et son contenu, n'apparaît pas pour le moment comme une véritable stratégie. Malgré cela, elle grignote des éléments des différentes fonctions de la culture : sa fonction de représentation, ses fonctions commerciales (principalement dans le domaine du tourisme), ses fonctions de participation (sur les plans professionnel et amateur), ses fonctions concurrentielles (festivals nationaux et internationaux), ainsi que ses fonctions de recherche-développement (exemple de l'Institut pour le tourisme de Zagreb). Aujourd'hui, la conservation des monuments culturels constitue officiellement la première des priorités de la politique culturelle. La récente agression perpétrée contre la Croatie et dont l'une des cibles principales était l'héritage culturel du pays, a apporté la preuve formelle que la protection et la conservation du patrimoine culturel revêtait une importance primordiale. (Conseil de la coopération culturelle 1998).

3. Cohérence entre discours et efforts

3.1 Prise de conscience

Les activités culturelles sont une tradition ancienne en Croatie et une composante essentielle de l'identité culturelle nationale. Les industries culturelles y ont fait leur apparition au cours de ce siècle très peu de temps après avoir vu le jour dans les pays développés d'Europe. La production pour le marché et la culture de masse est apparue dans le sillage de la Croatie et de la Yougoslavie socialistes pendant les années 50.

L'importance politique grandissante du patrimoine monumental et la prise de conscience de cette importance au niveau national sont sans commune mesure avec le peu d'information dont dispose le public au sujet des principes et problèmes élémentaires de la conservation. Cet état de fait résulte d'une idée enracinée selon laquelle un monument culturel n'est qu'un but d'excursions touristiques, ce qui excluait toute communication entre les conservateurs du patrimoine et la population. D'une part, la conservation doit être intégrée aux activités urbanistiques à tous les niveaux afin que le patrimoine culturel et naturel puisse être protégé de façon rationnelle. Il existe des obstacles considérables à cette intégration, qu'il s'agisse d'un manque de planification et de prévisions des variables démographiques et économiques du développement des villes et des régions ou des caprices de la politique au jour le jour, en raison desquelles des éléments déjà décidés des plans de développement ne sont pas respectés. D'autre part, l'intégration d'éléments du patrimoine monumental dans la dynamique de l'économie - qu'il s'agisse du tourisme ou de la propriété privée et de la libre entreprise - est une bonne idée qui requiert une nouvelle créativité et, par dessus tout, une supervision par les spécialistes et les pouvoirs publics. Sans cela, l'abandon des centres-villes anciens, de leurs rues et de leur architecture à des intérêts purement commerciaux équivaudrait, même si cela n'est sans doute pas intentionnel, à une agression interne contre le patrimoine culturel croate.

Récemment, des signes encourageants de la sensibilisation du public aux problèmes de protection du patrimoine culturel et naturel ont été enregistrés. Les exemples de gens qui, à l'échelon local, sont disposés à s'opposer aux tentatives des spéculateurs - qu'il s'agisse d'individus ou de groupes – ayant jeté leur dévolu sur un certain nombre de sites intéressants, dans lesquels ils voient d'éventuelles sources de profit rapide, sont de plus en plus nombreux.

Seuls de nouveaux progrès dans cette prise de conscience et ces initiatives civiques peuvent conforter l'action des professionnels et toute volonté politique sincère de protéger et conserver le patrimoine (Conseil de la coopération culturelle 1998).

3.2 Gestion de l'expérience sur les sites du patrimoine de l'UNESCO

L'étude de cas des villes de Dubrovnik et de Split a pour objectif d'illustrer les rapports complexes entre le patrimoine et l'environnement dans un contexte de très forte pression touristique, ainsi que les différences qui distinguent ces deux villes : Dubrovnik doit sa renommée mondiale à ses remparts étonnamment bien conservés. En revanche, à Split, le Palais Dioclétien, à l'origine de la ville se distingue mal du reste du noyau de la ville, incorporé étroitement aux constructions postérieures. Split n'a pas l'identité forte de Dubrovnik à l'échelle internationale.

La situation géographique de Split et Dubrovnik a influencé leur développement économique et leur croissance. La ville de Dubrovnik a basé essentiellement son économie sur le tourisme et les activités annexes. Split, capitale régionale, avec une position centrale sur la côte, bénéficiant d'importantes liaisons avec le reste du pays a connu le développement des activités industrielles, portuaires, maritimes et tertiaires. L'affirmation touristique de Dubrovnik et la prise de conscience de la qualité patrimoniale et environnementale plus précoce qu'ailleurs en Croatie, a permit à la Ville de mieux répondre aux pressions touristiques et dégradation.

La Croatie, au cours des siècles, a été à la croisée de différentes cultures, de religions et de modes de vie, manifestement visible en architecture, traditions, événements et non le moindre, la langue. Il s'agit d'un important potentiel touristique. Le tourisme, une des formes les plus concrètes de la mondialisation, a joué un rôle clé dans ce processus de construction d'image urbaine (Jelincic 2005).

La participation passive à la culture ou consommation culturelle a diminué en Croatie par rapport aux années 80, notamment en ce qui concerne la culture avec un grand C : habitudes de lecture, fréquentation des théâtres, visites des musées et des galeries et prêts d'ouvrages par les bibliothèques. Dans le passé, le régime socialiste yougoslave favorisait la culture et la valorisation du patrimoine historique, culturel et naturel. Plusieurs destinations, comme Dubrovnik, Split, Zadar, Hvar, Trogir, Korcula, Sibenik, Pula, Opatija, Porec, Rovinj ont construits leur offre touristique autour de la culture. Elles ont orientées leur programmation culturelle plus pour les locaux ou les touristes domestiques.

Toutefois, le tourisme culturel ne fonctionne pas encore comme un produit et la plupart de son public est local et régional. C'est également le cas avec les festivals d'été le long de l'Adriatique organisée en vue d'enrichir l'attractivité de destination pour les visiteurs. Principalement axée sur la qualité du programme, ils négligent les services supplémentaires où la satisfaction du visiteur peut être maximisée et leurs dépenses peuvent être augmentées (de marchandises, la restauration, les événements VIP, de l'information, la gestion des visiteurs). Ils sont rarement inclus dans les forfaits touristiques, en partie dû au fait que leur programme est diffusé deux à trois mois à l'avance, ce qu'ils attribuent essentiellement au financement instable et donc l'impossibilité de finaliser les contrats avec les artistes interprètes ou exécutants à l'avance (Tomljenovic 2004).

3.3 Contraintes à la gestion des sites du patrimoine

La responsabilité de l'UNESCO est d'autant plus grande aujourd'hui face à la vulnérabilité du patrimoine subissant les guerres, affrontant les catastrophes naturelles, l'urbanisation et l'industrialisation. Avant la récente guerre, la Yougoslavie se distinguait par une application exemplaire de la Convention. Selon les phases de la guerre et les

protagonistes, les contextes ont beaucoup varié. Dans le conflit opposant Croates et Serbes, les situations ont pu souvent être contrôlées. Des missions de l'Unesco ont pu se rendre sur les sites menacés et s'interposer afin qu'ils ne soient pas détruits. Les interventions de l'Unesco et de l'ONU ont pu contribuer à sauver en grande partie le centre historique de Dubrovnik de sa destruction. (Audrerie, Souchier et Vilar 1998). Ce dont souffre, aujourd'hui, le patrimoine mondial, c'est peut-être d'abord de n'être pas encore devenu, pour de trop nombreux responsables économiques et politiques, une priorité. Or, notre héritage commun ne sera durablement hors de danger que lorsque, à tous les échelons, les décideurs auront réalisé qu'il est aussi de leur intérêt de le protéger (Audrerie, Souchier et Vilar 1998).

Conclusion

Différents modes de pratiques touristiques existaient en ex Yougoslavie. La diversité de l'offre faisait sa richesse. Certaines destinations étaient plus « élitistes » comme Dubrovnik, Sveti Stefan en Monténégro, Hvar, Opatija, d'autres plus populaires comme Split et sa région, la Dalmatie.

La richesse patrimoniale du littoral croate et de l'Adriatique en général, ainsi que la grande qualité paysagère et la douceur de vie ont permit le développement du tourisme même entre les deux guerres mondiales, C'était la raison pour la quelle à l'époque de l'ancienne Yougoslavie un grand effort a été fourni pour le développement des structures d'accueil et des infrastructures inexistantes. Les sites remarquables ont été classés et protégés. Sans pour autant échapper à la construction de grands sites pétrochimiques et l'installation portuaire sans aucune prise de mesures de protection environnementale.

La dernière guerre a marqué une nouvelle page dans la gestion et la pratique de l'espace du littoral croate qui est devenu par ce fait plus vulnérable.

Le tourisme culturel aura dans le futur un rôle important dans la préservation des richesses historique, culturelle et naturelle, pas seulement comme ressources touristiques mais particulièrement comme patrimoine national.

Bibliographie

1. Patrimoine

Choay, F., (1996). *L'Allégorie du patrimoine* : Editions du Seuil, Paris

Audrerie, A ; Souchier, R ; Vilar, L ; (1998). *Le patrimoine mondial* : Presse Universitaires de France, Paris : Que sais-je ?

Poulot, D., (2006). *Une histoire du patrimoine en Occident* : Presses universitaires de France, Paris, Le nœud gordien

Veschambre, V., (2008). *Traces et mémoires urbaines, Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition* : Géographie sociale, Presses universitaires de Rennes

2. Etudes de cas des villes

Solar G., Solar S., (2008). *The substructures of Split management plan, City Split Historic Core Management Plan*

UNESCO, Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage

Nodari, M., (2000). *Dubrovnik: mémoires d'une ville blessée.*

3. Articles

Acta turistica, Vol 17 (2005) N°1 p56. Jelincic, D A. *Culture perceived as a stimulating force for the creation of a destination image*

Randic, A ; Trumbic, I. (1998). *Aménagement des zones côtières en Croatie.*

République de Croatie. Direction d'état chargée de la protection de la nature et de l'environnement.

Tourism Vol.52, N°4/ 2004/361-373. Tomljenovic, R., Marusic, Z., Weber, S., Hendija, Z., Boranic, S. *Croatian cultural tourism policy: Strategic development*
Conseil de la coopération culturelle CC-CULT(98) 5A, Politiques de développement culturel dans les Etats membres. *Politique culturelle en Croatie*

Figure 1 : Carte patrimoine mondial de l'UNESCO en Croatie

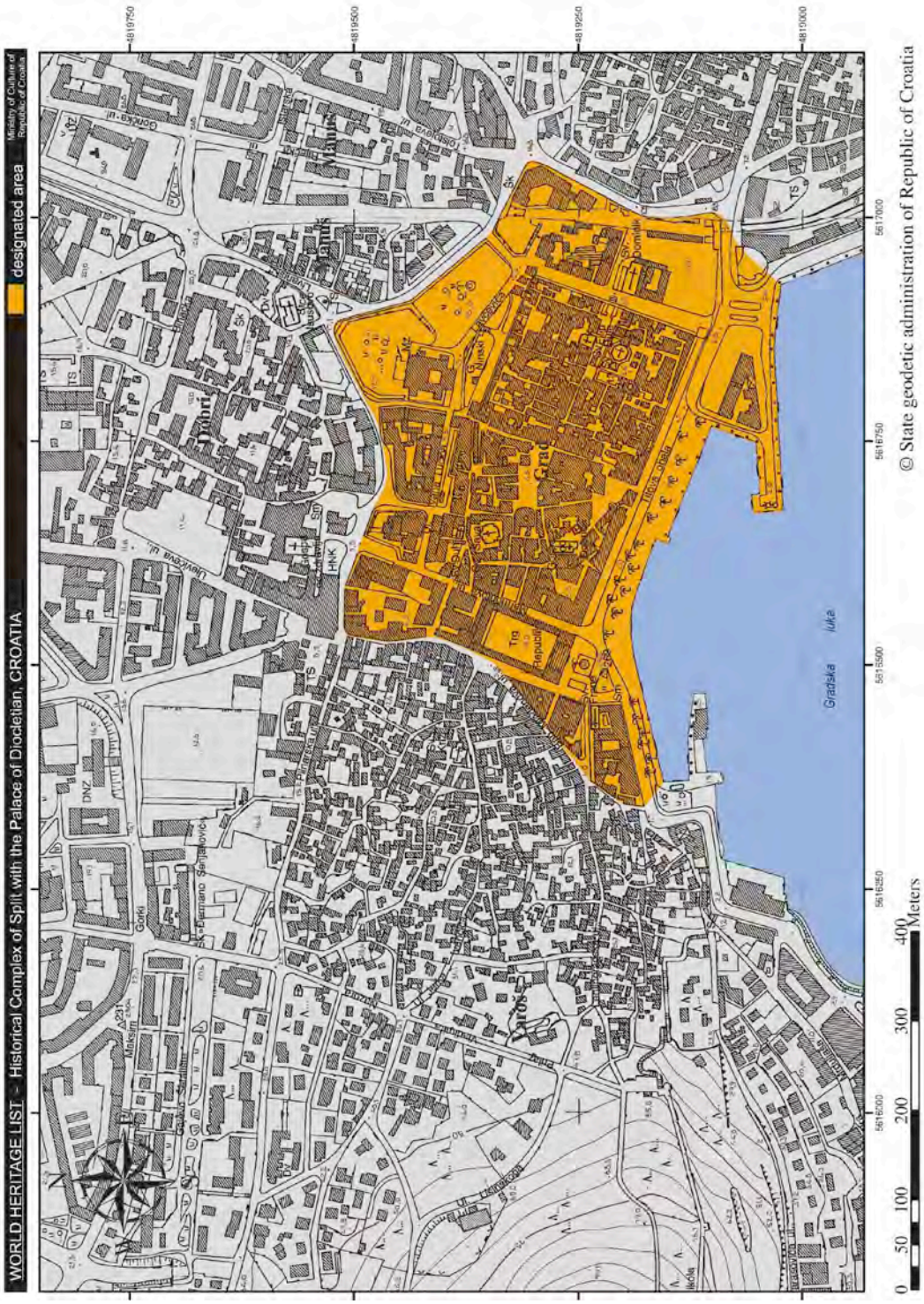


Figure 2 : Carte du noyau historique avec le palais Dioclétien de la ville de Split

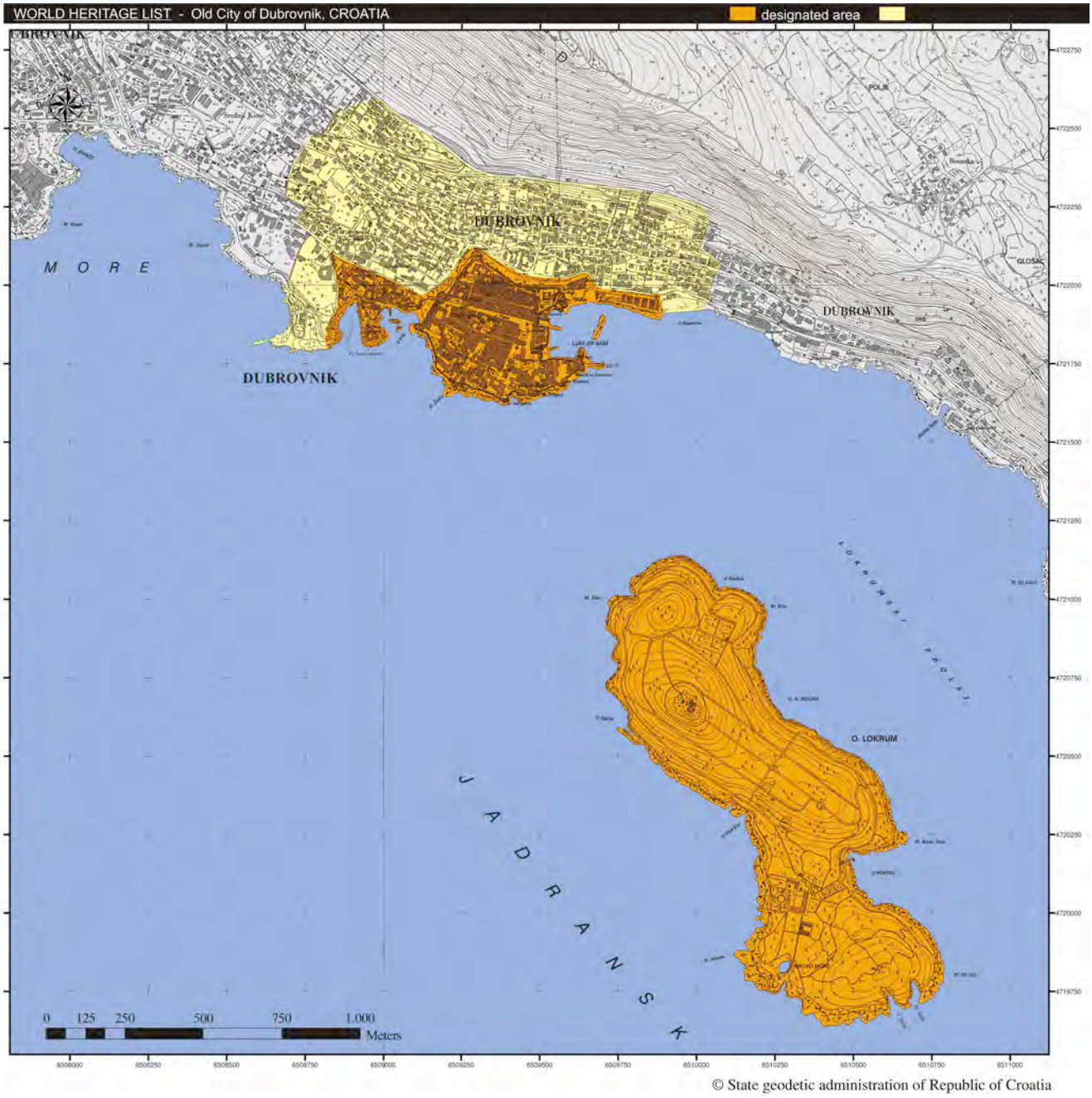


Figure 3 : Carte du noyau historique de la ville de Dubrovnik

Photo 1 : Photo aérienne du palais Dioclétien de la ville de Split

Photo 2 : Façade maritime du palais Dioclétien de la ville de Split

Photo 3 : Edifices d'influence romaine et vénitienne de la ville de Split

Photo 4 : Photo aérienne du centre ancien de la ville de Dubrovnik

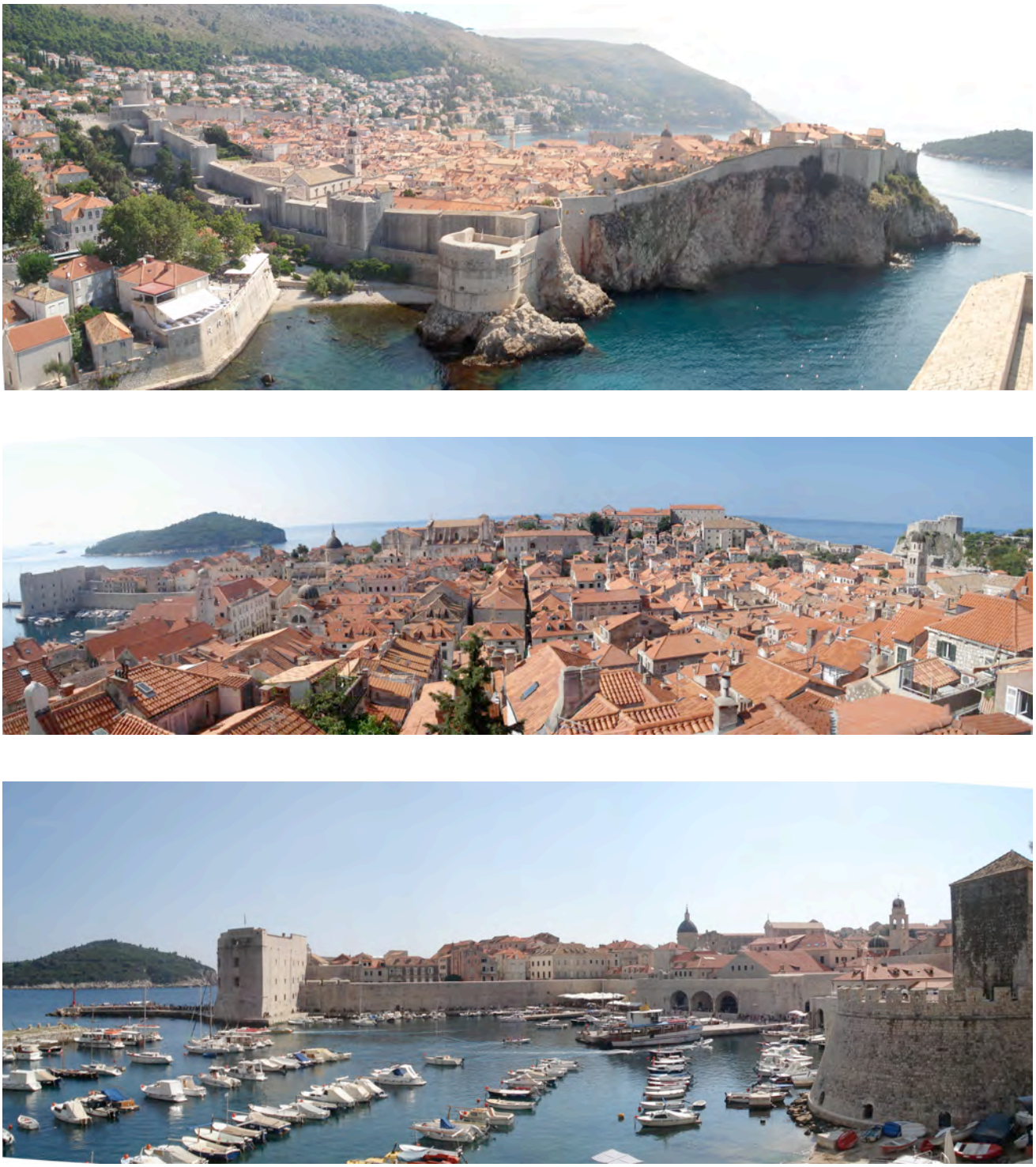


Photo 5 : Structure homogène du noyau historique de la ville de Dubrovnik

Photo 6 : Edifices d'influence vénitienne de la ville de Dubrovnik

Fremantle Prison, Australia – A Heritage Success Story

Sandra Murray
(Fermantle Prison)

Sandra Murray
Head Curator
Fremantle Prison
The Terrace
Fremantle
Western Australia 6160, Australia
Email: sandra.murray@fremantleprison.com.au

Fremantle Prison, Australia – A Heritage Success Story

Abstract:
Fremantle Prison was constructed in the 1850s by convict labour and remained in continuous use as a maximum-security gaol until decommissioned in 1991. It contains the largest and most intact convict built cell range in the Southern hemisphere. The Prison has become a significant attraction for both global tourists and local visitors since opening to the public as a heritage site in 1992.
After 10 years under private management, the tourist operation was successfully integrated into the framework of the Western Australian State Government that took complete control of the site in 2001. Under public sector management, the Prison has moved against tourism industry trends by growing its business over the last eight years through improvements in product development, processes and the quality of the visitor experience. In recognition of its historic significance, the Prison has been entered into heritage registers at state and national levels.
This paper examines how recognition of the value of the Prison's rich cultural heritage combined with a focus on maintaining its integrity, when presented through various interpretation mediums, has contributed to the site's success, which is creating the platform for its ongoing conservation and interpretation. The *Fremantle Prison Heritage Precinct Master Plan* and *Fremantle Prison Conservation Management Plan Revised 2010* provide the framework for the development of new tourist experiences and products, such as the underground tunnels, the Prison Gallery, exhibitions, tours, education and public programs. The Prison is a heritage success story; its management team has retained its authenticity as an intact site and made it accessible to the public.
The Prison is now being assessed for UNESCO World Heritage listing as part of a group of convict sites, the outcome will be known in July 2010. The Australian Convict Sites World Heritage Nomination is for a series of heritage places that are representative of the global phenomenon of convictism and its association with global developments in the punishment of crime in the modern era. The sites nominated include Fremantle Prison – the only site in the State of Western Australia; five in Tasmania, and three in New South Wales.Current conservation projects at the Prison will be discussed, including the exterior and interior restoration and conservation of the Main Cell Block, and the redevelopment of a courtyard where two major archaeological discoveries occurred recently; an original convict era cellar in almost perfect condition and a water closet dating from as early as 1855. After conservation work to preserve the cellar's original fabric has been completed, it will be presented to the public as the centrepiece of Fremantle Prison's new Convict Depot visitor centre.

Keywords: conservation, convict, heritage, management, Prison.

Fremantle Prison, Australia – A Heritage Success Story

From convict times to the present, Fremantle Prison has played a major role in the history of Western Australia. It is the most intact convict gaol in the country and is now considered a site of exceptional cultural heritage. Yet when the English novelist Anthony Trollope visited Fremantle in 1872 he drily observed, 'Fremantle has certainly no natural beauties to recommend it. It is a hot, white ugly town, with a very large prison, a lunatic asylum, and a hospital for ancient worn-out convicts... ' Trollope 1873 (Edwards and Joyce ed.1967, p. 582). Indeed the Prison was built by some of these convicts in the 1850s, covering an immense 6.5 hectares and destined to become a maximum-security gaol for almost 140 years.

The Convict Establishment (renamed Fremantle Prison in 1867) was constructed between 1852 and 1859 by British convict labour and opened in 1855. It was the longest operating convict built prison in Australia and features the largest and most intact convict-built cell range in the Southern hemisphere. Since opening to the public as a heritage site in 1992 the Prison has become a significant attraction for both global tourists and local visitors.

The Prison is a heritage success story because it has a professional management team that recognises and values its rich cultural heritage and has maintained its integrity as an intact site, whilst making it accessible to the public. After 10 years under private management, the tourist operation was successfully integrated into the framework of the Western Australian State Government, which took complete control of the site in 2001.

Under this management the Prison has gone against Australian tourism industry trends and grown its business over the last nine years through improvements in conservation, product development, processes, interpretation, presentation, and the quality of the visitor experience. In recognition of its historic significance, the Prison has been entered into heritage registers at state and national levels. The Prison was listed on the National Heritage Site list in 2005, the 14th site in Australia and the first in Western Australia.

Prison Master Plan

The Prison was only decommissioned in 1991 and after much community consultation, the development of the Prison site as a key heritage precinct commenced. The Prison officially reopened as a heritage site in 1992. The tourist operation of the site was put to tender and in its first 10 years under private operation the Prison averaged 115,000 visitors per year. Since then visitor numbers have increased to 179,300 in 2008-09.[1] Yet the State Government considered the Prison a maintenance problem during the 1990s, after it ceased operating as a place of incarceration. In 2001 a Prison Master Plan project was launched and as it was not apparent which tourist operation model or plan to adopt when the tourist operation contract came up, the State Government took the Prison in-house in 2001.

In 2002 a new management team challenged the perception of the Prison as a problem by integrating the operation of tours. This proved the site could be managed better than the previous model of a private operator running the tourism operation with the State Government responsible only for the site's upkeep. The outcome of combining the tour operation with the maintenance of the site was a more effective and efficient method of care for the property. The staff structure has evolved since then and now consists of Visitor Services, Property Management, Curatorial, Marketing, Functions and Events, front of house staff and paid tour

[1] Recent visitor numbers - 2007/08:174,674; 2008/09:179,304; 2009/10:175,943. Visitor breakdown for 2008-09 was 44% international, 22% interstate and 34% intrastate.

guides. The management team are employees of the Department of Treasury and Finance for the Western Australian Government.

The *Fremantle Prison Heritage Precinct Master Plan* (2003) recommended this holistic mode of operation and the State Government formally adopted it in 2004. The Master Plan was created by extensive public consultation, community engagement and the advice of experts. It developed a vision and plan for the future. Its main finding was that the *integrity* of the site is its primary value. Fremantle Prison's premier purpose is making the site accessible to the community and visitors for a whole range of experiences. Management and development decisions are guided by the Master Plan, *The Burra Charter* and a detailed conservation plan and policy; the most recent being *Fremantle Prison Conservation Management Plan Revised 2010* prepared by Palassis Architects.

World Heritage

The Prison is now in the final assessment stage for UNESCO World Heritage listing; the outcome will be announced in late July 2010.[2] The Australian Convict Sites World Heritage Nomination is for a group listing of heritage places that represent the global phenomenon of convictism (forced migration) and its association with global developments in the punishment of crime during the modern era. The term 'convictism' relates to the forced migration of convicts to penal colonies. Transportation of criminal offenders to penal colonies dates back to the early 17th century. (Australian Federal Government, NSW Government, Tasmanian Government, Government of Western Australia, Norfolk Island 2009, p. 1).

The sites nominated are: Fremantle Prison (Western Australia) comprising 16 intact convict-built structures surrounded by a six metre high convict-built limestone perimeter wall; Kingston and Arthur's Vale Historic Area (Norfolk Island); Old Government House and Domain (New South Wales); Hyde Park Barracks (New South Wales); Brickendon – Woolmers Estates (Tasmania); Darlington Probation Station (Tasmania); Old Great North Road (New South Wales); Cascades Female Factory (Tasmania); Port Arthur Historic Site (Tasmania); Coal Mines Historic Site (Tasmania) and Cockatoo Island Convict Site (New South Wales).

As the Australian Convict Sites' publicity brochure states lucidly the reason for the nomination:

> The 11 sites are the pre-eminent examples of Australia's rich convict history with more than 3,000 convict sites remaining around Australia representing different aspects of the story of convictism. This is unique in the world today…
>
> With the end of transportation to America in 1775, Britain had to find a new way to deal with a large population of criminals. The British Government was pressured to resume transportation to a new destination, or to establish a new national penitentiary system. As a result, Britain commenced transportation to Australia in 1787 and established a new colony of NSW. Other penal colonies were established in Van Diemen's Land (now known as Tasmania) and the Swan River Colony. (Australian Federal Government, NSW Government, Tasmanian Government, Government of Western Australia, Norfolk Island 2009, p. 1).

British transportation to Australia was the world's first conscious attempt to build a new society on the labour of convicted prisoners. Over 160,000 convicts were transported from England, Ireland and the British colonies to Australia between 1788 and 1868. Some

[2] The Australian Convict Sites World Heritage Nomination was successful. The Prison is the only built heritage site in Western Australia to have World Heritage listing.

9,720 British male convicts travelled to the Swan River Colony (now known as Perth) between 1850 and 1868. For many years Australians considered it shameful to have convict ancestry, however that has shifted in the last 10 years. There is now an increasing appeal in tracing family genealogy in Australia, especially from convict origins.

Projects

The Master Plan provided the catalyst for a substantial increase in government funding to meet the Prison's conservation requirements. Since 2003 the State Government has committed in excess of $8 million for conservation and maintenance works. From an operational viewpoint the Prison is approximately 90% self sustaining. With the ongoing expenses in operating the Prison it is likely full operational sustainability will not be achieved. All income generated from onsite activities, including tours, functions and leasing of parts of its premises is retained for the Prison's operations, however this is not sufficient for the conservation projects.

The conservation projects being undertaken as part of the implementation of the Heritage Master Plan combined with the regular maintenance programs promote long-term and sustainable conservation and protection of the site. Executed under the guidance of recognised heritage architects and builders, each project is carefully researched and documented to ensure appropriate traditional materials and methods are employed consistent with the Prison's conservation policies and *The Burra Charter*, and that the heritage values are maintained and interpreted for visitors. Each project is fully documented and submitted to the Heritage Council of Western Australia for prior approval and endorsement.

The decision to manage the Prison as a historic reserve, the recognition of conservation of the heritage significance of the site as the underlying objective of management, and the application of state and national heritage legislation, ensures ongoing conservation management practices that will conserve the precinct's World Heritage, national, state and local values. The extensive program of works undertaken to date has made a substantial contribution to improving the overall state of the site's conservation, which had been affected by poor maintenance practices employed in the decades prior to the Prison's decommission. There are more conservation projects required in the future; the upkeep of this large, aging site is an ongoing process. These projects are chiefly dependant on Federal Government grants that are added to with State Government funding.

Main Cell Block Western Facade Conservation Project

The Prison's Main Cell Block and Anglican Chapel were built by convicts between 1852 and 1859 from limestone quarried on the site. The limestone was a cheap and readily available building material; however it lacked durability due to its soft and porous nature. Over the next 150 years the harsh effects of sun, wind and rain impacted dramatically on the buildings.

In the 1960s the western facade of the Chapel (a central feature of the Main Cell Block) was rendered with cement, obscuring the limestone. Hiding the original stonework diminished the building's historical significance and did not allow the stone to breathe, giving rise to potential structural damage. In 2006-07 major conservation works were carried out on the north and south wings of the Main Cell Block, including cleaning and repairing the stonework, lime washing, repairs to windowsills and the removal of render from the Anglican Chapel.

Palassis Heritage Architects, Multitech Engineering and heritage stonemason Antonio Graneri completed the project. Funding came from the State Government and the Australian Government through the National Heritage Investment Initiative. The Australian Government

provided $500,000 and the balance of funding came from the State, with a total cost of $2.2 million. In addition to conservation benefits, the project has helped to maintain the Prison's heritage values by enabling visitors to experience the buildings as they originally existed.

Conservation and Restoration of Interior of the Main Cell Block

In April 2009 the Australian Government committed $60 million to heritage projects as part of its Jobs Fund economic stimulus package and sought applications for funding. As the result of the Prison's application Peter Garrett, then Minister for the Environment, Heritage and the Arts, announced on 2 October 2009 that the Australian Government had allocated $1.8 million to the Prison to restore and conserve the interior of the circulation areas of the Main Cell Block. Originally this grant had to be expended by June 2010 but this has been extended to November 2010. The estimated total cost of this project is $2.1 million.

The scope of works was reviewed to ensure the building's heritage values were not compromised; in particular to retain its worn appearance. Visitors repeatedly comment on the genuine nature of the site and it is crucial not to lose its authentic appeal as a place of incarceration for some 140 years.

For example, the work on the steel hand railings was limited to restoring or repairing rather than replacement where practical and prison graffiti was retained and protected. A similar approach has been adopted for the painting of the walls – only those surfaces where the stonework is being repaired or the existing paint has broken down will be painted. All remaining surfaces will only be washed so that the Prison holds onto its well-used appearance.

As part of the project, the ground floor of 1 Division (the Main Cell Block is divided into four sections) was restored to the convict era with the lime wash and added render removed from the walls and the limestone revealed. Most significantly, the concrete floor was removed to reveal the original flagstones of Yorkshire sandstone that arrived in the convict ships as ballast. This flooring had been concreted over in 1981 to assist staff in moving food trolleys through the Prison. Fortunately the flagstones were covered in plastic prior to the concrete pouring so it had not adhered directly and removal was relatively easy. It was very rewarding to realise an aspiration that management staff had held for many years.

A conservator was engaged for work on the first floor in 1 Division where the floor markings 'W' and 'T' were to be exposed outside each cell door. Over the course of time the timber flooring had been frequently repainted. These paint layers were removed to reveal the original letters. These inscriptions offer another layer of interpretation; on top of these letters the inmates' metal mugs containing water and tea were delivered for them (they ate in their cells).

Convict Depot Visitor Centre Project

The Master Plan recommended that the Gatehouse and Entry Complex be a vibrant centre for visitors, tourism and cultural heritage services. Facilities in this area include the Prison Gallery, the Prison Gift Shop and a new cafe. Public access to this area is free. It also includes a new convict themed visitor centre, now being developed in an area that was originally a backyard attached to the Chief Warder's and Deputy Superintendent's residences. Plans from 1855 indicate steps in the backyard leading down to a cellar. In the late 1950s or early 1960s this section was converted into a dining room for warders and the cellar was in-filled, the floor concreted over, and the cellar forgotten. Building work commenced on the new centre in 2009 and located the cellar. Consequently 20 cubic metres of sand were removed to reveal the original convict era cellar in almost perfect condition, including steps

carved into the limestone bedrock, reinforced with brick and jarrah toe jams, walls rendered in lime wash, and a barrel-vault ceiling constructed from brick.

The cellar was a cold storage area for prison staff living in number 14 The Terrace and may have stored perishable goods such as vegetables and salted meats. The cellar is of exceptional historical significance as it informs about the staff's domestic life during the convict era as well as elucidating construction techniques and materials employed. After conservation work to preserve the original jarrah and limestone fabric is completed, the cellar will be revealed to the public as the centrepiece of the Prison's new Convict Depot visitor centre. While visitors will be unable to physically enter the cellar, due to its fragile nature, they will be able to view it from the ground floor.

Eureka Archaeological Research and Consulting of The University of Western Australia were contracted to excavate this major archaeological find in late 2009 as well as the water closet located one metre from it. Both had been filled with dirt and debris and proved to be a treasure trove of colonial archaeological items dating from 1855 onwards. Artefacts uncovered include glass bottles for food and medicine, ceramic ware, and rare pieces such as a porcelain toothpaste container lid, a doll's porcelain teacup and saucer, stoneware inkpots and a broken chamber pot. Many of the items will be displayed in the new centre after being conserved and researched.

Artworks conservation

Prior to the Prison's closure prisoners were granted permission to create artworks on cell and exercise yard walls. There is a considerable amount of contemporary art and graffiti, notably some outstanding indigenous wall murals by artists such as Peter Irwin Cameron, Greg Quartermaine, Les Quartermaine and G.O. Woods. The pen and ink frescoes drawn by forger James Walsh on his cell walls are the only known artworks by a convict remaining in the prison. These artworks are viewed by the public on tour whilst others require conservation and protection before access is feasible. Art conservation specialists Artlab have been contracted for the last three years to perform detailed work on the interior murals. This is an ongoing project subject to the Prison's annual funding which provides the dual benefits of conservation and future accessibility for the public.

Prison Collection

Curatorial staff are the caretakers of the Prison Collection which consists of approximately 5,000 objects including artefacts, artworks, films, furniture and over 2,000 photographs. All items in the collection are of historical significance to Fremantle Prison. It is a unique resource that is of great historical and cultural value, particularly in relation to convictism, prison life, penology and Australian history. Collection material ranges from the 1850s to recent times, from rare convict material such as leg irons and birches, through to contemporary objects including prison uniforms and dining utensils, as well many artefacts from archaeological digs on site. The collection is featured in permanent displays in the Contact Non Contact visitor centre and Main Cell Block, as well as being presented in temporary exhibitions in the Prison Gallery.

Interpretation

In 2009 Fremantle Prison initiated a program to update and replace existing signage and develop new interpretive signage. The signs needed to identify the cultural values of the site and communicate the site's heritage significance. This program is ongoing and the new signage has proved popular with visitors actively seeking out the signs. The Prison attracted

state recognition of its new signage by becoming the winner of the 2010 Western Australian Heritage Award for interpretation.

A combined curatorial and interpretation project was the Contact/Non Contact Visitor Room which was restored for use as a visitor centre in 2008. Conservation and building works enabled the three different layers of ceiling treatments to be revealed, spanning 140 years of use. The non-contact prisoner/visitor booths were retained in-situ; while the footprint of earlier radial design booths is interpreted by lines painted on the floor. Relevant material from the collection is on display in conjunction with informative text panels and an audiovisual display.

Visitor Experiences

Fremantle Prison's conservation, curatorial and interpretation programs aim to raise awareness of the site's cultural significance by enhancing its value to the community. This is achieved by providing experiences that are informative and educational, and that give context to the historical fabric of the site. By offering memorable experiences and encouraging visitors to care about the site, the programs link with conservation practice at the Prison and help to realise its vision statement: *to preserve the heritage values of the Fremantle Prison Precinct through conservation and community engagement* (Fremantle Prison Business Plan 2010-11, p.14).

There are a variety of experiences for the visitor to partake in on site as discussed next. The development of these products connects to the conservation and Master plans, which focus on integrity and accessibility. The cultural heritage of this site is compelling; there is no need to embellish the buildings' fabric or the original stories.

Public Tours

The only avenue visitors have to access the main part of the site is by a paid guided tour. Visitors experience how the inmates lived and hear stories from convict times to the 20th century delivered by the Prison's trained tour guides. In 2005 new branding and launching of the Prison tours was created: *Great Escapes* and *Doing Time*. These introduced untold stories on convict and prisoner escapes. The nighttime tours were rebranded from candlelight to torchlight; these are very popular, being theatrical with historical information still provided. Audio guides in French, German, Japanese, Korean, Mandarin and English are available for tours and were recently rewritten and upgraded.

The Tunnels

During the 1880s to 1890s prisoners constructed tunnels under the Prison to access the natural water table as a water supply. The provision of fresh water was crucial to the interests of the port of Fremantle and the colony during the onset of the gold rush with its sudden increase in population. This scheme to supply water to a town from a prison is unique.

Prisoners dug two reservoirs featuring a complex series of shafts, weirs and tunnels under the direction of the Public Works Department. The sustainability of the Prison and town became dependent on this sophisticated water supply. It appears to be the only Prison with a tunnel system not dug for escape!

In 2003 an ambitious project to open the tunnels for visitation by the public commenced. Palassis Architects ensured new access systems were appropriate and safe, as well as developing interpretation strategies in collaboration with the Prison. These include guided tours, raised walkways, text panels, and displays of Prison artefacts and excavated objects. After much preparation and research the tunnels were opened for public access in mid

2005. Visitors don overalls, gumboots and hardhats before descending a ladder for 20 metres to the tunnels below. After a short walk they climb into specially designed punts (based on a heritage design) and row around the tunnels, which are still full of water.

This is extreme heritage – adventure tourism makes the site current, a rewarding and real experience. It is not your traditional museum visit! The tunnels are both environmental and built heritage; the unusual nature of this heritage tourism attracts a diverse audience including the backpacker market.

Prison Gallery

The Prison Gallery opened in 2004 and is located in the former Prison Workshops. The lively exhibition program is an important adjunct to the tours and features prisoner art, the Prison Collection and touring exhibitions. International museum standard environmental control and lighting was installed to ensure the Gallery can safely display sensitive and rare material including international loans. The Prisoner art exhibitions are a joint initiative between the Prison and the Western Australian Department of Corrective Services. Artworks are for sale with 10% commission going to Corrective Services, and the remainder to the prisoners. These shows are considered a valuable educational experience that demonstrate how inmates can be rehabilitated today, in stark contrast to how they were once treated, as witnessed by visitors on the Prison tours.

Curatorial staff occasionally develop complex exhibitions, the most notable being *From Fremantle to Freedom - the Catalpa Escape.* This exhibition was based on the story of the Irish Fenian convicts transported in 1868, followed by the successful escapes of their leader, John Boyle O'Reilly on a whaler, and six of the remaining Fenians in 1876 on the American whaler *Catalpa*. The Prison sourced a Federal Government grant to curate this large, multimedia exhibition. It opened in 2006, showcased over 200 items and incorporated interactive components designed for children. The exhibition toured nationally until 2008; an effective method to promote the Prison by reaching a wider audience with this captivating tale of escape.

Education and Public Programs

Customised tours are offered for school and tertiary groups. New education activity sheets and teacher/student resource notes are linked to the school Curriculum Framework. These are available free on the Prison's website.

The website was redesigned in 2009 by Vivid Group in consultation with Prison staff and offers the off site visitor an extraordinary depth of access. This accessibility extends from complete versions of the *Fremantle Prison Heritage Precinct Master Plan* and the *Fremantle Prison Conservation Management Plan Revised 2010* to eye catching virtual tours of the site. This website is highly regarded and won a highly commended award at the 2010 Museums Australia design awards.

Special events are held annually with the intention of taking the Prison story beyond the Prison walls and into the community. Descendants' Day celebrates the Prison's and state's convict past by acknowledging formally descendants of convicts, enrolled pensioner guards and warders in a special ceremony. Management recognises the rich legacy of the convict system in Western Australia, and in doing so; a growing audience develops an appreciation of the historic significance and value of the Prison.

Conclusion

By the examples mentioned it is evident that the Prison management team is creating a positive future for this historic site; a future that encourages government support by the staff's proactive policies and actions. Particular projects have been targeted to make this invaluable heritage icon both available and protected. These investments simultaneously address the crucial issues of conservation and maintenance, including inherent built fabric problems.

A measure of the Prison's success is that it has won numerous awards. For the past four years it has been awarded the coveted Major Tourist Attraction at the State Tourism Awards (where it has now achieved Hall of Fame status), as well as being a finalist in the national tourism awards.

There are numerous future projects planned once funding and staffing permits. Areas to be addressed include development of the Parade ground into a usable function space, upgraded collection storage facilities, an oral history program, increased indigenous representation and an annual archaeological dig program with The University of Western Australia.

The Prison is truly a heritage success story; staff have maintained its integrity as an intact site and made it accessible to the public. The staff and the visitors love the fact that it is an authentic site with genuine information. A building can deteriorate rapidly if locked up rather than in daily use, as evidenced by Eastern State Penitentiary and Alcatraz. Fremantle Prison is not a set of ruins, but a unique property that has been in constant use since its gates opened 155 years ago. Mr Trollope's prediction of 1872, 'I do believe that the prison in Fremantle will become all but useless' Trollope 1873 (Edwards and Joyce ed.1967, p. 585) has certainly not been fulfilled.

Bibliography

Australian Federal Government, NSW Government, Tasmanian Government, Government of Western Australia, Norfolk Island. (2009) *Australian Convict Sites,* Australian Federal Government, Canberra, ACT.

Erickson, Rica and O'Mara, Gillian. (1994) *Convicts in Western Australia 1850 -1887 Dictionary of Western Australians Volume IX*, University of Western Australia Press, Nedlands, WA.

Kerr, James Semple. (1998) *Fremantle Prison: a policy for its conservation*, Revised Edition, Department of Contract and Management Services and Fremantle Prison Trust Advisory Committee, West Perth, WA.

Prison Resource Centre material, Fremantle Prison.

Fremantle Prison website <http://www.fremantleprison.com.au>.

Trollope, Anthony (1873) edited by Edwards, P D and Joyce, R B. (1967) *Australia,*
University of Queensland Press, St. Lucia, Qld.

Inscription sur la liste du Patrimoine mondial, politiques de gestion et développement local : l'exemple de deux sites en Turquie

Bernard Henri Nicot
(Institut d'Urbanisme de Paris)
&
Burcu Özdirlik
(Institut Français d'Urbanisme)

Bernard Henri Nicot
Lab'Urba
Institut d'Urbanisme de Paris
Université Paris-Est Créteil-Val-de-Marne
61 avenue du Général-de-Gaulle
94010 Créteil Cedex – France
Courriel : nicot@sirius-upvm.net

Burcu Özdirlik
Lab'Urba
Institut Français d'Urbanisme
Université Paris-Est Marne-la-Vallée
4 rue Nobel
77420 Champs-sur-Marne – France
Courriel : burcuozdirlik@yahoo.com

Inscription sur la liste du Patrimoine mondial, politiques de gestion et développement local : l'exemple de deux sites en Turquie

Résumé :

L'inscription sur la liste du Patrimoine mondial est recherchée d'une manière active par de nombreuses villes pour des raisons multiples : le souhait d'être « reconnu », le souci de conserver un patrimoine apprécié, et la volonté de profiter d'impacts potentiellement importants sur le développement socio-économique. C'est ce dernier point qui retient ici notre attention. Les labels « Unesco » et « Patrimoine mondial » exercent une attraction sur certains segments du marché touristique et influencent fortement la fréquentation des visiteurs. L'évolution de l'activité touristique ainsi que les conflits d'intérêt que cela entretient avec les autres activités économiques et les mesures de préservation parfois très sévères, ont des conséquences importantes sur le développement économique et social. Les autorités locales jouent un rôle important dans la gestion de ces sites et le pilotage du développement urbain. La question est si et comment les autorités publiques se saisissent de l'inscription. L'inscription devient-elle un véritable instrument de développement économique et social ? Est-elle prise en compte pour la définition des politiques de développement local, et si oui comment ? Quelle relation existe-t-il entre les politiques de gestion du site adoptées par le gouvernement local et les politiques de développement local plus générales ?

Nous allons essayer de répondre à ces questions au travers des résultats obtenus lors d'une étude de terrain réalisée sur deux sites du Patrimoine mondial en Turquie en 2008 et deux sites comparables mais non inscrits. Le premier site inscrit est le centre historique de Safranbolu, inscrit sur la liste depuis 1994 et l'autre le site archéologique de Troie, classé depuis 1998. Les sites non inscrits sont les villes de Beypazarı et de Bergama (site historique de Pergame). Les entretiens réalisés avec les acteurs du développement local (les responsables du gouvernement central et du gouvernement local, les gestionnaires du site, les présidents des chambres de commerce et d'industrie, des associations non gouvernementales ainsi que des investisseurs privés, notamment) constituent le corpus principal de cette étude avec des données quantitatives fournies par les syndicats d'initiatives et le ministère de la Culture et du Tourisme. L'analyse démontre que les acteurs du développement local se servent d'une manière déterminante de l'inscription comme un des instruments principaux de développement local. La valorisation parfois trop poussée de l'inscription est souvent faite au détriment d'autres activités économiques, ce qui fait du tourisme une des activités économiques principales. Fonder une telle stratégie de développement uniquement sur la gestion d'un site sans envisager de stratégie annexe, dans le domaine du tourisme comme dans d'autres domaines économiques, apparaît comme un réel problème.

Mots clés : Patrimoine mondial, développement local, Turquie

Inscription sur la liste du Patrimoine mondial, politiques de gestion et développement local : l'exemple de deux sites en Turquie[1]

1. Introduction

La liste du Patrimoine mondial a été créée pour définir et protéger les sites qui sont considérés comme exceptionnels à l'échelle mondiale. La volonté d'être « reconnu » et de conserver un patrimoine bien aimé n'explique que partiellement le nombre élevé de demandes de villes et de sites pour être sur la liste. Le classement est en même temps considéré comme une promesse et un instrument de développement socio-économique, surtout dans l'esprit des élus locaux (Prud'homme 2008). C'est ce dernier point qui retient ici notre attention. L'inscription a-t-elle un impact sur le développement local, et comment ?

L'influence du classement et de la protection d'un site peut être globalement positive ou négative. A priori, elle est dans tous les cas positive pour le secteur touristique : des mesures de protection et de mise en valeur des sites sont appliquées, et les labels « Unesco » et « Patrimoine mondial » exercent une attraction certaine sur certains segments du marché touristique par la caution culturelle qu'ils apportent. Or, Gravari-Barbas et Jacquot (2008) expliquent que la chaîne de raisonnement qui relie l'inscription, l'attractivité patrimoniale, le tourisme et le développement local est assez mal connue et les relations entre les sous-groupes faibles. Prud'homme (2008) ajoute que « les mécanismes du développement local sont (de la même manière) complexes, mal connus et variables dans le temps et dans l'espace. C'est pourquoi l'hypothèse de l'impact favorable de l'inscription sur le développement local est fragile et incertaine.

L'influence du classement et de la protection d'un site peut aussi être globalement négative. Les autorités sont par exemple, souvent conduites à sévèrement limiter, voire à interdire, le développement d'autres activités dans et aux abords des sites au nom de la protection. Elles peuvent édicter des règles contraignantes sur les travaux de construction ou d'entretien des bâtiments anciens. Ces règles ont généralement pour effet de renchérir le prix des travaux, et ainsi de les rendre inabordables pour les populations anciennement résidentes qui n'ont alors plus d'autre issue que de vendre leurs biens. Dans ces conditions, les sites classés peuvent voir leur population changer. La part de la population active engagée dans les activités touristiques peut devenir plus importante, les autres activités y compris l'industrie peuvent être progressivement évincées et le tourisme peut tourner à la monoculture. Cette évolution peut entraîner une hausse générale de prix, y compris les prix fonciers et immobiliers, ce qui aboutirait à un effet d'exclusion pour la population locale. Ce raisonnement reste aussi fragile et incertain que le premier car le nombre de travaux qualitatifs et quantitatifs sur la question reste limité et ne permet pas d'en tirer des conclusions.

L'étude de l'impact de l'inscription sur le développement local reste difficile à réaliser pour plusieurs raisons. D'abord les spécificités locales comme la réactivité des autorités publiques, la réceptivité des acteurs économiques, les dynamiques économiques locales et la proximité des grands circuits touristiques et des réseaux de transport, jouent un rôle important dans l'impact de

[1] Ce travail est issu d'un rapport de recherche préparé pour l'Unesco sous la direction de Rémy Prud'homme en 2008. Il est composé de trois parties. La première est une revue de la littérature consacrée aux relations complexes entre tourisme, patrimoine, inscription et développement, préparée par Maria Gravari-Barbas et Sébastien Jacquot. La deuxième est une analyse économétrique conduite sur le développement de zones touristiques en France; elle est due à Magali Talandier. La troisième consiste en une analyse comparée de sites inscrits et de sites non-inscrits en Turquie, et elle est réalisée par les auteurs de ce papier.

l'inscription sur le développement local. Deuxièmement, il ne suffit pas d'examiner ce qui se passe dans des villes déjà listées pour savoir si le classement a ou non une influence, et dans quel sens. Par définition, tous les sites qui sont sur la liste sont des sites intéressants, même si tous les sites intéressants ne sont pas sur la liste. Ce que l'on observe dans des sites inscrits risque de refléter les richesses patrimoniales et les caractéristiques de ces villes autant que l'inscription à proprement parler.

C'est pourquoi ce travail a comme objectif de contribuer à cette réflexion à travers une analyse comparée de sites inscrits et de sites non-inscrits. Cette méthode vise à mettre en évidence, sur des exemples précis, ce qui tient aux particularités du site retenu et d'autre part ce qui tient à l'inscription sur la liste du Patrimoine mondial. Pour ces études de cas, notre choix s'est porté sur la Turquie. La Turquie présente plusieurs caractéristiques qui nous ont semblé intéressantes. D'abord, c'est un des grands pays touristiques du bassin méditerranéen et il est situé à proximité des grands marchés émetteurs de l'Europe de l'ouest. Il comporte un grand nombre de richesses touristiques, naturelles et culturelles et il possède en outre un nombre suffisant de sites inscrits sur la liste du Patrimoine mondial.

Nous y avons retenu deux paires de sites aussi comparables que possible dont l'un est sur la liste et l'autre pas : deux villes ottomanes d'abord dont l'une, Safranbolu, est classée (depuis 1994) et l'autre, Beypazarı, ne l'est pas ; deux sites archéologiques importants ensuite, dont l'un, Troie, est classé (depuis 1998), et l'autre, Bergama (Pergame), ne l'est pas[2] (fig.1). L'examen détaillé de l'évolution de ces sites, de la façon dont le développement y est perçu ou conduit par les responsables locaux, du développement quantitatif et qualitatif du tourisme, devrait – ou non – faire apparaître des différences qui pourraient s'expliquer par l'inscription et la non-inscription.

L'étude de terrain a eu lieu au cours de l'année 2008. Les données quantitatives fournies par les syndicats d'initiatives et le ministère de la Culture et du Tourisme sont restreintes et ne couvrent qu'une période récente, ce qui nous empêche d'avoir une vue globale sur le développement local. C'est pourquoi les entretiens réalisés avec les acteurs du développement local (les responsables du gouvernement central et du gouvernement local, les gestionnaires du site, le président de la chambre de commerce et d'industrie, des associations non gouvernementales ainsi que des investisseurs privés, notamment), 42 au total, constituent le corpus principal de cette étude.

[2] Safranbolu correspond à trois des dix critères de sélection (un seul suffit) : (1) témoigner d'un échange d'influences considérable pendant une période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture ou de la technologie, des arts monumentaux, de la planification des villes ou de la création de paysages ; (2) offrir un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural ou technologique ou de paysage illustrant une ou des périodes significative(s) de l'histoire humaine ; (3) être un exemple éminent d'établissement humain traditionnel, de l'utilisation traditionnelle du territoire ou de la mer, qui soit représentatif d'une culture (ou de cultures), ou de l'interaction humaine avec l'environnement, spécialement quand celui-ci est devenu vulnérable sous l'impact d'une mutation irréversible. Le site archéologique de Troie correspond à trois des 10 critères de sélection : (1) témoigner d'un échange d'influences considérable pendant une période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture ou de la technologie, des arts monumentaux, de la planification des villes ou de la création de paysages ; (2) apporter un témoignage unique ou du moins exceptionnel sur une tradition culturelle ou une civilisation vivante ou disparue; (3) être directement ou matériellement associé à des événements ou des traditions vivantes, des idées, des croyances ou des œuvres artistiques et littéraires ayant une signification universelle exceptionnelle.

2. Les villes de Safranbolu et de Beypazarı

Les deux villes retenues sont Safranbolu (inscrite sur la liste du Patrimoine mondial en 1994) et Beypazarı (qui n'est pas inscrite) qui ont beaucoup de points communs. Elles ont des populations équivalentes : 35 000 à 40-000 habitants. Toutes deux sont situées dans le nord-ouest de la Turquie, donc assez proches d'Istanbul et d'Ankara tout en étant à l'écart des grands circuits touristiques. Elles sont toutes deux constituées d'un centre historique composé de maisons ottomanes des XVIIIe et XIXe siècles où se concentre l'intérêt touristique et d'une ville moderne, à l'écart, qui absorbe la croissance de la population. Elles sont entourées par des sites naturels étonnants. La ville de Safranbolu est née au confluent de deux vallées dont les rebords forment des falaises impressionnantes. Le centre traditionnel qu'on appelle *Çarşı* (le Marché) et le quartier où les habitants de la ville s'installent en été qu'on appelle *Bağlar* (les Vignobles) sont les deux quartiers historiques touristiques. La ville de Beypazarı s'est développée entre des collines aux formes étranges dont la plus étonnante est une sorte de grande lame calcaire qui ondule sur plusieurs kilomètres en ligne droite. Le centre historique est enserré entre des collines et est doté d'un centre commercial traditionnel (*Çarşı*) très vivant. Sur Google, Beypazarı est mentionnée sur 1 470 000 pages contre 1 680 000 pages pour Safranbolu, ce qui révèle une notoriété presque équivalente (fig.2).

Les deux villes constituent en même temps des références l'une pour l'autre. Ce sont les universitaires qui travaillaient à Beypazarı qui sensibilisèrent le maire et les habitants au potentiel que présente le tourisme : « Pourquoi ne faites-vous pas comme à Safranbolu ? » Türkoğlu (2008) explique que Safranbolu est une vraie référence pour les habitants de Beypazarı : la municipalité organisa un voyage d'études à Safranbolu où les habitants de Beypazarı discutèrent avec les professionnels du tourisme de Safranbolu à la fin des années 1990. Il ajoute que les professionnels du tourisme de Safranbolu ont de leur côté organisé récemment une visite d'étude pour discuter avec ceux de Beypazarı des secrets de leur succès, comme d'autres villes qui s'y intéressent.

Ces villes n'en présentent pas moins des différences importantes du point de vue qui nous occupe. En particulier pour ce qui concerne l'émergence de l'intérêt pour le patrimoine et l'activité touristique, l'application de règles de restauration et le type d'interventions mises en place.

D'abord, ***l'intérêt pour le patrimoine est plus ancien à Safranbolu qu'à Beypazarı***. La ville historique de Safranbolu attire l'intérêt des universitaires et des architectes au début des années 1970 et elle est classée *site historique* par le ministère de la Culture en 1976. Si Safranbolu n'est pas la seule ville à posséder un patrimoine ottoman exceptionnel, c'est par contre une des rares où la population a répondu favorablement à l'intérêt que lui manifestaient les spécialistes (Türker 2008). Les premiers travaux de restauration sont réalisés par le ministère de la Culture et une ONG, *Turing otomobili kurumu*, pour mettre en place des équipements touristiques. La direction du Patrimoine du ministère de la Culture est sensibilisée et des nombreuses actions de restauration sont entreprises, avec le soutien de la municipalité et de la préfecture. L'inscription par l'Unesco sur la liste du Patrimoine mondial, en 1994, vient consacrer un renouveau qui avait été amorcé plus de vingt ans auparavant. À Beypazarı, le patrimoine émerge comme une thématique importante du développement avec l'élection au gouvernement local d'un nouveau maire en 1999. Les premiers travaux de restauration sont réalisés par la municipalité avec l'aide d'écoles d'architecture et le soutien d'un mécène local. Ceci est suivi par le classement des maisons et du centre historique par le ministère de la Culture[3].

[3] Il y a 89 bâtiments classés par le ministère de la culture entre 1977 et 1979: Le nouveau gouvernement local élu en 1999 invite le ministère pour faire une deuxième évaluation où 235

Deuxièmement, ***il y a une différence de fond sur la manière dont les travaux de restauration sont conduits***. À Beypazarı, la municipalité entreprend une partie des travaux pour inciter la population et organise la restauration partielle de 500 maisons par les entreprises locales entre 1999 et 2004. Le manque de moyens financiers oblige le maire à aller vite pour obtenir des résultats visibles, et à adopter comme stratégie de restaurer d'abord ou surtout les façades et les toits. Ceci est un des reproches que font les puristes de la conservation du patrimoine (notamment à Safranbolu) : d'avoir fait du « tape-à-l'œil » et d'avoir négligé l'authenticité[4]. À Safranbolu, les travaux de restauration sont réalisés sous la supervision parfois très stricte du gouvernement et des autorités locales, selon les principes universels de la protection et de la restauration. Le plan de sauvegarde qui est préparé et approuvé en 1989 avec des prescriptions et des règles concernant le développement et la protection du site guide les autorités locales dans cette entreprise. De nombreux propriétaires et des notables qui n'ont pas suivi ces règles ont été arrêtés et condamnés à des peines de prison par le tribunal local[5].

Troisièmement, le patrimoine ne devient un moteur de développement économique que tardivement à Safranbolu alors qu'il fait parti d'une stratégie de développement local dès le début à Beypazarı. À Safranbolu, l'activité touristique est pratiquement inexistante jusqu'à la fermeture de l'aciérie de Karabük en 1994 et la crise économique locale qui suit.[6] Le développement des activités touristiques est déclenché en grande partie en réponse à cette crise qui coïncide avec la nomination de la ville sur la liste du Patrimoine mondial[7]. Le nombre de touristes augmente de 30 000 en 1995 à 70 000 en 2002 et à 134 000 en 2007 (fig.3). La capacité hôtelière passe de 1 030 lits en 2002 à 1 995 lits en 2007 (tab.1). À Beypazarı, les travaux de restauration vont de pair avec le développement des activités économiques. Les premières restaurations sont réalisées avec l'objectif de créer des équipements de la vie quotidienne comme des cafés et des restaurants

---

bâtiments sont classés ainsi que le site historique qui les contient. La municipalité de Beypazarı réalise entre temps une autre étude et recense environ 3 500 maisons typiques.

[4] Il est vrai que le souci de donner un caractère « traditionnel » à la ville a parfois été poussé assez loin. On voit ainsi, sur des photos qui montrent l'état de bâtiments avant et après restauration, des immeubles en béton datant des années 1970-80, qui ont été affublés d'avant-corps et de toits pour mieux respecter le style local. Mais il y a aussi plusieurs très belles maisons, appartenant à la municipalité, dont l'intérieur a été restauré avec beaucoup de soin et qui servent maintenant de maisons d'hôtes, de restaurants ou de musées comme *Taş Mektep*.

[5] Ceci est prévu par les lois, mais très peu appliqué dans d'autres villes.

[6] Les invités venant des autres villes ont été accueillis chez les habitants pendant des années avant que le tourisme devienne un secteur d'activité économique. Burhan Yilmaz, le directeur de l'urbanisme de la ville, rapporte que les habitants ont eu beaucoup de mal à sortir de cette approche amateur et les autorités publiques (surtout Muammer Aksoy, le sous-préfet) ont beaucoup travaillé avec eux pour leur faire comprendre qu'il s'agit d'une activité économique.

[7] Le centre sidérurgique, *Karabük Demir Celik Isletmeleri*, qui s'installe dans la ville de Karabük, à une dizaine de kilomètres au sud-ouest de Safranbolu, dans les années 1930, constitue un pôle important d'emplois et entraîne, selon Sengul (2008), un habitant de Safranbolu, la disparition de toute autre activité économique à Safranbolu, y compris l'artisanat (les tanneries, les ferronneries, etc.) et le commerce. La fermeture de l'aciérie, qui employait 17 500 personnes, puis sa privatisation, créent une crise économique locale à Safranbolu comme dans d'autres villes dans la région.

pour accueillir les visiteurs[8]. Ceci est accompagné par la création de marchés de produits locaux où les femmes vendent les produits faits maison, ce qui contribue à la création d'une ambiance locale singulière. Le maire développe en même temps une stratégie de marketing et déploie un grand activisme médiatique, notamment à la télévision et dans les journaux, pour faire connaître Beypazarı et les opérations qui y sont menées. Ces efforts portèrent leurs fruits très rapidement : le nombre de touristes passe de 2 500 en 1998, à 40 000 en 2002 et à 150 000 en 2004[9].

Quatrièmement, ***l'activité touristique se traduit par des interventions d'échelles et de contenus différents dans les deux villes***. À Safranbolu, l'accent est mis sur le développement des équipements durables comme des hôtels dont la capacité est passée de 1 030 lits en 2002 à 1 995 lits en 2007. Le nombre de nuits passées sur place, qui est en moyenne de 1,6, ne répond pas aux investissements mis en place (Turgay 2008). C'est pourquoi les autorités locales et des acteurs économiques cherchent des moyens pour exploiter les autres valeurs culturelles et naturelles dans la région, pour développer le potentiel touristique et pour diversifier la palette touristique (Türker 2008). Un autre investissement lourd, le développement d'un centre de congrès, émerge comme projet partagé par la plupart entre eux (Celtik & Kaan 2008). À Beypazarı, ce sont les activités quotidiennes comme la restauration, les expositions et le commerce qui sont préférées au développement d'équipements lourds[10]. La municipalité investit dans la renaissance des artisanats traditionnels comme la bijouterie en argent, la broderie et le tissage, organise des formations pour les jeunes et héberge gratuitement certains artisans. Elle soutient la création d'ateliers de fabrication de produits locaux et leur commercialisation dans les marchés locaux et s'organise pour les développer des mécanismes de contrôle pour maintenir un certain niveau de qualité. La municipalité a en même temps aménagé dans une vallée proche une sorte de parc naturel avec aires récréatives et restaurants qui attire ne nombreux visiteurs en provenance d'Ankara et elle favorise l'exploitation de sources thermales proches.

Finalement, les règles de conservation et l'importance accordée à l'activité touristique donnent lieu à des pratiques différentes dans les deux villes. À Safranbolu, le suivi strict des règles de conservation et l'importance accordée à l'activité de tourisme par les autorités locales émergent comme des barrières importantes pour le développement local. D'abord les règlementations sur les activités autorisées dans le secteur protégé empêchent les acteurs économiques de prendre des mesures pour augmenter le nombre de nuits passées sur place et la capacité hôtelière n'est remplie qu'à 18 %[11]. Le maire, Nihat Cebeci, considère que l'avenir de la ville est fondé sur le développement touristique malgré la faible part des revenus provenant du tourisme, qui est estimé à 5% (Adalar 2008). Le président de la chambre de commerce et d'industrie trouve que la municipalité a tendance à trop mettre l'accent sur le développement touristique alors que ce

[8] Les travaux sont réalisés par les équipes locales avec l'objectif de créer un cycle économique fermé qui permettrait à un ensemble d'acteurs économiques locaux de contribuer à et de profiter de ce dynamique

[9] Beypazarı Belediyesi (mairie de Beypazarı), *Beypazarı reborn*, 2006, page 7. Ces chiffres sont des estimations car la plupart des touristes ne passent pas la nuit sur place.

[10] Il y a actuellement environ 500 lits dans les nombreuses pensions gérées par les habitants et l'hôtel géré par la municipalité. L'accent mis sur les activités semble être une stratégie de lancement. Des projets existent par exemple pour la construction d'un établissement thermal avec hôtel, qui permettrait aux touristes de rester plusieurs jours sur place (Yavaş, Revan & Özalp 2008).

[11] Le manque d'animation en soirée (due en partie aux règlementations sur les activités autorisées dans le secteur protégé) ne contribue pas à inciter les touristes à y passer la nuit. Certains hôteliers aimeraient faire construire des piscines, mais cela est incompatible avec le respect du site.

secteur n'est pas suffisamment développé pour créer une dynamique économique importante : l'université présente par exemple un vrai atout pour la ville avec ses 2 200 étudiants et il faut trouver des moyens pour augmenter ce chiffre (Turgay 2008). À Beypazarı, les règles de conservation sont observés d'une manière sélective et ne se présentent pas comme une barrière au développement pour le moment. Le tourisme constitue une activité majeure avec l'agriculture, et il est considéré comme un vrai moteur de développement. Il y a environ 1 500 personnes qui travaillent directement dans ce secteur et environ 10 000 habitants qui vivent de l'activité touristique (Kurtulus 2008).

3. Les sites archéologiques de Troie et de Pergame

Alors que nos deux villes ottomanes présentent un grand nombre de similitudes, les deux sites archéologiques très célèbres ont, eux, plus de différences que de points communs. Il s'agit du site de Troie, inscrit sur la liste du Patrimoine mondial, et de Pergame (dans la ville actuelle de Bergama) qui ne l'est pas. Ils sont tous les deux situés à l'extrême ouest de la Turquie, à proximité de la mer Egée mais pas directement sur la côte. Le premier se trouve en pleine campagne, à quelques centaines de mètres du village de Tevfikiye, alors que le second est à la lisière de la ville de Bergama. Comme le savent les lecteurs d'Homère, Troie a été détruite et il n'en reste plus guère aujourd'hui que quelques pans de murs de brique ou de pierre mis à jour par les archéologues. Pergame a certes pâti des prélèvements qui ont été faits aux XIXe et XXe siècles et qui font la gloire de plusieurs musées européens (surtout le Pergamon Museum de Berlin), mais offre encore de beaux restes, notamment un théâtre accroché à flanc de colline (fig. 4).

On a donc d'un côté un mythe puissant, d'un autre une réalité tangible, qui bénéficient de flux touristiques importants mais qui contribuent assez peu au développement local (tab.2, fig.5). Ces sites qui présentent des différences importantes ont des problèmes et des réponses semblables concernant l'intérêt pour le patrimoine et l'activité touristique.

D'abord, l'intérêt pour le patrimoine est relativement ancien dans les deux sites, tous deux classés par le Conseil national du Patrimoine. À Troie, le site est sous la protection du gouvernement central depuis l'époque de Schliemann. Le périmètre de la zone archéologique a été élargi en 1971, 1981 et 1991 pour attendre sa superficie actuelle en 1995. L'idée de créer un parc national qui englobe le site date des années 1980. Elle est issue de l'équipe allemande d'archéologie dirigée par Kaufmann, et elle est soutenue par des archéologues turcs comme Güvenç, Cambel et Özdoğan. Cela ne se réalisa qu'en 1996 où un parc national de 12 km sur 12 km est créé sur la péninsule. Le territoire du village de Tevfikiye, comme ceux de la municipalité de Kumkale et de quatre villages voisins, se trouve entièrement dans ce Parc historique national destiné à protéger le site de Troie et son environnement. À Pergame, il s'agit des sites archéologiques qui se trouvent à la périphérie de la ville de Bergama et qui entourent le centre historique de l'époque ottomane, site urbain classé. Les différents sites ne sont pas réunis dans un parc comme c'est le cas avec Troie et les règles de protection dépendent des spécificités de chacun.

Deuxièmement, la relation entre les règles de protection et le développement des activités économiques se constitue des manières différentes dans les deux sites. À Troie, les terres agricoles qui se trouvent à l'intérieur de zone protégée constituent la ressource principale des habitants, qui continuent à exercer leur activité, mais les techniques contemporaines d'agriculture mettent en danger les sites archéologiques qui ne sont pas encore exploités (Arslan 2008). Par ailleurs, les mesures de protection interdisent pratiquement toute nouvelle construction à l'intérieur du parc et les éleveurs ne peuvent pas par exemple construire de nouveaux bâtiments pour développer leur activité en dehors des villages, ce qui provoque diverses nuisances (Erte 2008). Une autre contrainte concerne l'énergie éolienne : la région dispose d'un fort potentiel pour l'énergie

éolienne, mais il n'est pas possible de construire un parc d'éoliennes à l'intérieur du parc national. Un autre regret semble concerner l'exploitation de la côte égéenne : le maire de Kumkale explique que la village dispose de 22 km de côtes qui attireraient sans doute des développeurs s'il n'y avait les restrictions concernant le développement urbain. À Pergame, les règles de protection ne semblent pas poser de problèmes de ce type, essentiellement à cause du périmètre parfois trop serré des sites archéologiques en question. Il existe néanmoins des mesures strictes concernant la protection et la restauration des maisons et des monuments dans le centre historique, ce qui a pour effet de renchérir fortement les travaux. Du coup, beaucoup de propriétaires n'ont plus les moyens d'entretenir leurs biens qui, faute de travaux conservatoires continuent à se dégrader. Il y a de plus en plus de gens venant d'autres villes qui achètent ces maisons pour très peu cher à des propriétaires qui n'ont pas de moyens financiers pour profiter de leur bien (Köseoğlu 2008).

Troisièmement, ***les habitants ne bénéficient que d'une manière marginale des retombés de l'activité touristique dans les deux sites***[12]. À Troie, étant privé des moyens de développer leur activité économique principale, l'agriculture, les habitants qui vivent dans le parc national et à la proximité du site de Troie ne profitent pas non plus de l'activité touristique. Les touristes qui visitent le site arrivent à Troie sans traverser Tevfikiye ni Kumkale, qui sont évités par la grande route menant directement au site. Le village de Tevfikiye n'a que quelques cafés et restaurants, un petit hôtel et quatre pensions avec 100 lits au total. L'activité touristique n'occupe que quelques dizaines de personnes (Er 2008). L'essentiel de l'infrastructure touristique (hôtels, sociétés de transport…) se trouve au chef-lieu du département, à Çanakkale, et Troie dépend totalement de Çanakkale pour son activité touristique. La capacité hôtelière du département de Çanakkale est de 15 000 lits (en comptant les hôtels et les pensions, qu'ils soient agréés par le ministère du Tourisme ou par la municipalité, ces derniers représentant 27 % du nombre de lits). Cependant, cette capacité hôtelière qui reste faible explique, ou est une conséquence, du fait que beaucoup de touristes qui visitent Gallipoli (site de la bataille des Dardanelles, 1916) ou Troie ne passent pas la nuit sur place : les hôtels sont remplis seulement à 38% selon Ali Akol, un directeur d'hôtel. L'inscription sur la liste du Patrimoine mondial en 1998 ne semble pas avoir réellement boosté l'activité hôtelière : le nombre de lits a certes doublé dans le département depuis l'an 2000, mais il reste modeste et en 2007 les arrondissements qui ne sont pas concernés par les Dardanelles ni par Troie représentent près des 2/3 des lits.

À Pergame, les touristes visitent les sites souvent en groupes, en autocar, et les deux sites principaux sont accessibles par de bonnes routes qui évitent le centre-ville. Bergama est une des étapes des circuits en Anatolie de l'ouest. Ceux qui partent d'Istanbul passent par Troie, ils restent la nuit dans les environs (à Çanakkale ou ailleurs) pour s'arrêter à Bergama le lendemain. Ils visitent souvent un seul site, déjeunent et font quelques achats à l'entrée de la ville pour ensuite descendre à Kuşadası. Sous l'impulsion des tour-opérateurs, plusieurs grands restaurants et des magasins vendant des souvenirs et des produits plus ou moins locaux (par exemple le cuir) ont été installés à l'entrée de la ville par des investisseurs extérieurs, de façon que les groupes puissent trouver tout ce qu'il leur faut sans avoir à pénétrer dans la ville elle-même[13]. Le nombre de nuits

[12] Le site de Troie constitue un point d'attraction important avec près de 420 000 visiteurs en 2004, 583 000 en 2005, 276 000 en 2006 et plus de 380 000 en 2007. À Pergame, la fréquentation se maintient à près de 400 000 visiteurs par an (dans les sites payants) mais avec des fluctuations importantes dues à la conjoncture mondiale (Sarioglu 2008, Direction du musée de Bergama).

[13] Sarioglu explique que cette situation est en partie due à la décision de la municipalité d'interdire l'entrée dans la ville aux autocars, pour des raisons de circulation et le manque de parking : il ajoute que ces mesures ont obligé les tours opérateurs à quitter la ville et les commerçants qui étaient au centre ville à se déplacer vers la périphérie.

passées sur place ne dépasse guère 1 pour ceux qui restent dans des hôtels. C'est pourquoi les équipements touristiques de la ville de Bergama restent limités. Il y a en 2007 cinq hôtels et huit pensions avec une capacité de 560 lits, douze restaurants qui se trouvent soit dans la nouvelle ville, soit à la périphérie, et cinq cafés au total au service des visiteurs[14] (tab. 3). Les autorités et les acteurs économiques des deux sites sont d'accords sur le fait que l'évolution de l'activité touristique d'une organisation personnelle à une organisation professionnelle et d'un tourisme personnel à un tourisme de masse est la raison principale derrière ce problème (Cebeci 2008). Les circuits touristiques sont de plus en plus orientés par les tours opérateurs et les responsables publics n'ont aucune influence sur la programmation de ces visites (Üper, Eren, Cebeci 2008)[15]. Les élus locaux et les ONG de Bergama font des efforts pour renforcer les relations avec les tours opérateurs : ils ont par exemple organisé un voyage à Istanbul en 2007 pour discuter avec eux et pour les inviter à visiter la vieille ville. Ces contacts n'ont pour le moment aboutit à aucun résultats[16].

Quatrièmement, la relation qu'entretiennent les habitants et les autorités locales avec les sites archéologiques reste marginale à cause de la dualité entre l'activité économique et les mesures de protection, et de l'insuffisance de retombés économiques de tourisme. À Bergama ceci est aggravé par les équipes responsables de fouilles qui ne partagent pas leurs trouvailles avec la ville et restent très détachées de la vie sociale locale (Cebeci 2008). À Troie, l'approche « trop » scientifique de ces équipes et le manque de volonté de se mettre en relation avec les habitants aggrave la situation de la même manière (Er 2008). Er, le maire de Tevfikiye, et Kekeç, le directeur du conseil du Patrimoine responsable de Troie, soulignent que les relations entretenues avec les habitants sont très importantes pour obtenir leur coopération et que Kaufmann avait su par exemple faire appliquer certaines mesures de protection grâce à ses relations personnelles avec les habitants. Par ailleurs, les habitants visitent de moins en moins ces sites qui leur appartiennent à cause des coûts élevés d'entrée[17]. Les autorités locales, qui sont exclues de la gestion des sites par des institutions étrangères qui les exploitent, semblent consolider cet état de choses en mettant l'accent sur les autres sites d'intérêt qui se trouvent à la proximité. À Bergama ce sont le centre historique ottoman et les monuments de la même époque qui passionnent le plus le gouvernement local, qui cherche des moyens pour réaliser des travaux de restauration. À Çanakkale, Troie qui joue un rôle de locomotive dans l'activité touristique, semble être mis de coté en faveur de la

[14] Cebeci indique que les hôtels qui ont des contrats avec des tours opérateurs sont remplis à 80% en juillet et août. Les autres sont remplis à 30-35 % seulement pendant la même période. Ce chiffre descend jusqu'à 5 % en hiver.

[15] Les visiteurs étrangers de Troie constituent 40 à 45 % des entrées, ces derniers étant plutôt en groupes (75 % des billets délivrés aux étrangers le sont à des agences de voyages), et passent peu de temps sur place. La proportion des touristes en groupes est d'environ 60 % à Pergame et ils ne visitent qu'une partie du site archéologique : soit l'Acropole soit l'Asclépieion (Sarioglu 2008).

[16] Sarioglu (2008) explique que l'activité des tours opérateurs se base sur des commissions qu'ils reçoivent des commerçants (environ 65-70 euros par personne) et c'est grâce à cela qu'ils arrivent à offrir des produits à bas prix. Les commerces locaux devraient s'organiser pour pouvoir payer cette somme, pour négocier avec les tours opérateurs, ce qu'ils n'arrivent pas faire pour le moment.

[17] Le ministère de la Culture et du Tourisme qui appliquait des tarifs préférentiels aux visiteurs turcs a été contesté auprès de tribunaux et a été obligé de définir un même tarif pour tout le monde : il faut actuellement payer 10 YTL par personne (environ 5 euros au cours du printemps 2008) pour visiter l'Acropole, par exemple, ce qui est un tarif élevé pour la plupart des familles turques.

péninsule de Galipoli par exemple où le souvenir de la bataille des Dardanelles attire tous les ans des foules importantes[18].

Enfin, les acteurs politiques et économiques des deux sites accordent une place privilégiée à l'activité touristique et travaillent sur des nouveaux projets qui permettront de développer cette activité. Les deux semblent être d'accord sur le fait que les sites archéologiques en question ne suffissent pas seul pour créer une telle dynamique de développement. À Çanakkale, les professionnels du tourisme demandent le renforcement des fouilles archéologiques qui restent très limitées à cause du manque de moyens financiers sur l'ensemble de sites archéologiques à proximité. Ces sites, qui comportent aussi des ressources naturelles, devraient être exploités dans une stratégie d'ensemble. L'amélioration du réseau de transports est définie comme l'enjeu principal face à un tel défi. À Bergama, les propositions sont plus modestes. La municipalité cherche des moyens pour profiter de l'intérêt que provoque le site archéologique pour dynamiser le centre historique. La préfecture et la fondation de la Culture et de l'Art de Bergama organisent des formations pour développer les activités artisanales. Les difficultés concernant le tourisme international et la dépendance aux tour-opérateurs incitent les responsables à valoriser le tourisme national : Süter insiste par exemple sur l'importance de développer de tourisme thermal et naturel ainsi que le tourisme de congrès.

4. Conclusion

Nous avons constaté dans les quatre sites que l'activité touristique et la préservation du patrimoine se nourrissent l'une l'autre. Mais au-delà de cette constante, un fait marquant ressort de cette étude : c'est la grande diversité des quatre situations locales que nous avons observées, quelle que soit la manière dont on les compare : entre les deux villes « Patrimoine mondial », entre les deux villes non inscrites, entre les deux villes ottomanes comme entre les deux sites antiques. Safranbolu mise sur un tourisme culturel, alors que Beypazarı, sans négliger son patrimoine, s'est lancée avec succès dans un développement plus commercial. Troie présente des vestiges de la plus haute antiquité mais d'une austérité telle que nombre de touristes en repartent déçus, malgré les avertissements de plusieurs guides (imprimés), tandis que Bergama déploie ses ruines monumentales dans un site grandiose et rêve de faire mieux connaître son patrimoine ottoman…

L'analyse comparative sur ces sites turcs, qui porte sur un échantillon réduit, est sans doute fragile et les résultats ne peuvent pas être généralisés. Elle montre néanmoins et d'une façon claire que l'inscription sur la liste n'a pas toujours d'effets majeurs. Cela montre que le label Unesco n'est pas une recette magique et il n'est ni une condition nécessaire ni une condition suffisante au développement économique.

L'analyse de deux villes largement comparables, Safranbolu et Beypazarı, montre que le label Patrimoine mondial n'a pas été un facteur important du développement local et que le développement du patrimoine s'intègre mieux dans le développement économique à Beypazarı qu'à Safranbolu. Le label a surtout contribué à la préservation des richesses patrimoniales de Safranbolu. Il a aussi contribué à la faire connaître, et à y attirer des touristes. Mais il n'a pas déclenché une dynamique de développement. À Beypazarı, l'absence de label n'a pas empêché

[18] On peut voir une mesure de l'importance respective que la préfecture de Çanakkale accorde à Troie et à Gallipoli dans une brochure de présentation du département (Çanakkale Valiliği, *Çanakkale*, Ekin Grubu, Istanbul, août 2006, 3e édition, 140 p., en anglais). Six pages (90-95) sont consacrées au site de Troie et l'inscription de Troie sur la liste du Patrimoine mondial n'est même pas mentionnée. Le parc national historique de Gallipoli est présenté dans un chapitre entier, sur 18 pages (46-63).

une telle dynamique et le patrimoine y fait partie d'une stratégie de développement local. On peut même sans doute penser que l'absence de label a facilité cette dynamique, d'une double façon. Elle a forcé en quelque sorte les élus locaux à inventer d'autres moteurs du développement. Et l'absence de label a aussi signifié une absence de contraintes qui a favorisé certaines actions de développement qui s'appuient sur d'autres atouts que le patrimoine : le développement de l'artisanat, les promotions de produits locaux et la valorisation des sites naturels. L'analyse de deux sites archéologiques, Troie et Pergame, montre de la même manière que le label Patrimoine mondial n'a pas été un facteur important du développement local. Les deux sites attirent de flux touristiques importants qui contribuent assez peu au développement local. Les règles de protection résultent dans la restriction de certaines activités économiques et les habitants ne sont pas récompensés pour cette perte par les gains d'une activité touristiques florissante. À Troie, il s'agit des contraintes fortes sur le développement des villages inclus dans le périmètre de protection du parc national historique. À Bergama, les freins qui existent tiennent surtout au rapport de force entre les tours-opérateurs et les autorités locales, et rien ne laisse penser qu'une inscription sur la liste du Patrimoine mondial permettrait de les supprimer.

Dans les deux sites inscrits sur la liste du Patrimoine mondial, les autorités locales qui les gèrent sont pleinement conscientes de leur valeur exceptionnelle. Pour elles, cette inscription est ressentie d'abord comme la reconnaissance d'un mérite intrinsèque, survenue après un long travail sur le site. Les contraintes imposées par la conservation ne sont pas considérées comme une gêne, mais plutôt comme un guide et éventuellement une sécurité qui permet d'éviter des erreurs. Mais ni à Troie ni à Safranbolu l'inscription sur la liste n'a entraîné une forte hausse de la fréquentation touristique. Les autorités et les professionnels du tourisme des deux villes qui ne sont pas inscrites sur la liste du Patrimoine mondial pensent que l'inscription améliorerait leur visibilité internationale et donc leur activité touristique. Pour Bergama, la non-inscription est surtout ressentie comme une injustice compte tenu de la valeur du patrimoine non seulement antique mais aussi ottoman. Les autorités font aussi valoir que l'inscription permettrait d'obtenir le soutien de l'Unesco pour obtenir le retour d'une partie des œuvres archéologiques qui ont été emmenées dans des musées étrangers. À Beypazarı on a plutôt l'impression que la ville va continuer à se développer et à mettre en valeur ses richesses malgré la non-inscription. Et au final, c'est tant pis pour la liste du Patrimoine mondial !

Bibliographie

Beypazarı Belediyesi (mairie de Beypazarı), *Beypazarı reborn*, 2006

Çanakkale Valiliği, *Çanakkale*, Ekin Grubu, Istanbul, août 2006 (3e édition), 140 p., en anglais

Gravari-Barbas Maria, Jacquot Sébastien. (2008) « Impacts socio-èconomiques de l'inscription d'un site sur la liste du Patrimoine mondial : une revue de la littérature » in Prud'homme Rémy, Gravari-Barbas Maria, Jacquot Sébastien, Talandier Magali, Nicot Bernard Henri et Özdirlik Burcu. *Les impacts socio-économiques de l'inscription d'un site sur la liste du Patrimoine mondial : trois études*, rapport de recherche préparé à la demande du Patrimoine mondial de l'Unesco, pp.17-74

Prud'homme Rémy. (2008) « Résumé et conclusions » in Prud'homme Rémy, Gravari-Barbas Maria, Jacquot Sébastien, Talandier Magali, Nicot Bernard Henri et Özdirlik Burcu, *Les impacts socio-économiques de l'inscription d'un site sur la liste du Patrimoine mondial : trois études*, rapport de recherche préparé à la demande du Patrimoine mondial de l'Unesco. pp. 3-16

Nicot, Bernard Henri et Özdirlik Burcu. (2008) « Les impacts socio-économiques de l'inscription sur la liste du Patrimoine mondial : deux comparaisons en Turquie » in Prud'homme Rémy, Gravari-Barbas Maria, Jacquot Sébastien, Talandier Magali, Nicot

Bernard Henri et Özdirlik Burcu, *Les impacts socio-économiques de l'inscription d'un site sur la liste du Patrimoine mondial : trois études*, rapport de recherche préparé à la demande du Patrimoine mondial de l'Unesco, pp.111-153
Somuncu Mehmet, Yigit Turgut et Bölükbasi Ertürk, Esra. (2007) *Türkiye'deki dünya miras alanlarinin güncel durumlarinin saptanmasi raporu : Safranbolu*, Unesco Türkiye Milli Komisyonu Kültürel Miras Ihtisas Komitesi, Ankara.
Tuncer Mehmet. (1999) Bergama kentsel ve arkeolojik sit alanlarinin korunmasina yönelik politikalar, rapport de recherche, document étudié à la municipalité de Bergama.

Annexe : les entretiens :

Mehmet Adalar	ingénieur en construction, membre du conseil municipal
Nuray Türker	maître de conférences, école professionnel de tourisme, université de Karabük
İbrahim Canbulat	architecte, propriétaire et directeur de l'hôtel Gül Evi
Mustafa Sucu	ingénieur en cartographie, directeur du conseil régional du patrimoine historique et naturel
Birol Şengün	propriétaire et directeur de l'hôtel Çeşmeli konak
Enver Temel	directeur de l'hôtel Asmazlar Konagi-Turing
Burhan Yilmaz	directeur du bureau d'urbanisme de la municipalité de Safranbolu
Başak Dökmeci	architecte, bureau d'urbanisme de la municipalité de Safranbolu
Safiye Partal	directeur du bureau du tourisme, direction départementale du tourisme de Karabük, ministère de la Culture et du Tourisme
Kaan Elverir	guide touristique
Didem Karpuz	service culturel, municipalité de Safranbolu
Sevgi Celtik	service culturel, municipalité de Safranbolu
Hüseyin Ünal	président de l'association des sociétés de tourisme
Haluk Turgay	président de la Chambre de commerce et d'industrie de Safranbolu
Nihat Cebeci	architecte, maire de Safranbolu
Mansur Yavas	avocat, maire de Beypazarı
Banu Revan	chef de cabinetl du maire de Beypazarı
Yakup Türkoglu	propriétaire et directeur du café-hôtel Meva Konağı, Beypazarı
Cengiz Özalp	président de la Chambre de commerce et d'industrie de Beypazarı
Yavuz Kurtulus	président de la fondation pour la culture et le tourisme de Beypazarı
Nusret Erdogan	propriétaire et directeur de Dostlar Restaurant, Beypazarı
Ali Firat	dessinateur, directeur du bureau de l'urbanisme, Beypazarı
Mesut Ünsal	musicien (Bag Evi) , Beypazarı
Hüsnü Bayramoglu	propriétaire et directeur de Bag Evi Restaurant, Beypazarı
Lütfi Temiz	bijoutier, directeur de Gümüs Sarayi, Beypazarı
Ismail Kansiz	directeur départemental du tourisme de Çanakkale, ministère de la Culture et du Tourisme
Hüseyin Yalman	président de l'association des entrepreneurs et des industriels (CASIAD)
Kutsi Arpaca	professionnel du tourisme, CASIAD
Salih Yildiz	ingénieur en construction, CASIAD
Ali Akol	propriétaire et directeur de l'hôtel Akol
Ahmet Kasikçi	président de l'association du tourisme de Çanakkale
Mehmet Er	*muhtar* (responsable élu du village) de Tefikiye
Süleyman Erte	maire de Kumkale

Tevhid Kekeç	archéologue, directeur du conseil régional du patrimoine historique et naturel
Hanifi Araz	directeur, Agence de tourisme Anzac House
Ekin Kozal	archéologue, maître de conférences, université du 18-mars, Çanakkale
Rüstem Arslan	archéologue, maître de conférences, université du 18-mars, Çanakkale, directeur des fouilles archéologique de Troie et membre de la fondation de Troie
Tevhid Kekeç	archéologue, directeur du conseil régional du patrimoine historique et naturel
Yalçin Balci	entrepreneur privé
Ismail Kansiz	directeur départemental du tourisme de Çanakkale, ministère de la Culture et du Tourisme
Ismail Köseoğlu	urbaniste, service de la restauration, municipalité de Bergama
Mustafa Cebeci	directeur départemental du tourisme de Bergama, ministère de la Culture et du Tourisme
Hüseyin Eren	sous-préfet de Bergama
Adnan Sarioglu	archéologue, directeur du musée de Bergama et des sites archéologiques
Rasit Ürper	maire de Bergama
Mustafa Durmaz	ingénieur en cartographie, président de la fondation pour l'art et de la culture de Bergama, membre du conseil municipal
Ali Ihsan Süter	président de la Chambre de commerce et d'industrie de Bergama

Figure 1. Les sites étudiés et les autres sites du Patrimoine mondial en Turquie.

Figure 2. Safranbolu et Beypazarı, vues générales des centres historiques

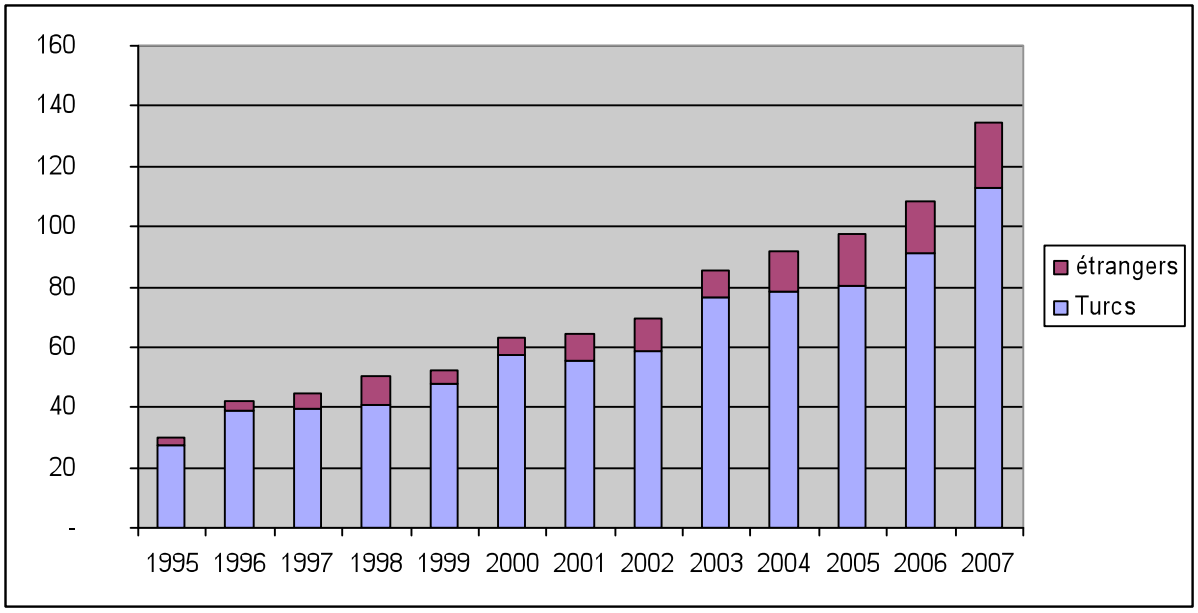


Figure 3. L'évolution de la fréquentation touristique à Safranbolu, Turcs et étrangers, 1995-2007 (en milliers de personnes passant au moins une nuit sur place)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Établissements						
Agréés par le ministère du tourisme	10	9	12	12	12	14
Agréés par la municipalités	17	16	18	21	28	30
Pensions	20	25	30	30	25	30
Total	47	50	60	63	65	74
Lits						
Agréés par le ministère du tourisme	398	410	471	470	700	795
Agréés par la municipalités	462	542	582	810	850	880
Pensions	170	200	250	250	330	320
Total	1030	1152	1303	1530	1880	1995

Tableau 1. Tableau 1. L'évolution de la capacité hôtelière de Safranbolu, 2002-2007 (Source : Syndicat d'initiatives de Safranbolu, différents documents)

Figure 4. Troie et Pergame, vues générales sur les sites archeologiques

	2004	2005	2006	2007
Musée	10,2	6,8	6,7	6,7
Troie	416,4	583,5	276,2	380,7
Assos	28,5	85,9	58,2	74,2
K. Kalesi	88,3	65,0	30,2	55,3
Apollon T.	2,4	1,6	1,6	12,3
Alexandria	0,4	0,5	0,5	0,7
Total	546,2	743,4	373,4	530,0

Tableau 2. Tableau 2. Nombre de visiteurs (payants et gratuits) dans les sites à entrée contrôlée du département de Çanakkale, 2004-2007 (en milliers) (Source: direction de la Culture et du Tourisme de Çanakkale, 2008)

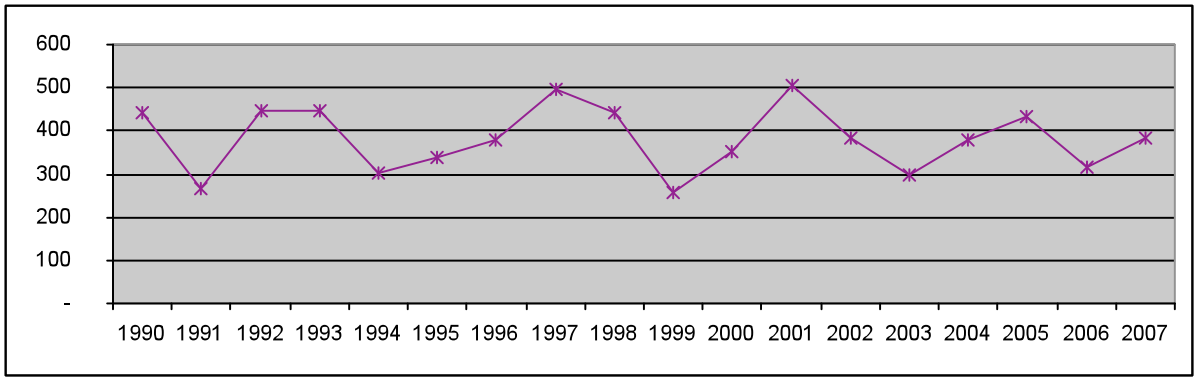


Figure 5. Évolution de la fréquentation touristique à Bergama (4 sites payants, y compris les entrées gratuites), 1900-2007 (Source : Direction du musée de Bergama)

	2006-2007
Établissements	
Agréés par le ministère du Tourisme	2
Agréés par la municipalité	3
Pensions	8
campings	3 (40 tentes et 3 bungalows)
Total	16
Lits	
Agréés par le ministère du Tourisme	240
Agréés par la municipalité	118
Pensions	202
Total	560

Tableau 3. Capacité hôtelière de Bergama, 2007 (Source : Rapport interne de l'université technique de Yildiz, « Ekonomik Yapi sentez Raporu »)

A Virtual Reality Model for The People Who Never Able to Visit a Heritage Site, a Preliminary Technical Report

Niknami, Kamal Aldin.
(University of Tehran)

Niknami, Kamal Aldin
Department of Archaeology
University of Tehran
Enghlab Street, Tehran, Iran
Email: kniknami@ut.ac.ir

A Virtual Reality Model for The People Who Never Able to Visit a Heritage Site, a Preliminary Technical Report

Abstract:
The historic environment (heritage site) makes a significant contribution to the cultural, social and economic parts of the societies. It provides a unique form of information and livelihood and it is a powerful generator of wealth and prosperity, particularly within the tourism industry. Access to the historical sites can be regarded as the visitors' right and the officials must make use of the appropriate possibilities for the same rights. But, today, accessibility and participation of people in such social and cultural activities have the special characteristics related to the restrictions caused by the critical factors including for example, the physical disabilities of some visitors, travel expenses problems, ongoing fieldwork constraints or the bad weather conditions and so on. This paper aims to design a virtual reality model with a three dimensional visualization system for whom the historic environment may be regarded as barriers and so it may be inaccessible. In the most recent years the study of a historical environment (heritage site) has become a knowledge with the use of modern technology, not just to understand and interpret the object itself, but to transmit the knowledge acquired to a broad and heterogeneous public, via appropriate media and at all levels of interest and comprehension. Virtual reality of ancient sites is currently enjoying a period of great activity and interest on the part of the wider public, thanks to the development of innovative devices, with which it is possible to recreate not only the forms and materials of the ancient worlds, but also to evoke their use and meaning in daily life, creating sense in which they may find their cultural identities. As an application area the archaeological site of Takt-e Soleyman a World Heritage site in northwestern Iran, has been chosen. Besides appropriate data acquisition and recording, the information is managed in such a way to guarantee the functioning of the model to fulfill the visitors' requirements during a virtual visit of the site. The development of the model aims to serve the decision –making process and to bring the possibilities to the people who due to some reasons could never be able to visit and enjoys a real heritage site.

Keywords: Virtual reality model, virtual visit, World heritage site, tourist access right, Tak-e Soleyman

A Virtual Reality Model for The People Who Never Able to Visit a Heritage Site, a Preliminary Technical Report

1. Introduction

The growing innovation of new computer software and the advance of hardware lead to improvement in image demonstration and 3D models. In effect, 3D models are a synthesis of mathematical equations, computer graphic designs and 3D computer vision in various visualization forms (Earl and Wheatley 2001 pp. 8). 3D models have myriad uses and the scope of its use extends to pure researches across different sciences including the creation of artistic phenomena and virtual demonstration of objects in scientific as well as theoretical domains (Barcelo 2000, Reilly 1990, Gottarelli 1995). The present research aims at demonstrating technical ways to using 3D reconstruction models and virtual reconstruction which have wide-ranging applications in archaeology and especially in the reconstruction of monuments and other historical sites (Barcelo 2000). This research utilized especial methods for archaeological record documentation of the requisite data. The result of the research points to the fact that the art of information technology is a powerful tool for development through which comprehensive studies which were not possible before, can be attained (Gillings 2000, Lucet 2000). The focus of this study is the virtual reconstruction of a Sassanian heritage site (5_{th} and 6_{th} century AD) which was discovered and excavated in the past few years. The importance of the site besides its potential as being of a historical source relates to its architectural elements discovered here, which are considered as the Sassanian artistic masterpieces. Even though the significance of the present research is technical, its result can be construed as offering an effective perspective on the management of archaeological, historical and artistic record documentation and conservation (Gillings 2000, Gillings 1999, Goodrick, and Gillings 2000).

2. Material and Methods

Takht-e Soleyman "The Throne of Solomon" is the holiest shrine of Zoroastrianism and the former Sassanid Empire. On 3 July 2003, twenty-four sites were inscribed by the UNESCO as a collective World Heritage Site; one of these sites was the Takht-e Soleyman. It is located near the modern town of Takab, West Azarbaijan in Iran. The fortified site is situated in a valley, set amid a mosaic of cultivated fields 600 km west of Tehran. The site includes the remains of a Zoroastrian sanctuary partially rebuilt during the Ilkhanid period, as well as a temple from the Sassanid ages that was dedicated to the Persian goddess Anahita (modern Persian Nahid). Like many other sites in Iran such as Firouzabad, the designs of the fire temple, the palace and the general layout are thought to have heavily influenced the development of Islamic architecture. Legend has it that King Solomon used to imprison monsters inside the 100 m deep crater of the nearby Zendan-e Soleyman "Prison of Solomon". Another crater inside the fortification itself is filled with spring water; Solomon is said to have created a flowing pond that still exists today. A 4th century Armenian manuscript relating to Jesus and Zarathustra, and various historians of the Islamic period, mention this pond. The foundations of the fire temple around the pond is attributed to that legend. Archaeological excavations have revealed traces of a 5th century BC occupation during the Achaemenid period, as well as later Parthian settlements in the citadel. Coins belonging to the reign of Sassanid kings, and that of the Byzantine emperor Theodosius II (AD 408-450), have

also been discovered there. According to legend, each potential Sassanid ruler journeyed there to humble himself at the sacred fire altar before ascending the throne (Fig.1).

3. Application of the model

3.1 The first stage; researching, drawing and recording data

For the ease of recording numerous architectural elements of the site we used digital photography techniques and then we identified the points in question through a point control network system along with configuration of the shapes of the triangles in the network (Drap et al. 2000). This process was conducted separately for the surfaces which were formed from many fragmented plots. In this stage, the designated points on the photos were measured by softwares especially by AERIAL.5. At this stage by fitting together data points and triangle lines in AutoCAD resulted in a number of linear mosaic images (Buzzanca, and Giorgi, 1996). Another approach employed in the research to record and produce 2D images and 3D models was making use of GIS software capabilities in which the designated control points were measured by GPS and UTM features. In order to come up with a colored mosaic image of the selected surfaces with real features, both ArcView and ERDAS softwares should be fitted with the ability to change image into system features. In addition to the above softwares, measurement ability makes possible the rotation and enlargement of sections of the images which are essential for the modeling process. In the above GIS system, a method was initiated by altering the first type with three or four control points and when all the control points have been changed into similar feature system, it is possible to merge different images into a 3D mosaic model or into a 2D plot. The advantage of this method is that besides its technical ability, it can also open and edit all the selected drawings (line or point) in new windows (Forte et al. 2000).

3.2 The second stage; the process of shape computation and production

The process of producing and demonstrating 3D archaeological materials, which begins with spatial reconstruction of shapes, is a complicated one. Materials whose shapes or part of them have eroded should be reconstructed first. In order to reconstruct and repair the missing parts, it is necessary to synthesize the related pieces, repair the damaged surfaces and finally compare them with identical but sound phenomenon. Although it has become easier today to construct 3D models of shapes of objects and building through the advances in the relevant computer softwares, the production of the above shapes will be somewhat unreal if there is no true understanding of the fundamentals and language related to the process of the production of shapes as well as the principles of how to measure them. This research which has made use of 3D reconstruction is summed up as a way to illustrate the process of measuring shapes. Generally speaking, in order to produce and demonstrate every shape used in this research, the production, computation and analysis of three important elements, namely ridges, implicit polynomial multivariate, and medial axes were taken into account. Synthesis and integration of the above elements provide a basis for producing and demonstrating the shapes. In 3D model shapes, the ridge represents spatial 1D demonstration of the curves on the surfaces, implicit polynomial multivariate represents spatial 2D demonstration of all the selected surfaces, and medial axes represent the size of the shapes along with their 3D spatial demonstration. The contours of a 2D shape are surrounded by a closed curve with two convex and concave sections. These two sections are distinct from each other where the curve reaches zero. Similarly, especial points can be seen on the contours of a shape where the curves have a maximum and a minimum. The maximum and minimum of points are considered the convex and concave points. Therefore, the ultimate points of medial axes of each shape are the contact center on the peak of a concave point (Leymarie 2006).

This process is more complicated in 3D shapes. Unlike 2D shapes with three distinct parts, the contours of 3D shapes are distinguishable from each other in such a way that (a) - the convex sections where both of the two main curves are positive, (b) -the sections where both of the curves are negative (cases in which the surfaces are completely concave), and (c) - the spiral section of the shape where one of the main curves is positive and the rest are negative. In contrast to 2D shapes which have a bend on the two maximum and minimum points, 3D models are distinguishable from each other in terms of the cluster of curves where the two main curves form a maximum peak on the line of the related one through a contact with each other. In this case, smaller curves form the points of minimum height. The ridge on the peak sections of the surfaces in parallel with multilateral peak margin, are identified as completely smooth but in a completely highlighted linear form, whereas the ridge on the concave parts of a surface is displayed in folded format (Cipolla 1995).
Multivariate implicit polynomial is a powerful algebraic function which lays the ground for representation the curves as well as 2D and 3D surfaces (Bloomenthal et al. 1997). For example, a surface of implicit polynomial multivariate with d_{th} degree is the zero set of a d_{th} degree explicit polynomial, i.e. the set of points *(x, y, z)* where the explicit polynomial is zero.

$$f(x,y,z) = \sum i + j + k \le d^{cij\,k} \times^{ij\,k\ldots} z^{k} = 0 \qquad (1)$$

For instance, the set of points (*x, y, z*) for which

$$(X - X_0)^2 + (y - y_0)^2 + (z - z_0)^2 - R^2 = 0 \qquad (2)$$

Is the equation of a sphere of radius **R** whose center is

$$x=x_0,\ y=y_0,\ z=z_0 \qquad (3)$$

This kind of equations are useful for representing blobby closed surfaces, open patches, surface attached to ridges and cylindrical shapes ((Stackner 2000).
Multivariate implicit polynomial has two main applications; (a) -as a low resolution approximation to a complex surface, an implicit polynomial function can be used to extract coarse geometry useful for shape recognition or crude assembly of fragments into reconstructions. (b) - as a close fit to the data.

In the present research, the above equations were utilized to determine and alter the shapes. With this in mind, locating contact lines among the equations in relation to measurement and estimation of points was done by identifying and measuring the main bends. Technically speaking, this kind of modeling which is used to produce 3D shapes involves some stages that we performed in this research by synthesizing the necessary processes (points and linear models in AUTOCAD and overlapping them with geometric equation). Having determined some surface features (bend points, contiguous points etc.) random and likely distribution of points were computed and then medial axes of the above surface was computed and drawn.

Modeling with medial axes, Medial axes are surrounded by spherical center points. The structure of the geometric demonstration of these axes can be used to show many shapes in relation to changing circle radium. 2D model shapes can be reconstructed in the full form of medial axes and their relation with relevant radium such as that of the circles to the center of the axes. Nonetheless, the relation between geometric demonstration and shape is still not completely clear. The features of contact and bend points can be obtained by the geometric differential of medial axes according to the computation (Leymarie and Levine 1992, Leymarie et al. 2001). Geometric demonstration of medial axes is like a wave that starts and spreads from the first contours. This wave has a primary velocity and acceleration and is

directed toward any medial axes point. This current leads to a fine disintegration of medial axes divisions at some points where wave current is reflected. The wave, accompanied by a bend and a speed for every contact point, gives a full description of the preferred shape (Leymarie et al. 2004). In 3D models (3D shapes) the medial axis is the point of two contiguous spheres. Also, the spread of the above-mentioned wave leads to its diffusion to all axis points. Medial axis points are regarded as wavy currents in such a way that every wavy current ends in a ridge area or in a curve. The ridge areas and curves are demonstrated in a triangle form. Similarly, the curve lines meet here at special points. In this way, medial axis geometric demonstration shows the connections among the symmetries of each selected shape (Naeve, and Eklundh 1994, Leymarie, and. Kimia, 2000).

The 3D reconstruction of the building under study in this research primarily aims at explaining the use of medial axis geometric techniques in 3D reconstruction of archaeological shapes. As was pointed out, fitting together the curves axes demonstrated that this technique has many useful applications in eliminating the practical glitch when the different pieces of shapes can not be stuck together (Fig. 2).

3.3 Third stage; graphic positioning and 3D model construction

This stage involves graphical processes and 3D model production based on the previous computation and then turned into common graphical languages. One of the most common graphical languages or virtual demonstration format is 3D MAX which is susceptible to transferring data with data format like AutoCAD and GIS. The obtained results are as follows: (a) -transferring CAD and 3D Max created reactive files that can be easily used in the web. The operational main codes are interactive. (b) -the above-mentioned codes which were meant to design various approaches, were labeled and each one of them is indicative of different parts of architectural structures (Peterson, 2000, pp. 395). This way identifying architectural sections such as pillars, walls, paintings and so on, can be easily separated and re-evaluated. (c) -by using specific instructions and codes, the designed virtual model enabled us to take into account changes in the further analytical processes.

4. Data visualization

The visualization of a 3D model is often the only product of interest for the external world and remains the only possible contact with the model (Aguilera et al. 2007). Moreover, an interactive visualization of the Takht-e-Soleyman site enables us to obtain impossible views and perspective to support further analysis takes. The virtual reality modeling was the standard chosen to provide an interactive visualization of the results. In this way an automatic transformation of the reconstructed 3D models into a topological structure of 3D MAX environment will be performed, allowing different levels of visualization: wireframe, shaded and texture.

5. Conclusions

The work reported here is actually in its very early stages and we are now planning to create a prototype of the system for 2012, so in this phase we are optimizing 3D models for the virtual tours. Basically we have to collect all the data from the fieldwork into the 3D space for the study site, and then we will integrate 3D information with virtual knowledge. In terms of use and interaction it is possible to plan the following goals:

1- Illustration of an effective technical method for 3D geometric modeling of images of structures and surfaces.

2- Creating analytic links and producing geometric information and computer-driven visualization.
3- Creating the possibility for virtual reconstruction and demonstration of huge geometric structures (buildings) together with their parts, not to mention the production of the final shape from a synthesis of damaged archaeological sites.

The main obstacle in the way of designing 3D model is bound up with the estimation of shape through ridge lines and medial axes. Traditionally, this process is possible through synthesizing the peaks of multifaceted shapes in 2D models. However, replicating the same process in 3D models is problematic. What this research accomplished was theoretical estimation of all sorts of shapes based on specific ridge lines and symmetry of surfaces. This insight allowed computer-driven models to compute the shapes surrounded by ridges in their proper positions by implicit polynomial multivariate. Despite the fact that this research is still at its early stages and its conclusion may draw lots of criticism, this technical system can be used in several completely distinct areas.

The stated method has an extraordinary ability and application whenever there is a need for meticulous, fast, cost-effective and efficient recording of archaeological documents or artistic and archaeological works (Forte, and Beltrami, 2000 pp. 298). The analysis and documentation of the results provide conclusions about the practical aspects of virtual tour models and gives the possibility on the applicability of the non physical visits. The development of 3D virtual models of archaeological sites aim to improve the accessibility of both restricted cultural heritage sites for visitors or for visitors with disabilities (Ioannidis and Vozikis 2007 pp. 802).

Finally, this study has proposed an adequate combination of contemporary documentation techniques of built heritage so that the conservation managers can easily adapt this indispensable data and procedures in their conservation projects.

Bibliography

Aguilera, D. Gonzalez J. Gomez Lahoz, A. Munoz Nieto, G. Herrero Pascual. (2007), "Recording and virtual modeling of Roman villa through laserscanning", Proceedings of the XXI International Symposium of CIPA 2007, Athens, Greece, pp. 35-39.
Barcelo, J.A. (2000), "Visualizing what might be: an introduction to virtual reality techniques in archaeology" in: J.A. Barcelo, M. Forte and D. Sander, (eds.), Virtual Reality in Archaeology, BAR international Series 843, pp. 9-35.
Bloomenthal, J. Bajaj, C. Blinn, J. Cani-Gascauel, M.P. Wyvill, B. and Wyvill, G. (1997), "Introduction to implicit surfaces", Morgan Kaufmann Pub., San Francisco, CA, USA, 1997.
Buzzanca, G. and E. Giorgi, E. (1996), "Come usare AutoCad e vivere ugualmente felici (l'ennesimo sistema per la raccolta dei dati Storico-conservativi)", Archeologia e Calcolatori 7 pp. 907-916.
Cipolla, R. Fletcher, G. and Giblin, P. (1995), in: Proceedings of International Conference on Computer Vision (ICCV'95), IEEE Computer Society Press, 1995, pp. 858–863.
Drap, P. Hartmann-Virnich, A. and Grussenmeyer, P. (2000), "Photogrammetric stone by stone survey and archaeological knowledge, an application on the Romanesque Priory Church Norte Dame D' Aleyrac (Province, France)", in: F. Niccolucci (Ed.), Proceedings of the VAST Euroconference, Arezzo, November 2000, pp. 154-166.
Earl, G. and Wheatley, D. (2001), "Virtual reconstruction and the interpretive process: a case study from Avebury", in: D. Wheatley, G. Earl and S. Poppy, (eds.), Contemporary Themes in Archaeological Computing, Oxbow, Oxford, pp. 5-15.

Forte, M. and Beltrami, R. (2000), "A proposito di virtual archaeology: disordini, interazioni cognitive e virtualita. atti" del I workshop nazionale di archaeologia caoputazionale- Napoli-Firenze 1999, Archeologia e Calcolatori 11, pp. 273-300.
Forte, M. Tilia, S. Bizzarro, A. and Tillia, A. (2000), "3D visual information and GIS technology for documentation of paintings in the M Sepulcher in the Vatican Necropolis", in: Z. Stancic and T. Veljanovski (eds.), Computing Archaeology for Understanding the Past, BAR International Series 931, pp. 25-31.
Gillings, M. (1999), "Engaging place: a framework for the integration and realization of virtual-reality approaches in archaeology", in Archaeology in the Age of Internet, CAA 97, BAR international. Series 750, pp. 247-254.
Gillings, M. (2000), Plan elevation and virtual worlds: The development of techniques for the routine construction of hyper real simulations in: J.A. Barcelo, M. Forte and D. Sander, (Eds.), "Realism vs. reality: creating virtual reconstructions of prehistoric architecture", BAR international Series 843, pp. 47-51.
Goodrick, G. and M. Gillings, M. (2000), "Constructs, simulations and hyper real world: the role of virtual reality (VR) in archaeological research", in: G. Lock and K. Brown, (Eds.), on the Archaeological Computing, Oxbow, Oxford, pp. 41-58.
Gottarelli, A. (1995), "La modellazione tridimendionale del documento archeologico: livelli descrittivi e processamento digitale", Archeologia e Calcolatori 6, pp. 75-103.
Ioannidis, C and Vozikis, K.T. (2007), "Application a GIS for the accessibility of archaeological sites by visitors with disability and visitors with reduced mobility", Proceedings of the XXI International Symposium of CIPA 2007, Athens, Greece, pp. 797-802.
Leymarie, F.F. (2006), "Thoughts on shape, in visual thought: the depictive", in L. Albertazzi, (ed.), Space of the Mind, Vol. 67 of Advances in Consciousness Research Series, John Benjamins, Amsterdam, pp. 303-350.
Leymarie, F.F. and B.B. Kimia, B.B. (2000), in: J Goutsias, L Vincent and D Bloomberg, (eds.), "Math morphology and its applications to image and signal processing of computational imaging and vision", Kluwer Academic, Palo Alto, CA, USA, 18, pp. 351-360.
Leymarie, F.F. Kimia, B.B. and P.J. Giblin, P.J. (2004), "Towards surface regularization via medial axis transitions", 17th International Conference on Pattern Recognition (ICPR'04), UK, Cambridge, Vol. 3, pp. 123-126.
Leymarie, F.F. Levine, M.D. (1992), "Simulating the grassfire transform using an active contour model", IEEE Trans. on Pattern Analysis and Machine Intelligence, 14, pp. 56-75.
Leymarie, F.F., Cooper, D.B., Joukowsky, M.S., Kimia, B.B., Laidlaw, D.H., Mumford, D., Vote, E.L., (2001). "The SHAPE Lab. - new technology and software for archaeologists, in: Computing Archaeology for Understanding the Past" (CAA 2000), BAR International Series 931, pp. 79-89.
Lucet G. (2000), "Visualization of virtual environments of ancient architecture: the problem of illumination", in: Barcelo, J.A., Forte, M., & Sander, D., (eds.), Virtual Reality in Archaeology, BAR international Series 843, pp. 87-95.
Naeve, A. and Eklundh, J.O. (1994), in: C Arcelli, L Cordella and G. S. di Baja, (eds.), "Aspects of visual form", Processing 2nd International Workshop on Visual Form World Scientific, Capri, Italy, pp. 384-409.
Peterson, M.T. (2000), "A Complete guide for 3D Max learning", Translated into Persian by, S. Torabi, Mazamir, Bandar Abbas.
Reilly, R. (1990), "Towards a virtual archaeology", in: K. Lockyear and S. Rahtz, (eds.), Computer Application in Archaeology, Oxford, BAR International Series 565, pp. 133-139.
Steckner, C. Barcelo, J.A., Forte, M., & Sander, D., (2000), (eds.), "Virtual reality in archaeology", BAR international Series 843, pp. 121-128.

Fig. 1- Takht-e- Soleyman site of Sassanian

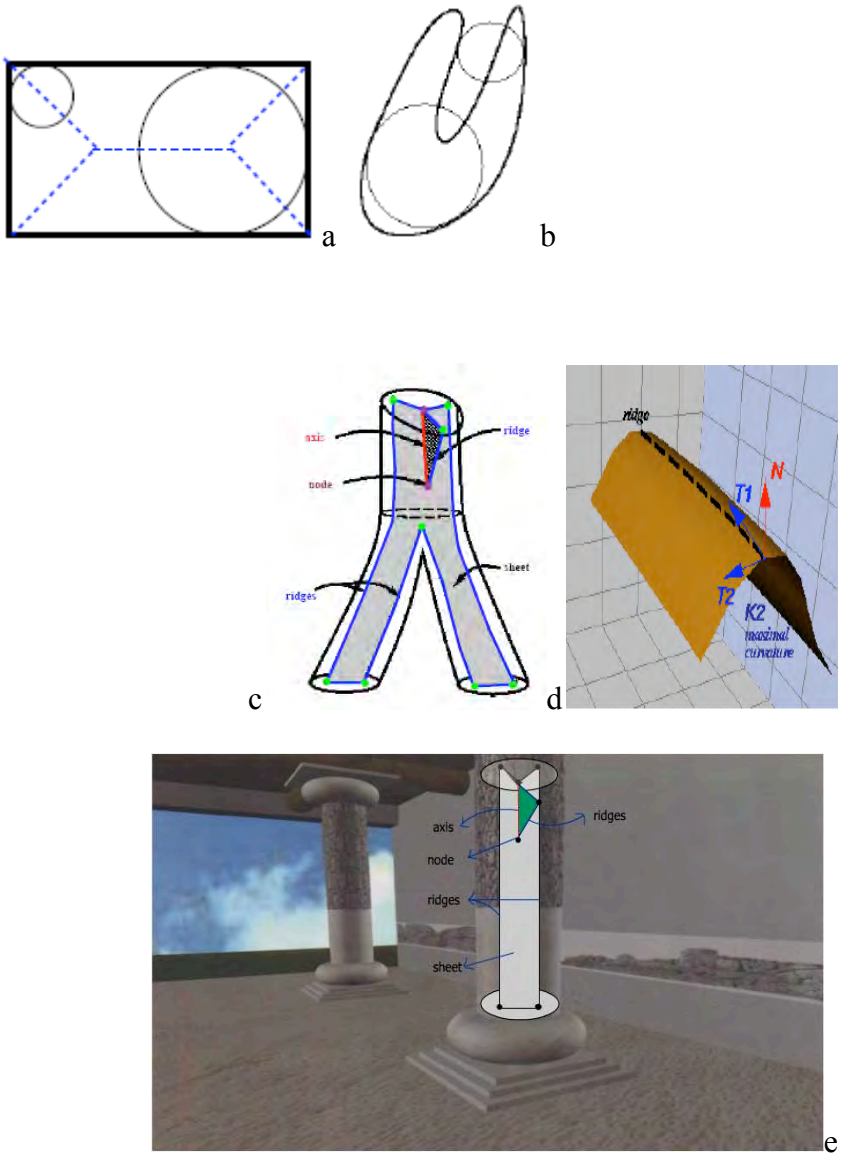


Fig. 2- 2D medial axes demonstration (a) rectangular medial axes with two circles around it. (b) example of bitangent circles (c) 3D image of shape, medial axes from points, ridge, and axis pages. (d) demonstration of an image of a ridge on a surface. (e) a view of model applied for the shape processing of columns of Takht-e Soleyman. For the model process, see Leymarie et al. 2004.

Programme de labellisation en développement durable du tourisme : le cas de la Réserve mondiale de la biosphère du Lac-Saint-Pierre

Joanie Otis
(Réserve mondiale de la biosphère du Lac-Saint-Pierre)
&
André Barabé
(Réserve mondiale du Lac-Saint-Pierre et UQTR)

Joanie Otis, M.A.
Responsable de la recherche et du développement
Réserve mondiale de la biosphère du Lac-Saint-Pierre
420, Route Marie-Victorin
Baie-du-Febvre (Québec), J0G 1A0
Courriel : joanie.otis@uqtr.ca

André Barabé, Ph.D.
Administrateur de la Coopérative de solidarité de la Réserve mondiale de la biosphère du Lac-Saint-Pierre au poste de Président de la Commission éducation et recherche
Professeur associé au Département d'études en loisir, culture et tourisme
Université du Québec à Trois-Rivières
3351, boul. Des Forges, C.P. 500
Pavillon Ringuet, 4e étage
Trois-Rivières (Québec), G9A 5H7
Courriel : andre.barabe@uqtr.ca

Programme de labellisation en développement durable du tourisme : le cas de la Réserve mondiale de la biosphère du Lac-Saint-Pierre

Résumé :
Le développement durable du tourisme est une condition essentielle pour assurer la pérennité de notre environnement, l'efficience de notre économie et l'équité intra et intergénérationnelle. Dans l'optique d'encourager et de faciliter l'application des principes du développement durable dans l'industrie touristique, les chartes, les codes de conduite, les programmes de labellisation et autres se sont multipliés depuis les années 1990. Le présent article concerne le développement d'un programme de labellisation en développement durable pour la Coopérative de solidarité de la Réserve de la biosphère du Lac-Saint-Pierre. Il présente les types de programmes de labellisation en développement durable. Aussi, il soulève des éléments de la problématique dans le développement et la mise en œuvre d'un programme. Les objectifs de cet article sont donc de faire un survol de la littérature (fondements théoriques et conceptuels), de décrire les étapes qui mènent au développement d'un Programme de labellisation en développement durable du tourisme, de présenter celui développé au lac Saint-Pierre nommé « Destin'Action Biosphère Lac-Saint-Pierre », ainsi qu'analyser le potentiel de transférabilité de ce programme à d'autres réserves mondiales de la biosphère. L'échantillon regroupe 20 des 24 entreprises de la population cible, c'est-à-dire la majorité des producteurs de tourisme de nature sur le territoire de la Réserve de la biosphère du Lac-Saint-Pierre. La collecte de données s'est effectuée à l'aide d'un questionnaire administré en face à face qui est composé de 48 énoncés mesurés à l'aide d'une échelle de mesure et de deux questions ouvertes. Les résultats démontrent que le niveau d'engagement envers le développement durable des producteurs en tourisme de nature est plus élevé dans la dimension sociale que dans la dimension économique et la dimension environnementale. La dimension économique soulève certaines limites au niveau de l'engagement, mais moins prononcées qu'au niveau environnemental. Bien que le portrait d'ensemble démontre une certaine tendance, tous les producteurs ne sont pas au même niveau d'engagement et ne performent pas de la même façon. C'est pourquoi le programme de labellisation s'est ajusté aux limites identifiées dans la littérature, mais également prendre en compte les difficultés vécues et perçues par les producteurs. Entre autres, le programme de labellisation de la Coopérative de la Réserve de la biosphère du Lac-Saint-Pierre (ci-après appelée Coopérative) mise sur un mécanisme de *monitoring*, de formation et d'accompagnement très « personnalisé », flexible, avec une structure de certification et d'évaluation indépendante, et des niveaux d'engagement pouvant considérer autant les moins performants que les entreprises ou organisations très performantes. Enfin, la promotion (stratégie marketing) du programme de labellisation met l'accent sur la « destination biosphère » de sorte à avoir un programme qui soit transférable à l'ensemble des réserves mondiales.

Mots clés : labellisation, développement durable, tourisme, biosphère

Programme de labellisation en développement durable du tourisme : le cas de la Réserve mondiale de la biosphère du Lac-Saint-Pierre

Introduction

Le but de cet article est de mettre en lumière une initiative qui encourage et accompagne des entreprises touristiques dans leur engagement envers le développement durable dans le contexte d'une Réserve mondiale de la biosphère (ci-après appelée réserve mondiale). Les objectifs de cet article sont de faire un survol de la littérature, de décrire les étapes qui mènent au développement d'un Programme de labellisation en développement durable du tourisme et de présenter celui développé au lac Saint-Pierre nommé « Destin'Action Biosphère Lac-Saint-Pierre ». Une réserve mondiale est une reconnaissance internationale accordée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans le cadre du programme l'Homme et la biosphère. Au lac Saint-Pierre, l'organisme qui assure les fonctions de la réserve mondiale est une coopérative de solidarité. La Coopérative a initié le projet de programme de labellisation en développement durable dans l'optique de contrôler l'utilisation du terme « réserve mondiale de la biosphère » et de favoriser l'application des principes de tourisme durable. De nombreux partenaires sont associés à l'élaboration de ce projet. Au plan financier, le projet était supporté par le ministère du tourisme du Québec et Développement économique Canada. Ensuite, au plan théorique et conceptuel l'Université du Québec à Trois-Rivières a été d'une précieuse aide et au plan technique le ministère du Tourisme, les intervenants économiques et les entreprises touristiques étaient parties prenantes. Il faut mentionner le programme « Destin'Ation Biosphere » est à ses débuts avec la réalisation du projet pilote qui mènera à son lancement officiel à l'été 2011.

1. Réseau mondial des réserves de la biosphère

1.1 Programme l'Homme et la biosphère

La définition officielle des réserves mondiales est « des parties d'écosystèmes terrestres ou côtiers où citoyens, entreprises et gouvernements se sont engagés à vivre et à travailler davantage en harmonie avec la nature » (UNESCO, 2008). Au début des années 1970, les fonctions étaient principalement la conservation, la recherche interdisciplinaire (sciences biologiques et humaines) et la gestion des ressources naturelle.

En 1974, est adopté un zonage spécifique aux réserves définissant trois types de zones : aire centrale, zone tampon et aire de transition. L'aire centrale vise la conservation et la protection de la nature, la zone tampon est l'aire dans laquelle les usages pratiqués doivent être respectueux de la zone protégée et de l'aire de transition où se réalisent des activités économiques et d'exploitation durable des ressources (UNESCO, 2008).

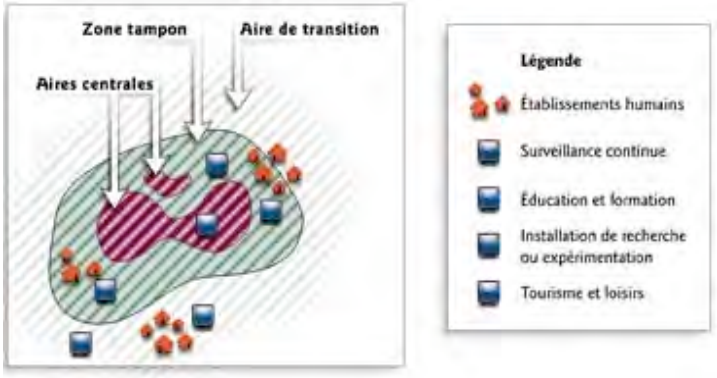
Bien que les premières réserves sont reconnues en 1976, il faudra attendre jusqu'en 1982 avant de voir des réserves qui appliquent ce zonage.

1.2 Documents officiels de références

Deux textes fondateurs sont à la base du concept de Réserve mondiale. Le premier est la Stratégie de Séville adoptée en 1996 qui accorde beaucoup d'importance à la participation des collectivités locales, à l'équilibre entre la conservation et le développement, de même que la nécessité de la collaboration internationale (UNESCO, 1996). Cette Stratégie confirme le bien-fondé des réserves mondiales et formule des recommandations pour leur évolution. Dès

lors, leurs fonctions sont la conservation (préserver les espèces, les écosystèmes et les paysages), le développement (encourager le développement économique et humain durable), et le soutien de la logistique (soutenir et encourager les activités de recherche, d'éducation; de formation et de surveillance continue) (UNESCO, 1996).

Figure 1 : Zonage des réserves mondiales de la biosphère



Source : UNESCO, 2009

Le deuxième texte est le Plan d'action issu du 3e Congrès mondial des réserves de la biosphère tenu à Madrid en 2008. En plus de faire le bilan des progrès depuis la Stratégie de Séville, celui-ci vient à nouveau confirmer le rôle des réserves mondiales à travers ses défis et ses potentiels, puis identifie des cibles ainsi que des actions à réaliser sur l'horizon 2008-2013, à l'échelle tant internationale, nationale que régionale.
En juin 2010, il existait 564 réserves dans 109 pays, dont 15 au Canada (UNESCO, 2010). Au Québec, il existe quatre réserves mondiales : Mont-Saint-Hilaire(1978), Charlevoix (1988), Lac-Saint-Pierre (2000) et Manicouagan/Uapishka (2007).

2. Réserve mondiale de la biosphère du Lac-Saint-Pierre

2.1 Présentation générale

Situé entre les villes de Sorel-Tracy et Trois-Rivières, le lac Saint-Pierre est le dernier élargissement du fleuve Saint-Laurent avant l'estuaire. Ce territoire fait l'objet de deux reconnaissances internationales soit de Site RAMSAR depuis 1998 et de Réserve mondiale depuis novembre 2000. Ces reconnaissances sont dues à ses caractéristiques biophysiques et à la prise en charge de la collectivité.

Il s'agit d'un lac de plaine d'environ 480 km^2 où l'on retrouve des caractéristiques importantes pour le Fleuve Saint-Laurent dont un territoire demeuré à 90 % naturel, son plus important archipel avec plus d'une centaine d'îles, 20 % de tous ses marais, près de 40 % de ses milieux humides, 79 espèces de poissons présentes, la plus importante halte migratoire de sauvagine, 288 espèces d'oiseaux observées, la première halte migratoire printanière de l'Oie des Neiges, etc. Le patrimoine culturel est caractérisé, entre autres, par la présence de la nation autochtone abénaquise (Odanak et Wôlinak), d'une longue tradition de pêcheurs commerciaux (esturgeon, perchaude, brochet, doré, etc.), des habitations sur pilotis considérant la plaine d'inondation, et plus encore.

La superficie de la Réserve mondiale comprend les municipalités régionales de comté (MRC) de Nicolet-Yamaska, Bécancour, Pierre-De Saurel, de D'Autray, Maskinongé et la ville de Trois-Rivières. Le lac a une profondeur moyenne de trois mètres sauf pour la section

de la voie maritime où elle est de plus de 10 mètres. En 2006, il y avait 300 404 habitants à l'intérieur de ses limites.

2.2 Problématique générale et spécifique

L'existence des labels en développement durable du tourisme découle du besoin de régulariser les messages de marketing vert et pour encourager un réel engagement envers le développement durable (Font, 2001; Honey, 2003; Rex & Baumann, 2007). Ce sont des instruments volontaires qui suscitent des pratiques plus responsables dans l'industrie touristique (Buckley, 2002; Font, 2002, Bendell & Font, 2003; Honey & Rome, 2001; Ayuso, 2007; Synergy & WWF-UK, 2000), invitant les entreprises touristiques à réduire les impacts négatifs sur l'environnement, l'économie et/ou la société en plus d'être des avantages marketing et concurrentiels qui influencent le choix des consommateurs (Rex & Baumann, 2007; McLaren, 2003; Honey, 2003; Ayuso, 2007; Carter et al., 2004).

Certaines critiques sont omniprésentes dans la littérature. Entre autre, les programmes de labellisation ont un faible pouvoir marketing, en partie parce qu'ils s'adressent avant tout aux « consommateurs verts », soit une très faible partie du marché touristique (Font, 2002; Turcotte & Gendron, 2006; Rex & Baumann, 2007; Buckley, 2002). Il n'en demeure pas moins que les labels sont une garantie pour les consommateurs, un moyen d'orienter leur choix (Font, 2002; Honey & Rome 2001) et de promouvoir des exemples de performances environnementales (Font, 2001; Rex & Baumann, 2007). Ensuite, bien qu'il n'y ait pas de preuves concluantes pour affirmer qu'ils ont bel et bien une influence sur l'intégrité écologique et l'amélioration de l'environnement (Sasidharan & Font, 2001), ils ont un potentiel pour limiter les effets néfastes du tourisme, entre autres par le rôle éducatif auprès des entreprises touristiques et leur mécanisme de contrôle (Sasidharan & Font, 2001; Turcotte & Gendron, 2006; Kozak & Nield, 2004; Font, Sanabria & Skinner, 2003). Enfin, la recherche financement à court et à long terme est une embûche considérable (Sasidharan & Font, 2001).

La problématique spécifique pour la Coopérative consistait à contrôler l'utilisation du terme « Réserve mondiale de la biosphère » par les entreprises et de favoriser l'engagement envers le développement durable. Du coup, l'élaboration d'un programme de labellisation devenait la solution. Pour palier aux problématiques soulevées dans la littérature, la Coopérative a bénéficié d'une aide substantielle du ministère du Tourisme du Québec et de Développement économique Canada pendant trois ans pour développer le programme et réaliser le projet-pilote. Elle tente également de trouver de l'aide supplémentaire pour diminuer les coûts aux entreprises qui participeront au programme et assurer un bon accompagnement et une promotion efficace. Étant donné que la région regroupe en majorité des petites entreprises touristiques, leur adhésion et leur accompagnement seraient plus accessibles ainsi. De plus, la démarche scientifique permet une application concrète du développement à l'aide d'un outil adapté.

2.3 Élaboration d'un programme de labellisation

Le tourisme est un élément important pour le développement durable de la Réserve mondiale du Lac-Saint-Pierre. D'ailleurs, son plan directeur considère l'écotourisme et le tourisme culinaire « comme les bases d'un développement bénéfique aux communautés riveraines » (Municonsult, 2002). Il mentionne que ses conditions de réussite sont l'harmonisation des usages, l'établissement d'un label de qualité, le développement du tourisme culinaire et l'implication du milieu.

Le Forum 2003 de la Coopérative a permis l'identification de sept enjeux priorisés et intégrés au Plan d'action 2004-2006. Il est inscrit que le plan d'action « s'inspire et rejoint l'approche de développement et de tourisme durable mise de l'avant dans le plan directeur ». L'enjeu 5 témoigne de l'importance du tourisme en reconnaissant des projets existants/émergents dont l'une des actions principales était de développer un label touristique de qualité.

Le projet prend son envol en 2006 avec une subvention du ministère du Tourisme et une aide financière de Développement économique Canada. Dès 2007, un travail de recherche s'effectue en collaboration avec les membres de la collectivité : CLD, Office de tourisme, entreprises, etc. Cette recherche, dont plusieurs éléments sont exposés dans cet article, a permis de développer un programme adapté aux réalités régionales, grâce à l'implication des nombreux acteurs régionaux.

La première étape qui s'est étendu de 2007 à 2009, à l'aide de la démarche scientifique et de différents comités consultatifs, était de faire la rédaction préliminaire. Une fois l'orientation et les principales caractéristiques établies, il y a eu l'élaboration de la grille d'évaluation de 2009 à 2010. Les premières versions du cahier de charges et de la grille d'évaluation mènent au lancement du projet pilote le 24 mars 2010. Le lancement officiel est prévu pour l'été 2011.

3. États de connaissances reliées à la labellisation touristique

3.1 Repères historique et fondements

Les programmes de labellisation en lien avec le développement durable du tourisme, comme ceux de la grande industrie, ont émergé des grands enjeux socioéconomiques et environnementaux contemporains. D'abord, les universités, les ONG et des groupes de recherche ont identifié des problématiques environnementales et sociales significatives découlant des activités de l'industrie touristique. À force de les dénoncer, ces problématiques ont été traitées dans les médias, les sphères publiques, l'industrie touristique et les divers paliers de gouvernement. Dès lors, un phénomène marketing s'enclenche et certaines entreprises privées vont qualifier des produits et des services comme étant « écologiques » ou encore « verts », provoquant une vague chez d'autres entreprises qui vont percevoir des avantages concurrentiels à cette pratique. Peu à peu, les consommateurs et les organisations de surveillance remettent en question les appellations « vertes », certaines étant même de pures duperies (Buckley, 2002). Pour contrôler ces allégations trompeuses, les ONG, les gouvernements et l'industrie vont encourager la création des programmes de labellisation qui assurent une meilleure garantie aux consommateurs.

L'un des premiers écolabels à voir le jour est Pavillon bleu (Blue Flags) développé par la *Foundation for Environmental Education in Europe* (FEEE) qui surveille et encourage une bonne qualité de l'eau dans les aires de baignade. La FEEE gagne ensuite du terrain dans les Caraïbes et l'Afrique du Sud pour devenir la *Foundation for Environmental Education* (FEE). Aujourd'hui, cette fondation gère cinq programmes soit Pavillon Bleu, Eco-écoles, Jeunes Reporters pour l'Environnement, *Learning about Forest* et La Clef Verte (FEE, 2008). En 1998, le premier label international voit le jour : *Green Globe 21*. Il est « relié au *World Travel and Tourism Council* (WTTC), se veut un programme qui vise les pratiques de tourisme durable et qui préconise maintenant une approche de *benchmarking* » (Couture, 2002). *Green Globe* a créé des alliances avec le *Pacific Asia Travel Association* qui gérait déjà *Green Leaf*, la *Caribbean Alliance for Sustainable* et la *Clef Verte*.

Il existe plusieurs leviers dans le monde de la labellisation en développement durable du tourisme. Le Code mondial d'éthique du tourisme de l'Organisation mondiale du tourisme

(OMT), le *Mohonk Agreement* qui compte un ensemble de principes et de recommandations pour l'élaboration de programmes de labellisation en développement durable du tourisme, *Sustainable Tourism Stewardship Council* (STSC) qui travaille à la reconnaissance internationale et la qualité dans des programmes de labellisation en tourisme durable et en écotourisme (Rainforest Alliance, 2003). Aussi, le *Partenariat pour les Critères mondiaux de tourisme durable (GSTC Partnership)* qui est une coalition de 32 organisations qui promeuvent une meilleure compréhension et adoption des principes de tourisme durable (GSTC, 2008) :

- Démontrer l'effectivité d'un management durable en tourisme;
- Maximiser les avantages sociaux et économiques pour la communauté locale et minimiser les impacts négatifs;
- Maximiser les avantages du patrimoine culturel et de minimiser les impacts négatifs;
- Maximiser les avantages pour l'environnement et minimiser les impacts négatifs.

Ces aspects ont tracé les balises et encouragent des pratiques plus responsables à tous les niveaux de l'industrie touristique. Il faut noter que d'autres joueurs et réseaux y ont contribué, notamment *European Network for Sustainable Tourism Development (ECOTRANS), Sustainable Tourism Certification Network of the Americas (STCNA), Center for Responsible Travel (Center on Ecotourism and Sustainable Development), The International Ecotourism Society* (TIES), etc.

3.2 Types de programme de labellisation

Il y a deux grands types de programme de labellisation, ceux qui sont basés sur le processus et ceux qui sont basés sur la performance (Jamal, Borges & Stronza, 2006; Honey & Stewart, 2001). Les programmes basés sur le processus sont des systèmes de gestion environnementaux ou de sécurité (norme ISO) qui consistent à certifier les procédés utilisés pour fabriquer un produit ou encore la qualité d'un service. Certains inconvénients dégagés dans la littérature scientifique nous indiquent que ce n'est pas le type approprié pour la labellisation en tourisme durable. Entre autres, les certifications basées sur le processus sont difficilement applicables aux petites entreprises et ils oublient les aspects en lien avec les communautés locales, la conservation et les touristes (Honey & Stewart, 2001). Quant à eux, les programmes basés sur la performance considèrent des critères environnementaux, socioculturels et économiques. Leurs avantages sont qu'ils mesurent les résultats et non les intentions, ils font la promotion du développement durable, ils sont moins couteux et plus facilement applicables aux petites et moyennes entreprises, puis encouragent la compétition et l'amélioration continue (Honey & Stewart, 2001).

3.3 Avantages et limites des labels

L'engagement des entreprises dans une démarche de labellisation soulève des limites et des avantages. D'abord, les labels peuvent être envisagés comme de nuisibles barrières à l'entrée sur le marché considérant les coûts, le temps et les ressources humaines qu'imposent la démarche (Turcotte et Gendron, 2006). À cet égard, il faut prendre en considération les frais exigés par l'organisme qui labellise et les frais des évaluations, le temps nécessaire consacré par les gestionnaires pour atteindre les critères, les frais de consultation ou de formation et les coûts relatifs aux changements organisationnels ou encore, dans les infrastructures (Turcotte & Gendron, 2006; Sasidharan & Font, 2001; Ayuso, 2007; Font, 2002). Aussi, il ne faut pas négliger la confusion due à l'existence de plusieurs écolabels, le manque de connaissance et l'intérêt des clients et des voyagistes à leur égard (Asuyo, 2007).

Par ailleurs, l'application des labels peut représenter des avantages tels que la rentabilité financière à moyen et long terme dû à l'application de principes de durabilité (réduction des coûts et accroissement de l'efficacité) (Ayuso, 2007; Tepelus & Cordoba; Carter & al., 2004; McNamara & Gibson, 2008). Ensuite, les labels amènent la présence de valeurs éthiques dans l'entreprise, ce qui améliore l'image de l'entreprise (Ayuso, 2007; Carter & al., 2004). De plus, même si les labels rejoignent un petit marché, ils répondent de plus en plus à une demande des consommateurs.

4. Fondements méthodologiques pour la mise en œuvre

4.1 Population cible

La population cible étaient les producteurs de tourisme de nature qui sont des entreprises qui offrent des services d'encadrement d'activités ou qui offrent à la fois des services d'encadrement et de location d'équipements de plein air (canot, kayak, véhicule motorisé, chaloupe, etc.) ou d'infrastructures (accès à des territoires : piste de ski de fond, piste cyclable, marina)[1]. L'inventaire, validé par les intervenants touristiques, comprenait 24 producteurs dont 20 ont accepté de se prêter à l'exercice.

4.2 Méthode de cueillette des données

La collecte des données s'est réalisée du 4 novembre 2008 au 19 décembre 2008. Sur les 20 producteurs, 18 ont répondu en face à face et 2 par téléphone, administré par l'étudiante. L'instrument de mesure est un questionnaire comptant 48 questions fermées pour déterminer le niveau d'engagement des producteurs et 2 questions ouvertes pour déterminer les difficultés vécues dans leur engagement et les besoins perçus pour y parvenir. Pour les questions fermées est utilisée une échelle de mesure constituée de modalités ordonnées : tout à fait d'accord (1), plutôt d'accord (2), plutôt en désaccord (3), tout à fait en désaccord (4). Aussi, il a été prévu une option « ne s'applique pas ».

4.3 Quelques résultats et interprétation de recherche

Les résultats ont permis de décrire le niveau d'engagement par dimension et par producteur. Dans l'ensemble, le niveau d'engagement des producteurs est plus grand dans la dimension sociale que dans les autres dimensions du développement durable. La moyenne pour l'ensemble de la dimension est de 1,62 et l'écart-type de 0.40.

Tableau 1
Mesure de tendances centrales et de dispersion détaillées
pour les variables de la dimension sociale

Sous dimensions	*Variables*	*Moyennes (μ)*	*Écarts-Types (σ)*
Éthique	Information, sensibilisation, formation	1,60	0,567
	Éducation et interprétation	1,35	0,540
	Engagement	2,43	0,765
Équité	Solidarité sociale et communautaire	1,64	0,813
	Gouvernance	1,25	0,571

[1] Déterminer à partir de la *Norme de prestation du service à la clientèle* de la Démarche Qualité Tourisme (BNQ, 2003)

Ce tableau indique qu'il y a moins de difficulté au niveau des variables *éducation et interprétation* (μ =1,35; σ = 0,54) et *gouvernance* (μ =1,25; σ = 0,57). On soulève la plus grande difficulté au niveau de la variable *engagement* (μ = 2,43; σ = 0,77).
En second lieu, voici les résultats de la dimension environnementale qui comprend deux sous-dimensions, cinq variables et 18 indicateurs. En somme, la moyenne pour l'ensemble de la dimension est de 1,74 avec un écart-type de 0,46. La meilleure moyenne chez un producteur est de 1 et la pire moyenne est de 2,78.

Tableau 2
Mesure de tendances centrales et de dispersion détaillées
pour les variables de la dimension environnementale

		Moyenne (μ)	Écart-type (σ)
Conservation et protection des ressources	Protection de la flore et la faune	1,33	0,743
	Consommation d'eau	2,29	0,777
	Consommation d'énergie	1,58	0,886
Limitation des impacts négatifs sur l'environnement	Maintien de la biodiversité	1,83	0,769
	Pollution	1,63	0,612

Les variables qui supposent certaines difficultés sont la *consommation d'eau* (μ=2,29; σ=0,78), la *consommation d'énergie* (μ =1,58; σ=0,89), le *maintien de la biodiversité* (μ =1,83; σ=0,77) et celle de la *pollution* (μ =1,63; σ=0,61).
La dimension économique a également deux sous-dimensions : croissance et durabilité économiques et gestion responsable. La moyenne pour l'ensemble de la dimension est de 1,74 et l'écart-type est de 0,39. La meilleure moyenne chez un producteur est de 1,15 et la pire moyenne est de 2,64.

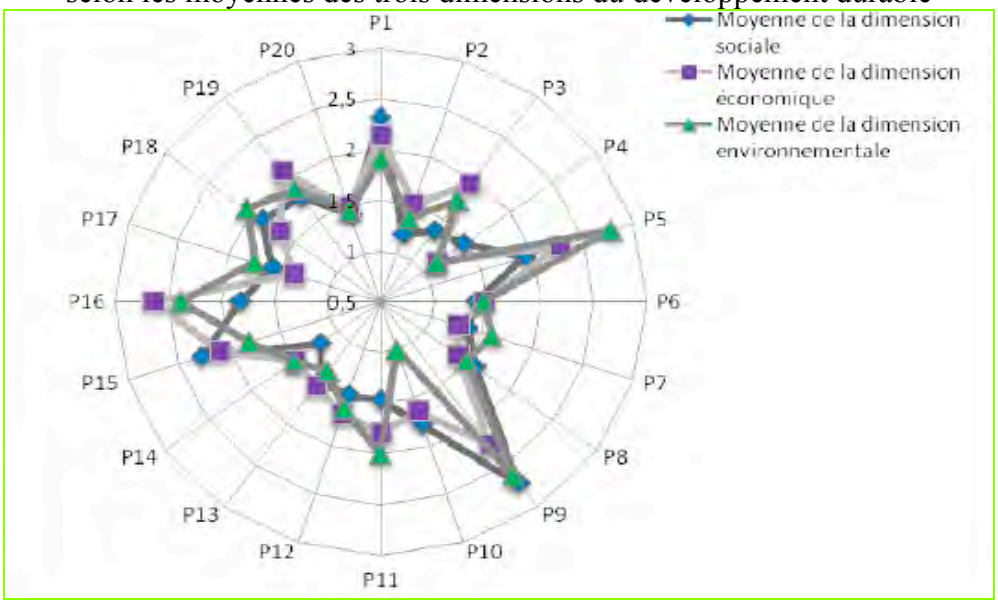
Tableau 3
Mesure de tendances centrales et de dispersion détaillées
pour les variables de la dimension économique

Sous dimension	*Variable*	*Moyenne (μ)*	Écart-Type (σ)
Croissance et durabilité économiques	Vision à long terme	1,60	0,567
	Rentabilité	1,35	0,540
Gestion responsable	Ressources matérielles	2,43	0,765
	Ressources naturelles	1,64	0,813
	Ressources humaines	1,25	0,570

Le tableau ci-dessus indique que la variable « vision à long terme » (μ =1,60; σ=0,57) dans la sous-dimension *croissance et durabilité économique*, ainsi que les variables « ressources matérielles » (μ =2,43; σ=0,77) et « ressources naturelles » (μ=1,64; σ=0,81) dans la sous-dimension *gestion responsable*, soulève certaines inquiétudes.

Le prochain schéma démontre que l'engagement chez les producteurs n'est pas homogène. Il illustre, pour chaque entreprise, leurs moyennes dans chaque dimension. Plus la moyenne se rapproche du centre, c'est-à-dire du 1, plus le producteur est engagé dans cette dimension.

Figure 2
Comparaison des producteurs
selon les moyennes des trois dimensions du développement durable



Source : Otis, 2009

Tel que le révèle la figure précédente, les producteurs ne sont pas tous au même niveau d'engagement. Le schéma indique non seulement une disparité entre le rendement de chaque producteur et entre les dimensions du développement durable. Par exemple, le répondant P2 est très engagé dans les trois dimensions du développement durable et nous remarquons qu'il performe davantage dans la dimension sociale et dans la dimension environnementale que dans la dimension économique. À l'inverse, le répondant P9 est peu engagé dans le développement durable, mais il performe davantage dans la dimension économique que dans les dimensions sociale et environnementale. Il y a seulement le répondant P20 qui atteint un excellent niveau d'engagement, et ce, au même degré pour les trois dimensions.

À la lumière de cette figure, nous pouvons croire qu'au moins neuf producteurs auraient peu de choses à modifier ou à améliorer pour atteindre des critères plus précis dans le cadre d'un programme de labellisation. Toutefois, il ne faut pas négliger les producteurs qui vivent de plus grandes problématiques.

Pour les données qualitatives, les limites identifiées sont le manque de ressources financières pour suivre de la formation et payer les frais de l'évaluation, le manque de ressources humaines ou de temps pour réaliser les changements plus coresponsables, sans oublier le contexte de saisonnalité qui touche les entreprises touristiques plus précaires (Turcotte et Gendron, 2006; Sasidharan & Font, 2001; Ayuso, 2007; Font, 2002). À partir des mêmes thèmes, soulevés également dans la littérature, des enjeux spécifiques ont émergé. Entre autres, le manque de ressources financières pour rédiger des plans d'affaires, développer l'offre touristique, acheter du papier recyclé, acheter du savon et du détergent biologique, avoir des équipements moins polluants, etc. Le manque de ressources humaines (temps) pour les changements de comportements, le manque de transparence des gestionnaires et de souci d'équité chez les employés, le manque de dialogue et de support des

municipalités (recyclage, compostage). Enfin, le manque de connaissances pour appliquer les actions en lien avec le développement durable (compostage, rédaction de politique, etc.).

5. Choix conceptuels et méthodologiques pour la labellisation

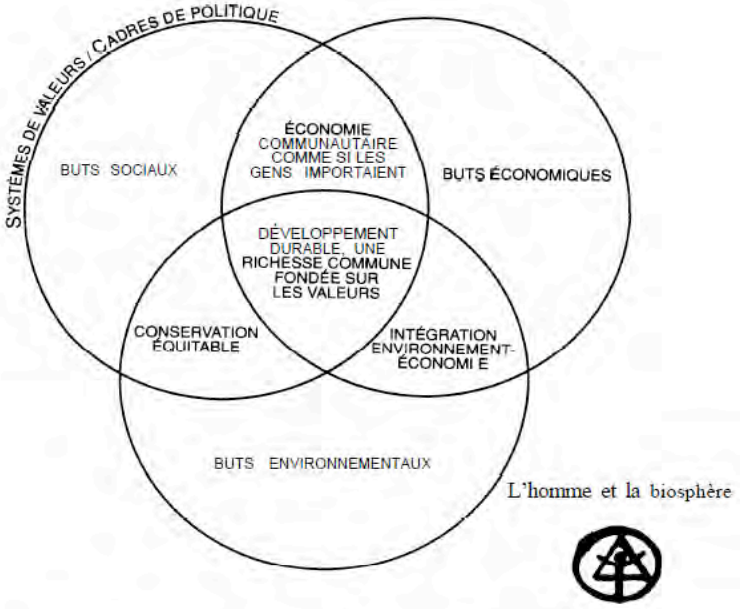
À la lumière des éléments précédents, voici les choix conceptuels et méthodologiques du programme de labellisation élaboré.

5.1 Modèle de développement durable

Il existe plusieurs modèles conceptuels du développement durable le choix retenu est celui de Jacobs et Sadler (1990). Bien que ce modèle date de 1990, il est l'un des rares qui expliquent les interrelations entre les dimensions du développement durable (sociale, environnementale et économique). De plus, il est utilisé comme cadre de références auprès du gouvernement canadien dans le *Guide de l'utilisateur de l'outil d'analyse de projet pour le développement durable des collectivités (2005).*

Par ce modèle, le développement durable prend forme dans « l'interdépendance et l'équité relative » des trois dimensions, dans lesquelles se trouvent des buts. Le développement durable est possible que si les buts économiques (bien-être matériel) tiennent compte des buts sociaux (équité, justice sociale, liberté de choix) établis par les systèmes de valeurs et les cadres politiques, et des buts environnementaux (intégrité écologique).

Figure 3
Modèle du développement durable selon Sadler



Source : Jacobs & Sadler, 1990, p. 10

La jonction entre les buts environnementaux et les buts économiques, l'*intégration environnement et économie,* est à la base du concept de développement durable. Les moyens proposés pour y arriver sont de deux ordres. Le premier consiste à n'engendrer aucune perte des ressources naturelles et le deuxième à n'engendrer aucun dommage à l'environnement, et ce, pour l'ensemble des activités de développement. Ainsi, des mesures compensatoires sont impératives, telles que « la mise en valeur des ressources ou encore la restauration de

l'environnement dans d'autres secteurs attenants (Sadler, 1989a, tiré dans Jacobs & Sadler, 1990). La jonction entre les buts sociaux et les buts économiques, l' « *économie communautaire comme si les gens importaient »*. Dans la littérature scientifique, on se réfère au développement économique communautaire. Il est considéré comme « une stratégie territoriale» de développement local, où les instances de gouvernance locale se concertent pour développer le territoire en tenant compte de l'ensemble des priorités. Le développement économique communautaire intègre donc les buts économiques (création d'entreprises et emplois) et les buts sociaux (lutte contre la marginalisation sociale, qualité de vie, services collectifs, empowerment de la communauté) au sein d'une approche globale (D'Amours, 2006). La jonction *« conservation équitable »* se rapporte au principe de satisfaction des besoins « selon lequel la durabilité biologique est tributaire de la pérennité de la culture humaine, laquelle détermine la façon dont les ressources sont utilisées » (Gardner, 1990).

5.2 Adaptation du programme CST

Le programme « Destin'Action Biosphère Lac-Saint-Pierre » est l'adaptation québécoise du programme costaricain *Certification of Sustainable Tourism (CST)*. Le CST est un programme de labellisation en développement durable du tourisme qui s'applique au secteur de l'hébergement et des agences de voyage. Ce modèle a été retenu puisqu'il est l'un des plus complets en matière d'inclusion des critères liés à la dimension socioculturelle, en plus d'avoir de très bons critères environnementaux (Telepus & Castro-Córdoba, 2005). De plus, il s'applique au tourisme durable d'une région, que plus spécifiquement à l'écotourisme comme le programme Ecotourism Australia (NEAP), qu'au tourisme de masse tel que Green Globle 21, ou encore qu'à un produit comme Blue Flag (Honey & Rome, 2001).

L'évaluation du Programme CST se fait à l'aide d'un questionnaire de 153 questions dans 20 catégories qui sous-tendent les quatre domaines, dont chaque question est pondérée selon leur importance sur une pondération de 1 à 3. Les questions sont dichotomiques (oui/non), c'est-à-dire des échelles ordinales. Le résultat obtenu pour chaque domaine indique un niveau par rapport à un pourcentage d'application.

Le niveau 0 « signifie que l'entreprise a fait le premier pas pour s'intégrer dans le processus de la soutenabilité »[2] correspond à moins de 20 % d'engagement dans l'un des domaines. Ainsi, plus le producteur est engagé, c'est-à-dire qu'il répond aux critères, plus il atteint des niveaux élevés. Pour encourager la prise en compte de tous les domaines, le programme CST fixe le niveau d'évaluation à partir du niveau le plus bas atteint dans l'un des quatre domaines : « Avec ce système, l'idée recherchée est que les entreprises adoptent un modèle de soutenabilité en prenant en compte de façon égale l'importance des quatre domaines considérés par le programme ».[3]

Quelques critiques s'imposent dans le cadre de ce programme. L'exigence d'atteindre un niveau minimum pour chaque fondement est un bon moyen d'encourager la prise en compte de l'ensemble du développement durable. Cependant, l'idée de fixer le résultat final de l'évaluation à partir du plus bas niveau atteint dans un fondement est très restrictif et pénalisant pour la région du Lac-Saint-Pierre.

[2] Site officiel du programme CST. Récupéré le 7 juillet 2008 de : http://www.turismo-sostenible.co.cr/FR/sobreCST/about-cst.shtml

[3] Idem note en bas de page no. 2

6. Présentation du Programme Destin'Action Biosphère Lac-Saint-Pierre

6.1 Conditions d'admissibilité

Pour participer au programme Destin'Action Biosphere Lac-Saint-Pierre, le demandeur (membre) doit :

- Adhérer à la Charte de développement durable du Lac-Saint-Pierre
- Être une entreprise légalement constituée
- Être membre de la Coopérative
- Opérer dans l'une des MRC qui forment la Réserve mondiale
- Posséder les assurances nécessaires
- Valoriser les liens entre la diversité biologique et le patrimoine culturel du territoire du Lac-Saint-Pierre
- Développer et maintenir la coopération de l'entreprise avec la Réserve mondiale
- Transmettre des renseignements et des informations justes

6.2 Champ d'application et niveaux de labellisation

Le champ d'application comprend trois grands secteurs de l'industrie touristique soit l'hébergement, le tourisme gourmand et le tourisme de nature.

La démarche comprend trois niveaux de labellisation. Le premier est celui de l'« engagement » qui est atteint dès l'inscription au programme. Le deuxième niveau est la « performance » et le troisième est l'« excellence ».

6.2.1 Engagement

Tous les membres peuvent atteindre le niveau engagement, et ce, gratuitement. La démarche engendre des coûts seulement pour l'utilisation des deux autres labels. Ce niveau signifie que le membre est officiellement engagé dans le programme Destin'Action Biosphere et peut utiliser la grille d'analyse pour évaluer son entreprise. L'entité engagée a deux ans pour atteindre le niveau performance et être évaluée par le comité indépendant (certification), sinon elle se verra retirer le droit d'utiliser ce label. Si l'entreprise atteint un niveau plus élevé en dedans de deux ans, elle peut devancer son évaluation.

Performance

Pour atteindre le niveau performance, le demandeur doit satisfaire au moins 50 % des critères des trois dimensions du développement durable (économique, sociale et environnementale). Il est également obligatoire que la moyenne obtenue pour l'ensemble des trois dimensions soit d'au moins 60 %. Ensuite, l'entreprise doit satisfaire au moins 70 % des critères de son ou ses secteurs d'activité.

6.2.2 Excellence

Pour atteindre le niveau excellence, le demandeur doit satisfaire au moins 70 % des critères des trois dimensions du développement durable, avoir une moyenne cumulative de 80 % pour l'ensemble des dimensions et respecter au moins 90 % des critères de son ou ses secteurs d'activité.

Il faut préciser que seules les entreprises ayant atteint les niveaux performance et excellence pourront être commercialisées et forfaitisées. Cependant, les entreprises qui sont au niveau engagement peuvent utiliser le label dans leur propre promotion.

6.3 Grille d'analyse

Le programme « Destin'Action Biosphère » utilise une grille d'analyse qui mesure l'engagement des entreprises dans les trois dimensions du développement durable (sociale, économique et environnementale), et intègre également des indicateurs spécifiques pour les secteurs de l'industrie ciblés (hébergement, restauration, agrotourisme et tourisme de nature). La dimension sociale et économique contiennent 24 énoncés chacune et la dimension environnementale en compte 28. Enfin, chaque secteur comprend un nombre différent d'indicateurs qui varie entre 21 et 15 énoncés.

En somme, l'élaboration de cet outil respecte trois principes. Le premier consistait à garder un équilibre entre le nombre d'indicateurs dans chaque dimension. Le second était de pondérer les indicateurs selon le niveau de difficulté en termes de ressources humaines ou financières. Il faut préciser que le choix des indicateurs découle du cadre de référence présenté précédemment et que la pondération est établie à partir d'un exercice de concertation avec plusieurs entreprises et intervenants de la région. Le dernier principe était que cet outil soit facile d'utilisation, c'est pourquoi elle est conçue avec le logiciel Excel.

Conclusion

Le programme Destin'Action Biosphère Lac-Saint-Pierre a été élaboré selon une démarche scientifique qui le rend crédible et solide. Cette démarche permet de minimiser les limites et à maximiser les avantages identifiés, de mettre en œuvre un programme qui tient compte d'un cadre de références solide et de considérer le contexte dans lequel il évoluera. Le programme Destin'Action Biosphère Lac-Saint-Pierre est très inclusif et volontaire en incluant tous les membres. En effet, les niveaux d'engagement permettent la participation autant des entreprises très performantes que les moins performantes. Le processus de certification est indépendant de la Coopérative pour assurer la plus grande impartialité.

Ensuite, pour assurer sa réussite, la stratégie marketing devra axer sur la promotion de la destination « Réserve mondiale de la biosphère » et émerger d'une forte collaboration entre les associations touristiques régionales et sectorielles.

Enfin, la transférabilité du programme à d'autres réserves du réseau mondial est un autre défi de taille qui nécessitera une grande visibilité dans les plates-formes nationales et internationales de l'UNESCO.

Bibliographie

Association canadienne des réserves de la biosphère (ACRB). (2002). Plan de coopération. Coopérative de solidarité de la Réserve de la biosphère du Lac-Saint-Pierre.

Ayuso, S. (2007), Comparing Volontary Policy Instruments for Sustainable Tourism : The Experience of Spanish Hotel Sector. *Journal of Sustainable Tourism*, Vol. 15, No. 2, pp. 144-159.

Bendell, J. & Font, X. (2003), Which Tourism Rules?; Green Standards and GATS. *Annals of Tourism Research.* Vol. 31, No 1.

Black, R. & Ham, S. (2005), Improving the Quality of Tour Guiding; Towards a Model for Tour guide Certification. *Journal of Ecotourism*, Vol. 4, No.3, p. 17.

Buckley, R.C. (2002), Tourism Ecolabel. *Annals of Tourism Research*, Vol. 29, No. 1, pp.183-208.

Carter et al. (2004), Improving Environmental Performance in the Tourism Accommodation Sector. *Journal of Ecotourism, Vol. 3, No.1, pp. 46-69*

Couture, M. (2002), Certification, accréditation et labellisation en écotourisme. *Téoros,* Vol. 21, no 3, automne, p. 5-13.

D'Amours, M. (2006), *L'économie sociale au Québec : cadre théorique, histoire, réalités et défis*. Éditions Saint-Martin. Montréal

Font, X., Sanabria, R. et Skinner, E. (2003), Sustainable Tourism and Ecotourism Certification: Raising Standards and Benefits. *Journal of Ecotourism*. Vol. 2 pp. 213-218.

Font, X. (2002), Environmental certification in tourism & hospitality: Progress, process & prospect. *Tourism Management, Vol. 23, pp. 197-205*

Font, X. (2001), Regulating the Green Message : the Players in ecolabelling. Dans Font, X. & Buckley, R.C. (2001). *Tourism Ecolabelling ; Certification and promotion of sustainable management*. CABI Publishing. Royaume-Uni, pp. 1-18

Gardner, J.E. (1990), Neuf aveugles, un éléphant : un premier examen de l'évaluation environnementale et des processus connexes en regard du développement durable. Dans Jacobs, P. et Sadler B. (1990), *Développement durable et évaluation environnementale; perspectives de planification d'un avenir commun*, Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale(CCREE). pp. 39-73

Global Sustainable Tourism Criteria (2008), Document récupéré le 27 novembre 2008 de : http://www.sustainabletourismcriteria.org/index.php?option=com_content&task=view&id=246&Itemid=456

Honey, M. (2003), Certification : Why Ecotourism Needs Strong Ecolabels. Dans D. McLaren (2003). *Rethinking Tiurism & Ecotravel- Second edition*. Kumarian Press, Inc. USA, pp. 109-112.

Honey, M. & Stewart, E. (2002), The Evolution of « Green » Standards for Tourism. Dans M. Honey, *Ecotourism & Certification; Setting Standards in Practice.* Island Press, p. 38.

Honey, M & Rome, A. (2001), *Protecting Paradise: Certification Programs for Sustainable Tourism and Ecotourism*. Report for the Center on Ecotourism and Sustainable Development, October, 83p. Document récupéré le 10 janvier 2008 de : http://www.conservationfinance.org/Documents/CF_related_papers/StandardsforParadise.pdf.

Jacobs, P. et Sadler B. (1990), *Développement durable et évaluation environnementale; perspectives de planification d'un avenir commun*, Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale(CCREE).

Jamal, T., Borges, M. & Stronza, A. (2006), The Institutionalisation of Ecotourism; Certification, Cultural Equity and Praxis. *Journal of Ecotourism.* Vol.5, No.3.

Kozac, M. & Neild, K. (2004), The Role of Quality and Eco-Labelling Systems in Destination *Benchmarking. Journal of Sustainable Tourism*, Vol. 12, no 2, pp. 10.

Municonsult. (2002), Plan directeur de développement écotouristique de la Réserve de la biosphère du Lac-Saint-Pierre. Montréal : Desjardins Marketing Stratégie

Rainforest Alliance (2003). Sustainable Tourism Stewardship Council : Raising the standard and benefits of sustainable tourism and ecotourism certification. New York. Document récupéré le 11 juin 2008 de : http://rainforest-alliance.org/tourism/documents/final_report.pdf

Rex, E. & Baumann, H. (2007), Beyong Ecolabel : What a green marketing can learn from conventional marketing. *Journal of Cleaner Production*, Vol.15, pp. 567-576

Sasidharan, V. & Font, X. (2001), Pitfalls of ecolabelling. Dans Font, X. & Buckley, R.C. (2001). *Tourism Ecolabelling ; Certification and promotion of sustainable management.* CABI Publishing. Royaume-Uni p. 105.

Synergy & WWF-UK (2000), Tourism certification : An analysis of Green Globe 21 and other tourism certification programmes.

Telepus, C.M & Castro-Córdoba, R.. (2005), Recognition schemes in tourism—from 'eco' to 'sustainability'?. *Journal of Cleaner Production,* Vol. 13, No. 2, pp. 135-140.

Turcotte, M-F. & Gendron, C. (2006), Labels et certifications d'écotourisme et de tourisme; Le contexte et la portée. Dans C. Gagnon et S. Gagnon, *L'écotourisme entre l'arbre et l'écorce; De la conservation au développement viable des territoires*. Québec : Presse de l'Université du Québec.

UNESCO (2009). Nouvelles réserve de la biosphère dans l'actualité. Document récupéré le 18 août 2010 de : http://portal.unesco.org/science/fr/ev.php-URL_ID=7671&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

UNESCO (1996). *Réserves de la biosphère : La Stratégie de Séville et le Cadre statutaire du Réseau mondial*. Division des sciences écologiques. France, Paris.

UNESCO (2008). Plan d'action de Madrid pour les réserves de la biosphère. Document récupéré le 16 décembre 2008 de : http://unesdoc.unesco.org/images/0016/001633/163301f.pdf.

WWF-UK, 2000. *Tourism Certification; An analysis of Green Globe 21 and other tourism certification programs.* Document récupéré le 10 octobre 2007 de : http://www.wwf.org.uk/filelibrary/pdf/tcr.pdf.

A Global Model Identifies the 16 Natural Resource World Heritage Sites Most at Risk From Climate Change

Jim Perry
(University of Minnesota)

Jim Perry
University of Minnesota
Department fop Fisheries, Wildlife and Conservation Biology
1980 Folwell Ave
St Paul, MN 55108
Email: Jperry@umn.edu

Acknowledgments
I am grateful to several people who have made this research possible. Doug Johnson (USGS) endured numerous discussions about experimental design and provided invaluable statistical guidance. Peter Snyder (University of Minnesota) and his staff generated the GCM predictions. Kishore Rao (UNESCO) provided comments on experimental design. Paul Bolstad (University of Minnesota) provided guidance on selection of variables for the vulnerability metrics. Jaiteh Malanding (CIESIN) provided all HII data. Haibo Wan (University of Minnesota) conducted the sensitivity simulations for the WHVI metric. Kishore Rao (UNESCO), Doug Johnson (USGS), Nancy Leasman (Leatherwood), Patrick Brouder (Umea University), and Luna Khirfan (University of Waterloo) provided very helpful comments on earlier drafts of this manuscript.

A Global Model Identifies the 16 Natural Resource World Heritage Sites Most at Risk From Climate Change

Abstract:
UNESCO's 207 natural resource World Heritage Sites represent the best places on earth. Each has universal value and is an example of outstanding phenomena of global significance. Each of these sites is at risk due to climate change, but risk magnitude varies widely among sites. I offer a model, based on predicted climate changes from multi-model ensemble GCM simulations, vulnerability from remote sensing data, and the Human Influence Index (HII), to express relative risk among the 207 sites. The model generates the World Heritage Vulnerability Index (WHVI). Nineteen of the 207 sites have a WHVI $\geq$1 SD greater than the mean, and are defined as most at risk. These 19 sites include nine islands (i.e., Vallée de Mai, Aldabra, East Rennell, Teide, Laurisilva of Maderia, Isole Eloie, Pitons Management Area, Morne Trois Pitons and Galapagos Islands), seven coastal sites (i.e., Everglades, Desembarco del Granma, High Coast and Kvarken Archipelago, Doñana, Brazilian Atlantic Islands, Ichkeul and The Sunderbans) and three mountainous sites (i.e., The Pyrenees Mont Pérdu, Nanda Devi and the Valley of Flowers, and Mount Kinabalu). Three of those nineteen (i.e., Teide, Isole Eloie, and the Pitons Management Area) are principally geologic sites that appear to be relatively resistant to short term climactic changes. The remaining 16 most-at-risk sites represent areas that are highly likely to respond to climactic changes in the next 40 years; those changes will threaten the universal values that make the sites eligible for World Heritage status. Those sites are areas where society could most effectively invest adaptive resources. I identify adaptive strategies and next steps for taking proactive action on climate change adaptation in the 16 World Heritage Sites most at risk due to climate change.

Keywords: Natural Resource World Heritage sites, climate change, risk

A Global Model Identifies the 16 Natural Resource World Heritage Sites Most at Risk From Climate Change

1 Introduction

World Heritage Sites represent a unique class of protected areas; each site has outstanding universal value and is of great significance to human society. Each World Heritage Site has been selected because it has attributes of significance to all of humankind (UNESCO n.d. [a]); as of June 2010, UNESCO had designated 911 World Heritage sites, of which 207 were selected due to natural resource value. A World Heritage Site must meet at least one of ten criteria to be selected for the UNESCO list (UNESCO n.d. [a]). Four of those criteria apply to *natural resource sites*. The latter must be outstanding examples of: major stages of the earth's history or geologic processes, significant ongoing biological or ecological processes in the evolution of ecosystems, contain examples of the most significant habitats for conservation of biodiversity, or contain superlative natural phenomena or areas of exceptional natural beauty (UNESCO n.d. [a]). Sites that meet any of the six cultural criteria and also meet one or more natural resource criteria are called *mixed sites*.

Each of those natural resource or mixed sites will be influenced by climate change. However, the negative impacts of climate change vary in probability and severity among sites. Conservation goals would be advanced through a global analysis that identified sites most at risk, allowing society to prioritize climate change adaptations. Such an analysis could empower proactive steps to develop climate change adaptation, reducing the negative impacts of climate change. That clearly would be beneficial in such valuable places as World Heritage Sites. For example, UNESCO's 2008 climate change policy document points out that there is a lack of understanding of the specific elements of climate change that are relevant to World Heritage properties (UNESCO 2008). Although UNESCO has published a series of case studies of climate change and World Heritage (UNESCO 2007a), no global analysis of climate change relative to all 207 natural resources or mixed World Heritage Sites has been published. Each World Heritage Site is owned and managed by one or more nations. UNESCO and national governments together have the opportunity to invest in adaptive strategies that are likely to reduce the negative impacts of climate change. But resources are limited and effective investment requires setting priorities. I developed and applied a global model to evaluate risks due to climate change among those 207 World Heritage Sites, offering UNESCO and the state parties an additional tool for acting on climate change risk, adaptation and investment at World Heritage Sites.

Climate change is a function of atmospheric chemistry, which has been and continues to be affected by human activities. Changes in atmospheric chemistry are changing local and regional climates worldwide. Climate change will affect every human and every ecosystem on earth (IPCC n.d.). Some locations will develop drier or wetter, colder or warmer average climates. Many more locations will experience increased variation in climactic conditions. Global Climate Models (GCMs) use information about historic climates and atmospheric properties to offer predictions about future climates (Donat *et al.* 2010, Oyzurt & Ergin 2010). Regional Climate Models (RCMs) can offer more precise predictions in some areas of the world; however, GCMs offer the most reasonable predictions of future climates available today if one desires a global scale analysis (Buytaret et *al.* 2010). Several GCMs used together in a multi-model ensemble allow an estimate of probable future condition (Donat *et*

al. 2010); variation among models within the ensemble provides an estimate of the uncertainty around each prediction.

Climate predictions and their uncertainty are only one component of risk (i.e., more than just climate controls the probability of a negative outcome). In this case, risk is the relative probability of negative impact due to climate change, which is expressed as the intersection of three composite variables: probable climate change, on-site vulnerability and human influence. I developed a model that calculates that risk, and then used that model to evaluate risk among 207 natural resource and mixed World Heritage Sites. I used predictions of future climate generated by a multi-model ensemble of GCMs. I developed and tested a vulnerability index to assess the probability and severity of negative impact at a given site. I used the Human Influence Index (HII) developed by the Center for Earth Science Information Network (CESIN) of Columbia University and the Wildlife Conservation Society (WCS) (Sanderson *et al.* 2002, Haines *et al.* 2008) as a measure of anthropogenic impact. All variables were converted to Z-scores (mean 0.0, SD 1.0) before being combined for analysis.

2 Assessing risk

2.1 Climate change

Climate predictions were generated using 23 Global Climate Models (GCMs). Each prediction represented a cell size of 40,000 km^2 (i.e., 200 km X 200 km, following Challinor *et al.* 2003, Baron *et al.* 2005) centered on the World Heritage Site. I used the 20-year period 1980-1999 as a reference period and generated predictions for two 20-year windows in the future. Each prediction covered a ten-year band, one centered on 2020 and one on 2050. Each model generated mean annual temperature and precipitation for each year in the window and then averaged those predictions. Predictions for 2020 are expressed as change relative to the reference condition. Predictions for 2050 are expressed as change relative to the predicted 2020 condition. I averaged predictions of all 23 models for a given site and time (e.g., 2050 minus 2020 for the single observation "mean temperature in 2050"). I had four such observations (i.e., temperature and precipitation in 2020 and 2050). I used the standard deviation (SD) of the 23 GCM predictions as a measure of uncertainty for each prediction. Thus, each temperature and precipitation variable had an associated uncertainty. I calculated a t-statistic (i.e., mean/SD) for each prediction. Sites with the largest t-statistic have the largest predicted changes relative to their standard deviation; they are the sites where probable negative impact is relatively large, uncertainty relatively low and therefore, are the places of most concern. Four t-statistics were combined and the result converted to a Z-score for a single climate variable, used later in the full model.

2.2 Vulnerability

Vulnerability, as used here expresses the probability that the attributes of a World Heritage Site (e.g., biodiversity, unique ecological or geologic processes) will be negatively impacted given a particular climate scenario. Vulnerability is not a single variable; it generally is expressed by several indices in an ensemble (Patterson and Malcolm 2010). I used 11 variables to assess vulnerability (Table 1). Among the 207 sites, average protected area size is approximately 10,000 km^2. I am interested in each World Heritage Site in the context of its surrounding landscape, considering all 207 sites as a population. Therefore, I used 20,000 km^2 (i.e., twice mean site size) as the spatial scale for this vulnerability assessment. I used Google Earth to draw a 20,000 km^2 rectangle centered on the latitude and longitude of each World Heritage Site. I saved that image, sharpened the contrast with image enhancement tools and used the image to calculate nine the eleven vulnerability metrics (Table 1). Units varied widely among the metrics (e.g., linear km, square km, Likert scale). I

calculated Z-scores for each variable, summed those 11 scores and calculated a Z-score representing a composite vulnerability metric for use later in the full model.

2.3 Human Influence

I assessed the extent of human Influence within each 20,000 km^2 area through the Human Influence Index (HII), a composite of several variables that has been widely used to describe the human footprint on the earth (Baldwin *et al.* 2007, Defries *et al.* 2007, Haines *et al.* 2008). The HII, based on the Last of the Wild V2 data base (CIESIN n.d.) is a measure of how aggressively humans have manipulated the landscape (Sanderson *et al.* 2002). Variables included in the HII include human population density, land transformation (as land cover), access (i.e., railroads, major roads, coastlines, navigable rivers) and electric power infrastructure (nighttime stable lights). Globally, the index ranges from 0 to 64. For this analysis, staff at CIESIN used a GIS to draw a 20,000 km^2 circle around the center of each of the 207 sites and calculated the HII within that circle (Malanding, personal communication). HII scores among the 207 World Heritage Sites ranged from 0 to 35, with a mean of 15.5. Human population density within the 207, 20,000 km^2 areas ranged from zero to 14.4 million. I calculated a Z-score based on the 207 HIIs for a composite Human Influence metric for use later in the model.

2.4 Sensitivity

I summed the three, composite Z-scores to develop one variable: the World Heritage Vulnerability Index (WHVI). Each of the three composite variables is weighted equally (i.e., 0.33) in the WHVI. Similarly, each of the 12 variables in the vulnerability metric is weighted equally (i.e., 0.08). In order to assess the possibility that one or more variables played an inordinate role, I completed a sensitivity analysis on variables within the vulnerability metric and those within the WHVI. I selected a minimum value for a given variable in the vulnerability metric as 0.01 and required that all weights sum to 1.0. I calculated WHVI for each site, for all possible combinations (approximately 14,000). After each iteration, I ranked vulnerability of the 207 sites based on the WHVI. At the conclusion of the analysis, I calculated mean, SD and coefficient of variation (CV) of site rank. Average CV among all iterations was 11.4%, suggesting that site rank changed little among iterations and the vulnerability metric is relatively robust. Similarly, I set weights of the three composite metrics in the WHVI to increments of 0.165, restricting the sum to 1.0 and calculated WHVI in all possible combinations. I then calculated mean, SD and CV for site rank. Mean CV was 12.0%, suggesting that the WHVI is relatively robust to differential weighting.

Predictions of future temperatures have lower uncertainty than those of precipitation. The t-statistic (i.e., mean/SD) expresses that difference: t-statistics ranged from 26-425 for temperature and 1-13 for precipitation because variation among precipitation predictions was large. If I calculate Z-scores from each t-statistic, then sum the four, I weight each of the four variables equally. That approach might be appropriate because changes in precipitation are very important to plants, animals and other site attributes. In contrast, if I sum four t-statistics and calculate a single Z-score, I incorporate the high uncertainty around precipitation predictions. In that case, the resulting Z-scores effectively weight precipitation between one and ten percent of the final calculation. I do not have clear evidence that either approach is preferable. Therefore, I conducted a sensitivity analysis of the four variables using weight increments of 0.10, restricting the sum to 1.0. For each model iteration, I calculated mean, SD and CV of site rank. Mean CV among all 207 sites was 15.4%, suggesting that site rank was relatively robust within these limits. I used the final WHVI score to ask which of the 207 sites are $\geq$1 SD greater or less than the overall mean. Nineteen sites were $\geq$ 1 SD greater than the

mean WHVI for both of the two climate model variants (i.e., whether I weight precipitation equal to temperature or incorporate uncertainty and down-play precipitation). I define those 19 sites (Table 2) as most-at-risk. Similarly, 27 sites were $\geq$ 1 SD less than the mean WHVI for both climate variants; these 27 (Table 3) I define as least-at-risk.

3 Results and discussion

My goal is to identify relative, not absolute risk. That is, I sought to identify the subset of the 207 natural resource or mixed World Heritage sites where the combination of projected climate changes, vulnerability and human influence offers the greatest opportunity for society to invest resources in adaptation. The 19 most-at-risk sites (Table 2) represent three groups: small, islands (n=9), coastal sites (n=7), and mountain sites (n=3).

3.1 Small islands

Small islands often represent habitats that are subject to sea level rise, and to effects of increasing storm frequency and intensity. Plants and animals on small islands also are spatially constrained, having few translocation opportunities as climates change. This large group (n=9, Table 2) contains three Pacific sites (in The Seychelles and Solomon Islands), three European sites (in Italy, Spain and Portugal), and three sites in the neotropics (in St. Lucia, Dominica and Ecuador). All have small predicted climate changes by 2020: temperature is expected to increase ~0.5 ^{o}C and precipitation to change up to 5%, compared to 1980-1999 reference conditions. About half of the predicted precipitation changes are increases and half decreases. Between 2020 and 2050, eight of the nine are predicted to experience about 25 mm/yr decreased precipitation. Those changes represent ~1-9% of 2020 precipitation. In contrast, between 2020 and 2050, East Rennell, in the Solomon Islands is predicted to experience a precipitation increase of more than 100 mm/yr (~4% of 2020 conditions). All are island ecosystems, often consisting of small, patchy landscapes and many are subject to sea level rise. The WHVI score at these nine sites is driven primarily by climate and human influence. Human influence in six of the nine is very high, with HII scores ranging from 27.8-33.4. In all but East Rennell, development of the human infrastructure and presence of human populations in high density constrains the adaptive responses available to plants and animals as climactic conditions change.

Two of the European sites (i.e., Teide National Park and Isole Eloie) and the Pitons Management Area in St Lucia are selected as World Heritage Sites primarily for physical attributes. Although plant and animal communities in these areas almost surely will be negatively influenced by climate change, the principal criterion supporting their membership in the list of World Heritage Sites is geologic. Their geologic attributes are likely to be relatively resistant to short term climactic changes and are less at-risk. The remaining six have unique, spatially constrained ecological communities that will be strongly influenced by the climactic changes predicted here. These areas also represent World Heritage Sites in which adaptive strategies are most limited. Strategies like assisted translocation, corridors, buffers, linkages to adjacent protected areas, and increased land within the protected area all are unavailable in a constrained island environment. In some cases, managers of islands subject to sea level rise have adopted strategies to protect the human infrastructure as climates change (Boyd 2010). More broadly, the Center for Island Climate Adaptation and Policy (Anonymous 2010) coordinates a range of research and policy efforts to guide adaptation. However these small island, natural resource, World Heritage Sites represent areas of relatively low human impact to date and societal choices for climate change adaptation here are few.

3.2 Coastal sites

Coastal areas, where human influence is high and land use changes rapidly as one moves away from the coast represent difficult habitats for plants and animals. Communities in these areas are constrained between the marine system and inlands that may be inhospitable to coastal organisms. Further, coastal areas are very attractive to humans; often their habitats are reduced by development of human infrastructure. If climate change causes increased storm intensity and frequency, these organisms will sustain further negative impacts. Seven of the most at risk World Heritage Sites represent such coastal areas (Table 2). The seven sites are widely spread around the world, with no two sites close together. All but one of the seven sites (i.e., all but Everglades National Park) have high human impacts (HII 19.6-32.4). Sites with high human population density might provide more opportunity for creative adaptation measures than those with lower human influence. For example, marketing might be used to draw people to nearby recreation areas that are less sensitive. Such a strategy has been used in the US to manage National Parks (tolerant of high impact) differently than National Monuments (less tolerant).

All seven sites are predicted to have small temperature increases (0.5-1.1 ^{o}C) but have precipitation reduced by as much as 5.5% by 2020. Between 2020 and 2050, temperatures are predicted to increase a further 0.7-1.5 ^{o}C. Although precipitation predictions are subject to high uncertainty, the models predict that precipitation will decrease at three sites and increase at four. Desembarco del Granma is a geologic site with extensive karst. Precipitation here is predicted to increase slightly (<0.5%) by 2020 but then increase >10% between 2020 and 2050. Increased water flow, especially high velocity water from storms landing on saturated soils, will probably accelerate subterranean erosion. Everglades National Park is already inscribed on UNESCO's list of World Heritage Sites in Danger (UNESCO n.d. (b)) and dams on rivers feeding Ichkeul National Park have negatively impacted water flow and reduced wildlife habitat. Climate changes are likely to exacerbate the problems these plant and animal communities already face.

Although absolute predictions (i.e., changed ^{o}C mm/yr) are relatively similar among the seven sites, reference conditions vary widely among the sites. Impacts expressed as percentage may be more instructive of how significant the change will appear to the organisms on-site. The Finnish and Swedish High coast and Kvarken Archipelago is a cold landscape while all others in this group are warm. On a percentage basis, the temperature changes predicted for the High Coast and Kvarken Archipelago are an order of magnitude greater than any other changes reported in this analysis. The predicted 1-1.5 ^{o}C increase in temperature at this Scandinavian site represents a change of 36% of reference conditions by 2020 and an additional 71% between 2020 and 2050. Changes of that magnitude certainly will lead to extirpations, colonization by invasives and large changes in community composition. Adaptive strategies in this region might include linkages to existing and new protected areas north and east of the World Heritage Site, which would allow colonization and migration corridors for at-risk plants and animals. All seven of these sites have sensitive ecological communities that might be negatively impacted by climate change and represent locations where society might be able to make positive changes through adaptation.

3.3 Mountains

Communities in mountainous areas are widely understood to be at risk due to climate change because rising temperatures will force upward migration of some species and extirpation of others, causing new communities to form (Ameztegui et al. 2010, UNESCO 2007b). However, in this analysis, most of the 207 World Heritage Sites that are mountainous have relatively small predicted temperature and precipitation changes, as well as relatively

low vulnerability, due at least in part to limited human infrastructure in those areas. Only three mid-continental mountain sites are among those most-at-risk: The Pyrenees-Mont Pérdu, Nanda Devi and the Valley of Flowers, and Mount Kinabalu. All three have high human impacts. These three have very similar predictions for climactic changes through 2050. Temperatures are projected to increase from 0.5 to 1.0 ^{o}C; those increases represent changes of less than 4% mean annual temperature. Precipitation is predicted to decrease slightly (i.e., 3-9 mm/yr, 0.2-0.9%) by 2020. Between 2020 and 2050, the models predict increases in precipitation (i.e., about 30 mm/yr, or about 2%) at all three sites.

All three of these sites have rapid changes in elevation; two of the three have glaciers. All three have relatively fragmented, patchy landscapes with strong edge effects that are likely to constrain movement and colonization of plants and animals. Human impact is relatively high at these sites, with HII ranging from 15.5 to 20.5. In India and France, infrastructure development has impacted the landscape significantly; the high HII occurs in spite of relatively low human population density (76-436K). Adaptation strategies in these mountainous areas might include assisted migration and colonization of sensitive, rare populations; development of buffers and corridors linking adjacent protected areas; and creative management of recreational impacts.

3.4 Least at risk sites

Twenty seven of the 207 sites are least-at-risk (i.e., they are $\geq$ 1 SD below the mean World Heritage Vulnerability Index) (Table 3). These sites are widely distributed: eight in Africa, two Australia, one in Antarctica, four in Russia, one each in Scandinavia and North America, six in South America, and three in Asia. Most of these sites are relatively large; have very low human impact and population density; and have comparatively small predicted climate changes, each of which is associated with high variation. These 27 represent a population of World Heritage Sites where risks are lower and changes are predicted to be relatively small over the next 40 years. They will serve as valuable reference conditions in monitoring global changes.

4 Conclusions

Nineteen of the 207 natural resource or mixed World Heritage sites are at increased risk of impacts due to climate change; those impacts will threaten sustainability of the outstanding universal value that allows them to qualify as the world's best places. Three of the 19 (i.e., Teide in Spain, Isole Eolie in Italy and the Pitons in St Lucia) are at lower overall risk than the remaining 16 sites (i.e., their principal World Heritage attributes are geologic). The remaining 16 sites represent society's best opportunities for climate change adaptation among the 207 natural resource and mixed World Heritage Sites.

A widely suggested strategy for addressing climate change impacts is to remove or reduce other threats (Hannah et al. 2002, Lawler et al. 2010). Such guidance is appropriate although rather innocuous; it lacks specificity and is so apparent it has limited utility. It is appropriate to invest in increased monitoring of both climate and the variables that control vulnerability at these World Heritage sites. Managers at nearly all sites now collect some climatic data. It will be wise to invest in more sophisticated ecological monitoring and climatic modeling at the sites deemed most at risk.

There is an opportunity now for UNESCO and the state parties to develop iterative approaches for adaptation at the 16 sites most at risk. Management to limit the invasion and spread of invasive species may be the most significant adaptive strategy available for these sites. At the local scale, attention should be given to intentional manipulation of plant and

animal communities, including assisted translocation (although outcomes of such strategies are highly uncertain (Lawler et al., 2010)). At the landscape scale, management should include investment in new land purchases to strategically expand the protection offered by World Heritage status (e.g., by developing a national park adjacent to the site). Other investments might include road crossing structures to reduce the effects of habitat fragmentation, and buffers and corridors, especially ones connecting relatively proximal protected areas. Human influence could be managed through education, controlling access, or using marketing to intentionally draw people to nearby recreational areas that might reduce the impact on fragile sites.

The World Heritage Vulnerability Index (WHVI) developed here is a relative measure. There is no implied claim that sites in the least-at-risk group are not at some risk. The Index is intended to offer UNESCO and the state parties one more tool for making informed decisions among the properties that have been designated natural resource or mixed World Heritage Sites. There also is value in using the WHVI to further inform World Heritage Site selection. Nominated sites that are at high risk and have high adaptive potential would seem to be of higher priority than ones less at risk or with lower potential. The former sites are at risk from climate change but, through adaptive practices, society can reduced the probability of losing a unique resource.

In all cases, thoughtful, well informed, adaptive management will most advance the cause of sustainable management at World Heritage Sites (UNESCO 2007b). A key element of such a strategy is being willing to consider a range of actions including doing nothing in some cases, monitor results, and change course as necessary (Millar et al. 2007). Human society does not have the resources to invest in adaptation at all World Heritage Sites. In the absence of a transparent, objective metric for choosing where to invest, there is low probability that resources will be invested in ways that will make the greatest impact. The model offered here is easy to use and easily adapted. It uses climate modeling results which can be readily updated as new models or data become available, and uses criteria for vulnerability and human influence that have been widely tested and discussed in the refereed literature. The results offer UNESCO and the state parties an additional resource for prioritizing how such adaptation investments can best be made.

Bibliography

Ameztegui, Aitor, Lluis Brotons and Lluis Coll. (2010) “Land use changes as major drivers of mountain pine (*Pinus unicata* Ram) expansion in the Pyrenees”, Global Ecology and Biogeography Vol 19, No 5, pp 632-641.

Anonymous (2010) Center for Island Climate Adaptation and Policy, http://www.cakex.org/directory/organizations/center-island-climate-adaptation-and-policy-icap Accessed 21 August, 2010

Baldwin, Robert F, Stephen C Trombulak, Mark G Anderson, Gillian Wolmer. (2007) “Projecting transition probabilities for regular public roads at the ecoregion scale”, Landscape and Urban Planning Vol 80, pp 404-411.

Baron, Christian, Benjamin Sultan, Maude Balme, Benoit Starr, Seydu Traore, Thierry Lebel, Serge Janicott, Michael Dingkuhn. (2005) “From GCM grid cell to agricultural plot: scale issues affecting modeling of climate impact”, Philosophical Transactions of the Royal Society B, Vol 360, pp 2095-2108.

Boyd, Joel. (2010) Planning for sea level rise in Rhode Island’s coastal management program. http://www.cakex.org/case-studies/1546 Accessed 21 August, 2010.

Buytaret, W, M Vuille, A Dewulf, R Urrutia, A Karmalkar, R Célerri. (2010) “Uncertainties in comate change projections and regional downscaling in the tropical Andes: implications for

water resources management", Hydrological and Earth Systems Sciences Vol 14, pp 1247-1258.
Challinor, AJ, JM Slingo, TR Wheeler, PQ Crauford, DIF Grimes. (2003)" Toward a combined seasonal weather and crop productivity forecasting system: determination of the working spatial scale", Journal of Applied Meteorology, Vol 42, pp 175-192.
CIESIN (Center for International Earth Science Information Network) (nd) http://sedac.ciesin.columbia.edu/wildareas/ Accessed 17 July, 2010.
Defries, Ruth, Andrew Hansen, B L Turner, Robin Reid, Jiangou Liu. (2007) "Land use change around protected areas: management to balance human needs and ecological function", Ecological Applications, Vol 17, pp 1031-1038.
Donat, Markus G, Gregor C Leckebusch, Joaquim G Pinto, Uwe Ulbrich. (2010) "European storminess and associated circulation weather types: future changes deduced from a multi-model ensemble of GCM simulations", Climate Research, Vol 42, pp 27-43.
Haines, Aaron M, Matthias Leu, Leona K Svancara, J Michael Scott, Kerry P Reese. (2008) "A theoretical approach to using human footprint data to assess landscape level conservation efforts", Conservation Letters, Vol 1, pp 165-172.
Hannah, L, G F Midgley, D Millar. (2002). Climate change integrated conservation strategies. Global Ecology and Biogeography Vol 11, pp 485-495.
Heller, Nicole E, Erika S Zavaleta. (2009) Biodiversity management in the face of climate change: a review of 22 years of recommendations. Biological Conservation Vol 142, pp 14-32.
IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change) (nd) http://www.ipcc.ch/ Accessed 17 July, 2010.
Lawler, Joshua J, Timothy H Tear, Chris Pyke, M Rebecca Shaw, Patrick Gonzalez, Peter Kareiva, Lara Hansen, Leee Hannah, Kirk Klausmeyer, Allison Aldous, Craig Benz, Sam Pearsall. (2010) "Resource management in a changing and uncertain climate", Frontiers in Ecology and the Environment Vol 8, No 1, pp 35-43.
Millar, Constance I, Nathan L Stephenson, Scott L Stephens (2007) "Climate change and forests of the future: managing in the face of uncertainty", Ecological Applications Vol 17, Iss 12, pp 2145-2151.
Patterson, Jesse E. H., Jay R Malcolm (2010) "Landscape structure and local habitat characteristics as correlates of *Glaucomys sabrinus* and *Tamiasciurus hudsonicus* occurrence", Journal of Mammalogy Vol 91, No 3, pp 642-653.
Sanderson, Eric W, Jaiteh Malanding, Marc A Levy, Kent H Redford, Antoinette V Wannebo, Gillian Woolmer. (2002) "The human footprint and the last of the wild", BioScience, Vol 52, No 10, pp 891-904.
Sea levels on line. (nd) http://tidesandcurrents.noaa.gov/sltrends/sltrends.shtml Accessed 18 July 2010.
UNESCO (United Nations Environment and Scientific Organization) (nd) (a) http://whc.unesco.org/en/criteria/ Accessed 17 July 2010.
UNESCO (United Nations Environment and Scientific Organization) (nd) (b) http://whc.unesco.org/en/danger/ Accessed 12 August 2010.
UNESCO (2007a) "Case studies on World Heritage and climate change", Activity 473-1, UNESCO World Heritage Center, Paris, available at http://whc.unesco.org/uploads/activities/documents/activity-473-1.pdf Accessed 30 August, 2010.
UNESCO (2007b) "World Heritage Reports 22-Climate change and world heritage", Activity 474-1, UNESCO World Heritage Center, Paris, available at http://whc.unesco.org/documents/publi_wh_papers_22_en.pdf Accessed 30 August, 2010.

UNESCO (2008) “Policy document on the impacts of climate change on World Heritage properties”, Activity 397-2, UNESCO World Heritage Center, Paris, available at http://whc.unesco.org/uploads/activities/documents/activity-393-2.pdf Accessed 30 August, 2010.
van Zeijl-Rozema, Annemarie, Pim Martens. (2010) “An adaptive indicator framework for monitoring regional sustainable development: a case study of the INSURE project in Limburg, The Netherlands” Sustainability: Science, Practice, & Policy Vol. 6, Iss. 1, pp 6-17.

Table 1. I used eleven metrics to assess relative vulnerability to climate change at natural resource and mixed World Heritage (WH) Sites. Most metrics were measured on 20,000 km^2 Google Earth images centered on the WH site (i.e., an area equal to twice mean size of the 207 sites). Each of the Google Earth variables was measured on a saved image, with contrast sharpened with Adobe Photo Shop CS. All variables that involve quantitative metrics (e.g., linear km, area in sq km) were adjusted to the scale of the image so they reflect actual distances and areas. Areal estimates were made by counting cells, where each cell could have only one value (i.e., each cell was labeled with the attribute that represented $\geq$ 51% of its contents). Images had an average of 213 cells; cells averaged 102 km^2.

Metric	Source	Interpretation
Size	Area in square kilometers from the World Heritage web site (UNESCO nd (a))	Smaller is more vulnerable
Probable sea level change (applies only to coastal or island sites)	Sea Levels on line (7) contains observed trends in sea level, plotted on a world map. I located the sea level observation closest to the World Heritage Site and rated the probability and magnitude of sea level change for the site in one combined, Likert-scale variable, from 0 (negative impacts from rising sea level highly unlikely) to 5 (negative impacts very probable)	5 is most vulnerable
Edges	Google Earth: I traced visible land cover changes (i.e., edges) on the image. I considered rivers as part of the landscape and did not count river bank as an edge.	Higher edge density is more vulnerable
Patches	Google Earth: Continuous area of a single land cover; number of discrete patches in the image.	More patches per area is more vulnerable
Patch size	Google Earth: Number of cells within each patch, converted to area.	Smaller average size is more vulnerable
Variation in patch size	Google Earth: standard deviation around mean patch size, in km^2.	Higher variation is more vulnerable
Percent mountains	Google Earth: Area where elevation differs >50% from center to edge of a cell; number of cells meeting that criterion.	Higher percentage is more vulnerable
Percent glaciers	Google Earth: Area of visible ice cover in $\geq$ 51% of a cell; number of cells meeting that criterion.	Higher percentage is more vulnerable
Percent island	Google Earth: Area fully surrounded by water on the image. In rare cases, it was apparent from a more coarse view that an area was insular even if a portion of the image was not fully surrounded; those areas accepted as island as well. Number of cells meeting that criterion.	Higher percentage is more vulnerable
Average elevation (applies only to coastal or island sites)	Google Earth: Elevation (m above sea level) at the latitude and longitude reported on the UNESCO World Heritage Site page for the site.	Lower elevation means site is more likely to be flooded as storm intensity increases or sea levels rise
Aggressive land use	Google Earth: Cell containing evident alteration (e.g., urban, agriculture, harvested forest); number of cells meeting that criterion.	More aggressive land uses allow fewer opportunities for plants and animals to escape changing conditions

Table 2. Nineteen of the 207 natural resource and mixed World Heritage Sites are most at risk due to climate change (i.e., are ≥1 SD greater than mean World Heritage Vulnerability Index, WHVI). Those 19 represent three groups of sites: small islands (n=9), coastal sites (n=7), and mountainous sites (n=3). Three of those sites (shown in shaded cells) are based on geologic criteria and are predicted to be somewhat more resistant to climate change impacts. The remaining 16 are the natural resource World Heritage Sites of greatest opportunity for climate adaptation.
Predicted climate: I report mean and SD among 23 GCMs for annual temperature (^{o}C) and precipitation (mm/yr). Change for 2020 is relative to 1989-2000 reference conditions; change in 2050 is relative to predicted 2020 conditions. All model calculations were performed in ^{o}K. Percent changes are based on ^{o}C, relative to reference for 2020 and relative to 2020 conditions for 2050.
Vulnerability: Z-scores, which range from -2.04 to 4.28 among all 207 sites are based on 11 standardized metrics.
Human Influence Index (HII) ranges 0-64 globally, with higher scores indicating greater human impact. HII in this population of 207 World Heritage Sites ranges from 0 to 35. I report for each site HII, its Z-score, and human population within a 20,000 km^2 centered at the site.

Natural resource or mixed World Heritage sites most at risk from climate change			
Country, Site	**Predicted climate changes**	**Vulnerability**	**HII, human population**
Small islands (n=9, mean WHVI Z score=2.05)			
Seychelles Vallée de Mai Z=4.08	**By 2020:** 0.6 ^{o}C (2.2%) increase (SD 0.8 ^{o}C); 55 mm/yr (2.4%) increase (SD 431 mm) **2020-2050:** 0.8 ^{o}C (2.8%) increase (SD 0.9 ^{o}C); 26 mm/yr (1.1%) decrease (SD 431 mm)	Very vulnerable, Z=4.28 Very small, subject to sea level change, patchy landscape	HII 17.3 Z=0.24, 46K
Seychelles Aldabara Atoll Z=1.82	**By 2020:** 0.6 ^{o}C (2.2%) increase (SD 0.9 ^{o}C); 37.8 mm/yr (2.9%) increase (SD 416 mm) **2020-2050:** 0.7 ^{o}C (2.6%) increase (SD 0.9 ^{o}C); 22.3 mm/yr (1.6%) decrease (SD 415 mm)	Vulnerable, Z=0.44 Small site, subject to sea level change, patchy landscape	HII 17.3 Z=0.24, 46K
Solomon Islands East Renell Z=1.89	**By 2020:** 0.5 ^{o}C (2.0%) increase (SD 0.7 ^{o}C); 12.2 mm/yr (0.4%) decrease (SD 682 mm) **2020-2050:** 0.7 ^{o}C (2.7%) increase (SD 0.7 ^{o}C); 104.4 mm/yr (3.7%) increase (SD 792 mm)	Low vulnerability, Z=0.15 Patchy island, subject to sea level rise	HII 7.6 Z=-0.86, 3.3K
Spain Teide National Park Z=1.44	**By 2020:** 0.5 ^{o}C (2.7%) increase (SD 1.5 ^{o}C); 0.5 mm/yr (0.3%) decrease (SD 82 mm) **2020-2050:** 0.7 ^{o}C (3.6%) increase (SD 1.5 ^{o}C); 10.9 mm/yr (6.7%) decrease (SD 80 mm)	Low vulnerability, Z=0.02	High HII 33.4 Z=2.07 Intense infrastructure, 780K
Portugal Laurisilva of Maderia	**By 2020:** 0.5 ^{o}C (2.7%) increase (SD 1.1 ^{o}C); 11.2 mm/yr (3.8%) decrease (SD 74 mm)	Low vulnerability, Z=-0.31	High HII 31.5 Z=1.86, 216K

Z=1.64	**2020-2050:** 0.7 °C (3.8%) increase (SD 1.2 °C); 16.1 mm/yr (5.8%) decrease (SD 70 mm)		
Italy Isole Eloie Z=2.23	**By 2020:** 0.7 °C (4.2%) increase (SD 1.1 °C); 16.9 mm/yr (3.5%) decrease (SD 134 mm) **2020-2050:** 0.9 °C (5.1%) increase (SD 1.2 °C); 42.4 mm/yr (9.0%) decrease (SD 120 mm)	Moderate vulnerability, Z=1.04 Small, patchy island, subject to sea level rise	High HII 27.8 Z=1.44, intense infrastructure, 813K
St Lucia Pitons Management area Z=2.20	**By 2020:** 0.5 °C (2.0%) increase (SD 1.1 °C); 22.3 mm/yr (2.7%) decrease (SD 345 mm) **2020-2050:** 0.7 °C (2.7%) increase (SD 1.1 °C); 31.2 mm/yr (3.9%) decrease (SD 358 mm)	Relatively low vulnerability, Z=0.42 Patchy island, subject to sea level rise	High HII 31.4 Z=1.84, 274K
Dominica Morne Trois Pitons Z=1.93	**By 2020:** 0.5 °C (2.0%) increase (SD 1.1 °C); 9.9 mm/yr (1.2%) decrease (SD 419 mm) **2020-2050:** 0.7 °C (2.8%) increase (SD 1.2 °C); 22.1 mm/yr (2.6%) decrease (SD 438 mm)	Relatively low vulnerability, Z=0.32 Patchy island, subject to sea level rise	High HII 30 Z=1.70, 353K
Ecuador Galapagos Z=1.24	**By 2020:** 0.7 °C (3.3%) increase (SD 2.2 °C); 45.7 mm/yr (1.4%) decrease (SD 2184 mm) **2020-2050:** 0.9 °C (4.4%) increase (SD 2.2 °C); 16.0 mm/yr (0.5%) decrease (SD 1920 mm)	Vulnerable, Z=0.54, Small, patchy landscape, island effect, subject to sea level rise	High HII 33.4 Z=2.07, 1.3K
Coasts, usually with intense development (n=7, mean WHVI Z score=1.51)			
US Everglades Z=2.18	**By 2020:** 0.6 °C (2.6%) increase (SD 1.6 °C); 3.5 mm/yr (0.3%) decrease (SD 248 mm) **2020-2050:** 0.9 °C (3.5%) increase (SD 1.7 °C); 4.1 mm/yr (0.4%) decrease (SD 260 mm)	Very vulnerable (Z=3.70) Patchy, edge laden, low elevation, subject to sea level rise	HII 13 Z=-0.24, 1.1 M
Cuba Desembarco de Granma Z=1.69	**By 2020:** 0.5 °C (2.4%) increase (SD 1.1 °C); 6.0 mm/yr (0.4%) decrease (SD 275 mm) **2020-2050:** 0.8 °C (3.5%) increase (SD 1.1 °C); 12.1 mm/yr (0.9%) increase (SD 345 mm)	Vulnerable, Z=0.11 Small, patchy landscape, possible sea level rise	High HII 26.7 Z=1.31, 302K
Sweden & Finland High Coast and Kvarken Archipelago Z=1.01	**By 2020:** 1.1 °C (35.7%) increase (SD 4.1 °C); 40.2 mm/yr (5.5%) decrease (SD 243 mm) **2020-2050:** 1.4 °C (70.6%) increase (SD 4.1 °C); 29.0 mm/yr (3.8%) increase (SD 250 mm)	Very vulnerable, Z=2.15 Patchy, edge laden, low elevation, subject to sea level rise	HII 24.5, Z=1.06, 69K
Spain Doñana Z=1.45	**By 2020:** 0.5 °C (2.7%) increase (SD 1.3 °C); no change in precipitation (SD 78 mm)	Low vulnerability, Z=-0.21	High HII 32.4 Z=1.95, 2.1M

	2020-2050: 0.7 °C (3.6%) increase (SD 1.4 °C); 10.9 mm/yr (3.6%) decrease (SD 77 mm)		
Brazil Atlantic Forest Z=1.38	**By 2020:** 0.6 °C (2.2%) increase (SD 1.0 °C); 28.5 mm/yr (1.9%) decrease (SD 489 mm) **2020-2050:** 0.8 °C (2.9%) increase (SD 1.1 °C); 13.0 mm/yr (0.9%) increase (SD 496 mm)	Low vulnerability, Z=0.07 Patchy, edge laden, low elevation, subject to sea level rise	HII 19.6 Z=0.6, 749K
Bangladesh & India The Sundarbans and Sundarbans National Park Z=1.70	**By 2020:** 0.5 °C (1.9%) increase (SD 1.7 °C); 15.4 mm/yr (1.0%) decrease (SD 624 mm) **2020-2050:** 1.0 °C (3.6%) increase (SD 1.7 °C); 31.1 mm/yr (2.1%) increase (SD 721 mm)	High vulnerability Z=1.53 Patchy, edge laden, low elevation, subject to sea level rise	High HII 25.9 Z=1.22, High population density, 12.8 M
Tunisia Ichkeul Z=1.18	**By 2020:** 0.7 °C (4.0%) increase (SD 1.4 °C); 17.3 mm/yr (4.3%) decrease (SD 207 mm) **2020-2050:** 1.0 °C (5.3%) increase (SD 1.4 °C); 31.2 mm/yr (31.2%) decrease (SD 187 mm)	Low vulnerability, Z=-0.27	HII 29.5, Z=1.62, 2.6M
Mountains (n=3, mean WHVI Z score=1.64)			
France Pyrenees - Mont Pérdu Z=1.81	**By 2020:** 0.6 °C (2.4%) increase (SD 0.8 °C); 9.4 mm/yr (0.9%) decrease (SD 63 mm) **2020-2050:** 0.7 °C (2.7%) increase (SD 0.9 °C); 28.1 mm/yr (2.5%) increase (SD 396 mm)	Low vulnerability, Z=-0.25 High mountains	HII 20.5 Z=0.6, 463K
India Nanda Devi and Valley of Flowers Z=1.44	**By 2020:** 0.5 °C (1.9%) increase (SD 1.6 °C); 3.3 mm/yr (0.2%) decrease (SD 336 mm) **2020-2050:** 1.0 °C (3.6%) increase (SD 1.7 °C); 30.3 mm/yr (2.0%) increase (SD 735 mm)	Highly vulnerable Z=1.46 Patchy landscape with mountains and glaciers	Low HII 15.5 Z=-0.3, 76K
Malaysia Kinabalu Z=1.66	**By 2020:** 0.5 °C (1.9%) increase (SD 1.6 °C); 3.3 mm/yr (0.2%) decrease (SD 336 mm) **2020-2050:** 1.0 °C (3.6%) increase (SD 1.7 °C); 30.3 mm/yr (2.0%) increase (SD 735 mm)	Low vulnerability Z=0.14 Patchy, mountainous landscape	HII 18.8 Z=0.4, 1.1M

Table 3. Twenty seven of the 207 natural resource and mixed World Heritage Sites are least at risk due to climate change (i.e., are ≥1 SD less than mean World Heritage Vulnerability Index, WHVI). Their lower level of risk is comparative (i.e., lower than others in this population) and is based on the combination of predicted climate change, vulnerability and human influence. Those 27 are relatively uniform; their WHVI Z-score ranges from -2.3 to -1.13. Average predicted temperature and precipitation changes by 2020 and by 2050 are zero among the sites.

Africa (n=8, mean WHVI -1.65)	
Central African Republic Manouva Gounda St Floris	Niger Air & Tenere
Cameroon Dja Faunal Reserve	Suriname Central Suriname Reserve
Ethiopia Simien National Park	Mauritania Banc d'Arguin
Senegal Nikolo-Koba	Algeria Tasini d'Alger
Australia and Antarctica (n=4, mean WHVI -1.48)	
Macguirie Island	Australian Fossil Mammal Sites
Kakadu	Purnululu
Russia and Scandinavia (n=5, mean WHVI -1.58)	
Golden Mountains of Altai	Virgin Komi Forests
Volcanoes of Kamchatka	Uuvs Nuur Basin
Swedish Laponian Area	
North America (n=1, WHVI -2.30)	
Canada Wood Buffalo	
South America (n=6 mean WHVI -1.73	
Brazil Cerrado Protected areas	Brazil Central Amazon
Peru Manu	Peru Huascaran
Peru Machu Pichu	Argentina Talampaya National Park
Asia (n=3, mean WHVI -1.34)	
India Keoladeo National Park	China Huanglong
China Three Parallel Rivers	

Les conditions d'accueil dans les sites du patrimoine mondial

Véronique Petitpas
(Comité Régional du Tourisme Paris Ile-de-France)
&
Yves Queguiner
(Comité Régional du Tourisme Paris Ile-de-France)

Véronique Petitpas
Comité Régional du Tourisme Paris Ile-de-France
11 rue du faubourg Poissonnière
75009 Paris
France
Courriel : vpetitpas@nouveau-paris-idf.com

Yves Queguiner
Comité Régional du Tourisme Paris Ile-de-France
11 rue du faubourg Poissonnière
75009 Paris
France
Courriel : yqueguiner@nouveau-paris-idf.com

Les conditions d'accueil dans les sites du patrimoine mondial

Résumé:
Le Comité Régional du Tourisme Paris Ile-de-France, institution régionale touristique française a réussi à fédérer sur le sujet de la **qualité de l'accueil** les plus grands sites culturels de 9 capitales internationales à forte fréquentation touristique.
Pour ce faire, il a mis en place un baromètre sur la qualité de l'accueil adapté au métier des musées et monuments : des visiteurs mystères évaluent la qualité de l'accueil de 40 musées et monuments les plus fréquentés au monde, dans 9 grandes capitales touristiques occidentales.
L'ensemble des résultats permet ainsi d'identifier les points forts et les points faibles de l'accueil des sites culturels et d'observer les expériences de l'accueil dans les sites culturels à l'étranger.
Ce baromètre qualité devient alors un outil managérial pour orienter et motiver ses équipes et provoque une émulation qui stimule chacun pour améliorer la qualité de son accueil et mettre en place des actions correctives et innovantes.
Les sites inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco partagent, comme les autres grands sites culturels très touristiques, les problématiques que pose la qualité de l'accueil aujourd'hui : l'accueil des touristes, la gestion des flux, l'information en amont, la pro-activité des agents d'accueil vers le public…On observe malgré tout que le prestige de l'inscription au patrimoine mondial n'est pas un facteur quant à un meilleur accueil des touristes.
A travers ce baromètre international, le CRT, acteur du monde du tourisme, réussit à faire profiter de son expertise touristique au monde de la culture.

Mots clés : Sites du patrimoine mondial, Ile-de-France, qualité de l'accueil

Les conditions d'accueil dans les sites du patrimoine mondial

Le Comité Régional du Tourisme Paris Ile-de-France, institution régionale touristique a réussi à fédérer sur le sujet de la qualité de l'accueil les plus grands sites culturels de 9 capitales internationales à forte fréquentation touristique.

1. Le CRT Paris Ile-de-France et sa démarche qualité de l'accueil

1.1 Paris Ile-de-France, première destination touristique au monde

La région Paris Ile-de-France IDF a enregistré 32.1 millions d'arrivées en 2009. C'est l'une des premières régions touristiques au monde : elle reçoit autant de visiteurs que les destinations de Hong Kong ou du Mexique (Chiffres OMT, 2007).

Plus de 2/3 de la clientèle étrangère proviennent d'Europe. Les Etats-Unis représentent également une part importante de la clientèle étrangère (11%).

Au-delà de Paris, qui représente évidemment le pôle touristique fort de la région, Versailles et le parc Disneyland Resort Paris sont aussi des vecteurs forts en matière de fréquentation touristique.

1.2 La région capitale

Cette région est aussi la plus peuplée de France : elle compte 11.7 millions d'habitants et représente 19% de la population française.

Elle est la première région économique française et l'une des plus importantes au point de vue européen.

D'un point de vue touristique, les recettes du tourisme à Paris IDF sont équivalentes aux recettes du tourisme en Grèce ou en Thaïlande avec 19 milliards de dollars.

1.3 L'importance des sites culturels dans la région

Il existe plus de 70 sites culturels dans la région Paris Ile-de-France. Parmi eux, les 20 sites les plus visités affichent plus de 61 834 000 visites.

C'est dire si le secteur culturel est de loin l'atout majeur de la destination Paris Ile-de-France : sa richesse patrimoniale et son offre culturelle exceptionnelle, depuis les musées et monuments dits classiques, jusqu'à l'art contemporain en passant par le design ou la mode, des expositions grand public, jusqu'aux expositions très spécialisées, lui permettent de toucher un public très varié.

2. Le Comité Régional du tourisme Ile-de-France

2.1 Les missions générales du CRT

Le CRT est une association financée par la Région Île-de-France. Il a pour mission d'assurer la promotion et la communication de la destination touristique Paris Ile-de-France en France et à l'étranger et de contribuer à la mise en oeuvre de la politique régionale du Tourisme. Celle-ci consiste à valoriser l'offre touristique, à promouvoir et communiquer au profit de la destination à partir d'une segmentation des clientèles et des marchés, à développer des partenariats avec les différents professionnels touristiques, à travailler sur la qualité de l'offre touristique, à offrir au visiteur une gamme complète de services aux aéroports et enfin, à rendre la destination accessible pour tous. Aujourd'hui, le CRT est une structure qui compte 165 salariés.

2.2 Les partenaires du CRT dans le monde du tourisme

A travers l'ensemble de ces missions, le CRT est devenu un partenaire important pour les différents acteurs du tourisme francilien, tant privés que public : les cafés hôtels restaurants,

les tours opérateurs, les transporteurs, mais aussi les transports en commun, les offices de tourisme et bien sur les musées et monuments.

Les musées et monuments étant le cœur de la destination Paris IDF, le CRT a axé sa stratégie marketing sur son offre culturelle : ses campagnes de communication sont centrés sur l'actualité culturelle, les partenariats sont nombreux avec les musées et monuments, un réseau de sites culturels à l'international a été mis en place sur la qualité de l'accueil, etc… Le CRT a donc acquis une légitimité vis à vis des acteurs touristiques, notamment culturels.

3. La démarche qualité du CRTLes intentions et les enjeux d'une telle démarche

Le CRT, au fil de ses partenariats avec l'ensemble des acteurs liés au secteur du tourisme, a souhaité mettre en place une démarche relative à la qualité de l'accueil.

En effet, si les moyens de préparer un voyage ou une visite se diversifient, arrivé à destination, la qualité de l'accueil reçu est primordiale à la réussite du séjour ou de la visite. Le bon accueil des visiteurs, touristes français ou étrangers, façonne l'image de la destination.

Conscient de cet enjeu, le CRT a souhaité impulser une dynamique d'amélioration globale de l'accueil à Paris et en Île-de-France. Il a alors proposé un outil de mesure de la qualité de l'accueil adapté aux problématiques des métiers du tourisme. En 2009, cinq métiers sont engagés avec le CRT pour améliorer la qualité de leur accueil : les musées et monuments, les points information tourisme, les taxis parisiens, les excursionnistes et les cafés – brasseries.

Les enjeux de cette démarche sont nombreux, tant pour la destination touristique en elle-même que pour les professionnels, puisqu'ils permettent :

- D'élargir les publics ;
- De fidéliser les visiteurs ;
- De développer une image forte de la destination Paris Île-de-France, liée à la qualité de l'accueil et des services réservés aux visiteurs ;
- De permettre aux visiteurs de passer le plus agréable séjour possible.

Le secteur des musées et monuments fut le premier, dès 2004 à s'investir dans la démarche. Il est vrai qu'au milieu des années 2000, les musées et monuments font face à un phénomène d'hyper fréquentation qui semble se pérenniser. L'exemple le plus probant est celui du Musée du Louvre dont la fréquentation était de l'ordre de 5 à 6 millions de visites avant 2005 et qui a enregistré plus de 8.5 millions de visites en 2009. Cette situation renforce les insatisfactions autour de la qualité de l'accueil, et notamment de la gestion des flux dans les musées et monuments à Paris et en Ile-de-France. Le CRT, conscient que l'accueil est le défaut majeur de la destination, souhaite apporter des outils d'amélioration aux professionnels, notamment aux musées et monuments.

Ainsi, réunis autour du CRT, une trentaine de musées et monuments de Paris et de sa région, confrontés à une très forte augmentation de leur fréquentation ont engagé une action dynamique pour améliorer l'accueil au sein de leur établissement. Le CRT s'est inscrit dans une dynamique où le monde de la culture, confronté à des problèmes très concrets avait besoin de l'expertise du monde du tourisme pour pallier ces problèmes.

3.1 Les principes et la méthode utilisée

Le CRT a alors proposé aux musées et monuments une démarche basée sur la visite-mystère : le principe est de mesurer la qualité de l'accueil des services proposés aux visiteurs en envoyant plusieurs visiteurs sur site. Les critères, déroulant une visite standard et établis avec les professionnels concernés sont au nombre de 100 et sont factuels (réponse par oui ou par non). Ils concernent à la fois la mesure de l'équipement du site et la prestation du personnel.

Les séquences évaluées sont les suivantes :

- L'accès au site : personnel de sécurité, abords du site,…

- L'entrée du site : l'affichage, le personnel du point d'information, la gestion de l'attente, le personnel de la billetterie, le personnel du vestiaire,…
- Les espaces d'exposition : le personnel de surveillance dans les salles, le confort de la visite,…
- Les espaces de vente : le personnel de la librairie ou de la boutique, le personnel de la cafétéria,…
- L'accueil téléphonique : répondeur, l'amabilité de l'agent.

Ce scénario est tant applicable dans les musées que dans les monuments : en effet, puisque l'environnement matériel est plus difficile à gérer dans un monument que dans un musée du fait de son historique, le CRT a pris le parti d'informer quant aux « carences » de l'équipement, mais pas de noter (cela désavantagerait trop les monuments), ainsi, le calcul s'effectue uniquement sur le contact entre le personnel et le visiteur.

Les résultats permettent d'identifier précisément les points forts et les points faibles et de lancer des pistes pour à la fois maintenir les bons résultats et corriger les plus mauvais.

Aujourd'hui plus de 50 musées et monuments parisiens sur démarche volontaire, participent à la démarche. Elle permet :
- de disposer d'un outil de mesure objectif de la qualité de leur accueil ;
- d'identifier les points forts et les points faibles de leur accueil, tout en s'inscrivant dans une démarche d'amélioration plus globale ;
- d'engager des actions spécifiques de formation ou d'information en direction de leurs équipes ;
- d'avoir à disposition un outil qui mesure l'écart entre la qualité perçue et la qualité attendue par le visiteur.

3.2 L'internationalisation de la démarche

Afin de pouvoir comparer la qualité de l'accueil de la destination Paris Ile-de-France à d'autres destinations étrangères, mais aussi, et surtout, échanger avec les professionnels du tourisme d'autres pays sur les bonnes pratiques, le CRT Paris Île-de-France évalue depuis 2007, une sélection de 32 musées et monuments à l'étranger à partir de la même grille de critères.

Les villes touristiques à forte dominante culturelle qui sont évaluées sont Amsterdam, Berlin, Londres, Madrid, Rome, Québec, New York, Washington. Les sites culturels étrangers présentent, quant à eux, de par leur renommée internationale et leur fréquentation des similitudes avec les grands sites culturels parisiens.

Ayant été validé par l'ensemble des sites évalués, la grille de critères est donc devenue une référence internationale en matière de qualité d'accueil et d'information du visiteur.
C'est ainsi que le CRT s'est positionné sur la scène internationale et est devenu un acteur légitime du monde du tourisme face au monde de la culture.

3.2.1 Un débat à l'international

En parallèle, les « Premières rencontres internationales de la qualité de l'accueil dans les musées et monuments » se sont déroulées en juin 2008, à l'initiative du CRT, à l'auditorium du Louvre, à Paris. Elles ont réuni une trentaine de sites culturels parmi les plus prestigieux, issus des 8 métropoles précédemment citées ainsi que leurs homologues franciliens.

Ces rencontres ont permis :
- D'initier le débat sur l'importance croissante de la qualité de l'accueil dans les destinations touristiques, et plus particulièrement dans les sites culturels ;
- D'étudier et d'analyser les dispositifs d'accueil et d'information mis en place dans les musées et monuments à l'international ;
- De favoriser les échanges entre les professionnels français et étrangers;

- De conclure sur l'idée de la nécessité de travailler ensemble à l'échelle internationale sur cette question.

Fort de cette mobilisation, le CRT a ouvert l'espace collaboratif www.welcoming-visitors.com en mai 2010. Ce site web communautaire propose d'offrir aux partenaires franciliens et étrangers les moyens d'échanger et de poursuivre le débat engagé, pour que l'accueil des visiteurs soit toujours meilleur dans les grandes destinations touristiques urbaines.

4. Sites évalués et résultatsLa vague d'enquête présentée

Cinq visites-mystères ont été effectuées dans chacun des 40 musées et monuments de 9 métropoles touristiques en juillet et août 2009 : Amsterdam, Berlin, Londres, Madrid, New York, Paris, Québec, Rome, Washington. 3 visites étaient effectuées en langue locale et 2 en langue étrangère (anglais ou espagnol).

Pour chacune de ces visites, 100 critères ont été évalués concernant à la fois le contact avec les différents personnels du site et l'équipement. Pour ne pas désavantager les monuments des musées, seuls les résultats qui concernent un contact direct ou indirect avec le personnel a été comptabilisé.

4.1.1 Les résultats des établissement évalués : comparatif sites inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco/ sites non inscrits

Voici ce qui ressort de l'enquête effectuée durant l'été 2009:

THEMATIQUES ETUDIEES	SITES INSCRITS AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO	SITES NON INSCRITS AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO
Information en amont de la visite quant aux travaux	☹ (! Tour de Londres)	☺
Gestion de l'attente : l'attente organisée par le personnel et temps d'attente annoncé	☹	☺
Gestion de l'attente : organisation des espaces d'attente	☺	☺
Gestion de l'attente : présence d'animations pour faire patienter le visiteur (films, etc…)	☺ (notamment Statue de la Liberté)	☹
Disponibilité du personnel à la billetterie	☺	☺
Accueil du visiteur : pro activité de l'agent	☺	☺
Accueil du visiteur : sourire de l'agent	☺	☺ mais pourrait être réalisé de façon plus systématique
Propreté extérieure	☹	☹
Propreté intérieure	☺	☺
Capacité à répondre en langues étrangères	☺ mais attention pour les pays anglophones	☺ mais attention pour les pays anglophones

Les détails :

Information en amont de la visite

- Au niveau de l'information du visiteur avant l'achat du billet quant aux travaux effectués : les sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco ont de meilleurs résultats que les sites Unesco.

Gestion de l'attente

- Les critères « l'attente est organisée par le personnel (signe de patience, mot de patience…) » et « le temps d'attente est annoncé (personnel, affichage, panneau…)», les sites non inscrits au patrimoine de l'Unesco ont de meilleurs résultats que les sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco.
- L'organisation des espaces d'attente (gères-files, délimitation…) est satisfaisante tant pour les sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco que pour les autres sites.
- La présence d'animation pour faire patienter le visiteur lors de son attente (type films, animations…), les sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco déploient plus de moyens que les autres sites.

Accueil et disponibilité du personnel

- La disponibilité du personnel pour le visiteur à la billetterie est positive pour les sites Unesco comme pour les sites non inscrits au patrimoine de l'Unesco.
- Les sites inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco ont de façon générale de bons résultats au niveau de l'accueil du visiteur : l'agent a une formule de bienvenue, va au-devant du visiteur, en revanche, les agents d'accueil sourient facilement, que ce soit au point d'information, à la billetterie, ou dans les espaces d'exposition. Les résultats sont légèrement moins bons dans les sites non inscrits au patrimoine de l'Unesco.

Propreté

- La propreté intérieure des sites inscrits à l'Unesco est tout aussi satisfaisante que les sites non inscrits, en revanche, la propreté extérieure pèche pour l'ensemble des sites, qu'ils soient inscrits par l'UNESCO ou non.

Capacité à répondre en langues étrangères

- Les sites inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco ont une très légère avance sur les sites non inscrits au niveau de la capacité du personnel à répondre en langues étrangères : en effet, ils présentent de meilleurs résultats. Parallèlement, les écueils sont les mêmes pour tous les sites, qu'ils soient inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco ou non: le personnel au point information et à la billetterie présente de bonnes capacités à répondre en langues étrangères, tandis que les résultats sont moins bons dans les espaces d'exposition ou à l'intérieur du monument. Egalement, de façon générale, les sites dans les pays anglo-saxons sont moins bons pour répondre dans une langue étrangère (sauf la statue de la Liberté).

4.2 Classement : les 10 premiers sites

	1	Statue of Liberty	New York	899/1000
	2	Holocaust Mahnmal	Berlin	885/1000
	3	Musée d'Orsay	Paris	869/1000

	4	National Gallery	Londres	848/1000
	-	Metropolitan Museum	New York	848/1000
	6	British Museum	Londres	847/1000
	7	Tate Modern	Londres	843/1000
	8	Neue Nationalgalerie	Berlin	835/1000
	9	Palacio Real	Madrid	834/1000
	-	Empire State Building	New York	834/1000

→ Le Château de Versailles (France) est 11ème du classement
→ Le Pergamonmuseum (Allemagne/Berlin) est 14ème
→ La tour de Londres (Grande-Bretagne) est 20ème
→ Le Château Sanssouci (Allemagne/ Berlin) est 28ème

5. Les avantages et intérêts de la démarche qualité de l'accueil

Rendre visible la qualité de l'accueil

Cette démarche permet de réaliser un focus sur la qualité de l'accueil de l'ensemble des points de contacts du visiteur dans un musée ou monument. Elle est innovante dans la mesure où :

- c'est le point de vue du visiteur qui est exposé et non celui du professionnel ;
- l'évaluation implique l'ensemble des étapes d'une visite, en incluant des services qui ne concernent pas directement le musée ou le monument (signalisation du site depuis les transports en commun, propreté extérieure, etc…).

L'évaluation permet :

- une comparaison d'une année sur l'autre : il permet d'analyser le maintien des points forts et la correction des points faibles ;
- une comparaison entre sites qui présentent les mêmes caractéristiques et problématiques (fréquentation, type de clientèle…) ;
- une comparaison avec un panel régional et international.

→ Cette démarche devient alors un outil managérial.
→ Cette démarche permet une émulation qui stimule chacun pour améliorer la qualité de son accueil et mettre en place des actions correctives et innovantes.

6. Au-delà de l'évaluation : les formations Au fil des évaluations, les professionnels du tourisme à Paris et en Ile-de-France ont souhaité analyser leurs résultats de façon plus personnalisée : aussi, le CRT propose depuis 2007 de débriefer les résultats des sites demandeurs : il analyse les résultats en présence des équipes d'accueil et/ou des responsables.

Ce type de réunion permet de sensibiliser les responsables et les équipes d'accueil à l'importance de la qualité de l'accueil et de l'information, de valoriser les missions des agents d'accueil et de proposer des mesures correctives et des plans d'actions.

En 2011, le CRT organisera lui-même des formations sur des problématiques récurrentes de l'accueil : accessibilité, technologies de l'information et de la communication, accueil face public, accueil téléphonique…

6.1 L'échange d'expériences entre professionnels sur un espace communautaire

Un besoin d'échanges entre professionnels du même métier s'est également fait ressentir tant au niveau régional, qu'international. Ainsi, l'espace communautaire www.welcoming-visitors.com a vu le jour début 2010. Cet espace virtuel permet d'échanger des expériences entre professionnels du tourisme sur la qualité de l'accueil, notamment sur des thématiques comme l'accueil des touristes, l'accessibilité d'une prestation touristique pour tous, les managements des personnels, la gestion des flux et les nouvelles technologies.

Conclusion : Une démarche de plus en plus globale dans un contexte touristique

Au-delà de ce type d'évaluation métier par métier, le CRT souhaite avoir une analyse plus globale de la qualité de la destination Paris Ile-de-France : aussi, pour la 2ème année consécutive, le CRT évalue 9 prestations touristiques de 6 destinations urbaines européennes, représentant le parcours type d'un touristique pendant 24h : « aéroport », « point information tourisme aéroport», « taxis », « hôtel » « office de tourisme », « excursion », « musée ou monument », « brasserie-restaurant », « transports en commun ».

Cette évaluation permet d'évaluer un ressenti global de la qualité d'accueil au sein d'une destination tout en identifiant les métiers touristiques proposant un accueil de qualité. Par ailleurs, la comparaison à l'international permet d'observer les différentes méthodes d'accueil dans les villes et les actions favorisant les bonnes pratiques d'accueil, etc…

Immediacy, Photography, and Memory: The Tourist Experience of Machu Picchu

Sarah Quinlan Cutler
(Wilfrid Laurier University)
&
Sean Doherty
(Wilfrid Laurier University)
&
Barbara Carmichael
(Wilfrid Laurier University)

Sarah Quinlan Cutler
Department of Geography and Environmental Studies
Wilfrid Laurier University
Waterloo, Ontario, Canada
N2L 3C5
Email: squinlancutler@wlu.ca

Sean Doherty
Department of Geography and Environmental Studies
Wilfrid Laurier University
Waterloo, Ontario, Canada
N2L 3C5
Email: sdoherty@wlu.ca

Barbara Carmichael
Department of Geography and Environmental Studies
Wilfrid Laurier University
Waterloo, Ontario, Canada
N2L 3C5
Email: bcarmichael@wlu.ca

Immediacy, Photography, and Memory: The Tourist Experience of Machu Picchu

Abstract:
This paper investigates the tourist experience at sites of exceptional cultural and natural significance which have been given World Heritage status. The focus is on appropriate research methods in investigating experiences, discussing the use of data collection techniques which capture information on immediate reactions, photography, and post-trip memory. This paper will explore how these research methods can gather meaningful and in-depth information on the tourist experience of Machu Picchu, providing significant insights into the nature of experiences at World Heritage Sites (WHSs).
Immediacy, photography, and memory research methods are explained in detail. Immediate reaction data is captured using In-Situ Tourist Experience Logging software (ISTEL), a modified versions of the Experience Sampling Method (ESM) on hand-held smartphones. Photography research involves the collection of digital images after visitation and memory research involves in-depth interviews three to four months after site visits with a follow up email survey twelve months later.
Findings indicate that examining immediate reactions reveals complex real time visitor understandings of Machu Picchu and this technique can benefit experiential research in other WHSs. Results also demonstrate the comparisons between immediate reactions and site memory are important in understanding site experiences and can be used to inform planning and policy. Photographic choices made by tourists reveal important image based experiences which go beyond the visual characteristics of sites and provide information on social settings and physical settings within WHSs.
The use of traditional recollection research methods does not capture the complexities of the tourist experience of World Heritage Sites, such as Machu Picchu. This research demonstrates that a multi-method approach which explores immediacy, photography, and memory can provide a more comprehensive and rich data set to allow site managers and researchers to explore the experiences of sites of global importance.

Keywords: Tourist experience, experience sampling method, tourist photography, Machu Picchu,World Heritage Site

Immediacy, Photography, and Memory: The Tourist Experience of Machu Picchu

1 Introduction

This paper addresses the complex nature of the tourist experience at World Heritage Sites (WHSs), focusing on the use of different research methods in exploring encounters with sites of exceptional cultural and natural significance. The experience of such sites has not been well researched in the academic literature and is deserving of more attention as the "experience" of significant cultural and/or natural places is the purpose of visitation as well as the main product offered. Currently, little is known about immediate reactions to the site, the capturing of site images, or memories of the visit. This paper will discuss how WHSs can acquire more diverse information on tourist experiences by employing research methods which have received little attention in tourism studies or World Heritage research.

As a WHS, Machu Picchu is an incomparable example of Incan architecture set within a mountainous area of extraordinary natural beauty and ecological importance. Surveys which have been undertaken by the Destination Management Organization tend to lean towards visitor satisfaction of site elements and of various services rather than focusing on the specific experience of the site (see PromPerú, 2009). This paper diverges from previous research by examining the tourist experience of the Historical Sanctuary of Machu Picchu through the immediate reactions, photographs, and memories of a group of educational tourists.

1.1 Machu Picchu as a World Heritage Site

The Historical Sanctuary of Machu Picchu is Peru's most popular destination due to its cultural importance as a well preserved Incan site and the existence of rich and endemic flora and fauna within the surrounding natural area. The ruins are thought to be a village or royal retreat area occupied by the Incas in the 1400 and 1500s. It remained relatively undisturbed until 1911 when a local Peruvian, Melchor Arteaga, led archaeologist Hiram Bingham to the ruin area (Lumbreras, 2005). Hiram recognized the archaeological importance of the site and is often credited with its rediscovery.

In 1983, the 32,592 hectare Historical Sanctuary of Machu Picchu was designated as a WHS due to its outstanding cultural and natural value (UNESCO, 2009). Access to the site is relatively restricted as it can be reached only by train from Cusco or by hiking the Inca Trail over 2 to 4 days.

With World Heritage Designation often comes increased tourism activity (Leask, 2006). Despite its remote location, as of 2006 Machu Picchu received close to 700,000 visitors, and there has been discussion on limiting visitor numbers to adequately preserve the sensitive archaeological features of the site (WCMC, 2008). This has numerous implications for conservation and site management but also impacts upon the tourist experience.

1.2 The Tourist Experience

Experiences are argued to be subjective, intangible, continuous, and highly personal phenomena (O'Dell, 2007). They occur within a person who is engaged with an event on an emotional, physical, spiritual, or intellectual level (Pine & Gilmore, 1999), leaving these individuals with memorable impressions (Gram, 2005). Experience, as an element of tourism, is everything that happens at a destination (Stamboulis & Skayannis, 2003). This can

encompass a variety of elements, indicating that the tourist experience is a complicated psychological process.

As discussed by Cohen (1979, 2004), Graburn (2001), and Vogt (1976), tourist experiences are arguably different from everyday experiences. The act of tourism offers complex experiences, memories, and emotions related to places (Noy, 2007) where individuals experience similar activities and similar settings in different ways (Pine & Gilmore, 1999). Therefore, as the tourist experience is highly subjective, it should be interpreted by reflecting on the specific individuals involved and the specific settings where experiences take place (Jennings, 2006). In this paper, the tourist experience is understood as the events and activities which take place during a tourism episode, the influences involved in shaping that episode, and the personal outcomes of that episode related to emotion, knowledge, perception, identity and memory.

Despite over three decades of research on the tourist experience, there are numerous gaps which should be addressed to allow for a more comprehensive understanding of this area. The research which does exist tends to frame it within satisfaction-dissatisfaction criteria or information on experiences based on post-trip assessments. Rarely have there been studies which capture on-site, real time experiences or which explore experiences using photography. More specifically, there is a lack of research on the experience of World Heritage Sites and how these are understood, experienced, and remembered by the visitor. This research aims to address these gaps.

2 Researching the Tourist Experience at World Heritage Sites

2.1 Immediacy

The immediate approach to tourist experience research involves on-site, real time reactions. Moment to moment data collection can capture raw emotions and thoughts which have not yet been processed or contextualised within a whole travel event (S. Larsen, 2007). In reviewing the literature on the tourist experience, there is little research done using an immediate approach in research design. Though research involving immediacy has become popular in leisure studies, data collection in tourism has mainly involved interviews, surveys or questionnaires, and observation; with research relying on the recollection of experiences. This is puzzling as leisure research has demonstrated that the evaluation of experiences changes and fades over time (see Lee et al., 1994), which indicates that the immediate approach is important.

In leisure studies the Experience Sampling Method (ESM) is often used to capture immediate experiential data. This method developed by Prescott et al. (1976 as cited in Csikszentmihalyi et al., 1977), collects data on the content and context of daily experiences using a systematic approach. The ESM is based on the repeated administration of self reports designed to capture the direct perception of ongoing experiences by prompting subjects to answer questions at random points throughout a given time period within a natural setting (Borell, 1999; Cerin et al., 2001; Csikszentmihalyi & Larson, 1987; Fave et al., 2003; Feldman Barrett & Barrett, 2001; Hektner et al., 2007; Larson & Csikszentmihalyi, 1983). In this way, the ESM can capture very meaningful information while the experience is taking place; when thoughts, feelings, and reactions are fresh. Previous studies have found that the use of this approach can minimize memory distortions and allow for more in-depth examinations of experiences as it relies on repeated measures throughout a prescribed time period rather than a single assessment (Cerin et al., 2001; Larson & Csikszentmihalyi, 1983).

Previous ESM studies have given participants electronic pagers which signal them at random intervals to fill out questionnaires (Borell, 1999; Borrie & Roggenbuck, 2001; Cerin

et al., 2001; Fave et al., 2003). Recently there has been a move towards more computerized data collection. It is argued that computerized procedures allow greater flexibility in question presentation, more precise control of timing, the ability to track compliance, and reduction in human error when managing data (Bolger et al., 2003; Feldman Barrett & Barrett, 2001; Hektner et al., 2007; Stone et al., 1991). In using this approach at sites with World Heritage status, it can capture raw responses to experiences during the experience itself which can provide valuable data on the types of experiences, emotions, and learning opportunities which are taking place. This can give site managers and researchers insight into experiences that ultimately shape individual perceptions of WHSs and can also indicate areas that require attention. In this study immediate reaction data is capture using the Experience Sampling Method (ESM) modified for use on hand-held smartphones. Data are captured as either audio or text files allowing more flexibility in the timing and location of the data collection.

2.2 Photography

Photography and tourism share an intimate relationship. Photography captures experiences (Sontag, 1978). The individual selects specific images which will provide tangible evidence of their experience of sites and destinations. After returning from the trip to everyday life, though the experience has ended the photograph will still exist, giving these images and the event importance and immortality (Sontag, 1978). Assessing the images which are chosen to preserve and narrate tourist experiences can illustrate the travel environment and help to further understand the experience itself.

There have been very few studies which empirically investigate tourist photography as experiential phenomena (Albers & James, 1988; J. Larsen, 2006; Markwell, 1997). Those which have been done reveal interesting but differing image related aspects of tourism. Jonas Larsen (2006) found that tourist photography is heavily tied to everyday life and the social relationships in the tour group. Markwell's (1997) study did reveal some social focus, but also demonstrated a more consumptive photographic pattern where tourists captured idealized images of the destination. In both cases, however, photography was an important activity on the trip. The lack of further research interest in this area seems odd as the relationship between photography and tourism is stressed as an important one in earlier studies (Albers & James, 1988; Chalfen, 1979; Sontag, 1978).

The integration of photography as a method of data collection in studies on WHSs is important as many of these sites involve highly aesthetic visual elements and provide iconic features which represent entire destinations (i.e. Stone Henge, Uluru, or the pyramids). Static images provide information on the elements the tourists seek from the site and the attributes which are seen as important enough to preserve.

The use of photographs in researching social science phenomena is not a new practice (Crang, 1997). Cameras produce material which visually captures actual events. However, the photograph is subject to choices made by the photographer concerning context and content, which can lead this data to be seen as subjective information rather than objective information. In this study on WHS experiences, photographs taken by participants are visually analyzed to code content, context, intention, photographic density, and then related to photographer specific variables to explore the images of site experiences.

2.3 Memory

Memory is an important element associated with the tourist experience (Pine & Gilmore, 1999). Svein Larson (2007) argues that memory could be the most influential aspect of tourism experiences, as memory will be what remains after the experience has ended and this can have a strong influence on the perception of destinations. Noy (2007) argues that tourism practices are the resources for experience, which are accessible only in the form of representations through memory. Tung's (2009) study on memorable tourism experiences found that they are comprised of five dimensions: affect, intentionality, expectations, consequentiality and recollection, in the context of the destination. The importance of affect is reiterated by Trauer and Ryan (2005) who argue that emotional elements create memory and these memories can reinforce personal intimacies where places are seen as a centre for emotional exchange. This idea of memorable information can be related to both positive and negative experiences. Therefore memories can be defined as filtering mechanisms which link the experience to the emotional and perceptual outcomes of a tourist event (Oh et al., 2007).

Though memory is seen as the outcome of experience, it can also be actively involved in the interpretation and transformation of experience through narration (Selstad, 2007). The narration of memory allows experiences to change, indicating that experiences are not closed items, they are active items which can continually evolve within tourist discourse. Tourists are not passive recipients of destination experiences; they are involved in the production of meaning (Selstad, 2007). Cary (2004) repeats this argument, stating that there are differences between actual experiences and the later representation of experiences in narratives, as these representations are based on memory.

Previous research measuring tourist experiences often involves post-travel questionnaires or interviews which ask subjects about their trip (Feldman Barrett & Barrett, 2001). This can be problematic as memories and perceptions of sites can be inaccurate, fading, evolving and changing over time (Feldman Barrett & Barrett, 2001; Fridgen, 1984). This emphasizes the importance of additional data collection, such as immediate reactions and photography to provide a more accurate understanding of site experiences. In this study, travel experience memories in post trip interviews and follow up email surveys are evaluated to better understand memorable aspects of Machu Picchu and to allow for the methodological evaluation of how the understanding of experiences changes over time.

3 Research Methods and Analysis

This research aims to address gaps in tourist experience and WHS literature by focusing on immediacy, photography, and memory in examining the experience of Machu Picchu. The study involved the collection of immediate, photographic, and recollection data on a group of educational tourists visiting the site.

Immediate experience data was collected using the In-Situ Tourist Experience Logging software (ISTEL), a modified version of the Experience Sampling Method (ESM) deployed on a BlackBerry™ smartphone (model 8330), as shown in Appendix A. Each participant was given a smartphone with the ISTEL software. The ISTEL software was designed to alert participants approximately 5 times per day at random intervals via device vibration. Upon upholstering the BlackBerry™, participants were prompted on screen to complete a tourist experience log. Each log involved a series of questions regarding their current experience which participants answered using a combination of pull-down lists and prompted voice recordings.

Photography data involved the collection of tourist photographs once participants returned from their trip. Participants were unaware of this element of the research during the trip so as to not bias individual choices in photography. All images were digital and coded with time and date information before being subject to a process of visual analysis. Visual analysis involves a search for meaning and patterns through the examination of content and context (Collier, 2001). In undertaking visual analysis, the assumption is that the photographer participates in the composition and manipulation of images which reflect visual experiences (Collier, 2001). With this in mind, photographs were coded to understand visual themes using a four stage process outlined by Collier (2001) involving observations on the whole data set, an inventory of image categories, the analysis of themes, features and patterns, and finally a return to the whole data set to define the significance of interpretations.

The collection of data on tourist memories of Machu Picchu was done using two different methods spanning a 16 month post trip time period. During in-depth interviews conducted three to four months after the site visit, participants were asked to reflect on their travel experience and their experience of the destination, but were not specifically asked about Machu Picchu. Trip participants were also sent an open-ended email survey 16 months after the site visit which asked them to reflect on the trip and discuss their experience of the destination with a final question specifically focused on Machu Picchu (see Appendix B for sample questions from interview and survey).

Immediate reactions and in-depth interviews were transcribed and imported into NVivo software along with the email survey. NVivo is designed to manage large volumes of qualitative data and to allow for computerised coding and content analysis. Content analysis evaluates the elements of human communication and is defined as a way to extract desired information from material through the systematic identification of specific characteristics, words, or meanings (Babbie, 2001; Smith, 2000). In this study, Strauss's (1987) three phase data coding system was used. The data was subject to open coding and examined for word patterns, themes, or repeated concepts. Axial coding was the second phase of analysis involving a deeper level of investigation which explored the relationships and connections between categories. Selective coding, the final phase, is concerned with the examination of core categories or themes, allowing for further refinement of the data. Once the data sets were coded, the analysis of themes, concepts, categories, and meanings were compared to examine immediate reactions and memorable experiences. Results were also used to further understand photographic relationships involved in the tourist experience which immerged from visual analysis.

4 The Tourist Experience of Machu Picchu

A purposive sample of 21 educational tourists from Canada participated in this study. The group consisted of 14 females and 7 males who travelled to Peru in August 2008. The Historical Sanctuary of Machu Picchu was accessed by this group in two different ways; eighteen participants undertook a 3 day Inca Trail hike and three participants took the train from Cusco. Both the hikers and day visitors spent an equal amount of time at the site (approximately 2.5 hours) though the day visitors spent more time exploring the main ruin complex with a guide. The experience of the main ruin complex for the hikers was later in the day with a rushed tour. The findings based on immediate reactions, photography, and memory indicate that Machu Picchu was an emotional, educational, and personal experience which became an image icon of Peru and a memorable event for many of the trip participants.

4.1 The Immediate Experience

The ISTEL produced 35 logs by 16 participants (13 hikers and 3 day visitors). The data does not include 5 participants due to lack of software prompting during this time and data corruption issues. Overall the descriptions of Machu Picchu tended to be very positive. Of the 51 references describing the site, only one was in a neutral tone. This indicates that in the moment, participants were having good experiences and reactions to the WHS. Participants also focused on learning with one-third of participants discussing site history and Incan culture, and another third discussing learning through personal accomplishment of hiking to the site. When asked about negative aspects of the experience, half of the participants mentioned having to go home. There were three mentions of insects and four references to the trail regarding soreness or injury. Other mentions included weather, waiting, and missing certain people.

Hikers had more limited discussion on the historic qualities of the site compared to day visitors. Their discussion involved group pride and accomplishment in having completed the Inca Trail. This revealed a shared experience of achievement, with the site representing triumph over physical and mental challenges. The discussion was more emotional and personal than that of day visitors, who did not mention any feelings of amazement, excitement, happiness, or accomplishment which were repeatedly discussed by hikers. This implies that immediate experiences of Machu Picchu are dependent upon the method of arrival. This has implications for site managers. If the goal is to teach visitors about culture and history, then these lessons may be lost on hikers who, having battled fatigue and potential injuries, are not giving this their full attention. However, for hikers the site is discussed with greater emotional and personal emphasis, which could make it more memorable.

4.2 Photographing Machu Picchu

Eleven participants (7 females and 4 males) provided a full set of unaltered digital photographs, leading to a collection of 811 images taken during the Machu Picchu visit. This reveals the importance of photography as an on-site activity for WHS visitors. Table 1 shows the number of photographs taken and the main subjects by each participant.

Table 1. Participant photograph information including number of photos taken during the 2.5 hour site visit and main subject of photographs

Participant*	Number of photographs taken	Main Subjects of Photographs (>5%)
Amber	257	48% ruins**, 21% social setting, 16% landscape
Rachel	94	77% ruins, 16% social setting
Matt	87	53% social setting, 24% ruins, 14% plants
Heather	79	68% ruins, 10% social setting, 9% landscape
Laura	78	50% ruins, 32% social setting, 13% landscape
Tom	72	58% ruins, 25% social setting, 6% animals
Michelle	55	53% ruins, 36% social setting, 6% landscape
Hannah	46	65% ruins, 15% social setting, 9% landscape
Blaire	26	75% ruins, 8% landscapes, 8% social setting
Tyler	14	67% social setting, 33% ruins
Sam	12	71% social setting, 21% animals, 7% ruins

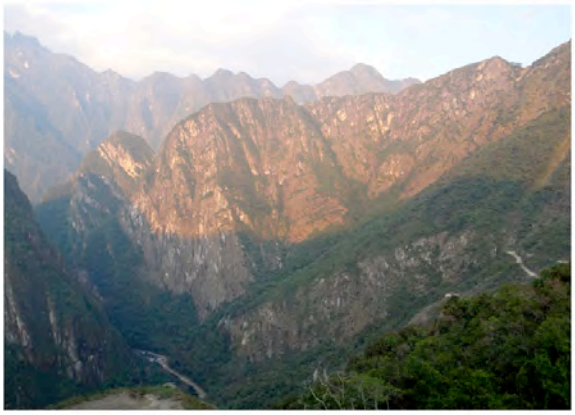
* All names have been changed to protect the privacy of the participants of this research
** Full subject category: ruins, artefacts, and architecture

Examples of photographs are provided in figure 1. In examining the main subjects depicted in the photographs, over half are of the Machu Picchu ruins, artefacts, and architecture (52.8%). Though many ruins were photographed few close up shots were taken of Incan architectural features, such as the fitting of bricks or staircases. This is interesting as Machu Picchu is protected as a culturally significant site which exemplifies Incan building techniques.

The images also captured people and social settings (25.5%) and natural landscapes (9.2%). This demonstrates that the physical setting of the site is important as is the social group visitors arrive with. Results indicate that males took fewer photographs of landscapes and ruins than expected, but much more of people, suggesting that Machu Picchu was a social experience. Females focused more on ruins and landscapes, signifying that the history and beauty of the area was important. However, in reviewing the people-centred photographs, males had more group shots than expected and females had more self shots. This implies that males tended to frame Machu Picchu as a group experience, highlighting the importance of the site as well as the importance of the people who came to the site with them. Females framed Machu Picchu as more of an individual experience, giving others their camera to take photographs of them standing alone in front of the ruins (see figure 1d). This reveals that encounters with these sites is personal, involving the individual wanting to capture the intimate experience of self in place. This also suggests a need to demonstrate 'I was here', having the photograph act as evidence of travel history and accomplishment.

a) Example of ruins, artefacts, and architecture

b) Example of people and social setting



c) Example of natural landscapes

d) Example of individual experience ('I was here')

Figure 1. Representative examples of tourist photographs taken at Machu Picchu

In examining photographs it is important to note not only what is photographed but also what is not. There were few photographs of other tourists at the site outside of the group; therefore participants were choosing to limit images to inanimate objects or known people. There were no photographs of transportation, tourist infrastructure, or tourist services outside of guides. The overall tendency was to capture ruins as if they were undisturbed and remote. This is similar to findings by Markwell (1997) who noted that tourists reinforce idealised images of the destination while ignoring other elements.

4.3 Memories of a World Heritage Site

In-depth interviews were conducted with all 21 participants three to four months after their visit. Though there were no specific questions about Machu Picchu asked during the interviews, the site was discussed by all but two of the participants, demonstrating that the site was a significant part of the trip. Overall, discussion of the site was positive, with Machu Picchu highlighted as a significant memory, the best part of the trip, or the image most associated with Peru. There were some negative associations with the site mentioned by six participants, mostly related to bug bites.

An email survey was sent out 16 months after the trip and was returned by 15 participants (71% response rate). Responses in the survey were more reflective than interview responses which may be a function of time or of the method used. Memories of Machu Picchu seemed to gain strength over time both in positive and negative mentions. Ten respondents used positive descriptions such as amazing, impressive, and beautiful but six participants did mention negative attributes including insects or how the site was 'just another ruin'. Machu Picchu did feature strongly in visitor memory. The site was a significant memory for nine respondents and an iconic image of Peru for eight respondents. Five respondents discuss the site as the best part of the trip and it features in stories that four respondents tell to others about their experience of Peru.

In comparing memories of Machu Picchu over time, responses indicate that memories on the whole became more positive. The site became more central to the experience, as part of stories told, the imagery of place, the best part of the trip, and as the most significant memory. Discussion of Machu Picchu is more frequent in the later survey with more mentions of specific positive and negative elements as well as more discussion on what was learned.

4.4 Examining Immediacy, Photography, and Memory

Participants who discussed positive immediate experiences (such as accomplishment or learning) tended to discuss strong, lasting, positive memories of the site in interviews and in surveys, whereas those with more neutral immediate reactions to the site tended to have more neutral memories or mixed memories of Machu Picchu with both positive mentions (i.e. relating to accomplishment) and negative discussion (i.e. relating to bug bites or tiredness). Two individuals who had positive on-site reactions did not mention the site at all during interviews but did discuss Machu Picchu as being a lasting memory when responding in surveys. This demonstrates that trip memory is linked to immediate experiences but can also change over time, perhaps becoming more prominent due to the presence of photographs of the site or through the retelling of vacation details with friends and family. This confirms discussions by Selstad (2007) and Cary (2004) that tourists are involved in the production of trip meaning and the continual evolution of trip memory.

Results revealed a strong relationship between travel memory and photography. Those who described Machu Picchu as the best part of their trip to Peru in interviews and surveys were those who took the most pictures of the site and those whose pictures consisted mostly of

ruins. Those who took more photos were also more likely to describe the site as being a significant memory or an iconic image of Peru. This could indicate that memory is coloured by the amount of photographs, with photographs acting as souvenirs of the trip and emphasising that which was photographed over that which was not. Of course there could be other factors at play, for example if immediate experiences of a site are interesting or positive, individuals could take more pictures to capture this, and the on-site importance is what establishes travel memory, with photography instead becoming an indicator of positive immediate experiences. More research is needed to better understand this relationship.

One consistent element among all research methods has been the implications of hiking the Inca Trail on the understanding of the site. In immediate reaction data, the hike itself was given importance with many of the references to Machu Picchu describing it as a reward.

> "I'm totally excited about this experience, this the experience we've all been waiting for to reach the sun gate - to overlook Machu Picchu. It's great. This is definitely probably one of the climaxes of the trip. Although Machu Picchu was supposed to be amazing to see, I think the most exciting part is to see it from up here." Olivia[1] (tourist experience log)

This links Machu Picchu to the Inca Trail and suggests that reaching the site is an important peak event but that the qualities of the site itself are not important, it simply represents the finish line. Day visitors referred to the site as awesome and interesting but there was no discussion of Machu Picchu as beautiful or as the best part of the trip, indicating that for them the qualities of the site were of interest, but it was not necessarily a peak event.

In photographs, hikers had many 'I was here' photographs taken when they first saw Machu Picchu, as well as photographs with gestures indicating achievement (i.e. a #1 sign). In the post trip interviews hikers discussed how the journey to Machu Picchu was important. The WHS was the reward for hiking and became associated with personal achievement and overcoming difficulties experienced during the Inca Trail. Therefore, the site did not represent natural or cultural importance, it took on more personal characteristics.

> "I think finishing the Inca Trail and getting to Machu Picchu. And just standing there – well sitting there – of course. And just looking down at that, 3 days of hiking, 3 days of agony and finally gotten, like you're there, just knowing that if you push through even when you think that you can't that there's a reward at the end." Michelle (post trip interview)
>
> "I play a lot of sports and I feel like I'm pretty physically fit and it [the trail] was pretty gruelling on me and then when you get to the top and you see Machu Picchu, its pretty satisfying that you hike this whole trail and you get to see this… this wonder of the world." Alex (post trip Interview)

Though Machu Picchu was discussed as a highlight or an icon, it was the goal rather than the destination. It marked the end of physical and mental testing. This was also evident in the post trip surveys, which reveals Machu Picchu as a lasting memory of accomplishment.

> "Fulfillment. Obviously, as has been stated already, finishing the hike of the Inca Trail was quite difficult, but after, there was a deep sense of accomplishment, which was accompanied with a reward of Machu Picchu." Daniel (post trip survey)

Therefore the Inca Trail seems to have an important impact on the experience of Machu Picchu. As this is the avenue of arrival for as many as 500 visitors per day, understanding how this physical activity shapes the experience of the site is important. Findings indicate that

[1] All names have been changed to protect the privacy of the participants of this research

it can lessen the emphasis on Machu Picchu as a distinct experience, where visitors are not as concerned with the history of the area as they are with their own accomplishment. However, findings also indicate that having Machu Picchu as the finish line for the trail gives the site an aura of awe and amazement, and associates it with personal achievement.

In comparing the various data sets, another interesting aspect emerges relating to social relationships. During the immediate experience of Machu Picchu, participants do not discuss other people as being the best part of the trip, but this was a major area of discussion in travel memories. The importance of the group was also demonstrated in the photographic data where a quarter of all photographs captured a people-centred experience, rather than a site-based experience. This reinforces the importance of social aspects of travel and relationship formation within groups which has been discussed by other tourism researchers (see Selstad, 2007; Trauer & Ryan, 2005).

The findings indicating strong memories of Machu Picchu can be related to Tung's (2009) research on memorable travel experiences. Many respondents discuss intense emotions during the site visit as well as after returning home which reinforces Tung's finding that affect is a critical component of travel memory. There are also elements of consequentiality related to the trip as participants describe the enhanced social relationships, the overcoming of physical challenges for hikers, the learning which took place, and heightened self awareness. The site is also featured in stories told to friends and in photographs, which reinforces recollection in narrative and visual imagery. Therefore, according to Tung's (2009) findings on memorable travel experience, visiting Machu Picchu involves several important dimensions (affect, consequentiality, and recollection) which establishes the experience of the site in travel memory.

5 Conclusion

The findings for Machu Picchu have implications for other World Heritage Sites. The ESM data collection method deployed on smartphones revealed complex visitor understandings of Machu Picchu. A WHS can benefit from this immediate approach and could modify the questions to suit management goals. The software helped to isolate positive and negative experiences of particular areas of the site, allowing for site elements to be broken down and understood individually as well as within the context of the whole experience. These results can be used in planning and management to accommodate visitors, provide for a better experience, reshape interpretation programmes to meet visitor needs, and address more complex questions involved in managing the on-site experience.

This research also demonstrates that photography is strongly related to WHS memory. Site managers should therefore encourage photography and to do so they need a better understanding of what images tourists seek to capture. As described by Tung (2009), planners and managers can identify and promote memory points in areas which house iconic points of interest by encouraging photography. At Machu Picchu, though participants photographed ruins, they did not specifically focus on architectural building elements, indicating that this is either not important to them or was not given enough importance in site interpretation. Incan architecture did not feature much in immediate reaction data or mentioned as a memorable aspect of the trip. If this is an element that managers wish to stress as a memory point for Machu Picchu, guiding services can be modified to focus on this and representative examples of architectural techniques can be presented to visitors in educational material or on interpretive signs as a photographic opportunity.

The importance of social relationships emphasised in the data indicates that the site was a place where personal relationships within the group were formed or reinforced. This presence of strong social elements is important for site managers to recognize. In understanding that the site is not only an important cultural or natural experience but also a social experience, managers can seek to augment this element and provide physical and temporal spaces for social interaction and inter-personal connections which help to shape the on-site experience and augment site memory.

Overall, the findings of this research demonstrate that the tourist experience of WHSs is complex and can not be fully understood using traditional recollection research methods. The ISTEL software and the collection of tourist photography in combination with recollection methods to capture travel experience memory allow for a more comprehensive and rich data set which can highlight positive and negative site attributes, demonstrate important experiential site elements, and achieve a greater understanding of visitor experiences in sites of global significance. This understanding can be used to better direct World Heritage Site planning, policy, and management to augment the tourist experience and shape travel memory.

Acknowledgements

We would like to thank RIM and Telus who donated the devices and service used for this research. We would also like to acknowledge that this project was financially supported by Social Sciences and Humanities Research Council. We would like to thank Eric Sadowski and Luke Cwik, who aided in data collection and all the 4th year Wilfrid Laurier Students who participated in this study.

Bibliography

Albers, P. C., & James, W. R. (1988). Travel Photography: A methodological approach. *Annals of Tourism Research, 15*, 134-158.

Babbie, E. (2001). *The Practice of Social Research*. Belmont, CA: Wadsworth/Thomson Learning.

Bolger, N., Davis, A., & Rafaeli, E. (2003). Diary methods: Capturing life as it is lived. *Annual Review of Psychology, 54*, 579-616.

Borell, K. (1999). Using the Experience Sampling Method in gerontological social work. *Journal of Gerontological Social Work, 30*(3/4), 183-189.

Borrie, W., & Roggenbuck, J. W. (2001). The dynamic, emergent, and multi-phasic nature of on-site wilderness experiences. *Journal of Leisure Research, 33*(2), 202-228.

Cary, S. H. (2004). The tourist moment. *Annals of Tourism Research, 31*(1), 61-77.

Cerin, E., Szabo, A., & Williams, C. (2001). Is the Experience Sampling Method (ESM) appropriate for studying pre-competitive emotions? *Psychology of Sport and Exercise, 2*(1), 27-45.

Chalfen, R. M. (1979). Photograph's role in tourism : Some unexplored relationships. *Annals of Tourism Research, 6*(4), 435-447.

Cohen, E. (1979). A phenomenology of tourist experience. *Sociology, 13*(2), 179-201.

Cohen, E. (2004). *Contemporary Tourism: Diversity and Change*. Oxford: Elsevier.

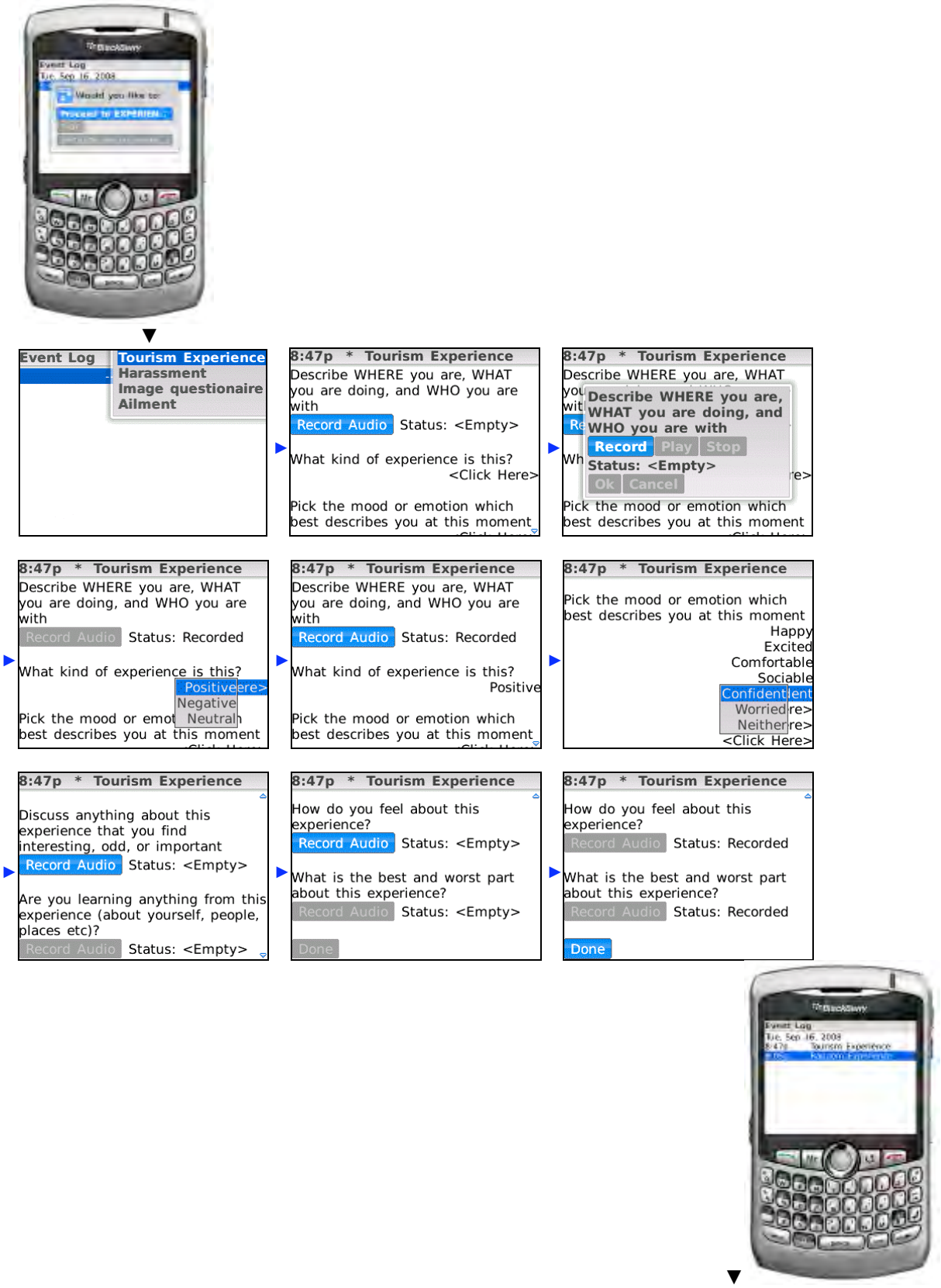
Collier, M. (2001). Approaches to analysis in visual anthropology. In T. Van Leeuwen & C. Jewitt (Eds.), *Handbook of Visual Analysis*. London: Sage Publications.

Crang, M. (1997). Picturing practices: research through the tourist gaze. *Progress in Human Geography, 21*(3), 359-373.

Csikszentmihalyi, M., & Larson, R. (1987). Validity and reliability of the experience sampling method. *The Journal of Nervous and Mental Disease, 175*(9), 526-536.
Csikszentmihalyi, M., Larson, R., & Prescott, S. (1977). The ecology of adolescent activity and experience. *Journal of Youth and Adolescence, 6*(3), 281-294.
Fave, A. D., Bassi, M., & Massimini, F. (2003). Quality of Experience and Risk Perception in High-Altitude Rock Climbing. *Journal of Applied Sport Psychology, 15*(1), 82 - 98.
Feldman Barrett, L., & Barrett, D. J. (2001). An introduction to computerized experience sampling in psychology. *Social Science Computer Review, 19*(2), 175-185.
Fridgen, J. D. (1984). Environmental psychology and tourism. *Annals of Tourism Research, 11*(1), 19-39.
Graburn, N. H. H. (2001). Secular ritual: A general theory of tourism. In V. L. Smith & M. Brent (Eds.), *Hosts and Guests Revisited: Tourism Issues of the 21st Century* (pp. 42-50). New York: Cognizant Communication Corporation.
Gram, M. (2005). Family holidays. A qualitative analysis of family holiday experiences. *Scandinavian Journal of Hospitality and Tourism, 5*(1), 2 - 22.
Hektner, J. M., Schmidt, J. A., & Csikszentmihalyi, M. (2007). *Experience Sampling Method: Measuring the Quality of Everyday Life*. London: SAGE Publications Ltd.
Jennings, G. (2006). Perspectives on quality tourism experiences: An introduction. In G. Jennings & N. P. Nickerson (Eds.), *Quality Tourism Experiences* (pp. 1-22). Burlington, MA: Elsevier Butterworth-Heinemann.
Larsen, J. (2006). Picturing Bornholm: Producing and consuming a tourist place through picturing practices. *Scandinavian Journal of Hospitality and Tourism, 6*(2), 75 - 94.
Larsen, S. (2007). Aspects of a psychology of the tourist experience. *Scandinavian Journal of Hospitality and Tourism, 7*(1), 7-18.
Larson, R., & Csikszentmihalyi, M. (Eds.). (1983) Naturalistic Approaches to Studying Social Interactions. San Francisco: Jossey-Bass Inc.
Leask, A. (2006). World Heritage Site designation. In A. Leask & A. Fyall (Eds.), *Managing World Heritage Sites* (pp. 5-19). Oxford: Elsevier.
Lee, Y., Dattilo, J., & Howard, D. (1994). The complex and dynamic nature of leisure experience. *Journal of Leisure Research, 26*(3), 195-211.
Lumbreras, L. (2005). Machu Picchu: About the disoccupation when discovered. Retrieved 28 April, 2010, from http://www.machupicchu.perucultural.org.pe/ingles/desarque.htm
Markwell, K. W. (1997). Dimensions of photography in a nature-based tour. *Annals of Tourism Research, 24*(1), 131-155.
Noy, C. (2007). The poetics of tourist experience: An autoethnography of a family trip to Eilat. *Journal of Tourism and Cultural Change, 5*(3), 141-157.
O'Dell, T. (2007). Tourist experiences and academic junctures. *Scandinavian Journal of Hospitality and Tourism, 7*(1), 34-45.
Oh, H., Fiore, A. M., & Jeoung, M. (2007). Measuring experience economy concepts: Tourism applications. *Journal of Travel Research, 46*(November 2007), 119-132.
Pine, B. J., & Gilmore, J. H. (1999). *The Experience Economy: Work Is Theatre & Every Business a Stage*. Boston, MA: Harvard Business School Press.
PromPerú. (2009). Nivel de Satisfacción del Turista Extranjero 2008. Retrieved 24 November 2009, from http://www.peru.info/s_ftoPublicaciones.asp?HidAccion=Grupo&HidId=2&ic=1&SubTipo_ZP=1
Selstad, L. (2007). The social anthropology of the tourist experience. Exploring the "Middle Role". *Scandinavian Journal of Hospitality and Tourism, 7*(1), 19-33.

Smith, C. P. (2000). Content Analysis and Narrative Analysis. In H. T. Reis & C. M. Judd (Eds.), *Handbook of Research Methods in Social and Personality Psychology* (pp. 313-335). Cambridge, UK: Cambridge University Press.
Sontag, S. (1978). *On Photography, 3rd Edition*. Toronto: McGraw-Hill Ryerson Ltd.
Stamboulis, Y., & Skayannis, P. (2003). Innovation strategies and technology for experience-based tourism. *Tourism Management, 24*(1), 35-43.
Stone, A. A., Kessler, R. C., & Haythomthwatte, J. A. (1991). Measuring Daily Events and Experiences: Decisions for the Researcher. *Journal of Personality, 59*(3), 575-607.
Strauss, A. L. (1987). *Qualitative Analysis for Social Scientists*. New York: Cambridge University Press.
Trauer, B., & Ryan, C. (2005). Destination image, romance and place experience--an application of intimacy theory in tourism. *Tourism Management, 26*(4), 481-491.
Tung, V. (2009). *Exploring the Essence of a Memorable Travel Experience.* Unpublished master's thesis, University of Calgary, Calgary.
United Nations Educational Scientific and Cultural Organization (UNESCO). (2009). Historic Sanctuary of Machu Picchu. Retrieved 24 November 2009, from http://whc.unesco.org/en/list/274
Vogt, J. W. (1976). Wandering: Youth and travel behavior. *Annals of Tourism Research, 4*(1), 25-41.
World Conservation Monitoring Centre (WCMC). (2008). Historic Sanctuary of Machu Picchu Peru. *World Heritage Sites* Retrieved 08 December 2009

Appendix A. Event Logging Software snapshots depicting "Tourism Experience" randomly generated prompt



Appendix B – Sample questions from post trip interview and email survey

Interview Questions
What is the story from the trip you have told your friends and/or family about most often?
After travelling to Peru, have you noticed any differences in yourself?
What is your most significant memory of your time in Peru? What will stay with you for the next 10 years…
What would you say was the best part of the trip and why?
What would you say was the worst part of the trip and why?
What have you learned from this experience (about yourself, people, places, etc)?
Was there anything particular about the trip that you found particularly interesting, odd or important?
Please take some time and close your eyes and think of Peru. What images come to you mind?
Describe how you feel emotionally about your experience in Peru
How did you get along with the group?

Email Survey
When you think of Peru, what image(s) do you see – describe it/them to me:
When people ask you now about your Peru trip, what story do you tell them – can you tell that story to me?
What is your most significant memory of Peru, one that you think you'll still have 10 years from now?
What was the best part of the trip? And why was it the best?
What was the worst part? And why was it the worst?
When you think back to your trip, describe any emotions that come to you, and explain why you feel this way.
Now that time has passed, do you think that this trip changed you in any way? (i.e. changed or affected your interests, behaviours, ways of thinking, knowledge, sense of identity, etc) and why do you credit this/these changes to the trip?
What were some of the most important things you learned from taking this trip?
When you think about Machu Picchu, how would you describe/discuss your experience of being at that site?

The Social Life of the Castles: Inclusion, Exclusion, and Heritage Sites in Ghana

Ann Reed
(University of Akron)

Ann Reed
Assistant Professor
Department of Anthropology and Classical Studies
University of Akron
Olin Hall 237
Akron, OH 44325-1910
Email: ann30@uakron.edu

The Social Life of the Castles: Inclusion, Exclusion, and Heritage Sites in Ghana

Abstract:
Between 1992 and 1997, UNDP and USAID made significant financial contributions to conserving the World Heritage Sites of Cape Coast Castle and Elmina Castle in Ghana. The UNESCO World Heritage Committee reviewing the status of these sites recommended that Ghanaian officials prioritize sustainable conservation and not refurbishing structures in order to promote tourism development (UNESCO 1998). The committee further suggested that buffer zones be demarcated around these sites in order to conserve them, presumably so that locals would not utilize the sites for activities deemed threatening to conservation efforts. More than a decade has passed since these recommendations were made, during which time Ghana has increasingly tried to promote these sites for heritage tourism. Drawing from over 18 months of ethnographic research, this paper addresses how domestic and foreign tourists as well as local Ghanaians have interacted with Cape Coast and Elmina castles more recently, contributing to their social lives. Clearly different segments of the public have different reasons for visiting these sites, whether it is for seeing a place directly tied to the history of the trans-Atlantic slave trade or fetching water from a cistern during a drought season. Central to this discussion are the questions of who really owns these sites, who has the right to brand them in a particular light, and what this means for inclusion and exclusion of segments of the public. Tensions are bound to emerge when there are different stated purposes for heritage sites—whether for conservation or tourism—and when these stated purposes conflict with the realities of everyday life in which locals use and remember the sites for a whole host of reasons. These tensions are further compounded by the fact that Cape Coast and Elmina castles are tied to slavery heritage and sometimes produce heighted emotions and vitriolic discussions among tourists tied to racial identity politics. This raises additional questions about what is appropriate behavior at these sites—is it appropriate to make jokes and add levity, or must visiting these places be an occasion of solemnity? If stakeholders begin suggesting what is and is not appropriate behavior at heritage sites, they may risk alienating some of their clients; on the other hand, if they do not intervene at all, some of the public may express dissatisfaction. This paper utilizes the concept of regimes of value to make sense of how Cape Coast and Elmina castles serve a different segments of the touring public.

Keywords: slavery heritage, regimes of value, commodification, memory, Ghana's castles

The Social Life of the Castles: Inclusion, Exclusion, and Heritage Sites in Ghana

1. Introduction: The Social Life of Cape Coast and Elmina Castles

The title of this paper is inspired by Appadurai's (1988) work, The Social Life of Things, in which he suggests that economic objects, like persons, can have social lives, and that economic things circulate under different 'regimes of value' in space and time (4). This also holds true of World Heritage sites. I apply these ideas to show how Cape Coast Castle and Elmina Castle, two UNESCO World Heritage sites in Ghana, have social lives of their own, as their significance to different human actors has changed over time and their purpose means different things to different people. In the discussion that follows, we might think about how dynamics of cultural desire, economic demand, and political power dominate the construction of heritage tourism sites, thereby overriding their other potential uses.

Since the early 1990s, stakeholders in Ghana's tourism industry have invested heavily in reconstructing Cape Coast and Elmina castles, which now attract thousands of visitors annually and contribute significantly to the national economy. This project has taken on material as well as metaphorical meaning if we consider how these structures have been rehabilitated physically with assistance from institutions such as the United Nations Development Program (UNDP), the United States Agency for International Development (USAID), and the Smithsonian Institution and have been recast from earlier historical and utilitarian roles to portray what tour guides there refer to as the 'slave story.' This paper considers how these sites' use as pilgrimage tourism attractions focusing on the trans-Atlantic slave trade is not a forgone conclusion, but a deliberate choice by various social actors. This raises interesting questions about inclusion and exclusion. If tourism stakeholders are promoting a singular dominant use for the castles, what does that mean for the Ghanaians who live nearby? What is the relationship of local residents to these sites? Are they at risk of becoming alienated from historically significant places in their own neighborhoods as a result of the meanings and policies reinforced by the heritage tourism industry?

2. Historical Background To The Castles

Elmina Castle and Cape Coast Castle started out as much more modest trading posts and have served a range of purposes over their long histories. What eventually became Elmina Castle started out as São Jorge da Mina and was built by the Portuguese in 1482, in order to gain direct access to gold found in the region and circumvent the trans-Saharan middlemen. Cape Coast Castle started out as the more modest Fort Carolusburg and was built by agents of the Swedish Africa Company in 1652. In the seventeenth and eighteenth centuries, both structures witnessed dramatic architectural transformations when European trading companies competed fiercely with one another to form trade alliances with local African populations and expand their commercial interests on the Gold Coast. The Dutch, English, Swedes, Danes, and Brandenburgers continued to secure gold, but beginning in the seventeenth century trade in slaves became increasingly important (Perbi 1992: 67), fueled by the plantation economy in the Americas.

3. Castles As Tourist Destinations

Before Cape Coast and Elmina castles were transformed into heritage tourism destinations in the 1990s, they were in a dilapidated state, underutilized, and mostly empty. A number of factors are responsible for the build-up to Ghana's heritage tourism. Institutions dedicated to historic preservation and conservation were part of the equation; economic development strategies centering on tourism were another part. In 1979, Ghana successfully secured UNESCO World Heritage status for its forts and castles; chief among them were Elmina Castle, Cape Coast Castle, and Fort St. Jago. The original rationale for inscription was that Ghana's forts and castles exhibited some of the most characteristic features of European fortified trade posts in the tropics and that Elmina Castle was exemplary for being "the most ancient and important in the world" (GMMB 2001: 4). The UNESCO World Heritage Committee continues to regard these sites as having outstanding universal value because of their unique architectural style and early evidence of joint activity between Africans and Europeans.

Since 1993, when the Ghana Ministry of Tourism (MOT) was founded, tourism has been central to state-based economic development efforts and has, indeed, been one of the fastest growing sectors of the economy. The MOT has noted in its development plan that diaspora Africans—and particularly African Americans—are an important niche market, as many of them consider Ghana or West Africa more generally to be their homeland. These economic directives have signaled an increasing need for tourism stakeholders to commemorate heritage sites significant in attracting these groups. The Ghana government sees tourism as an extremely important part of the national economy, contributing 6.2% to GDP and earning $1.6 billion USD in 2009 and bringing in the fourth largest amount of foreign exchange after gold, cocoa, and remittances from Ghanaians living abroad (GNA 2010). Ghana's tourism industry is also credited with creating 260,000 formal and informal jobs in 2009 (ibid). Approximately 700,000 tourists arrived in Ghana in 2008 and the tourism economy is projected to grow at a rate of 4.1% annually for the next two decades (B&FT 2009).

From these figures, one might assume that international visitors dominate Ghana's tourism. Actually, the opposite is true. In 2007, residents of Ghana comprised 73% of the visitors to tourist sites, compared to 27% of non-residents. For the years 2005 and 2006, overseas Ghanaians ranked number one in international tourist arrivals, followed by Americans, Nigerians, and UK citizens (GTB 2008: 1). Visitation to Cape Coast and Elmina castles reflects similar trends of dominant Ghanaian visitors which have been in place at least since the early 1990s. In 2004, 74% of total arrivals to Cape Coast Castle and 77% of total arrivals to Elmina Castle were Ghanaians (GTB 2005: 1). After Ghanaians, the most likely visitors to the castles are North Americans (12%), Europeans (9%), and non-Ghanaian West Africans (3%) (MLG&RD 2006: 3) General admission to these castles has risen dramatically from approximately 7,900 in 1990 to 43,000 in 2004 (ibid: 3; GTB 2005: 1).

If Ghanaians are the most frequent visitors to the castles, then why are they marketed mainly to diaspora Africans? Financescapes provide us with part of the answer, as they have linked international donors—primarily in the US[1]—to Ghanaian state and regional development programs for some time now. In 1989, Regional Minister Ato Austin traveled to the United States to request money and expertise from US-based organizations towards the promotion of economic development in Ghana's Central Region. The effort resulted in a $5.6

[1] The Netherlands government has invested in Ghana's heritage tourism more recently, particularly in relation to Elmina Castle and the Dutch Cemetery in Elmina.

million grant from USAID which was later increased to $7.8 million over a five year period (Hyatt 1997: 31). United Nations Development Program (UNDP) provided an additional $3.6 million in technical assistance and the Ghana government added approximately $130,000 (MUCIA 1994). The public and private sectors contributed $75 million towards infrastructure and tourism facilities (Hyatt 1997: 31). Altogether, nearly $90 million was invested by these groups located mostly outside of Ghana; the capital and expertise provided by them has recast Cape Coast Castle and Elmina Castle from earlier historical and utilitarian roles to portray what tour guides there refer to as the 'slave story.'

4. Sight Sacralization and the Commodification of Heritage

Dean MacCannell (1976) illustrates the first stage of what he calls sight sacralization in the process of naming a tourist sight. Here, the wider public recognizes the extraordinary status of a particular place. Ideally, people will forget about previous mundane uses of the place in question and focus their attention on the newly projected meanings associated with the sight. A contemporary sign outside Cape Coast Castle proudly displays the fact that it is a UNESCO World Heritage site with notable features of interest; the Church of Jesus Christ of Latter Day Saints provided sponsorship for this sign which also serves as a meeting place for LDS members. Guides at Elmina and Cape Coast castles as well as Fort St. Jago introduce their tours by remarking on the destination's UNESCO World Heritage standing.

In 1994, a sign outside Elmina Castle read in English and Fante, "THIS AREA IS RESTRICTED TO ALL PERSONS EXCEPT TOURISTS" (Bruner 1996: 298). Elminans were prevented from entering the castle grounds and the message clearly prioritized tourists over locals in having access to the site. Ghanaian officials explained that this policy was meant to discourage locals from defecating in the area surrounding the castle and nearby beach and to guard against locals begging for handouts from tourists. Although this sign is no longer present, many of these policies are still in place. For example, security guards at both castles discourage locals from entering, unless as tourists, though this is less strictly enforced at Cape Coast than at Elmina. Sometimes, security guards will intervene if young men approach tourists asking for their addresses or make a pitch to them to raise funds for their school fees or football teams. Ghanaian stakeholders view this sort of interaction as harassment and want to minimize it to prevent negative impressions tourists may develop about Cape Coast or Elmina.

It is interesting to note that there are two different admission rates at the castles: Ghanaians pay the cedi equivalent to roughly one US dollar, whereas non-Ghanaians pay approximately five US dollars. This has been the subject of criticism in the visitor books to the castles; visitors often cite how in their host countries there would never be such a discriminatory policy charging nationals a different rate from foreigners. Another aspect of this criticism comes from diaspora Africans who in official Ghanaian discourse are being welcomed home as brothers and sisters in one breath and being told to pay the non-Ghanaian rate in the other breath. That some view Cape Coast Castle or Elmina Castle as being the last place where their ancestors were kept before embarking upon the middle passage leads some African Americans to complain about paying any admission fee.

They consider visiting these sites as something more spiritual, more sentimental, more personal than the mundane activities labeled tourism; for them, this experience should not be calculated in monetary terms but should exist in the realm of gifts. This is a good example of different regimes of value at work: should going to the castle be a gift or a commodity? The transfer of money becomes a moral issue in which some consider it wrong to be charged admission for visiting what amounts to a sacred site of pilgrimage. Instead of adding to the

feeling of solidarity to Africa through diaspora connections to a homeland, the standardization of being charged admission fees as non-Ghanaians reminds visitors of their difference—that they are not Ghanaians and that they are recognized as tourists, just like anyone else who visits these sites.

Ghanaian officials justify their policy by stating that most foreigners can afford a five-dollar admission fee and that after all, they must maintain the sites, paint the castle walls white periodically, and pay workers their wages. At the same time, they want to encourage the local population to have a stake in their history and suggest that most Ghanaians would not be able to pay the five-dollar admission. In reality the one-dollar equivalent required for a guided tour is not something that the local fisher folk are likely to afford. Ghanaians who go on guided tours tend to have higher incomes, are more educated, and are conducted around on English-speaking tours, though they may also opt for tours in the local Fante language. It is not only the entrance fee that discourages local connections to these sites, but also the selective history as presented, which does not necessarily correspond to local memories of the castles.

5. Memories Recalled: Projecting the 'Slave Story'

In tours of Cape Coast Castle, visitors first descend into the dark, dank-smelling Male Dungeon, where guides recount the hardships endured by captives there. After the first chamber of the dungeon, visitors are told how human feces, blood, and decomposed bodies formed the floor and that captives lived in such crammed conditions for up to three months. Tour guides mention slaves being shackled together and fighting over the scraps of food that were thrown down to them through holes in the walls. Vivid descriptions—which are stressed by all of the tour guides—evoke an emotional reaction, haunting visitors and inviting them to imagine such torture. This account paints a dramatic picture but is complicated by excavations of Cape Coast Castle in which archaeologists found no iron shackles, pins, stakes, or fixing points for chains that could be directly linked to the confinement of slaves (Anquandah 1999; Simmonds 1973). I do not wish to suggest that they had an easy life in the dungeons—only to underscore the tendency by tour guides to overly dramatize history and to play to the expectations of their audience at heritage tourism sites. James Anquandah, a Ghanaian archaeologist and representative of the Ghana committee for the UNESCO Slave Routes Project confirmed this perspective, adding that tour guides like the public to believe that that slaves went hungry but that the material evidence showed otherwise. In my interviews with tour guides, they admitted that they aim to deliver what those on tour anticipate. Some tourists may come for the architecture, others for the Akan aspects of the castles' history; however, most visitors are intent on hearing the 'slave story', so interpreters do not want to disappoint. The danger of tour guides drumming up heightened emotions in the public is that negative acts or insulting remarks may result.

6. Remembering the Past: Visitors' Responses to Site Interpretations

An example of how visitors have responded to interpretations of history is that the message, "Death to the Oppressor," was etched into the wall of the Male Slave Dungeon at Cape Coast Castle. I have seen visitors spit on the grave of George Maclean, who was the president of the British company of merchants and oversaw local disputes at Cape Coast Castle. In the guest books, diaspora Africans have questioned why there is a marked grave for Maclean and two other non-Africans and not for the countless captives who perished before embarking upon the middle passage. Some have called for the removal of the graves,

citing that it is insulting how Europeans are being valorized, which has led some Ghanaian guides to exclude from their tours with diaspora Africans any explanation of the marked graves at Cape Coast Castle. This is an example of how racial identity politics affects the scope and content of a tour. The content of a tour—what is both included and excluded—becomes the subject of vitriolic discussion which often reifies a master narrative essentially depicting Europeans as villains and Africans as victims in recounting the history of the slave trade. Interpreting these sites and reacting to what is recalled can have profound consequences. In 1994, a fight between African Americans and Europeans broke out which was reportedly sparked by the tour guide's lack of sensitivity in discussing slavery. Whether or not the tour guide was ultimately to blame in this instance, that conflicts still erupt between diaspora Africans and whites at Cape Coast and Elmina castles shows that people do care about identity politics, the way in which history is presented, and the standards for appropriate behavior associated with them.

6.1 Memorializing Our People

Different groups of visitors have also been actively involved in alternatively memorializing individual Ghanaians or unnamed masses of enslaved Africans at Ghana's castles. For example, Philip Quaque was a Cape Coaster who had been educated in Britain through support from the Society for the Propagation of the Bible. After returning to the Gold Coast, Quaque became the first chaplain and schoolmaster of Cape Coast Castle in 1766. Local Ghanaians, particularly Anglicans, pay tribute to his missionization efforts today by placing wreaths at his grave and commemorating Philip Quaque Day every year. At the same time, some diaspora Africans critique the presence of his grave in close proximity to the marked graves of British individuals as a symbol of African complicity in the project of European domination. Many African Americans leave wreaths in the Condemned Cell, where captives who resisted their confinement were sent to starve or suffocate to death. One wreath placed there was dedicated to "The Ancestors" from Crenshaw High School, a predominantly Black school in Los Angeles. These contrasting examples shows different regimes of value at work in practice: one a more salient diaspora African one with interests in remembering the slave trade, and the other a quieter local Ghanaian one with interests in paying tribute to someone credited with bringing Christianity to the Gold Coast. Different segments of the touring public each have their own people that they wish to remember by leaving wreaths, praying, rejoicing, and snapping photographs.

Sight sacralization relates to these acts, particularly for diaspora African visitors, by involving the mechanical reproduction of the sacred object and social reproduction. These stages are represented in Cape Coast Castle's Door of Return, which was officially named in 1998 during Ghana's first recognition of Emancipation Day, a Caribbean holiday honoring the abolition of chattel slavery in the British colonies. The remains of one African American man and one Afro Jamaican woman were brought through the Door of Return and reburied on African soil. Through this act, Ghana was marked as the Gateway to Africa and a homeland for diaspora Africans by pilgrimage tourism stakeholders. Today, Ghanaian tour guides recount this event and welcome home any diaspora Africans who may be on tour at Cape Coast Castle. The sacred nature of a new-found identity is mechanically reproduced when diaspora Africans take photographs at the Door of Return and recount the experience to friends and family back home.

An additional example of this phenomenon is found in the candlelight procession of diaspora Africans and Ghanaians through the principal streets of Cape Coast to Cape Coast Castle which is held annually on the eve of Emancipation Day. It is led by Rabbi Kohain Halevi, an outspoken African American resident in Ghana and includes not only a reverential

walk, but also an array of speeches, performances, and rituals at Cape Coast Castle. The shrine housed in the Male Slave Dungeon of Cape Coast Castle is regularly looked after by a Ghanaian caretaker, and attracts numerous diaspora Africans during the Emancipation Day/PANAFEST (Pan-African Historical Theatre Festival) season. Emancipation Eve events culminate in a pilgrimage to the shrine, where mainly African American participants pray together, call out names of famous or personally known departed, and gain a new-found sense of African self. On official tours of the castle, guides will suggest that tourists may voluntarily contribute something to the maintenance of the shrine, as food and drink must regularly be offered to the deities as part of the traditional religious practice.

7. The Local Presence at Cape Coast and Elmina Castles

Even though the dominant messages at the castles recall the slave story and redemptive nature of re-claiming an African identity, there are other meanings visitors take away from their experience of touring these sites. Asantes and those interested in their history are attracted to Prempeh's Room in Elmina Castle. In 1874, the British drew up a treaty with the Asantehene (chief of the Asante), requiring the latter to hand over the southern portion of their empire, to open trade routes, to abolish human sacrifice, and to pay an indemnity of 50,000 ounces of gold (van Dantzig 1980: 78). The gold had still not been paid to the British by the 1890s, so the Asantehene, Nana Akwesi Agyeman Prempeh I, and members of his royal family were brought to Elmina Castle for punishment. They were imprisoned there for four years before being exiled to Sierra Leone and the Seychelles until 1931 (van Dantzig 1980: 78). Ghanaian tour guides at Elmina Castle include this history on all guided tours and generally interpret a much wider range of perspectives than their counterparts at Cape Coast Castle.

7.1 Utilitarian Functions of the Castles

During my 2001-2002 fieldwork, I found that locals still utilize the castles for reasons other than tourism. The room resting above the Male Dungeon was once used as a church and a school; in more recent times, it was used controversially as a restaurant (local African Americans protested its presence in the midst of a graveyard), and now it is used as a children's library. During the 2002 drought in Cape Coast, people living nearby regularly collected water from cisterns found inside the castle. In my interviews with elderly Cape Coasters, individuals recalled Cape Coast Castle fondly as a place that housed the post office or where kids used to play games like hide-and-go seek. Local residents regularly gather outside the castle by the ocean to converse and observe young men paddle out in their canoes to catch fish. These utilitarian purposes remain significant in the minds of everyday Ghanaians who live near to Cape Coast Castle, yet they remain largely hidden from the view of tourists and are deemed unremarkable and unprofitable by heritage tourism stakeholders.

8. Conclusion: Regimes of Value at Work in Heritage Tourism Sites

The above ethnographic examples illustrate how cultural desire, economic demand, and political power together produce regimes of value that dominate the fundamental meaning of heritage tourism sites. Places like Cape Coast and Elmina castles are made into heritage sites simultaneously through the production of social identities and capitalism. Meanings related to heritage sites travel in increasingly efficient ways through local, national, and global networks to support the production of regimes of value (Myers 2001). Dominant regimes of value at Cape Coast and Elmina castles suggest that diaspora Africans have a special

relationship with these heritage sites, as memorials for the trans-Atlantic slave trade and points of departure for re-claiming an African identity. At the same time, local Ghanaian identifications with these places produce altogether different cultural meanings, such as pride for a local man who brought Christianity to Cape Coast or reverence for an Asante chief who put up with misguided colonial efforts at domination. These varying memories of the same place remind us that heritage sites have their own social lives, whether they are made into tourist destinations or not.

Tourism stakeholders in Ghana have decided to largely ignore their Ghanaian market in favor of the African American one. The reason why tourism planners take this reductionist view of the diaspora is that African Americans are regarded as the wealthiest with the most expendable income. The problem with this policy is the possibility of not only offending Ghanaians who patronize the castles and live nearby, but also alienating the very segment that tourism stakeholders are trying to attract. The danger in managing sites primarily for tourism is that we lose sight of diaspora visitors who resent the commodification of heritage, or Ghanaians who alternatively may be ignored local residents, those who cannot afford admission, or those that use or remember the castles for purposes other than their officially interpreted heritage. For any site that is developed for heritage tourism, we should consider its social life, what it means to different people, in the present as well as in the past, and recognize that the dominant meanings of heritage may be the most reified but are not necessarily the only ones worth remembering.

Bibliography

Anquandah, Kwesi J. (1999) Castles & Forts Of Ghana. Paris and Accra: Atalante and Ghana Museums and Monuments Board.

Appadurai, Arjun, ed. (1988) The Social Life of Things: Commodities in Cultural Perspective. Cambridge: Cambridge University Press.

Bruner, Edward. (1996) "Tourism In Ghana: The Representation of Slavery and the Return of the Black Diaspora," American Anthropologist, Vol. 98, No. 2, pp 290-304.

Business & Financial Times. (2009) "Tourism in Ghana: 700,000 Tourists Arrived in 2008," The Ghanaian Journal. http://www.theghanaianjournal.com/2009/02/12/tourism-in-ghana-700000-tourists-arrived-in-2008/, Accessed July 27, 2010.

Ghana News Agency. (2010) "Ghana Realised $1.6 bn from Tourism Last Year," Business News. http://ghanaweb.com/GhanaHomePage, 21/July.

Ghana Tourist Board. (2008) "Tourism Statistical Fact Sheet." www.touringghana.com/ …/ Facts…/Tourism_Statistical_FactSheet_070316.pdf, Accessed July 27, 2010.

___. (2005) "Domestic Tourism Statistics 2002-2004." www.touringghana.com/.../DOMESTIC%20TOURISM%202002-2004.pdf, Accessed July 27, 2010.

Hyatt, Vera Lawrence. (1997) Ghana: The Chronicle of a Museum Development Project in the Central Region. Washington, DC: Smithsonian Institution.

MacCannell, Dean. (1976) The Tourist: A New Theory of the Leisure Class. Berkeley, Los Angeles, and London: University of California Press.

Ministry of Local Government & Rural Development. (2006) "Cape Coast Metropolitan Tourism Attractions," Maks Publications and Media Services. http://www.ghanadistricts.com, Accessed July 27, 1010.

MUCIA, Ghana. (1994) "Brief on Natural Resource Conservation and Historic Preservation Project." Cape Coast, Ghana, 29/March.

Museums and Monuments Board, Ghana. (2001) "Periodic Reporting Exercise on the Application of the World Heritage Convention in the African Region: Section II." http://whc.unesco.org/: 1-30.
Myers, Fred R., ed. (2001) The Empire of Things: Regimes of Value and Material Culture. Santa Fe: School of American Research Press.
Perbi, Akosua. (1992) "The Relationship Between The Domestic Slave Trade and the External Slave Trade in Pre-Colonial Ghana," Institute of African Studies Research Review Vol. 8, No. 1-2, pp 64-75.
Simmonds, Doug. (1973) "A Note on the Excavations in Cape Coast Castle," Transactions of the Historical Society of Ghana Vol. 14, No. 2, pp 267-270.
van Dantzig, Albert. (1980) Forts and Castles of Ghana. Accra: Sedco Publishing Limited.

Le site *Laponia* au nord de la Suède
Regards croisés des touristes et des résidents

Florence Revelin
Muséum national d'Histoire naturelle
&
Marie Roué
(CNRS / Museum national d'Histoire naturelle)

Florence Revelin, doctorante
Muséum national d'Histoire naturelle
UMR 7206 Eco-anthropologie et ethnobiologie
Muséum national d'Histoire naturelle
57 rue Cuvier, CP 135
75005 Paris
Courriel : revelin@mnhn.fr

Marie Roué, directeur de recherche, CNRS / MNHN
Muséum national d'Histoire naturelle
UMR 7206 Eco-anthropologie et ethnobiologie
57 rue Cuvier, CP 135
75005 Paris
Courriel : roue@mnhn.fr

Le site *Laponia* au nord de la Suède
Regards croisés des touristes et des résidents

Résumé :
Le site du nord de la Suède, *La Région de Laponie*, ou *Laponia*, a été labellisé par l'Unesco en 1996 sur la base de critères naturels et culturels. Nous discuterons ici des dynamiques de valorisation liées à cette labellisation et des représentations paysagères des différents acteurs et en particulier les Samis et les touristes.
Les Samis, éleveurs de rennes, pratiquent la chasse, la pêche et l'artisanat. Leur mode de vie traditionnel est en lien étroit avec les différents paysages de la région. Il est aujourd'hui mis en valeur par la labellisation du site, dont les Samis connaissent et utilisent le territoire, la flore et la faune, des zones marécageuses aux forêts en passant par les montagnes de type alpin, été comme hiver.
Des enquêtes ethnologiques menées entre 2008 et 2010 auprès des touristes locaux ont montré que les visiteurs ignorent souvent l'existence du site Unesco. Leur attrait pour la région relève principalement de ses attributs naturels, mis en valeur par la présence de Parcs nationaux centenaires qui alimentent une vision de « wilderness ». Utilisée dans un argumentaire qui se targue d'être le « dernier wilderness européen », cette représentation des paysages locaux nourrit l'imaginaire des randonneurs pédestres et à ski qui cherchent à « faire l'expérience de la nature ». Les paysages de montagne, les glaciers, la présence d'espèces endémiques et les pistes de randonnée réputées motivent ces touristes dits « de nature » à visiter la région. La qualité des zones de pêche et du manteau neigeux en hiver expliquent la présence de nombreux touristes pêcheurs et conducteurs de motoneige. La notion de paysage naturel fait sens pour ces visiteurs, comme en témoignent leurs discours sur leurs motivations et leurs pratiques. En revanche, si la découverte de la culture locale est perçue comme un aspect enrichissant de leurs séjours, on peut s'interroger sur le sens que revêt pour ces différents types de touristes, s'il en est un, la notion de paysage culturel.
La diversité des pratiques et des usages du territoire influencent les perceptions et le rapport à la *Région de Laponie*. Le processus de labellisation affecte les différents acteurs. Pour les Samis, *Laponia* est, comme l'affirme leur projet, leur terre natale, donc un territoire qu'ils ont toute légitimité à gérer, et une opportunité pour faire entendre leur voix dans une arène internationale. Le conflit autour de la gestion du site leur permet enfin de faire comprendre leur point de vue aux autorités suédoises. Pour d'autres résidents du site, la labellisation est un tremplin pour développer une économie plus tournée vers le tourisme et se substituer à d'autres secteurs économiques, perçus comme plus néfastes pour la communauté locale et pour l'environnement (activité minière, activité hydroélectrique, sylviculture). Les touristes s'approprient des représentations de la région et des valeurs qui préexistent à sa labellisation, mais qui évoluent aujourd'hui à travers cette labellisation et sont diffusées via un argumentaire de promotion, dont l'objectif est de canaliser et de développer le secteur touristique.

Mots clés : Paysages naturels et culturels, tourisme de nature, tourisme sami, représentations, pratiques.

Le site *Laponia* au nord de la Suède
Regards croisés des touristes et des résidents

Notre recherche s'attache à analyser les dynamiques sociales et les représentations paysagères en jeu dans un site investi par des processus à la fois de conservation et de valorisation touristique de paysages naturels et culturels. *Laponia*, au nord de la Suède, a été classé sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco sur la base de critères mixtes (naturels et culturels) en 1996, reconnaissant la valeur universelle de ses paysages liés au pastoralisme transhumant rennin et à la présence séculaire de la population autochtone Samie (Beach 2001). Ce vaste site ne couvre en fait qu'une petite superficie de la Laponie, immense région du nord de la Fennoscandie, qui correspond au pays lapon aussi nommé Sàpmi (carte 1).

Quels enjeux et représentations de l'environnement local sont à l'origine de ce classement ? Comment les résidents et les touristes du site appréhendent-ils ces paysages aujourd'hui investis par des valeurs universelles qui les hissent au rang d'un patrimoine remarquable ? Comment s'articulent ces visions endogènes et exogènes des paysages soumis à des logiques paradoxales de développement économique, nécessaire à la survie de la population locale, et de préservation de la nature ?

À l'aube de cette recherche, notre hypothèse principale était qu'en conférant une dimension remarquable et exceptionnelle au site, le classement Unesco attirait de nouvelles formes de tourismes, plus sensibles aux valeurs véhiculées par ce label, et enclines à contribuer au maintien des paysages et des activités pastorales. Nous supposions alors que les aspirations des touristes et des résidents du site trouvaient un champ commun dans la rencontre d'une demande et d'une offre touristique davantage axées sur la valorisation de paysages en liens avec l'activité humaine qui les a modelés, autrement dit une valorisation *in situ* de la culture locale et du pastoralisme.

Nos enquêtes ethnologiques menées entre 2008 et 2010 auprès des résidents du site ont montré que le classement Unesco est d'abord appréhendé par les Samis comme un enjeu de reconnaissance de leur légitimité à gérer et utiliser un territoire qu'ils considèrent comme leur *terre natale*, plutôt qu'un atout pour orienter son développement touristique. Nous verrons toutefois que les municipalités et les acteurs du développement touristique interrogés voient en ce label une opportunité de développer et de canaliser ce secteur économique, alternatif à d'autres activités perçues comme plus néfastes pour leur environnement et moins durables.

Nous évoquerons enfin nos enquêtes auprès des touristes qui paradoxalement ignorent le classement du site par l'Unesco, leur attrait pour la région étant majoritairement lié à des critères antérieurs à la labellisation du site.

1. *Laponia* : genèse d'un classement mixte et enjeux d'un label

1.1. Du paysage naturel suédois au paysage culturel sami : opposition des regards endogènes

Relative à la Convention du Patrimoine mondial de 1972 (Unesco.org 2010), la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco comprend en 2010, 911 sites répertoriés selon trois catégories :

- 704 sont des « biens naturels »
- 180 sont des « biens culturels »
- 27 sont des « biens mixtes ».

Laponia est inscrit dans la dernière catégorie, qui souligne « une juxtaposition de lieux ou de monuments à la fois naturels et culturels » (Roué 2010). Dans les sites dits « mixtes », les caractéristiques naturelles et culturelles ne sont pas nécessairement combinées, contrairement à la

désignation de « paysage culturel » apparue en 1992, qui suppose systématiquement une coévolution entre un substrat naturel et un groupe social. Un site mixte peut unir un territoire dont certaines zones sont reconnues pour leurs attributs naturels remarquables et d'autres zones voisines distinguées pour leurs caractéristiques culturelles. Cette précision sur l'ambiguïté entre ces deux catégories est importante pour comprendre l'histoire des tensions du classement de *Laponia*, vu comme un site naturel par les uns et culturel par les autres.

Première proposition de la Suède : une réserve naturelle

À la fin des années 1980, l'état suédois présente à la labellisation la réserve naturelle de *Sjaunja*, située dans le *Norbotten*, région septentrionale de la Suède. Ce choix était justifié par l'intérêt écologique fort du site, qui héberge la plus grande tourbière d'Europe occidentale et une avifaune remarquable. Il reflète les valeurs profondément naturalistes de l'état suédois, pionnier en Europe dans la protection de ses espaces naturels (Dahlström 2003). S'inscrivant dans une perspective de préservation d'une nature pensée comme sauvage, la Suède exprime ici une représentation du beau paysage comme une nature sans l'homme et que l'homme doit justement « protéger contre lui-même » (Roué 2006)». Apparentée au sentiment américain du « *wilderness* », cette vision exclut des projets de conservation d'aires naturelles la présence, ou plutôt la reconnaissance, d'activités humaines liées à ces milieux. Le *Wilderness Act*[1] (1964), définit en effet la nature sauvage comme :

> « Un lieu où la terre et sa communauté de vie ne sont point entravés par l'homme, où l'homme lui-même n'est qu'un visiteur de passage».

Ici donc, l'homme légitime est celui dont la présence est ponctuelle. Replacé dans un contexte suédois, il correspond au touriste sensible à l'esthétique de cette nature et fidèle à une longue tradition nationale où les activités de plein air sont valorisées (Wall Reinus 2006). La proposition de labellisation de *Sjaunja*, îlot de marais au cœur d'une vaste étendue de montagnes et de forêts dédiées au pastoralisme rennin, sied particulièrement à cette logique naturaliste en ce qu'elle est très faiblement anthropisée et justifie une candidature axée exclusivement sur la dimension écologique du site. Pourtant, en 1990, l'UICN[2] proposera de présenter un « complexe plus vaste d'unités de conservation qui, ensemble, constitueraient une zone plus complète, aux valeurs universelles au sens où la convention l'entend » (Roué 2010). Cette zone recouvrira finalement un territoire de 9400 kilomètres carrés, presque entièrement protégé par quatre parcs nationaux : *Padjelanta*, *Sarek*, *Stora Sjöfallet* et *Muddus*, et deux réserves naturelles : *Sjaunja* et *Stubba* (carte 2).

À propos cette nouvelle entité, l'ICOMOS[3] insistera plus explicitement auprès de l'État suédois pour intégrer à la proposition de classement les caractéristiques culturelles des paysages de transhumance samis. Ces paysages constituent selon cette institution l'un des derniers exemples les mieux préservés de relations homme-nature de ce type dans l'hémisphère nord. La population samie, jusque là peu impliquée dans le processus de labellisation, commence dès lors à entrevoir dans l'obtention de ce label une reconnaissance de leur lien à ces territoires et une valorisation de leur mode de vie (Mija Ednam 1999). Pourtant, l'État suédois représenté par l'agence suédoise pour la protection environnementale en charge de la gestion des parcs nationaux, confirme sa vision en proposant de nommer le site « *the Lapponian Wilderness Area* ».

[1] Le Wilderness Act est une loi fédérale américaine sur la protection de la nature.
[2] UICN : Union internationale pour la conservation de la nature.
[3] ICOMOS : Conseil international des monuments et des sites.

Une « terre natale » revendiquée par les Samis

Dans le nord de la Suède, la création d'aires protégées initiée en 1909[4] et l'implantation progressive, depuis le XIXème siècle, de firmes d'exploitation industrielle des ressources naturelles (mines, hydroélectricité, sylviculture intensive, etc.) ont été vécues par les Samis comme des formes de colonisation de leur territoire et une perte de leur légitimité à utiliser les ressources naturelles locales (Mija Ednam 1999). Les parcs nationaux en particulier constituent un déni de leur lien profond à ces territoires, qu'ils considèrent comme leur terre natale et dont les vestiges archéologiques attestent de leur présence millénaire et continue. Ils revendiquent leur droit à les gérer et démontrent l'évidence de critères culturels pour le classement du site sur la Liste du Patrimoine mondial. Ils s'élèvent ainsi contre la vision naturaliste que l'État suédois entend renchérir en proposant une labellisation sur des critères exclusivement naturels.

En filigrane de cette aspiration à la reconnaissance d'un paysage culturel émergent des revendications plus profondes liées à la reconnaissance des droits traditionnels autochtones et en particulier à l'utilisation des ressources naturelles et à la gestion des espaces protégés sur leur territoire. M. Roué (2010) montre que ce label mondial est pour les Samis une occasion d'exposer leur point de vue à la Suède en débattant sur des visions opposées héritées d'un conflit historique, mais aussi de faire entendre leur voix dans une arène internationale. Ils assoient leur position en s'opposant au titre proposé par la Suède pour nommer le site, qui, selon eux, devrait être « *The Sami World Heritage Area* ».
Le classement final retenu par l'Unesco en 1996 liera ces deux visions en intégrant le site à la liste des biens mixtes, dont le titre final plus neutre, « *The Laponian Area* » ou son diminutif « *Laponia* », dissimulent les conflits de représentations.

1.2. Paysages remarquables à promouvoir ou cadre de vie ordinaire à préserver : dialectique des représentations du site en jeu pour sa gestion

Les enjeux sociopolitiques et culturels qui ont animé le conflit préalable à la labellisation perdurent après 1996 dans l'élaboration du plan de gestion du site. La perception du rôle d'un tel label dans la gestion des territoires continue à polariser des visions opposées du site, même si elle crée paradoxalement un espace de dialogue entre les acteurs concernés qui doivent travailler ensemble à l'élaboration de ce projet.

Un label à valoriser comme gage de la qualité des paysages

Pour les représentants locaux de l'État suédois, le classement sur la liste du Patrimoine mondial est une image de qualité jonchant le « millefeuille » des systèmes de protection. Il atteste de la dimension remarquable des paysages, par opposition à des paysages plus banals (Sansot 1989) qui ne centralisent pas autant d'intérêts. Les dynamiques combinées de leur conservation et de leur valorisation, suivant les logiques de la convention du patrimoine mondial, correspondent au projet de la Suède de préserver la biodiversité locale mais aussi de continuer à attirer un tourisme de nature, lié à ces paysages. L'*Allemansrätt*, coutume nationale très importante et relative au droit suédois, tient un rôle prégnant dans ces dynamiques. Elle confère le droit à tous de profiter (gratuitement) de la nature indépendamment des droits de propriété et anime historiquement un attachement profond des Suédois à la notion de « plein air » et aux activités qui y sont associées (Snyder et Stonehouse 2007). Le tourisme domestique à destination des espaces naturels et particulièrement des

[4] 1909 : date de création des premiers parcs nationaux en Suède et en Europe.

parcs nationaux est hautement valorisé à travers cette coutume et s'est démocratisé à la création des premiers congés payés (1938). Il s'agit d'un tourisme largement tourné vers la pratique de la randonnée pédestre et à ski de fond, non sans lien avec l'essor de l'association touristique STF (Svenska Turistföreningen[5]) créée en 1885. STF a aménagé des sentiers balisés partout en Suède et a développé des hébergements collectifs modestes aisément accessibles (type auberges de jeunesse et refuges). Laponia est notamment traversé par un sentier très connu, la « piste royale » (carte 4). Outre ces aménagements qui ont rendu la région accessible, les montagnes de *Laponia* sont particulièrement réputées pour :

- d'abord leur relief offrant des paysages escarpés qui contrastent avec la géomorphologie plane dominante en Suède,
- ensuite la notoriété de *Sarek*, le premier parc national, non aménagé par l'homme, qui jouie de l'image du dernier *wilderness* européen dans l'imaginaire collectif (Wall et Fredman 2007).

Le label mondial offre donc aujourd'hui l'opportunité de promouvoir plus largement ces paysages perçus comme « remarquables » et de continuer à y drainer un tourisme de nature, c'est-à-dire un tourisme lié à la dimension esthétique des écosystèmes, et valorisé aussi pour son potentiel économique.

Un cadre de vie à défendre pour ses résidents

Les Samis intègrent les groupes de travail autour de la négociation du plan de gestion du site (titré *Laponia Process*, 2006 à 2009) pour tenter d'obtenir un poids déterminant dans les décisions à venir concernant le territoire où ils vivent et travaillent, comme l'explique Ellen, membre de ce projet (2008, à Stora Sjöffalet) :

> "There are three parts who work together now about Laponia area, there are the Samis, the Länsstyrelse[6], and the Community of Jokkmokk and Gällivare municipalities. We want to work together, because this area is not just a nature world heritage area, it's a culture's as well. So we, the Sami people, we want to have the majority in the *Laponia* board. We can also be part of the questions and all these decisions we have to take. Because before, the Sami people have never been in the position that they can say no, they have been in the position that they couldn't change something. So now we want to be in the position that - we want to work together we have said that - but we want to have the majority".

Laponia couvre entièrement un territoire dédié à l'élevage des rennes (carte 3) et les décisions relatives à sa gestion concernent les éleveurs samis, directement affectés par les activités avec lesquelles ils cohabitent. Sandra Wall Reinus (2006) a pointé des conflits d'usage entre tourisme et élevage. Elle souligne par exemple que la conduite de loisir des motoneiges et la pratique de la randonnée peuvent déranger les rennes et provoquer la dispersion des troupeaux que les Samis s'échinent à rassembler. En compactant la neige et en créant des nuisances sonores, les motoneiges facilitent la fuite des animaux et éventuellement leur perte. Les randonneurs quant à eux peuvent surprendre les animaux qui ne les ont pas entendus arriver (entretien avec un éleveur sami, à Stora Sjöfallet, 2009). La période de mise bas des femelles en avril-mai est particulièrement sensible à de telles perturbations : les jeunes faons sont très vulnérables et leur perte peut provoquer de graves conséquences sur le

[5] *Svenska Turistföreningen (STF)* est une association de tourisme suédoise qui a pris racine dans le développement du tourisme de randonnée, assez proche du modèle du Club Alpin Français.

[6] Le *Länsstyrelse* est une instance représentative de l'état suédois à l'échelle des régions, c'est en quelque sorte un conseil administratif.

renouvellement du troupeau. De tels conflits tiennent à des rapports à la région opposés entre touristes et Samis. L'espace récréatif des uns est en fait l'espace de travail des autres. Les paysages perçus comme remarquables par les touristes sont l'environnement quotidien des autochtones, leur paysage ordinaire. Cette opposition des rapports à la région a des implications importantes pour la gestion du site : les Samis favorisent l'attachement au pastoralisme et relayent secondairement l'opportunité touristique (entretien avec la secrétaire de *Laponia Process*, à Jokkmokk, 2010).

2. Le tourisme dans *Laponia*, une ressource à canaliser

2.1. Le rôle des municipalités : donner une valeur économique au site

La gestion de *Laponia* implique aussi les municipalités de Gällivare et Jokkmokk qui supportent ces territoires labellisés. Ce troisième acteur de l'élaboration du plan de gestion du site voit en ce label une opportunité de développement économique alternatif aux activités déjà implantées dans la région, comme l'hydroélectricité, les mines ou la sylviculture. *Laponia* serait un tremplin pour le développement du tourisme, perçu comme un secteur économique d'avenir, voire même salvateur pour la région menacée par la déprise.

Les municipalités ont créé deux plateformes, *Gällivare Lappland* et *Destination Jokkmokk*, visant à fédérer l'offre touristique autour d'un système de promotion homogène porté par les offices de tourisme et les sites Internet des deux communes[7].

Johanna Mattsson, responsable marketing de *Gällivare Lappland* en 2008 explique l'objectif de ce projet dans la gestion du tourisme de *Laponia* (entretien à Gällivare, 2008):

> « On a le bureau pour le tourisme, le site internet, on fait les réservations pour les hôtels, la voiture […] *Laponia heritage*, c'est quelque chose qu'on a construit ensemble avec la municipalité de Jokkmokk. Ce qu'on fait en ce moment, c'est essayer de le vendre. Parce que le problème avec *Laponia*, c'est qu'on a trop de place, de la place gratuite. Mais les gens, ils ont envie de faire des choses dans cet espace, comme découvrir les Samis ou tout ça, donc pour nous, ce sont des produits que l'on peut vendre pour le tourisme. »

Elle évoque la gratuité de l'espace dans *Laponia,* relative à *l'Allemansrätt,* qui entrave le potentiel économique du tourisme et pousse les municipalités à soutenir des produits touristiques à haute valeur ajoutée. On cherche à transformer le tourisme peu lucratif issu d'une longue tradition de randonnée dans les espaces naturels, en un tourisme canalisé et rattaché à des structures et des services payants.

Destination Jokkmokk recense les différentes compagnies touristiques de la commune, afin de construire un réseau destiné à gérer et organiser ce secteur économique. Tatiana Rynbäck, responsable du projet en 2008, a aussi géré durant trois ans le site Internet *Laponia.nu*, qui promeut l'« écotourisme » dans *Laponia*. Elle explique la continuité entre les deux projets, l'un municipal, l'autre relatif à la promotion du site dans son intégralité, qui ciblent tous deux le même type de tourisme (entretien à Jokkmokk, 2008) :

> "We have the dog sled, the hiking, activities with reindeers and so on. So we are trying to list up all the touristic companies, all the ecotouristic projects. What is eco friendly, and everybody can be part of that in a good way. All the entrepreneurs here are not working with mass tourism; they are working with small groups".

Destination Jokkmokk recense une quarantaine de petites entreprises et incite leurs gestionnaires à suivre un code éthique dans le développement de leurs activités. Cette idée a

[7] http://vglsrv.kommun.gellivare.se et www.jokkmokk.se

été reprise par le projet de *Laponia process*, qui a proposé en 2010 un cahier des charges visant à limiter l'impact environnemental des activités touristiques dans l'enceinte de *Laponia* (entretien avec la secrétaire du projet, à Jokkmokk, 2010).

2.2 Tourisme sami et défi de la promotion d'un paysage culturel

En collaboration avec des représentants de la communauté samie, les municipalités cherchent à valoriser la dimension culturelle du site et à rééquilibrer une image largement orientée vers des attributs naturels, aussi bien au niveau de l'offre que de la demande touristique. Elles soutiennent donc les initiatives liées à la promotion du tourisme sami. Qu'est ce que le tourisme sami et quelle place tient-il dans le site *Laponia* ?

Qualifié de tourisme ethnique (ou ethnotourisme) au sens où il renvoie à un tourisme des coutumes et des traditions des populations autochtones perçues comme « exotiques » (Smith 1989), il combine ici deux aspirations majeures:

- promouvoir une culture vivante en favorisant la rencontre entre visiteurs et autochtones, à travers la visite des habitats traditionnels (ici par exemple les *kåta*, photo 1), la découverte du pastoralisme, la participation à des cérémonies ou événements traditionnels (Mija ednam 1999).
- générer via le tourisme des bénéfices économiques œuvrant au bien-être d'une population locale dont l'activité traditionnelle seule ne suscite plus suffisamment de revenus (vente de produits locaux et d'artisanat, location d'hébergements, prestation des services).

Empiriquement, ces idées sont confrontées à diverses limites. Tout d'abord, l'hétérogénéité des perceptions du tourisme au sein de la communauté samie. Si pour certains le tourisme est vu comme un outil permettant la valorisation et le maintien de leur mode de vie, d'autres le perçoivent comme une contrainte, rappelant les conflits d'usage évoqués avant. La secrétaire de *Laponia Process* (entretien à Jokkmokk, 2010) illustrait l'opposition de certains en citant les précautions à prendre, lors les réunions de négociation, sur les terminologies employées autour de cette question : par exemple le mot « touriste », connoté négativement, est à éviter et à substituer par « visiteur ». Une cible privilégiée de cette vision tourisme-problème est l'activité de tour à chiens de traîneaux en hiver. Importée du Canada, elle est accusée à la fois de ne pas être typique de la Laponie et d'être proposée par des allochtones. Les Samis la perçoivent comme nuisible pour l'élevage car les chiens peuvent effrayer les rennes et *a fortiori* les faons, qui deviennent des proies faciles pour les prédateurs (communications personnelles avec des éleveurs samis 2009, 2010).

Un autre handicap réside dans la difficulté de combiner élevage et tourisme, due à la charge de travail et aux contraintes de ces deux activités. La haute saison touristique (l'été) correspond à une période importante de l'élevage des rennes, où a notamment lieu le marquage des faons. Cette pratique consiste à rassembler les troupeaux la nuit[8] pour marquer les nouveau-nés au nom de leur propriétaire. Décidée spontanément selon les conditions climatiques, elle s'accommode difficilement des contraintes liées aux activités touristiques (double charge de travail, anticipation du programme des activités, etc). C'est une pratique symbolique de l'élevage traditionnel des rennes, qui, outre une modernisation des outils, fait appel aux mêmes techniques depuis des siècles. Elle revêt ainsi un fort intérêt pour le tourisme sami. Pourtant, les contraintes liées au travail sont doublées d'une réticence des éleveurs qui craignent l'introduction de perturbations nouvelles dans ces tâches déjà sensibles. Mutée en un produit touristique, ils appréhendent l'idée d'une folkorisation de cette pratique.

[8] La nuit offre de meilleures conditions (fraîcheur, moins de moustiques) pour les animaux qui sont parqués à cette occasion.

Ils préfèrent alors préserver sa vocation première, l'élevage, et n'acceptent qu'exceptionnellement des observateurs extérieurs.

Une demande attachée à des symboles et objets culturels concrets pour le touriste

Se tourner vers une pluriactivité liée au tourisme est difficile et parfois non souhaité. Quand cela se produit, c'est plus fréquemment sous une forme indirecte et secondaire, par un emploi saisonnier, ou à travers une opportunité de vendre de l'artisanat, des produits locaux (pain, viande, poisson, etc), de louer des hébergements, ou de proposer des services, comme la traversée des lacs en bateaux pour les randonneurs (Pettersson et Viken 2007). Le partage des tâches au sein de la famille est une autre stratégie envisagée ; par exemple l'homme s'adonne à l'élevage tandis que la femme gère une activité liée au tourisme. Ces activités ponctuelles existent depuis longtemps dans la région et sont corolaires de l'émergence du tourisme dans les montagnes laponnes à la fin du 19ème siècle. Elles ont été favorisées par le fait qu'en théorie[9] les Samis, qui disposaient de droits spéciaux liés à l'élevage et la pêche dans les parcs nationaux, étaient les seuls à pouvoir y vendre des biens et services. C'est dans cette logique qu'à la fin des années 1990, trois *Sameby*[10] (groupements d'éleveurs qui travaillent ensemble sur un territoire dédié au pastoralisme rennin) reprirent ensemble la gestion du *Padejelantaleden*, sentier de randonnée dans la partie ouest de *Laponia,* jusque là aux mains de STF (carte 4). Assurant l'entretien de la piste et des refuges, l'association *Badjelánnda Laponia Turism* entend impliquer la communauté samie dans la gestion des structures touristiques et entrer en concurrence avec des prestataires allochtones qui s'étaient érigés en lobby (mija ednam 1999). Nos enquêtes auprès des touristes ont cependant montré que la rencontre entre touristes et autochtones ne se réalise pas forcément mieux dans ce cas : les touristes ignorent souvent qu'ils ont rencontré des Samis, qui n'exaltent pas de symboles et d'objets suffisamment perceptibles par des visiteurs non spécialistes. Même si l'imaginaire touristique lié au peuple lapon motive la recherche d'un échange interculturel pour certains visiteurs, la rencontre peine à se produire vraiment. Un touriste français expliquait qu'il avait été déçu de ne pas rencontrer de « vrai Sami » durant sa traversée du *Padjelentaleden*, alors même que sans le savoir, il en avait croisé plusieurs fois dans les refuges (entretien à Paris avec un touriste tenant un blog sur sa randonnée sur le Padjelentaleden en été 2009, 2009) :

> « Les Samis, je dirais qu'ils sont invisibles. Je n'ai rencontré qu'une seule Samie. C'était une vieille femme qui habitait près de Vakkotavare. Enfin elle disait qu'elle était samie, mais je ne suis pas sûr […] Je lui ai montré la photo d'un vieux tambour traditionnel pour savoir ce que signifiaient les symboles dessinés dessus et elle ne savait pas […] je n'ai pas revu de Samis jusqu'à la fin de ma randonnée ».

Lié à des clichés qui figent l'image du Sami dans une représentation excluant la modernisation récente de leur mode de vie, l'imaginaire touristique se détache de la réalité d'une culture vivante, qui évolue (Pettersson et Viken 2007).

Finalement, la rencontre entre autochtones et tourisme se réalise plus concrètement *ex-situ*, dans des structures ou des événements explicites au regard des touristes, tels que le musée sami ou le marché d'hiver de Jokkmokk, vieux de 400 ans (Müller et Pettersson, 2006). Au contraire, l'image d'un paysage culturel façonné par la présence des Samis s'avère délicate à promouvoir, pour deux raisons majeures :

---

[9] Certaines entreprises telles que *Vattenfall* (hydroélectricité) et l'association *STF* (tourisme) avaient obtenu des dérogations.

[10] Les trois Sameby sont *Tuorpon*, *Jåkkåkaska* et *Sirkas*, dont l'association liée à la gestion du Padjelantaleden est nommée *Badjelánnda Laponia Turism*

- elle ne renvoie pas à des objets aisément perceptibles pour des visiteurs de passage,
- et elle est contradictoire avec leurs représentations paysagères bien plus ancrées, qui esthétisent une nature avant tout sauvage.

3. Tradition de tourisme de nature dans les montagnes laponnes

Parallèlement aux aspirations locales concernant le développement touristique de la région, nous nous sommes interrogées sur la réalité du tourisme dans *Laponia* en menant des enquêtes ethnologiques basées sur des entretiens semi-directifs et un travail d'observation participante auprès des touristes du site. Qui sont les touristes de *Laponia*, pourquoi visitent-ils cette région, quelles sont leurs pratiques et comment perçoivent-ils ce site ?
Nous avons distingué trois grandes catégories établies à partir de l'origine géographique des touristes (figure 1) :

- un tourisme de proximité, originaire du nord de la Suède,
- un tourisme interne, c'est-à-dire des suédois en provenance principalement du sud urbanisé du pays,
- et un tourisme récepteur, correspondant aux touristes étrangers venant majoritairement de Fennoscandie et d'Europe occidentale.

Chacune de ces catégories renvoie à un rapport à la région, des pratiques et des représentations spécifiques (figure 2).

3.1. Origines des touristes et leur rapport à la région

Pour les touristes originaires de la région proche (le Norbotten, cf carte 1), *Laponia* est un lieu de week-end et de vacances habituel et fréquent. Il n'est pas rare qu'ils possèdent une caravane installée pour plusieurs mois ou une résidence secondaire. Ce tourisme surtout présent à la fin de l'hiver et au printemps (février à mai) est très lié à la pratique de la pêche, loisir prisé en Suède. La région recèle des zones de pêche réputées pour leur qualité. La conduite sportive des motoneiges à cette même saison est également largement appréciée, particulièrement par les résidents du Norbotten qui vivent aussi à des latitudes à fort enneigement et possèdent souvent ces engins qu'ils transportent facilement sur leur lieu de séjour. Les activités familiales de plein air (promenades, découverte du milieu dans une perspective d'éducation à l'environnement, etc) tiennent une place importante pour ces touristes. Ils viennent aussi pour se reposer et contempler les paysages de montagne. La proximité des montagnes offre l'opportunité de « se ressourcer » dans une nature perçue comme « belle » et « pure » (entretiens avec des touristes, 2008, 2009). La randonnée dite « en étoile », c'est-à-dire à la journée et réalisée en boucle à partir d'un point fixe, est valorisée par ceux qui effectuent préférentiellement des séjours courts mais réguliers. Elle est pratiquée aussi bien en hiver qu'en été, à ski de fond ou à pied.

Pour les touristes étrangers, la région renvoie au contraire à l'imaginaire du grand nord (Grenier 2009) et offre l'opportunité de vivre des expériences exceptionnelles, telles que les aurores boréales en hiver ou le soleil de minuit en été. L'éloignement géographique et l'hostilité apparente du milieu (froid et nuit en hiver, étés frais, montagnes peu aménagées) donnent un caractère exclusif au voyage. Cela implique souvent des séjours très préparés, qui laissent peu de place à l'improvisation. Ce tourisme est largement lié à la pratique de la randonnée en étoile et de la randonnée itinérante. Motivée par l'idée de faire « l'expérience de la nature » (entretiens et communications personnelles 2008, 2009), la randonnée dite « itinérante » consiste en de longs déplacements de plusieurs jours, à ski de fond ou ski de randonnée, en autonomie. Elle induit un fort engagement physique et parfois des activités plus extrêmes d'alpinisme. Fortement dépendante des conditions offertes par le milieu naturel, elle

correspond à des formes de tourisme dites « d'aventure » En hiver, une autre pratique attractive pour les touristes étrangers est la ballade à chiens de traineaux, perçue comme typique de la région. On discerne ici la construction d'une image touristique de la Laponie largement promue aujourd'hui, surtout par la Finlande, et qui renvoie à une tradition touristique importée et adaptée localement pour répondre à une demande croissante. Enfin, des pratiques sont liées à la découverte culturelle à travers les spécialités culinaires et artisanales.

Pour les touristes originaires du sud urbanisé de la Suède, cette région est attractive pour ses paysages de montagne et sa nature. Sorte de catégorie intermédiaire entre proximité et éloignement géographique, elle renvoie à un rapport à la région lié à l'image et la notoriété de ses parcs nationaux, et au milieu naturel propice à toutes les pratiques précédemment citées pour les deux autres catégories.

3.2. La « nature sauvage » : une représentation paysagère dominante chez les touristes

Les pratiques et les rapports à la région reflètent des représentations spécifiques de la région. Le tourisme de proximité renvoie à des lieux que l'on connaît plutôt bien pour s'y rendre régulièrement. L'idée de profiter de la nature environnante, relative à *l'Allemansrätt*, explique cet attachement à des paysages connus, proches et souvent liés à une mémoire sensible des lieux. Nos enquêtes menées à Stora Sjöffalet (2008, 2009) ont souligné une fréquentation régulière de certains visiteurs, attachés à cet endroit où ils viennent depuis longtemps et où ils séjournaient déjà enfants avec leur famille.

Les touristes originaires du sud urbanisé de la Suède laissent transparaitre plus visiblement des représentations exaltant une nature sauvage et vierge, vision largement partagée par les citadins. De telles représentations sont aussi associées à des valeurs hygiénistes héritées de l'histoire suédoise et traduites par l'idée d'aller prendre l'air réputé « frais », « pur » et bienfaisant » de la Laponie (communications personnelles et entretiens 2008, 2009). La nature sauvage est ici perçue comme pure par opposition au lieu de résidence habituel, souvent urbanisé et pollué.

Les touristes étrangers, proches de cette représentation des Suédois du sud, voient surtout la région comme offrant une expérience authentique singulière. Ils évoquent une volonté de visiter des lieux qui paraissent inaccessibles et où l'on rencontre des phénomènes naturels exceptionnels et une faune et flore remarquable. L'imaginaire lié au peuple lapon, véhiculé et sublimé par la littérature et les brochures touristiques, façonne également cette recherche qui oscille entre rêve, clichés et expériences touristiques. Il ressort aussi de nos entretiens l'idée d'un voyage original : les touristes souhaitent se distinguer de la masse par leurs choix de destination.

Un site mixte et une diversité des représentations qui se croisent sans réelle rencontre

La démarche et les représentations des touristes de *Laponia* s'inscrivent dans des schémas hérités d'une tradition touristique, d'une mémoire collective et d'un imaginaire associé à la région bien plus large que l'image véhiculée par le seul label Unesco. Nos enquêtes ont montré que les touristes ignorent majoritairement qu'ils visitent un site classé au Patrimoine mondial de l'Unesco. Ou quand ils en ont connaissance, c'est souvent de manière approximative et mal informée, voire déformée. Il est ainsi fréquent que le titre « *Laponia* » ou « *Lapponian area* » crée une confusion entre le site suédois labellisé et la vaste région de Laponie qui couvre le nord de la Fennoscandie. Finalement, la catégorie de touristes la mieux informée sur ce label et ses implications sont les touristes de proximité, en raison justement de leur lien géographique évident à la région. Mais leurs aspirations ne répondent pas à celles des Samis, qui entendent utiliser le label Unesco pour valoriser leur mode de vie et leur lien à la région, en promouvant un tourisme davantage tourné vers la découverte du paysage culturel

local. Si une telle forme de tourisme existe cependant, elle reste minoritaire et difficile à développer malgré les efforts des municipalités qui évoluent dans un contexte de cogestion du site avec les Samis. Si la valorisation du site s'oriente vers le réajustement d'une image où la dimension culturelle tend à regagner une notoriété, le poids écrasant du naturel reste entretenu par des représentations exogènes largement influencées par une tradition naturaliste suédoise et un tourisme de nature aux racines profondes (figure 3).

Bibliographie

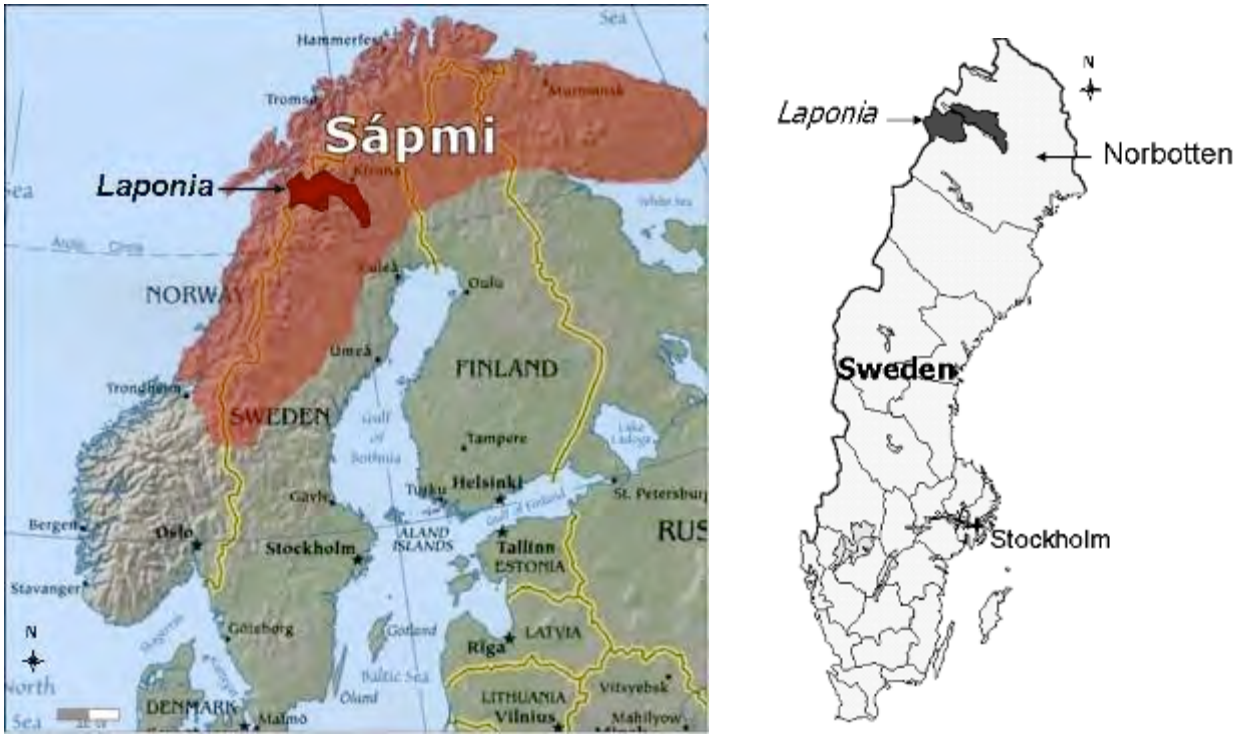
Beach, Hugh. (2001) A year in Lapland. Guest of the Reindeer Herders, 2ème edition, 242 p.
Dahlström, Åsa. (2003) Negociating wilderness in a cultural landscape. Predators and Sami reindeer herding in a world heritage area. 534 p.
Grenier, Alain. (2009) Conceptualisation du tourisme polaire. Cartographier une expérience aux confines de l'imaginaire, Vol 28, No 1, pp.7-19
Mija Ednam. (1999) Samebyarnas Laponiaprogram, 87 p.
Müller, Dieter et Pettersson, Robert. (2006) Sami Heritage at the Winter Festival in Jokkmokk, Sweden, Scandinavian Journal of Hospitality and Tourism, mai, Vol 6, No 1, pp. 54- 69.
Pettersson, Robert et Viken Arvid. (2007) Sami perspectives on indigenous tourism in northern Europe : commerce or cultural development? In tourism and indigenous people issues and implications, Chapter 13, pp. 177-187.
Roué, Marie. (2006) Le désert, le wilderness et la forêt : éthique protestante et naissance de l'écologisme, in Temps et espaces de crises de l'environnement, pp 287-300.
Roué, Marie. (2010) Paysages culturels et gouvernance: retour du refoulé et nouveau contrat social (soumis)
Sansot, Pierre. (1989) Pour une esthétique des paysages ordinaires, Ethnologie française, juillet-septembre, Tome 19, No 3, pp. 239-244.
Smith, Valene. (1989) Hosts and Guests: the Anthropology of Tourism, 354p.
Snyder, John et Stonehouse, Bernard. (2007) Prospects for Polar Tourism, pp 115-118.
Wall Reinus, Sandra. (2006) Tourism Attractions and Land Use Interactions. Case Studies from Protected Areas in the Swedish Mountain Region, thèse de doctorat, Stockholm University, 36 p.
Wall Reinus, Sandra et Fredman, Peter. (2007) Protected Areas as Attractions, Annals of tourism research, Octobre, Vol 34, No 4, pp. 839-854.

Webographie

www.unesco.org (2010)
www.vglsrv.kommun.gellivare.se (2010)
www.jokkmokk.se (2010)

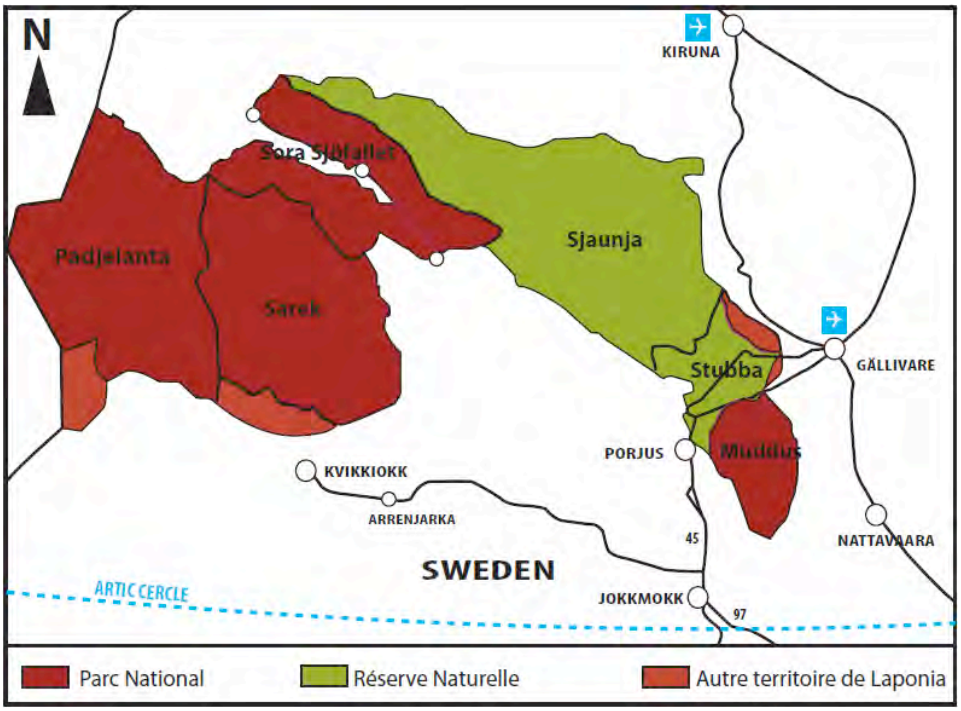
Appendices, figures et cartes

Carte 1 : Localisation du site *Laponia* en Fennoscandie et en Suède



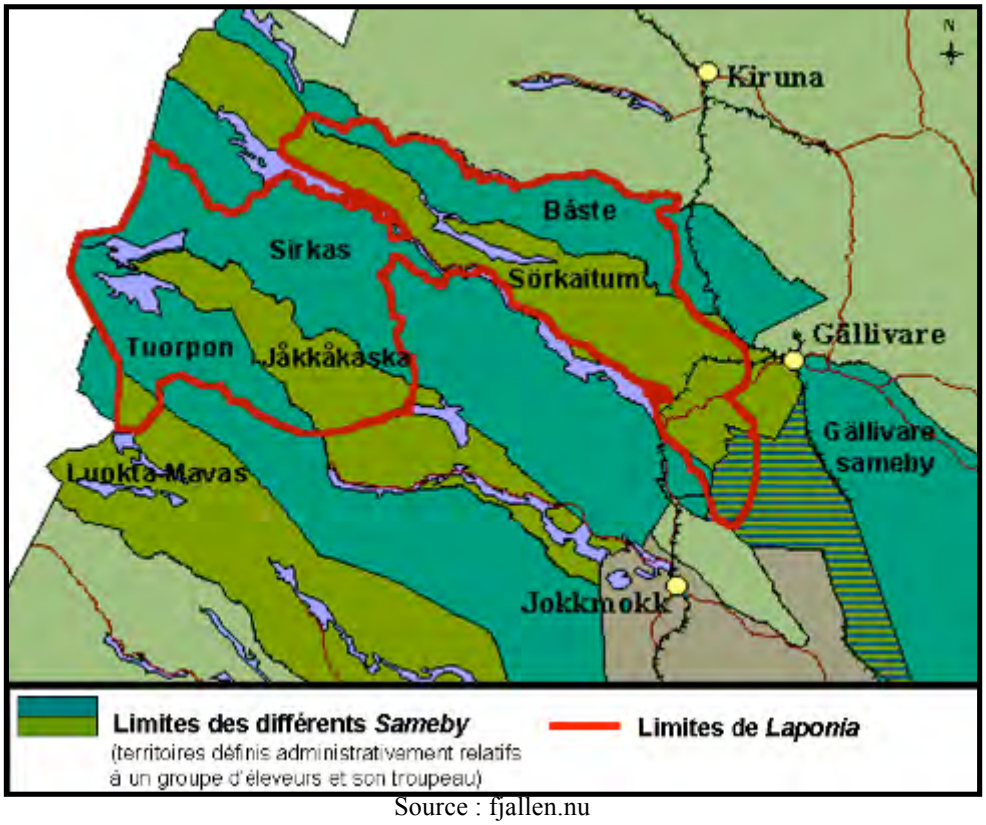
Sources: photbucket.com, padjelanta.com

Carte 2 : Les parcs nationaux et réserves naturelles de *Laponia*



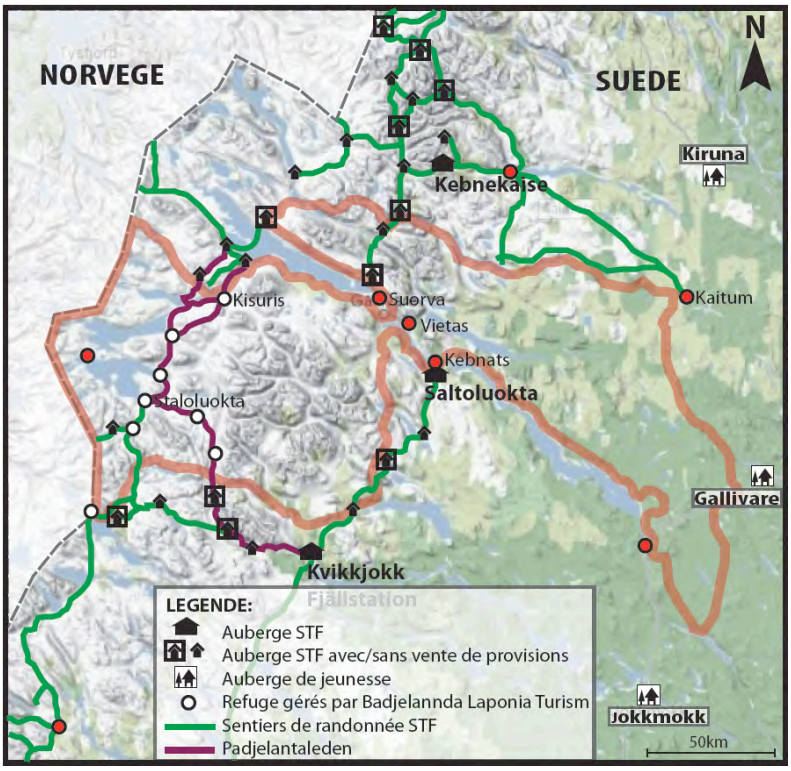
Revelin, 2010. Modifié d'après laponia.nu

Carte 3 : Les Sameby de *Laponia* : découpage administratif des territoires dédiés à l'élevage des rennes dans le site labellisé



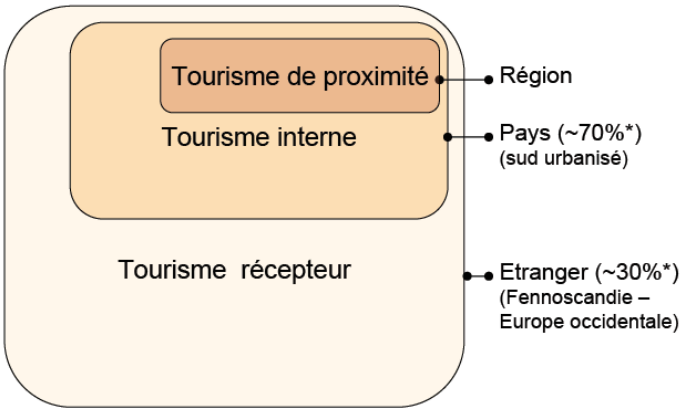
Source : fjallen.nu

Carte 4 : Sentiers de randonnée balisés de *Laponia*, localisation du *Padjelentaleden*



Revelin, 2010. Modifié d'après svenskaturistforeningen.se, fond de carte : Google Maps.

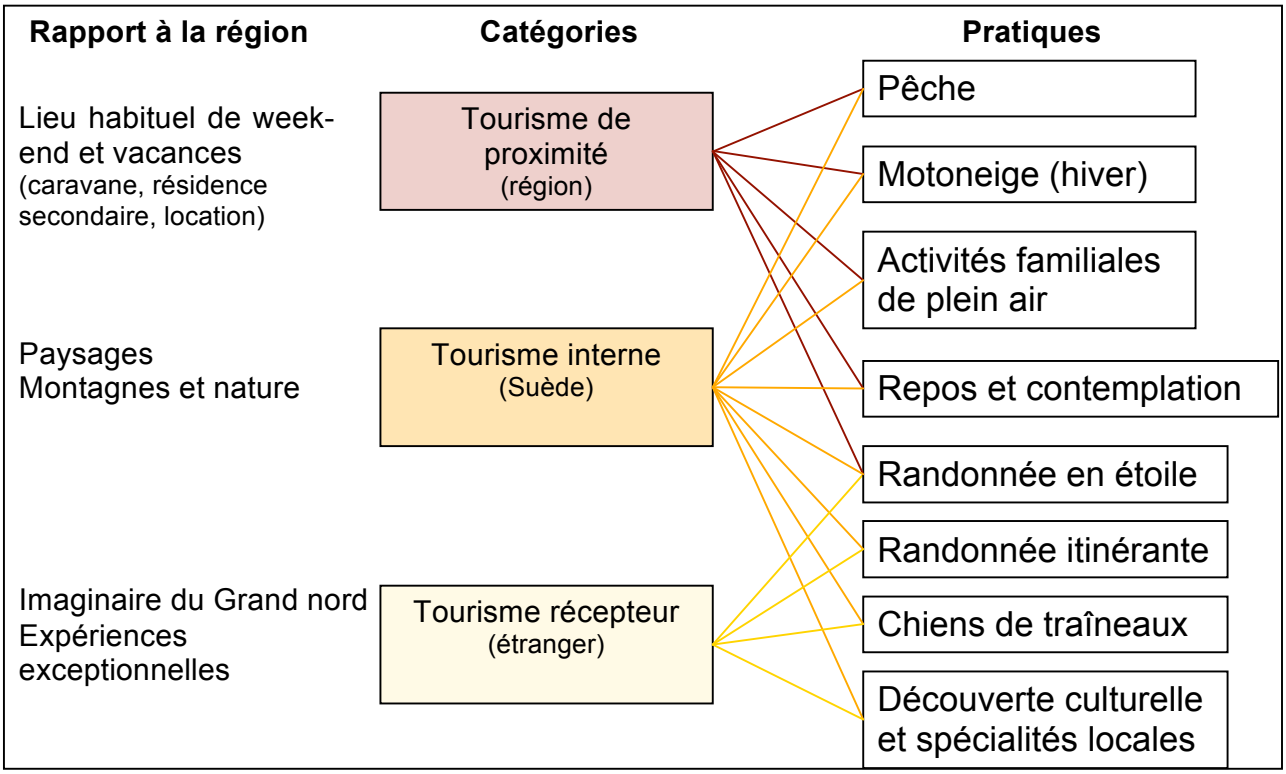
Figure 1 : Les trois catégories de tourisme dans *Laponia* établies selon l'origine géographique des touristes



* Statistiques basées sur le comptage des touristes par l'office du tourisme de Gällivare, année 2007. (n=12298)

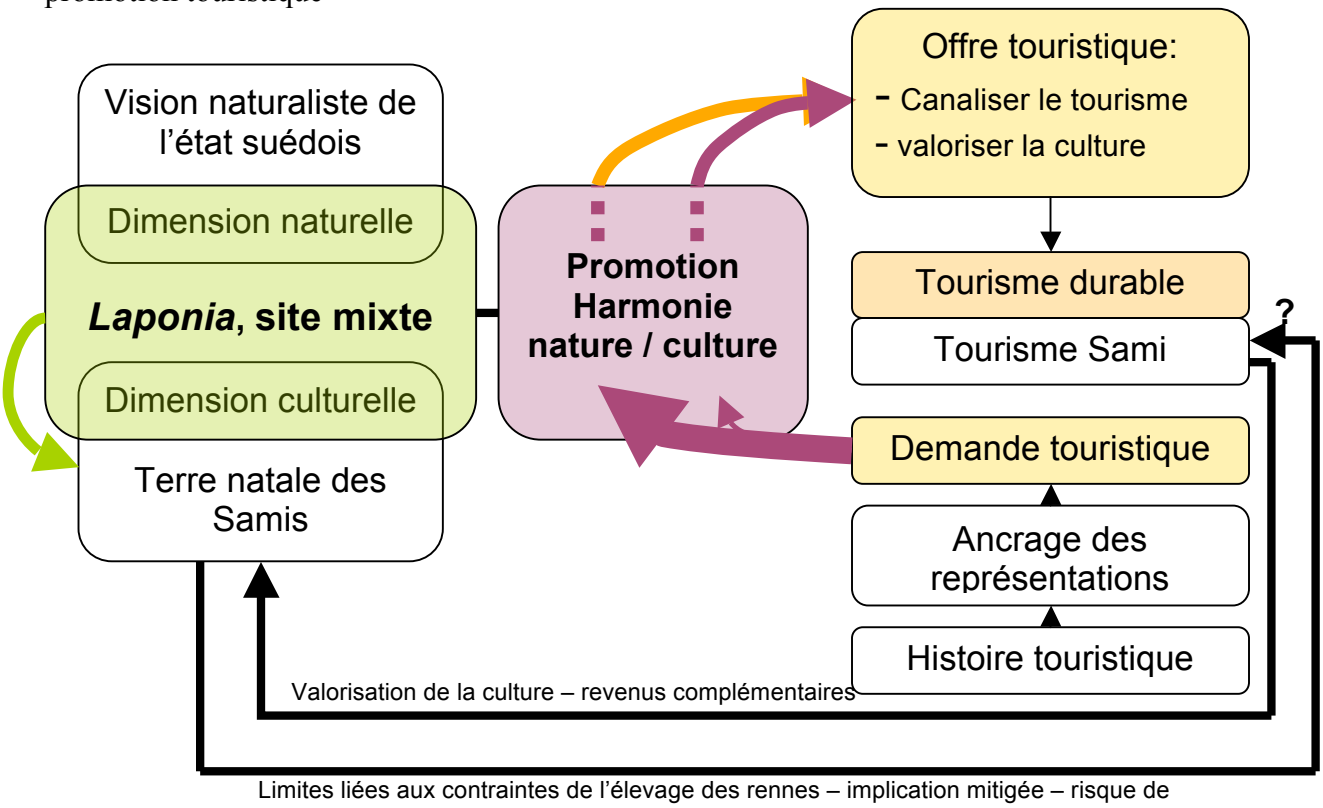
Revelin, 2010

Figure 2 : Rapport à la région et principales pratiques des touristes rencontrés dans *Laponia*



Revelin, 2010

Figure 3 : Schéma synthétique des différentes représentations de *Laponia* et de sa promotion touristique



Revelin, 2010

Photo 1 : Kåta, habitat traditionnel sami en tourbe photographié dans un campement d'été à Petsaure.

© Revelin, 2008

La patrimonialisation de l'Unesco ? Un atout de développement économique à valoriser : La Lope-Okanda

Pamela Rousselot
(Université Paris1 Panthéon-Sorbonne/IREST)

Pamela Rousselot
Université Paris1 Panthéon-Sorbonne
Institut de recherche et d'études supérieures du tourisme
12, place du Panthéon
75231 Paris Cedex O5
France
Courriel : prousselot1@hotmail.fr

La patrimonialisation de l'Unesco ? Un atout de développement économique à valoriser : La Lope-Okanda

Résumé :
La Lopé- Okanda (parc national du Gabon) déclaré patrimoine de L'Unesco depuis 2007 constitue un atout patrimonial à la fois scientifique, culturel et économique qu'il convient de valoriser. A cette époque où le Gabon est dans une phase de transition qui vise à diversifier son économie par la valorisation du secteur touristique, il serait intéressant pour les acteurs locaux de mettre en avant les sites qui bénéficient du label Unesco. Le parc national de la Lopé-Okanda est le premier site du Gabon à avoir été déclaré patrimoine mondial de l'Unesco grâce à ses aspects à la fois culturels et naturels. Cette patrimonialisation, effectuée en 2007, constitue un grand pas car il s'agit d'une reconnaissance mondiale à laquelle plusieurs ONG telles que WCS (Wildlife Conservation Society) et ZSL (Zoological Society of London)ont contribué. Face à un événement d'une telle envergure des questions apparaissent : comment les atouts culturels et naturels de la Lopé-Okanda peuvent-ils devenir des atouts locaux de développement économique ? Comment mettre en œuvre au niveau local l'utilisation de cette richesse ? De quelles façons éduquer et sensibiliser les communautés locales à l'utilisation et à la mise en valeur des richesses du site ?
L'Unesco par la patrimonialisation de ses sites a pour vocation première de conserver les sites, qu'ils soient naturels ou culturels pour un héritage commun de l'humanité. Dans le cas de la Lopé-Okanda, l'utilisation du label Unesco doit donner une dynamique aux initiatives touristiques privées, ou publiques. La méconnaissance de la valeur du site par les locaux constitue un obstacle. C'est pourquoi, afin de pouvoir bénéficier des effets de cette patrimonialisation, il est nécessaire de mettre en place des stratégies de développement favorables à la fois aux populations et aux autres acteurs locaux.
Dans le cas de la Lopé-Okanda, il existe un paradoxe. En effet, bien qu'il existe une reconnaissance internationale, la valeur du site au niveau régional est méconnue. Cette méconnaissance soulève des questions quant au mode d'appropriation du patrimoine, mais aussi sur les crises identitaires que peuvent susciter ce dernier. Ces obstacles constituant un frein se doivent d'être analysés. Ce n'est qu'à travers la compréhension des enjeux de l'espace ou le patrimoine est localisé, qu'une valorisation par la patrimonialisation de l'Unesco peut constituer une plus-value pour le développement économique ;

Mots clés : Patrimonialisation, espace, Lopé-Okanda relique, paradoxe, appropriation

La patrimonialisation de l'Unesco ? Un atout de développement économique à valoriser : La Lope-Okanda

Introduction

« *Dans nos sociétés de plus en plus diversifiées, il est indispensable d'assurer une interaction harmonieuse et un vouloir vivre ensemble de personnes et de groupes aux identités culturelles à la fois plurielles, variées et dynamiques. Des politiques favorisant l'inclusion et la participation de tous les citoyens sont garantes de la cohésion sociale, de la vitalité de la société civile et de la paix* » ***Déclaration universelle de L'Unesco sur la diversité culturelle (novembre 2001)***.

Cette citation de la déclaration universelle de l'Unesco sur la diversité culturelle symbolise bien le monde dans lequel nous évoluons. Un monde fait de diversités culturelles qui peuvent à la fois être une source de richesse, mais aussi une source de conflits. C'est pourquoi, une meilleure compréhension de l'autre qui n'est pas « soi devient une nécessité ». Comprendre « cet autre », ses valeurs, peut permettre de limiter les incompréhensions et apporter des réponses dans les actions à mener. Cette quête passe donc aussi par la compréhension de l'utilisation que fait « cet autre » de son espace de vie.
Dans la mise en place d'aires protégées par exemple, ou de parcs nationaux, des conflits avec les populations environnantes vivant des biens de ces parcs apparaissent à cause d'incompréhension. Il en est de même pour certains sites déclarés patrimoine mondial de l'Unesco, qui connaissent aussi des problèmes semblables, matérialisés parfois par la mauvaise gestion du bien après sa patrimonialisation.

C'est pourquoi, bien que les buts de L'Unesco soient louables (cataloguer, nommer et conserver les sites dits *culturels* ou *naturels* pour un héritage commun de l'humanité) il faut tenir compte des réalités du site sur lesquels est fait la patrimonialisation. Tous les facteurs qui influencent le cadre de vie des communautés vivant dans la périphérie du parc doivent être pris en compte, qu'ils soient historiques, économiques, géographiques etc.
Le Gabon en général (et le parc national de la Lopé en particulier) est un exemple des difficultés de compréhension ou d'appréhension qui peuvent exister face à la patrimonialisation.

Le but de cette communication n'est pas de critiquer la patrimonialisation, qui est une étape positive, car lorsqu'elle est bien utilisée, cette étape peut être source de développement économique.

Notre but ici est de tenter d'analyser une situation propre au Gabon, un pays considéré comme atypique pour plusieurs raisons, qui se retrouve propulsé dans une sphère ou il devient important de maitriser les enjeux.

Nous espérons donc à travers cette communication apporter des outils qui permettraient de mieux appréhender le contexte, et de donner ainsi des pistes de réflexion.

1. Présentation générale
1.1/ Le Gabon
Aspects géographiques

Avant de présenter le patrimoine mondial la Lopé-Okanda Relique, un aperçu du contexte géographique et économique du territoire dans lequel évolue ce dernier, ainsi qu'une

présentation des politiques de conservation environnementale en vigueur dans ce pays, est nécessaire afin de comprendre les différents enjeux.

Appartenant au bassin du Congo, deuxième poumon de la planète, le Gabon pays d'Afrique Centrale a consacré 11% de son territoire aux Parcs Nationaux, (le défunt Chef d'Etat El Hadj OMAR BONGO OMDIMBA a pris l'initiative de créer treize 13 parcs nationaux en vue de participer a l'effort mondial de préservation de l'environnement et de la lutte contre le réchauffement climatique.

En effet, tout comme les six autres pays de la zone, notamment le Cameroun, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, République du Congo, la Guinée Equatoriale et le Tchad, le Gabon bénéficie d'une biodiversité exceptionnelle.
Sa superficie est de l'ordre de 267 667 Km² avec une densité d'habitants de 4,85 hab/km². La grande majorité de la population gabonaise est urbaine soit près de 84%. En effet, toute la population se concentre sur Libreville, la capitale, ce qui sous-entend de grands espaces vierges et par conséquent une quasi-désertification des 8 autres provinces.

Cette forte concentration humaine a des impacts négatifs sur le développement régional .Les espaces sont vides, beaucoup de personnes s'exodent privilégiant la capitale aux villages car elle propose de meilleures perspectives de vie et d'emploi. Cet exode limite les dotations en ressource humaine, handicapant à la longue si elle n'est pas maitrisée les perspectives de développement régional.

Aspects économiques

L'économie gabonaise repose depuis plusieurs décennies sur les richesses minières. Le pétrole, le manganèse, l'uranium. Le pétrole en particulier a été pendant longtemps à la base de son économie.

Cette dépendance sur les seules ressources minières a une conséquence sur l'économie gabonaise, d'une part car elle reste très vulnérable aux fluctuations de ces derniers, d'autre part sur la population qui reste attachée et habituée à une économie de rente (négligeant ainsi toute autre perspective de développement).

L'économie gabonaise n'étant pas très diversifiée, il devient nécessaire pour le Gabon de trouver d'autres sources de revenus que les ressources minières. A ce titre, il est observé depuis peu des efforts de diversification pour ne citer que la nouvelle politique mise en place ayant trait au développement de l'écotourisme.

Politique de conservation

L'on distingue deux types de politiques de conservation, nationales et internationales.
Au niveau national, il existe en théorie un cadre législatif et institutionnel qui organise l'exploitation et l'utilisation rationnelle des ressources. Plusieurs lois et décrets locaux régissent les activités d'exploitation.

Au niveau international, le Gabon se réfère aussi aux accords ratifiés. Il est signataire de plusieurs conventions telles que la convention de Ramsar adopté le 2 février 1971 pour la conservation et l'utilisation durable des zones humides visant à enrayer la dégradation et la perte des zones humides, la convention d'Alger 15 septembre 1968, ou encore la convention des nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée en 2004 par 189 pays qui reconnaît le principe de précaution ; le principe de responsabilités communes mais différenciées ; et le principe du droit au développement.

Actuellement Le Gabon reste l'un des rares pays de la zone du bassin du Congo qui offre un potentiel exceptionnel pour la conservation, les multiples conventions, la création des

treize parcs nationaux, témoignent justement de cette volonté politique du Gabon de s'investir dans la conservation.

L'Etat dépositaire du bien peut également solliciter un appui technique et ou financier aux Fonds du Patrimoine Mondial pour renforcer des structures de gestion, organiser des formations ou développer une politique de sensibilisation au patrimoine mondial.

La promotion culturelle, la capacité d'accueil, et la diversification des produits et service, la conservation accrue des espaces et des espèces, sont autant de défis que le Gabon, et les peuples de l'humanité toute entière, auront le loisir de relever pour assurer le rayonnement légitime du Parc de la Lopé-Okanda

1.2 La Lopé-Okanda -Relique

Présentation du Parc National de la Lopé -Okanda-Relique

Situé à 300 km de Libreville, la Lopé-Okanda est l'un des treize parcs nationaux du Gabon. Déclaré en 2002 sous ce statut de parc national par le chef de l'Etat, il est un privilégié dans les projets de développement touristique du Gabon à court terme et cela pour plusieurs raisons.

Il fait partie des rares parcs nationaux gabonais bénéficiant à la fois d'une proximité avec la capitale, d'une accessibilité depuis la capitale facilitée par trois moyens de locomotion (voiture, avion, train), et enfin d'un statut unique de patrimoine mondial de l'Unesco sur le territoire gabonais.

Distribué sur quatre provinces gabonaises le site de la Lopé-Okanda est non seulement le premier bien gabonais inscrit sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco, mais aussi, le premier bien mixte culturel et naturel de la sous région d'Afrique Centrale.

Cette distinction marque une reconnaissance par la communauté internationale de la valeur exceptionnelle universelle du patrimoine naturel et culturel du Gabon. En fonction des dynamiques et initiatives qui seront entreprises, l'inscription de ce bien sur la liste du patrimoine mondial peut avoir des retombées économiques, sociales et écologiques importantes pour la région et le pays. Par cette inscription, le Gabon s'est engagé à conserver et gérer durablement ce site de manière à maintenir l'authenticité et l'intégrité de ce patrimoine exceptionnel. Dans cette démarche, le Gabon pourra compter sur le soutient des 184 Etats parties ayant ratifié la Convention du Patrimoine mondial de l'UNESCO.

Selon le dernier recensement, la population vivant à proximité de la Lopé-Okanda est estimée à environ 2000 personnes reparties dans 8 villages (source rapport Ecofac). L'ancienneté de ce recensement rend cette donne aujourd'hui approximative.

Le parc national de la Lopé-Okanda bénéficie à la fois d'atouts floristiques et faunistiques exceptionnels. Il existe une diversité d'espèces de plantes (près de 1500 espèces appartenant à 710 genres), mais aussi divers habitats qui jouent un rôle important dans le maintien d'une forte biomasse et d'une diversité animale.

En ce qui concerne les richesses faunistiques, le parc national de la Lopé-Okanda renferme près de 63 espèces de mammifères, parmi lesquels on dénombre des espèces de primates les plus endémiques telles que le Cercopithécus, mais aussi des espèces charismatiques telles que le gorille, le chimpanzé. Toutes les ressources de ce type n'ont pas encore été révélées, en effet la densité des forêts au niveau du parc national de la Lopé Okanda et dans toute la zone du Bassin du Congo, rend difficile les recherches scientifiques. La Lopé-Okanda réserve encore des surprises naturelles.

La nomination du parc par l'Unesco repose justement en partie sur cette richesse naturelle, accentuée par d'autres aspects qui seront approfondis dans la suite du manuscrit.

Cependant, avant cette étape, une chronologie historique du parc est nécessaire afin de mieux appréhender son évolution de 1946, année de sa création, à nos jours.

Histoire de la création du Parc National de la Lopé –Okanda-Relique

Le parc national de la Lopé a connu des évolutions de statuts différents selon les époques.

Selon les informations obtenues, dans le dossier d'inscription de la Lopé-Okanda Relique, le parc national de la Lopé est l'un des premiers parcs gabonais crée avant l'indépendance du Gabon. Il a été crée en 1946 sous le statut initial de réserve de faune.

Le but principal de cette réserve était comme son nom l'indique, la protection de la faune. Ce premier statut de la Lopé avait pour but de protéger la réserve, contre toutes activités de chasse et d'exploitation forestière illégales. (Mémoire Stéphane Ango). Actuellement nous effectuons des recherches afin de déterminer le contexte de cette protection. En effet, le Gabon étant sous L'Afrique équatoriale Française (AEF) un Territoire, donc sous domination coloniale, les motivations réelles quant à la protection de la Lopé-Okanda à cette époque nous semblent aléatoires.

Si l'on prend comme exemple les réserves de faunes situées en Afrique du sud, sous le système colonial britannique, le contexte historique est plus ou moins semblable *: les réserves de faune étaient au départ des moyens d'administrer et de contrôler les territoires colonisés et leurs habitants* (Gallardo Lucille, 2008 : 11).

Le contexte de l'après seconde guerre mondiale change les stratégies géopolitiques mondiales. De nouvelles perspectives de gestion des colonies apparaissent. Il devient nécessaire de faire participer les colonies indépendantes.

Dans les colonies britanniques, cette phase de gestion de faune passe par la création d'organisations non étatiques politiquement neutres (Gallardo Cécile, 2008 :20).

Le Gabon en 1946, n'est pas encore un état décolonisé, le premier changement de statut du parc national de la Lopé-Okanda s'effectue donc dans un contexte international sensible. C'est pour cette raison que des questions quant à ce premier statut demeurent, s'agissait-il d'une décision légitime visant réellement à protéger les animaux contre d'éventuels braconnages ? Ou bien était ce plus un moyen pour les autorités de l'époque d'asseoir encore plus leur domination et leur puissance comme dans les colonies britanniques?

Quoiqu'il en soit, cette première réserve de faune gabonaise n'a pas permis une protection efficace de la réserve. C'est pourquoi en 1960, l'ensemble des aires protégées du Gabon, y compris la Lopé-Okanda, va être transformé en aire d'exploitation rationnelle de la faune. Cette deuxième étape dans l'histoire de la Lopé-Okanda va entrainer la mise en place de permis pour la chasse, afin d'assurer une meilleure protection du site.

Cette loi va être renforcée trente ans plus tard car l'aire protégée de la Lopé-Okanda va être clairement définie comme étant une zone protégée à accès réglementé. Toutes les activités à l'intérieur de l'aire protégée doivent désormais être soumises à des autorisations émanant des autorités compétentes sous peine de sanctions graves.

La dernière étape importante avant la patrimonialisation du parc va être sa déclaration en parc national par le Chef de L'Etat en 2002. Les missions du parc national la Lopé-Okanda sont désormais la protection de la nature dans son ensemble, le soutien aux communautés locales et le développement touristique par des activités d'écotourisme.

Sa patrimonialisation intervient quatre ans plus tard en 2007. Le parc national de la Lopé-Okanda est déclaré patrimoine mondial de l'Unesco sous la base des critères III, IX, X et IV (cf. p 10 et annexe).

Ces différentes étapes dans l'histoire du parc national de la Lopé-Okanda constituent selon nous une base de données importante. En effet, elle permet de mettre en exergue les différents courants qui ont influencé directement ou indirectement son histoire.

Le colonialisme de 1946, qui d'une certaine façon a mis en évidence les potentialités naturelles du parc à travers la réserve de la faune, la protection rationnelle du parc trente ans plus tard et enfin la déclaration du Chef de l'Etat en 2002, montre que ce site s'adapte aux réalités. Des adaptations inconscientes ou conscientes du parc sont faîtes, même si dans la pratique les actions demeurent difficiles à mettre en œuvre.

Justification d'inscription du Parc National de la Lopé Okanda

La Lopé-Okanda a donc été déclaré patrimoine de l'Unesco le 27 juin 2007 sous l'appellation « Ecosystème et paysage culturel relique de la Lopé-Okanda Gabon ».Cette patrimonialisation comme il a été dit précédemment s'est faite sur la base des critères III, IX, X et IV.

Ainsi, au-delà de la biodiversité exceptionnelle du parc national de la Lopé-Okanda, ce sont aussi des témoignages culturels historiques de la richesse du site qui ont favorisé sa patrimonialisation. (Cf tableau page 26)

2. Paradoxe Reconnaissance internationale, prise en compte régionale difficile

2.1 Les enjeux du parc et de la patrimonialisation

La Lopé-Okanda-Relique constitue un atout à la fois patrimonial, scientifique, culturel et économique en raison de sa spécificité qu'il convient de valoriser.

Patrimonial, en raison de sa reconnaissance par l'UNESCO qui fait de ce site un bien commun de l'Humanité.

Scientifique, par la richesse qu'elle offre à travers les nombreuses essences susceptibles de permettre la recherche dans plusieurs domaines.

Culturel et économique enfin par sa biodiversité, et son appartenance à quatre provinces qui permet un brassage de cultures.

Comme il a été mentionné, le Gabon connaît une phase de transition qui vise à diversifier son économie par la valorisation du secteur touristique. Il est donc intéressant pour les acteurs locaux de mettre en valeur les sites qui bénéficient du label Unesco.

Malheureusement, dans le cas de la Lopé-Okanda l'on constate un paradoxe : en effet, bien qu'il existe une reconnaissance internationale, au niveau régional et continental elle est beaucoup plus difficile à s'établir. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette situation, la récente patrimonialisation du site, ou encore le fait que la population locale vivant aux alentours du parc n'est pas outillée pour protéger cette richesse reconnue etc.

L'analyse précédente du territoire, nous entendons ici « *une portion d'espace contrôlée et appropriée, y compris symboliquement, par une société donnée*. »(G.Di Méo.2003), a permis de mettre en évidence deux grandes causes qui pourraient expliquer ce paradoxe.

- Un besoin de source de revenues immédiats
- Gestion paradoxale du site dans son ensemble

2.2 Besoins de sources de revenus immédiats

La nomination de la Lopé-Okanda a apporté de l'espérance aux populations locales qui se sont identifiées à cette nomination dès lors qu'elles ont vu en cette patrimonialisation un potentiel de développement économique régional.

Des campagnes de sensibilisation pré-nominations ont été faites afin justement d'attiser cet engouement auprès des populations. L'aspect économique a été mis en valeur, mais il semble que le vrai rôle de la patrimonialisation en soi n'ait pas été approfondi auprès de ces derniers.

Un même édifice pouvant être considéré comme patrimoine aux noms de valeurs différentes (Reigl ,1983), il est essentiel si l'on veut susciter l'intérêt des populations à la question du patrimoine qu'elle s'identifie à lui, en se l'appropriant. La communauté locale gabonaise vivant aux alentours du parc la Lopé-Okanda ne s'identifie pas à ce patrimoine.

Concernant le patrimoine naturel par exemple, ce dernier fait « partie du décor » naturel des communautés locales depuis vraisemblablement des décennies. Les populations de la Lopé Okanda ont semble t'il été sensibilisées à la conservation depuis plus longtemps que sur d'autres parcs nationaux. Toutefois, il apparaît que ce dernier fait plus appel à un moyen de subsistance.

Le travail actuel viserait donc à contourner cette « image différente » que peut avoir le patrimoine naturel. Cela permettrait de lutter contre les maux tels que le braconnage perçu dans la société occidentale comme étant « un fait négatif », mais qui ne l'est pas forcément pour les communautés du parc national la Lopé-Okanda.

Le patrimoine culturel est en proie aussi aux mêmes difficultés que le patrimoine naturel. C'est pourquoi, si *le patrimoine revêt des dimensions différentes d'un groupe social à un autre, et que la réalité est liée à la perception de chacun dictée par ses propres références* (Bourdieu, 1987 :231), il est nécessaire que les communautés locales okandaise habitent ce patrimoine la Lopé-Okanda relique qui est le leur dorénavant. Le tourisme comme le patrimoine sollicite aussi des désirs, telles que l'imaginaire, le farniente, la préservation. Il s'agit là de notions intégrées dans la mentalité gabonaise, mais qui peuvent prendre un sens différent selon la couche sociale à laquelle appartient l'individu.

En effet, les difficultés financières dans certains cas, le manque d'intérêt pour le tourisme, pour l'écologie ou l'environnement, la satisfaction en amont des besoins que l'on peut qualifier de primaires pour les populations locales, sont autant de facteurs qui amoindrissent l'intérêt que la population peut porter au patrimoine naturel ou culturel. Il faut réellement souligner le fait que problème n'est pas intellectuel mais social.

L'intérêt économique du patrimoine sera le premier centre d'intérêt pour les populations locales, car la patrimonialisation de l'Unesco pour eux est synonyme de source de revenus.

2.3 Gestion paradoxale du site ..

La Lopé-Okanda Relique a un mode de gestion que l'on qualifiera de paradoxale. D'un point de vue théorique la structure de gestion du parc dans son ensemble est opérationnelle. Toutefois dans la pratique, il semble que les choses soient plus difficiles à mettre en œuvre. Bien que plusieurs associations, ONG environnementales soient actives sur le parc, plusieurs lacunes peuvent être dénombrées :

- Manque d'accompagnement institutionnel dans le parc ;
- Les actions touristiques se développent de façon isolée, entre les différents opérateurs

Ainsi, les actions d'ONG tels que WCS (Wildlife Conservation society) s'articuleront autour de tout ce qui relève du tourisme communautaire, avec la formation de guides locaux, l'éducation environnementale sur un réseau de 5 à 6 écoles autour de la Lopé, sur un appui organisationnel au sein du parc.

L'ECOFAC quant à elle, avec l'appui de L'Union Européenne, agit sous formes de programmes qui s'étendent sur quatre ans, période durant laquelle des objectifs doivent être atteints. Selon les sources de l'Ecofac Gabon, des travaux de réhabilitation des pistes des

ponts menant à la Lopé Okanda ont été faits. Actuellement des consultants de l'Ecofac effectuent des campagnes de sensibilisation à travers les différents villages de la Lopé-Okanda, afin d'identifier les besoins et encourager les initiatives associatifs des populations.
Concernant les agences de tourisme elles disposent de leurs propres guides qui ne sont pas forcément des régionaux (appartenant à la zone Lopé Okanda). Leurs actions au niveau du parc sont en général isolées. Il n'existe pas par exemple de lien entre ces dernières et les communautés environnantes. Les agences de tourisme agissent plus comme des commerciaux que comme des concepteurs de produits touristiques.

Les quelques associations qui existent ont un mode de fonctionnement basé sur une stabilité fragile. En effet, leur durée de vie dépend en grande partie du représentant légal. Si ce dernier vient à partir vers la capitale pour des raisons diverses, il est en général difficile d'assurer la relève. Toutes ces informations émanant à la fois de l'Ecofac, de WCS, et de ZSL et des travaux du Rapac, montrent une organisation dans la gestion du parc qui apparaît comme étant semi-structurée, dans laquelle pour l'instant n'apparait pas encore une gestionnaire du patrimoine mondial de l'Unesco. En effet nous constatons qu'il n'existe pas de représentants, ou d'organisme de gestion au sein du parc du patrimoine qui pourrait servir de lien entre les populations locales et l'Unesco.

Dans la gestion du parc le conservateur effectue un travail de conservation du parc dans son ensemble. Cette conservation concerne essentiellement les entrées du parc, ainsi que toutes les activités illégales comme le braconnage qui pourrait avoir un impact négatif sur ce dernier.

La gestion du patrimoine culturel et naturel la Lopé-Okanda relique n'a pas encore été institutionnalisée, il n'y a pas encore un conservateur « du bien patrimoine mondial ».

Comme nous l'avons démontré précédemment, ce sont « le besoin de sources de revenus immédiats » des populations de la Lopé-Okanda, ainsi que « la gestion paradoxale du site Lopé-Okanda qui expliqueraient le paradoxe et par conséquent la représentation que se font les populations Okandaises, vis-à-vis du patrimoine mondial de l'Unesco.

On pourrait donc émettre deux hypothèses, d'une part, le Gabonais a une culture de la rente qui est très développée, d'autre part, les conditions de vie de ces populations ne facilitent en aucun cas toutes initiatives patrimoniales ou de conservation etc. visant à des perspectives différentes de cette culture.

Il est nécessaire que les populations locales comprennent que l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco peut servir de débouché économique à long terme uniquement.

Il est aussi essentiel que l'Unesco renforce son action dans ce rapport de force qui gène une meilleure valorisation du site Lopé-Okanda relique.

3. Prérogatives
Implication de l'Unesco dans les vies des communautés locales .

L'état des lieux du Gabon et de la Lopé-Okanda tout au long de ce manuscrit a mis en évidence les problèmes qui expliquent la méconnaissance et le désintéressement des populations Okandaise vis-à-vis du patrimoine mondial de l'Unesco.
La participation de l'Unesco passe selon nous dans un premier temps par « une participation dans l'amélioration des conditions de vie de ces derniers ».

En effet, nous pensons qu'il s'agit la d'une condition *sine qua non* qui pourrait susciter l'intérêt de la population Okandaise.

Elle ne s'appropriera le patrimoine Lopé Okanda Relique qu'une fois que le rapport « apport social et économique » sera évident. Nous pensons donc que cet apport peut par exemple se matérialiser par un encouragement dans les initiatives de développement de micro-économie locale.

Par micro-économie locale nous entendons « *produire et consommer autrement mettre en place des façons et des moyens de produire qui répondent à d'autres préoccupations, à d'autres objectifs, à d'autres valeurs. C'est faire en sorte que les activités de production contribuent à améliorer la qualité de nos rapports sociaux*» (Alain Laurent, 2009 :226).

Le but n'est pas de faire de ces populations des assistés, mais de leur permettre une autonomie qui pourrait générer à court terme de l'argent ou des bénéfices. Le tourisme qui pourrait permettre une meilleure promotion du site patrimoine mondial de l'Unesco ne peut pas constituer une source de revenus immédiats pour ces populations comme elles le souhaitent. Les visites touristiques sur le site annuellement sont de l'ordre d'environ 1000 personnes, les revenus sont non seulement instables, mais saisonniers. Le développement agricole ici n'est qu'une proposition basée sur l'observation d'une réalité Okandaise et ne saurait donc en aucun cas constitué la solution unique, ou la meilleure solution.

« Faire habiter », nous entendons par la générer un sentiment d'attachement du site Lopé Okanda aux populations passe malheureusement par l'amélioration des conditions de vie de ces derniers dans le cas de la Lopé-Okanda Relique.

Mise en place d'un mécanisme institutionnel claire et rigoureux

En pratique, la gestion paradoxale du site Lopé-Okanda relique peut être plus facilement contournée par la mise en place d'un mécanisme institutionnel claire et rigoureux. Cette organisation relève bien sur de l'état qui actuellement met tout en œuvre des actions dans ce sens avec la promotion d'un Gabon-Vert.

Les problèmes de collecte de données au niveau du site, la mise en place d'activités touristiques désorganisées ne constituent pas actuellement des obstacles majeurs.

Si les flux touristiques venaient à augmenter, cette organisation précaire pourrait s'écrouler. La question ici est de savoir si l'Unesco peut aider à la gestion du site d'un point de vue institutionnel.

La réponse est non, car il s'agit avant tout d'une question de gouvernance locale. Toutefois, l'Unesco doit renforcer ses actions auprès de son bureau multipays, mais aussi au niveau de la protection du site. Actuellement *il existe un bureau multipays à Libreville, la capitale, qui dessert un groupe de pays et qui constitue sur le terrain un élément central autour duquel sont organisés les bureaux nationaux et régionaux*. (Unesco)

Pour l'instant, il n'existe pas de bureau régional de l'Unesco de la Lopé-Okanda - Relique, il devient peut être urgent d'envisager la création de ce dernier, qui serait réellement l'interlocuteur privilégié entre les populations et L'Unesco.

Au départ, la communication visait à promouvoir la création d'un organisme central qui pourrait être éventuellement rattaché au ministère de l'éducation nationale. Cet organisme central aurait servit de lien entre la région Lopé-Okanda relique et l'Unesco. La réalité montre que dans l'immédiat une telle initiative ne garantirait en rien la sensibilisation des populations Okandaise minée par d'autres problèmes sociaux. Elle peut permettre une avancée dans la vision des populations mais, cette sensibilisation serait beaucoup plus aisée auprès des populations urbaines, dont les conditions de vie sont meilleures.

Conclusion

Cette communication nous montre que même si la patrimonialisation par L'Unesco est une étape importante pour un bien, la reconnaissance internationale ne suffit pas.

Des réalités sociales, humaines peuvent freiner de façon considérable les actions de l'Unesco. Il convient d'éduquer la population et mettre en place des mesures adéquates pour que les populations puissent se sentir concernée par la vie du parc. Cette éducation passe d'abord par l'accès à des conditions de vie meilleure.

En effet, laisser les populations dans leur pauvreté ne peut entrainer qu'un désintéressement susceptible de favoriser la destruction si des moyens d'existence ne sont pas mis à leur disposition. Saisir l'intérêt que suscite ce site tant au niveau patrimonial, culturel et économique résulte au préalable d'une formation voir d'une instruction adaptée seul gage de la préservation.

Est-il besoin de rappeler que nul n'est méchant volontairement si ce n'est que par ignorance ? Les populations qui vivent dans ces sites depuis des décennies n'ont pour la plupart aucune conscience de la richesse du milieu dans lequel il mène leur existence car c'est leur milieu naturel. Les échanges sont donc difficile, accentués par des conditions de vie tout aussi difficile.

Le Gabon aujourd'hui est semble-t il dans une phase de « Gabon Vert », le but est de mettre en place une nouvelle vision de la richesse environnementale au niveau national.
C'est pourquoi nous pensons que cet effort doit être collectif. Aujourd'hui plus qu'hier, le Bassin du Congo deuxième poumon de la planète n'est pas un slogan mais une réalité. Si de part et d'autres des initiatives ayant trait à la conservation ou à la création de sites susceptibles de conserver les espèces en voie de disparition est mis en exergue comme la patrimonialisation de l'Unesco, le monde entier y gagnerait. Mais cet effort collectif nécessite selon nous de prendre d'abord en compte les réalités économiques qui restent malheureusement liées à la valorisation du patrimoine mondial.

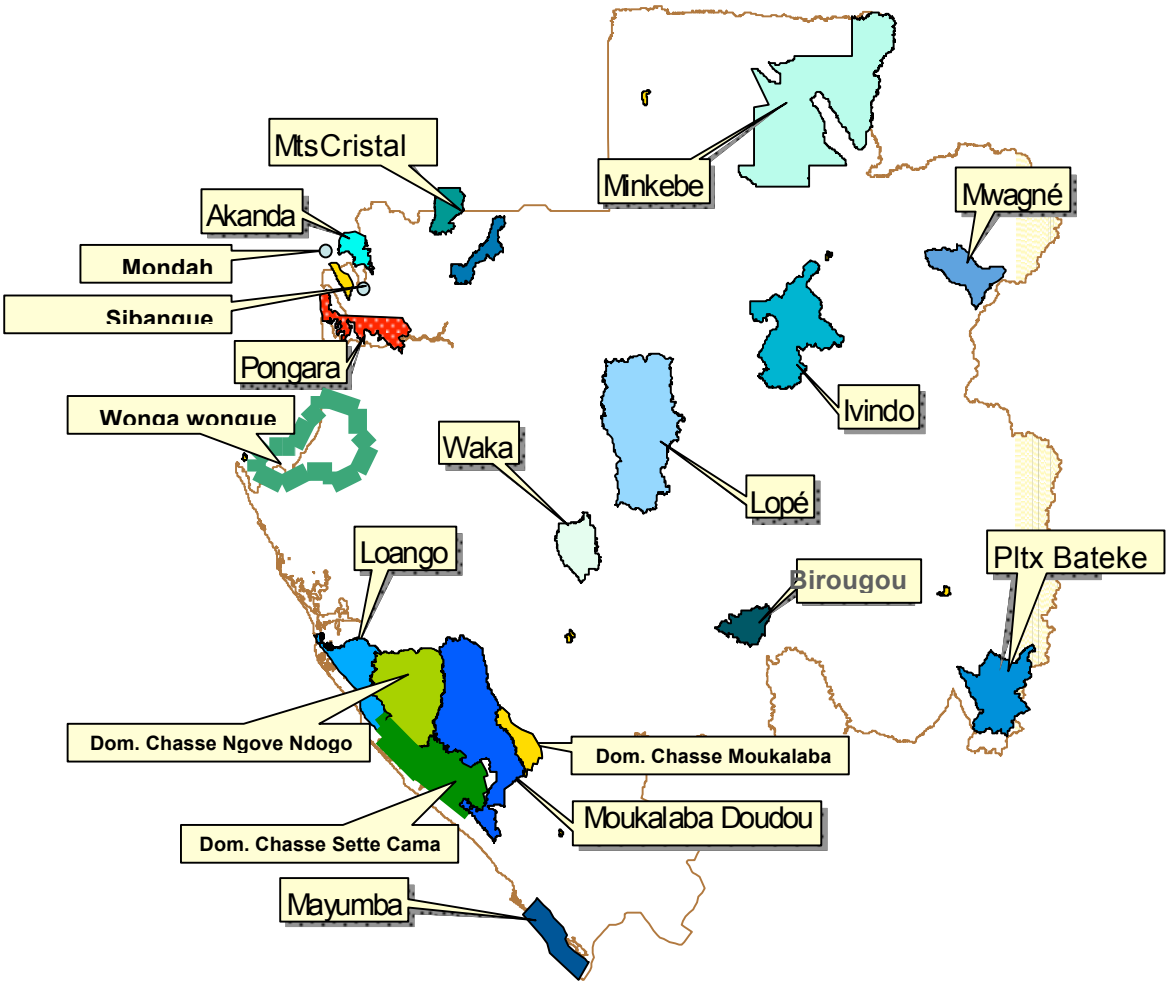
Bibliographie

Alain, Laurent. Tourisme responsable : clé d'entrée du développement territorial durable, guide pour la réflexion et l'action, 511 p.
Amirou, R. et Bachimon, P. (2000) « Le tourisme local : une culture de l'exotisme », 237 p.
Boureima, A. (2008) « Réserves de biosphère en Afrique de l'Ouest : vers des modèles de développement durables » 68 p.
Chabloz, N. (2009) « Tourisme et primitivisme : initiations au Bwiti et à l'iboga(Gabon) », N°193-194, pp 391 à 428.
Chabloz, N. et Raout, J. (2009) « Corps et âmes. Conversions touristiques à L'Africanité ». In Cahier d'études africaines, N°193-194, pp 7 à 26.
Chao. N. (2005) « Evaluation d'un tourisme au Parc National de la Lopé » Mémoire 91 p.
Di Meo.G. (1995) « Processus patrimonialisation et construction des territoires », Espaces et sociétés, N°78, 19.
Di Meo, G. (2002) « L'identité : une médiation essentielle du rapport espace/société », In Géocarrefour, vol.77, no 2, p.175-184.
Dulucq, S. (2009) « Découvrir l'âme africaine : les temps obscurs du tourisme culturel en Afrique coloniale française (années 1920-années 1950) » In Cahier d'études africaines, N°193-194, pp 27 à 48.
ECOFAC. (2007) : « Composante Gabon, Reserve de faune de la Lopé », Bilan seconde phase, 28 p.

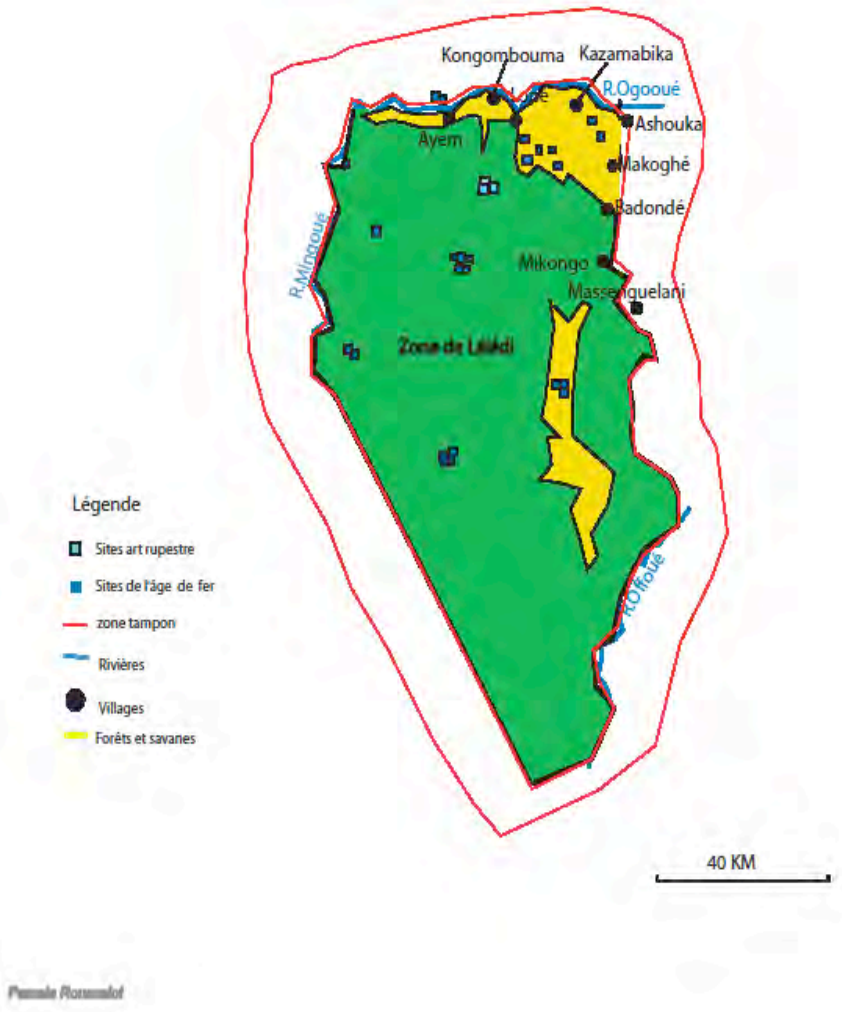
Ezzine de Blas, D., Nasi R. & Nguinguiri, J. (2006) « Exploitation et gestion durable des forêts en Afrique centrale », 404 p.
Gagnon, C. et Gagnon, .S. (2006) « L'écotourisme : entre l'arbre et l'écorce »,444 p.
Gallardo, L. (2008) « La protection de la faune Africaine Idéologies et représentations » Mémoire, 66 p.
Gravari –Barbas, M. (2005) « Habiter le patrimoine : enjeux, approches et vécus », 615 p.
Guichard-Anguis, S. et Heritier, S. (2008) « le Patrimoine Naturel : entre culture et ressource ». In Géographie et Cultures, N°66, 143 p.
Guyot, S. (2004) « Derrière l'écotourisme, le politique : conservation et discrimination territoriale en Afrique du Sud » .In Tiers Monde. Les masques du tourisme (sous la direction de Georges Cazes et Georges Courade). pp.341-363.
Houssay-Holzschuch, M., Guyot, S. et Giraut F. (2003) « Les aires protégées dans les recompositions territoriales africaines » 24 p.
Jacquot, S. (2005) « Valparaiso, valeurs patrimoniales et jeu des acteurs » Habiter le patrimoine : enjeux, approches et vécus. 11 p.
PFBC(2006) « Les forêts du Bassin du Congo : Etat des forêts du Bassin du Congo » 258 p.
http://carpe.umd.edu/how-carpe-works/partenariat-pour-les-forets-du-bassin-du-congo-pfbc?set_language=fr&cl=fr
Pourtier, R. (1989) « Le Gabon ». Tome1 Espace-Histoire-Société.254 p
RAPAC (2007) « Fiche signalétique Parc national de la Lopé »19 p.
RAPAC (2007) « Destination tourisme:GABON »28 p.
UNESCO (2007) « proposition d'inscription de biens sur la liste du patrimoine mondial : Ecosystème et Paysage Culturel Relique de la Lopé-Okanda » In dossier de nomination écosystème et paysage de la Lopé Okanda. 945 p.

Source ANPN (Agence National des parcs nationaux)

Le Gabon et ses treize parcs nationaux



Source ANPN (Agence National des parcs nationaux)



Le fonctionnement du parc et le rôle de chaque entité

Acteurs	Rôle
Conservateur	Gestion du site dans son ensemble parc, zone tampons (conservation, surveillance, et droits d'entrées)
ECOFAC(1999)	Actions d'appui dans la conservation, dans la gestion du parc, appui aux villages, appui dans la mise en place du plan d'aménagement du parc etc.
WCS(1990)	Conservation, éducation environnement et appui communautaire.
ZSL	Gestion du centre de conservation de Mikongo, association généralement constituée de chercheurs.
Associations villageoises	Propositions d'activités touristiques aux touristes, tels que l'hébergement, tourisme communautaire, pêche, soirée culturelle
Agences de tourisme (Mistral Voyage, Gabon Tour, Opération Loango, Eurafrique)	Organisations de circuits touristiques sur le parc la Lopé-Okanda

Sources : Fiche signalétique RAPAC (réseau des aires protégées d'Afrique centrale)

Critères de sélection de la Lopé-Okanda-Relique

Critères	**Unesco**	**Lopé- okanda relique**
III	Témoignage unique ou exceptionnel sur une tradition culturelle ou une civilisation vivante ou disparue	Site archéologique témoin d'un peuplement qui perdura sur 400000 ans (Paléolithique, Néolithique, Age de fer)
IV	Exemple imminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural, paysage illustrant une période significative de l'histoire.	Vestiges rupestres attestant d'un important itinéraire migratoire des populations Bantoues
IX	Exemple éminent et représentatif de processus écologique et biologique dans l'évolution de l'histoire	Diversité des habitats, présence à la fois de savane et de forêts denses
X	Habitats naturels représentatifs pour la conservation de la diversité biologique, y compris ceux ou survivent des espèces menacées ayant une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation	Diversité biologique observée, espèces endémiques présentes sur le site,

Abréviations

ECOFAC : programme de conservation des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale
RAPAC : Réseau des aires protégées d'Afrique Centrale
ZSL: Zoological Society of London
WCS: Wildlife conservation society
PFBC: partenariat des forêts du Bassin du Congo

De gouverner une ville labellisée patrimoine mondial à penser le patrimoine mondial à travers les villes : place et rôle de l'Organisation des villes du patrimoine mondial dans la gestion des biens inscrits.

Sarah Russeil
(Laboratoire Triangle)

Sarah Russeil
Docteur en sciences politiques
Postdoctorante Laboratoire TRIANGLE
15 parvis René Descartes
BP 7000
69342 Lyon Cedex 07
Courriel : sarah.russeil@free.fr

De gouverner une ville labellisée patrimoine mondial à penser le patrimoine mondial à travers les villes : place et rôle de l'Organisation des villes du patrimoine mondial dans la gestion des biens inscrits

Résumé :
La mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, signée en 1972 et visant l'identification, dans un objectif de conservation et de transmission de biens naturels et culturels répondant à des critères précis, se traduit par la mise en jeu de logiques de protections patrimoniales et de dynamiques de valorisation, notamment touristiques, impliquant des organisations internationales, nationales et locales dont les objectifs peuvent porter tant sur la seule conservation, sur la protection que sur la valorisation de ces lieux. Toutes ces entités ne disposent pas des mêmes compétences, des mêmes ressources, moins encore des mêmes légitimités et leviers d'action sur un site local devenu également bien international. La question de la gouvernance de ces sites s'avèrent donc cruciale.
L'*Organisation des villes du patrimoine mondial* (Ovpm), réseau de villes créé au début des années 1990 par quelques villes, occupe selon nous une place particulière dans cette gouvernance. En analysant la genèse de ce réseau de villes, puis son institutionnalisation, notre propos vise à identifier les effets de l'Ovpm sur la gouvernance des sites ainsi que les rôles et places que ce réseau a pu et su construire pour les élites urbaines dans la gestion du patrimoine mondial.
Conçue par des « savants » comme un outil de diffusion des normes internationales et, partant, comme un levier pour l'élaboration de politiques urbaines de protection du patrimoine, l'Ovpm visait à palier certaines insuffisances de cette gouvernance. En devenant, notamment par l'implication des élites urbaines, un espace de représentations des villes et de légitimation des usages du label *Ville du patrimoine mondial*, l'Ovpm a, d'une part, érigé la gestion du patrimoine en impératif des politiques urbaines et, d'autre part, favorisé un renouvellement des approches de l'objet patrimoine tant au niveau international que local.
Sans bouleverser réellement la gouvernance des sites du patrimoine mondial, l'Ovpm en a modifier certains traits en déplaçant pour partie la focale de la définition des biens vers la gestion des lieux.

Mots clés : gouvernance, réseau de villes, patrimoine mondial, politique urbaine.

De gouverner une ville labellisée patrimoine mondial à penser le patrimoine mondial à travers les villes : place et rôle de l'Organisation des villes du patrimoine mondial dans la gestion des biens inscrits

Les sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial sont identifiés et répertoriés dans de nombreux guides de voyages ou de beaux livres consacrés exclusivement à ces « biens de l'humanité » ; certaines agences de voyage vont même jusqu'à construire des circuits à partir des biens du patrimoine mondial[1]. L'inscription de nouveaux sites sur la Liste du patrimoine mondial constitue désormais un évènement assimilé à l'obtention d'un label, qui serait avant tout décerné aux gestionnaires locaux des sites en question, justifiant de la qualité patrimoniale et de l'exceptionnalité des sites inscrits[2]. Le processus tendant à réduire la création d'un bien du patrimoine mondial à l'obtention d'un label international participe des logiques de concurrence entre territoires et notamment de compétitions interurbaines[3]. Il ne doit toutefois masquer ni les étapes et les stratégies qui président à l'inscription, ni les contraintes « morales » auxquels les gestionnaires d'un site inscrit sur cette prestigieuse liste sont ensuite soumis (Russeil, 2006).

La mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, signée en 1972 et visant d'abord et avant tout l'identification, dans un objectif de conservation et de transmission de biens naturels et culturels répondant à des critères précis, se traduit de fait par la mise en jeu de logiques de protections patrimoniales et de dynamiques de valorisation, notamment touristiques, impliquant des entités internationales, nationales et locales dont les objectifs peuvent porter tant sur la conservation, sur la protection que sur la valorisation de ces lieux. Toutes ces organisations ne disposent pas des mêmes compétences, des mêmes ressources, moins encore des mêmes légitimités et leviers d'action sur un site local devenu également bien international. La question de la gouvernance[4] de ces sites s'avèrent donc cruciale.

Dans les travaux portant sur la gestion des biens internationaux[5], les sites urbains inscrits sur la Liste du patrimoine mondial pourraient, selon nous, occuper une place assez

[1] Voir en particulier l'ouvrage intitulé Le patrimoine de l'humanité 25 ans publié par Géo.

[2] La visite des sites du patrimoine mondial s'imposerait et les flux touristiques connaitraient une croissance importante au moins les quelques années après l'inscription (Géronimi, 1996 et 2005).

[3] Certains travaux, comme ceux de Paul Kantor et Hans Savitch insistent sur les transformations profondes de sociétés urbaines et leur mise en concurrence au sein du marché mondial tout en refusant de voir une quelconque convergence dans les politiques publiques urbaines (Kantor, Savitch, 2002). Selon Peter Taylor, pour qui la globalisation et ses signes seraient visibles dans toutes les villes, les relations extérieures des villes ne seraient pas une option, mais véritablement une « raison d'être » (Taylor, 2004).

[4] La question de la gouvernance multi-échelle (Leresche, 2001) qui retient notre attention ici est bien celle de la gestion, par différentes entités, de processus contradictoires auxquels de tels sites peuvent être soumis : développement touristique, développement économique et maintien des activités pré-existant à l'inscription, préservation d'un cadre de vie pour les habitants, préservation d'un site patrimonial, etc.

[5] Ces travaux relèvent d'approches académiques différentes (géographie, sociologie, architecture, etc.) parmi lesquelles les travaux réalisés au sein de l'institut de Recherche et

particulière résultant notamment de l'existence de l'*Organisation des villes du patrimoine mondial* (Ovpm). L'Ovpm, réseau de villes, est créée au début des années 1990 par quelques villes, dont Québec, avec le soutien essentiel de gouvernements nationaux et d'organismes internationaux[6]. Conçue comme un outil d'association des villes à la gouvernance de ces sites, et notamment à leur protection, elle est progressivement devenue un lieu de présentation de « bonnes pratiques » en termes de gestion du label *patrimoine mondial*. L'Ovpm participe aujourd'hui à la gouvernance des sites urbains du patrimoine mondial. Reste à savoir de quelles manières ainsi qu'à identifier les implications de l'Ovpm sur les participations des villes à la gestion de sites inscrits.

Nous proposons dans cette communication d'analyser cette « petite » histoire de l'Ovpm comme révélateur[7] des rôles et places que les gouvernements urbains ont revendiqué et/ou revendiquent tant dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial que dans la gestion des biens inscrits[8]. Nous reviendrons d'abord sur la genèse de l'Ovpm en identifiant ses premiers objectifs et les intérêts qui président à sa création. L'analyse des effets et des usages de l'Ovpm à Québec, principal fondateur de l'Ovpm, et à Lyon permet de révéler, d'une part, que le label *patrimoine mondial* est utilisé par les villes pour s'ériger en modèles et, d'autre part, que l'Ovpm, en tentant de faciliter la circulation de « bonnes pratiques » de gestion du label *patrimoine mondial*, contribue à créer certaines contraintes d'actions auprès de ces mêmes villes. Son existence engendre en outre des renouvellements de posture de certains grands partenaires de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial.

1. La création d'un outil pour la gestion des sites urbains inscrits sur la Liste du patrimoine mondial

Décréter le patrimoine mondial relevait, dans les dernières décennies du 20ème siècle, quasi-exclusivement de logiques savantes et de dynamiques politiques internationales. Acte décisif, l'inscription d'un site ne constitue toutefois en rien une politique publique urbaine[9].

---

d'Etudes Supérieures du Tourisme autour de Maria Gravari-Barbas ou encore au sein du département d'études urbaines et touristiques autour de Luc Noppen.

[6] À l'origine et à l'issue du premier colloque des villes du patrimoine mondial organisé à Québec en 1991, les maires de 41 villes adoptent la déclaration de Québec à travers laquelle ils affichent leur volonté de créer un réseau de villes. Presque vingt ans plus tard, ce réseau rassemble plus de 220 villes. La ville de Québec héberge, depuis sa création (1993), le secrétariat général du réseau. L'Ovpm mobilise à la fois les élites politiques urbaines et les techniciens ou personnels administratifs en charge de la gestion de l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial.

[7] Nous entendons par réseaux de villes, les réseaux institutionnalisés et formalisés. Bien qu'ils ne constituent qu'une petit part des circulations entre villes, ils n'en sont pas moins un observatoire privilégié et accessible de l'internationalisation et, dans le cas présent, des rapports qu'entretiennent les villes avec la Convention du patrimoine mondial.

[8] Nous nous appuierons pour cela sur le travail d'enquête réalisé dans le cadre de notre recherche doctorale qui a permis de rassembler une série de sources écrites retraçant l'histoire des inscriptions lyonnaise et québécoise, d'une part, et de l'Ovpm, d'autre part, et de réaliser des entretiens approfondis avec les principaux acteurs lyonnais et québécois (Russeil, 2006).

[9] Sur la définition de politique publique, nous renvoyons aux articles « politiques publiques » et « politiques publiques et sociologie politique » dans (Boussaguet, Jacquot, Ravinet, 2004).

Tout reste à construire suite à une inscription ; ce *tout* devenant progressivement, à la fin des années quatre-vingt, un enjeu considérable pour l'Unesco, l'Icomos et, bien qu'un peu plus tardivement, pour les Etats.

Comprendre comment les villes sont progressivement devenues indispensables dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial nécessite de revenir sur la construction même des biens du patrimoine mondial au cours des années quatre-vingt ainsi que, plus généralement, sur la place et le rôle que confèrent aux élites locales tant les textes de la Convention du patrimoine mondial que ses premières mises en œuvre.

1.1. Du site local au bien international : décréter le patrimoine mondial

Un détour par les textes de la Convention du patrimoine mondial ainsi que par les procédures des premières inscriptions sur la Liste du patrimoine mondial permettent de saisir les fondements sur lesquels une gouvernance des sites du patrimoine mondial s'est progressivement constituée. Cette convention internationale[10], en précisant finement les étapes d'une procédure d'inscription, définit les acteurs légitimes à y participer : les Etats, comme représentants et responsables de la gestion des sites qu'ils proposent à l'inscription, l'Icomos international (l'Uicn pour les sites naturels) comme organe consultatif (et expert / savant) de l'Unesco et enfin l'Unesco. Les gouvernements urbains, les collectivités locales apparaissent donc exclus *a priori* de cette procédure.

L'étude de la mise en œuvre de cette Convention montre, dès les premières années, que celle-ci se traduit par la mise en place d'activités scientifiques et politiques à l'échelle internationale[11]. Mieux, les procédures d'inscription, initiées par des acteurs aux profils différents selon les sites, suivent finalement une construction aux étapes assez similaires : des définitions savantes du bien (*cf. infra*), des ajustements de ces définitions pour obtenir les validations politiques nécessaires (en particulier celles des Etats, des instances internationales et plus récemment des collectivités locales) et *in fine* la production d'un bien du patrimoine mondial dont les caractéristiques comme les périmètres ne sont pas toujours en adéquation avec les identifications patrimoniales locales (Jacquot, 2005 ; Russeil, 2004). Ces processus mobilisent, en outre, différentes scènes d'action : locales, nationales et internationales ainsi que transnationales (mettant en jeu des échanges, des débats et des tensions dépassant le cadre national sans toutefois s'inscrire dans un cadre international). Ainsi si les justifications de l'inscription d'un site, au cours des deux premières décennies d'existence de la Liste, sont élaborées et validées sans participation officielle et légitime des acteurs qui habitent quotidiennement le site en question, sans même celle des élites locales qui le gouvernent, ces dernières donnent toutefois leur *imprimatur* aux formulations proposées (Russeil, 2004).

La question de la place des élites locales dans la gestion des sites inscrits se pose alors d'autant plus fortement que celles-ci ne disposent d'aucune légitimité à intervenir dans la définition même de ce qui fait patrimoine, au sens de l'Unesco, sur le territoire qu'elles gouvernent. Plus encore, l'annonce d'une nouvelle inscription sur la Liste du patrimoine mondial, lors de l'assemblée générale de l'Unesco, peut être saisie comme l'aboutissement

[10] La convention du patrimoine mondiale est adoptée en 1972. Son élaboration fut l'objet de multiples débats et tensions entre les Etats parties à l'Unesco, ainsi qu'entre les experts, devenus organes consultatifs (l'Icomos et l'Uicn).

[11] Il ne s'agit pas ici de déconstruire le travail réalisé par l'organisation internationale et ses organismes consultatifs. Nous renvoyons sur ce point à notre thèse, ainsi que, pour une approche davantage quantitative, aux travaux actuellement en cours de Djament-Tran, Fagnoni et Jacquot.

d'une procédure ou comme le point de départ pour des actions de protection ou plutôt de valorisation. Les procédures d'inscription engagées dans les années quatre-vingt sont, bien souvent, restées discrètes, l'inscription étant alors systématiquement saisie par les élites locales d'abord comme un don, comme l'obtention d'un label n'impliquant aucunement la mise en place d'actions particulières de leur part. Le bien international demeure, à la fin des années quatre-vingt, un objet « savant » dont les élites locales ne se saisissent que très peu.

1.2. Le patrimoine mondial *comme objet d'une communauté de « savants »*

Si l'impulsion pour une inscription sur la Liste du patrimoine mondial résulte de personnes aux profils extrêmement variés, la construction des justifications s'effectue immanquablement par des « savants »[12] du patrimoine. Ils présentent, pour ce qui concernent les sites urbains, une même particularité, celle d'appartenir à l'association internationale Icomos (*International council for monuments and sites*). Ces « savants », identifiés également comme des professionnels du patrimoine interviennent à double titre. La Convention du patrimoine mondial légitime, d'abord, leur intervention, en tant qu'expert[13], en explicitant un protocole d'expertise des candidatures proposées auprès du secrétariat du comité du patrimoine mondial[14].

La structuration de l'association internationale permet ensuite à ces « savants » de participer dès les prémisses d'une procédure d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. De fait, l'Icomos international est constitué d'associations nationales dont les adhérents sont des architectes, des urbanistes, des historiens, etc. cherchant à consolider et à diffuser les connaissances sur la conservation et la protection du patrimoine culturel[15]. Etre adhérent de l'Icomos n'est donc que l'une de leurs casquettes. Reste qu'elle leur permet de déconstruire les grilles d'analyse des procédures d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Ces adhérents deviennent donc des ressources importantes pour mettre en adéquation les justifications proposées dans le cadre d'un dossier de candidature avec les attendus de l'Unesco. Moins officielle et moins légitime (ces adhérents ne revendiquent d'ailleurs pas leur attachement à l'Icomos à cette phase), la participation de ces « savants » du patrimoine dès les prémisses d'une candidature s'avère bien souvent très salutaire pour le bon déroulement de celle-ci (Russeil, 2004 ; Colas, 2008).

Deux traits particuliers de cette association internationale et de ses membres nous semblent importants à souligner. Premièrement, cette association, identifiée dès la Convention de 1972 comme organe consultatif de l'Unesco, revendique ce titre d'expert du patrimoine

[12] L'expression « savants » du patrimoine désigne ici les acteurs possédant une représentation culturelle de cette objet. La représentation culturelle renvoie à la relation, établie par les juridictions nationales notamment, entre la collectivité et son environnement. Elle rassemble les lectures architecturales, techniques et professionnelles du patrimoine (Linossier, Russeil, Verhage, Zepf, 2005).

[13] L'expertise correspond à une position provisoire, stabilisée par des investissements forts et évolutifs, mais occupée de manière incertaine par les experts (Trepos, 1996).

[14] Ce protocole comprend une analyse « en chambre » et une expertise *in situ* avant élaboration de la fiche caractéristique du bien. Cette fiche devient, une fois le bien inscrit, sa carte d'identité, l'explicitation des raisons pour lesquelles ce site constitue un bien du patrimoine mondial et, partant, la justification officielle et légitime de l'existence de ce site inscrit patrimoine mondial.

[15] Voir les sites Internet : www.icomos.org , france.icomos.org/fr/icomos_france.htm *et* canada.icomos.org

mondial : elle travaille à le consolider en même temps que ses membres ont largement contribué à façonner les approches des biens du patrimoine mondial en termes de protection et de conservation[16]. Deuxièmement, ses ambitions premières sont bien la connaissance du patrimoine, les savoirs sur sa conservation et sa protection. Si des réflexions en termes de valorisation ont désormais également cours au sein de l'Icomos international, elles sont toutefois arrivées assez tardivement[17] et ne sont pas traitées de façons similaires par les différentes associations nationales. Les approches différentes et concurrentes en termes de conservation et de protection contribuent, en outre, à laisser les réflexions sur la valorisation à la marge des travaux de ces « savants » du patrimoine.

La prégnance d'une telle association dans la procédure de fabrique des biens du patrimoine mondial et les débats qu'elle véhicule (principalement en termes de conservation et de protection) rendent plus complexes, particulièrement en ces années quatre-vingt où sa suprématie est assez peu contestée, d'une part, l'appropriation par les élites urbaines des questions de protection et de conservation du patrimoine et, d'autre part, l'émergence et la légitimation des questions de valorisation et de développement touristique autour des sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. Les places et rôles des élites urbaines dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial comme dans la gestion de sites inscrits apparaît alors de fait corrélés à ceux que s'assignent ces « savants » du patrimoine mondial. Un premier tournant se dessinent ainsi à la fin des années quatre-vingt, lorsque ces mêmes élites urbaines sont perçues par certains « savants » comme une ressource importante dans les enjeux auxquels l'association internationale doit faire face.

1.3. *Les villes comme ressource pour penser le* patrimoine mondial

Si les élites urbaines participent, dès les premières inscriptions sur la Liste du patrimoine mondial, à la définition des biens du patrimoine mondial, ce n'est qu'officieusement et principalement par le truchement d'acteurs associatifs, voire de « savants » du patrimoine. Parallèlement, ces mêmes élites sont encore peu enclines, à la fin du 20ème siècle, à protéger le patrimoine (Lamy, 1996).

Au milieu des années quatre-vingt, la notion de *patrimoine urbain* fait tout juste son entrée dans les textes de la Convention du patrimoine mondial et dans les pratiques des « savants » du patrimoine mondial (Choay, 1992). Si la protection d'ensembles urbains correspond à des politiques relativement bien stabilisées dans certains pays (la France avec les secteurs sauvegardés), elle n'est que balbutiante, voire inexistante dans de nombreux autres pays.

En même temps que les premiers sites urbains sont inscrits sur la Liste du patrimoine mondial (au premier rang desquels Québec en 1985), les manières de protéger et de conserver ce patrimoine se définissent plus finement, notamment au sein de l'Icomos international et plus généralement parmi les « savants » et les professionnels du patrimoine. Leurs préconisations seraient alors toutefois peu entendues des Etats et des gouvernements nationaux[18]. Du moins, est-ce la crainte de nombre d'entre eux et tout particulièrement de ceux, québécois, qui s'investissent dans la préparation du dossier d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'arrondissement historique de Québec.

---

[16] Voir notamment les propos présentés dans le bulletin électronique *Nouvelle électronique du Secrétariat international* sur le site de l'Icomos (http://www.international.icomos.org).

[17] Le comité scientifique international Tourisme culturel, créé au sein d'Icomos en 1976, connaît une activité nettement plus prolifique à compter du début des années quatre-vingt-dix.

[18] Entretiens réalisés auprès de membres d'Icomos Canada et Icomos France.

L'analyse des entretiens réalisés auprès de ces « savants »[19] du patrimoine dévoile rapidement qu'ils visent à travers cette démarche différents objectifs : la légitimation savante du patrimoine québécois que des homologues européens remettent en cause (Choay, 1992), la mise en évidence, auprès des élites municipales et provinciales, d'une nécessité de conserver et de protéger les caractéristiques patrimoniales de cet arrondissement historique et, au-delà de cette inscription, la légitimation au sein de l'Icomos international de leurs pratiques[20]. Plus généralement, au cours des années quatre-vingt, les « savants » du patrimoine cherchent à sensibiliser à la préservation du patrimoine et à mobiliser, dans de telles dynamiques, les élites locales et particulièrement les élites urbaines[21].

En outre, presque dix ans après les premières inscriptions sur la Liste du patrimoine mondial, de nombreux sites souffrent d'une piètre gestion et la conservation de certains d'entre eux semblent assez mal assurée[22]. L'Unesco, et ses organes consultatifs, parviennent mal à sensibiliser les Etats sur cette nécessité de protection, accrue par le développement croissant du tourisme.

L'implication des élites locales dans la gestion des sites inscrits devient un enjeu important pour les organisations internationales[23]. L'Unesco vise ainsi une meilleure protection nationale *via* le support de ces édiles locales. L'Icomos recherche une plus grande légitimité auprès de ces élus en même temps que des validations de pratiques nationales et/ou locales.

Le contexte urbain de la fin des années quatre-vingt se révèle propice à l'association des élites locales dans la gestion des sites inscrits non seulement parce que les élites urbaines revendiquent, en particulier en Occident, des compétences et des capacités d'action en matière de protection du patrimoine et de développement de politiques publiques de valorisation des particularités locales, mais aussi parce que ces élites urbaines ont la volonté et la capacité de s'organiser en réseaux (Payre, 2010). Ces réseaux deviennent progressivement, vers la fin des années quatre-vingt, une nouvelle façon de travailler entre différentes échelles d'actions, en particulier entre Union européenne et villes d'Europe et, plus généralement, entre villes et organisations internationales (Pinson, Vion, 2000). Les villes deviendraient ainsi support de dynamiques internationales.

C'est dans ce contexte propice aux mobilisations des élites urbaines que l'Organisation des villes du patrimoine mondial (Ovpm) voit le jour et que les élites urbaines gagnent une place dans le jeu politique de la gestion du patrimoine mondial.

2. L'Ovpm & les villes : le réseau comme vitrine des *Villes du patrimoine mondial*

Les réseaux de villes se multiplient au cours des années quatre-vingt-dix (Le Galès, 2003, Payre, 2010). En revenant sur les conditions précises de la création de l'Ovpm et sur son fonctionnement, cette partie cherche à saisir les possibles qu'elle dessine pour les villes

[19] Ont participé à la préparation du dossier de candidature des savants municipaux, provinciaux et fédéraux.

[20] Un parallèle avec les congrès internationaux du début 20ème siècle est intéressant. Renaud Payre rappelle ainsi qu'« organiser un congrès international, c'est aussi vouloir prendre position dans un monde savant » (Payre, 2002).

[21] Cette période correspond à la montée en puissance des villes (Le Galès, 2003).

[22] Voir les rapports successifs du Bureau du patrimoine mondial ainsi que Preyssoure, 1993.

[23] Les années quatre-vingt sont marquées par un développement des relations entre villes et institutions internationales (Le Galès, 2003).

adhérentes. Née principalement de la volonté de « savants » et des institutions internationales, l'Ovpm se développe dans un cadre somme toute très contraint et se structure précisément sans activités de lobbying auprès des principaux acteurs de la Convention de 1972.

2.1. De l'interface entre « savants » et élus urbains…

Si les soutiens politiques apparaissent essentiels et proviennent de différentes institutions, notamment canadiennes, l'Ovpm résulte principalement d'une mobilisation très forte de « savants » canadiens du patrimoine capables d'inviter et de sensibiliser non seulement les représentants politiques de Québec, mais également leurs homologues d'autres villes dont un site figure sur la Liste et, partant, les élus de ces villes[24]. Ils s'évertuent, en parallèle, à obtenir des financements québécois et canadiens nécessaires au démarrage du réseau[25] ainsi qu'à consolider et à diffuser des éléments d'un cadre normatif pour la protection du patrimoine[26].

La mobilisation de ces « savants », commencée avec les festivités du 3 juillet 1986[27], se traduit d'abord par l'organisation de la Conférence de Québec[28]. Ces « savants » parviennent à mobiliser d'autres maires[29] en arguant d'un possible rapprochement entre élites locales et

[24] Deux agents, « savants » du patrimoine, s'engagent dans cette démarche.

[25] Les gouvernements québécois et canadien s'engagent dans l'entreprise : Parcs Canada et le ministère des Affaires culturelles du Québec répondent favorablement en posant toutefois quelques conditions. Les engagements financiers et en personnel de Parcs Canada s'élèvent, dans la poursuite de sa participation à l'organisation du premier colloque, à cent mille dollars par an pendant cinq ans, étant entendu qu'en cinq ans l'Ovpm doit devenir autonome financièrement ou bien ne plus exister.

[26] Ces « savants » participent activement, au cours des années quatre-vingt, à la production d'un document rassemblant l'ensemble des chartes et textes canadiens et internationaux relatifs au patrimoine et à sa protection : ICOMOS INTERNATIONAL, Charte internationale pour la sauvegarde des villes historiques (dite Charte de Washington), adoptée par l'AG de l'Icomos, Washington D.C. (Etats-Unis), 1987.

[27] Festivités organisées suite à l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'arrondissement historique de Québec en décembre 1985.

[28] Voir VILLE DE QUEBEC, Actes du premier Colloque international des villes du patrimoine mondial. « La sauvegarde des ensembles historiques urbains en période d'évolution », Québec, Canada, 30 juin – 4 juillet 1991. Ce premier colloque se décline, dans le prolongement des démarches et des interactions développées lors de la fabrique des dossiers de candidature, notamment en deux volets : il s'agit d'abord de présenter les compétences et les connaissances de l'administration municipale au plan international, il s'agit ensuite de valoriser, localement, l'expertise dont disposent les services techniques municipaux.

[29] Des représentants des quarante-deux villes suivantes participent à ce colloque : Angra do Heroismo (Portugal), Avila (Espagne), Bergen (Norvège), Brasilia (Brésil), Cartagena (Colombie), Dubrovnik (Yougoslavie), Evora (Portugal), Fès (Maroc), Ile de Gorée (Sénégal), Guanajuato (Mexique), Jérusalem (Jordanie), Kairouan (Tunisie), Khiva (URSS), La Antigua Guatemala (Guatemala), La Havane (Cuba), La Valette (Malte), Le Caire (Egypte), Lübeck (Allemagne), M'Zab, Ghardaïa (Algérie), Marrakech (Maroc), Mexico (Mexique), Nessebar (Bulgarie), Oaxaca (Mexique), Olinda (Brésil), Ouro Preto (Brésil), Puebla (Mexique), Qosqo (Pérou), Québec (Canada), Quito (Equateur), Rhodes (Grèce), Rome (Italie), Roros (Norvège), Saint-Domingue (République Dominicaine), Salvador de Bahia (Brésil), San Gimignano (Italie), San Ruan (Porto Rico), Sana's (Yémen), Shibam (Yémen), Sousse (Tunisie), Split (Yougoslavie), Trinidad (Cuba),

organisations internationales et d'un accès aux savoirs sur la gestion du patrimoine mondial[30]. Ils cherchent ainsi à interpeller les élus de chacune des villes concernées, à les mobiliser davantage dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial tout en soulignant les particularités des sites urbains en tant que catégorie de biens du patrimoine mondial et, *in fine*, à favoriser un rapprochement entre « savants » et élus urbains[31]. La recherche d'un dialogue entre « savants » et élus sous-tend l'ensemble de cette manifestation dont le thème principal est *la sauvegarde des ensembles historiques urbains en période d'évolution*[32].

Ce rapprochement doit, en outre et selon ces participants, être incarné dans une structure à même de produire et de diffuser de la connaissance[33]. Le « *regroupement des villes du patrimoine mondial* » est alors présenté comme le meilleur outil pour répondre à ces besoins[34]. Ce premier colloque vise à souligner l'importance de politiques publiques de conservation du patrimoine appuyées sur des techniques et des connaissances adéquates et soutenues par les villes. La création de l'Ovpm, dont les prémisses sont dessinés par la *Déclaration de Québec*[35]*,* répond ainsi à une double volonté : connecter des municipalités,

---

Tunis (Tunisie). Chacune de ces villes est en général représentée par un homme politique et un praticien –fonctionnaire ou assimilé – chargé de la gestion du patrimoine.

[30] Eléments issus des entretiens réalisés auprès des principaux « savants » québécois impliqués dans cette démarche.

[31] Les discussions à partir de ces différents thèmes, en particulier les échanges entre les objectifs des praticiens et les moyens dont ils disposent, les obstacles auxquels ils sont quotidiennement confrontés ramènent, selon les participants, à une question importante : « est-ce que la conservation des villes du patrimoine mondial doit se faire en fonction d'impératifs locaux et répondre à des besoins immédiats ou bien en visant le long terme et à l'aide d'une concertation internationale ? ». Noppen (Luc), « Villes du patrimoine mondial : enjeux et potentiels », dans *Ville de Québec, Actes du premier Colloque international des villes du patrimoine mondial. La sauvegarde des ensembles historiques urbains en période d'évolution*, Québec, Canada, 30 juin – 4 juillet 1991, p. 447-452, p. 451.

[32] Ce thème est en effet développé, lors de ces journées, à partir de conférences et de travaux en ateliers au cours desquels pas moins de trente-cinq praticiens ou professionnels du patrimoine (adhérents de l'Icomos international ou de l'Icomos Canada, universitaires spécialistes de la conservation, gestionnaires d'un patrimoine historique, architectes, etc.), prononcent des conférences ayant essentiellement trait aux politiques de conservation, de protection et de gestion du patrimoine en tant qu'objet culturel et objet d'aménagement urbain.

[33] Ainsi, ils insistent sur la nécessité « [d']*harmoniser la mise en valeur du patrimoine et le développement urbain* », de « *jumeler besoin et expertise* », de « *rompre l'isolement* », et de « *combler le fossé entre spécialistes et praticiens* ». VILLE DE QUEBEC, *Actes du premier Colloque international des villes du patrimoine mondial. « La sauvegarde des ensemble historiques urbains en période d'évolution »*, Québec, Canada, 30 juin – 4 juillet 1991, p. 636-637.

[34] Il serait « *avant tout le lieu d'échanges techniques* » et où il réunirait « *les premiers responsables de la gestion des sites concernés : les maires* ». NOPPEN (Luc), « Villes du patrimoine mondial… », *art. cit*., p. 452.

[35] *Déclaration de Québec*, adoptée le 4 juillet 1991 au terme du Premier Colloque international des villes du patrimoine mondial stipule « *l'opportunité de créer, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, un réseau des villes du patrimoine mondial. Ce réseau aura pour principal objectif de promouvoir la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial et de favoriser la coopération et l'échange*

sous l'égide de l'Unesco et avec le soutien des Etats, notamment pour consolider l'action de ces organisations ainsi que, au sein de leurs administrations, mettre en relation les professionnels du patrimoine et les responsables politiques des sites urbains[36].

Cette *déclaration de Québec* marque d'abord l'officialisation d'un nouveau label, celui de *ville du patrimoine mondial.* Elle légitime ensuite l'idée que le patrimoine mondial soit, pour partie au moins, pensé à partir des municipalités urbaines. Mieux, cette déclaration jette les bases d'un cadre (l'Ovpm) tendant à renouveler et à officialiser des circulations entre institutions internationales et collectivités locales. Les villes disposent désormais d'une légitimité politique pour agir dans cette mise en œuvre et y existent en dehors des représentations étatiques. Conçue comme un partenaire de l'Unesco dans la mise en œuvre du patrimoine mondial, comme une interface entre « savants » du patrimoine et élus urbains, l'Ovpm devient progressivement un espace de représentation pour les élites urbaines.

2.2. *... au réseau de villes structuré autour du label* Ville du patrimoine mondial

Les activités de cet organisme se sont progressivement institutionnalisées et structurées autour des congrès organisés tous les deux ans, de la revue bimestrielle *Nouvelles de l'Ovpm,* réalisée en interne, et des activités initiées par le secrétariat général[37] ou les secrétariats régionaux[38]. Les congrès constituent les moments où les orientations de l'Ovpm sont déterminées, où ses actions sont affichées et confrontées entre les différentes municipalités et avec des représentants des principaux partenaires[39], lors des travaux en ateliers ou des discussions informelles[40]. Il sont, enfin, les seuls moments où le secrétariat général du réseau et les différentes villes qui en sont membres se réunissent.

Ces congrès constituent un véritable faire-valoir des expériences municipales et nationales, consolidé par la présence systématique des grands organismes spécialistes du patrimoine culturel. Les participations, en 1999, 2001 ou 2003, du responsable du service Architecture, design et patrimoine de la municipalité québécoise visent ainsi, par exemple,

---

d'information entre ces mêmes villes historiques à travers le monde. S'appuyant sur un bureau permanent appelé à travailler de concert avec l'Unesco et l'Icomos (...) ».

[36] A compter du 8 septembre 1993, la municipalité québécoise est alors présentée, au plan international, comme l'initiateur et le fondateur de l'Ovpm. Le Comité provisoire missionné pour préparer et assurer l'organisation du congrès de 1993, acte officiel de la création de l'Organisation des villes du patrimoine mondial, est présidé par Jean-Paul L'Allier et constitué exclusivement de Québécois.

[37] Créé dès la naissance de l'Ovpm, ce secrétariat est, depuis le début, situé à Québec et composé d'une petite équipe. Les revendications qui ont eu cours au début des années quatre-vingt-dix pour que ce secrétariat change de localisation en fonction de la présidence de l'organisation n'existent plus aujourd'hui. En presque vingt ans d'existence, l'Ovpm n'a, en outre, connu que deux secrétaires généraux : Marcel Junius occupe le poste de 1993 à 1998 (en réalité, il est missionné dès 1991) et Denis Ricard est secrétaire général depuis 1998.

[38] Ils ont comme principales missions d'être les relais entre les municipalités de leur région et le secrétariat général de l'Ovpm et notamment de « faire connaître et partager les valeurs, les buts et les objectifs de l'organisation » (entretien avec le secrétaire général de l'Ovpm depuis 1998, 18 mars 2003).

[39] Actes des différents colloques.

[40] Les activités mises en œuvre en dehors de ces congrès par le secrétariat de l'Ovpm portent exclusivement sur la sensibilisation et la diffusion auprès des populations (projets d'album photos) et plus particulièrement des jeunes (concours de jeunes). Voir www.Ovpm.org

non pas à poser des problèmes et des questionnements, mais à exposer les actions et les pratiques québécoises et, *in fine*, à expliquer en quoi cette municipalité constitue un modèle en matière de protection du patrimoine[41]. Ces présentations passent notamment sous silence les tensions et les difficultés liées aux relations entre municipalité et gouvernements provincial et fédéral ou encore les pressions des promoteurs immobiliers. Il s'agit, à travers ces discours, d'obtenir, essentiellement à des fins domestiques, la conviction des congressistes étrangers afin de mieux légitimer les expériences québécoises.

Les différentes contributions orales débutent systématiquement par une présentation élogieuse de ce qui fait patrimoine dans la ville dont il est question, de l'importance de cette ville et de son patrimoine pour l'humanité[42] puis de la bonne gestion de ce patrimoine, avant d'en venir finalement précisément à l'objet du propos. Ces congressistes offrent une représentation magnifiée de la gestion municipale et laissent voir que l'Ovpm repose sur une forme d'émulation entretenue et même de compétition dont le prix Jean-Paul L'Allier constitue le meilleur révélateur[43]. Adhérer à l'Ovpm et participer aux activités du réseau sont saisis par les élus locaux comme un moyen de légitimer leurs politiques urbaines en matière de patrimoine et l'Ovpm devient gage de « bonne conduite ».

Le travail de légitimation de l'Organisation, et plus exactement de son secrétariat général, vis-à-vis des administrations municipales se poursuit depuis sa création[44]. Il a précisément lieu lors des congrès de l'Ovpm. Il s'appuie sur le possible accès aux savoirs internationaux que les salariés et les dirigeants de cet organisme s'efforceraient de construire ainsi que sur les potentiels financements mobilisables dans le cadre du réseau ou plus exactement grâce à lui. Les salariés de l'Ovpm seraient, selon leurs dires, quotidiennement en relation avec l'Unesco, le Conseil de l'Europe et certaines grandes fondations américaines. Si ses salariés se pensent comme contributeurs de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial tout comme soutiens des actions relatives au patrimoine (conservation et mise en valeur) initiées par des *villes du patrimoine mondial*, le premier secrétaire général de l'Ovpm estime toutefois avoir rapidement orienté l'Organisation, avec la collaboration du

---

[41] Bejin, Francine, « Conserver les vieux quartiers vivants et animés », Actes du 5ème Colloque international des villes du patrimoine mondial, « L'innovation dans la gestion des villes du patrimoine mondial », Saint-Jacques de Compostelle, 20-24 octobre 1999, p. 62-66 ; BEJIN (Francine), « Entretenir la falaise de Québec pour conserver la ville historique : un défi à Québec », Actes du 6ème Colloque international des villes du patrimoine mondial, « Mesures de prévention et de protection des villes du patrimoine mondial en cas de désastre », Puebla, 3-5 octobre 2001, p. 197 – 202 ; BEJIN (Francine), DESAUTELS (Jean), « La participation des citoyens dans la gestion et la mise en valeur de l'arrondissement historique de Vieux Québec », Actes du 7ème Colloque international des villes du patrimoine mondial, « Garder le patrimoine vivant. Eduquer et former en vue de la préservation et de la gestion du patrimoine culturel », Rhodes, 24-26 septembre 2003.

[42] Les argumentaires et les justifications des inscriptions sur la Liste du patrimoine mondial sont généralement repris.

[43] Ce prix est décerné tous les deux ans par l'Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM) à une ville, membre de l'OVPM, qui s'est distinguée par une réalisation en vue de la conservation, de la mise en valeur ou de la gestion d'un bien inscrit sur la Liste du patrimoine mondial qui est situé sur son territoire.

[44] Ce travail s'avère payant : l'Ovpm est rapidement devenue un réseau incontournable pour les villes dont un site est inscrit sur la Liste de l'Unesco : de 53 villes initialement, le réseau compte désormais plus de 200 villes membres.

maire de Québec alors président de l'Ovpm, vers des missions de représentation, de communication[45] et, enfin, de « *défense des intérêts* »[46] des villes du patrimoine mondial au sein de ces organismes internationaux. Reste que les activités initiées par l'Ovpm répondent d'abord et avant tout aux enjeux de promotion du label *Ville du patrimoine mondial*, de promotion des villes membres et de sensibilisation des populations aux thématiques patrimoniales (à partir d'une vision touristique)[47]. Les activités de lobbying sont quasi-inexistantes révélant ainsi que la gouvernance des sites du patrimoine mondial n'a pas réellement connu de profondes mutations avec la création de l'Ovpm.

3. L'Ovpm dans la gouvernance des biens du patrimoine mondial : promouvoir la valorisation d'un label

Le travail de légitimation entrepris par le secrétariat du réseau, tant auprès des municipalités urbaines concernées que vis-à-vis des grands organismes responsables du patrimoine mondial, vise finalement d'abord à faire du nombre et à justifier sans cesse de sa représentativité. Les actions de lobbying, inhérentes à toute structuration de réseaux, pour obtenir des financements ou des collaborations ne s'effectuent ni à destination des gouvernements nationaux[48], ni à destination des principales organisations impliquées directement dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial[49]. Aucune des actions susceptibles de s'apparenter à du lobbying ne vise d'ailleurs à revendiquer une quelconque participation de l'Ovpm ou des villes à la définition de nouveaux biens du patrimoine mondial ou encore aux activités de suivi ou de contrôle des gestions de ces biens. Reste alors à comprendre ce que l'existence de l'Ovpm apporte à la gouvernance des sites du patrimoine mondial.

3.1. S'afficher auprès des institutions internationales

L'actuel secrétaire général de l'Ovpm estime avoir réussi à imposer le réseau de villes comme un partenaire des grandes organisations internationales s'intéressant au patrimoine, à sa protection et à sa valorisation, comme un acteur détenant un savoir et un savoir-faire spécifiques. Il est régulièrement invité aux manifestations officielles (congrès, colloques, réunions de travail) de l'Unesco, de l'Iccrom, du Programme Getty Grant ou encore du Global Heritage Fund. Il participe également de façon assez régulière aux débats relatifs au patrimoine dans le cadre du Conseil de l'Europe ou encore de la Banque mondiale.

La structuration même du réseau et les profils des deux secrétaires généraux de l'Ovpm ont largement conditionné son évolution et son devenir. Installé à Québec en 1993, le

---

[45] Le site Internet de l'Ovpm constitue aujourd'hui d'abord une vitrine pour les villes dont un site est inscrit sur la Liste du patrimoine mondial, vitrine visiblement dédiée aux potentiels visiteurs de ces sites du patrimoine mondial ou aux professionnels du tourisme : http://www.ovpm.org

[46] Entretien avec Denis Ricard, , secrétaire général de l'Ovpm depuis 1998, 23 mars 2004.

[47] A l'image des programmes City2city, Jeunes sur la piste du PM, Maires&Patrimoine, etc.

[48] Ces derniers participent relativement peu à cet organisme, à l'exception des subventions du Canada et du Québec aux débuts de l'Ovpm et de certains Etats soutenant, de façon sporadique, des municipalités organisatrices de colloques des villes du patrimoine mondial.

[49] Le secrétariat de l'Ovpm se targue d'ailleurs de ne pas intervenir dans les éventuels conflits urbains ou les discussions qui peuvent avoir lieu entre le Centre du patrimoine mondial et des municipalités urbaines dont les politiques ne seraient pas conforme à la Convention de 1972.

secrétariat général n'a jamais quitté cette ville et demeure très influencé par les pratiques nord américaines et l'approche québécoise de la gestion du patrimoine[50]. Marcel Junius[51] et Denis Ricard, québécois l'un et l'autre, secrétaires généraux successifs du réseau, présentent des profils assez similaires : carrières au sein des administrations fédérales ou québécoises, principalement orientées vers des activités diplomatiques, fins connaisseurs des institutions internationales et de leurs arcanes, ils excellent particulièrement dans les activités de représentation et de valorisation, de démarchage auprès des grandes institutions internationales, ou encore de recherche de financements. Le premier, dont le mandat fut nettement plus court, possédait en outre des relations déjà bien établies avec des représentants d'institutions dédiées au patrimoine.

Laissant la définition et la création des biens du patrimoine mondial à ceux que désigne la Convention du patrimoine mondial, le secrétaire général de l'Ovpm revendique rôle et place pour les élites urbaines dans la gestion, notamment touristiques, des sites inscrits. Détaché d'activité de lobbying et de représentation d'intérêts particuliers relatifs à la protection du patrimoine, il ne cherche pas à produire un savoir ou une expertise urbaine ; il estime en disposer par accumulation des différentes expériences municipales.

Mieux, en s'affichant avec les organisations savantes, l'Ovpm devient un vecteur important de la diffusion des normes internationales relatives au patrimoine mondial. Loin de faciliter des contacts directs entre le Centre du patrimoine mondial, ou d'autres organismes internationaux, et les agents municipaux, l'Ovpm est devenue un relai de l'Unesco et de ses partenaires auprès des villes et contribue aujourd'hui à la vulgarisation des normes internationales. En s'affichant avec les institutions internationales, l'Ovpm contribue à asseoir la suprématie de ces dernières, comme celle des Etats, dans les approches du patrimoine en tant qu'objet savant.

3.2. Des « effets en retour » de la gestion d'un label

Si l'Ovpm n'est pas devenue le lieu de production d'une expertise urbaine sur la protection du patrimoine, il n'en reste pas moins que son existence engendre, par des « effets en retour », deux dynamiques : des implications plus grandes des municipalités dans des actions portant sur la protection du patrimoine ; une prise en compte des logiques de valorisation touristique par les institutions internationales.

Ainsi, alors que la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, y compris dans son volet gestion des sites inscrits, était essentiellement traversée par une représentation culturelle et savante de l'objet patrimoine, portée en particulier par l'Icomos international et par les administrations étatiques en charge du patrimoine culturel, l'existence de l'Ovpm tend à diffuser et à légitimer, d'abord au plan local, des représentations économiques et sentimentales (identitaires, mémorielles, etc.) du patrimoine et, partant, à y redéfinir une

[50] Les textes diffusés sur le site Internet sont souvent l'oeuvre de "savants" québécois.

[51] Lui-même architecte et spécialiste de la protection du patrimoine culturel, Marcel Junius est, en effet entre 1989 et 1992, le Directeur général pour l'organisation de la 16ème conférence général du Conseil international des Musées, Icom, dont le siège social est à Paris, à l'Unesco. Il était auparavant, de 1985 à 1992, le président du Conseil consultatif sur l'environnement au sein du gouvernement du Québec. Il a également longuement présidé la Commission des Biens Culturels du Québec. Il est secrétaire général de l'Ovpm de 1993 à 1998.

représentation politique de cet objet[52]. Dès lors, les élus locaux s'en emparent et engagent des politiques révélant rapidement des enjeux multiples et soulignant notamment la possible contradiction entre protection et valorisation du patrimoine.

La perception du patrimoine mondial comme label structure de fait également les débats et les discussions des différents congrès de l'Ovpm[53] à partir de 1995. Le patrimoine est progressivement décliné comme un objet faisant corps avec la ville et dont les municipalités peuvent et doivent se saisir. Les congressistes réfléchissent ainsi à l'insertion de ce patrimoine dans son environnement, à la dynamisation de ces lieux ou encore aux connexions avec les autres quartiers des villes[54]. Quelques unes de ces contributions donnent lieu à des publications diffusées via le site Internet du réseau. Très récemment, quelques villes prennent prétexte du réseau pour développer des travaux sur des thématiques très précises[55] et chercher à consolider des circulations entre villes. Ces municipalités s'impliquent dans de telles initiatives lorsqu'elles ont intégré les contraintes morales qui pèsent sur elles suite à une inscription sur la Liste du patrimoine mondial.

Une légitimation des actions de valorisation du patrimoine mondial auprès des institutions internationales est donnée à voir par quelques inflexions ou nouveautés dans les actions de ces dernières : l'Unesco a, par exemple, défini des cadres d'utilisation du sigle patrimoine mondial, l'Icomos travaille davantage sur la dimension touristique que précédemment, ces deux organismes intègrent, en outre, désormais dans les procédures d'inscription des éléments sur la population, le tourisme, etc. Se faisant ils officialisent une participation des élites locales à la procédure d'inscription.

Analyser la « petite » histoire de l'Ovpm permet de décrypter des évolutions de la gouvernance des sites du patrimoine mondial. Partenaire officiel des institutions internationales œuvrant pour la protection ou la valorisation du patrimoine mondial, son

---

[52] Nous reprenons ici les expressions représentations sentimentale, économique, culturelle et politique telles que présentés dans les travaux de Linossier, Russeil, Verhage, Zepf, 2005.

[53] Voir notamment les thématiques des trois congrès suivants : OVPM, *Actes du 3ème colloque des villes du patrimoine mondial « La communication – Comment communiquer et échanger des connaissances, en tenant compte des diversités culturelles et linguistiques et des particularités régionales »*, Bergen, 28-30 juin 1995 ; OVPM, *Actes du 5ème colloque des villes du patrimoine mondial « L'innovation dans la gestion des villes du patrimoine mondial »*, Saint Jacques de Compostelle, 20-24 octobre 1999 ; OVPM, *Actes du 7ème colloque des villes du patrimoine mondial « Garder le patrimoine vivant. Eduquer et former en vue de la préservation et de la gestion du patrimoine culturel* », Rhodes, 24-26 septembre 2003.

[54] Voir par exemple les travaux de l'atelier 2 « La communication entre le site et l'environnement. Les problèmes pratiques inhérents à la cohabitation avec un site du patrimoine » dans OVPM, *Actes du 3ème colloque des villes du patrimoine mondial, « La communication. Comment communiquer et échanger des connaissances, en tenant compte des diversités culturelles et linguistiques et des particularités régionales »*, Bergen, 28-30 juin 1995.

[55] La ville de Lyon est ainsi à l'initiative des travaux les plus importants réalisés dans le cadre de ce réseau de ville. En lançant une première phase de réflexions sur la thématique de la conservation et la gestion des villes historiques et en publiant un premier rapport d'étape, intitulé „Villes historiques en évolution : des clés pour comprendre et agir", les lyonnais souhaitent créer une véritable dynamique de partage entre ville et de constitution d'un savoir urbain sur le patrimoine mondial.

principal apport réside dans sa capacité à proposer aux villes et à légitimer auprès des organisations internationales des articulations entre protection du patrimoine et développement urbain, notamment dans sa dimension touristique.

Conçue par des « savants » comme un outil de diffusion des normes internationales et, partant, comme un levier pour l'élaboration de politiques urbaines de protection du patrimoine, l'Ovpm visait à palier certaines insuffisances de cette gouvernance. En devenant, notamment par l'implication des élites urbaines, un espace de représentations des villes et de légitimation des usages du label *Ville du patrimoine mondial*, l'Ovpm a, d'une part, érigé la gestion du patrimoine en impératif des politiques urbaines et, d'autre part, favorisé un renouvellement des approches de l'objet patrimoine tant au niveau international que local.

Sans bouleverser réellement la gouvernance des sites du patrimoine mondial, l'Ovpm en a modifier certains traits en déplaçant pour partie la focale de la définition des biens vers la gestion des lieux.

Bibliographie

Boussaguet Laurie, Jacquot Sophie, Ravinet Pauline. (2004), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Les Presses de Sciences Po.

Choay Françoise. (1992), *L'allégorie du patrimoine*, Seuil, Paris.

Djament-Tran G, Fagnoni Edith., Jacquot Sebastien. «Catégorisations des candidatures des biens Patrimoine Mondial de l'Humanité, entre local et mondial », Communication lors du colloque Site du patrimoine et Tourisme, Québec, 2-4 juin 2010.

Geronimi Martine. (1996), *Le Vieux-Québec au passé indéfini. Entre patrimoine et tourisme*, Québec, Mémoire de maîtrise présenté au département de géographie de l'université Laval, Laval Québec.

Geronimi Martine. (2005), « Sentiment patrimonial et préservation d'une ville du patrimoine mondial : les résidents du Vieux Québec entre patrimoine et tourisme », dans Gravari Barbas Maria, *Habiter le patrimoine. Enjeux, Approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Jacquot Sébastien. (2005), « Valparaiso, valeurs patrimoniales et jeu des acteurs », Gravari Barbas Maria, *Habiter le patrimoine. Enjeux, Approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Kantor Paul et Savitch Hans. (2002), *Cities in the international Marketplace. The Political Economy of Urban Developement in North America and Western Europe*, Princeton, Princeton University Press.

Lamy Yvon (dir.) (1996), *L'alchimie du patrimoine. Discours et politiques*, Bordeaux, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme.

Le Galès Patrick. (2003), *Le retour des villes européennes. Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris, Presses de Science Po.

Leresche Jean-Philippe. (2001), *Gouvernance locale, coopération et légitimité. Le cas suisse dans une perspective comparée*, Paris, Pedone.

Linossier Rachel, Russeil Sarah, Verhage Roloef, Zepf Marcus. (2005), « Entre conflits et synergies. Renouvellement urbain et patrimonialisation », *DISP*, 159, pp. 4-12.

Payre Renaud. (2002), *A la recherche de la « science communale ». Les « mondes » de la réforme municipale dans la France de la première moitié du vingtième siècle*., Thèse de Science politique, Université de Grenoble.

Payre Renaud. (2010), « The importance of being connected : city networks and urban government, Lyon and Eurocities (1990–2005) », *International journal of urban and regional research.* Vol. 34, n° 2, pp. 260-280.

Pinson, Gilles et Vion, Antoine. (2000) « L'internationalisation des villes comme objet d'expertise », *Pôle sud*, n° 13, pp. 85-102.
Preyssoure Léon (1993), *La Convention du patrimoine mondial, vingt ans après*, Paris, Unesco.
Russeil Sarah. (2004), « Les pouvoirs publics locaux face aux processus de labellisation : l'inscription du site historique de Lyon au patrimoine mondial », *Politiques et management public*, volume 22, n° 1, 2004, pp. 97-117.
Russeil Sarah. (2006), *L'espace transnational, ressource ou contrainte pour l'action internationale des villes à la fin du XXème siècle ? Analyse compare de la fabrique et de la gestion du patrimoine mondial à Lyon et à Québec*, doctorat de science politique, Lyon, Université Lumière Lyon 2.
Taylor Peter J. (2004), *World City Network. A Global Urban Analysis*, London, Routledge.
Trepos Jean-Yves. (1996), *La sociologie de l'expertise*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », n° 3119, pp. 47.

Managing the Local-to-Global Dynamics of World Heritage Interpretation

Noel B. Salazar
(University of Leuven)

Noel B. Salazar
University of Leuven
Cultural Mobilities Research
Parkstraat 45, bus 3615
BE-3000 Leuven
BELGIUM
Email: noel.salazar@soc.kuleuven.be

Managing the Local-to-Global Dynamics of World Heritage Interpretation

Abstract:
The global expansion of world heritage sites coincides with the growth of tourism as a major form of economic and socio-cultural development. Year after year, the tourism and travel sectors proudly present statistics showing steady increases in international tourist arrivals and receipts, and a growing contribution to the world total GNP. Given the pervasiveness and local particularity of heritage, it is not surprising that heritage tourism is among those niches growing most rapidly. Such special interest tourism is being developed, both as a primary objective and as a by-product of other activities, by a wide variety of actors. The management of world heritage sites as sustainable tourism destinations is seldom straightforward. Through an Indonesian case study, this paper critically analyzes some of the key issues at stake in the management of world heritage tourism. I explore ethnographically how translocal processes increasingly influence the local meanings and management of heritage – both in times of stability and of turmoil – but also how these "foreign" elements are incorporated and strategically (mis)used by locals in the heritage narratives told and sold to tourists (be they domestic or international). An in-depth analysis of the empirical findings leads to a broader reflection on the dynamic interplay between the externally imaged (represented) and locally imagined value and management of world heritage in Indonesia and beyond. Heritage interpretation seems enmeshed in complex webs of meaning, variously cherished and expressed by shareholders at different levels. While much of the theorizing on world heritage management has relied upon inherited or borrowed (Euro-American) conceptions and assumptions about what should be valued and privileged, this paper illustrates that the significance of heritage – be it natural or cultural, tangible or intangible – is characterized by ever-changing pluriversality. This complexity needs to be taken into account when developing sustainable tourism management strategies.

Keywords: Anthropology, interpretation, culture, heritage management, Indonesia.

Managing the Local-to-Global Dynamics of World Heritage Interpretation

Given the pervasiveness and local particularity of heritage, it is not surprising that heritage tourism is among those tourism niches growing most rapidly (Timothy and Boyd 2006). Such special interest tourism is being developed, both as a primary objective and as a by-product of other leisure activities. The money visitors spend on admission fees, souvenirs, transport, and food and accommodation contributes billions every year to the global economy and employs millions of people directly and indirectly (Timothy and Boyd 2003). Apart from economic incentives, heritage tourism serves important political purposes. On the domestic level, cultural heritage is commonly used to stimulate pride in the (imagined) national history or to highlight the virtues of particular ideologies. In the supranational sphere, heritage sites are marketed and sold as iconic markers of a local area, country, region or even continent, and the journey abroad as an opportunity to learn about the 'Other' – some go as far as promising a contribution to worldwide peace and understanding. At the same time, tourism is increasingly recognized and used as an agent of socio-cultural change. Cultural heritage tourism in particular has been advocated as an attractive alternative to mass tourism, providing sustainable livelihoods to small local operators, protecting and sustaining the cultural resources, and educating tourists and locals alike (NWHO 1999). Cultural heritage management is now commonly seen as a strategic tool to maximize the use of heritage within the global tourism market (Nuryanti 1997). However, the transformation of sites into destinations and cultural expressions into performances is seldom straightforward.

The mounting struggles over who controls heritage tourism reflect its growth and success (Salazar and Porter 2004, Porter and Salazar 2005). The process of 'tourismification' of heritage confronts those stakeholders involved and communities affected with a whole set of complex issues, including authenticity, interpretation, heritage contestation, social exclusion, contested space, personal heritage, control and preservation (Timothy and Prideaux 2004, McKercher and Du Cros 2002). Conservation and safeguarding along with developing and managing visitation are major issues facing the cultural heritage tourism sector. In a tourism setting, heritage can be (mis)used in a variety of ways for a variety of purposes by a variety of stakeholders. Especially poor countries have a hard time achieving the international standards set by the tourism sector (Salazar 2010). There are many issues in the less-developed world that create everyday obstacles to the sustainable development and management of heritage, including the role of local communities in decision making, sharing in the benefits of tourism development, empowerment and power, ownership of historic places and artefacts, lack of funding and skills and forced displacement to accommodate tourism growth (Hampton 2005). This paper discusses some of the most pressing challenges that lie ahead in cultural heritage tourism and stresses the importance of heritage interpretation for its sustainable development. The case study of central Java, Indonesia, illustrates the general trends and shows the urgent need for more dialogue and collaboration between the fields of heritage management and tourism.

1. Whose Heritage, Whose Tourism?

The expansive growth of tourism after World War II greatly helped to promote the cosmopolitan idea of a common heritage, to be valued, shared and enjoyed by the global ecumene. UNESCO's high profile campaigns to safeguard Abu Simbel in Egypt (1966), Borobudur in Indonesia (1973) and Angkor Wat in Cambodia (1993) are salient examples of

this. World Heritage Sites (WHS), such as the three examples above, are considered to be the centrepiece of global heritage tourism (Shackley 1998). The WHS list is a rapidly growing catalogue of the cultural and natural heritage that, according to UNESCO's (1972) Convention on the Protection of the World's Cultural and Natural Heritage, is of "outstanding universal value from the point of view of history, art or science" (after having been nominated nationally and accredited internationally). The first twelve sites were inscribed in 1978. Thirty years later, the list includes 679 cultural, 174 natural, and 25 mixed sites in 145 countries. The original purpose of WHS designation was to assist with management and preservation of the sites and to encourage the development of management plans.

The mere inscription on the WHS list usually coincides with a boost in visitation rates (Pedersen 2002). UNESCO's list thus plays an instrumental role, not only in safeguarding heritage, but also in increasing international visitor numbers (and all the problems associated with this). Many WHS have quickly become major attractions. With millions of tourists visiting the 878 sites each year, tourism has not only been economically rewarding, it has also become a major management concern. By definition no two WHS are alike, but they all share common problems such as the need for a critical balance between visitation and conservation. Many sites lack trained personnel and policy makers sometimes lack the experience necessary to use tourism as a tool for sustainable development. In 1999, ICOMOS adopted its International Cultural Tourism Charter, a policy document detailing the importance of managing tourism at places of heritage significance. The overriding importance of tourism to WHS, both as an opportunity and, if poorly managed, as a threat, was recognized by the World Heritage Committee when it authorized the World Heritage Centre, in 2001, to develop a Sustainable Tourism Programme. This has resulted, among others, in a practical manual on tourism management (Pedersen 2002).

The tendency to adopt top-down heritage planning and management procedures has often resulted in the disenfranchisement of local people, giving greater prominence to expressions of national, 'official' culture and nationalism at the expense of local culture (Wall and Black 2004). This kind of approach has tended to freeze sites and displace human activities, effectively excluding local people from their own heritage. With tourist awareness of the significance and location of WHS at an all-time high, no wonder governments strategically choose which monuments to nominate as symbols of national character and culture and which ones not. While in some instances packaging WHS to cater to a world market appears to be subservient to the nationalistic needs and criteria of the individual countries in which the sites are to be found (Boniface and Fowler 1993), WHS are, par excellence, global heritage products. Every international visitor contributes to the globalization of heritage by asserting the value of the site as universal and the right of general accessibility to it (Di Giovine 2008). However, the very concept of universal heritage is increasingly contested. After all, it privileges an idea originating in the West and requires an attitude toward culture that is also distinctly European in origin. Within the discourse of universal heritage, there is little room for specific cultural, political or religious positions that diverge from Western, secularist viewpoints. The fact that the very concept of heritage is underpinned by the globalization of Western values has prompted challenges, resistance and misunderstandings (Salazar and Porter 2004, Porter and Salazar 2005). Heritage is valued because it has instrumental, symbolic, and other functions (Salazar 2005). However, the vague descriptions above illustrate how *value* is an elusive concept that usually presents itself indirectly and imprecisely (de la Torre 2002).

Today, global heritage tourism largely continues to base policies around a Western-centric network of organizations and technologies. The intergovernmental agencies of UNESCO officially charged with the definition, recognition, designation and protection of

world heritage (especially the World Heritage Centre and its expert advisory groups such as ICOMOS) are often blamed for this bias. While they certainly play a role, it is rather a hesitant and ambiguous one. After all, the sites designated on the WHS list represent those national choices and priorities that have successfully been lobbied for, rather than any international standard (Ashworth and Tunbridge 2000). In other worlds, organizations like UNESCO offer a forum for national representation rather than world governance. World heritage is 'the sum of scrutinised national heritages, a situation which has the potential to create competition given that heritage becomes an expression of national self-esteem' (Timothy and Boyd 2003:15). Ironically, UNESCO's apolitical stance towards cultural conservation feeds directly into the heritage-tourism-development nexus created by many governments. Indeed, we should not forget that many countries, especially poor ones, see tourism as a major tool to develop, and that development in the eyes of those in power often equals erasing local, traditional cultural practices.

2. Interpreting heritage for local-to-global audiences

Although seldom acknowledged, the globalization of heritage through tourism can seriously influence its interpretation, both for locals and tourists. We should not forget that cultural heritage mainly has value because of the selective meaning that people ascribe to it, often through personal identification and attachment. The way people relate to a place is not so much caused by the specific site attributes but by the visitor's personal motivations and perceptions (Poria et al. 2003). Those who view a site as bound up with their own heritage are likely to behave significantly differently from others. A single heritage site can provoke varied degrees of understanding – be it on a local, national, regional or even global scale. In fact, there is no heritage without interpretation, and the attached subjective meaning is always culturally (re)constructed and often contested, because "society filters heritage through a value system that undoubtedly changes over time and space, and across society" (Timothy and Boyd 2003:2). As Adams writes:

> In today's context of international tourism, "heritage" and "tradition" become all the more intensely rethought, rearticulated, and recreated and contested, both by insiders and outsider packagers, politicians, and visitors. Tourism does not simply impose disjunctures between the "authentic past" and the "invented past", as earlier researchers suggested, but rather blurs these artificial lines, creating new politically charged arenas in which competing ideas about heritage, ritual, and tradition are symbolically enacted. (Adams 2003:93)

As a tourism construct, a wide variety of individuals and institutions attribute meaning and authenticity to heritage (Peleggi 1996).

The interpretation of heritage is important to defining, evoking and enhancing its meaning (Uzzell 1989). Making the different layers of multiple and shifting meanings and their dissonances accessible and understandable, for both local residents and tourists from varied backgrounds, requires carefully designed strategies of representation. Interpretative services are not a special favour to visitors; they are an essential part of the work of heritage management. As Moscardo argues, "successful interpretation is critical both for the effective management and conservation of built heritage sites and for sustainable tourism" (1996:376). This is an extremely challenging task, because the desire to (re)present heritage for both domestic and international audiences often creates a tension around the selection of stories to be told and what is to be left untold (Salazar 2010). Moreover, "although the global heritage dialogue tends to present the built environment as an empty container, places of heritage

remain places where real people live and where real conflicts may arise" (Al Sayyad 2001:22).

What does the globalization of heritage do to its interpretation? Alternative readings of heritage as imbued with local values and meanings risk being subsumed, and thus erased, by the universalist assertions of global heritage tourism. When the interpretation of heritage crosses boundaries and becomes entangled in the complex web of global tourism, it can have the effect of disembedding local (or nationally) produced senses of identity. Local tour guides, therefore, play an instrumental role in mediating the tension between ongoing processes of global standardization and local differentiation. Paradoxically, they often seem to rely on fashionable global tourism tales to interpret and sell their cultural heritage as authentically "local" (Salazar 2007). This is partly because tourists appear to appreciate interpretations that combine narratives about the particularities of a destination with well-known tourism imaginaries that are circulating globally. In tourism to developing countries, for example, marketing has long capitalized on cultural economies of the exotic and the primitive, each of which are to be discovered in the pre-modern, traditional. However, this does not mean that local guides merely reproduce normative global templates. Guiding is always to some extent improvised, creative and spontaneous, in this way defying complete standardization. In the interaction with tourists, local guides become themselves creative producers of tourism rhetoric (Salazar 2010).

Highly trained heritage guides not only benefit tourists but also the local community, by preparing and instructing visitors to be more culturally sensitive and ethical, follow minimal impact or responsible behaviour and encourage respect and proper consideration for local traditions and customs. As of lately, also UNESCO has become aware of the importance of professional tour guiding and the organization has taken a proactive role in benchmarking heritage interpretation, especially in Asia. Increased tourism activities at heritage sites tend to overlook the importance of transmitting knowledge about and learning the significance as well as the cultural value of such sites (Dioko and Unakul 2005). The UNESCO Asia and Pacific region office in Bangkok, Thailand, was among the first to acknowledge this. In 2005, it proposed, together with the Asian Academy of Heritage Management network, a regional based programme for heritage tour guide training (UNESCO 2005). The Macao Institute for Tourism Studies is the first institution to offer a "Cultural Heritage Specialist Guide Training and Certification Programme for UNESCO World Heritage Sites". The programme aims to address several important challenges arising from the greater and more frequent interface between heritage and global tourism and how on-site tour guides specially trained in heritage guiding can play a central role in meeting these challenges. Noteworthy, this is an example of a 'regional standards of excellence' practice, rather than an attempt to create a global benchmark.

3. The case of Central Java, Indonesia

3.1. Setting the context

Java is the fifth largest and most populated island of the Indonesian archipelago. The central region of Java comprises of two provinces: Central Java and the much smaller Yogyakarta Special Province. The earliest signs of habitation in this fertile volcanic area are prehistoric. From the seventh century, the region was dominated by Hindu and Buddhist kingdoms, giving rise to the eighth century Buddhist shrine of Borobudur, the ninth century Hindu temple complex of Prambanan, and many other temples. Islam, coming mainly via India, gained ground in the inner areas of the island during the sixteenth century. The Dutch began to colonize the archipelago in the early seventeenth century. The British established a brief presence on Java under Sir Thomas Stamford Raffles (1811-16), but the Dutch retained

control until Indonesia's independence 130 years later. When the Dutch reoccupied Jakarta after the Japanese occupation of Java during World War II (1946-49), Yogyakarta functioned as the stronghold of the independence movement by becoming the provisional capital of the newly declared Republic of Indonesia. In return for this unfailing support, the first Indonesian central government passed a law in 1950 granting Yogyakarta the status of Special Province and making its Sultan Governor for life.

Organised tourism to the centre of Java first developed under Dutch colonial rule, mainly through the *Vereeniging Toeristenverkeer* (Association of Tourist Traffic of the Dutch East Indies), which opened an Official Tourist Bureau in Weltevreden (now Jakarta) in 1908. After independence, the new Indonesian government continued to promote international tourism, although President Sukarno's political rhetoric was markedly anti-Western. Under Major General Suharto's New Order government (1966-98), long-term planning and a relatively stable environment for business transformed the country's tourism, and Yogyakarta became a major gateway to central and east Java, both for international and domestic visitors. By the mid 1990s, tourism had become Indonesia's third most important source of foreign revenue and Yogyakarta the second most visited destination after Bali.

While central Java offers a whole range of touristic activities, the main product is cultural heritage. The three Indonesian cultural sites on UNESCO's WHS List – the Prambanan Temple Compounds (1991), the Borobudur Temple Compounds (1991) and Sangiran Early Man Site (1996) – are all located in central Java. Four others – the Yogyakarta Palace Complex, the Ratu Boko Temple Complex, the Sukuh Hindu Temple and the Great Mosque of Demak – are since 1995 on UNESCO's tentative list. The most common tour package includes visits to Borobudur, the Yogyakarta Palace and Prambanan. When time permits, tourists also have a chance to experience central Java's rich intangible cultural heritage, including performing arts (traditional court dances, Ramayana Ballet, shadow puppet plays and gamelan orchestra performances), traditional craftsmanship (woodcarving, batik design, the silverware from Kotagede and the pottery from Kasongan) and the occasional ritual or festive events (such as the annual Sekaten and Labuhan festivals).

> As Dahles points out in her study on the politics of cultural tourism in Indonesia,
>
> [T]he cultural heritage of the Yogyakarta area has shaped the (international) images of Indonesia, as government propaganda has used architectural structures like the temples and the sultan's palace and expressions of art like the Ramayana dance to promote Indonesian tourism world-wide.
>
> (Dahles 2001:20)

This kind of image building particularly happened during the New Order era, when the central government (led by Javanese) strongly favoured central Java in their (re)invention of Indonesia, promoting it as the cultural heart of the nation. The current planning and development of heritage tourism in the area is in the hands of many authorities at various levels: city (Yogyakarta City Department of Tourism, Arts and Culture) and regency (Magelang, Sleman and Klaten Tourism Offices), provincial (Central Java and Yogyakarta Provincial Tourism Offices), Java (Jawa Promo), national (Ministry of Culture and Tourism), regional (ASEAN Committee on Trade and Tourism and APEC Tourism Working Group), and global (UNWTO and UNESCO) levels. Because policy makers at these different echelons have widely diverging interests, decisions taken at one level are often contested at another.

UNESCO has a long-standing history of involvement in central Java's heritage. In 1972, it launched a 25 million USD safeguarding campaign to restore Borobudur, often listed as one of the seven forgotten wonders of the world. Concurrent with the elevation of Borobudur and Prambanan to WHS in 1991, UNESCO collaborated with UNDP and the

former Indonesian Directorate General of Tourism in the ambitious 1991-94 'Cultural Tourism Development Central Java-Yogyakarta' project (UNESCO 1992). Since the May 2006 earthquake, UNESCO has been actively involved in the rehabilitation of the damaged Prambanan temple complex. Another influential global player in the area's heritage management is the non-profit World Monuments Fund, which listed Kotagede Heritage District in Yogyakarta on its 2008 World Monuments Watch list of 100 most endangered sites. Kotagede, which suffered severe damage after the 2006 earthquake, is also the current focus of the local Jogja Heritage Society.

It is no coincidence that sites such as Sangiran (prehistoric), Prambanan (Hindu) and Borobudur (Buddhist) appear on UNESCO's list of world heritage, whereas Sukuh temple or the Sultan's palace are not (yet) included. After all, the central government in Jakarta proposes sites to UNESCO and it is in their strategic interest to nominate politically 'safe' monuments. Sukuh temple, for instance is a beautiful Hindu temple tucked away in the highlands of Central Java. It is unique, not only in overall design, but also in decoration: it is the only known erotic temple on Java. Around the temple, statues and reliefs of erected male members abound. Given the moral sensibilities of the majority Muslim population (and the increasing power of fundamentalists), Sukuh is not a site the Indonesian government would want to promote. The Sultan's Palace, on the other hand, is Muslim (or, at least, partly) but a place where current politics are being played out instead of a 'dead' heritage site, such as the Ratu Boko Hindu-Buddhist complex. The internationally little known Mosque of Demak, the historical place from where Islam spread around Java, probably has more chance of being reclassified as world heritage than the Sultan's Palace. Such politics of heritage serve as a reminder that, ultimately, a WHS is the product of agency on the national level. Besides, the Indonesian government has its own national list of *cagar budaya* (heritage conservation).

Central Java is not only passively undergoing outside influences in its heritage management, but also acting as a symbolic location where broader heritage tourism agendas are being set. As a fashionable venue for conventions, Yogyakarta has had its share of key conferences in this domain. In 1992, for instance, the International Conference on Cultural Tourism led to the Yogyakarta Declaration on National Cultures and Universal Tourism. This was followed up in 1995 by an Indonesian-Swiss Forum on Cultural and International Tourism and in 2006 by an UNWTO-sponsored International Conference on Cultural Tourism and Local Communities, leading to the Yogyakarta Declaration on Cultural Tourism, Local Communities and Poverty Alleviation. In 1994, the city hosted the APEC Tourism Working Group meeting and, in 2001, it welcomed the East Asia Inter-Regional Tourism Forum. In 2002, Yogyakarta housed the ASEAN Tourism Forum.

3.2. When disaster strikes

During the last decade, central Java's tourism has suffered from a whole series of unfortunate events in Indonesia and the wider region (Salazar 2010). However, 2006 dealt a fatal blow to the already ailing industry. Between May and July of that year, the area had to endure numerous natural disasters, including multiple eruptions of Mt. Merapi (one of the most active volcanoes in the world), a minor tsunami (reminding Indonesians of the tragic 2004 tsunami in Aceh) and a major earthquake of 5.9 on the scale of Richter, killing around 6,000 people and leaving an estimated 1.5 million Javanese homeless. Tourists massively cancelled their trips to Java, exposing the fragility of the local tourism sector but also bringing to light the resilience of its workers. Prambanan was among those sites hit by the quake, along with parts of the Sultan's Palace. Borobudur did not suffer from the earthquake but had to be cleaned because the monument was covered under dark grey ashes from Mt. Merapi's eruptions.

The disasters disclosed some of the local-to-global politics driving heritage tourism. Although UNESCO rapidly sent experts to assess the damage, it took a long time before the people working at the site were informed about the recovery plans. After the assessment, a newly built viewing platform (very similar to the ones erected after September 11, 2001 around Ground Zero in New York) allowed tourists to see the main temple complex from a safe distance, without being allowed to enter them. PT Taman Wisata, the state-owned enterprise managing the park, decided not to lower the entrance fees (10 USD for foreigners). Anticipating tourist complaints, many local tour operators decided to suspend trips to Prambanan. The few tourists who still came to visit did not want the service of a local guide (approximately 5 USD extra) because they knew that they could not get near the main temples anyway. This left the local guides in a very precarious situation. Some of the security guards in charge of protecting the site offered foreign tourists to enter the damaged main complex anyway, in exchange for sizeable amounts of cash. The on-site guides knew about these practices but preferred to keep quiet.

Interestingly, at a time when the economic value of Prambanan was dramatically affected, local tour guides felt the strong emotional need to change their usual interpretative narratives, hereby revealing the importance of some deeper cultural meanings attached to the site instead of merely recounting the facts and figures that they had learned through intense study when they were studying to become a professional guide. The calamities became the feeding ground for new interpretative narratives and imaginaries. The adversity precipitated a spontaneous revitalization of old Javanese myths and mystical beliefs, including the legend of Loro Jonggrang. According to local beliefs, the statue in the north chamber of the central Shiva shrine does not represent the Hindu goddess Durga but Loro Jonggrang (Javanese for slender virgin). Legend has it that she was a Javanese princess who agreed to marry a man she did not love if he could build her a temple ornamented with thousand statues, between the setting and rising of the sun. When the man was about to fulfil her demand, she tried to trick him. He was so furious that he petrified her and she became the last (and most beautiful) of the thousand statues. In the weeks following the earthquake, the Prambanan guides blamed UNESCO for keeping the main temples closed to the public (preventing them from earning their living). This translated in their narratives containing much fewer references to the organization or to the officially sanctioned interpretations of the WHS.

This tension also played out in the signage in front of the main temple complex. At the time of the earthquake, there were two signboards: an older "Candi Prambanan, World Heritage List number 642" and a newer "Candi Rara Jonggrang". This is a clear visual marker of conflicting meanings of the site. The placing of such signs is actually part of UNESCO's Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention. Article 268 of that policy document states: "Properties inscribed on the World Heritage List should be marked with the emblem jointly with the UNESCO logo, which should, however, be placed in such a way that they do not visually impair the property in question" (UNESCO 2008:69). With international tourists, guides will often stop at the sign for a photo opportunity, while using the information on the sign to reinforce their own tales. Bruner calls this strategy "dialogic narration" (2005:169-188) because the guide's narrative is not just indexically referencing what is actually written – for instance that the Prambanan Temple Complex is a UNESCO World Heritage site – but takes account of all the stories tourists have heard, read or seen about other world heritage sites as well. Explicit comparisons with those other monuments are used to put the local site on an equal level of global value. By the time the restoration was over and the complex was opened again to the public, the letters on the "Candi Rara Jonggrang" signboard had been replaced with "Candi Prambanan".

Through initiatives such as the 2008 Prambanan Camp for World Heritage Volunteers, the negative perception of UNESCO in Prambanan was somewhat adjusted. This project, in collaboration with the Archaeology Department and Provincial Tourism Office of Central Java, enabled international volunteers to assist the experts with the restoration of the temple and to increase the heritage awareness of local youth. The example of Prambanan illustrates how, in times of change, the local meaning and function of heritage can change too. The growing supralocal interdependence of heritage tourism is irreversible but variously received (Salazar 2010). The global recognition by UNESCO, for instance, is used strategically when guiding for foreign tourists, but local guides clearly sensed and criticized the organization's 'distance' in the period after the earthquake –not recognizing that, often, national instances were to blame rather than international ones.

4. Conclusion

As this paper has illustrated, cultural heritage tourism is a double-edged sword. One the one hand, it can be a positive force to retain cultural values and to help mitigate threats. On the other hand, global tourism can become itself a menace to the sustainable management of heritage. Therefore, a good understanding of the tourism sector, its markets and trends is instrumental to sustainable heritage management. Those in charge of sites clearly need to pay closer attention to reconciling the needs of the various parties involved, each with their own interests. Instead of one universally accepted meaning, the significance of heritage – be it natural or cultural, tangible or intangible – is characterized by pluriversality. Heritage interpretation is always enmeshed in complex webs of meaning, variously cherished and expressed by shareholders at different levels. Cultural heritage is, by nature, a unique and fragile non-renewable resource. Therefore, it is imperative to understand how to develop sites sustainably while protecting and conserving them for the long-term. If not, irreparable and irreversible damage can be done. Although often heralded as a likely solution to conservation and community development challenges, local staff and communities in poor countries do not always have the resources, experience or training they need in order to use tourism as an effective instrument for achieving these goals. The tools to provide coherent and sustainable heritage management are yet to be fully developed or effectively applied. As I have argued, heritage interpretation and (re)presentation by local tour guides play a key role in this.

To make local heritage workers more competitive in the current landscape of international labour circulation, standardization seems to be the way to go. By studying the daily practices of local guides and the way they (re)present and actively (re)construct local culture for a diversified audience of global tourists, we can learn a lot about how processes of globalization and localization are intimately intertwined and how this glocalization is transforming culture– through tourism and other channels. Such studies bring to light that the processes of negotiation regarding the interpretation and (re)presentation of heritage is highly complex, multifaceted and flexible owing to the involvement of various parties with different interests in these interactions. As global tourism continues to expand, heritage sites will be the source of historically unprecedented numbers of tourists. Most indicators suggest there will be a huge increase in tourism worldwide over the next ten years, virtually doubling the current numbers. At any rate, the predicted growth of intraregional will seriously change the global tourism landscape. While the management of heritage is usually the responsibility of a particular community or custodian group, the protection, conservation, interpretation and (re)presentation of the cultural diversity of any particular place or people are important challenges for us all…

Bibliography

Adams, K. M. (2003) "The politics of heritage in Southeast Asia: Interplaying the local and the global", *Indonesia and the Malay World,* 31(89), pp. 91-107.

Al Sayyad, N., ed. (2001) *Consuming tradition, manufacturing heritage: Global norms and urban forms in the age of tourism,* London: Routledge.

Ashworth, G. J. and Tunbridge, J. E. (2000) *The tourist-historic city: Retrospect and prospect of managing the heritage city, Advances in tourism research series,* Amsterdam: Pergamon.

Boniface, P. and Fowler, P. (1993) *Heritage and tourism in "the global village",* London: Routledge.

Bruner, E. M. (2005) *Culture on tour: Ethnographies of travel,* Chicago: University of Chicago Press.

Dahles, H. (2001) *Tourism, heritage and national culture in Java: Dilemmas of a local community,* Richmond: Curzon Press.

de la Torre, M., ed. (2002) *Assessing the values of cultural heritage,* Los Angeles: The Getty Conservation Institute.

Di Giovine, M. A. (2008) *The heritage-scape: UNESCO, world heritage, and tourism,*Lanham: Lexington Books.

Dioko, L. A. and Unakul, M. H. (2005) 'The need for specialized training in heritage tour guiding at Asia's world heritage sites: Preliminary findings on the challenges and opportunities', in *PATA Educator's Forum*, Macao, 16 April 2005.

Hampton, M. P. (2005) "Heritage, local communities and economic development", *Annals of Tourism Research,* 32(3), pp.735-759.

McKercher, B. and Du Cros, H. (2002) *Cultural tourism: The partnership between tourism and cultural heritage management,* New York: Haworth Hospitality Press.

Moscardo, G. (1996) "Mindful visitors: Heritage and tourism", *Annals of Tourism Research,* 23(2), pp. 376-397.

Nuryanti, W., ed. (1997) *Tourism and heritage management,* Yogyakarta: Gadjah Mada University Press.

NWHO (1999) *Sustainable tourism and cultural heritage: A review of development assistance and its potential to promote sustainability,* Oslo: Nordic World Heritage Office.

Pedersen, A. (2002) *Managing tourism at world heritage sites: A practical manual for world heritage site managers, World Heritage Manuals,* Paris: UNESCO World Heritage Centre.

Peleggi, M. (1996) "National heritage and global tourism in Thailand", *Annals of Tourism Research,* 23(2), pp. 432-448.

Poria, Y., Butler, R. and Airey, D. (2003) "The core of heritage tourism", *Annals of Tourism Research,* 30(1), pp. 238-254.

Porter, B. W. and Salazar, N. B., eds. (2005) *Heritage tourism, conflict, and the public interest,* Theme Issue, International Journal of Heritage Studies 11(5).

Salazar, N. B. (2005) "Tourism and glocalization: "Local" tour guiding", *Annals of Tourism Research,* 32(3), pp. 628-646.

Salazar, N. B. (2007) "Towards a global culture of heritage interpretation? Evidence from Indonesia and Tanzania", *Tourism Recreation Research,* 32(3), pp. 23-30.

Salazar, N. B. (2010) *Envisioning Eden: Mobilizing imaginaries in tourism and beyond,* Oxford: Berghahn.

Salazar, N. B. and Porter, B. W., eds. (2004) *Heritage and tourism, PIA and global interests,* Theme issue, Anthropology in Action 11(2/3).

Shackley, M. L., ed. (1998) *Visitor management: Case studies from World Heritage sites,* Oxford: Butterworth Heinemann.

Timothy, D. J. and Boyd, S. W. (2003) *Heritage tourism,* Harlow: Prentice Hall.

Timothy, D. J. and Boyd, S. W. (2006) "Heritage tourism in the 21st Century: Valued traditions and new perspectives", *Journal of Heritage Tourism,* 1(1), pp. 1-16.
Timothy, D. J. and Prideaux, B. (2004) "Issues in heritage and culture in the Asia Pacific region", *Asia Pacific Journal of Tourism Research,* 9(3), pp. 213-223.
UNESCO (1972) *Convention concerning the protection of the world cultural and natural heritage,* Paris: UNESCO.
UNESCO (1992) *Cultural tourism development Central Java - Yogyakarta: Final report,* Yogyakarta: UNESCO/UNDP/Directorate General of Tourism.
UNESCO (2005) *Heritage tour guide training and certification for UNESCO World Heritage Sites,* Bangkok: UNESCO Bangkok Office.
UNESCO (2008) *The operational guidelines for the implementation of the World Heritage Convention,* Paris: UNESCO World Heritage Centre
Uzzell, D. L., ed. (1989) *Heritage interpretation,* London: Belhaven Press.
Wall, G. and Black, H. (2004) "Global heritage and local problems: Some examples from Indonesia", *Current Issues in Tourism,* 7(4-5), pp. 436-439.

Les sites Unesco du Languedoc-Roussillon… par les Chemins de l'Histoire

Angelika Sauermost
(Comité Régional du Tourisme Languedoc-Roussillon)

Angelika Sauermost
Responsable du développement
Comité Régional du Tourisme Languedoc-Roussillon
954, avenue Jean Mermoz, CS79507
F - 34960 Montpellier cedex 2, France
Courriel : sauermost.crtlr@sunfrance.com
Internet : www.sunfrance.com et www.qualite-sudfrance.com

Les sites Unesco du Languedoc-Roussillon… par les Chemins de l'Histoire

Résumé :
Les itinéraires culturels représentent de multiples atouts pour valoriser et relier des offres touristiques et patrimoniales, à première vue éparses et fédérer ainsi de nombreux acteurs autour d'un projet transversal. La force de lien et la valeur universelle de certains itinéraires ont été mises en avant depuis bien longtemps par l'Unesco, à travers l'inscription au Patrimoine Mondial notamment des Chemins de Saint-Jacques de Compostelle ou du Canal du Midi, tous deux sillonnant le Languedoc-Roussillon. Consciente de la valeur de ce patrimoine exceptionnel, la Région Languedoc-Roussillon et le Comité Régional du Tourisme se sont engagés dans un programme de développement touristique et patrimonial d'envergure sur trois de ses voies historiques régionales : la Via Domitia, les Chemins de Saint-Jacques de Compostelle, les Canaux du Midi.
Les « Chemins de l'Histoire » sont une invitation à vivre les grandes voies historiques de la Région. Elles se dessinent comme des axes de développement d'un tourisme à valeur identitaire. Cette offre patrimoniale de qualité, dont les ressources sont encore souvent peu identifiées, a été longtemps éclipsée par l'offre touristique littorale. Vecteurs d'irrigation touristique et culturelle du territoire régional, les voies historiques ont besoin d'être révélées aux visiteurs locaux et aux touristes séjournant en Languedoc-Roussillon.
Différentes approches de développement convergent au sein du programme Chemins de l'Histoire et jouent un rôle déterminant dans la mise en valeur touristique culturelle des chemins et des sites qui les jalonnent. Une des originalités du programme réside dans sa capacité de révéler, puis d'établir des relations entre ces anciennes voies, les nouveaux itinéraires et les sites dans un contexte touristique et culturel avec un ancrage territorial régional. Révéler, rendre lisible et expliquer l'existant ; canaliser, diffuser les visiteurs sur le territoire et se préoccuper de leur satisfaction - sont autant de fils rouges que l'on retrouve dans les objectifs et le choix des actions du programme :

- Optimiser la lisibilité et la compréhension de l'offre autour des Chemins de l'Histoire sur l'ensemble du territoire régional
- Fédérer les sites par des liens thématiques pour guider les différentes clientèles touristiques dans leurs choix et faire découvrir l'offre sur et autour des chemins.
- Améliorer la qualification de l'offre et de l'accueil sur les sites en appui sur la démarche régionale Qualité Sud de France.
- Promouvoir l'offre touristique et culturelle sur et autour des chemins.

Comment ces fils conducteurs amènent-ils vers un développement culturel et touristique qui apporte une valeur ajoutée aux sites et lieux exceptionnels que l'UNESCO a décidé d'inscrire au Patrimoine Mondial, aux autres sites patrimoniaux de la région, aux acteurs, aux visiteurs et plus globalement à la destination Sud de France Languedoc-Roussillon ?
Quels en sont les premiers résultats ?
Quels défis à relever pour réussir ?

Mots clés : Itinéraires culturels, mise en tourisme, qualité, mise en réseau, maillage régional

Les sites Unesco du Languedoc-Roussillon… par les Chemins de l'Histoire

Les itinéraires culturels représentent de multiples atouts pour valoriser et relier des offres touristiques et patrimoniales, à première vue, éparses et fédérer ainsi de nombreux acteurs autour d'un projet transversal. La force de lien et la valeur universelle de certains itinéraires ont été mises en avant depuis bien longtemps par l'Unesco, à travers l'inscription au Patrimoine Mondial notamment des Chemins de Saint-Jacques de Compostelle ou du Canal du Midi, tous deux sillonnant le Languedoc-Roussillon.

Pour que ces anciens chemins, qui ont forgé l'histoire, la morphologie et l'identité des territoires traversés, puissent devenir de nouveaux itinéraires, lisibles et accessibles aux visiteurs, de nombreux défis se présentent aux acteurs. La complexité des échelles territoriales, des partenariats, de nombreuses concertations nécessaires, des différences importantes dans l'état de conservation, d'équipement et de valorisation des maillons de la chaîne, font de la mise en valeur des itinéraires culturels un véritable challenge.

Consciente de la valeur de ce patrimoine exceptionnel, la Région Languedoc-Roussillon et le Comité Régional du Tourisme se sont engagés, dès 2007, dans un programme de développement touristique et patrimonial d'envergure sur trois de ses voies historiques régionales. Quels en sont les premiers résultats ? Quelles sont les défis à relever pour réussir ?

1. Le contexte

Le tourisme représente une des premières sources de revenu du Languedoc-Roussillon et plusieurs dizaines de milliers d'emplois. 103 millions de nuitées et 15 millions de touristes positionnent le Languedoc-Roussillon comme la 4ème région touristique de France, première destination touristique mondiale. Située entre le Rhône à l'est et les Pyrénées à l'ouest et délimitée au nord par le Massif Central, la région bénéficie d'un littoral de plus de 200 km et d'un climat méditerranéen. Le Languedoc-Roussillon présente une économie du patrimoine, dans laquelle le tourisme joue un rôle important[1]. Avec près de 2.000 monuments historiques, plus de 200 musées, 5 sites ou voies inscrits au patrimoine mondial par l'Unesco, 8 villes et pays d'art et d'histoire et de nombreux secteurs sauvegardés et zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, le Languedoc-Roussillon compte une vingtaine de sites patrimoniaux dont la fréquentation annuelle est supérieure à 80.000 visiteurs par an.

Il s'agit d'une destination qui se caractérise avant tout par sa diversité[2] tant au niveau touristique que patrimonial. Constat à première vue vague et abstrait, il s'agit de nourrir cette image de diversité, afin d'en faire un véritable atout de différenciation de la destination. Dans ce sens, le tourisme culturel, le tourisme vert et la qualité de l'accueil y participent tout particulièrement.

2. Les Chemins de l'Histoire

Fig. 1 : Carte des Chemins de l'Histoire en Languedoc-Roussillon

Le Languedoc-Roussillon est traversé par de grandes voies autour desquelles les hommes se sont installés et des sociétés se sont développées. La Via Domitia, les Chemins de Saint- Jacques de Compostelle et le Canal du Midi offrent des liens thématiques entre de nombreux sites patrimoniaux et touristiques de la région. Eléments de différenciation de la destination Sud de France Languedoc-Roussillon, ces voies qui ont forgé l'histoire et l'identité de la région, sont aujourd'hui également une invitation à vivre les sites et lieux exceptionnels que l'Unesco a décidé d'inscrire au Patrimoine Mondial.

2.1.La Via Domitia

Fig. 2 : La Via Domitia à Ambrussum (Hérault) – CRTLR

Plus ancienne voie romaine de Gaule, la Via Domitia est d'abord une voie stratégique et militaire. Elle devient ensuite une voie de communication et de commerce. Ancrée dans les racines historiques et géographiques de la région, elle est jalonnée de sites archéologiques, de vestiges in situ (bornes milliaires, portions de voie, ponts, gués). Même si le réseau routier

actuel (réseau routier départemental, national, autoroutier, chemin de fer, canaux, etc.) se superpose à beaucoup d'endroits au réseau antique, la matérialisation sur le terrain est peu visible. La Via Domitia a besoin d'être révélée pour être davantage vécue par le grand public. Elle s'insère dans une dimension interrégionale, voire européenne[3].

Fig. 3 : Le Pont du Gard - CRTLR

Non loin de l'antique Via Domitia, le Pont du Gard, symbole du génie romain permettait à l'aqueduc de franchir le Gardon et de rejoindre Nîmes, importante cité de droit latin. Elément imposant d'un patrimoine linéaire long de près de 50 km, il figure sur la Liste du Patrimoine Mondial de l'Unesco depuis 1985 et est associé dans son contexte thématique aux Chemins de l'Histoire.

2.2.Les Chemins de Saint-Jacques de Compostelle

Fig. 4 : Les Chemins de Saint-Jacques sur l'Aubrac - CRTLR

Pour se rendre à Compostelle, les pèlerins de toute l'Europe sont partis sur les chemins, itinéraires spirituels autant que routes profanes, depuis le début du XIème siècle. Dans des conditions alors souvent périlleuses, ils ont emprunté entre autres les voies du Puy, d'Arles et du Piémont pyrénéen qui traversent le Languedoc-Roussillon d'aujourd'hui, jalonnées de monuments. L'abbatiale de Saint-Gilles-du-Gard, l'abbaye de Gellone à Saint-Guilhem-le-Désert et le Pont du Diable à Aniane, témoins silencieux de cette aventure pérégrine, sont distingués au titre du patrimoine mondial par l'Unesco en 1998. La réalité matérielle et immatérielle est en constante construction. Les chemins de Saint-Jacques de Compostelle sont aujourd'hui requalifiés en itinéraires de Grande Randonnée. Les motivations des nouveaux « cheminants » sont très variées. La rencontre avec les autres, la découverte des hommes et de leur territoire restent une caractéristique de cet itinéraire que le Conseil de l'Europe a classé comme premier Itinéraire Culturel Européen.

2.3.Le Canal du Midi

Fig. 5 : Le Pont-Canal sur le Canal du Midi à Béziers - CRTLR

Qualifié par l'Unesco comme étant "l'une des réalisations de génie civil [...] les plus extraordinaires de l'ère moderne", le Canal du Midi est le plus ancien canal d'Europe encore en fonctionnement. Construit sous le règne de Louis XIV et sous la supervision de l'ingénieur Pierre-Paul Riquet, visionnaire audacieux, le Canal du Midi permet une liaison fluviale directe entre la Méditerranée et l'Atlantique. Plus de 300 ouvrages d'art - ponts, aqueducs, bassins - ont été nécessaires à sa construction et témoignent du génie constructif des hommes. Aujourd'hui, le Canal du Midi a retrouvé une seconde vie grâce au tourisme fluvial. La valeur touristique culturelle est à développer sur ce monument linéaire qui se dessine parfaitement dans le paysage et sur ses ouvrages d'art et concerne plus de 50 communes en Languedoc-Roussillon. La culture du Canal, à travers les activités, les paysages, l'histoire, les hommes et les idées sont encore à révéler.

3. Anciennes voies, nouveaux itinéraires

Dans le but de contribuer à nourrir l'image et le contenu de la destination Sud de France Languedoc-Roussillon, la prise en compte de l'attente des publics est nécessaire. Une étude sémiologique[4] a corroboré la pertinence du programme Chemins de l'Histoire à créer du lien, à véhiculer une promesse de voyage et d'itinérance, à faire émerger une promesse de singulier et d'authentique en opposition à une surenchère d'activités banalisées. Le choix a été fait de mettre en valeur le patrimoine bâti, mais aussi le vécu, le véhiculé et le partage de valeurs.

Des objectifs de mise en valeur touristique ont été mis en place dès 2008. Quels en sont les premiers résultats ?

3.1.Optimiser la lisibilité et la compréhension de l'offre sur le territoire

Devant la complexité thématique et géographique des voies, il est constaté l'absence d'un premier niveau de lecture régionale pour les visiteurs locaux et les touristes séjournant en Languedoc-Roussillon.

Devant une offre touristique la plupart du temps éparse, il s'agit de révéler l'existant et de le mettre en perspective. Un choix d'une soixantaine de sites emblématiques a été effectué en concertation avec un groupe de travail, composé de représentants institutionnels et associatifs et avec l'assistance d'un bureau d'études[5]. Les sites ont été choisis en fonction de

leur pertinence par rapport à la voie concernée, l'organisation d'un accueil des touristes et leur participation à la notoriété de la région.

Un important travail sur le contenu de médiation, focalisé sur la valeur ajoutée du site par rapport à la voie et la thématique véhiculée, ainsi que des liens possibles avec les autres sites, a été initialisé et est en cours de concertation avec les acteurs locaux.

Une restitution visuelle sur le terrain pour les visiteurs semblait alors indispensable, afin que le visiteur retrouve le fil rouge de sa découverte des Chemins de l'Histoire sur site. Un cahier de recommandations[6] sur une signalétique fixe, permettant de présenter le site dans son contexte régional et historique ainsi que sa valeur ajoutée « Chemins de l'Histoire », a été proposé aux sites.

Fig. 6 à 8 : Exemples de mobilier de signalétique Chemins de l'Histoire (panneau cadre, totem, pupitre) – CRTLR/Maîtres du Rêve/Agence Noël

Les premiers panneaux de signalétique sont en cours d'implantation.

Fig. 9 : Exemple de panneau pupitre implanté sur le site du prieuré de Marcevol (Pyrénées-Orientales) - CRTLR

Dans ce contexte, un comité de pilotage, composé d'organismes de l'Etat, de la Région, des départements, de réseaux et d'associations, ainsi qu'un comité de lecture, composé de scientifiques et d'experts en médiation culturelle, ont été constitués.

3.2. Améliorer la qualité de l'accueil dans les sites et suivre les publics en appui sur Qualité Sud de France

Le visiteur/client est au centre de la méthodologie mise en place autour des Chemins de l'Histoire. Le management de l'accueil des visiteurs sur les lieux de visite à travers la démarche régionale Qualité Sud de France, en est un des piliers. Mise en place en 2008 en faveur de 8 filières touristiques de l'hébergement, de la restauration, des caveaux et points de vente de produits du terroir, des lieux de visite et des offices du tourisme, Qualité Sud de France est reconnu au niveau national par le Plan Qualité Tourisme. Basée sur un référentiel régional rigoureux, un audit externe et un dispositif de suivi des satisfactions, la démarche régionale implique de nombreux partenaires opérationnels et financiers[7]. Il s'agit d'une véritable démarche de progrès qui comprend des engagements englobant la demande d'information (suscitant le « désir » de visiter), le séjour même (garantissant le « plaisir » de visiter), puis la qualité de suivi après le départ de la visite (permettant de conforter le « souvenir »). Dans la filière des lieux de visite, une attention particulière est donnée à la qualité de contenu de médiation directe (par les guides) et indirecte (outils de médiation tel que panneaux, maquettes, audioguides etc). Le dispositif de suivi des satisfactions a pu être mis en place dans les sites déjà labellisés et connaît un bon taux de retour (9.000 questionnaires en un an).

Par ailleurs, une enquête sur les clientèles touristiques des sites culturels en Languedoc-Roussillon à travers les sites des Chemins de l'Histoire a été lancée début 2010[8]. Cette étude comprend également le test du document de promotion régional. Elle permettra d'approfondir davantage les caractéristiques et les attentes de la clientèle touristique des sites culturels du Languedoc-Roussillon notamment par rapport aux Chemins de l'Histoire et d'ajuster les axes de développement.

3.3. Valoriser et promouvoir l'offre autour des Chemins de l'Histoire

Fig. 10 : Signature touristique et logo des Chemins de l'Histoire– CRTLR/Maîtres du Rêve/Agence Noël

Dans le but de révéler, de créer du lien et de donner envie de découvrir le patrimoine des voies historiques, une signature touristique « Vivez les Chemins de l'Histoire en Languedoc-Roussillon » et un logo spécifique ont été créés.

Fig. 11 : Brochure et guide pratique Chemins de l'Histoire (60 pages, français, anglais, allemand, italien, espagnol, parution 2009) - CRTLR

Plusieurs outils d'information, de promotion et de valorisation ont été déclinés ou sont en cours de construction. Une brochure touristique de 60 pages a été éditée et diffusée dès 2009. Les témoignages de personnes passionnées, le focus sur les sites exceptionnels, l'incitation à emprunter des itinéraires de découverte à pied et à vélo, les suggestions pour vivre des moments uniques sont mis en avant dans ce document. L'intégration des informations sur Internet est en cours, ainsi qu'une étude sur les outils de promotion et de médiation innovants.

3.4.Créer des liens thématiques entre les sites et inviter à l'itinérance

La restitution de liens entre les sites et les voies constitue un véritable défi. Des notions de tourisme durable ont été intégrées à cette réflexion. Ainsi plusieurs actions basées sur l'intermodalité (train régional, randonnée à pied, randonnée à vélo) ont déjà été réalisées.

Fig. 12 : Guide « Le Languedoc-Roussillon à pied autour des voies historiques » (édition 2009) – FFRandonnée

Un partenariat avec la Fédération Régionale de Randonnée Pédestre a permis de mener des actions de valorisation des voies par la randonnée à pied. Une édition recentre l'offre de promenades et de petites randonnées[9] sur et autour des voies historiques. Un autre guide valorise l'itinéraire de Grande Randonnée des Chemins de Saint-Jacques de Compostelle[10] d'Arles à Toulouse. Plusieurs produits train + randonnées sur les Chemins de l'Histoire ont été testés.

Fig. 13 : Exemple d'itinéraire à vélo (« Narbonne, entre la Via Domitia et le Canal de la Robine ») autour des Chemins de l'Histoire sur le site www.sunfrance.com - CRTLR

Dans ce même principe, 5 itinéraires d'une quarantaine de kilomètres empruntant de petites routes de campagne, des pistes cyclables, véloroutes, voies vertes ou des chemins de terre, praticables à vélo tout chemin (VTC) ont été développés en différents formats (GPS, Google Maps, Pdf). Ils sont diffusés uniquement sur le site internet www.sunfrance.com.

4. Quels défis à relever pour réussir?

Comment arriver à un développement culturel et touristique qui apporte une valeur ajoutée aux sites et lieux exceptionnels que l'Unesco a décidé d'inscrire au Patrimoine Mondial, aux autres sites patrimoniaux de la région, aux acteurs, aux visiteurs et plus globalement à une destination telle que Sud de France Languedoc-Roussillon ?

4.1.Etablir et maintenir le dialogue entre patrimoine et tourisme

Pris souvent pour acquis, le dialogue entre professionnels et institutionnels du patrimoine et du tourisme est tout d'abord à établir, puis à maintenir. Différents langages, vocabulaires et points de vue s'affrontent. De nouveaux types de partenariats sont à imaginer, afin que le domaine du tourisme et celui du patrimoine puissent générer des projets, voire des « produits » qui fonctionnent et se positionnent dans le long terme. Plus de 400 acteurs à différentes échelles territoriales sont concernés et participent de près ou de loin à la mise en valeur des Chemins de l'Histoire.

Le maintien de l'échange est primordial pour lever la méconnaissance persistante entre les deux secteurs. Dans le cas idéal il en résulte un partage d'objectifs communs et un discours de médiation pour le bénéficiaire final, le touriste, car le véritable enjeu c'est de lui permettre d'aller à la rencontre du patrimoine des voies historiques et des éléments qui le composent, afin d'en déchiffrer les messages.

4.2.Maillage territorial

L'engagement dans la durée des acteurs territoriaux n'est pas toujours garanti. Une inscription des projets dans les schémas de développement territoriaux est indispensable. Ainsi, les Chemins de l'Histoire figurent à la fois dans le schéma régional de développement touristique et dans la stratégie du patrimoine régional.

Or, le véritable enjeu sur le long terme est d'activer les dynamiques locales. Il est indispensable de prendre en compte la complémentarité des acteurs dans une méthodologie suffisamment flexible et adaptable aux contextes en constante mutation. De plus, en Languedoc-Roussillon, 4 réseaux[11] locaux de sites travaillent déjà activement à la dynamisation des acteurs. Déceler la valeur ajoutée de chaque site ou réseau de sites dans un ensemble et les mettre en évidence sont les premiers pas vers une mise en réseau globale des acteurs.

4.3.Ouverture des sites aux touristes

Le management de la qualité de l'accueil et des services est un enjeu primordial pour chaque site qui souhaite accueillir des touristes. La « mise en tourisme » des sites n'est pas automatique. Les monuments dits « linéaires », tels que les Chemins de l'Histoire, sont tous confrontés à un déséquilibre entre le niveau et la qualité de mise en tourisme des sites qui les composent. Un référentiel et un dispositif qualité régional sont alors indispensables. Les

bonnes questions doivent être posées régulièrement sur les clientèles, l'adaptation de l'offre et de la prestation, la qualité de l'accueil, la professionnalisation des équipes (accueil, langues étrangères, gestion des flux, etc), le suivi de la satisfaction des clients, la transmission du savoir, le marketing, etc. La prise en compte de données touristiques multiples, en appui sur un réseau qualitatif pluridisciplinaire (sites, hébergeurs, restaurateurs, producteurs et viticulteurs, offices du tourisme etc.), donne une valeur ajoutée supplémentaire.

---

[1] Région Languedoc-Roussillon, Direction Régionale des Affaires Culturelles, Figesma. « Etude Economie du patrimoine culturel en région Languedoc-Roussillon », Septembre 2008.

[2] Comité Régional du Tourisme, Euroéka, Insens . Etude « Image et notoriété », 2009.

[3] Réseau des « voies romaines en Méditerranée » (VREM), programme Interreg IIB, puis IIIB MEDOCC.

[4] Comité Régional du Tourisme, Euroeka, In'sens. Données extraites de « Etude sur l'image et la notoriété de la région Languedoc-Roussillon » (analyse sémiologique + groupes qualitatifs + interrogation de 2000 français), 2009

[5] Comité Régional du Tourisme, Public&Culture. « Etude de bilan de l'existant et de la mise en tourisme de 30 sites par rapport aux voies historiques du Languedoc-Roussillon », 2007.

[6] Comité Régional du Tourisme, Maîtres du Rêve, Agence Noël. « Réalisation d'un cahier de recommandations de signalisation et d'une charte graphique régionale sur les voies historiques de Languedoc-Roussillon », 2008.

[7] Comité Régional du Tourisme. Démarche régionale Qualité Sud de France, www.qualite-sudfrance.com et www.sunfrance.com/qualite

[8] Comité Régional du Tourisme, AQA Consulting. « Enquête Clientèles touristiques des sites culturels en Languedoc-Roussillon », janvier à fin septembre 2010.

[9] Fédération Française de Randonnée Pédestre. « Le Languedoc-Roussillon…à pied. Autour des voies historiques », mars 2008.

[10] Fédération Française de Randonnée Pédestre. « Sentier vers Saint-Jacques de Compostelle via Arles », mars 2010.

[11] Réseau Culturel (Pyrénées-Orientales), Association des sites du Pays Cathare (Aude), Les sites d'exception du Languedoc (Hérault), le Club des sites du Gard (Gard).

The Impact of World Heritage on Tourism and the Integrity of Heritage: One Case from Mexico

Richard Shieldhouse
(University of Florida)

Richard Shieldhouse
University of Florida
Center for World Heritage Research and Stewardship
Gainesville, Florida USA
Email: rgs@ufl.edu /richard@shieldhouse.com

The Impact of World Heritage on Tourism and the Integrity of Heritage: One Case from Mexico

Abstract:
Inscription on the UNESCO's World Heritage list has generally been assumed to stimulate tourism. Previous studies have attempted to confirm this relationship, with mixed success. This paper uses statistical techniques to determine the effect of World Heritage inscription on the number of foreign tourists to seven World Heritage cities in Mexico.
A case study of The Historic Town of Guanajuato and Adjacent Mines, a Mexican World Heritage City that experienced a 43.2 percent drop in reported international visitors between 2000 and 2008 (and 69.8 percent decline between 2000 and 2009), explores phenomena which may contribute to declining numbers of international visitors.
Results indicate statistically significant increases in tourism attributable to inscription while controlling for the number of hotel rooms and global trends in international travel. Interviews and observation, however, reveal other trends which suggest initial increases visitors may sometimes be a temporary phenomenon, depending on local management practices and other causes. After inscription, World Heritage Cities will tend to improve their appearance, infrastructure, and tourism facilities, resulting in an eventual increase in foreign visitors. Over a longer horizon, however, success in retaining and attracting visitors requires solid and consistent plans.

Keywords: World Heritage and tourism, mexican heritage, integrity of heritage

The Impact of World Heritage on Tourism and the Integrity of Heritage: One Case from Mexico

1 Introduction

UNESCO's Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage, adopted in 1972, has a number of goals designed principally to encourage the protection of important sites. Increasing tourism is not one of its goals and, indeed, excessive visits indeed threaten some World Heritage sites to the point where the number of visits are controlled through various means, including advance reservations or ticketing. UNESCO has responded with a World Heritage Tourism Programme, designed to encourage benefit for local populations with sustainable management practices.[1]

Mexico has aggressively pursued World Heritage status for its archaeological and natural heritage or patrimony, and for numerous historic cities. Including the Historic Center of Mexico City and Xochimilco, that nation now has ten cities or towns with major districts designated as World Heritage sites – which arguably places it in fourth place after Italy (with twenty-seven), Spain (with seventeen), and Germany (with eleven). For Mexico, the most recent addition was the Protective town of San Miguel and the Sanctuary of Jesús Nazareno de Atotonilco. (UNESCOb).

There is sufficient anecdotal evidence of a link between World Heritage Inscription and increased tourism to World Heritage Cities. Ralf Buckley notes, "Tour companies and tourist accommodation with access to World Heritage areas commonly advertise that fact in their marketing material; and tourism developers and entrepreneurs preferentially pursue opportunities in and around World Heritage areas." (Buckley 2002). There have been some attempts to systematically measure the relationship between inscription and increased tourism – generally with inconclusive results.

This research employs statistical models is to explore the relationship between World Heritage inscription and foreign tourists to seven World Heritage cities in Mexico. The models isolate the independent effect of inscription, while controlling for other variables: the relative strength of the Mexican peso, the number of available hotel rooms in a given World Heritage City, and the overall trend in international travel.

The goal is to understand the statistical relationship between World Heritage and Tourism and – with this information as background -- attempt to probe deeper to understand other issues, apart from the three identified exogenous influences, which may have contributed to trends in international visitors.

[1] The World Heritage Sustainable Tourism Programme identified seven actions to "enhance the ability of World Heritage Sites to preserve their resources through the use of sustainable tourism: 1) Capacity building at Sites, "notably through development of a sustainable tourism management plan," 2) Training local populations in tourism-related activities, 3) Helping to promote relevant local products, 4) "Raising public awareness and building public pride" in communities through conservation outreach campaigns, 5) Using tourism-generated funds "supplement conservation and protections costs," 6) Sharing expertise, and 7) "Building an increased understanding of the need to protect World Heritage, its values, and its policies within the tourism industry." (UNESCOa)

2 Related Literature

The relationship between World Heritage List inscription and tourism has been extensively discussed, however, the extent of direct impacts of World Heritage inscription has not been successfully analyzed. (Thapa 2007)

Alan Fyall and Tijana Rakic (Leask and Fyal 2006) reviewed this issue and concluded: "One question that is repeatedly asked but fails continually to be answered fully is the extent to which inscription does actually contribute to higher visitor numbers at sites previously not on the World Heritage List." ICCROM's *Management Guidelines for World Cultural Heritage Sites* notes that increased visitors demanding new facilities and services are implied by World Heritage designation. (Feilden and Jokilehto 1998)

Other observers qualify the relationship between the World Heritage designation and tourism. Francesco Bandarin has noted: "In internationally well known sites, such as the Tower of London, World Heritage status may have little impact on visitor numbers, but in less established destinations inscription is usually accompanied by an upsurge in tourism." (Harrison and Hitchcock 2005) This was echoed in another analysis (van der Aa 2005), which concludes that non-centrally located cultural World Heritage Sites "see more visitors after their inscription, whereas many centrally nominated sites already receive many visitors before their listing." The same work, however, also suggests "accessibility and inclusion in tourist routes and tours" drive visitor numbers.

Others claim presence of multiple World Heritage Sites as a predictor of tourism increases. An analysis of 1994-1995 WTO tourist data by country versus the number of World Heritage Sites in each country in 2000 reveals a .75 correlation coefficient, suggesting a strong, positive link between the number of sites and the number of tourists. (Lazzarotti 2000)

After a review of ten case studies, Myra Shackley concluded: "It is frequently assumed that any site awarded World Heritage status will immediately receive a marked increase in visitors. However, this is not necessarily the case and visitor numbers depend on a number of factors including the way in which the site is marketed and issues connected with access." (Shackley 1998)

Looking at quantitative approaches, a study by Ralf Buckley of Griffith University in Queensland, Australia attempted to demonstrate the marginal contribution of World Heritage listing to tourism by examining time-series data for listed sites and comparable unlisted sites during simultaneous periods. Buckley identified numerous analytical problems which are useful for approaching evaluating the impacts of inscription. For example, he noted that World Heritage actually implies a "bundle of attributes which includes heritage value, branding, marketing, and often increased infrastructure funding." (2004). Buckley concluded that "Most of the World Heritage Areas (WHAs) considered here received several times more visitors than the control sites, but it is not clear whether the difference is because WHAs are larger or more accessible, because they are better-known, because they are listed as World Heritage, or because they contain features of natural or cultural heritage which the others do not." (2004).

A survey of businesses near two of New Zealand's World Heritage sites found less than half of the respondents (48.4 percent) believed the designation plays a role in attracting visitors. Another 31.3 percent indicated they did not know whether World Heritage inscription has a role in attracting tourists. Only 20.3 percent indicated it has no role (Hall and Piggin, 2002). The authors referenced their work from the previous year which indicated "a causal link between World Heritage listing and increased visitation over and above existing tourism trends is somewhat tenuous." (2002).

Statistical techniques have often been used to establish relationships between variables over time, while controlling for other variables. Evidence from published studies, however, suggests this approach appears to have been little used for analyzing tourist trends. One analysis used similar econometric techniques to determine the effects of re-designating Great Sand Dunes National Monument as a National Park (Weiler and Seidl 2004). The analysis suggested the change in designation resulted in 11,642 additional annual visitors. It subsequently used input-output models to calculate the economic impact of these visitors.

3 Methods and Results

This analysis used statistical models to examine the relationship between World Heritage inscription and tourism for seven Mexican World Heritage cities: Oaxaca, Puebla, Guanajuato, Morelia, Zacatecas, Campeche, and Querétaro – in order of inscription (a list of Mexican World Heritage Cities appears in Figure 1 below). (UNESCOb) Regression models were developed to indicate the relative importance of World Heritage Inscription as a predictor of foreign visitors, while controlling for other independent variables: the relative strength of the Mexican peso, the number of available hotel rooms in a given city, and the number of foreign arrivals to each city.

Tourism can be influenced by the availability of facilities (available hotel rooms), and by price, as defined by the relative strength of currency in the target country. The ability of these two independent variables to explain the dependent variable, international visitors at Mexican World Heritage Cities, is diminished to the extent that global trends in tourism are not held constant. The model accomplished this by including a variable for global international tourist arrivals, as reflected by data from the United Nations World Tourism Organization (WTO).

Data for foreign visitors and hotel rooms for 1986-2008 were provided by Mexico's Secretary of Tourism (*Secretarío de Turismo or SECTUR*). The dates of inscription are available from the website of UNESCO's World Heritage Centre (UNESCOb). The relative value of the Mexican peso can be defined with historical data for the number of pesos per Special Drawing Right (SDR). SDRs are the unit of account of the International Monetary Fund and other international agencies and represent a basket of securities. Presently it includes the euro, Japanese yen, pound sterling and U.S. dollar (International Monetary Fund 2010).

Three Mexican World Heritage Cities were excluded from this analysis. As San Miguel de Allende was inscribed in 2008, no data were available with respect to the post-inscription experience in that city. No data are available for the Historic Monuments Zone of Tlacotalpan because records have not been kept for that site (SECTUR). Mexico City was excluded from the analysis because it is a massive, international city with many business, governmental, and cultural draws for foreign visitors, including four different World Heritage Sites. In such an environment, ascribing visitor variation to the 1987 inscription of Historic Centre of Mexico City would appear to be an intellectual stretch.

The analysis method employed a similar process for each of seven World Heritage cities under consideration. Data for available hotel rooms, number of foreign tourists, and pesos per SDR were combined with a categorical or dummy variable denoting the date of inscription (more precisely, the year in which inscription first had a significant impact on foreign arrivals) -- using fixed-effect models where the covariance structure is auto-regressive of lag 1. Six models with significant and directionally logical coefficients were ultimately developed using the Proc Mixed procedure of SAS.

Intuitively, one might expect World Heritage inscription to have a delayed effect on tourism. A city should not be inscribed on the list in one year and expect an immediate increase in foreign visitors. It takes time to increase public awareness, to improve access, and to provide facilities. Recognizing this, the analysis sought to explore the period of time required for a significant effect by advancing the year at which the dummy variable was assigned a value of one, beginning with the year of inscription, until meaningful coefficients could be determined for the World Heritage inscription dummy variable. The graph depicted on Figure 2 illustrates the trend in foreign tourist arrivals between 1986 and 2008 for the seven subject cities.

In aggregate, it appears the general trend was upward from 1986 to 2000, after which all of the cities had been inscribed. (Campeche was the last of the seven cities to be added to the World Heritage List, in December 1999.) This generally was a period of global economic growth, resulting in a 5.4 percent compound annual growth rate in global international tourist arrivals, according to WTO data. Additionally, political and economic turmoil in the early 1990s resulted in Mexico's 1994 currency reform which devalued the Mexican peso by fifty percent, (Whitt 1996) and increased the Mexico's appeal as a tourist destination.

The statistical analysis indicates that in six of the seven cities examined, inscription on the World Heritage list leads to a statistically significant increase in international visitors, with the mean requiring 5.8 years and the median requiring 6.5 years. The analysis could not discern a statistically significant relationship and international tourism for one of the more recently inscribed Mexican World Heritage Cities, Campeche. In Campeche's case, it was impossible to find a coefficient for the inscription dummy variable that was both positive and significant at a five percent confidence interval. Summary results for the seven cities appear below in Figure 3. Coefficients indicate the independent effect of the four exogenous variables on thousands of foreign arrivals per year.

At first blush one might assume the inability to obtain a significant result with the Campeche data may be due to nothing more profound than minimal available data points. Campeche, significantly, was one of the last cities in this analysis inscribed in the Word Heritage list -- in 1999 – and only eight years of historical data were available post-inscription. Digging a bit deeper, it appears the lack of a statistical relationship between inscription and international visitors may equally attribute to an essentially flat trend in visitors between 2000 and 2008. International visitors to that city declined from 70,079 to 69,793 (-0.4 percent) between 2000 and 2008. (Reported international visitor levels to Campeche fell another 19.6 percent in 2009.) With visitor levels flat, one obviously cannot suggest that inscription caused them to increase!

Curiously, a fairly recent document (Gravari-Barbas and Jacquot 2008) offers Campeche as an example of a World Heritage City that experienced a thirty-nine percent increase in visitors in the four years post inscription. The apparent disconnect here highlights the danger of looking at only a narrow window. As the institution of World Heritage approaches middle age, analysts must turn their focus toward long-term effects and sustainable changes.

SECTUR data indeed indicate that for the period between 2000 and 2008, international visitors to all seven Mexican World Heritage Cities in this analysis were highly variable. Figure 4 shows the percentage change in international visitors between 2000 and 2008 for the seven Mexican World Heritage Cities. In addition, to Campeche, which following its inscription in December 1999 experienced eight years with virtually no net change in international visitors (declining 0.4 percent), half of the remaining six cities demonstrated large increases, with Querétaro, Zacatecas, and Morelia demonstrating increases of 125.4, 65.4, and 25.6 percent, respectively. Simultaneously, international visitor levels

decreased 43.2, 19.9, and 19.7 percent, respectively at Guanajuato, Puebla, and Oaxaca, respectively.

Viewed in aggregate, 1986-2008 combined international visitors to these seven Mexican World Heritage Cities can be broken into two distinct trends: 1) a steady progression upward from 1986 to 2000, with a strongly positive (+92.3) correlation coefficient between annual international visitors and the advance of time, and 2) a weaker downward trend between 2001 and 2008, with a -39.9 correlation coefficient between international visitors and time. (See Figure 5.)

It should be noted that the aggregate negative trend between 2000 and 2008 attributes mightily to a net decline of more than 64,332 international arrivals to Oaxaca and Puebla during the period, which, vastly overshadows the net increase of 34,024 international visitors to Campeche, Guanajuato Morelia, Querétaro, and Zacatecas.

This raises two important questions – one statistical and one more practical: 1) Was the previously mentioned statistically significant relationship between inscription on the World Heritage List and international tourism purely an accident related to the fact that six of the seven Mexican cities under scrutiny joined the World Heritage List during the late 1980s and early 1990s, a period of relative prosperity which was generally characterized by large increases in travel? 2) All of these World Heritage Cities operated in a similar environment with respect to the relative value of the Mexican peso, perceived insecurity about flying, and the global economic trends. What was it that caused international visitors to decline in some cities after significant increases in foreign visitors attributable to World Heritage inscription, and increase in others?

To help answer both questions, the analysis focused on one World Heritage City, the Historic Town of Guanajuato and Adjacent Mines, that demonstrated a statistically significant post-inscription increase in international visitors, but subsequently exhibited a precipitous fall in international visitors from after 2000. Figure 6 highlights the trend in international arrivals to Guanajuato between 1986 and 2009.

From 1986 (two years prior to the city's inscription) to 2000, international visitors to Guanajuato increased at a 7.9 percent compound average growth rate (CAGR). Going forward from 2000, the trend in international visitors to that city demonstrated a -6.8 percent CAGR between 2000 and 2008. Extending the window but one year, the 2000-2009 the CAGR becomes -12.4 percent, reflecting three major influences: the 2009 outbreak of H1N1, which originated in Mexico, the fullest effects of the worldwide recession, which began in 2008, and impact of increasing levels of drug-related violence.

Ignoring 2009's disaster for Mexican tourism, Guanajuato still experienced a 43.2 percent decline in reported international visitors between 2000 and 2008. Guanajuato remained on the World Heritage List throughout the period, and public and private efforts worked to both improve the appearance of the city and promote it to visitors. What happened?

To find out, semi-structured interviews were conducted with an array of current and former public officials, academics, and preservationists in the city. Interviewees were selected based on reputational and snowball sampling. Interviews were based on a short series of open-ended questions. Their duration ranged from thirty-five minutes to four hours.

Results revealed a basket of explanations, many of which surfaced repeatedly:

- tourism planning and strategy,
- branding and slogans,
- political issues,
- funding issues

- the Cervantino Festival,
- low-quality restaurants, hotels, and shopping (presumably relative to other destinations), and
- data issues

3.1 Tourism Planning and Strategy

Inconsistent tourism planning and strategies challenge visitor level growth to Guanajuato. The city's heritage comprises much of its allure for visitors, although culture becomes an important attraction during festivals. Guanajuato's is typically pleasant – warm and dry – but it is located in central Mexico, far from any beach resorts. Built in a narrow ravine, there is little room for parks, and aggressive logging denuded vast areas of nearby mountain forests, rendering them unattractive for hiking and camping. No well-known archaeological sites surround the city. Guanajuato, however, figured mightily in Mexico's struggle for independence from Spain 200 years ago, and evidence of a mining history recognized by UNESCO remain abundant, yet the city's principal asset for visitors – heritage – at times becomes ignored or treated casually.

One comment from a tourism official epitomizes this: "We are rich in heritage and culture, but as far as recreation we have nothing to offer. We have no theme parks, no parks. We must remember that, for vacations, it is the children that generate the ideas as to where to go and who decide where the family goes. They come to Guanajuato, they get their fill of history and culture, and then they ask, 'Well, what else?' We are missing recreation."[2]

Unique among Mexican World Heritage Cities, Guanajuato's designated area extends beyond a central historic zone and includes surrounding mining communities. The December 1987 UNESCO Designation Report acknowledges that the city's "growth, the layout of its streets, including the picturesque 'subterranean' streets, its plazas, and the construction of hospitals, churches, convents and palaces are all inextricably linked with the industrial history of the region, which with the decline of the Potosi mines in the 18th century, became the world's leading silver extraction center." (UNESCOc)

Unfortunately, efforts to produce recreational offerings and theme parks may conflict with preservation goals of UNESCO and others. With the depressed price of silver soon after 2000, nearby mining assets, which included vast tracts of land and historic communities, were sold by local mining cooperatives. (Ferry 2005) Investors subsequently redeveloped the 18th-century Guadalupe Mine (also referred to as the "Elephant Mine," because of its multi-story stone exterior buttresses; see Figure 7) as a nine-hole golf course and club, with initial plans to build a nine-hole golf course, 100-room hotel, and twenty-one single family houses. Subsequent visits to this facility suggest it has not been particularly successful. During one glorious weekend in February 2009, a visit revealed the only players were the property's director and a golfing buddy. This may reflect a sluggish economy, but it equally may demonstrate public rejection of a facility that appropriated heritage to badly address the desires of the target market, golfers from the United States and Canada, as well as the local market.

Still, development threatens less-populated parts of the UNESCO-designated area near Guanajuato, with or without tourists. One observer noted that the UNESCO World Heritage "declaration is symbolic…but the city is growing and growing and growing. Fifty percent of

[2] Mario Aguado, (Director General of Tourism, city of Guanajuato, Mexico), in discussion with the author, January 21, 2010.

the area of the declaration of World Heritage is empty. We are worried about this area, this ecological area -- open space surrounding the historical city."[3]

One analysis noted that in Mexico, World Heritage Sites "that lie along a tourist route witness the largest increase in international visitors." (van der Aa 2005) This realistic observation has multiple implications for Guanajuato. One hotelier and former *alcalde* (mayor) commented on how Guanajuato fails to profit from its proximity to other World Heritage Sites. He notes that the State of Guanajuato is the only Mexican state with two World Heritage Cities (Guanajuato and San Miguel de Allende)…"and they are different." Noting the need to develop links between Guanajuato and the neighboring World Heritage City, which in recent years has attracted more affluent visitors, he continues: "We need to work with the differences between San Miguel and Guanajuato" and encourage tourism to both cities.[4]

Proximity to San Miguel de Allende may be able to provide more visitors, however, but the short duration of visits limits economic impact on the city. "We are so close to the other cities that tourists come just for the day. It happens the same with Toledo and Madrid. People from Madrid go in the morning, visit the city, have lunch there, and they go back to Madrid."[5] The situation reflects a phenomenon described by Antonio Paolo Russo, who observes that the horde of day-trippers is "less elastic with respect to quality," and much more sensitive to prices. Extreme examples of this produce "a process of 'McDonaldization.'" (Russo, 2002)

SECTUR data indicate foreign visitors stayed for 2.0 nights on average in four Mexican World Heritage Cities during 2009: Guanajuato, Oaxaca, Puebla, and Querétaro. Two more remote cities, Campeche and Zacatecas are located further from Mexico's center, yet the two cities demonstrate behavior in this respect, with Campeche's foreign visitors staying only 1.2 nights on average in 2009 and visitors to Zacatecas remaining for 2.3 nights. Morelia, relatively close to Mexico City, Queretaro, San Miguel de Allende and Guanajuato, saw foreign visitors remain for only 1.5 nights on average, while San Miguel de Allende, with its large year-round population of Canadians and Americans saw foreign visitors stay almost twice as long (2.9 nights) in 2009. Based on these data, it appears difficult to attribute these variations entirely to geographic location. Most likely, the number of nights spent in each city is equally a function of a city's proven allure to foreigners (San Miguel), or to well-designed and executed tourism strategies (Zacatecas.)

3.2 Branding and Slogans

Create a slogan. That summarizes Guanajuato's tourism strategy according to many of those interviewed. "First we select and image – the former one was "City of Romance," then from that you develop the strategy; then you put together the blitz," said a city tourism official.[6] Although Guanajuato's basic allure is culture and history, mummies, and monuments, the city's tourism promotion model has led to a proliferation of often disconnected and obscure slogans, including the following:

---

[3] Manuel Sánchez Martínez (Professor of Architecture, University of Guanajuato), in conversation with author, January 2010.

[4] Arnulfo Vázquez Nieto (former mayor and owner of El Mesón de los Poetas Hotel) in conversation with author, January 2010.

[5] Clarisa A. de Abascal (manager of Viajes Georama and former tourism official) in conversation with author, January 2010.

[6] Mario Aguado, (Director General of Tourism, city of Guanajuato, Mexico), in discussion with the author, January 2010.

- *City of Lights,*
- *Cervantino Capital of Mexico,*
- *City of Romance,*
- *City of Legends,*
- *Your Experience Becomes History, and*
- *Cradle of Independence.*

Local observers indicated sloganeering has become a prominent strategy because mayors cannot serve for more than one three-year term. Multiple terms are permitted, but not in succession. Such short terms of office prohibit development and execution of meaningful tourism plans and strategies. Furthermore, tourism promotion staffs tend to turn over with every change of administration. Consequently, in lieu of meaningful long-term planning and strategy, tourism promotion relies heavily on slogans, with questionable results. Multiple slogans blur the city's brand and confuse potential visitors.

3.3 Other Policies and Issues

Interviewees identified other policies and issue influencing the apparent 43.2 percent decline in international visitors to Guanajuato between 2000 and 2008. Guanajuato's principal cultural event is the city's annual Cervantino Festival. The three-week festival of music, dance, and art began in 1972, and has attracted world-famous talent including such artists and performers as Robert Mapplethorpe, Rudolph Nureyev, the Vienna Philharmonic, and Ella Fitzgerald. The international festival attracted increasing numbers of visitors from around the world, however, it also became attractive to a younger Mexican audience craving a party scene. In 2000 this situation reached an unpleasant climax when vast numbers of drunken young revelers motivated some to proclaim Guanajuato had become a large *cantina*. Going forward, Cervantino was modified to provide more regional emphasis and fewer internationally recognized performers and artists. Given the Cervantino Festival's drawing power, some speculate that the festival's reformulation was responsible for the decline in international arrivals to Guanajuato.

Multiple requests to festival management have produced promises of historic attendance figures, but no statistics. SECTUR data reveal a 3,737 drop in international arrivals to Guanajuato between October 2000 and October 2001, which represents a 63.5 percent decline, but addresses only 14.9 percent of the total annual decline between 2000 and 2001 as reported by SECTUR. (For comparison, if the decline were spread equally over twelve months, October's share would have been 2,094, or 8.3 percent.) International arrival statistics provided by Grupo Aeroportuario del Pacifico (GAP), the operator of El Bajio International Airport, which serves Guanajuato and surrounding areas, indicate a decline of 6,191 passengers from 2000 to 2001. (This figure reflects a decline in passengers arriving on international flights, and thus includes Mexicans as well as non-Mexicans.) Even if 100 percent of this decline were attributable to changes in the Cervantino Festival, the reduction would only account for 24.6 percent of the 25,130 total drop in international visitors arriving in Guanajuato, according to SECTUR data.

There appears to be little correlation between foreign tourist arrivals, as reported by SECTUR, and international arrivals, as reported by GAP. In part, this can be explained by the GAP data counting all passengers arriving on international flights – of all nationalities. Likewise, the Bajio Airport serves a number of large cities, including the large industrial city of Leon, with 1.3 million inhabitants and the State of Guanajuato's other World Heritage City, San Miguel de Allende. (INEGI) Such considerations thwart solid conclusions regarding Guanajuato visitors based on international arrival data for Bajio Airport.

Data distortions loom as a larger and more vexing issue for analyzing post-2000 international visitor flows to Guanajuato. An possible arises from a two percent tax on hotels and restaurants that was implemented in 2000. This tax was dedicated to funding tourism promotion efforts for Guanajuato. The basic quandary was articulated by Desmond J. O'Shaughnessy Doyle, a former tourism official with the State of Guanajuato, whose office was responsible for collecting such data. It was echoed by other former officials.

> "Of course, if you are going to be paying taxes on the number of rooms that you have sold then you're going to be careful about how many you are going to report. The two percent tax is based on the number of rooms occupied, but the question is: 'Are you getting the real picture about the number of rooms that are occupied in a given hotel.'"[7]

According to Doyle, state tourism officials traditionally collect hotel arrival and occupancy data with daily telephone inquiries. The financial incentive to under-report arrivals was already noted. The method, however, introduces other biases which may inhibit comparisons among destinations or across time. For example, lodging in some cities may be dominated by guest houses or bed and breakfasts, which would not be counted by these daily telephone surveys. Likewise, when cities increase available lodging by converting single-family houses to guest houses or bed and breakfasts (a common practice in Mexican World Heritage Cities), that additional capacity and would be excluded from visitor counts. Doyle further notes, "Data can be really, really good in Mexico. They can also be so distorted and so twisted around."[8]

His former counterpart at the Michoacán state tourism office, Ana Compean Reyes Spindola, however, questions the impact of the two percent tax, noting that a similar tax was implemented in that state in 2001. She asks: "You know, as a foreigner would you not agree to pay a two percent tax? So VAT tax is sixteen percent and the hotel tax is two percent."9 SECTUR figures indicate foreign visitors to Morelia – Michoacán's capital -- increased 3.4 percent from 2000 to 2001 and 81.2 percent between 2000 and 2004. In contrast to Guanajuato, Morelia developed an aggressive plan for improving its historic center, which was first implemented in 1999 and completed in 2001. A 2001 plan for improving the city's tourist

4 Concluding Remarks

This brings us back to the enduring problem faced by others who have attempted to identify and quantify the relationship between World Heritage inscription and tourism, with mixed or little success: the lack of consistent and valid data. In the case of Mexico, SECTUR provides an abundance of data reaching back to 1986. Without considerable investigation, which is beyond the purview of this paper, researchers cannot be entirely confident about the veracity of these data.

Still, despite some questions from Guanajuatenses about the impact of the impact of hotel and restaurant taxes, the overall impression one can glean from conversations with academics, government officials, and those in the travel industry is that these data are valid – but fail to tell the entire story.

---

[7] Desmond J. O'Shaughnessy Doyle (former Guanajuato State Tourism Director), in discussion with author, January 2010.

[8] Ibid.

[9] Ana Compean Reyes Spindola (former Michoacán State Tourism Director), in discussion with author, August, 2010.

We do know that this investigation's results suggest statistically significant increases in tourism attributable to inscription while controlling for the number of hotel rooms and global trends in international travel. Interviews and simple observation, however, reveal other trends which suggest initial increases visitors may sometimes be a temporary phenomenon, depending on local management practices and other causes. After inscription, World Heritage Cities end to improve their appearance, infrastructure, and tourism facilities, resulting in an eventual increase in foreign visitors. Over a longer horizon, however, success in retaining and attracting visitors requires solid and consistent plans.

Bibliography

Buckley, Ralf (2002), "World Heritage Icon Value: Contribution of World Heritage Branding to Nature Tourism," Canberra: Australian Heritage Commission, pp 1-29.

Buckley, Ralf (2004), "The Effects of World Heritage Listing on Tourism to Australian National Parks," Journal of Sustainable Tourism, Vol. 12, No. 1, p 82.

Gravari-Barbas, Maria and Jacquot, Sébastien (2008), Les impacts socio-économiques de l'inscription d'un site sur la liste du Patrimoine Mondial. World Heritage Centre, Paris.

Feilden, Bernard M. and Jokilehto, Jukka (1998), Management Guidelines for World Cultural Heritage Sites. Rome: ICCROM.

Ferry, Elizabeth (2005), Not Ours Alone: Patrimony, Value, and Collectivity in Contemporary Mexico. New York: Columbia University Press.

Hall, C. Michael and Piggin, Rachel (2002), "Tourism Business Knowledge of World Heritage Sites: A New Zealand Case Study," International Journal of Tourism Research, 4, pp 401-411.

Harrison, David and Hitchcock, M., Editors (2005), The Politics of World Heritage: Negotiating Tourism and Conservation, Clevedon, UK: Channel View Publications, p v.

INEGI (Instituto Nacional de Estadística y Geografía), "Número de habitantes por municipio." Retrieved June 30, 2010 from website: http://cuentame.inegi.org.mx/ monografias/informacion/gto/poblacion/default.aspx?tema=me&e=11

International Monetary Fund (2008), "Why was the SDR Created and What is it Used for Today?" Retrieved July 1, 2010 from Website http://www.imf.org/external/np/exr/facts/ sdr.htm.

Lazzarotti, Olivier (2000), "Patrimoine et tourisme: un couple de la mondialisation." Mappemonde 15(1), p 15.

Leask, Anna and Fyall, Alan, Editors (2006), Managing World Heritage Sites. Burlington, MA: Butterworth-Heinemann.

OWHC (Organization of World Heritage Cities), "World Heritage Cities, Retrieved July 10, 2010, from website: http://www.ovpm.org/index.php?module=ovpm&func=liste&sorte=pays

Russo, Antonio Paolo (2002), "The 'Vicious Circle' of Tourism Development in Heritage Cities." Annals of Tourism Research, Vol. 29, No. 1, p 170.

Shackley, Myra, (1998), Visitor Management – Case Studies from World Heritage Sites, Oxford: Butterworth & Heinemann.

Thapa, Brijesh, (2007). "Issues and Challenges of World Heritage Sites in Nepal." In: White, R., Carmen, J., editors. World Heritage: Global challenges and local solutions. Oxford, UK: Archaeopress.

UNESCOa, World Heritage Mission Statement, 2000. Retrieved July 4, 2010, from Website http://whc.unesco.org/documents/publi_infokit_en.pdf.

UNESCOb, World Heritage List. Retrieved June 28, 2010, from Website http://whc.unesco.org/en/list.+

UNESCOc, Advisory Body Evaluation. Retrieved July 8, 2010, from Website: http://whc.unesco.org/archive/advisory_body_evaluation/482.pdf

van der Aa, Bart J.M., "Preserving the Heritage of Humanity? Obtaining World Heritage Status and the Impacts of Listing." PhD dissertation, Groningen University, 2005.
Weiler, Stephan and Seidl, Andrew (2004), "What's in a Name? Extracting Econometric Drivers to Assess the Impact of National Park Designation," Journal of Regional Science, Vol. 44, No. 2., pp 245-262.
Whitt, Joseph A., Jr. (1996), "The Mexican Peso Crisis," Federal Reserve Bank of Atlanta Economic Review, 81,1, 1, p 1.

6 Figures

	Site	Year Inscribed
1	Historic Center of Mexico City and Xochimilco	1987
2	Historic Center of Oaxaca and Archaeological Site of Monte Alban	1987
3	Historic Center of Puebla	1987
4	Historic Town of Guanajuato and Adjacent Mines	1988
5	Historic Center of Morelia	1991
6	Historic Center of Zacatecas	1993
7	Historic Monuments Zone of Queretaro	1996
8	Historic Monuments Zone of Tlacotalpan	1998
9	Historic Fortified Town of Campeche	1999
10	Protective Town of San Miguel and the Sanctuary of Jesus Nazareno de Atotonilco	2008

Figure 1. Mexican World Heritage Cities in by Year Inscribed.

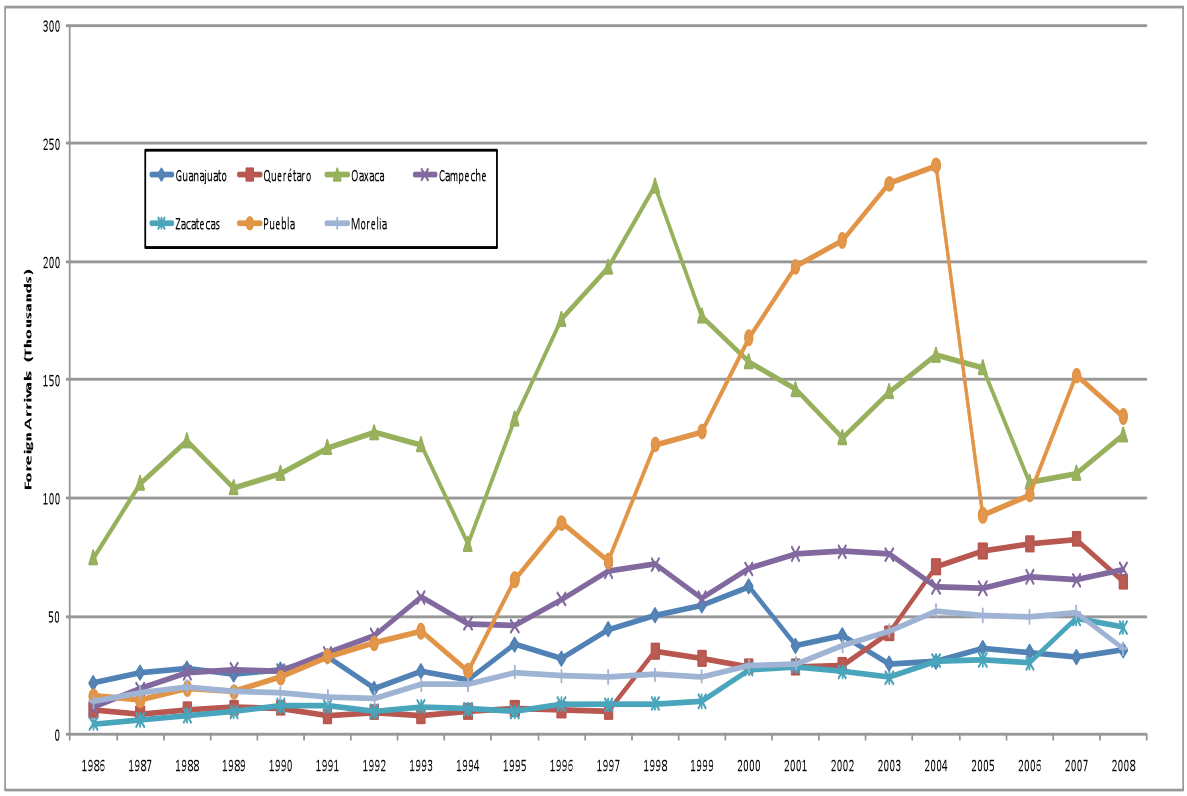


Figure 2. International Arrivals to Select Mexican World Heritage Cities by Year: 1986-2008. Source: SECTUR, for dates noted.

			Coefficients			
City	Year Inscribed	Year At Which Dummy = 1 *	Dummy -- World Heritage Designation	Pesos per SDR	Number of Rooms	World Tourism
Campeche	1999	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Guanajuato	1988	1995	21.7	-0.4	-5.8	-0.1
Morelia	1991	1999	8.8	0.4	14.2	0.5
Oaxaca	1987	1988	41.2	10.7	3.7	-33.1
Puebla	1987	1995	88.7	-5.6	9.1	25.6
Queretaro	1996	2002	18.8	0.2	30.2	-2.8
Zacatecas	1993	1998	8.9	-0.7	3.3	4.6

* Year at which the dummy variable for World Heritage designation as a value of 1 and generates a coefficient significant at a 95% confidence interval.

Figure 3: Summary results for exploratory analysis.

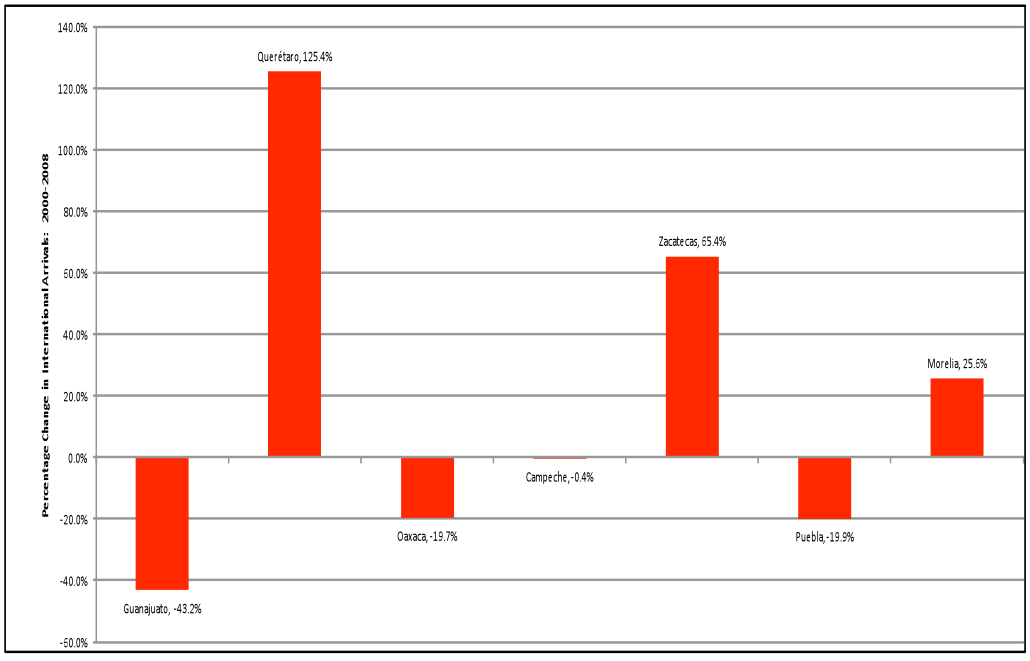


Figure 4: Trend in International Arrivals for Select Mexican World Heritage Cities: 2000-2008. Source: SECTUR, for dates noted.

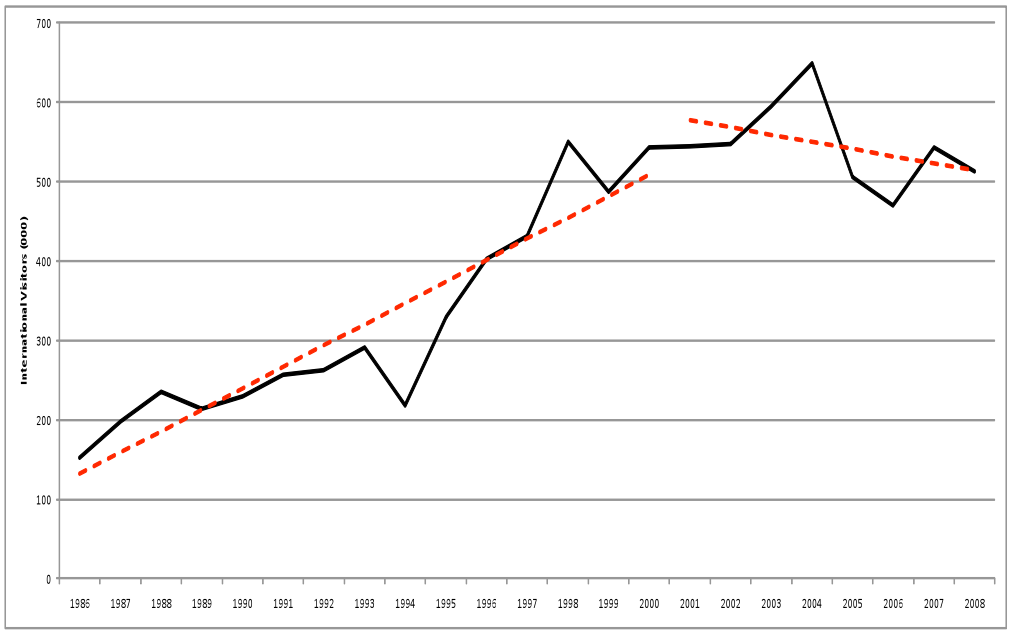


Figure 5: Total International Visitors to Select Mexican World Heritage Cities: 1986-2008. Source: SECTUR, for dates noted.

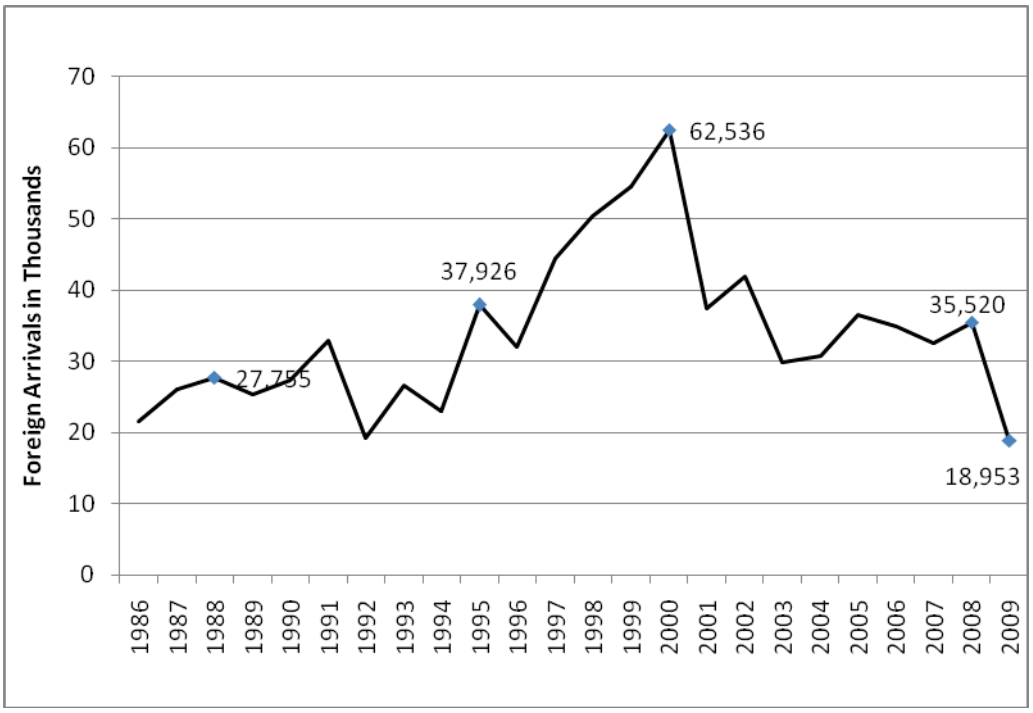


Figure 6: International Arrivals to Guanajuato between 1986 and 2009. Source: SECTUR, for dates noted.

Figure 7: Guadalupe Mine. Photo by author.

Gender and (World) Heritage: The Myth of a Gender Neutral Heritage

Sarah Ellen Shortliffe
(Brandenburg University of Technology Cottbus)

Sarah Ellen Shortliffe
World Heritage Studies
Brandenburg University of Technology Cottbus
Faculty of Architecture, Civil Engineering and
Urban Planning
Postfach 101344
03013 Cottbus
Germany
Email: sarahellen@rogers.com

Gender and (World) Heritage: The Myth of a Gender Neutral Heritage

Abstract:
The increasingly important role of heritage in a globalized world has brought attention to the heritage sector's current *modus operandi* and has led to a questioning of the values that it espouses. The shift from a heavily Euro- and architecture centric definition of heritage to a definition which encompasses a broader interpretation of history has allowed for multiple voices and has made room for a heritage which is representative of the stories and experiences of those who did not previously fit into the "white European male" heritage mould. The increasing concern for Indigenous Heritage as well as more modern forms such industrial heritage marks this shift, a shift which has also affected UNESCO and the application of the *Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage*, adopted by UNESCO at its General Conference in 1972. Despite this democratization of heritage, gender is an area into which the heritage field has not yet fully ventured and yet it is an important factor in the many facets of the heritage sector.
This paper questions the current gender blind approach to heritage by asking whether gender should be considered important in terms of (World) Heritage, especially in the areas of site selection, interpretation, marketing and tourism. It offers a look at what impact the lack of gender awareness has on site selection, interpretation and tourism in addition to exploring the ways in which gender bias is manifested within the heritage sector by looking at UNESCO and the World Heritage Convention as well as looking at the role language, interpretation and tourism play in defining heritage sites.

Keywords: Gender, World Heritage, UNESCO, Women, Tourism

Gender and (World) Heritage: The Myth of a Gender Neutral Heritage

1 Introduction

From the earliest conservation attempts to the modern day heritage movement the scope and understanding of heritage has increased and evolved to include ever more aspects of history and culture. The cultural rights of religious and ethnic minorities and Indigenous peoples all around the globe are beginning to receive due attention as are alternate ways of defining heritage. The creation of the *Burra Charter* (ICOMOS 2007) expanded the Eurocentric and tangible heritage focused concept of 'authenticity' to include ideas and issues stemming from Asian perspectives. The Global Strategy launched by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) built upon previous definitions of heritage to include a variety of new themes in areas which may not traditionally have been thought of as heritage, such as industrial sites. Yet despite this trend towards a democratization of heritage one major factor has been continuously overlooked: gender.

The role of gender in heritage has largely been considered irrelevant, something which the lack of literature concerned with this area, supports. Even a long time professional in the field of heritage, familiar with issues of minority and marginalized heritage, did not see the need for such research, stating: "… perhaps women's issues already get a fair go"(Logan 2007). If a "fair go" means more than mere tokenism then it can be argued that "women's issues" more often than not do not "get a fair go. Gender plays an important role in different areas related to heritage such as policy development, site selection, interpretation and tourism. In order to make gender visible so that change can occur a holistic approach to mainstreaming gender within the heritage field and within the UNESCO World Heritage program is required. From the major heritage documents to scientific research, interpretation and tourism there exists a serious lacuna in terms of understanding the role that gender relations play in the heritage field. Heritage is not gender neutral and therefore gender as an analytical category must be taken seriously and effective gender mainstreaming initiatives must become the norm instead of the exception [1].

1.1 Methodologies and Methods

While there are scant resources directly dealing with gender and heritage some efforts have been made to broach the subject, especially in areas related to heritage. Cultural, tourism and environmental and development studies have many interesting contributions concerning gender. Much work has also been done within UNESCO and the UN in terms of publications regarding women and gender though tellingly no publications were found discussing gender

[1] Throughout this paper the term 'women' is often used instead of the term 'gender'. This is not because the terms are considered interchangeable but because the negative impacts of gender roles and gender relations are often best illustrated using women as examples, this however, should not be understood to imply that women are the only gender negatively affected or limited by existing gender roles; the cultural ideals of what it means to "be a man", something often represented in museum and heritage interpretation, can also limit and have a negative impact upon men. The term 'women' is also used because women are more often the victims of marginalization and stand to benefit the most from efforts to increase their visibility in the heritage sector.

and heritage, aside from one document dealing with gender and intangible heritage. The research used for this paper is predominately based on literature from a variety of disciplines and from a variety of print media; journals, books, UN and UNESCO documents. The theoretical backbone of this work is based on feminist epistemologies but does not rely on one specific school of thought as it is informed by post modern feminist as well as liberal, cultural and radical feminist thought[2]. Analytically, one specific method was not employed but the work was informed by various content analysis frameworks including, but not limited to: critical discourse analysis, gender analysis frameworks as created for the international development field and gender and development theories.

2 Gender and Heritage: Policy, Research, Interpretation and Tourism

2.1 UNESCO and Gender

UNESCO's mandate of promoting education, science and culture ensures that there are high expectations for the support and advancement of women's rights. Due to its work in the fields of education, science and culture, UNESCO is seen, by the world and within the UN system, to be in a position to address gender and women's rights in a broad way (UNESCO 2000). In some ways UNESCO does live up to these expectations. There is a clear interest in advocating and affirming women's rights. Various publications exist covering topics such as gender neutral language, how to conduct gender trainings and a *Passport to Equality* which contains information regarding the *Convention for the Elimination of All Forms of Discrimination against Women* (CEDAW). UNESCO offices also have individuals who are assigned to act as *Gender Focal Points* within their unit. The *Focal Point's* job is to encourage and assist gender awareness, to organize gender trainings and to answer questions related to women and gender in terms of projects and the Organization (Ruprecht 2005).

[2] I, like many other feminists do not subscribe to one 'school' of feminist theory but rather am influenced by various aspects of different schools. The second wave feminist schools such as liberal, cultural and radical feminism are the foundations upon which my understanding and appreciation of third wave feminism, namely postmodern feminism is built. A short description should highlight when which modes of thought from the different schools are employed: *Liberal feminism* takes its influence from Enlightenment thought and focuses on the use of rational, critical and objective thinking. An important belief is that women deserve equality because they have the same capabilities as men. Oppression is seen to stem from rigid gender roles and the erroneous belief that women are less capable than men. *Cultural Feminism* focuses on the special abilities and qualities of women and aims to reinstate the value of women's nurturing roles and use these roles to solve problems. It challenges the belief that women must think like men in order to succeed and places value on female ways of knowing. *Radical Feminism* emphasizes social transformation (ex. of the heritage field) and aims to transform cultural values. It also underlines the oppression of women as a potent form of oppression and suggests that patriarchy controls women's bodies, which influences all aspects of social interaction. Much attention is also given to the way in which research is affected by this patriarchal rule. *Postmodern Feminism* looks at language as a source of oppression and aims to deconstruct gender and gender relations in order to discover the sources of oppression. It also is somewhat more open to relativism though this is a slippery slope, especially when dealing with culture. For more information regarding feminist schools of thought see: Zerbe Enns, Carolyn and Ada Sincore. "Feminist Theories". 469-480. in Worell, Judith, Ed. Encyclopedia of Women and Gender: Sex Similarities and Differences and the impact of Society on Gender, vol. one. San Diego: Academic Press, 2001.

UNESCO also provides online access to these and additional materials online[3]. However, despite these commitments to women's rights and advancements in mainstreaming gender there remain areas, most notably in the World Heritage Section, which have not kept up.

2.2 Gender and World Heritage

There are many indications that UNESCO is aware of gender mainstreaming issues and the lacunae which exist within the organization. The *Gender Mainstreaming Implementation Framework for 2002-2007* (GMIF) makes it clear that "a profound transformation of the structures and systems, which lie at the root of subordination and gender inequality, is required" (Ruprecht 2005). In order to incite change the "hidden biases" which impede women and men from achieving equality must be uncovered and brought to light (Ruprecht 2005). One of the most important aspects of the GMIF is that one of its guiding principals is Recognition. Before change can occur and gender sensitive approaches and projects can be carried out it must be recognized that "Gender issues permeate all aspects of international co-operation…" and that "Acknowledging this fact is necessary to tackle the systematic barriers to gender equality" (Ruprecht 2005). The idea that it is essential to recognize that gender plays a role in all areas of UNESCO is extremely important.

In a study conducted by Dr. Sophia Labadi which analyzed nomination dossiers submitted for inclusion on the *World Heritage List* it was discovered that women were being marginalized. Labadi points out, that this might suggest that women were not major players or important figures in terms of the nominated sites, however Labadi also revealed that contemporary women were being marginalized as well. In the nomination dossiers included in the study only two female academics were quoted in comparison to 15 male academics. In situations where female researchers or academics were involved with a particular site, contemporary male specialists were still given more credibility (Labadi 2007). Another issue revealed through the study was the fact that the sites being nominated were most often associated with historical men or successful male entrepreneurs, especially in the case of industrial heritage. When women were mentioned they were solely from privileged economic backgrounds and were "…with few exceptions, described in a neutral way…" while "…famous men tend to be described in a more positive and praiseworthy manner." The way in which men are presented provides a stereotypical definition of masculinity which is marked by power, success and admiration. In addition to this, it is primarily men from the middle and upper economic classes who are included in the nomination dossiers. This version of history, which focuses on "…heroism, power and grandeur…exclude other dimensions and histories" (Labadi 2007). This one-sided presentation of the past is not only harmful to women, who do not see themselves reflected in history, but also to men, who are presented with specific ideas of what it means to be a man; where does the differently-abled male visible minority from a lower socio-economic class find himself in this limited definition of masculinity? The fact that gender is so clearly present in the nomination dossiers, whether it be through omission of women or women's stories and achievements or through the support and propagation of the myth of the "real male"(Labadi 2007), it becomes difficult to accept that World Heritage is gender neutral.

In order to lift the veil of gender neutrality analysis is required in all heritage related areas with the goal of balancing the "voices" of heritage. Language is a key factor in "balancing" these voices. Analysis has shown that gender neutral language has often been used to avoid discrimination however this can actually conceal the fact that it may not represent all members of a group thus privileging the opinions and interests of the dominant

[3] www.womenwatch.org and www.unesco.org/women

group, generally males. Gender neutral language can also act as camouflage for gender blindness. In research the use of gender neutral terminology often hides the fact that no analysis of gender and social relations has been undertaken, not only because of scarce resources but also because researchers are often not aware and do not take into consideration that differences in responsibilities, preferences and perceptions exist due to gender. Due to gender blindness within institutions, organizations, communities and among individuals, gender "…is either ignored or overlooked" (Vernooy 2006). This lack of acknowledgement of the role that gender plays in research was noticed early on in the development sector which is far ahead of the heritage sector in terms of gender awareness. Development projects were thought to affect women and men in the same way which often led to negative outcomes for either one or both sexes. It is only within the last decade that more attention has been paid to the role that gender plays in development and which has led to the increased visibility of women within this sector (Wilkinson and Pratiwi 1995). Unfortunately, it seems that the heritage sector has been slow to realize the value and necessity of taking gender into consideration. Labadi's analysis revealed additional values which have suffered marginalization in the nomination documents, among them are the lower-socio economic classes, local populations and women (Labadi 2007). This discovery echoes the observation made by Jane Austen that history is "…the quarrels of popes and kings…and [there are] hardly any women at all…" (Austen 1993).

2.3 Gender Analysis and Power

The explicit inclusion of women and the recognition of gender as inseparable from culture would be a major step towards having a truly diverse representation of cultural heritage. Reports and documents such as *Our Cultural Diversity* which do recognize the importance of gender provide hope that changes will occur in terms of World Heritage and in the heritage sector in general. However, gender is an extremely sensitive topic. Documents such as the *Universal Declaration on Cultural Diversity* often mention the rights and value of minority and Indigenous culture yet fail to mention women or gender. Those in favour of gender neutral documents may argue that women are implicitly included, yet the evidence presented does not support this argument and it leads to the suspicion that gender or women may not be mentioned because of conscious or unconscious resistance to changes in the status quo and for fear that female empowerment threatens male privilege. Bureaucratic resistance to women's programmes or special initiatives to empower women often meet more opposition then new mandates or changes in other areas for just those reasons (Moser 1993) and UNESCO is almost certainly no exception. It should be noted that UNESCO as well as its advisory bodies, ICOMOS, IUCN and ICCROM all have their headquarters in Europe: UNESCO and ICOMOS in Paris, IUCN in Gland, Switzerland and ICCROM in Rome. So while they represent international organizationd they cannot avoid being influenced by their cultural surroundings. The explicit inclusion of Indigenous and minority rights is something which is perhaps more comfortable for these "European" institutions than gender. A certain distance can be placed between 'them' and 'us' meaning the minority or indigenous groups and those belonging to the majority; in this case predominately male Europeans. In no way does this suggest that non-Europeans are not involved in the drafting of these documents and in decision making but it does suggest that despite a variety of influences, being located in Europe and having a history of employing European modes of thinking create a situation which lends itself to Euro-centrism[4]. Any discussion of gender and any transformation in this

[4] The best example of that is the need for the Global Strategy due to the use of criteria which favoured the listing of European and Christian sites on the World Heritage List.

area "…inevitably disrupts the patterns of identity of both genders and touches upon issues of dominance (and hence power)" (Moser 1993). With changes to gender relations and the empowerment of women there can be no distance placed between 'them' and 'us' because the relationships are symbiotic. There can be no 'man' without 'woman' and vice versa because the roles and values ascribed to each gender are dependent on those ascribed to the other. It is therefore much easier to discuss minority and indigenous rights because it does not automatically imply change or shifts in power for the dominant group.

2.4 Gender Blind Research and Site Interpretation

It is not as easy as only recognizing gender bias and then adding women; the areas in which gender bias is manifested, whether through gender blindness or through blatant discrimination, must first be identified and action must be taken at those levels. Language is one area in which bias is manifested but is not the only one. Scientific research which leads to the identification of new sites and new information is just as interesting and important in terms of gender. Research will inform not only which sites are selected and listed but also the information which is presented and then interpreted. So just as gender neutral or gender-bias language plays a role in the heritage sector so does gender blind research, especially in the area of interpretation.

Site interpretation is dependent on research to provide the information upon which it is based and bias in this research and in the subsequent interpretation of the research is another factor contributing to the marginalization of women's history. The belief that the use of scientific methods can "…eliminate biases and yield the 'truth' about the past" (Read 1996) is highly questionable as it has been noted by researchers using a gender perspective that traditional approaches are in fact "…not scientifically 'objective'" and that "…they generally ignore women's knowledge by showing bias towards the male perspective" (Beetham and Demetriades 2007). The issue of bias in research has received far more attention in the fields of development and environmental conservation then in heritage because issues of access to information based on gender play a very important role. Male researchers may not have access to women informants because of cultural restrictions or it may be taken for granted that the males represent the family. In addition, women's own lack of experience working with researchers, and/or limited mobility can also lead to biased research results (Howard 2003). While the previous issues relate more generally to field research, historical research provides a plethora of areas in which gender bias can manifest itself. History as written is rife with gender bias because "…ideas about gender are woven into the very fabric of history, running beyond the mere presence or absence of women" (Read 1996). That is why the accurate interpretation of historical sites is of vital importance in achieving a more balanced and equitable heritage.

The dominant discourse regarding history and heritage plays a key role in terms of research and interpretation. The ideas, beliefs and concepts which come to be taken for granted regarding gender and are accepted as knowledge or fact, necessarily influence all aspects of research and interpretation. Underlying this dominant discourse are issues of power which may inhibit equal participation within the heritage field. Those whose understanding of heritage runs contrary or which deviates from the dominant discourse will be excluded (Waterton, Smith and Campbell 2006). One might consider if this is the case with women's heritage; the dominant discourse provides an understanding of heritage which is predominantly male and which relies on the creation of history through great feats and which marginalizes the more intangible aspects of heritage and the more everyday acts of living It is this discourse which then acts as a normative force which grants authority to certain voices and to certain 'truths'. Discourse, of course, is not something static but is rather something

which not only sustains and legitimizes the status quo but also changes it (Read 1996). The introduction of women's studies and gender studies has worked to change the statues quo, if only ever so slightly, which creates the possibility for women's history to emerge from the sidelines through the development and acceptance of a more gender-sensitive heritage discourse. These changes to the dominant discourse have also allowed for changes in the area of research which move away from the assumption that 'traditional' research methods "…are essentially benign and gender neutral" (Beetham and Demetriades 2007).

Changes to traditional research methods would provide more opportunity for women's histories to be discovered and their voices to be heard. There must be a move away from accepting research as something which is apolitical and gender neutral. Every decision that the researcher makes informs the version of facts and the stories which will be presented and told (Beetham and Demetirades 2007). The application of changes to research can provide new insight into histories in which women were absent or misrepresented. In Australia new research has revealed that Aboriginal women play major roles in spiritual life both in ceremonial functions and in land management. This revelation is contrary to previous research in which it was exclusively Aboriginal men who were interviewed and the assumption was made that women did not play an active part in these areas. In another example, it has been discovered that female convicts shipped to Australia made vital contributions to the work force and were also independent and active in the areas of farming, industry and within their communities. This presents a very different picture of female convicts who were all previously assumed to be prostitutes (Cowley 2001). Gender is not only important for the way in which research is carried out and interpreted but also for the way in which women and men and represented within heritage sites. This is an issue which gains additional importance when tourism to is taken into consideration.

2.5 Tourism, Representation and Heritage

Increasing tourism is not a goal set out by the World Heritage Convention yet it is something which may accompany the listing of a site and therefore the changes it can bring merit consideration in terms of gender issues. Tourism is based on social relations and complex interactions informed by different realities and experiences and gender is one aspect of these social relations and interactions which are "…are often hierarchical and unequal." And because they are hierarchical and unequal women and men "…are involved differently in the construction and consumption of tourism". The same can be said of the different roles which the visitor plays in comparison to that of the host. The dominant gender discourse informs the way tourism, is marketed, the motivations that visitors bring with them as well as the behaviour of the hosts (Swain 1995).

The way in which tourism is marketed and presented to tourists is very much related to the way sites are selected, the way they are interpreted and the representations which are provided. Despite these connections, the role of gender in "…both the representation and consumption of heritage places and products" has not been widely acknowledged (Aitchison 2001). Gender is manifested in several important areas of tourism: in employment and in the marketing of sites to visitors as well in issues of preservation of cultural practices. In terms of tourism employment, gender plays a very important role. Cara Aitchison categorizes tourism as the "…most sex-segregated industry or the world's most sex role stereotyped industry"(Aitchison 2001). Within the tourism industry often the only jobs available to women are those which do not challenge the roles considered appropriate for women, such as housekeeping, food and sexual services, something Maria Mies has termed the "housewifization of labor" (McKenzie Gentry 2007). Tourism has been associated with globalization and the homogenization of culture; something which could have created space

for a break down and challenging of traditional gender roles and constraints but instead, contemporary tourism development has "…served to strengthen, rather than destablise, gendered representations of space and place alongside notions of nationalism and bounded cultural identity" (Aitchison 2001). This gendered employment is significant in terms of heritage in that it necessarily affects the way in which a heritage site is experienced and consumed by visitors as well as reinforcing the local and international notions of gender appropriate work and the intensification or re-creation of cultural identities. Aitchison stresses that "…tourism needs to be considered…as a powerful cultural form and process which both shapes and is shaped by gendered constructions of space, place, nation and culture" (Aitchison 2001).

These gendered constructions inform the way in which sites are marketed and the way in which the culture is represented. Tourism studies has raised the issue of the "...masculinity of the abstract 'tourist' subject" (Swain 1995). In the same way that women are the "…unintended *readers* of history…" they are also the unintended tourists. Men are assumed to be both the "…'readers' as well as the 'actors' of history…"(Read 1996) in the same way that the tourist subject is assumed to be male. The masculinity of the abstract tourist becomes visible through the analysis of the way in which heritage sites are marketed. Sites, especially natural sites, are marketed as 'feminine'; something wild to be conquered. This is also true for sites in host societies which differ from the visitors in terms of colonial history, race/ethnicity or economic and social status (Read 1996). In the same way that representations of women and men in museum exhibits or at heritage sites uphold and reinforce dominant historical and contemporary views of gender roles, marketing and tourist information brochures are often full of very gendered representations. The "…representations of men [are often] associated with action, power and ownership, while women are associated with passivity, availability and being owned." Women also represent the exotic 'Other' and in this way the tourism industry reinforces gender stereotypes (Read 1996). Tourism not only reinforces gender stereotypes, but also the dominant history discourse that men are the 'actors' of history while women are either ignored or are presented as objects whose bodies and images serve as representations of male ideals. According to Linda K. Richter;

"…the *impact* of tourism continues to socialize generations to the importance of what men have done while women are ignored or immortalized on postcards, nutcrackers and T-shirts" (Richter 1998).

It is this *impact* which must be taken into consideration in the heritage field. Tourists come to expect certain behaviours from the host community based on various factors; cultural stereotypes, the historical relationship of the guest's nation/ethnicity with the host community, economic status and on the marketing of the site and space. Many of these expectations are based on hierarchical and gendered notions of the 'Other', in fact this search for the 'Other' is often a major motivating factor for travel (Aitchison 2001). Women, who are often seen as the "bearers of culture", frequently become "…caught in the paradox of authenticity…" that results from heritage and cultural tourism. They are expected to maintain tradition without modification and yet are also supposed to be attractive to tourists (Abbott Cone 1995). Individuals who choose to challenge these stereotypes are often met with strong resistance, with arguments based on appropriate gender behaviour or the sanctity of culture. An example of this can be found in the heart of the World Heritage city Venice in Italy. In 2007 a woman of German and Algerian decent was given a permit to steer a gondola in the canals of Venice, a position which had been exclusively male since its inception, in fact fathers often pass the trade down to their sons. While many applaud the move, the other gondolier operators are opposed to opening the trade to women because they fear it will destroy their cultural tradition. One gondolier is quoted as stating that "…it is a question of

skill and not gender" and he also states that "Being a gondolier is a tradition and it is very difficult work." The assumption that women are not fit for such "difficult work" is as clear as the fact that gender does in fact matter to the gondoliers because allowing a female gondolier flies in the face of tradition. Another argument given against the female gondolier is that it is also a question of aesthetics, in that gondoliers wear the black-and-white striped shirts just as their forefathers did, however it is not explained why this would pose a problem for a woman (Kiefer 2007). The real question is not whether a woman has the strength or the skill, for surely there are women who do, or that it has to do with aesthetics, for women are often employed *for* aesthetic reasons, but rather it has to with what may be perceived as an attack on the appropriate roles for men and women as well as an attack on tradition, a tradition which is very important for the "authenticity" of culture for tourists. Tourists have expectations conditioned by marketing campaigns which often do not present the culture 'authentically' and local peoples' behaviour becomes conditioned by the expectations of the tourists (Alsayyad 2001) often leading to the 'carnivalization' of their culture.

3 Final Analysis

World Heritage represents the legacy of humanity's and nature's greatest achievements. It is presented as an exclusive club on the one hand but it is also presented as something inclusive, something which breaks down boundaries; regional, national and even religious, on the other. World Heritage is the inheritance of all humanity but "if we entertain the ideas of heritage and inheritance then we must also acknowledge the possibility of disinheritance…" (Saltmarsh 2006). Disinheritance occurs when members of society are marginalized and their contributions to history ignored. Women should not be disinherited of their heritage. In light of the burgeoning awareness of the importance of Indigenous and minority heritage the dominant heritage discourse may have expanded the definition of 'history makers' from 'white male' to 'male', but the 'other' sex still finds no space within this definition. It has been written in reference to culture that "culture has terrific power. We stand in awe of what our fellow men have done and can do" (Boniface 1995). This statement could not be more true; at heritage sites around the world tourists and locals alike, stand in awe of what *men* have done and yet as has been pointed out, women have always been at least half of history, so why does the opportunity to stand in awe of what they have done rarely exist?

The answer to this question should at this point be clear. The effects of gender blindness are far reaching, not only for women but also for men. This is not a problem which only affects the heritage sector, the lack of gender awareness in heritage and more specifically World Heritage, is merely a product of the society in which it was produced. The dominant discourse which posits man as the neutral subject rejects the possibility that women be included, *unless* specific steps are taken, for neutrality in language and actions often hide a male perspective. The blinders must be removed and gender acknowledged in the field of heritage. It has been shown that 'neutral' is not really neutral and that gender relations are the foundations upon which all other relations are built. The consequences of this are that history and heritage are products of these gender relations and are products of the dominant discourses of their time. Gender blindness and male bias permeate all aspects of (world) heritage from the selection of sites to the language and the images presented in the interpretation and representations of the site and in tourism.

While the situation may seem bleak positive steps have already been taken. The mainstreaming of gender within organizations is a small but powerful step in this direction, the fact that gender has been a topic in the fields of education, development and environment

for decades suggest that the heritage field may also open to change. In fact the first signs of change can be observed at the local level. In Australia, Canada[5] and the United States (Cowley 2001) women's heritage is beginning to be included on traditional heritage lists and new research by women's history academics is beginning to correct the under-representation and misrepresentation of women in history (Cowley 2001). In terms of World Heritage, some steps have also been taken to address gender and women at sites around the world.[6] A diverse and equitable heritage can only be achieved by expanding the definition and understanding of heritage to include this wide array of realities and experiences. The 'historical truth' must be replaced by 'historical truths'.

The need for change within the World Heritage system is clear. As a leader in heritage issues change within its operations may act as a catalyst for change within the entire heritage field. The inclusion of women's experiences, stories and contributions to the importance of a site should be valued and explicitly encouraged in the nomination dossiers. In addition, the use of gender neutral language in partnership with gender disaggregated statistics and gender specific language, when appropriate, should be encouraged. Further research might also reveal ways in which to construct a type of gender analysis framework suitable for heritage sites which would ease the mainstreaming of gender into heritage and tourism management, and the interpretation and representation of sites, for heritage professionals and site managers. It would also provide a tool to better understand the site specific effects of gender and gender relations and therefore allow for more appropriate decision making, especially in dealing with living heritage sites. It is important to note however, that it is not just about simply *adding* women to an existing framework, but about changing the framework to recognize that the heritage of humanity must represent both men and women. It is about writing women back into history as opposed to merely adding them on as a footnote. The analysis and suggestions which have been discussed and presented aim not to position men against women, but rather aims to look at the way in which gender and the dominant gender discourse inform the field of heritage. Looking at heritage through a "gender" lens is not about asking different questions, but about asking the same questions differently (Kabeer 1999).

Bibliography

Abbott Cone, Cynthia. (1995) "Crafting Selves: The Lives of Two Mayan Women", Annals of Tourism Research, Vol 22, No. 2, pp 314-327.

Aitchison, Cara. (2001) "Heritage and Nationalism: Gender and the Performance of Power", in Crouch. pp 59-73.

Alsayyad, Nezar Ed. (2001) Consuming Tradition, Manufacturing Heritage: Global Norms and Urban Forms in the Age of Tourism, London: Routledge, pp 4 and 17.

Austen, Jane. (1993) Northanger Abbey. Ware, England: Wordsworth Editions, pp 113.

Beetham, Gwendolyn and Justina Demetriades. (2007) "Feminist Research Methodologies and Development: Overview and Practical Application", Gender and Development, Vol 15, No. 2 pp 99-216.

Boniface, Priscilla. (1995) Managing Quality Cultural Tourism, London: Routledge, pp 5.

[5] Parks Canada has a section of their internet site devoted to women's history for more information see: www.pc.gc.ca/progs/lhn-nhs/femmes-women/index_E.asp.

[6] One example is from the Genderinstitut Gotland in Sweden which has undertaken a twinning partnership with the World Heritage Site, Old Stone Town in Zanzibar, Tanzania and Visby, Sweden. The project entitled "(Re)claim women's space in World Heritage" was financed by the Swedish International Development Agency (SIDA) for a three year period from 2004-2007.

Crouch, David. (2001) Leisure/Tourism Geographies: Practices and Geographical Knowledge. London: Routledge.
Cowley, Jill. (2001). "Place and Gender: Applying Gender Theory to the Documentation and Management of Cultural Landscapes". CRM Cultural Resources, Vol 7, pp 37-40.
Howard, Patricia L. Ed. (2003) Women and Plants: Gender Relations in Biodiversity Management and Conservation. New York: Zed Books, pp 21.
ICOMOS Australia. Burra Charter, (1999). 4 November 2007.
http://www.icomos.org/australia/burracharter.html.
Kabeer, Naila. (1999) Introduction. "From Feminist Insights to an Analytical Framework: An institutional Perspective" in Kabeer and Subrahmanian, pp 3-48.
Kabeer, Naila and Ramya Subrahmanian, eds. (1999) Institutions, Relations and Outcomes:
A Framework and Case Studies for Gender-Aware Planning, London: Zed Books.
Kiefer, Peter. (2007) "Woman defies Venetian tradition in struggle to pilot a gondola", International Herald Tribune, 8 June 2007, 10 May 2007, http://www.iht.com/articles/2007/05/10/news/journal.php.
McKenzie Gentry, Kristine. (2007) "Belizean Women and Tourism Work: Opportunity or Impediment?", Annals of Tourism Research, Vol 34, No. 3, pp 477-496.
Moser, Caroline O.N. (1993) Gender Planning and Development: Theory, Practice and Training. New York: Routledge pp 109-110.
Labadi, Sophia. (2007) "Representations of the nation and cultural diversity in discourses on World Heritage". Journal of Social Archaeology .Vol 7. No. 4, pp 147-170.
Logan, William. "Advice". E-mail to the author. 4 April 2007.
Read, Barbara. (1996) "Historical Representations and the Gendered Battleground of the 'Past': A Study of the Canterbury Heritage Museum", European Journal of Women's Studies Vol 3, pp 115-130.
Richter, Linda K. (1998) "Exploring the Political role of gender in tourism research", in Theobald, pp 391-404.
Ruprecht, Lydia. (2005) Handbook for Gender Focal Points in UNESCO National Commissions. Paris:UNESCO-BSP, pp 6, 22.
Saltmarsh, David. (2006) "Celebrating heritage and the female orphan school", International Journal of Heritage Studies, Vol 12, No. 6, pp 536-550.
Swain, Margaret Byrne. (1995) "Gender in Tourism", Annals of Tourism Research, Vol 22 No. 2, pp 247-266.
Theobald, William F. Ed. (1998) Global Tourism 2nd ed. Oxford: Butterworth-Heinemann.
UNESCO. (2000) Gender Equality and Equity: A Summary Review of UNESCO's Accomplishments since the Fourth World Conference on Women. Beijing: Unit for the Promotion of the Statutes of Women and Gender Equality, pp 10.
Vernooy, Ronnie, ed. (2006) Social and Gender Analysis in Natural Resource Management: Learning Studies and Lessons from Asia. Canada: International Development Research Centre, pp 21.
Waterton, Emma, Laurajane Smith and Gary Campbell. (2006) "The Utility of Discourse Analysis to Heritage Studies: The Burra Charter and Social Inclusion", International Journal of Heritage Studies, Vol 12, No. 4, pp 339-355.
Wilkinson, Paul F. and Wiwik Pratiwi. (1995) "Gender and Tourism in an Indonesian Village" Annals of Tourism Research, Vol 22, No. 2, pp 283-299.

À qui Rhodes ?
Discours d'appropriation et mise en valeur touristique dans la vieille ville de Rhodes (Grèce)

Pierre Sintès
(Université de Provence)

Pierre Sintès
Maitre de conférences en géographie
Université de Provence
Laboratoire TELEMMe
Maison méditerranéenne des sciences de l'Homme
5 rue du château de l'horloge
13094 Aix-en-Provence cedex 2
Courriel : sintes@mmsh.univ-aix.fr

À qui Rhodes ?
Discours d'appropriation et mise en valeur touristique dans la vieille ville de Rhodes (Grèce)

Résumé :
La vieille ville de Rhodes a été classée au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1988 en raison de la grande richesse de son héritage architectural, fruit de l'histoire complexe de cette petite île de Méditerranée orientale, passée tour à tour sous la domination de l'ordre des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, de l'administration ottomane, de l'Italie fasciste et de la République hellénique. Ce classement a offert à cet espace l'opportunité de mettre en valeur son important patrimoine bâti par la rénovation des bâtiments les plus remarquables et par la protection de son authenticité grâce à un arsenal réglementaire, destiné à conserver la labellisation internationale et lui assurer une haute fréquentation touristique.
Mais les différentes opérations visant à la conservation patrimoniale permettent aussi de saisir un discours d'appropriation particulier qui lierait l'histoire de la vieille ville (et de l'île) dans une perspective téléologique, en faisant de Rhodes un espace acquis de toute éternité à une hellénité incontestable. Pourtant, au cœur de la vieille ville, pour des raisons qui tiennent au rattachement tardif de l'archipel du Dodécanèse au territoire de la Grèce moderne en 1947, on retrouve les nombreuses traces de la présence ancienne de minorités religieuses (juive et musulmane). La mémoire de ces dernières était, il y a peu de temps encore, négligées par les politiques de réhabilitation pour des raisons qui tiennent aux caractéristiques de la construction nationale du pays ainsi qu'à l'importance géopolitique et stratégique de Rhodes (proximité de la Turquie, position périphérique du Dodécanèse). Depuis quelques décennies néanmoins, ces discours alternatifs ont connu un indéniable regain de visibilité, auquel le développement du tourisme ne semble pas étranger. Concernant le patrimoine musulman, on observe la rénovation des mosquées menée par les services archéologiques grecs en collaboration avec les programmes de l'UNESCO. Du côté de la mémoire juive, les transformations apportées à la dernière synagogue de l'île par des mécènes importants de la diaspora, et l'instauration d'une journée de commémoration des victimes de la Shoah, sont à l'origine d'un mouvement significatif de tourisme mémoriel.
Ces différentes actions, si elles sont à même de promouvoir un tourisme culturel ou identitaire inconnu jusqu'alors dans l'île, posent de nouvelles questions aux groupes concernés mais aussi aux habitants de la vieille ville organisés en association ainsi qu'aux autorités locales et patrimoniales. Elles permettent enfin d'examiner comment la mondialisation, sous l'effet de la fréquentation touristique et de la large circulation des images et des représentations, semble conduire à une fragmentation accrue des discours et des pratiques.

À qui Rhodes ?
Discours d'appropriation et mise en valeur touristique dans la vieille ville de Rhodes (Grèce)

Introduction

L'île de Rhodes se situe dans l'archipel le plus oriental de la mer Egée, à quelques encablures des côtes turques. Sa célèbre vieille ville médiévale présente un patrimoine architectural unique, témoin de la riche histoire de cette région de Méditerranée. Cet ensemble exceptionnel a connu un classement précoce par l'UNESCO comme site du patrimoine mondial de l'humanité en 1988, ce qui a permis la rénovation des bâtiments remarquables de la cité médiévale, et la protection de son authenticité grâce à un ensemble de réglementations destiné à conserver la labellisation internationale et assurer une haute fréquentation touristique.

Ces différentes opérations visant à la conservation patrimoniale permettent aussi de saisir un discours d'appropriation particulier qui lierait l'histoire de la vieille ville et de la région dans une perspective téléologique, en faisant de Rhodes un espace acquis de toute éternité à une hellénité incontestable. Pourtant, au cœur de la vieille ville, pour des raisons qui tiennent au rattachement tardif de l'archipel du Dodécanèse au territoire de la Grèce moderne en 1947, on peut trouver sans peine les traces de la présence ancienne de minorités religieuses (juive et musulmane) dont la mémoire était, il y a peu de temps encore, négligée par les politiques de réhabilitation. Depuis quelques années, de nouvelles possibilités semblent avoir été offertes à l'expression d'une telle différence par la mise en valeur touristique et les politiques internationales.

Pour en montrer les enjeux, ce texte s'appuiera sur les résultats d'une cinquantaine d'entretiens qualitatifs menés depuis 2005 avec le concours de l'Ecole française d'Athènes, du laboratoire TELEMMe et de la Fondation du judaïsme français, auprès des habitants de la vieille ville, des acteurs de la revitalisation de la mémoire des communautés religieuses minoritaires ainsi que des autorités publiques qui ont accepté de nous recevoir. Leur étude permet de montrer comment, dans un environnement fortement marqué par l'exploitation touristique des monuments historiques, se recomposent aujourd'hui différents discours d'appropriation pouvant s'appuyer les uns les autres, ou au contraire, se confronter. Elle permet aussi d'illustrer comment, dans le contexte général de la globalisation, caractérisée par la mobilité des hommes et des informations, la fragmentation des discours et des pratiques, se réalisent certaines formes de ce qu'Arjun Appadurai nomme « primordialisme » ou « localisme » qui tend à donner une nouvelle vitalité aux identités locales (A. Appadurai 2005).

1. Histoire et mise en patrimoine de la vieille ville

À Rhodes, l'ensemble architectural classé par l'UNESCO se présente sous la forme d'une ville médiévale close par une ceinture de fortifications de différentes époques. Cette vieille cité porte néanmoins les nombreuses traces de la richesse et de la complexité de l'histoire de l'île qui ont contribué à en modeler le paysage.

1.1. Les périodes de formation du paysage de la vieille ville

La forme générale du site est essentiellement héritée de l'époque médiévale, et plus particulière du temps de la domination des chevaliers de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem (1309-1523) consécutive à la chute des royaumes francs de terre sainte. Ces derniers ont bâti au cours de cette période, sur une ancienne fortification byzantine (Luttrel 2003 ; 63), une citadelle (le palais des grands maîtres) et un ensemble urbain fortifié qui représente depuis le cœur monumental de la ville (Kollias 2001). A partir de 1523, la vieille ville connaît le règne des Ottomans comme l'ensemble de la région. Au cours de cette période, des transformations mineures sont opérées dans la trame urbaine avec la destruction de quelques îlots pour des raisons urbanistiques et la réaffectation de certains bâtiments : des églises sont transformées en mosquée, l'hôpital des chevaliers devient une caserne (Matton 1966). La marque du règne ottoman s'imprime surtout dans l'espace rhodien par la construction de nouveaux bâtiments monumentaux : des mosquées (parmi lesquelles la grande mosquée de Soliman construite au XVIe siècle est la plus importante), un imaret (caravansérail), un hammam, une medersa, une bibliothèque et la célèbre tour de l'horloge, typique de nombreuses villes ottomanes du XIXe siècle.

Mais cette période est souvent aussi présentée comme un temps d'abandon. La ville de Rhodes est en effet déclassée au départ des chevaliers. Elle n'est plus une étape pour les croisades ni pour les pèlerinages en terre sainte et perd son influence dans la région au dépend de Smyrne ou plus tard d'Hermopolis sur la route des détroits (Efthymio-Hadzilacou 1988). Elle s'endort alors dans la torpeur d'une ville de province, chef-lieu administratif d'une wilayet ottomane périphérique et insulaire. A cet abandon s'ajoute des destructions importantes liées à des événements catastrophiques comme l'explosion de la poudrière (originellement l'église Agios Giannis tou Kollakiou) en 1856 qui dévasta les édifices à 300 mètres à la ronde, ou encore le séisme de 1863 qui eut pour conséquence la destruction de la monumentale tour de Naillac qui dominait le port (Kollias 2001). Cela explique comment la vieille ville de Rhodes, telle qu'elle apparait dans les archives photographiques italiennes conservées dans les services archéologiques de l'île, semble être un espace peu entretenu et couvert de ruines au moment où l'Italie s'en rend maîtresse à la faveur des traités qui suivirent les guerres balkaniques en 1912.

Le règne de l'Italie apparaît au contraire comme un premier moment d'administration et de conservation du patrimoine de la vieille ville par la création d'un office de sauvegarde des antiquités archéologiques ainsi que du musée ethnographique et archéologique de Rhodes, mais aussi en raison de toute une somme d'opérations de rénovation ou de sauvegarde puisqu'une partie de la ville est même juridiquement protégée par la loi italienne (Kollias 2001). Mais les Italiens procèdent surtout à des anastyloses ou même à de véritables reconstructions, surtout après la prise de pouvoir des fascistes, dont les plus emblématiques concernent le palais des grands maître et l'hôpital des chevaliers, dont Mussolini voulait faire une résidence d'été pour le roi Victor Emmanuel.

1.2. L'administration grecque et la préservation à usage touristique

Ce n'est donc qu'après la seconde guerre mondiale, et une courte période d'administration anglaise (1946-47), que Rhodes et les onze îles alentours sont intégrés pour la première fois à l'Etat grec moderne le 7 mars 1947. Le nouvel administrateur des lieux a pour objectif premier de redonner à la vieille ville un aspect fonctionnel en la débarrassant des ruines qui l'encombrent suite aux bombardements qui l'avaient touchée. A cette époque, la ville voit l'installation de nombreux réfugiés venus des îles environnantes. Ces derniers mènent au sein de la ville médiévale des activités agricoles de culture et d'élevage, surtout

dans le fossé. L'adaptation de la vieille ville à cette fonction d'habitation pour sa nouvelle population est la priorité des autorités jusque dans les années 1950-60 avec l'établissement d'un plan directeur de circulation automobile en 1954, puis la construction des égouts en 1955. Mais parallèlement à cela, le souci de la préservation, dans un but affirmé de développement touristique, se fait jour avec la mise en place de lois de protection. Dès 1947, l'autorité générale du Dodécanèse interdit la construction sur les lieux laissés vides par les bombardements avant que la vieille ville ne soit déclarée « espace à sauvegarder » en 1960. En 1980, le « plan d'intervention total » est promulgué. En 1985, un « bureau de la conservation et de la réhabilitation de la vieille ville de Rhodes » est doté d'une subvention d'un million de drachmes pour la période 1985-1990 (Kollias 2001). Cette création est fondamentale car on y voit pour la première fois se conjuguer les efforts des différents acteurs institutionnels que sont l'Ephorie des antiquités byzantines, le Ministère de la culture et la Municipalité de Rhodes. Elle vient concrétiser à Rhodes le nouveau souci de préservation du patrimoine architectural que la Grèce a manifesté en signant les accords de Grenade en 1984 (Manoussou-Della et Dellas 2007). Ces efforts sont récompensés par le classement de la vieille ville en 1988. Une telle décision, et les précédentes, affirme à Rhodes la prise de position d'une nouvelle élite d'administrateurs culturels, souvent formée à l'étranger, et soucieuse d'instaurer les démarches de la préservation dans le pays.

La protection de la zone s'appuie désormais sur un arsenal réglementaire destiné à en préserver le cadre bâti et un nouveau plan directeur d'urbanisme est réalisé en 1987. Au cours de la période, les restaurations – qu'il faudrait peut-être plutôt appeler par leur vrai nom de reconstruction ou de réaffectation, se succèdent à Rhodes à toutes les échelles. La plus importante s'achève à l'été 2000 par l'ouverture de la promenade archéologique des fossés qui courent aux pieds des remparts qui servaient jusqu'alors de lieu de production et de commercialisation de fruits et légumes, puis de parking. Mais aussi, pour les plus visibles, ce sont le palais des grands-maîtres et la mosquée de Soliman qui connaissent une rénovation d'importance dans les années 1990. Les problèmes principaux, tels qu'ils sont toujours exposés par les autorités municipales concernent désormais la question de l'équipement (les réseaux souterrain d'égouts, d'électricité à moderniser), la circulation automobile ainsi que les conflits d'usages entre activités commerciales, fonction d'habitation et tourisme. Car le tourisme est bien désormais l'une des activités principale de la vieille ville. L'île en elle-même est une destination importante en Méditerranée orientale : l'ensemble du Dodécanèse accueille 20% des nuitées du pays chaque année, Lindos est le second site le plus visité du pays après le Parthénon et la vieille ville de Rhodes attire chaque année 1 250 000 touristes. Les opérations de réhabilitation à plus grande échelle laissent voir l'importance du tourisme dans leur orientation. C'est le cas, par exemple, de l'opération autour de l'hospice Sainte Catherine qui a gagné le prix de l'association Europa Nostra en 1997 et qui met en scène le bâtiment comme un musée à ciel ouvert, plutôt qu'elle ne valorise son intégration dans le tissu économique de l'ensemble urbain ni n'améliore les conditions d'habitation pour les riverains.

2. Une mise en valeur patrimoniale orientée ?

Les modalités de la réhabilitation pourrait aussi être interrogées au regard de la réalité historique de l'île. Considérer de la sorte, les différentes opérations de restauration ne permettraient-elles pas de saisir un discours construit à partir d'un point de vue partial ? En effet, compte tenu de cette histoire particulière, faite d'annexions successives, de mouvements de population et d'irrédentisme, la réhabilitation patrimoniale telle qu'elle se présente semble porter la marque d'une volonté d'appropriation d'un espace longtemps contesté à l'hellénisme. Un observateur attentif pourra en effet trouver les nombreuses traces de la

présence de minorités religieuses, qui étaient même les seules à occuper la vieille ville pendant les siècles de domination ottomane et l'administration italienne (Matton 1966 ; 67). Pourtant, cette autre pan de l'histoire des lieux n'est que très peu visible si l'on s'en tient aux actions de restauration et de patrimonialisation entreprises par les autorités grecques.

2.1. Les édifices religieux musulmans et la mise en patrimoine

La valorisation du patrimoine ottoman de la vieille ville de Rhodes n'apparaît pas en tant que telle au centre de la politique de réhabilitation. Pourtant la communauté musulmane est encore présente à Rhodes. A cet égard la situation de l'île est particulière en Grèce où les musulmans ont été soumis à un échange de population avec la Turquie en 1923. Or, à cette époque, Rhodes n'était pas concernée car elle était administrée par l'Italie. Cette communauté a donc survécue jusqu'à nos jour où elle représenterait près de 2000 personnes, mais les mosquées parfois imposantes de la vieille ville apparaissent plus comme la trace d'un passé révolu que d'une pratique vivante car elles sont, à l'exception de l'une d'entre elle – la mosquée Ibrahim Pacha – complètement closes.

Pourtant, une enquête plus précise révèle que les musulmans possédaient ici une partie importante des édifices cultuels de la vieille ville. Les raisons sont encore une fois à chercher dans l'histoire particulière de cette région et son rattachement tardif à l'Etat grec. Contrairement à ce qui s'est passé dans le reste du pays, l'autorité religieuse musulmane reconnue par le gouvernement grec (appelé *Vakouf*) a été maintenue à Rhodes, et elle possède légalement les édifices religieux au nom de la communauté des croyants alors que, dans le reste de la Grèce, ils ont été nationalisés dans les années 1920 et sont devenus des édifices publics. A Rhodes, il s'agit autant des grandes mosquées monumentales que d'autres plus petites, souvent d'anciennes églises orthodoxes byzantines réaffectées à l'époque ottomane. Ce n'est qu'en 1982 que ces biens ont été concédés à l'Ephorie des antiquités byzantines (Konuk 2008). Le résultat de cette cession a été la rénovation de ces édifices, leur réaffectation comme édifices cultuels orthodoxes. Elles sont aujourd'hui présentées au public comme telles par de petites écriteaux apposés sur leur façades portant le nom de l'église originelle à côté de ses horaires d'ouverture. Ce processus de mise en valeur et de présentation a donc conduit indirectement à l'« invisibilisation » d'une partie de l'histoire de ces lieux. A cet effet, le discours à destination des touristes devient celui qui s'impose, parfois même en dépit des apparences de ces petits édifices (voir illustration n°1). Pour les plus grandes mosquées, les choses sont très différentes. Elles ont fait l'objet de rénovation dans les années 1980-90 (Bouskari 2009) mais ont été désaffectées, voire fermées au public à la suite de ces travaux. L'association des fidèles réclame en vain de pouvoir les utiliser au moins exceptionnellement pour les plus grandes fêtes du calendrier religieux car la seule mosquée en service serait devenue trop petite pour accueillir tout le monde les jours de fête : le nombre des musulmans s'étant accru suite à l'immigration de travailleurs que connaît l'île depuis 1990. Les fidèles réclament ainsi de pouvoir utiliser la prestigieuse mosquée de Soliman qui leur demeure irrémédiablement fermée, comme elle l'est aussi pour les touristes depuis sa restauration.

2.2. Passé juif et opérations de réhabilitation

Comme les musulmans, la communauté juive est présente à Rhodes depuis de nombreux siècles. On la trouverait dans la vieille ville depuis l'expulsion des Juifs d'Espagne en 1492, voire depuis plus longtemps (Fintz Menasce 1991, Angel 1998). Les vicissitudes du XXe siècle ont fait complètement disparaitre cette ancienne présence juive à Rhodes : en raison de la très forte émigration de l'entre deux guerres, qui a fait chuter leur nombre de 5 000 à 2 000 personnes (Rahmani 2000), mais surtout à cause de la déportation de la quasi-

totalité des Juifs présents sur l'île en 1944 par l'armée allemande (Franco 1994, Alhadeff 2002). Aujourd'hui, le quartier de la Djudéria, situé sur le bord oriental de la ville fortifiée, est occupé par des Grecs installés après guerre. Il semble avoir été quelque peu délaissé par le mouvement de mise en valeur du patrimoine. Pour comprendre cet abandon apparent, il faut interroger l'évolution des propriétés foncières après guerre dans ce quartier où la question de la transmission des biens aux héritiers des migrants ou des déportés n'a pas toujours pu avoir lieu pour des raisons liées à la loi. En effet, comme dans tous les espaces frontaliers de la Grèce, les étrangers ne pouvaient en effet pas posséder légalement des terres ou des maisons à Rhodes jusque dans les années 1980. Ces îles étaient réputées stratégiques pour la défense nationale. Pour cette raison, les rescapés des camps de concentration, ou leur famille, quand ils en ont fait la demande, n'ont pas eu la possibilité de récupérer leurs biens ou ceux de leurs parents, car ils étaient souvent citoyens italiens ou turcs (Hirshon 2004). De leur côté, les nouveaux occupants, en général des villageois venus des alentours ou des réfugiés des autres îles du Dodécanèse ont pu se faire établir, au bout d'un certain nombre d'années, un titre de propriété car ces maisons étaient considérées comme les biens foncier abandonnés, ou alors les occupants devaient s'acquitter d'un loyer auprès de la municipalité ou des services archéologiques quand ceux-ci en étaient devenus gestionnaires (Sintès 2010a).

Le fait que la mémoire juive soit contraire à la mémoire nationale grecque semble donc avoir conduit à une situation de blocage des possibilités de l'aménagement urbain, touristique ou patrimonial dans cette partie de la vieille ville. Plus encore, les entreprises de valorisation du quartier ignorent complément son passé juif. La restauration de l'hospice Saint Catherine déjà mentionné ci-dessus passe sous silence le fait que le bâtiment a abrité le premier collège rabbinique de la ville dont le rayonnement était important en Méditerranée orientale – et, à proximité, la mise en valeur et la protection des vestiges de la basilique paléochrétienne ont été réalisées alors que les ruines de l'ancienne grande synagogue sont laissées à l'abandon et n'apparaissent pas sur les indications touristiques (illustration n°2). Qu'il s'agisse des synagogues, des biens des Juifs ou des lieux de cultes musulmans, les raisons qui ont conduit à cet état de fait peuvent être cherchées dans les caractéristiques de la construction nationale du pays, qui est semblable à toutes celles de l'aire post-ottomane (Drettas 2003). En produisant la confusion permanente entre les notions de religion et de nation, les groupes religieux minoritaires y sont toujours assimilés à des minorités ethniques ou nationales (Clogg 2002) Facteur aggravant, l'importance géopolitique et stratégique de Rhodes semble avoir compliqué encore un peu plus l'expression de groupes dont les caractéristiques sont contraires aux canons de l'identité grecque. En bref, ces éléments architecturaux délaissés répondent à la définition donnée d'un « patrimoine sol » pour lequel le groupe gestionnaire ne se reconnaît pas dans l'héritage du groupe qui l'a créé (Gravari-Barbas 1995). Pourtant, à Rhodes, ce hiatus évident ne semble pas conduire aujourd'hui à la disparition d'un tel patrimoine, en raison du nouveau mouvement d'appropriation symbolique des lieux que manifestent certains acteurs présents dans la vieille ville.

3. Le regain de discours alternatifs d'appropriation des lieux

Pourtant, depuis le début des années 2000, les mémoires alternatives juive et musulmane ont en effet connu un indéniable regain de visibilité, auquel le développement du tourisme n'a peut-être pas été étranger. Plus généralement, cette revitalisation semble être aujourd'hui reprise à leur compte par certains habitants de la vieille ville.

3.1. Patrimoine et tourisme, des voies d'expression pour le discours minoritaires ?

Concernant le patrimoine ottoman, la rénovation des mosquées menée par les services archéologiques grecs a conduit à leur fermeture prolongée malgré leur bon état manifeste. Parmi les arguments qu'utilise l'association des fidèles musulmans pour en réclamer l'ouverture, la diversité culturelle et religieuse est mise en avant comme faisant partie intégrante de la richesse culturelle de Rhodes mais aussi de son attractivité touristique comme l'illustrent les propos de l'un de ses membres recueillis devant la mosquée Ibrahim Pacha

> *« La grande mosquée Soulémanié par exemple a été rénovée grâce aux fonds de l'UNESCO. On pourrait l'utiliser alors. Aujourd'hui, nous n'avons qu'une seule mosquée pour prier. En temps normal, c'est suffisant mais pour le Bayram la semaine prochaine, il y aura tant de personnes qu'ils prieront en dehors de la mosquée.* ***A notre avis, que cet édifice soit en service, ce serait quelque chose de bien pour tout le monde. Ce serait un apport important pour notre patrie [la Grèce], pour sa culture.*** *Ce serait une richesse de plus.*
>
> ***A ce moment là, il n'y aurait pas de problème pour que ce monument soit visité.*** *En été, nous n'avons pas la force d'ouvrir tout le temps la mosquée Ibrahim Pacha que nous administrons mais si nous le pouvions, nous le ferions. Elle est déjà ouverte cinq fois par jour pour la prière et le vendredi toute la journée. On a bien vu qu'il y avait de l'intérêt de la part des touristes. Même les riverains sont intéressés. Il y a 50 personnes par jours qui entrent dans cette mosquée pour regarder et prendre des photos quand c'est ouvert.* ***Pour nous, ce n'est pas un problème dès lors qu'ils y entrent avec respect.***
>
> ***La grande mosquée Soulémanié, on aimerait l'avoir comme mosquée et que les touristes puissent y entrer aussi.*** *Ca fait maintenant 5-6 ans que l'UNESCO l'a rénovée. Pourquoi reste-t-elle fermée ? Est-ce que l'UNESCO l'a rénovée pour qu'elle soit fermée ? Pour qu'elle soit un musée ? »*

De fait, même si Rhodes est plus connu pour ses plages et ses complexes touristiques que pour être un haut lieu de tourisme culturel, force est de constater que l'on trouve dans la vieille ville une concentration d'échoppes de souvenirs destinés aux touristes. En matière d'affichage, les professionnels ne s'y trompent d'ailleurs pas et ce sont bel et bien les « charmes de l'orient » qui se lisent dans différents produits proposés en accord avec les paysages : objets métalliques ouvragés, tapis, hammam, loukoums, céramiques – en bonne partie importés de la Turquie toute proche (voir illustration n°3). Dans ce cadre, la diversité religieuse peut apparaître comme un élément susceptible de redonner à la vieille ville sa « patine ottomane » dans laquelle les habitants musulmans seraient de parfait figurants.

On pourrait en dire de même pour la mémoire juive, mais celle-ci est aussi servie à Rhodes par la vigueur particulière d'un mouvement original de tourisme mémoriel qui touche les descendants de l'ancienne communauté habitant de par le monde. Leurs nombreuses visites ont relancé la mémoire juive dans l'espace public à certaines périodes de l'année. Depuis le début des années 2000, sous l'impulsion de généreux mécènes, essentiellement une dame d'affaire du Congo vivant à Athènes et un avocat de Los Angeles, tous deux descendants de Juifs de Rhodes, ce patrimoine fait l'objet d'une véritable entreprise de valorisation. En premier lieu, l'une des principales actions a été la rénovation de la synagogue Shalom en 2004. Elle est depuis en passe de devenir un lieu de pèlerinage identitaire pour les descendants des Juifs de Rhodes. Certains d'entre eux s'y rendent en effet à l'occasion des fêtes religieuses du calendrier hébraïque ou pour célébrer des événements de la vie familiale (Sintès 2010b). Mais elle est aussi ouverte d'avril à septembre aux touristes et toute une gamme de services est mise à disposition pour leur faire connaitre l'histoire de cette communauté. Plus encore, au cours des dernières années, la grande activité des mécènes associée à la forte demande des familles a conduit, en juillet 2007, à l'ouverture d'un musée,

dans un espace attenant à la synagogue, afin de présenter aux visiteurs et aux touristes des objets recueillis dans le monde entier et des panneaux bilingues retraçant l'histoire des Juifs de Rhodes et en en expliquant la disparition. Enfin, un élément important de ce dispositif de mémoire est la commémoration depuis 2002 de la mémoire des déportés chaque 23 juillet sur la principale place de l'ancien quartier juif, en plein cœur de la vieille ville, là même où a été érigé un monument à leur mémoire. Au même titre que l'héritage musulman, la mise en valeur d'un tel patrimoine pourrait devenir un élément de l'attrait touristique de la ville. Cela semble encore plus évident quand on observe que le centre de gravité touristique de la vieille ville s'est déplacé vers le quartier juif en raison de l'important tourisme de croisière qui accoste désormais dans cette partie du port. Mais le nécessaire aménagement du quartier et sa mise en valeur pourront-ils dépasser l'entrelacs de questions idéologiques qui tiennent à la définition de la nation et des questions juridiques de possession des biens des déportés ?

3.2. Le renforcement du sentiment d'appartenance locale des *paliopolitès*

À cet égard, la mémoire juive à Rhodes pourrait se trouver un allié inattendu en la personne des habitants actuels du quartier. Pourtant, de prime abord, il pourrait apparaitre que les manifestations de ce passé pourraient être perçues avec inquiétude par ces habitants actuels, comme la réapparition d'héritiers importuns pouvant réclamer les maisons qu'ils occupent parfois illégalement. De ce point de vue, certaines expériences relatées par des familles juives qui cherchaient à revoir la maison de leurs ancêtres semblent corroborer cette hypothèse. Pourtant, une série d'entretiens menés auprès des habitants conduisent à nuancer la réalité de leur perception. Ces entretiens comportaient en effet tous les mêmes éléments : tout d'abord la dureté de leur histoire familiale, l'ancienneté de leur arrivée (juste après la guerre), les conditions très difficiles (pauvreté, famine) de leur installation apparaissent toujours comme des arguments de légitimation de leur présence en ces lieux. Certains disent même « être né là » en montrant telle ou telle pièce de la maison qu'ils occupent. Mais surtout, ils semblent souvent inscrire leur présence dans la continuité de la communauté juive, comme étant les seuls personnes pouvant assurer la préservation du quartier face à l'incurie des autorités qui n'auraient, d'après eux, que faire de la Djudéria et de sa valeur (historique, patrimoniale et même spirituelle) et qui ne chercheraient qu'à se remplir les poches avec les loyers qu'ils leur versent, ou avec les aides internationales. Ce type de discours leur confère une légitimité nouvelle qui n'entre donc pas complètement en contradiction avec la mise en valeur du patrimoine juif. L'exemple des propos de Monsieur V, habitant à quelques pas de la synagogue, est à cet égard éloquent :

> Monsieur V. a beaucoup travaillé pour remettre en état la maison et il y travaille encore. Quand il y est arrivé, il y avait des ordures partout. Il a tout vidé avec des gants. *« Il y avait des rats grands comme ça ! Quand je suis arrivé ici, la pluie tombait à l'intérieur. Comment veulent-ils me demander un loyer ici alors que* ***j'assure déjà l'entretien de la maison? ».***
>
> Il tout fait pour lui donner son aspect d'avant la guerre. Les choses qu'il a amassées datent toutes du XIXe siècle. **Il veut que cela ressemble à «** ***une maison des Juifs d'avant*** **»** [Une kippa neuve est en évidence sur un bahut dans l'entrée]. ***« La maison appartenait à la famille Menasce et quand leur descendante est venue la revoir, elle m'a dit que c'était vraiment formidable, que tout était comme sa mère l'avait laissé quand ils étaient partis en Afrique*** *».*
>
> [Plus loin dans la rue] *« Voila, c'est ici que je suis né. Juste en face du temple Shalom. Tu comprends, la première chose que j'ai vu dans ma vie, c'était une synagogue ».*
>
> [Sur les autorités] *« J'ai écrit des tas de lettres pour que les autorités se soucient plus de l'état de la maison. Ils n'ont rien fait. Une pièce s'est effondrée cette année.* ***Le***

jour où un morceau tombera et tuera un touriste, ils ne pourront pas dire que je ne les avais pas prévenus *! ».*

Ce type de discours de filiation, de préservation tant matérielle que spirituelle se retrouve de loin en loin chez certains habitants. C'est le cas aussi de cette italienne qui tient une pension et qui se présente comme « la réincarnation d'une juive de Rhodes ». Cette autre dont l'attention au patrimoine juif est extrême malgré un passé de militante communiste peu en adéquation avec le piété affichée. Enfin, ce patron d'hôtel qui voit un intérêt immédiat à cette mémoire en évoquant la possibilité d'acheter aux services municipaux la maison voisine pour y faire des chambres d'hôte à thème dont l'une d'entre elles serait « une typique chambre juive de Rhodes ». Ce type d'appropriation par le discours de la mémoire juive du quartier semble venir faire écho à la création d'une association des habitants de la vieille ville depuis 2009 qui a pour but de défendre le bienêtre des riverains face à l'extension de bruyants bars de nuit dans l'enceinte médiévale et de promouvoir plus généralement un tourisme responsable que les autorités ne seraient pas capable d'instaurer. Ce mouvement participe ici d'une volonté d'appropriation de leur espace de vie par des habitants qui ne mentionnent jamais la patrimonialisation ni la mise en valeur touristique comme des menaces pour leur cadre de vie mais qui dénoncent, au nom de principes de bonne gestion ou d'éthique, les orientations qui leur sont données par les autorités.

Conclusion

À travers ces différents discours, il apparait que le regain de visibilité des mémoires minoritaires est en mesure d'interagir avec les acteurs de la société rhodienne, avec leurs discours et leurs pratiques de l'espace de la vieille ville. Il semble même qu'il puisse devenir, comme le montre l'exemple de la mémoire juive, une sorte de catalyseur pour les habitants du quartier en leur offrant un nouveau canal d'expression d'une identité locale qu'ils utilisent à l'encontre des autorités publiques avec lesquelles ils entrent en conflit. Comme cela est aussi le cas dans le cadre de la défense de la condition religieuse des musulmans, il est intéressant de voir comment différents acteurs – qui ont été depuis plusieurs années en position de faiblesse sur le plan social, comme c'est le cas pour les habitants de la vieille ville qui sont traditionnellement les plus pauvres (Skevofylakas 1988), ou d'un point de vue « national » pour les minorités religieuses, reprennent des éléments du discours gestionnaire pour légitimer certaines revendications qui disent aller dans le sens de la rationalité de la mise en valeur touristique, de la meilleur préservation du patrimoine historique du quartier, voire même du respect ethique de la diversité religieuse. En cela, ils manifestent tous une certaine intégration des valeurs, des hiérarchies et des normes qui ont été pourtant importées au départ par les pouvoirs publics, mais qui sont aujourd'hui utilisées pour en défier l'autorité.

L'exemple de Rhodes nous permet ainsi de dépasser la vision d'une interaction univoque entre tourisme et patrimoine, telle qu'elle a été présentée très efficacement par les « boucles du patrimoine » par Olivier Lazzaroti (Lazzaroti 2003). A Rhodes, l'avancée de la globalisation semble avoir permis au motif touristique d'être intégré aux discours d'appropriation de la localité produits par l'ensemble des acteurs de la scène patrimoniale, qui l'utilisent dans une « hiérarchie globale de la valeur » (Hertzfeld 2004) pour la quelle il est devenu un étalon de premier choix.

Bibliographie

Alhadeff L. (2002) « La fin tragique d'un rêve », *Los muestros* n°41, Bruxelles.
Appadurai A. (2005) *Après le colonialisme, les conséquences culturelles de la globalisation*, Petite bibliothèque Payot, Paris [2001]
Angel M.-D. (1998) *Jews of Rhodes, the history of a Sephardic Community*, Sepher-Hermon Press, New-York.
Bouskari E. (2009) *Η Οθωμανική αρχιτεκτονική στην Ελλάδα* (l'architecture ottomane en Grèce), Ministère de la culture, direction des antiquités byzantines et post-byzantines, Athènes.
Clogg R. (Ed.) (2002), *Minorities in Greece, aspect of a plural Society*, Hurst, Londres.
Drettas G. (2003) « Pour une anthropologie religieuse de la Grèce contemporaine », Messogeios 20-21, Herodotos, pp. 21 à 41.
Efthymio-Hadzilacou M. (1988) *Rhodes et sa région élargie au 18e siècle : les activités portuaires*, Université nationale d'Athènes, Bibliothèque « Sophie N. Saripolou », Athènes.
Fintz Menasce E. (1991) *Gli ebrei a Rodi*, Guerini, Milan.
Franco H.-M. (1994) *The Jewish Martyrs of Rhodes and Cos*, Harper Collins, Harare.
Fragoudaki A. & Dragona T. (dirs.) (1997) *Τί ειν' η πατρίδα μας* ; (qu'est ce que ma patrie ?) Athènes, Alexandria.
Gravari-Barbas M. (1996) « Le "sang" et le "sol" : le patrimoine, facteur d'appartenance à un territoire urbain », DANS *Actes du colloque « Territoire, lien ou frontière: identités, conflits ethniques, enjeux et recompositions territoriales »*, Paris, pp. 55-67.
Hertzfeld M. (2004) *The body impolitic : artisans and artifice in the global herarchy of values*, The university of Chicago Press, Chicago and London.
Hirschon R. (2004) « Η ταυτότητα και το ελληνικό κράτος » (L'identité et l'Etat grec), DANS Clogg R. (Ed.), *La diaspora grecque au 20e siècle* (Η ελληνική Διασπορά στον 20ό αιώνα), Ellinika Grammata, Athènes, pp 287 à 323 (référence cite dans sa traduction en grec).
Kollias E. (2005) *The knights of Rhodes: the palace and the city*, Athinon S.A., Athènes.
Kollias E. (2001), *Μεσαιωνίκη πόλη Ρόδου : έργα αποκατάστασης* (1985-2000) (La vieille ville de Rhodes : travaux de restauration), Ministère de la culture, bureau de suivi des travaux de la vieille ville de Rhodes, Rhodes.
Konuk N. (2008) *Midilli*, *Rodos, Sakız ve İ stanköy'de Osmanlı mimarisi* (Architecture ottomane dans les îles de Lesvos, Rhodes, Chios et Kos), centre des recherches stratégiques, Ankara.
Lazarotti O. (2003) « Tourisme et patrimoine: ad augusta per angustia », *Annales de géographie* n°629, pp. 91 à 110.
Luttrell A. (2006) *The town of Rhodes : 1306-1356*, City of Rhodes Office for the Medieval Town, Rhodes.
Matton R. (1966), *Rhodes*, collection "Villes et paysages de la Grèce, Institut français d'Athènes, Athènes, quatrième édition.
Manoussou-Della K.et Dellas G. (2007) « Αρχές αποκατάστασης-ανάσδειξεις των μνημείων της μεσαιωνικής πόλης της Ρόδου » (principes de restauration et de rénovation des monuments de la vieille ville de Rhodes) DANS *15 χρόνια έργων αποκατάστασης στη Μεσαιωνική Πόλη της Ρόδου* (actes du colloque : 15 années de travaux de restauration d ans la ville médiévale de Rhodes), pp. 49 à 63.
Rahmani M. (2000), *Rhodes, un pan de notre mémoire*, Romillat, Paris.
Rautenberg M. (2003) *La rupture patrimoniale*, collection Ambiances, ambiance, A la croisée, Bernin.

Sintès P. (2010a) « ‘Mi akodro de Rhodes‘ : Paroles d’une communauté juive de la mer Egée entre mémoire et actualité », DANS M. Crivello (dir.), *Les échelles de la mémoire*, Acte Sud/MMSH, Paris, pp. 75 à 107.
Sintès P. (2010b) « Retrouver Rhodes », *Téoros*, *Revue francophone de recherche en tourisme*, numéro spécial « Le tourisme des Racines », Presses universitaires du Québec, pp. 37 à 45.
Skevofylakas G. (1988) *Κοινωνιολογική Μελέτη παλιάς πόλης Ρόδου - Ποιότητα ζωής* (Etude sociologique de la vieille ville de Rhodes – Niveau de vie), compte-rendu de l’étude conjointe effectuée pour le compte des services achéologiques et de la ville de Rhodes, Rhodes.

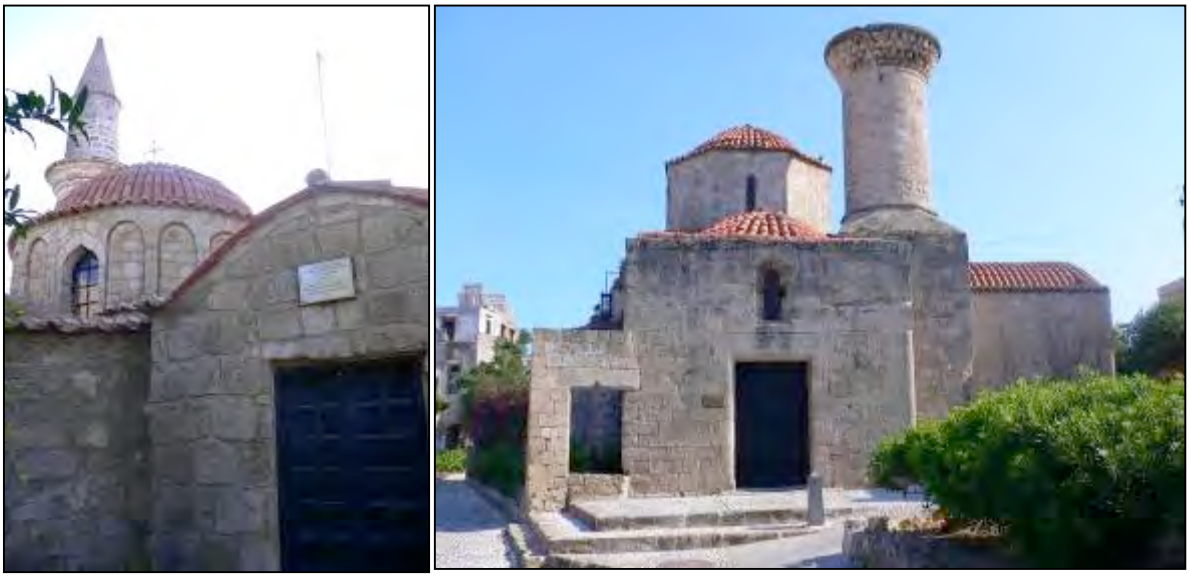


Illustration n°1 : Eglises byzantines transformées en mosquées durant la période ottomane, aujourd’hui réaffectées et signalées comme lieux de culte chrétien orthodoxe.

Illustration n°2 : Dans un périmètre voisin, restes de l’ancienne grande synagogue (Kahal Gadol) à l’abandon et mise en valeur et fouilles autour de la basilique paléochrétienne Sainte Catherine.

Illustration n°3 : Paysage de minaret (mosquée de Soliman) et utilisation de l'image de l'« Orient » par les commerçants et les restaurateurs de la vieille ville de Rhodes.

Conversations with the Queen of Sheba: Questions of Museums, Heritage Studies and World Heritage Tourism

Lynne Teather
(University of Toronto)

Lynne Teather
Assoc. Professor,
Masters of Museum Studies,
Faculty of Information,
University of Toronto,
140 St. George St., Rm 639
Toronto, Ontario
M5S 3G6
Email: lynne.teather@utoronto.ca

Conversations with the Queen of Sheba: Questions of Museums, Heritage Studies and World Heritage Tourism

Abstract:
The author discusses the challenges of working on a museum, site, tourism project as a foreign 'expert' in a West African situation, attempting to take up ideas of museology, sustainable tourism development and the politics of local participation. Using a case study of the Bilikisu Sungbo Shrine and Museum Project in Oke-Erik, Nigeria, this paper first examines the particulars and context of the project and then turns to a discussion of the way in which such projects informs an ethical and reflective approach to our field of study in museum, heritage or tourism studies.

Keywords: Museums, museology, cultural heritage, tourism, cultural heritage tourism, Nigeria sites

Conversations with the Queen of Sheba: Questions of Museums, Heritage Studies and World Heritage Tourism

> "And When the Queen of Sheba heard of the fame of Solomon concerning the name of the Lord, she came to prove him with hard questions."
>
> -The Bible 1 Kings 10:1.6

In one picture I am standing with leading village members (the Oba, the Chief, the village traditional doctor, local traditional African priest and his assistant) in front of a gate leading to the grave site of a local female ruler, believed by locals and many other southern Nigerians to be that of Bilikisu Sungbo (extended from *Biliqis* for name given the Queen of Sheba in the Koran)[1]. Each year thousands of Muslim, Christian and traditional African religious pilgrims come to the holy site to pray and receive blessings. The shrine is nearby the village of Oke-Eri in south-western Nigeria, about one hour north-east of Lagos, nearby a 100 mile earthen walled ditch, 60 feet high in some places, believed to define the ancient Yoruba[2] kingdom of the Ijebu (15th century), and this woman's realm. The construction of the trench, also named the Eredo, would have required the shifting of more earth than was required to build the great Pyramids of Giza and compares in construction to similar ones in Western Nigeria in Ile-Ife, Ilesa and Benin Iya; though little studied to date, it may hold historical knowledge that will alter our understanding of West African history, and thus World history, whoever the Queen may be.[3]

I was the 'expert' museologist from Canada, advising on a social impact study that would help the Governor assess development and funding options for the development of a museum, interpretation centre, shrine and prayer centre. From the Governor's point of view, as for many in his country, tourism could bring wealth to a state rich in natural and cultural experiences and could provide solutions to overcoming political uncertainty and poverty within village populations. From the locals' point of view this shrine, developed into a museum site, might bring benefits often associated with tourism activity such as improved infrastructure (new roads, high schools, hotels), jobs, and even some stability so that their youth no longer felt they had to move to Lagos or leave the country to sustain themselves. Notions of site development, such as that of a World Heritage site, offered a ray of hope to residents who perceived the federal government as having abandoned this site and ignored their living conditions. Further, ideas of heritage, identity and origins, linked to the sense of this place and its past, imply political power in a country where unique histories parallel political claims.

On this trip I went on to several other locations in Nigeria advising on professional development issues and on other heritage projects, in the process receiving a crash course in the cultural heritage and tourism issues in the country. It was on this journey, while engaging in the difficult work of museums and heritage development, that the link between museums and heritage work and the direct connection these have on the condition of people's lives became much clearer than previous abstract notions of the public good and education. I was

---

[1] Bilikisu Sungbo is the term, although local re sidents use Birikisu Sungbo.

[2] The Queen of Sheba is referred to in the Old Testament as a wealthy ruler who sent a caravan of gold, ivory and other valued items to King Solomon. In the Koran, Biliqis, is described an Ethipian sun worshiper involved in the incense trader who converts to Islam.

[3] According to the landscape archaeological work of Dr. Patrick Darling, 1999, Bournemouth University. See the Africa Legacy Project web site (accessed August 2010).

welcomed into people's homes, which ranged from a palace to a hut; I listened to different conversations among politicians, priests, local elders and youths as they argued about ideas for the future of this site and museum; I visited women in hospitals undergoing life-changing operations who were to be trained in traditional arts and crafts to supply tourists and possibly museum gift shops; I heard village elders argue heatedly about their heritage origins (nearly to the point of blows). It was through this experience that the meaning of culture and heritage took off from text pages and transcended articulations of progressive ideas of museums and community engagement, taught in the classroom for 25 years. No more arguing about the consequence of culture, heritage or museums in lives, it was readily and viscerally apparent.

My invitation from the Governor of Ogun State came thanks to my friendship with one of his chief advisors, who appreciated the museological potential of the site and happens to live part-time in Toronto. In addition, I was acquainted with another Canadian Nigerian, from Oke-Eri, who had developed a business and tourism development proposal for the project to be delivered to the Governor in March, coinciding with my visit. Governor Daniel gave me the task of writing a social impact study of the project from which he would assess future steps in the development of a museum, interpretation centre, shrine and prayer centre. And so began my 2005 journey that would take me on a visit to many museums and heritage locations in the country as I gained a broader sense of the challenge of developing museums in this West African context.

All of this consultancy work, though pro-bono, raises questions as to the ethics of short-term heritage consultancy work by paid Western "experts," frankly unfamiliar with the locale, but knowledgeable about a particular brand of 'Western' professional precepts and principles, or in my own case 'museum-mindedness" (Kreps 2003). Throughout my visit and tasks, I struggled given my competencies to work out what was appropriate to the situations before me. What I did not understand at the time, was how much that visit would be part of a critical and ongoing transformation as to how I might reflexively conceive of my academic work and practice, what Kreps terms as "liberation" (Kreps 2003). In considering tourism and development, I brought my 30 year museological background infused with questions about what culture, museums , and heritage development would be appropriate to inform our epistemological discourse and thoughts of a critical and reflexive ethical professional education for sustainable culture and heritage work, both in 'Western' and non-Western settings (Teather 1992; 2009). While I have been teaching and speaking with notions of ecomuseums, sociomuseology, and the questions of museums and social relevancy from my first forays into teaching museum studies in 1975, the experience of this project solidified my pedagogical recommitment to the exploration of how culture and heritage work can operate in support of people and their lives as I beheld new consequences in the public work of museums. The planned museum, shrine and prayer center is still pending today, but the challenges and ethical issues raised continue working on a museologist and her circle in Toronto and may offer some insights into the issues of sustainable development in tourism, culture and heritage, through museums and museological analyses, seen particularly through a reflexive and ethical lens, stemming from professional education and practice.

1. "Into and Out of Africa": Bilikisu Sungbo Site and Nigerian Museums and Heritage Development

For at least one century, local knowledge and the African traditional priests who tend the site suggest that there has been a tradition of pilgrimage and prayer at the grave of a past local female ruler. For them, she is Bilikisu Sungbo, the Queen of Sheba, referred to in the Koran, the Bible, and other sources, and whose Kingdom is defined by a long earthen ditch. People from other parts of Yorubaland come to visit the shrine, famed for miracles ranging

from curing illness to infertility. Since little archaeological work has been done on the site or in the locale we have few artifacts to clarify the story, relying instead on the often conflicting oral testimony which stands in contradistinction to recent work by Dr. Patrick Darling, landscape archaeologist from Bournemouth University that has brought the date back from 1500 to 950 A.D., still far from the approximate dates of the Queen of Sheba of 800-900 B.C. There are several problems in assigning the grave to the monarch of the ancient kingdom of Sheba. The first is that we only have textual evidence from Habeshan (Abyssinian) history, the Hebrew Bible, the New Testament and the Qur'an that she ever existed. Nor do these texts offer much to clarify her location.[4] The second is that there are other claimants suggesting the location of her kingdom to be today's Ethiopia and Eritrea, and perhaps Yemen. Work by University of Calgary archaeologist Dr. Bill Glanzman at the Bar'an temple in Ma'rib in Yemen suggests its associations with the Queen of Sheba and that she ruled over southern Arabia.[5]

Whatever the texts, scholarship, and claims, local elders locate Biliqis to the grave and the Eredo.[6] It is unlikely that any archaeology will be performed around the grave itself, as religious beliefs prohibit it, indeed custom prohibits women from coming within ¼ of a mile as they stop at the barrier gate, supplicants for any blessing that ensues. As a female museologist, I could not go closer either but listened to stories from elders to make sense of the history of the place. Local knowledge has it that the Queen had banned women from going near her grave, because when she returned from meeting with King Solomon they had taken all of her household items and were rude to her. Forever after women would not be allowed to come to her grave, now interpreted as a 1 /4 mile barrier. Another local story describes the Queen's revenge on women as she compelled locals to dig the Eredo with tiny scraps of wood no bigger than a match. The final problem with the connection to the Queen of Sheba has to do with what is seen as a need to have one at all. Of course, a Queen could exist in Africa's past without having to be linked to the traditional story. From a Western perspective, one has to wonder if the current local understand ding is more a reflection of the spread of Biblical and Qu'ranic stories that have layered over the history of this is ancient Queen, with the stories of Solomon and Sheba obscuring her and her people's lives.

I arrived in Oke-Eri, having had several meetings in the weeks preceding with both the Nigerian Canadian Chief – Chief Adetola Adeniyi an Ijebu who was born near the village– who had arranged my March 2005 visit, along with another Canadian, native to the village, the Balogun, who was interested in personally forming a corporation to develop the shrine into what his March 2005 proposal titled "a world-class tourist destination with inclination towards religious tourism, a training resort and a World Tournament Golf centre." Already the Governor had convinced the Nigerian President to allow him to manage the site, historically the responsibility of the National Commission of Museums and Monuments, since little had been done with it since its 1970s designation. I had several interviews over two days, in no way comprising an ethnographic study of any depth or degree, and one defined by my

[4] Look to the *Old Testament* for reference to her story; the *Qu'ran* refers to her as Balqis or Balis, who believed she came from the city of Sheba, or Mareb in Yemen that tells a more elaborate tale. Ethiopians referred to her a Makeda or Maqueda and the imperial family claims direct connection to King Solomon to her through their son. The *Kebra Negast* ('the Glory of Kings'), approximately 1300 A.D. is a volume of Ethiopian legends in which the story is told of Solomon's seduction of the Queen, who returned home and bore a son, establishing the Ethiopian royal link to Solomon, still believed widely in that country.

[5] *http://www.ucalgary.ca/uofc/events/unicomm/NewsReleases/queen.htm*

[6] Thus the site name of Bilikisu Sungbo (locals use Birikisu Sungbo)/

sponsors.[7] My study, I would suggest, was typical of the outside expert consultant brought in for a short period to reconnoitre the situation and to write a report to support the development of such a project and its direction. At most my work was a sort of preliminary piece that one would have wanted to follow up on with a more in-depth study. It was written for people that wanted a project, any project, which might improve their lives; sustainability and positive social impact were my concerns, but from my conversations, these were not at the forefront of their minds.

The report, plus much lobbying, has achieved some success; in 2007 the Governor assigned the equivalent of $16 million for the Bilikisu Sungbo museum and site development. To date, however, no more than a reconstruction of a couple of ski chalets has occurred, while the Governor's ensuing political difficulties and a pending state election (2011) have eclipsed any further action. The locals still do not have their museum, prayer or shrine tourist centre. This is particularly frustrating given that the Oshogbo-Osun Grove site, only an hour drive away, has not only received World Heritage designation (2005), but also investment and marketing efforts to engage visitors in the annual August festival as well as a year-round open-air site and interpretation centre, with noteworthy results.

As a foreigner, expert or no, I had a long way to go to understand the context of this cultural development work in Nigeria if I was to follow my own principles of ethical advising, and if I was to be more than a temporary expert, parachuted in for a visit that was more about me than the people I was supposedly helping. What was the more general situation in Nigeria for museums and culture/heritage and tourism that could inform me? My work for the Bilikisu Sungbo Shrine project was helped by the fact that I was doing other advising, acquiring a wider assortment of views and experiences on my journey. [8] Here I will briefly draw attention

[7] Over a short period I interviewed the Oba (mayor), and in a separate session the village leaders (the local priest and assistant who were also paid tour guides by the National Commission, the Chief, local traditional doctor, and one or two other elders), as to the site and its potential development, both in meetings and then conducted a visit to the site, about ½ mile away from the village, where we were joined by a curator from the National Commission of Museums and Monuments. I was also able to meet a number of youths to hear their views on the social needs of the village and what site development could mean to them. Language, custom and time prevented me from speaking to all but one young woman in my time. Indeed the whole visit was constrained by time, resources, language (since I don't speak Yoruba or the local dialect), and the fact that my meetings were set up by those who had arranged my trip.

[8] First in the Yoruba south-west of the country, the National museums in Lagos, Ibadan and Badagry, on the south coast from which slave ships left to points West, where I met the local Chief the Akron who had developed an ambitious tourism development plan. Then I traveled to central Nigeria to the capital Abuja, where, given my long history in profession al development, I held conversations with museum professionals to offer comments on professional education needs for museums in the country for the Director of the National Museums and Monuments Commission, Professor Eluyemi, who aided in my visit to the museums and assigned museum professionals to advise me on my museum journey. Under the Director's guidance, I visited central Nigeria the town and the developing museum at Nok, where I viewed the remarkable and famous caves and terracotta sculptures mark a 1000 B.C. old culture that seems to have disappeared about 200 A.D. Finally I visited Sokoto, the capital of the state in the North west, where I would advise the Governor as to a heritage site and its development plan related to the creation of a site and museum or interpretation centre for shrine of the Shaihu Usman dan Fodio who created the Sokoto Caliphate in 1809, and thus an important foothold for Islamic scholarship, for the development of Islam in Nigeria region.

to just a few of the insights gleaned from the visit and conversations perhaps relevant to setting the scene. Nigerian museums (the term being dependant on definition), date from the 1930s, when one formed at Elsie around the collections of soap- statuettes found there. Work by the British K.C. Murray, who came to Nigeria as an educator, reinforced the idea of museums in the 1940s as a means of preserving, researching and displaying art and culture, at a time when cultures such as that of Nok, with their rich material culture, were being discovered but were also in danger of being destroyed or exported, as today. With the creation of an Antiquities Service (1943), then the Antiquities Department and Commission in the early 1950s, and finally a National Commission for Museums and Monuments 1979, the plans were laid for a national museum system with museums at Jos (1952), Ife (1954), Oron (1958), Benin (1960), Kano (1960), and Owo (1968) (Okonkowo and Okita 1985, Filane 2003).[9] Others created since are the Ibadan Museum, the National War Museum, Umuahia and the Colonial History Museum, Aba. In addition there are some state, community, along with private museums run by universities, schools, towns and private people, but fewer than are found in many countries.

A survey from 1999 suggests there are 48 museums, 129 historic sites, and 15 national parks in total (1999), though from my experience it seems unlikely. Exact numbers are hard to determine, especially as the National Museum of Sokoto and the National Museum of Abuja still exist only as plans. Only two locations have World Heritage designation, Sukur in northern part of Adamawa State, where there is a walled Hidi palace and the aforementioned Ogun-Oshogbo Grove, designated in 2005.

When assessing museum development in Nigeria one must remember that frequent changes of government, and many military dictatorships, combined with the underdeveloped economy (despite rich resources of oil), have resulted in low investment by government in culture and heritage, while alternative funding through corporations, foundations, and individuals is minimal, as the sector remains associated with state intervention. Much of the priority of the last decade of Director of NCMM has been in attempting to convince foreign governments to return cultural artifacts acquired through questionable and illegal acquisition processes, with some small successes and the important result of drawing attention to the trade in illicit cultural property. Despite the work of museum leaders such as the Emanuel Arinze and Directors such as Professor Eluyemi, there remains much work to be done in improving the buildings, acquisitions, research, collections management policies, the use of new media, and effective outreach and public programs (Ardouin and Arinze 1995). As I observed the work to restore the Ife Museum after a termite infestation and witnessed the impact of the sub-Saharan heat and wind at the Sokoto State Museum, the special challenges of conversation in a West African museum setting gave pause.

My recent foray into sustainable tourism development writing has revealed a world of research and study of importance to this project. Both Federal and State governments in Nigeria have taken up tourism destination creation as a goal as of 2000, with increased awareness of success stories such as the Slave Castles of Ghana or Robben Island in South Africa as seen against the view that tourism is the fastest growing industry in the world; this has created a great deal of activity in reports, policy writing, appointments of Ministers, and so on. Yet, despite Nigeria's many tourism resources, tourist activity and thus economic benefit remains low. However, there are a few apparent successes of locally-based tourism: the August Festival at the World Heritage site of Oshogbo-Osun Grove, which has evolved

---

The site would be a lynch pin in the governor's socio-economic development and tourism plans for the State.

[9] As luck would have it I had done graduate studies in Museum Studies with Mr. Okita in 1978-79) and was familiar with his work on Nigeria.

rapidly from its designation in 2005, the same year of my work, and the Badagry Heritage Museum (MCMM) and the Black Heritage Festival, created in the manner of Ghana's decade-old Pan-African Historical Theatre Festival (PANAFEST) Festival and supported by the local Chief, the Akron. From my vantage point as a Canadian, security concerns and a lack of infrastructure (e.g. roads and hotels) are some of the major issues in developing a museum or tourist destination, and some of the most difficult to address in the midst of ongoing political turmoil and increasing incidence of crime. Tourism within the country offers different challenges, since Nigeria, with a population of approximately 120 million and a rich and barely tapped history, is blessed with many tourism rich resources, but little infrastructure to encourage development.

After Africa:

I have been left with a series of questions about this project even as post-2005 I continue to offer a bit of advice from a far. First, what governance systems would work best for the long-term viability of the project, complicated by what role I should play if any? While I believe in the importance of local culture and representatives I'm pragmatic enough to realize the centrality of state representatives in any project, and sensitive to outside and possible ex-pat drivers. This view is mirrored in the discussion of development studies and tourism (Selwyn 1992, Telfer 2009**)** and in the literature of culture in community and international development (Goldbard 2001, Kreps 2003). Is there room for another model in this situation that might create a non-profit organization to rise above political issues and self-interests in a country with security and political issues? Second, what sort of process could be established that might bring these stakeholders together to develop informed and ongoing deep conversations about the alternative cultural heritage forms that could be developed for a sustainable tourism effort? Thirdly, what relationship could this museum development project, once defined, have to tourism, possibly to a version of sustainable culture and heritage tourism? Could these developments have positive impacts on the lives of the people I met, and if so, of what variety?

Finally the most fundamental question: what sort of culture or heritage 'development' was indeed appropriate for this location and who would be in the conversation that mapped out that resolution? In this project we had the possibility of going beyond traditional notions of museums as Western and colonial forms; can we reinterpret Nigerian heritage to reflect indigenous traditions and imagine alternative museum forms? With awareness of the literature and examples of ecomuseology and models in France and Quebec, notably work in the de Varine, Rivière, Rivard and Mayrand, a few in other parts of the world, such as HaLong Bay in Vietnam, and of culture in community and international development discourse (Rivard 1984, Galla 2004, Kreps 2003, Teather 2009), I held the view through sorting out the governance model that it is critical to give locals a role in decision-making, informed by community development movement(Arnstein 1969). The project needs the conceptual capacity to work with all 'stakeholders' to expand their notions of museums beyond traditional ones and to reflect a broad movement of community engagement and sociomuseology that has been operating in the museum field since the 1960s with the first creation of community or local museums (1930s), neighbourhood museums (1960s), and ecomuseums or territorial museums (1970s on). While cae studies abound, what has been less clear is what ways of working with community are available as a clear set of techniques and applications (Marginson 1993, Peers 2003).

Discourse around museums and heritage could be useful in thinking about world heritage, sustainable development and tourism and for challenging the inaccurate notions of what they are and the state of their study as represented in tourism scholarship. According to

the President of ICOM there are approximately 8,000 museums at World Heritage Sites.[10] Museums and heritage sites – whether designated as World Heritage or not are bound together by definition and phenomenology, sharing many thorny issues, conceptual premises, and operational challenges amongst their fields of study, theory and applied perspectives. Museum studies/museology is a field of study that has been evolving through many decades, most notably in the past 30 years. At the same time, heritage studies, including that focus on world heritage issues in particular, has emerged as a topic of study with its own body of writing and scholarship. Both subjects are attempting to engage questions of tourism and sustainable development while culture and heritage tourism exists as another subject, complex and contested in its own right, to complete this multi-faceted set of epistemologically related fields. [11] Such titles, subjects and divisions, however, may operate in international agencies, and academic articulations, but in the field, they seem less than useful─ an incomplete reflection of the interwoven nature of cultural and natural heritage in its myriad forms and how tourism is implicated. Indeed these fields of study are for the most part isolated, separate silos of texts, studies, writers and practitioners, waiting for cross-disciplinary clarifications and comparisons, especially where work already exists in one but are unknown to the other. Explorations across the various perspectives of museums, heritage studies and tourism might at least clarify an overlapping group of parallel endeavours, and at best provoke debate and generate new ideas.

Important to this conversation across divides is the identification of definitional dilemmas and alternative frames of culture and heritage action. We have a decade of profound shifts in the definition of museums and heritage work which Tomislav Sola, professor of museology at the University of Zagreb, has named as a "crisis of institutional identity and crisis of concept" as he has put forward forth a more expansive notion of heritage since the 1980s (Sola 1997) . In fact, thoughtful examination of the social role of museums goes back many decades (Cameron 1971, Ames 1984, Weil 1990, Harrison 1994). In recent years the definition of museums has been getting wider and wider, relocating from some restricted notion of particular institutions or histories within specific cultures, back to their origin and continuing relationship to wider notions of human expressions of cultural and historic values (ICOM). Ivan Karp and Corine Kratz refers to the 'protean' nature of the museum, adding to its complexity by more closely examining the museum in relation to its place in "public culture;" "Wherever they are found and whatever their specific histories, museums are defined – and define themselves – in relation to other cultural, civic, and community organizations, whether they be art galleries, schools, fiestas, fairs, expositions, department stores, or theme parks as well involved with various media."(Karp and Kratz 2007)

Here Karp parallel's other authors such as Tony Bennett and Kirshenblatt Gimblett who have attempted to expand museum definitions into exhibition and/or expository complexes, and inclusive of broader heritage concepts with tangible and intangible dimensions (Bennett 2007, Kirshenblatt Gimblett 1998). Others widening from museum to heritage studies are Gerard Corsane, Amareswar Galla, and Peter van Mensch (Corsane 2005, Galla 2002, van Mensch 2004) but are in the tradition of Tomaslav Sola's work (Sola 1995). More than a decade ago, for example, Amareswar Galla mapped the variety of phenomena that are contained in the natural and cultural environment, articulating these as resources, although I might want to shift this to discussions of the human processes of production and

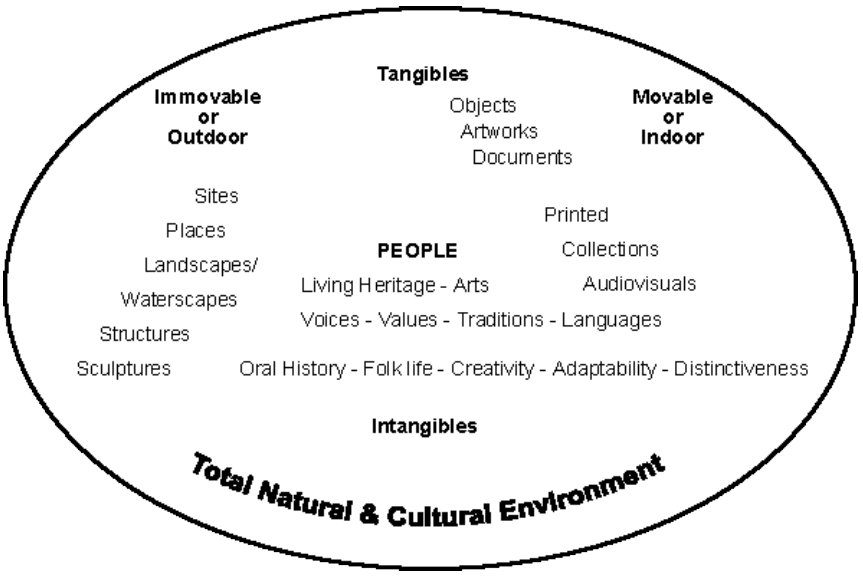
[10] Phone conversation August 2010.

[11] For the past year I have been reviewing the literature of tourism and cultural heritage tourism for consideration of relevance to museology. My thanks to the collaboration provided by the newly formed Cultural Heritage Institute at the School of Hospitality, Tourism and Culture, Centennial College in Toronto.

consumption for the experiences they provide (Galla and Yu, 2002). As in the discussion of heritage and tourism phenomena, the terms of the endeavours are "elastic", challenging but in my opinion stimulating the progressive approaches of our field and examining the work of museology in its situation within learning and meaning-making, and relevant to the challenges of UN Millennial goals of development and intra-cultural dialogue.

Aside from academic notions of fields of study, shifts in basic definitions of our culture and heritage phenomena may be required when thinking about appropriate culture and heritage development by tourism or other means. One of the barriers in thinking about museum futures in Nigeria maybe the over use of quite out-dated so-called 'Western' "colonial" museum models to either build from or react against. Adapting more contemporary definitions of museums and museum-like phenomena opens up a different scene and set of opportunities that may be more broadly appealing to.

Figure 1. Galla and P. Yu. Holistic Representation of Cultural and Heritage Resources.
(Yu and Galla 2002)



Nigerian and foreign publics for this is a culture with deep, traditional heritage practices. Family/community shrines and palaces have held cultural artifacts for centuries as material objects were given in worship to ancestors and the divine. Sometimes these were located in sacred groves or spaces, and cared for by custodians of the family or elders who served as priests for the many divinities. Although sometimes brought out for public viewing on the occasion of festivals, they were mostly seen only by priests or priestesses (Filane 2003). Further in this place the living culture, intangible and tangible, stretches any fixed notion of museum and heritage.

The diversification of our definitions is directly related to growing ideas about the public sphere of museums. One expression is reflected in discussions around cultural diversity and inclusion; another in how our custodial and showing institutions might better engage communities in conversations about the meaning of civil society. Museum Studies has also turned to concepts of museums in discussions of their role in civil society, public life, and social change building on earlier notions of community (Rea 1931), ecomuseum, territorial museums and now sociomuseology (Rivard 1984, Davis 1999, Mouthino 2008) and views of museums in community and the public sphere (Karp and Lavine 1991, Karp and Kreamer

1992, Janes 2009). Working with the Rockefeller Foundation over the past seventeen years Karp, with Corinne Kratz and many other scholars, have participated in conferences and meetings touching on questions of museums and pluralism, representation questions, identity formations, and civil society, and since 2000 turning to globalization impacts on museums and cultural heritage. Switching from Jurgen Habermas' problematic notion of "public sphere," they came up with "public cultures," as their guide, focusing on "how global opportunities and constraints affect the goals and practices of museums and heritage practitioners and organizations, and how well local needs are acknowledged and served in an increasingly diverse and contradictory global environments," through case studies and through theorizing ideas of "heritage."(Karp et al. 2006) In this project Karp and colleagues have come to see a number of "frictions" as museums locate between the "local" and the "global," resulting in unplanned responses or inadvertent results (Karp and Kratz 2006). Identifying changes in the discourses within and around museums and their multiple roles also opens up shifts in the "financial, political, and constituent community support" that have benefited some museums with increasing visitor attendance and blockbuster successes, but that threaten others' existence, "especially in poor countries on the margins." As they state, in their "Reproduced, adapted, and transformed" global form, museums have become "a portable social technology, a set of museological processes through which such statements and claims are represented, embodied, and debated". Whatever geographical space they refer to, they "can become global theatres of real consequence," and require a new type of professional development and articulation of how such work it to be critiqued and engaged with.

In this vein, a different notion of the museum's role in representing the past is articulated by two new developments: the memorial museum movement, represented in ICOM's IC-MEMO committee, and the International Coalition for Sites of Historical Conscience. Current work by Professor Roger Simon and the author on a plan for an exhibition, "The Terrible Gift: Difficult Memories of the 20th Century," re-frames museology reform, moving from visitor learning or experience and beyond, to a much larger notion of the museum's publics, as we turn to look at societal transformation via civic engagement in facing the "terrors of history" (Simon 2006). The museum becomes a place of meeting, where testimonial material is provided for an encounter between past persons and us, in which we acknowledge an extended model of the museum communication frame, probably as old as the museum idea. Our experience must now start from the historical person to whom we give witness using the "remnants" left for us, often passed on through generations and referring to lives lived amid violence, death, and terror perpetuated by the state. Simon cites Derrida in *Archive Fever*s, referring to the archive as not "dealing with the past which already might be at our disposal or not at our disposal; but rather a question of the future, the very question of the future, of a response, of a promise, and of a responsibility for tomorrow" (Simon 2006). Thus, the social purpose and ethical place of the museum is interrogated to rethink the acts of the museum and the frame of our thinking as museologists. The work of museums in peace and reconciliation, noted in ICTOP's conference, "Towards a Museology of Reconciliation" testifies to an area of active development for museums. Groups such as *Facing History and Ourselves* offer methods for encounters around heritage work and possible methodologies for museums and site workers to develop the necessary competencies to take up this work. What meaning could this work have for culture in a context of sustainable tourism? Surely it raises new notions of cultural work and heritage sites and engaging publics, whether named visitors or tourists.

Conclusion

September 2009 offered a strange twist in the challenge of tourism development in Nigeria and a reminder of the importance of getting a project right. After Michael's Jackson's death, his brother Marlon announced a $3.4 billion project that would include a slavery memorial and luxury resort with a museum honouring the Jackson 5. It was to include a theme park with a slave ship replica, along with casinos, shops, a golf course and condominiums, mixed up with a museum of African music, using the latest new media technique, to tell the story of rhythmic beats from 300 years ago ending with "the biggest African group in the world, The Jackson Five." Given tourism, heritage and museum studies preoccupations with questions of accuracy, authenticity, ethics and appropriateness (Chabra, Healy and Sills 2003, Weil 1990, Wang 1999), the views of historians and tourist studies critics were predictable. Let me defer to the words of Nigerian writer C. Don Adinuba, "This plan is morally reprehensible, it's like dancing on the graves of dead people and telling them you're honouring them"[12] This is what the Bilikisu Sungbo Shrine, Prayer and Museum might have been had fate intervened and it gives me pause as an advisor as to possible impacts of our work.

And I hear the Queen of Sheba asking many, many hard questions.

Bibliography

Ames, Michael M. (1992). *Cannibal Tours and Glass Boxes: The Anthropology of Museums*. Vancouver: University of British Columbia Press.

Ardouin, Alaude and Emmanuel Arinze (ed.) (1995) *Museums and the Community in West Africa. Washington, DC: The Smithsonaian Institution.*

Arnstein, Sherry R. (1969). "A Ladder of Citizen Participation." *Journal of the American Institute of Planners* 35 (4): pp. 216-24.

Assembly of First Nations and Canadian Museums Association. (1992). *Turning the Page: Forging New Partnerships between Museums and First Peoples*. 2nd ed. Ottawa: Task Force on Museums and First Peoples.

Bennett, Tony. (1999). "The Exhibitionary Complex", pp. 123-154. In *Culture, Power, History: A Reader in Contemporary Social Theory,* N. Dirks, Geoff Eley, S. Ortner, eds. Princeton, NJ: Princeton University Press.

Cameron, Duncan F. (1971). "Museums, Temple or Forum?" *Curator* 14(1): 11-24.

Chhabra, Deepak, Robert Healy, and Erin Sills. (2003). "Staged Authenticity and Heritage Tourism". *Journal of Tourism Research* 30(3): 702-719.

Clifford, James. (1997). "Museums as Contact Zones". In *Routes: Travel and Translation in the Late Twentieth Century*. Cambridge: Harvard University Press. pp. 188-219

Gerard Corsane. (2005). "Introduction". In *Heritage, Museums and Galleries: An Introductory Reader.* London: Routledge.

Darling, Patrick. The African Legacy Project. http://apollo5.bournemouth.ac.uk/africanlegacy/ (Accessed 2010)

Falk, John, and Lynn Dierking. (2000). *Learning from Museums*. Lanham, MD: Rowman and Littlefield Publishers.

———. (1992). *The Visitor Experience*. Washington, D.C.: Whalesback Book.

Facing History and Ourselves. http://www.facinghistory.org/

Filane, Kunle. (2003). "Museums in Nigeria. Historical Antecedents and Current Practice",Dakar- Art, Minorities, Majorities, pp. 1-8.

[12] Quote given to the BBC

Galla, Amareswar. (2002). "Culture and Heritage in Development: Ha Long Ecomuseum, a Case Study from Vietnam," Humanities Research IX (1) Online at *http://www.anu.edu.au/HRC/publications/hr/issue1_2002/article07.htm*;
Galla, Amareswar & P. Yu. (2002). *"Culture and Heritage in Development: Ha Long Ecomuseum, a Case Study From Vietnam," Humanities Research IX (1))* Online at http://www.anu.edu.au/HRC/publications/hr/issue1_2002/article07.htm
Goldbard, Arlene. (2001). *Creative Community: The Art of Cultural Development*. New York: Rockefeller Foundation.
Harrison, Julia Harrison. (1994). "Ideas of Museums in the 1990's. *International Journal of Museum Management and Curatorship* 13(2): 160-172.
Hauenschild, Andrea. (1988). *Neue Museologie: Anspruch und Wirklichkeit anhand vergleichender Fallstudien in Kanada, USA and Mexico*. Bremen: Im Selbstverlag des Museums.
Andreas Huyssen. (1995) *Twilight Memories: Marking Time in a Culture of Amnesia* . New York, NY: Routledge.
ICOM. Development of the Museum Definition according to ICOM Statutes (2007-1946)
*IC TOP.*1998. *Towards a Museology of Reconciliation*. ICTOP Conference Dubrovnik, 1998. http://www.maltwood.uvic.ca/tmr/segger.html.
Jamal, Tazim, and Mike Robinson. (2009). "Introduction: The Evolution and Contemporary Positioning of Tourism as a Focus of Study", *The Sage HandBook of Tourism Studies.* London: Sage Publications, pp.3-16.
Janes, Robert. (2009). *Museums in a Troubled World: Renewal, Irrelevance or Collapse?* London: Routledge.
Karp, Ivan and Steven D. Lavine, eds. (1991). *Exhibiting Cultures: The Poetics and Politics of Museum Display.* Washington: Smithsonian Institution Press.
Karp, Ivan, Christine Mullen Kreamer, and Steven D. Lavine, eds. (1992). *Museums and Communities: The Politics of Public Culture*. Washington, D.C.: Smithsonian Institution Press.
Ivan Karp,Corrine Kratz, Lynn Szwaja and Tomaá Ybarra-Frausto et al, eds. (2006). *Museum Frictions: Public Cultures/Global Transformations.* Durham, NC: Duke University Press.
Karp, Ivan and Corine Kratz. (2007). "Introduction: Museum Frictions: Public Culture/ Global Trasnformations" in Ivan Karp,Corrine Kratz, Lynn Szwaja and Tomaá Ybarra-Frausto et al, eds. (2006). *Museum Frictions: Public Cultures/Global Transformations.* Durham, NC: Duke University Press.
Kirshenblatt-Gimblett, Barbara. (1998). "Destination Museum", In *Destination Culture: Tourism, Museums, and Heritage*. Los Angeles: University of California Press, pp.131-176.
Kreps, C. (2003). *Liberating Culture: Cross-Cultural Perspectives on Museums, Curation, and Heritage Preservation*. London: Routledge.
Mbaiwa, J. and Am Stronza. (2009). "The Challenges and Prospects of Sustainable Tourism and Ecotourism in Developing Countries", pp. 333-353. The Sage HandBook of Tourism Studies, Tazim Jamal and Mike Robinson, eds. London: Sage Publications.
Marginson, Greg. (1993). "Access: Can it lead to community control?" *Museum National Council of Australian Museum Associations* (August): 8-10.
Macdonald, Sharon, ed. (1996). *Theorizing Museums*. Oxford: Blackwell Publishers.
Mensch, Peter van. (2004). Museology and Management: Enemies or Friends? Current Tendencies in Theoretical Museology and Museum Management in Europe, pp. 3-19. *Museum Management in the 21st Century*, E. Mizushima, ed. Tokyo: Museum Management Academy.
www.icom-portugal.org/multimedia/File/V%20Jornadas/rwa_publ_pvm_2004_1.pdf

Moutinho, M. (2008). Evolving Definition of Sociomuseology: Proposal for Reflection. *Between Hope and Despair: Pedagogy and the Representation of Historical Trauma*, Roger Simon, Sharon Rosenberg and Claudia Eppert, eds. Lanham, Maryland: Rowman and Littlefield .
ICTOP Annual Conference, Listbon, 2008. http://ssmemuseums.net/index.php?view=article&catid=5:read-sociomuseology&id=40:evolving-definition-of-sociomuseology&format=pdf (accessed August 2010)
Tourism Development International for UNWTO. *Nigeria Tourism Masters Plan*. (2006). Report written by Tourism Development International for UNWTO.
Okonkowo, Margaret, Afigbo*, Adiele and* Okita S.I.O. (1985).The M*useum and Nation Building*. Owerri, Nigeria: New Africa Publishing Co.
Peers, L. and A. Brown, eds. (2003). *Museums and Source Communities*. New York and London: Routledge
Rea, Paul Marshall. (1932). *The Museum and the Community.* Lancaster, PA: Science Press.
Rekdal, Per B. (2001). *Norwegian Museums and the Multicultural Challenge: Principles and Practices in Exhibition and Education*. Translated by Daniel Papuga. Oslo: Norsk museumsutvikling.
Rivard, René. (1984). *Opening up the Museum, or Towards a New Museology: Ecomuseums and "Open" Museums.* Quebec City: The Author.
Ruth Phillips. (2003). "Introduction to Part 3: Community Collaboration in Exhibitions: Toward a Dialogic Paradigm", In *Museums and Source Communities*, L. Peers and A. Brown, eds. New York and London: Routledge, pp. 155-170.
Sandell, Richard. (2002.) "Museums and the Combating of Social Inequality: Roles, Responsibilities, Resistance", In *Museums, Society, Inequality*, Richard Sandell, ed. London and New York: Routledge, pp. 3-23.
Selwyn, Tom. (1992). "Tourism Society and Development. Tourism, Society, and Culture". *Community Development Journal* 27(4): 353-360.
Simon, Roger I., Sharon Rosenberg, and Claudia Eppert, eds. (2000). *Between Hope and Despair: Pedagogy and the Representation of Historical Trauma*. Lanham, Maryland: Rowman and Littlefield.
Simon, Roger. (2006). "The Terrible Gift: Museums and the Possibility of Hope Without Consolation". *Journal of Museum Management and Curatorship* 21 (3): 187-204.
Simon see http://cmce.oise.utoronto.ca/faculty/rogersimon_publications.html .(Accessed 2009).[1]
Sola, T. (1991). Museums and Curatorship: the Role of Theory. *The Museums Profession,* Gaynor Kavanagh, ed. Leicester: Leicester University Press.
Sola, T. (1997). *Essay on Museums and Their Theory.* Helsinki:Museoliitto, Finish Association of Museums.
Stergiou, Dimitrios, David Airey, and Michael Riley. (2008). "Making Sense of Tourism Teaching". *Annals of Tourism Research* 35 (3): 631-649.
Teather, J. Lynne. (1991). "Museum Studies: Reflecting on Reflective Practice". *International Journal of Museum Management and Curatorship* 10:403-17.
Teather, J. Lynne. (1998). A Museum is a Museum is a Museum … .Or is it? Exploring Museology and the Web. In *Museums and the Web: Proceedings*, David Bearman and Jennifer Trant, ed. Pittsburgh, PA: Archives and Museum Informatics; www.archimuse.com/mw98/papers/teather/teather_paper.html
Teather, J. Lynne. (200). *"Museum Studies Borderlands: Perspectives on the State of the Field."* Paper presented to *Museology at the Beginning of the 3rd Millennium: Theory and Practice*. Brno, Czech Republic. The Technical Museum in Brno and the Department of Archaeology and Museology of the Faculty of Art of Masaryk University in Brno.

Tchen, John Kuo Wei. (1992). Creating a Dialogic Museum: The Chinatown History Museum Experiment, pp. 286-326. In *Museums and Communities: The Politics of Public Culture*, Karp and Lavine, eds. Washington, D.C.: Smithsonian Institution Press.
Telfor, David. (2009) "Development Studies and Tourism", inTazim Jamal and Mike Robinson, eds. *The Sage HandBook of Tourism Studies*. London: Sage Publications. pp.146-165..
Tribe, John. (1997). "The Indiscipline of Tourism". *Annals of Tourism Research* 24(3): 638-637.
_____. (2000). "Indisciplined and Unsubstantiated." *Annals of Tourism Research* 27(3): 809-814.
_____. (2000). "Balancing the Vocational: Theory and Practice in Liberal Education in Tourism". *Tourism and Hospitality Research* 2(2): 9-25.
_____. (2002). "The Philosophic Practitioner". *Annals of Tourism Research* 29(2): 338-357. Wang, N.B. (1999). "Rethinking Authenticity in Tourism". *Annals of Tourism Research* 26(2): 349-370.
Weil, Stephen E. (1990). *Rethinking the Museum and OtherMeditations*. Washington, D.C.: Smithsonian Institution Press.
Welsh, Peter. (2005). "Re-configuring Museums". *Museum Management and Curatorship,* 20:103-104.
Wilcox, David. (1998). *The Guide to Development Trusts and Partnerships*. London: Development Trusts Association. http://www.partnerships.org.uk/pguide/index.htm

The Ancient Silk Roads: Tourism Potential and World Heritage Nomination

Isabel Maria Torres Martínez
(Heritage & Tourism International)

Isabel Maria Torres Martínez
Heritage & Tourism International
Janus House, Osney Mead
Oxford, OX2 0ES
United Kingdom
Email: istorma@gmail.com

The Ancient Silk Roads:
Tourism Potential and World Heritage Nomination

Abstract:
Since the independence of the former Soviet States in Central Asia and with the increasing efforts by the Chinese government to promote heritage in order to boost national pride, there has been a revival of the Silk Road for tourism purposes. Also, the region is receiving support from international organisations, such as UNESCO and the United Nations World Tourism Organisation (UNWTO) to promote tourism and to prepare the nomination of the Silk Road as a Serial Transnational World Heritage Site. However, the implications of this nomination have not been studied yet and the diversity of countries, interests and stakeholders involved could hinder the effective heritage management of the sites. This paper shows that the Silk Road is very rich in natural and cultural heritage, testimony of several centuries of trade and intercultural exchange between civilisations, and it reviews the consequences of its potential inscription in the UNESCO list. It concludes that an integrated and common vision that shows the Silk Road as a unique destination with 'outstanding universal value' and that creates a 'sense of place' must be sought for the promotion and enhancement of the tourism potential of the Ancient Silk Roads and for its successful management as a World Heritage Site.

Keywords: Silk Road, World Heritage Site, cultural tourism

The Ancient Silk Roads: Tourism Potential and World Heritage Nomination

Introduction

Tourism is claimed to be one of the world's largest industries that has grown in recent decades, bringing economic benefits and contributing to the development of countries, especially those in the less-developed world (Roe and Urquhart, 2001). It is also considered to be beneficial for the preservation and revival of local cultures, which otherwise would start to decline (Werner, 2003). For this, since the independence of the former Soviet States (1991), there has been a revival of the Silk Road for tourism purposes.

The Silk Road was an important trade route for many centuries (139 B.C – 1400 A.D.) and it connected, through different branches, Eastern, Southern and Western Asia with the Mediterranean world, including North Africa and Europe. It was not just silk that was traded, but also other goods such as spices, Chinese porcelain, jewellery, silverware, livestock, and even slaves. This extensive network became a bridge for political, economic and cultural exchanges, including religions, technology and science, between Asia and Europe; and it helped in the development of the great civilizations of China India, Egypt and Persia, laying the foundations for the modern world (UNWTO, UNDP and UNCTAD, 2005).

The Great Silk Road

The extension of the Silk Road, involving numerous countries; its development through the centuries and the multiple intercultural exchanges have contributed to the creation of the Silk Road heritage, which is not just comprised of built heritage such as mosques, pagodas, mausoleums or historic centres of cities; but of natural, cultural and intangible heritage in the broad sense.

Forecasting the tourism potential, in 1988 UNESCO started the project 'Integral Study of the Silk Roads: Roads of Dialogue', in order to promote tourism in Central Asian countries. Since then, many workshops, forums and agreements have been made to increase the awareness of the immense tourism potential of the Silk Roads to the international community. The United Nations World Tourism Organisation (UNWTO) has also offered its support in developing marketing strategies for the promotion of the region, and UNESCO assisted in the preservation of the heritage along the Silk Roads.

This increasing interest in promoting the Silk Roads for the tourism sector has resulted on the development of various projects. For instance, the United Nations Development Programme (UNDP) and UNWTO have launched the Silk Road City Awards (2008) within the framework of the 'Silk Road Initiative' to boost trade, investment and tourism. In addition, UNESCO is assisting Central Asian countries to work in the preparation of the proposal to include a Serial Nomination of the Ancient Silk Roads in the tentative list for World Heritage Site (WHS). Indeed, China has already submitted the Chinese section of the Silk Road in their Tentative List for WHS.

However, being nominated as a WHS does not necessary guarantee a direct and immediate growth in the number of tourists. In fact, if sites are not carefully managed, which is more difficult with transnational properties where diverse countries have different ways of planning and management; negative first-time experiences would have a stronger effect on tourists and on the overall reputation of the destination.

Research study

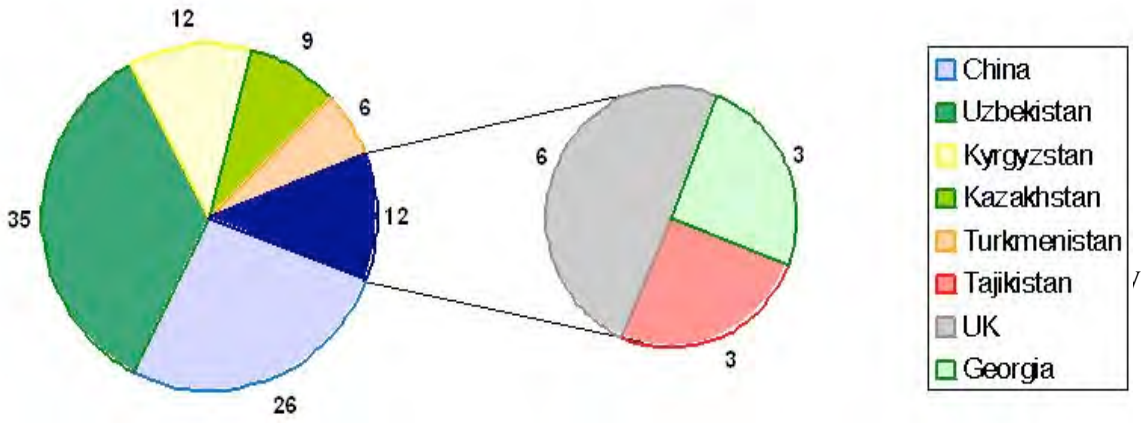
The purpose of this research was to investigate the development of the Silk Road as a cultural product for the tourism market.

Considering the large number of tour-operators along the Silk Road destinations in China and Central Asia, a quantitative approach was considered to be the most appropriate. Data collection methods comprised both questionnaires, as a quantitative method to collect primary data from tour-operators along the Silk Road; and secondary data analysis from official reports and statistics sources, such as UN Data and the Tourism Factbook of the UNWTO.

Emailed questionnaires were sent to a data-base of 159 tour-operators based in China and Central Asian countries, with an exception of a few tour-operators in Western-Asia / Eastern Europe and in the United Kingdom. At the end, thirty-four questionnaires were collected.

By looking at the participants by country in Figure 1, it can be seen that there are big disparities between countries. In general, Uzbekistan (35% of participants) and China (26%) are the countries that are more socially and economically developed; facts that are also stated in the secondary data analysis; and the ones that have developed more the Silk Road tourism product.

Participants by Country



In the broader study, the questionnaire covered other questions related to the Silk Road product, its development, attractions and concerns from tour-operators. However, in this paper just the questions related to the nomination of the Silk Road as a World Heritage Site will be explained; specifically, the results for the question: *How do you think this nomination as a World Heritage Site will influence the region?*

A Likert Scale ranging from 'Strongly Disagree' to 'Strongly Agree' was used in order to rate the level of agreement with possible statements. These were: Increase of tourists, Receive more help from international organisations such as UNESCO and the World Tourism Organisation, Receive more training, Region will be better known, and It will not change.

Results show a common agreement (79%) from tour-operators stating that this nomination would Increase tourists with 32% Strongly Agreeing and 47% Agreeing; and the Region will be better known, with 35% Strongly Agreeing and 44% Agreeing. Therefore, tour-operators expect that through the nomination of the Silk Road as a WHS, the international community will be more aware of the region and the name 'Silk Road' will be recognised worldwide. This potential nomination would definitely have an impact at the international level, although it would not be completely clear which region or countries of

'The Great Silk Road' would receive more attention, as this would depend on where marketing campaigns focused and where investment was made.

Opinions on statements regarding the reception of Help by international organisations and Training are more varied. Regarding the Help by international organisations, 23% responded Neither Agree nor Disagree and 18% Disagree about it. As for Receiving more training, also 18% Disagree to this effect as a result of the nomination as a WHS; and 32% Neither Agree nor Disagree. These percentages show that tour-operators are slightly reluctant to believe that this nomination would mean the reception of help from international organisations, including training. It is possible that the aid received up to now from UNESCO, UNWTO and UNDP projects, has not been extended to all stakeholders or tour-operators in the region and, for this reason their opinions are influenced by these experiences.

The last statement 'It will not change' reconfirmed the previous answers on the Increase of tourists and the Knowledge of the region, as 73% responded Disagree and 6% Strongly Disagree. All the percentages are shown in Figure 2.

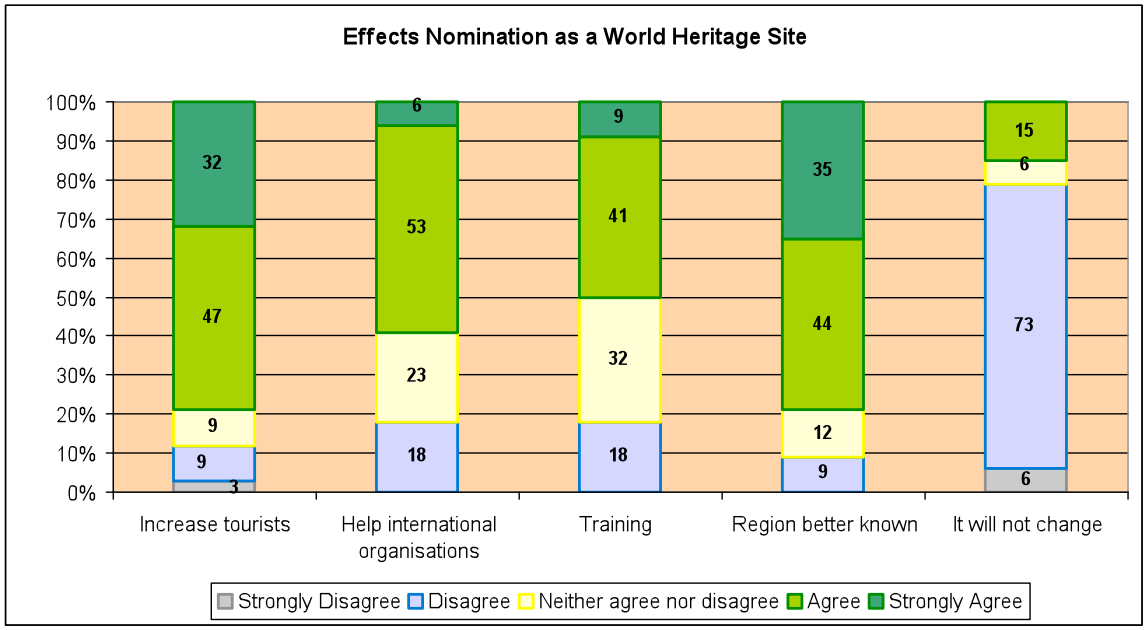


Figure 2. Effects Nomination of the Silk Road as a World Heritage Site

Considering the survey results, it seems that the nomination of the Silk Road as a WHS would increase tourism in the region. The issue that would arise is how to manage that tourism or better, how to manage the heritage.

Managing Heritage

UNESCO has listed 911 properties (704 cultural, 180 natural and 27 mixed) in the World Heritage List since the adoption of the Convention of World Natural and Cultural Heritage in 1972, in 151 countries (World Heritage Centre, 2010). Although the aim of the Convention is to ensure the "identification, protection, conservation, presentation and transmission to future generations of the cultural and natural heritage" (UNESCO, 1972), to be a World Heritage Site has been increasingly used as a tool for tourism marketing as it is seen as a "coveted prize" (Li *et al*., 2008, p.308) that will increase tourism.

Nomination as a World Heritage Site provides status to the destination, that can definitely be used for tourism purposes so as to attract visitors and receive economic benefits.

However, this status does not result automatically in financial support from UNESCO, unless the site is at risk and funding is often for less-developed countries (Shackley, 1998). Besides, Hall (2006) questions the benefits of listing a WHS with regards to increasing visitor numbers, and Rodwell (cited in Hall, 2006, p. 31) pointed out that there was no proven relationship between status and visitor numbers for cultural heritage sites in the UK.

Shackley (1998) also mentions that the World Heritage Centre is over its capacity for managing WHS, defining it as "understaffed and underfunded" (p. 2), because when it was founded, the interest for listings for WHS was underestimated and it has grown at an uncontrolled pace. Hence, heritage management is a key issue for destinations wishing to inscribe their sites on the World Heritage List.

The rapid growth of inscriptions on the World Heritage List has created discussion regarding the threat that mass tourism and intensive visitation is causing to heritage sites (Garfield, 1993); and concerns related to the carrying capacity, especially in countries with high populations like China (Li *et al*., 2008). McKercher and Ho (2006, p.473) state that "both over- and under-use pose threats to the sustainability of cultural tourism products". Over-use can cause damage to the heritage and consequently the disappearance of the value, whilst under-use may result in neglect of heritage and lack of conservation, which at the end would also turn into loss of local support to maintain the heritage resource (McKercher, 2001).

Therefore, the challenge is to find a balance between tourism activity and conservation; a complicated task when a large number of stakeholders are involved (Leask, 2006). Thompson (2004) remarks that in Central Asia maintenance of heritage sites is not the highest priority of governments and this has hindered its preservation, due to the lack of coordination and funding. Nonetheless, conservation and tourism must go in parallel. The integration of tourism and land management at all levels is essential for the management of World Heritage Sites (Ibid) and a holistic approach should be sought when planning the development of any site. This is particularly important in the case of World Heritage Serial Sites where several stakeholders and interests are involved.

The Silk Road World Heritage Serial Site Nomination

According to the Operational Guidelines for World Heritage Sites (UNESCO, 2008a, p.35), Serial properties include component parts that are related because they belong to:

- the same historico - cultural group;
- the same type of property which is characteristic of the geographical zone;
- the same geological, geomorphological formation, the same biogeographic province, or the same ecosystem type;

  and provided it is the series as a whole - and not necessarily the individual parts of it - which are of outstanding universal value.

Since the introduction of the serial and transnational nominations, there has been a significant increase in interest in its use by State Parties. The Silk Road is considered for Serial Site Nomination, as well as a transnational property that will be nominated in stages. Trans-national means that the property can be found in two or more countries. The first part of it, the Chinese section, has already been inscribed on the Tentative List for nomination, and the other parts will be included progressively with increments according to the different pace that the countries involved wish to progress matters. However, this process is quite complicated, and difficulties may be encountered by State Parties when submitting the Silk Road on their Tentative Lists, especially in the Central Asia countries that have fewer resources. For this reason, UNESCO has organised several meetings to provide capacity building to State Parties and help guide them through the process of preparing the nomination

files. Likewise, UNESCO is supporting similar sites to prepare the nomination documents to designate cultural routes as WHS, like Le Qhapaq Ñan or the Incas Trail in Latin America (Herdoíza and Fustillos, 2005).

For trans-national and serial nominations there are also various issues that require attention; such as, the large demands on resources required for complex serial nominations from both State Parties and the World Heritage Committee, and the criteria used to evaluate serial nominations that are submitted over several cycles (UNESCO, 2008b). The World Heritage Committee recommends to State Parties that they express on the first nomination the wish to extend the property on subsequent nominations. However, this has not always been considered, since some of the current serial properties were first listed before the introduction of the serial nominations. Hence, some controversies arise as to whether it is acceptable that in these cases, just the first property and not subsequent additions demonstrate outstanding universal value (Ibid). Jing (2005) points out the need to structure the nomination process so that places to be included on the Serial World Heritage Site are not selected randomly and a wider perspective is taken.

Then, is it just Samarkand or Khiva, that in fact are already World Heritage Sites, that need to have 'outstanding universal value', and the value of additional sites along the Silk Road is not that relevant? Or do all parts have to have outstanding universal value? The Operational Guidelines' paragraph cited before states the relevance of the series "as a whole", not stressing the particular importance of the sites individually, for the recognition of the 'outstanding universal value'. Jing (2005) distinguishes between 'anchor sites' and 'support sites or structures'. While the first should contain Outstanding Universal Value, the support ones should not necessarily need it, but they help to "complement the picture". An integrated overview can be perceived when serial nominations take place at the same time and the 'whole outstanding universal value' can be easily understood. The problem arises when it is through a phased process that the Serial World Heritage Site is created. Could 'support sites' be included as an extension to a serial site? Or new extensions need to have an 'anchor site' as well?

As for the Silk Road, even though it is undoubtedly a complex serial site, the fact of considering it as a cultural route might facilitate the process of understanding and the identification of its outstanding universal value suitable for its nomination. The World Heritage Centre has been the initiator of the Silk Road project and is leading the mission to the Chinese Silk Road as a World Cultural Heritage Route (UNESCO, 2004). UNESCO is developing the concept of the cultural route as complementary to the cultural landscape route that has already been implemented. The Silk Road would fall into this category of Cultural Route as it is described below:

> 'A cultural route is a land, water, mixed or other type of route, which is physically determined and characterized by having its own specific and historic dynamics and functionality; showing interactive movements of people as well as multi-dimensional, continuous and reciprocal exchanges of goods, ideas, knowledge and values within or between countries and regions over significant periods of time; and thereby generating a cross-fertilization of the cultures in space and time, which is reflected both in its tangible and intangible heritage'. (ICOMOS-CIIC International Scientific Committee on Cultural Routes, 1997-2002)

The Silk Road is an outstanding example of a cultural route, which shows the exchange of values, goods, knowledge and religions between the East and the West for several centuries. This has helped to lay out the foundations of the modern civilisations. Even though it seems obvious that the significance of the Silk Road and the indisputable relevance for its inscription as a WHS, the process of nomination is hindered by the complexity of countries and heritage sites involved. However, if the Silk Road is seen as a cultural route,

even with a nomination done in stages, every additional extension by other countries would enhance the 'whole outstanding universal value' of the site.

Coherence must be sought for extensions to World Heritage Sites, particularly when dealing with serial and trans-national nominations. Limiting numbers is also a highly discussed issue. For instance, the WHS Belfries of Belgium and France was firstly listed in 1999 as Belfries of Flanders and Wallonia in Belgium and comprised thirty-two belfries, and it has now been extended with the addition of twenty-three belfries in Northern France and the belfry of Gembloux in Belgium, as a group. Although in this case, the extension shows a good example of shared architecture in north-western Europe, it would not make sense to add more individual sites in the future that exhibit the same characteristics as the current ones. This site is already a representation of heritage with outstanding universal value and further sites would not enhance the actual value.

With regards to the Silk Road, the choice of the number of sites included on the list will definitely be a complex matter. Just for the Chinese section of the Silk Road, the State Party has included forty-six sites on the Tentative List, and although this study just considers the Central Asia countries, it should not be forgotten that the Silk Road has several branches ending in Turkey, or as believed by others it extends from Italy to Korea and Japan. Then, a serial nomination including numerous countries and sites would not be manageable, especially taking into account the diversity of cultures and of ways of working and managing heritage in different countries.

Management of Serial World Heritage Sites is a key issue for IUCN (cited in Leask and Fyall, 2006). They noted the need for "clearer direction and guidelines to ensure strong nomination and effective management post-inscription" (p.14). Support and resources are needed not only during the nomination process and while preparing the documentation, but also for post-inscription and actual management of the site, especially considering the increase in the number of visitors that is likely to happen when the site is inscribed and is promoted as a WHS. As believed by tour-operators, tourism would presumably increase and the region would be better known if the Silk Road is nominated as a World Heritage Site.

The Operational Guidelines request that together with the nomination file "a management system or mechanisms for ensuring the co-ordinated management of the separate components" are included (UNESCO, 2008b). Joint-management can suffer from difficulties when State Parties have different political, economic, legal and social characteristics; stakeholders' interests and approaches differ; characteristics of local communities and stakeholders are not shared; or in general when communication is not fluent and appropriate (Ibid).

To create and run an efficient management system for the Silk Road represents a challenge, considering the number of countries and cultures involved. UNESCO recommends following best-practices achieved by already inscribed serial properties, but these ones are not as complex and with so numerous countries involved, as the Silk Road will have. Besides, the cultural routes that are being considered for nomination as WHS, like the Inca Trail in Latin America, are approximately at the same stage of development and cannot be taken as examples. The management system for the Silk Road Serial World Heritage Site entails very ambitious relationships and organisational structures.

UNESCO (2008b) has provided some guidelines for the establishment of a management systems for serial trans-national properties and it includes: acknowledgement by the State Parties of the common thematic framework and understanding of the Outstanding Universal Value of the property; agreement of joint management based on common principles and objectives; and arrangements for collaboration for the control, protection, management and conservation of the property through all the institutions. Whereas sharing a common vision and objectives can be more achievable; arranging protection and management measures

might be more difficult and conflict of interests may occur, especially when the economic benefits of tourism are involved.

In addition, it is important to stress that serial nominations are assessed with "the same criteria, requirements for integrity, authenticity and management as are all other nominations" (UNESCO, 2008b). This means that if a component of the serial site is not well managed and its value is under threat due to inappropriate heritage conservation, the whole serial site is likely to be inscribed on the World Heritage List in Danger. This needs to be perfectly understood by State Parties wishing to jointly work on the preparation and management of serial sites. It is important that they share a common vision of the value of the site so as to better understand the relevance of working together and, as explained in the previous section, showing a single and integrated destination.

The Silk Road is a very complex cultural route and inappropriate management of a single place would affect the whole property and put it at risk, if nominated as a Serial Trans-national World Heritage Site. For this reason, it would be advisable to nominate the site in phases, as is currently being done; but at the same time, to monitor and review the practices before proceeding with extensions. UNESCO recommends that China establishes a National Management Unit supported by clusters that represent various themes, for instance, Art (Buddhist, Islamic); Architecture (temple, urban, vernacular); Archaeology (cities, monuments); Religion (temples, mosques); Military Engineering (forts, walls, towers); Agriculture, Trade & Manufacture (farming, markets, caravanserais); Travel & Transportation (engineering structures, resting places), etc. (UNESCO, 2004, p.22). It is essential for China to have a well-structured organisation, since the surface area of the country and the number of sites is bigger than in the Central Asian countries.

This same structure with clusters can be adapted to the other countries at the national level, but also at the regional level, e.g. The Central Asia region. If Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Turkmenistan and Uzbekistan present altogether the nomination of the 'Central Asian Section of the Silk Road', then a 'Central Asian Management Unit' should be created. Central Asian countries are already benefiting from the project related to the development of a multi-scale Cultural Heritage Information System that, with funds of UNESCO and BELSPO (Belgian Science Policy), will support the nomination of the multi-national Central Asian' Silk Roads' Cultural Heritage Sites (BELSPO, 2009).

It should be recommended that Central Asian countries work together on the management of the Central Asia Section of the Silk Road for a short period of time, before they merge with China. In this way, they could take advantage of the experience gained by China, which should be more advanced considering that the Chinese Section of the Silk Road is already included on the Tentative List of China; and by following best-practice examples but without compromising the preservation of all the sites.

This practice is currently being undertaken by France and Spain, where both countries have the Pilgrims Route of Santiago de Compostela nominated as a Serial World Heritage Site in their respective countries, but not as a transnational property to date. UNESCO (2008b) comments that it is essential to bear in mind constraints because of cultural, social and political differences in countries; so as to avoid complex nominations that have few probabilities of being manageable. Even though the Silk Road is definitely a very complex cultural route, this complexity is what makes the Silk Road rich in history and culture and what gives the strength needed to be recognised as a World Heritage Site. Small, steady and consistent steps should guide the process of nomination and post-management of the sites along the route.

For both the nomination of the Silk Road as a World Heritage Site and for the promotion of the Silk Road as a tourism destination, a holistic approach is needed to show the

'whole outstanding universal value' and the 'unique destination'. UNESCO (2004, p.7) remarks that the starting point should be to focus on "the identification and justification of those aspects and elements that will 'tell the story' of the Chinese Silk Road in a comprehensive manner". If this approach is taken, it can be seen that the 'support sites' mentioned previously play a significant role in the 'storytelling' and it is not just the most beautiful mosques, temples, pagodas or mausoleums that are the attractions, but also the small villages, caravanserais, the natural sites and landscapes, as well as the intangible heritage that complement the destination.

This approach matches with the theory of 'place-based' destination defined by Thorne (2008, p.1), which states that a 'place-based' cultural tourism destination must:

- *possess a holistic understanding of culture,*
- *understand the city or region's cultural character, and*
- *understand the travel motivations and behaviours of cultural tourists*

This author describes a 'place-based' cultural tourism destination as a *tapestry of place*, composed by "the destination's people, its history, its folklore, its cuisine, its natural and built heritage, its art and music, its language and traditions - along with its museums, galleries, festivals, heritage sites, and the other 'usual' cultural experiences that a visitor might expect" (Thorne, 2008, p.4). When looking at this 'tapestry of place', the concept perfectly matches with the 'crossroads of cultures', as the Silk Road has been widely described. It is therefore essential that a 'place-based' approach or 'sense of place' is taken for both the promotion of the destination and for the understanding of its 'outstanding universal value' when identifying the sites to be included on the Tentative List.

By these means, the Silk Road can be promoted as an integrated and unique destination with a wide array of natural, cultural and intangible heritage, having 'outstanding universal value' that will be preserved for future generations through its nomination as a WHS.

Conclusions

This paper has stated that the Ancient Silk Roads have significant tourism potential, which is shown through a wide array of natural, cultural and intangible heritage; and through the increasing interest by international organisations such as UNWTO and UNESCO to promote cultural tourism in the region, including its nomination as a WHS.

Concerning the nomination as a Serial Trans-national World Heritage Site, it has argued that, considering the wide array of heritage sites along the Silk Road, differences of cultures, level of development of the countries and the stakeholders involved; the nomination process could be hampered. The identification of the 'outstanding universal value' of the sites also presents some controversies, since it is a very complex cultural route. For this, it has been recommended that a progressive phased process is followed, that adapts best-practices gained on similar sites or more advanced sections, such as the Chinese Section of the Silk Road that is already on the Tentative List for inscription.

From the evidence, it can be concluded that a holistic approach must be sought for both the promotion of the destination and for the identification of its outstanding universal value as a whole for nomination as a World Heritage Site. This would improve the joint management of the site, whilst preserving heritage for future generations. In short, an integrated and unique approach should be taken for the story-telling of the Ancient Silk Roads for tourists.

Bibliography

Airey, D. and Shackley, M. (1998). 'Bukhara (Uzbekistan). A former oasis town on the Silk Road'. In: Shackley, M. (ed.) Visitor Management. Case Studies from World Heritage Sites. Oxford, Butterworth-Heinemann.

Barry Lane, M. and Lewcock, R. (1996). Rebuilding the Silk Road. Cultural Tourism and Revival of Heritage in Uzbekistan. UNDP/UNESCO.

Baum, T. and Thompson, K. (2007). 'Skills and labour markets in transition: A tourism skills inventory of Kyrgyzstan, Mongolia and Uzbekistan'. Asia Pacific Journal of Human Resources, Vol.45, No. 2, pp. 235–255.

BELSPO (2009). Motivated Expression of Interest for the Silk Road (Central Asia) - project related to the development of an Information System in view of the nomination of the serial WH-Site. Federal Science Policy. (Online) Available in: <http://www.belspo.be/belspo/home/calls/forms/SILKROAD_Proj2009_en.pdf> [Accessed 17th August 2009].

Feilden, B.M. and Jokilehto, J. (1993). Management guidelines for world cultural heritage sites. Rome, ICCROM.

Garfield, D. (1993) Tourism at world heritage cultural sites: the site managers handbook. The ICOMOS International Committee on Cultural Tourism, Washington, DC.

Hall, M. (2006). 'Implementing the World Heritage Convention: what happens after listing?' In: Leask, A. and Fyall, A. (eds.) Managing World Heritage Sites. Oxford, Butterworth-Heinemann.

Herdoíza, W. and Fustillos, A. (2005). 'Le Qhapaq Ñan ou la Route des Incas'. Proceedings of the Scientific Symposium "Monuments and sites in their setting - conserving cultural heritage in changing townscapes and landscapes". (Online) Available in: <http://www.international.
icomos.org/xian2005/papers/4-43.pdf> [Accessed 11th August 2009].

Jing, F. (2005). 'UNESCO's Efforts in Identifying the World Heritage Significance of the Silk Road'. Proceedings of the Scientific Symposium "Monuments and sites in their setting - conserving cultural heritage in changing townscapes and landscapes". (Online) Available in: <http://www.international.icomos.org/xian2005/ papers/4-20.pdf> [Accessed 11th August 2009].

Jing, F. and van Oers, R. (2004). UNESCO Missions to Chinese Section of the Silk Road. A systematic Approach towards World Heritage Nomination. August 2003 and July 2004. Paris, UNESCO, World Heritage Centre.

Kantarci, K. (2007a). 'Perceptions of Central Asia Travel Conditions: Kyrgyzstan, Kazakhstan, Uzbekistan, and Turkmenistan'. Journal of Hospitality Marketing & Management. Vol. 15, No. 2, pp. 55 - 71.

Leask, A. (2006). 'World Heritage Site Designation'. In: Leask, A. and Fyall, A. (eds.) Managing World Heritage Sites. Oxford, Butterworth-Heinemann.

Leask, A. and Fyall, A. (eds.) (2006). Managing World Heritage Sites. Oxford, Butterworth-Heinemann.

Li, M., Wu, B. and Cai, L. (2008). 'Tourism Development of World Heritage Sites in China: A geographic perspective'. Tourism Management. Vol. 29, pp. 308 - 319.

McKercher, B. (2001) 'Attitudes to a non-viable community-owned heritage tourist attraction'. Journal of Sustainable Tourism Vol. 9, No.1, pp. 29–43.

McKercher, B. and Ho, P. (2006). 'Assessing the Tourism Potential of Smaller Cultural and Heritage Attractions'. Journal of Sustainable Tourism. Vol. 14, No. 5, pp. 473 - 488.

Pedersen, A. (2002). Managing Tourism at World Heritage Sites: a Practical Manual for World Heritage Site Managers. Paris, UNESCO World Heritage Centre.

Roe, D. and Urquhart, P. (2001). 'Pro-Poor Tourism: Harnessing the World's Largest Industry for the World's Poor'. Opinion. World Summit on Sustainable Development. IIED. (Online) Available in: <http://www.propoortourism.org.uk/Dilys%20IIED%20 paper.pdf> [Accessed 3rd September 2009].
Schofield, P. (2004). 'Positioning the tourism product of an emerging industry: image, resources and politics in Kyrgyzstan' in: Hall, D. R. (ed.), Tourism and transition: governance, transformation and development. Wallingford, CABI Publishing.
Shackley, M. (ed.) (1998). Visitor management: Case Studies from World Heritage Sites. Oxford, Butterworth-Heinemann
Thompson, K. (2004). 'Post-colonial Politics and Resurgent Heritage: The Development of Kyrgyzstan's Heritage Tourism Product'. Current Issues in Tourism, Vol. 7, No. 4, pp. 370—382.
Thorne, S. (2008) "Place and Product". A Place-Based Approach to Cultural Tourism'. Municipal World (Online) Available in: <http://www.torc.on.ca/documents/REVISED PlaceasProduct_000.pdf> [Accessed 7th August 2009].
United Nations Data (2009). (Online) Available in: <http://data.un.org/> [Accessed 7th August 2009].
UNDP (2005). Silk Road Regional Programme (SRRP): Capacity Building for Regional Cooperation and Development. Project of the Governments of People's Republic of China, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan and Uzbekistan. United Nations Development Programme.
UNDP (2006). Silk Road Initiative. Project Summary. UNDP China
UNESCO (1972). Convention Concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage. UNESCO (Online) Available in: <http://whc.unesco.org/archive/ convention-en.pdf> [Accessed 28th July 2009].
UNESCO (2004). UNESCO Mission to The Chinese Silk Road as World Cultural Heritage Route. A Systematic Approach towards Identification and Nomination. 21-31 August 2003. Paris, UNESCO World Heritage Centre. (Online) Available in: <http://unesdoc. unesco.org/images/0013/001381/138161eo.pdf> [Accessed 11th August 2009].
UNESCO (2008a). Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention. Paris, World Heritage Centre, UNESCO.
UNESCO (2008b). Point of information on the preparation of serial transnational Nominations. Paris, World Heritage Centre, UNECO. (Online) Available in: <http://whc.unesco.org/download.cfm?id_document=9957> [Accessed 12th August 2009].
UNWTO (1997). WTO Silk Road Forum, Xi'an, China 17 – 20 June 1996. Final Report. Madrid, World Tourism Organisation.
UNWTO (1998). Silk Road Tourism – Current Issues. A Report on the Third International Meeting on the Silk Road, Tbilisi, Georgia, 2–5 November 1998. Madrid, World Tourism Organisation.
UNWTO (2008). Silk Road Project. (Online) Available in: <http://www.unwto.org/ silk_road/silkroad/en/silk_road.php?op=0> [Accessed 14th June 2009].
UNWTO (2009). Database Tourism Factbook. (Online) Available in: <http://www.e-unwto.org/content/v486k6/?v=search> [Accessed 7th August 2009].
UNWTO, UNDP and UNCTAD (2005). Tourism Pearls of the Silk Road. (Online) Available in: <http://www.unwto.org/silk_road/pub/en/pdf/silk_road.pdf> [Accessed 14th June 2009].
Werner, C. (2003). 'The New Silk Road: Mediators and Tourism Development in Central Asia'. Ethnology, Vol. 42, No. 2, pp. 141–159.
World Heritage Centre (WHC) (2010). World Heritage List. UNESCO. (Online) Available in: <http://whc.unesco.org/en/list> [Accessed 10th August 2010].

La valorisation du potentiel touristique du site archéologique Orheiul Vechi : de la gestion d'expérience à l'inclusion dans la Liste du Patrimoine mondial protégée par l'UNESCO

Ana Turcov
(Académie d'Études Économiques de Moldavie)
&
Elena Turcov
(Académie d'Études Économiques de Moldavie)

Ana Turcov
Académie d'Etudes Economiques de Moldavie
Str. Banulescu-Bodoni 61
Chisinau, MD 2005,
République de Moldavie
Courriel : anna_turkcov@mail.ru

Elena Turcov
Académie d'Etudes Economiques de Moldavie
Str. Banulescu-Bodoni 61
Chisinau, MD 2005,
République de Moldavie
Courriel : turcova@ase.md

La valorisation du potentiel touristique du site archéologique Orheiul Vechi : de la gestion d'expérience à l'inclusion dans la Liste du Patrimoine mondial protégée par l'UNESCO

Résumé :
Cette étude porte sur les étapes de valorisation et de recherche des objectifs à l'intérêt touristique dans le cadre du site Orheiul Vechi de la Republique de Moldova.
Dans les limites du complexe historique naturel Orheiul Vechi, les rechercheurs ont identifié jusqu'à present 17 sites archéologiques parmi lesquels les plus representative sont Orheiul Vechi et Butuceni. Le site Orheiul Vechi comprend toutes les époques culturelles et chronologiques connues sur le territoire du Moldova du paléolite jusqu'au Moyen Age.
Dans le cadre de 17 sites on a identifié 70 colonies qui date du paléolite au Moyen Age, 14 citadelles géto-daques et 2 médiévales, 2 villes médiévales et 7 necropoles.
La conception du Projet actuel de valorisation du potentiel touristique du complexe historique et naturel Orheiul Vechi a comme but d'introduire dans le circuit touristique touts les objects naturels, culturels et historiques de ce complexe comme le plus grand représentant de l'histoire et de la culture de Moldova. A la suite de certains aménagements de l'infrastructure il pourrait être enclu dans la Liste du Patrimoine mondial UNESCO.
Dans le cadre de l'étude effectué on a identifié les objects touristiques les plus représentatifs en désignant au même temps tous les problèmes liés à la valorisation optimal de ceux-ci dans le circuit touristique.
On a évalué tous les composants du système actuel de gestion du site en relevant les déficiences à éliminer. L'article present constitue une étude de cas realisée sur place qui argumente la nécessité d'effectuer certains aménagements de l'infrastructure gérés par le partenariat publique et privé, condition nécessaire au respect des exigences de l'UNESCO concernant la protection du patrimoine naturel et culturel.

Mots clés : Liste du patrimoine mondial, valorisation d'un site, Orheiul Vechi, Moldova

La valorisation du potentiel touristique du site archéologique Orheiul Vechi : de la gestion d'expérience à l'inclusion dans la Liste du Patrimoine mondial protégée par l'UNESCO

Orhei Vechi représente le monument archéologique et historique le plus important de la République de Moldova, ayant le statut de réservation historique et naturelle et de musée en air libre.

Tous les monuments archéologiques présentent un vif intérêt scientifique pour l'étude de l'histoire et de la culture de différents peuples. Ce complexe garde les vestiges de la vie humaine depuis les temps anciens jusqu'au Moyen Age. Il est situé dans la vallée de la rivière Raut, affluent du fleuve Nistrou, entre les villages Trebujeni et Butuceni, district Orhei, a une distance de 60 km de Chişinău. Le complexe Orhei Vechi occupe deux promontoires immenses, nommés traditionnellement par les habitants du lieu Peştera et Butuceni et comprend une zone historique et géographique appelée Codrii Orheiului. Autrefois elle représentait une unité administrative distincte parmi les pays médiévaux roumains de l'espace entre les Carpathes et Nistrou. (Ţara Maramureşului, Ţara Oaşului, Ţara Făgăraşului, Ţara Bârsei, Codrii – Ţara Tigheciului, Codrii – Ţara Lăpuşnei etc.).

Jusqu'à présent, les chercheurs ont identifié dans les limites du Complexe historique et naturel Orhei Vechi, 17 sites archéologiques, parmi lesquels les plus représentatifs sont le Complexe Orhei Vechi et Butuceni. Le site Orhei Vechi comprend tous les horizons chronologiques et culturels connus sur le territoire de la République de Moldova, du paléolite au Moyen Age. Dans le cadre de 17 sites , on a identifié 70 colonies, datant du paléolite au Moyen Age, 14 citadelles gétodaques et 2 médiévales, 2 villes médiévales et 7 nécropoles.

Depuis le I er millénaire avant J.C. sur le territoire du complexe archéologique ont été identifié les vestiges matériels des gétodaques - successeurs directs des traques, ancêtres des roumains. A l'étape actuelle des recherches, les vestiges gétodaques datent du VII-V s.a. J.C. au II-I s. a. J.C.

Les premiers chrétiens sont apparus dans la zone de Orhei Vechi depuis les premiers siècles de notre ère.

Tout au long de l'évolution, les constructions rupestres ont pris leur forme actuelle au XV-XVII siècles. Elles sont réparties sur deux secteurs: dans la partie nord du promontoire Butuceni, et dans le versant nord de la terrasse Maşcauţi. Du point de vue archéologique la zone fait apparaître 6 complexes rupestres comprenant 200 grottes environ.

A partir des années 90 XX s. et jusqu'a présent, le Complexe - Musée "Orheiul Vechi" dispose d'une équipe de guides – d'excursions et du personnel auxiliaire. Il dispose également de collections d'archéologie et ethnographie.

Une exposition d'archéologie qui a ouvert ses portes en 2003 dans la salle construite (en 2002) en base d'un projet de grant offert par le Département d'Etat des Etats-Unis et l'équipement offert par la Fondation Soros - Moldova (2003).

Ce complexe peut être considéré incontestablement un véritable centre scientifique d'information et de formation des jeunes dans l'esprit de la protection du patrimoine naturel et culturel. Le lancement d'une nouvelle approche dans l'activité du Complexe Orheiul Vechi, l'attribution du Statut de territoire multifonctionnel et l'intégration du patrimoine touristique dans les régistres d'UNESCO auront une influence positive sur la qualité de vie de la population locale.

Déficiences

Les objectifs du Complexe Orheiul Vechi peuvent s'intégrer dans le circuit touristique à condition d'effectuer certains aménagements supplémentaires.

L'évaluation de l'état actuel des choses dans le cadre du Complexe historique et naturel Orheiul Vechi a relevé plusieurs déficiences:

- voie d'accès réduite pour les visiteurs, en certains cas accès même impossible, manque d'indicateurs et d'informations concernant la valeur historique et culturelle des objectifs du patrimoine;
- manque de terrasse de panorama belle vedere aménageés ;
- objectifs archéologiques en état avancée de dégradation;
- manque d'installation et de reconstructions qui pourraient restituer certains monuments disparus;
- état avancé de dégradation des maisons paysannes à caractère local;
- manque de subvention dans l'infrastructure générale, aque'duc, canalisation, système d'approvisionnement en gaz naturel;
- manque de subvention pour l'accumulation et la transformation des déchets pour tous les villages de la commune Trebujeni ;
- insuffisance des parkings bien aménages;
- manque d'un plan d'aménagement touristique du territoire du complexe ;
- faible participation de la population locale dans la prestation des services aux visiteurs ;
- manque de coopération entre le secteur public et privé dans le lancement et la réalisation du projet concernant le Complexe historique et naturel Orheiul Vechi.

Directions stratégiques d'action

- Aménagement de la voie d'accès pour les piétons aux objectifs d'intérêt touristique. Aménagement des chemins, des échelles et dans certains cas des supports de protection afin de faciliter l'accès aux galeries en pierre;
- Installation des indicateurs et des panneaux d'information auprès des objectifs d'intérêt touristiques, avec présentation en roumain, russe, anglais et français ;
- Aménagement des terrasses belle vedere avec des supports adéquats, de préférence avec parking à proximité ;
- Réalisation des travaux de conservation, protection et aménagement des objectifs et des monuments archéologiques ;
- Construction d'un aquéduc pour les villages de la commune Trebujeni;
- Construction des systèmes de canalisation dans la zone du Complexe;
- Aménagement des systèmes d'accumulation et transformation des déchets, qui doivent être évacué de la zone du Complexe ;
- Aménagement des lieux de parking au tour du Complexe ;
- Elaboration d'un plan d'aménagement territorial touristique du Complexe Orheiul vechi
- Une plus vive participation de la population locale dans la prestation des services aux visiteurs.
- Transport public assuré destination Chişinau Orheiul Vechi , avec un horaire fixe;
- Elaboration et mise en place des projets de reconstruction des plus importants monuments du Complexe (reconstruction d'une citadelle géto-daque, d'un segment de la Citadelle en pierre, du Palais Pârcălab, de l'Eglise médiévale; du Caravan Serai, du Bain tatar et de certaines maisons paysannes des villages Trebujeni, Butuceni et Morovaia) ;

- Constitution et réalisation des projets portant sur la conservation et la protection des monuments du Complexe ;
- Aménagement des maisons paysannes traditionnelles en agro-hôtels auberges sur demande des propriétaires ;
- Aménagement, conservation et développement du potentiel ethnofolclorique, des traditions et coutumes populaires, création des centres artisanaux ;
- Développement de l'économie locale par la création des centres agroindustriels (vente de produits alimentaires écologiques, prestation de services…) ;
- Assurance de certains services d'information touristique au niveau local, national et international ;
- Une collaboration plus étroite et efficace entre le secteur public et privé, concernant les problèmès d'aménagement et de développement durable du Complexe.

Une solution bienvenue serait la constitution d'une structure publique ayant le statut de Réservation. Cette dernière pourrait coordonner et effectuer le monitoring de l'aménagement et du développement du Complexe historique et naturelle Orheiul Vechi en conformité avec les prescriptions d'UNESCO sur la protection du patrimoine naturel et culturel.

Bibliographie

Postica Ch., (2006) Orheiul Vechi: cercetări arheologice 1996-2001. Iaşi, Ed. Univ.. Al. I. Cuza, 224 p.

Turcov E. (2003) Strategia de Dezvoltare Durabilă a Turismului în Republica Moldova pentru anii 2003-2015, Ed. PNUD Moldova, Chişinău, 98 p.

Turcov E. (2006) Coordonarea Turismului. Monografie. Ed. ASEM, Chişinău, 208 p.

Turcov E. (2009) Plan de valorificare turistică: Complexuli istorico-natural Orheiul Vechi. Proiect pentru prepararea dosarului de patrimoniu a Landşaftului Cultural Orheiul Vechi pentru nominalizare în Lista Patrimoniului Mondial UNESCO. Studiu de caz., Ed. ASEM, Chişinău, 78p.

The Ivatans: Batanes Guardians of the Endangered Spirit of Place

Maria Cristina Valera-Turalba
(University of the Philippines)

Maria Cristina Valera-Turalba
Fellow, United Architects of the Philippines (FUAP),
Philippines Institute of Environmental Planners (PIEP)
Vice-Chair, Active Group, Inc.
14F, ACT Towers, 135 Gil Puyat Ave, Salcedo Village, Makati City, Philippines 1200
Professor
University of the Philippines/College of Architecture,
Diliman, Quezon City, Philippines 1101
Email: mcvturalba@gmail.com/ mvturalba@up.edu.ph

The Ivatans: Batanes Guardians of the Endangered Spirit of Place

Abstract:
The Batanes Archipelago is made up of eleven islands strewn across the northernmost part of the Philippine Sea. The unique geographical location of Batanes in the South China Sea and the Pacific Ocean has made a natural funnel of natural elements and cultural influences from diverse origins. For centuries their ingenious cooperative systems kept the entire province well fed and safe even during times of natural calamities. This also kept the province crime-free to date. For survival, the *Ivatans* (indigenous inhabitants of Batanes) involve total community participation in site management and food production. It is a heritage that bears witness to both a vanished and living culture.
The vivid story of the *Ivatan* is the centuries of sustainable survival, largely based on limited agricultural and marine food resources. The *Ivatans'* harmonious interaction with the natural environment through sustainable land-use practices and a deep understanding of the natural cycles, are largely based on the cooperative systems that contributed to the maintenance of a diversity of species and ecosystems.
The authenticity and integrity of the *Ivatan* traditional villages with architecture of cultural significance demonstrates centuries of sustainable existence. The wealth of archaeological sites that demonstrate the oldness of a culture that date as far back the Austronesian and Neotlithic migration and occupation, which provide the means to appreciate and understand man and his origins. There is a romantic perception of the islands as being located 'at the edge of the world', where people live in harmony with one another and with nature.
Batanes Province is now at the crossroad of the conservation of its tangible and intangible cultural, physical and natural heritage. The *Ivatans'* resilience to the inhospitable surroundings and the precarious traditional ways of life is presently experiencing current social and aggressive economic development that puts their culture and natural environment in a vulnerable position.
The economic growth in Asia in the late 90's heralded the shift of Batanes Province towards 'imported' physical development structures such as the construction of a major seaport and airport in the capital. In ten years Batanes had also a minor airport in Itbayat and concrete roads, concrete school buildings, hospitals, banks, houses all over the province. Instead of adopting enterprises of highly urbanized cities, the *Ivatans* concentrated on cooperative-based tourism and tourism support enterprises.
Providentially, in 2003 the UNESCO Regional Office took notice of the 'outstanding universal value' of Batanes; initiated a cultural mapping program that was to target the enscription of the province to the UNESCO World Heritage Sites. The Batanes local government office was very enthusiastic and supportive of the program. A group of heritage conservation experts, professionals and academe were invited and volunteered to assist in the preparation of documents and the nomination dossier. To date, the UNESCO status of Batanes is "referred". How the self-initiated way the Ivatans managed to keep the spirit of place in Batanes is a global learning experience!

The Ivatans: Batanes Guardians of the Endangered Spirit of Place

1. Batanes Islands: home of the Ivatans

With the new advances in the global tourism industry, there is an ambivalent demand for unique sites and a valid concern for the conservation of the cultural and historical integrity of these sites. Management of tourists, experiences for tourists, the protection of the 'spirit of place', poverty alleviation of the residents are some of the impacts that could negatively or positively impact these special sites.

One such site is located at the northernmost tip of the Philippines, the Batanes Archipelago. The smallest province in terms of total land area but endowed with landscapes that ranges from extremely rugged terrain dominated with volcanic peaks or gently sloping landscape on an emerged coral bed. The unique geographical location of Batanes has made a natural funnel of natural elements and cultural influences from diverse origins.

The *Ivatans* (indigenous inhabitants of Batanes) continue to be the major population of the province. To date, most local government officials and representatives to the national government are likewise *Ivatans*. They proud of their roots that have a legacy of cooperative practices that sustained self-reliance, dignity and peace among themselves. These practices serves as training in organizational management, governance and conflict resolution. The most profound value in an *Ivatan* is the deep respect for other *Ivatans* and for the natural environment.

It is only in the recent years that the formal descriptions of these cooperative practices were put in writing. Alongside with these living practices from a past civilization, Batanes is a treasure-trove of the archeological sites and artifacts: the *ijangs,* the old settlements, the stone boat-shaped burials and the jar burials sites, the cave shelters, and pottery shards sites now fossilized yet eloquent testimonies to a remarkable history and authentic culture.

2. The Land

The province of Batanes is an archipelago made up of eleven islands scattered across the northernmost part of the Philippine Sea. Only Itbayat, Batan and Sabtang are populated. The other smaller islands are Mavudis, Misanga, Tarem, Siayan, Dinem, Vuhos, Dequey and A'li. These smaller islands serve as food-support areas where the *Ivatans* fish, forage and tend their cattle and goats. (APPENDIX 1. LOCTION MAP of the PROVINCE OF BATANES)
The various environmental interactions taking place in the Batanes islands shaped the outstanding landscape and seascape. The deepest part of the sea is found in the Bashi Channel located to the north of the Batanes Archipelago. This channel serves as the link between the vast waters of the Pacific Ocean on the east with the South China Sea on the west. This link between two large water bodies creates strong water currents in the Bashi Channel. This phenomenon has been proven to be of oceanographic, fishery, and even military significance over the years.

Carved by the violent environmental challenges of typhoons and earthquakes, the scenery on the different islands of Batanes is awesome. *Sabtang* Island has endless stretches of white sand beaches in contrast to the gigantic "pebbles" beach of *Valugan* on Batan Island. Surrounding the Batanes capital of *Basco* are several undulating hills covered with quilts of multi-shades of green. These are agricultural plots defined by hedgerows of reeds *(f. Poaceae*) or *liveng* used as property boundaries and crop protection from the strong wind that buffets the islands.

A whole shelf of prehistoric corals emerged from the sea to create Itbayat Island's massive cliffs that conceal prehistoric caves that would have sheltered the early *Ivatans*. To the north and east of this gently rolling shelf of land are the smaller uninhabited islands seemingly float in the mist.

Basco, the capital of the province on the island of Batan manifest a semblance of urbanity being the provincial service and economic center. Located in this capital town are an airport, a seaport, commercial establishments and government institutions. Traditional villages are found on the southern tip of *Batan* in the towns of *Uyugan, Ivana* and *Mahatao*. Other settlements are basically dispersed in the island municipalities of Sabtang and Itbayat. (APPENDIX 2. PICTURES OF THE THREE (3) MAJOR ISLANDS OF BATANES: BATAN, SABTANG & ITBAYAT)

During the Spanish colonial period in the Philippines during the reign of monarch Philip II, these settlements were mandated to follow his Laws of the Indies. (Hornedo, 1983) These towns are characterized by an assortment of charming traditional *Ivatan* houses of the *sinadumparan* and *maytuab* typologies. On the island of Itbayat, variations of the *jin-jin* typology are built along with the houses of other typologies. These houses use materials indigenous to the region namely: basalt stones; limestone for lime mortar and plaster; timber for roof trusses and floor plank; and for roofing, multi-bundle of thatch (*cogon*) and bamboo (*runo)*. (Ignacio, J.F., 2003)

Archeological sites are found throughout Batanes, the most impressive are the *ijangs*, natural rock promontories overlooking the sea-ward side, pared into a flat area at the top and carved on the sides to create stiff cliffs on the edge of the flat top area except on the inland side. The use of the *ijang* is theorized to have a defense function or as a lookout for fish migration. (Dizon Dr.E.Z., 2003)

3. The people

The story of the Batanes starts with the history of the Austronesian migration from Taiwan 4,000 years ago. Their first milestone is the Batanes archipelago, being the first land they reached in their southward sea adventure. Being uninhabited at that time, it was easy for them to settle and claim it as their own. (Bellwood, 2003)

The *Ivatans* descended from Austronesians believed to have originated from South China reached the Batanes Archipelago approximately 3,500 BC. Batanes was their first step in the start of a great migratory journey that led them through the Philippines and to the rest of Asia. After a thousand of years they left the Philippines, expanded towards Borneo, Sulawesi and eastern Indonesia and on to Micronesia and Polynesia reaching as far as Madagascar on the Indian Ocean. A common link that confirms their presence throughout their area of dispersal is language that now exists in Asia-Pacific Region. (Bellwood, 2007)

The *Ivatans* continue to nurture the integrity of the awesome landscape of the islands and survive the harsh environmental challenges of typhoons and earthquakes through living a culture that has been handed down by their ancestors thousand of years ago. This is passed to the next generation focusing on the sustainable past practices.

The first Spanish missionaries were able to reach the mainland of Batan in 1686 and formally annexed to the Spanish government in 1786. Spaniards colonized the *Ivatans* for 230 years, by the Americans and Japanese for 14 more years. They managed to retain their unique cultural identity through selective accommodation of foreign practices that are necessary to improve life and keep up with new technology. It is in this context that their farming and fishing practices, rituals and belief systems, and cooperative institutions have remained much of how they practice life skills to the present times.

4. The protection of the land and the people

All the islands that comprise the Batanes province are under 'ancestral domain'. The people of Batanes belong to the *Ivatan* tribe. These laws were passed with the diligent lobbying of local *Ivatan* officials with the national government. Seeing the need to protect their culture and the natural environment, the local officials likewise passed local ordinances to tighten controls on their heritage. These Philippine laws and local government laws are:

- Republic Act 8371 or the Indigenous Peoples Rights Act of 1997
- Republic Act 7586 or the National Integrated Protected Area System (NIPAS) Act and the Republic Act. No. 8991 or the Batanes Protected Landscapes and Seascapes Act (BPLS)
- Provincial Ordinance No. 41 Series of 2002
- Resolution No. 77 Series of 2003 and Resolution No. 2003-19

(Appendix 3. Statutory protection of the Ivatan culture and the Batanes Archipelago)

5. The Cooperative systems of Batanes

Batanes has a number of indigenous cooperative systems that address every need of the *Ivatans.* While they address several forms of survival needs as valuable support systems for work or for catastrophic events that seem insurmountable if done on an individual basis. Their deep respect for the environment guide their sustainable farming and fishing practices. These cooperatives also serve to strengthen personal ties of the community by set of rules based on respect for individual rights and fair distribution of tasks and rewards.
(Appendix 4: Sample form of a cooperative in Uyugan, Batan Island)

A priceless effect of the indigenous cooperative systems is it affirms each *Ivatan's* role in the community, self-esteem and "pride of place". The *Ivatans* take a deep pride in their ancestry and in their islands. They live a culture that is systematically transferred from one generation through their close-knit family relationship. Total community participation in site management and food production is in place. This also kept the province crime-free even to date. These practices date as far back prior to the Spanish colonial period as observed by in records of Europeans who arrived then in the islands. (William Dampier', Journal and Proceedings August-October 1687)

5.1 Daily-life Cooperatives

The cooperative system infuses efficiency in physical work and diminishes psychological stress in an environment that is beset with typhoons and occasional earthquake. Most settlements are not easily accessible during the monsoon season that encouraged self-sufficiency. Membership in each cooperative would be anywhere from five persons to thirty families depending on the purpose of the cooperative.

The *Pundo* of the island of *Itbayat* is a cooperative composed of five or more members organized as a work force to earn a living. The group accepts tasks and other jobs for a fee. Before they begin their work, they appoint their leader (*kabesilya*) and the secretary-treasurer (*escribidor*). The leader sources jobs for the group and the secretary-treasurer records the attendance of the members of the actual workdays and secures the earnings of the group. The *kabesilya,* for the marketing of the group and getting a steady stream of jobs, gets a bigger share of the earnings.

A set of rules is formulated such as: punctuality, the rate per day to be charged for the work and the time frame when they are to save the group's earnings before they divide the money among themselves. This ensures income for the jobless and provided manpower for those who can afford to pay but cannot tend their fields or tasks due to other commitments or for health reasons. (Navarro, Celerina, 2003)

The *Yaru* is a cooperative that is readily convened for repairing or clearing damage wrought by natural calamities. It provides free labor for government projects, the church, and all public places located within the resident's place of abode. Practiced province-wide, members supply labor, tools and materials for repair in emergency situations. In the *Yaru* cooperative, one goes to help and work without compensation, bring their own provisions both for the work and their food. A *Yaru* is mobilized anytime so any untoward situation can go back to normal soonest. (Navarro, Celerina, 2003)

The *Pisisi'dungan* in Itbayat or *Payvayvahsan* in Batan is a means of reciprocating people who have helped others. It is a voluntary decision and is entirely based on the respect of returning a favor. There is no formal organization and no f rules as long as he is willing to give his service or help for free which is pure volunteer work. (Abad, Florencio, 2004)

The *Pitolotolongan* is a practice to give free service or goods to each member of a community within a certain timeframe. It is usually given to someone who celebrates an important milestone. The uniqueness of this practice is the giving of a service, goods or the celebration of the special occasion. (Anonymous, 2003)

The marriage of a man and a woman is a major event in the *Ivatan* life. It is a big celebration where the whole town is invited. This is known as *Paychakuvutan ponsion* in Basco, Mahatao, Ivana, Uyugan and Sabtang and *Pi'maysan ponsion* in Itbayat. It requires a lot of preparation and cooperation and many groups are organized to perform specific tasks. These groups include those who will butcher the cows and pigs, those in charge of cooking and the ones to gather the breadfruit leaves to be used as plates. There are groups in charge of portioning the food, of setting up the dancing area and of inviting the guests. People are assigned as servers, handlers of the wedding table, and cleaners before and after the feast. Close relatives and friends are assigned as leaders. An overall manager is appointed for the event to run smoothly. (Anonymous, 2003)

The *Pi'servaduan* practice begun during the Spanish times when people were happy to reach the age when they no longer had to pay their taxes. Rich or poor, age 60 is a special day. Children no matter how far they may be are all expected to join the celebration. Several groups are organized so that the celebration will be efficiently planned and implemented. For this affair the feast is open to the community. A special meal that the celebrant can afford is served. A celebrant who cannot afford such a meal receives contributions from his relatives or friends. Dancing and feasting can last for two days. (Anonymous, 2003)

Most-awaited major event of every town and settlement in Batanes is the *fiesta* celebrated in honor of patron saints. The *Fiesta* activities are managed by cooperative members tasked to schedule the various events and festivities. The host community and the local government materially support these awaited events at different times of the year. Every year a new chairperson, the Hermana Mayor or the Hermano Mayor is designated. The success of the activities and festivities is dependent on the plan and supervision of the *fiesta* cooperative.

5.2 Cattle and Goat-Raising Cooperatives

The practice of communal pastureland that prevails today that was already observed William Dampier (1687) recorded the proliferation of goats in the uninhabited *Dequey* island and Jinsuke Uji (1830) also observed numerous buffalos that were allowed to roam along

rivers. The animals were marked to identify the priority/ownership of the person or family that tamed it. These animals however are not necessarily for the exclusive use of the family that marked it. They are shared with the other members of the cooperative subject to proper care and agreed schedule.

The animals are still allowed to roam without any fear of being stolen. Association members of the communal pasture respect the markings on the cows or goats. The management of the pastureland where the *Ivatans* forage for food or building materials has a set of strict rules. Those who use these areas are duty-bound to follow the rules otherwise sanctioned or expelled from the association.

Some of the cooperative activities members engaged in are fencing, clearing and planting of boundary trees, caring for the water system for the animals and care of the forest in the communal pasture. This is still a living tradition in all the towns such as Itbayat Island using *Siayan* Island as pastureland and Sabtang Island using *Vuhos* and *Dequey* islands as communal pastureland.

5.3 Farming Cooperatives

Due to environmental conditions, agricultural production in Batanes has always been a problem. The Spanish Alcalde D.N. Lima (1884-1854) placed extra effort in encouraging the Ivatans to plant rice. A large number of Chinese, experts in rice production were imported. But despite their efforts in appropriate crops of the mainland Philippines and China did not succeed. (Llorente Ana Marie M., 2003)

The *Ivatans* continued their indigenous methods of agriculture using original crops and systems that have proven to be typhoon-resistant and dependable. This encouraged them to plant as many root crops and vegetables as possible and care for as many animals as they could handle to ensure sufficient food stock.

The *Payuhuwan* in Batan and Sabtang or *Pi'o'xoan* in Itbayat is one of the earliest forms of cooperative practices in Batanes. The main purpose of this cooperative is to have support for farming activities. A Spanish merchant, Joaquin Melgarejo described it as a form of helping one another among teen-age boys and girls. It is made up of ten to fifteen members who worked together for a period of three to four months. (Llorente, Ana Maria Madrigal, 2003)

The whole group works a day for each member until a round was completed, then the second round starts. The members based on a schedule of work agreed upon determine the rotation of work. In the town of *Uyugan*, officers of the *Payuhuan* are elected for a term of two years whose term may be extended by reelection.

It is noteworthy to mention that *Mataw* fishermen are also full-time farmers until the *Mataw* season. In order that their farms do not get neglected their relatives or friends take over the farming chores. The caretaker will get a share of the total catch when finally divided among the partners. He can also be the *manala* (assistant on shore) of the *Mataw.*

Planting crops whether root crops or rice needs a lot of people. The practice of *Paymuhan/ Pimuxaan* is observed province-wide. The *Ivatan* landowner invites relatives and friends to join them in planting these two crops. All are expected to join the planting activity and the field owner prepares food for everyone.

5.4 Fishing Cooperatives

Mataw fishing is a seasonal but highly awaited summer activity by both *Mataw* fishermen and the *Ivatans* in general. It evokes nostalgia and poignancy that draws most *Ivatans* to look and experience once again. It is one of the oldest fishing methods in Batanes with its own set of officers, rules and regulations whose members seriously observe.

The *Mataw* cooperative membership is composed of esteemed *Ivatans* that are endowed with the unique multi-faceted skills composed of fishing ability, brawn, endurance and spiritual sensitivity to the sea and the main staple fish, the *Dorado*. The *Mataw* laws are still fully enforced by the *Mataw* fishermen of Batanes. In order to appease the spirits and make the fish arrive, they perform rituals called *dagen*. (Mangahas, Maria, 2000)

It is believed that a *mataw* may encounter bad luck if he violates a *daagen* (taboo) or does not perform an important rituals of *mayvanuvanua*, umdinaw du vanua or first fishing trip, *maynamunamu* or cleaning, maychava du vanua or dismantling the *vanua* at the end of the fishing season. The *mataw* who breaks a *dagen* is believed to be unable to catch *Dorado* the next day or encounter some misfortune until he performs his own ritual. Violating a taboo can also affect the catches of the entire mataw group in which case the *vanua* must undergo ritual "cleansing".

During the *Mataw* season, the *vanua* becomes off-limits to others not involved in *Mataw* as soon as the *mayvanuvanua* has done the ritual. This means no gathering of shellfish in the area and no swimming. This ban is lifted when the *mataw* season ends and the ritual of *maychava su vanua* has been performed.

The *mataw* or *vanua* association is a group of fishermen mainly associated with the seasonal catching of the *Dorado* fish (a non-mammal dolphin fish). It has its own set of officers elected in the traditional way. The fishermen members of a *mataw* or *vanau* association elect a president called *kabesilya* who will perform the *mandinaw nu vanua,* the first ritual fishing trip for the season. The president or *kabesilya* is tasked to approve when a *mataw* can begin to fish after his first trip. He also determines when the sharing of the catch may be done at the end of the *mataw* season and resolves disputes.

The two other officers of the *mataw* association who are elected are the secretary/treasurer who records membership, financials, new rulings and policies, and collects contributions for expenses and the sergeant-at-arms who informs the members of any development in the association. The ritual leader who performed the *mayva nu vanua* at the beginning of the season becomes the adviser of the group.

The *mataw* fishermen are most sensitive to the issue of over-fishing. The quantity of fish to be caught is limited by their unwritten law. Their agreement limits the catch to only nine (9) *Dorados* per day of the *Mataw* season. Their laws were first put in writing in 1943 and revised in 1960. This document is the code of conduct imposed on the fishermen and their helpers that focuses on the harmonious cooperation, honesty and fairness among the *mataw* members. (Mangahas, Dr. Maria. 2003)

The *Ivatans* in general understands the cyclical nature of the seas around them, fish migration, time of profuse crustaceans and shellfish, the squid and the plankton season. They have developed various preservation techniques for marine products. Even when the sea is hostile, the *Ivatans* have ready supply of sea products for their daily meals.

5.5 House Construction and Maintenance Cooperative
5.5.1. Kayvayvanan of Basco and Sabtang,
5.5.2.Kamañidungan of Uyugan and Ivana,
5.5.3. Kapayvahayan in Mahatao
5.5.4.Panavatan of Itbayat

House building and house repair is always a big event in the life of the Ivatans. The traditional *Ivatan* houses in Batanes are built through the housing cooperative organizations with special rules. All have the goal is to build a house through cooperative system, from materials to labor requirements until finished. This spares the homeowner from the difficulties attendant to constructing a family house. Sometimes a *Kayvayvanan* works on big projects

such as those in Basco and Sabtang. The work schedule is on rotation basis so that all members can avail of the *Kayvayvanan* work. The *Kayvayvanan* is a cooperative system of many members of adult men and women. In small communities, all the household members may be part of a *Kayvayvanan*. Thus *Kayvayvanan* membership is mainly by families. If the head of the family cannot join, his wife or child may represent him but is expected to give the same amount of output.

The *Kamañidungan*, used in Uyugan and Ivana, started in 1933 is still being practiced todate. Eusebio Cabugao, known to be a very good community organizer, leader founded it. He was also a well-known house builder from start to finish. (Nanud, Jonathan Enrique V., 2003).

The *Kamañidungan* is composed of able-bodied male head of the families and single women. There is no specific sequence of members' priority in roofing their houses. From June 30, 1973, the officers were elected for four years; revised March 10, 1996 the term of office is two years.

The period of roofing is from March to September of every year when the *cogon* is deemed best for roofing. If the roof is destroyed by typhoons, fire or any unforeseen circumstance, the cooperative may act as needed. The cogon roof lasts for up to 25 years, and no member is allowed to totally re-roof his house until after 20 years except in fore-mentioned circumstances.

The *Panavatan* with a set of rules is peculiar to Itbayat. It consists of helping a house owner, from gathering of materials to construction by members of the *Panavatan*. There are 50 to 100 members in this cooperative. Everybody reports once a week to attend the meeting and to submit the required contributions. It has strict schedules and rules. The organization is headed by a *kabesilya*; a *vulyarum* who blows the shell horn to start the work and the s*itador* who is the checker of the contributions are according to specifications.

In this cooperative members give free labor and provide the building materials such as *cogon* (thatch), rocks, lime mortar, specified wood and food for those working. Each member's house is provided the schedule of work for their home prioritizing homes that requires urgent repair to make it habitable.

6. The threats to the cultural and natural heritage

The economic growth in Asia in the 90's heralded the shift of Batanes Province towards 'imported' physical development structures such as the major seaport and airport in the capital Basco. In less than ten years Batanes also had a minor airport in Itbayat. Concrete roads, concrete school buildings, hospitals, banks, and houses started to be constructed in the populated islands. If not for an earthquake of substantial magnitude, the *Ivatans* would have not realized the suitability and durability of their architecture that did not cause any deaths or serious injuries.

The danger of gradual disappearance of traditional *Ivatan* practices heralds the intrusion of unbridled urbanization in areas of awesome vistas and communal lands. Insensitive location of roads and bridges compromise the outstanding natural vistas. Irresponsible quarry sites for construction aggregates could forever obliterate unique sites and resources. The introduction of highly urbanized market forces could erode the food-producing cooperative systems that for centuries sustained the people and the natural environment. This was obvious when external investors tried to bring in enterprises that were destructive to the land and the culture of the people. The eventual disappearance of traditional methods may ultimately lead to the loss of built-cultural heritage. Traditional skills required producing a high quality product such as *cogon* and *runo* necessary in conservation and reconstruction of

buildings has actually been unwittingly replaced by modern techniques that could lead to the depletion of the environment since they would leave the land prone to erosion.

Realizing the fragility and threats to the unique culture and environment of Batanes, *Ivatan* government leaders namely Congressman Florencio Abad, Congresswoman Dina Abad, Governor Gato, the Provincial Board and all the Local Government Officials arranged for a workshop to identify the threats to the cultural and natural heritage of Batanes. The UNESCO Regional Office headed by Dr. Richard Englehardt, expert on the *Ivatan* culture Dr. Florentino Hornedo, experts from the National Museum and other experts in both the cultural and scientific field were invited to assist the *Ivatans* in the workshop to craft what was to be the Batanes Agenda 21 with the goal of conservation of the tangible and intangible cultural heritage of Batanes.

With the Batanes Agenda 21 in place, documentation of tangible and intangible cultural practices commenced. The general framework by which the preservation and development of the Batanes Archipelago and Batanes Cultural Landscape Management Plan was also initiated through a participatory approach by all stakeholders. In year 2003, with the contrived preservation and conservation program of the province the idea of Nomination of the Batanes Cultural and Natural Landscapes to the UNESCO World Heritage List germinated.

7. The deterent

7.1 Regulatory Controls of the provincial Government

The commitment of the Provincial Government to heritage preservation is embodied in Provincial Ordinance No. 41 Series of 2002. A resolution Resolution No. 77 Series of 2003 endorses the Management Plan was passed by the Provincial Board. Finally, the PAMB passed Resolution No. 2003-19 entitled "Resolution Endorsing the Cultural and Heritage Management Plan of Batanes."

7.2 BATANES Management Plan

The Batanes Archipelago and the Batanes Heritage Management Plan is the general framework that the preservation and development of the cultural landscape sites of Batanes will be realized through participatory approach. The cooperative systems in place are the key catalyst in the success of the objectives. It is hoped that goals and objectives for the preservation of these heritage sites are realized for the spiritual, psychological, social and economic enrichment of the *Ivatan* people. Lately the cooperative systems activities are infused to the activities in the formal education system at the elementary and high school level.

The Batanes Archipelago and Batanes Heritage Management Plan directs the stakeholders and the Management Team to achieve the goals and objectives identified in a practical manner so that the people will readily embrace it as indispensable and valuable to their lives. There will be room for innovation and adaptation but maintaining the basic principles of preservation and development. This management plan will always be there as the anchor and the blueprint of action so that the work will stay on course. There has been great effort to ensure that despite any change of political leadership in the province, legislated measures will remain in force to ensure permanency and continuity in the implementation of the plans. (Manaanghaya, 2006)

7.3 Managing tourism: Places of Heritage Significance (ICOMOS 1999)

In 2007 Batanes seriously pursued to implement quality tourism managed as a cooperative in the archipelago. The introduction of the appropriate kind of tourism in Batanes

as an enterprise is welcomed by the *Ivatans*. Tourism infrastructures are constructed consistent with the environment and culture. Traditional *Ivatan* houses were restored as "hotel" for tourists, locally known as "Home Stay".

The authenticity and integrity of the *Ivatan* traditional villages with architecture of cultural significance demonstrates centuries of sustainable existence. The wealth of archaeological sites that demonstrate the oldness of a culture that date as far back the Austronesian and Neotlithic migration and occupation, which provide the means to appreciate and understand man and his origins. There is a romantic perception of the islands as being located 'at the edge of the world', where people live in harmony with nature. This is the "spirit of place" that the Ivatans intend to preserve for their future generations. (Mananghaya, 2007)

The ICOMOS guidelines of 1999 are used as the guiding principle in the implementation of the tourism program in Batanes. These are as follows:

- Domestic and international tourism are the foremost vehicles for cultural exchange, conservation should provide responsible and well-managed opportunities for the host community and visitors to experience and understand that community's heritage and culture at first hand
- Host communities and indigenous peoples are involved in planning for conservation, tourism and economic independence.
- Tourism and conservation activities benefit the host community.
- Tourism promotion programs protect and enhance Natural and Cultural Heritage characteristics.

Batanes Province is now at the crossroad of the conservation of its tangible and intangible cultural, physical and natural heritage. Providentially, in 2003 the UNESCO Regional Office took notice of the 'outstanding universal value' of the Batanes; initiated a cultural mapping program that was to target the enscription of the province to the UNESCO World Heritage Sites. The Batanes local government office was very enthusiastic and supportive of the program. A group of heritage conservation experts, professionals and academe were invited and volunteered to assist in the preparation of the dossier. To date, the UNESCO status of Batanes is "referred".

Bibliography

Books

Bellwood, Dr. Peter. (2007) *The Taiwan-Philippine Interaction Sphere, 2000 B.C. to AD 500* and e-mail letter to C. Alvina, E. Dizon and C. Navarro, June.

Bellwood, P. and E. Dizon. (2008) *Austronesian cultural origins: out of Taiwan, via the Batanes Islands, and onwards to western Polynesia.* In Alicia Sanchez-Mazas, Roger Blench, Malcolm D. Ross, Ilia Peiros and Marie Lin eds, Past Human Migrations in East Asia: Matching Archaeology, Linguistics and Genetics, pp. 23-39. London: Routledge.

Dacanay, Julian E. (1988), *Ethnic Houses and Philippine Artistic Expression.* Pasig: One-Man show Studies.

De la Gironierre P. (1855), *Adventures D'un Gentilhomme Breton Aux Hes Philippines.* Paris: Au Comptoir des Impremeurs.

Hila, Ma. Corazon A., Perez III, Rodrigo D.and Dacanay, Julian E. (1992), *Balai Vernacular - Images of the Filipino's Private Space.* Manila: Museo ng Kalinangang Pilipino, Sentrong Pangkultura ng Pilipinas.

Hornedo, Dr. Florentino H. (1983), *"The Traditional Ivatan House." St. Louis University Research Journal*. Vol. IV, Nos. 3-4, (September-December), pp. 285-312

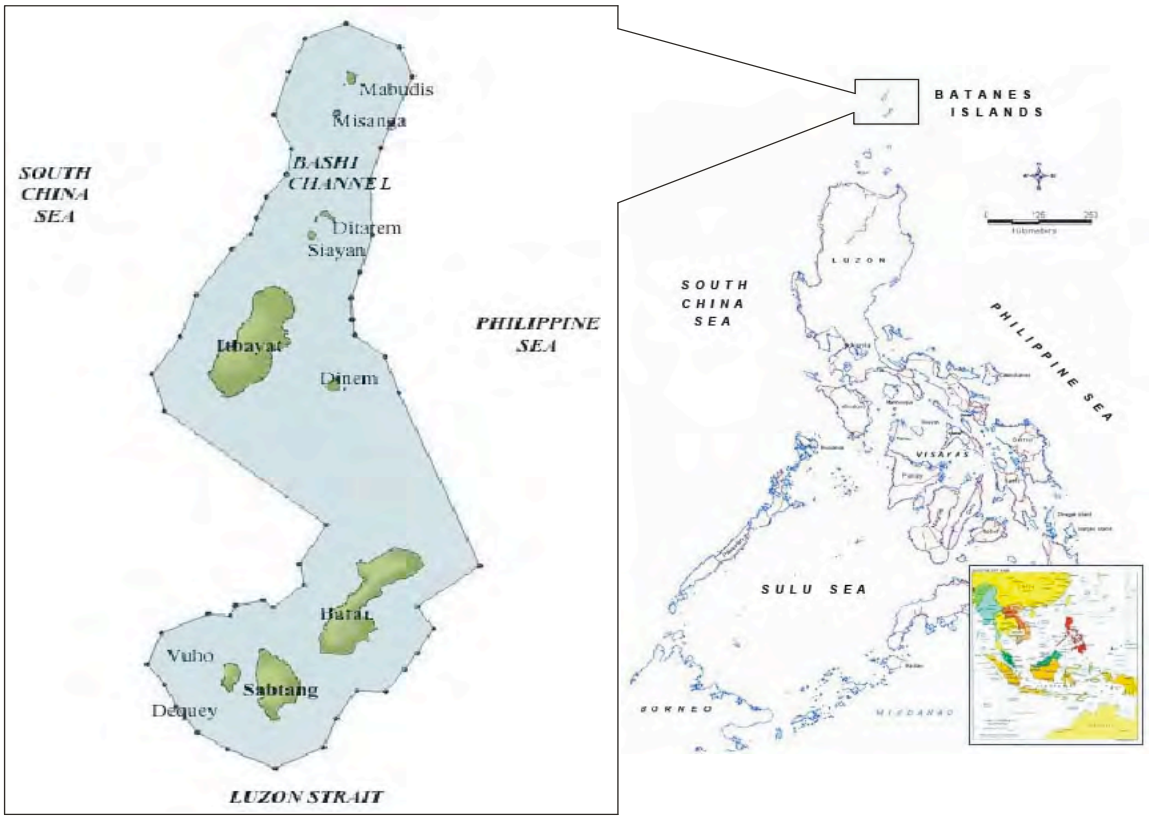
Hornedo, Florentino H. (2000), *Brief History of Batanes.* Manila, Philippines: University of Sto. Thomas Publishing House.

Hornedo, Dr. Florentino H. (2000), *Taming the Wind: Ethno-Cultural History on The Ivatan of the Batanes Isles*. Manila, Philippines: University of Sto. Thomas Publishing House.
Ignacio, Jose B.R.F. (2004), *Ivatan Architecture, Ivatan House Project1,* U.P. College of Architecture Foundation for the Built-Environment, Inc., Quezon City.
Joaquin, Nick. (2003), *Culture and History.* Pasig City: Anvil Publishing, Inc.
Jocano, F. Landa. (1975), *Philippine Prehistory*, *An Anthropological Overview of the Beginnings of Filipino Society and Culture.* Quezon City: Publications Office, Philippine Center for Advanced Studies, UP System.
Jocano, Felipe Landa. (1983), *Philippine Prehistory*. Quezon City: Philippine Center for Advanced Studies.
Kerr, Russ; Bindloss, Joe; Jealous, Virginia; Liou, Caroline and Looby, Mic. (2000), *Lonely Planet: Philippines, Thousands of Island Escapes.* Malaysia: Lonely Planet Publications.
Lico, Dr. Gerard. (2007), *Arkitekturang Filipino:Spaces and Places in History.* Quezon City: University of the Philippines Press.
Lim, Jon. Ed. (2001), *Transforming Traditions: Architecture in the Asean Countries.* Singapore: Unique Press Pte. Ltd.
Mangahas, Dr. Maria. (2001), Fishers' Knowledge and Frontier Strategies in the Philippines [In Putting Fishers' Knowledge to Work Conference Proceedings. August 27-30. Fisheries Center Research Reports 2003 11(1). University of British Columbia, Vancouver]
Marchant, L. R. (1963) *'William Dampier', Journal and Proceedings* (Royal Western Australian Historical Society), vol 6, part 2, pp. 41-47.
Perez III, Rodrigo D., Rosario S. Encarnacion & Julian E. Dacanay Jr. (1989), *Folk Architecture.* Quezon City: GCF Books.
Tiongson, Nicanor G., ed. (1994), *CCP Encyclopaedia of Philippine Arts, Vol. III, Philippine Architecture.* Manila: Cultural Center of the Philippines Special Publications Office.
Turalba, Maria Cristina V. (2005), *Philippine Heritage Architecture, before 1521 to the 1970s*. Pasig City: Anvil Publishing, Inc.
Villadolid, Alice Colet. (2000), *Filipinos - A Century Back and Forward.* Manila: Paragon Printing Corp.
Zialcita, Fernando N. and Martin I. Tinio Jr. (1980), *Philippine Ancestral Houses 1810-1930.* GCF Books, Quezon City 1980
Papers and Documents
Batanes Protected Landscapes and Seascapes Management Plan (BPLS), Province of Batanes, 2001
Bellwood, Dr. Peter. (2007), *The Taiwan-Philippine Interaction Sphere, 2000 B.C. to AD 500 and e-mail letter to C. Alvina, E. Dizon and C. Navarro,* June.
Comprehensive Land Use Plan (CARCDP), Municipality of Uyugan, 2000.
Comprehensive Agrarian Reform Community Development Plan (CARCDP), Municipality of Uyugan, 2004
Dizon, Dr. Eusebio Z., *Batanes Archoelogical Project: 1996-1997 Status Report*
Dizon, Dr. Eusebio .Z., Asian Fore-Arc Project/AFAP 2003- 15
Ivatan Studies Journal, Volume V-X: 1998-2000.
Llorente-Madrigal, Ana Marie (2002), *A Blending of Cultures: The Batanes 1686-1899.*
Nomination Documents of the Batanes Cultural Landscapes (2006), UNESCO World Heritage List January.
Nanud, Jonathan Enrique V. (2003) Indigenous Knowledge, Skills and Practices of Uyugan.
Organizational Profile of Indigenous People's Organizations and Indigenous People's Support Groups/Non-Government Organizations, NCIP (2004), Uyugan ARC Cluster CARCDP.
Mananghaya, Jocelyn B. (2003), Maintenance of Lime-based Structures, Paper presented in

NSFAD 2003-National Symposium on Filipino Architecture and Design, Environment and Heritage, University of the Philippines, December.
Mananghaya, Joycelyn B. (2003), Lecture presented to the Local Government and Technical Officials of Batanes, June 20.
UNFPA-NSO Research Study. (1999) *Batanes in Focus: Its Demographic and Socio-Economic Profile.* National Statistics Office, Manila, June.
Turalba, Maria Cristina V., *National Commission for Culture and Arts - United Architects of the Philippines, Center for Filipino Architecture*. *Project Documentation of Philippine Heritage Structures and Cultural Sites*. Philippines 2000-2002
Turalba, Maria Cristina V. (Project Director), *Mavid a Vatan* (Compedium of Documents on Batanes nomination bid to the UNESCO World Heritage Sites). Province of Batanes, 2004
Turalba, Maria Cristina V. (2009), *Batanes Ivatan House Restoration & Conservation,* Paper presented at Experts' Meeting on Cultural Heritage in Asia and the Pacific: "Restoration and conservation of immovable heritage damaged by natural disasters" Bangkok.

Information Source: Cooperative practices and tradition
Batanes Heritage Foundation, Inc.
Hon. Florencio Abad
Hon. Dina Abad
Mrs. Myla Pisig
Mrs. Celerina Navarro
Mr. Byron
Dr. Florentino Hornedo
Dr. Richard
Dr. Peter Bellwood
INTERNET
http://en.wikipedia.
http://www.wowphilippines.com.ph
http://www.batanes.gov.ph
http://www.ncca.gov.ph
http://www.waypoints.ph
http://www.lakbaypilipinas.com
http://www.tourism.gov.ph

Appendix 1:
Location map of the province of Batanes located in Region II Republic of the Philippines



Boundary map of The Province of Batanes The geographical center is situated at longitude 121 degrees 53 minutes east and at latitude 22 degrees 20 minutes north.
Grand total area: 20, 233.3 hectares
Source: Nomination dossier of Batanes Archipelago and Cultural Landscape 2007

Appendix 2: pictures of the three (3) major islands of Batanes: Batan, Sabtang & Itbayat
source: Photographer John Chua 2004

Appendix 3: statutory protection of the Ivatan culture and the Batanes archipelago

Two major Philippine laws and two local government laws protect the integrity of the *Ivatan* culture and, the natural and cultural heritage of the Batanes archipelago namely:

- Republic Act 8371 or the Indigenous Peoples Rights Act of 1997 that states *"The state shall respect, recognize and protect the rights of Indigenous Cultural Communities/Indigenous Peoples (ICCs/IPs) to preserve and protect their culture, traditions and institutions. It shall consider these rights in the formulation of national plans and policies."*

- Republic Act 7586 or the National Integrated Protected Area System (NIPAS) Act. The NIPAS Act paved way for the development of site-specific law, the Republic Act. No. 8991 or the Batanes Protected Landscapes and Seascapes Act (BPLS) that declared a policy of the state to *'regulate the utilization of fishery and marine resources, aggregates, wild flora and fauna, historical artifacts and sites, ensure the continuity of endangered species and preserve Ivatan heritage towards the end of conserving, protecting and preserving the scenic, cultural and historical and archaeological features of the Batanes Group of Islands including the diverse terrestrial and marine ecosystem thereof for the benefit of its people and humankind*.

- The commitment of the Provincial Government to heritage preservation is embodied in Provincial Ordinance No. 41 Series of 2002 with the title: *"Enacting an Ordinance for the conservation, development and management of the natural and cultural heritage sites in the province of Batanes and providing funds therefore."*

- To further strengthen this commitment, a resolution No. 77 Series of 2003 endorsing the Management Plan and the Nomination of the Batanes Archipelago and Ivatan Archaeological Landscape to the World Heritage List was passed by the Provincial Board. Finally, the PAMB passed Resolution No. 2003-19 entitled *"Resolution Endorsing the Cultural and Heritage Management Plan of Batanes."*

Source: **"***MAVID A VATAN***" (**Compedium of Documents on Batanes for the nomination bid to be enscripted as one of the UNESCO World Heritage Sites) Province of Batanes 2004

Appendix 4: Sample form of a Cooperative in Uyugan, Batan Island

People's Organizations/Cooperatives in Uyugan[3]

Name of Organization/ Cooperative	Year Started	Location/Area of Operation	Number of Members			Programs/ Projects	Organizational Maturity Assessment (OMA) Level (5-highest; 1-lowest)
			M	F	Total		
Imnajbu Multi-Purpose Cooperative, Inc.	1996	Imnajbu	9	15	24	Trading; Micro-finance; agri-development; fishery development	
Itbud Pottery Association	1991	Itbud	3	10	13	Pottery-making	
Imnajbu Goat Raisers Assocation	2000	Imnajbu	18	2	20	Livestock development (Goat)	
Milagrosa Women Workers' Association	1997	Itbud		20	20	Livestock raising and upgrading	3
Kayuan Marginal Farmers MPCI	1996	Itbud	26	3	29	Livestock raising and upgrading	
San Antonio Farmers-Fishermen Association	1997	Uyugan	25	3	28	Fishery development	
Uyugan Credit Cooperative, Incorporated		Uyugan			27	Micro-finance	
Uyugan Multi-Purpose Cooperative, Incorporated		Uyugan			38		
Rural Improvement Club	1971	Uyugan				Vegetable production; garlic production	

Source:
Nanud, Jonathan Enrique V.: Indigenous Knowledge, Skills and Practices of Uyugan, 2003

Analyse et mise en perspective du géotourisme : « Global Geoparks Network - UNESCO »

Christel Venzal
Université de Pau et des Pays de l'Adour

Christel Venzal
MCF Géographie-Aménagement
Université de Pau et des Pays de l'Adour
Lab. SET UMR 5603 / IRSAM
Domaine Universitaire
64 000 PAU
Courriel : christel.venzal@univ-pau.fr

Analyse et mise en perspective du géotourisme : « Global Geoparks Network - UNESCO »

Résumé :
Pour obtenir, auprès de l'UNESCO, le label géoparc, les sites candidats doivent présenter un patrimoine géologique conséquent, être dotés d'une structure de gestion et d'une stratégie de développement économique, orientée notamment sur les principes du tourisme durable. Chaque candidature est examinée par des experts mandatée par l'UNESCO. Des sites géologiques nationaux de grande importance font ainsi l'objet d'une reconnaissance internationale et bénéficient des échanges de connaissances, de compétences, d'expérience avec d'autres géoparcs dans le monde. Le réseau mondial des géoparcs « Global Geoparks Network » est devenu, avec le soutien de l'UNESCO, une plate-forme de collaboration active entre spécialistes et autres acteurs du patrimoine géologique. Ce réseau a été lancé en 2004 par l'UNESCO. Afin d'assurer le développement socio-économique et touristique de leurs territoires principalement ruraux, quatre structures gestionnaires ont voulu joindre leurs efforts et créer le Réseau des Géoparcs Européens (European Geoparks Network – EGN). Il s'agit de la Réserve Géologique de Haute-Provence (France), de la Forêt Pétrifiée de Lesvos (Grèce), du Parc Géologique de Gerolstein/Vulkaneifel (Allemagne) et du Parc Culturel du Maestrazgo (Espagne). L'UNESCO a instauré une relation privilégiée avec ce réseau européen, grâce auquel l'EGN représente à présent le Réseau mondial des Géoparcs en Europe. La Réserve Géologique de Haute-Provence occupe les fonctions de cellule de coordination des candidatures au réseau européen en apportant son aide, son expertise et ses conseils. Le réseau mondial compte actuellement plus d'une soixantaine de géoparcs répartis dans une vingtaine de pays. Tenant compte d'un ensemble de données récoltées durant plusieurs années sur l'expérience de la Réserve Géologique de Haute-Provence, cette communication propose un regard sur l'offre touristique du réseau mondial des géoparcs. Il s'agit d'identifier comment se met en œuvre le géotourisme dans les géoparcs labellisés par l'UNESCO et quel sont les apports réels de cette démarche de labellisation de sites géologiques représentatifs de stades de l'histoire de la Terre (en référence aux critères de la Convention du patrimoine mondial) ?

Mots clés : géoparcs, réseau, mondial, développement durable, géotourisme.

Analyse et mise en perspective du géotourisme : « Global Geoparks Network - UNESCO »

Pour obtenir, auprès de l'UNESCO, le label géoparc, les sites candidats doivent présenter un patrimoine géologique conséquent et être dotés d'une structure de gestion et d'une stratégie de développement économique, orientée notamment sur les principes du tourisme durable. Chaque candidature est examinée par des experts mandatés par l'UNESCO. Des sites géologiques nationaux de grande importance font ainsi l'objet d'une reconnaissance internationale et bénéficient des échanges de connaissance, de compétence, d'expérience avec d'autres géoparcs dans le monde. Les objectifs de ce réseau ne se concentrent pas uniquement sur la protection, la conservation et la gestion du patrimoine géologique. Le réseau mondial des géoparcs « Global Geoparks Network - GGN » est devenu, avec le soutien de l'UNESCO, une plate-forme de collaboration active entre spécialistes et autres acteurs du patrimoine géologique. Ce réseau a été lancé en 2004 et compte actuellement 63 géoparcs répartis dans 19 pays (Allemagne, Australie, Autriche, Brésil, Chine, Croatie, Espagne, France, Grèce, Iran, Irlande, Italie, Japon, Malaisie, Norvège, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni). Les membres du réseau et l'UNESCO ambitionnent de développer une nouvelle forme de tourisme servant le développement durable des territoires qu'ils nomment le géotourisme. Selon Chris Woodley-Stewart, Directeur du Géoparc North Pennines AONB au Royaume-Uni (membre du réseau « Global Geoparks Network - GGN » of UNESCO), « Les géoparcs ne concernent pas que des roches, ils concernent aussi les hommes. Il est essentiel que ces derniers s'impliquent : nous souhaitons que le plus de visiteurs possible viennent voir et apprécier la géologie. Notre but est de développer le géotourisme … afin de favoriser les économies locales et d'aider les populations à comprendre l'évolution de leurs paysages. ».

L'UNESCO ajoute par ailleurs, sur les pages de son site Internet consacrées au GGN, qu'un « géoparc accroît les possibilités d'emploi pour les personnes qui y résident, ce qui permet des retombées économiques réelles et durables, généralement grâce au développement d'un tourisme durable. Dans le cadre d'un géoparc, le patrimoine et les connaissances géologiques sont partagés avec le grand public, et sont replacés dans le contexte plus large de l'environnement culturel et de l'environnement naturel, qui sont souvent étroitement liés à la géologie et au paysage, voire déterminés par eux ». Conformément à la décision de son Conseil d'administration en juin 2001 (161 EX / Décisions, 3.3.1), l'UNESCO a été invitée à soutenir les efforts des États membres, afin de promouvoir des territoires ou des parcs naturels présentant des caractéristiques géologiques exceptionnelles. Le soutien de l'UNESCO à cette initiative favorise la mise en œuvre d'un véritable réseau interdisciplinaire de coopération internationale valorisant les Sciences de la Terre comme facteur de développement économique. Ce réseau instaure un cadre international unique qui lie le développement socio-économique à la préservation de l'environnement naturel et constitue donc une approche nouvelle et vitale pour les questions de conservation du patrimoine géologique. Le réseau mondial des géoparcs travaille en étroite synergie avec le centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, le Programme de l'Homme et de la Biosphère (MAB), le réseau mondial des réserves de biosphère ainsi qu'avec des entreprises nationales et internationales et des organisations non-gouvernementales actives dans la conservation et la valorisation du patrimoine géologique.

La première partie de cette communication expose les origines et les principes de la notion de patrimoine géologique associée depuis quelques années au géotourisme. On présente en

complément le réseau mondial des géoparcs et ses objectifs en matière de développement international du géotourisme. Dans une deuxième partie, on identifiera comment se met en œuvre le géotourisme dans les géoparcs labellisés par l'UNESCO et quel sont les apports en terme de développement touristique durable de cette démarche de labellisation de sites géologiques représentatifs de stades de l'histoire de la terre (en référence aux critères de la Convention du patrimoine mondial) ?

1. Les géoparcs et l'UNESCO : une reconnaissance internationale du patrimoine géologique comme facteur de tourisme durable ?

En France, les sites géologiques sont protégés dans le cadre de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature par la création des Réserves Naturelles Géologiques. L'article 16 de cette loi prévoit que « des parties de territoire d'une ou plusieurs communes peuvent être classées en Réserves Naturelles lorsque la conservation…des gisements de minéraux et de fossiles…présentent une importance particulière, ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader » (Décret n°84-983 du 31 octobre 1984 portant sur la création de la Réserve Naturelle Géologique de la Région de Digne-les-Bains). Sont concernés par cette protection « les biotopes (et) formations géologiques, géomorphologiques ou spéléologiques remarquables » et « les sites présentant un intérêt particulier pour l'étude de l'évolution de la vie et des premières activités humaines » (Arrêté Préfectoral n°89-527 et suivants, portant création d'un périmètre de protection autour de la Réserve Naturelle Géologique des Alpes de Haute-Provence). L'institution de périmètres de protection est intervenue en complément de ce premier dispositif législatif, en associant le territoire de plusieurs communes à la gestion des sites géologiquement référencés. Ce texte de loi identifie des sites à partir de leurs intérêts géologiques en prenant en compte leurs caractéristiques historiques, voire, pour certains d'entre eux, leurs spécificités préhistoriques. L'objectif premier de ce texte ambitionne, prioritairement, un renforcement de la protection des sites identifiés pour leurs spécificités géologiques, par rapport à des sites archéologiques qui bénéficiaient déjà des dispositifs anciens de conservation au titre des Monuments Historiques. On peut citer en exemple les grottes préhistoriques contenant des peintures rupestres, comme la grotte de Lascaux ou plus récemment les grottes Cosquer près de Marseille et Chauvet en Ardèche. Ces sites sont protégés par le dispositif des Monuments Historiques et leurs entrées ont été, à ce titre, interdites au public. Ces grottes font également l'objet de programmes de recherche en Sciences de la Terre, complémentaires et indispensables à la compréhension de leur formation géologique et de leur évolution future.

Afin d'initier une prise de conscience des autorités nationales et mondiales de l'intérêt de préserver et valoriser les sites géologiques, plusieurs scientifiques internationaux ont associé, sous l'impulsion des gestionnaires de la Réserve Naturelle Géologique de Haute-Provence, le site géologique à la notion de patrimoine. La notion de « patrimoine géologique » se définit à partir de la « Déclaration de la Mémoire de la Terre » (Déclaration présentée dans les Actes du Premier Symposium International sur la Protection du Patrimoine Géologique, Mémoire de la Société de Géologie n°165, 1994). Ce texte, rédigé et signé en 1991, à Digne-les-Bains (centre administratif de la Réserve Géologique de Haute-Provence), par des scientifiques et des élus issus de 39 pays, est composé de neuf articles. Il établit le lien entre l'histoire des Hommes et celle de la Terre : « L'Homme est un des moments de la Terre, il n'est pas finalité, il est passage ». Par ce texte, les scientifiques ont estimé que ces « archives » devaient être conservées pour que les générations futures puissent les enrichir par l'apport de

technologies de recherche nouvelles et ainsi reconstituer une histoire complète du globe terrestre. La Terre conserve les traces de la mémoire du passé, gravées dans les roches, les fossiles et les paysages. Cette mémoire peut être « lue et traduite ». Ce texte décrit le patrimoine géologique comme « la mémoire d'avant la mémoire de l'Homme » et comme « le bien commun de l'Homme et de la Terre ». Le patrimoine géologique se constitue à partir des éléments antérieurs à l'Humanité. Ces éléments, d'ordre naturel, représentent les étapes essentielles de l'histoire de la Terre qui ont permis l'apparition de la vie et des premiers hommes. Ces informations géologiques sont inscrites dans les éléments d'ordre minéral (pierres, roches, fossiles…) et principalement le calcaire qui représente, pour les scientifiques (géologues et préhistoriens) le premier marqueur du passé.

Les scientifiques considèrent donc désormais que le patrimoine géologique, comme d'autres formes de patrimoine, représente un héritage à transmettre pour le bien des générations futures. La définition la plus large et la plus fréquemment utilisée établit en effet que le patrimoine « regroupe l'ensemble des héritages matériels et immatériels reçus par une génération qui devra, à son tour, en assurer la transmission » (Neyret 1994). Dans cette définition, deux notions apparaissent essentielles : l'héritage et la transmission. De plus, les critères de protection du patrimoine ne correspondent plus uniquement à des données historiques et sont prioritairement fonction du lieu, mais aussi, et de plus en plus, du contexte local (économique, social et environnemental) et des projets territoriaux qui se rattachent à ces patrimoines. La notion de patrimoine s'applique désormais à un grand nombre d'espaces. Il ne s'agit plus uniquement de préserver des monuments, des textes historiques, des traces du passé, mais de protéger tout un ensemble d'éléments permettant aux générations futures de comprendre leurs origines au sens large. L'émergence de la notion de patrimoine géologique s'insère dans cette logique et peut être associée à l'évolution même des Sciences de la Vie, de la Terre et de l'Univers. « Depuis la fin du 18e siècle jusqu'à nos jours, le développement parallèle des sciences de la nature et des sciences de l'homme, puis leur rapprochement, leur juxtaposition, voire leur utilisation interdisciplinaire, ont partiellement fait évoluer les systèmes de conservation et de gestion des patrimoines naturels et culturels » (Micoud 1994). Cependant, les sites naturels, et donc géologiques, ne peuvent pas être considérés comme un héritage dans le sens du patrimoine bâti puisqu'ils sont le résultat de transformations dites naturelles. Ils permettent de comprendre les étapes de l'histoire de la Terre et donc, à ce titre, participent à la connaissance scientifique. « Toutes les pierres naissent, vivent et meurent ; elles ont un âge et une histoire » (Mattauer 2001). Par l'étude des spécificités géologiques, les scientifiques sont en mesure d'établir leur datation, transcrire leur caractéristique physico chimique de genèse et de dépôt, leur composition et prévoir leur évolution future.

Par ailleurs, le patrimoine est présenté comme étant au service d'un objectif intégré d'ordre supérieur, la mémoire collective. Les archives de l'histoire de la Terre sont communes à tout être vivant et relèveraient donc d'un intérêt transnational de conservation. L'objectif souhaité par cette déclaration se focalisait sur une prise de conscience des gouvernants de l'intérêt de préserver « la Mémoire de la Terre ». Toutefois, même si sa présentation a été faite sous forme d'articles, pour le rendre plus « respectable », mais n'ayant rien d'officiel, ce texte ne représente qu'une déclaration de bonnes intentions. Ses neuf articles ne valent pas réglementation. Par contre sur le plan du développement territorial, la notion de « patrimoine géologique » et plus globalement le terme de « géosite » sont, au titre de cette expertise, mis en avant par les gestionnaires de territoires géologiquement référencés, comme constituant les éléments de base d'une découverte touristique au service du développement durable du territoire, qualifiée de « géotourisme ».

La notion de géotourisme représente, pour les géologues, l'opportunité de valoriser leurs travaux de recherche à travers l'interprétation de géosites, représentatifs de l'histoire géologique d'un territoire. Cependant, on peut avancer qu'une mise en tourisme orientée uniquement vers l'interprétation de sites géologiques semble restrictive dans le cadre d'une stratégie de tourisme durable. Les spécialistes estiment donc que le patrimoine culturel représente un complément à l'extension de la notion de géotourisme en se basant, pour ce faire, sur les principes d'une interrelation fondée sur l'identification d'un élément minéral reliant des sites relevant des Sciences de la Terre et des sites objets du patrimoine culturel, associés dans un objectif commun de valorisation touristique durable du territoire (Venzal 2006). Le patrimoine est en effet investi depuis de nombreuses années comme un outil de valorisation du tourisme culturel et scientifique. Le tourisme durable s'inscrit dans cette optique et est présenté, par ses initiateurs, comme un tourisme pouvant représenter une solution aux problèmes du tourisme de masse et susceptible d'engendrer des retombées économiques locales (AFIT 2001). Le tourisme durable n'est ni un produit ni une nouvelle façon de vendre une activité ou un pays : c'est un processus, ou un mode de développement, qui dépend de facteurs globaux mais aussi de facteurs locaux. Selon l'Organisation Mondiale du Tourisme, le tourisme durable va au-delà de la préservation des équilibres écologiques et de la protection des ressources environnementales, même si ces préoccupations apparaissent centrales. Il implique visiteurs et visités et correspond à une stratégie de développement local. Ce tourisme prend en compte des questions environnementales, envisage des retombées économiques locales et une gestion de la fréquentation touristique en se basant sur la volonté et la participation des acteurs locaux. Toutes les formes de tourismes peuvent dès lors s'envisager dans une optique de tourisme durable. Comme le précisait l'Agence Française d'Ingénierie Touristique en 2001 : « Ce positionnement définit clairement les objectifs d'ordre politique, et ouvre très largement les formes possibles de tourisme, en fonction de l'histoire, des acteurs, des territoires, des opportunités ». Les principes du géotourisme correspondent à cette orientation politique en souhaitant apporter une solution à la gestion de la fréquentation touristique de sites géologiques exceptionnels et en incluant toutes les formes de patrimoines.

La géologie ne peut donc se résumer à l'étude des fossiles qui ne sont qu'une petite partie du patrimoine géologique. Les sites volcaniques sont parmi les sites du patrimoine mondial les plus appréciés par les touristes. Comme le soulignait John Playfair, géologue du 18e sicle : « l'esprit s'étourdit en contemplant les profondeurs du temps ? » (cité par John Clader 2009 : 12). Comment ne pas s'émerveiller devant les chaînes montagneuses des Alpes, devant l'immensité de l'Himalaya, devant la somptuosité du Colorado Américain ? La liste est longue des sites naturels géologiques ou géomorphologiques emblématiques qui attirent chaque année des millions de touristes. Une étude récente de l'UICN a reconnu que prés de soixante sites du patrimoine mondial contiennent des dépôts volcaniques importants (Wood 2009 : 21). Mais ces sites naturels sont fragiles et nécessitent une gestion efficace. Leurs gestionnaires ne peuvent plus se contenter de les protéger en les mettant sous cloche ou en fermant leurs accès, ils doivent veiller à leur étude, leur préservation tout en les valorisant c'est-à-dire en expliquant aux populations locales et aux touristes toute leur importance dans l'histoire de la vie. On protège mieux ce que l'on connaît.

La convention du patrimoine mondial, adoptée par l'UNESCO en 1972, reconnait le patrimoine de la Terre (Badman 1999) pour ses valeurs naturelles et culturelles. Ce texte international permet d'identifier des sites géologiques exceptionnels soit d'une manière directe soit d'une manière indirecte (Gingall et al, 2005). On rappellera ici l'article 2 de la convention de l'UNESCO qui définit le patrimoine naturel par :

- les monuments naturels constitués par des formations physiques et biologiques ou par des groupes de telles formations qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue esthétique ou scientifique,
- les formations géologiques et physiographiques et les zones strictement délimitées constituant l'habitat d'espèces animale et végétale menacées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation,
- les sites naturels ou les zones naturelles strictement délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle.

Mais ce n'est pourtant que près de dix ans après la signature de la Déclaration des Droits de la Mémoire de la Terre soit en 2000 qu'au cours de sa 30e session, la conférence générale de l'UNESCO proposa dans le but d'accroître le nombre des sites géologiques reconnus de : « réaliser l'étude de faisabilité sur le développement d'un programme géoparcs de l'UNESCO afin de promouvoir la reconnaissance internationale des zones offrant des caractéristiques géologiques représentatives et d'encourager les initiatives nationales et internationales visant à la conservation du patrimoine terrestre » (30C/5 par. 02211 p. 84, données historiques reprises dans les travaux de doctorat de Nathalie Cayla en 2009). Et ce n'est qu'en 2008, déclarée comme l'année internationale de la Terre, que l'UICN a enfin adopté une mention axée sur la conservation du patrimoine géologique commun (Calder 2009).

Donc parallèlement aux démarches de reconnaissance internationale du patrimoine géologique menées par les services de l'UNESCO (principalement la Division des Sciences de la Terre), quatre structures gestionnaires de parcs géologiques nationaux ont voulu unir leurs efforts et créer le Réseau des Géoparcs Européens (European Geoparks Network – EGN). Il s'agit de la Réserve Géologique de Haute-Provence (France), de la Forêt Pétrifiée de Lesvos (Grèce), du Parc Géologique de Gerolstein/Vulkaneifel (Allemagne) et du Parc Culturel du Maestrazgo (Espagne). Ce réseau a permis la tenue de plusieurs conférences internationales réunissant plusieurs centaines de scientifiques et d'acteurs territoriaux convaincus de l'intérêt de la préservation et de la valorisation du patrimoine géologique.

Toutes ces démarches collectives ont permis d'aboutir malgré des difficultés de structuration et de financement, en avril 2001, à la signature officielle d'un partenariat entre la Division des Sciences de la Terre de l'UNESCO et le réseau européen des Géoparcs. L'UNESCO n'a pas souhaité poursuivre seule la mise en place d'un nouveau programme, en préférant soutenir les initiatives régionales et nationales initiées par ce nouveau réseau (Cayla 2009 : 33). Cet accord tient compte des propositions suivantes de l'UNESCO à savoir que des efforts seront faits pour lancer ou coordonner des activités consacrées à « l'enseignement et à la vulgarisation des sciences de la Terre. Dans ce contexte des géoparcs nationaux dotés de musées des géosciences et d'histoire naturelle pourraient permettre d'informer des étudiants, des jeunes non scolarisés et des adultes afin de faire mieux comprendre au public la valeur des paysages géologiques et de l'inciter à mieux les respecter » (32C/5 p.117). L'UNESCO instaure ainsi une relation privilégiée avec le réseau européen, grâce auquel l'EGN représente à présent le Réseau mondial des Géoparcs en Europe. La Réserve Géologique de Haute-Provence occupe les fonctions de cellule de coordination des candidatures au réseau européen en apportant son aide, son expertise et ses conseils.

Le réseau européen a été le déclencheur d'une méthode reposant sur la reconnaissance non pas de sites géologiques isolés mais de réseaux nationaux voire continentaux pouvant permettre un développement touristique durable de leurs territoires en impliquant non seulement les scientifiques, les professionnels du tourisme, les institutionnels mais aussi et avant tout la population locale et les touristes. L'UNESCO recommande ainsi de mettre en

œuvre des systèmes de désignation nationale pour identifier, protéger et gérer les sites des Sciences de la Terre, soit de façon indépendante ou en les intégrant aux programmes des aires protégées (Calder, 2009 : 7-15).

2. Mise en œuvre du géotourisme par l'interprétation touristique des géoparcs

Suite à l'observation des contenus développés dans les pôles muséographiques et les outils promotionnels développés sur le territoire de la Réserve Géologique de Haute-Provence et par les membres du GGN sur leurs sites Internet, on s'est interrogé sur les perspectives de développement de la notion de géotourisme. On a procédé à la décomposition des documents de promotion et de communication, institués par les gestionnaires de la RNGHP dans leur stratégie géotouristique.

L'instauration des principes du géotourisme s'établit à partir de l'identification de géosites en tant que supports de l'interprétation du territoire. Les outils de l'interprétation (signalétique, guide) représentent une première interface entre le géosite et le touriste. Des circuits et routes touristiques sont ensuite institués dans le but d'initier une circulation des visiteurs entre les géosites présents sur l'ensemble du territoire. Dans un deuxième temps, le rôle des acteurs du territoire représente une deuxième connexion entre le géosite et le touriste. La dernière phase de l'introduction du géotourisme se concentre sur l'implantation d'antennes muséographiques envisagées en tant que pôles d'attraction du territoire et instituées sur les bases de muséographies innovantes. L'objectif de la mise en place de ces espaces muséographiques est une distribution des flux de visiteurs de la périphérie, où ils sont installés, vers le centre du territoire. A ce titre, ces espaces muséographiques ont été qualifiés, par les gestionnaires de la RNGHP (Plan de gestion RNGHP 200/2006, Ibidem, pages 29-30), de pôles d'attraction touristique et implantés dans le secteur sud du territoire à Castellane (le Musée Sirènes & Fossiles), au centre du territoire à Digne-les-Bains (le Musée Promenade, centre administratif RNGH) et en dehors du territoire, mais tout de même au départ de la « Route du Temps » soit à Sisteron (le Musée Terre & Temps). Le musée représente ainsi une troisième interface dans l'interprétation des géosites.

Dans le cas du territoire du « Géoparc Haute-Provence », l'introduction des principes du géotourisme a initié une composition muséographique particulière tenant compte des fondements de la muséologie, des caractéristiques de la vulgarisation scientifique et des attentes des clientèles des musées. Les musées du « Géoparc Haute-Provence » ont été conçus comme des espaces culturels permettant aux visiteurs de saisir toute la diversité géologique, mais aussi, culturelle du territoire. Les orientations thématiques choisies s'intègrent dans le développement contemporain de l'offre muséale. A l'inverse des autres pratiques culturelles, les musées connaissent un succès croissant. L'offre muséale se diversifie, les expositions temporaires se multiplient. La création d'un musée s'accompagne souvent du souhait des acteurs locaux de valoriser leur ville, leur région, et de présenter leur identité locale. Les musées deviennent des faire-valoir de la politique culturelle et scientifique locale. Les porteurs de projets se diversifient et les intervenants (architecte, muséographe, médiateur, concepteur, collectivités…) se multiplient. Le site et les objets découverts participent à la reconnaissance d'un patrimoine local très divers. La mise en réseau de géosites peut représenter une réponse possible aux problèmes de la restitution et de la valorisation des objets (sites, œuvres, expériences…) de recherches. L'ensemble des géosites recensés sur un territoire ne peut faire l'objet d'une valorisation touristique en raison, d'une part de leurs niveaux d'intérêt scientifique et, d'autre part de leur fragilité. L'installation des circuits et routes géotouristiques est cependant réalisée à partir de l'ouverture d'une partie de ces sites au

public et nécessite donc des aménagements. Ces installations peuvent être assez volumineuses (passerelles, sentiers, ponts, panneaux…) et requièrent par ailleurs un entretien régulier. Mais cette approche territoriale de valorisation de géosites permet de ne pas décontextualiser les résultats des recherches et figure, notamment par l'initiation à la lecture des paysages, les origines scientifiques de ces sites. Par ailleurs, la perception et l'usage des musées par le public ont évolué. Le musée est perçu comme un lieu plus convivial et ouvert. Les musées deviennent au travers des services proposés aux visiteurs en plus des expositions (boutiques, restaurants, cafétérias, circuits à thème…) des espaces de loisirs. Cette évolution de la perception des musées peut s'inscrire dans une mutation plus globale des sites culturels qui, par le développement des pratiques touristiques actuelles, ne sont plus uniquement réservés à un type de clientèle. Les sites culturels permettent de comprendre un territoire à travers l'analyse et l'étude de ses spécificités culturelles, mais également naturelles. A partir d'un tourisme plutôt socialement élitiste et concentré sur les sites dédiés à la culture, le tourisme culturel évolue et se diversifie. Les adeptes du tourisme culturel complètent leurs circuits de visite par la découverte du territoire dans son ensemble, et notamment des sites naturels qui le composent. Le tourisme culturel se définit comme « un déplacement (d'au moins une nuitée) dont la motivation principale est d'élargir ses horizons, de rechercher des connaissances et des émotions au travers de la découverte d'un patrimoine et de son territoire » (Téboul 1999). Le tourisme culturel n'est plus uniquement réservé à la découverte des villes mais se développe de plus en plus dans les campagnes. Et l'introduction des principes du géotourisme sur un territoire géologiquement référencé matérialise le dilemme de toute ouverture au tourisme de sites protégés : soit les sites sont conservés à l'abri pour le bien de la science, soit ils sont aménagés et présentés, donc finalement exposés aux pillages et aux dégradations. Le musée représente une troisième option permettant de divulguer les résultats des recherches à un public de plus en plus large sans compromettre la pérennité scientifique des géosites. Mais cette orientation décontextualise l'objet scientifique et réduit l'échelle d'observation.

Enfin si l'on replace l'introduction du géotourisme dans le contexte touristique de ces territoires ruraux, on s'oriente plus vers le concept de positionnement de la destination touristique. Une politique de positionnement s'articule en effet autour des potentialités développées par une destination touristique et face aux offres des destinations concurrentes. « Pour une destination touristique, le positionnement peut être défini comme l'effort de personnalisation de la destination dans l'esprit des voyageurs potentiels. C'est la mise en coïncidence de l'image de la destination que se fait le voyageur et des réalités uniques et originales de cette destination. Schématiquement, on peut résumer ce concept comme la rencontre de trois forces : l'attente des consommateurs, l'image des concurrents et la personnalisation de la destination (originalité, authenticité). » (Lanquar 2001). Ce concept est un outil du marketing appliqué aux spécifités de la destination touristique. Il permet de répondre aux demandes d'un segment de clientèle spécifique et d'analyser l'offre concurrentielle ou complémentaire (mise en réseau des structures et des destinations touristiques par exemple). Dans les cas étudiés, on a transcrit l'instauration d'une politique marketing basée sur le développement d'événementiels sur les thèmes vendeurs des sciences. Ce constat peut être rapproché des politiques contemporaines de nombreuses villes, mais également des stations touristiques et des communes rurales, qui associent de plus en plus leur destination à l'organisation de festivals, fêtes et autres événementiels culturels. L'impact de ces événements est variable mais susceptible de générer des flux touristiques complémentaires. L'événement est fortement représenté dans les pratiques de tourisme culturel en attirant une clientèle d'occasionnels ou de passionnés par les thèmes développés, notamment dans le domaine du patrimoine (on peut citer par exemple en France, le succès des

Journées du Patrimoine). Les événements peuvent contribuer au développement marketing d'une destination pour promouvoir et positionner un produit spécifique. « Les événements doivent être considérés par les destinations non seulement comme des produits, mais aussi comme des stratégies marketing » (Dimanche 2002).

On peut conclure que l'originalité d'une destination peut résider dans la qualité et la diversité géologique et géomorphologique de ses sites naturels, associée à une découverte culturelle et scientifique de son territoire. Cette diversité naturelle ne peut suffire à son positionnement face à d'autres destinations touristiques répondant à des critères naturels similaires. Les destinations proposant une offre de loisirs de nature se multiplient et sont fortement concurrentielles. Par ailleurs, le positionnement unique d'un territoire sur un seul site ne favorise pas le développement de l'ensemble du territoire et engendre des points de pressions spatiales et temporelles. Une diversité de sites et de thématiques touristiques facilite le développement durable du territoire. Toute la problématique du géotourisme se concentre donc sur la personnalisation de l'offre. Il semble par conséquent opportun d'envisager de mettre en œuvre dans le cadre du réseau mondial des géoparcs mais aussi sur d'autres territoires géologiquement référencés une recherche plus large sur l'extension du géotourisme. L'objectif serait de comprendre et d'analyser si le développement du géotourisme par la mise en réseau des géosites (géologiques et culturels) à travers l'organisation et la promotion d'événementiels scientifiques et culturels représente ou non un véritable facteur de tourisme durable ?

Bibliographie

AFIT. (2001) Piloter le Tourisme Durable dans les territoires et les entreprises. - Paris : Les Cahiers de l'Agence Française de l'Ingénierie Touristique, pp 21-41

Dimanche, Frédéric et Ferry, Martine. (2002) Propositions pour l'Etude de la Relation entre Evénements et l'Identité de Marques des Destinations et des Territoires. – communication 2e colloque de recherche en tourisme de l'Association française des IUP Tourisme, Hôtellerie et Loisirs, Territoires et Marché, Chambéry.

Dingall, Weighell et Bodman. (2005) Geological world heritage : a global framework, Rapport IUCN, 52 p.

Lanquar, Robert et Hollier, Robert. (2001) Le Marketing Touristique, Presses Universitaires de France : Que sais-je ? n°1911, pp 30-38.

Mattauer, Maurice. (2001) Ce que disent les pierres.- Paris : BELIN, 144 pages.

Micoud, André. (1994) Le Bien commun des patrimoines. – Patrimoine culturel, patrimoine naturel, Ecole Nationale du Patrimoine, Documentation Française, pp 84-94.

Neyret, Régis. (1994) Quel est le rôle des associations. – Patrimoine culturel, patrimoine naturel, Ecole Nationale du Patrimoine, Documentation Française pp 66-75.

Teboul, René et Champarnaud, Luc. (1999) - Le Public des Musées. Analyse socio-économique de la demande muséale.- Paris : L'Harmattan, pp 9-22.

Venzal-Barde Christel. (2006) Le Géotourisme dans le Verdon : La mise en réseau des géosites (géologiques et préhistoriques) comme enjeu du tourisme durable, Thèse de doctorat de Géographie, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, juin 2006, 462 pages.

Venzal-Barde , Christel. (2006) Culture Scientifique et Tourisme : pour une mise en réseau des territoires et des projets, Revue Méditerranée, n° 3-4, pp. 87-92.

Analyse de La Pedrera (Gaudí), patrimoine de l'humanité : La mise en valeur touristique

Dolors Vidal Casellas
(Université de Gérone)

Dolors Vidal Casellas
Université de Gérone
c/. Alemanys, 4
17004 GIRONA (SPAIN)
Courriel : dolors.vidal@udg.edu

Analyse de La Pedrera (Gaudí), patrimoine de l'humanité : La mise en valeur touristique

1. Gaudí

L'architecte Antoni Gaudí i Cornet nait à Reus (Baix Camp) en 1852 et il meurt à Barcelone en 1926.

En 1870 il part à Barcelone pour y faire ses études d'architecture.

Il réalise sa production de 1878 à 1926, date de sa mort, écrasé par un tramway. Il a laissé une œuvre inachevée, la Sagrada Familia.

Illustration 1: portrait d'Antoni Gaudí (source: http://www.plataformaarquitectura.c l)

2. La Pedrera:

Illustration 2: Bâtiment de la Pedrera (source: http://www.destination360.com)

La Casa Milà, plus connue sous le nom de la Pedrera, est un ensemble de deux maisons voisines situées au coin du Passeig de Gràcia et de la rue Provença de Barcelone.

Cette maison fut construite à la demande du couple formé par Pere Milà i Camps et Roser Segimont i Artells.

La Casa Milà a été construite de 1906 à 1910. Elle est axée autour de deux cours, une pour chaque maison, une circulaire et l'autre ovale. Le plan des appartements est entièrement libre, ce qui fait qu'aucune pièce n'est semblable à une autre. La Casa Milà se compose de cinq étages, un débarras à arcades et une terrasse.

Gaudí a pratiquement entièrement dépouillé l'extérieur de tout type de décoration, mis à part les réalisations en fer forgé des portes et des balustrades, et il a remplacé cette décoration par une ondulation constante de toute la surface.

Toute la façade est réalisée en pierre calcaire de Vilafranca, mis à part la partie supérieure qui est recouverte de carreaux de céramique blanche de Valence. Cette combinaison entre la pierre et la céramique évoque une **montagne enneigée**.

La terrasse est équipée de grandes sorties pour les escaliers et de cheminées recouvertes de fragments de céramique qui représentent des **têtes de guerriers protégées par des heaumes**. La construction a connu différents retards car le bâtiment dépassait en hauteur et en largeur les normes établies par les ordonnances municipales et les Milà ont dû payer plusieurs amendes. Gaudí a abandonné la direction du chantier en 1909 à la suite de divergences avec la famille Milà quant à la décoration des intérieurs.

C'est en 1962 que l'on a commencé à reconnaître le caractère artistique et architectural de la Casa Milà, quand elle a été inclus dans le catalogue du patrimoine artistique de la ville de Barcelone. Cette inclusion a été suivie par sa déclaration de la part du gouvernement espagnol en 1969 en tant que monument historique et artistique national, et cette reconnaissance a été définitivement établie quand la Pedrera a été inclus à la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO en 1984[1].

L'UNESCO a justifié l'inscription de la Casa Milà au catalogue du Patrimoine de l'Humanité car elle a considéré que cette œuvre répondait aux exigences des critères I, II et IV.

CRITÈRE I: "L'œuvre d'Antoni Gaudi représente une contribution créative exceptionnelle et remarquable au développement de l'architecture et de la construction de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle."

CRITÈRE II: "Le travail de Gaudi représente un important échange de valeurs, étroitement associé aux courants culturels et artistiques de son temps représentés par le Modernisme catalan. Il a anticipé et influencé bon nombre de formes et de techniques qui ont joué un rôle dans le développement de la construction moderne au XXe siècle."

CRITÈRE IV : "L'œuvre de Gaudi comporte plusieurs exemples remarquables de la typologie de construction de l'architecture du début du XXe siècle, tant résidentielle que publique, pour le développement de laquelle il a joué un rôle majeur sur le plan de la création."

La Casa Milà a connu plusieurs vicissitudes: en 1927 Roser Segimon a ordonné à Josep Bayó la démolition de l'intérieur du premier étage, ce qui a entrainé la destruction de la décoration prévue par Gaudí; en 1946 elle a été vendue à l'entreprise immobilière Provenza, qui a construit treize appartements dans le grenier du bâtiment; en 1966 on a transformé l'étage principal en bureaux; de 1971 à 1975, on a réalisé une première restauration sous les ordres de l'architecte José Antonio Comas de Mendoza; enfin, en 1986, une Caisse d'épargne catalane, Caixa Catalunya, en a fait l'acquisition.

Mais pourquoi un bâtiment déclaré Patrimoine de l'Humanité par l'UNESCO est-il acheté par une institution privée et non par l'Administration publique?

Au XXe siècle, à la fin des années 70 et au début des années 80, le bâtiment avait atteint un tel niveau de dégradation que l'on y avait même installé un club de bingo. En 1983, l'entreprise immobilière a décidé de le mettre en vente pour un montant de 5.409.109 euros (à l'époque, 900 millions de pesetas) et elle a accordé la priorité de l'option d'achat à la Mairie de Barcelone et à la Généralité de Catalogne. Ces deux institutions refusèrent alors car elles considéraient que les investissements en actions sociales (création d'écoles, création de maisons de retraite. etc.) étaient prioritaires.

Voilà pourquoi, trois ans plus tard, en 1986, la Caixa Catalunya a acheté le bâtiment qui avait déjà été alors déclaré Patrimoine de l'Humanité.

Peu avant d'acheter la Pedrera, la direction de l'œuvre sociale de Caixa Catalunya s'est mise en contact avec Daniel Giralt-Miracle, à ce moment-là responsable du service des Arts Plastiques du Département de Culture de la Généralité de Catalogne.

Giralt-Miracle a élaboré alors en 24 heures une proposition de mise en valeur du bâtiment absolument innovatrice. Dans son projet il proposait de restaurer et d'ouvrir au

[1] En 1984, furent également déclarées Patrimoine de l'Humanité par l'UNESCO deux autres œuvres de Gaudí: le Park Güell et le Palais Güell. En 1995, ont été déclarées Patrimoine de l'Humanité les œuvres suivantes de Gaudí: la façade de la Nativité, la crypte et l'abside de la Sagrada Famille, la Casa Vicenç et la Casa Batlló de Barcelone,ainsi que lacrypte de laColonie Güell de Santa Coloma de Cervelló.

public la terrasse, d'expliquer le système particulier de construction de Gaudí dans le grenier et d'ouvrir au public une salle d'expositions au rez-de-chaussée. En commençant par la terrasse on mettait ainsi en valeur tout l'ensemble, de haut en bas.

L'ouverture de l'ensemble du bâtiment au public a eu lieu en 1996, dix ans après que Caixa Catalunya en ait fait l'acquisition et après une décade de travaux de restauration du bâtiment.

La Caixa Catalunya a ouvert la Casa Milà aux visiteurs, en permettant d'entrer dans les logements du quatrième étage, au grenier et à la terrasse. Les autres étages sont occupés par des bureaux ou par des familles qui y habitent.

Enfin, et cela est curieux, il faut signaler que la déclaration de la Pedrera en tant que Patrimoine de l'Humanité ne s'est pas réalisée à la demande des propriétaires de l'époque, mais à la demande de l'ICOMOS lui-même.

Malheureusement, l'organisme actuellement propriétaire du bâtiment, qui a acheté la maison deux ans après sa déclaration en tant que Patrimoine de l'Humanité, ne dispose pas de la documentation remise à l'ICOMOS pour sa déclaration comme Patrimoine de l'Humanité.

3. Barcelona Atracción versus La Presse Locale :

Le mois d'avril 1908 a vu la création de la Sociedad de Atracción de Forasteros (Société pour attirer les étrangers), *Syndicat d'Initiative*, à l'initiative de Domenech J. Sanllehy, maire de Barcelone. Celui-ci réussit à mettre en contact des intellectuels et des personnalités de renom aux mondes du commerce, de la banque et de l'industrie pour travailler à un objectif commun : faire de Barcelone une ville intéressante pour le tourisme.

La Societat d'Atracció de Forasters, association à but non-lucratif, réunissait des personnes à titre individuel, des marques commerciales, des membres de la Mairie et du Conseil Général de Barcelone, ainsi que des personnes ou des bureaux qui agissaient en tant que Délégués de la société dans le monde entier.

La Societat d'Atracció de Forasters a publié, de 1910 à 1912, la revue *Touring Review*. Celle-ci, à partir de 1912, a pris le nom de *Barcelona Atracción*.

La publication de *Barcelona Atracción* vise à faire de la ville un pôle d'attraction avec de grandes possibilités de réussite. Pour y parvenir, on a fixé quatre grands domaines thématiques : Barcelone touristique, Barcelone architecturale, Barcelone industrielle et Barcelone commerciale.

La société a utilisé toute sorte de documents de publicité et d'actions de promotion sur l'ensemble du territoire de l'état espagnol, ainsi qu'en Europe et en Amérique. Cette diffusion se faisait par le biais de quatre voies différentes : la voie imprimée (la revue *Barcelona Atracción*, des articles de journaux, des albums photos, des affiches et des brochures) ; la voie audio-visuelle (des films de publicité) ; la distribution de matériel de publicité dans les foires étrangères ; et pour finir la participation de certains membres de la Société aux congrès et aux différents séminaires touristiques organisés dans l'état espagnol et à l'étranger.

Même si vous pourrez l'observer vous-mêmes par la suite, nous pouvons déjà avancer qu'il se produit alors une contradiction entre l'image de la Pedrera et de Gaudí projetée dans la revue *Barcelona Atracción* et l'image projetée dans les moyens de communication locaux. Si l'on observe l'hémérothèque d'un journal à grand tirage en Espagne, La Vanguardia, on peut suivre le débat et la critique, parfois acide, de l'œuvre de Gaudí.

Par contre, l'œuvre de Gaudí faisait l'objet d'une grande promotion touristique à l'étranger, et sur les cinq continents, par le biais des délégués de la Societat d'Atracció de Forasters.

Nous allons à présent présenter un résumé de tous les articles qui parlent de Gaudí et de son œuvre : Cette dernière partie de la trilogie est consacrée aux bâtiments civils de Gaudí, et l'on y décrit concrètement la Casa Vicens, le Palais Güell, la Casa Batlló et la Casa Milà.

Ainsi que vous avez pu l'observer dans le recueil d'articles que vous venez de voir, la revue *Barcelona Atracción* utilise la figure de Gaudí et ses œuvres magnifiques avec un triple objectif. En premier lieu, créer une image touristique de Barcelone très intéressante du point de vue des monuments, du patrimoine et de l'art. En second lieu, modifier l'image que l'on avait alors à l'étranger de Barcelone (à ce moment-là l'image de Barcelone était celle de l'Espagne, c'est-à-dire un pays exotique très proche de l'Afrique). Et enfin, permettre de situer Barcelone sur la carte culturelle du monde, à côté de grandes villes telles que Londres ou Paris.

Ce n'est qu'après sa mort que l'on a commencé à considérer les œuvres de Gaudí comme un des meilleurs exemples d'architecture Art Nouveau.

4. Tourisme de Barcelone et Gaudí:

On a décidé de déclarer 2002 Année Internationale Gaudí pour fêter le 150ème anniversaire de la naissance d'Antoni Gaudí. Cependant, il y avait une autre raison moins connue : il y avait à ce moment-là un débat dans les cercles politiques et intellectuels : savoir si les travaux de la Sagrada Família devaient se poursuivre ou non.

On a alors nommé Daniel Giralt-Miracle (qui avait été la cheville ouvrière de la première mise en valeur du bâtiment, après son achat par Caixa Catalunya) commissaire général de cet événement et l'on a demandé à l'Institut de Cultura de Barcelone (ICUB) de développer la proposition.

Laissons s'expliquer le commissaire:

"*L'Année Internationale Gaudí est une idée de Ferran Mascarell alors adjoint au maire en culture et de Daniel Giralt-Miracle alors directeur de l'espace Gaudí. Nous croyons que 150 ans depuis la naissance de Gaudí est une date aléatoire, mais en même temps opportune. Nous avons cherché un financement et une équipe et nous avons commencé à travailler. Cette idée nait à partir d'une sensibilité et d'une préoccupation pour combiner la culture et le tourisme ; car en fait nous avons de nombreuses ressources que nous ne vendons pas de manière organisée. Grâce à l'Année Gaudí on a su tirer parti et mettre en valeur un patrimoine qui existait déjà ».* (Entretien avec Daniel Giralt-Miracle, commissaire de l'Année internationale Gaudí*).*

Le bureau technique s'est maintenu en contact permanent avec Tourisme de Barcelone, ainsi que Tourisme de Catalunya et Turespaña pour organiser les campagnes de promotion et de publicité, ainsi qu'avec les musées, les universités, les agents touristiques, etc. afin de définir le programme et de coordonner les différentes activités ; ainsi qu'avec les entreprises privées en rapport avec le monde audiovisuel et de l'édition, etc. On a également pris contact avec les propriétaires publics et privés des différents bâtiments de Gaudí afin que ceux-ci adhèrent à l'Année Internationale et permettent l'accès du public aux œuvres de l'architecte, surtout à celles qui ne pouvaient pas être visitées jusqu'alors.

On a donc commémoré en 2002 le 150ème anniversaire de la naissance d'Antoni Gaudí. Au moyen de toutes les activités proposées au cours de l'année, on cherchait à faire connaître

la figure d'Antoni Gaudí au niveau international et sous toutes ses facettes : l'architecte, le décorateur, l'urbaniste, le penseur et l'homme mystique, l'observateur de la nature et le chercheur.

Le programme de l'Année Internationale Gaudí a eu de grands échos, non seulement à Barcelone et en Catalogne, mais aussi dans tout l'état espagnol et à niveau international, et plus de cinquante municipalités y ont été impliquées.

Le schéma ci-dessous montre que la plupart des activités ont été des «expositions », des «éditions audiovisuelles» et des «cours et conférences». C'est-à-dire des activités qui, d'une part, ont un caractère clairement temporaire et avaient été organisées pour la célébration de l'Année Gaudí, et qui, d'autre part, partageaient entre autres la volonté d'approfondir et de mieux faire connaître l'œuvre et la figure de l'architecte.

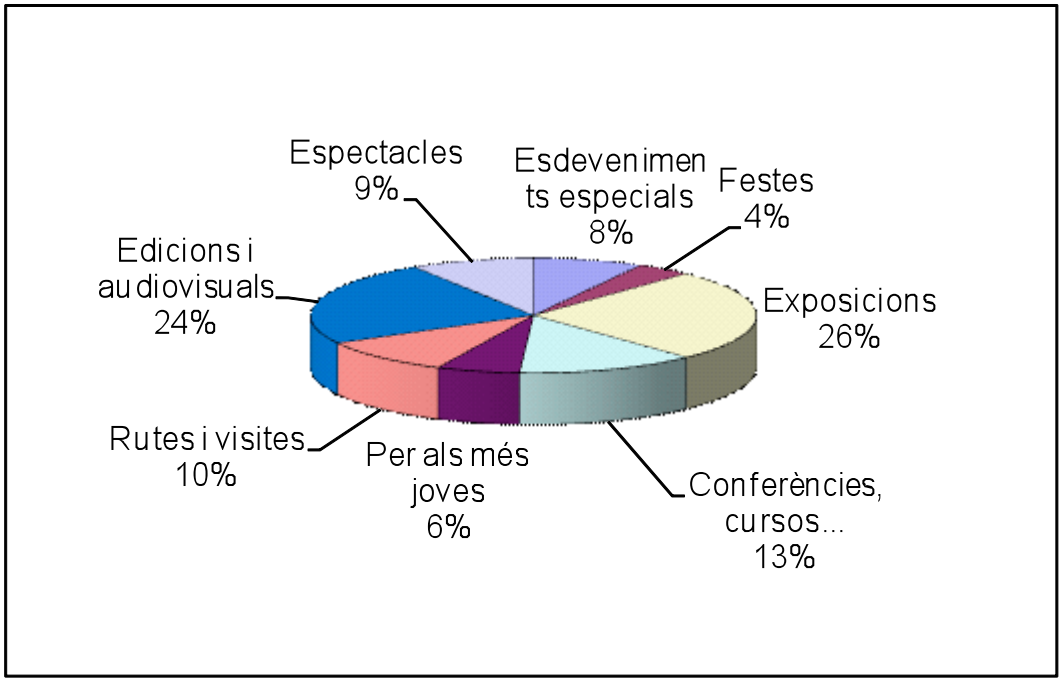


Schéma 1: Présentation du programme Gaudí 2002 en fonction du type d'activité (Source: Mémoire de l'Année Gaudí 2002)

L'Année Internationale Gaudí 2002 a permis de mieux se rendre compte des liens étroits existant entre Barcelone et Gaudí. À niveau mondial, du point de vue touristique, Barcelone a été associée à Gaudí et cela apparaît clairement dans la promotion touristique que l'on fait de la Catalogne à l'étranger. Il suffit d'observer les différents éléments touristiques pour se rendre compte de cette influence.

Ce que nous nous proposons à présent c'est d'analyser comment Tourisme de Barcelone, l'organisme de promotion touristique de la ville de Barcelone, utilise le fait que la Pedrera soit Patrimoine de l'Humanité pour promouvoir d'autres sites d'intérêt et d'autres endroits de la ville de Barcelone.

La page web d'entrée de Tourisme de Barcelone (http://www.barcelonaturisme.com) dispose d'un onglet « Que visiter » où l'on trouve les différents sites d'intérêt de la ville qui sont présentés par quartier. Si l'on se place sur le quartier de Gràcia, par exemple, on voit apparaître un point qui indique là où se trouve la Pedrera.

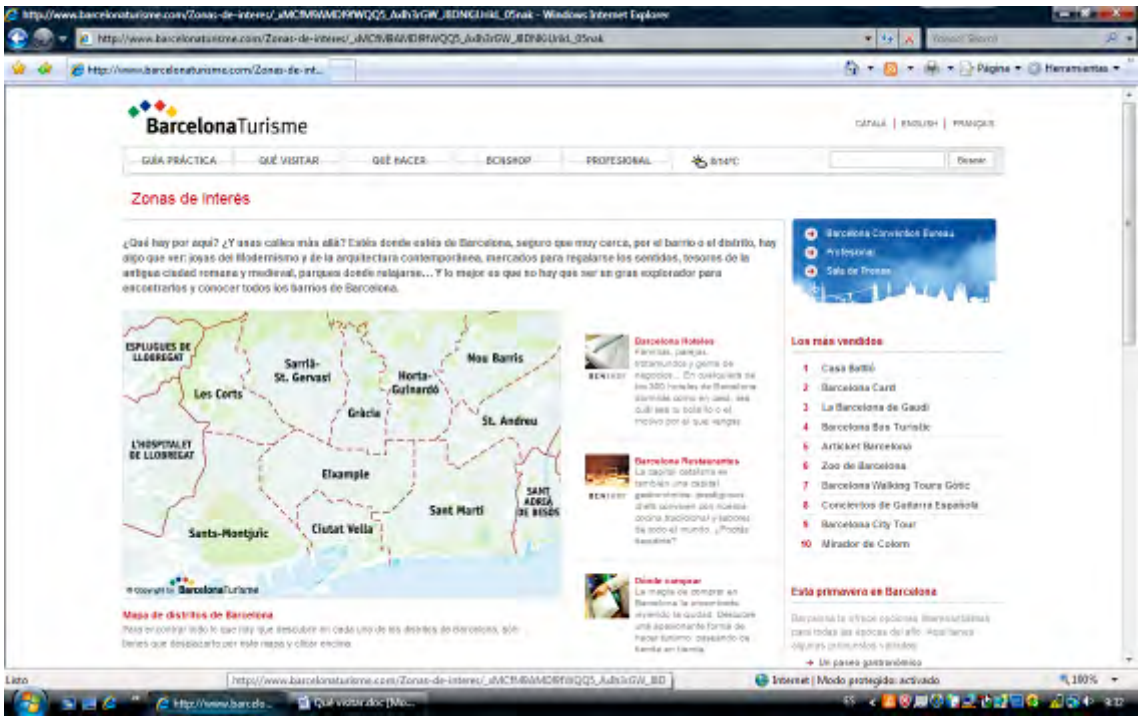


Illustration 3: page web des centres d'intérêt de Barcelona (Source: http://www.barcelonaturisme.com/Zones-de-interes)

À l'onglet « Que visiter » on trouve également « Routes thématiques ». On y présente deux itinéraires qui permettent de visiter les œuvres de Gaudí (et bien entendu, entre autres, la Pedrera) : l'itinéraire Modernisme et l'itinéraire Gaudí.

On trouve également à l'onglet « Que visiter » des « itinéraires d'un jour », des « itinéraires de deux jours », des « itinéraires de trois jours » et des « itinéraires de quatre jours ».

→ L'itinéraire d'un jour recommande de prendre le Barcelona Bus touristique et de visiter la Casa Batlló et la Pedrera (dans cet ordre car c'est l'ordre des arrêts du bus).

→ L'itinéraire de deux jours conseille de consacrer le premier jour au Modernisme. Le matin, prenez le Bus touristique Nord et visitez la Sagrada Família et le Park Güell. L'après-midi, suivez le *Barcelona Walkings Tours Modernisme*, au cours duquel, en tout premier lieu, on trouve le bâtiment de la Pedrera et ensuite la Casa Batlló.

→ L'itinéraire de trois jours propose que le matin du premier jour soit consacré au *Barcelona Walkings Tours Gòtic*. Après avoir suivi cet intéressant parcours, on vous recommande d'aller vers le Passeig de Gràcia pour visiter la Casa Batlló et La Pedrera (dans cet ordre) : Ensuite, cet itinéraire propose de faire, le troisième jour, le *Barcelona Walkings Tours Gourmet* (on vous conseille d'aller d'abord au marché de la Boqueria, puis d'aller visiter la Sagrada Família et le Park Güell) .

→ L'itinéraire de quatre jours vous propose de visiter le premier jour la Sagrada Família, de vous promener sur le Passeig de Gràcia, puis de prendre le métro pour aller visiter le Park Güell. L'après-midi du deuxième jour on vous conseille de participer au *Barcelona Walkings Tours Modernisme*.

À l'onglet *BCNSHOP*, dans la section "visites i tours", et tout particulièrement à gauche, on trouve :

→ “visites guidées en autocar” “Barcelona Bus Turístic”. Ainsi que nous l’avons déjà indiqué dans ce mémoire, les deux premiers arrêts du Bus Touristique Nord sont pour des œuvres de Gaudí, concrètement la Casa Batlló et La Pedrera.
→ “visite libre” vous recommande, en cinquième et dernière place, l’Itinéraire Gaudí.
→ “visites guidées à pied ”place la Route du Modernisme en quatrième position, mais il n’y a aucune mention de l’Itinéraire Gaudí.
→ “visites guidées à bicyclette ” où vous trouverez l’itinéraire Gaudí Bike Tour en quatrième position.La Sagrada Família, et au fond, le monument à Christophe Colomb, le Maremagnum et Collserola.

En cliquant sur l’onglet *BCNSHOP*, on trouve la section “musées et sites d’intérêt”. Parmi les 9 sites cités, la Casa Batlló apparaît en seconde position. La Pedrera n’y figure pas parce qu’elle n’est pas gérée par Turisme de Barcelone ; elle l’est par la Fondation Caixa Catalunya.

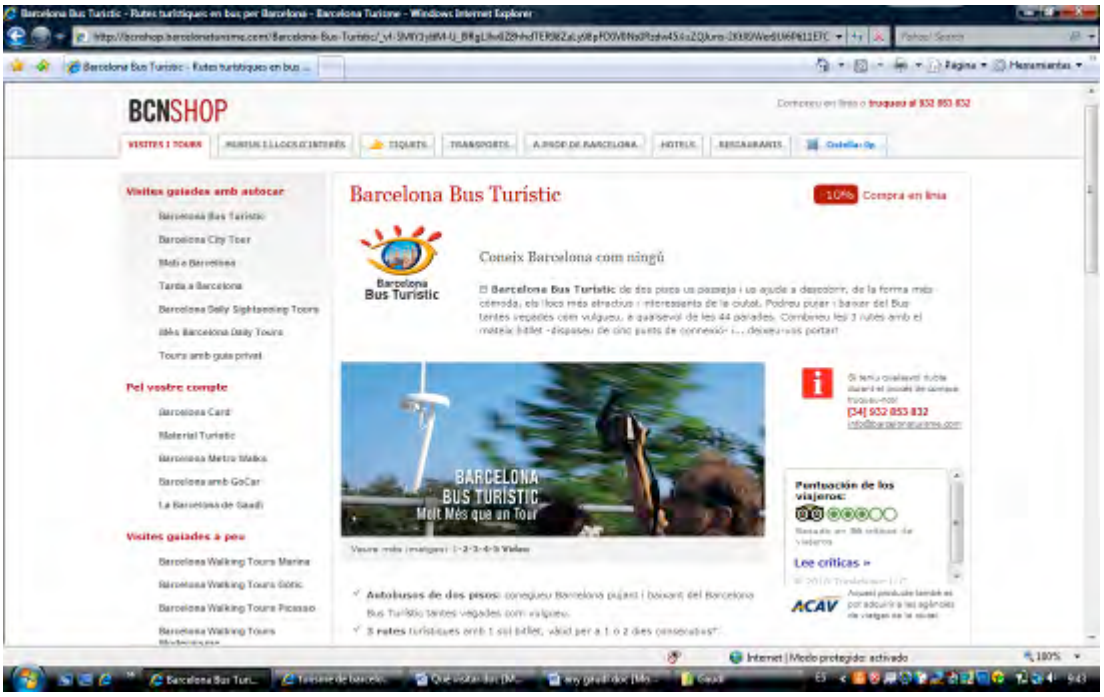


Illustration 4: page web d’entrée de l’onglet *BCNSHOP* de Turisme de Barcelona (Source: http://www.bcnshop.barcelonaturisme.com/Barcelona-Bus-Turístic)

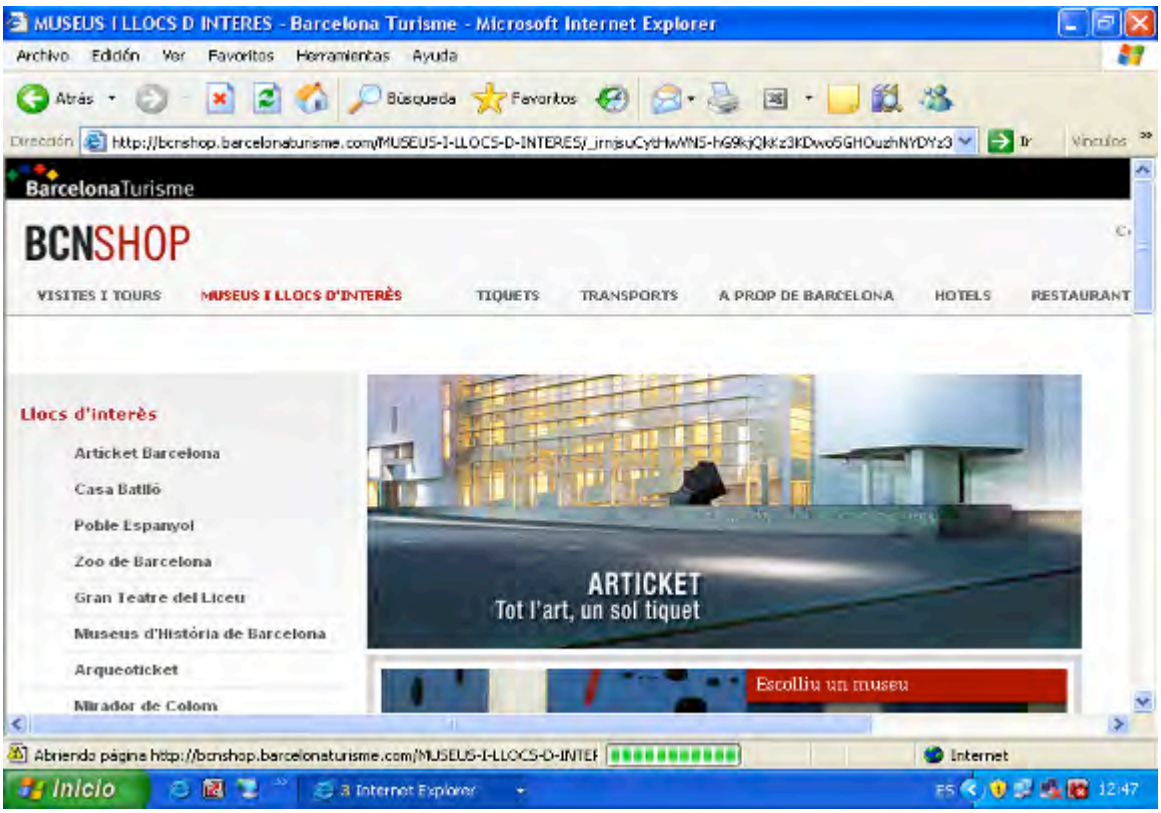


Illustration 5: page web d'entrée de « musées et sites d'intérêt » de l'onglet BCNSHOP (Source: http://www.bcnshop.barcelonaturisme.com/MUSEUS-I-LLOCS-D-INTERES)

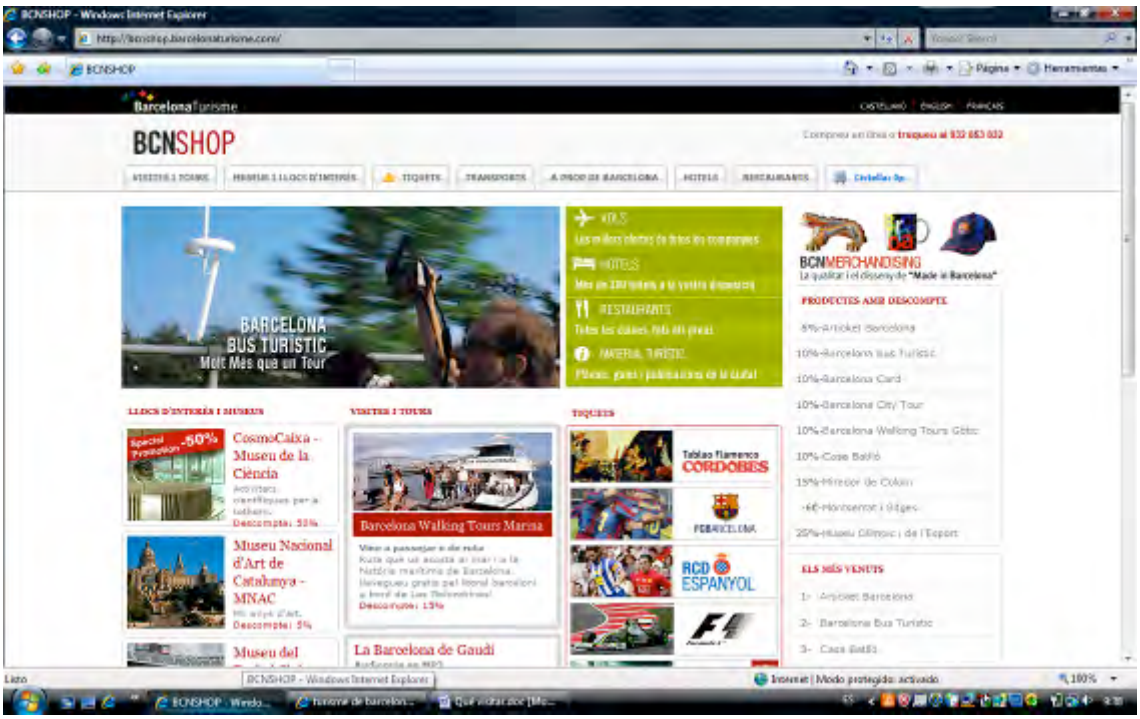


Illustration 6: page web d'entrée de l'onglet web *BCNSHOP* (Source: http://www.bcnshop-barcelonaturisme.com)

Toujours à l'onglet d'entrée de *BCNSHOP*, à droite, on annonce le *BCNMERCHANDISING* (une initiative qui propose de vendre des *souvenirs* de qualité et réellement représentatifs de Barcelone). Par exemple, sur les 3 produits illustrés, le premier est la célèbre salamandre, appelée aussi le dragon, qui se trouve en bas de l'escalier à l'entrée principale du Park Güell.

Encore au même onglet, en-dessous de *BCNMERCHANDISING*, on indique les « produits les plus vendus ». On peut constater que la Casa Batlló figure en premier lieu et l'itinéraire « La Barcelone de Gaudí » en troisième.

Ainsi que vous avez pu le constater, Turisme de Barcelona utilise la figure et les œuvres de Gaudí comme un des principaux centres d'intérêt touristiques.

Cet organisme dispose de nombreuses activités qui sont très variées et qui tournent autour des œuvres géniales d'Antoni Gaudí, par exemple l'Itinéraire du Modernisme ou le Gaudí Bike Tour.

On peut cependant constater que La Pedrera n'est que citée, mais qu'elle n'apparaît pas dans les classements ni des « musées et sites d'intérêt », ni dans celui des « produits avec réduction», ni dans celui « des plus vendus ».

Cela est dû au fait que le bâtiment de La Pedrera appartient à la Fondation Caixa Catalunya qui le gère au lieu de Turisme de Catalunya. Par conséquent, pour obtenir des renseignements online sur La Pedrera, il faut visiter le site de la Fondation Caixa Catalunya (http://www.fcaixacatalunya.es).

Il peut sembler y avoir, apparemment, un certain éloignement entre ces deux organismes, et que chacun fait sa propre promotion et sa propre divulgation. Heureusement, il n'en est rien, et n'importe quel point d'information touristique de la ville de Barcelone dispose de renseignements sur La Pedrera. De même, La Pedrera conseille aux visiteurs de voir les autres œuvres de Gaudí, telles que la Sagrada Família, la Casa Batlló ou le Park Güell, toutes gérées par Turisme de Barcelone.

5. Résultats de la Pedrera:

Nous allons présenter ci-dessous dans un tableau statistique l'évolution du nombre de visiteurs de la Pedrera, de 1996 à 2008.

Année	Visiteurs de l'exposition permanente (l'Espace Gaudí, l'appartement de la Pedrera et la terrasse)	Visiteurs des expositions temporaires et des activités (y compris les activités temporaires et les services culturels)[2]	Ensemble de visiteurs (exposition permanente + exposition temporaire)
1996	190.388 (de juillet à décembre)	-	190.388 (de juillet à décembre)
1997	451.294	165.081	616.375
1998	567.988	433.843	1.001.831
1999	667.080	544.645	1.211.725
2000	794.865	493.800	1.288.665
2001	789.283	422.907	1.212.190
2002	961.477	535.362	1.496.839
2003	895.602	509.824	1.405.426
2004	869.640	403.397	1.273.037
2005	884.912	326.330	1.216.242
2006[3]	919.418	448.242	1.367.660
2007	986.337	363.486	1.349.823
2008	939.984	321.052	1.261.036
2009	948.025	250.744	1.198.769

Tableau 1: Visiteurs de l'exposition permanente et temporaire de la Pedrera (Source: http://www.obrasocial.caixacatalunya.es/osocial et l'article de Pepe Serra: *Turisme i sostenibilitat cultural; Patrimoni i turisme, ús i conservació. La gestió responsable de la Pedrera en el context del model Barcelona*. Barcelona: Fundació CIDOB, 2005)

Ainsi que vous avez pu le constater dans le tableau de la page antérieure, les visites de La Pedrera se concentrent fondamentalement sur la visite de l'exposition permanente (l'Espace Gaudí, l'appartement de La Pedrera et la terrasse). Le nombre de visiteurs des expositions temporaires, sur l'ensemble des années étudiées, varie d'une façon assez importante, en fonction du nombre et du type des activités proposées. Ainsi, par exemple, en 2003, le nombre de visiteurs des expositions temporaires a dépassé le demi-million de visiteurs car on a présenté l'exposition « Kandisky, la dissolution de la forme, 1900-1920 », qui a été visitée par 259.174 personnes, avec une moyenne de 2.242 personnes par jour[4].

[2] Les services culturels se composent des activités éducatives, des activités en collaboration avec l'Auditori, ses visites nocturnes et de musique en direct…

[3] Depuis 2006 on trouve des expositions au premier étage, et l'on a incorporé les utilisateurs des services culturels aux statistiques de visiteurs des expositions temporaires.

[4] Données obtenues à partir du Mémoire de l'année 2003 de la Fondation Caixa Catalunya.

En ce qui concerne la gestion de La Pedrera réalisée par la Fondation Caixa Catalunya, on peut détecter trois points faibles. En premier lieu, le fait qu'ils ne disposent pas de statistiques permanentes. Le suivi du profil des visiteurs (origine, motif de la visite, niveau d'études, …) permettrait de se rétro alimenter (de disposer d'un feed-back) et de redresser et de prévoir de nouvelles stratégies de gestion et de promotion du bâtiment (ce qui améliorerait l'efficacité des actions réalisées ou que l'on souhaite réaliser à l'avenir).

Le second point faible est le fait qu'il n'y ait personne qui soit responsable de la gestion de La Pedrera en tant que Patrimoine de l'Humanité. Il n'existe malheureusement qu'une conservatrice de l'exposition temporaire. Les expositions temporaires sont proposées par la direction de la Fondation Caixa Catalunya à des organismes et à des collaborateurs externes, tels que le Musée du Petit Palais de Paris, la Bibliothèque Nationale de France, la Fondation Joan Coromines, etc.

Et le dernier point faible, c'est le manque d'un plan stratégique de communication et de diffusion touristique de La Pedrera. La direction de l'œuvre Sociale de la Fondation Caixa Catalunya se limite à collaborer à certaines des actions réalisées par Turisme de Barcelona, telles que l'Articket – un ticket avec une validité de 6 mois qui permet de visiter 7 musées de la ville : le Musée Picasso, la Fondation Tàpies ou le Centre de Culture contemporaine de Barcelone, par exemple.

6. Plan stratégique de tourisme de la ville de Barcelone 2015

Barcelone est actuellement une destination touristique consolidée et reconnue internationalement, et curieusement c'est la ville non-capitale la plus visitée d'Europe. Cette condition de ville touristique a représenté un ensemble d'adaptations fonctionnelles et sociales, de sorte que les barcelonais ont dû apprendre à vivre avec les nouveaux « habitants temporaires ».

Turisme de Barcelona a décidé d'élaborer un Plan Stratégique de Tourisme pour la ville. Vers mi-2008, on a créé le Bureau du Plan Stratégique qui a assumé la responsabilité de développer le processus de réflexion sur le tourisme et ses rapports avec la ville tout au long des années 2008-2010. En janvier 2010, la Mairie a approuvé le Plan Stratégique de Tourisme de la ville de Barcelone 2015. La méthodologie de travail du bureau s'est composée de deux parties fondamentales : la phase de diagnostic stratégique et la phase de stratégie et de propositions.

Voici ci-dessous et présentées sous la forme d'un schéma les différentes étapes du Plan Stratégique:

Illustration 7: Schéma méthodologique du Plan stratégique de Tourisme de la ville de Barcelone 2015 (Source: http://www.turismebcn2015.cat)

La première phase du travail, qui a eu lieu de septembre 2008 à octobre 2009, et à laquelle a participé la société en général (les barcelonais et les visiteurs), a cherché à analyser et à établir un diagnostic sur la situation touristique de Barcelone, en abordant différents aspects : économique, social, culturel, territorial… La phase de diagnostic a été structurée en trois parties : l'analyse, le diagnostic stratégique et les propositions stratégiques.

Dans le premier chapitre, on a réalisé plusieurs études pour mieux connaître l'image de la ville telle qu'elle est perçue par les visiteurs ainsi que les opinions des barcelonais sur le tourisme. En fonction de différentes études internationales réalisées à la demande du Plan, on remarque que certains des attributs qui sont le plus appréciés par les visiteurs sont l'architecture, l'œuvre de Gaudí, le climat et l'ambiance et le dynamisme urbain, alors que les aspects les plus critiqués sont le manque de sécurité, la massification et la saleté.

Les opinions des habitants de Barcelone, quant à elles, sont plus variées, souvent polarisées entre l'éloge et la critique. L'étude de l'opinion des habitants montre surtout que le citoyen apprécie le tourisme à Barcelone, fondamentalement parce que cela permet de donner une image positive de la ville et parce que cela a d'importantes retombées économiques sur l'ensemble de la population, tout en signalant les aspects gênants causés par toute activité touristique.

Le chapitre de Diagnostic stratégique propose un ensemble de 150 points-clefs présentés en 6 sections : l'offre et la demande : le positionnement touristique international ; la politique de gestion et de promotion : la gérance de l'activité ; les aspects économiques et sectoriels : la dimension économique et d'entreprise ; les aspects sociaux et culturels : un regard citoyen ; les aspects territoriaux : la base du développement ; et Ciutat Vella : le défi.
Voici les points-clefs les plus importants, du point de vue de ce qui nous occupe ici:

- Point 2: L'architecture et l'ensemble du patrimoine artistique de la ville, ainsi que ce que l'on a tendance à appeler le style de vie méditerranéen, représentent les principaux centres d'intérêt et les éléments les plus positifs de Barcelone, ainsi que l'indiquent non seulement les visiteurs actuels mais aussi les visiteurs potentiels.

- Point 88: Le patrimoine architectural et artistique de la ville est un des principaux centres d'intérêt des visiteurs, bien qu'il soit très concentré sur des icones très concrètes. On remarque également de façon importante le réseau de grands équipements culturels remodelés ou récemment créés au cours de ces dernières décades : le MNAC, le MACBA, le CCCB, L'Auditori, le TNC, le Liceu, le Palau...).
- Point 98: La croissance rapide et importante de l'activité touristique à Barcelone au cours de ces dernières années a gêné une partie des habitants, dans la mesure où cette croissance rapide a également entrainé de nouvelles problématiques, et tout particulièrement en ce qui concerne le contact quotidien et les utilisations de l'espace public ; la forte densité en habitants mais également en touristes de certains monuments et de certains espaces provoque une certaine concurrence pour l'utilisation de l'espace et du temps entre les habitants et les visiteurs. Les cas les plus évidents se trouvent dans le district de Ciutat Vella, autour de la Sagrada Família et au Park Güell, entre autres.
- Point 114: Il existe une forte concentration de l'offre et de la demande touristique, surtout en certains points de Ciutat Vella, aux alentours de la Sagrada Família et au Park Güell. Ceci contribue à une forte spécialisation touristique et à une forte massification qui, parfois, dépasse la capacité de charge acceptable ou souhaitée pour ces endroits. La massification des endroits touristiques peut finir par devenir un problème pour les touristes eux-mêmes, tout en créant des problèmes d'image et de manque de satisfaction de l'expérience vécue.
- Point 115: Il existe un déséquilibre en ce qui concerne l'activité touristique, entre les différents quartiers ou districts de la ville, en fonction de la distribution des sites d'intérêt touristiques les plus consolidés. La massification touristique qui se produit autour des principales icones de la ville favorise l'apparition d'une vision critique du tourisme de la part des habitants. Signalons que les dimensions limitées de l'espace public autour d'icones telles que le Park Güell, la Sagrada Família ou en de nombreux endroits de Ciutat Vella, obligent à de plus grands efforts de gestion, en tenant compte de leurs capacités de charge ou d'accueil.

Le directeur de La Pedrera, Àlex Susanna, a participé à tous les débats, tables rondes, groupes de travail, … qui ont été organisés afin d'appliquer les mesures accordées au bâtiment de La Pedrera, car il comprend parfaitement que ce bâtiment est une des principales icones touristiques de la ville et qu'il jouit d'une reconnaissance internationale élevée.

La deuxième phase de travail du Plan Stratégique de Tourisme de la ville de Barcelone 2015, la phase de Stratégie et de propositions, a été divisée en quatre sections : un modèle de ville, la vision TourismeBCN2020, le modèle touristique souhaité et les principaux défis à relever. Cette étape doit se terminer à l'été 2010.

Les deux aspects qui nous intéressent le plus dans le cadre de ce Mémoire sont le modèle touristique souhaité et les principaux défis à relever.

Le modèle touristique souhaité que préconise le Plan Stratégique n'indique aucun site d'intérêt concret, il se limite à donner des lignes d'intervention générales de gestion standard des différentes ressources architecturales, en patrimoine, culturelles … de la ville.

Ainsi, par exemple, on indique que le modèle touristique à suivre doit se munir d'une gestion publique active, avec une coopération et une implication interinstitutionnelle et dans un cadre de bonne entente public-privé (caractéristique 2). On affirme également que la culture doit devenir un des principaux axes de l'offre touristique (caractéristique 11) et qu'il faut préserver les symboles d'identité de Barcelone (caractéristique 13).

Les principaux défis à relever qui intéressent cette étude sont, en tout premier lieu, le développement de nouvelles structures de gestion et de coordination entre les différents acteurs publics et privés, et la création de complicités entre la population barcelonaise et les acteurs publics et privés (en cherchant à obtenir une durabilité économique et sociale de l'activité).

Bien que le Plan contienne des informations très importantes pour les responsables de la gestion de La Pedrera, et bien entendu, pour ceux qui gèrent bien d'autres ressources, il faut signaler ici que La Pedrera dispose déjà d'un « modèle de gestion responsable », basé sur les principales lignes d'intervention suivantes :

- la conservation du patrimoine (investissements pour l'entretien du bâtiment, respect des limites de la capacité de charge, etc.)
- l'utilisation du bâtiment en tant que plateau ou espace pour la réalisation d'événements de toute sorte, en rejetant les demandes d'utilisation à des fins non-culturelles.
- depuis 2003, dès la fin de l'Année Gaudí, on a mis en marche un ensemble de mesures visant à rendre compatible la forte demande de visiteurs avec le besoin de maintenir les niveaux de qualité des visites. Les mesures prises ont été les suivantes : l'établissement de limites d'accès à La Pedrera par plages horaires ; disposer d'une équipe d'accueil du public suffisamment nombreuse (pour informer et assurer réellement l'application des critères établis et une visite fluide) ; une centrale de réservations qui gère la totalité des visites de groupes ; et le programme La Pedrera Educació (http://www.lapedreraeducacio.org), qui se compose d'un ensemble d'outils permettant au visiteur potentiel de personnaliser sa visite en fonction de ses propres intérêts.

Bibliographie et sitographie

Livres, articles de revues et thèses doctorales

Font, Josep. (2004), *Casos de turismo cultural*. Barcelona: Ariel.

Giralt-Miracle, Daniel. (1998), *Espai Gaudí: Guia: La Pedrera, Barcelona*. Barcelona: Centre Cultural Caixa Catalunya.

Nexus: Noves polítiques per al turisme cultural: reptes, ruptures, respostes. Barcelona: Fundació Caixa Catalunya, Revista semestral de turisme, hivern 2005-2006.

Serra, Pepe. (2004), "Patrimoni i turisme, ús i conservació: La gestió responsable de La Pedrera en el context del model Barcelona". *Turisme i sostenibilitat cultural*. Barcelona: Fundació CIDOB, p. 36-39.

Solà-Morales, Ignasi. (2003), *Antoni Gaudí*. Barcelona: Polígrafa.

VV.AA. (2002), *Gaudí 2002: Any Internacional Gaudí: Gaudí 2002*. Barcelona: Generalitat de Catalunya, Diputació de Barcelona, Ministeri d'Educació, Cultura i Esports, Secretaria General de Cultura, Direcció General de Cooperació i Coordinació Cultural.

Vidal, Dolors. (2005), *L'imaginari monumental i artístic del turismo cultural. El cas de la revista Barcelona Atracción*. Tesi Doctoral Universitat de Girona.

Sites web:

Barcelona Guide Bureau. 2010. Barcelona Guide Bureau. Mai 2010. <http://www.bgb.es>

Fundació Caixa Catalunya-Obra Social. 2010. Fundació Caixa Catalunya. Mag 2010. <http://obrasocial.caixacatalunya.es/osocial>

Gaudí & Barcelona Club. 2010. Gaudí & Barcelona Club. Mai 2010. <http://www.gaudiclub.com>

Gaudí 2002. 2002. Generalitat de Catalunya, Diputació de Barcelona i Ministeri d'Educació, Cultura i Esports. Mai 2010. <http://www.bcn.es/gaudi2002>
Gaudí i el modernisme a Catalunya. 2010. Portal del modernisme a Catalunya. Mai 2010. <http://www.gaudiallgaudi.com>
Icono Serveis Culturals. 2010. Icono Serveis Culturals. Mai 2010. <http://www.iconoserveis.com>
International Council on Monuments and sites. 2010. ICOMOS. Mai 2010. <http://www.icomos.org>
Pla Estratègic de Turisme de la Ciutat de Barcelona 2015. 2010. Ajuntament de Barcelona i Diputació de Barcelona. Mai 2010. <http://www.turisme2015bcn.cat>
Si Travel. 2010. Si Travel. Maig 2010. <http://www.sitravel.es>
Turisme de Barcelona. 2010. Turisme de Barcelona. Mai 2010. <http://www.barcelonaturisme.com>
Turisme de Catalunya. 2010. Turisme de Catalunya. Mai 2010. <http://www.gencat.cat/turistex_nou>
World Heritage List. 2010. UNESCO. Mai 2010. <http://www.whc.unesco.org/en/list>

Opinion concernant les différents aspects de Barcelone 2009 (sur une échelle allant de 1 à 10)
Opinion about different aspects of Barcelona 2009 (on a scale of 1 to 10)

1.	Offre en architecture Oferta arquitectónica - Architecture	8,51
2.	Offre culturelle Oferta cultural - Culture	8,21
3.	Loisirs et diversion Ocio y entretenimiento - Leisure and entertainment	8,12
4.	Offre hôtelière Oferta hotelera - Hotels	8,04
5.	Signalisation et renseignements Señalización e información - Signage and information	7,95
6.	Offre commerciale Oferta comercial - Shopping	7,91
7.	Infrastructures Infraestructuras - Infrastructures	7,91
8.	Offre en restaurants Oferta restaurantes - Restaurants	7,90
9.	Rapport qualité/prix des restaurants Calidad/precio oferta restauración - Value for money of restaurants	7,79
10.	Rapport qualité/prix de l'offre hôtelière Calidad/precio oferta hotelera - Value for money of hotels	7,73
11.	Transports publics Transporte público - Public transport	7,70
12.	Rapport qualité/prix de l'offre commerciale Calidad/precio oferta comercial - Value for money of shopping	7,66
13.	Caractère des habitants Carácter de los ciudadanos - Character of the local people	7,64
14.	Offre en bars Bares - Bars	7,51
15.	Rapport qualité/prix des bars Calidad/precio bares - Value for money of bars	7,35
16.	Propreté générale Limpieza general - General cleanliness	7,26
17.	Sécurité Seguridad ciudadana - Safety in the city	7,03
18.	Pollution atmosphérique Contaminación atmosférica - Atmospheric pollution	6,92
19.	Bruits Ruidos - Noise	6,65
	Évaluation globale Valoración global - Global assessment	**7,73**

Font - Fuente - Source: Instituto DYM per / para / for T Barcelona.

Nombre d'utilisateurs des différents centres d'intérêt (2009)	Personnes	et utilisateurs
1 EIA Pr Temple Expiatoire de la Sagrada Família	2.321.539	2.321.539
2 MC Pr CosmoCaixa Barcelona	752.981	2.082.154
3 CE Pr CaixaFòrum Barcelona	782.493	1.757.547
4 MC Pr L'Aquarium de Barcelona	1.461.271	1.604.386
5 MC P Musée Picasso	1.005.229	1.313.114
6 CE Pr La Pedrera de Caixa Catalunya	1.242.184	1.242.184
7 TS P Téléphérique de Montjuïc	1.138.573	1.138.573
8 Ell P Poble Espanyol de Barcelona	1.112.785	1.112.785
9 MC Pr Musée F.C. Barcelona President Nuñez	1.089.925	1.089.925
10 MC P Musée National d'Art Catalunya (MNAC)	667.583	1.086.718

Sustainable Tourism as local Development Path – an operational methodology for community – and private sector involvement

Nadia von Jacobi
(Università di Pavia)

Nadia von Jacobi
Università di Pavia
Dipartimento di Economia Pubblica e Territoriale
Corso Strada Nuova 65
27100 Pavia
Email: nadia.vonjacobi@unipv.it

Sustainable Tourism as local Development Path – an operational methodology for community – and private sector involvement

Abstract:
Sustainable tourism has received growing attention in developing countries, especially since the wave of domestic and international liberalization and the upcoming trend of environmentally-friendly consumption pattern, particularly in wealthy countries. In many developing countries where the number of international tourists has rapidly increased – also *because* of the additional publicity deriving from a new-listed World Heritage Site (WHS) – poverty alleviation is still lacking behind. This paper provides a simple, but adaptive methodology for the development of sustainable tourism proposals. The chore point of it lies in the increase of local value-added: Up to now, within the international value-chain of the sustainable tourism product the local level is engaged in low-responsibility functions: Local communities are hardly ever involved in tourism proposal design and its management. As in any other industry, however, development can only be triggered by assigning greater value-added to local activities.
This paper presents an innovative methodology for local tour operators and/or communities in developing countries in achieving greater ownership and management functions within the sustainable tourism product. A user-friendly set of tools guides local actors in defining meaning, articulation and target of a tourism product. It then leads to choosing sites of visit, people to involve steadily, transport, accommodation and feeding services to be included into the tourism product – all within a framework of sustainability criteria maximizing the preservation of local culture and environment, while triggering the highest local economic benefit possible. The methodology assumes the collaboration of local partners with other institutes implementing some technical assistance. It has won the UNWTO Ulysses Award for Innovation in the non-governmental sector 2009. In the paper a detailed description of each single element of the BRIDGE-IT toolset is provided.
The methodology has been tested within the EUROPEAID-financed project BRIDGEIT by designing 15 new sustainable tourism itineraries in China, Mongolia and Nepal. The methodology's strength is its implicit capacity-building and the transparency/traceability of local community/private sector involvement and of the sustainability criteria adopted.
The templates are pragmatic and inbound flexible: The methodology can be replicated effectively to involve local communities and the private sector in different locations. For World Heritage Sites, the methodology can be a useful toolset to improve successful involvement of the local population. This might contribute to widening up the achievements of the WH-Convention in terms of promoting sustainable tourism also for what concerns socio-economic values, which currently seem to lag behind the preservation focus. The importance of improving exactly this contribution to socio-economic development will be increasingly relevant as international tourism to developing countries is augmenting, and the inscription into the World Heritage List provides an automatic international publicity that attracts major tourist inflows. If the single WHS succeed in channelling these additional visitors into a sustainable tourism construct as conceived by the BRIDGE-IT methodology, it can significantly contribute to sustainable development in some of the poorest regions of the world.

Keywords: Development economics, sustainable tourism, methodology, community Involvement, poverty reduction

Sustainable Tourism as local Development Path – an operational methodology for community – and private sector involvement

1. Introduction

Sustainability has obtained increasing attention not only in tourism, but in any sort of socio-economic science, at different implementation levels, whether national, regional or local. The meaning of sustainable development remains rooted to its definition in the Brundtland Report according to which sustainable development is one "that meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs" (WCED 1987). Sustainable tourism can be regarded as "the application of the sustainable development idea to the tourism sector" (Weaver 2006). By adopting this rather simple transposition of the concept into tourism discipline, this paper consciously detaches from the ongoing definitional debate about sustainable tourism. However, the Brundtland definition is thought to be a starting point for discussion rather than the end, as pushed forward by other authors (Hunter 1997). The incredible success that the definition of sustainable development has achieved is undeniable. Soon after its publication, sustainability became a recommendation, goal and finally a *must* in all public or private actions striving for socio-economic development. The paradigm therefore seems to having been useful in changing collective mentality towards the responsible management of resources. While this is certainly true for environmental aspects, where the notions of *extinguishable* and *renewable* resources are scientifically founded, the same cannot be said about social and economic aspects. What can a society not afford to lose today in order for it to be able to meet its needs tomorrow? What does a local economy need to preserve today in order for it to resist unforeseeable risks and shocks tomorrow? What exactly *are* the needs we want to include in our sustainability concept? Are they material, philosophical, psychological, emotional? Replies to these questions seem to be harder to define, as human collectiveness is constantly changing and unforeseeable, while nature appears to be dominated by rules that through the decades have become clearer to us.

Reality and literature have confirmed that the sustainability concept has had large impact on including environmental concerns into development guidelines, policy and action. The partial failure of the concept in socio-economic terms, on the contrary, is visible by the continued presence of absolute poverty and the increasing trend of inequality throughout the world. A similar trend can be detected in sustainable tourism: while ecotourism has witnessed a strong trend of growth, tourism experiments that have led to long-lasting poverty reduction are rather rare and still appear mostly on best-practices collections rather than within tourist catalogues in travel agencies. This paper argues that tourism in developing countries can be a successful motor for local development. Through the presentation of an operational methodology, that has been completed and applied within an international cooperation project, the paper calls international tourism operators, including the World Heritage Sites for a deeper commitment to linking tourist activities to comprehensive sustainable development at the local level.

2. Sustainable tourism and development: towards poverty-reduction

2.1. The role of poverty reduction in tourism theory

Tourism theory is drenched with references to poverty reduction. Jafari's platforms (Jafari 1989, 2001), which until today represent the major conceptualization of tourism theory and its chronological development, can all be interpreted under a poverty reduction light: The first "advocacy" platform, referring to the first spread of tourism during the 1950s and 1960s saw in direct revenues, and the Keynesian-style multiplier effect a positive macroeconomic input for growth: inflow of monetary resources was bound to transform into increased aggregate demand, employment and wages. The labour-intensive nature of the sector played a major role in promising positive development outcomes to the South of Europe to which this concept mostly applied.

The cautionary platform that spread between the 1960s and 1970s adopted an almost antagonistic perspective: given the manifestations of tourism impacts in developing countries, this platform argues that uncontrolled tourism actually contributes to further impoverishing the local population, as environmental and alimentary resources are depleted at the periphery while the economic benefits of tourism are exported back to the "centre" of the world system. The reason why tourism is recognized not to be transforming into development is the lack of economic and legal institutions that allow the local economy to create the necessary channels for important spill-over effects such as education and health care improvements.

With the emergence of the adaptive platform, a solution for the negative impacts of tourism is sought for: different, alternative tourism is experimented, in which the use of local resources and their contracting power is increased. In terms of poverty reduction this approach does not bring much change, except for stigmatizing mass tourism as a false promise. Similarly, the knowledge-based platform focuses mostly on the need for case-specific analysis when designing tourism development. With the growing *scientification* of the tourism discipline, the only clear recipes for tourism developers seem to be (i) the preference for small-scale tourism (ii) the need for ex-ante analysis (iii) the implementation of appropriate planning and management strategies (Weaver 2006).

It can be argued that the expected benefits of tourism are highly connected to the evolution of development theory itself, which has changed drastically between the 1950s and now. Where the advocacy platform sees in economic growth a panacea for development, this is in line with the ongoing development theory which expected economic growth to even up all differences between industrialized and developing countries (Harrod 1939, Domar 1946, Solow 1956, Rostow 1960). The only necessary condition for growth theories to work is an excessive labour supply: through labour absorption, growth will transform into development. Similarly, the cautionary platform evolves in a period in which the Dependency Theory is stressed by neo-marxists (Frank 1968) and the research staff of the UN-ECLAC. According to this theory there is only one world system summing up to zero, where the development of one part necessarily forces the other part into a position of dependency and subordination. The roots of this dependency are to be found in colonialism; they are historically reinforced and therefore hard to overcome. The last two platforms evolve in parallel to the concepts of human capital, human development, capabilities and income equality. In terms of tourism theory they translate into a holistic approach where tourism is attentive to community needs and interlinked with development projects.

The interest in reducing poverty in tourism destinations is increasingly shared by the private sector, nowadays: poverty is a "defect" of a tourist attraction as it might be a source of social instability and volatility of destination attractiveness (Roe, Goodwin and Ashley 2002). Also, a good-natured, serene and friendly hosting community is a major tourist-asset, which can not be bought or created, unless wellbeing and peace are sincerely rooted in it.

Additionally, the increased consumer awareness and ethical requirements of tourists combines with the growing demand for holidays in some of the poorest areas of the world.

2.2. World Heritage Sites and their contribution to sustainable tourism

Within the international tourism spectrum, the role of World Heritage Sites is multiple: born to preserve a "collection of the world's timeless treasures", the World Heritage Convention of 1972 was mainly conceived as tool for the "identification, protection, conservation and transmission to future generations" (Pedersen 2002) of international heritage. The values underlying the World Heritage spirit are

- the promotion of international cooperation to achieve peace and security
- universal ownership and collective responsibility
- intercultural respect and understanding (Brantom 2010)

The mission of the convention is therefore clear and basically limited to the protection of "cultural and/or natural significance which is so exceptional as to transcend national boundaries and to be of common importance for present and future generations of all humanity. As such, the permanent protection of this heritage is of the highest importance to the international community as a whole*'* (UNESCO 2008). No clear reference to a contribution to poverty-reduction or to local development is made. However, values such as socio-economic development and the inclusion of stakeholders have soon been included into World Heritage Site management manuals and guidelines (Brantom 2010, Bart 2005, Pedersen 2002).

Beyond the importance of inscribing a site for its best-possible preservation, obtaining the world heritage status for any site within the national boundaries, has proven to be a useful tool for local and national actors to achieve particular aims – from greater international reputation, to the promotion of tourism itself. "All states and cultures have a right to equal opportunities of being part of the world heritage. Part of the story is that world heritage increasingly is seen as a resource, not for humankind, but for states, regions, local settings and business enterprises" (Turtinen 2000 in Bauer 2009). Once recognized the strong impact on international tourism inflows of the inscription of a site, the direct and indirect implications of World Heritage Sites have increasingly been confronted with the necessity to contribute to sustainable tourism development. In an analysis of policy documents, web and grey literature, Jane Brantom outlines the current divergences and parallel aspects of World Heritage values and those defended by Sustainable Tourism (Brantom 2010). Clearest points of diversion remain the socio-economic development implications of site management. Brantom specifically advises to recognise the potential for sustainable tourism to site management, to encourage site management and connected business to adopt sustainability criteria and to recognize the potential of World Heritage Site managers to influence tourism planning by introducing sustainable tourism principles and applications where they do not exist or continue being incomplete (Brantom 2010). The contribution of this paper continues exactly at this point: by providing a simple, but adaptive and comprehensive methodology for the development of sustainable tourism proposals, this paper shows how local communities and small-scale businesses can effectively be involved into the World Heritage tourism platform – which so paradoxically collocates itself between mass tourism and alternative tourism. The methodology delivers a concrete and operational tool by which the ongoing shift towards more bottom-up approaches and greater contributions to sustainable development can be achieved.

3. Kicking off a virtuous cycle of development

Before entering into the details of the operational methodology, few assumptions have to be clarified: if poverty-reduction is our main goal, then a way for achieving this is the promotion of an inclusive local development, which triggers off a "pro-poor growth" (Cornia et alii 2006). Elements for a virtuous cycle of development are

- targeted employment creation
- inclusive participation into the local decision-making process
- creation of new institutions that allow for monitoring and transparency of development progress
- safety nets and other mechanisms that buffer idiosyncratic risks
- ownership of decisive phases in the service-production

3.1. Development opportunities within sustainable tourism

Tourism is a major development opportunity for poor countries. For those lagging significantly behind in terms of industrialization, tourism, and especially sustainable tourism may represent a valid alternative to industrial development. However, regarding tourism and its development as *panacea* for overall development is dangerous: tourism that relies on international inflows remains a very volatile market to rely on and having people's livelihoods dependent not only on domestic exchange rate policy but also on other countries' macroeconomic performance and international political stability is no secure development path. Nevertheless, tourism – when properly conceived and applied – can be a most important kick-off for local development: the spill-overs in terms of education, social organization, empowerment, infrastructural upgrading and open-mindedness are such, that tourism could easily be regarded as a laboratory for sustainable development. "Tourism is neither inherently positive nor inherently negative, as its critics would have us believe. What constitutes its success or failure is how it is planned and managed, and who controls that development" (Reid 2003). Really, the most important piece of the mosaic lies in the successful involvement of the local population. But what does a successful involvement imply?

3.2. Value-added and standard tourism

Standard forms of tourism, often defined as mass tourism inhibit a proper local development, as stated by the cautionary platform of Jafari. The inherent reason for the "blocking" of development lies in the specific tasks and functions that are being assigned to local resources. Where local food gives way to imported international brands, where tourism personnel is pushed into low-skill service jobs, where tourists stay overnight in foreign-owned hotels…what remains is not local development but a sense of exploitation and the perpetuation of international imbalance of economic power. Until today, and unfortunately, not only in mass tourism offers but also in many "alternative" tourist packages, local resources play a minor role in value-creation of the final tourist product.

3.3. Value-added and development

The secret of development, as has been demonstrated by the immense advancements achieved by emerging countries such as Brazil or China, is value-added.[1] Emerging countries that managed to constantly increase the domestic value-added within a globalized production

[1] In economic theory value-added is "the difference between a firm's sales and its purchases of materials and services from other firms" (Samuelson 2001). A nation's GDP is the sum of value added in the economy during a given period (Blanchard 2003). Therefore, the strength of a macro economy or of a single productive sector ultimately depends on the difference between the value of its outputs and the costs it has to sustain to purchase inputs that are necessary for realizing the output.

chain, have indeed achieved robust economic development in the last decades. Apart from strict economic thinking, increasing the local value-added reflects many other development concepts mentioned in social sciences, such as *ownership, empowerment* and the closely related concept of *sustainability* itself. What does this mean for tourism development?

3.4. Creating responsibility: assigning design and management functions at the local level

Tourism is a multi-facetted sector, which can comprise different economic segments: from direct products of agriculture, to more "secondary" outputs such as transportation means or domestic infrastructure. Though the trick relies in trying to maximize the use of *all* locally produced goods, tourism activities remain in essence a service industry. Therefore, when trying to maximize the local value-added it is the management process that has to be dealt with. Only by supporting the creation of management skills, tourism can contribute to the challenge of triggering off local development: management skills concretely imply the capacity to design, implement and maintain tourism products such as trips and entire packages. It is exactly at this delicate point where the BRIDGE-IT methodology gets into play: aim is the creation and fortification of local skills that allow the local value-added within the final tourism product to be maximized.

4. The BRIDGE-IT methodology

The BRIDGE-IT methodology proposes a new technique for the design, implementation and management of sustainable tourism itineraries. It has been tested in three Asian countries with a view to reinforce entrepreneurship and sustainable ways of travelling. Aim of the innovative methodology is the capacity building of local tourism entrepreneurship among the local private sector or communities. It comprises the phases of data collection and organization during the design of the itineraries; the training of local suppliers and the management of human resources during implementation of the itineraries; and elements of international marketing. The BRIDGE-IT methodology has won the UNWTO Ulysses Award for Innovation in the non-governmental sector 2009.

The methodology has been developed and applied within the EuropeAid financed project BRIDGE-IT, which has been implemented by an international partnership of NGOs[2] between 2008 and 2010.[3] Details about the project are summarized in table 1.

If it is true that communities are rarely organized to deal collectively with such a complex initiative as tourism development (Reid 2003), the BRIDGE-IT methodology tries to overcome exactly this barrier. The method is designed for a combined use by communities/local private sector agents (in the following named as "local partner") and NGOs or other institutes (in the following named as "technical assistance") that are active in the development and cooperation sector within sustainable tourism. Strengths of the methodology are:

- ✓ Strong **implicit capacity building** of local tour operators
- ✓ **Cost-effective** technical assistance even at great distance
- ✓ **Transparency** of the methodology and the implementation path
- ✓ **Traceability** of sustainability criteria through all phases of implementation

[2] The Italian COSPE, Nepali BIRD, Chinese XYYand Mongolian Discover Mongolia Network. Technical assistance has been provided by the Italian consulting agency Local Global.

[3] For further information: http://www.local-global.it/project/bridge-it/

- ✓ In-depth local **ownership** of sustainable tourism activities and benefits at various levels of the local economy

Through the implementation of the BRIDGE-IT methodology, local capacity is created that is able to manage a tourist product, from its design to its marketing. Through a series of working and monitoring instruments, the local value added within the final tourist product is maximized according to a sustainable tourism framework as understood by major specialized international institutes: "*Sustainability principles refer to the environmental, economic and socio-cultural aspects of tourism development, and a suitable balance must be established between these three dimensions to guarantee its long-term sustainability.*" (UNWTO 2004)

The milestones of the BRIDGE-IT methodology are:

1. Training for Trainers
2. The CID-Templates
3. The Budgeting-Tool
4. The Itinerary Evaluation

These four phases sub-divide the effort between the local partner and the technical assistance.[4] Before starting with the training it is essential to have: attentively selected representatives of the communities and included relevant stakeholders and agents of the tourist sector, found out who will be learning the management skills.

4.1. The Training for Trainers

With the "Training for Trainers" the local partner receives training on sustainable tourism principles and the BRIDGE-IT methodology itself. It is good to train as many tour operators as possible or to organize training for trainers (as in the case of the BRIDGE-It project)[5] Please find a guideline for the training of trainers in table 2. Major pillars of this first part of training are:

a) outlining the differences between sustainable tourism and mass tourism: the latter is conceptually often more clear than sustainable tourism which requires an attentive balance between short term action and long-term impacts
b) explaining nature and evolution of the tourist product: phases, actors and characteristics that make a tourist product marketable: transparency, reliability, quality and security are major aspects.
c) unfolding how important it is for the entire local community to share and agree to sustainability concepts: only thorough involvement of local livelihood makes a sustainable tourist product special and reliable for local development.

The second part of the training deals with known details of the territories that will be the terrain for the new tourist destinations. Here a dialectic approach is essential: only where

[4] Phase 1 sees all parts involved in a common activity, with the technical assistance organizing teaching and the local partner receiving and eventually replicating training. Phase 2 and 3 are to be fulfilled by the local partner, whereas Phase 4 is implemented by the technical assistance. In the BRIDGE-IT project, technical assistance has been at disposal for questions and problem-solving during Phase 2 and 3 as well – with the construction of a HELPDESK. It is strongly recommend to guarantee continuous assistance during the phases that are implemented by local partners.

[5] In this case representatives of a group of tour operators get trained. These are then asked to organize training sessions with the same didactical material at local level. This approach maximizes the multiplier effect of the training effort.

trainers and trainees confront their knowledge about the territory, its people and particularities, interesting and innovative solutions can arise. Along with the introduction into the BRIDGE-IT toolkit, trainees are also instructed in how to pass on the knowledge they receive to other local actors such as: local tour operators, local population, SMEs and individuals acting as suppliers to the tourism industry. By the end of the training phase, it should be clear

- how many of the trainees will turn into trainers
- how many other locals (number and localities) will be trained successively

4.2. The CID-Templates

The CID (Country-Itinerary-Day) toolkit consists mainly of three templates that are basically data-collection tools. They are structured in a way to oblige the local partner to gather all relevant information that is needed in order to complete a responsible tourism product. Through a three-level recognition pathway, the partners acquire the information they need for i) the definition of daily programmes within an itinerary ii) the proper matching between a specific itinerary and the tourist target groups iii) the presentation and marketing of the itineraries through the valorisation of tourist value of the destinations. The templates are pragmatic and concrete, and easy to fill in. Their inbound flexibility makes them suitable for the construction of very different itineraries in very different territories.

4.2.1. The Day Schedule

The Day-Schedules break down the programming of an entire itinerary, day by day. They ask the local partner for detailed information as can be seen in figure 1. The following organizational aspects of a day within a tour are comprised:

Responsibilities: different grades of responsibilities are designated. The Itinerary Manager is the ultimate responsible for the entire itinerary. It is the person that ideally handles the templates and uses them during the itinerary implementation. For each other task such as providing accommodation, driving a van, cooking a meal, guiding the tourists through a cave etc, there is a responsible person. Together with the name of the responsible, the day schedule asks the itinerary manager to keep a secure way of contacting him/her.

Type of journey: For each day, it has to be clear if the tourists come back to the sleep where they woke up or if it is a "one-way" day. This helps in cross-checking accommodation arrangements and for evaluation.

Accommodation: not only *where* the accommodation structure is located is relevant, but also *whose propriety* it is and what *type of service* is provided. This information helps in keeping track of sustainability (see evaluation later).

Meal Box: keeps a clear overview *where* and *what* the tourist will be eating during the day. Again, structure typology and ownership are required information.

Starting Point: obliges the Itinerary Manager to be organized and systematic in attending the tourists at the start of each day.

Transfers/Activities: counts the number of transfers and of activities that are planned for the day. This helps in evaluating the harmony and *stress-charge* of each single day (see programme harmony later).

Transfer Box: filled in for each transfer, be it by car, bus, train, camel, rickshaw or by walking: it helps divide the day into moving and static segments and facilitates environmental sustainability analysis.

Activity Box: similar to the transfer box, asks for details about each activity, such as duration, place, exact content and typology: here the classification can be more than unique – a walk within ancient ruins for example can be classified as nature/culture/sporty activity. The activity box asks explicitly for the number of locals that are being involved, to better trace fair revenues and impact on the local economy.

4.2.2. The Itinerary Structure

The second schedule is predominantly a management-tool. It is designed to *reorganize* the information collected by the day schedules. The local partner combines the daily programmes into an integrated and coherent itinerary integrating the information with other relevant details such as international arrival and departure logistics. Through summary data[6] the local partner gets an objective overview of the characteristics of the itinerary and can best define tourist targets. At the end of the schedule, the local partner re-assembles all the personnel that will be activated in the itinerary. This simple checklist represents a first important management element that helps during the implementation of the itineraries. The Itinerary Structure template is represented in Figure 2.

4.2.3. The Country Package

The third schedule introduces the marketing approach. It serves as both, promotional and additional management tool. Here the local partner reorganizes the information acquired previously and integrates it with additional notes that underline the tourist value of the proposed destinations. By providing relevant information to the international tourist intermediaries, the local partner diminishes his/her dependence and increases his/her contracting power. Details that provide local partners with greater contracting power are: a wide and tight network of collaborators on the territory, including local tour operators, guides, NGOs and SMEs; clear and useful organizational information regarding best period for visit, security issues and unique value of the offer. The Country Package template is represented in Figure 3.

4.3. The Budgeting Tool

Along with the detailed definition of destinations, activities, content and the involvement of local population, the BRIDGE-IT methodology also foresees a budgeting tool which

- increases the management capacity of local actors
- enables a realistic planning of cost and revenues to different actors
- monitors the economic benefits that will be devolved to the local population
- increases the contracting power of local partners facing international counterparts

The budgeting tool estimates each single voice of costs of the itinerary. The organization of these cost-details is similar to the organization of the CID-templates. Through automatic and "protected"[7] sums, the tool calculates total costs and differentiates them between local, international travel, and profit margins for local and international tour operators. It is therefore possible to calculate the "Economic Impact" which is the percentage

[6] That derive from the Day Schedules

[7] The tool allows the modification of only some parts of the excel worksheet, therefore protecting the automatic formulas while allowing to shape costs as required by the single itinerary.

of the total holiday price that transforms into concrete economic benefit to the local economy.[8] A visualization of the budgeting tool can be found in figures 4, 5 and 6:
Front Page : the main page summarizes the itinerary in terms of total duration in days, size of the tourist group that can be hosted and final price per person in local currency and Euros.
Cost Details : the second page summarizes all relevant costs, from the total cost of international travel to the sum of local costs and different profit margins. A possible size of these margins is proposed but can be changed by the local partner. The "pricing" section demonstrates how the final price of the complete package changes for the tour operator, the travel agency and the final purchaser.[9] In the second part of the page the Economic Impact Index is calculated as share of total local costs on final purchasing price. The last part refers to the evaluation process.
Local Cost Calculation (Figure 4): the third page of the budgeting tool concentrates on the general logistic costs – international transfer, first and last accommodations and transport to and from the airport. What follows the record of all local cost details of each tour-week, day by day. Figure 4 shows a shortened example of cost collection of the first day within the first week of the tour.[10]

4.4. The Itinerary Evaluation

After the local partner submitted templates and budget, the technical assistance can start the itinerary evaluation process. In particular, the operational steps of the evaluation are

- ✓ checking the CID-templates and budgets (completeness and coherence)
- ✓ integrations and suggestions for amendments
- ✓ sustainability-check of the itineraries (Sustainability Criteria Evaluation Grid)
- ✓ calculation of intermediate indicators and indexes
- ✓ mapping the harmony of the programme
- ✓ technical on-site verification

When controlling the templates, the evaluator first controls for the completeness of the information provided. Where information is lacking, this has to be signalled[11]. Where there are small elements of incoherence this has to be corrected.

4.4.1. Evaluation Criteria

Next, the proposed itineraries have to be checked against evaluation criteria. These cover the following aspects:

- protection and preservation of the environment
- socio-cultural respect and preservation
- guaranteeing economic benefits to locals

[8] Further, the budgeting tool allows the local partner to keep an eye on final costs of the itinerary during the designing process – in order to avoid the production of tourist products that are uncompetitive in terms of quality/price ratio in comparison to other offers on the international markets.
[9] Impacts of changes in profit margins are immediately visible here. In the BRIDGE-IT project no margin has been foreseen as the local partners were no-profit organizations.
[10] The budgeting tool currently calculates costs up to 28 tour days.
[11] In the BRIDGE-IT evaluation empty cells have been highlighted in yellow when integration was necessary, while comments have been written in red.

for what concerns sustainability.[12] In addition, other criteria have been introduced to check for the attractiveness and competitiveness of the created tourist product. They can be regarded as "business sustainability" criteria. Within the BRIDGE-IT method an Excel-file with interlinked worksheets – the Evaluation Grid – collects all information about the sustainability performance of an itinerary as summarized in the main page (figure 5).

4.4.2. Programme Harmony

The calculation of some intermediate indicators and indexes helps in evaluating the harmony of the proposed programme, namely relative stress linked to spending time in transportation means or the general difficulty of the day, and the completeness of the programme. The indexes that have been calculated for the BRIDGE-It evaluation are summarized in figure 6. In particular, they check for total time spent on transfer and activities, and the relation between these measures. The Completeness of Programme measures the total time planned by the local partner and confronts it with the "usual" length of the day[13]. At the moment of sale, this indicator has to reach at least 60%-75% for each single day. The Intensity of the Day Programme records the single Effort Units that are defined by the duration of the activity/the transfer and their nature. In addition to these indexes, an iconographic representation of activities and transfers maps the harmony of the programme. [14] The completion of this phase allows assessing the second group of itinerary criteria, namely the attractiveness to tourists of the proposed itineraries. Elements that are to be avoided are in general

i) excessive time spending in transfer (stress)
ii) replication of identical/very similar activities (boredom)
iii) relevant lacks and wholes in the programme (inactivity)
iv) incoherence between tourist target group and proposed programme

Technical assistance should report these elements in the day schedules and in the general remarks in the evaluation. The complete evaluation report can represent the guidelines for the on-site technical verification which is strongly recommended to complete the itinerary evaluation process. As partners and the technical assistance share the information about itineraries and their evaluation, actions for improvement and for modification can be implemented more rapidly and on a consensus basis.

4.5. Transparency and follow-up

Apart from facilitating itinerary construction and evaluation, the BRIDGE-IT toolset also allows for monitoring and transparency checks once the final tourist product hast to be merchandized and during implementation. This can be achieved by

- rechecking evaluation criteria
- transforming the results of the Evaluation Grid (figures 7-10) into Sustainability Indexes[15]

[12] The criteria have been derived from a comparison of international sources for sustainability criteria (UNWTO, ForumAndersReisen, Sustainable Travel International).

[13] The number of hours depends on the target group: where very active tourists are being hosted, the hours of reference are 12, whereas for less active tourists the hours of reference are 10.

[14] Due to limit of space the legend is not included in the appendix. For further information please contact the author.

[15] For the BRIDGE-IT project the single values reported on the main page of the Evaluation Grid have been represented within a 5-class hierarchy. See an example from the final BRIDGE-IT catalogue. A complete version of the catalogue which shows how much the information collected with the CID-templates can provide the necessary details for independent marketing of the final product is available at http://www.local-global.it/project/bridge-it/.

- checking for variances in the Economic Impact Index
- representing the characteristics of the itinerary in a clear way[16]

Follow-up and monitoring should be implemented together by the local partner and the technical assistance.

5. Conclusions

This paper has introduced and explained how the BRIDGE-IT methodology is constructed and which is the value-added it could provide if applied to projects and initiatives that promote tourism with a view to supporting local development on the whole. The advantages of the methodology are its completeness and the fact that it has already produced results within the BRIDGE-It project. For World Heritage Sites, the methodology can be a useful toolset to improve successful involvement of the local population. This might contribute to widening up the achievements of the WH-Convention in terms of promoting sustainable tourism also for what concerns socio-economic values, which currently seem to lag behind the preservation focus. The importance of improving exactly this contribution to socio-economic development will be increasingly relevant as international tourism to developing countries is augmenting, and the inscription into the World Heritage List provides an automatic international publicity that attracts major tourist inflows. If the single WHS succeed in channelling these additional visitors into a sustainable tourism construct as conceived by the BRIDGE-IT methodology, it can significantly contribute to sustainable development in some of the poorest regions of the world.

Bibliography

Bart, J.M. (2005) "Preserving the Heritage of Humanity? Obtaining World Heritage Status and the Impacts of Listing", Universtiy of Groeningen.

Blanchard. (2003) "Macroeconomics", Prentice Hall

Bauer. (2009) "A Critical Review of UNESCO's Mission to Sustainable Tourism, Management and Development", MA-thesis in "International Master in Tourism and Leisure" at MIB School of Management, Trieste, Italz

Cornia et alii. (2006) edited by, "Pro-poor Macroeconomics – Potentials and Limitations", Palgrave MacMillan

Hunter (1997) "Sustainable Tourism as an adaptive paradigm", Annals of Tourism Research, Vol.24, No.4m, pp.850-867.

Pedersen (2002) "Managing Tourism at World Heritage Sites: a practical manual for World Heritage Site Managers", UNESCO World Heritage Centre

Reid. (2003) "Tourism, Globalization and Development – Responsible Tourism Planning", Pluto Press

Roe, Goodwin and Ashley. (2002) "The Tourism Industry and Poverty Reduction: A Business Primer", Pro-poor tourism briefing, Spring, No. 2

Samuelson, Nordhau.s (2001) "Economics", Mc-Graw-Hill Irwin

UNESCO (2008) "WH Centre, Operational Guidelines for the implementation of the WH convention"

[16] The BRIDGE-IT catalogue has calculated the incidence of nature, culture, sporty and of activities that imply meeting the local population: this is represented by the barometre at the side of the page. In the example chosen, the predominant activities are sporty and nature (pink and green), then meeting local people (brown) and cultural (lilac). The itinerary foresees trekking through Kailali and the Dolpa region.

UNWTO (2004) “Tourism and Poverty Alleviation – Recommendations for Actions”
Weaver. (2006) “Sustainable Tourism: Theory and Practice”, Elsevier Butterworth Heinemann
http://www.sustainabletravelinternational.org/
http://www.forumandersreisen.de

Figure 1: Day Schedule (extracts)[17]

DAY SCHEDULES	1

Itinerary Manager	
Name	Contacts

TITLE OF ITINERARY CONCERNED				
Day number	Title: Arrival			
	Type of journey			
	Way and Back □		One way X	
	Departure/Arrival		Departure	
			Arrival	

Accommodation			
Awaking		*Sleeping*	
Structure typology & ownership		Structure typology & ownership	
Where		Where	
Contact/Person		Contact/Person	

MEAL BOX			
Meal	How	Structure typology & ownership	Contact&Person
Breakfast			
Lunch			
Dinner			

Starting Point	
Gathering point/check	
Person introducing day programme (name,contacts)	

Transfers/Activities			
Number of transfers		Number of activities	

[17] The figure shows the rough template which can be combined as deemed useful for the daily programme: activities and transfers can be assembled through the adapted sequencing of Activity and Transfer Boxes

Figure 2: Itinerary Structure (extracts)

ITINERARY STRUCTURE SCHEDULE	

Itinerary Manager	
Name	*Contacts*

Total N. of Days	**Title of the Itinerary:**	
	International Arrival	
	International Departure	

N° of participants (max. per group)	
Receiving Capacity (N° groups per month)	

ARRIVAL & DEPARTURE		
Arrival	Schedule of incoming flights	
	Airport Welcoming Personnel	
	Transportation to the hotel	
	Means of transportation	
	Responsible personnel	
	Estimated time to reach the hotel	
	Hotel/First Accomodation	
	Meal (included or not, where)	
Departure	Schedule of outgoing flights	
	Gathering point	
	Meal (included or not, where)	
	Departure-check Personnel	
	Transportation to the airport	
	Means of transportation	
	Personnel	
	Duration	

DATA SUMMARY			
Number of Accommodations		Total Distance Covered (km)	
Number of Activities		Number of people to be activate	
Number of Transfers			

PROGRAMME				
Day N°	*Title*	*Location*	*Activities*	*Comments*
1				
2				
.				

BUDGETING	
Total cost of the itinerary	

Figure 3: Country Package (extracts)

COUNTRY PACKAGE SCHEDULE	

General Manager	
Name	*Contacts*

Local Tour Operator	
Address	*Contacts*

NGO and other SMEs involved in the country package (list)	
Addresses	*Contacts*

Best period for visit – Climate	**Visa and vaccinations required**

Map of the region and the itineraries
(sketch a map of all itineraries and attach an official map, if possible)

ITINERARIES (submit any photos you can)			
Title of Itinerary 01			
Short description			
Length of stay			
Type of tourists (age class)			
N° max of participants each group		N° of groups per month	
Cost			
Title of Itinerary ..			

General Logistic – International ARRIVAL AND DEPARTURE (AD)			
Arrival airport		Departure airport	
First Stay (hotel)			
Last night (hotel)			
AD Responsible			

Figure 4: The Budgeting Tool – Local Cost Calculation (extract)

GENERAL LOGISTIC ITINERARY			
What	*amount (in your currency)*	*Total (x number of people)*	*In Euros*
FLIGHT W/B* (per person)		-	-
ARRIVAL			
Airport welcoming personel		-	-
Transportation to the hotel		-	-
Hotel/First Accommodation (p. person)		-	-
First meal (p. person)		-	-
Total Arrival		-	-
DEPARTURE			
Transportation Hotel -> Airport		-	-
Hotel/Last Accommodation (p. person)		-	-
Last meal (p. person)		-	-
Total Departure		-	-
TOTAL GENERAL LOGISTIC COSTS		-	-

* If you dont know the cost of the flight, from Europe, please insert the cheepest from Paris you find here
http://www.cheapinternationalflights.net/airfares2_fs.html

LOCAL COST DAYS
First Week

(1) please insert the amounts in the boxes for the day/duration concerned

Itinerary Duration Days (1)	3	-	*Total Transfers (week)*
Total Local Costs Week	-	-	*Total Activities (week)*

What	*amount (in your currency)*	*Total*	*Notes*
1° DAY			
Guide (if specific person)		-	
Meal			
Breakfast (entire group)		-	
Lunch (entire group)		-	
Dinner (entire group)		-	
Total Meals		-	
Transfer 1			
Companion/driver		-	
Trasportation		-	
Total Transfer 1		-	
Activity 1			
Animators/people involved (local people participation)		-	
Equipment		-	
Total Activity 1		-	
Transfer 2			
Companion/driver		-	
Trasportation		-	
Total Transfer 2		-	
ACCOMODATION & OTHER (please describe shortly into "notes")		-	
Guide		-	
Total Meals		-	
Total Transfers Day 1		-	
Total Activities Day 1		-	
Other		-	

Figure 5: Evaluation Criteria (extract)

Evaluation Criteria
Criteria are differentiated according to characteristics of the itinerary.
The relevant features tested are: I) compliance with RT-standards; II) attractiveness of the tourist product (to the tourist); III) Promotional strength of the proposal (attractiveness to the operator)

Criterion	Share	Obtained
1. Responsible Tourism Quality Standard (RTQS)	**0-45**	**0**
Protection and preservation of the environment	0-12	0
Socio Cultural respect and preservation	0-17	0
Guaranteeing economic benefits	0-16	0
2. Attractiveness of the Tourist Product (ATP)	**0-39**	**0**
Content of the proposal	0-12	0
Safety	0-12	0
Price/Quality Ratio	0-15	0
3. Promotional Strenght of Proposal (PSP)	**0-10**	**0**
4. Project Criteria (PC)	**0-6**	**0**
Share	*0-100*	
TOTAL OBTAINED		**0**

Figure 6: Intermediate indicators for Itinerary Evaluation

$$TravelT = \sum_{1}^{n-1} TransferT\,[inhours\,]$$

$$ActivityT = \sum_{1}^{n-1} ActivityT\,[inhours\,]$$

$$CompletenessOf\ \Pr ogramme = [\ \frac{(TravelT + ActivityT)}{\sum_{2}^{n-1} 12}\ ] * 100$$

$$TravelInte\,nsity = \frac{TravelT}{ActivityT}$$

$$Threshold\ = 0{,}9$$

$$IntensityOfDay\ \Pr ogramme = \sum_{2}^{n-1} EffortUnits$$

Looking Back Towards the Future: Historical Analysis of Machu Picchu Planning Documents as a Key to Site Conservation

Dr. Evan R. Ward
(Brigham Young University)

Evan R. Ward, Ph.D
Associate Professor
Department of History
2155 JFSB
Brigham Young University
Provo, UT 84602
Email: evan_ward@byu.edu

Looking Back Towards the Future: Historical Analysis of Machu Picchu Planning Documents as a Key to Site Conservation

Abstract:
This paper explores the utility of studying planning as an ongoing process of managing World Heritage Sites and other sites of cultural patrimony. The paper examines the impact that private development, in the form of Panagra Airlines, played in promoting Machu Picchu prior to its state development with input from UNESCO and the Organization of American States. Opting for commercially-oriented policies, Peruvian tourism development failed to reach sustainable levels of economic development in the region around Machu Picchu. Finally, conformity to commercially oriented development plans at Machu Picchu portend even less sustainable development in the region unless tourism planning documents are integrated into a program of site management and improvement.

Keywords: Machu Picchu,tourism planning, Museum of Modern Art, Panagra, UNESCO, Organization of American States, Cuzco

Looking Back Towards the Future: Historical Analysis of Machu Picchu Planning Documents as a Key to Site Conservation

"El turismo es como el fuego: puede hacer hervir su olla o bien incendiar su casa."
(Lovón Zavala 1982)

In 2007, publication of Alonzo C. Addison's *Disappearing World: 101 of the Earth's Most Extraordinary and Endangered Places* dramatically illustrated the toll that human and natural threats posed to World Heritage Sites (WHS) around the world. In a number of cases Addison cited tourism-related factors that adversely affected archaeological and architectural ensembles carrying the WHS designation (Addison 2007). While technical specialists and planners will be called upon to implement more sustainable practices at places like Machu Picchu, historians offer important insight regarding the decline and anticipated rehabilitation of such sites.

Although UNESCO denominated WHS's after 1972, many of them benefited from UNESCO planning programs initiated nearly a decade earlier. In the mid-1960s, in an effort to improve the economic standing of emerging nations, including Iran, Brazil, Colombia, Turkey, and Peru, UNESCO sponsored a series of technical missions to advise national governments on how they could simultaneously preserve their cultural patrimony and stimulate cultural tourism. These consultations coincided with the United Nations' designation of 1967 as the "Year of International Tourism" (UNESCO 1966). The consultants selected to carry out these missions represented diverse backgrounds with differing approaches to tourism development and the preservation of cultural patrimony, but all were charged with assisting emerging nations in preparing cultural patrimony for international tourism. While not all of the recommendations were accepted by the sponsoring governments that requested assistance, reviewing the suggested courses of action, as well as subsequent actions taken by the host governments, may better help practitioners to understand the value systems upon which such sites were preserved and presented to the public. More importantly, these documents reveal the "planner's gaze," a critical component of the backstage production of tourist attractions (adapted from Urry 2009; MacCannell 1999). In contrast to tourists, who view the touristic stage created for mass consumption, planners bring their own set of values to the backstage production of the tourism product. This designation of the "planner's gaze" is corroborated in the field work of A. Frischlander's 1968 consultation at Machu Picchu, where he observed, "That the arrival at an archeological site is of high importance as the arrival should be for the visitor the culminating moment of the visit . . . The ruins should appear gradually before the eyes of the visitor, marveling at its grandiose aspects . . . [and] the view of the ensemble explains better than anything the reasons for the selection of the place in which the monument is situated, and clearly show the difficulties in its construction" (Frischlander 1968). Thus, planners play a significant role in shaping the ways in which tourists will ultimately look upon a given tourist site. Nevertheless, an individual planner's "gaze" is usually contested by the sponsoring government, other consultants, and powerful commercial influences (including airlines, hotel chains, and guidebook writers) that influence the mechanical reproduction of how such sites are staged and consumed. Thus, while the planner's vision of how a site should be designed and viewed is generally contested, they often play a prominent role in shaping the orientation of a project, if not specific ways in which tourists will "see" an attraction, as well as influence the value system(s) that will underscore site management (MacCannell 1999).

The planning processes for the Machu Picchu sanctuary, as well as its recent woes due to non-sustainable tourism practices, are well documented and lend themselves to historical analysis. Chronologically, the initiation of state planning for systematic, publicly funded, tourism development in Peru began in the mid-1960s. While previous private-sector initiatives placed Machu Picchu on the global tourist map prior to this time, state responsibility for leisure planning further vindicated the site's status as a world-class tourist attraction. To provide some context, it is important to recall that the mid-1960s was the heyday of modernization theory and its application to tourism development. Hopes ran high in developing nations (including Peru) that tourism could make a substantial contribution to economic development by reducing unemployment and increasing foreign exchange reserves (Defert et al 1988). In 1965, the Peruvian government asked the Organization of American States (OAS) to provide recommendations for tourism development throughout the country. The OAS gave the assignment to Harry G. Clement, a long-time tourism industry consultant most famous for conducting a seventeen-nation survey of tourism in the Asian Pacific for the Pacific Area Tourism Association between 1958 and 1961 (Clement 1961). Like many practitioners of modernization theory, Clement believed that successful tourism policies could easily be transferred from developed nations to developing countries with little difference in outcomes.

Needless to say, Clement's recommendations for Peruvian tourism development mirrored those from his Asian study. Namely, private and public sectors needed to cultivate tourism attractions on the Peruvian periphery that reflected its national heritage, as well as build ample numbers of new hotel rooms to accommodate international tourists. Clement quickly identified the Cuzco area as the prime tourist destination in Peru outside of Lima. As he observed, "[It's] really Machu Picchu that is the principal lure here. To the extent that Peru has a single attraction that is known throughout the world, it's Machu Picchu. And in terms of promotion, Machu Picchu is a salable item, particularly when sold in tandem with Cuzco" (Clement 1965). While the attractions of Machu Picchu were significant, Clement's statement leads one to wonder how and why the planning process in creating a tourism strategy for Peru focused so quickly on Machu Picchu. Furthermore, Clement's disturbing commodification of the Machu Picchu sanctuary suggests that a long-term private-sector campaign had given the site a life of its own prior to state and international planning there. Therefore, to properly understand the planning of Machu Picchu for state-directed development, one must backtrack fifty years to understand its commercial framing. Once the record of Machu Picchu's commercial development is better understood, it becomes much easier to understand why politicians, planners, and private interests consistently chose a less sustainable path to tourism development during the balance of the twentieth century. Conversely, the same analysis brings to light discarded planning recommendations for the site that could improve its sustainability in the future.

The commodification of Machu Picchu began with the activities of Hiram Bingham in Peru in the early twentieth century (Bingham 2003; Heaney 2010). Bingham's close connections with W.R. Grace & Company during his travels in South America are at the root of this process. What is often not mentioned in connection with Bingham is that he was trained as a historian, not as an archaeologist, and originally traveled to South America in 1909 to attend a historical conference and follow the historical path of revolutionary heroes across the Americas. Following that 1909 excursion, he noted of his travels in Bolivia, "Fortunately we were not obliged to experiment upon the proverbial Bolivian hospitality, but were met at the station by kind friends, representatives of W.R. Grace and Company, who did everything in their power to add to the debt of gratitude which I had owed their house ever since I started my journey. Comfortable quarters were found for us in the Sucursal, a huge,

modern, three-story building intended for a convent, but now used as the annex of the leading hotel" (Bingham 1911). Sounding more like a tourist than an archaeological explorer, Bingham continued to cultivate his relationship with W.R. Grace & Company during his subsequent expeditions to Peru. Prior to his largely self-funded trip in 1911, he importuned a W.R. Grace official for financial support for the expedition (which he received in modest amounts), but later expressed even greater gratitude to W.R. Grace officials for extricating him from the reach of Peruvian authorities in carrying out his excavations (Bingham 1911; Bingham 1911a).

A review of the two of boxes Bingham's correspondence with W.R. Grace officials prior to, during, and immediately after his 1911 expedition (housed at Yale University), erases the possibility that the shipping magnate viewed Bingham's expedition as an avenue for promoting tourism in the Cuzco region. However, company advertising, published in the August 1911 edition of *National Geographic, (*a month after Bingham's first visit to Machu Picchu) clearly established W.R. Grace and Company's interest in promoting cultural tourism to Peru. This curious advertisement, unlike any other published by the company in the *National Geographic* during the following half century, provides an indirect connection between Bingham's reliance on the company during his initial trip to Machu Picchu and W.R. Grace & Company's interests in developing leisure opportunities in Peru. The ad stated:

> Of all the lands comprised in the vast South American continent, there is none more richly endowed by Nature with everything that is magnificent to the eye of the traveler, none whose history is more fascinating, whose relics of a former age are more potent to cast a spell over the imagination, than Peru. It was here that, in the fullness of time, a handful of daring Spanish adventurers, emboldened by pride of race and lust of gold, subjugated an entire and almost unknown nation, planted the Cross over the ruined temples of the Sun, and turned the current of history. Such a land cannot but offer irresistible attractions to the modern tourist, and we will be glad to furnish information of a general character to prospective visitors, and to convey some idea of the nature and of the country (W.R. Grace & Company 1911).

Ironically, perhaps Hiram Bingham's greatest contribution to the future popularity of Machu Picchu, aside from his tireless promotion of the site in publications and speeches, was his amateur status as an archaeologist. Much like the vague fashion in which W.R. Grace ad writers portrayed the vanquished lands of the Inca (above), the inconclusiveness of Bingham's claims about the purpose and origins of Machu Picchu and its residents left the door open for tourists, later in the twentieth century, to draw their own conclusions about the meaning of the site. Much like the "seduction of difference," this "seduction of ambiguity" served as a powerful attraction to tourists who may believe that "seeing" the site for themselves will resolve any differences between the claims of competing markers that have been attached to Machu Picchu over time. Ultimately, however, W.R. Grace bears significant responsibility for promoting international tourism to the site. As such, W.R. Grace's saturation of American print media with images of Machu Picchu should be added to Geoffrey Shullenburger's assertion that "Bingham's international publicizing of Machu Picchu allowed for a seamless and near immediate transition into the tourist circuit" (Shullenberger 2008).

W.R. Grace's promotion of Peru, in general, and Machu Picchu, in specific, ebbed until the post World War II era. Thereafter, W.R. Grace & Company's airline, Panagra (a partnership with Pan Am), moved the commercial process of site sacralization towards completion through intense advertising and public relations efforts (MacCannell 1999). In one ad, for example, Panagra advertisers placed Machu Picchu at the center of a collage of familiar tourist icons punctuated by the statement, "You're not a world traveler until you can

name these eight places!" The author of this ad presumed that Machu Picchu has already gone through the process of site sacralization and was now ascending the list of "must-see" tourist destinations (Panagra 1959). Like Bingham, Panagra executives, in the words of Shullenberger, "[appeared] to have occasioned a rift in the construction of an archaeological patrimony in which a single, largely decontextualized object [Machu Picchu sanctuary], having been converted into an endlessly reproducible image, [achieved] an astonishing and unparalleled prominent in the global public sphere" (Shullenberger 2008). Thus, beginning in the late 1940s, Panagra blitzed *National Geographic* and nationally prominent newspapers (including *The New York Times*) with more than twenty attractive visual and textual promotions of Machu Picchu or Cusco. By 1962, travel writer Robert Kane observed, "There are probably more postcards written home exclaiming over the wonders of Cuzco and Machu Picchu than any other tourist destinations in South America, and with good reason" (Kane 1962).

Panagra's indefatigable efforts to promote travel to Machu Picchu also stepped across the fuzzy line separating mass media advertisements and public relations, using its community involvement to also push its association with the historical site. In November of 1953, Museum of Modern Art Director, Rene d'Harnoncourt, invited Panagra and Grace Lines (the shipping arm of W.R. Grace and Company) to provide transportation of exhibit pieces for its upcoming "Ancient Arts of the Andes" exhibition from Europe and South America to New York City. In exchange, d'Harnoncourt pledged, "Credit would, of course, he given to Panagra and Grace Line for their assistance in both the publication, the exhibition, and general publicity" (Rene d'Harnoncourt 1953). In February of 1954, Panagra Public Relations Director, Louis J. Garcia, forwarded three advertisements featuring Panagra on its WQXR radio program to d'Harnoncourt. The first two focused specifically on the exhibition itself, but the third made a strong connection between the airline and Machu Picchu:

> Announcer: "You've often heard us talk about Peru's mysterious Machu Picchu, the lost city of the Incas. Now at the museum of Modern Art you may see huge photo-murals of the exquisite stonework at Machu Picchu. The huge granite blocks – some of them over 10 feet high – had to be carried across a rushing river and up sheer mountains to reach the site. Yet, as far as anyone knows, there were no beasts of burden. Inca workmen must have labored for years to build the vast city. We wonder how they did it! Just imagine how these same workmen would wonder that a Panagra plan could easily carry these stones thousands of miles at 300 miles an hour! You reach Machu Picchu on a side trip from Lima . . ." (Garcia 1954)

In a less conventional setting, W.R. Grace & Company also attempted to strengthen its association with Machu Picchu. On March 10, 1965, Grace Line participated in a champagne luncheon and fashion show for the National Multiple Sclerosis Society (presumably in New York). As noted in the W.R. Grace & Company collection catalog at SUNY Maritime College, "Grace Line contributed to the event by donating a prize for an American cruise and by providing a stage replica of the Lost City of the Incas, Machu Picchu" (Falco 1994). By this time, Panagra and Pan Am had decided to sell of its air routes in South America to Braniff Airlines, a transition which did nothing to slow the hyping of Machu Picchu as "the next place" (Braniff International 1968).

At roughly the same time that Panagra's promotional activities were winding down, Harry G. Clement made his recommendations to improve international tourism in Peru. Clement's commercial representation of Machu Picchu and its placement near the summit of Peruvian tourism were likely influenced by Panagra's promotion of Machu Picchu. Aside from Clement's published consultations of tourism development throughout the world, few clues remain of his past that might give context to his statements. However, a contemporary

of Clement, Basil Atkinson, a high-ranking Australian tourism official in the 1960s, noted that one his friends, John Payne, a former Pan Am vice president, was a "firm [advocate] for the commissioning and then the implementing of major recommendations" in Clement's strategies in Asia (Atkinson 2009). The focus on long distance tourism from the United States, as well as the construction of luxury hotels in Peru, also suggests overlap in the objectives of Panagra and Clement there.

Clement, however, was not the only source from which the Peruvian government would seek advice for developing tourism in Peru. Thus, the "planner's gaze" could as easily be contested by opposing consultants as by the state. At approximately the same time that the Fernando Belaúnde Terry administration commissioned the OAS study, Peruvian officials also sought out the advice of UNESCO, which had recently taken an interest in promoting the conservation of cultural patrimony as a tool for economic development (Villesa Lescano 2007). Unlike the OAS consultation, the UNESCO-sponsored studies involved a handful of specialists from different fields of expertise. As a result of this diversity, UNESCO consultants provided the Peruvian government with a broader range of possibilities for framing tourism development there. In essence, these consultants offered competing conceptualizations of what type of tourism would best benefit Peru and its citizens. For example, French consultant Pierre Defert, pioneer of tourism geography, conducted an economic evaluation of "The Development of Peru's Historic Sites and Monuments." While he agreed with Clement on various points – most importantly the need for more hotels throughout the country and the accommodation of jet airplanes outside of Lima -- he also insisted that the Peruvian government needed to be patient and make sure that the infrastructure and archaeological work needed at Machu Picchu be completed before it was promoted around the world (Defert 1967). Unfortunately, Defert did not take into account -- or was unaware of – that commercial interests like Panagra had initiated the promotion of Machu Picchu in the global media as early as the 1940s. For the next half-century (after 1965), private and public entities would attempt to meet the demand of tourists there, falling short more often than not.

British urban planner, Graeme Shankland, who also consulted on UNESCO tourism projects in Iran, recommended that the Peruvian government promote a wide number of archaeological sites around Machu Picchu and Cuzco, rather than narrowly focusing on developing Machu Picchu. In essence, he believed that Machu Picchu could be the starting point for an equally rewarding tourist circuit linking Cuzco, Machu Picchu, and a variety of other archeological and natural sites in the region (Shankland 1969). Similarly, F. Engel's study, "Protection and Exploitation of Historical Monuments," explored alternative social forms of international tourism in the Cuzco region. While focusing on international tourists from North America and Europe would indeed be profitable, he noted, attracting tourists closer to home offered greater long-term sustainability. He observed, "In general, the idea of an invasion by tourists with limited means and arriving by car, coach or even motorcycle was considered preferable to that of a handful of rich tourists living clannishly together in a luxury hotel: tourists of this kind are generally criticized for their lack of contact with the population at large" (perhaps he had read Ernesto Guevara's account of his visit to Machu Picchu where he singled out North American tourists who he believed were completely oblivious to the cultural realities of the natives living near the sanctuary) (Engel 1967; Guevara 2003). In order to accomplish this, the Peruvian government would need to improve roads and create "staging posts [hotels and restaurants] organized along acceptable lines and kept within a price range suiting the pockets of tourists with modest means" (Engel 1967). Ultimately, Shankland and Engel offered solutions that featured a more diverse set of attractions for tourists, as well as a more diverse tourist mix.

If Harry G. Clement's report represented an initial assessment of tourism strategies in Peru, and the UNESCO reports served as a collective anti-thesis to Clement's report, then the Peruvian government's publication, *La actividad turística y el desarrollo económico y social del Perú: un estudio de diagnóstico*, could be considered the synthesis for Peruvian tourism development in the early 1970s (COPESCO c1973). In this document, the Peruvian government repudiated Clement's economic model, based on a "multiplier effect" of dollars brought into the economy by foreign tourists (that underestimated how many dollars would leave for imported goods to accommodate the tourists), yet accepted the importance of the Cuzco/Machu Picchu corridor as the focal point of Peruvian tourism (COPESCO c1973). This was confirmed by the creation of a national tourism development arm, COPESCO, which was charged with cultural tourism development, beginning in the southern Andes. Adapting tourism development to Peruvian realities, the socialist Velasco Alvarado government accepted UNESCO's recommendation that tourism development could serve as a spur to regional economic development, promising to use tourism to transform Peru's rural economy, as well as generate badly needed foreign exchange (COPESCO c1973). What should not be lost in the analysis of Peruvian tourism development is the fact that Peru's successive administrations effectively followed the same model for tourism development in Peru, with a heavy focus on the potential profits Machu Picchu could generate, but gave very little attention to the necessary infrastructure to match the number of tourists visiting the site (El Congreso de la República 2009). Thus, while Clement's framing of Peruvian tourism as the bailiwick of international tourists clashed with the gaze of UNESCO's consultants, and the socialist proclivities of the Velasco Alvarado administration, the attractiveness of international tourism receipts generated by the mysteries of Machu Picchu seduced Peruvian politicians and planners of every ideological stripe.

Several sources corroborate the claim that both the right and the left allowed commercial interests (from abroad and within Peru) to promote and develop Machu Picchu as a mono-crop tourism product. While it is true that Peru cultivated other locales for international tourism, one Peruvian tourism official estimated, in 1995, that ninety-eight percent of international tourism arrivals to Peru made the pilgrimage to the Machu Picchu Sanctuary (Deforges 2000). Renowned Italian architect and urban planner also provided proof of this commercial emphasis over time while on assignment for UNESCO in 1977. Lombardi observed that tourism in the region was still "an imminently international [affair], rigidly organized with respect to the demand of an international structure of agencies, flight plans and hotels, which determine the chain of touristic attractions [built] upon the foundation of a standard offering of hotel offerings, local networks and natural resources" (Lombardi 1977). Lombardi encouraged the conversion of existing buildings in Cuzco into small hotels (as opposed to building large hotels) in order to preserve the city's deteriorating charm and viability as a place to live (Lombardi 1977). Echoing Frederick Engel's recommendations approximately a decade earlier, Lombardi also encouraged more emphasis on the part of Peruvian officials in attracting South Americans and youth tourists to the region – as opposed to focusing primarily on international tourists (Lombardi 1977).

Perhaps the most conclusive evidence that Machu Picchu's predominantly commercial framing by planners, politicians and corporate interests had endured for nearly a century emanated from local voices in Cuzco. During the early twentieth century, the local *Indigenismo* movement attached its own values and meaning to the legacy of the Inca in the Sacred Valley. As Alexandra Arrellano has ably articulated, *Indigenismo* simultaneously served as a model for economic development, political empowerment, and the shaping of cultural identity for *cusqueños* (this movement would play a direct role in the development of cultural tourism with events such as the staging of Inti Raymi ceremonies in Cuzco) (Arellano

2008). By the late twentieth century, local activists and scholars – who served in a sense as the heirs of the spirit of *Indigenismo* – provided the most persuasive critiques of the ways in which internationally-oriented mass tourism had failed residents in the greater Cuzco region. In the early 1980s, researchers Gerardo Lovón Zavala and Rocío Moscoso Blanco undertook a study measuring tourism's contributions to Cusco's economy between 1950 and 1980. The authors observed that North Americans constituted approximately thirty percent of the tourist arrivals, with Western Europeans and Japanese tourists also accounting for a significant number of visitors to the region. Despite the construction of hotel rooms and the emergence of new tourism enterprises, Lovón Zavala and Moscoso Blanco concluded that tourism had not significantly remedied the region's unemployment problems (Lovón Zavala et al 1981). In 1982, Lovón Zavala further reflected on the legacy of tourism in Cuzco during the twentieth century. He questioned the economic viability of international tourism on the Peruvian periphery, particularly since the groups least affected by the growth of international tourism – namely, subsistence farmers – were the very people that COPESCO's tourism development was supposed to help, but had not. He contended that the employment that had been generated in the tourism sector corresponded to government-sponsored jobs created by COPESCO. The promised private sector synergies had not developed, leaving the sector largely in the hands of national and multinational corporations. Lovón Zavala summed up his 1982 study of tourism in the Cuzco region with this emphatic statement: "Whoever has the conviction that tourism is the only alternative for Cusco in the year 2000, has a great challenge: to move from the apologetic discourse favorable to tourism and contrast their optimistic ideas and alternatives with the cold reality" (Lovón Zavala 1982). Ultimately, these vague and ineffectual tourism policies at the national level revealed the inability of national policies to generate economic development on the periphery through tourism.

In hindsight, it is not surprising that Harry Clement saw the potential for mass tourism at Machu Picchu. Clement walked and talked with tourism industry specialists who were concerned with the development of modern, luxury hotels for international tourists, as well as executives from the primary international air carrier from the United States, Pan American Airlines. In sum, Clement's consultation for the Peruvian government suggested that an escalation of international tourism in Peru, centered on Lima and side trips to Cuzco and Machu Picchu, offered the most immediate infusion of foreign currency into the Peruvian economy (Clement 1965). Nevertheless, the discursive conflict between Clement's "gaze" and that of UNESCO consultants offers an excellent case study as to how the planning process reveals a multiplicity of motives and values sets that surround the development of WHS. While many of these consultations have been forgotten, they also offer valuable insight in charting the path forward as WHS begin to face greater challenges related to sustainability and basic preservation.

In the case of Machu Picchu, some have argued that its recent decline is largely the product of "neo-liberal" administrations in Peru during the 1990s and early twenty-first century (Desforges 2000). While the statements and privatizing tourism policies of Peruvian figureheads, such as Alan Garcia, have certainly contributed to the site's inundation with visitors and media attention, this paper argues that Machu Picchu's path to non-sustainability was set in motion during its commercial exploitation following World War II, and then confirmed during the early 1960s and 1970s, as successive Peruvian governments made conscious choices to focus tourism development in the Cuzco region. Over time this singular focus has eschewed the broader initiative of a balanced tourism development program featuring an ensemble of noteworthy archaeological and heritage sites throughout the nation.

Historical analysis, however, offers more than simply a lens for viewing where the planning process went awry. Reviewing the initial planning stage on a periodic basis, not only

for Machu Picchu, but also for other WHS, offers current planners, politicians, and practitioners an opportunity to assess the evolving nature of each site. Even when a dominant dynamic has set the stage for tourism development around a given WHS, a periodic review of the planning phase may reveal options or alternatives from the "planner's gaze" that could have contemporary utility. This is certainly the case with Machu Picchu. The calls of its consultants for promotion of a wider variety of tourism poles to complement Machu Picchu, as well as closer links between regional tourism development and regional economic development, may suggest a more sustainable future in the Andes – if only the political will to carry out such steps out can be mustered (COPESCO c2007; Mould de Pease 2007). This is nowhere more evident than in F. Engel's suggestions for the region. Engel's emphatic preference for increasing South American tourism in the Cuzco region by constructing roads to offer maximum access to multiple tourism destinations was also a call to limit the emphasis on international tourists. For the past several decades, planners and residents in the southern Andes have been debating the desirability of a new international airport in Cuzco that could accommodate large, long-range jets, thus facilitating the arrival of even more international tourists from North America, Europe, and Asia (*Andina* 2010b). Engels may have stated his concern differently, but the questions of carrying capacity and diversifying the mix of arriving tourists persist as vital questions, which planners will have to address in the near future. Similarly, three decades have passed since Giorgio Lombardi issued his scathing condemnation of the lack of urban planning in Cuzco. However, his recommendations, including safeguarding the viability of the old city as a living space, in part through a preference for encouraging small hotels over the construction of large ones, might still hold promise if officials consider the long-term consequences of promoting local economic growth over catering to international hotel chains and tour operators (*Andina* 2010a).

In closing, the author would like to recommend that planning documents be consulted in looking for solutions to contemporary problems at WHS throughout the world. The most effective review of development and planning tools would involve site managers, local stakeholders and politicians that impact tourism development decisions. Perhaps reviews could take place six months to a year after each cycle of elections in host nations, allowing time for appointees to take their offices, and for elected office holders to familiarize themselves with their jurisdictional responsibilities. A review of relevant UNESCO planning materials, as well as a discussion of how such materials could be relevant to future actions at the site would be appropriate. While cynics may discount the value of these steps, I am certain that a review of history (provided there is political will to implement such recommendations) can make a difference, from time to time, in charting anew objectives for effective site management.

Bibliography (Note: All translations from Spanish to English were made by the author)

Addison, Alonzo C. (2007) *Disappearing World: 101 of the Earth's Most Extraordinary and Endangered Places* (London: HarperCollins Publishers)

Aguilar, Victor, Leonith Hinojosa, and Carlos Milla. (1992) Turismo y desarrollo: posibilidades en la región Inka (Cusco: Centro de estudios regionales andinos "Bartolome de las Casas"), 8-9, 31.

Andina. (2010a) "J.W. Marriott to Build $20 Million Five-Star Hotel in Cusco." http://www.andina.com.pe.

----. (2010) "Nuevo aeropuerto de Chinchero impulsará vuelos internacionales directos a Cusco," July 16, 2010

Arrellano, Alexandra. (2008) "The Inca Heritage Revival: Indigenismo in Cuzco, 1905-1945," *Journal of Tourism and Cultural Change*, volume 6, number 1, 2008, 39-56.

Atkinson, Basil. (2009) E-mail to Evan R. Ward, November 5, 2009.
Bingham, Hiram. (1911) *Across South America: An Account of a Journey from Buenos Aires to Lima by Way of Potosi* (New York: Houghton Mifflin Company)
----. (1911) Letter to Louis Schaefer, April 29, 1911, Yale University Library, Manuscripts and Archives, Yale Peruvian Expedition Records, Box 5 (1909-1910, 1911 Jan.-Oct.)
----. (1911a) Letter to Louis Schaefer, December 27, 1911, Yale University Library, Manuscripts and Archives, Yale Peruvian Expedition Records (Yale University Library), Box 6 (1911 Nov.-Dec.).
----. (2003) *Lost City of the Incas* (Phoenix Press).
Braniff International. (1968) "The Next Place," *Life*, January 19, 1968.
Clement, Harry G. (1961) *The Future of Tourism in the Pacific and Far East* (Washington: U.S. Department of Commerce).
----. (1965) "The Outlook for Tourism in Peru" (Washington: Cheechi and Company), 29-30.
COPESCO. (c. 1973) *La actividad turístico y el desarrollo economico del Perú: un estudio de diagnóstico* (Industrialgrafica S.A.), 35, 3; 62.
----. (c. 2007) "Proyecto especial regional: Plan Copesco, Plan estratégico institutional, 2007-2011,"
http://www.peru.gob.pe/docs/PLANES/13042/PLAN_13042_Plan%20Estrategico%202007%20-%202011_2008.pdf
Defert, Pierre. (1967) "The Development of Peru's Historic Sites and Monuments: A Synthesis of Economic Prospects," (Paris: UNESCO), 3-7.
---- and Robert Pichot. (1988) "Le tourisme, solution aux dettes de Tiers-monde." *Revue de tourisme*, 1988, number 2, 2-5.
Deforges, Luke (2000) "Site Tourism Institutions and Neo-Liberal Development: A Case Study of Peru," *Tourism Geographies*, volume 2, number 2, 2000, 178.
D'Harnoncourt, Rene. (1953) Letter to Louis J. Garcia, November 6, 1953, The Museum of Modern Art Archives, New York City, RDH VIII.24.
El Congreso del Peru (2009). Estadísticas de visitantes de los museos y sitios arqueológicos del Peru (1992-2009), http://www.congreso.gob.pe/museo/estadisticas.pdf
Engel, F. (1967) "Protection and Exploitation of Historical Monuments" (Paris: UNESCO), 8.
Falco, Nicholas J. (1994) "Inventory/Register to the Records of W.R. Grace," Archive/Maritime Historical Records Collection, Stephen B. Luce Library, SUNY Maritime College, May 1994, http://sunymaritime.edu/stephenblucelibrary/pdfs/W.%20R.%20Grace% 20Papers.pdf
Garcia, Louis J. (1954) Letter to Rene d'Harnoncourt, February 18, 1954, The Museum of Modern Art Archives, New York, RDH VIII.24
Guevara, Ernesto "Che" (2003) *The Motorcycle Diaries: Notes on a Latin American Journey* (Melbourne: Ocean Press), 111.
Heaney, Christopher. (2010) *Cradle of Gold: The Story of Hiram Bingham, A Real-Life Indiana Jones, and the Search for Machu Picchu* (Palgrave MacMillan)
Kane, Robert S. (1962) *South America A-Z* (New York: Doubleday), 340.
Lombardi, Giorgio. (1977) "Cuzco [sic] y su territorio – problemas de planificación" (UNESCO: Centro de Restauracion, Cuzco), 8; 11-12.
Lovón Zavala, Gerardo. (1982) *Mito y realidad del turismo en el Cusco* (Cusco: Centro de estudios rurales andinos "Bartolome de Las Casas," 1982)
---- and Rocio Moscoso Blanco. (1981) *Investigación sobre desarrollo regional Cusco, 1950-1980*, *5.7 Informe: sector turismo* (Cusco: Centro de estudios rurales andinos "Bartolome de Las Casas"), 3-5.
MacCannell, Dean. (1999) *The Tourist: A New Theory of the Leisure Class* (Berkeley: University of California Press), 45, 91-107; 43-48.

Mould de Pease, Mariana (2007) Letter to President Alan Garcia Perez, http://icomos.org/cartapresidente.htm
Panagra. (1959) "You're not a world traveler until you can name these eight places!" *National Geographic*, February 1959, 315.
Shankland, Graeme. (1969) "Estudios urbanísticos de Cusco y Machu Picchu," (Paris: UNESCO), 18-19.
Shullenberger, Geoffrey. (2008) "That Obscure Object of Desire: Machu Picchu as Myth and Commodity," *Journal of Latin American Studies*, December 2008, volume 17, number 3, 317-333.
UNESCO. (1966) "1967: International Tourist Year." *UNESCO Courier*, December 1966, 5-10.
Urry, John. (2009) *The Tourist Gaze*, 2nd edition (Berkeley: University of California Press)
Villesa Lescano, Carlos. (2007) *Introducción al turismo: teoría y realidad peruana*, eighth edition (Lima: Carlos Villena Lescano), 46-90.
W.R. & Grace Company. (1911) "Peru – The Land of the Incas," *National Geographic*, August, 787.

Reconstructing Nature for Tourism Development: Ethnographic Accounts from a World Heritage Site in the Making

Carsten Wergin
(Martin-Luther-University Halle-Wittenberg)

Dr. Carsten Wergin
Institute for Social Anthropology
Martin-Luther-University Halle-Wittenberg
D-06099 Halle (Saale)
Germany
Email: carsten.wergin@ethnologie.uni-halle.de

Reconstructing Nature for Tourism Development: Ethnographic Accounts from a World Heritage Site in the Making

Abstract:
It was the 2001 study by the international consulting firm Deloitte&Touche that first acknowledged the potential of the small island of Rodrigues (Republic of Mauritius) as a site for sustainable tourism development. Inscription on the World Heritage List was named as a central promotional device. To achieve this, a strong argument was made for necessary measurements to protect the island's particular biodiversity and culture. As a consequence, politicians, international development agencies, and stakeholders begun to recreate Rodrigues. The article sketches some of the discursive strategies and multi-layered relationships in this dynamic process of simultaneous preservation and development of Rodriguan nature and culture. How are local people to accept their 'natural' environment as something that needs to be protected under international rules and regulations? How are the particular forms of Rodriguan culture brought in line with globalist understandings of World Heritage?

Keywords: Anthropology, Development, Heritage, Preservation, Tourism

Reconstructing Nature for Tourism Development: Ethnographic Accounts from a World Heritage Site in the Making

"*Construire* la nature et ne pas la détruire!"[1]

1 Introduction

There are about 865 World Heritage Sites (WHS) listed by UNESCO. This text is about a site whose developers aim for it to become one of them. It will present parts of the particular rules and regulation as well as discuss the discursive practices that lead to the recreation of Rodrigues Island, a dependency of the Republic of Mauritius in the southwest Indian Ocean, for its sustainable development to be based on tourist promotion.

After a brief presentation of the island, its past, present and future as a tourist destination, I first outline the motivations of some local and international actors to develop it. This is accompanied by a presentation of their backgrounds and socio-political affiliations. The second part of the paper deals with the effects the development project has on local people and culture. It takes as an example the setting up of a Marine Protected Area (MPA) in the southeast of the island's 240km2 lagoon. I will discuss this 'reinvention of biodiversity', whose necessity is justified by globally proclaimed insecurities in contemporary society (economical, social, political) that are to be overcome through sustainable development based on heritage preservation.

In any postcolonial society, heritage is a complex and contested topic. It involves indigenous, imperial and migrant components. Rodrigues Island is no exception. On the contrary, the situation is compounded by the unique characteristics of the island's natural environment, the considerable isolation from other countries and its ethnic differences to its 'motherisland' Mauritius. Furthermore, Rodrigues Island is a hybrid cultural space. The island has no native population. It is based on migration, deportation, exile, and slavery. Most importantly today, there is a wide range of political and economic interests at play since it received the official status of autonomy within the Republic of Mauritius in 2001.

The general argument I make in this text is for a more 'grass-roots'-oriented approach to the study of WHSs in order to understand their particular importance for the larger socio-geographical context they are in *from an actor's point of view*. The people I am engaging with in this article are mainly local people, who often, if not always, see heritage as a means to achieve further ends than mere nature and culture preservation under UNESCO conventions. At the same time, they might be global experts for sustainable development and heritage preservation, business men and trainers, active on various levels and in transregional contexts. Therefore, on the following pages, I refrain from a further differentiation between local and global actors, as most of them are both at the same time.

Today, the ownership of a WHS has become an important sign of being in the world. In my analysis, I aim to account for heritage not as something static, but as a profound resource for development and socio-political change. Heritage is something reoccurring under particular rules, regulations, demands; a continuous cycle, from birth over evolution to death and rebirth, of "a past tailored to present-day purposes" (Lowenthal 1998: x). The metaphor of birth and rebirth evoked here leads to one form of heritage that will be the focus of this article. Biodiversity is of particular significance in a more inclusive approach to heritage. The

[1] Gaëtan Jhabeemissur, at the time Rodrigues Chief Commissioner per Interim, in his speech on World Ocean Day 2009 in Port Sud-Est, Rodrigues [emphasis added].

preservation of unique natural beauty, endemic species and plants is always of universal value, and as such forms the basis for many successful applications to the UNESCO heritage list.

In conjunction with tourism and development, a focus on biodiversity has two additional advantages. First, many so called 'natural' heritage sites can be found in southern regions of the globe. Consequently, their inscription turns the UNESCO project, most of which still centres around sites in the northern hemisphere, into a more global one. Second, many people from the north like to spend their holidays in beautifully preserved landscapes with at least three of the five typical tourist-'Ss' of sea, sun, sex, sand, surgery. Since preservation is costly, this is a significant step towards finding the necessary financial resources to keep biodiversity in tact. The questions I will tackle in this paper are therefore as such: How is preservation of Rodriguan biodiversity done? How is it fostered, and does it help or hinder local people from development?

2 Heritage Preservation and Tourism Development on Rodrigues

Heritage has been described not as an inquiry into the past but "a celebration of it, not an effort to know what actually happened but a profession of faith" (Lowenthal 1998: x). Such "Cult of Heritage" (ibid.) turns heritage foremost into a process through which landscape and culture of a region are evaluated. International organisations send experts to help people develop their economy, preserve their landscape and culture, and lead a more sustainable life. In this context, the UNESCO World Heritage Programme has brought forth an opportunity to promote places such as Rodrigues as tourist destinations with particular natural and cultural attractions. Since their landmark "Convention Concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage" (UNESCO 1972), the understanding of culture as a concept and its importance for the construction of social identity has both broadened and deepened considerably.

It has long been pointed out, however, that if tourism is to be used as the financial donor, there is a concrete danger that the richness, complexities and contestabilities of a culture can be reduced to an over-simplified set of signs and signifiers (Cohen 1988, MacCannell 1976, Ringer 1998, Smith 1977). More recently, the global tourism sector has significantly changed its attitudes to cultural resources and communities it depends upon. Due to the increased segmentation of the market, it is far more willing to engage in the sustainable development agenda (Bruner 2005, Cole 2007, Harrison and Hitchcock 2005, Williams 2004).

As I will show, market segmentation is of particular importance for places such as Rodrigues, whose infrastructure, environmental and cultural fragility only supports a very limited numbers of tourists. Its local political authority, the Rodrigues Regional Assembly (RRA), has outlined various measures to overcome these obstacles, as this quote from a speech by its Chief Commissioner shows:

> Our objective is to recapture our main tourist markets, namely the regional market including Mauritius and Reunion Island, and attain a figure of 100,000 tourist arrivals. My Executive Council will come forward with a master plan outlining the long term policy for sustained tourism development with emphasis on the conservation of our fragile eco-systems and the island's authenticity. We shall therefore set ourselves on attracting foreign investment in this sector, aggressive marketing to achieve optimum growth, and design the regulatory framework to further those objectives.[2]

[2] Excerpt from the address to the RRA by Chief Commissioner Johnson Roussety on 22 December 2006, outlining the Regional Government Programme for the period of 2006 to 2011 (Source: RRA archives).

The RRA aims at a maximum of 100.000 tourists per year. This would mean that at every given moment, not taking into account high and low tourist seasons, there would be an average of 274 tourists on the island, about 0.5 percent of the total population of roughly 35,000 (Table 1). This might seem insignificant. However, it equals the number of Muslim, Buddhist and Hindu inhabitants of the island, respectively. Given that Mauritius puts strong emphasis on its appeal as a multi-ethnic society and terms itself the 'Rainbownation', this is of significant importance, especially since figures for how many tourists are to be welcomed on Rodrigues in the longer future have been raised recently (Table 2, and below).

How this can be achieved remains questionable. When landing on Rodrigues, the first thing that surprises is the new airport, opened in 2003. It is small, but light, with a beautiful view out onto the landscape. Cows and sheep are grazing within 200m distance. After entering the baggage claim area, the feeling is not to arrive in a tourist destination but some secluded corner of the world. Apart from a small shelf that displays artisanal products produced by CARE-Co Rodrigues, a cooperative that employs disabled people, there is nothing advertised. Even the duty-free shop invites you less to buy than to chat with its sales person. Those who live on Rodrigues and exit the plane immediately start conversations with the ground personnel. Everybody seems to know each other by their first names. If not, the men call each other 'cousin' without any necessary family relation.

A driver welcomes most tourists on arrival and takes them directly to their hotel, following the main road that cuts through the island from southwest to northeast. For about 8 kilometres they take numerous curves and climb almost to Rodrigues's highest point, Mt. Limon, with roughly 360m. The maximum speed limit is 50km/h and that is already pushing your luck on the winding road. While travelling through little villages, people on either site of the road sell fruits, vegetables or grilled chicken and sausages. Others might stop on the side with their motorcycles for a quick chat with neighbours and friends.

Local politicians are well aware of the appeal the Rodriguan lifestyle has for tourists. In the "masterplan" mentioned in the quote above and published in 2009 under the title "Sustainable Integrated Development Plan for Rodrigues (SIDPR)", the RRA outlines tourism as the main device for development, and local "lifestyle" as one of the island's principal tourist attractions:

> The most important attraction of the Rodrigues destination is the very traditional and peaceful nature of the lifestyles adopted by the local population. This Rodriguan specificity, through the people being placed at the centre of the overall promotion package, is viewed as very appealing principally to people preferring a simple, non-materialistic way of life. (Rodrigues SIDPR: 274)

This presents a conflict not only relevant for Rodrigues but all existing and future WHSs: that between preservation and development. Preservation is appealing for tourists, development is the goal of tourism. If development is done in an unsustainable manner, the attraction for tourists is at the risk. Consequently, tourism might diminish, and development with it.[3] However, looking at the proposed measurements to expand Rodrigues airport, the

[3] In a different context, a similar problem can be observed in the gentrification process of European cities like Berlin. Certain districts such as Prenzlauer Berg or Friedrichshain attract people because of their creative, independent and often unconventional lifestyle. Most of the people living such lifestyles, however, are young and have only very limited financial resources. Through ongoing gentrification, those very people who make the districts attractive for others (gentrifiers but also tourists) and consequently housing more expensive, are driven out (Wergin and Holt, forthcoming).

lifestyle valorised in the aforementioned quote might not be as important as an increase in arrival figures (Table 2). In their 2010 memorandum to the newly elected government of Mauritius, the RRA proposed to (RRA-Memorandum 2010: 2):

(i) Enable the landing of larger planes;
(ii) Promote regional flights in Rodrigues;
(iii) Attract more tourists to Rodrigues; and
(iv) Encourage many of the prospective promoters to invest in their hotel development projects.

Parallel to this proposal, the RRA in their SIDPR identifies as their "buzzword" 'sustainable destination management' (Rodrigues SIDPR 2009: 264). In line with the above, they continue:

> The Tourism Development Plan for Rodrigues in 2002 suggested a figure of 100,000 as the carrying capacity (to be reached by 2015) but a figure of 121,000 is also included in the forecasts (to be reached by 2020). The figures are not far from the forecasts below where the 100,000 mark is crossed in 2017 and 126,000 reached by 2020. (…) It is assumed though that beyond 120,000 visitors in any one year, pressures on the environment would be intense. (Rodrigues SIDPR 2009: 284, see also Table 2)

On Rodrigues, development of tourism infrastructure is further complicated by the island's aforementioned mountainous landscape. Plains are limited and as such spaces for larger hotels are too. The construction of an all-inclusive resort, popular on its motherisland Mauritius, would significantly affect the cultural landscape of the island. Taking such particularities into account, policy and planning goals for projects like the MPA discussed below, aim towards a more proactive role of its local population in the development process.

The crisis that Rodrigues has been facing for long is that of unemployment and underdevelopment. The economic resources before and apart from tourism are limited to fishing, agriculture and day-to-day businesses. Main incomes, apart from social benefits from the Mauritian authorities, are governmental jobs or those in the education sector. To change this, international interventions such as the United Nations Development Programme (UNDP) or the Decentralised Development Programme (DCP), established through collaboration with Mauritian authorities and the European Union (EU), have brought training and financial support for the start-up phases of diverse development projects. People from numerous entities are involved in those. They include Rodriguan politicians, teachers, and entrepreneurs, but also experts send through the aforementioned initiatives, and other people normally based outside the island, notably on Mauritius.

Any such agency is not naturally given but something that these experts gain from their interaction with others. While they recreate the culture and identity of Rodrigues, emphasis also needs to be put on the significance of the local population, which only appears as passive receiver. In fact, it has the power to give agency. As will be shown in the analysis below, its *patiency*, the 'significant other' of agency (Schnepel 2009), brings to the fore "hidden relations of production" inherent to the tourism industry and sustainable development projects (Tsing 2000, with particular reference to the tourism context also Wergin and Neveling 2009).

3 Case Study: A Sustainable Development Project and its Hidden Relations of Production

The argument so far has shown how diversity and traditional lifestyle become significant 'earners' in tourism development initiatives. The problem that arises is that over-sensitivity towards local knowledge can block people from scientific, technological or other benefits in the name of a false morality that proclaims development through preservation

(Butcher 2002). Crudely speaking, it might demand of people to present themselves as 'frozen in time' and 'unspoiled by development'.[4] However, such demands are not simply fulfilled. The following case study presents material collected during a decisive phase in the implementation process of a project that reshapes Rodriguan landscape, nature, culture and people.

The economy of the Republic of Mauritius, being a Small Island Developing State, is heavily dependent on its marine ecosystem and biodiversity. The National Environment Strategies (NES) and the National Environmental Action Plan (NEAP) II, published in 1999, recognise the preservation of the coastal zone and the marine biodiversity as being of utmost importance. Those are to be achieved through the establishment of Marine Protected Areas (MPA). So far, Mauritius has created two MPAs, in Blue Bay and Balaclava. Both are managed through the instruments of a command and control model but do not achieve the desired results. Therefore, a co-management model is to be applied.

The UNDP was asked to implement a UNDP/GEF medium size project to assist in strengthening systemic, institutional and human resource capacity for a more sustainable management of Mauritian MPAs. Its name is "Partnership for Marine Protected Areas in Mauritius and Rodrigues". This project obtained support of the Government of Mauritius (GoM), the RRA, and local stakeholders consulted during the project development phase. Its value amounts to: 4,293,260 US dollars.[5] The site chosen for the project lies in the southeast of Rodrigues. Its name, SEMPA (South East Marine Protected Area), had already been coined in 2005 but the project was put to a halt after political power changed in the 2006 regional elections. It only became a centre of attention again in 2009, during my seven-month fieldwork phase, after the implementation of the UNDP/GEF measurements.

The potential of Rodrigues for sustainable tourism development was acknowledged even earlier, in a 2001 study by the international consulting firm Deloitte&Touche. Its biodiversity – endemic birds, large caves, beaches and a 240km2 lagoon with tropical fishes and colourful corals – has been identified as key for promoting tourism. But this diversity has suffered from cyclones, over-fishing and mismanagement. An estimated 40% of the lagoon's coral and associated ecosystem is severely impacted by destructive fishing practices, siltation from upstream erosion, and pollution from agricultural and sewage runoff (Schils et al. 2004). Many communities in Rodrigues are dependent on the lagoon, with some 2000 fishers attempting to earn a living from it, 900 of whom work in the southern sector where SEMPA has been initiated.

The project is set to firstly establish the aforementioned co-management approach which is later to be replicated in other MPAs in Mauritius. In 2009, I participated in a two-week workshop organised by the UNDP that brought together tour operators, dive instructors, kite surf teachers, but also fishermen and politicians. International trainers were invited to work with the local population in and around the village of Port Sud-Est. They were to collectively demarcate a zone for SEMPA of roughly 45km2. In addition, they were to discuss what could be done to further protect biodiversity, and what should be done to help the local

[4] In an online search for the word grouping "unspoiled by development", conducted with the search engine Google on 14 September 2010, the first 10 results out of an estimated 28.300 all used this phrase to advertise tourist destinations; from Canada to New Zealand, Dubrovnik via boat, to scuba diving in the Xcalak Reef National Marine Park at the Mexican-Belizean border.

[5] The sum is shared by GEF: 978,000 US dollars; UNDP: 28,320 US dollars; GoM/RRA co-sharing: 1,302,940 US dollars; GoM in kind: 208,000 US dollars; EU parallel funding: 1,776,000 US dollars (SEMPA Homepage).

population find new jobs, i.e. give people a different perspective in life, based on tourist promotion and environmental protection.

Participants of the SEMPA workshop with lagoon in the background, Port Sud-Est, April 2009 (Photo: C.W.)

As mentioned above, SEMPA is to contribute to national efforts aiming at conserving the marine biodiversity of Mauritius by promoting policy and legislation, developing financial mechanisms, and institutional and human resource capacity for the creation of a national system of MPAs. As such, its aim goes well beyond Rodriguan shores. It is to develop a general enabling policy and institutional framework to sustainably co-manage MPAs throughout the Republic of Mauritius. So today, the island of Rodrigues, the little 'step-child' of Mauritius with its rebellious catholic Creole population, so much in contrast and social conflict with the Hindu dominated Mauritian system, not only becomes a lucrative, income generating source on the contemporary tourism market. It is also to become a role model for the motherisland.

One of the international experts recruited for the development of SEMPA had been working for the past 10 years with MPAs in the Seychelles, before joining SEMPA in early 2009. UNDP chose him because of his longstanding experience in the region, but also his knowledge in Creole. Rodriguan Creole is different to that of the Seychelles. However, as I could witness myself during workshop sessions, he was able to understand most of the Rodriguan, as well as communicate in Creole with local people.

The central problem this expert identified in a personal interview I conducted with him is that of education. Repeatedly drawing on the Seychelles as a reference, where MPAs exist for over 30 years, he argues that Rodrigues needs environmental education in schools in order for future generations to react positively to the natural environment. Apart from this "change of mentality", tourism also plays a crucial role (Interview 10.06.2009). It will generate possibilities for SEMPA to charge fees: a source of financing future management. He again emphasised this with reference to the Seychelles where most MPAs are already self-sustained and an ecotourism plan is in place that includes sensitisation for all visitors, "starting at the airport" (Interview 10.06.2009).

But tourists not only come to Rodrigues to stay in the hotel. Their aim is to explore. As such, one is faced with a two-way work of conservation and tourism evolving at the same. One central problem he identifies is, "not to get greedy of having hotels that are not supposed to be built. You have to have certain limits" (Interview 10.06.2009). This argument links to the notion of patiency presented above. It underlines the need of a local population to take

time in decision-making processes for but also against apparently lucrative tourist investiments that, on the long run, can endanger rather than sustain development.

An arena from which to draw the necessary know-how to take such decisions is the Indian Ocean region itself with its numerous islands and neighbouring states such as the Seychelles, from which to draw already developed expertise. In order to meet and exchange expertise and data with others, this expert had been travelling to various meetings over the past years. When we spoke, he was about to visit La Réunion for another network meeting organised by the Indian Ocean Commission (IOC), an intergovernmental organisation formed by the Comores, Madagascar, Mauritius, La Réunion and the Seychelles. Its aim is to encourage cooperation mainly in the domains of economics and commerce, but also the conservation of resources and ecosystems, as well as cultural, scientific, technical, educational and judicial fields. The original idea was to encourage trade and tourism, but recent cooperation has also focused on marine conservation and fisheries management.

In the expert's point of view, such initiatives demonstrate that the Indian Ocean countries "all get along very well":

> But one has to be careful also. You don't want to send someone to another country who, when he comes back, is being moved to a position where he cannot apply what he has learnt. Don't choose a group of your favourite friends. (…) Send people from within the MPAs and get them to do what has been planned for them. (Interview 10.06.2009)

What becomes evident is the political power play linked to apparently beneficial projects such as SEMPA. The favouritism of giving lucrative jobs or possibilities for exclusive business trips to friends instead of the most qualified personnel is only one aspect. Another example are those politicians who use projects such as SEMPA to establish themselves in front of their electorate as open-minded experts with a 'world-vision' for Rodrigues.

Two days before the interview, celebrations of "World Ocean Day 2009" were held in Port Sud-Est in front of the newly renovated SEMPA building. For the first time, I witnessed the intermingling of local politicians with the SEMPA board, a group of people that had been formed during the workshop. Their main audience, however, were young children between 10 and 13 years that had been brought from different parts of the island with buses to take part in the ceremony.

The speakers used the opportunity to tell those school children in front of different media representatives about the importance of the world oceans, and the protection of the environment in general. SEMPA had gained a political quality, or one might say: had become an instrument usable on the political stage. The Departmental Head responsible for the Marine Park explained about the loss of biodiversity due to climate change and, consequently, the strong commitment of his commission to international standards. He emphasised that SEMPA will be the largest MPA in the Republic of Mauritius, with fishermen and tourist stakeholders working together on its executive board. The Chief Commissioner per Interim followed him, who in his paper proclaimed that, since the Rio Convention in 1992, especially larger countries would not do enough "to save the planet". And even with the Kyoto Protocol the problem would grow rapidly. "This is why it is great that Rodrigues, even as it is a very small island, does something."

After the speeches had ended, one member of the SEMPA board took me aside to emphasise that it still needs to be seen how, despite this momentary success, there will be enough money available to run SEMPA after UNDP/GEF had withdrawn its participation in the project. Until then, relevant rules and regulations about the licensing for hotels, fishermen, and tourist agencies through which SEMPA would be financed, are meant to be in place, cross-signed by Mauritian and Rodriguan authorities. But, for him, the local government

seems more interested to keep "the final word" than to give the newly elected SEMPA board the necessary authorities.

4 Conclusion

The Chief Commissioner per Interim, in his speech on World Ocean Day 2009, summed up the task of SEMPA in a simple phrase: "Construire la nature et ne pas la détruire!" The sentence went down well with his audience. There was no question that what they were doing at SEMPA was actually not *preserving* but *constructing* nature. As such, the missing link in the nature preservation/tourism development-conflict becomes construction. The question to be answered then is less on who constructs than who has the power to decide what is constructed.

What the above has shown is how politicians, entrepreneurs and others involved in tourist promotion draw attention to landscape and culture by employing scientifically imbued arguments with which they present a particular natural or cultural setting. Slogans such as "SEMPA", the French colloquial word for "likable", are used to provide a positive image of an open-minded and welcoming population that may overwrite a history of a Creole people whom, at one point in time, were forcibly relocated to a place such as Rodrigues.

SEMPA demonstrates the entanglement of World Heritage and tourism with the power geometries of everyday life. Those are as much economic development tools, as they are scientific discourses about the professed value of particular material and symbolic capital (Ateljevic et al. 2007, Poria and Ashworth 2009). SEMPA is to give Rodrigues a place in the international tourism arena. For this, the local is induced with new ideas, with ideologies of sustainability and nature conservation that transform people, place, history, and tradition of the island. What becomes evident is that the place for the 'acting-out' of heritage and cultural difference lies neither solely on a global nor local level, but somewhere in-between: in the interdependencies between the local and the global, in manifestations and alterations of globalist actions and discourses through the impact of *patient* local actors.

In recent scientific engagement, criticism has been raised against UNESCO and its notion of 'intangible heritage' to the point where it might create legally enforceable entitlements on the part of indigenous peoples. However, rather than such risk of a "natural copyright" (Comaroff and Comaroff 2009: 37), the more pressing issue seems to find the suitable measurements to determine what qualifies as intangible culture in the first place (Brown 2005: 51). SEMPA is as much a sustainable development project, as it is about controlling people and their needs, space, biodiversity, money, politics, social relations, culture.

Sustainability as ideology proclaims places unspoiled by development and creates particular forms of "zoning". Researchers need to take such re-organisation of space into consideration. The lagoon of Rodrigues was first described by fishermen with particular names that reminded them of their long journeys outside the lagoon, as sailors on large fishing boats in the Indian Ocean. Such historical evidence of the fishermen is today overwritten by the SEMPA zoning, in favour of preserving the fish.

While a sustainable development project appears to bring conservationists and economists together in a united goal for 'constructive' preservation, it can also end in false lobbying and labelling that lead to a reassertion of powerful interest groups. On a local level, the divide between rich and poor might even increase, as becomes visible in the political context of small islands like Rodrigues, where a strive for sustainable development is arguably used by some to enhance their individual power.

While this is not to question the measurements of the UNESCO committee already in place, one has to acknowledge that a more integral approach to the evaluation of a site is

needed. 'Development' needs to be understood as a multi-sited intervention. The above has shown how apparently local people often find themselves in a contradictory setting between development and preservation. While actors expect them to form a homogeneous group, they remain diverse in their social background, interests and goals. Researcher need to take a closer look at how the lobbying is done; how different actors play out their interests and use the advocacy of sustainable development for their own purposes.

Rodriguan lifestyle and biodiversity are foremost products that are managed by the destination itself. Its lagoon is turned into heritage in the very sense that Lowenthal gives to this term: "a past tailored to present-day purposes" (see above). Such heritage, not only on Rodrigues, has taken on a more instrumental and pragmatic role in social life. An analysis of the linkages between heritage preservation and sustainable development allows us to look at the tourism industry as a category that holds further possibilities within, no matter how critical one might think of it.

Bibliography

Ateljevic, Irena, Pritchard, Anette and Morgan, Nigel. (eds.) (2007) The Critical Turn in Tourism Studies: Innovative Research Methods, Oxford, Elsevier.

Brown. Michael F. (2005) "Heritage Trouble: Recent Work on the Protection of Intangible Cultural Property", International Journal of Cultural Property, Vol 12, pp 40–61.

Bruner, Edward, M. (2005) Culture on Tour: Ethnographies of Travel, Chicago: Chicago University Press.

Butcher, Jim. (2002) The Moralisation of Tourism. Sun, Sand …and Saving the World, London, Routledge Chapman & Hall.

Cohen, Erik. (1988) "Authenticity and Commoditization in Tourism", Annals of Tourism Research, Vol 15, pp 371–386.

Cole, Stroma. (2007) "Beyond Authenticity and Commodification", Annals of Tourism Research, Vol 34, pp 943–960.

Comaroff, John and Comaroff, Jean. (2009) Ethnicity Inc., Chicago, Chicago University Press.

Harrison, David and Hitchcock, Michael (eds.). (2005) The Politics of World Heritage. Negotiating Tourism and Conservation, Clevedon, Channel View Publications.

Lowenthal, David. (1998) The Heritage Crusade and the Spoils of History, Cambridge, Cambridge University Press.

MacCannell, Dean. (1999 [1976]) The Tourist. A New Theory of the Leisure Class, Berkeley, University of California Press.

Poria, Yaniv and Ashworth, Gregory. (2009) "Heritage Tourism – Current Resource for Conflict", Annals of Tourism Research, Vol 36, pp 522-525.

Ringer, Gred. (ed.) (1998) Destinations. Cultural Landscapes of Tourism, London, Routledge.

Schils, Tom, et al. (2004) "The Marine Flora of Rodrigues (Republic of Mauritius, Indian Ocean: an island with low habitat diversity or one in the process of colonization?", Journal of Natural History, Vol 38, pp 3059-3076.

Schnepel, Burkhard. (2009) "Zur Dialektik von Agency und Patiency", Paragrana, Vol 18, No. 2, pp 15-22.

Smith, Valene. (ed.) (1989 [1977]) Hosts and Guests: The Anthropology of Tourism, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.

Tsing, Anna. (2000) "The Global Situation", Cultural Anthropology, Vol 15, pp 327-360.

Williams, Stephen. (ed.) (2004) Tourism. Critical Concepts in the Social Sciences, London, Routledge.

Wergin, Carsten and Neveling, Patrick. (eds.) (2009) "Re-scaling the Anthropology of Tourism", Special Journal Dossier, Etnográfica, Vol 13, No. 2.

Wergin, Carsten and Holt, Fabian. (eds.) Music and Sociality in Urban Europe, forthcoming.

Online Resources

RRA-Magazine. (April 2010) Magazine of the Rodrigues Regional Assembly, accessible via the URL: http://www.gov.mu/portal/sites/rra_portal/chiefcomm/rramagazine.htm (Date accessed: 15.09.2010).

RRA-Memorandum. (May 2010) Memorandum to the newly elected Government of Mauritius**,** accessible via the URL: http://www.gov.mu/portal/sites/rra_portal/download/memo10.pdf (Date accessed: 15.09.2010).

RRA-SIDPR. (July 2009) Sustainable Integrated Development Plan for Rodrigues, accessible via the URL: http://www.gov.mu/portal/sites/rra_portal/chiefcomm/sidpr.htm (Date accessed: 15.09.2010).

SEMPA Homepage, accessible via the URL: http://www.sempa-rodrigues.com/index.php?id=2 (Date accessed: 15.09.2010).

UNESCO Criteria, accessible via the URL: http://whc.unesco.org/en/criteria (Date accessed 23.09.2010).

UNESCO. (1972) Convention Concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage, accessible via the URL: http://whc.unesco.org/archive/convention-en.pdf. (Date accessed: 22.09.2010).

UNESCO. (2003) Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage, accessible via the URL: http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001325/132540e.pdf (Date accessed 23.09.2010).

Table 1
Tourist arrivals on Rodrigues from 2004 to early 2010 (RRA-Magazine 2010)

	Total	Abs. Change	% Change
2004	48,068		
2005	41,442	-6,626	-13.7%
2006	42,833	1,391	3.3%
2007	48,497	5,664	13.2%
2008	41,136	-7,361	-15.2%
2009	40,350	-786	-1.9%
2010 (Jan à Mars)	10,244	1,239	14.4%

Table 2
Targeted "maximum number of tourists per day in Rodrigues in selected months"
(SIDPR 2009: 294)

Actual Forecast Selected Months	2003	2013	2017	2020	2025
December	647	957	1303	1641	2411
August	548	810	1102	1389	2040
November	498	737	1002	1262	1855
January & April	448	663	902	1136	1669
Average (at any point in timeduring the year)	415	614	835	1052	1546

Tai Qian and Taishan
Implication of World Heritage Designation to the Local Village

Yixiao Xiang
(Shandong University)
&
Geoffrey Wall
(University of Waterloo)

Yixiao Xiang, PhD
Associate Professor
Department of Tourism Management
School of Management
Shandong University
No.27, Shan-da-nan-lu, Jinan, China, 250100
Email: xiangyixiao@sdu.edu.cn

Geoffrey Wall, PhD
Professor
Department of Geography
Faculty of Environment
University of Waterloo
Email: gwall@fes.uwaterloo.ca

Tai Qian and Taishan
Implication of World Heritage Designation to the Local Village

Abstract:
This paper, using a mixed research method, analyzes the implications of designating Mount Taishan as World Heritage to the local villagers living around. Mount Taishan was enlisted by World Heritage Convention in 1987 as one of the four earliest world heritage sites in China. For conservation purposes, some local villagers were relocated out the mountain. The findings of the paper revealed that World Heritage designation, while enhanced significantly heritage tourism on the mountain, caused a series of changes on the local life: relocation, loss of land, and loss of traditional livelihoods. Involvement in tourism services became a major surviving means of the local villagers. This paper presents findings from Taiqian village as a case study and discussed relevant responses of the locals to the changes in their life including their involvement route and pattern to tourism on the world heritage mountain.

Keywords: Implication of World Heritage Designation, Mount Taishan, heritage tourism

Tai Qian and Taishan
Implication of World Heritage Designation to the Local Village

Introduction

Researchers of both developed and developing worlds pay much attention to heritage in terms of the resource conservation and development, the latter of which is realized mainly through heritage tourism (Timothy and Boyd, 2003; Hall and McArthur, 1993; Stubbs, 2004; Nuryanti, 1996; du Cros, 2001; McKercher et al, 2005). UNESCO's intervention in the form of the "World Heritage Convention", while enhancing economic significance through international tourism, has exacerbated the intrinsic tension and dissonance in world heritage, especially when relating to the interests of the local community.

China places much emphasis on application, conservation, and development of world heritage in its country. Relevant research is also rising and growing. However, most existing research is focused on world heritage resource conservation including heritage planning and tourism management following the western tradition, or on issues such as management system reform which is specific of the Chinese context (Xie, 2003, 2004; Tao, 2001; Su and Deng, 2005, Yu and Wan, 2007; Zhou, 2004). Little in-depth research is done on the implications of the world heritage designation to the life of the local communities and responses of the locals and their endeavours and to cope with the change. This research, using a mixed research method, analyzes the implications of designating Mount Taishan as World Heritage to the local villagers living around. Mount Taishan was enlisted by World Heritage Convention in 1987 as one of the four earliest world heritage sites in China. For conservation purposes, some local villagers were relocated out of the mountain, and their livelihood means were changed, too. The findings of the paper revealed that World Heritage designation, while enhanced significantly heritage tourism on the mountain, caused a series of changes on the local life. Involvement in tourism services became a major surviving means of the local villagers. This paper presents findings from Taiqian village as a case study and discussed relevant responses of the locals to the changes in their life including their involvement route and pattern to tourism on the world heritage mountain.

World Heritage in China

China ratified the UNESCO Convention Concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage (WHC) and became a contracting party in 1985, and then became a member state of the World Heritage Committee on October 29, 1999. In 1986, China began to identify and nominate sites on its national territory to be considered for inclusion on the World Heritage List. Since its first inscription in 1987, China has been moving up the road of gaining world heritage enlistment. So far (as of June 2009) China has had 38 UNESCO listed World Heritage Sites, ranking the third in the world only next to Italy and Spain, with 25 of them being cultural heritage, 7 being natural heritage, and 6 being mixed cultural and natural heritage (UNESCO, 2009)[1], such as Mount Taishan.

[1] UNESCO World Heritage Center: http://whc.unesco.org/

The economic good of world heritage designation

Apart from the intention of conservation, the economic benefits from world heritage via tourism are also a major drive for the embracement of the UNESCO notion of world heritage by Chinese government and then the tourism industry in China. Since heritage sites became increasingly favored by visitors, both domestic and international (Dong, 2006), they stimulated substantial increases in local revenues. For instance, the annual tourism revenue of Mount Huangshan reached 200 million Yuan (about CAD$ 28.6 million[2]) after its inscription on the World Heritage List in 1990 as against 5 million Yuan (CAD$0.71million) before the inscription. For instance, the income from the entrance fee of the Ancient City of Pingyao reached more than 5 million Yuan (CAD$0.71million) in 1998 after the UNESCO designation as against 0.18 million (CAD$25,700) in 1997. At Mount Taishan, the tourism revenue in 1987 was 182 million Yuan (CAD$26 million). After the UNESCO world heritage enlistment in 1987, its annual tourism revenue kept growing and had reached 6.6 billion Yuan (CAD$0.94 billion) by 2005. Site managers and governments of various levels are therefore highly motivated to exert more efforts on applications for world heritage designation. Tourist reception data of several world heritage mountains presented in **Table 1** for the Golden Week[3] of October 2006 provide a further illustration. In addition to the existing 35 sites on the World Heritage List, China has had nearly 100 more sites in preparation for application for WHC nomination (Dong, 2006).

Political achievement of the local governments

As was noted by Dong (2006) and Xie and Zheng (2005), according to the current selection and appointment system of government officials in China, a medium-level (towns, districts, municipalities, etc.) official serves on a 5-year base, which means they have to demonstrate satisfactory "political achievements" (career achievements) within these five years so as to get further promotion. Achievement in economic development, local GDP growth in particular, under their leadership is usually taken as the most important indicator to evaluate their achievements. The successful world heritage enlistment of a heritage site within the jurisdiction of an official would be considered a "gold medal" for their leadership for it would likely lead to a dramatic growth in the local GDP, and then to a further promotion. Such examples have been taken as role models by many local government officials (Dong, 2006). Hence the local governments' desire for world heritage designation is natural and obvious.

The local communities of the World heritage

[2] Here 1:6 is the rate of Canadian dollar: RMB Yuan as is adopted in this research.

[3] Golden Week: refers to the three weeks of Chinese holidays, occurring in January or February around the Chinese New Year, May from 1st to 7th , and October from 1st to 7th. The Golden Week holiday system was approved by the State Council of the P.R. China on Sept. 18th, 1999. It was triggered off by the South-east Asian financial crisis of 1998, and was taken as a responsive initiative of Chinese government to stimulate consumption, spur the domestic economy, and promote domestic tourism.

Heritage is multi-functional, subjective, and selective (Ashworth and Tumbridge, 1996). Contestation and dissonance were manifested in the multiple and selective uses (Graham et al., 2000). World heritage added to the contestation and dissonance already embedded in the national-local nexus of Chinese heritage. The local residents are those whose life is most closely related to the heritage site. They usually lived in and around the heritage site for generations and had deep feelings toward and high sense of belonging to the heritage. However, for most large-scale world heritage sites in China, the conservation policy required that the local residents be moved out of the sites for conservation purpose. Some research revealed that this cuts the connection of world heritage sites to their local communities cause both livelihood and mental problems for the local people, which was overlooked in the past eras and, in some places in China, has become an element to threaten social stability (Zhang and Wang, 2004). The voice of the local communities seems to be overwhelmed by national and international calls in the heritage chorus. Heritage planners are challenged to determine how to use the multiple functions of heritage to mitigate the dissonance and serve its multi-layered stakeholders in a balanced way (Hall, 2000). This research conducted an in-depth study of the implications of the world heritage designation to the local life by examining local perspectives and attitudes towards the conservation of the world heritage mountain, tourism onsite, and their existing as well as desired relations with heritage resource and tourism. It can thus hopefully provide source of awareness and thought for Chinese planners and managers of the world heritage sites in problem solving and maintaining the overall and long-term sustainability of the world heritage.

The location of Taishan and Taiqian:

Mount. Taishan is located in central Shangdong province (Figure 1) which is in the lower reaches of the Yellow River and is one of the most important coastal provinces of China covering 156,700 square kilometer with a coastal line of 3,100 kilometers, and with a large population of 92.48 million. Shandong province is a popular tourist destination with its rich and diverse tourism resource. Mount Taishan and the Confucius Complex at Qufu, being UNESCO World Heritage Sites, are two of its key inland tourist destinations.

Mount Taishan lies across the cities of Tai-an, Jinan and Zibo. Its main peak, Yuhuangding (Jade Emperor Summit) which rises to 1,545 meters above sea level, is located within Tai-an City. Tai-an is a popular tourism city thanks to Mount Taishan, and is less than one hour's drive to Jinan, the capital city of the province. The name of the city, Tai-an, is derived from Mount Taishan and implies that "the country is prosperous and the people live in peace." Tai-an covers an area of 7,762 square kilometers with a total population of 5.5 million.

Taishan covers an area of 426 square kilometers. Around 7,000 stone stairs run for 9 kilometers up the mountain from the foot to the peak, constituting the axis of Mount Taishan and symbolizing the route from earthly human life to sacred heaven (Figure 2). Taishan has been held in high esteem by the Chinese people since ancient times. Historical records show that Mount Taishan became a sacred place more than 1,000 years before the Christian era and was visited by emperors to offer sacrifices and to meditate in the Zhou Dynasty (BC1050-221). In ancient times, the first thing for an emperor to do upon ascending to the throne was to climb Mount Taishan and pray to heaven and earth or their ancestors. It has

been recorded that 72 emperors of different dynasties made pilgrimages to this mountain. These special ceremonies and sacrifices earned the mountain widespread fame. In addition, many poets and literary scholars also visited the mountain to gain inspiration. The grandiose temples and the numerous stone inscriptions and stone tablets are the best testaments to these visits. Mt. Taishan also played an important role in the development of Buddhism and Taoism. Local villagers all believe in the Goddess of Taishan who is worshiped in the temple on the top of the mountain. Many people from nearby provinces, such as Henan and Hebei, also make regular pilgrimages to Taishan.

In addition to this, Mount Taishan boasts unique natural scenery, including lofty peaks, deep valleys, spectacular waterfalls, enchanting rocks and the centuries-old pines and cypresses (See Figure 2).

All the above attributes make great attractions to visitors. Mount Taishan was recognized by the State Council of China in 1982 as one of the earliest group of the National Scenic Spots and Historical Sites and was opened officially to visitors as a tourism destination, although visitation to this mountain has gone on for more than a thousand years ago. In 1987, Taishan was listed by the UNESCO World Heritage Convention of as a world natural and cultural heritage site, and, again, in 2006 it was designated as a UNESCO World Geological Park.

Technically, local population should be defined as the rural population living inside the Taishan Scenic Beauty and Historic Interest Zone (also Taishan Scenic Zone). Statistics showed that, in 2001, about 44,300 rural people lived within Taishan Scenic Zone in over 30 administrative villages located near the mountain with varying distances. It should be noted that only most of those located inside or closely around the mountain were relocated as required for the need of conserving Taishan as a world heritage site. Taiqian is one of the villages being relocated.

Taiqian village used to be situated in front of the entrance to Mount Taishan and some of the villagers lived inside the mountain before being moved by Taishan Administrative Committee. It is now the closest village to Taishan among the selected villages under our study. There are about 1,500 villagers and more than half of them experienced relocation. The whole village experienced livelihood changes due to Taishan's conservation as a world heritage site and due to the tourism on and around the mountain. As compensation, certain privileges to operate tourism service businesses were offered to Taiqian villagers and more than half of the villagers held jobs or ran small businesses, such as home-style restaurants and souvenir shops, along the climbing route to the mountain.

Study Methods

Mixed research methods are employed for this study. Both qualitative and quantitative data can contribute to all aspects of evaluative inquiries (Cook, 1995; Sechrest, 1992, cited in Patton, 2008). Patton (1987) pointed out that neither of these two paradigms is intrinsically better than the other and recent developments in research have led to an increase in the use of multiple methods, including both qualitative and quantitative data. Triangulation of methods has been commented upon positively by many researchers (Freeman et al., 1979; Patton, 1987; Shapiro, 1973; Rossi and Freeman, 1993). Triangulation, emphasizes the use of a combination of methods and sources of information (Patton, 2002). The four basic types of triangulation

are: 1. data triangulation, the use of a variety of data sources in a study; 2. Investigator triangulation, the use of several different researchers or evaluators; 3. Theory triangulation, the use of multiple perspectives to interpret a single set of data, and 4. Methodological triangulation, the use of multiple methods to study a single problem (Denzin, 1978).

Similarly, mixed methods research is advocated by Creswell and Clark (2007) which essentially emphasizes the mixture of qualitative and quantitative approaches in many phases in the research process. It focuses on collecting, analyzing, and mixing both quantitative and qualitative data in a single study or series of studies. The central premise of mixed methods research is that "the use of quantitative and qualitative approaches in combination provides a better understanding of research problems than either approach alone" (Creswell and Clark, 2007, p5).

This does not mean the more methods used, the better is the research. Rather, decisions about methods should depend on the nature of the research and the context in which it is conducted. Shapiro (1973:543) indicated, "Research methodology must be suited to the particular characteristics of the situations under study…. An omnibus strategy will not work."

Mixed methods research or research triangulation is perceived as appropriate to the authors' research on the global-local nexus of a world heritage site in terms of complicated relations and issues.

Using a case study and with an ethnographic approach, this research employed several methods to collect data. Qualitative data were obtained through interviews of varied kinds with 2 village leaders and 3 villagers of Taiqian, two of whom received follow-up interviews. Quantitative data were obtained through 7-scale questionnaire surveys, plus information obtained through on-site observation and secondary data collected during the field trips. The questionnaire survey for Taiqian villagers was composed of two sections: Section 1 contained 25 attitudinal statements aiming to see, from the community perspective, how tourism and the world heritage resource were used to address their needs. Section 2 contained 2 open-ended questions together with questions soliciting demographic information. One hundred questionnaires were distributed, of which 83 were returned and 78 were suitable for analysis. The demographic feature of the valid 78 respondent showed that they could reasonably represent the attitudes and perceptions of this local village. The data obtained from the 25 questionnaire statements are analyzed and presented according to these three major themes.

Research findings:

The data were analysed mainly focused on local responds to the impact of WH designation and tourism based on the three main aspects of their concern relating to the world heritage mountain: resource conservation, tourism development and local involvement. Both quantitative data and qualitative data were examined in this matter.

1. Quantitative data

Local perceptions on resource

Table 2 reveals local residents' perceptions on Taishan heritage resource conservation. The majority of the local residents believed they had a high sense of the importance of protecting the heritage resources of Taishan (See S25). In fact, interviews with village people also confirmed this point. More than one of the interviewees told the author the story of a recent (as of 2006) mountain fire. When the villagers saw the smoke and fire, they all stopped what whey were working at without hesitation and rushed to the fire spot with tools and fought the fire voluntarily. At the same time, they reported the fire to the Taishan Administrative Committee so that professional firefighters could come to the rescue. It was always the villagers who arrived first and took action in cases of previous fires at Taishan. A villager said, "We are the ones who take the mountain as our life, and we never thought of any gain or payment from the government as a condition to fight the fire."

When asked whether the natural environment was destroyed by tourism development, 56% responded no and only 20% said yes (S22). This can be interpreted from two perspectives. First, the villagers are content with the existing status of resource conservation and, secondly, the villagers are positive and optimistic towards tourism which they hope will bring better prospects for them. However, most of them indicated that the past development of Taishan Scenic Area had not reflected their anticipation and requirements, and neither were they clear about the future development direction and goals (S20, S21). When asked if they would like to know the status of heritage resources and tourism in Taishan and to express their opinions, 39% expressed their reluctance to become involved to varying degrees, 21% did not express their opinion, while 39 indicated that they would like to know more about the situation (S19). Qualitative interviews shed some light on the reasons why the villagers lack enthusiasm about getting informed of resource conservation and expressing their opinions. "They would not listen to us", said a retired village leader, "It's merely a waste of time even if we tried to say something."

Local perceptions towards tourism development

The survey results show that local residents cherished high enthusiasm and anticipation towards tourism (Table 3). Almost all of them (95%, S1) indicated that they were always friendly towards tourists and many of them would offer help to tourists, even for free (61%, S5). The majority (68%) showed their willingness to work in the tourism industry (S2). Only around 20% agreed that the natural environment had been destroyed by tourism development. The majority (76%, S4) did not think tourist activities caused inconveniences to their life. All this information indicates that local residents in the Taishan heritage site have a quite positive perception towards tourism and expect tourism will bring a change for the better to their lives. Doxey developed an Irritation Index Model (IRRIDEX) for analyzing community attitudes towards tourists (Doxey, 1975). It represents a four-stage escalating irritation of residents as the impact of visitor number increase and increase of competition for resources between visitors and local residents. The four stages are: euphoria, apathy, irritation and antagonism. Putting the perception of the locals of Mount Taishan towards tourists into Doxey's model, we may find that the locals are basically in the stage between Euphoria and Apathy, although

tourism of the heritage mountain has be in a deep-developed stage and locals traditional way of using the resource was actually denied by the UNESCO designation and conservation .

However, many of them either disagreed (44%, S13) or felt it hard to say (23%) when asked if they felt their quality of life was positively impacted by tourism. A majority (57%, S6) agreed that they enjoyed interacting with tourists. However, more than half (cumulatively 57%, S7) disagreed or felt it hard to say if their activities were a part of the tourists' experience. When asked about the consequences of tourist-local interactions, such as whether some of their thoughts were changed through interacting with tourists and whether interacting with tourists was an important source of information, the positive response was low (34.1%, S23; 25.8%, S24).

Local perceptions towards their benefits and involvement

The data also provide useful information for examining local benefits and local involvement (Table 4). Many respondents (58%, S3) held jobs or work related to Taishan tourism, but only a small proportion (29%, S8) were satisfied with their income from tourism. It appears that the Taishan Administrative Committee did not produce satisfactory incomes nor did it help to build community facilities for local people (S9, S10, and S11), although the management personnel, in interviews, indicated that they have provided channels or sources of income. However, local people did get reduced fees or free entrance to the world heritage site around which they live (S12). There was a high negative response to the inquiries concerning the opportunity to get training on resource conservation, tourism skills and livelihood options (S14, S15, S16). This may be one reason for the low involvement of the locals.

Local involvement in resource and tourism planning and management is low in terms of both involvement enthusiasm and involvement level. Many respondents felt that they did not have effective ways to get their voice heard and that Taishan Administrative Committee would not listen to them (75%, S18; 70%, S17). So, only a small number (39%, S19) of people were concerned about acquiring more information. The majority were not happy with the past development of Taishan Scenic Area, nor were they clear about the future development direction and goals (62%, S20, 68%, S21). This may be the reason why 39% expressed their concern, 21% felt it was hard to say, and another 39% felt disinterested when they were asked whether they would like to know the status of the heritage resources and tourism of Taishan and to express their opinions about them (S19).

Given the above findings, it is not surprising that only a few respondents answered the open-ended question, question No.26: "Presently the most serious problem existing in tourism development on Taishan that I am concerned about is ___". Some of the few answers were related to lack of opportunities for employment, lack of financial support, and lack of chances to have their voices heard. As for the follow-up question: No. 27: "The best way I hope to solve the problem is __", even fewer responded, with one suggestion being "Think for us, and listen to us" and another being "More financial and policy support."

2. Qualitative Data

Local perspectives Taishan heritage resource conservation

They showed deep attachment towards Taishan and positive attitude on resource conservation. Coinciding with the result of the questionnaire surveys, all local villagers interviewed showed their high attention and concern towards the conservation of heritage resource of Taishan. To these villagers, Taishan is their root, their life sustainer, and their asylum god. A villager termed Taishan as "a mother mountain" (interview with villager1,). Most of the villagers and their families had been living in and around Taishan for generations, had an instinctive love for the mountain, and had rich experience of living in harmony with the mountain. For instance, a villager told that they knew what kind of trees grows best in the mountain. Their ancestors had the tradition of building their houses and fencing walls with screes or cobblestones found in the dried riverbed rather than quarry from the mountain body. They worshiped Taishan as a deiform mountain and believed that even the smallest cobblestone in the dried riverbed was blessed by Taishan and might bring good luck to the house built with it (interview with Villager 2). A village leader said that villagers were those who had the highest awareness and enthusiasm to conserve Taishan and would report to Taishan Administrative Committee once they found fire occurring in the mountain and would arrive at the fire spot right away and take action with what they can putting out the fire. As he put it, "Since what we eat and drink are from Taishan, we should take good care of it and protect it. All the villagers understand this better than anyone else " (interview with village leader 1).

Consequences of resource conservation on the local villagers

On one hand, these local villagers had no strong negation to the present status of Taishan resource conservation; on the other, complaints could be heard from the villagers constantly about consequences on their life resulted from conservation of this world heritage mountain. Relocation was the foremost problem brought out which resulted in several other problems. Next to relocation was the problem of loss of the land and change of livelihoods.

Relocation

As is a big issue in many of the Chinese World Heritage Sites, relocation was concerned a lot by the interviewees who were the local residents. Relocation started soon after the UNESCO designation of Taishan as a world cultural and natural heritage in 1987, and it has not been completed until the time of the research as was indicated in the Taishan Conservation Master Plan (2000-2020). Before talking to the villagers, I got positive perceptions about the relocation issue concerning Taishan both from the leader of Taishan Administrative Committee and from the village leaders interviewed. The management people said that they input much effort in relocating the villagers who used to live in and close around the mountain for the purpose of better conservation. Basically new standardized residences were built in the new community near Taishan for the relocated villagers in light of the measure of area of their old houses in and around the mountain, and the villagers were compensated financially if their new houses were smaller than their old ones while they had to pay some due money for the extra area at the cost price if the new houses were bigger than their old ones. Asking if the villagers were willing to move out and further away form the

mountain, I was told by the committee management people that most of the villagers were quite supportive to the course of heritage conservation and were happy to move to the new community although there were a few who had some problems. The answer to my further question as how to deal with those problems was: communication, persuasion, negotiation, and regulation. The village leaders were those who did the detailed and substantial job of the communication and persuasion. They acted like a broker between the Taishan Administrative Committee and the villagers. As how to resolve the dispute caused by relocation, a leader of Taiqian village, taking for instance, said that the relocated villagers in their village enjoyed the priority or privilege to be employed in village-run tourism company, and sustain their livelihood by working in the hotels or restaurants or selling souvenirs in the souvenirs stores lined up along the climbing route toward to top of the mountain.

Nevertheless, different voices were heard through the interviews with the local villagers. The interview with a fruit vender at the village street corner revealed that the policy of the relocation implied an order to take for the villagers. The villagers told the researcher that they knew well about the value of Taishan and would support the heritage resource conservation, even though they were definitely reluctant to move from their houses where they had lived for generations, and which was especially difficult for the old people. Village meetings were organized by the village committee for education and communication. Village leaders also went to the families who felt difficult to consent to the policy to persuade them and bring them around. However, relocation was indeed a very big issue for them as it meant tremendous changes to their life. Interviews revealed the problems arising from relocation mainly in five aspects:

1. Moving out and away from the mountain means change of tradition and living habits of the mountain villagers who were used to living in the mountain in generations.

2. Many of the families who used to live in and around the mountain already ran tourism-related business of varied types and scales and it guaranteed a fairly nice income to sustain their life. Moving out implied not only loss of good income but also loss of the means of making a living to some of them.

3. Many of the relocated villagers were not satisfied with the compensation, either because the reality did not meet their expectation, or because some promises were not kept.

4. Equity was another issue. Many of the villagers were ordered to move, but a few others stayed and continue their life and business in the mountain. Some relocated villagers had job opportunities offered by the village committee in the village-run business while some others did not, and some had better opportunities (better work and better income) than others.

5. Some villagers felt they had better sense and more local knowledge than those conservation professionals in terms of protecting Taishan. They could not be convinced why they could not live in the mountain as custodians to cater the tourists and to conserve the heritage resource as well.

Loss of land, and change of livelihoods

Positive messages were obtained from media and from the management people. It was reported that "Taishan District Government was exploring a long-term mechanism to guarantee the farmers who lost their land due to heritage resource conservation as well as

urbanization to live in peace and enjoy their lives".[4] The report cited several measures adopted by the government in dealing with the challenge. These measures include: providing policy support and skill training for some young and middle-aged villagers to set up their own service business catering to the visitors of Taishan as well as urban residents of Tai-an city; providing them with technology support and skill training in terms of growing high-income economic plants such as fruits and herbs; and establishing a social security system for the aged villagers in terms of pension and medical treatment. Interviews with the management people and the local government got further proof of the information. Encouraged with this, the researcher went to the villages and obtained further detailed information through observations and interviews with the villagers.

To sum up the information, several aspects are presented in the following:

1. Loss of land: Taiqian is one of the three villages which suffered most from land loss due to heritage conservation and urban sprawl. The village was impacted by urban sprawl after relocation with almost all the land being purchased by the government and their traditional livelihoods being completely changed.

2. Change of lifestyle: Observation shows that Taiqian was not any more village-like but more like town neighborhoods with cement or asphalt streets and neat and more standardized houses which was the result of the relocation, although rural and traditional phenomena could still be seen from the dried local products such as mushrooms, red-chilly peppers and garlic hung on the front walls of the building as well as the fouls raised in the yards. There was a Local Food Street in Taiqian village where about 30 family-run restaurants lined up the two sides of the street serving local, homemade meals for visitors as well as residents of Tai-an city. The researcher was told that most of the owners of the houses and restaurants were local villagers with a few being outside investors.

3. Change of means of living: By the time of the field research, more than 50% of the Taiqian villagers between 18 and 55 of age were working in tourism related businesses and enterprises run by the village, all of which were under the umbrella of a tourism company owned and managed by the village committee. The others held regular or irregular jobs of varied kinds other than agricultural ones either with the help of the village committee or by their own means, either in Tai-an city, or in some other cities or provinces, usually known as "Nong-Min-Gong"(migrant rural workers). People reaching the retirement age did not work, but they enjoyed pension and medical benefits arranged by the village committee whose major financial source was tourism.

4. Policy support and financial assistance as compensation: Interviews confirmed that governments of varied levels (Municipal, district, and the Taishan Administrative Committee) provided policy support and certain financial assistance to help people of these villages. As noted by a village leader, policy support from the government meant a lot to them. It was understandable considering the central and top-down institutional system they had long been in China. Only with the government consent could they carry out what they had in their mind to adapt themselves to the change and to make the best out of what they had. Also, it was confirmed that pension and medical insurance system was implemented in Taiqian village

[4] http://www.dzwww.com/xinwen/xinwenzhuanti/ffcl/qlfj/t20051028_1239245.htm

which was enforced as a compulsory policy and supervised by the government, although all the cost were from the budget of the village committees. However, financial inadequacy had always been a big problem. According to some villagers, financial compensation they were supposed to receive from the government could not always be implemented in a satisfactory way. Also, some of the villagers were not happy with compensation standard for relocation and land requisition and felt the money they were offered was far from enough to use to cope with their life thereafter. Complaints arose the most from those villagers who did not have the guarantee of a long-term means to sustained future life, say, holding a job in the village-run tourism business.

5. Nostalgia of the old to traditional life: Qualitative data also showed that there were some villagers, especially the old ones who were nostalgic about their old life in the mountain. They were not used to the new houses/apartments, and the new style of life which caused discomforts both physically and psychologically. However, most young villagers interviewed, especially those who were financially well off preferred this change of their livelihoods. They preferred living like the urban people. They liked their new and modern way of life, interacting with tourists, knowing more about the world, and making more money than they did farming.

6. Equity issues: Equity issues were raised again, mostly in the expression that relocation as not fairly arranged, compensation rules were not fairly implemented, and job opportunities were not equally distributed, and so on.

Local responses on Taishan heritage tourism

All the interviewees showed very positive and enthusiastic attitude towards tourism. The village had been actively seeking opportunities to develop tourism and benefit from it. Observations also showed that local residents who worked in souvenir stores and restaurants or hotels in the mountain (lining up the climbing route) or at the foot of the mountain were polite and friendly towards tourists they interacted with. Being asked if they felt any inconvenience caused by tourism or any offensiveness by tourists, almost no one in the villages said they did. In fact, taking Doxey's Irritation Index as reference, the local people's attitude towards tourism and tourists were still between the level of "Euphoria" and "Apathy". This is an interesting phenomenon in that the reality of tourism development in Taishan started in the mid 1980s and was already dwelt in the deep-developed period between "consolidation" and "stagnation" coining Butler's terms (Butler, 1980). Potential social capacity for tourism was visible there as the local villagers hoped to receive more tourists, although tourists always flood the mountain during the high seasons.

Current situation of local participation in tourism

Taiqian village was one of two earliest villages to participate in tourism at Taishan due to its geographic location. Many of the villagers who lived in and at the very foot of the mountain voluntarily undertook tourism related work either by running small family-owned service business, or selling local products such as tourism souvenirs even before collective moves organized by the village committee were taken in 1983. By the time of the field research, there were 5 hotels, one passenger transport service coach team with a capacity of 624 seats, 35 souvenir shops, tourist convenience stores, family-based restaurants, and a

number of seasonal kiosks providing food and beverage as well as photo-taking services which lined up the tourist climbing route from the foot to the top of the mountain. They were operated under the umbrella of Taiqian Tourism Service Company affiliated to Taiqian Village Committee. There were about 1000 registered employees in the tourism company which covered more than half of the village's total labor force and covered three quarters of over 400 families. According to the village leader in charge of tourism affairs, the tourism income made up to almost 70% of the annual total revenue of the village, and the average annual income of an employee was around RMB ￥5000-6000(equivalent of CAD$ 710-860).[5]

Local expectations towards tourism and existent challenges

Both interviews and observations in the village revealed some positive and optimistic aspects of tourism undergoing in and around Taishan. However, problems were also exposed at the same time. To summarize:

1. There are still many villagers hoping to participate in and get benefit directly from tourism while the capacity of tourism in terms of accommodating local participation is limited and the tourism labour market around Taishan tended to reach saturation considering the current operation pattern.

2. It is reflected that many "outsider non-registered tour guides" (termed by the village leader) also wanted to enter and get a share of the cake of Taishan tourism. However their nonprofessional behaviors damaged the image and reputation of the locals. They did not obey the rules nor did they pay tax and management fees. They misled tourist by low-quality interpretations and by directing them to have meals or purchase souvenirs with over-charged prices. Tourist would think they were cheated by the local people and would complain about it towards Taishan Administrative Committee.

3. Almost all the village leaders expressed their anticipation of more financial support from the Taishan Administrative Committee and upper-level governments. They complained that they had some good projects for which they had confidence to attract investors, but the Taishan Administrative Committee would not let them do so since those projects were not considered appropriate for development in the scenic zone of Taishan as a world heritage site.

In addition to the above problems, vicious competitions were also heard of among villages and among villagers. Apparently tourism was highly regarded as an important means of life-making now by the local villagers living around the mountain. With world heritage designation and conservation, tourism seemed becoming the most effective and acceptable way to practice their old tradition as "Those living near the mountain live off the mountain."

Local strategy of involving in and benefiting from tourism

In coping with difficulties of relocation and loss of land and gaining stronger competitiveness in tourism, in consulting with villagers, and being approved by the upper-level government (then the Taishan District government of Tai-an city), Taiqian Village Committee decided to set up a village-based tourism company, Taishan Tourist Service Company. Both the management people and the employees were all from Taiqian

[5] 1:7 is the exchange rate between Canadian dollar and Chinese RMB adopted in this thesis.

village. Village leaders automatically became the management team. They sorted out the resource and assets that they owned and got them ready for contracting out. A prerequisite was that eligible contractors must have household registration of Taiqian village. Bidding was conducted through both big-scale and small-scale village meetings. The winners of the bids would become the contractor of a certain tourism business, might it be a souvenir shop, or a restaurant, or even a hotel. Villagers could bid in single person or in groups, i.e., it could be a single contractor, or a collective of contractors to win a bid. Terms and conditions were attached to the contracting. For instance, if one took the contract of a certain souvenir store, he/she first would have a basic salary offered by the tourism company as an employee of the company. He/she also had to promise an annually increased turnover to the company within the contract years. If the actual revenue went more than the promised turnover, the surplus would belong to the contractor(s); if the actual revenue went less than promised turnover, the contractor(s) had to pay the deficit with their own money. The contractors also had to accommodate certain number of employees depending on the scale of their business. Those employees were employees of the company rather than the contractors, and they earned basic salaries from the company while they also got bonus from the contractor if business was good, but they did not have to be responsible for the deficit if business was bad. All the employees in the tourism company enjoy pension benefit and medical insurance arranged by the company.

As was told by the general manager of the tourism company, the total employment in tourism through the company (around 1000 people) covered more than half of the village labor force and families involved in tourism took three-fourths of the total of approximately 400 families of the village, while the income from tourism made up to 70% of the total revenue of the village. Tourism had become a vital means for their living. As asked how the tourism money was distributed and spent, the manager told that most of the money was used to pay the salary as well as the welfare benefits of the employees, a part was used for pension and medical insurance for the disabled and aged villagers (male at the age of 60 and female 55 and above), a part was used for paying governmental fees (including tax), and a part was used for children's education (all the school-age children of the village enjoyed free education), and so on. Apparently the entire village life was heavily dependent on tourism.

One question caused the researcher's concern particularly during the interview: How did Taishan Administrative Committee or any upper-level governments react to or support your developing tourism? Answers from Taiqian village were that the committee and the upper-level governments were supportive in terms of certain preferential policy to encourage them to develop tourism as an alternative for livelihoods. Due to various limits, they could not provide the villagers with much financial support which was badly in need at the start-up stage. Funding was a problem most frequently raised by the villagers and the villager leaders.

Discussion and suggestions

As was pointed by Ross and Wall (1999), the well-being of local community is one of the 3 key elements, namely, resource, tourism, and locals, in evaluating the overall and long-term sustainability of ecotourism, the damage or weakening of any of which will impact the whole heritage stability, and thus local resident should not be ignored nor disadvantaged in resource conservation and tourism development. In the case of Taishan, the world heritage designation and its tourism should ideally contribute to the local wellbeing in addition to conserve and celebrate itself as a universal treasure of the globe. However, it seems the UNESCO designation of Taishan did not serve this purpose in a desired manner. The analysis of the quantitative and qualitative data of this research highlighted some major issues in the heritage-local nexus resulted from world heritage designation.

The villagers cherished deep feelings towards Taishan and took pride in its UNESCO world heritage designation. They were also basically content with the existing status of the heritage resource conservation under the charge of Taishan Administrative Committee. However, their sense of belonging to this heritage mountain were discouraged due to reasons such as relocation, unsatisfactory compensation for relocation, and depravity of their right to use the heritage resource in their traditional way.

Relocation and loss of land became a major threat to the livelihood sustainability of the local villagers. In respond to this change, villagers showed high enthusiasm to the involvement in tourism services on the heritage mountain. Tourism became a new livelihood means for local survival. However, due to limited resource and opportunities of participation, local involvement in tourism displayed varied problems such as lack of star-up funding support, lack of skill training, and inequity and unhealthy competition between local village and other power stakeholders as well as within the villager group. All these issues should be considered in developing and implementing the world heritage conservation and development plans.

Nonetheless, the strategy developed by Taiqian village committee in leading the village people to get active and organized involvement in tourism was worth of notion and it provided practical experience to draw on. It brought the majority of the village people (of not all) under its umbrella by setting up a tourism company contracting out services to the villagers and meanwhile taking responsibility of social welfare such as pension and medical insurance. This, to a great extent, alleviated the tension and stress in their life caused by the world heritage designation.

However, it should be noted that the sustainability of local life can not solely depend on tourism of the world heritage mountain since this will definitely place more pressure to the world heritage conservation, on one hand, and will lead to the vulnerability of the local livelihood as tourism is quite seasonal, very sensitive to natural disasters, and very dependent on the political, social, and economic status of the provincial, national and even global paradigms.

In light of the above discussion, some constructive suggestions are raised here:

1. The improvement of local well-being should be included in the goals and objectives for world heritage resource conservation planning and tourism planning.
2. Local voices should be heard and local involvement in benefit sharing should be further improved in terms of equity. Means of greater local involvement in decision making should be sought.

3. Tourism revenue, including the ticket income from Taishan, should be used in substantial amounts for supporting local well-being.
4. Local attachment to the world heritage mountain and their sense of belonging should be respected and strengthened.
5. The local's over-dependence on tourism as livelihood means and the overall livelihood sustainability of the local villagers should be considered.

Conclusion

This research examined the implications of the world heritage designation of Mount Taishan in China to the life of one of its local villages, Taiqian, by analysing the local perspectives on their relation to heritage resource and tourism and their actual responses to the change in their life resulted from the designation. Both quantitative and qualitative data were collected and analyzed. Local villagers are at the very bottom of the heritage stakeholder hierarchy. They did not have time to complain about the costs and the changes they had to live with in order that the world heritage mountain might be conserved, for they were striving to adapt to new livelihood sources. They were taking every opportunity they could to benefit from tourism to survive. Heritage resource, tourism, and local community are three fundamental elements to a world heritage site. They are interlinked and undermining any one of the three will weaken the others. The goal of world heritage planning and management should be to maintain symbiotic and mutually beneficial relations among the three elements. Otherwise, the merit of the UNESCO designation should be questioned if only tourism is promoted but the heritage resources are not conserved and local well-being is not improved.

Bibliography

Ashworth, G. J. and Tunbridge, J. E. (1999) Old cities, new past: heritage planning in selected cities of Central Europe. GeoJournal, 49:105-16.

Butler, R.W. (1980) The concept of a tourist area cycle of evolution: Implications for management of resources. In Canadian Geographer, 24: 5-12

Cook, W.D., Kress, M., and Seinford, L. (1994) A multi-criteria composite index model for quantitative and qualitative data. In European Journal of Operational Research, 78-3 367-379.

Creswell, J.W. and Clark, V.P. (2007) Designing and conducting mixed methods research. Thousand oaks: Sage Publications

Denzin, N.K. (1978) The research act: A theoretical introduction to social methods. (2nd edition) New York McGraw Hill.

Dong, Y. (2006) Protection and development of the world heritage in China, http://www.shanshuang.gov.cn/bsshanzhuang/download/pdf/0040.pdf

Doxey G.(1975) A Causation Theory of Visitor-Resident Irritants: Methodology and Research Inference. InProceedings, Sixth Annual Conference, Travel and Research Association. San Diego, CA. 1975.

Du Cros, H. (2001). A new model to assist in planning for sustainable cultural heritage tourism. In International Journal of Tourism research, No.3, 165-170.

Freeman, H.E., Rossi, P.H., and Wright, S.R. (1979) Evaluating social projects in developing countries. Paris: OECD.

Graham B., Ashworth, G.J. and Tunbridge, J.E. (2000) A geography of Heritage: Power, Culture and economy. London: Arnold.
Hall, C. M. (2000) Tourism planning: Policies, processes and relationships, Harlow: Prentice Hall.
Hall, C.M. and McArthur (1993) Heritage management in New Zealand and Australia. Auckland: Oxford University Press.
McKercher, B, Ho, S. Y., and du Cros, H. (2005) Relationships between Tourism and Cultural Heritage Management Tourism Management 26(4): 539 - 548
Nuryanti, W. (1996) Heritage and postmodern tourism. In Annals of tourism research. 23(2), 249-260.
Patton, M.Q.(1987) How to use qualitative methods in Evaluation. SAGE Publications.
Patton, M.Q. (2002) Qualitative research and evaluation methods (3rd edition) Thousand Oaks: SAGE Publications.
Patton, M.Q.(2008) Utilization-focused Evaluation (4th edition). Thousand Oaks: SAGE Publications.
Ross, S. & Wall, G. (1999). Evaluating Ecotourism: The Case of North Sulawesi, Indonesia. *Tourism Management,* 20, 673-682.
Rossi, P.H. and Freeman, H.E. (1993) Evaluation: a systematic approach. (5th edition) SAGE Publications.
Shapiro, E. (1973) Educational evaluation: Rethinking the criteria of competence. In School review, November, 523-549.
Stubbs, M. (2004) Heritage-sustainability: Developing a methodology for the sustainable appraisal of the historic environment. In Planning, Practice & Research, 19(3), 285-305.
Su, Y. and Deng H. (2005) Current status, issues, and countermeasures of World Heritage conservation and management in China. In Development Study, No.5: 76-80.
Tao, W. (2001) Study on the sustainable tourism development on the world heritage sites in China. Beijing: China Tourism Press.
Timothy, D.J. and Boyd, S. W. (2003) Heritage tourism. Essex: Pearson Education Limited.
Xie, N. (2003) Discussion on some problems with national key tourist attractions. In Planners, 19-7: 23-26.
Xie, N. (2004) An urgent need for reforming World Heritage management system in China (An Interview with Prof. Xie Ninggao) on www.news.sohu.com. Feb. 2, 2004.
Xie, Zh. And Zheng, X. (2005) Some theoretical thoughts about study of cultural heritage tourism. In Journal of Guilin Advanced Tourism College, 14-2:21-25.
Yu, X. and Wan, Jan. (2007) Study on the limitation of the definition of world cultural heritage. In Journal of Yunnan Normal University 39-4:79-82.
Zhang, M. and Wang, L. (2004) Co-management: transformation of community affair model in Chinese nature reserves. In Journal of forestry Research, 2004-4: 21-25
Zhou, W. (2004) The motive behind the world heritage application. In Economic Reference, 05/07/2004. http://news.xinhuanet.com/fortune/2004-07/05/content_1573312.

Table 1
Golden Week of October 2006 tourist reception and entrance income of six World Heritage mountains in China

Mountains as World Heritage Sites	Tourist Reception（10,000 person/time）								Entrance Fee (RMB ￥Yuan)	Total (RMB ￥million Yuan)
	May 1st	May 2nd	May 3rd	May 4th	May 5th	May 6th	May 7th	Total		
Mount Taishan	1.6	3.24	3.36	2.63	2.40	1.59	0.81	15.63	100	15.63
Mount Wuyi	2	3.86	2.95	2.79	1.74	0.86	0.41	14.61	110	16.07
Mount Emei	1.51	2.30	2.85	2.9	1.72	1.54	1.51	14.33	120	17.20
Lushan National Park	1.16	2.20	2.53	2.30	1.55	1.20	0.77	11.71	135	15.81
Mount Huang-shan	0.69	2.26	2.01	1.54	1.20	0.53	0.36	8.59	200	17.18
Mount Wudang	0.42	1.05	1.2	1.26	0.74	0.47	0.42	5.56	110	6.12

Source: Dong, 2006

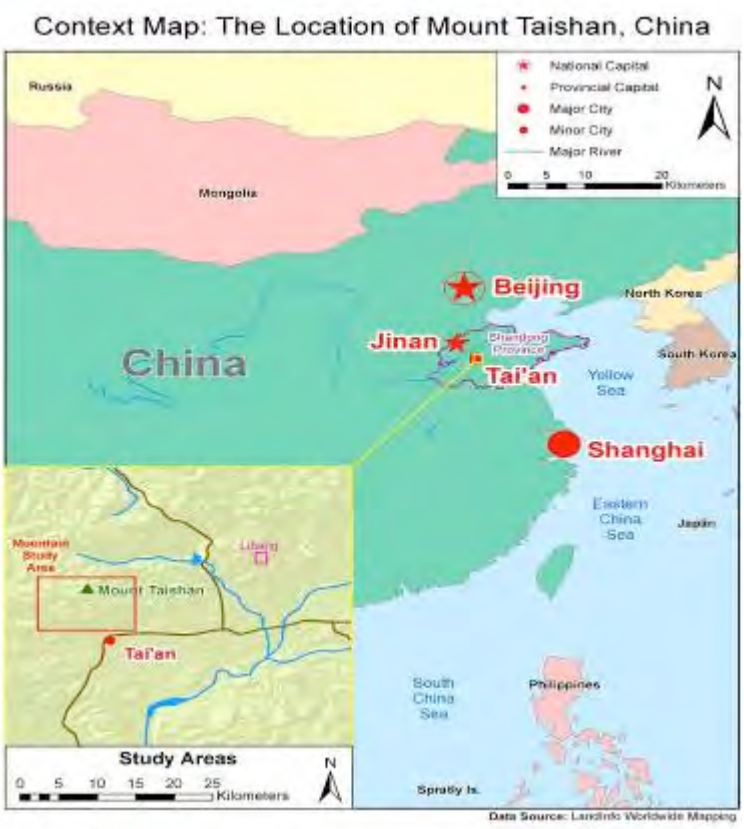


Figure 1
Location of Taishan

Figure 2

Table 2
Local responses on resource conservation on and around Taishan (N=78)

	mean	Standard Deviation	Percentage						
			Totally disagree	Disagree Strongly	Disagree	Hard to say	Agree	Agree Strongly	Totally agree
			1	2	3	4	5	6	7
S19 I hope to know about resource and tourism of Taishan and express my opinion.	4.1	2.1	17.8	3.3	18.3	. 21.2	9.5	7.7	21. 2
S20 I think the passed development of the Taishan Scenic Area has reflected our anticipation and requirements.	3.2	1.7	17.4	21.2	23.7	16.6	11.2	3.3	6.6
S21 I am clear of the future development direction and goals of the Taishan Scenic Area.	2.9	1.7	24.1	27.8	16.3	13.3	9.5	4.6	4.6
S22 I think the natural environment has been destroyed by tourism development.	3.4	1.7	16.6	10.8	27.8	24.5	8.3	5.8	6.2
S25 I have strong awareness to protect the cultural and natural heritage of Taishan.	5.4	1.7	0.4	2.5	18.7	17.0	5.4	10. 4	45. 6

Table 3
Local responses on tourism development on and around Taishan (N=78)

	Mean	Standard Deviation	Percentage						
			Totally disagree	Strongly	Disagree	Hard to say	Agree	Strongly agree	Totally agree
			1	2	3	4	5	6	7
S1. I am always friendly towards the tourists at Taishan	6.3	0.9			2.5	2.9	7.5	32.8	54.4
S2.I'd like to work in tourism industry.	5.2	1.7	0.4	9.1	12.9	9.5	20.3	11.6	36.1
S4.Tourist activities do not make inconvenience to my life.	5.4	1.4	0.4	2.1	5.4	16.2	26.1	19.9	29.9
S5 I'd like to offer help to tourists, even for free.	5.2	1.6	0.8	1.7	15.8	20.3	13.3	20.7	27.4
S6 I can find fun in interacting with tourists.	5.0	1.5	1.2	3.3	12.0	26.1	23.7	10.0	23.1
S7 I feel my activities are an integrated part of tourist experience.	4.3	1.7	5.8	8.7	14.5	27.4	19.5	8.7	15.4
S13 My life quality is impacted by tourism more in better ways.	3.9	1.8	12.0	7.9	22.0	22.8	14.9	7.5	12.9
S23 I feel some of my thoughts are changed through interacting with tourists.	4.0	1.4	1.7	13.3	24.5	26.6	21.2	5.8	7.1
S24 Interacting with tourists makes an important source for information.	3.6	1.5	4.1	17.4	32	20.7	16.6	1.7	7.5

Table 4
Local responses on local benefit and involvement (N=78)

	mean	Standard Deviation	Frequency and percentage						
			Totally disagree	Strongly disagree	Disagree	Hard to say	Agree	Strongly agree	Totally agree
			1	2	3	4	5	6	7
S3.My daily work is highly relevant to Taishan tourism	4.9	1.6	2.9	3.4	7.5	20.1	20.7	17.0	20.3
S8 I am satisfied with income from tourism.	3.4	1.8	19.9	15.8	13.7	22.0	13.7	10.0	5.0
S9 A good part of income is from Taishan Administrative Committee(TMC).	2.1	1.8	63.1	10.0	5.8	6.6	6.2	3.7	4.6
S10.TMC often provides us with welfare	2.0	1.6	66.0	7.9	6.6	5.9	10.4	3.3	0.8
S11 Quite a few facilities of our community are built by TMC.	2.8	1.8	34.9	19.9	12.9	14.5	3.3	11.2	3.3
S12 I enjoy a reduced fee or free entrance to Taishan.	6.2	0.9	0.4		1.2	3.7	12.0	39.8	42.7
S14 I can get training on how to interact with tourists.	3.0	1.7	19.9	23.7	28.6	11.2	5.0	4.1	7.5
S15 I can get training on heritage conservation.	2.8	1.6	21.6	29.5	24.5	9.5	5.8	5.0	4.1
S16 I can get training on options of livelihoods.	2.6	1.5	24.1	37.8	17.4	7.9	7.5	2.5	2.9
S17 The TMC listens to our opinion concerning resource and tourism.	2.8	1.8	38.2	9.5	22	9.5	2.4	4.1	4.1
S18 We have effective ways to express our opinion to TMC.	2.6	1.6	34.9	18.7	21.2	10.8	7.1	5.0	2.5

S19 I hope to know about resource and tourism of Taishan and express my opinion.	4.1	2.1	17.8	3.3	18.3	21.2	9.5	8.7	21.2
S20 I think the passed development of the Taishan Scenic Area has reflected our anticipation and requirements.	3.2	1.7	17.4	21.2	23.7	16.6	11.2	3.3	6.6
S21 I am clear of the future development direction and goals of the Taishan Scenic Area.	2.9	1.7	24.1	27.8	16.3	13.3	9.5	4.6	4.6